

Albert Speer

Au cœur du Troisième Reich

Préface inédite
de Benoît Lemay

Pluriel

[Préface inédite](#)

[Préface](#)

[Première partie](#)

[1. Mes origines et ma jeunesse](#)

[2. Profession et vocation](#)

[3. Aiguillage](#)

[4. Mon catalyseur](#)

[5. Mégalomanie architecturale](#)

[6. La plus grosse commande](#)

[7. Obersalzberg](#)

[8. La nouvelle Chancellerie du Reich](#)

[9. Une journée à la Chancellerie](#)

[10. Déchaînement du néo-empire](#)

[11. Le globe terrestre](#)

[12. Sur la mauvaise pente](#)

13. La démesure

Deuxième partie

14. Nouvelles fonctions

15. Improvisation organisée

16. Carences

17. Hitler commandant en chef

18. Intrigues

19. Deuxième personnage de l'État

20. Bombes

21. Hitler à l'automne 1943

22. Déclin

Troisième partie

23. Malade

24. Triple défaite

25. Décisions malheureuses, armes miracles et SS

26. Opération « Walkyrie »

27. Raz de marée à l'ouest

[28. L'effondrement](#)

[29. La condamnation](#)

[30. L'ultimatum de Hitler](#)

[31. Minuit cinq](#)

[32. L'anéantissement](#)

[33. Les étapes de ma captivité](#)

[34. Nuremberg](#)

[35. Conclusions](#)

[Postface](#)

[Notes](#)

[Annexe](#)

[Index](#)

ISBN : 978-2-8185-0031-6

Collection fondée par Georges Liébert
et dirigée par Joël Roman

© Couverture : Rémi Pépin.

© Illustration : Ullstein Bild/Roger
Viollet.

Dépôt légal : novembre 2010

Librairie Arthème Fayard/Pluriel, 2010.

© by Ullstein Buchverlage GmbH,
Berlin. First published in 1969 by
Propyläen Verlag.

© Librairie Arthème Fayard, 1971 pour
la traduction et 2010 pour la préface
inérite de Benoît Lemay.

Préface inédite

« Je me suis demandé des millions de fois si j'aurais agi autrement si j'avais vraiment été au courant de tout. La réponse que je me fais est toujours la même. J'aurais continué d'aider cet homme à gagner sa guerre, de quelque façon que ce soit¹. » Cette confidence faite par Albert Speer en 1979, deux ans avant sa mort, témoignait à quel point son respect pour son Führer allait jusqu'à l'adoration. Déjà, devant le tribunal de Nuremberg, il avait lâché cette déclaration fracassante : « Si Hitler avait eu des amis, j'aurais certainement été l'un de ses amis les plus intimes². » Comme il devait lui-même le reconnaître par la suite, son amitié pour Hitler transcendait les ambitions et la soif de pouvoir que son protecteur était capable de satisfaire, même s'il était né d'elles à l'origine et qu'on ne pût jamais entièrement les en séparer³.

Mais quand Speer avait-il décidé de lier son destin à celui de son Führer ? Il indiqua lui-même, comme tournant du destin, le 4 décembre 1930, jour où Hitler vint parler aux étudiants de l'Université et de la Haute École technique de Berlin. À l'instigation de ses étudiants en architecture, il s'était résolu à assister au discours de Hitler, sans soupçonner le moins du monde que cette décision allait changer le cours de sa vie. À peine trois mois plus tard, le 1^{er} mars 1931, il s'inscrivait au parti nazi et en devenait

membre avec le numéro 474 481.

Pourquoi avait-il adhéré à ce parti ? « Ce fut là une décision parfaitement libre de tout aspect dramatique », explique-t-il dans ses Mémoires. « C'est que je me sentais alors, et me suis toujours senti, beaucoup moins membre d'un parti politique que partisan de Hitler dont l'apparition, la première fois que je le vis, m'avait profondément touché et dont l'image ne m'avait plus lâché depuis⁴. » Mais cette décision n'était-elle pas aussi calculée ? Speer n'avait-il pas entrevu de grandioses perspectives pour l'architecture si jamais Hitler parvenait au pouvoir ? N'avait-il pas succombé à l'ivresse des possibilités inespérées qui, dans un tel cas, pourraient s'offrir à lui ?

En tout cas, c'est à Speer que le parti nazi à Berlin passa sa première commande de construction à l'été 1932 : le réaménagement de la nouvelle maison du Gau ou siège régional qui était située sur la Voßstraße, en plein cœur du quartier gouvernemental. Le client du jeune architecte, le Gauleiter de Berlin, le Dr Joseph Goebbels, lui fut très reconnaissant d'avoir achevé les travaux avant le début de la campagne électorale. Un homme fiable qui faisait du bon travail et rapidement – c'est ainsi que Speer allait très vite se tailler une réputation.

Hitler était chancelier du Reich depuis moins d'un mois et demi lorsque Speer fut chargé par Goebbels de remanier le bâtiment dans lequel celui-ci venait d'établir le ministère de la Propagande sur la Wilhelmsplatz. À peine s'était-il attelé à la tâche qu'on lui passa une nouvelle

commande. Elle sortait de l'ordinaire, puisqu'il devait orchestrer la mise en scène d'un rassemblement du parti ou, plus précisément, d'une manifestation de masse autour du nouveau chancelier du Reich, prévue pour la nuit du 1^{er} mai, sur l'esplanade de Tempelhof, où plusieurs centaines de milliers de personnes étaient attendues. Speer comprit clairement son objectif : mettre en évidence le Führer de manière à exercer un effet irrésistible sur les spectateurs. À cette fin, il eut l'idée de recourir à de puissants projecteurs qui devaient illuminer une grande tribune se détachant sur un fond formé par trois énormes drapeaux nazis plus hauts qu'une maison de six étages. Le projet fut immédiatement accepté et sa réalisation souleva l'enthousiasme de Hitler.

En juillet 1933, à peine avait-il terminé dans les délais ses travaux de réfection de l'appartement de fonction du ministre de la Propagande que celui-ci lui confia l'organisation du premier Congrès du parti à Nuremberg. Ceci lui valut d'être bombardé directeur de la création artistique des grandes manifestations de propagande, ce qui faisait ainsi de lui le metteur en scène attitré du mouvement nazi. S'il s'agissait jusqu'ici de la promotion la plus importante de sa carrière, ce n'était toutefois pas celle à laquelle il aspirait, lui qui nourrissait des ambitions plus élevées. Les décors ne lui suffisaient pas ; il voulait bâtir quelque chose de concret.

Or, la responsabilité de la conception des bâtiments relevait de l'architecte de Hitler, le professeur Paul Ludwig

Troost. Hitler aimait bien Troost, en lequel il voyait le plus grand architecte depuis Karl Friedrich Schinkel qui avait fortement contribué à propager le style néoclassique en Prusse au siècle précédent.

La passion du Führer pour l'architecture était de notoriété publique ; non seulement il se considérait lui-même comme un architecte, mais il souhaitait laisser son nom dans l'histoire notamment comme le plus grand bâtisseur de son temps. Dans les années 1920, il avait même esquissé les édifices monumentaux de son futur Reich. En 1936, Speer cita par ailleurs Hitler qui, dans *Mein Kampf*, qualifiait l'architecture comme étant « la reine des arts » – bien qu'il ait prétendu plus tard n'avoir jamais vraiment lu ce livre.

Si la Maison de l'Art allemand et les bâtiments du Führer sur la Königsplatz à Munich – le berceau du mouvement nazi – étaient bien les premières constructions du nouveau Reich, elles étaient signés Troost et non pas Speer. En fait, tant que Troost fut le favori du Führer, Speer dût se contenter des commandes pour les manifestations de Hitler et les cérémonies artistiques du régime : drapeaux, aigles, projecteurs, tribunes, etc. Bien que cela soit difficile à croire, Speer a toujours affirmé n'avoir jamais personnellement rencontré Hitler au cours de cette période.

À l'automne 1933, Speer était plus près du but : il se vit confier la direction des travaux, dont Troost était le maître d'œuvre, pour la rénovation de la résidence du chancelier du Reich à Berlin. Ce serait au cours d'une visite

d'inspection du chantier, s'il faut en croire les Mémoires de Speer, que Hitler l'aurait remarqué pour la première fois. Le Führer serait alors tombé sur lui, comme s'il était à la recherche d'un jeune et talentueux architecte à qui il pourrait confier ses projets. Speer a voulu plus tard nous laisser croire que c'est à ce moment-là qu'il se serait laissé séduire par le pouvoir. Mais n'avait-il pas cherché délibérément à se frayer un chemin jusqu'à Hitler ? N'avait-il pas très tôt reconnu en lui la chance de sa vie ? « Après des années de vains efforts et à vingt-huit ans », relate-t-il dans ses Mémoires, « j'étais impatient d'agir. Pour pouvoir construire quelque chose de grand, j'aurais, comme Faust, vendu mon âme. Je venais de trouver mon Méphisto. Il n'avait pas moins de séduction que celui de Goethe⁵. » Mais n'avait-il pas trouvé son Méphisto bien avant ? Ce Faust ne faisait-il pas tout son possible, depuis plusieurs mois déjà, pour présenter son Méphisto sous un jour favorable dans l'espoir qu'il serait généreusement récompensé pour cela ?

En janvier 1934, lorsque Troost succomba au terme d'une grave maladie, Speer devint l'architecte numéro un du Führer et reçut sa première grande commande : le remplacement de la tribune provisoire en bois de l'esplanade du Zeppelin à Nuremberg par un édifice en pierre. Cette grande œuvre en pierre mesurait 390 mètres de long et 24 mètres de haut ; elle « faisait 180 mètres de plus que les thermes de Caracalla à Rome, presque le double », écrit-il fièrement dans ses Mémoires.

Son architecture se voulait être l'expression taillée dans la pierre du pouvoir politique hitlérien. Elle prenait toute sa dimension lors de sa mise en scène au Congrès du parti qui rassembla 150 000 personnes : le maître de cérémonie de Hitler préférait la nuit et la lumière des projecteurs. De cette façon, il pouvait contrôler tous les effets. À cela, venaient s'ajouter les torches et la lueur du feu, les étendards, les colonnes humaines en marche et la musique de Richard Wagner, le compositeur préféré du Führer. La cérémonie était portée à son paroxysme par une « cathédrale lumineuse ». Dans ses Mémoires, Speer décrit ce point culminant de la « séduction hitlérienne » comme étant sa « plus belle création spatio-architecturale » : 130 nouveaux projecteurs de la défense antiaérienne, placés tout autour de l'esplanade, à 12 mètres seulement les uns des autres, illuminaient le ciel de leurs faisceaux qui, d'abord bien détachés, se fondaient à une hauteur de 6 à 8 kilomètres en une vaste nappe lumineuse. « [...] on se serait cru dans une cathédrale de glace », nota avec admiration l'ambassadeur britannique Neville Henderson⁶.

Speer n'a jamais regretté d'avoir pris part à cette subversive entreprise de séduction du peuple allemand. « La tâche que j'ai à remplir », écrivit-il dans un mémorandum adressé à Hitler et daté du 20 septembre 1944, « est une tâche apolitique⁷. » Après tout, n'avait-il pas voulu être qu'un architecte ? C'est du moins ce qu'il a voulu plus tard nous laisser croire : « Les événements de la

vie politique ne me concernaient pas », explique-t-il dans ses Mémoires. « Je ne faisais que leur fournir des décors impressionnants⁸. »

Son plus grand projet architectural à Nuremberg était sans conteste le Grand Stade qui devait accueillir jusqu'à 400 000 personnes ! Il devait mesurer 550 mètres de long sur 460 mètres de large ; il aurait inscrit dans sa construction un volume de 8 500 000 mètres cubes, c'est-à-dire, en gros, le triple de celui de la pyramide de Chéops ! En contemplant tous les deux la maquette, Hitler aurait déclaré à Speer que les jeux Olympiques allaient avoir lieu pour toujours dans ce stade de Nuremberg. Le plus grand stade du monde, qui devait être prêt pour le Congrès du parti en 1945, ne fut jamais construit. Juste avant la fin de la guerre, les immenses excavations furent inondées par la SS.

Speer n'avait certainement pas imaginé le naufrage de ses monuments. Hitler aimait lui expliquer qu'il construisait pour léguer à la postérité le génie de son époque. Ainsi, les monuments qu'il entendait édifier devaient être, dans les siècles à venir, les témoins de son ancienne puissance, les vestiges de sa grandeur. Dans ce but, Speer élaborait une théorie qu'il présenta plus tard à Hitler sous le nom quelque peu prétentieux de « théorie de la valeur des ruines d'un édifice ». En utilisant certains matériaux ou en respectant certaines règles physiques statiques, il pourrait construire des édifices qui, après des siècles d'abandon, resteraient tout aussi impressionnants que les temples de

l'Antiquité. Hitler donna l'ordre qu'à l'avenir, les édifices les plus importants de son Reich fussent construits selon cette « loi des ruines ».

Avant le déclenchement de la guerre, hormis la tribune de l'esplanade du Zeppelin, seul le Palais des Congrès fut achevé – du moins en grande partie – à Nuremberg. Speer n'en avait pas conçu les plans, mais c'est lui qui en avait supervisé les travaux. Ce « premier des grands édifices du Reich », tel que décrit par Hitler lui-même, devait servir uniquement de tribune au discours annuel que prononçait le Führer devant les 50 000 délégués du Congrès du parti.

Hitler se plaisait en compagnie de Speer. Sans doute projetait-il sur lui ce rêve de jeunesse jamais réalisé : devenir un jour un grand architecte. Non seulement il partageait les goûts de Speer en architecture, notamment celui des constructions néoclassiques monumentales, mais il était impressionné par son énergie et ses talents d'organisateur. Ainsi, n'avait-il pas tardé à reconnaître en lui l'architecte qui pourrait réaliser ses grandioses projets de construction envisagés comme l'incarnation de la puissance et de la gloire teutoniques qui devaient durer plusieurs siècles. Mais il existait d'autres architectes qui, pour certains, étaient bien meilleurs que Speer. C'est que la séduction que celui-ci exerçait sur Hitler allait bien au-delà de la manie de la construction qui les lia étroitement l'un à l'autre⁹.

« Moi aussi », confie Speer dans ses Mémoires, « je m'enivrais à l'idée de créer, à l'aide de dessins, d'argent

et d'entreprises de bâtiment, des témoins de pierre pour une histoire future et d'espérer de mon vivant une renommée millénaire. » Ce séduisant architecte de talent était aussi fort habile à entretenir l'obsession de son Führer pour les grands projets : « Je communiquais mon enthousiasme à Hitler, quand je pouvais lui démontrer que nous avions "battu", au moins au plan des dimensions, les œuvres les plus fameuses de l'histoire humaine¹⁰. »

La vénération de Speer pour Hitler n'était pas moins réelle. Dans ses Mémoires, il reconnaît que son admiration pour le Führer, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, était sans bornes : « Il m'apparaissait alors comme un héros des légendes antiques qui, sans la moindre hésitation, conscient de sa force, se lançait dans les entreprises les plus aventureuses et en sortait victorieux¹¹. »

Hitler aimait bien garder, en tout temps, son architecte à portée de la main, même dans sa retraite sur l'Obersalzberg. En 1935, il mit à la disposition de la famille Speer une villa située à quelques minutes à pied du Berghof – la résidence de montagne du Führer. Deux ans plus tard, la famille emménagea dans un atelier qu'on avait, sur les instructions de Hitler, fait bâtir d'après les plans du jeune architecte. Speer et son épouse faisaient, pour ainsi dire, partie du cercle des intimes qui entouraient le Führer. Ils étaient fréquemment invités à prendre le repas ou le thé au Berghof. Speer était heureux de connaître une promotion aussi ostentatoire et d'être introduit dans le

cercle le plus restreint.

« Je savais que Speer était très en faveur auprès de Hitler », raconta Reinhard Spitze, l'officier adjoint du ministre des Affaires étrangères du Reich, Joachim von Ribbentrop. « Plus tard, j'eus l'occasion de le vérifier moi-même, lorsque je séjournai pour la première fois en compagnie de Ribbentrop à l'Obersalzberg : c'est Speer qui commandait. Il était certainement l'ami le plus proche de Hitler. Ce dernier s'enthousiasmait comme si une maîtresse venait le voir. Ils se mettaient alors à dessiner et à esquisser des plans. On dressait des maquettes. On avait l'impression que les deux parlaient d'égal à égal. Tout à coup, Ribbentrop et les autres n'avaient plus rien à dire ; ils n'étaient plus que des figurants. Hitler prenait alors un répit des affaires d'État de deux ou trois jours et il esquissait ses plans avec Speer. » Spitzzy, qui devait par la suite se trouver très souvent dans la résidence secondaire du Führer, ajouta : « Les meilleurs moments dans la vie de Hitler étaient ceux passés en compagnie de Speer¹². » Ces remarques semblent donner raison au conseiller financier de Speer, Karl Maria Hettlage, qui lui avait dit un jour : « Savez-vous que vous êtes l'amour malheureux de Hitler ?¹³ »

Au cours de l'été 1936, Speer fut chargé de « la plus grande mission architecturale » jamais confiée par Hitler. C'en était une qui, aux dires du Führer, ne pouvait être comparée qu'avec les temples et palais de Babylone ou les pyramides de l'Égypte antique. Speer devait construire

« Germania » à Berlin, appelée à devenir la capitale mondiale d'un « Reich millénaire ». Le 30 janvier 1937, alors qu'il n'avait pas encore tout à fait 32 ans, Speer fut promu, par décret du Führer, « inspecteur général du bâtiment pour la capitale du Reich », avec le titre de « professeur ».

Pour Hitler, ce projet d'un nouveau Berlin était avant tout politique. À la fin de 1937, il avait décidé de régler la question autrichienne et, par conséquent, de construire un grand Reich allemand. Pour les fonctions purement administratives, ainsi que pour les tâches représentatives relatives à ce changement, l'ancienne Chancellerie du Reich était inadéquate. Il fallait un bâtiment plus vaste.

Le 11 janvier 1938, Hitler confia à Speer la construction de la nouvelle Chancellerie, bâtiment qu'il devait lui livrer au plus tard le 9 janvier 1939. Pourquoi un délai de tout juste d'une année ? C'est que le Führer souhaitait impressionner les ambassadeurs étrangers qu'il réunirait à la mi-janvier 1939, lors de la réception du nouvel An.

Il s'agissait d'une épreuve décisive pour Speer, qui devait prouver sa capacité à gérer un projet de construction d'importance majeure. À cette fin, l'argent ne devait pas être un problème, et il ne voulait rencontrer aucun obstacle bureaucratique ou juridique. En moins de deux mois, toutes les maisons de la Voßstraße avaient été évacuées et démolies pour dégager le chantier. Pour que les travaux pussent commencer en plusieurs endroits à la fois, Speer avait fait appel à plusieurs entreprises de

maçonnerie. Par moments, il y avait plusieurs milliers d'ouvriers de tous les corps de métier qui travaillaient sur le chantier en équipes de jour ou en équipes de nuit. Speer était décidé à respecter son délai à tout prix. Il voulait être vu par son Führer comme un homme à qui tout réussissait.

Deux jours avant l'expiration du délai, Hitler put parcourir le bâtiment qui était fin prêt. Ne tarissant pas d'éloges sur l'« architecture géniale » qui, à certains égards, rappelait l'Antiquité classique et la Renaissance italienne, le Führer combla Speer d'honneurs. Il le décora de l'« insigne d'or du parti » avec ce compliment : « Si cette œuvre a pu être accomplie si vite et dans de telles conditions, c'est grâce au mérite de notre architecte génial, à ses talents artistiques et à sa formidable capacité d'organisation [...]. Ce maître d'œuvre et artiste génial s'appelle Albert Speer¹⁴. » Le 12 janvier 1939, Hitler inaugurait le bâtiment en y recevant le corps diplomatique venu écouter l'adresse du nouvel An.

La nouvelle Chancellerie du Reich à Berlin fut le seul grand bâtiment jamais réalisé d'après les plans de Speer. Conçu pour durer des siècles, il tomba en ruine à la fin de la guerre, après laquelle il fut tout simplement démoli. Le marbre et les pierres fournirent le matériau avec lequel fut construit le Monument aux morts russes de Berlin-Treptow.

Hitler n'avait eu l'intention d'utiliser le bâtiment que pour une dizaine d'années. À partir de 1950, celui-ci devait servir de résidence à son chef adjoint du parti, Rudolf Hess. Le Führer lui-même pensait alors s'installer dans le

nouveau centre du Reich, non loin de la porte de Brandebourg à Berlin, et dominer ainsi « Germania ».

Les plans de « Germania », comme Speer le notait au bas de ceux-ci, étaient « établis d'après les idées du Führer ». Il était prévu d'ériger le nouveau « palais du Führer » sur la future « place Adolf-Hitler », juste en face de l'ancien Reichstag – que Hitler souhaitait transformer en musée. Long de 600 mètres, ce nouvel édifice, avec les jardins qui en constituaient le prolongement, aurait occupé deux millions de mètres carrés, le double de la superficie du légendaire palais de Néron, la « Maison dorée ». Il serait encadré par le palais du commandement suprême de la Wehrmacht et par le Grand Dôme. Ce dernier, qui était censé dominer la capitale du monde, devait pouvoir accueillir jusqu'à 180 000 personnes. Le volume extérieur de cet édifice d'une hauteur de 290 mètres aurait atteint 21 millions de mètres cubes, représentant plusieurs fois la masse du Capitole de Washington ou celle de Saint-Pierre de Rome. Un aigle impérial tenant dans ses serres la croix gammée se dresserait au sommet de ce qui devait être le plus grand monument du monde. Mais à l'été 1939, au cours de l'un de ses accès de mégalomanie, Hitler demanda à Speer de remplacer l'emblème du III^e Reich par un globe terrestre. Et pour couronner le tout, on avait prévu d'élever un grand Arc de Triomphe haut de 117 mètres, soit presque deux fois et demi la hauteur de l'Arc de Triomphe érigé par Napoléon I^{er} à Paris. La date d'achèvement de « Germania », ce projet

mégalo-maniaque – dont Speer nous donne une description fascinante dans ses Mémoires –, était prévue pour 1950.

Speer comprenait clairement le sens politique qu'il devait donner à ses constructions. « J'étais, bien sûr, totalement conscient du fait que Hitler aspirait à gouverner le monde », confia-t-il peu avant sa mort. « Ce que de nombreuses personnes ne comprennent pas de nos jours, c'est qu'à l'époque je ne pouvais rien souhaiter de mieux. C'était bien tout le sens de mes créations architecturales. Elles auraient eu l'air grotesques si Hitler était resté bien assis en Allemagne. Toute ma volonté était focalisée sur son avenir, sur le fait que ce grand homme gouverne le globe terrestre¹⁵. »

À l'été 1938, Hitler avait posé la première pierre de la nouvelle Maison du tourisme, décrétant, par le fait même, le commencement des travaux pour la transformation du grand Berlin. Ainsi, le premier monument serait édifié selon un axe nord-sud le long de l'artère principale de la capitale. Cette nouvelle avenue, qui devaient mesurer 120 mètres de large et s'étendre sur sept kilomètres de long, aurait éclipsé les Champs-Élysées, dont les dimensions font moins de 100 mètres de large et de deux kilomètres de long.

Mais cette fois, les choses ne se passaient pas aussi bien qu'avec la construction de la nouvelle Chancellerie du Reich. Speer devait d'abord dégager un très grand secteur pour ériger les nouveaux bâtiments du Führer :

52 000 appartements devaient être démolis, soit presque 4 % des logements de Berlin.

Speer allait pouvoir mettre à la disposition des personnes concernées des appartements pour les reloger. En 1939, les fonctionnaires de son administration avaient recensé plus de 23 000 appartements qui étaient censés être occupés par des Juifs. Le département responsable était dirigé par le vice-président de l'inspection générale du bâtiment, Dietrich Clahe, dont le nom n'est nullement mentionné dans les Mémoires de Speer ! Le 26 novembre 1938, moins de trois semaines après l'infâme pogrom de la « Nuit de Cristal », dans une lettre de Hermann Göring adressée à Speer, on pouvait y lire qu'en vertu des règlements portant sur l'expulsion des Juifs de leurs appartements, magasins ou entrepôts appartenant à des propriétaires aryens, il était stipulé que l'inspecteur général du bâtiment aurait un droit de préemption et pourrait décider éventuellement du renouvellement des contrats de location.

On distribuait des formulaires spécifiques destinés à signaler à l'inspection générale du bâtiment les logements de locataires juifs libres ou en voie d'être libérés. Les adresses des appartements libérés étaient alors publiées dans la documentation mise à la disposition des locataires visés par les quartiers en démolition et paraissaient dans le journal officiel de l'inspection général du bâtiment. Speer, qui a prétendu plus tard n'avoir rien su de tout cela, avait donné aux propriétaires aryens cet avertissement :

« Celui qui loue des logements juifs sans ma permission est passible d'une lourde amende. »

Déjà, le 14 septembre 1938, on pouvait lire dans le procès-verbal d'une réunion de l'inspection générale du bâtiment : « [...] Le professeur Speer a proposé de libérer les logements nécessaires par l'expulsion obligatoire des Juifs. » Cependant, cette proposition n'allait être appliquée que durant la guerre. Le 27 novembre 1940, depuis l'Obersalzberg, Speer s'enquérail auprès de Clahes des « progrès d'expulsion de 1 000 logements juifs ». Le 26 août 1941, la chronique de l'inspection générale du bâtiment mentionnait encore : « Conformément aux instructions de Speer, une nouvelle opération d'expulsion de 5 000 logements juifs vient d'être engagée. Tout est fait, malgré les difficultés de toutes parts dues à la situation de la guerre, pour que les logements juifs soient remis en état le plus rapidement possible afin qu'ils puissent être occupés par les locataires des quartiers en démolition. »

Maison après maison, la Gestapo passait la ville au peigne fin, assistée par les fonctionnaires de l'administration Speer. Ces derniers dressaient des listes d'expulsion et enregistraient aussi bien les noms et adresses de tous les locataires juifs que ceux de leurs remplaçants aryens. Cependant, les simples citoyens étaient rarement ceux qui avaient la chance de pouvoir être relogés. Une étude de ces documents a démontré que les nouveaux occupants étaient surtout des membres de la SS, des fonctionnaires des divers ministères du Reich

(incluant ceux de l'administration Speer), ainsi que des membres du parti.

L'inspecteur général du bâtiment notait au début de novembre 1941 : « Entre le 18 octobre et le 2 novembre, environ 4 500 Juifs ont été évacués de Berlin, libérant ainsi 1 000 logements qui ont été mis à la disposition de l'inspecteur général du bâtiment¹⁶. » Pourtant, lorsque le procureur général américain Robert H. Jackson lui demanda, lors du procès de Nuremberg, s'il avait pris part à la mise en œuvre de ces évacuations, Speer répondit par la négative¹⁷.

« Quand je pense au destin des Juifs de Berlin, je suis saisi d'un sentiment terrible », écrivit Speer sur ces années-là. « Souvent, en allant en voiture à mon bureau [...], je voyais des tas de gens sur les quais de la gare de Nikolassee. Je savais qu'il devait s'agir de l'évacuation des Juifs de Berlin. En passant, j'étais à coup sûr saisi d'un sentiment oppressant¹⁸. » Et pour cause ! Un bon nombre de ces Juifs furent évacués de Berlin à la suite de l'ordre d'expulsion qu'il avait lui-même donné en août 1941. Rien d'étonnant à ce qu'il juge bon de passer tout cela sous silence dans ses Mémoires.

Contre toute attente, peu après le décès en avion du Dr Fritz Todt, le 7 février 1942, Speer hérita de toutes ses fonctions, devenant ainsi le nouveau ministre de l'Armement du Reich. Sa nomination en surprit plus d'un, à commencer par Speer lui-même, si l'on prend pour argent comptant sa version des faits. Toutefois, Speer comptait

certainement succéder à Todt pour les travaux de construction, et peut-être plus. En tout cas, il ne perdit pas un instant pour user de l'autorité de Hitler afin de s'arroger des pouvoirs plus étendus que Todt n'en avait jamais eus. Il était désormais de facto le numéro deux du régime après Hitler. D'ailleurs, c'était la deuxième fois de sa carrière qu'il devait sa promotion à la mort d'un autre homme (la première, ce fut après le décès de Troost) ; « cela faisait partie du pacte avec le diable », écrivit plus tard un commentateur à ce propos¹⁹.

Ce carriériste, qui était à un mois de ses 38 ans, venait d'être propulsé à un poste pour lequel, selon ses propres dires, il n'était pas qualifié. Mais grâce à son sens de l'organisation et à son ardeur implacable, et profitant de sa position privilégiée auprès de Hitler, il allait se révéler un choix judicieux. Au cours des deux années suivantes, malgré l'intensification des bombardements alliés et alors que la guerre tournait de plus en plus mal pour l'Allemagne, il dota celle-ci d'une économie de guerre extrêmement efficace, doublant même la production d'armements²⁰.

On s'est beaucoup interrogé sur ce qu'il avait su de la persécution et de l'extermination des Juifs. Sur ce sujet, il ne cessa de se retrancher derrière des faux-semblants, affirmant tout au plus n'avoir rien su de ce qu'on faisait subir aux Juifs. Il se rendit pourtant au tristement célèbre camp de concentration de Mauthausen, situé pas loin de la ville de Linz, le 30 mars 1943. Les détenus y périssaient par centaines, notamment dans la carrière *Deutsche Erd-*

und Steinwerke GmbH qui appartenait à la SS. En 1939, tout près de ce camp, on y avait défriché un terrain pour y construire une usine de briques de mâchefer, ainsi qu'une usine de façonnage de pierres destinées à la construction des monuments du Führer.

Les archives sur la correspondance et les contrats de livraison passés entre la SS et l'administration de l'inspecteur général du bâtiment révèlent que, dès la fin de 1941, une main-d'œuvre spéciale – le « commando de travail Speer » – avait été créée à l'intérieur du camp. Tous les prisonniers qui avaient à faire avec le bâtiment, en particulier les tailleurs de pierre, devaient s'y faire enregistrer, après quoi ils devaient se porter volontaires. Pas moins de 10 000 détenus du camp de concentration de Sachsenhausen espéraient échapper à la mort en acceptant d'être transférés dans une autre filiale de la carrière de la SS. Ils s'étaient ainsi retrouvés dans le camp de concentration de Flossenbürg, dans le Haut-Palatinat en Bavière. Sur place, au lieu de construire, on leur ordonna de dynamiter certains endroits situés dans les massifs et les montagnes à travers l'Europe afin de forer des tunnels pour les usines souterraines d'armements de Speer et pour les postes de commandement de Hitler. Les conditions des prisonniers étaient terribles ; il y avait des épidémies et plusieurs souffraient du typhus. Parmi les 10 000 volontaires, seules 200 personnes du « commando de travail Speer » allaient survivre.

Pour le ministre de l'Armement, seule comptait

l'efficacité, et ce qu'il vit lors de sa tournée d'inspection à Mauthausen l'incita à écrire une lettre au chef de la SS, Heinrich Himmler : « Nous devons mener à bien une nouvelle planification pour la construction des camps de concentration. Il s'agit d'obtenir une plus grande efficacité par la mise en œuvre de moyens plus modestes, si nous voulons répondre, avec le maximum de succès, aux besoins actuels de l'armement. Cela signifie que nous devons revenir, sans délai, à des méthodes de constructions rudimentaires. » Par conséquent, il exigea que tous les camps de concentration fussent inspectés par ses hommes.

Cette lettre de Speer provoqua l'indignation au sein de la SS. Le chef de section, Oswald Pohl, responsable de la mobilisation au travail des prisonniers des camps, adressa une missive secrète au service de Himmler : « Le ministre du Reich fait mine de croire que nous bâtissons, sans qu'il le sache, hors de propos et généreusement dans les camps de concentration. Il reste muet sur le fait que chacun des projets de construction lui a été présenté par nous en bonne et due forme et qu'il a lui-même, le 2 février 1943, donné son autorisation expresse. » Speer connaissait non seulement l'existence de tous les camps de concentration, mais il en était l'un des responsables, si l'on doit en croire Pohl : « Je constate que non seulement les services centraux du ministre du Reich, mais aussi ses mandataires locaux sont tenus informés jusque dans les plus petits détails de nos projets de construction, et les ont acceptés

et approuvés par écrit. » L'officier ajoutait : « Il est, cependant, complètement erroné de proposer que nous passions, sans délai, à des méthodes de constructions rudimentaires dans les camps. » À la différence de Speer, Pohl regrettait que ses hommes dussent continuellement lutter contre les épidémies, parce que les logements des prisonniers, ainsi que les installations sanitaires étaient totalement insuffisants. « Par conséquent, il est de mon devoir de vous signaler que le passage à des méthodes de constructions rudimentaires va probablement entraîner dans les camps un taux de mortalité que l'on n'a jamais vu jusqu'ici. »

En mai 1943, les collaborateurs de Speer, Desch et Sander, étaient rentrés de leur tournée d'inspection dans les camps de concentration. Leurs rapports destinés à Speer ont aujourd'hui disparu. Cependant, dans une lettre à Himmler, Speer précise : « Je me réjouis que l'inspection des autres camps de concentration ait donné un résultat tout à fait positif²¹. » C'est seulement pour l'agrandissement du camp d'Auschwitz que Speer accorda des quantités supplémentaires de matériaux de construction. Plus tard, lorsqu'il évoqua Auschwitz dans ses Mémoires, il écrivit que sa « culpabilité morale » pour ce qui s'y passait prenait la forme d'un « aveuglement volontaire²² ».

Le 5 juin 1943, quelques jours après la lettre adressée à Himmler, Speer et Goebbels organisèrent ensemble une manifestation devant les travailleurs de l'armement au

Palais des Sports à Berlin. L'événement fut diffusé par la radio. Speer parla d'abord des succès de son « économie de guerre totale ». Goebbels monta ensuite sur la tribune, devant Speer assis au premier rang. « Devant le danger mondial que représente le judaïsme », déclara Goebbels, « cessez de vous tourmenter [...]. L'éradication du judaïsme en Europe n'est pas une question de morale, mais de sécurité pour les États. Le Juif agira toujours selon la nature et l'instinct de sa race. Il ne peut faire autrement. Tel le doryphore qui détruit les champs de pommes de terre, le Juif détruit les États et les peuples. Il n'y a qu'un moyen d'en réchapper : l'éliminer. »

Est-ce qu'il importe maintenant de savoir si Speer était présent au discours de Himmler évoquant la « Solution finale » à Posen en Pologne, le 6 octobre 1943, ou s'il s'était éclipsé avant que celui-ci ne prît la parole, comme il l'a prétendu deux ans après la publication de ses Mémoires – non sans se contredire toutefois dans sa version des faits ?

Dans son compte rendu de la conférence sur l'armement du 22 août 1943, Speer notait : « Le Führer ordonne que toutes les mesures soient prises pour accélérer – en collaboration avec le Reichsführer SS et grâce à une mobilisation accrue de la main-d'œuvre issue des camps de concentration– la construction d'usines et la fabrication des A4 – le nom de code du projet des fusées V1 et V2. Hitler exige que, pour des raisons de sécurité, on utilise des grottes²³. »

Ainsi, le 10 décembre 1943, le ministre de l'Armement se rendit sur son chantier le plus important, à savoir l'usine souterraine de Dora, près de la petite ville de Nordhausen, dans le massif montagneux du Harz. Depuis la fin d'août, des milliers de prisonniers des camps de concentration y travaillaient à l'agrandissement et à la transformation d'un système d'abris antiaériens souterrains longs de plus de 20 kilomètres. Il était prévu que les fusées V1 et V2, les nouvelles « armes miracles », y seraient fabriquées en série dès la fin de l'année. Pour ce faire, les prisonniers étaient obligés de travailler et de vivre dans ces grottes humides constamment envahies par la poussière. Au moins 20 000 prisonniers périrent entre octobre 1943 et mars 1944 ; certains étaient morts d'épuisement, de maladies ou de famine, d'autres avaient été battus à mort, pendus ou exécutés par balle. Lorsque les machines destinées à la fabrication des fusées furent enfin installées, la situation pour les 20 000 autres détenus du camp s'améliora légèrement : ils avaient enfin le droit de dormir dans les baraquements à l'entrée des galeries, car chaque mètre de souterrain était désormais employé à la fabrication des fusées.

En 1946, les enquêteurs de Nuremberg ignoraient que Speer avait personnellement inspecté ce camp. Ce dernier put ainsi mentir au tribunal sans se contredire. Seule l'enquête pour le « procès Dora », au cours duquel Speer dut témoigner en 1968, permit de révéler au grand jour ce fait. Dans ses Mémoires, parues l'année suivante, il

qualifie de « barbares » les conditions de vie de ces détenus. Il ajoute également qu'il avait été frappé de « consternation », et que le jour même de l'inspection du camp Dora, il avait pris des dispositions pour que des baraquements fussent construits²⁴. Il est vrai que, en sa qualité de ministre de l'Armement, il tenait sans doute à ce que ce secteur de production, si important pour lui, ne fût pas gêné par des pannes de production causées par les épidémies qui y sévissaient²⁵.

Malgré ses capacités exceptionnelles à la tête de l'économie de guerre allemande, les rapports de Speer avec Hitler avaient changé depuis l'époque qu'ils dressaient ensemble des plans pour les nouveaux bâtiments du Reich. Speer expliqua rétrospectivement : « Bien sûr, à l'époque, cela faisait déjà plusieurs années que je faisais partie de la "cour" de Hitler. Mais il est difficile de dire combien tout a changé d'un seul coup. C'est surtout à partir de ma nomination en remplacement de Todt que notre relation a évolué. Alors que notre relation au cours de ces années durant lesquelles j'avais été son architecte avait été non seulement cordiale, mais aussi quasi intime – disons aussi intime qu'une relation pouvait l'être avec lui –, elle est devenue, depuis cette matinée du 8 février 1942, froide et distanciée. La légèreté avait totalement disparu²⁶. »

Cependant, Hitler ne manquait jamais une occasion de féliciter son ministre de l'Armement, allant jusqu'à dire que ses réalisations étaient « uniques dans l'Histoire²⁷ ». À la

fin de 1943, le bruit courait dans l'entourage de Hitler que Speer aspirait à sa succession. Dans ses Mémoires, Speer se délecte à raconter comment Hitler répondait parfois « *Heil, Speer !* » à son « *Heil, mein Führer !* »²⁸ Cette formule était dans la bouche de Hitler une distinction qu'il accordait rarement à Göring, Goebbels, Bormann ou autres Himmler parmi ses proches collaborateurs. Ceci excitait la jalousie de ces « vieux combattants » du parti qui ne voyaient en lui qu'un arriviste. « En ce qui concerne Speer », note Goebbels dans son journal à l'été 1944, « il ne faut pas oublier que ce n'est pas vraiment du vieux sang national-socialiste qui coule dans ses veines. Après tout, c'est un technocrate de nature et il s'est toujours très peu préoccupé de politique. » Pour le ministre de la Propagande, cela expliquait la raison pour laquelle Speer était, pendant les crises difficiles, « plus fragile que les vrais nazis²⁹ ».

Ainsi, lorsqu'en janvier 1944, Speer tomba sérieusement malade pendant trois mois, les huiles du régime en tirèrent parti pour le dénigrer auprès de Hitler. Speer en vint alors à envisager de démissionner. Mais le Führer lui dépêcha un émissaire pour l'assurer qu'il le tenait toujours en grande estime : « Le Führer m'a chargé de vous dire qu'il vous aimait ! », lui fit transmettre le feld-maréchal Erhard Milch³⁰.

Hitler savait que, sans le prodigieux sens de l'organisation de son ministre de l'Armement, il ne serait pas possible de poursuivre cette « guerre totale » plus longtemps. « Je tiens vraiment à vous dire, Speer, sans

chanter un hymne à la gloire, que vous et *Herr* Saur [le suppléant de Speer] avez fait des miracles, malgré les bombardements aériens et les contretemps continuels [...] ! » Speer se croyait lui aussi indispensable : « Sans mon travail, la guerre aurait peut-être été perdue dès 1942-1943 », écrivit-il, à la fin mars 1945, dans sa dernière lettre à Hitler³¹.

Mais au nom de la fidélité au Führer et du devoir patriotique, Speer mobilisa toutes les énergies en cette dernière année d'une guerre qu'il savait pourtant perdue. Le désir de conserver la position de force qu'il avait acquise au cours des dernières années constituait sans doute un mobile important. C'est ce qu'il admet lui-même dans ses Mémoires : « [...] j'avais pris goût à la griserie que procure l'exercice du pouvoir. Introniser des hommes dans leurs fonctions, disposer de milliards, décider de questions importantes, tout cela me procurait une satisfaction profonde à laquelle j'aurais eu de la peine à renoncer³². » Pour Willi Schelkes, l'un de ses architectes et amis intimes, cela n'avait rien d'étonnant : « Dans les dernières années, Speer était sans doute l'homme le plus puissant après Hitler. Dans sa fonction de responsable de la production pour la guerre, il était certainement conscient de son pouvoir. De plus, il prenait garde à ce que sa position soit respectée. Au fond, c'était un homme poli et obligeant, mais quand il s'agissait du pouvoir, il pouvait être intransigeant. »

Au cours des derniers mois de la guerre, Speer

engagea la bataille des « armes miracles », dont la production avait débuté au printemps 1944 dans le camp de Dora. Devant le tribunal de Nuremberg, il se défendit d'avoir fait de la propagande autour de ces « armes miracles ». Or, le 5 décembre 1944, il avait prononcé un discours devant les cheminots, qui fut retransmis à la radio. Dans l'enregistrement sonore qui a été conservé, on peut l'entendre affirmer : « Nos armes de représailles V1 et V2 ont clairement démontré au monde [...] la supériorité technologique allemande. Je peux vous assurer que l'adversaire doit également s'attendre à de mauvaises surprises pour lui dans d'autres domaines militaires. » Il avait ensuite abordé la question qui préoccupait le plus la population qui déplorait la destruction de nombreuses villes allemandes par les incessants raids aériens de l'ennemi, à savoir l'impuissance de la défense aérienne allemande : « Là aussi, justement, [...] nous avons travaillé en secret. Je peux vous assurer que la qualité et la quantité des moyens défensifs désormais à notre disposition [...] vont assurer notre victoire. » Il avait conclu son discours, qui souleva des applaudissements : « Nous savons qu'au bout du chemin, la victoire nous attend³³. »

C'étaient là les paroles d'un technicien extrêmement compétent et supérieurement intelligent qui, des mois avant ce discours, avait pourtant, dans des mémoires adressés à Hitler, souligné à maintes reprises que, par suite des destructions des raffineries de pétrole allemandes, les matières premières indispensables à la

poursuite d'une guerre moderne manquaient, et que moins de 10 % de la quantité nécessaire en kérosène étaient à la disposition de la Luftwaffe³⁴.

Certes, devant le tribunal de Nuremberg, il reconnut : « La vaine poursuite de la guerre et les destructions inutiles ont rendu la reconstruction plus difficile. Le peuple allemand souffre de privations et est dans la misère. » Puis, il ajouta : « Après ce procès, [le peuple allemand] méprisera et maudira Hitler, le responsable de son malheur³⁵. » Quant à sa propre responsabilité dans le prolongement de cette guerre perdue depuis longtemps, il jugea bon de ne rien dire.

S'il faisait tourner les usines de guerre allemandes à plein régime et soutenait le combat jusqu'au naufrage du III^e Reich, Speer ne songeait cependant pas à périr lui aussi. À l'automne 1944, il prenait déjà ses dispositions pour l'après-guerre et, par le fait même, pour l'après-Hitler, en cherchant à se dédouaner, si possible. Un article écrit par Sebastian Haffner et publié dans l'hebdomadaire londonien *Observer* l'encourageait à marcher sur un fil de rasoir. On pouvait en effet y lire : « Speer est l'exemple même de la révolution en matière de gestion [...]. Il aurait pu rejoindre tout autre parti politique si celui-ci lui avait permis de faire carrière [...]. Il est le symbole du type d'homme qui sera de plus en plus important dans chaque État belligérant : le technicien pur. [...] Nous parviendrons à éliminer les Hitler et les Himmler, mais nous resterons longtemps avec des hommes comme Speer [...]³⁶. »

Speer prit connaissance de cet article qui avait valeur d'invite. À la différence des autres complices du Führer, il pensait – alors qu'il n'avait pas encore 40 ans – avoir un rôle à jouer dans le monde qui se dessinait. À cette fin, il ne devait pas se présenter aux Alliés occidentaux les mains vides. Contrairement à ce qui s'était passé lors des retraits de la Wehrmacht sur le front de l'Est, il entendait éviter que soit appliquée dans les territoires occupés à l'ouest une politique de la « terre brûlée ». S'il sut convaincre Hitler de renoncer à cette pratique, c'est en utilisant un stratagème d'une simplicité étonnante : « Comme Hitler insistait », explique Speer dans ses Mémoires, « pour que ces territoires soient reconquis le plus rapidement possible, je n'eus plus qu'à suivre son raisonnement et à faire valoir que les industries de ces territoires m'étaient indispensables pour maintenir le niveau de l'armement après la reconquête³⁷. »

Dans le même temps, Speer continuait d'exiger, dans ses interventions publiques, une « foi aveugle » en la victoire finale et d'« ultimes sacrifices ». Au moment où les villes allemandes croulaient sous les bombes de l'aviation ennemie et que des vieillards et des adolescents étaient envoyés au massacre, ce jusqu'au-boutiste déclarait : « Aussi difficile que la situation puisse paraître et aussi désespérée qu'elle devienne, il ne faut en aucun cas renoncer³⁸. »

Dans les derniers mois de la guerre, Speer voulut empêcher la destruction de l'industrie allemande. En

étroite collaboration avec les principaux industriels, il mit tout en œuvre pour y parvenir en s'assurant l'appui de Gauleiter et de généraux. Il est vrai qu'à cette époque, Speer se considérait lui-même comme une sorte de « ministre de la Reconstruction » de l'Allemagne d'après-guerre. Lorsque Hitler voulut contrecarrer ses projets par son décret digne de Néron du 19 mars 1945, Speer s'était rendu à Berlin pour lui remettre un mémoire dans lequel il l'implorait de ne pas prendre l'initiative de destructions qui pourraient porter atteinte à l'existence de la nation allemande. À la fin du mois, Hitler – qui savait que son ministre de l'Armement sabotait son ordre, ce qui aurait pu valoir à celui-ci une condamnation à mort – décida alors de lui laisser carte blanche en échange de son soutien inconditionnel.

Après le dernier anniversaire de Hitler, le 20 avril, fêté dans le bunker du Führer, à huit mètres de profondeur sous les catacombes de la Chancellerie du Reich, Speer quitta Berlin, comme la plupart des dignitaires du régime. Mais, après une odyssée de deux jours dans le nord de l'Allemagne, il était de retour à Berlin le 23 avril. Les véritables raisons de ce retour hasardeux dans la capitale du Reich encerclée ont donné lieu à de nombreuses spéculations, y compris par Speer lui-même. « Je pense que Speer avait une bonne raison de prendre un tel risque », affirma Manfred von Poser, son officier adjoint. « Peut-être la peur d'être nommé successeur de Hitler a-t-elle motivé sa démarche. Cela aurait été un fardeau

supplémentaire pour lui, soit dans la manière que les Alliés l'aurait jugé, soit en minant ses chances de se retrouver à la tête de la reconstruction de l'Allemagne – poste qu'il espérait toujours occuper après la guerre³⁹. » Cette hypothèse semble plausible à la lumière de ce que lui aurait dit Speer peu après sa dernière rencontre avec Hitler : « Grâce au ciel, je n'ai pas eu besoin de jouer au prince Max de Bade⁴⁰. » Si tel était vraiment le cas, alors le jeu en a valu la chandelle, puisque c'est le grand-amiral Karl Dönitz qui fut nommé successeur de Hitler, tandis que le nom de Speer n'apparaissait pas une seule fois dans son testament.

Un an plus tard, devant le tribunal de Nuremberg, Speer fut le seul des principaux accusés à assumer une partie de la « responsabilité générale » pour les actes de l'homme en qui il avait vendu âme. Mais jusqu'à la fin de sa vie, il affirma solennellement n'avoir rien su des crimes du régime, notamment des atrocités commises dans les camps de concentration. Le tribunal le condamna à vingt ans de prison.

En 1966, Speer fut relâché. Trois ans plus tard, il publia ses Mémoires qui allaient obtenir un grand succès de librairie. Malgré des oublis « volontaires », ce récit n'en demeure pas moins fascinant à plusieurs égards. Speer y décrit avec clairvoyance les rouages du système, la jungle des rivalités et des intrigues à quoi se résumait le régime nazi. Il y brosse les portraits psychologiques de ses collègues qui formaient l'élite du régime, tout en dressant le

bilan de ce qui avait été accompli par chacun d'entre eux, et en commentant l'évolution de leurs personnalités respectives.

Évidemment, comme c'est le cas dans pratiquement tous les Mémoires, il se montre sous son meilleur jour. De fait, il se présente comme un honnête homme apolitique – en qualité d'artiste architecte, puis de technicien et d'organisateur de l'économie de guerre allemande –, égaré dans le tourbillon de l'histoire et ignorant tout de l'holocauste. Bien qu'il se soit efforcé de nous inculquer cette légende – qui a une vie durable, comme en témoigne son personnage dans le film controversé à grand succès *La chute* –, ainsi que celle de son chimérique projet d'attentat contre Hitler, il ne faut pas oublier qu'il partageait la pensée et le système de valeurs du national-socialisme, qu'il était suffisamment imprégné de la morale politique et idéologique du régime pour devenir l'une des principales forces motrices des rouages de la dictature hitlérienne. Somme toute, il n'aurait jamais pu faire carrière dans ce régime, et cela, au point d'en devenir le deuxième personnage, sans se compromettre. Ce qui nous amène à tirer la conclusion que les regrets éprouvés par Speer après la Seconde Guerre mondiale étaient peut-être moins dus à la compassion pour les victimes du nazisme qu'à l'amère déception d'avoir vu ses rêves se briser et au fait que Hitler l'avait déshonoré.

1. Guido Knopp, *Hitler's Henchmen*, The Mill, The History Press, 2010 (ci-après « Hitler »), p. 223.

2. Tribunal militaire international, *Procès des grands criminels de guerre devant le Tribunal militaire international, Nuremberg, 14 novembre 1945 - 1^{er} octobre 1946*, Nuremberg, 1947-1949 (ci-après TMI), vol. 16, p. 448 ; Albert Speer, *Au cœur du Troisième Reich*, Librairie Arthème Fayard/Pluriel, 2011 (ci-après, « Mémoires »), p. 707.

3. Gitta Sereny, *Albert Speer : his Battle with the Truth*, New York, Vintage Books, 1995 (ci-après « Speer »), p. 125-142.

4. Speer, « Mémoires », p. 31-32.

5. *Ibid.*, p. 45-46.

6. *Ibid.*, p. 80 et 85.

7. TMI, vol. 16, p. 451 ; Speer, « Mémoires », p. 161.

8. *Ibid.*, p. 160.

9. Sereny, « Speer », p. 109, 138-139, 156-; Joachim Fest, *Albert Speer. Le confident de Hitler*, Paris, Perrin, 2006 (ci-après « Speer »), p. 56-64, 419-422.

10. Speer, « Mémoires », p. 101.

11. *Ibid.*, p. 232.

12. Knopp, « Hitler », p. 231.

13. Albert Speer, *Spandauer Tagebücher*, Berlin, Ullstein, 1975 (ci-après « Journal »), p. 216.

14. Knopp, « Hitler », p. 234.

15. *Ibid.*, p. 226.

16. Jörn Düwel et al., 1945. *Krieg, Zerstörung, Aufbau, Architektur und Stadtplanung 1940-1960*, Berlin, Henschel, 1995, p. 67-69, 75, 82-83 ; Heinrich Breloer, *Speer et Hitler. L'architecte du diable*, Paris, Canal + Éditions, 2006 (ci-après « Speer »), p. 129-134 ; Fest, « Speer », p. 140-146.

[17.](#) TMI, vol. 16, p. 539.

[18.](#) Albert Speer, *Der Sklavenstaat. Meine Auseinandersetzungen mit der SS*, Stuttgart, Deutsche-Verlags-Anstalt, 1981, p. 355.

[19.](#) Golo Mann, « Des Teufels Architekt », dans Adelbert Reif, *Albert Speer : Kontroversen um ein deutsches Phänomen*, Munich, Bernard & Graefe, 1978, p. 318.

[20.](#) Richard Overy, *War and Economy in the Third Reich*, Oxford, Oxford University Press, 1994, p. 366-367.

[21.](#) Florian Freund, Bertrand Perz et Karl Stuhlpfarrer, « Der Bau des Vernichtungslager Auschwitz-Birkenau », dans *Zeitgeschichte*, vol. 5, n° 6 (mai-juin 1993), p. 196 ; Breloer, « Speer », p. 180-181.

[22.](#) Speer, « Mémoires », p. 529.

[23.](#) Willi A. Boelcke, *Deutschlands Rüstung im Zweiten Weltkrieg. Hitlers Konferenzen mit Albert Speer 1942-1945*, Francfort-sur-le-Main, Akademische Verlagsgesellschaft Athenaion, 1969, p. 291.

[24.](#) Speer, « Mémoires », p. 522.

[25.](#) Fest, « Speer », p. 221.

[26.](#) Knopp, « Hitler », p. 242.

[27.](#) Joseph Goebbels, *Die Tagebücher von Joseph Goebbels*, Munich, K.G. Saur, 1987-1996 (ci-après « Journal »), vol. 6, p. 48 (le 2 octobre 1942).

[28.](#) Speer, « Mémoires », p. 451.

[29.](#) Goebbels, « Journal », vol. 13, p. 259 (le 18 août 1944) et p. 239 (le 10 août 1944).

[30.](#) Fest, « Speer », p. 260.

[31.](#) TMI, vol. 41, p. 426.

[32.](#) Speer, « Mémoires », p. 484. Voir aussi Speer, « Journal », p. 609-610.

[33.](#) Knopp, « Hitler », p. 249 et 253-254.

[34.](#) TMI, vol. 16, p. 505-506 ; Speer, « Mémoires », p. 494.

[35.](#) TMI, vol. 22, p. 433-434.

[36.](#) Sebastian Haffner, « Albert Speer - Dictator of the Nazi Industry », *Observer*, le 9 avril 1944.

[37.](#) Speer, « Mémoires », p. 562.

[38.](#) Sereny, « Speer », p. 544.

[39.](#) Knopp, « Hitler », p. 257-258.

[40.](#) Fest, « Speer », p. 339.

Préface

Toute autobiographie est une entreprise problématique, car elle suppose nécessairement qu'il existe une chaise sur laquelle on peut s'asseoir pour contempler sa propre existence, en comparer les différentes phases, en embrasser et en pénétrer l'évolution. Sans doute l'homme peut-il et doit-il se voir. Mais son regard ne peut embrasser tout son être, même à chacun des moments de son existence présente, non plus qu'appréhender son passé dans sa totalité.

Karl Barth

« Maintenant vous allez sans doute écrire vos mémoires ? » me demanda l'un des premiers Américains que je rencontrai à Flensburg en mai 1945. Depuis, vingt-quatre années se sont écoulées, dont vingt et une passées dans la solitude d'une prison. Cela fait beaucoup.

Maintenant je livre mes souvenirs au public. Je me suis efforcé de décrire le passé comme je l'ai vécu. A certains, il apparaîtra déformé, d'autres trouveront que ma perspective est fausse. Qu'ils aient tort ou raison, en tout cas je décris ce que j'ai vécu comme je le vois aujourd'hui. Je me suis efforcé de ne pas me dérober dans cette confrontation avec le passé. Je n'ai eu

l'intention de me soustraire ni à la fascination de ces années-là ni à la terreur qu'elles inspirent. Certains de ceux qui ont été impliqués dans les événements d'alors me critiqueront, mais cela est inévitable. J'ai voulu être sincère.

Ces mémoires devraient mettre en lumière quelques-unes des conditions qui menèrent presque inéluctablement cette époque à la catastrophe ; ils devraient montrer quelles furent les conséquences de la concentration de tous les pouvoirs dans les mains d'un seul homme ; ils devraient aussi montrer quelle était la nature de cet homme. Au tribunal, à Nuremberg, j'ai déclaré que j'aurais été l'ami de Hitler, si Hitler avait eu des amis. Je lui dois aussi bien les enthousiasmes et la gloire de ma jeunesse que la culpabilité et l'effroi des années qui suivirent.

Dans le portrait que j'ai brossé de Hitler, tel que moi-même et d'autres l'avons connu, on découvrira plus d'un trait sympathique. L'impression pourra aussi se dégager que cet homme, sur bien des plans, était qualifié et dévoué. Mais plus j'avais dans la rédaction de ce livre, plus je sentais qu'il ne s'agissait là que de qualités superficielles.

A de telles impressions s'oppose en effet un souvenir indélébile : le procès de Nuremberg. Je n'oublierai jamais ce document qui montrait une famille juive allant à la mort, l'homme, la femme et leurs enfants sur le chemin de la mort. Cette image, je la vois encore aujourd'hui.

A Nuremberg j'ai été condamné à vingt ans de prison. La sentence du tribunal militaire, si impuissante qu'elle fût à sanctionner l'histoire, a tenté de définir une faute. La peine prononcée, toujours peu apte à mesurer une responsabilité historique, a mis fin à ma vie de citoyen. Cette image, elle, a ôté toute substance à ma vie même. Elle se perpétue, par-delà le jugement.

11 janvier 1969

Albert Speer

Première partie

1.

Mes origines et ma jeunesse

Parmi mes ancêtres on trouve aussi bien des Souabes et des paysans pauvres du massif du Westerwald que des Silésiens et des Westphaliens. Mais ils appartenaient tous à la grande masse de ceux qui vivent au jour le jour. Il n'y eut qu'une seule exception : le maréchal d'Empire ¹ comte Friedrich Ferdinand zu Pappenheim (1702-1793), qui vécut en concubinage avec mon aïeule Humelin et en eut huit fils dont il ne semble pas s'être soucié outre mesure.

Trois générations plus tard, mon grand-père Hermann Hommel, fils d'un pauvre forestier de la Forêt-Noire, était, à la fin de sa vie, l'unique propriétaire d'une des plus grosses maisons de commerce d'Allemagne pour les machines-outils et d'une fabrique d'instruments de précision. Mais malgré sa richesse, il vivait modestement et traitait ceux qui étaient sous ses ordres avec bonté. Il n'était pas seulement industriel mais possédait l'art de faire travailler pour lui d'autres travailleurs indépendants. C'était un vrai fils de la Forêt-Noire, qui aimait la méditation et pouvait rester des heures entières assis sur un banc dans la forêt, sans dire un mot.

Mon autre grand-père, Berthold Speer, était, à peu près à la même époque, devenu un architecte connu à Dortmund où il construisit de nombreux édifices dans ce style néo-classique alors à la mode. Malgré sa mort prématurée, il laissa une fortune qui suffit à pourvoir à l'éducation et à la formation de ses quatre fils. Mes deux grands-pères profitèrent, dans leur ascension sociale, des débuts de l'industrialisation que connut la deuxième moitié du XIX^e siècle. Mais peu nombreux furent ceux qui, bien que débutant dans la vie sous de meilleurs auspices, purent en tirer profit. La mère de mon père, qui très tôt déjà eut les cheveux blancs, m'inspirait dans ma jeunesse plus de respect que d'amour. Grave, ancrée dans une conception très simple de la vie et pourvue d'une énergie à toute épreuve, elle dominait son entourage.

C'est un dimanche, le 19 mars 1905, à midi, que je vis le jour à Mannheim. Le tonnerre d'un orage de printemps couvrit, comme me le raconta souvent ma mère, les cloches carillonnantes de l'église du Christ, toute proche.

Mon père était, depuis qu'il s'était, en 1892, à vingt-neuf ans, établi à son compte, l'un des architectes les plus demandés de Mannheim, cette ville industrielle badoise alors en plein développement. Il avait déjà acquis une fortune considérable lorsqu'en 1900 il épousa la fille d'un riche commerçant de Mayence.

Le style grand-bourgeois de notre appartement, dans

l'une des maisons qu'il avait fait construire à Mannheim, correspondait au succès et à la considération dont jouissaient mes parents. Un grand portail aux arabesques en fer forgé gardait l'entrée. C'était une maison imposante dans la cour de laquelle les automobiles pouvaient entrer. Elles s'arrêtaient devant un escalier à la mesure de cette maison richement décorée. Nous, les enfants, c'est-à-dire mes deux frères et moi, nous devions toutefois utiliser l'escalier de derrière. Sombre, étroit et raide, il débouchait très modestement sur un palier de service. Mais les enfants n'avaient rien à faire dans l'escalier principal recouvert de tapis.

Notre royaume à nous, enfants, s'étendait dans la partie arrière de la maison et allait de nos chambres à coucher à la cuisine, vaste salle qu'il fallait longer pour pénétrer dans la partie élégante de cet appartement de quatorze pièces. On faisait passer les invités d'un vestibule décoré de meubles hollandais et d'une cheminée recouverte de précieuses faïences de Delft, dans une grande pièce tendue d'étoffes Empire et meublée à la française. Je conserve encore aujourd'hui un souvenir particulièrement vif du lustre de cristal, brillant de ses nombreuses bougies, et du jardin d'hiver, dont le mobilier avait été acheté par mon père à l'exposition universelle de Paris en 1900. Avec ses meubles indiens, richement ouvragés, ses rideaux brodés main et son divan recouvert d'un tapis, avec ses palmiers et ses plantes exotiques, il évoquait pour nous un monde étrange et mystérieux. C'est ici que mes parents

préparaient leur petit-déjeuner et c'est ici que mon père nous préparait, à nous les enfants, des sandwiches au jambon de sa Westphalie natale. Le souvenir que j'ai de la pièce de séjour contiguë s'est estompé, mais la salle à manger lambrissée, de style néo-gothique, a conservé tout son charme. Plus de vingt personnes pouvaient prendre place à la table. C'est là qu'on fêta mon baptême, c'est là qu'aujourd'hui encore nos fêtes de famille ont lieu.

Notre mère éprouvait joie et fierté à nous maintenir soigneusement dans le cercle des familles qui, à Mannheim, tenaient le haut du pavé. Il y avait certainement dans cette ville entre vingt et trente maisons pour mener un semblable train de vie, ni plus ni moins. Un personnel nombreux satisfaisait aux besoins de représentation. Mes parents employaient, en plus de la cuisinière, naturellement adorée des enfants, une fille de cuisine, une domestique, souvent aussi un domestique et toujours un chauffeur, ainsi qu'une bonne d'enfants commise à notre garde. Les femmes portaient un petit bonnet blanc, une robe noire et un tablier blanc, le domestique, une livrée violette avec des boutons dorés, mais c'était le chauffeur qui était le plus magnifique.

Mes parents firent tout pour que leurs enfants connussent une jeunesse belle et insouciante. Mais richesse et représentation, obligations sociales, train de maison considérable, bonne d'enfants et domestiques, tout cela ne pouvait que contrecarrer la réalisation de ce souhait. Aujourd'hui encore je ressens tout ce que ce monde avait

d'artificiel et comme il me mettait mal à l'aise. En outre, je souffrais de vertiges fréquents et il m'arrivait parfois de m'évanouir. Le professeur de Heidelberg appelé en consultation constata une déficience du système nerveux vaso-moteur. Cette insuffisance physique constitua un lourd handicap psychique et me fit sentir, jeune encore, tout le poids de l'existence. J'en souffrais d'autant plus que mes compagnons de jeu et mes deux frères étaient plus robustes que moi et que je me sentais inférieur à eux. Leur malice les poussait d'ailleurs à me le rappeler souvent.

Une insuffisance appelle souvent une réaction. En tout cas ces difficultés m'enseignèrent à faire preuve de souplesse dans mes contacts avec le monde de l'adolescence. Si je sus plus tard montrer une habileté opiniâtre quand je fus aux prises avec des situations contraires et des hommes difficiles, je le dois pour une part non négligeable à cette faiblesse physique de mon enfance.

Lorsque notre gouvernante française nous emmenait en promenade, nous devions, pour répondre à notre situation sociale, être habillés de façon irréprochable. Naturellement, il ne nous était pas permis de jouer dans les parcs municipaux et encore moins dans la rue. Aussi notre cour constituait-elle notre unique terrain de jeu, guère plus grand que quelques-unes de nos pièces réunies, entouré et rétréci qu'il était par les façades arrière d'immeubles locatifs hauts de plusieurs étages. On y trouvait deux ou trois platanes qui, manquant d'air, dépérissaient, un mur

recouvert de lierre, des pierres de tuf dans un coin, simulant une grotte. Une épaisse couche de suie recouvrait dès le printemps arbres et feuilles et tout ce que nous saisissons nous transformait en enfants de la grande ville, sales et peu élégants. Avant d'aller à l'école j'eus comme compagne de jeu préférée la fille de notre concierge, Frieda Allmendinger. J'aimais à rester chez elle, dans le sombre et modeste appartement de l'entresol. L'atmosphère qui régnait dans cette famille étroitement unie et qui se contentait de peu exerçait sur moi un attrait singulier.

Je reçus mon premier enseignement dans une école privée, très distinguée, où l'on apprenait à lire et à écrire aux enfants des familles de notables de notre ville industrielle. Couvé comme je l'avais été, je trouvai les premiers mois passés au lycée, au milieu de condisciples exubérants, particulièrement durs à supporter. Pourtant mon ami Quenzer m'apprit très vite à faire tout un tas de bêtises et il me poussa même à acheter un ballon de football sur mon argent de poche. Cet encanaillement subit suscita à la maison un effroi considérable, d'autant plus que Quenzer venait d'un milieu nécessaire. C'est à cette époque-là que s'est fait jour ma propension à saisir statistiquement des situations de fait : j'inscrivais tous les blâmes portés sur le cahier de classe dans mon agenda « phénix » pour écoliers et comptais chaque mois qui en avait reçu le plus. J'aurais très rapidement cessé ce jeu si je n'avais pas eu quelque chance d'être parfois à la tête de

ce classement.

Le bureau d'architecte de mon père était contigu à notre appartement. C'est là qu'on traçait les plans pour les clients. On y faisait des dessins de toutes sortes sur une espèce de papier calque bleuté dont l'odeur, aujourd'hui encore, reste attachée aux souvenirs que j'ai de ce bureau. Les édifices construits par mon père, ignorant l'épisode du Jugendstil, trahissaient l'influence du style néo-Renaissance. Plus tard, il prit pour modèle l'architecte et urbaniste berlinois Ludwig Hoffmann, représentant alors très influent d'un classicisme plus calme.

C'est dans ce bureau qu'aux alentours de ma douzième année, ma première « œuvre d'art » vit le jour. C'était le dessin d'une espèce d'horloge de vie avec une boîte très tarabiscotée que devaient soutenir des colonnes corinthiennes et des volutes baroques. J'utilisai pour cela toutes les encres de Chine sur lesquelles je pus mettre la main. Avec l'aide des employés du bureau, je créai une œuvre où l'on pouvait facilement reconnaître les tendances du style Second Empire.

En plus d'une voiture découverte pour l'été, mes parents possédaient, avant 1914, une berline qu'on utilisait l'hiver en ville. Ces automobiles étaient le centre de mes enthousiasmes techniques. Au début de la guerre, on dut, pour économiser les pneus, les mettre sur cales. Mais en nous conciliant les bonnes grâces du chauffeur, nous avions l'autorisation de nous mettre au volant dans le garage. J'éprouvai alors pour la première fois la griserie

de la technique dans un monde qu'elle avait encore peu transformé. Beaucoup plus tard, à la prison de Spandau, lorsque je vécus pendant vingt ans comme un homme du XIX^e siècle, sans radio, sans télévision, sans téléphone, sans auto, que même l'utilisation d'un interrupteur électrique m'était interdite, je ressentis à nouveau le même bonheur quand j'eus l'autorisation d'utiliser pour la première fois après des années une cireuse électrique.

En 1915, je découvris une autre invention de la révolution technique de ces années-là. Près de Mannheim était stationné un des zeppelins qui participaient aux attaques aériennes contre Londres. Le commandant et ses officiers fréquentèrent bientôt notre maison de façon assidue. Ils nous invitèrent, mes deux frères et moi-même, à visiter leur vaisseau aérien. Jeune garçon de dix ans, je me trouvais face à face avec ce géant de la technique, grimpai dans la nacelle du moteur, traversai l'intérieur de la carène pour rejoindre la nacelle de commandement. Quand, dans la soirée, le dirigeable s'envolait, le commandant lui faisait faire une belle boucle au-dessus de notre maison et les officiers agitaient, dans la nacelle, un drapeau que leur avait prêté ma mère. Chaque nuit je tremblais d'effroi, à la pensée que le dirigeable pouvait prendre feu et mes amis mourir ainsi ².

Mon imagination était pleine de la guerre, des succès et des revers au front, des souffrances des soldats. La nuit, on entendait parfois le grondement sourd de la bataille de Verdun. La compassion qui enflammait mon âme d'enfant

me poussait souvent à dormir sur le sol à côté de mon lit douillet parce que, sur cette couche plus dure, il me semblait que j'avais moi aussi ma part des privations qu'enduraient les soldats du front.

La pénurie alimentaire des grandes villes et « l'hiver du rutabaga » ne nous épargnèrent pas. Nous possédions tout l'argent que nous voulions, mais nous n'avions ni parents ni connaissances à la campagne, mieux pourvue. Certes ma mère s'entendait à imaginer mille variations sur le rutabaga, mais j'avais souvent si faim que, dans mon appétit, je dévorais des gâteaux pour chien, durs comme de la pierre. J'en terminai ainsi peu à peu un plein sac restant d'avant la guerre. Les attaques aériennes sur Mannheim, inoffensives à l'échelle actuelle, se firent plus nombreuses. Une petite bombe atteignit une des maisons voisines. Un nouveau chapitre de ma jeunesse allait commencer.

Nous possédions depuis 1905, aux environs de Heidelberg, une villégiature d'été, bâtie sur les pentes recouvertes de gazon d'une carrière qu'on disait avoir servi à l'édification du château de Heidelberg tout proche. Derrière notre terrain se dessinaient les crêtes du massif de l'Odenwald, des chemins de promenades couraient le long des pentes et traversaient les forêts où, de temps en temps, des laies permettaient au regard d'embrasser la vallée du Neckar. On trouvait là le calme, un beau jardin, des légumes et même une vache chez le voisin. Nous y emménageâmes à l'été de 1918.

Ma santé s'améliora rapidement. Chaque jour, par tous les temps, par la neige, la pluie ou le vent, je devais couvrir un long chemin jusqu'à l'école, marchant pendant plus de trois quarts d'heure. Souvent, je faisais la dernière partie au pas de course. A cette époque-là, il n'y avait pas de bicyclettes car, sur le plan économique, l'après-guerre fut une époque difficile.

Le chemin de l'école longeait le club d'une société d'aviron. J'en devins membre en 1919 et je fus pendant deux ans le barreur du quatre et du huit de compétition. Malgré ma constitution encore chétive, je devins bientôt l'un des rameurs les plus assidus. A seize ans, je devins le leader du quatre et du huit scolaires et pris part à quelques compétitions. Pour la première fois, je sus ce qu'était l'ambition. Elle me poussa à réaliser des performances dont je ne me savais pas capable. Je connaissais là ma première passion. La possibilité de commander le rythme de l'équipe m'attirait encore plus que la perspective de gagner estime et considération dans ce monde de l'aviron, de toute façon fort limité.

Nous étions certes le plus souvent battus. Mais comme il s'agissait d'un sport d'équipe, la part de la mauvaise performance personnelle était difficile à évaluer. Au contraire, on sentait naître un sentiment qui nous poussait à mettre en commun efforts et échecs. L'avantage d'un tel entraînement résidait également dans le fait que nous nous

étions engagés solennellement à observer continence et abstinence. J'étais alors plein de mépris pour ceux de mes condisciples qui avec la danse, le vin et les cigarettes découvraient les premiers plaisirs.

Sur le chemin de l'école je fis, à dix-sept ans, la connaissance de celle qui plus tard devait devenir ma femme. Mon zèle à l'école s'en trouva décuplé car nous convînmes, dès l'année suivante, de nous marier, mes études une fois terminées. Il y avait des années que j'étais bon en mathématiques, mais à partir de ce moment-là j'améliorai mes notes dans les autres matières et devins l'un des meilleurs élèves de la classe.

Notre professeur d'allemand, démocrate convaincu et enthousiaste, nous lisait souvent des extraits du journal libéral, le *Frankfurter Zeitung*. S'il n'y avait pas eu ce professeur, j'aurais vécu à l'école dans un monde parfaitement étranger à la politique. Car l'éducation que nous recevions était à l'image du monde bourgeois et conservateur d'alors nous inculquant, malgré la révolution, que partage du pouvoir dans la société et autorités traditionnelles respectaient l'ordre voulu par Dieu. Nous restions à l'écart de tous les courants qui naissaient un peu partout au début des années 1920. On ne tolérait naturellement aucune critique de l'école, des matières enseignées, à plus forte raison de l'autorité et on exigeait une foi absolue en celle, indiscutable, de l'école. Nous n'avions même pas l'occasion de mettre en question cet ordre établi car, au lycée, nous étions soumis à la dictature

d'un système de domination absolue. En outre, il n'y avait aucune matière ressemblant de près ou de loin à la sociologie et qui aurait pu développer notre jugement politique. En allemand, même en terminale, les devoirs ne portaient que sur des sujets d'histoire littéraire, nous interdisant toute réflexion sur les problèmes de la société contemporaine. Naturellement, cette absence de la politique à l'école ne nous incitait pas à prendre position, dans la cour du lycée ou en dehors, sur les événements politiques. Une autre différence fondamentale avec la situation actuelle résidait dans l'impossibilité de se rendre à l'étranger. Il n'existait aucune organisation pour prendre en charge des jeunes, même si ceux-ci avaient l'argent nécessaire à ces voyages à l'étranger. Il me semble indispensable d'insister sur cette lacune qui livra toute une génération sans défense aucune aux moyens techniques de propagande qui se multipliaient alors à toute allure.

Même à la maison, il n'y avait pas de discussions politiques. Cela est d'autant plus étonnant que dès avant 1914 mon père était un libéral convaincu. Chaque matin, il attendait avec impatience le *Frankfurter Zeitung* et chaque semaine il lisait les hebdomadaires satiriques *Simplicissimus* et *Jugend*. Il appartenait au monde intellectuel de Friedrich Naumann qui luttait pour des réformes sociales dans une Allemagne puissante. Après 1923, mon père fut un adepte de Coudenhove-Kalergis, défendant avec ferveur ses idées paneuropéennes. Il aurait certainement aimé discuter avec moi de politique, mais

j'évitais de saisir les occasions qui pouvaient se présenter et mon père n'insistait jamais. Ce manque d'intérêt correspondait, certes, au comportement d'une génération fatiguée et déçue par la guerre perdue, par la révolution, par l'inflation. Mais en même temps il m'empêcha d'acquérir des critères politiques et des catégories de jugement. Je préférais me rendre à l'école en traversant le parc du château de Heidelberg pour pouvoir contempler quelques minutes, du haut de la terrasse, la vieille ville et les ruines du château. J'ai toujours gardé ce penchant romantique pour les vieux « burg » en ruine et les ruelles enchevêtrées, comme en témoigne ma passion de collectionneur de paysages, particulièrement de ceux des romantiques de Heidelberg. Parfois, sur le chemin du château, je rencontrais Stephan George, apparition d'une grande majesté et d'une extrême dignité, entourée d'un rayonnement presque sacré. Il avait l'air d'un prophète et possédait un charme magnétique. C'est en classe de première que mon frère aîné fut introduit dans le cercle intime du maître.

Ce qui m'attirait, moi, c'était la musique. Jusqu'en 1922 j'eus l'occasion d'entendre à Mannheim le jeune Furtwängler et ensuite Erich Kleiber. Vers cette époque-là je trouvais Verdi plus impressionnant que Wagner, et Puccini « épouvantable ». En revanche, j'aimais beaucoup une symphonie de Rimski-Korsakov et également la *Cinquième symphonie* de Mahler qui me parut certes compliquée mais qui m'avait plu. Après une représentation

au théâtre, je notais que Georges Kaiser était « le dramaturge moderne le plus important, car il cherchait à comprendre la nature de l'argent, sa valeur, sa puissance ». La pièce d'Ibsen *Le Canard sauvage*, me paraissait souligner le ridicule de la classe dirigeante. Ces personnages me paraissaient des cabotins. Avec son roman *Jean-Christophe*, Romain Rolland augmenta encore l'admiration que j'éprouvais pour Beethoven³.

Ainsi le refus du grand train mené à la maison n'était pas seulement défi d'adolescent. On retrouvait cette opposition dans le goût que j'avais pour les auteurs critiquant la société et dans la préférence que j'accordais au cercle de camarades choisis dans la société d'aviron ou dans les chalets du club alpin, l'Alpenverein. L'affection même que je portais à une famille d'artisans, donc de bourgeois très simples, allait contre l'habitude de ma famille de choisir ses fréquentations et sa future femme dans la couche sociale privilégiée à laquelle elle appartenait. J'éprouvais même une sympathie naturelle pour l'extrême gauche, sans que cette inclination ait jamais pris une forme tangible. J'étais cuirassé contre tout engagement politique. Mes sentiments patriotiques et l'irritation que je ressentais, par exemple à l'époque de l'occupation de la Ruhr en 1923, devant des divertissements incongrus ou devant la menace de la crise charbonnière, n'y changèrent rien.

A mon grand étonnement, je rendis au baccalauréat la meilleure dissertation de ma promotion. Pourtant lorsque le directeur de l'école, dans son discours d'adieu, annonça

aux bacheliers que maintenant s'ouvrait devant eux « le chemin des plus hautes actions et des plus grands honneurs », à part moi je pensai : « Cela ne te concerne pas. »

Comme j'étais le meilleur élève de l'école en mathématiques, je désirais continuer dans cette voie. Mon père s'y opposa avec de si évidentes raisons qu'en bon mathématicien, familier de la logique, je m'inclinai. Cette voie abandonnée, la profession d'architecte que je connaissais depuis ma plus tendre enfance s'imposait. Aussi, à la grande joie de mon père, décidai-je de devenir architecte comme lui et comme son père.

Comme nous étions en pleine inflation, je fis, pour des raisons financières, mon premier semestre à la Haute École technique de Karlsruhe, tout près de chez nous. Les progrès de l'inflation m'obligeaient à aller chercher chaque semaine mon argent, et à la fin de la semaine, les sommes mirifiques ne représentaient plus rien. Au cours d'une excursion à bicyclette à travers la Forêt-Noire, j'écrivis, à la mi-septembre 1923 : « Très bon marché, ici ! 400 000 marks la nuit et 1 800 000 marks le dîner. 250 000 marks le demi-litre de lait. » Six semaines plus tard, peu avant la fin de l'inflation, un déjeuner au restaurant coûtait de dix à vingt milliards de marks et, à la même date, au restaurant universitaire, plus d'un milliard, ce qui correspondait à sept pfennigs or. Pour une place de théâtre on devait payer de

trois cents à quatre cents millions.

A cause de cette catastrophe financière, ma famille se vit contrainte de vendre à un konzern la maison de commerce et la fabrique héritées de mon grand-père, pour une infime partie de leur valeur, mais contre des bons du trésor en dollars. Je reçus alors 16 dollars par mois, ce qui me permit de vivre à merveille et libéré de tout souci.

L'inflation terminée, je m'inscrivis, au printemps 1924, à la Haute École technique de Munich. Bien qu'y ayant séjourné jusqu'à l'été 1925, je ne pris pas garde à l'existence de Hitler qui, après sa libération, avait recommencé, au printemps 1925, à faire parler de lui. Dans mes lettres très détaillées de l'époque, je ne parlais que de mon travail, de mes veilles, de notre but commun : nous marier dans trois ou quatre ans.

Pendant les vacances, nous faisions souvent, ma fiancée et moi-même, en compagnie de quelques étudiants, des courses dans les Alpes autrichiennes, allant de refuge en refuge. Les pénibles efforts de la montée nous donnaient le sentiment d'accomplir vraiment quelque chose. Parfois, avec une opiniâtreté caractéristique, je persuadais mes compagnons de ne pas interrompre la course commencée et de braver les pires intempéries, même si les nuages devaient nous priver de la vue dont on jouit du haut d'un sommet.

Nous vîmes souvent, du haut de ces montagnes, une couche de nuages d'un gris profond stagner sur la plaine

lointaine. Sous ces nuages des hommes menaient, à notre idée, une vie sans joie. Nous pensions être bien au-dessus d'eux. Jeunes et quelque peu exaltés, nous étions convaincus que seuls des hommes de bien pouvaient venir se perdre dans les montagnes. Quand nous devions redescendre de nos hauteurs, pour plonger dans la vie normale du bas pays, il m'arrivait souvent d'être déconcerté par la frénésie de la vie dans les grandes villes.

Cette « union avec la nature », nous la cherchions également au cours de nos promenades en canot pliant. Ce type d'excursion était encore nouveau à l'époque. Les cours d'eau n'étaient pas encore encombrés de bateaux de toutes sortes comme aujourd'hui. Dans le silence, nous descendions les fleuves et le soir, nous pouvions monter notre tente à l'endroit où le paysage était le plus beau. Ces promenades, sans presse ni hâte, nous donnaient cette portion de félicité qui avait été l'apanage de nos parents. Mon père entreprit encore, en 1885, à pied et en voiture à cheval, un voyage de Munich à Naples et retour. Plus tard, alors qu'il pouvait sillonner l'Europe avec son auto, il disait de cette randonnée qu'elle était « son plus beau souvenir de voyage ».

Nombreux étaient ceux de notre génération qui cherchaient ce contact avec la nature. Il ne s'agissait pas seulement là d'une protestation romantique contre l'étroitesse de la vie bourgeoise ; nous fuyions aussi devant les exigences d'un monde toujours plus compliqué. Nous avions le sentiment qu'autour de nous le monde avait

perdu son équilibre. Dans la nature, fleuves et montagnes nous faisaient toucher du doigt l'harmonie de la création. Plus les montagnes étaient vierges, plus les vallées étaient solitaires, et plus elles nous attiraient. Je ne faisais partie, bien sûr, d'aucun mouvement de jeunesse, puisque je ne pouvais y trouver l'isolement que je cherchais.

A l'automne 1925, je m'inscrivis, avec un groupe d'étudiants en architecture munichoïse, à la Haute École technique de Berlin-Charlottenburg. J'avais décidé de suivre les cours du professeur Poelzig, mais il avait limité le nombre des participants à son séminaire. Comme je n'étais pas très doué pour le dessin, il ne m'accepta pas. De toute façon je doutais de devenir jamais un bon architecte et j'accueillis ce verdict sans surprise. Le semestre suivant le professeur Heinrich Tessenow fut nommé à Berlin. Défenseur de la petite ville et des méthodes artisanales, il réduisait son expression architecturale au strict minimum. « L'essentiel, disait-il, c'est d'en faire le moins possible. » J'écrivis aussitôt à ma fiancée : « Mon nouveau professeur est l'homme le plus éclairé et le plus remarquable que j'aie jamais rencontré. Il m'enthousiasme et je travaille avec ardeur. Il n'est pas moderne, et pourtant, en un certain sens, c'est le plus moderne de tous. Vu de l'extérieur, il est tout aussi effacé et a tout aussi peu d'imagination que moi, mais, malgré cela, ce qu'il construit possède une profonde vérité. Son intelligence aiguë fait peur. Je vais m'efforcer de passer dans un an dans sa classe magistrale et tenterai, l'année

suivante, de devenir son assistant. Tout ça est naturellement d'un bien grand optimisme et ne fait qu'indiquer la voie que je suivrai dans le meilleur des cas. » Six mois après avoir passé mon examen, j'étais son assistant. J'avais trouvé en lui mon premier catalyseur, jusqu'au moment où, sept ans plus tard, je le remplaçai par un autre plus puissant.

J'estimais fort, également, notre professeur d'histoire de l'architecture. Le professeur Daniel Krenker, Alsacien de naissance, n'était pas seulement un archéologue passionné, mais également un patriote sensible : montrant un jour, dans un de ses cours, la cathédrale de Strasbourg, il éclata en sanglots et dut interrompre son cours. C'est avec lui que je fis mon diplôme sur le livre d'Albrecht Haupt, *L'Architecture des Germains*. Mais, à la même époque, j'écrivis à ma fiancée : « Un peu de mélange de races est toujours bon. Et si aujourd'hui nous sommes sur le déclin, ce n'est pas parce que nous sommes une race mélangée. Car nous l'étions déjà au Moyen Age quand nous avons encore en nous une force de germination, que nous étions en pleine expansion, chassant les Slaves de Prusse ou transplantant la culture européenne en Amérique. Nous déclinons parce que nos forces sont usées. Nous connaissons le même sort que les Égyptiens, les Grecs ou les Romains. Il n'y a rien à faire. »

Les années 20 brossèrent le décor fertilisant de mes études berlinoises. De nombreuses manifestations théâtrales m'impressionnèrent beaucoup : *Le Songe d'une*

nuit d'été dans la mise en scène de Max Reinhardt, *La Pucelle d'Orléans* de Shaw avec Élisabeth Bergner, Schwejk dans la mise en scène de Piscator avec Pallenberg. Mais les revues à grand spectacle de Charell, avec leur débauche de moyens, me fascinaient également. Curieusement, je ne trouvais, au contraire, aucun plaisir à la pompe pleine d'enflure de Cecil B. De Mille. Je ne pouvais pas soupçonner que dix ans plus tard je dépasserais cette architecture cinématographique. Je trouvais encore ces films « d'un mauvais goût très américain ».

Mais toutes ces impressions étaient assombries par la pauvreté et le chômage. Le livre de Spengler, *Le Déclin de l'Occident*, m'avait convaincu que nous vivions dans une période de décadence, dont les symptômes, inflation, décadence des mœurs, impuissance de l'État, rappelaient l'époque du Bas-Empire romain. L'essai *Prussianisme et Socialisme* me fascina par son mépris du luxe et du confort. L'enseignement de Spengler et celui de Tessenow se rejoignaient là. Pourtant mon professeur, contrairement à Spengler, gardait espoir en l'avenir. Il tournait son ironie contre la mode du culte du héros. « Peut-être y a-t-il autour de nous des héros méconnus, véritablement grands, qui, forts de leur volonté et de leur savoir supérieur, sont fondés à accepter même les situations les plus sinistres, les considérant comme des péripéties sans importance, et s'en moquant. Peut-être, avant que l'artisanat et la petite ville puissent s'épanouir à nouveau, faudra-t-il qu'il pleuve

du soufre. Leur floraison exige peut-être des peuples ayant traversé l'enfer⁴. »

A l'été 1927, après neuf semestres d'études, j'obtins mon diplôme. Au printemps suivant je devins, à vingt-trois ans, l'un des plus jeunes assistants de l'École. Lors d'une vente de charité organisée juste avant la fin de la guerre, une diseuse de bonne aventure avait prophétisé : « Tu atteindras vite à la gloire et tu te retireras vite. » J'avais quelques raisons de me souvenir de cette prédiction, car je pouvais supposer avec quelque certitude que si je le voulais, j'enseignerais un jour comme professeur à la Haute École technique.

Cette place d'assistant nous permit de nous marier. Notre voyage de noces, nous ne le fîmes pas en Italie, mais avec notre canot pliant et notre tente, dans la région de ces lacs mecklembourgeois, retirés du monde et entourés de forêts. Nous mîmes nos bateaux à l'eau à Spandau, à quelques centaines de mètres de la prison où je devais passer vingt ans de ma vie.

2.

Profession et vocation

En 1928 déjà, j'ai failli devenir architecte d'État et de cour. L'émir Aman Allah khan qui régnait sur l'Afghanistan, voulait réformer son pays. A cet effet, il désirait faire appel à de jeunes techniciens allemands. Joseph Brix, professeur d'urbanisme, forma le groupe. J'étais prévu comme urbaniste et architecte et devais en plus enseigner l'architecture à un institut technique qui devait être fondé à Kaboul. Ma femme et moi, nous nous plongeâmes dans tous les livres que l'on pouvait trouver sur ce pays. Nous examinions comment on pourrait, à partir de constructions simples, développer un style national. La vue de montagnes inviolées nous faisait dresser des plans d'excursions à ski. Les clauses du contrat étaient très avantageuses. Tout était déjà prêt, le roi venait d'être reçu par Hindenburg, avec tous les honneurs qui lui étaient dus, lorsque les Afghans le renversèrent par un coup d'État.

Mais la perspective de continuer à travailler avec Tessenow me dédommagea. De toute façon, je n'étais pas très au clair avec moi-même et j'étais heureux que la chute d'Aman Allah me délivrât de la nécessité de faire un choix.

Le séminaire ne me demandait que trois jours de travail par semaine. En outre, j'avais cinq mois de vacances. Et je touchais 300 RM, ce qui doit faire à peu près 800 DM actuels. Tessenow ne faisait pas de cours magistraux, mais corrigeait dans la grande salle du séminaire les travaux de ses quelque cinquante étudiants. Il ne venait que quatre ou six heures par semaine, le reste du temps, les étudiants devaient s'adresser à moi.

Ce fut très dur, surtout les premiers mois. Les étudiants étaient très critiques, essayant de découvrir chez moi des ignorances ou des points faibles. Mais, peu à peu, je pris de l'assurance. Les commandes que j'espérais pouvoir mener à bien au cours de mes nombreux loisirs ne vinrent pas. Je faisais vraisemblablement trop jeune et, d'autre part, la construction stagnait par suite de la récession économique. La commande que me firent mes beaux-parents pour leur maison de Heidelberg resta une exception. Je fis quelque chose d'excessivement simple. Suivirent des commandes insignifiantes : deux garages ajoutés à des villas du Wannsee et, à Berlin, le foyer de l' « Office des échanges universitaires ».

En 1930, avec nos deux canots pliants, nous descendîmes le Danube de Donaueschingen jusqu'à Vienne. Alors que nous étions sur le chemin du retour, des élections au Reichstag eurent lieu le 14 septembre. Je ne les ai conservées en mémoire que parce que leur résultat mit mon père en fureur. Le N.S.D.A.P. avait obtenu 107 mandats, faisant ainsi brutalement l'objet de toutes les

discussions politiques. Ce succès électoral inattendu fit naître chez mon père, déjà inquiet de la force des sociaux-démocrates et des communistes, des craintes fondées surtout sur l'existence de tendances socialistes au sein du N.S.D.A.P.

Entre-temps notre école était devenue un terrain propice aux idées nationales-socialistes. Tandis que le petit groupe d'étudiants communistes était attiré par le séminaire du professeur Poelzig, les nationaux-socialistes se regroupaient chez Tessenow, bien que ce dernier ait été un ennemi déclaré du mouvement hitlérien et le soit resté. Pourtant, il existait des analogies latentes et involontaires entre ses théories et l'idéologie nationale-socialiste. Tessenow n'était certainement pas conscient de l'existence de ces analogies. Il ne fait pas de doute que l'idée d'une parenté entre ses conceptions et celles des nationaux-socialistes l'aurait rempli d'effroi.

Une des théories de Tessenow était que « tout style émane du peuple. Il est naturel, disait-il, d'aimer sa patrie. L'internationalisme ne peut produire aucune culture véritable. Celle-ci ne peut naître que dans le giron d'un peuple ¹ ». Or, Hitler lui aussi rejetait l'internationalisation de l'art. Pour lui et ses adeptes, c'était dans le sol natal qu'était la racine de toute rénovation. Tessenow condamnait la grande ville et lui opposait des notions paysannes. « La grande ville, disait-il, est une chose

épouvantable. La grande ville est un fatras de vieux et de neuf. La grande ville est un combat, un combat brutal. Toute bonhomie en est exclue... Au contact de la ville, le monde paysan disparaît. Dommage qu'on ne puisse plus penser paysan. » Hitler n'employait pas d'autres termes pour dénoncer la décadence des mœurs dans les grandes villes, pour mettre en garde contre les ravages de la civilisation qui menacent la substance biologique du peuple et pour insister sur l'importance d'une paysannerie saine constituant le noyau générateur de l'État.

Hitler sut intuitivement structurer tous ces courants encore diffus et insaisissables qui se faisaient jour dans la conscience de l'époque pour les utiliser à ses propres fins.

Lors de mes corrections, des étudiants nationaux-socialistes m'entraînaient souvent dans des discussions politiques. Les théories de Tessenow étaient naturellement l'objet de controverses passionnées. Les quelques faibles objections que j'allais chercher dans le vocabulaire de mon père étaient balayées par une dialectique très habile.

A cette époque-là, la jeunesse estudiantine trouvait ses idéaux surtout chez les extrémistes. C'était précisément à l'idéalisme de cette jeunesse en effervescence que s'adressait le parti de Hitler. Et Tessenow lui-même ne les avait-il pas prédisposés à cette crédulité ? Lorsque vers 1931 il déclarait : « Il y en aura bien un qui viendra et qui pensera très simplement. Aujourd'hui on pense de façon trop compliquée. Un homme sans culture, un paysan, résoudre tout cela beaucoup plus facilement parce qu'il

ne serait pas encore pourri. Il aurait l'énergie, lui, de réaliser ses idées toutes simples². » Cette remarque, dont l'action souterraine ne fut pas négligeable, nous semblait pouvoir s'appliquer à Hitler.

Vers cette époque, Hitler vint parler aux étudiants de l'Université et de la Haute École technique de Berlin dans le parc de « Hasenheide ». Mes étudiants me pressèrent d'y aller. Je n'étais pas encore convaincu mais je n'étais déjà plus sûr de rien. C'est pourquoi je m'y rendis. Le local délabré, les murs sales, les couloirs étroits me firent une piètre impression. Les ouvriers s'y réunissaient d'habitude pour boire de la bière à l'occasion de fêtes. La salle était comble. On avait l'impression que presque tous les étudiants de Berlin avaient voulu voir et entendre cet homme pour lequel ses adeptes professaient tant d'admiration et dont ses adversaires disaient tant de mal. De nombreux professeurs étaient assis à des places de choix, au milieu d'une estrade sans décoration aucune. Leur présence donnait à la réunion une certaine importance et même un certain lustre. Notre groupe avait réussi à s'assurer de bonnes places sur la tribune, non loin de l'orateur.

Hitler apparut, follement acclamé par ses partisans, nombreux chez les étudiants. Déjà cet enthousiasme fit sur moi grande impression. Mais je fus également surpris par sa personne. Affiches et caricatures me l'avaient toujours

montré en uniforme, portant une chemise avec ceinturon et baudrier, un brassard à croix gammée, sa mèche rebelle sur le front. Mais ce jour-là, il portait un complet bleu de bonne coupe et on voyait qu'il avait sacrifié à la correction bourgeoise la plus stricte. On sentait qu'il voulait donner l'impression d'être un homme plein de raison et de modestie. J'appris plus tard qu'il savait, intuitivement ou consciemment, parfaitement s'adapter à son entourage.

Comme s'il voulait s'en défendre, il s'efforça de mettre un terme aux ovations qui ne finissaient pas. Puis il commença d'une voix basse, hésitante, presque timide, non pas un discours, mais une sorte d'exposé historique, et il y avait dans cette manière de procéder quelque chose qui me captiva. Cela d'autant plus que son attitude contredisait tout ce à quoi je m'attendais en raison de la propagande adverse qui le représentait comme un démagogue hystérique, un fanatique en uniforme, criant et gesticulant. Même les applaudissements les plus frénétiques ne le firent pas abandonner ce ton didactique.

Apparemment il exposait, avec franchise et sincérité, les soucis que lui causait l'avenir. Son ironie était tempérée d'un humour plein d'assurance et son charme d'Allemand du Sud me rappelait mon pays. Il était impensable qu'un Prussien froid et distant m'eût séduit comme lui. La timidité que Hitler avait montrée au début disparut bientôt. Par instants, sa voix montait maintenant d'un ton et il parlait avec une énergie qui emportait la conviction. L'impression qu'il me fit alla beaucoup plus profond que les paroles du

discours, dont je n'ai que peu de souvenir.

Je fus bientôt moi aussi soulevé par l'enthousiasme général qui, pour ainsi dire physiquement, portait l'orateur de phrase en phrase, balayait les réserves des sceptiques, réduisait les adversaires au silence. Par moments on avait l'impression trompeuse que l'unanimité était totale. A la fin, Hitler ne semblait plus parler pour convaincre. Il paraissait bien plutôt convaincu d'exprimer ce que le public, qui n'était plus qu'un troupeau docile, attendait de lui, comme si c'eût été pour lui la chose la plus naturelle du monde de mener en laisse les étudiants et une partie du corps enseignant des deux plus grandes institutions universitaires d'Allemagne. Et pourtant il n'était pas encore ce soir-là le maître absolu, à l'abri de toute critique ; au contraire, il restait la cible d'attaques venant de tous côtés.

Il se peut que d'autres participants à cette soirée mouvementée soient allés la commenter devant un verre de bière. Il est même vraisemblable que les étudiants m'invitèrent moi aussi. Mais je ressentais le besoin de voir clair en moi-même et de dominer mon désarroi. Je voulais rester seul. Remué jusqu'au plus profond de moi-même, j'errai dans la nuit au volant de ma petite voiture, m'arrêtai dans une forêt de pins des bords de la Havel, et marchai longtemps.

Il me sembla qu'il y avait là un espoir, qu'il y avait là de nouveaux idéaux, une nouvelle compréhension des choses, de nouvelles tâches à accomplir. Les sombres prédictions de Spengler me semblaient réfutées et, en même temps,

sa prophétie annonçant la venue d'un *imperator*, réalisée. Hitler nous avait convaincus qu'on pouvait écarter le danger du communisme et arrêter sa marche apparemment irrésistible vers le pouvoir. On pourrait même, prétendait-il, mettre fin à ce chômage désespérant pour promouvoir un renouveau économique. Les allusions qu'il fit au problème juif restèrent marginales. Mais ces quelques remarques ne me dérangèrent point. Je n'étais d'ailleurs pas antisémite et avais comme presque chacun d'entre nous des amis juifs, dont j'avais fait la connaissance à l'école ou à l'université.

Quelques semaines après ce discours, qui eut pour moi une telle importance, des amis m'emmenèrent à une réunion au Palais des Sports. Goebbels, le Gauleiter de Berlin, y parlait. L'impression qu'il me fit fut totalement différente de celle que m'avait laissée Hitler. Des phrases, encore des phrases, bien balancées, aux formules tranchantes. Une foule en délire, secouée par des explosions d'enthousiasme ou de haine d'un fanatisme croissant, une fournaise de passions déchaînées que je n'avais connue jusque-là que dans les nuits des Six Jours cyclistes. Tout cela me répugnait. L'impression favorable laissée par Hitler s'en trouva atténuée, sinon totalement effacée.

Le Palais des Sports se vida. Dans le calme, la foule descendit la rue de Potsdam. Le discours de Goebbels l'ayant raffermie dans la conscience qu'elle avait de sa force, elle occupait, comme par provocation, toute la

largeur de la chaussée, bloquant le trafic des voitures et des tramways. La police laissa d'abord faire sans bouger. Peut-être ne voulait-elle pas exciter la foule. Cependant, dans les rues adjacentes, des commandos à cheval et des camions avec des brigades d'intervention se tenaient prêts. Soudain la police chargea, matraques levées, pour faire évacuer la chaussée. Bouleversé, je les regardais faire. Je n'avais jamais assisté jusque-là à de telles violences. Dans le même instant, je me sentis saisi d'un sentiment fait de compassion et de répulsion et qui n'avait, je le suppose, rien à faire avec des motifs politiques ; je pris parti pour ces gens-là. En réalité, il ne s'était rien passé d'extraordinaire. Il n'y avait même pas eu de blessés. Dans les jours qui suivirent, au mois de janvier 1931, je m'inscrivis au parti et devins membre du N.S.D.A.P., avec le numéro 474481.

Ce fut là une décision parfaitement libre de tout aspect dramatique. C'est que je me sentais alors, et me suis toujours senti, beaucoup moins membre d'un parti politique que partisan de Hitler dont l'apparition, la première fois que je le vis, m'avait profondément touché et dont l'image ne m'avait plus lâché depuis. Sa force de persuasion, la magie singulière de sa voix, par ailleurs dépourvue d'agrément, le côté insolite de ses manières plutôt banales, la simplicité séduisante avec laquelle il abordait la complexité de nos problèmes, tout cela me troublait et me fascinait. Je ne connaissais pour ainsi dire rien de son programme. Il m'avait pris et enchaîné avant que j'aie

compris.

Même après avoir assisté à une manifestation organisée par la « Ligue combattante populaire de la Culture allemande », je ne ressentis aucune irritation, bien que nombre de buts visés par notre maître Tessenow y fussent condamnés. L'un des orateurs exigea qu'on en revînt aux formes et aux conceptions artistiques de nos ancêtres, attaqua l'art moderne et pour finir insulta le groupement d'architectes « Der Ring », auquel appartenait Tessenow, mais aussi Gropius, Mies van der Rohe, Scharoun, Mendelssohn, Taut, Behrens et Poelzig. A la suite de ce discours, un de nos étudiants envoya une lettre à Hitler, dans laquelle il prenait position contre ce discours et défendait avec un enthousiasme juvénile notre maître admiré. Peu après, il reçut, sur du papier à en-tête, une réponse de la direction du parti l'assurant qu'on avait la plus grande estime pour les travaux de Tessenow. Cette réponse apparemment personnelle n'était que routine, mais elle nous sembla d'une grande importance. A cette époque-là, bien sûr, je ne dis rien à Tessenow de mon appartenance au parti ³.

Ce doit être à peu près à la même époque que ma mère assista à un défilé des SA dans les rues de Heidelberg. Cette vision d'ordre, dans une période de chaos, l'impression d'énergie, dans une atmosphère de désespoir général, durent la conquérir elle aussi. En tout cas, sans avoir jamais entendu un discours ni lu un écrit, elle adhéra au parti. Il semble que nous ayons tous les deux senti que

cette décision était comme une rupture avec la tradition libérale de la famille. De toute façon, nous la tînmes cachée l'un à l'autre et à mon père. C'est seulement bien des années après, alors que j'appartenais depuis longtemps déjà au cercle intime de Hitler, que nous découvrîmes par hasard cette appartenance commune de première heure.

3.

Aiguillage

Pour être juste, l'évocation de ces années-là devrait principalement se fonder sur le récit de ma vie professionnelle, car ce que j'ai alors vécu et appris de nouveau n'a tenu dans ma pensée qu'un rôle secondaire. Je restais avant tout architecte.

Comme je possédais une auto, je devins membre de l'association de conducteurs nouvellement créée par le parti, le N. S. K. K.⁴¹, et, comme il s'agissait d'une nouvelle organisation, je devins en même temps chef de la section de Wannsee où nous résidions. Pourtant, au début, j'étais loin de vouloir militer sérieusement dans le parti. J'étais d'ailleurs, dans ma section de Wannsee, le seul du parti à posséder une voiture, les autres n'ayant pour l'instant que la ferme intention d'en avoir une, dans le cas où la « révolution » dont ils rêvaient surviendrait. En attendant, ils faisaient des reconnaissances pour savoir où il y avait, dans ce riche faubourg aux somptueuses villas, des véhicules appropriés pour le jour J.

De par mes fonctions, j'allais souvent à la « direction du cercle Ouest » dirigée par un compagnon meunier, jeune

homme simple mais intelligent et plein d'énergie, le Kreisleiter Karl Hanke. Il venait de louer, dans le quartier élégant de Grunewald, une villa qui devait, dans le futur, servir de siège à son organisation. Car, après le succès électoral du 14 septembre 1930, le parti, devenu puissant, s'efforçait de se donner un visage et des manières respectables. Il m'offrit d'aménager la villa, naturellement sans honoraires.

Nous discutâmes du choix des papiers peints, des rideaux et des couleurs. Le jeune Kreisleiter choisit, sur mes conseils, des papiers peints édités par le Bauhaus bien que je lui eusse fait remarquer qu'il s'agissait là de papiers peints « communistes ». Mais il balaya cette objection d'un magnifique geste de la main, en disant : « Nous prenons ce qu'il y a de mieux, même quand ça vient des communistes. » Il exprimait là ce que Hitler et son état-major faisaient depuis des années. Prendre, sans égard pour l'idéologie, d'où que cela vienne, tout ce qui pouvait laisser espérer un succès, et même décider de choix idéologiques d'après l'effet escompté sur l'électeur.

Je fis peindre le vestibule en rouge vif et les salles de travail en un jaune soutenu, sur lequel tranchaient des rideaux rouges. Cette affirmation tonitruante d'un besoin d'agir longtemps réprimé, dans laquelle je voulais voir l'expression d'un esprit révolutionnaire, ne reçut toutefois qu'une approbation très mitigée.

Au début de l'année 1932, on diminua les traitements des assistants. Vaine contribution à l'équilibre du budget,

gonflé à l'extrême, de l'État prussien. Aucune grosse construction n'était en vue, la situation économique était désespérante. Trois années d'assistanat nous suffisaient. Nous décidâmes, ma femme et moi, de renoncer au poste d'assistant chez Tessenow et de retourner à Mannheim. La gestion des immeubles appartenant à ma famille m'enlevant tout souci d'ordre financier, je voulais me consacrer désormais sérieusement à mes activités d'architecte, jusqu'alors peu glorieuses. Aussi écrivis-je d'innombrables lettres aux entreprises des environs, et à des relations d'affaires de mon père, pour leur faire part de mon installation en tant qu'architecte indépendant. Mais naturellement l'espoir de trouver un client qui fît confiance à un architecte de vingt-six ans fut déçu. En fait, même des architectes depuis longtemps établis à Mannheim n'avaient pas de commandes à cette époque-là. J'essayai d'attirer l'attention sur moi en participant à des concours. Mais je ne pus jamais décrocher mieux que des troisièmes prix et des promesses d'achat. La transformation d'un magasin situé dans un immeuble de la famille resta mon unique activité d'architecte dans ces années de désolation.

Dans le parti tout se passait dans le climat bon enfant du pays de Bade. Après Berlin et la vie de militant qu'on m'avait peu à peu fait mener, j'avais à Mannheim l'impression de me trouver dans une association de joueurs de quilles. Il n'y avait pas de section du N.S.K.K., aussi me transféra-t-on depuis Berlin à la section motorisée de la SS. Je pensais à cette époque-là avoir été

transféré en tant que membre actif, mais, apparemment, je ne le fus qu'en tant qu'invité, car lorsqu'en 1942 je voulus renouveler ma carte de membre, on s'aperçut que je n'avais jamais appartenu à cette section motorisée de la SS.

Lorsque débutèrent les préparatifs pour les élections du 31 juillet 1932, nous nous rendîmes ma femme et moi à Berlin pour connaître l'excitation du climat électoral et si possible, proposer notre aide. Car l'absence persistante de perspectives professionnelles avait fait considérablement grandir l'intérêt que je portais à la politique, du moins le croyais-je alors. Je voulais apporter ma contribution à la victoire de Hitler dans ces élections. Et puis cette campagne ne devait être qu'un intermède de quelques jours car nous voulions, une fois à Berlin, continuer notre route et entreprendre, comme nous l'avions projeté longtemps auparavant, une randonnée en canot pliant, à travers les lacs de Prusse-Orientale.

J'informai le chef du N.S.K.K. du cercle Ouest, Will Nagel, que j'étais là avec mon auto, et je fus désigné pour aller porter les messages dans les locaux du parti les plus divers. Quand ces missions m'obligeaient à me rendre dans des quartiers tenus par les « rouges », je n'en menais souvent pas large. Là, habitant dans des caves qui ressemblaient plus à des trous qu'à des logements, les groupes N.S. menaient une existence de fugitifs. Il n'en allait d'ailleurs pas autrement pour les communistes, quand ils avaient des avants-postes dans les territoires nazis. Le

visage chagrin, marqué par la peur et le manque de sommeil d'un chef de groupe travaillant en plein milieu de Moabit, l'un des endroits les plus dangereux à cette époque-là, est resté gravé dans ma mémoire. Ces hommes mettaient en jeu leur vie et sacrifiaient leur santé pour une idée, sans savoir qu'un homme avide de puissance les utilisait pour réaliser ses fantasmes.

Le 27 juillet 1932, Hitler, venant d'un meeting tenu le matin à Eberswalde, devait atterrir à l'aéroport de Berlin-Staaken. On m'avait donné pour mission d'emmener en voiture un agent de liaison de Staaken jusqu'à l'endroit du meeting suivant, le stade de Brandebourg. Quand le trimoteur s'arrêta, Hitler, quelques collaborateurs et des aides de camp en descendirent. Nous étions à peu près les seuls sur le terrain d'atterrissage. Et, tout en me tenant à une distance respectueuse, je voyais bien avec quelle nervosité Hitler reprochait à l'un de ceux qui l'accompagnaient le retard des voitures qui n'étaient pas encore là. Hors de lui, il allait et venait, frappant ses hautes bottes de sa cravache, donnant l'impression d'un homme qui ne se domine pas et qui, dans sa mauvaise humeur, traite ses collaborateurs avec mépris.

Cet Hitler-là était très différent de l'homme qui, à la réunion avec les étudiants, avait fait montre de calme et d'urbanité. Sans m'en inquiéter outre mesure, je venais de découvrir l'étrange versatilité de Hitler. Une étonnante intuition d'acteur lui permettait d'adapter son comportement public aux situations changeantes, alors que

dans son proche entourage, en face de ses serviteurs ou de ses aides de camp, il donnait libre cours à sa nature.

Je précédais la colonne de voitures dans lesquelles Hitler et sa suite avaient pris place. A Brandebourg, les bas-côtés de la route qui menait au stade étaient pleins de sociaux-démocrates et de communistes, et nous dûmes traverser une foule hostile, mon compagnon portant l'uniforme du parti. Lorsque, quelques minutes plus tard, Hitler et sa suite arrivèrent, cette foule devint une masse en fureur qui se pressait sur la route. L'auto dut se frayer un chemin au pas. Hitler était debout à côté du chauffeur. Son courage m'en imposa alors et m'en impose encore aujourd'hui. La fâcheuse impression que j'avais ressentie à l'aérodrome s'était dissipée.

J'attendais dans mon auto, en dehors du stade. C'est pourquoi je n'entendis pas le discours, mais seulement les tempêtes d'applaudissements qui interrompaient Hitler pour de longues minutes. Lorsque l'hymne du parti annonça que le meeting était terminé, nous reprîmes la route. Car ce jour-là Hitler parlait dans une troisième réunion, au stade de Berlin. Ici aussi le stade était comble. Dehors, dans les rues, se tenaient des milliers de personnes qui n'avaient pu entrer. Depuis des heures déjà cette foule attendait patiemment car Hitler avait encore un retard considérable. J'annonçai à Hanke qu'il était sur le point d'arriver, et la nouvelle fut immédiatement communiquée par haut-parleur. Une tempête d'applaudissements la salua, ce fut d'ailleurs la première et

la dernière que j'aie déclenchée moi-même.

Le jour suivant devait décider de mon destin. Les canots pliants étaient déjà à la consigne, à la gare. Nous avions acheté les billets pour la Prusse-Orientale, car nous devions partir le soir même. Mais à midi je reçus un coup de téléphone. Le chef du N.S.K.K., Nagel, m'annonça que Hanke, promu directeur de l'organisation du Gau de Berlin, désirait me voir. Hanke me reçut en me disant joyeusement : « Je vous ai fait chercher partout. Voulez-vous transformer la nouvelle maison du Gau ? Je vais soumettre la question dès aujourd'hui au docteur ¹ . Nous sommes très pressés. » Quelques heures plus tard, j'aurais été dans le train et, une fois dans cette région déserte des lacs de Prusse-Orientale, introuvable pour des semaines. Le Gau aurait dû chercher un autre architecte. Des années durant je tins ce hasard pour le tournant le plus heureux de ma vie. Un aiguillage avait joué. Deux décennies plus tard, je lus à Spandau dans James Jeans : « La marche d'un train est, sur la plus grande partie du trajet, fixée sans équivoque par les rails. Mais çà et là arrive un embranchement où diverses directions sont possibles et où ce train peut se voir dirigé dans l'une ou l'autre de ces directions. Il ne faut pour cela que très peu d'énergie, celle nécessaire à l'aiguillage. »

La nouvelle maison du Gau était située dans une rue très chic, la Voss-Strasse, et entourée des représentations des

provinces allemandes. En regardant par les fenêtres de derrière, je pouvais voir le président du Reich, âgé de quatre-vingt-cinq ans, se promener dans le parc contigu à notre maison, souvent accompagné d'hommes politiques ou de militaires. Le parti voulait, à ce que m'avait dit Hanke, se rapprocher au plus près du centre de décision politique et de façon ostentatoire, pour bien montrer à quoi il prétendait sur le plan politique. Mon travail, lui, avait moins de prétention. Une nouvelle fois je me bornai à faire repeindre les murs et à apporter quelques petites améliorations. J'aménageai aussi une salle de réunion et la pièce du Gauleiter avec une relative sobriété, d'une part à cause de l'insuffisance des moyens mis à ma disposition, d'autre part parce que j'étais encore sous l'influence de Tessenow. Mais la pompe des boiseries et des stucs, qui dataient de l'« époque des fondateurs [42](#) », jurait avec cette sobriété. Je travaillais nuit et jour en grande hâte, car l'organisation du Gau me pressait pour que la maison fût prête au plus vite. Je vis rarement Goebbels. La campagne qu'il menait pour les élections du 6 novembre 1932 lui prenait tout son temps. Épuisé et complètement aphone, il vint quelquefois inspecter le chantier sans montrer beaucoup d'intérêt.

On mena à bien la transformation de la maison, on dépassa de loin le devis, on perdit les élections. Le nombre d'adhérents diminua, le trésorier s'arrachait les cheveux à chaque nouvelle facture, ne pouvant montrer qu'une caisse vide aux artisans qui, pour éviter une

banqueroute au parti dont ils étaient membres, durent accorder un délai de paiement de plusieurs mois.

Quelques jours après l'inauguration, Hitler lui-même vint voir cette maison qui portait son nom. On me rapporta qu'il était content de la transformation, ce qui m'emplit de fierté, bien que je n'aie jamais su clairement si ses louanges allaient à ma recherche de la simplicité ou à la surcharge de la construction wilhelminienne.

Peu de temps après, je retournai à Mannheim où rien n'avait changé. La situation économique avait plutôt empiré, m'ôtant tout espoir d'obtenir des commandes.

La situation politique devenait de plus en plus confuse. Les crises se succédaient sans que nous en ayons vraiment conscience. Car aucun changement ne survenait. Le 30 janvier 1933, je lus dans les journaux que Hitler avait été nommé chancelier du Reich, mais même cela ne me sembla pas, au début, revêtir une importance particulière. Quelque temps après je participai à Mannheim à une réunion du groupe local du parti. Le manque de personnalité et la sottise des militants me frappa. On ne peut pas diriger un État avec ces gens-là, pensais-je alors. Mais je me faisais du souci pour rien. Le vieil appareil administratif continuait, même sous Hitler, à diriger les affaires sans qu'il y eût d'anicroche ².

Puis il y eut les élections du 5 mars 1933 et, une semaine plus tard, je reçus un coup de téléphone de Berlin.

Le chef de l'organisation du Gau, Hanke, était à l'appareil, et me demanda : « Voulez-vous venir à Berlin ? Vous aurez certainement à faire. Quand pouvez-vous être là ? » Le temps de faire graisser et vidanger notre petite B.M.W. sport, de boucler une petite valise, et nous étions partis pour Berlin où nous arrivâmes après avoir roulé toute la nuit. Sans prendre le temps de dormir, je me présentai le matin même à la maison du Gau où Hanke me dit : « Vous partez tout de suite avec le docteur. Il veut voir son nouveau ministère. »

C'est ainsi que je fis, avec Goebbels, mon entrée dans la belle bâtisse édifiée par Schinkel sur la Wilhelmsplatz. Quelques centaines de personnes qui attendaient là, sur la place, je ne sais quoi, peut-être Hitler, saluèrent le ministre de la main. Je sentis qu'une vie nouvelle pénétrait Berlin. Après la longue crise, les hommes semblaient montrer plus d'espoir. Tous savaient qu'il ne s'agissait pas cette fois d'un de ces changements de cabinet habituels. Tous semblaient avoir le sentiment qu'ils vivaient une heure décisive. Des groupes de gens qui ne se connaissaient pas se formaient dans les rues. On échangeait des banalités, on riait ou on donnait son avis sur les événements. Pendant ce temps, quelque part, sans qu'on y prenne garde, l'appareil du parti réglait ses comptes avec ses adversaires politiques et des centaines de milliers de personnes tremblaient à cause de leur origine, de leur religion, de leurs convictions.

Après avoir visité le bâtiment, Goebbels me confia la

mission de transformer son ministère et d'aménager différentes pièces, dont son cabinet de travail et les salles de réunion. Je devais me mettre au travail sans attendre, sans faire de devis, et sans me préoccuper de savoir si on disposait des crédits nécessaires. Il avait agi là de sa propre autorité, car on devait par la suite découvrir qu'aucun budget n'était prévu pour ce ministère de la Propagande qui venait d'être créé, ni, à plus forte raison, pour son aménagement. Je m'efforçai de rester modeste dans mes projets, pour respecter l'architecture intérieure de Schinkel. Pourtant Goebbels trouva que l'ameublement ne faisait pas assez impression. Quelques mois après, il chargeait les « Ateliers réunis » de Munich de meubler les pièces en style « paquebot. »

Hanke avait réussi à s'assurer au ministère un poste très important, celui de « secrétaire du ministre ». Il régnait sur son antichambre avec une habileté consommée. C'est chez lui que je vis, ces jours-là, le projet que la ville de Berlin avait conçu pour la manifestation de masse, prévue pour la nuit du 1^{er} mai, sur l'esplanade de Tempelhof. Ce projet heurta violemment mes sentiments de révolutionnaire et d'architecte. « On dirait une décoration pour un concours de tir », dis-je à Hanke, qui me répondit : « Si vous pouvez faire mieux, mettez-vous au travail. »

Dans la nuit même mon projet fut prêt : une grande tribune se détachait sur un fond formé par trois énormes drapeaux plus hauts qu'une maison de six étages et tendus sur des hampes de bois. Les deux drapeaux extérieurs

étaient noir-blanc-rouge, celui du milieu portait la croix gammée. Ce projet était risqué, car, en cas de vent violent, ces drapeaux allaient se comporter comme des voiles. De puissants projecteurs devaient les illuminer pour renforcer l'impression de mise en évidence d'un point central. Le projet fut immédiatement accepté et je venais de franchir une nouvelle étape.

Plein de fierté, je montrai mon œuvre à Tessenow. Mais avec son solide bon sens artisanal, il me dit : « Croyez-vous que vous avez fait là œuvre durable ? Cela fait impression, c'est tout. » En revanche, Hitler, à ce que me rapporta Hanke, avait été enthousiasmé par cette réalisation. Toutefois, c'est Goebbels, toujours selon Hanke, qui s'en était attribué le mérite.

Quelques semaines plus tard, Goebbels emménagea dans l'appartement de fonction du ministre du Ravitaillement. Pour en prendre possession, il dut quelque peu user de violence. Car Hugenberg exigeait que cet appartement lui fût réservé à lui, le ministre du Ravitaillement et chef du parti national allemand. Mais la querelle fut vite réglée puisque Hugenberg quitta le cabinet dès le 26 juin.

C'est moi qu'on chargea de remettre en état l'appartement ministériel, auquel je devais également ajouter un grand salon. Avec quelque légèreté, je promis à Goebbels qu'il pourrait emménager dans les deux mois. Hitler dit qu'il ne croyait pas que je pourrais tenir ce délai, et Goebbels, pour me stimuler, me le rapporta. Aussi fis-je

travailler trois équipes nuit et jour, après avoir calculé dans le détail la succession des différents travaux. Les derniers jours, je mis en service tout un système de séchage et finalement l'installation était entièrement terminée à la date promise.

Eberhard Hanfstaengl, le directeur de la Galerie nationale de Berlin, m'avait prêté quelques aquarelles de Nolde, dont je voulais décorer l'appartement de Goebbels. Goebbels et sa femme acceptèrent l'initiative d'enthousiasme. Mais lorsque Hitler vint visiter les lieux, il critiqua vivement les tableaux. Alors le ministre me fit venir aussitôt pour me dire : « Ces tableaux doivent disparaître sur-le-champ, ce n'est pas de la peinture ! »

Dans les premiers mois qui suivirent la prise du pouvoir, quelques tendances de la peinture moderne, stigmatisées en 1937 comme étant dégénérées, avaient encore une chance de s'imposer. En effet Hans Weidemann, vieux militant de Essen, porteur de l'insigne d'or du parti, dirigeait, au ministère de la Propagande, le département des arts plastiques. Ignorant l'incident provoqué par les aquarelles de Nolde, il rassembla, pour Goebbels, de nombreux tableaux de la tendance Nolde-Munch et les recommanda au ministre comme l'expression d'un art national et révolutionnaire. Goebbels, sachant à quoi s'en tenir, renvoya immédiatement ces tableaux compromettants. Devant le refus de Weidemann de se faire le complice de cette condamnation sans nuance de l'art moderne, on le condamna à exercer une fonction

subalterne au ministère. Ce mélange de puissance et de docilité ne laissa pas de m'inquiéter. Angoissante aussi était cette autorité absolue que Hitler exerçait, même dans les questions de goût, sur ses collaborateurs, fussent-ils les plus proches et les plus anciens. Goebbels avait montré dans quelle dépendance totale il était vis-à-vis de Hitler, et il en allait de même pour nous tous. Même moi, si familier des choses de l'art moderne, j'avais accepté sans protester le verdict de Hitler.

A peine avais-je terminé chez Goebbels, qu'on me téléphonait, au mois de juillet 1933, de Nuremberg. On y préparait le premier congrès du parti, désormais parti gouvernemental. Par leur architecture, les décors devaient exprimer cette nouvelle puissance du parti victorieux. Or l'architecte local n'avait pu présenter aucun projet satisfaisant. Un avion vint me chercher et m'amena à Nuremberg. Les esquisses que je fis manquaient totalement d'imagination et reprenaient tout simplement la mise en scène du 1^{er} mai. Je remplaçai seulement les drapeaux par un aigle géant de plus de trente mètres d'envergure, fixé, tel un papillon de collection, sur plusieurs hampes de bois alignées.

Le directeur de l'organisation de Nuremberg, n'osant pas prendre lui-même de décision, m'envoya à la direction centrale de Munich, tout en émettant un avis défavorable, car, en dehors de Berlin, j'étais encore totalement inconnu. On parut, à la « Maison brune », accorder une importance exceptionnelle à cette architecture ou plutôt à cette

décoration de gala. Au bout de quelques minutes, mon carton à dessins à la main, je fus introduit dans une pièce au mobilier luxueux : j'étais devant Hess qui, sans me laisser parler, déclara : « Pour ça, seul le Führer lui-même peut prendre une décision. » Puis, ayant donné un bref coup de téléphone, il m'annonça : « Le Führer est chez lui, je vais vous y faire conduire. » Pour la première fois, je venais d'avoir la révélation du pouvoir magique du mot architecture dans le régime hitlérien.

Nous nous arrê tâmes devant un immeuble de plusieurs étages, à proximité du théâtre du Prince-Régent. Après avoir monté deux étages, j'entrai dans un vestibule rempli de souvenirs ou de cadeaux de pacotille. L'ameublement, lui aussi, était de mauvais goût. Un aide de camp parut, ouvrit une porte et sans cérémonie me pria d'entrer. J'étais devant Hitler, le tout-puissant chancelier du Reich. Sur la table, devant lui, il y avait un pistolet démonté qu'il était manifestement occupé à nettoyer. « Posez vos dessins là-dessus », dit-il brièvement. Sans me regarder, il écarta les pièces du pistolet et contempla mon projet avec intérêt mais sans mot dire. « D'accord », rien de plus. Le voyant retourner à son pistolet, je quittai la pièce, quelque peu déconcerté.

A Nuremberg, la stupéfaction fut grande lorsque je fis état de l'accord donné par Hitler en personne. Si les organisateurs locaux avaient su l'attirance qu'exerçait une esquisse sur Hitler, ils auraient certainement envoyé à Munich une grande délégation où j'aurais, dans le meilleur

des cas, occupé le dernier rang. Mais à cette époque-là, tout le monde ne connaissait pas encore la passion favorite de Hitler.

A l'automne 1933, Hitler chargea son architecte munichois, Paul Ludwig Troost, celui qui avait conçu l'aménagement du transatlantique *Europa*, et la transformation de la Maison brune, de revoir à fond l'installation et le mobilier de la résidence du chancelier du Reich à Berlin. Les travaux devaient être terminés le plus rapidement possible. Le chef de chantier de Troost venait de Munich et ignorait donc tout des habitudes des entreprises de construction berlinoises. Hitler se souvint alors qu'un jeune architecte avait, à sa grande surprise, terminé chez Goebbels des travaux dans des délais très courts. Il décida donc que j'aiderais le chef de chantier munichois à choisir les entreprises, que je mettrais ma connaissance de la corporation berlinoise à sa disposition et que je devrais intervenir chaque fois que ce serait nécessaire, pour que ces travaux soient terminés le plus rapidement possible.

Cette collaboration débuta par l'inspection méticuleuse de la résidence du chancelier à laquelle nous nous livrâmes, Hitler, son chef de chantier et moi-même. Six ans plus tard, au printemps 1939, il écrivit un article dans lequel il décrivait l'état antérieur de cette résidence de la façon suivante : « Après la révolution de 1918, la maison connut

une lente dégradation. La charpente était pourrie en bien des endroits. Les planchers eux aussi étaient complètement vermoulus. Comme mes prédécesseurs ne pouvaient, en général, compter rester en fonction que quatre ou cinq mois, ils ne voyaient pas l'utilité de faire enlever la saleté de ceux qui avaient habité dans cette maison avant eux, ni de faire en sorte que celui qui leur succéderait la trouve en meilleur état qu'eux-mêmes ne l'avaient trouvée. Ils ne se sentaient tenus à aucun frais de représentation vis-à-vis de l'étranger, puisque celui-ci les tenait en piètre considération. Aussi la maison était-elle en train de tomber en ruine. Sols et plafonds étaient vermoulus, tapis et tentures pourris, imprégnant les lieux d'une odeur à peine supportable³. »

Hitler exagérait. Néanmoins, l'état dans lequel se trouvait cette maison était à peine croyable. La cuisine, presque sans lumière, avait des fourneaux d'un autre âge. Les occupants de la maison n'avaient à leur disposition qu'une seule et unique salle de bains, et encore son installation datait-elle du début du siècle. Il y avait aussi de nombreuses fautes de goût : des portes peintes en imitation bois, des bacs à fleurs qui n'étaient en réalité que des récipients en fer-blanc, peints façon marbre. Hitler triomphait : « Vous voyez la déchéance de la vieille république. C'en est au point qu'on ne peut même pas montrer à un étranger la maison du chancelier du Reich. J'aurais honte de recevoir ici ne serait-ce qu'un seul visiteur. »

Au cours de cette inspection méticuleuse, qui dura bien trois heures, nous allâmes également au grenier. Le concierge expliqua : « Et ça, c'est la porte qui mène à la maison voisine. – Comment ? – Il y a un passage qui traverse les greniers de tous les ministères et aboutit à l'hôtel Adlon. – Pourquoi ? – Les troubles des débuts de la république de Weimar, ont montré que les émeutiers peuvent couper le chancelier du Reich du monde extérieur. Par ce chemin, une retraite est toujours possible. » Hitler se fit ouvrir la porte et, de fait, nous nous trouvâmes aux Affaires étrangères, contiguës à la Chancellerie. « Il faut faire murer cette porte, déclara Hitler, nous n'en avons pas besoin. »

Dès le début des travaux, Hitler parut presque chaque jour sur le chantier, suivi d'un aide de camp, se réjouissant de voir les travaux progresser et les pièces prendre forme. Au bout de quelque temps, les ouvriers du chantier le saluaient sans contrainte. Malgré la présence discrète de deux SS en civil, tout cela avait l'intimité d'un tableau de genre. On remarquait à son attitude que Hitler se sentait comme chez lui sur un chantier.

Le chef de chantier et moi-même l'accompagnions lors de ses visites d'inspection. Non sans aménité, mais sans phrases superflues non plus, il nous posait des questions précises : « Quand cette pièce sera-t-elle nettoyée ? – Quand les fenêtres seront-elles posées ? – Les plans des détails sont-ils déjà arrivés de Munich ? – Pas encore ? Je les demanderai moi-même au professeur », car c'est ainsi

qu'il avait l'habitude d'appeler Troost. On inspectait une nouvelle pièce : « Mais cette pièce est déjà faite. Elle ne l'était pas hier encore ! Le profil de ce plafond est très beau. Le professeur les réussit merveilleusement. – Quand pensez-vous avoir terminé ? Je suis très pressé. Je ne dispose pour l'instant que du petit appartement du secrétaire d'État, sous les combles. Je ne peux y inviter personne. La République était économe jusqu'au ridicule. Avez-vous vu l'entrée, et l'ascenseur ? N'importe quel grand magasin en a de meilleurs. » De fait l'ascenseur tombait en panne de temps en temps et on ne pouvait y monter qu'à trois.

On comprendra facilement que la simplicité de Hitler ait fait sur moi une grande impression. Après tout il était non seulement le chancelier, mais aussi l'homme qui avait revigoré l'Allemagne, procurait du travail aux chômeurs et lançait de grands programmes économiques. C'est seulement beaucoup plus tard que je commençai à entrevoir, en me fondant sur de multiples détails, qu'il y avait aussi dans tout cela une bonne part de calcul et de propagande.

Je l'avais déjà accompagné certainement vingt ou trente fois, lorsqu'un jour, pendant une visite d'inspection, il me proposa : « Vous viendrez bien déjeuner aujourd'hui ? » Naturellement ce geste me fit d'autant plus plaisir que je ne l'en eusse pas cru capable, vu sa froideur habituelle.

J'avais souvent fréquenté des chantiers. Jamais il ne m'était rien arrivé, mais ce jour-là précisément, en passant

sous un échafaudage, je reçus sur mon costume une truellée de plâtre. Je devais avoir l'air malheureux, car Hitler me dit : « Venez donc, nous allons arranger cela. »

Dans son appartement les invités attendaient déjà. Parmi eux, Goebbels, assez étonné de me voir là. Hitler m'emmena dans ses pièces privées et ordonna à son domestique d'aller chercher sa veste bleu marine : « Tenez, mettez cela en attendant », dit-il. C'est ainsi que je fis mon entrée dans la salle à manger derrière Hitler et eus le privilège d'être assis à ses côtés. Manifestement je lui plaisais. Goebbels découvrit une chose qui, dans mon énervement, m'avait totalement échappé. « Mais, vous avez l'insigne du Führer⁴. Ce n'est donc pas votre veste ? me demanda-t-il. – Bien sûr que non, puisque c'est la mienne », répondit Hitler avant moi.

Au cours du repas Hitler me posa, pour la première fois, des questions d'ordre personnel. C'est à ce moment-là seulement qu'il apprit que c'était moi qui avais fait les décorations du 1^{er} mai. « Tiens, et Nuremberg, c'est vous aussi ? J'avais reçu un architecte avec des plans... mais bien sûr, c'était vous ! Je n'aurais jamais cru que vous finiriez dans les délais les travaux pour Goebbels. » Il ne me demanda pas si j'étais membre du parti. Il me semble d'ailleurs que, pour les artistes, cela lui était égal. En revanche, il voulut connaître le plus de détails possible sur mes origines, ma carrière d'architecte, les réalisations de mon père et de mon grand-père.

Des années plus tard, Hitler reparla de cette invitation :

« Je vous avais remarqué au cours des visites d'inspection. Je cherchais un architecte à qui je puisse confier mes projets. Il devait être jeune. Car, comme vous le savez, ces projets sont des projets qui voient loin. J'ai besoin de quelqu'un qui pourra continuer mon œuvre après ma mort avec l'autorité que je lui aurai conférée. Cet homme-là, ce sera vous. »

Après des années de vains efforts et à vingt-huit ans, j'étais impatient d'agir. Pour pouvoir construire quelque chose de grand, j'aurais, comme Fausse, vendu mon âme. Je venais de trouver mon Méphisto. Il n'avait pas moins de séduction que celui de Goethe.

41. N. S. K. K. = Nationalsozialistisches Kraftfahrerkorps (corps motorisé du parti national-socialiste, N. D. T.). Voir l'organisation du parti dans l'annexe figurant en fin d'ouvrage.

42. Les Allemands désignent ainsi la période qui suivit la guerre de 1870-1871, marquée en Allemagne par un essor économique sans précédent. (N. D. T.)

4.

Mon catalyseur

De nature, j'étais un travailleur assidu, mais j'avais toujours eu besoin d'impulsions extérieures pour faire éclore en moi de nouvelles capacités et de nouvelles forces. Je venais de trouver mon catalyseur. Je n'aurais pas pu en rencontrer un dont l'action fût plus forte et plus puissante. Mon énergie fut sollicitée à un rythme sans cesse croissant et avec des exigences toujours accrues.

J'en renonçai au seul centre d'intérêt véritable de ma vie, à la famille. Attiré et enflammé par Hitler, qui me tenait sous son emprise, j'étais possédé par le travail. Hitler s'entendait à obtenir de ses collaborateurs qu'ils fassent des efforts toujours plus grands. L'homme, disait-il, grandit à la mesure de ses idéaux.

Au cours des vingt années passées à la prison de Spandau, je me suis souvent demandé ce que j'aurais fait si j'avais su quel était le vrai visage de Hitler et la nature véritable de la domination qu'il exerçait. La réponse à cette question était à la fois banale et déprimante. Ma place d'architecte de Hitler m'était presque immédiatement devenue indispensable. N'ayant même pas trente ans,

j'avais devant moi les perspectives les plus excitantes dont aurait pu rêver un architecte.

En outre, la rage avec laquelle je me mis au travail éclipsa les problèmes qui auraient pu se présenter à mon esprit. La hâte quotidienne étouffait bien des embarras. En écrivant ces souvenirs, je fus d'abord frappé d'étonnement, puis de stupeur, en constatant que, jusqu'en 1944, je n'avais, à vrai dire, presque jamais trouvé le temps de réfléchir sur moi-même, sur ce que je faisais, je n'avais jamais réfléchi sur le sens de ma propre existence. Aujourd'hui, dans ce retour sur mon passé, j'ai parfois le sentiment qu'à cette époque-là quelque chose m'a soulevé de terre, coupé de toutes racines et soumis à d'innombrables forces étrangères.

Ce qui m'effraie presque le plus, quand je regarde en arrière, c'est qu'à l'époque, ce qui m'inquiétait parfois, c'était surtout la voie que j'avais choisie comme architecte, et qui s'éloignait des leçons et des théories de Tessenow. En revanche j'ai dû avoir le sentiment que je n'étais pas personnellement concerné par la chasse aux Juifs, aux francs-maçons, aux sociaux-démocrates et aux témoins de Jéhovah, dont j'entendais parler dans mon entourage. Je pensais qu'il me suffisait de ne pas me mêler de cela.

On avait inculqué aux petits militants que la grande politique était beaucoup trop compliquée pour qu'ils puissent en juger. En conséquence, on se sentait constamment pris en charge, jamais personne n'était invité à prendre ses propres responsabilités. Toute la structure

du système tendait à empêcher quiconque de se poser des cas de conscience. Le résultat était que toutes les conversations et toutes les controverses que pouvaient avoir entre eux les tenants de notre cause étaient parfaitement stériles. Il n'y avait aucun intérêt à se confirmer réciproquement des opinions d'une totale uniformité.

L'exigence, expressément formulée, de ne prendre de responsabilités que dans les limites de son propre domaine, était encore plus inquiétante. On ne pouvait plus se mouvoir que dans son groupe, que ce fût celui des architectes, ou celui des médecins, des juristes, des techniciens, des soldats ou des paysans. On appelait ces organisations professionnelles, auxquelles chacun appartenait d'office, des Chambres (Chambre des médecins, Chambre des artistes), et cette dénomination correspondait exactement à cette compartimentation de la vie en différentes sphères, séparées les unes des autres comme par des murs. Plus le système hitlérien durait et plus la pensée se cloisonnait. Si cela avait continué pendant plusieurs générations, je crois que cela aurait suffi à amener un dépérissement du système, car nous serions peu à peu arrivés à une sorte de « société de castes ». Ce qui me stupéfiait le plus, c'était la contradiction flagrante entre cette réalité et la « communauté du peuple allemand » proclamée en 1933 ; car si l'on souhaitait l'intégration de tous dans la communauté, le système s'opposait à la réalisation de ce vœu, ou du moins

l'entravait. En fin de compte, cette communauté ne se composait que d'individus isolés. Et pourtant la formule selon laquelle au-dessus de tous « le Führer pense et dirige » n'était pas pour nous un simple slogan.

Nous n'étions nullement prémunis contre la contagion de telles idées. Dans notre jeunesse on nous avait inculqué le respect des principes d'autorité dont la guerre et ses lois avaient encore renforcé le caractère contraignant. Peut-être avions-nous été, comme des soldats, préparés à la façon de penser que nous retrouvions dans le système hitlérien. Nous avions la discipline dans le sang ; par opposition, le libéralisme de la république de Weimar nous semblait laxiste, discutable et nullement enviable.

Pour pouvoir me rendre à toute heure chez mon maître d'ouvrage, j'avais loué dans la Behrenstrasse, à quelques centaines de mètres de la Chancellerie, un atelier de peintre dont j'avais fait mon bureau. Mes collaborateurs, tous des hommes jeunes, travaillaient du matin jusqu'au soir sans tenir aucun compte de leur vie privée. On déjeunait habituellement de quelques sandwiches, et vers dix heures du soir, après un dur labeur, nous allions terminer notre journée dans un café tout proche, la « Pfälzer Weinstube » où, tout en discutant une dernière fois de nos travaux, nous prenions une légère collation.

Toutefois les grosses commandes se faisaient encore attendre. Hitler me donnait, de-ci de-là, des travaux

pressés et semblait surtout apprécier en moi mon aptitude à terminer rapidement les commandes qu'on me faisait. Les trois fenêtres du cabinet de travail de l'ancienne Chancellerie, situé au premier étage de l'immeuble, donnaient sur la Wilhelmplatz. Dans les premiers mois de l'année 1933, il y avait presque continuellement sur cette place de grands rassemblements de foule demandant en chœur à voir le Führer, aussi lui était-il devenu impossible de travailler dans cette pièce ; de plus, il ne l'aimait pas : « Beaucoup trop petite ! déclarait-il. Avec ses 60 mètres carrés elle est tout juste bonne pour un de mes collaborateurs. Où devrai-je m'asseoir, quand je recevrai une visite officielle ? dans ce recoin peut-être ? Quant à ce bureau, il est tout juste assez grand pour mon directeur de cabinet. »

Hitler me chargea d'aménager en cabinet de travail une grande salle donnant sur le jardin. Pendant cinq ans il se contenta de cette pièce, en l'ayant toutefois dès le début considérée comme provisoire. Son cabinet de travail dans la nouvelle Chancellerie de 1938 devait d'ailleurs lui paraître très vite insuffisant. Aussi, dans la Chancellerie définitive, dont je devais faire les plans conformément à ses instructions et qui devait être terminée pour 1950, avait-on prévu, pour Hitler et ses successeurs des siècles à venir, une salle de travail qui, avec ses 960 mètres carrés, aurait été seize fois plus grande que celle de ses prédécesseurs. A cette immense salle, j'avais quand même ajouté, après en avoir discuté avec Hitler, un cabinet

de travail particulier d'environ 60 mètres carrés.

On ne devait plus utiliser à l'avenir l'ancien bureau. Hitler ne voulait plus y aller que pour paraître au « balcon historique », que je construisis en toute hâte devant une fenêtre pour qu'il puisse saluer la foule à son aise. « La fenêtre, déclara-t-il satisfait, ne me convenait pas du tout, on ne me voyait pas de partout. Je ne pouvais tout de même pas me pencher à l'extérieur. » L'architecte de l'ancienne Chancellerie, le professeur Eduard Jobst Siedler, de la Haute École technique de Berlin, protesta contre ce rajout, et Lammers, le chef de la Chancellerie du Reich, confirma que notre initiative était une atteinte à la loi protégeant la création artistique. Hitler écarta cette objection d'une remarque méprisante : « Siedler a défiguré toute la Wilhelmplatz, ce qu'il a construit fait penser à l'immeuble administratif d'un trust du savon, ce n'est pas digne d'être le centre du Reich ! que croit-il donc ? qu'il va aussi me construire le balcon ? » Il fut pourtant d'accord pour passer une commande au professeur, en guise de dédommagement.

Quelques mois plus tard, je dus construire un baraquement pour les ouvriers du chantier de l'autoroute, qu'on venait de commencer. Mécontent de la façon dont les ouvriers étaient logés jusqu'alors, le Führer voulut que je dessine un modèle qui puisse servir sur tous les chantiers. Possédant une cuisine, une salle d'eau et de douche, une salle commune et des cabines à deux lits, ce modèle était à coup sûr plus confortable que tout ce qu'on avait vu

jusqu'alors sur les chantiers. Ayant étudié avec soin tous les détails, Hitler me demanda de lui rendre compte de l'accueil que cette innovation avait rencontré auprès des ouvriers. Voilà comment je m'étais imaginé le Führer national-socialiste.

En attendant que la transformation de la Chancellerie soit terminée, Hitler habitait dans l'appartement de son secrétaire d'État Lammers, au dernier étage de la résidence de fonction. C'est là que je prenais part à ses déjeuners ou à ses dîners. Le soir, on y retrouvait le plus souvent la suite habituelle de Hitler, c'est-à-dire Schreck, son chauffeur depuis de longues années, Sepp Dietrich, le commandant de sa garde du corps SS, le D^r Dietrich, chef du service de presse, Brückner et Schaub ses aides de camp, et Heinrich Hoffmann, son photographe. Comme la table ne pouvait contenir plus de dix personnes, elle était presque toujours complète. En revanche, le midi, c'étaient surtout ses vieux compagnons de lutte de Munich qui venaient, Amann, Schwarz, Esser, le Gauleiter Wagner, souvent aussi Werlin, le directeur de la filiale munichoise de Daimler-Benz, qui fournissait à Hitler ses autos. Manifestement, les ministres y venaient plus rarement ; j'y vis très peu Himmler, Röhm ou Streicher, mais très fréquemment Goebbels et Göring. Les fonctionnaires de l'entourage du chancelier étaient en revanche totalement exclus de ces repas. C'est ainsi que même Lammers, le maître de maison, n'y fut jamais invité. Il y avait d'ailleurs certainement de bonnes raisons à cette absence.

Hitler, en effet, avait l'habitude d'y commenter les affaires du jour. Très détendu, il achevait tout bonnement son pensum quotidien. Il aimait à raconter comment il avait su échapper à la bureaucratie et aux menaces d'étouffement qu'elle faisait peser sur ses activités de chancelier. « Les premières semaines, disait-il, on soumettait à ma décision les moindres petits détails. Tous les matins, je trouvais sur ma table des monceaux de dossiers et je pouvais faire ce que je voulais, ils ne diminuaient jamais. Un jour, j'ai tout envoyé promener ! Si j'avais continué à travailler de cette manière, je n'aurais jamais abouti à des résultats positifs, parce que cela ne me laissait tout simplement jamais le temps de réfléchir. Quand j'ai refusé de voir les dossiers, on m'a dit que cela retardait des décisions importantes. Mais c'est seulement après avoir opposé ce refus que je pus réfléchir aux décisions vraiment importantes. Ainsi, c'est moi qui détermine désormais le cours des affaires et non pas les fonctionnaires qui me déterminent. »

Parfois il nous parlait de ses voyages : « On ne peut, disait-il, imaginer meilleur chauffeur que Schreck et notre voiture à compresseur faisait le 170. Nous roulions toujours très vite. Mais ces dernières années, j'ai ordonné à Schreck de ne plus dépasser le 80. Vous vous rendez compte s'il m'arrivait quelque chose ! Notre grand plaisir, c'était la chasse aux grosses américaines. Nous les suivions jusqu'à ce que, piquées au vif, elles essaient de nous lâcher, mais ces américaines, c'est de la

cochonnerie, comparées à une Mercedes. Leur moteur ne tenait pas le coup et lâchait au bout d'un moment, ils devaient s'arrêter au bord de la route et faisaient un visage long comme ça. Bien fait pour eux ! »

Tous les soirs, on organisait, à l'aide d'un appareil assez primitif, une projection où on passait, après les actualités, un ou deux films. Les premiers temps, les domestiques ne savaient manier que très imparfaitement tous ces appareils et il n'était pas rare que l'image soit à l'envers ou que la pellicule casse. A cette époque-là, Hitler prenait cela avec plus de philosophie que ses aides de camp qui n'étaient que trop contents de faire sentir à leurs subordonnés le pouvoir qu'ils détenaient de leur maître.

Hitler choisissait les films avec Goebbels. Le plus souvent, il s'agissait de films qui passaient dans les cinémas de Berlin. Hitler préférait les divertissements sans prétention et les films d'amour. Il voulait voir le plus tôt possible tous les films où jouaient Jannings, Rühmann, Henry Porten, Lil Dagover, Olga Tschechowa, Zarah Leander ou Jenny Jugo. Les revues où on voyait beaucoup de jambes nues étaient assurées d'avoir du succès auprès de lui. Il nous arrivait aussi de voir des productions étrangères, même de celles qui étaient interdites au public allemand. En revanche, il n'y avait presque jamais de films sur le sport ou l'alpinisme, sur les animaux ou les paysages, ni de films d'information sur les pays étrangers. Il n'avait non plus aucun goût pour les films comiques que j'aimais tant alors, ceux par exemple avec Buster Keaton

ou même Charlie Chaplin. La production allemande ne suffisait pas, loin de là, à fournir les deux films quotidiens. Aussi, nombreux furent ceux qu'on projeta deux fois et même plus. Il était frappant de constater qu'on ne repassait jamais ceux qui avaient une intrigue tragique, mais qu'on repassait souvent les films à grand spectacle ou ceux dans lesquels jouaient ses acteurs préférés. Cette habitude de se faire projeter tous les soirs un ou deux films, Hitler la conserva jusqu'au début de la guerre et ses goûts ne changèrent point.

Au cours de l'un de ces déjeuners, durant l'hiver 1933, j'étais assis près de Göring qui demanda à Hitler : « Est-ce Speer qui fait votre appartement, mon Führer ? Est-il votre architecte ? » Je ne l'étais point, mais Hitler acquiesça. « Permettez-vous alors, continua Göring, qu'il transforme également ma maison ? » Hitler y consentit et, sans me demander mon avis, Göring m'embarqua après le repas dans sa grosse voiture découverte et me traîna comme une proie précieuse jusque chez lui. Il avait porté son choix sur l'ancienne résidence de fonction du ministre du Commerce prussien, construite à grands frais par l'État prussien avant 1914, dans l'un des jardins qui se trouvent derrière la Leipziger Platz.

Quelques mois auparavant, on avait transformé, toujours à grands frais et sur les fonds de l'État prussien, cette demeure selon les indications expresses de Göring lui-même. Hitler l'avait visitée et avait laissé tomber d'un ton désapprobateur : « Obscur ! Comment peut-on vivre dans

une telle obscurité ! Comparez à ça le travail de mon professeur. Tout y est lumineux, clair et simple. » En effet, je trouvais un fouillis de recoins romantiques, de petites pièces avec des fenêtres aux vitres sombres, de lourdes tentures de velours et un mobilier Renaissance extrêmement massif. Une espèce de chapelle semblait vouée au culte de la croix gammée, mais on découvrait ce signe aussi dans les autres pièces, où le nouveau symbole figurait partout, sur les murs, sur les planchers, sur les plafonds. On aurait dit qu'à tout instant allaient se dérouler ici des événements solennels et tragiques.

Caractéristique du système comme de tous les régimes totalitaires, fut le changement instantané qu'avaient amené chez Göring la critique de Hitler et l'exemple qu'il donnait. L'appartement venait en effet à peine d'être installé, que Göring décida sans hésiter de le faire transformer, bien qu'il s'y fût certainement senti bien plus à l'aise, car il correspondait mieux à son caractère. « Ne regardez pas ça, me dit-il, moi-même je ne peux plus le voir. Faites ce que vous voulez. Je vous charge de ce travail. Il faut seulement que ce soit comme chez le Führer. » C'était une belle commande. Le coût de l'opération, comme toujours avec Göring, n'avait aucune importance. Aussi abattit-on des cloisons pour réunir les nombreuses pièces du rez-de-chaussée en quatre vastes pièces dont la plus grande, qui devait être le cabinet de travail, mesurait presque cent quarante mètres carrés et approchait ainsi celui de Hitler. On y adjoignit une verrière dont les cadres étaient en

bronze. Certes, des restrictions avaient été apportées au commerce du bronze et toute utilisation abusive de ce métal était punie de lourdes peines, mais cette menace n'inquiétait nullement Göring. Il était enthousiasmé, se réjouissait à chacune de ses visites, rayonnant comme un enfant le jour de son anniversaire, riant et se frottant les mains.

Le mobilier de Göring était à la mesure de sa corpulence. Le bureau était une vieille table Renaissance, de dimensions impressionnantes, et le fauteuil, dont le dossier arrivait bien plus haut que sa tête, avait été vraisemblablement le trône de quelque prince. Sur la table, il avait posé deux chandeliers d'argent avec des abat-jour géants et une énorme photographie de Hitler : l'original dont lui avait fait cadeau Hitler ne lui ayant pas paru assez imposant, il l'avait fait agrandir plusieurs fois. Ses visiteurs étaient étonnés de l'honneur particulier qui lui avait été fait, car tout le monde, dans le parti et dans les cercles gouvernementaux, savait que Hitler avait fait cadeau à chacun de ses paladins d'une photo de dimensions égales pour tous, dans un cadre d'argent conçu à cet effet par M^{me} Troost.

Dans le vestibule était suspendu un tableau de dimensions inhabituelles qu'on pouvait monter jusqu'au plafond pour libérer des ouvertures par lesquelles on avait accès à une salle de projection située derrière la paroi. Ce tableau ne m'était pas inconnu. Cela n'avait rien d'étonnant puisque, comme je l'appris bientôt, Göring, avec son sans-

gêne habituel, avait ordonné à « son » directeur du musée de l'Empereur-Frédéric de faire apporter dans son appartement le célèbre tableau de Rubens, *Diane à la chasse au cerf*, jusque-là un des chefs-d'œuvre les plus remarquables de ce musée.

Pendant les travaux, Göring élut domicile dans le palais du président du Reichstag, qui avait été bâti au début du XX^e siècle dans un style rococo nouveau riche. C'est là que nous discussions des transformations à apporter à sa résidence. Nous avions souvent avec nous M. Paepke, l'un des directeurs des Ateliers réunis, un homme d'un certain âge, aux cheveux gris, plein des meilleures intentions, dont celle de plaire à Göring, mais intimidé par la manière brusque dont ce dernier traitait ses subordonnés.

Nous étions un jour assis avec Göring dans une pièce dont les murs étaient recouverts, de haut en bas, comme le voulait le style néo-rococo wilhelminien, de roses en bas-relief – pour moi la laideur même. C'était aussi l'avis de Göring qui demanda à Paepke : « Comment trouvez-vous cette décoration, monsieur le directeur ? Pas mal, n'est-ce pas ? » Au lieu de répondre qu'il la trouvait horrible, le directeur se troubla, ne voulut pas se mettre mal avec un client et commanditaire si haut placé, et fit une réponse évasive. Göring, flairant la possibilité d'une plaisanterie, m'adressa un clin d'œil pour me faire entrer dans le jeu et continua : « Comment, monsieur le directeur, vous ne trouvez pas ça beau ? J'ai l'intention de vous faire décorer toutes mes pièces de cette manière. Nous en avons déjà

parlé, n'est-ce pas, monsieur Speer ? – Mais oui, dis-je, j'ai déjà fait commencer les cartons. – Alors, monsieur le directeur, reprit Göring, vous voyez, c'est notre nouveau style. Je suis sûr qu'il vous plaît. » Le directeur se détourna, sa conscience d'artiste lui faisait perler la sueur au front. Sa barbiche était agitée de tremblements. Göring s'était mis dans la tête de forcer le vieil homme à avouer qu'il aimait ça : « Mais, continua-t-il, regardez donc ce mur de plus près, voyez comme les roses montent en magnifiques entrelacs. On se croirait dans une tonnelle. Et vous n'êtes pas enthousiasmé ? – Mais si, mais si, balbutiait désespérément le malheureux. – Un amateur d'art tel que vous devrait être transporté par un tel chef-d'œuvre, poursuit Göring. Dites-moi, vous ne trouvez pas ça beau ? » Le jeu continua ainsi, jusqu'à ce que le directeur eût cédé et simulé l'enthousiasme qu'on exigeait de lui.

« Ils sont tous les mêmes », constata Göring d'un ton méprisant après le départ du directeur, et en effet ils étaient bien tous les mêmes, Göring le premier, qui n'arrêtait pas, pendant les repas pris chez Hitler, de raconter comme son appartement allait maintenant être clair et vaste « tout comme le vôtre, mon Führer ».

Hitler aurait-il fait grimper des roses sur les murs de ses pièces, que Göring aurait tout aussitôt exigé des roses.

A l'hiver 1933, c'est-à-dire quelques mois seulement après mon premier déjeuner chez Hitler, je faisais partie du

cercle des intimes qui l'entouraient. Peu nombreux furent ceux qui, comme moi, connurent une telle faveur. Sans aucun doute, Hitler prenait un plaisir particulier à ma compagnie, bien que j'aie été d'une nature réservée et peu loquace. Je me suis souvent demandé s'il projetait sur moi ce rêve de jeunesse jamais réalisé : devenir un jour un grand architecte. De toute façon, il était difficile, vu le comportement souvent intuitif de Hitler, de trouver une explication pleinement satisfaisante à la sympathie qu'il me témoignait.

J'étais encore loin de cette ligne néo-classique qui devait être la mienne plus tard. Le hasard a voulu que soit conservé un projet que j'avais réalisé en vue d'un concours ouvert, à l'automne 1933, à tous les architectes allemands. Il s'agissait de dessiner les plans de l'école des cadres supérieurs du parti de Munich-Grunwald. Mon projet était déjà axé sur une certaine volonté de représentation, mais témoignait encore de cette discrétion de moyens que m'avait enseignée Tessenow.

Avant que la décision soit prise, Hitler examina les projets en compagnie de Troost et de moi-même. Les envois, comme c'est la règle pour les concours, étaient anonymes. Bien entendu, je fus éliminé. C'est après le verdict seulement que Troost, au cours d'une discussion dans son atelier, prit, l'anonymat ayant été levé, mon projet pour le montrer à Hitler. A ma grande surprise, celui-ci s'en souvenait de façon très précise alors qu'il ne l'avait vu que quelques secondes et parmi des centaines d'autres.

Ignorant les louanges que m'adressait Troost, il ne dit pas un mot : vraisemblablement, je n'étais pas encore à ses yeux l'architecte tel qu'il se le représentait.

Tous les quinze ou vingt jours, Hitler allait à Munich ; de plus en plus souvent il m'emmenait avec lui. Dès son arrivée, il se rendait directement de la gare à l'atelier du professeur Troost. Dans le train déjà, il s'interrogeait sur les dessins que le professeur pourrait avoir terminés : « Le plan du rez-de-chaussée de la « maison de l'art », disait-il avec une vivacité qui trahissait son impatience, aura vraisemblablement été modifié. Il fallait y apporter quelques améliorations... Aura-t-il déjà fait des projets pour les détails de la salle à manger ? Nous pourrions peut-être voir les esquisses pour les sculptures de Wackerle. »

L'atelier était situé dans la Theresienstrasse, non loin de la Haute École technique, dans une arrière-cour laissée à l'abandon. Il fallait monter deux étages dans une cage d'escalier qui n'avait pas été repeinte depuis des années ; Troost, conscient de son rang, ne venait jamais dans l'escalier à la rencontre de Hitler et ne le raccompagnait pas non plus jusqu'en bas. Hitler le saluait dans le vestibule en lui lançant : « Monsieur le professeur, je ne peux plus attendre. Montrez-moi vite ce qu'il y a de nouveau. » Et sans attendre de réponse, nous étions déjà, Hitler et moi, dans l'atelier, où, réservé et sûr de lui comme toujours, Troost nous montrait plans et esquisses. Mais le premier architecte de Hitler n'avait pas plus de chance que je n'en eus plus tard, car Hitler laissait rarement paraître son

enthousiasme.

Ensuite M^{me} Troost, qui s'occupait de la décoration des salles du Führerbau de Munich, présentait des échantillons d'étoffes et de peintures murales dans une gamme de couleurs aux accords discrets et raffinés, beaucoup trop discrets à vrai dire pour Hitler, dont le goût allait plus vers la recherche d'effets violents. Mais cela lui plaisait. L'atmosphère du bon ton bourgeois, alors à la mode dans la riche société, lui agréait manifestement par son luxe discret. Deux heures ou plus s'écoulaient ainsi. Puis Hitler prenait congé d'une phrase brève mais toujours très cordiale et, alors seulement, pensait à aller chez lui. Mais il prenait encore le temps de me dire : « A l'Osteria, pour déjeuner. »

A l'heure habituelle, vers deux heures et demie, j'allais à l'« Osteria Bavaria », un petit restaurant d'artistes qui acquit une renommée inattendue, en devenant le rendez-vous préféré de Hitler. On se serait attendu à y trouver un groupe d'artistes portant cheveux longs et barbe imposante, faisant cercle autour de Lenbach ou de Stuck, plutôt que Hitler et son entourage à la mise correcte ou aux uniformes stricts. Il se sentait bien à l'Osteria. Lui qui n'avait jamais pu devenir artiste, il aimait visiblement ce milieu où il avait jadis essayé d'entrer et qui désormais lui échappait définitivement alors même qu'il le dépassait.

Le cercle restreint d'invités qui attendait Hitler, parfois des heures durant, comptait un aide de camp, le Gauleiter de Bavière, Wagner, si toutefois il avait réussi à s'arracher

au sommeil de l'ivresse, son photographe Hoffmann naturellement, qui l'accompagnait toujours et partout et qui parfois commençait déjà à cette heure-là à être légèrement ivre, la très sympathique Lady Mitford, qu'on voyait très souvent, et un peintre ou un sculpteur, de loin en loin. On y trouvait encore le chef du Service de presse du Reich, le Dr Dietrich, et un personnage totalement insignifiant, le secrétaire de Rudolph Hess, Martin Bormann. Des centaines de personnes attendaient dans la rue, car notre présence suffisait à leur prouver qu'« il » viendrait.

Des acclamations frénétiques dehors nous annonçaient son arrivée : bientôt, en effet, il se dirigeait vers notre coin, séparé du reste de la salle par une paroi à mi-hauteur. S'il faisait beau, nous avions notre table dehors dans la petite cour, sous une espèce de tonnelle. Hitler saluait le patron et les deux serveuses en leur adressant un jovial : « Alors, qu'est-ce qu'il y a de bon aujourd'hui ? des ravioli ? si encore ils n'étaient pas si délicieux. La tentation est trop grande ! Tout serait si bon chez vous, monsieur Deutmoser, disait Hitler au patron en claquant des doigts pour l'appeler, mais ma ligne ! Vous oubliez que le Führer ne peut pas manger tout ce qui lui fait envie. » Là-dessus, il étudiait longuement la carte et commandait des ravioli.

Chacun commandait ce dont il avait envie : des escalopes, du goulasch, du vin de Hongrie en pichets ; malgré les plaisanteries que Hitler faisait à l'occasion sur les « charognards » et les « ivrognes », tout le monde pouvait avoir ce qu'il désirait. Ici, on était entre soi.

Nous respections tous un accord tacite selon lequel il était interdit de parler politique. La seule à ne pas s'y tenir était Lady Mitford qui, même plus tard, quand les relations entre les deux pays devinrent difficiles, plaidait avec obstination la cause de sa patrie et suppliait Hitler de s'entendre avec l'Angleterre. Elle ne se laissa jamais rebuter par l'attitude réservée de Hitler, jusqu'à ce jour de septembre 1939 où, apprenant que l'Angleterre venait de déclarer la guerre à l'Allemagne, elle essaya de mettre fin à ses jours au Jardin anglais, mais avec un pistolet trop petit. Hitler la confia aux meilleurs spécialistes de Munich et la fit par la suite transporter en voiture spéciale jusqu'en Angleterre en passant par la Suisse.

Pendant ces repas, on ne parlait presque jamais d'autre chose que de l'entrevue que nous avions eue le matin avec le professeur Troost. Hitler portait toujours aux nues ce qu'il avait vu ; il gardait sans peine tous les détails en mémoire. Ses rapports avec Troost étaient ceux du disciple et du maître ; ils me rappelaient l'admiration sans réserve que j'avais portée à Tessenow.

Ce trait de caractère me plaisait infiniment ; j'étais étonné que cet homme adulé par son entourage fût encore capable d'une espèce de vénération. Hitler, qui se sentait lui-même architecte, respectait dans ce domaine la supériorité de l'homme de l'art ; en politique, il ne l'aurait jamais fait.

Il racontait comment la famille Bruckmann, une famille d'éditeurs de Munich hautement cultivée, lui avait fait faire

la connaissance de Troost. C'était, disait-il, comme si ses yeux s'étaient brusquement dessillés, lorsqu'il avait vu ses travaux. « Je ne pus supporter plus longtemps, ajoutait-il, les dessins que j'avais faits jusqu'alors. Quelle chance d'avoir rencontré un tel homme ! » C'en était réellement une ; je n'ose songer à ce qu'aurait été son goût en matière d'architecture sans l'influence de Troost. Un jour il me montra le cahier où il conservait des esquisses du début des années 20. Les tentatives pour trouver un style somptuaire ne faisaient qu'imiter le néo-baroque des années 90 tel que l'illustre le Ring à Vienne. Un fait étrange m'avait frappé : ces dessins se trouvaient souvent mêlés à des esquisses d'armes ou de bateaux de guerre.

En comparaison, l'architecture de Troost arrivait presque à paraître pauvre. Aussi l'influence qu'elle exerça sur Hitler ne dura-t-elle pas. Jusqu'à la fin, Hitler fit l'éloge des architectes et des édifices qui lui avaient servi de modèles pour ses premières esquisses. Il admirait ainsi l'Opéra de Paris (1861-1874) de Charles Garnier : « Il possède le plus bel escalier du monde ! affirmait-il. Quand les dames, dans leurs toilettes précieuses, descendent devant les uniformes faisant la haie... Monsieur Speer, nous aussi, nous devons construire quelque chose comme ça ! » De l'Opéra de Vienne, il affirmait dans son enthousiasme : « C'est le plus magnifique Opéra du monde, l'acoustique est formidable ! Je me souviens encore quand, jeune homme, au poulailler... » Sur l'un des deux architectes de cet édifice, Van der Nüll, Hitler racontait l'histoire suivante : « Il croyait

avoir raté l'Opéra. Et voyez-vous, il était si désespéré qu'un jour avant l'ouverture, il se tira une balle dans la tête. L'inauguration venue, ce fut son plus grand succès, le monde entier couvrit l'architecte d'éloges. » Il n'était pas rare qu'il passât alors à des considérations sur les situations difficiles que lui aussi avait connues et dont il s'était toujours sorti. Il ne faut jamais renoncer, concluait-il.

Ses préférences allaient surtout à Hermann Helmer (1849-1919) et Ferdinand Fellner (1847-1916) qui, à la fin du XIX^e siècle, couvrirent non seulement l'Autriche-Hongrie, mais également l'Allemagne de théâtres, tous construits sur le même schéma néo-baroque. Il savait exactement dans quelle ville il y en avait et fit plus tard reconstruire le théâtre d'Augsbourg, qui était à l'abandon.

Mais, parmi les architectes du XIX^e siècle, il appréciait également des maîtres plus austères, tels que Gottfried Semper (1803-1879) qui avait construit à Dresde l'Opéra et le Musée, et à Vienne la Hofburg et les Hofmuseen, ou encore Theophil Hansen (1803-1883), à qui l'on devait à Vienne et à Athènes quelques édifices néo-classiques importants. A peine les troupes allemandes avaient-elles, en 1940, occupé Bruxelles, que je dus m'y rendre pour voir de près l'énorme Palais de Justice de Poelaert (1817-1879), qu'il admirait beaucoup, bien que ne l'ayant jamais vu, tout comme l'Opéra de Paris, que sur plans ; à mon retour, je dus lui faire un compte rendu détaillé. C'était là le monde architectural dans lequel vivait Hitler. En fin de compte, il revenait toujours au néo-baroque et à son

emphase, semblable en cela à Guillaume II et à son maître d'œuvre Ihne. Au fond, ce baroque décadent ressemblait au style qui accompagna le déclin de l'Empire romain. Ainsi, sur le plan de l'architecture, tout comme dans le domaine de la peinture et de la sculpture, Hitler resta ancré dans le monde de sa jeunesse, celui des années 1880 à 1910, qui marquèrent son goût artistique et ses conceptions politiques et idéologiques de façon indélébile.

Ces inclinations contradictoires étaient chez lui caractéristiques : il professait bien haut son admiration pour les maîtres viennois qui avaient marqué sa jeunesse de leur empreinte, mais pouvait dans le même élan déclarer : « C'est seulement chez Troost que j'ai appris ce qu'est l'architecture. Quand j'ai eu un peu d'argent, je me suis acheté de ses meubles les uns après les autres, j'ai vu ce qu'il avait construit, étudié la décoration de l'*Europa* et j'ai toujours été reconnaissant au destin qui, en la personne de M^{me} Bruckmann, m'a permis de rencontrer ce maître. Quand le parti a eu plus de moyens, je l'ai chargé de transformer la « Maison brune » et d'en faire la décoration. Vous l'avez vue vous-même. Quelles difficultés j'ai eues à cause de cette commande ! Ces petits-bourgeois de membres du parti la trouvèrent trop dispendieuse. Et pourtant, que n'ai-je appris là du professeur ! »

Paul Ludwig Troost était un Westphalien de haute taille, élancé, le crâne rasé. Réservé dans la conversation, économe de ses gestes, il faisait partie d'un groupe d'architectes où on trouvait aussi Peter Behrens, Joseph

M. Olbrich, Bruno Paul et Walter Gropius. Par réaction contre le style ornemental du Jugendstil, ils défendaient tous une architecture économe de ses moyens et dépouillée à l'extrême. Dans cette tendance, un traditionalisme Spartiate se fondait avec des éléments du plus pur moderne. Troost avait certes obtenu à l'occasion quelques succès dans des concours, mais n'avait, avant 1933, jamais réussi à percer et à faire partie du groupe de tête.

En réalité, il n'y eut jamais un « style du Führer », même s'il en était abondamment question dans la presse du Parti. Ce qui fut déclaré architecture officielle du Reich, ce fut simplement le néo-classicisme que Troost avait introduit et qui fut ensuite diffusé, transformé, exagéré jusqu'à devenir caricature ridicule. Hitler appréciait dans le style néo-classique les éléments intemporels, et cela d'autant plus qu'il crut même avoir trouvé dans la colonne dorique quelques points de contacts avec son monde germanique. Il serait pourtant erroné de chercher chez Hitler un fondement idéologique à sa stylistique architecturale. Cela ne correspondait pas à sa forme de pensée, uniquement pragmatique.

Il ne fait pas de doute que Hitler avait une intention bien précise en m'emmenant régulièrement à Munich participer à ses entretiens avec l'architecte. Il est évident qu'il voulait faire de moi un disciple de Troost. J'étais tout disposé à

apprendre et j'ai réellement appris beaucoup de choses chez Troost. Par son architecture à la fois riche et sobre, dans la mesure où elle se limitait à des éléments formels simples, mon second maître a exercé sur moi une influence décisive.

A l'Osteria, le repas était fini, la conversation, qui s'était prolongée, prenait fin et Hitler lançait : « Le professeur m'a dit aujourd'hui qu'on décoffrait l'escalier de la Maison du Führer. Je suis impatient de le voir. Brückner, faites avancer les voitures, nous y allons tout de suite. Vous m'accompagnerez bien ? »

Une fois arrivé à la maison du Führer, il se précipitait pour examiner l'escalier sous tous les angles, d'en bas, d'en haut, des marches, de la galerie, de partout enfin. Il était transporté. Pour finir, on inspectait le chantier dans tous les coins. Il démontrait alors encore une fois la connaissance exacte qu'il avait de toutes les dimensions des pièces et de tous les détails, ce qui stupéfiait tous ceux qui travaillaient sur le chantier. Satisfait de l'avancement des travaux, satisfait de lui-même parce qu'il en était l'inspirateur et l'animateur, il se rendait alors à la villa de son photographe, à Munich-Bogenhausen.

Quand il faisait beau, on buvait le café dans le petit jardin de la villa. Entouré lui-même des jardins des autres villas, il ne faisait pas plus de deux cents mètres carrés. Hitler essayait de refuser le gâteau qu'on lui offrait, mais il finissait, en adressant force compliments à la maîtresse de maison, par en accepter un morceau sur son assiette. Par

beau soleil, il pouvait arriver que le Führer, chancelier du Reich, enlevât sa veste et s'étendît sur le gazon en bras de chemise. Chez les Hoffmann, il se sentait comme chez lui ; une fois, il se fit apporter un volume de Ludwig Thoma et y choisit une pièce dont il lut des extraits.

Il se réjouissait tout particulièrement de trouver chez Hoffmann des tableaux que le photographe faisait apporter pour qu'il puisse faire son choix. Au début, j'étais stupéfait de voir ce que Hoffmann présentait à Hitler et ce que celui-ci trouvait beau. Plus tard, j'en pris l'habitude, sans toutefois me laisser détourner de mes goûts, qui me portaient à collectionner plutôt des paysages du premier romantisme, des Rottmann, des Fries, des Kobell, par exemple.

L'un des peintres préférés de Hitler comme de Hoffmann était Eduard Grützner, dont les moines et les maîtres de chai avinés convenaient plus, à vrai dire, au mode de vie du photographe qu'à celui de Hitler, qui faisait de l'abstinence une règle. Mais Hitler considérait ces tableaux sous leur aspect « artistique ». « Quoi, s'exclamait-il, ça ne coûte que 5 000 marks ? », alors que la valeur marchande du tableau ne dépassait certainement pas 2 000 marks. « Mais savez-vous, Hoffmann, que c'est donné ! Regardez donc ces détails ! Grützner est très sous-évalué. » Le tableau suivant de ce même peintre coûtait beaucoup plus cher. « C'est, expliquait-il, qu'on ne l'a pas encore découvert. Après sa mort, Rembrandt non plus ne valait rien, et cela pendant des dizaines d'années. Ses tableaux

étaient presque donnés. Croyez-moi, ce Grützner, il aura un jour autant de valeur que Rembrandt ! Rembrandt lui-même n'aurait pu faire mieux. » Dans tous les domaines de l'art, Hitler tenait la fin du XIX^e siècle pour une des époques culturelles les plus marquantes de l'histoire de l'humanité. Il pensait seulement qu'elle n'était pas encore reconnue parce qu'elle était encore trop proche de nous. Mais il excluait de cette appréciation l'impressionnisme, tandis que le naturalisme d'un Leibl ou d'un Thoma correspondait à ses goûts artistiques. C'est Makart qu'il plaçait au sommet de la hiérarchie ; il appréciait également beaucoup Spitzweg. Dans ce cas, je ne pouvais que souscrire à son jugement, bien qu'il ait admiré moins le style généreux et souvent impressionniste du peintre, que ces tableaux de genre mignard où Spitzweg traite la petite ville qu'était le Munich de son époque avec une ironie et un humour bon enfant.

Le photographe eut, quelque temps après, la désagréable surprise de constater qu'un faussaire avait exploité cette passion pour Spitzweg. Hitler commença par se demander avec inquiétude lesquels de ses Spitzweg étaient des faux. Mais il étouffa bientôt ses doutes et déclara avec une joie maligne : « Vous savez, les Spitzweg qui sont chez Hoffmann, il y en a qui sont faux. Je n'ai qu'à les regarder pour le voir. Mais, ajoutait-il avec l'accent bavarois qu'il aimait prendre lorsqu'il était à Munich, ne lui gâchons pas son plaisir. »

Il fréquentait aussi les salons de thé du Carlton dont le

luxé était aussi faux que les copies de meubles de style et les prétendus lustres de cristal qui en constituaient le mobilier. Il aimait cet endroit parce que les Munichois l'y laissaient en paix et que ni applaudissements ni demandes d'autographes ne l'y importunaient, alors que c'était le cas partout ailleurs. Il m'arrivait souvent d'être réveillé tard le soir par un coup de téléphone : « Le Führer, me disait quelqu'un au domicile de Hitler, se rend au café Heck et vous invite à l'y accompagner. » Tiré du lit, je ne pouvais plus espérer revenir me coucher avant deux ou trois heures du matin.

« Cette habitude de rester debout longtemps, expliquait-il parfois en guise d'excuses, c'est dans la lutte que je l'ai prise. Après les réunions, je devais aller m'attabler avec les anciens, en outre mes discours m'avaient tellement énervé que, de toute façon, je n'aurais pas pu m'endormir avant le matin. »

Le mobilier du café Heck n'avait rien de commun avec celui des salons de thé du Carlton. Il se composait de simples chaises de bois et de tables en fer. C'était l'ancien café du parti, où Hitler et ses compagnons de lutte s'étaient réunis au début. Mais lors de ses séjours à Munich après 1933, il ne fit plus rien pour revoir ces hommes qui lui avaient témoigné un si grand dévouement pendant tant d'années. Je m'étais attendu à trouver à Munich un cercle d'amis intimes, mais je ne découvris rien de semblable. Au contraire, Hitler se montrait plutôt contrarié quand un des anciens désirait lui parler, et presque toujours il

s'arrangeait à trouver un prétexte pour le faire attendre ou pour l'éconduire. Sans aucun doute, les vieux camarades du parti ne trouvaient pas toujours le ton juste et ne savaient pas garder leurs distances, comme Hitler pensait qu'ils se devaient maintenant de le faire, même si extérieurement, il conservait, lui, son affabilité. Ils montraient souvent une familiarité déplacée. Le droit à se montrer familiers, qu'ils pensaient, eux, avoir bien gagné, ne convenait plus en fait au rôle historique qu'entre-temps Hitler s'était attribué.

Il était extrêmement rare qu'il allât voir un de ses anciens compagnons. Ils s'étaient tous, dans l'intervalle, approprié des maisons de maître et la plupart d'entre eux occupaient maintenant des postes importants. La seule occasion qu'il avait de les rencontrer était l'anniversaire du putsch du 9 novembre 1923, que l'on fêtait à la brasserie du « Bürgerbräukeller ». A mon grand étonnement, Hitler ne se réjouissait nullement à l'idée de les retrouver et, à chaque fois, il laissait voir combien cette obligation lui pesait.

Hitler au pouvoir, très vite différents groupes s'étaient formés, restant à l'écart les uns des autres, mais en même temps s'espionnant, se méprisant, entretenant une rivalité acharnée, qui reposait à la fois sur le mépris des autres et la jalousie. Cela venait aussi du fait qu'autour de chaque nouveau dignitaire se formait habituellement un nouveau cercle très fermé. Ainsi Himmler ne fréquentait presque que les SS qui composaient sa suite et chez qui il était

assuré de trouver une absolue vénération ; Göring avait autour de lui une troupe d'admirateurs inconditionnels recrutée soit parmi ses proches parents, soit parmi ses plus intimes collaborateurs ; Goebbels se plaisait au milieu d'une cour de gens de lettres et de cinéma ; Hess s'occupait de problèmes de médecine homéopathique, aimait la musique de chambre et avait des relations bizarres mais intéressantes.

En tant qu'intellectuel, Goebbels méprisait les petits-bourgeois incultes du groupe munichoïse alors prédominant politiquement, tandis qu'eux, de leur côté, se gaussaient des prétentions littéraires du vaniteux docteur ès lettres. Göring trouvait que ni les petits-bourgeois de Munich ni Goebbels n'étaient à son niveau et évitait donc de les fréquenter, tandis que Himmler, imbu de la pensée que la SS était une élite chargée d'une mission (ce qui l'amena un moment à favoriser les fils de comtes et de princes), se sentait bien au-dessus des autres. Même Hitler avait son entourage qui l'accompagnait partout et dont la composition, chauffeurs, pilote, secrétaires, photographe, ne varia jamais.

Certes, le Führer demeurait le point de convergence politique de ces groupes divergents. Mais après un an d'exercice du pouvoir, on ne voyait à ses déjeuners ou aux projections, ni Himmler, ni Göring, ni Hess assez souvent pour pouvoir parler d'une société du nouveau régime. Et quand ils venaient, leur intérêt se concentrait trop exclusivement sur Hitler et ses faveurs pour que des

relations intergroupes puissent se constituer.

Il est certain d'autre part que Hitler ne chercha pas à favoriser l'établissement de bonnes relations entre les personnalités dirigeantes du régime. Et lorsque beaucoup plus tard la situation commença à se dégrader, il vit d'un œil toujours plus soupçonneux les tentatives de rapprochement entre les différents groupes. C'est seulement quand tout fut fini, que pour la première fois se trouvèrent réunis dans un hôtel du Luxembourg, oh ! certes, à leur corps défendant ! les survivants parmi les chefs de ces univers en miniature, de ces mondes refermés sur eux-mêmes.

Pendant ses séjours munichois, Hitler s'occupait fort peu des affaires de l'État ou du parti, encore moins qu'à Berlin ou à l'Obersalzberg. Le plus souvent, il ne lui restait qu'une ou deux heures par jour pour des réunions de travail. Le reste du temps était occupé à vagabonder et à flâner sur les chantiers, dans les ateliers, cafés ou restaurants, ou à tenir de longs monologues à un entourage immuable qui, à force, en connaissait par cœur les sempiternels sujets et s'efforçait de cacher son ennui.

Après deux ou trois jours passés à Munich, Hitler ordonnait généralement de faire les préparatifs pour le voyage à la « montagne ». Dans plusieurs voitures découvertes, nous roulions sur des routes poussiéreuses. A cette époque-là en effet, il n'y avait pas encore

l'autoroute de Salzbourg, mais sa construction avait priorité. Nous faisons souvent une pause à Lambach sur le Chiemsee, dans une auberge de village, où nous mangions des gâteaux auxquels Hitler ne pouvait presque jamais résister. Ensuite, les occupants de la deuxième et de la troisième voiture mangeaient à nouveau de la poussière deux heures durant, car nous roulions en colonne serrée. Après Berchtesgaden, nous grimpions une route de montagne abrupte et pleine de trous jusqu'à l'Obersalzberg, où nous attendait le petit chalet confortable de Hitler avec son vaste toit en auvent et ses modestes pièces qui ne comprenaient qu'une salle à manger, une petite salle de séjour et trois chambres à coucher. Avec son mobilier composé de vieux meubles régionaux typiques de la période Vertiko, cet intérieur portait l'empreinte du mauvais goût et du confort petit-bourgeois. Un canari dans une cage dorée, un cactus et un caoutchouc renforçaient encore cette impression. On voyait des croix gammées sur des bibelots ou sur des coussins brodés par des adhérentes. Les croix gammées étaient parfois combinées à des soleils levants, ou à des inscriptions promettant « Fidélité éternelle ». Gêné, Hitler me disait : « Je sais, ces objets ne sont pas beaux. Mais beaucoup sont des cadeaux dont je ne voudrais pas me séparer. »

Il allait dans sa chambre à coucher et en ressortait bientôt, après avoir troqué son veston contre une veste bavaroise, légère, en toile bleu clair, avec laquelle il portait

une cravate jaune. Le plus souvent, il commençait aussitôt à parler plans.

Quelques heures après, une petite berline Mercedes s'arrêtait devant la porte : en descendaient les deux secrétaires, M^{lle} Wolf et M^{lle} Schröder, le plus souvent accompagnées d'une jeune Munichoise toute simple et à l'air modeste. Elle était fraîche et gentille plutôt que belle. Rien ne laissait deviner qu'elle était la maîtresse d'un dictateur, car c'était bien d'elle qu'il s'agissait : Eva Braun.

Cette berline ne pouvait jamais se joindre à la colonne officielle, car il ne fallait pas qu'on puisse établir une corrélation avec Hitler. Les deux secrétaires qui accompagnaient Hitler à l'Obersalzberg devaient en même temps servir de camouflage à sa maîtresse. J'étais surpris que Hitler et elle évitassent tout ce qui aurait pu faire croire à des relations intimes, alors que, la soirée finie, ils se dirigeaient tous deux vers les chambres du haut. Je n'ai jamais compris pourquoi on faisait tant d'efforts inutiles pour paraître garder ses distances, même à l'intérieur de notre cercle, à qui, de toute façon, cette liaison ne pouvait rester cachée.

Eva Braun restait très distante envers tous les membres de l'entourage de Hitler. Même vis-à-vis de moi, son attitude ne changea qu'au fil des années. Lorsque nous nous connûmes mieux, je remarquai que sa retenue, que beaucoup prenaient pour de l'orgueil, n'était que de la gêne. Elle sentait bien que sa position à la cour de Hitler était ambiguë.

Les premières années, Hitler habitait seul avec Eva Braun, un aide de camp et un domestique le petit chalet. Les cinq ou six hôtes, Martin Bormann, le chef du Service de presse Dietrich, les deux secrétaires et moi-même, nous logions dans une pension toute proche.

Que Hitler ait choisi l'Obersalzberg pour en faire un havre de repos semblait traduire un amour sincère de la nature. Là encore, je me trompais. Certes il lui arrivait d'admirer une belle vue, mais il était dans ces cas-là plus attiré par la majestueuse puissance des abîmes que charmé par l'aimable harmonie d'un paysage. Il se peut qu'il ait ressenti la nature plus profondément qu'il ne le laissait paraître. Mais je fus frappé de voir que les fleurs ne lui apportaient que peu de joie et qu'il ne les appréciait que comme élément décoratif. En 1934 un jour qu'une délégation de l'Organisation berlinoise des Femmes du Reich allait recevoir Hitler à la gare d'Anhalt et devait lui remettre des fleurs, la responsable téléphona au secrétaire du ministre de la Propagande, Hanke, pour savoir quelle était la fleur préférée du Führer. Celui-ci me dit : « J'ai déjà téléphoné partout, questionné les aides de camp, mais sans succès. Il n'a pas de préférence particulière. » Et après avoir réfléchi un moment, il ajouta : « Qu'en pensez-vous, Speer ? Si nous disions : l'edelweiss ! Je crois que ce serait le mieux. D'abord c'est une fleur rare, et puis elle vient des montagnes de Bavière. Nous allons répondre : l'edelweiss ! » De ce jour, l'edelweiss devint officiellement la « fleur du Führer ». Cette anecdote montre bien avec

quelle liberté la propagande du Parti façonnait parfois l'image de Hitler.

Souvent Hitler parlait de grandes randonnées en montagne entreprises dans sa jeunesse. Pour un alpiniste, elles étaient évidemment insignifiantes. Il refusait de s'intéresser au ski ou à l'alpinisme. « Comment quelqu'un, disait-il, peut-il trouver du plaisir à prolonger artificiellement l'horrible hiver par un séjour en altitude ? » Il ne cessait d'exprimer l'aversion qu'il avait pour la neige, bien avant la catastrophe de la campagne d'hiver 1941-1942. « Si je m'écoutais, affirmait-il par exemple, j'interdirais ces deux sports car ils sont la cause de trop d'accidents. Mais les fous qui s'y adonnent forment le recrutement des troupes de montagne. »

De 1934 à 1936, Hitler faisait encore des promenades assez longues, empruntant les sentes forestières publiques, accompagné de ses invités et de trois ou quatre gardes du corps, membres de la police criminelle en civil. Eva Braun pouvait l'accompagner dans ces promenades, mais seulement en compagnie des deux secrétaires et à la fin de la colonne.

On considérait comme une faveur le fait d'être appelé par Hitler en tête de la colonne, bien que la conversation y fût des plus maigres. Au bout d'une demi-heure environ, Hitler changeait de partenaire en ordonnant à son compagnon ainsi renvoyé dans les rangs : « Allez me chercher le chef du Service de presse. » On marchait à vive allure. On rencontrait souvent d'autres promeneurs qui

se rangeaient respectueusement ou qui, surtout les femmes et les jeunes filles, s'enhardissaient jusqu'à lui adresser la parole et s'entendaient répondre quelques mots aimables.

Le but de ces promenades était parfois une petite auberge de montagne, le « Hochlenzer » ou, à une heure de marche, le « Scharitzkehl », où on pouvait boire dehors sur de simples tables de bois un verre de lait ou de bière. Des randonnées plus longues étaient rares. Il y en eut une avec le commandant en chef de la Wehrmacht, le général von Blomberg. Il nous sembla que de graves problèmes militaires étaient évoqués car nous dûmes tous nous tenir à l'écart. Même quand nous nous installâmes dans un pré, Hitler dit au domestique d'étendre les couvertures à bonne distance, avant de s'y installer avec le général, offrant un tableau d'apparence paisible et innocente.

Ou alors nous nous rendions en auto au Königsee et là, en canot automobile, sur la presque île Bartholomä ; une autre fois, nous atteignîmes en trois heures de marche le Königsee, en passant par le Scharitzkehl ; nous dûmes, sur la dernière partie du trajet, nous frayer un passage à travers la foule des promeneurs que le beau temps avait attirés là. Ceux-ci, tout d'abord, il est intéressant de le noter, n'avaient pas reconnu Hitler dans son costume bavarois, car personne n'aurait soupçonné sa présence parmi les promeneurs. C'est seulement à quelque distance de l'auberge du « Schiffmeister », but de notre promenade, que se forma un flot d'admirateurs enthousiastes,

conscients après coup de l'identité de celui qui les avait croisés. Tout excités, ils se mirent à suivre notre groupe. Nous eûmes la plus grande peine, Hitler en tête et au pas de course, à atteindre la porte de l'auberge, avant que la foule qui grossissait à un rythme rapide nous ait encerclés. Tandis que nous étions attablés devant un café et des gâteaux, la grande place dehors se remplissait de monde. C'est seulement quand le groupe de protection eut reçu du renfort que Hitler put monter dans sa voiture découverte. Debout, près du chauffeur, sur le siège avant relevé, se tenant de la main gauche au pare-brise, il s'offrait à la vue de tout le monde, même de ceux qui étaient très loin. L'enthousiasme devint alors frénétique, la longue attente ayant été récompensée. Deux gardes du corps marchaient devant, trois autres de chaque côté de l'auto qui, au pas, s'efforçait de traverser la foule agglutinée. J'étais assis, comme la plupart du temps, sur le siège d'appoint, juste derrière Hitler, et je n'oublierai jamais ces folles acclamations, le délire qui se lisait sur tous ces visages. Où que ce soit, dès que Hitler apparaissait, dès que sa voiture s'arrêtait, ne fût-ce qu'un instant, de telles scènes se répétaient, du moins dans les premières années de son règne. Elles n'étaient pas dues à son talent d'orateur, à son art de manipuler et de magnétiser les masses, elles étaient uniquement le résultat de sa présence. Tandis que les individus de cette foule ne succombaient le plus souvent que quelques secondes à cette influence, Hitler, lui, y était soumis sans arrêt. Aussi admirais-je, en ce temps-là, qu'il conservât malgré tout tant de liberté dans ses contacts

privés.

Je crois que cela s'explique : en effet, si j'étais fasciné par l'impétuosité des hommages qu'on lui rendait, ce qui me subjuguait encore davantage, c'était de pouvoir, quelques minutes ou quelques heures après, m'entretenir avec l'idole de tout un peuple de plans et d'esquisses, d'être à côté de lui au théâtre, ou de manger des ravioli en sa compagnie à l'Osteria. C'est ce contraste qui m'envoûtait.

Alors que quelques mois auparavant la seule perspective de concevoir et de réaliser certains édifices me comblait, j'étais maintenant totalement sous le charme de Hitler, enchaîné à lui sans conditions ni réserves, prêt à le suivre n'importe où. Et pourtant, de toute évidence, il voulait simplement m'ouvrir une glorieuse carrière d'architecte. Des dizaines d'années plus tard, je tombai à Spandau sur le passage de Cassirer, où il parle de ceux qui, de leur propre gré, rejettent le plus grand privilège de l'homme, celui d'être un individu souverain¹. Désormais, j'étais l'un de ces hommes.

Deux décès marquants survinrent au cours de l'année 1934. L'un intéressait la personne privée de Hitler : son architecte, Troost, mourut en effet le 21 janvier, après quelques semaines d'une grave maladie ; l'autre intéressait le personnage officiel : le président du Reich von Hindenburg s'éteignit le 2 août et sa mort ouvrit au Führer la voie d'un pouvoir absolu et sans limites.

Le 15 octobre 1933, à Munich, Hitler avait solennellement posé la première pierre de la « Maison de l'art allemand. » Il donna le coup de marteau traditionnel avec un fin marteau d'argent que Troost avait conçu pour cette occasion. Mais le marteau se brisa. Quatre mois plus tard, à la mort de Troost, Hitler nous déclara : « Quand le marteau s'est cassé, j'ai tout de suite su que c'était un mauvais présage ! Maintenant, me suis-je dit, il va arriver quelque chose ! Aujourd'hui nous savons pourquoi le marteau s'est brisé : l'architecte devait mourir. » Ce n'est pas le seul exemple que je connaisse de la superstition de Hitler.

Pour moi aussi, la mort de Troost fut une grande perte. Nos rapports commençaient à gagner en intimité et j'en espérais un grand profit sur le plan humain comme sur le plan artistique. Le secrétaire d'État de Goebbels, Funk, voyait les choses différemment : je le rencontrai le jour de la mort de Troost dans l'antichambre de son ministre, un long cigare dans sa figure ronde : « Je vous félicite, me dit-il. Désormais vous êtes le premier ! »

J'avais vingt-huit ans !

5.

Mégalomanie architecturale

Pendant un temps, on aurait pu croire que Hitler voulait reprendre lui-même le bureau de Troost. Il craignait qu'on ne continuât pas à élaborer les plans dans l'esprit de l'architecte disparu. « Le mieux, disait-il, c'est que je prenne ça en main. » L'idée n'était finalement pas plus singulière que celle qui le conduisit plus tard à prendre le commandement en chef de l'armée. Sans doute, pendant quelques semaines, la perspective de diriger un atelier dont les collaborateurs formaient une équipe bien soudée l'excita-t-elle. Il avait l'habitude de profiter du trajet de Berlin à Munich pour se préparer à ce rôle, en s'entretenant de plans et de projets ou en crayonnant des esquisses pour prendre, quelques heures plus tard, la place du véritable chef d'atelier et corriger les plans qui se trouvaient sur sa table à dessin. Mais ce chef d'atelier, un Munichois simple et bonhomme, nommé Gall, défendait l'œuvre de Troost avec une ténacité inattendue. Il n'acceptait aucune des suggestions que Hitler avait commencé par dessiner avec force détails et finalement faisait mieux.

Hitler se mit à avoir confiance en lui et abandonna sans

mot dire son idée première. Il avait reconnu le savoir-faire de l'homme de l'art. Quelque temps après, il lui confia même nominalement la direction de l'atelier et lui passa d'autres commandes.

Il resta également très lié avec la veuve de Troost, à laquelle l'attachait depuis longtemps une grande amitié. C'était une femme de goût et de caractère qui savait soutenir des vues souvent très personnelles avec plus d'obstination que bien des dignitaires en poste. Elle défendit l'œuvre de son mari défunt avec un acharnement et une violence parfois exagérés, ce qui la fit craindre d'un grand nombre de personnes. Ainsi elle combattit Bonatz qui avait eu l'imprudence de manifester son opposition au projet que Troost avait élaboré pour la Königsplatz de Munich ; elle attaqua violemment les architectes modernes Vorhoelzer et Abel. Dans toutes ces affaires, Hitler était d'accord avec elle. Par ailleurs, elle lui présentait les architectes munichois de son choix, faisait la critique ou l'éloge d'artistes ou de manifestations artistiques et devint dans tous les domaines où Hitler l'écoutait, une espèce de juge. Malheureusement, ce n'était pas le cas pour la peinture. Dans ce domaine, Hitler avait chargé son photographe Hoffmann de faire un premier choix parmi les tableaux envoyés pour l'annuelle « Grande Exposition artistique ». M^{me} Troost critiqua souvent le choix unilatéral de Hoffmann, mais, sur ce terrain, Hitler ne céda point, si bien qu'elle renonça bientôt à participer aux séances de critique. Quand je voulais faire des cadeaux à mes

collaborateurs, je chargeais mes acheteurs d'aller prospecter les caves de la « Maison de l'Art allemand » où on entreposait les tableaux refusés. Quand, aujourd'hui, je retrouve dans les appartements de personnes de ma connaissance, les tableaux que j'avais alors fait choisir, je suis frappé du peu de différence qu'ils présentent avec les tableaux exposés à l'époque. Les divergences autour desquelles on avait fait tellement de bruit ont entre-temps disparu.

J'étais à Berlin, lorsqu'éclata le « putsch » de Röhm. Une grande tension régnait sur la ville. Des soldats en tenue de campagne étaient stationnés au Jardin d'acclimatation. La police, armée de fusils de guerre, sillonnait la ville en camions ; on sentait qu'il allait y avoir du « grabuge ». Le même climat devait régner le 20 juillet 1944, époque à laquelle je me trouvais également à Berlin.

Le lendemain, on présenta Göring comme le sauveur de la situation. Quand Hitler revint de Munich, où il avait dirigé en personne les arrestations, son aide de camp me téléphona pour me demander : « Avez-vous quelques plans dans vos cartons ? Alors, apportez-les ! » Je compris que son entourage voulait distraire Hitler de ses préoccupations en l'amenant à s'intéresser à des problèmes d'architecture.

Hitler montrait une agitation extrême et était, je le crois encore aujourd'hui, profondément convaincu d'être sorti sain et sauf d'un péril grave. Il ne cessa, dans les jours qui suivirent, de rapporter comment, à Wiessee, il avait

pénétré dans l'hôtel Hanselmayer, n'oubliant pas de souligner son courage. « Pensez, nous racontait-il, nous étions sans armes et ne savions même pas si ces salopards pourraient nous opposer une garde armée ! » L'atmosphère d'homosexualité qui régnait l'avait écœuré, prétendait-il en précisant : « Nous avons surpris dans une chambre deux jeunes hommes tout nus. » Manifestement il croyait avoir empêché en toute dernière minute, par son intervention personnelle, le déclenchement d'une catastrophe. « Car, répétait-il, moi seul pouvais tout résoudre. Personne d'autre ! »

Son entourage essaya d'augmenter son aversion pour les chefs SA abattus, en rapportant avec zèle le plus de détails possible sur la vie privée de Röhm et de sa suite. Brückner lui présenta les menus des festins de cette bande de débauchés. Il prétendait qu'on les avait découverts au quartier général berlinois de la SA. On y trouvait un nombre considérable de mets, d'aliments fins importés de l'étranger : cuisses de grenouilles, langues d'oiseaux, ailerons de requins, œufs de mouettes ; avec cela de vieux vins français et le meilleur Champagne. Hitler fit remarquer ironiquement : « Les voilà nos révolutionnaires ! Et c'est eux qui trouvaient que notre révolution allait trop lentement ! »

Il revint tout joyeux de la visite qu'il avait rendue au président du Reich ; Hindenburg avait, racontait-il, approuvé la chose à peu près en ces termes : « Au moment voulu, on ne doit pas avoir peur des

conséquences ultimes. Le sang doit aussi pouvoir couler. » Au même moment, on pouvait lire dans les journaux que le président du Reich von Hindenburg avait officiellement félicité le chancelier du Reich Hitler et le premier ministre prussien Hermann Göring ¹.

Pour tenter de justifier cette action, les dirigeants déployèrent pendant quelques jours une activité fébrile. Le Reichstag fut convoqué pour entendre un discours de Hitler qui, en protestant de son innocence, dévoilait le sentiment qu'il avait de sa culpabilité. Un Hitler qui présente sa défense, nous n'en rencontrerons plus, même pas en 1939, lors de l'entrée en guerre. On alla même chercher le ministre de la Justice Gürtner, pour étayer la défense. Comme il n'était pas membre du parti et qu'il ne devait donc pas, semblait-il, obéissance à Hitler, son intervention n'en eut que plus de poids pour tous ceux qui doutaient encore. L'absence de protestation avec laquelle la Wehrmacht accueillait la mort du général Schleicher fit également une certaine sensation. Mais en dernier ressort, c'est l'attitude de Hindenburg qui fit le plus d'effet, non seulement sur moi, mais sur un bon nombre d'apolitiques de ma connaissance. Pour les bourgeois de ma génération, c'est-à-dire ceux qui avaient connu la Première Guerre mondiale, le Feldmarschall était une personnalité dotée d'une autorité au-delà de tout soupçon. Déjà du temps où j'allais à l'école, il personnifiait le vrai héros, inflexible et tenace, de l'histoire contemporaine. Le nimbe qui l'entourait en avait fait, à nos yeux d'enfants, un

personnage de légende aux contours un peu flous. Tout comme les adultes, nous avons planté, au cours de la dernière année de guerre, des clous de fer, achetés pour quelques marks pièce, dans des statues de bois de dimensions énormes représentant le maréchal. Depuis l'école, il était en quelque sorte le symbole même de l'autorité. Savoir que lui, l'instance suprême, couvrait Hitler, répandait un sentiment de sécurité.

Ce n'est pas par hasard qu'après le « putsch » de Röhm, la droite, représentée par le président du Reich, le ministre de la Justice et les généraux de la Wehrmacht, protégea Hitler. Certes, elle ignorait l'antisémitisme radical à la Hitler et méprisait même cette haine, dont les manifestations explosives sentaient trop son plébéien. Son conservatisme n'avait pas de base commune avec la folie raciste hitlérienne. En fait, la sympathie ostentatoire qu'elle témoigna à Hitler après son intervention, avait d'autres causes : l'assassinat organisé le 30 juin 1934 éliminait la puissante aile gauche du parti, principalement représentée dans la SA. Celle-ci s'était sentie frustrée des fruits de la révolution. Non sans raison. Car, venue à la révolution avant 1933, une majorité de ses membres avait pris au sérieux le prétendu programme socialiste de Hitler. A Wannsee, pendant ma courte période militante, j'avais pu observer combien le simple militant SA de base supportait toutes les pertes de temps, tous les risques et tous les sacrifices à la pensée d'obtenir un jour des contreparties substantielles et palpables. Ne voyant rien venir, ils

accumulèrent une insatisfaction et un mécontentement dont la force explosive alla croissant. Il est même possible que l'intervention de Hitler ait effectivement empêché le déclenchement de cette « deuxième Révolution » que Röhm avait toujours à la bouche.

C'est avec de tels arguments que nous essayions de faire taire notre conscience. Moi-même et bien d'autres encore, nous nous précipitions sur des excuses et élevions ce qui, deux ans auparavant, nous eût encore irrités en norme de notre nouvel entourage. Nous faisons taire les doutes qui nous assaillaient. Aujourd'hui, avec le recul qu'impose le temps, je suis atterré par l'inconscience dont nous avons fait preuve ces années-là ².

Ces événements eurent pour conséquence immédiate de m'apporter une nouvelle commande. « Il faut, me dit Hitler, que vous transformiez le plus vite possible le palais Borsig. Je veux transférer la direction des SA de Munich à Berlin pour, à l'avenir, les avoir à proximité. Allez-y et commencez tout de suite. » Quand je lui fis remarquer que les services du vice-chancelier s'y trouvaient, il me répondit simplement : « Dites-leur de déménager tout de suite ! N'ayez pour eux aucun égard ! »

Chargé de cette mission, je me rendis au siège de Papen ; le directeur de son bureau ignorait naturellement tout de mon projet. On me proposa d'attendre quelques mois, jusqu'à ce qu'on trouve de nouveaux locaux et qu'on puisse les transformer. Lorsque je revins voir Hitler, il se mit dans une colère folle et, non seulement il réitéra l'ordre

de déménagement, mais il m'ordonna de commencer les travaux sans m'occuper des fonctionnaires.

Papen restait invisible, les fonctionnaires de son service ne savaient plus quoi faire, mais me promirent que dans une ou deux semaines, les dossiers auraient été transportés, conformément aux instructions, dans un local provisoire. Devant cette situation, je fis venir les ouvriers, les fis entrer dans le bâtiment encore occupé et les encourageai à faire le plus de bruit et de poussière possible, en démolissant les stucs aux murs et aux plafonds. La poussière envahissait les bureaux en se glissant par les fentes des portes, et le bruit rendait tout travail impossible. Hitler trouva cela merveilleux et m'adressa des félicitations qu'il accompagna d'astuces sur les « fonctionnaires poussiéreux et empoussiérés ».

Vingt-quatre heures après, ils avaient déménagé. Dans l'une des pièces, je vis sur le sol une grande flaque de sang séché. C'était là que, le 30 juin, Herbert von Bose, l'un des collaborateurs de Papen, avait été tué d'un coup de revolver. Je détournai les yeux et évitai désormais cette pièce. Cela ne me toucha pas davantage.

Hindenburg mourut le 2 août. Le jour même, Hitler me chargea personnellement de prendre en main l'organisation des funérailles au mémorial de Tannenberg en Prusse-Orientale.

Je fis ériger dans la cour intérieure une tribune de bancs

de bois et, renonçant aux drapeaux, me contentai de crêpe noir pendant le long des hautes tours qui flanquaient la cour intérieure. Himmler apparut pour quelques heures, entouré d'un état-major SS, se fit expliquer par les responsables les mesures de sécurité, les écoutant avec une froideur marquée, et me laissa, toujours avec le même air, lui exposer ce que j'avais l'intention de faire. Je fus frappé par son attitude distante et impersonnelle. Il semblait n'y avoir aucun contact véritable dans son commerce avec les autres.

Les bancs de bois blanc tranchaient de façon malencontreuse sur le cadre délibérément sombre. Comme le temps était beau, je les fis peindre en noir ; mais la malchance voulut que la pluie se mît à tomber dans les premières heures du soir et qu'elle continuât le lendemain et les jours suivants. La peinture ne sécha point. Nous fîmes venir de Berlin, par avion spécial, des rouleaux d'une étoffe noire, dont nous tendîmes les bancs. Mais la peinture encore humide traversait la toile. Vraisemblablement, plus d'un participant eut ses vêtements abîmés.

La veille des cérémonies, dans la nuit, on transporta le cercueil sur un affût, depuis Neudeck, la propriété que Hindenburg avait en Prusse-Orientale, jusque dans une des tours du mémorial. Les drapeaux traditionnels des régiments allemands de la Première Guerre mondiale et des porteurs de torches l'escortaient ; on n'entendait pas un mot, pas un commandement. Cet hommage silencieux

fit une impression bien plus profonde que la solennité organisée des jours suivants.

Le lendemain matin, on déposa le cercueil sur un catafalque au milieu de la cour d'honneur. Tout près de là, on avait dressé, sans respecter la distance réglementaire, la tribune de l'orateur. Hitler s'avança, Schaub tira de sa serviette le manuscrit qu'il mit sur le pupitre. Hitler se prépara à parler, hésita, secoua la tête d'un mouvement brusque et fort peu solennel. Son aide de camp s'était trompé de manuscrit. L'erreur réparée, Hitler lut un panégyrique dont la rhétorique froide et formelle surprit.

Hindenburg, par son caractère obstiné et difficilement influençable, avait longtemps été une gêne considérable, trop longtemps au gré de l'impatient chancelier du Reich, qui avait souvent dû employer la ruse, la malice ou l'intrigue, pour que le président se rende à ses arguments. L'un des maîtres coups de Hitler avait été d'envoyer chaque matin chez le président, pour une revue de presse, un nommé Funk, alors secrétaire d'État chez Goebbels et originaire de Prusse-Orientale comme Hindenburg. Entre ces deux hommes d'origine commune s'établit bientôt une familiarité dont Funk sut jouer pour atténuer plus d'une nouvelle désagréable ou la présenter de telle sorte qu'elle ne heurtât point.

Hitler n'avait jamais sérieusement songé à restaurer la monarchie, comme Hindenburg et nombre de ses amis politiques avaient pu l'espérer du nouveau régime. Plus d'une fois, on l'a entendu dire : « J'ai continué à faire payer

leur pension à des ministres sociaux-démocrates comme Severing, car on peut penser d'eux ce qu'on veut, mais ils ont eu le mérite d'avoir éliminé la monarchie. Ce fut un grand pas en avant. Ce sont eux les premiers qui nous ont préparé la voie. Et on vient nous dire maintenant qu'il faut restaurer la monarchie ? Moi, partager le pouvoir ? Regardez donc l'Italie ! Est-ce qu'ils me croient si bête ? Les monarques ont toujours été des ingrats avec leurs plus proches collaborateurs. Pensez seulement à Bismarck. Non, je ne tomberai pas dans ce piège. Même si maintenant les Hohenzollern se montrent si aimables. »

Au début de l'année 1934, Hitler me surprit en me passant ma première grande commande. On me demandait de remplacer la tribune provisoire en bois de l'esplanade Zeppelin à Nuremberg par un édifice en pierre. Je m'étais battu sans résultat avec mes premières esquisses, quand, dans une heure de chance, une idée me vint, qui me parut convaincante : je ferais de grands escaliers, surmontés par un long portique à colonnes flanqué à ses extrémités de deux masses géométriques encadrant le tout. L'influence de l'autel de Pergame était évidente. L'indispensable tribune d'honneur que j'essayais de placer au milieu des escaliers de la manière la moins voyante possible ne s'intégrait pas vraiment à l'ensemble.

La maquette terminée, je priai Hitler de venir la voir. J'étais un peu inquiet car le projet dépassait de beaucoup

la commande. L'édifice avait 390 mètres de long et 24 mètres de haut. Il faisait 180 mètres de plus que les thermes de Caracalla à Rome, presque le double.

Sans se hâter, Hitler examina d'abord la maquette en plâtre sous tous les angles, prenant en homme du métier la bonne perspective. Ensuite, il étudia les plans sans mot dire et sans laisser rien paraître. Je pensais déjà qu'il allait refuser mon travail, Alors, tout comme lors de notre première rencontre, il eut un bref « D'accord » et prit congé. Aujourd'hui encore, je ne comprends pas très bien pourquoi lui, qui avait un faible pour les longues déclarations, se montrait si avare de mots en de telles occasions.

Les autres architectes voyaient presque toujours leur premier projet refusé, car Hitler aimait faire retravailler plusieurs fois une commande et exigeait même des changements de détails pendant les travaux. Moi, il me laissa tranquille, une fois établie cette première preuve de mon savoir-faire ; dès ce moment-là, il respecta mes idées et me traita en tant qu'architecte sur un pied d'égalité.

Hitler aimait à expliquer qu'il construisait pour léguer à la postérité le génie de son époque. Car, en fin de compte, seuls les grands monuments rappelaient les grandes époques de l'histoire. Que restait-il de l'œuvre des empereurs romains ? Quels étaient les vestiges de leur grandeur, sinon les édifices qu'ils avaient fait construire ? Il y a toujours, prétendait-il, des périodes de déclin dans l'histoire d'un peuple ; mais les monuments qu'il a édifiés

sont alors les témoins de son ancienne puissance. Naturellement, leur seul témoignage ne suffit pas à créer les bases d'un renouveau du sentiment national. Mais quand, après une longue période de déclin, le sentiment de la grandeur nationale doit être à nouveau exalté, alors ces monuments ancestraux sont les plus éloquents des prédicateurs. C'est ainsi que les monuments de l'Empire romain permettaient à Mussolini de faire appel à l'esprit héroïque de Rome, quand il voulait gagner le peuple italien à l'idée d'un empire romain des temps modernes. De la même manière, nos édifices devaient pouvoir, dans les siècles à venir, parler à la conscience de l'Allemagne. C'est ce qui faisait pour Hitler la valeur d'une réalisation durable.

On commença sans tarder l'aménagement de l'esplanade de Nuremberg, car on voulait achever au moins la tribune pour le prochain Congrès du parti. Pour pouvoir construire la nouvelle tribune, il fallut déplacer le dépôt de tramways, dont on dynamita ensuite les hangars en béton armé. Un jour que je passai devant, je vis un fouillis métallique pendant dans tous les sens et commençant à rouiller. On pouvait aisément imaginer ce que cela allait devenir. Ce lamentable spectacle fut le point de départ d'une réflexion qui m'amena à élaborer une théorie que je présentai plus tard à Hitler sous le nom quelque peu prétentieux de « Théorie de la valeur des ruines d'un édifice ». Des édifices construits selon les techniques modernes étaient sans aucun doute peu

appropriés à jeter vers les générations futures ce « pont de la tradition » qu'exigeait Hitler. Il était impensable que des amas de décombres rouillés puissent inspirer, un jour, des pensées héroïques comme le faisaient si bien ces monuments du passé que Hitler admirait tant. C'est à ce dilemme que ma théorie voulait répondre. En utilisant certains matériaux ou en respectant certaines règles de physique statique, on pourrait construire des édifices qui, après des centaines ou, comme nous aimions à le croire, des milliers d'années, ressembleraient à peu près aux modèles romains ³.

Pour donner à mes pensées une forme concrète et visible, je fis réaliser une planche dans le style romantique représentant la tribune de l'esplanade Zeppelin après des siècles d'abandon : recouverte de lierre, la masse principale du mur effondrée par endroits, des pilastres renversés, elle était encore clairement reconnaissable dans ses contours généraux. Dans l'entourage de Hitler on tint ce dessin pour « blasphématoire ». Le seul fait d'avoir imaginé une période de déclin pour ce Reich à peine fondé et qui devait durer mille ans fut considéré par beaucoup comme scandaleux. Hitler, pourtant, trouva cette réflexion d'une logique lumineuse. Il donna l'ordre qu'à l'avenir, les édifices les plus importants de son Reich soient construits selon cette « loi des ruines ».

Au cours d'une visite du chantier, Hitler, se tournant vers

Bormann, demanda avec bonne humeur qu'à l'avenir je paraisse en uniforme du parti. Tous les membres de son entourage, son médecin personnel, son photographe, même le directeur de Daimler-Benz avaient reçu un uniforme. Au milieu d'eux, un civil détonnait. Par ce petit geste, Hitler donnait en même temps clairement à entendre qu'il me comptait désormais parmi ses intimes. Jamais il n'aurait marqué de contrariété en voyant quelqu'un de sa connaissance en civil à la Chancellerie ou au chalet, car Hitler préférait porter des vêtements civils, chaque fois qu'il le pouvait. Mais, au cours de ses voyages ou de ses inspections, il remplissait une fonction officielle à laquelle, seul, selon lui, l'uniforme convenait. Aussi devins-je, au début de l'année 1934, chef de division dans l'état-major de son adjoint, Rudolf Hess. Quelques mois plus tard, Goebbels me conféra le même grade en récompense de l'activité que j'avais déployée à l'occasion des manifestations de masse organisées pour le Congrès du parti, la fête de la Récolte et le 1^{er} Mai.

Le 28 novembre 1933, sur proposition du directeur du Front du travail allemand, Robert Ley, fut fondée une organisation de loisirs appelée « La Force par la joie ». Je devais prendre en main la division « Beauté du travail », dont l'appellation provoquait les quolibets tout autant que la formule « La Force par la joie » elle-même. Ley avait, peu de temps auparavant, au cours d'un voyage dans la province hollandaise du Limbourg, vu quelques mines remarquables par leur propreté méticuleuse et le soin avec

lequel leurs alentours étaient aménagés. Il en tira un enseignement, qu'avec son tempérament porté à la généralisation, il voulut étendre à toute l'industrie allemande. A moi personnellement, cette idée m'apportait une occupation secondaire, certes honorifique, mais génératrice de grandes joies. Nous commençâmes par convaincre les industriels de refaire l'intérieur de leurs usines et de disposer des fleurs dans les ateliers. Nous mîmes un point d'honneur à ne pas en rester là. Nous fîmes agrandir les surfaces vitrées, installer des cantines, remplacer l'asphalte par des pelouses, aménager en coin de repos tel recoin qui ne servait d'habitude que comme dépôt à ordures. Nous dessinâmes une vaisselle aux formes simples, que nous fîmes standardiser, des meubles simples, normalisés et produits en grande quantité. Nous veillâmes à ce que, pour toutes les questions d'éclairage et d'aération artificiels, les entreprises s'adressent à des spécialistes ou suivent les conseils prodigués par des films d'information. Je m'attachai la collaboration d'anciens fonctionnaires des syndicats et de quelques membres du Werkbund alors dissous. Ils se dévouèrent tous sans distinction à cette tâche, décidés à améliorer, chacun pour sa part, si minime fût-elle, les conditions de vie des ouvriers et à réaliser ainsi le mot d'ordre d'une communauté populaire sans classes. Mais, à mon grand étonnement, je m'aperçus vite que Hitler ne montrait aucun intérêt pour ces idées. Lui qui pouvait se perdre dans l'examen détaillé d'un plan, ne montrait qu'indifférence lorsque je lui faisais un exposé de cet aspect social de

mon travail. En tout cas, l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin la tenait en plus haute estime que Hitler⁴.

Mes fonctions dans le parti me valurent ma première invitation à une réception officielle que Hitler, en sa qualité de chef du parti, donna au printemps 1934 et où les épouses étaient également invitées. Nous dînâmes dans la grande salle à manger de la chancellerie, placés à des tables rondes par petits groupes de six à huit personnes. Hitler allait de table en table, disait quelques paroles aimables, se faisait présenter les dames. Quand il arriva à notre table, je lui présentai ma femme, dont, jusque-là, je lui avais caché l'existence. « Pourquoi, me demanda-t-il, visiblement impressionné, quelques jours plus tard, en petit comité, nous avez-vous privés si longtemps de la présence de votre femme ? » Et de fait, j'avais évité de lui parler d'elle, peut-être parce que la façon dont Hitler traitait sa maîtresse me répugnait. D'autre part, c'était à mon sens aux aides de camp qu'il incombait d'inviter ma femme ou d'attirer l'attention de Hitler sur elle. Mais on ne pouvait attendre d'eux aucun sens de l'étiquette. C'est à de telles petites choses, secondaires en soi, qu'on put longtemps, au fond jusqu'à la fin, reconnaître l'origine petite-bourgeoise de Hitler.

Ce même soir où il fit sa connaissance, Hitler déclara à ma femme, non sans quelque solennité : « Votre mari va bâtir pour moi des édifices comme il n'y en a plus eu depuis quatre millénaires. »

Sur l'esplanade Zeppelin avait lieu chaque année une fête organisée pour le corps des petits et moyens fonctionnaires du parti, ceux qu'on appelait les « administrateurs ». Alors que les SA, le service du travail et bien entendu la Wehrmacht faisaient grosse impression sur Hitler et les spectateurs par leur discipline et l'exactitude avec laquelle ils réglaient les mouvements de leurs démonstrations de masse, il apparut qu'il serait difficile de montrer les administrateurs sous un jour aussi flatteur. Engraissés par leurs prébendes, ils avaient dans leur majorité pris un ventre respectable. On ne pouvait même pas attendre d'eux qu'ils forment correctement les rangs. La division chargée de l'organisation du Congrès du parti cherchait désespérément une solution à ce douloureux problème qui avait provoqué des remarques ironiques de la part de Hitler, quand me vint l'idée salvatrice : « Faisons-les donc, proposai-je, défiler dans l'obscurité. »

Je développai mon plan devant les responsables de l'organisation du Congrès du parti. On rassemblerait pour la cérémonie nocturne les milliers d'étendards des groupes locaux d'Allemagne derrière les murs de l'esplanade qui les cacheraient de leur hauteur, jusqu'au moment où, à un commandement, les porteurs d'étendards, divisés en dix colonnes, avanceraient dans les dix travées formées par les administrateurs venus s'aligner sur le terre-plein. Les étendards et les aigles brillants qui les couronnaient

seraient éclairés par dix puissants projecteurs de façon que ce seul spectacle produise un effet saisissant. Mais cela ne me semblait pas encore suffisant. J'avais eu l'occasion de voir nos nouveaux projecteurs de défense antiaérienne éclairer à plusieurs kilomètres de hauteur. Je priai Hitler de m'en prêter 130. Göring fit d'abord quelques difficultés car ces 130 projecteurs constituaient la plus grosse part de sa réserve stratégique. Mais Hitler réussit à le convaincre en lui opposant l'argument suivant : « Si nous en disposons un si grand nombre ici, on va croire que nous nageons dans les projecteurs. »

Le résultat dépassa tout ce que j'avais imaginé. Les 130 projecteurs, placés tout autour de l'esplanade, à 12 mètres seulement les uns des autres, illuminaient le ciel de leurs faisceaux qui, d'abord bien détachés, se fondaient à une hauteur de 6 à 8 kilomètres en une vaste nappe lumineuse. On avait ainsi l'impression de se trouver dans une immense pièce aux murs d'une hauteur infinie soutenus par de puissants piliers lumineux. Parfois un nuage traversait cette couronne de lumière et ajoutait au spectacle grandiose un élément d'irréalité surréaliste. Je suppose que cette « cathédrale lumineuse » fut la première architecture lumineuse. Pour moi, elle ne reste pas seulement ma plus belle création spatio-architecturale, mais également la seule à avoir, à sa façon, acquis une certaine pérennité. « C'était en même temps solennel et beau, on se serait cru dans une cathédrale de glace », écrivit l'ambassadeur britannique Henderson⁵.

Condamner à l'obscurité ministres du Reich, Reichsleiter, Gauleiter et autres dignitaires présents à la pose d'une première pierre eût été impossible, et pourtant ils n'étaient pas plus présentables que les administrateurs. On avait toutes les peines à les faire mettre en rangs. Comme ils étaient d'ailleurs plus ou moins rabaissés au rôle de figurants, ils acceptaient sans broncher les rebuffades impatientes des maîtres de cérémonie. Hitler apparaissait. Au commandement, on se mettait au garde-à-vous et on étendait le bras pour le salut. Quand on posa la première pierre du palais du Congrès à Nuremberg, Hitler m'aperçut, debout au deuxième rang ; il interrompit alors le cérémonial solennel pour tendre le bras dans ma direction. Ce geste inhabituel m'impressionna tant que, quand je laissai retomber mon bras tendu pour le salut, ma main s'abattit avec un bruit sonore sur le crâne chauve du Gauleiter de Franconie, Streicher, debout devant moi.

Il était impossible de voir Hitler en privé pendant les Congrès de Nuremberg ; ou bien il se retirait pour préparer ses discours, ou bien il assistait à l'une des nombreuses manifestations. Il tirait une satisfaction particulière de l'accroissement chaque année plus net des délégations et visiteurs étrangers, surtout quand ceux-ci venaient des démocraties occidentales. Il se faisait dire leurs noms aux repas pris en toute hâte, et se réjouissait de l'intérêt croissant qu'on sentait porté à l'image que l'Allemagne nationale-socialiste donnait d'elle-même.

Moi aussi je travaillais dur à Nuremberg, car j'étais

responsable de la décoration de tous les bâtiments où Hitler devait paraître. Comme « chef décorateur », je devais, juste avant le début des manifestations, vérifier si tout était en ordre et, à peine la première terminée, me hâter d'aller préparer la suivante. A cette époque-là, j'avais une prédilection pour les drapeaux que j'utilisais aussi souvent que possible. Ils permettaient d'introduire un jeu de couleurs dans une architecture de pierre. Je profitais du fait que le drapeau à la croix gammée dessiné par Hitler convenait beaucoup mieux à cette utilisation architectonique que le drapeau tricolore à trois bandes. C'était certainement faire insulte à sa haute dignité que l'employer comme moyen de décoration pour soutenir le rythme d'une façade, ou pour recouvrir du toit jusqu'au trottoir les horribles maisons de l'époque bismarckienne, surtout que j'ajoutais souvent des rubans dorés pour souligner le rouge. Mais je voyais tout cela avec les yeux d'un architecte. J'organisais dans les rues étroites de Goslar et de Nuremberg des orgies de drapeaux d'un genre particulier, en tendant entre les maisons des drapeaux serrés les uns contre les autres au point de cacher le ciel aux regards.

Cette activité m'empêchait d'assister aux diverses manifestations, pourtant je ne ratais jamais les « discours culturels » de Hitler. Lui-même les appelait souvent les « sommets » de son art oratoire et y travaillait régulièrement déjà à l'Obersalzberg. A cette époque-là, j'admirais ces discours et, pensai-je, non pas tellement à

cause de leur brillante rhétorique, mais pour leur contenu profondément pensé, leur haut niveau intellectuel. A Spandau, je conçus le projet de les relire après ma sortie de prison. Je croyais en effet y retrouver quelque chose de mon ancien monde qui ne m'aurait pas répugné. Mais je fus déçu dans mon attente. A l'époque, ils avaient vraiment revêtu à mes yeux une grande signification, aujourd'hui ils me semblent vides, sans tension intérieure, plats et inutiles. Ils témoignent clairement de l'effort que faisait Hitler pour mobiliser le concept de culture et le faire servir, en en déformant le sens habituel, à ses ambitions personnelles. Je ne comprends pas qu'ils aient pu jadis faire sur moi une telle impression.

Je ne manquais jamais non plus le gala d'ouverture du Congrès où l'ensemble de l'Opéra d'État de Berlin sous la direction de Furtwängler, donnait *Les Maîtres chanteurs*. On aurait pu penser qu'une telle soirée, qui n'avait plus sa pareille qu'à Bayreuth, aurait fait salle comble. Plus de mille « sommités du parti » recevaient billets et invitations, mais ils préféraient manifestement aller juger de la qualité du vin de Franconie ou de la bière de Nuremberg. Chacun d'ailleurs devait se dire que son voisin accomplirait son devoir de membre du parti et ferait son pensum en se rendant à l'Opéra : comme quoi la réputation qu'on faisait aux dirigeants du parti de s'intéresser à la musique n'était qu'une légende. La vérité, c'est que ses représentants n'étaient en général que des individus indifférenciés et mal dégrossis, aussi peu attirés par la musique classique que

par l'art et la littérature en général. Même les quelques rares intellectuels parmi les dirigeants hitlériens, Goebbels par exemple, n'assistaient jamais à des manifestations musicales telles que les concerts que Furtwängler donnait régulièrement avec l'orchestre philharmonique de Berlin. De toutes les personnalités du régime, on n'y rencontrait en fait que le ministre de l'Intérieur, Frick ; Hitler lui-même, qui au début paraissait s'intéresser passionnément à la musique, n'alla plus, à partir de 1933, qu'en de très rares occasions, officielles d'ailleurs, entendre l'orchestre philharmonique de Berlin.

On s'explique donc qu'en 1933, pour la représentation des *Maîtres chanteurs*, l'Opéra de Nuremberg ait été presque vide quand Hitler pénétra dans la loge d'honneur. Sa réaction fut vive car, estimait-il, pour un artiste rien n'était plus difficile ni injurieux que de jouer devant une salle vide. Hitler envoya des patrouilles chercher à leur hôtel, dans les bars et les brasseries, les hauts fonctionnaires du parti pour les ramener à l'Opéra, mais on ne réussit toutefois pas à remplir la salle. Le lendemain on se racontait à la direction de l'organisation comme de bonnes blagues où et comment on avait mis la main sur les manquants.

Là-dessus, l'année suivante, Hitler donna aux dirigeants du parti, si peu férus de théâtre, l'ordre exprès d'assister à la représentation du gala. Ils vinrent, s'ennuyèrent, furent, pour bon nombre d'entre eux, terrassés par le sommeil. Les applaudissements plutôt maigres ne reflétaient pas

non plus, de l'avis de Hitler, l'éclat de la soirée. A partir de 1935, la masse du parti, si fermée à l'art, fut remplacée par un public civil qui dut payer très cher le droit d'entrer. C'est alors seulement qu'on obtint l'« atmosphère » indispensable à l'artiste et les applaudissements exigés par Hitler.

Tard le soir, les préparatifs terminés, je rentrais au Deutscher Hof, l'hôtel réservé à l'état-major de Hitler, aux Reichsleiter et aux Gauleiter. Au restaurant de l'hôtel je rencontrais régulièrement un groupe de Gauleiter d'un certain âge. Ils faisaient du scandale et buvaient comme des soudards, proclamant que le parti avait trahi les principes de la révolution, qu'il avait trahi les travailleurs. Cette fronde montrait que les idées de Gregor Strasser, l'ancien leader de l'aile anticapitaliste dans le N.S.D.A.P., même réduites à des formules creuses, continuaient de vivre. Mais ces hommes ne retrouvaient l'ancien élan révolutionnaire que dans l'alcool.

En 1934 eut lieu pour la première fois, au Congrès du parti, un défilé militaire en présence de Hitler. Le soir même, celui-ci fit une visite officielle au bivouac des soldats. L'ancien caporal semblait replongé dans un monde familier. Autour des feux de camp, il se mêla à la troupe et, vite entouré, échangea des plaisanteries avec les soldats. Hitler revint de cette visite très détendu, rapportant pendant le bref repas des détails intéressants.

Le haut commandement de l'Armée ne partageait nullement cet enthousiasme. L'aide de camp Hossbach

parla des « actes d'indiscipline » des soldats qui avaient, devant le chef de l'État, quitté l'alignement. Il insista pour que, l'année suivante, on empêchât de telles familiarités nuisibles au prestige du chef de l'État. Hitler, qui, en privé, était très irrité de ces critiques, se montra disposé à céder. Je fus étonné de sa réserve, je dirais presque de son embarras, lorsqu'il se trouva confronté à ces exigences. Il est possible pourtant que la prudence tactique qui commandait ses rapports avec la Wehrmacht et son manque d'assurance dans son rôle de chef de l'État l'aient forcé à adopter cette attitude.

Au cours des préparatifs du Congrès, je rencontrais une femme qui, déjà du temps de mes études, m'avait beaucoup impressionné. Il s'agissait de la star et metteur en scène de célèbres films de montagne ou de ski, Leni Riefenstahl. Elle avait été chargée par Hitler de faire des films sur les congrès. Seule femme remplissant une fonction officielle dans les rouages du parti, elle allait souvent se heurter à l'organisation du parti, qui, au début, tenta parfois de fomenter une révolte contre elle. Cette femme, avec son assurance, son art de diriger sans complexes un univers masculin et d'arriver à ses fins, était une provocation permanente pour les dirigeants politiques de ce mouvement traditionnellement misogyne. Pour la renverser, on monta des intrigues, on rapporta à Hess des calomnies. Pourtant, après le premier film, qui réussit à convaincre même les sceptiques de l'entourage de Hitler du savoir-faire du metteur en scène, les attaques

cessèrent.

Une fois le contact entre nous établi, elle tira une coupure de presse toute jaunie d'une cassette et me dit : « Lorsqu'il y a trois ans, vous avez dirigé les travaux à la maison du Gau, j'ai, sans vous connaître, découpé votre photographie dans le journal », et comme, stupéfait, je lui demandais pourquoi elle l'avait fait : « Je pensais alors, répondit-elle, qu'avec cette tête-là vous pourriez jouer un rôle... dans un de mes films, naturellement. »

Je me souviens que les prises de vues de l'une des séances solennelles du Congrès de 1935 avaient été détériorées. Hitler, sur la proposition de Leni Riefenstahl, ordonna de tourner ces scènes en studio. Je fis construire dans un des grands studios de Berlin-Johannistal les décors indispensables : une partie de la salle du Congrès, l'estrade et la tribune. Tandis qu'on installait les projecteurs et que l'équipe des réalisateurs s'affairaient, on voyait aller et venir, à l'arrière-plan, Streicher, Rosenberg et Frank étudiant leurs rôles, leur manuscrit à la main. Hess, qui devait parler en premier, arriva et on commença les prises de vues. Tout comme s'il était devant les 30 000 auditeurs du Congrès, Hess leva la main avec solennité. De ce ton pathétique et avec l'émotion sincère qui n'appartenaient qu'à lui, se tournant vers l'endroit très précis où Hitler n'était précisément pas assis à ce moment-là, se figeant au garde-à-vous, il proclama : « Mon Führer, je vous salue au nom du Congrès du parti. Le Congrès se poursuit. Le Führer va parler. » Son expression générale était si

convaincante que, depuis ce moment-là, je ne fus plus si convaincu de la sincérité de ses sentiments. Les trois autres aussi, se révélant d'excellents comédiens, jouèrent leur rôle dans ce studio vide comme dans la réalité. Mon irritation était grande ; M^{me} Riefenstahl, au contraire, trouva que les prises de vues reconstituées étaient meilleures que les originales.

Certes, j'admirais déjà la technique oratoire de Hitler, la prudente adresse dont il faisait preuve dans les réunions quand, par exemple, il tâtonnait souvent longtemps pour trouver le point qui déclencherait la première tempête d'applaudissements. Je ne me méprenais point non plus sur l'aspect démagogique que je contribuais à créer par mes décorations conçues pour les manifestations les plus importantes. Mais jusque-là, j'avais toujours été convaincu de la sincérité des sentiments auxquels les orateurs faisaient appel pour soulever l'enthousiasme des masses. Je fus d'autant plus surpris ce jour-là aux studios de Johannistal en découvrant que tout cet art pouvait également faire vrai sans public.

Je me berçais de l'espoir illusoire que mes réalisations de Nuremberg feraient la synthèse entre le classicisme de Troost et la simplicité de Tessenow. Croyant avoir trouvé mon modèle dans le style dorique, je ne les qualifiais pas de néo-néo-classiques mais seulement de néo-classiques. Mais c'était là oublier, plus ou moins consciemment, que j'étais en train d'édifier un décor monumental semblable à celui qu'on avait déjà essayé d'édifier, avec des moyens

plus modestes il est vrai, à Paris, sur le Champ-de-Mars, pendant la Révolution française. Classicisme et simplicité ne pouvaient supporter le gigantisme qui, à Nuremberg, m'avait servi d'échelle. Ce sont pourtant mes projets de Nuremberg qui, aujourd'hui encore, me plaisent le plus, quand je les compare à d'autres projets conçus plus tard pour Hitler et où la pompe l'emportait.

Mon premier voyage à l'étranger, en mai 1935, me conduisit où ma prédilection pour le monde dorique le commandait, c'est-à-dire que je n'allai point en Italie retrouver dans ces palais de la Renaissance et ces constructions romaines le style colossal qui en faisait mes modèles historiques, mais que, avec une naïveté caractéristique de cette époque de ma vie, je me tournai vers la Grèce. Ma femme et moi y cherchions surtout des témoignages du monde dorique et je n'oublierai jamais combien nous fûmes impressionnés par le stade d'Athènes alors reconstruit. Quand, deux ans plus tard, il me fallut concevoir un projet de stade, je repris son plan en fer à cheval.

A Delphes, je crus avoir découvert à quelle allure la richesse acquise dans les colonies de l'Asie ionique avait corrompu la pureté des créations de l'art grec. Cette évolution démontrait quel degré de vulnérabilité atteint une haute conscience artistique, dont les représentations idéales deviennent méconnaissables dès que la moindre force étrangère fait pression sur elles. Ces réflexions ne me troublaient pas le moins du monde, persuadé que

j'étais que mes propres travaux échappaient à ces dangers.

Nous rentrâmes à Berlin au mois de juin 1935. Dans les jours qui suivirent notre retour, la maison que je m'étais fait construire à Schlachtensee, un faubourg de la ville, fut terminée. C'était une modeste demeure avec les chambres à coucher indispensables, une salle à manger et une seule pièce de séjour, en tout 125 mètres carrés ; à cette époque-là, les dirigeants du régime, suivant une tendance qui ne cessait de gagner du terrain, emménageaient dans d'immenses villas ou s'appropriaient des châteaux. Nous faisions, très consciemment, exactement le contraire, car nous voulions éviter ce que nous voyions chez ceux qui, s'entourant d'un appareil à la raideur tout officielle, condamnaient leur vie privée à une pétrification lente mais certaine.

D'ailleurs, je n'aurais pas pu construire plus grand, car je n'en avais pas les moyens. Ma maison m'avait coûté 70 000 marks ; pour m'aider à les réunir, mon père avait dû prendre une hypothèque de 30 000 marks. Bien que travaillant à mon compte pour l'État et le parti, j'avais peu d'argent. Dans un esprit de désintéressement inspiré par l'idéalisme de l'époque, j'avais en effet renoncé à mes honoraires d'architecte.

Cette attitude ne rencontra qu'incompréhension. Un jour qu'il était de fort bonne humeur, Göring me dit : « Alors, monsieur Speer, vous avez beaucoup de travail maintenant. Vous devez aussi gagner beaucoup

d'argent. » Comme je lui répondais que non, il me jeta le regard de celui qui ne comprends pas : « Que me recontez-vous là ? reprit-il alors, un architecte aussi sollicite que vous ? Je vous avais évalué à quelques centaines de mille par an. Bêtises que leurs idéaux ! L'argent, voilà à quoi vous devez penser ! » Désormais, je demandai, sauf pour le projet de Nuremberg, pour lequel je recevais 1 000 marks par mois, les honoraires revenant à un architecte exerçant librement. Mais ce n'est pas la seule raison qui me poussa à prendre garde de ne pas perdre mon indépendance professionnelle au profit d'un statut de fonctionnaire ; il y en avait une autre : Hitler témoignait une plus grande confiance aux architectes non fonctionnaires, car son préjugé contre les fonctionnaires s'étendait même à ce domaine. Lorsque mon activité d'architecte prit fin, ma fortune s'élevait à peu près à un million et demi de marks et le Reich me devait encore un million qu'il ne me paya jamais.

Ma famille vécut heureuse dans cette maison. Je voudrais pouvoir écrire que, moi aussi, j'y ai eu ma part de bonheur, réalisant le rêve que nous avions fait un jour, ma femme et moi. Mais quand, fatigué, je rentrais à la maison, tard le soir, les enfants étaient au lit depuis longtemps ; je restais alors avec ma femme, sans parler, muet d'épuisement. Cette torpeur me paralysa de plus en plus souvent et quand aujourd'hui je passe ces années-là en revue, je m'aperçois que, dans le fond, il m'est arrivé exactement la même chose qu'aux grands du parti : eux

gâchaient leur vie de famille par une vie d'apparat, rigidifiée dans les attitudes de l'étiquette officielle ; moi, au contraire, en devenant l'esclave de mon travail.

A l'automne 1934, Otto Meissner, qui avait trouvé en Hitler son troisième chef après Ebert et Hindenburg, me téléphona que je devais le lendemain l'accompagner à Weimar pour y rejoindre Hitler, avec qui nous irions ensuite à Nuremberg.

Jusqu'aux premières heures du jour, je crayonnai, jetant sur le papier des idées qui depuis quelque temps ne me quittaient plus. Il avait été décidé qu'on édifierait pour le Congrès du parti d'autres bâtiments de grandes dimensions, une esplanade pour les défilés militaires, un grand stade, une grande salle pour les discours culturels de Hitler et pour les concerts. Pourquoi ne pas réunir les édifices déjà existants et ceux alors prévus, en un vaste ensemble ? Jusqu'à ce jour, je n'avais jamais osé prendre d'initiatives dans ce domaine, car Hitler s'en était toujours réservé le droit. C'est pourquoi je n'entrepris que très timidement l'établissement de ce projet.

A Weimar, Hitler me montra le projet d'un « forum du parti » conçu par le professeur Paul Schultze-Naumburg. « Ça ressemble, me dit-il, à la place du marché d'une ville de province en beaucoup plus grand. Ça n'a rien de typique, ne se différencie pas des époques précédentes. Si on construit un forum du parti, il faut qu'on voie plus tard

qu'il a été construit à l'époque et dans le style du national-socialisme, comme par exemple la Königsplatz de Munich. » Schultze-Naumburg, qui était une personnalité influente de « la ligue combattante pour la culture allemande », n'eut pas la possibilité de se justifier ; il n'avait pas été convié à cette critique. Hitler, sans aucun égard pour la réputation de cet homme, décida d'organiser un nouveau concours ouvert à des architectes de son choix.

Nous allâmes ensuite à la maison de Nietzsche, dont la sœur, M^{me} Förster-Nietzsche, attendait Hitler. De toute évidence, aucun contact n'était possible entre cette femme excentrique et bizarre et Hitler. Une conversation s'engagea, plate, toute de travers. Pourtant le but principal de cette entrevue fut atteint, à la satisfaction de tous : Hitler prit à sa charge le financement d'un bâtiment attenant à la vieille maison de Nietzsche et M^{me} Förster-Nietzsche accepta d'en confier la réalisation à Schultze-Naumburg. « S'adapter au style de l'ancienne construction est plus dans ses possibilités », me déclara Hitler, visiblement content de pouvoir offrir à l'architecte un petit dédommagement.

Le lendemain matin, nous partîmes en auto pour Nuremberg, bien que Hitler, pour des raisons que j'allais apprendre le jour même, ait préféré à cette époque-là prendre le train. Comme toujours, il était assis à côté de son chauffeur dans sa grosse décapotable bleu foncé, une Mercedes sept litres à compresseur. J'occupais derrière

lui l'un des sièges d'appoint, son domestique occupait l'autre, tirant d'un sac des cartes routières, des sandwiches, des pilules ou des lunettes, au gré de son maître ; sur le siège arrière, son aide de camp Brückner et le chef du Service de presse, le D^r Dietrich ; une voiture d'escorte de la même taille et de la même couleur que la nôtre transportait cinq gardes du corps vigoureux et le médecin attaché au service de Hitler, le Dr Brandt.

A peine arrivés sur l'autre versant de la forêt de Thuringe, aux campagnes plus peuplées, les difficultés commencèrent. En traversant une localité, nous fûmes reconnus, mais avant que la population revienne de sa surprise, nous étions loin. « Maintenant, vous allez voir, déclara Hitler, ça ne va plus être aussi facile. Le groupe local du parti a certainement déjà prévenu par téléphone celui de la prochaine localité. » Effectivement, quand nous arrivâmes, les rues étaient pleines d'une foule en liesse, le policier du village faisait de son mieux, mais l'auto ne pouvait avancer qu'au pas. A peine nous étions-nous frayé un passage que nous étions arrêtés à nouveau, en rase campagne cette fois, à un passage à niveau dont quelques enthousiastes avaient baissé la barrière pour pouvoir saluer Hitler.

De cette manière, notre progression fut très lente. Lorsque vint l'heure du déjeuner, nous nous arrêtâmes dans une petite auberge à Hildburgshausen. C'est dans cette bourgade que Hitler s'était autrefois fait nommer commissaire de gendarmerie afin d'acquérir la nationalité

allemande. Mais personne n'en parla. Notre arrivée avait mis toute l'auberge en émoi et l'aide de camp eut toutes les peines du monde à obtenir des aubergistes qu'ils lui proposent un menu : des spaghetti avec des œufs. Après une longue attente, l'aide de camp finit par aller voir à la cuisine ce qui se passait : « Les femmes sont tellement énervées, revint-il nous dire, qu'elles ne savent plus si les spaghetti sont cuits ou non. »

Pendant ce temps, dehors, des milliers d'hommes et de femmes se rassemblaient et réclamaient Hitler en scandant son nom en chœur. « Si seulement nous pouvions être déjà tirés d'affaire », soupirait Hitler. Lentement et sous une pluie de fleurs, nous atteignîmes la porte moyenâgeuse de la ville. Des jeunes gens la fermèrent devant nous, des enfants grimpèrent sur les marchepieds des autos. Hitler dut donner des autographes, et c'est alors seulement que les jeunes gens nous ouvrirent la porte en riant. Hitler riait avec eux.

Partout, dans la campagne, les paysans déposaient leurs outils, des femmes faisaient de grands signes, c'était un voyage triomphal. A un certain moment, dans la voiture, Hitler se pencha en arrière pour me dire : « Jusqu'ici, un seul Allemand a été fêté de cette manière : Luther ! Quand il traversait le pays, hommes et femmes accouraient de tous côtés pour le fêter. Comme moi aujourd'hui ! »

Cette immense popularité n'était que trop compréhensible, car c'est à Hitler et à personne d'autre que l'opinion publique attribuait nos succès dans le

domaine économique et en politique étrangère. De plus en plus, elle voyait en lui l'homme qui assouvissait la profonde nostalgie d'une Allemagne puissante, consciente de sa force et unie. Seul le petit nombre restait méfiant. Si quelqu'un, par hasard, sentait monter en lui quelques doutes, il les chassait en pensant aux succès du nouveau régime et au respect dont il jouissait à l'étranger.

Tandis que la population des villes et des campagnes rendait à Hitler ces hommages, qui m'enivraient moi aussi, un seul parmi nous continuait à se montrer critique : Schreck, le chauffeur que Hitler avait à son service depuis des années. J'entendais des bribes de leur conversation : « sont mécontents à cause de... membres du parti imbus... fiers, oubliant d'où ils viennent... » Après la mort prématurée de Schreck, Hitler suspendit dans son cabinet de travail à l'Obersalzberg son portrait à côté du portrait de sa mère ⁶. Le père ne figura jamais à côté d'eux.

Juste avant Bayreuth, Hitler monta seul dans une petite berline Mercedes, conduite par son photographe personnel Hoffmann, pour se rendre incognito à la villa Wahnfried où l'attendait M^{me} Winifred Wagner ; nous nous rendîmes, nous, à Berneck, petite station climatique toute proche, où Hitler avait l'habitude de passer la nuit quand il allait de Berlin à Munich. En huit heures, nous n'avions fait que 210 kilomètres.

Quand j'appris qu'on n'irait chercher Hitler à la villa Wahnfried que tard dans la nuit, je me vis dans un grand embarras, car nous devons continuer notre route dès le

lendemain matin et il était fort possible qu'arrivé à Nuremberg, Hitler acceptât le programme de construction établi par les édiles de la ville dans le sens de leurs propres intérêts. Si cela se produisait, je ne pouvais plus espérer que Hitler prît mon projet en considération, car il ne revenait jamais sur une décision. Or seul Schreck devait le voir cette nuit-là ; je lui expliquai donc mon projet d'aménagement de l'esplanade du Congrès ; il me promit d'en parler à Hitler pendant le trajet et de lui transmettre mes plans en cas de réaction favorable.

Le lendemain matin, juste avant le départ, je fus mandé dans le salon de Hitler qui me déclara : « Je suis d'accord avec votre projet. Nous en parlerons aujourd'hui même à Liebel, le bourgmestre. »

Deux ans plus tard, Hitler serait allé, avec un maire, droit au but en lui disant : « Voici le projet de l'esplanade du Congrès ; voici ce que nous allons faire. » Mais à cette époque-là, en 1934, il n'était pas encore assuré de sa puissance et il passa d'abord une heure en explications préliminaires avant de sortir mon projet. Naturellement, le maire le trouva excellent car, en vieux membre du parti, il avait été éduqué à être d'accord sur tout.

Après avoir fait applaudir mon projet, Hitler commença une autre manœuvre d'approche. Le projet exigeant le déplacement du jardin zoologique, « peut-on espérer, demanda-t-il, que les habitants de Nuremberg accepteront cette mesure ? Ils tiennent beaucoup, je le sais, à leur jardin zoologique. Mais nous leur en paierons un autre, plus

beau encore ». Le maire, se posant tout de suite en défenseur des intérêts de sa ville, objecta : « Il faudrait réunir les actionnaires et essayer de leur racheter leurs actions. » Hitler tomba d'accord sur tout. Dehors Liebel dit à un de ses collaborateurs, en se frottant les mains : « Pourquoi le Führer a-t-il perdu tant de temps à essayer de nous persuader ? Mais bien sûr qu'il l'aura son jardin zoologique et nous un nouveau. L'ancien ne valait plus rien. Il faut que le nouveau soit le plus beau du monde. On nous le paie. » C'est ainsi que les habitants de Nuremberg eurent leur jardin zoologique. C'est aussi la seule chose qui ait été réalisée du projet primitif.

Le jour même, nous prîmes le train pour Munich. Le soir, Brückner, l'aide de camp, me téléphona : « Le diable vous emporte avec votre projet ! m'entendis-je dire, vous ne pouviez donc pas attendre ? Le Führer n'a pas fermé l'œil de la nuit, tellement il était énervé. La prochaine fois, vous êtes priés de vous adresser d'abord à moi ! »

Une « association de soutien à l'aménagement de l'esplanade du Congrès du parti » fut fondée pour aider à la réalisation du projet. Le ministre des Finances du Reich avait accepté, non sans réticences, d'en assurer le financement. Hitler, sous le coup d'une inspiration loufoque, confia la présidence de cette association au ministre des Églises, Kerrl, lui adjoignant Martin Bormann, qui, pour la première fois, se voyait confier une mission officielle

importante en dehors de la Chancellerie du parti.

Le coût du projet devait s'élever à quelque 700 ou 800 millions de marks, ce qui représente environ trois milliards de DM actuels : une somme que, huit ans plus tard, on m'accordait en quatre jours pour les dépenses d'armement⁷. Le terrain, y compris les camps où logeraient les participants, couvrait une surface de 16,500 kilomètres carrés. Sous Guillaume II, on avait déjà pensé à édifier une « aire de cérémonie pour les fêtes nationales allemandes » de 2 000 mètres de long sur 600 de large. En 1937, trois ans après avoir été approuvé par Hitler, mon projet fut envoyé à l'Exposition universelle de Paris où la maquette exposée reçut le « grand prix ». Au sud, l'esplanade se terminait par le « Champ-de-Mars » dont le nom ne rappelait pas seulement le dieu de la Guerre, mais aussi le mois où Hitler avait établi le service militaire obligatoire. Sur cette immense esplanade, une aire de 1 050 mètres de long et 700 de large était réservée aux démonstrations de la Wehrmacht qui devait s'y livrer à des exercices, c'est-à-dire à des manœuvres en réduction. La grandiose enceinte du palais des rois Darius I^{er} et Xerxès à Persépolis, construit au V^e siècle avant Jésus-Christ, ne faisait, comparée à mon projet, que 450 mètres sur 275. J'avais prévu des tribunes de 14 mètres de haut entourant toute l'esplanade et contenant 160 000 spectateurs ; 24 tours de plus de 40 mètres de haut devaient rythmer ces tribunes au milieu desquelles, faisant saillie, se trouvait une tribune d'honneur, couronnée d'une statue de femme. En

64 avant Jésus-Christ, Néron fit ériger sur le Capitole une statue colossale de 36 mètres ; la statue de la Liberté à New York fait 46 mètres, mais notre statue devait la dépasser de 14 mètres.

Vers le nord, exactement dans l'alignement du vieux château des Hohenzollern qu'on pouvait apercevoir dans le lointain, le Champ-de-Mars s'ouvrait sur une route de parade de 2 kilomètres de long et 80 mètres de large. La Wehrmacht devait y défiler devant Hitler sur des rangs d'environ 50 mètres de large. Cette route fut terminée avant la guerre et pavée de lourdes plaques de granit, assez résistantes pour pouvoir aussi supporter le poids des tanks ; la surface en était rugueuse pour offrir aux soldats défilant au pas de parade un appui suffisant. A main droite, s'élevaient des gradins où Hitler, entouré de ses généraux, devait prendre place pour passer les troupes en revue. Leur faisant face, une sorte de grand portique à colonnes où prendraient place les porteurs des drapeaux des régiments.

Ce portique à colonnes, avec ses 18 mètres de haut, devait servir d'échelle permettant de mieux évaluer la masse que le « Grand stade » dresserait derrière lui. Ce stade devait pouvoir contenir, selon les indications de Hitler, 400 000 spectateurs. Le monument qui, dans l'histoire, pouvait offrir le meilleur point de comparaison, était le Circus Maximus, construit à Rome au I^{er} siècle après Jésus-Christ pour contenir de 150 000 à 200 000 personnes, tandis que nos stades de l'époque avaient une

contenance maximale de 100 000 personnes.

La pyramide de Chéops, bâtie en 2500 avant Jésus-Christ, a un volume de 2 570 000 m³ pour 230 mètres de long sur 146 de haut. Le stade de Nuremberg aurait fait 550 mètres de long sur 460 mètres de large et aurait inscrit dans sa construction un volume de 8 500 000 m³⁸, c'est-à-dire, en gros, le triple de celui de la pyramide de Chéops. Le stade devait être de loin l'édifice le plus important de tout cet ensemble et aussi l'un des plus formidables de l'histoire. Selon nos calculs, l'enceinte du stade devait faire presque 100 mètres de haut, pour pouvoir contenir la masse de spectateurs prévue. Une forme ovale aurait été une solution inacceptable, car l'espèce de marmite à laquelle on aurait abouti n'aurait pas seulement augmenté la chaleur mais aurait certainement aussi causé des troubles psychiques. C'est pourquoi je choisis la forme en fer à cheval du stade d'Athènes. Sur une colline dont la pente équivalait à peu près à celle des gradins du futur stade et dont nous avons corrigé les inégalités par des constructions de bois, nous fîmes des essais pour vérifier si, du dernier rang, on pourrait encore suivre les manifestations sportives. Le résultat fut encore plus positif que je ne l'avais supposé.

D'après le devis que nous avons établi, le stade de Nuremberg devait coûter de 200 à 250 millions de marks, c'est-à-dire, aux prix actuels de la construction, en gros un milliard de DM. Hitler accepta sans hésiter : « Cela fait moins, dit-il, que deux navires de guerre du type *Bismarck*.

Or, un cuirassé peut être détruit en un instant, ou au bout de dix ans n'être plus qu'un tas de ferraille. Cet édifice, lui, sera encore debout dans des centaines d'années. Évitez de répondre si le ministre des Finances vous en demande le coût. Dites-lui qu'on n'a pas encore l'expérience de telles entreprises. » On commanda du granit pour quelques millions de marks, rouge clair pour l'enceinte extérieure, plus blanc pour les tribunes, et on creusa une fosse gigantesque pour les fondations. Pendant la guerre, celle-ci devint un lac pittoresque dont les dimensions laissaient assez bien préjuger de celles de l'édifice.

Au nord du stade, la route de parade traversait une étendue d'eau dans laquelle les édifices devaient se refléter. Le tout se terminait par une place bordée à droite par la salle du Congrès, encore debout aujourd'hui, et à gauche, par une « salle de la culture » bâtie tout exprès pour que Hitler trouve un endroit adéquat où faire ses discours culturels.

Tous les édifices de l'esplanade du Congrès du parti, à l'exception de la salle du Congrès conçue dès 1933 par l'architecte Ludwig Ruff, me revenaient, car Hitler m'avait désigné comme l'architecte responsable de ce projet. Il me laissa carte blanche pour la conception comme pour la réalisation et désormais, chaque année, il posa solennellement une première pierre. Une remarque toutefois : les premières pierres étaient remises à l'office de construction municipal en attendant d'être scellées dans leurs murs respectifs quand ceux-ci s'élèveraient. Lors de

la pose de la première pierre du stade, le 9 septembre 1937, Hitler me tendit la main d'un geste solennel et me dit devant les sommités du parti réunies : « C'est le plus grand jour de votre vie ! » Peut-être étais-je, déjà à cette époque-là, devenu sceptique, car je lui répondis : « Non, pas aujourd'hui, mon *Führer*, seulement le jour où ce stade sera fini. »

Au début de l'année 1939, Hitler essaya de justifier devant des ouvriers du bâtiment le gigantisme de son style architectural par ces mots : « Pourquoi toujours bâtir le plus grand possible ? Je le fais pour redonner à chaque Allemand en particulier une confiance en soi. Pour dire à chaque individu dans cent domaines différents : nous ne sommes pas inférieurs, nous sommes au contraire absolument égaux aux autres peuples ⁹. »

On ne doit pas rendre le seul régime responsable de cette tendance au gigantisme. Y ont aussi leur part les fortunes rapidement gagnées, tout autant que le besoin de montrer sa force pour quelque raison que ce soit. Aussi bien trouvons-nous dans l'antiquité grecque les plus grands édifices en Sicile et en Asie Mineure. Il se peut qu'on puisse établir une relation entre ce gigantisme et les constitutions dues à des dictateurs, mais même dans l'Athènes de Périclès, la statue d'Athéna Parthenos, sculptée par Phidias, avait 12 mètres de haut. De plus, la plupart des sept merveilles du monde, symboles d'une

popularité universelle, ne le sont devenues que précisément à cause de leurs dimensions hors du commun, ainsi le temple d'Artémis à Éphèse, le mausolée d'Halicarnasse, le colosse de Rhodes ou le Zeus d'Olympie de Phidias.

Quand, devant les travailleurs, Hitler revendiquait le droit de dépasser les normes habituelles de l'architecture, il n'allait pas jusqu'au fond de sa pensée ; il n'avouait pas que cette architecture, la plus grande de toutes celles jamais conçues, devait magnifier son œuvre, sublimer la conscience qu'il avait de sa propre valeur. L'érection de ces monuments devait servir à annoncer ses prétentions au règne universel, bien avant qu'il ait osé en confier la pensée à ses plus proches collaborateurs.

Moi aussi, je m'enivrais à l'idée de créer, à l'aide de dessins, d'argent et d'entreprises de bâtiment, des témoins de pierre pour une histoire future et d'espérer de mon vivant une renommée millénaire. Je communiquais mon enthousiasme à Hitler, quand je pouvais lui démontrer que nous avions « battu », au moins au plan des dimensions, les œuvres les plus fameuses de l'histoire humaine. Il ne criait pourtant jamais son enthousiasme et restait économe de ses mots. Peut-être même, dans ces moments-là, une certaine vénération l'emplissait-elle, envers lui-même et envers une représentation de sa propre grandeur, créée sur son ordre et projetée dans l'avenir.

A ce même Congrès de 1937, où il avait posé la première pierre du stade, Hitler termina le discours de clôture par cette phrase : « La nation allemande a quand même obtenu son empire germanique. » Au cours du déjeuner qui suivit, Brückner, aide de camp de Hitler, raconta qu'à cet endroit-là l'émotion avait fait fondre en larmes le Feldmarschall von Blomberg. Hitler y vit la confirmation de l'accord qui régnait sur la signification fondamentale de sa déclaration.

On glosa beaucoup, à cette époque-là, sur le fait que cette expression énigmatique avait ouvert un nouveau chapitre du livre de la grande politique. On prétendait qu'elle aurait une foule de conséquences. Je savais par hasard ce que Hitler avait voulu dire, car, à peu près à la même époque, il me retint dans l'escalier qui menait à son appartement et, laissant son escorte continuer, me déclara : « Nous allons fonder un grand empire. Tous les peuples germaniques en feront partie. Il s'étendra de la Norvège à l'Italie du Nord. Il faut que je mène moi-même à bien cette entreprise. Pourvu que je reste en bonne santé ! » Cette formulation était encore d'une réserve relative. Au printemps de l'année 1937, Hitler vint me voir dans mes ateliers à Berlin. Nous étions tous les deux seuls, devant la maquette du stade de 400 000 places, haute de plus de deux mètres. Elle était construite juste à hauteur des yeux, comportait tous les détails du futur édifice, et était éclairée par de puissants projecteurs de cinéma, si bien qu'avec un tout petit effort d'imagination, nous

pouvions nous représenter l'effet que devait produire cet édifice. Les plans étaient épinglés sur des tableaux près de la maquette. Hitler se tourna vers eux. Nous en vîmes à parler des Jeux Olympiques. Je lui fis remarquer, comme je l'avais déjà fait plusieurs fois auparavant, que mon terrain de sport n'avait pas les dimensions requises par les règlements olympiques. Là-dessus, Hitler me déclara, sans que le ton de sa voix change, comme s'il s'agissait d'une évidence indiscutable : « Aucune importance ! En 1940, les Jeux Olympiques auront encore lieu dans un autre pays, à Tokyo. Mais ensuite, ils auront lieu pour toujours en Allemagne dans ce stade. Et les dimensions du terrain de sport, c'est nous qui en déciderons. »

D'après le plan de travail que nous avons établi, le stade devait être prêt pour le Congrès de l'année 1945.

6.

La plus grosse commande

Hitler était inquiet : « Je ne sais vraiment pas ce que je dois faire répétait-il en faisant les cent pas dans le jardin de son chalet de l'Obersalzberg. C'est une décision vraiment trop dure à prendre. Je préférerais m'allier aux Anglais. Mais l'histoire a montré qu'ils étaient souvent des alliés peu sûrs. Si je marche avec eux, tout est fini entre l'Italie et nous. Sur ce, les Anglais me laissent tomber et nous restons entre deux chaises. »

Il n'était pas rare, en cet automne 1935, que Hitler fît ainsi part de ses doutes au cercle d'intimes qui l'avait, comme toujours, accompagné à l'Obersalzberg. Mussolini venait d'engager la campagne d'Abyssinie par des bombardements massifs, le Négus avait pris la fuite, le nouvel Empire romain avait été proclamé.

Après le peu de succès de sa visite en Italie au mois de juin 1934, Hitler se méfiait, non pas certes de Mussolini, mais des Italiens et de la politique italienne. Or, comme elle renforçait ses doutes, une recommandation que Hindenburg lui avait faite avant de mourir lui revint en mémoire, pour lui rappeler qu'il ne devait plus lier

l'Allemagne à l'Italie. Cependant, la Société des Nations, sous la direction de l'Angleterre, décidait des sanctions économiques contre l'Italie. Hitler déclara qu'il allait maintenant vraiment falloir se décider à marcher avec les Anglais ou avec les Italiens, et que ce serait une décision d'une grande portée. Comme il lui arrivera encore souvent de le faire, il se disait prêt à garantir leur Empire aux Anglais en échange d'un arrangement global. Mais les circonstances ne lui laissèrent pas le choix. Elles le forcèrent à se décider pour Mussolini. Ce ne fut pas, malgré les liens idéologiques et le rapprochement personnel qui commençait à s'esquisser, une décision facile. Elle lui pesa encore des jours entiers et il affirmait alors que c'était la situation qui l'avait forcé à faire ce choix. Son soulagement fut d'autant plus vif de constater, quelques semaines plus tard, que les sanctions finalement prises contre l'Italie l'épargnaient pour l'essentiel. Hitler en conclut que la France comme l'Angleterre ne voulaient prendre aucun risque et qu'elles voulaient éviter tout danger. Ce qui plus tard apparut comme une volonté de provocation ne fut en fait que l'application des leçons qu'il avait tirées de ces expériences. Les gouvernements occidentaux, conclut-il à l'époque, s'étaient montrés faibles et indécis.

Il fut renforcé dans cette idée quand, le 7 mars 1936, les troupes allemandes investirent la Rhénanie démilitarisée sans s'attirer des alliés la riposte armée qu'aurait justifiée cette violation flagrante du traité de Locarno. Ce jour-là,

grande était sa nervosité dans l'attente des premières réactions. Dans les compartiments du wagon spécial qui, au soir de ce 7 mars, nous emportait vers Munich, la tension venue du salon du Führer était extrême. Dans une gare, on nous transmet une nouvelle. « Enfin, respira Hitler soulagé, le roi d'Angleterre n'interviendra pas. Il tient sa promesse. Désormais tout ira bien. » La réaction de Hitler trahissait son ignorance des maigres possibilités constitutionnelles de la couronne d'Angleterre dans ses rapports avec le Parlement et le gouvernement. Toutefois il est probable qu'une intervention armée aurait dû recevoir l'approbation du roi et peut-être était-ce à ce mécanisme que Hitler faisait allusion. Il avait en tout cas de grosses inquiétudes et bien des années après, alors qu'il était en guerre contre presque le monde entier, il affirmait encore que c'était l'entrée des troupes allemandes en Rhénanie qui avait été la plus audacieuse de toutes ses entreprises.

Nous n'avions pas encore, prétendait-il, d'armée digne de ce nom ; celle que nous avions était si faible qu'elle n'aurait même pas pu tenir tête aux seuls Polonais. Si les Français étaient passés à l'action, nous aurions été vaincus sans efforts ; en quelques jours, notre résistance aurait cédé. Quant aux forces aériennes que nous possédions, elles étaient simplement ridicules. Quelques Ju 52 de la Lufthansa et pas même assez de bombes pour eux. » Après l'abdication du roi Édouard VIII, il revint souvent sur l'apparente compréhension que le futur duc de Windsor témoignait à l'Allemagne nationale-socialiste :

« Je suis sûr, affirmait-il, que, par son intermédiaire, auraient pu s'établir des relations amicales durables avec l'Angleterre. Avec lui, tout aurait été différent. Son abdication fut une lourde perte pour nous. » Il se lançait alors dans des considérations sur les forces obscures qui déterminaient le cours de la politique anglaise dans un sens antiallemand. Son regret de ne pas avoir trouvé un terrain d'entente avec l'Angleterre réapparut tout au long des années où il régna sur l'Allemagne. Ce regret s'amplifia encore après la visite que lui rendirent à l'Obersalzberg, le 22 octobre 1937, le duc de Windsor et sa femme, et au cours de laquelle ils portèrent, à ce qu'on prétend, un jugement flatteur sur les réalisations du III^e Reich.

Quelques mois après la réussite de l'opération en Rhénanie, Hitler se montra satisfait de l'atmosphère harmonieuse qui entourait les Jeux Olympiques et qui montrait que tout mécontentement international avait disparu. Il donna des instructions pour que les nombreuses personnalités étrangères présentes aient l'impression d'avoir devant elles une Allemagne éprise de paix. Les compétitions le passionnèrent, mais alors que chacun des nombreux succès allemands le comblait, d'autant plus que personne n'en attendait autant, la série de victoires remportées par l'étonnant coureur noir américain, Jess Owens, le mit de fort méchante humeur. Des hommes dont les ancêtres vivaient encore dans la jungle avaient, prétendait-il en haussant les épaules, sur les Blancs

civilisés la supériorité athlétique du primitif ; ils étaient des concurrents à part et, en conséquence, ils devaient à l'avenir être exclus des Jeux et de toutes les compétitions sportives. Les acclamations frénétiques par lesquelles les Berlinoises saluèrent l'entrée de l'équipe française dans le stade olympique avaient également terriblement impressionné Hitler. Les Français avaient défilé le bras levé devant la tribune d'honneur où se trouvait le Führer et ce geste avait provoqué une explosion spontanée d'enthousiasme chez de nombreux spectateurs. Mais Hitler flaira dans ces acclamations prolongées du public la voix d'un peuple exprimant sa nostalgie de paix et d'entente avec son voisin occidental. Si j'interprète bien ce que j'ai observé à ce moment-là, ces Berlinoises en liesse lui causaient plus d'inquiétude que de joie.

Au printemps 1936, Hitler inspectait avec moi un tronçon d'autoroute. Au cours de la conversation, il laissa tomber : « J'ai encore une commande à passer, la plus importante de toutes. » Mais il n'en dit pas plus ce jour-là.

Il lui arrivait bien à l'occasion de crayonner quelques croquis de travaux dont il avait eu l'idée pour Berlin, mais c'est seulement en juin qu'il me montra un plan du centre de la ville en remarquant : « J'ai expliqué au maire, longuement et en détails, pourquoi cette nouvelle avenue doit faire 120 mètres de large et voilà qu'il me propose une avenue de 90 mètres seulement. » Quelques semaines

plus tard, le maire, le D^r Lippert, vieux membre du parti et rédacteur en chef du journal berlinois *Attaque*, fut à nouveau convoqué mais rien n'avait été changé, et l'avenue avait toujours 90 mètres. Lippert n'arrivait pas à s'enflammer pour les projets de son Führer. D'abord Hitler se contenta de manifester du dépit et prétendit que Lippert était mesquin, incapable d'administrer une métropole, et encore plus incapable de comprendre le rôle historique qui incomberait à cette métropole. Mais au fil des jours, les remarques se firent plus dures : « Lippert est un incapable, un idiot, un raté, une nullité. » L'étonnant, c'est que Hitler n'exprima jamais son mécontentement en présence du maire, ou qu'il n'essaya jamais de le convaincre. Il semblait parfois, déjà à cette époque-là, reculer devant la fatigue d'une argumentation. Au bout de quatre ans, au retour d'une promenade au pavillon de thé, au cours de laquelle il avait encore fait d'aigres remarques sur Lippert, il se fit mettre en liaison avec Goebbels et lui donna l'ordre impératif de déposer son maire.

Jusqu'à l'été de l'année 1936, Hitler avait manifestement eu l'intention de faire élaborer les plans de Berlin par l'administration municipale. Mais, à cette date-là, il me convoqua et me transmit sans autre forme de procès ni cérémonie la commande, en me déclarant : « Il n'y a rien à faire avec cette ville de Berlin. A partir d'aujourd'hui, c'est vous qui travaillez sur le projet. Emportez ces plans. Quand vous aurez quelque chose de prêt, montrez-le-moi. Vous savez que pour ça, j'ai toujours le temps. »

Au dire même de Hitler, il aurait songé à une avenue d'une largeur extraordinaire dans les années 20, en étudiant des plans de Berlin, dont l'insuffisance l'aurait incité à développer ses propres idées ¹. Il aurait, dès cette époque, pris la décision de déplacer les gares d'Anhalt et de Potsdam au sud de l'esplanade de Tempelhof, de façon à utiliser l'espace considérable libéré par les voies ferrées au centre de la ville pour obtenir, à partir de l'allée de la Victoire, et en faisant seulement quelques percées, une avenue de prestige bordée d'édifices d'apparat et longue de cinq kilomètres.

Aux deux extrémités de cette avenue de prestige, Hitler voulait ériger deux édifices qui bouleverseraient l'échelle architecturale de Berlin. Au nord, à proximité du Reichstag, il projetait d'édifier une gigantesque salle de réunion, au toit en coupole, pouvant contenir plusieurs fois Saint-Pierre de Rome. La coupole devait avoir 250 mètres de diamètre et couvrir une aire de 38 000 mètres carrés, où 150 000 personnes auraient pu trouver place debout.

Au cours de ces premières séances de travail, alors que nous commençons à peine à réfléchir aux problèmes posés par l'architecture urbaine, Hitler crut déjà devoir m'expliquer que c'étaient les conceptions du Moyen Age qui devaient nous guider dans l'établissement des dimensions des salles de réunion. Ainsi, disait-il, la cathédrale d'Ulm a une surface de 2 500 mètres carrés ; mais, au XIV^e siècle, quand on la commença, Ulm n'avait, enfants et vieillards compris, que 15 000 habitants.

« Aussi, concluait-il, ne pouvaient-ils jamais la remplir ; en proportion, pour une ville comme Berlin et ses millions d'habitants, une salle de 150 000 personnes est petite. »

A quelque distance de la gare sud, Hitler voulait construire, pour faire pendant à cette salle, un arc de triomphe dont il avait fixé la hauteur à 120 mètres. « Ce sera au moins un monument digne de nos morts de la guerre mondiale. Le nom de chacun de nos 1 800 000 soldats tombés au champ d'honneur sera gravé dans le granit. Quelle indignité que ce monument aux morts élevé par la République à Berlin ! Il est d'une indigence indigne d'une grande nation. » Il me passa deux dessins exécutés sur de petites cartes² en me disant : « J'ai fait ces dessins-là il y a dix ans. Je les ai toujours conservés car je n'ai jamais douté de pouvoir les réaliser un jour. Aussi allons-nous maintenant passer à la réalisation. »

Les figures humaines représentées sur les dessins prouvaient, expliquait Hitler, qu'il avait prévu dès cette époque-là, pour la Coupole un diamètre de plus de 200 mètres, et pour l'Arc de Triomphe une hauteur de plus de 100 mètres. Ce qui me stupéfia, ce fut moins le gigantisme de la conception que l'étonnante obsession qui l'avait poussé à concevoir des projets de monuments, à une époque où il n'avait pas le moindre espoir d'arriver un jour à les réaliser. Et aujourd'hui j'éprouve un certain malaise à constater qu'en pleine paix, il commença, tout en protestant qu'il était disposé à s'entendre avec tous les peuples, à réaliser des projets en relation évidente avec

des prétentions à une hégémonie militaire.

« Berlin est une grande ville, mais pas une métropole. Regardez Paris, la plus belle ville du monde, ou même Vienne. Voilà des villes qui ont une unité ! Mais Berlin n'est qu'un amas anarchique de maisons. Il faut que nous coiffions Paris et Vienne », répétait-il sans cesse au cours de nos nombreuses réunions de travail. Tenues le plus souvent dans ses appartements de la Chancellerie, elles ne commençaient qu'après le départ de tous les autres invités.

Il avait jadis étudié de très près les plans de Paris et de Vienne. Au cours de nos discussions, il en avait tous les détails en mémoire. A Vienne, il admirait la conception qui avait présidé à la construction du Ring avec ses grands édifices, l'hôtel de ville, le Parlement, la salle de concerts ou la Hofburg et les musées. Il pouvait reproduire cette partie de la ville à l'échelle et avait appris que le plan masse des grands édifices d'apparat comme des monuments devait prévoir un dégagement sur toutes les faces. Il admirait tous ces édifices, même s'ils ne se rapprochaient pas tout à fait de ses conceptions, comme c'était le cas de l'hôtel de ville néo-gothique, dont il disait : « Vienne a là un digne représentant. Regardez au contraire l'hôtel de ville de Berlin. Mais Berlin en aura un encore plus beau que celui de Vienne, vous pouvez y compter. »

Ce qui l'impressionnait encore plus, c'étaient les nouveaux boulevards à Paris, ces grandes percées effectuées de 1853 à 1870 par Georges E. Haussmann

pour la somme de 2,5 milliards de francs-or. Il tenait Haussmann pour le plus grand urbaniste de l'histoire, mais il espérait bien que je le surpasserais. Le long combat d'Haussmann laissait présager que son projet se heurterait à des résistances. Seule son autorité, affirmait-il, réussirait à l'imposer.

En attendant, il employa la ruse pour venir à bout de la mauvaise volonté montrée par l'administration de la ville ; celle-ci, en effet, tint le projet de Hitler pour un cadeau empoisonné, une fois établi qu'elle aurait à supporter le coût élevé de la percée et de la construction des rues, de l'aménagement des espaces publics et de l'installation d'un réseau rapide de chemins de fer urbains. « Nous allons pendant un certain temps travailler à des projets pour la construction de notre nouvelle capitale sur les bords du lac Müritz dans le Mecklembourg. Vous allez voir comme les Berlinoises vont s'activer quand ils flaireront la possibilité d'un départ du gouvernement du Reich. » Effectivement quelques allusions suffirent pour amener les édiles municipaux à accepter de financer l'opération. Toujours est-il que Hitler se complut à jouer pendant quelques mois avec ce projet d'un « Washington » allemand, se représentant comment on pourrait créer une « ville idéale » à partir du néant. Mais il finit par tout rejeter en déclarant : « Des capitales construites de toutes pièces restent toujours mortes. Pensez à Washington ou Canberra. Même chez nous à Karlsruhe, il n'y a pas de vie possible car les ronds de cuir restent entre eux. » Dans

cette affaire, je n'ai, jusqu'aujourd'hui, pas pu savoir clairement si Hitler ne faisait que me jouer la comédie à moi aussi, ou s'il a, à un moment donné, sérieusement envisagé cette possibilité.

A l'origine de l'image que Hitler se faisait du Berlin qu'il voulait construire, il y a eu les Champs-Élysées avec leurs 2 kilomètres de long et leur Arc de Triomphe de 50 mètres de haut édifié par Napoléon I^{er} en 1805. De là venait aussi son idée d'un « Grand Arc » et sa conception de la largeur de l'avenue. « Les Champs-Élysées, disait-il, ont 100 mètres de large. Notre avenue aura en tout cas 20 mètres de plus. Quand, au XVII^e siècle, le grand Prince Électeur fit construire l'avenue des « Linden » et qu'avec une grande clairvoyance il décida qu'elle aurait 60 mètres de large, il pouvait tout aussi peu prévoir le trafic actuel qu'Hausmann quand il conçut les Champs-Élysées. »

Pour hâter la réalisation de ce projet, Hitler demanda au secrétaire d'État Lammers de faire paraître un décret me conférant des pouvoirs très étendus et me plaçant directement sous les ordres de Hitler. Ni le ministre de l'Intérieur, ni le maire, ni le Gauleiter de Berlin, Goebbels, n'étaient habilités à me donner des ordres. Je fus même expressément déchargé de l'obligation d'informer la ville et le parti de l'état de mon projet³. Quand j'exprimai à Hitler le désir de pouvoir exécuter cette commande comme architecte indépendant, il acquiesça aussitôt. Le secrétaire d'État Lammers trouva un statut juridique me permettant d'éviter la fonctionnarisation qui me faisait horreur ; mon

service ne devint en aucune manière un service public ; il fut au contraire traité comme un grand institut de recherches parfaitement indépendant.

Le 30 janvier 1937, je fus officiellement chargé de la plus grande « mission architecturale » jamais confiée par Hitler. Il chercha longuement un titre qui sonnât bien et inspirât le respect. Ce fut Funk qui le trouva. Je devins l' « inspecteur général de la Construction chargé de la transformation de la capitale du Reich ». Quand il me remit l'acte portant ma nomination, il le fit presque timidement, attitude caractéristique de son comportement envers moi. Après le déjeuner, il me le glissa dans la main en me disant : « Faites du bon travail. » Une interprétation généreuse de mon titre me conféra le rang de secrétaire d'État du gouvernement du Reich. A trente-deux ans, j'avais ma place au troisième rang du banc du gouvernement, près du D^r Todt ; je pouvais dans des dîners officiels prendre place à l'extrémité de la table et recevais automatiquement de toute personnalité étrangère en visite officielle une distinction honorifique d'un rang déterminé. Mon salaire mensuel s'élevait à 1 500 marks, somme insignifiante comparée à mes honoraires d'architecte.

Dès le mois de février, Hitler convia sans plus de façons le ministre de l'Éducation à libérer le vénérable bâtiment de l' « Académie des Arts », sur la Pariser Platz, pour faire place au G.B.I. ⁴³, comme on appelait mon organisme. Son choix s'était porté sur ce bâtiment parce qu'il pouvait y accéder sans être remarqué, en passant par les jardins

des ministères séparant ce bâtiment de la Chancellerie. Il usa bientôt largement de cette possibilité.

La conception urbaniste de Hitler souffrait d'un grave défaut : elle n'était pas achevée. Il était tellement obnubilé par l'image de Champs-Élysées berlinois deux fois et demi plus longs que l'original parisien, qu'il en avait totalement perdu de vue la structure de cette ville de 4 millions d'habitants. Pour un urbaniste, une telle avenue ne pouvait avoir de sens et acquérir de fonction que comme noyau d'une restructuration urbaine. Pour Hitler, elle n'était au contraire qu'un ouvrage d'apparat ayant sa fin en lui-même. Du même coup, le problème ferroviaire de Berlin ne recevait aucune solution. L'espèce de coin géant que les voies ferrées enfonçaient dans la ville, la séparant en deux, n'avait été que déplacé de quelques kilomètres vers le sud.

Le planificateur en chef des chemins de fer impériaux, le Dr Leibbrandt, alors directeur ministériel au ministère des Transports du Reich, vit dans les projets de Hitler la possibilité de réorganiser en grand tout le réseau ferroviaire de la capitale impériale. Ensemble, nous trouvâmes une solution peut-être idéale : en lui adjoignant deux voies supplémentaires, on augmenterait la capacité du chemin de fer de ceinture qui pourrait ainsi absorber le trafic des grandes lignes. On aurait alors pu construire sur cette ligne de ceinture qui, jusque-là, n'avait servi qu'au trafic urbain, deux gares de transit, l'une au nord, l'autre au

sud, en remplacement des nombreuses têtes de ligne (gares de Lehrte, d'Anhalt, de Potsdam) désormais superflues. Nous estimions le coût de ces nouvelles installations ferroviaires à un ou deux milliards de marks ⁴.

De cette manière, nous avions la possibilité de prolonger la nouvelle avenue vers le sud en suivant les anciennes voies ferrées et libérions au cœur de la ville, à 5 kilomètres de distance seulement, une immense surface capable de porter une nouvelle ville de 400 000 habitants ⁵. Vers le nord également, la disparition de la gare de Lehrte permettait de poursuivre cet axe routier qui ouvrirait de nouveaux secteurs habitables. Il n'y avait qu'une chose à laquelle ni Hitler ni moi ne voulions renoncer, c'était, terminant l'avenue de prestige, le hall à coupole précédé de son immense place libre de tout trafic, n'ayant aucune fonction autre que d'apparat.

Ayant établi un axe nord-sud, il nous vint immédiatement à l'esprit d'utiliser la voie de dégagement existant déjà vers l'ouest, la Heerstrasse, large de 60 mètres, pour la prolonger vers l'est. L'élargissement de la Frankfurter Allee, effectué après 1945, a en partie réalisé ce projet. Tout comme l'axe nord-sud, cet axe aurait abouti à sa conclusion naturelle, l'autoroute périphérique. Il aurait alors ouvert de nouvelles zones d'urbanisation à l'est de Berlin ; nous aurions pu ainsi, malgré un assainissement simultané du centre de la ville, doubler la population de la capitale du Reich ⁶.

De hauts immeubles de bureaux et de locaux

commerciaux devaient encadrer ces deux axes. S'abaissant par degrés dans les deux directions, ils formaient des zones de constructions de plus en plus basses, relayées pour finir par des maisons individuelles, nichées dans la verdure. Ce système devait, du moins l'espérais-je, empêcher l'asphyxie qui guette tout centre de ville enserré dans les anneaux des zones d'urbanisation traditionnelles. Résultant obligatoirement de ma structure axiale, il faisait aussi profondément pénétrer les espaces verts dans le centre de la ville.

De l'autre côté de l'autoroute, aux quatre extrémités de la nouvelle croix axiale, un terrain était réservé à un aéroport, tandis que le lac de Rangsdorf servirait aux hydravions dont on pensait qu'ils auraient de l'avenir puisque promettant à l'époque des rayons d'action supérieurs. L'aérodrome de Tempelhof, situé trop au centre du nouveau développement urbain, devait être désaffecté et transformé en un parc d'attraction sur le modèle du Tivoli de Copenhague. Dans un avenir plus lointain cette croix axiale devait, selon nos estimations, être complétée par cinq boulevards circulaires et dix-sept voies de dégagement d'une largeur de 60 mètres, pour lesquels nous nous étions toutefois contentés jusqu'alors de définir de nouveaux alignements. La liaison entre la croix axiale et une partie des circulaires devait, dans notre projet, être assurée par des trains souterrains rapides, de façon à soulager le réseau routier urbain. A l'ouest, touchant le stade olympique, un nouveau quartier universitaire serait

construit, car la plupart des bâtiments de cours ou instituts, situés dans la vieille université Frédéric-Guillaume de l'avenue Unter den Linden, étaient dans un état de délabrement et de décrépitude insupportable. Au nord de ce nouveau quartier s'étendrait un autre quartier neuf, réservé à la médecine et comportant hôpitaux, laboratoires et instituts. La rive de la Spree, entre l'île du musée et le Reichstag, jusque-là traitée en parent pauvre avec ses petites fabriques et ses terrains vagues, devait également faire l'objet d'une rénovation centrée sur une extension des locaux des musées berlinois.

De l'autre côté de l'autoroute périphérique, on avait prévu des espaces verts qu'un haut fonctionnaire des Eaux et Forêts, spécialement doté de pleins pouvoirs, avait déjà commencé à aménager, en transformant la forêt de conifères typique des paysages des Marches en une forêt d'arbres à feuilles caduques. Sur le modèle du Bois de Boulogne, le Grunewald devait être ouvert au public et offrir aux millions d'habitants de la capitale des sentiers de promenade, des aires de repos, des terrains de sports et des restaurants. Ici aussi je fis tout de suite planter des dizaines de milliers d'arbres feuillus afin de reconstituer l'ancienne forêt mixte déboisée par Frédéric le Grand pour assurer le financement des guerres saxonnes. Du gigantesque projet de restructuration de Berlin ne subsistent que ces arbres à feuilles caduques.

Le projet primitif de Hitler, centré sur la création d'une avenue d'apparat et absurde sur le plan de l'urbanisme, se

transforma peu à peu au cours de nos recherches, donnant naissance à un plan d'ensemble tout à fait nouveau. Son idée de départ était devenue un point négligeable de la nouvelle planification qui voulait embrasser tous les problèmes. J'avais dépassé de beaucoup – tout au moins en ce qui concerne l'extension de cette urbanisation planifiée – les données initiales de Hitler. Pareille chose ne lui était vraisemblablement pas arrivée souvent dans sa vie. L'étendue du projet ne le rebuta pas. Il me laissa les mains libres mais ne put jamais s'intéresser vraiment à cette partie de notre étude. Il regardait bien les plans, mais très superficiellement, demandant au bout de quelques minutes, visiblement ennuyé : « Où avez-vous mis les nouveaux plans de la Grande-Rue ? » entendant par là le seul morceau médian de l'avenue de prestige, celui qu'il avait commandé à l'origine. Il imaginait alors avec volupté les futurs édifices : les ministères, les immeubles administratifs des grandes firmes allemandes, le nouvel Opéra, les hôtels de luxe et les palais de distractions. Je l'imitais volontiers. Toutefois je plaçais la planification générale sur le même plan que les immeubles d'apparat. Hitler, non. La passion qu'il montrait pour les édifices promis à l'éternité l'empêchait de s'intéresser aux structures du trafic, aux zones d'urbanisation et aux espaces verts : la dimension sociale lui était totalement indifférente.

Hess, au contraire, ne s'intéressait qu'aux immeubles d'habitation et faisait à peine attention à la partie

prestigieuse de notre projet. A la fin d'une de ses visites, il me fit des reproches à ce sujet. Je lui promis qu'à toute brique utilisée dans nos immeubles d'apparat correspondrait une brique réservée aux immeubles d'habitation. Quand Hitler entendit parler de notre convention il en fut désagréablement surpris, protestant de l'urgence de ses exigences, mais il ne l'annula pas.

Contrairement à ce qu'on croit souvent, je n'étais pas l'architecte en chef de Hitler, le supérieur hiérarchique de tous les autres architectes. Les architectes qui s'occupaient de Munich et de Linz disposaient comme moi de pleins pouvoirs. Au fil des années Hitler confia des tâches spéciales à un nombre croissant d'architectes. Avant la guerre il devait y en avoir dix ou douze en tout.

Dans les discussions que nous avions, Hitler était capable de saisir très rapidement un projet et d'en avoir une représentation plastique très exacte en combinant le plan et des vues de l'édifice. Malgré les affaires de l'État et bien qu'il se soit souvent agi de dix à quinze grands projets intéressants différentes villes, il se retrouvait instantanément dans les plans, même quand il ne les avait pas vus depuis des mois, avait encore en mémoire quelles modifications il avait exigées et décevait ceux qui pensaient qu'il aurait oublié depuis longtemps une suggestion ou une exigence.

Dans ces sortes de discussions il se montrait le plus souvent réservé et plein d'égards. Il faisait part des modifications qu'il désirait voir apporter avec une amabilité remarquable et sans ce ton blessant dont il s'adressait à

ses collaborateurs politiques. Convaincu que c'était l'architecture qui portait la responsabilité de son projet, il veillait à ce que ce soit l'architecte lui-même et non pas tel Gauleiter ou tel Reichsleiter qui ait la parole. Car il ne supportait l'immixtion d'aucune instance étrangère à la profession, si haute fût-elle. Quand on lui opposait une autre idée, il ne restait pas figé sur ses positions et déclarait : « Oui, vous avez raison, c'est mieux comme ça. » Aussi ai-je conservé le sentiment d'être pleinement responsable des projets que j'ai conçus sous Hitler. Nous eûmes souvent des vues divergentes mais je ne me souviens d'aucun cas où Hitler ait forcé son architecte à épouser ses vues. Ces rapports d'égalité qui fondaient nos relations d'architecte à maître d'ouvrage expliquent que, devenu ministre de l'Armement, j'aie conservé une autonomie bien plus grande que celle dont jouissait la majorité des ministres et des généraux.

Hitler ne réagissait brutalement et sans pitié que quand il sentait une opposition muette touchant à l'essentiel. Ainsi le professeur Bonatz, maître de toute une génération d'architectes, n'eut plus une seule commande du jour où il critiqua les nouveaux édifices de Troost sur la Königsplatz de Munich. Même Todt n'osa plus demander à Bonatz de construire quelques viaducs pour des autoroutes. C'est seulement mon intervention auprès de Mme Troost, la veuve du professeur vénéré, qui fit rentrer Bonatz en grâce. Cette femme avait assez de poids pour n'avoir qu'à glisser : « Pourquoi ne bâtirait-il pas des ponts ? Il n'est

pas mal du tout dans les ouvrages techniques ! » et Bonatz construisit des viaducs.

Hitler ne cessait de m'assurer : « Comme j'aurais aimé être architecte ! » et quand je lui répondais : « Mais je n'aurais pas de maître d'ouvrage », il me répliquait : « Oh vous, vous auriez percé de toute façon ! » Je me demande parfois si Hitler aurait interrompu sa carrière politique s'il avait rencontré au début des années 20 un maître d'ouvrage fortuné. Mais au fond, je crois que la conscience qu'il avait d'avoir une mission politique et sa passion pour l'architecture ont toujours été inséparables. Je n'en veux pour preuve que les deux esquisses que l'homme politique de trente-six ans, au bord de la faillite en cette année 1925, avait dessinées dans l'intention, qui pouvait à l'époque paraître absurde, de couronner ses succès d'homme d'État par un arc de triomphe et un hall à coupole.

Le Comité olympique allemand se trouva dans une situation désagréable quand le responsable de l'organisation des Jeux, Pfundtner, secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur, soumit à Hitler les premiers projets du nouveau stade olympique. L'architecte, Werner March, avait prévu un bâtiment en béton avec des murs en verre, ressemblant au stade de Vienne. Après la réunion Hitler revint chez lui, où il m'avait mandé avec mes projets, agité et furieux. Sans autre façon, il fit communiquer au secrétaire d'État de devoir annuler les Jeux Olympiques. La raison avancée était que les Jeux ne pourraient avoir lieu en son absence, car c'était au chef de l'État de les

déclarer ouverts ; or, lui, ne mettrait jamais les pieds dans une telle boîte de verre moderne. Dans la nuit, j'esquissai un projet prévoyant de revêtir le squelette porteur de pierre naturelle et d'accentuer les corniches. Je fis aussi disparaître le verre et Hitler fut satisfait. Il prit à son compte le financement de la dépense supplémentaire, le professeur March donna son accord à la modification et Berlin sauva ses Jeux. Je n'ai jamais su exactement s'il aurait véritablement mis sa menace à exécution ou si elle n'avait été que l'expression de cette attitude de défi qu'il avait l'habitude d'adopter pour imposer sa volonté.

Hitler avait d'abord également refusé sans ambages de participer à l'Exposition universelle de 1937 à Paris, bien qu'on eût déjà accepté l'invitation et même l'emplacement du pavillon allemand. Mais les projets qu'on lui soumettait lui déplaisaient souverainement. Voyant cela, le ministère de l'Économie me demanda un projet. Les emplacements étaient répartis de telle manière que le pavillon allemand et le pavillon soviétique devaient se faire face, trait d'ironie de la direction française de l'Exposition. Le hasard voulut qu'au cours d'une de mes visites à Paris, je m'égare dans une salle où se trouvait la maquette secrète du pavillon soviétique. Sur un socle très élevé, une sculpture d'une dizaine de mètres de hauteur s'avancait triomphalement vers le pavillon allemand. Voyant cela, je conçus un cube massif, rythmé par de lourds pilastres, paraissant arrêter cet assaut, tandis que, du haut de la corniche de ma tour, un aigle, la croix gammée dans ses serres, toisait du

regard le couple soviétique. J'obtins la médaille d'or, mon collègue soviétique aussi.

Au repas d'inauguration de notre pavillon, je rencontrai l'ambassadeur français à Berlin, André François-Poncet. Il me proposa d'exposer mes travaux à Paris en échange d'une exposition à Berlin consacrée à la peinture française moderne. L'architecture française était selon lui restée en arrière mais, me dit-il, « en peinture, nous pourrions vous apprendre des choses ». Dès que j'en eus l'occasion, je fis part à Hitler de cette proposition qui me donnait la possibilité de me faire connaître à l'étranger. Comme chaque fois que quelque chose l'importunait, Hitler ne releva pas mon propos. Ce silence ne signifiait ni refus ni acquiescement mais excluait de lui reparler jamais de l'affaire.

Au cours de ces quelques jours passés à Paris, j'allai voir le palais de Chaillot et le palais des Musées d'art moderne ainsi que le musée des Travaux publics conçu par le célèbre architecte d'avant-garde Auguste Perret et encore en construction. Je fus stupéfait de voir que la France aussi, pour ses édifices d'apparat, tendait au néo-classicisme. On a plus tard souvent affirmé que ce style était la marque de l'architecture d'État des régimes totalitaires. Cela est totalement inexact. C'est plutôt la marque d'une époque reconnaissable à Washington, Londres ou Paris tout comme à Rome, Moscou ou dans nos projets pour Berlin⁷.

Nous avons réussi à nous procurer quelques devises

françaises. Accompagnés d'amis nous partîmes en auto, ma femme et moi, visiter la France. Nous descendîmes lentement vers le sud en nous promenant de châteaux en cathédrales et de cathédrales en châteaux. Le spectacle des fortifications de Carcassonne, de leur étendue, nous plongea dans une rêverie toute romantique, bien qu'il se fût agi là d'une des installations militaires les plus fonctionnelles du Moyen Age, rien de plus pour l'époque qu'un abri atomique de nos jours. Nous nous disposions à passer quelques jours dans un hôtel où nous avons trouvé un vieux vin rouge français et à jouir encore quelque temps du calme de la région quand, le soir, on m'appela au téléphone. Je m'étais imaginé être, dans ce coin retiré, à l'abri des appels téléphoniques des aides de camp de Hitler, d'autant que personne ne connaissait notre itinéraire. Cependant la police française avait, pour des raisons de sécurité et de surveillance, suivi notre voyage ; en tout cas elle put, à la demande d'Obersalzberg, immédiatement indiquer où nous nous trouvions. C'était Brückner qui était à l'appareil. « Le Führer vous fait dire de revenir pour demain midi. » Comme je lui objectais que le retour prendrait deux jours et demi, il me répondit : « Il y a ici demain après-midi une séance de travail et le Führer exige que vous soyez présent. » J'essayai encore une fois de protester faiblement. « Un instant... le Führer sait où vous êtes, mais demain il faut que vous soyez ici. » J'étais malheureux, furieux et désespéré. Le pilote de Hitler, à qui je téléphonai, m'apprit que l'avion personnel de Hitler ne pouvait pas se poser en France. Mais il me promit de me

trouver une place dans un transport allemand qui, venant d'Afrique, ferait escale à Marseille le lendemain matin à six heures. L'avion personnel de Hitler viendrait alors me chercher à Stuttgart pour me déposer ensuite à Ainring, l'aérodrome le plus proche de Berchtesgaden.

Nous nous mîmes en route pour Marseille dans la nuit, contemplâmes quelques minutes, à la lueur de la lune, les monuments romains d'Arles, qui avaient été le véritable but de notre voyage, et arrivâmes à deux heures du matin dans un hôtel de Marseille. Trois heures plus tard, je me rendais à l'aéroport, et l'après-midi, comme on m'en avait donné l'ordre, je paraissais devant Hitler qui me dit : « Ah ! monsieur Speer, je suis vraiment désolé ! J'ai repoussé la réunion. Je voulais connaître votre avis sur un pont suspendu près de Hambourg. » Le D^r Todt avait eu l'intention de lui soumettre le projet d'un pont qui devait surpasser le Golden Gate Bridge de San Francisco. Mais comme on ne devait commencer les travaux de ce pont que dans les années 40, Hitler aurait très bien pu m'accorder encore une semaine de vacances.

Une autre fois, je m'étais réfugié avec ma femme sur la Zugspitze, quand l'appel habituel de l'aide de camp me parvint : « Le Führer vous fait dire de venir. Demain midi à l'Osteria, pour le déjeuner. » Il coupa court à mes objections par un « Non, c'est urgent ! » A l'Osteria, Hitler me salua d'un « Mais c'est bien, ça, d'être venu déjeuner. Quoi, on vous a dit de venir ? J'ai seulement demandé hier : où est donc Speer ? Mais vous savez, c'est bien fait

pour vous. Pourquoi faut-il que vous alliez faire du ski ? »

Von Neurath, lui, était moins docile. Un jour, Hitler ordonna à son aide de camp tard dans la soirée : « Je voudrais parler au ministre des Affaires étrangères » ; il reçut la réponse suivante : « Le ministre des Affaires étrangères du Reich est déjà parti se reposer. – On n'a qu'à le réveiller, je veux lui parler. » Nouveau coup de téléphone ; confus, l'aide de camp revient : « M. le ministre des Affaires étrangères du Reich fait dire qu'il sera demain matin de bonne heure à votre disposition, mais que, maintenant, il est fatigué et voudrait dormir. »

Une telle détermination faisait céder Hitler, mais sa mauvaise humeur ne durait pas que le reste de la soirée ; il n'oubliait jamais de tels mouvements d'indépendance et prenait sa revanche à la première occasion.

43. G. B. I. : initiales de *Generalbauinspektor* (Inspecteur général de la Construction). (N. D. T.)

7.

Obersalzberg

Tout homme au pouvoir, qu'il soit directeur d'une entreprise, chef d'un gouvernement ou maître absolu d'une dictature, doit soutenir une lutte continuelle. Sa fonction fait en effet apparaître sa faveur si désirable, que la volonté de l'obtenir peut corrompre ses subordonnés. Mais ceux-ci ne courent pas seulement le danger de se dégrader à n'être plus que des courtisans, ils sont également soumis à la tentation permanente de corrompre à son tour le maître lui-même.

La façon dont les puissants réagissent à la pression constante de leurs courtisans est révélatrice de leur valeur. J'ai connu nombre d'industriels ou de militaires qui surent combattre cette tentation. Pour autant que cette puissance s'exerce depuis des générations, on trouve même souvent une certaine incorruptibilité héréditaire. Seuls quelques proches de Hitler, comme Fritz Todt, résistèrent aux séductions de l'État courtisan. Hitler lui-même n'essaya jamais d'arrêter cette évolution.

Les conditions particulières de son style de gouvernement l'amènèrent, surtout à partir de 1937, à

s'isoler de plus en plus, mais son incapacité à établir un contact humain joua aussi un rôle. Dans le cercle de ses intimes, nous parlions souvent, à l'époque, de ce changement chaque jour plus visible. Heinrich Hoffmann venait de faire paraître une nouvelle édition de son livre Hitler, cet inconnu. L'ancienne édition avait été retirée de la vente à cause d'une photo où l'on voyait Hitler s'entretenir amicalement avec un homme que depuis il avait fait assassiner, Röhm. C'est Hitler en personne qui choisit les nouvelles photos ; elles montraient toutes un homme jovial et sans contrainte. On le voyait en culotte de cuir, dans une barque, couché sur une prairie, en promenade, entouré d'une jeunesse enthousiaste ou dans des ateliers d'artistes. On le voyait toujours détendu, aimable et d'abord facile. Ce livre fut le plus grand succès de Hoffmann. Mais, à sa parution, il était déjà dépassé. Car cet Hitler que, moi aussi, j'avais connu au début des années 30, s'était transformé, même pour ses intimes, en un despote distant et froid.

J'avais déniché dans une haute vallée retirée des Alpes bavaoises, la vallée de l'Oster, un petit pavillon de chasse, assez grand pour que j'y puisse installer des planches à dessin et y loger, en nous serrant tous, quelques collaborateurs et ma famille. C'est là qu'au printemps 1935 nous travaillâmes à mes projets berlinois. Ce furent des temps heureux consacrés au travail et à la famille. Mais un jour, je commis une erreur décisive. Je parlai à Hitler de

cette retraite idyllique : « Mais, me dit-il, vous pourriez être beaucoup mieux chez moi. Je mets à la disposition de votre famille la maison Bechstein ¹ . Là, dans la véranda, vous aurez amplement assez de place pour votre bureau. » Mais nous déménageâmes à nouveau à la fin mai 1937, pour emménager dans un atelier que Bormann avait, sur les instructions de Hitler, fait bâtir d'après mes plans. Je devins ainsi, avec Hitler, Göring et Bormann, le quatrième « Obersalzbergeois ».

Naturellement, j'étais heureux de connaître une promotion aussi ostentatoire et d'être introduit dans le cercle le plus restreint. Mais je dus bien vite constater que j'avais perdu au change. Nous avons quitté notre haute vallée pour un terrain délimité par de hauts barbelés, où on ne pouvait pénétrer qu'après avoir franchi deux contrôles. On se serait cru dans une réserve de chasse pour grand gibier. Sans arrêt, des curieux essayaient d'apercevoir une des personnalités de la « montagne ».

Le vrai maître de l'Obersalzberg était Bormann. Il racheta, sous la contrainte, des fermes centenaires qu'il fit raser, en même temps que les nombreux calvaires dispersés dans la forêt, bien que, dans le deuxième cas, la paroisse ait élevé une protestation. Il mit également la main sur des forêts domaniales pour agrandir un terrain qui s'étendit alors du sommet d'une montagne haute de presque 1 900 mètres, jusqu'à la vallée située 600 mètres plus bas, atteignant une surface de 7 kilomètres carrés. La clôture intérieure faisait environ 3 kilomètres, la clôture

extérieure 14.

Insensible au charme de cette nature inviolée, Bormann sillonna ce magnifique paysage d'un réseau de routes ; des sentes forestières, jusque-là recouvertes d'aiguilles de pin et encombrées de racines, il fit des allées goudronnées. Une caserne, un garage, un hôtel pour les invités de Hitler, une nouvelle exploitation agricole, des logements pour les employés en nombre toujours croissant se succédèrent à un rythme aussi rapide que les constructions d'une station brusquement à la mode. Des baraquements abritant des centaines de terrassiers et de maçons poussèrent sur les versants de la montagne, des camions chargés de matériaux de construction circulaient sans arrêt sur les routes ; la nuit, divers chantiers restaient éclairés, car équipes de jour et équipes de nuit s'y relayaient. De temps à autre, le bruit d'une explosion se répercutait dans la vallée.

Au sommet de la montagne privée de Hitler, le Kehlstein, Bormann bâtit une maison qu'il fit meubler avec un luxe dispendieux dans un style « paquebot » tirant sur le rustique. On y accédait par une route de construction hardie débouchant sur un ascenseur creusé à la dynamite dans le roc. Bormann engloutit de vingt à trente millions dans cet accès que Hitler n'emprunta que quelques fois pour se rendre à cette maison⁴⁴. Dans l'entourage de Hitler, des railleurs assuraient : « On se croirait dans une ville de chercheurs d'or. La seule différence, c'est que, quand Bormann creuse, il ne trouve pas d'or, mais il le

dilapide. » Hitler déplorait ce remue-ménage, mais se contentait de déclarer : « C'est Bormann qui fait ça, je ne veux pas m'en mêler », ou une autre fois : « Quand tout sera fini, je me chercherai une vallée bien tranquille et m'y bâtirai un petit chalet comme le premier. » Mais ce ne fut jamais fini, Bormann trouvait toujours de nouvelles routes à tracer et de nouveaux bâtiments à construire, et, quand la guerre éclata, il se mit à aménager des abris souterrains pour Hitler et son entourage. Bien que, de temps à autre, Hitler ait ronchonné qu'on dépensait trop d'argent, cette gigantesque installation sur la « montagne » était caractéristique du changement intervenu dans son style de vie et de la tendance qui le portait à se retirer de plus en plus du monde qui l'entourait. La peur d'un attentat n'était pas la seule explication plausible de cette évolution. Car, presque tous les jours, il laissait des milliers d'hommes et de femmes venus l'encenser passer le périmètre de défense et défiler devant lui. Le service de sécurité trouvait cette habitude beaucoup plus dangereuse que des promenades improvisées sur des chemins forestiers publics.

A l'été 1935, Hitler avait décidé d'agrandir son modeste chalet et de le transformer en une fastueuse résidence de montagne. Il finança les travaux avec ses propres deniers, mais ce fut un geste purement symbolique, car Bormann dilapida pour les bâtiments annexes des sommes folles puisées à d'autres sources et à côté desquelles la mise de fonds personnelle de Hitler était ridicule.

Hitler ne se borna pas à faire les premières esquisses de sa résidence, le Berghof, mais il en dessina lui-même le plan, les coupes et les vues, déclinant toute aide extérieure et se contentant de m'emprunter planches, équerres et autre matériel de dessin. Hitler ne dessina avec autant de soin que deux autres projets : le nouvel étendard du Reich et le fanion de sa voiture officielle de chef d'État.

Alors que les architectes jettent sur le papier les idées les plus variées pour dégager ensuite la meilleure solution possible, il est caractéristique que Hitler considéra, sans hésiter longtemps, sa première inspiration comme la bonne ; il n'y apporta que des retouches minimales destinées à corriger quelques défauts.

Désirant que la nouvelle construction englobe l'ancienne maison, il pensa à faire communiquer les deux parties par une large ouverture, mais les réunit selon un plan qui se révéla fort peu pratique. Ainsi, quand on recevait des personnalités en visite officielle, leur suite devait se contenter du vestibule sur lequel donnaient les toilettes, l'escalier et la grande salle à manger.

Chaque fois que Hitler menait des pourparlers de cette nature, il exilait ses hôtes privés à l'étage du haut. Or, comme l'escalier donnait sur le vestibule qui commandait également le salon de Hitler, il fallait envoyer des « éclaireurs », afin de voir si la voie était libre et si on pouvait quitter la maison pour aller se promener. Dans le salon, une fenêtre escamotable, célèbre par ses dimensions, faisait la fierté de Hitler. Elle permettait d'avoir

une vue très dégagée sur l'Untersberg, sur Berchtesgaden et Salzburg. Sous cette fenêtre, se trouvait le garage de la voiture de Hitler. Par vent défavorable, une forte odeur d'essence pénétrait dans la pièce. Ce plan aurait été refusé dans n'importe quel séminaire de haute école technique. D'un autre côté, ce sont précisément ces défauts qui donnaient au Berghof une note personnelle : l'aspect primitif de l'ancienne maison de week-end était toujours là, mais porté à la dimension supérieure.

Tous les devis furent dépassés et Hitler connut quelques difficultés financières. « Les revenus tirés de la vente de mon livre, expliquait-il, sont complètement mangés, bien que j'aie obtenu d'Amann une avance de quelques centaines de mille. Pourtant, ça ne suffit pas, Bormann vient de me le dire aujourd'hui. La maison d'édition m'a proposé de l'argent pour la publication de mon deuxième livre, celui de 1928². Mais je suis trop heureux que ce livre n'ait pas été publié. Je n'ose penser aux difficultés politiques qui en résulteraient. Certes, je serais d'un seul coup tiré d'affaire. Amann m'a promis un million à valoir sur mes droits d'auteur, qui, eux, me rapporteraient plusieurs millions. Plus tard peut-être, quand ma situation aura évolué. Maintenant, c'est impossible. »

Pour le moment, il était là, prisonnier volontaire, le regard dirigé sur l'Untersberg où dormait, selon la légende, l'empereur Charles qui reviendrait un jour rétablir l'Empire dans sa magnificence passée. Naturellement, Hitler rapportait cette prédiction à sa personne. « Regardez

l'Obersalzberg, disait-il, là-bas, de l'autre côté. Ce n'est pas un hasard si j'ai ma résidence en face de cette montagne. »

Son activité de constructeur à l'Obersalzberg n'était pas le seul lien qui unissait Bormann à Hitler. Bormann avait su en même temps attirer à lui la gestion du budget personnel de Hitler. Même la maison militaire de Hitler était condamnée à s'adresser à Bormann pour tout ce qui touchait à la gestion financière. La maîtresse de Hitler dépendait, elle aussi, elle me l'avoua franchement un jour, de Bormann, qui veillait, comme Hitler l'en avait chargé, à satisfaire ses besoins, en soi modestes.

Hitler faisait l'éloge de l'habileté financière de Bormann. Une fois, il nous raconta comment Bormann, en cette année de détresse que fut l'année 1932, avait bien mérité du parti en créant une assurance obligatoire pour les accidents du travail survenus dans l'exercice de fonctions du parti. Les recettes de cette caisse d'entraide avaient été alors beaucoup plus importantes que les dépenses et le solde positif alla au parti, qui put l'utiliser à d'autres fins. Pour délivrer Hitler de ses soucis d'argent, Bormann trouva, après 1933, deux autres expédients. De concert avec le photographe privé de Hitler et l'ami de celui-ci, le ministre des Postes, Ohnesorge, ils se dirent que Hitler possédait un droit sur la reproduction de son portrait sur les timbres. La part était certes minime, mais, comme le portrait de Hitler était sur toutes les valeurs, des millions se déversèrent bientôt dans la caisse privée gérée par

Bormann.

Celui-ci trouva une autre source de revenus en fondant la « donation Adolf-Hitler de l'Industrie allemande ». Les industriels, qui profitaient de l'essor économique, furent conviés sans autre forme de procès à témoigner au Führer leur reconnaissance par des versements volontaires. Comme d'autres hauts fonctionnaires du parti avaient eu également à peu près la même idée, Bormann fit prendre un décret lui assurant le monopole de telles quêtes. Mais il fut assez avisé pour en reverser « au nom du Führer » une partie aux autres dirigeants du parti. Presque tous les potentats du parti reçurent des donations prélevées sur ces fonds. Leur influence sur le niveau de vie des différents Reichsleiter et Gauleiter semblait n'être qu'insignifiante, mais en réalité, elle conféra à Bormann plus de pouvoir que bien des positions à l'intérieur de la hiérarchie.

Avec une obstination qui le caractérise bien, Bormann mit en application à partir de 1934 une autre idée toute simple : rester toujours le plus près possible de la source de toutes grâces et de toutes faveurs. Ainsi il accompagnait Hitler au Berghof, restait près de lui en voyage, ne le quittait jamais à la Chancellerie, dût-il veiller jusqu'à une heure avancée de la nuit. De cette manière, il devint le secrétaire zélé, l'homme de confiance finalement indispensable. Il se montrait complaisant envers tout le monde, et presque tout le monde fit appel à ses services, d'autant plus qu'il semblait jouer ce rôle d'intermédiaire de façon parfaitement désintéressée. Son supérieur

hiérarchique direct, Rudolf Hess, semblait aussi apprécier la commodité que constituait la présence de son collaborateur auprès de Hitler.

Certes, les potentats hitlériens, tels les diadoques avant la mort d'Alexandre, s'observaient, dès cette époque, d'un œil jaloux. Ainsi, il y eut très tôt des luttes d'influence entre Goebbels, Göring, Rosenberg, Ley, Himmler, Ribbentrop et Hess ; seul Röhm était déjà hors course ; quant à Hess, il devait bientôt perdre toute influence. Mais aucun des adversaires n'avait reconnu le danger qui les menaçait tous en la personne de l'infatigable Bormann. Celui-ci avait réussi à se faire passer pour un personnage insignifiant, bâtissant ainsi son bastion sans se faire remarquer. Or, même parmi ces potentats sans foi ni loi, il tranchait par sa brutalité et la rudesse de ses sentiments. Il ne possédait pas ce minimum de culture qui lui aurait imposé un frein. Dans tous les cas, il réussissait à faire exécuter les ordres de Hitler ou les indications de Hitler qu'il interprétait comme des ordres. De nature subalterne, il traitait ses subordonnés comme s'il avait eu affaire à des veaux ; c'était un vrai paysan. J'évitais Bormann ; depuis le début, nous ne pouvions pas nous sentir. Nous entretenions des relations correctes comme l'exigeait l'étroite cohabitation sur l'Obersalzberg. Mais je n'ai jamais travaillé pour lui, sauf lorsque je fis les plans de mon atelier.

Le séjour « à la montagne » apportait à Hitler, comme il le soulignait souvent, le calme et la certitude intérieurs nécessaires à ses décisions surprenantes. C'est là aussi

qu'il préparait ses discours importants et la façon qu'il avait de les écrire vaut la peine d'être rapportée. Quelques semaines avant le Congrès de Nuremberg, il se retirait à l'Obersalzberg pour élaborer les longs discours où il définirait les principes de sa politique. Le terme approchait ; ses aides de camp le pressaient de commencer à dicter, le coupant de tout, lui soustrayant même ses plans et ses projets, éloignant tout visiteur, pour le forcer à travailler. Mais Hitler repoussait toujours le moment de se mettre au travail, de semaine en semaine d'abord, de jour en jour ensuite. Il ne se consacrait à cette tâche que sous la pression du temps et encore en dernière extrémité. La plupart du temps, il était alors trop tard pour terminer tous les discours, et Hitler devait, pendant le Congrès, passer la plupart de ses nuits à rattraper le temps gaspillé à l'Obersalzberg.

J'avais le sentiment qu'il lui fallait cette contrainte pour pouvoir travailler et qu'à la manière de la bohème artiste, il méprisait la discipline dans le travail, ne voulant ni ne pouvant se forcer à un labeur régulier. Il laissait, dans les semaines d'apparente inactivité, mûrir le contenu de ses discours ou de ses pensées, jusqu'au moment où tout ce qu'il avait retenu et emmagasiné se déversait comme un torrent sur ses partisans ou sur ses interlocuteurs.

Notre départ de la vallée pour l'Obersalzberg ne fut pas profitable à mon travail. La répétition de ces journées

toujours semblables fatiguait ; le cercle d'intimes, toujours le même, ces mêmes personnes qui avaient l'habitude de se rencontrer à Munich, de se réunir à Berlin, ennuyait. La seule différence avec Berlin et Munich venait de la présence des épouses. En plus de celles-ci, il y avait deux ou trois secrétaires et Eva Braun.

Hitler faisait son apparition dans les pièces du bas à une heure tardive, vers onze heures, étudiait le dossier de presse, écoutait quelques rapports de Bormann et prenait ses premières décisions. Sa véritable journée débutait par un déjeuner interminable. Les invités se rassemblaient dans l'antichambre. Hitler choisissait sa voisine de table tandis que Bormann, à partir de 1938 environ, eut le privilège d'être le cavalier attitré d'Eva Braun, qui, à table, était assise à la gauche de Hitler ; ce privilège montrait sans ambiguïté qu'il occupait une position dominante au Berghof. La salle à manger présentait ce mélange de rusticité artistique et d'élégance citadine qu'on rencontre souvent dans les maisons de campagne de riches citadins. Les murs et les plafonds étaient lambrissés de mélèze clair et les sièges recouverts d'un maroquin rouge clair. La vaisselle était blanche simplement. L'argenterie portait le monogramme de Hitler, comme à Berlin. Les quelques fleurs qui ornaient la pièce avaient toujours l'approbation de Hitler. On avait toujours de la bonne cuisine bourgeoise, d'abord de la soupe, puis un plat de viande, enfin un entremets sucré ; on buvait de l'eau minérale de Fachingen, ou du vin cacheté ; des domestiques en gilets

blancs et pantalons noirs, en fait des gardes du corps SS en livrée, faisaient le service. Environ vingt personnes prenaient part au repas, mais la longueur de la table ne permettait pas qu'une conversation générale s'engage. Hitler était assis au milieu de la table, juste en face de la fenêtre ; il s'entretenait avec son vis-à-vis, dont il changeait chaque jour, ou avec ses voisins de table.

Peu de temps après le repas, on se formait en cortège pour se diriger vers le pavillon de thé. Comme la largeur du chemin ne permettait qu'à deux personnes d'aller de front, ce cortège ressemblait à une procession. Précédé à quelque distance par deux fonctionnaires du service de sécurité, Hitler avançait avec son partenaire du moment, suivi de l'assemblée des convives dans n'importe quel ordre ; des membres du personnel de surveillance fermaient la marche. Les deux bergers allemands de Hitler s'ébattaient dans la nature, sans se soucier de ses ordres ; c'étaient bien les seuls opposants à la cour de Hitler. A la grande irritation de Bormann, Hitler faisait tous les jours ce même chemin d'une demi-heure, négligeant d'emprunter les kilomètres de chemins forestiers goudronnés.

Le pavillon de thé avait été construit en contrebas du Berghof, à un endroit d'où on découvrait la vallée de Berchtesgaden, car c'était le point de vue préféré de Hitler. La compagnie s'extasiait devant le panorama, en employant toujours les mêmes termes, et Hitler approuvait en employant toujours les mêmes formules. Le pavillon lui-même se composait d'une pièce ronde, aux proportions

agréables, de huit mètres de diamètre environ. A une rangée de fenêtres à petits carreaux, faisait face, contre le mur intérieur, une cheminée où brûlait un feu. Assis dans de confortables fauteuils, nous nous groupions autour de la table ronde, Eva Braun et une des dames aux côtés de Hitler. Quand un des convives n'avait pas de place, il allait s'asseoir dans une petite pièce contiguë. Chacun pouvait avoir à son gré du thé, du café, du chocolat, avec différentes sortes de gâteaux, tartes et pâtisseries, et, pour finir, des alcools. Ici, à l'heure du café, Hitler aimait tout particulièrement se perdre dans d'infinis monologues dont les thèmes étaient parfaitement connus de la compagnie qui ne les suivait que distraitement en feignant l'attention. Il arrivait que Hitler lui-même s'endormît au cours de ces monologues. La compagnie continuait alors de s'entretenir à voix basse, espérant qu'il se réveillerait à temps pour le dîner. On était entre soi.

Au bout de deux heures environ, à six heures en général, le thé se terminait. Hitler se levait alors et la procession des convives se rendait à un endroit éloigné d'une vingtaine de minutes, où l'attendait une colonne de voitures. De retour au Berghof, Hitler avait l'habitude de se retirer tout de suite dans ses pièces du haut, tandis que le reste du groupe se dispersait. Bormann disparaissait souvent dans la chambre d'une des jeunes secrétaires, provoquant ainsi les commentaires sarcastiques d'Eva Braun.

Deux heures plus tard, on se retrouvait déjà pour le dîner

qui déroulait le même rituel que le déjeuner. Ensuite Hitler, à nouveau suivi de la même compagnie, se rendait dans le salon. Les meubles, choisis par l'atelier Troost, étaient peu nombreux, mais énormes : une armoire de plus de trois mètres de haut et cinq mètres de long, renfermant les diplômes de citoyen d'honneur et les disques ; une vitrine d'un style néo-classique monumental ; un boîtier d'horloge énorme, surmonté d'un aigle en bronze qui semblait veiller sur lui. Devant la grande baie vitrée se trouvait une table longue de six mètres sur laquelle Hitler prit l'habitude de signer des documents ou, plus tard, d'étudier des cartes d'opérations. Les sièges, recouverts de cuir rouge, étaient répartis en deux groupes distincts : le premier était disposé autour de la cheminée dans la partie arrière de la pièce surélevée de trois marches ; l'autre, à proximité de la fenêtre, entourait une table ronde dont le plateau en bois plaqué était protégé par une plaque de verre. Derrière ce groupe-ci, se trouvait la cabine de projection dont une tapisserie cachait les ouvertures ; contre le mur d'en face, s'appuyait un large buffet dans lequel étaient incorporés des haut-parleurs et sur lequel il y avait un grand buste en bronze de Wagner par Arno Breker. Au-dessus de ce meuble, une autre tapisserie cachait l'écran. D'assez grandes peintures à l'huile couvraient les murs : une dame à la poitrine dénudée attribuée à l'élève du Titien, Bordone ; un nu couché très pittoresque, qu'on disait être du Titien lui-même ; de Feuerbach, une version très réussie de la Nana, un paysage du jeune Spitzweg, des ruines romaines de Pannini et, chose étonnante, une espèce de

retable du peintre nazaréen Eduard von Steinle, représentant le roi Henri, le bâtisseur de villes ; aucun Grützner. De temps à autre, Hitler faisait remarquer qu'il avait payé ses tableaux de ses propres deniers.

Nous prenions place près de la fenêtre, sur le canapé ou dans les fauteuils. On remontait les deux tapisseries et la deuxième partie de la soirée commençait par les mêmes films qui occupaient les soirées à Berlin. A la fin, nous nous réunissions tous autour de l'immense cheminée ; six ou huit d'entre nous occupaient, comme alignés sur un perchoir, un canapé trop long et trop bas, tandis que Hitler, à nouveau flanqué d'Eva Braun et de l'une de ces dames, s'asseyait dans un confortable fauteuil. Le cercle que nous formions était, vu la disposition malheureuse des sièges, si allongé qu'aucune conversation générale ne pouvait s'engager. Chacun s'entretenait à mi-voix avec son voisin. Hitler disait à ses deux compagnes des choses sans importance ou conversait à voix basse avec Eva Braun, lui tenant parfois la main. Mais souvent il se taisait, regardant fixement le feu brûler dans la cheminée ; les invités arrêtaient alors de parler, pour ne pas le troubler dans ses profondes réflexions.

De temps à autre, on commentait les films, Hitler jugeant surtout les actrices, Eva Braun les acteurs. Personne n'essayait d'élever le niveau de la discussion en quittant ces papotages pour s'attacher, par exemple, à la mise en scène et à ses nouvelles formes d'expression. Il est vrai que les films que nous voyions ne pouvaient guère nous en

donner l'occasion. Ce n'étaient que des films de pur divertissement. On ne projeta jamais, en tout cas pas en ma présence, les expériences des cinéastes contemporains, comme, par exemple, le film sur Michel-Ange de Curt Örtel. Parfois, Bormann saisissait l'occasion de rabaisser, sans avoir l'air d'y toucher, le prestige de Goebbels, responsable de la production cinématographique allemande. Il faisait ironiquement remarquer que Goebbels avait cherché des noises au film *La Cruche brisée*, sous prétexte qu'Emil Jannings l'aurait bafoué en l'incarnant dans le rôle d'Adam, le juge d'instruction boiteux. Hitler ayant pris beaucoup de plaisir au spectacle du film interdit, ordonna qu'on le reprît dans la plus grande salle de Berlin, reprise qui se fit attendre un bon moment, ce qui est caractéristique d'un manque d'autorité souvent étonnant de Hitler. Mais Bormann revint à la charge jusqu'à ce que Hitler se montrât sérieusement irrité et fit énergiquement expliquer à Goebbels qu'il devait obéir à ses ordres.

Plus tard, pendant la guerre, Hitler renonça à ces projections d'après-dîner car il voulait renoncer à sa distraction favorite par « sympathie pour les privations des soldats », comme il disait. A la place, on écoutait des disques. Mais, malgré une excellente collection de disques, les intérêts de Hitler allaient toujours à la même musique. Il n'avait de goût ni pour la musique baroque, ni pour la musique classique, ni pour la musique de chambre, ni pour la musique symphonique. En fait, et le programme

devint vite immuable, il écoutait d'abord quelques morceaux de bravoure tirés d'opéras de Wagner, pour se précipiter ensuite sur les opérettes. Ça en restait là. Hitler mettait son point d'honneur à reconnaître les chanteuses, tout heureux quand il devinait juste, ce qui lui arrivait fréquemment.

Pour mettre un peu de vie dans ces soirées quelque peu mornes, on servait du mousseux, remplacé après l'occupation de la France par un Champagne de mauvaise qualité ; les meilleures marques, Göring et ses généraux de l'armée de l'Air se les étaient appropriées. Après une heure du matin, nous ne pouvions plus, les uns et les autres, nous empêcher, malgré tous nos efforts, d'étouffer un bâillement. Mais la soirée, épuisante d'inanité et de monotonie, s'étirait encore une bonne heure, jusqu'au moment, enfin, où Eva Braun, après quelques mots échangés avec Hitler, avait la permission de se retirer. Hitler lui-même ne se levait et ne prenait congé qu'un quart d'heure plus tard. A ces heures qui nous avaient comme paralysés, succédait alors une réunion détendue, où ceux qui restaient se retrouvaient autour d'un verre de mousseux ou de cognac.

Toutes les nuits, très régulièrement, nous rentrions chez nous, à deux heures du matin, morts de fatigue, fatigués par notre désœuvrement. Au bout de quelques jours, j'avais ce que j'appelais la « maladie de la montagne », c'est-à-dire que je me sentais épuisé, littéralement vidé par cette façon de perdre son temps. Les seuls moments où je

pouvais aller retrouver mes collaborateurs pour me pencher à nouveau sur nos projets, étaient ceux où des conférences venaient interrompre l'oisiveté de Hitler. La faveur d'être un invité permanent et d'habiter l'Obersalzberg m'interdisait, bien qu'il m'en coûtât, de me soustraire à ces soirées sans paraître impoli. Le chef du Service de presse, le D^r Dietrich, osa s'absenter quelques fois pour assister à des représentations du Festival de Salzbourg, mais il s'attira la colère de Hitler. En cas de longs séjours, la seule solution, si on ne voulait pas trop négliger son travail, restait la fuite pour Berlin.

Quelquefois, d'anciens amis de Munich ou de Berlin, Schwarz, Goebbels, Hermann Esser, venaient nous rendre visite. Il faut toutefois noter que ces visites étaient peu fréquentes et qu'elles ne duraient en général qu'un ou deux jours. Hess également, qui aurait eu toutes les raisons de venir endiguer par sa présence l'activité de son adjoint, ne fit que deux ou trois apparitions. Même les collaborateurs les plus proches, ceux qu'on rencontrait si souvent aux déjeuners de la Chancellerie, évitaient visiblement l'Obersalzberg. Leur défection nous frappait d'autant plus que Hitler était tout joyeux de les voir, les invitant à venir se reposer plus souvent et plus longtemps. Mais ces hommes, devenus eux-mêmes le centre de cercles d'amis dévoués, ne pouvaient que se sentir gênés de devoir se plier à un emploi du temps totalement différent et aux manières peu engageantes d'un Hitler sûr de soi. Les vieux combattants, qui auraient, eux, accepté d'enthousiasme une invitation au

Berghof, étaient tout aussi indésirables ici qu'à Munich.

Quand les visiteurs étaient de vieux militants, Eva Braun avait la permission de rester, mais elle devait se retirer dès que des ministres ou autres dignitaires du Reich prenaient part au repas. Même quand c'étaient Göring et sa femme, Eva Braun devait rester dans sa chambre. Manifestement, Hitler ne la considérait comme présentable que dans certaines limites.

Parfois, je lui tenais compagnie en son exil, une chambre à côté de la chambre à coucher de Hitler. Elle était alors si intimidée qu'elle n'osait pas sortir de la maison pour aller se promener : « C'est que je pourrais rencontrer les Göring dans le couloir », disait-elle.

De toute façon, Hitler faisait peu de cas de sa présence. Sans se gêner le moins du monde, il exposait devant elle son point de vue sur la femme : « Les hommes très intelligents doivent prendre une femme primitive et bête. Vous me voyez avec une femme mettant le nez dans mes affaires ! A mes heures de loisir, je veux la paix... De toute façon, je ne pourrais jamais me marier. Quels problèmes si j'avais des enfants ! Ils finiraient bien par faire de mon fils mon successeur. En plus, un homme comme moi n'a aucune chance d'avoir un fils capable. C'est presque toujours comme ça, dans ces cas-là. Regardez le fils de Goethe, un incapable ! De nombreuses femmes tiennent à moi parce que je ne suis pas marié. Le célibat était pourtant essentiel dans les années de lutte. C'est la même chose pour un acteur de cinéma, quand il se marie, il perd

pour les femmes qui l'adulent un certain quelque chose, il n'est plus autant leur idole. »

Il croyait savoir que les femmes étaient sensibles au charme érotique puissant qui, selon lui, émanait de sa personne. Mais là encore, il était plein de méfiance ; il ne savait jamais, avait-il l'habitude de dire, si c'était le « chancelier du Reich » ou « Adolf Hitler » que les femmes préféraient et il n'aimait pas, avait-il aussi l'habitude de dire galamment, avoir des femmes d'esprit auprès de lui. Il n'avait manifestement pas conscience que de telles déclarations ne pouvaient manquer de blesser les dames présentes. Mais Hitler savait aussi se montrer paternel. Un jour qu'Eva Braun, qui était allée faire du ski, était en retard à l'heure du thé, il fut pris d'inquiétude, regardant nerveusement l'heure à sa montre, visiblement soucieux à la pensée qu'il avait pu lui arriver quelque chose.

Eva Braun était d'origine modeste. Son père était instituteur. Je n'ai jamais fait la connaissance de ses parents qui ne se manifestèrent jamais et vécurent jusqu'à la fin de leur vie en petites gens. Eva Braun aussi garda sa simplicité, s'habillant sans recherche et portant des bijoux bon marché³ dont Hitler lui faisait cadeau pour Noël ou pour son anniversaire. C'étaient, la plupart du temps, des pierres fines, valant au mieux quelques centaines de marks et en définitive d'une insultante modestie. Bormann soumettait un assortiment de bijoux à Hitler qui, avec son goût petit-bourgeois, choisissait, m'a-t-il semblé, les compositions les plus mesquines.

Eva Braun ne s'intéressait pas du tout à la politique, c'est à peine si, une fois ou l'autre, elle essaya d'influencer Hitler. Mais, ayant une vue saine des choses de la vie quotidienne, elle se permit quelques remarques sur de petites anomalies de la vie munichoise. Bormann n'aimait pas ça du tout car, dans ces cas-là, Hitler le convoquait immédiatement. C'était une femme sportive, une bonne skieuse d'une grande résistance, avec qui nous entreprîmes très souvent des excursions en montagne au-delà des limites de notre domaine. Une fois, Hitler lui donna huit jours de congé, bien sûr à une période où lui-même était absent de la « montagne ». Elle vint avec nous passer quelques jours à Zürs où, n'ayant pas été reconnue, elle passa ses nuits à danser avec de jeunes officiers. Elle était loin d'être une moderne M^{me} de Pompadour ; elle n'intéresse l'historien que parce qu'elle donne du relief aux traits de caractère de Hitler.

Sa situation m'inspirant de la compassion, j'éprouvai bientôt de la sympathie pour cette malheureuse femme attachée à Hitler. Notre commune aversion pour Bormann fondée, il est vrai, à l'époque, sur la lourdeur arrogante avec laquelle il violait la nature et trompait sa femme, contribua aussi à nous lier. Quand, au procès de Nuremberg, j'appris que Hitler avait épousé Eva Braun pour les trente-six heures qui leur restaient à vivre, je m'en réjouis pour elle, bien qu'on puisse encore retrouver dans ce geste le cynisme avec lequel Hitler avait toujours traité non seulement Eva Braun, mais aussi les femmes en

général.

Je me suis souvent posé la question de savoir si Hitler aimait les enfants. Quoi qu'il en soit, il s'y efforçait, quand il en rencontrait, connus ou inconnus. Il essayait même, sans que cela lui réussisse jamais vraiment, d'adopter à leur égard une attitude paternellement amicale. Il ne trouva jamais la bonne manière, celle qui lui aurait permis d'avoir avec eux des rapports simples et sans contrainte. Après leur avoir dit quelques mots, il s'occupait vite d'autre chose. Il ne considérait les enfants que comme les représentants de la génération montante et, en conséquence, se réjouissait plus de leur aspect (blonds aux yeux bleus), de leur taille (sains, vigoureux) ou de leur intelligence (vifs, résolus) que de leur être enfantin. Sur mes enfants, sa personnalité est toujours restée sans effet.

Le seul souvenir qui me reste de la vie de société à l'Obersalzberg est celui d'un vide singulier. Par bonheur, j'ai noté dans mes premières années de détention, quand ma mémoire était encore fraîche, des bribes de conversation qui me semblent présenter quelque authenticité.

Il ne reste pas grand-chose des innombrables propos tenus dans le pavillon de thé. Ils portaient sur des questions de mode, d'élevage des chiens, de théâtre, de cinéma, sur l'opérette et ses vedettes, ou détaillaient à l'infini la vie de famille d'autrui. C'est à peine si, dans ce cercle d'intimes,

Hitler évoqua quelquefois la question juive, ses adversaires politiques à l'intérieur, ou même la nécessité de construire des camps de concentration. Ce silence provenait peut-être plus de la banalité de la conversation que d'une intention délibérée. Contre ses collaborateurs, en revanche, il exerçait souvent sa verve caustique. Ce n'est pas un hasard si ce sont précisément ces railleries, d'autant plus frappantes que très fréquentes, dont j'ai conservé le souvenir le plus vivace ; elles touchaient en effet des hommes que l'opinion publique ne pouvait critiquer. Mais le cercle des intimes de Hitler n'était pas tenu, lui, de se taire et Hitler affirmait qu'avec les femmes, de toute façon, s'engager à être discret n'avait pas de sens. Voulait-il en imposer par sa façon de parler avec dédain de tout et de tous ? Ou bien était-ce là un effet du mépris qu'il professait envers les hommes et les événements ?

Souvent Hitler exprimait une opinion désobligeante sur le mythe SS créé par Himmler, déclarant par exemple : « Quelle absurdité ! Alors que nous en sommes presque à une époque libérée de toute mystique, le voilà qui recommence ! Tant qu'à faire, nous n'avons qu'à en rester à l'Église. Elle, au moins, avait des traditions. Penser qu'un jour, on puisse faire de moi un saint SS ! Vous vous imaginez ! Je me retournerais dans ma tombe ! » Ou encore : « Cet Himmler vient encore de faire un discours, où il parle de Charlemagne comme du "boucher des Saxons". La mort d'un grand nombre de Saxons n'a pas

été, à ce qu'il dit, un crime historique ; au contraire, Charlemagne aurait bien fait de soumettre Widukind et de tuer les Saxons sans autre forme de procès, car, en faisant cela, il a permis à la France d'exister et à la culture occidentale de pénétrer dans l'Allemagne actuelle. »

Quant aux fouilles préhistoriques que Himmler faisait faire par des savants, Hitler ne leur épargnait pas non plus ses sarcasmes. « Pourquoi rappeler au monde entier que nous n'avons pas de passé ? Il ne suffit donc pas que les Romains aient déjà été de grands constructeurs à l'époque où nos ancêtres habitaient des cabanes en torchis, il faut encore que Himmler se mette à exhumer ces villages en torchis et à s'enthousiasmer à chaque morceau de terre cuite ou à chaque hache de pierre. La seule chose que nous prouvons par là, c'est que nous brandissions des haches de pierre et que nous nous accroupissions autour de feux de camp, quand la Grèce et Rome se trouvaient déjà au stade suprême de leur culture. Nous aurions en fait toutes les raisons pour faire le silence sur ce passé. Or, au lieu de se taire, Himmler fait grand bruit autour de tout ça. De quels rires méprisants les Romains d'aujourd'hui n'ont-ils pas dû accueillir ces révélations ! »

Alors qu'à Berlin, devant ses collaborateurs politiques, il s'exprimait en termes très violents sur le compte de l'Église, en présence des femmes, il adoptait un ton plus modéré, bon exemple de la façon dont il s'adaptait à son auditoire. Ainsi il déclara un jour à ses intimes : « C'est certain, le peuple a besoin de l'Église. C'est un puissant

élément de cohésion. » Il est vrai qu'il imaginait alors une Église qui se tiendrait à ses côtés et dont il pourrait disposer comme d'un instrument, car il continua : « Si seulement le Reibi (le Reichsbischof, évêque du Reich, Ludwig Millier) avait de la carrure ! Mais pourquoi me donne-t-on un petit aumônier comme ça ? J'aimerais lui accorder tout mon soutien. Il pourrait entreprendre beaucoup ! Je pourrais faire de l'Église évangélique l'Église officielle, comme en Angleterre ! »

Même après 1942, Hitler souligna encore, au cours d'une conversation au pavillon de l'Obersalzberg, qu'il tenait pour nécessaire l'existence de l'Église dans la vie d'un État. Il serait heureux, disait-il, de trouver un jour un homme d'Église important, qui ait les qualités requises pour diriger une et même les deux Églises réunies si possible. Il déplorait toujours que le Reichsbischof Millier n'ait pas été l'homme qu'il fallait pour exécuter ses projets ambitieux. Il en vint à condamner vigoureusement la lutte contre l'Église, y voyant un crime commis contre l'avenir d'un peuple, car il était, selon lui, impossible de remplacer l'Église par une « idéologie du parti ». Il se disait assuré que, de son côté, l'Église saurait au bout d'un laps de temps plus ou moins long, s'accommoder des visées politiques du national-socialisme, car Dieu seul savait combien de fois, au cours de son histoire, elle avait su s'adapter. Se fonder sur l'idéologie du parti pour créer une nouvelle religion serait retomber dans le mysticisme moyenâgeux. C'est ce que montraient le mythe de la SS et

le livre illisible de Rosenberg, *Le Mythe du XX^e siècle*.

Si, au cours de ces monologues, Hitler avait porté des jugements plus négatifs sur l'Église, Bormann aurait certainement sorti d'une poche de sa veste l'une des petites fiches blanches qu'il portait toujours sur lui. Car il notait toutes les remarques de Hitler lui paraissant importantes ; et peu de choses semblaient plus le passionner que des remarques désobligeantes sur les Églises. A l'époque, je l'ai soupçonné de rassembler des matériaux pour écrire une biographie de Hitler.

Quand en 1937, il apprit que Parti et SS déployaient une grande activité pour faire quitter l'Église à nombre de ses partisans, sous prétexte que celle-ci s'opposait obstinément à ses visées, Hitler, guidé par son opportunisme politique, donna l'ordre à ses principaux collaborateurs, avant tout à Göring et à Goebbels, de continuer à faire partie de l'Église et déclara que, quant à lui, bien qu'intimement détaché de l'Église catholique, il en resterait membre. Il le resta effectivement jusqu'à son suicide.

L'image que Hitler se faisait de l'Église officielle apparaissait clairement dans ces propos que lui aurait tenus une délégation de notabilités arabes et dont il faisait sans cesse état. Quand, au VIII^e siècle, auraient déclaré ces visiteurs, les musulmans avaient voulu envahir l'Europe centrale en passant par la France, ils avaient été battus à la bataille de Poitiers. Si les Arabes avaient gagné cette bataille, le monde entier serait aujourd'hui musulman. Ils

auraient en effet imposé aux peuples germaniques une religion dont le dogme, propager la foi par l'épée et soumettre tous les peuples à cette foi, était comme fait pour les Germains. Par suite de leur infériorité raciale, les conquérants n'auraient pu se maintenir contre les indigènes plus vigoureux et habitués à la rudesse de cette nature où ils avaient grandi, si bien que, pour finir, ce ne sont pas les Arabes mais les Germains, convertis à la foi musulmane, qui auraient été à la tête de cet empire mondial islamique.

Hitler avait l'habitude de conclure ce récit par la considération suivante : « Nous avons la malchance de ne pas posséder la bonne religion. Pourquoi n'avons-nous pas la religion des Japonais, pour qui se sacrifier à sa patrie est le bien suprême ? La religion musulmane aussi serait bien plus appropriée que ce christianisme, avec sa tolérance amollissante. Aujourd'hui, continuait-il parfois curieusement déjà avant la guerre, les Sibériens, les Russes blancs et les hommes de la steppe vivent d'une façon extraordinairement saine. Aussi sont-ils capables d'évoluer et d'acquérir à la longue une supériorité biologique sur les Allemands. » Cette remarque, il la répéta souvent dans les derniers mois de la guerre, mais en des termes d'une plus grande verdeur.

Rosenberg vendit des centaines de milliers d'exemplaires de son gros livre de sept cents pages, *Le Mythe du XX^e siècle*. On le considérait généralement comme l'ouvrage idéologique de base, mais dans les

conversations du pavillon, Hitler en parlait sans façon comme d'un « truc que personne ne peut comprendre », écrit « par un Balte obtus, à la pensée terriblement compliquée ». Il s'étonnait qu'un tel livre ait pu atteindre un tel tirage. « Une rechute dans des conceptions moyenâgeuses ! » Je n'ai jamais pu savoir clairement si Rosenberg apprenait par-derrière ces opinions que Hitler émettait sur lui en petit comité.

Dans tous les domaines, la culture grecque représentait aux yeux de Hitler la suprême perfection. La conception de la vie dont témoignait par exemple l'architecture grecque, était, selon lui, « allègre et saine ». Un jour, la photo d'une belle nageuse le plongea dans une rêverie philosophique. « Quels merveilleux corps on peut voir aujourd'hui ! C'est en notre siècle seulement que la jeunesse par le sport, se rapproche des idéaux grecs. Les siècles précédents ont bien négligé le corps. Mais, en cela, notre époque se différencie de toutes les autres époques depuis l'Antiquité. » Lui, pourtant, refusait de pratiquer quelque sport que ce soit. Il ne mentionna jamais non plus qu'il avait eu dans sa jeunesse une quelconque activité sportive. Quand il parlait des Grecs, il pensait aux Doriens. L'hypothèse émise par des savants de son époque, selon laquelle la tribu doriennne, venue du Nord, était d'origine germanique et sa culture étrangère au monde méditerranéen, y était pour quelque chose.

La passion de Göring pour la chasse était un des thèmes favoris de nos conversations. « Comment un homme, raillait-il, peut-il s'enflammer pour une chose comme ça ? Tuer des animaux quand c'est nécessaire est l'affaire du boucher. Et en plus, dépenser de l'argent pour ça... Je comprends qu'il doive y avoir des chasseurs professionnels pour tuer le gibier malade. Et si encore il y avait l'attrait du danger comme dans les temps où on affrontait le gibier à l'épieu. Mais aujourd'hui où n'importe quel gros ventre peut, en toute sécurité, abattre le gibier à distance... La chasse et les courses de chevaux sont les dernières survivances d'un monde féodal disparu. »

Un autre plaisir de Hitler consistait à se faire raconter en détails par l'ambassadeur Hewel, l'homme de liaison de Ribbentrop, la teneur de ses conversations téléphoniques avec le ministre des Affaires étrangères. Il lui donnait même des conseils sur la manière de plonger son chef dans l'inquiétude et le désarroi. Parfois, il se tenait près de Hewel, lui faisant répéter, combiné caché, ce que Ribbentrop disait et lui soufflant les réponses à voix basse. Le plus souvent, ces remarques sarcastiques touchaient le souci continu qui habitait le méfiant ministre des Affaires étrangères de voir des cercles incompetents influencer Hitler dans le domaine de la politique étrangère et mettre ainsi en question sa propre compétence.

Même après des négociations dramatiques, Hitler pouvait se moquer de ses interlocuteurs. Il raconta une fois comment, le 12 février 1938, il convainquit Schuschnigg du

sérieux de la situation en feignant de s'emporter avec éclat, le forçant ainsi à céder. On a rapporté maintes réactions qui pourraient ressembler à des crises d'hystérie mais qui, en fait, n'ont dû être que de la comédie. Car c'est la maîtrise de soi qui fut, en général, précisément l'une des qualités les plus remarquables de Hitler. En ma présence, il ne perdit, à cette époque-là, que de rares fois le contrôle de lui-même.

La première fois, cela a dû se passer en 1936, dans le salon du Berghof. Schacht était venu faire un exposé de la situation. Nous-mêmes, les hôtes, étions assis sur la terrasse contiguë ; la grande fenêtre du salon était restée grande ouverte. Manifestement irrité au plus haut point, Hitler invectivait son ministre de l'Économie qui lui répondait d'une voix forte et décidée. La dispute gagna en violence, puis s'interrompit brutalement. Furibond, Hitler vint nous rejoindre sur la terrasse et s'étendit longuement sur la résistance bornée de son ministre de l'Économie qui différait sans cesse le réarmement. En 1937, un autre accès de rage, tout à fait inhabituel, eut Niemöller pour cause. Celui-ci avait à nouveau fait preuve d'insoumission dans son sermon à Dahlem ; on montra à Hitler, en même temps que le texte du sermon, les minutes des écoutes de conversations téléphoniques de Niemöller. Hitler aboya l'ordre de jeter Niemöller dans un camp de concentration et de ne plus l'en laisser sortir, puisqu'il montrait qu'il ne s'amendait pas.

Un autre cas renvoie à sa prime jeunesse. Me rendant,

en 1942, de Budweis à Krems, je vis un grand écriteau sur une maison du village de Spital près de Weitra, à la frontière tchèque. Selon l'écriteau Hitler avait, dans sa jeunesse, habité dans cette maison. Je rapportai ma découverte à Hitler. Il devint instantanément fou de rage et, en hurlant, envoya chercher Bormann, qui arriva tout interdit. Hitler l'apostropha : il avait souvent dit que cette localité ne devait être évoquée en aucun cas. Cet âne de Gauleiter avait pourtant fait apposer un écriteau. Il fallait le faire enlever immédiatement. Je ne pouvais pas, à l'époque, m'expliquer sa colère, car, par ailleurs, il se réjouissait quand Bormann lui rapportait qu'on avait restauré d'autres lieux de sa jeunesse autour de Linz et de Braunau. Il était évident qu'il avait un motif pour effacer cette partie de sa jeunesse. On sait aujourd'hui qu'un arrière-plan familial assez obscur se perd dans cette région de la forêt autrichienne.

Parfois, il crayonnait une tour de la forteresse historique de Linz : « C'était là, me disait-il, mon terrain de jeu préféré. J'étais un mauvais élève, mais un vrai garnement. Je veux faire un jour, en souvenir de cette époque, transformer cette tour en une grande auberge de jeunesse. » Souvent il évoquait aussi les premières impressions politiques de sa jeunesse. Presque tous ses condisciples à Linz avaient le sentiment qu'il fallait interdire l'immigration des Tchèques en Autriche allemande ; c'est cela qui l'avait, pour la première fois, sensibilisé au problème des nationalités. Mais ensuite, à Vienne, il avait

d'un seul coup compris le danger que représentait le judaïsme, beaucoup de travailleurs qu'il fréquentait étant très antisémites. Mais il y avait une chose chez ces travailleurs avec laquelle il n'était pas d'accord : leurs idées sociales-démocrates. « Je les rejetais, disait-il, et je n'ai jamais non plus adhéré à aucun syndicat. Ce fut le début de mes ennuis politiques. » Il est possible que ce soit là une des raisons pour lesquelles il conservait un mauvais souvenir de Vienne, alors qu'il se rappelait avec extase le temps passé à Munich avant la guerre, surtout pour les charcuteries et leurs bonnes saucisses.

Il portait un respect sans réserves à l'évêque de Linz qui avait, à force d'énergie et contre de nombreuses résistances, réussi à faire agrandir la cathédrale de la ville pour lui donner des proportions inhabituelles ; Hitler racontait que cet évêque, parce qu'il voulait surpasser même la cathédrale Saint-Etienne de Vienne, avait eu maille à partir avec le gouvernement autrichien qui ne voulait pas voir Vienne dépassée⁴. Habituellement, suivaient des considérations sur l'intolérance du gouvernement central autrichien qui avait réprimé toutes les tentatives d'autonomie culturelle de villes comme Graz, Linz ou Innsbruck. Il ne prenait apparemment pas conscience qu'il imposait à des pays entiers cette même uniformisation forcée. Or, maintenant que c'était lui qui décidait, il aiderait, affirmait-il, sa ville à faire valoir ses droits. Son programme pour transformer Linz et en faire une métropole comportait la construction d'une série

d'immeubles d'apparat sur les deux rives du Danube, un pont suspendu devant relier celles-ci entre elles. Son projet devait culminer dans la construction de la maison du N.S.D.A.P., le Gauhaus, un énorme bâtiment avec une salle de réunion gigantesque et un campanile. C'est dans cette tour qu'il voulait avoir, dans une crypte, sa sépulture. Les autres points forts de cette restructuration architecturale des deux rives devaient être un hôtel de ville, un grand hôtel de luxe, un grand théâtre, un commandement général, un stade, une galerie de tableaux, une bibliothèque, un musée des armes, un bâtiment d'exposition et enfin deux monuments, le premier pour célébrer la libération de 1938, et le deuxième à la gloire d'Anton Brückner⁵. M'étaient réservés les projets de la galerie de tableaux et du stade qui, lui, dominerait la ville du haut d'une colline. Non loin de là, également sur la hauteur, devait s'élever la résidence où Hitler se retirerait dans sa vieillesse.

Hitler rêvait du panorama qu'à Budapest les siècles avaient modelé sur les deux rives du Danube. Son ambition était de faire de Linz la Budapest allemande. Il prétendait en effet, à ce sujet-là, que Vienne était, de toute façon, mal orientée, tournant le dos au Danube comme elle le faisait. Les constructeurs n'avaient pas su, selon lui, intégrer le fleuve dans le plan de la ville. Le seul fait qu'à Linz, lui réussirait à le faire, pourrait permettre à cette ville de concurrencer un jour Vienne. Indubitablement il ne fallait pas prendre de telles déclarations tout à fait au sérieux ;

c'était en fait son aversion pour Vienne qui, ressortant spontanément de temps à autre, l'y entraînait. Car, à d'autres occasions, il répétait assez quelle réussite représentait, à Vienne, l'utilisation des anciennes fortifications.

Déjà avant la guerre, Hitler déclarait de temps à autre qu'il voulait, après avoir atteint ses buts politiques, se retirer de la vie politique et venir vivre à Linz ses dernières années. Il ne jouerait plus alors aucun rôle dans les affaires de l'État et n'interviendrait pas dans le gouvernement de son successeur car, sans son effacement total, celui-ci ne pourrait jouir de l'autorité nécessaire. Mais les hommes se tourneraient vite vers ce dernier, quand ils s'apercevraient que c'était lui qui avait le pouvoir. Alors d'ailleurs on l'oublierait vite. Tout le monde l'abandonnerait. Non sans se complaire à cette idée, il continuait, s'apitoyant sur lui-même : « Peut-être l'un de mes anciens collaborateurs me rendra-t-il visite de loin en loin. Mais je n'y compte pas. A part M^{lle} Braun, je n'emmènerai personne. M^{lle} Braun et mon chien. Je serai seul et solitaire. Qui pourrait aussi, de son propre gré, demeurer longtemps près de moi ? Personne ne fera plus attention à moi. Ils iront tous faire la cour à mon successeur. Peut-être feront-ils une apparition, une fois dans l'année, à l'occasion de mon anniversaire. » Naturellement les convives présents protestaient qu'ils lui resteraient toujours fidèles et l'accompagneraient toujours. Quels qu'aient été les motifs qui le poussaient à occuper ses pensées d'une retraite politique anticipée, Hitler

semblait, en tout cas, à ces moments-là, supposer que sa personnalité et son rayonnement n'étaient pour rien dans son autorité et que seule sa situation de despote en était la source et le fondement.

Le nimbe qui entourait Hitler était, pour ses collaborateurs moins familiers, incomparablement plus impressionnant que pour ses intimes. Ces derniers, parlant de lui, n'employaient pas le respectueux « Führer » mais le « chef » habituel et faisaient l'économie du « Heil Hitler », se disant simplement « bonjour ». On le raillait même ouvertement sans qu'il en prît ombrage. Hitler avait pour formule favorite : « Il y a deux possibilités » ; une des secrétaires, M^{lle} Schröder, employait devant lui cette formule pour les choses les plus banales, disant par exemple : « Il y a deux possibilités. Ou bien il pleut, ou bien il ne pleut pas. » Eva Braun lui faisait remarquer sans façon, devant les convives, que sa cravate n'allait pas avec son costume et de temps à autre elle affirmait avec bonne humeur qu'elle était la « mère de la patrie ».

Un jour que nous étions assis autour de la grande table ronde du pavillon de thé, Hitler se mit à me regarder fixement. Au lieu de baisser les yeux, je relevai le défi. Qui sait quels instincts immémoriaux provoquent ces sortes de duels dans lesquels les adversaires se regardent droit dans les yeux jusqu'à ce que l'un des deux cède ? De toute façon, j'étais habitué à gagner ces duels mais je dus cette fois faire appel à une énergie presque surhumaine pour ne pas céder au besoin croissant de détourner les yeux. Cette

lutte durait, me sembla-t-il, depuis une éternité, quand brusquement, Hitler ferma les yeux pour se tourner aussitôt après vers sa voisine.

Je me suis parfois demandé ce qu'il me manquait pour pouvoir dire de Hitler qu'il était mon ami. J'étais constamment près de lui, j'étais chez lui comme chez moi et, de surcroît, j'étais son premier collaborateur dans son domaine favori, l'architecture.

Il me manquait tout. De ma vie, je n'ai vu un homme laissant si rarement voir ses sentiments ou se fermant aussi rapidement après les avoir laissé entrevoir. A Spandau, nous nous sommes souvent entretenus avec Hess de cette particularité de Hitler. Notre expérience à tous les deux nous fit conclure qu'à certains moments on aurait pu supposer s'être rapproché de lui. Mais ce n'était jamais qu'une illusion. Si, sans se départir d'une certaine prudence, on se montrait sensible à son ton plus cordial, il se retranchait immédiatement derrière un mur infranchissable.

Selon Hess, il est vrai, il y aurait eu une exception : Dietrich Eckardt. Mais, au cours de notre discussion, nous découvrîmes que, là aussi, il s'agissait plus d'une vénération pour l'écrivain reconnu, surtout dans les milieux antisémites d'ailleurs, de surcroît son aîné, que d'une véritable amitié. A la mort de Dietrich Eckardt en 1923, quatre hommes continuèrent à employer avec Hitler le tutoiement de l'amitié : Esser, Christian Weber, Streicher et Röhm⁶. Pour le premier, Hitler profita, après 1933, de

la première occasion qui s'offrit pour réemployer le « vous » ; le second, il l'évitait, le troisième, il le traitait de façon impersonnelle et il fit assassiner le quatrième. Même avec Eva Braun, il ne fut jamais totalement détendu et humain. La distance qui séparait le guide de la nation de la simple jeune fille ne fut jamais abolie. De temps à autre il s'adressait à elle avec une familiarité déplacée, et les expressions qu'il empruntait alors au langage des paysans bavarois caractérisaient bien les rapports qu'il avait avec elle.

Le caractère aventureux de sa vie, l'enjeu élevé de la partie qu'il jouait durent apparaître clairement à la conscience de Hitler en ce jour de novembre 1936 où il eut à l'Obersalzberg un long entretien avec le cardinal Faulhaber. Après cette entrevue, il vint s'asseoir devant la fenêtre en encorbellement de la salle à manger et resta seul avec moi tandis que le soir tombait. Après avoir longtemps regardé par la fenêtre sans rien dire, il me déclara d'un air pensif : « Il y a pour moi deux possibilités : aboutir dans mes projets ou échouer. Si j'aboutis, je serai un des plus grands hommes de l'histoire. Si j'échoue, je serai condamné, réprouvé et damné. »

44. Il s'agit du fameux « nid d'aigle ». (N.D.T.)

8.

La nouvelle Chancellerie du Reich

Pour que l'ascension d'un des « plus grands hommes de l'histoire » puisse se dérouler sur un fond à la mesure du personnage, Hitler exigeait maintenant un décor architectural de dimensions impériales. La Chancellerie du Reich où il avait emménagé le 30 janvier 1933 était, selon son expression, tout juste bonne pour des fabricants de savon. Ce n'était, en tout cas pas à son goût, le siège central du puissant Reich.

Fin janvier 1938, Hitler me convoqua officiellement et me reçut dans son cabinet de travail ; debout au milieu de la pièce, il me fit, d'un air solennel, la déclaration suivante : « J'ai pour vous un travail urgent. Je dois bientôt engager des pourparlers d'une extrême importance. Pour cela, j'ai besoin de grands salons et de grandes salles pour pouvoir en imposer aux potentats étrangers, surtout aux plus petits. Comme terrain, je vous donne la Voss-Strasse en entier. Le coût de l'opération m'est égal. Mais ça doit aller très vite et malgré cela être du solide. Combien de temps vous faut-il ? Plans, démolition, tout compris ? Un an et demi ou deux ans seraient déjà trop. Pourriez-vous être prêt pour le

10 janvier 1939 ? Je veux que la prochaine réception du corps diplomatique ait lieu dans la nouvelle Chancellerie. » L'entretien était terminé.

Les heures qui suivirent se déroulèrent comme Hitler le relata dans le discours qu'il fit à l'achèvement du gros œuvre : « Mon inspecteur général de la construction demanda quelques heures de réflexion et revint le soir pour me dire : au mois de mars, le tant, la démolition sera achevée, le 1^{er} août, le gros œuvre sera terminé et, le 9 janvier, mon Führer, je vous annoncerai, l'achèvement des travaux. Je suis moi-même de la partie, du bâtiment, et sais ce que cela signifie. On n'a encore jamais fait ça. C'est une performance unique ¹. » De fait, en acceptant ce travail, je commis l'acte le plus léger de ma carrière. Mais Hitler était satisfait.

On commença tout de suite à démolir les maisons de la Voss-Strasse pour dégager le chantier. On devait en même temps établir les plans pour déterminer l'aspect extérieur du bâtiment et son ordonnancement interne. On commença même à construire l'abri antiaérien d'après de simples croquis. Mais, même à un stade ultérieur, je fis commencer des parties entières sans avoir vraiment mené à bien les calculs nécessaires. Ainsi, par exemple, les immenses tapis, noués à la main, que j'avais prévus pour plusieurs grandes salles réclamaient de très longs délais de livraison. Je fus donc obligé de décider, avant de savoir comment seraient les salles auxquelles je les destinais, quel format et quelles couleurs ils auraient. On tailla en

quelque sorte les salles sur eux. Je refusai de me fixer un planning compliqué. Il n'aurait fait que prouver que ce projet était irréalisable. Sur bien des points, cette improvisation me fait penser aux méthodes que je devais employer quatre ans plus tard pour diriger l'économie de guerre allemande.

Le terrain tout en longueur invitait à prévoir une enfilade de pièces se succédant le long d'un axe. Je soumis le projet à Hitler : venant de la Wilhelmplatz, le visiteur franchissait un grand portail pour arriver dans une cour d'honneur. Par un perron, il pénétrait dans une première pièce de réception et passant une porte à double battant de presque cinq mètres de haut, débouchait sur un hall recouvert de mosaïque. Au bout de ce hall, il montait quelques marches, traversait une pièce ronde à coupole et se trouvait devant une galerie de 145 mètres de long. Celle-ci impressionna beaucoup Hitler, parce qu'elle faisait plus du double de la galerie des Glaces à Versailles. Des niches d'une grande profondeur devaient donner un éclairage indirect, et produire cet effet agréable qui m'avait frappé dans la grande salle du château de Fontainebleau, quand j'avais visité celui-ci.

J'obtenais ainsi une enfilade de pièces se succédant dans un changement constant de matériaux et de composition de couleurs de 220 mètres de long. C'est seulement après l'avoir parcourue que le visiteur parvenait à la pièce de réception de Hitler. Indubitablement, une débauche d'architecture d'apparat et certainement un art

d'esbroufe, mais le baroque avait connu ça, on avait toujours connu ça.

Hitler était impressionné. « Vous verrez, exultait-il, ils prendront conscience de la puissance et de la grandeur du Reich allemand, quand ils auront fait tout ce chemin depuis l'entrée jusqu'à la salle de réception ! » Dans les mois qui suivirent, il ne cessait de se faire montrer le projet, mais n'intervint, alors que c'était pour lui que je construisais ce bâtiment, que très rarement et me laissa libre de faire ce que je voulais.

La hâte que montrait Hitler à faire progresser les travaux de la nouvelle Chancellerie avait pour raison profonde l'inquiétude que lui donnait sa santé. Il avait sérieusement peur de ne plus vivre longtemps. Dès 1935, des maux d'estomac firent travailler son imagination. Il essaya de les calmer par tout un système de privations qu'il s'imposait à lui-même ; il croyait savoir quels mets lui faisaient du mal et se mit peu à peu à suivre un régime très strict. Un peu de soupe, de la salade, des aliments très légers en très petite quantité. Il se mit à manger de moins en moins. Montrant son assiette, il s'exclamait d'un ton désespéré : « Et vous voulez qu'un homme vive de ça ! Mais regardez ça ! Ça leur est facile, aux médecins, de dire qu'un homme doit manger tout ce qui lui fait envie². Je ne digère presque plus rien. Après chaque repas, mes maux d'estomac recommencent. Manger moins encore ? Mais vous pouvez me dire de quoi je vivrais ? »

Il arrivait fréquemment que les douleurs l'obligeant à

interrompre brusquement un entretien, pendant une demi-heure ou plus ; parfois même il ne revenait pas. Il souffrait aussi, à ce qu'il disait, de ballonnements, de malaises cardiaques et d'insomnie. Eva Braun me raconta une fois que cet homme qui n'avait pas encore cinquante ans lui avait dit : « Je vais bientôt devoir te redonner ta liberté ; que ferais-tu avec un vieil homme ? »

Le médecin, le Dr Brandt, était un jeune chirurgien qui essaya de convaincre Hitler de se faire examiner à fond par un spécialiste des maladies internes. Nous soutînmes tous cette proposition. On passa en revue les professeurs les plus célèbres et on chercha le moyen de réussir à garder cette consultation secrète. On évoqua la possibilité de le faire entrer dans un hôpital militaire, car le secret y serait mieux gardé. Mais à la fin Hitler rejetait toujours toutes les suggestions, prétextant qu'il ne pouvait absolument pas se permettre de passer pour malade, car cela affaiblirait sa position, surtout à l'étranger. Il se refusa même à faire venir discrètement un spécialiste chez lui pour un premier examen. A ce que je sais, on ne l'examina donc jamais sérieusement et il continua à soigner ses symptômes selon ses propres théories, ce qui d'ailleurs correspondait tout à fait à son attitude de dilettante.

En revanche, il consulta pour une extinction de voix, qui allait empirant, le célèbre spécialiste berlinois de la gorge, le professeur von Eicken. Celui-ci vint à la Chancellerie l'examiner à fond et Hitler fut soulagé d'apprendre qu'il ne s'agissait pas d'un cancer. Depuis des mois, il nous parlait

de l'empereur Frédéric III et de sa fin tragique. Le chirurgien lui enleva un kyste inoffensif. Cette opération bénigne eut également lieu à son domicile.

En 1935, Heinrich Hoffmann était tombé sérieusement malade ; le D^r Morell, une de ses vieilles connaissances, le soigna et le guérit en employant des sulfamides³ venus de Hongrie. Hoffmann n'arrêtait pas de vanter à Hitler les mérites de ce merveilleux docteur qui lui avait sauvé la vie. Il était certainement de bonne foi, car l'une des qualités de Morell était la capacité d'exagérer au-delà de toute mesure la gravité de la maladie qu'il avait guérie, pour mieux faire ressortir son art.

Le D^r Morell prétendait être l'élève du célèbre bactériologue Elie Metchnikoff (1845-1916), prix Nobel de médecine et professeur à l'Institut Pasteur⁴. Il prétendait que Metchnikoff lui avait enseigné l'art de combattre les maladies bactériennes. Plus tard, il aurait, à ses dires, entrepris de grands voyages comme médecin de bord sur de gros paquebots. Indubitablement, ce n'était pas vraiment un charlatan ; c'était plutôt un fanatique possédé par l'amour de sa profession et la passion de l'argent.

Hoffmann réussit à convaincre Hitler de se faire examiner par Morell. Le résultat nous étonna car, pour la première fois, Hitler sembla convaincu de l'importance d'un médecin. « Personne encore, nous expliqua-t-il, ne m'avait dit ce que j'avais, si clairement et si nettement. On voit où il va pour vous guérir, et c'est si logique que j'ai la plus grande confiance en lui. Je suivrai ses prescriptions à la

lettre. » Le diagnostic avait, d'après les déclarations de Hitler, conclu principalement à une complète régression de la flore intestinale dont Morell voyait l'origine dans un surmenage nerveux. Il assurait que, cette maladie guérie, tous les autres maux disparaîtraient d'eux-mêmes. Il voulait pourtant hâter le processus de guérison par des injections de vitamines, de substances glandulaires, de phosphore et de glucose. Le traitement devait durer un an ; auparavant on ne pourrait en attendre que des succès partiels.

De ce jour, il ne fut plus question que de capsules emplies de bactéries intestinales, appelées « Multiflor » et cultivées, à ce qu'assurait Morell, « à partir d'une souche bactérienne de la première qualité prélevée chez un paysan bulgare ». Nous ne connaissions ce qu'il injectait ou donnait par ailleurs à avaler à Hitler que par certaines allusions. Ces méthodes nous inquiétaient quelque peu. Le Dr Brandt se renseigna auprès d'amis spécialistes des maladies internes qui récusèrent en bloc les méthodes de Morell, comme osées et non fondées sur des expériences de laboratoire. Il semblait surtout craindre l'accoutumance. On dut en effet augmenter la fréquence et la dose de ces injections, composées de substances chimiques, d'extraits de plantes et d'extraits de testicules et d'entrailles d'animaux. Un jour, Göring blessa gravement Morell en lui décernant le titre de « maître seringueur du Reich ».

Pourtant un eczéma au pied, qui donnait depuis longtemps de gros soucis à Hitler, disparut dès le début du traitement. Au bout de quelques semaines, les maux

d'estomac s'atténuaient ; Hitler mangeait nettement plus et aussi des plats plus lourds à digérer, il se sentait mieux et déclarait avec enthousiasme : « Ah, si je n'avais pas rencontré Morell ! Il m'a sauvé la vie ! Admirable, comme il m'a soigné ! »

Si, d'habitude, Hitler s'entendait à fasciner les autres, cette fois-ci, le rapport était inverse : Hitler était pleinement convaincu du génie de son médecin et ne toléra bientôt plus qu'on le critiquât. En tout cas, Morell fit dès ce moment partie des intimes de Hitler, devenant involontairement – lorsque Hitler était absent – l'objet de la risée générale, car il ne savait que parler de streptocoques et autres coques, de testicules de taureau et des dernières vitamines.

Au moindre ennui qu'ils avaient, Hitler recommandait à tous ses collaborateurs d'aller voir Morell. Lorsqu'en 1936, ma circulation et mon estomac se rebellèrent contre un rythme de travail déraisonnable et l'adaptation aux habitudes de vie anormales de Hitler, j'allai consulter Morell. Sur la porte de son cabinet, une plaque annonçait : « D^r Théo Morell. Maladies de la peau et maladies vénériennes. » Le cabinet et l'appartement de Morell étaient situés dans la partie la plus mondaine du Kurfürstendamm, près de la Gedächtniskirche. Dans son appartement on pouvait voir de nombreuses photographies dédicacées d'actrices et d'acteurs de cinéma. J'y rencontrai aussi le prince héritier. Après un examen superficiel, Morell me prescrivit ses bactéries intestinales, du glucose et des cachets de vitamines et d'hormones.

Pour plus de sécurité, j'allai quelques jours plus tard me faire examiner à fond par un spécialiste des maladies internes de l'Université de Berlin, le professeur von Bergmann. Le résultat était net, je ne souffrais pas de troubles organiques, mais seulement de troubles nerveux causés par le surmenage. Je réduisis autant que je le pus mon rythme de travail et les troubles s'atténuèrent. Pour éviter de mettre Hitler de mauvaise humeur, je dis à qui voulait l'entendre que je suivais scrupuleusement les instructions de Morell et, comme j'allais mieux, je devins pour un temps la réclame vivante de Morell. Eva Braun alla, elle aussi, sur l'injonction de Hitler, se faire examiner par lui. Elle me raconta ensuite qu'il était sale à vous donner envie de vomir et m'assura, visiblement dégoûtée, qu'elle ne se laisserait pas soigner plus longtemps par Morell.

Hitler n'alla mieux que passagèrement, mais il ne voulut plus se séparer de son nouveau médecin ; au contraire, la maison que ce dernier possédait sur l'île de Schwanenwerder près de Berlin fut le but de visites toujours plus fréquentes de Hitler, qui venait y prendre le thé, et le seul prétexte qui l'attirât hors de la Chancellerie. Il lui arrivait aussi, mais très rarement, de rendre visite à Goebbels ; il ne vint chez moi, à Schlachtensee, qu'une seule fois, pour voir la maison que j'y avais fait construire.

Dès la fin de l'année 1937, le traitement de Morell commençant lui aussi à ne plus agir, Hitler avait recommencé à se plaindre comme par le passé. Quand il passait des commandes ou qu'il discutait d'un projet, il lui

arrivait d'ajouter : « Je ne sais pas combien de temps j'ai à vivre. Peut-être la plupart de ces édifices ne seront-ils terminés que quand je ne serai plus ⁵ ... » Or de nombreux édifices devaient être terminés entre 1945 et 1950. Hitler ne comptait donc plus que sur peu d'années. Ou il disait encore : « Quand je quitterai ces lieux... je n'ai plus beaucoup de temps devant moi ⁶ ... » En petit comité aussi, son refrain favori devint : « Je ne vivrai plus longtemps. J'avais toujours pensé que je pourrais avoir du temps devant moi pour mes projets. Car je dois les réaliser moi-même. De tous mes successeurs, pas un n'a l'énergie suffisante pour surmonter les crises qu'ils vont sûrement provoquer. Je dois faire passer mes intentions dans les faits tant que ma santé, qui devient tous les jours plus mauvaise, m'en laissera la possibilité. »

Le 2 mai 1938, Hitler rédigea son testament personnel ; son testament politique, il l'avait déjà ouvert le 5 novembre 1937 en présence du ministre des Affaires étrangères et des chefs militaires du Reich, qualifiant ses projets de conquête de « legs testamentaire pour le cas de son décès ⁷ ». A ses intimes qui devaient, nuit après nuit, voir d'insignifiantes opérettes filmées et entendre d'interminables tirades sur l'Église catholique, les recettes de régime, les temples grecs et les chiens bergers allemands, il cachait à quel point il prenait à la lettre son rêve de domination mondiale. De nombreux anciens collaborateurs de Hitler ont essayé plus tard de faire croire à la théorie d'un changement intervenu chez Hitler au cours

de l'année 1938 et explicable par une dégradation de sa santé due aux méthodes thérapeutiques de Morell. Je suis au contraire d'avis que les intentions et les projets de Hitler n'ont jamais varié. La maladie et la crainte de la mort ne firent que le pousser à en accélérer la réalisation. Seule une opposition supérieure en forces pouvait encore tromper ses desseins, mais, en 1938, ces forces ne se manifestaient pas. Au contraire, les succès de cette année-là encouragèrent Hitler à accentuer son rythme déjà élevé.

La fièvre avec laquelle il nous poussait à avancer nos travaux était, me semblait-il, étroitement liée à cette fièvre intérieure. A l'achèvement du gros œuvre il déclara aux travailleurs : « Ce n'est déjà plus le rythme américain, c'est déjà le rythme allemand. J'ai la prétention de travailler, moi aussi, plus vite que les chefs de ces États qu'on appelle démocraties. Je crois qu'en politique aussi nous imposons un autre rythme, et s'il est possible d'annexer au Reich un État en deux ou trois jours, il doit aussi être possible d'ériger un édifice en un ou deux ans. » Il est vrai que je me demande parfois si l'excessive passion qu'il mettait à construire n'avait pas en plus pour but de camoufler ses projets, et la multiplication des poses de premières pierres celui de faire illusion aux yeux de l'opinion publique.

Cela devait se passer en 1938, à l'hôtel Deutscher Hof à Nuremberg. Hitler parlait du devoir de chacun de ne dire que les choses que tout le monde pouvait entendre. Parmi les personnes présentes, il y avait le Reichsleiter Philip Bouhler et sa jeune épouse. Celle-ci objecta que de telles

restrictions ne s'appliquaient certainement pas à notre petit comité, car nous saurions tous garder un secret qu'il nous confierait. Hitler répondit en riant et en me désignant : « Personne ici ne sait se taire, sauf un. » Pourtant les événements des mois qui suivirent, ce n'est pas de lui que je les appris.

Le 2 février 1938, je vis le commandant en chef de la Marine, Erich Raeder, blême et hagard, traverser en titubant le hall de la Chancellerie. Il ressemblait à un homme guetté par une attaque. Le surlendemain, je lus dans le journal que le ministre des Affaires étrangères von Neurath avait été remplacé par von Ribbentrop, et le commandant en chef de l'armée de terre von Fritsch par von Brauchitsch. C'est Hitler en personne qui avait pris le haut commandement de la Wehrmacht, exercé jusqu'à ce jour par le Feldmarschall von Blomberg, Keitel était nommé chef d'état-major de Hitler.

Je connaissais le Feldmarschall von Blomberg pour l'avoir vu à l'Obersalzberg. C'était un homme courtois et très distingué, jouissant d'un grand prestige auprès de Hitler qui, jusqu'au moment où il le révoqua, l'avait toujours traité avec beaucoup de prévenances. A l'automne 1937, il était venu, à l'instigation de Hitler, dans mes bureaux de la Panzer Platz voir les plans et les maquettes de notre projet berlinois. Il resta environ une heure, montrant son intérêt sans démonstrations inutiles. Un général l'accompagnait,

approuvant chaque mot de son chef d'un petit signe de tête. C'était Wilhelm Keitel, devenu depuis le plus proche collaborateur de Hitler au haut commandement de la Wehrmacht. Ignorant tout de la hiérarchie militaire, je l'avais pris pour un aide de camp de Blomberg.

A la même époque, le général de corps d'armée von Fritsch, que je ne connaissais pas jusqu'alors, me pria de venir le voir dans ses bureaux de la Bendlerstrasse. L'intérêt qu'il portait aux projets de Berlin n'était pas de simple curiosité. Je déployai les plans sur une grande table à cartes. Gardant ses distances, d'une froideur et d'une concision toutes militaires mais presque désobligeantes, il écouta mes explications. Les questions qu'il me posa me donnèrent l'impression qu'il était en train de supputer dans quelle mesure une évolution pacifique de la situation pouvait intéresser un Hitler absorbé par ses grands projets aux échéances lointaines. Mais peut-être me suis-je trompé.

Je ne connaissais pas non plus le ministre des Affaires étrangères, le baron von Neurath. Un jour, en 1937, Hitler trouva que la villa du ministre n'était pas suffisamment vaste pour lui permettre de satisfaire aux obligations officielles de sa charge. Il m'envoya chez M^{me} von Neurath pour lui offrir d'agrandir la maison, aux frais de l'État. Elle me fit visiter sa demeure et conclut d'un ton ferme qu'à son avis et à l'avis de son mari, cette villa remplissait parfaitement sa fonction, qu'en conséquence je veuille bien remercier Hitler de cette offre, mais qu'elle la refusait. Ce

refus indisposa Hitler, qui ne renouvela plus son offre. Cette fois-là, la vieille noblesse, montrant par sa modestie même qu'elle avait conscience de sa valeur, avait ouvertement pris ses distances vis-à-vis du besoin effréné d'apparat des nouveaux maîtres. Ce ne fut pas le cas de Ribbentrop, qui me fit venir à Londres durant l'été 1936 parce qu'il voulait agrandir et rénover l'ambassade d'Allemagne ; il voulait qu'elle fût prête pour les cérémonies du couronnement du roi George VI, fixées au printemps 1937, pour pouvoir, lors des mondanités prévisibles en pareille occasion, en imposer à la Society londonienne par le faste et le luxe de sa résidence. Ribbentrop avait laissé sa femme s'occuper des détails. Or, celle-ci, conseillée par un décorateur des « Ateliers réunis » de Munich, organisa une telle orgie architecturale que je me sentis bientôt superflu. L'attitude de Ribbentrop à mon égard fut toujours correcte. Pourtant, quand il recevait des télégrammes du ministre des Affaires étrangères, il se montrait de fort mauvaise humeur car il les considérait comme des immixtions dans ses affaires. Dans son irritation, il proclamait que Hitler lui avait confié cette mission londonienne à lui directement et que c'était à Hitler lui-même de définir sa ligne de conduite.

Un grand nombre de collaborateurs politiques de Hitler, souhaitant entretenir de bonnes relations avec l'Angleterre, semblaient mettre en doute, déjà à cette époque-là, la capacité de Ribbentrop dans la recherche d'une solution à ce problème. A l'automne 1937, le D^r Todt alla avec Lord

Wolton visiter les chantiers de l'autoroute. Il nous rapporta, au retour de ce voyage, que Lord Wolton avait exprimé le souhait, non officiel, de le voir envoyé comme ambassadeur à Londres à la place de Ribbentrop. Car Lord Wolton avait précisé qu'avec l'ambassadeur actuel, les relations entre les deux pays ne s'amélioreraient jamais. Nous veillâmes à ce que Hitler en entendît parler. Mais il n'y eut aucune réaction.

Peu après la nomination de Ribbentrop au poste de ministre des Affaires étrangères, Hitler lui offrit de démolir la villa du ministre des Affaires étrangères et de faire agrandir, pour lui servir de résidence de fonction, le palais occupé jusqu'alors par le président du Reich. Ribbentrop accepta l'offre.

Le deuxième événement de cette année-là à rendre sensible l'accélération croissante de la politique de Hitler, je le vécus le 9 mars 1938, dans le salon de la résidence de Hitler à Berlin. Schaub, l'aide de camp, écoutait à la radio le discours que le chancelier fédéral autrichien Schuschnigg prononçait à Innsbruck. Hitler s'était retiré dans son bureau privé au premier étage. Visiblement, Schaub attendait quelque chose de précis. Il prenait des notes, tandis que Schuschnigg, devenant de plus en plus clair, annonçait un référendum, par lequel, disait-il, le peuple autrichien devait se prononcer pour ou contre son indépendance et, pour finir, il lança à ses compatriotes dans leur parler autrichien : « Hommes, il est temps ! »

Pour Schaub aussi, il fut temps de se précipiter chez

Hitler. Dans l'instant qui suivit, Goebbels, en habit de soirée, et Göring, en uniforme de gala, arrivèrent en toute hâte. Ils venaient d'un quelconque bal de la saison berlinoise et disparurent chez Hitler au premier étage.

C'est à nouveau par les journaux que j'appris au bout de quelques jours ce qui s'était passé. Le 13 mars, les troupes allemandes pénétraient en Autriche. Quelques semaines plus tard, je me rendis en auto à Vienne pour y préparer le hall de la gare du Nord-Ouest, où devait se tenir une grande manifestation. A chaque traversée de villes ou de villages, hommes et femmes saluaient de la main les voitures allemandes. A Vienne, je découvris brutalement, à l'hôtel « Impérial », le revers de la liesse de l'Anschluss. Il était moins reluisant. De nombreuses personnalités du « vieux Reich », comme par exemple, le président de la police berlinoise, le comte Helldorf, étaient accourues, manifestement attirées par l'abondance de marchandises dans les magasins. « Là, entendait-on, il y a encore du beau linge, là-bas des couvertures de laine autant qu'on en veut... J'ai découvert un magasin avec des liqueurs étrangères. » Ces bribes de conversations saisies dans le hall de l'hôtel m'écoëraient. Je me bornai à acheter un Borsalino. En quoi cela me concernait-il ?

Peu après l'Anschluss, Hitler se fit apporter une carte de l'Europe centrale et montra à ses intimes recueillis comment, maintenant, la Tchécoslovaquie était prise en tenaille. Des années après, Hitler soulignait encore combien le geste désintéressé de Mussolini, donnant son

assentiment à l'entrée des troupes en Autriche, avait été le fait d'un grand homme d'État. Il lui en garderait toujours une grande reconnaissance, car, pour l'Italie, la solution d'une Autriche État-tampon neutre aurait été préférable. La présence de troupes allemandes au col du Brenner risquait à la longue de grever la vie politique intérieure romaine. Le voyage de Hitler en Italie en 1938 devait être en quelque sorte sa première marque de reconnaissance. Mais il se réjouissait aussi de découvrir les monuments et les trésors artistiques de Rome et de Florence. On lui soumit les uniformes d'un faste pompeux qu'on avait fait faire sur mesure pour son escorte. Il aima ce faste. La préférence qu'il accordait, dans sa mise, à des vêtements d'une sobriété marquée cachait un calcul relevant de la psychologie des masses. « Il faut, estimait-il, que mon entourage fasse majestueux. Alors ma simplicité frappera davantage. »

Environ un an plus tard, Hitler chargea le décorateur Benno von Arent, qui, jusqu'alors, avait fait des décors d'opéras et d'opérettes, de dessiner les nouveaux uniformes du corps diplomatique. Les habits recouverts de broderies dorées plurent à Hitler, tandis que des railleurs déclarèrent : « On se croirait dans *La Chauve-souris* ! ». Quant aux décorations pour lesquelles il avait dû également faire des maquettes, elles auraient, elles aussi, fait sensation sur n'importe quelle scène. Du coup, je surnommai Arent « le ferblantier du III^e Reich ».

A son retour d'Italie, Hitler résuma ainsi ses

impressions : « Heureusement que nous n'avons pas de monarchie et que je n'ai pas écouté ceux qui voulaient m'emboîter avec leur restauration. Vous auriez vu ces barrières à la cour, et cette étiquette ! Impensable ! Et le Duce toujours à l'arrière-plan ! A table, ou sur les tribunes, c'est toujours la famille royale qui avait les meilleures places. Le Duce, qui est pourtant le vrai représentant de l'État, venait loin derrière. » Hitler avait, comme chef d'État, le même rang que le roi. D'après le protocole, Mussolini n'avait que rang de Premier ministre.

Après son voyage en Italie, Hitler se sentit obligé d'honorer Mussolini de façon particulière. Il décida que la place Adolf-Hitler, à Berlin, porterait, après sa transformation dans le cadre de la restructuration urbaine, le nom de Mussolini⁸. Certes, il trouvait cette place affreuse sur le plan architectural, sous prétexte que des bâtiments modernes de l'« époque du système [45](#) » la déparaient, mais, disait-il, « si cette place Adolf-Hitler, nous la rebaptisons place Mussolini, je suis d'abord débarrassé d'elle et je puis ensuite faire un grand honneur au Duce en lui cédant ma place. J'ai déjà dessiné moi-même l'ébauche d'un monument Mussolini. » On n'en arriva pas là, la transformation de la place ordonnée par Hitler n'ayant pas été réalisée.

La dramatique année 1938 aboutit à l'accord de Hitler et des puissances occidentales concernant la cession de grandes parties de la Tchécoslovaquie. Quelques semaines auparavant, Hitler avait, dans ses discours au

Congrès de Nuremberg, joué au guide courroucé de sa nation, essayant, soutenu par les applaudissements frénétiques de ses partisans, de convaincre l'étranger aux écoutes qu'une guerre ne lui ferait pas peur. Avec le recul, je ne vois là qu'une énorme manœuvre d'intimidation dont il avait déjà, sur un champ plus réduit, expérimenté l'efficacité, au cours de son entrevue avec Schuschnigg. D'un autre côté, il aimait bien, par des déclarations d'intentions faites en public, se fixer une frontière en deçà de laquelle il ne pourrait plus reculer sans mettre son prestige en jeu.

A cette époque-là, même ses collaborateurs les plus proches ne doutaient pas qu'il fût disposé à faire la guerre, car il revenait sans cesse sur le caractère inéluctable de la situation, alors que son comportement habituel consistait plutôt à ne laisser voir à personne quels étaient ses desseins. Les déclarations selon lesquelles il était prêt à faire la guerre impressionnèrent même Brückner, son aide de camp de longue date. C'était un jour de septembre 1938, pendant le Congrès de Nuremberg. Nous étions assis sur un des murs du château ; devant nous s'étendait, sous un doux soleil de septembre, la vieille ville recouverte par un voile de brume. Abattu, Brückner me déclara : « Peut-être est-ce la dernière fois que nous voyons ce spectacle si paisible. Nous allons vraisemblablement avoir la guerre bientôt. »

C'est plus à l'attitude conciliante des puissances occidentales qui lui cédèrent, qu'à la retenue de Hitler, que

nous dûmes d'éviter, une fois encore, cette guerre prophétisée par Brückner. Aux yeux du monde étonné et de ses partisans désormais totalement convaincus de l'infailibilité de leur Führer, s'accomplit l'abandon des territoires des Sudètes à l'Allemagne.

Les fortifications de la frontière tchèque suscitèrent l'étonnement général. Des tirs d'essai prouvèrent, à la surprise des spécialistes, que les armes que nous devions engager contre elles n'avaient pas l'efficacité attendue. Hitler alla lui-même voir l'ancienne frontière, pour se faire une idée des installations fortifiées et il revint très impressionné. Ayant constaté que les fortifications étaient d'une solidité surprenante, leur emplacement choisi avec une extraordinaire habileté et leur échelonnement très profond, grâce à un remarquable savoir-faire dans l'utilisation du terrain, il déclara : « Leur prise aurait été très dure en cas de défense résolue et nous aurait coûté beaucoup de sang. Et voilà que nous les avons eues sans verser une goutte de sang ! Mais il y a une chose de sûre : je ne permettrai plus jamais que les Tchèques bâtissent une nouvelle ligne de défense. C'est une excellente position de départ que nous avons maintenant ! La montagne est passée, nous sommes déjà dans les vallées de Bohême. »

Le 10 novembre, en me rendant au bureau, je passai devant les décombres encore fumants de la synagogue de

Berlin. C'était le quatrième de ces événements qui devaient marquer de leur empreinte cette dernière année de l'avant-guerre. Le souvenir de cette vision reste pour moi, aujourd'hui encore, l'une des plus pénibles expériences de mon existence, car ce qui, à l'époque, me choqua, au spectacle de la Fasanenstrasse, ce fut avant tout le désordre qui régnait : poutres calcinées, parties de façades effondrées, murs détruits par le feu, images prémonitoires de celles qu'allait bientôt offrir toute l'Europe en guerre. Mais quelque chose me parut plus fâcheux : c'était le réveil politique de la « rue ». Les carreaux brisés des vitrines indisposèrent avant tout mon sens bourgeois de l'ordre.

Je ne vis point, à cette époque-là, qu'on venait de briser plus qu'un peu de verre, et que Hitler avait, pour la quatrième fois cette année-là, franchi le Rubicon, rendant irréversible le destin de son Reich. Ai-je, un fugitif instant, senti que quelque chose venait de commencer qui se terminerait par l'extermination d'une fraction de notre peuple ? Qui changerait aussi ma substance morale ? Je ne le sais pas.

L'événement me laissa plutôt indifférent. Attitude motivée aussi par quelques mots de Hitler regrettant ces excès, que, selon lui, il n'aurait pas voulu. Il semblait éprouver une certaine gêne. Plus tard, Goebbels laissa entendre en petit comité que c'était lui l'instigateur de cette nuit sinistre et monstrueuse. Je crois tout à fait plausible qu'il ait placé un Hitler hésitant devant le fait accompli, pour

lui imposer la nécessité de l'action.

J'ai toujours été surpris par le peu de traces qu'ont laissées en moi les remarques antisémites de Hitler. Un retour en arrière me permet de composer, à partir des éléments encore vivaces de mes souvenirs, un tableau de ce qui, à l'époque, me frappait : déformation du portrait que j'aurais aimé me faire de Hitler, soucis causés par le constant déclin de sa santé, espoir d'une atténuation du combat mené contre l'Église, annonce de projets dont les buts me semblaient utopiques, toutes sortes de choses curieuses, mais la haine que Hitler portait aux Juifs me semblait, à l'époque, aller tellement de soi qu'elle ne fit pas grande impression sur moi.

Je me sentais l'architecte de Hitler. Les événements de la vie politique ne me concernaient pas. Je ne faisais que leur fournir des décors impressionnants. Hitler me renforçait quotidiennement dans cette attitude en me consultant presque uniquement pour des questions d'architecture ; de surcroît, il eût paru fort prétentieux, de la part d'un nouveau assez tard venu, d'essayer de participer aux délibérations politiques. Je me sentais et me voyais dispensé de toute prise de position. En outre, le but de l'éducation nationale-socialiste était la séparation des sphères de réflexion ; ainsi, on attendait de moi que je me limite à mon domaine : la construction. Le mémoire que j'adressai à Hitler en 1944 montre bien que l'illusion dont j'étais victime atteignait les limites du grotesque. « La tâche que j'ai à remplir, y affirmai-je, est une tâche

apolitique. Je me suis senti à mon aise dans mon travail, aussi longtemps que ma personne comme mon travail ont été jugées en fonction des résultats que j'obtenais⁹. »

Cependant cette distinction, au fond, n'était pas essentielle. Aujourd'hui, elle me paraît symptomatique des efforts que je faisais pour garder hors d'atteinte le portrait idéalisé que je me faisais de Hitler et ne pas le laisser entacher par la sale besogne qui consistait à faire passer dans les faits ces slogans antisémites qu'on pouvait lire à l'entrée des villages et ces déclarations qui constituaient le thème de nos conversations dans le pavillon de thé. De fait, l'identité de celui qui avait mobilisé la populace contre les synagogues et les magasins juifs n'avait aucune importance, de même que la question de savoir si c'était arrivé à l'instigation ou seulement avec l'approbation de Hitler.

Dans les années qui ont suivi ma libération, on n'a pas cessé de me poser des questions auxquelles j'avais moi-même essayé de répondre, tout seul dans ma cellule, vingt années durant : on voulait savoir ce que je savais de la persécution, de la déportation et de l'extermination des Juifs ; ce que j'aurais dû savoir et quelles conséquences je me sommais moi-même de tirer.

Je ne donne plus la réponse dont j'ai si longtemps essayé de satisfaire ceux qui me posaient ces questions, mais aussi, au premier chef, moi-même : à savoir que dans le système hitlérien, comme dans tout régime totalitaire, l'isolement, et en conséquence, le

cloisonnement protecteur croissent à mesure que la position qu'on occupe devient plus importante ; que la technicité croissante des méthodes d'assassinat réduisait le nombre des assassins, augmentant du même coup la possibilité de l'ignorance ; que la manie du secret régnant dans le système créait des degrés d'initiation et donc, à tout un chacun, des occasions de fuir devant la prise de conscience de l'inhumain.

Je ne donne plus toutes ces réponses ; car elles tentent d'aborder la confrontation avec les événements à la manière d'un avocat. Certes, ma position de favori et plus tard mon poste de ministre, un des plus influents du régime, m'isolaient ; certes, le morcellement de la pensée en sphères de compétences distinctes avait offert à l'architecte comme au ministre de l'Armement de nombreuses échappatoires ; certes, je n'ai pas su ce qui avait véritablement commencé en cette nuit du 9 au 10 novembre 1938, pour aboutir à Auschwitz et Maidanek. Mais la mesure de mon isolement, l'intensité de mes échappatoires et le degré de mon ignorance, c'est, à la fin des fins, moi qui les déterminais.

C'est pourquoi je sais aujourd'hui qu'en me torturant par mes examens de conscience, je posais la question tout aussi mal que les curieux qu'entre-temps j'ai rencontrés. La question de savoir si j'ai su ou je n'ai pas su, et dans quelle mesure, grande ou petite, j'ai su, perd toute son importance, quand je songe à ce que j'aurais dû savoir d'effroyable et quelles conséquences j'aurais dû tout

naturellement tirer du peu que je savais. Ceux qui me posent ces questions attendent de moi au fond que je me justifie. Mais je n'écris pas mon apologie.

C'est le 9 janvier 1939 que la nouvelle Chancellerie devait être terminée. Le 7 janvier, Hitler arriva de Munich. Il vint plein d'impatience, s'attendant visiblement à trouver une cohue d'artisans et de brigades de nettoyage. Chacun connaît la hâte fébrile avec laquelle, juste avant la livraison d'un bâtiment, on démonte les échafaudages, on enlève poussière et détrit, on déroule les tapis et on pend les tableaux. Mais Hitler s'était trompé. Nous nous étions, dès le départ, réservé une marge de quelques jours dont nous n'eûmes pas besoin, étant prêts quarante-huit heures avant la date fixée. Lorsque Hitler parcourut le bâtiment, il aurait pu s'asseoir à sa table de travail et commencer à régler les affaires de l'État.

Le bâtiment l'impressionna beaucoup. Il ne tarit pas d'éloges sur l'« architecte génial », le faisant, contrairement à son habitude, en ma présence. Mais réussir à terminer deux jours avant l'heure dite me fit la réputation d'un grand organisateur.

Ce qui plut surtout à Hitler, ce fut le long chemin que les hôtes officiels et les diplomates devraient faire avant d'arriver à la pièce de réception. Il ne partagea pas mes scrupules concernant le sol en marbre poli, que je pensais devoir recouvrir d'un tapis. « C'est très bien ainsi, me dit-il, les diplomates doivent savoir se mouvoir sur un sol glissant. »

La salle de réception était trop petite à son goût. Il donna l'ordre de l'agrandir du triple. Au début de la guerre, les plans de cet agrandissement étaient prêts. Son bureau, en revanche, eut sa pleine approbation. Ce qui le réjouit surtout, ce fut une marqueterie ornant sa table de travail et représentant une épée à moitié dégainée : « Très bien, très bien, dit-il, quand les diplomates assis à la table devant moi verront cela, ils apprendront à avoir peur. » Dans leurs panneaux dorés surmontant les quatre portes de la pièce, les quatre vertus : « la Sagesse », « la Circonspection », « la Bravoure » et « la Justice » laissaient tomber sur lui leur regard. Je ne sais pas comment l'idée m'en était venue. Deux sculptures d'Arno Breker flanquaient, dans la salle ronde, le portail donnant sur la grande galerie, l'une représentant « le Hardi », l'autre « le Sage ¹⁰ ». Cette pathétique indication de mon ami Breker rappelant la nécessité de la réflexion avant chaque coup d'audace, comme ma propre composition allégorique invitant à cultiver les trois autres vertus autant que le courage, témoignaient d'un optimisme naïf quant à la portée des recommandations des artistes, mais elles montraient en même temps que nous ne laissions pas d'éprouver une certaine inquiétude devant les périls qui menaçaient tout ce que nous avons atteint.

Une grande table au lourd plateau de marbre se trouvait à côté de la fenêtre. D'abord sans utilité, elle servit à partir de 1944 aux conférences d'état-major. On y étala ces cartes militaires qui ne montraient plus que la rapide

progression des adversaires occidentaux et orientaux envahissant le Reich allemand. C'est ici que Hitler tint ses dernières conférences militaires, à la surface de la terre du moins ; les suivantes se tinrent à 150 mètres de distance, sous plusieurs mètres de béton. La salle du Conseil des ministres qui, elle, pour d'évidentes raisons d'acoustique, possédait un revêtement de bois, lui plut également, mais il ne s'en servit jamais pour les réunions du Conseil. Plus d'un ministre me pria d'obtenir de Hitler qu'il puisse voir « sa » salle au moins une fois. Hitler le permettait toujours, aussi, de temps en temps, un ministre venait-il en silence, contempler la place qu'il n'avait jamais occupée, marquée d'un grand portefeuille de cuir bleu portant son nom gravé en lettres d'or.

Pour tenir les délais, on avait embauché quatre mille cinq cents ouvriers qu'on fit travailler en équipes de jour et en équipes de nuit. Il fallait y ajouter, dispersés à travers le pays, les quelques milliers d'ouvriers et d'artisans ayant fabriqué divers éléments. Eux tous, tailleurs de pierre, menuisiers, maçons, plombiers et autres artisans, furent invités à venir voir le bâtiment achevé dont, impressionnés, ils parcoururent toutes les salles.

Au Palais des Sports, Hitler leur parla en ces termes : « Je suis ici le représentant du peuple allemand ! Et quand je reçois quelqu'un à la Chancellerie, ce n'est pas Adolf Hitler qui reçoit ce quelqu'un, mais le Führer de la nation allemande. Et ainsi ce n'est pas moi qui le reçois, mais c'est la nation allemande qui le reçoit à travers moi. Et

c'est pour cela que je veux que ces pièces répondent à cette tâche. Chacun a mis la main à un édifice qui résistera aux siècles et parlera de notre époque. Le premier édifice du nouveau grand Reich allemand ! »

Après le repas, il demandait souvent qui, parmi les convives, n'avait pas encore vu la nouvelle Chancellerie, tout heureux quand il pouvait montrer à l'un d'eux le nouveau bâtiment. Il en profitait pour démontrer aux visiteurs étonnés son aptitude à emmagasiner les données techniques. Il me demanda un jour : « Quelle est la longueur de cette salle ? sa hauteur ? » Confus, je haussai les épaules en signe d'ignorance, mais lui indiqua les mesures. Elles étaient exactes. Cette démonstration devint peu à peu un coup monté, car les chiffres me devinrent vite familiers à moi aussi. Mais comme il était visible que ce jeu l'amusait, je continuai à lui fournir la réplique.

Hitler me combla d'honneurs : il organisa pour mes collaborateurs un déjeuner dans sa résidence, écrivit un article pour un livre sur la Chancellerie, me décora de l'« insigne d'or du parti » et me fit présent, avec quelques paroles timides, d'une des aquarelles de sa période de jeunesse. Peinte en 1909, à la période la plus sombre de son existence, elle représente une église gothique reproduite avec une patience, une précision et un pédantisme extrêmes. On n'y sent aucune émotion personnelle, on n'y découvre aucune verve dans le trait. Le manque de personnalité n'apparaît pas seulement dans la facture, mais également dans le choix de l'objet, les

couleurs plates, la perspective insignifiante de cette aquarelle qui semble être caractéristique de la première période de Hitler : toutes les aquarelles de cette époque sont sans âme, et les tableaux du soldat de liaison de la Première Guerre mondiale n'en ont pas plus. Il ne prit conscience de sa valeur que bien plus tard. Les deux esquisses à la plume du Grand Dôme et de l'Arc de Triomphe de Berlin, dessinées aux environs de 1925, témoignent de ce changement. Et dix ans plus tard, c'était d'une main énergique qu'il dessinait devant moi, couvrant le papier de plusieurs couches successives de crayon bleu ou de crayon rouge, jusqu'à ce qu'il eût accroché la forme qu'il avait en tête. Mais même à cette époque, il ne reniait pas les insignifiantes aquarelles de sa jeunesse, puisqu'il en faisait parfois présent en signe de distinction particulière.

Depuis des décennies, il y avait dans la Chancellerie un buste en marbre de Bismarck par Reinhold Begas. Quelques jours avant l'inauguration, des ouvriers, dans le déménagement, le laissèrent tomber par terre et la tête se brisa. Cela me sembla un mauvais présage. Comme, en plus, je connaissais l'histoire, que racontait Hitler, de l'aigle impériale tombant du fronton de l'hôtel des Postes le jour même de la déclaration de la Première Guerre mondiale, je lui cachai cet accident, demandant à Breker de faire une copie exacte que nous frottâmes avec du thé pour la patiner.

Dans le discours déjà mentionné, Hitler déclara avec une belle assurance : « Ce qu'il y a de merveilleux dans la construction, c'est que, lorsqu'on travaille, on a un monument. Ça tient, c'est autre chose qu'une paire de bottes qu'on doit aussi fabriquer, mais qu'on use en un ou deux ans pour la jeter ensuite. Un monument reste debout et, à travers les siècles, témoignera de tous ceux qui y ont travaillé. » Le 12 janvier 1939, Hitler inaugurerait ce nouveau bâtiment, conçu pour durer des siècles, en recevant dans la Grande Salle le corps diplomatique venu recevoir l'adresse du nouvel An.

Soixante-cinq jours après l'inauguration, le 15 mars 1939, on conduisit le président de l'État tchécoslovaque dans le nouveau cabinet de travail. C'est dans cette pièce que se déroula cette tragédie qui commença dans la nuit par la soumission de Hacha et se termina au petit matin par l'occupation de son pays. « A la fin, nous rapporta Hitler plus tard, j'avais tellement travaillé le vieil homme, qu'à bout de nerfs, il allait signer ; et voilà qu'il a une attaque au cœur. Dans la pièce contiguë, mon brave D^r Morell fait une piqûre, mais elle est trop efficace. Hacha reprend trop de forces. Remis sur pied, il ne veut plus signer ; mais j'ai fini par l'avoir. »

Soixante-dix-huit mois après l'inauguration, le 16 juillet 1945, Winston Churchill visita la Chancellerie ¹¹. « A mon arrivée, raconte-t-il, je trouvai une grande foule rassemblée devant la Chancellerie. Elle m'acclama, à l'exception d'un vieil homme qui hochait la tête d'un air désapprobateur.

Cette démonstration m'émut autant que les visages émaciés et les vêtements élimés de la population. Pénétrant dans la Chancellerie, nous y déambulâmes longtemps à travers les couloirs détruits et les salles effondrées. »

Peu après, le bâtiment fut démoli. Le marbre et les pierres fournirent le matériau avec lequel fut construit le Monument aux morts russe de Berlin-Treptow.

[45](#). Dans la bouche des nazis, le « système » désignait le régime et les institutions de la République de Weimar (N.D.T.).

Une journée à la Chancellerie

Environ quarante à cinquante personnes étaient admises au déjeuner de Hitler à la Chancellerie du Reich. Elles n'avaient qu'à prévenir par téléphone son aide de camp de leur venue. La plupart du temps, il s'agissait de Gauleiter et de Reichsleiter, de quelques ministres et enfin de quelques intimes, mais on n'y rencontrait pas d'autres officiers que les officiers d'ordonnance de la Wehrmacht.

A maintes reprises, Schmudt, son aide de camp, recommanda vivement à Hitler d'inviter à sa table des chefs militaires, mais celui-ci refusa chaque fois. Il s'attendait peut-être de la part du corps des officiers à des remarques condescendantes au sujet de ses vieux collaborateurs.

J'avais, moi aussi, libre accès à l'appartement de Hitler, et j'usais fréquemment de cette autorisation. L'agent de police posté à l'entrée du jardin connaissait ma voiture et m'ouvrait le portail sans autre formalité. Après avoir garé ma voiture dans la cour, je me rendais à l'appartement. Transformé par Troost, il s'étendait à la droite de la Chancellerie du Reich que je venais de construire et il était

relié à elle par une galerie.

Le fonctionnaire SS de la garde personnelle de Hitler me saluait comme une vieille connaissance. Je remettais mon rouleau de dessins et, sans être annoncé, j'entrais ensuite, comme un familier de la maison, dans le vaste hall. Il y avait dans cette pièce deux coins repos très confortables, ses murs blancs étaient recouverts de tapisseries, et le sol de marbre rouge était largement recouvert de tapis. Là, on rencontrait, la plupart du temps, quelques hôtes en train de converser ; d'autres téléphonaient. D'une façon générale, cette pièce avait la préférence de tout le monde, car c'était la seule pièce où on avait le droit de fumer.

On n'avait pas l'habitude, ici, d'utiliser le *Heil Hitler* ! comme on le faisait obligatoirement partout ailleurs pour se saluer. Un simple « bonjour » était bien plus fréquent. La coutume d'arborer l'insigne du parti au revers pour démontrer son appartenance au parti n'était pas de mise ici et on y voyait relativement peu d'uniformes. Celui qui était parvenu jusque-là acquérait du même coup le privilège d'une certaine liberté d'attitude.

Après avoir traversé un salon de forme carrée, qui ne servait pas à cause de son mobilier inconfortable, on arrivait dans la pièce de séjour proprement dite, dans laquelle les hôtes conversaient, la plupart du temps, debout. Cette pièce, qui mesurait environ 100 mètres carrés, était la seule de tout l'appartement à présenter un décor confortable et intime ; lors des grandes transformations de 1933-1934, on avait gardé intact son

aspect de l'époque de Bismarck : elle possédait un plafond à solives, les murs étaient recouverts jusqu'à mi-hauteur de lambris et il s'y trouvait une cheminée ornée d'un blason de la renaissance florentine, que le chancelier du Reich von Bülow avait jadis rapporté d'Italie. C'était l'unique cheminée du rez-de-chaussée. Autour d'elle étaient disposés des fauteuils recouverts de cuir foncé ; derrière un sofa, se trouvait une table assez grande sur laquelle étaient toujours étalés quelques journaux. Au mur, il y avait une tapisserie et deux tableaux de Schinkel prêtés par la Galerie nationale pour la résidence du chancelier.

Hitler faisait son apparition avec un manque d'exactitude souverain. L'heure du repas était fixée à deux heures, mais il était souvent trois heures ou encore plus tard, avant que Hitler arrivât, parfois des appartements privés de l'étage au-dessus, plus souvent d'une conférence à la Chancellerie du Reich. Il faisait son entrée sans façons, à la manière d'un simple particulier. Il saluait ses hôtes d'une poignée de main ; on formait cercle autour de lui : il donnait son opinion sur tel ou tel problème du jour ; auprès de quelques privilégiés, il s'enquêrait, sur un ton souvent impersonnel, de la santé de madame, demandait au chef du service de presse un résumé des dernières nouvelles, s'asseyait à part dans un fauteuil et commençait à lire. Il lui arrivait de tendre une feuille à l'un des invités, parce que la nouvelle lui semblait particulièrement intéressante, et d'ajouter quelques remarques.

Pendant quinze à vingt minutes encore, les invités

restaient debout, formant de petits groupes, avant que l'on tirât le rideau qui pendait devant la porte vitrée menant à la salle à manger. L'intendant, avec son apparence d'aubergiste à l'embonpoint engageant, annonçait à Hitler, sur ce ton familier convenant à l'ambiance, que le déjeuner était prêt. Le Führer passait devant, les autres suivaient, entrant dans la salle à manger sans respecter de préséance.

De toutes les pièces qui avaient été transformées et aménagées par le professeur Troost, celle-ci, une grande pièce carrée (de 12 mètres sur 12 mètres) était la plus équilibrée. Le mur qui donnait sur le jardin était percé de trois portes vitrées, face à lui se trouvait un grand buffet plaqué de palissandre, surmonté d'un tableau inachevé de Kaulbach, par là même non sans charme et échappant en tout cas à certains côtés fâcheux de ce peintre éclectique. Les deux autres murs étaient coupés dans leur milieu par deux niches voûtées en plein cintre, dans lesquelles étaient exposés, sur des socles de marbre clair, des nus du sculpteur munichois Wackerle. De chaque côté des niches se trouvaient d'autres portes vitrées qui menaient à l'office, au salon et à la pièce de séjour déjà mentionnée par laquelle on entrait. Les murs recouverts d'un plâtre lisse de couleur blanche tirant sur le jaune et les rideaux clairs de la même teinte donnaient une impression de profondeur et de clarté. Des ornements en saillie sur le mur soulignaient ce rythme clair et sévère, qu'une moulure à arête vive accentuait. L'ameublement était sobre et reposant. Une

grande table ronde, à laquelle pouvaient prendre place environ quinze personnes, occupait le centre, entourée de chaises simples en bois foncé recouvertes de cuir bordeaux. Toutes les chaises se ressemblant, celle de Hitler ne se distinguait point des autres. Aux quatre coins de la pièce, il y avait quatre petites tables supplémentaires, avec quatre ou six chaises semblables aux autres. Le couvert était en porcelaine claire et sobre et les verres simples ; tout avait été choisi à l'époque par le professeur Troost. Au milieu de la table, il y avait une coupe avec quelques fleurs.

C'était là le restaurant « du gai chancelier », comme Hitler se plaisait souvent à dire en présence de ses invités. Sa place se trouvait du côté de la fenêtre, et avant d'entrer dans la salle à manger, il désignait les deux invités qui s'assiéraient auprès de lui. Les autres prenaient place autour de la table dans l'ordre d'arrivée. Quand il y avait beaucoup d'invités, les aides de camp et les personnes de moindre importance, dont je faisais partie, s'asseyaient aux petites tables, ce qui, à mes yeux, représentait un avantage certain, car on pouvait y converser avec plus de liberté.

Le repas était simple. On servait un potage, pas de hors-d'œuvre, de la viande accompagnée de légumes verts et de pommes de terre, et, pour finir, un dessert. Pour la boisson, nous avions le choix entre de l'eau minérale, une bière berlinoise ordinaire en bouteille, ou du vin bon marché. A Hitler, on servait son repas végétarien, il buvait

de l'eau de Fachingen, son eau minérale habituelle, et si ses invités en éprouvaient l'envie, ils pouvaient l'imiter. Mais ils étaient peu à l'imiter. C'était Hitler lui-même qui tenait à la frugalité de ces repas. Il pouvait en effet être sûr que toute l'Allemagne en était informée. Lorsqu'un jour les pêcheurs d'Helgoland lui firent cadeau d'un énorme homard et qu'à leur grande satisfaction les invités virent arriver sur la table ce mets délicat, Hitler ne se borna pas à exprimer sa réprobation, se demandant par quelle aberration les hommes pouvaient manger des monstres à l'aspect aussi peu esthétique, mais il exigea aussi qu'un tel luxe fût interdit. Göring prenait rarement part à ces déjeuners. Un jour qu'un déjeuner à la Chancellerie m'obligea à me décommander chez lui, il me déclara : « Franchement, je trouve qu'on y mange trop mal. Et puis, ces militants de Munich, quels petits-bourgeois insupportables ! »

Hess faisait une apparition environ toutes les deux semaines, suivi, en un curieux équipage, de son aide de camp porteur d'un récipient en fer-blanc, dont les compartiments contenaient les différents composants d'un repas spécialement préparé à son intention, qu'il faisait ainsi apporter à la Chancellerie pour l'y faire réchauffer aux cuisines. Pendant longtemps, on cacha à Hitler que Hess se faisait servir son propre repas végétarien. Lorsqu'il finit par en avoir vent, il se tourna vers lui devant tous les convives rassemblés, lui déclarant d'un ton agacé : « J'ai ici une cuisinière qui fait une cuisine de régime de premier

ordre. Si votre médecin vous a prescrit quelque chose de particulier, elle vous le préparera volontiers. Mais vous ne pouvez pas apporter votre manger. » Hess qui, déjà à l'époque, s'entêtait à contredire Hitler, essaya de lui expliquer que les différents éléments de son repas devaient avoir une certaine origine biológico-dynamique. Sans mâcher ses mots, Hitler lui déclara alors qu'il n'aurait donc qu'à prendre ses repas chez lui ; après cet incident, on ne vit plus Hess que très rarement.

Quand, sur la demande du parti, tous les foyers allemands ne durent plus servir, pour le repas du dimanche, qu'un seul plat, afin de permettre à l'Allemagne d'avoir « des canons au lieu de beurre », il n'y eut plus, au domicile de Hitler également, que de la soupe. A ces repas-là, le nombre des convives tombait régulièrement à deux ou trois, ce qui donnait à Hitler l'occasion de faire des remarques sarcastiques sur l'esprit de sacrifice de ses collaborateurs. Car il y avait en plus une liste de souscription où on pouvait s'inscrire pour une certaine somme. A moi, chacun de ces repas me coûtait de 50 à 100 marks.

Goebbels était l'homme le plus en vue de tous les convives ; Himmler ne faisait que de rares apparitions ; Bormann, lui, ne manquait naturellement pas un seul repas mais, appartenant tout comme moi à ces courtisans qui formaient l'entourage habituel de Hitler, il ne pouvait passer

pour un invité.

Ici encore, les propos de table de Hitler n'arrivaient pas à échapper à un ensemble de sujets dont l'étroitesse ahurissante, en même temps que l'habituel parti pris dans la manière de considérer les hommes et les choses, avaient rendu les conversations de l'Obersalzberg si fatigantes. A la seule différence d'une formulation plus dure, on en restait au répertoire habituel ni élargi ni complété, à peine enrichi de quelques points de vue ou jugements nouveaux. Hitler ne se donnait même pas la peine de nous épargner les nombreuses répétitions si pénibles. Je ne peux pas dire que ses propos d'alors m'aient particulièrement impressionné, moi qui, pourtant, restais attiré par sa personnalité. Ils me dégrisaient plutôt, car je me serais attendu à des jugements et à des opinions d'un plus haut niveau.

Il répétait souvent, dans ses monologues, que ses idées politiques, militaires et esthétiques formaient un tout gardant cette unité qu'il lui avait donnée jusque dans les détails, quand il avait entre vingt et trente ans. Il affirmait que cette période avait été la période de sa vie la plus fructueuse sur le plan intellectuel, les projets qu'il faisait et le travail qu'il produisait n'étant que la mise en œuvre d'idées conçues à cette époque-là.

Le récit des aventures vécues pendant la Première Guerre mondiale tenait une grande place dans ces entretiens, car la majorité des convives avaient fait cette guerre. Pendant un temps, Hitler avait combattu face aux

Anglais. Il disait les respecter pour leur bravoure et leur ténacité, même s'il se moquait de certaines de leurs manies. C'est ainsi, affirmait-il, qu'ils avaient l'habitude d'arrêter de tirer à l'heure du thé, si bien qu'à cette heure-là il pouvait porter ses messages en toute tranquillité.

Nous ne l'entendîmes jamais, en 1938, exprimer des idées de revanche à l'encontre des Français. Il ne voulait pas repartir en guerre contre eux, estimant que cette insignifiante bande de terrain que formait l'Alsace-Lorraine n'en valait pas la peine. En outre, selon lui, les Alsaciens, ayant perpétuellement changé de nationalité, étaient devenus si versatiles, qu'aucune des deux parties ne pouvait gagner à les récupérer. On n'avait donc qu'à les laisser où ils étaient. Bien entendu, Hitler partait alors de l'hypothèse que l'Allemagne pourrait s'étendre vers l'est. La bravoure des soldats français de la Première Guerre mondiale lui avait fait grosse impression, tandis qu'il jugeait leurs officiers efféminés, affirmant : « Avec des officiers allemands, les Français auraient une armée hors de pair. »

Bien qu'elle posât des problèmes du point de vue de la théorie raciale, Hitler ne rejetait pas vraiment l'alliance avec le Japon, mais réservait son attitude pour un avenir plus lointain. Chaque fois qu'il abordait ce thème, il laissait transparaître son regret d'avoir dû faire alliance avec ce qu'il appelait la race jaune. Mais il faisait taire ses scrupules en rappelant que l'Angleterre, elle aussi, avait fait appel aux Japonais contre les puissances de l'Europe

centrale. Il plaçait d'ailleurs cet allié au rang des puissances mondiales, alors que pour l'Italie il n'en était pas tout à fait sûr.

Quant aux Américains, qui, selon lui, n'avaient pas joué un rôle de premier plan dans la guerre 1914-1918 et n'y avaient pas versé beaucoup de sang, ils ne pourraient certainement pas soutenir longtemps un gros effort, car ils n'étaient que de médiocres combattants. De toute manière, il n'existait pas de peuple américain uni et homogène ; ce n'était rien d'autre qu'une masse d'immigrants représentant un grand nombre de peuples et de races.

Fritz Wiedemann avait été jadis adjudant-major du régiment où servait Hitler, donc le supérieur hiérarchique de l'ancien fantassin de liaison ; Hitler l'avait nommé, sans aucun sens des convenances, son aide de camp. Or Wiedemann pressait son chef d'engager des pourparlers avec l'Amérique. Irrité par cette contradiction constante qui violait la loi non écrite de ses déjeuners, Hitler finit par l'envoyer comme consul général à San Francisco en déclarant : « Qu'il aille là-bas, il en reviendra avec des idées saines. »

Aucun des convives n'avait l'expérience du monde extérieur. Les hommes réunis là n'étaient pour la plupart jamais sortis d'Allemagne ; si l'un d'entre eux avait entrepris un jour un voyage d'agrément en Italie, on en parlait à table comme d'un événement, lui reconnaissant l'expérience de l'homme qui connaît le monde. Hitler lui-

même n'avait rien vu du monde et n'avait ainsi acquis ni connaissances ni opinions personnelles. De surcroît, la culture des hommes politiques de son entourage était, en moyenne, d'un niveau assez peu élevé. Parmi les 50 Reichsleiter et Gauleiter, c'est-à-dire l'élite dirigeante du Reich, 10 seulement avaient terminé, diplômés, leurs études supérieures, quelques-uns les avaient abandonnées en cours de route, mais la plupart n'avaient pas dépassé le niveau de la troisième. Presque aucun d'eux ne s'était signalé, dans un quelconque domaine, par une quelconque production ; presque tous montraient une indifférence étonnante pour les choses de l'esprit. Leur niveau de culture ne répondait absolument pas à ce qu'on pouvait attendre de l'élite dirigeante d'un peuple au niveau intellectuel traditionnellement élevé. Hitler préférait au fond savoir que son entourage se composait de collaborateurs ayant la même origine que lui. C'est vraisemblablement parmi eux qu'il se sentait le plus à l'aise. De toute façon, il aimait que ses collaborateurs aient, comme on disait, un défaut de fabrication. Hanke déclara un jour : « C'est toujours un avantage d'avoir des collaborateurs qui ont un défaut et qui le savent connu de leur supérieur. C'est pour cela aussi que le Führer change si peu souvent de collaborateurs, car c'est avec eux qu'il travaille le plus facilement. Presque tous ont leur point noir ; ça permet de les tenir en laisse. » Une certaine amoralité, de lointains ancêtres juifs ou une appartenance toute récente au parti pouvaient, par exemple, passer pour des défauts de fabrication.

Il n'était pas rare d'entendre Hitler se répandre en considérations sur l'erreur qui consistait à vouloir exporter le national-socialisme. Car, selon lui, cela ne pourrait qu'aboutir à un renforcement de l'idée nationale dans d'autres pays et à un affaiblissement de notre propre position. C'est pourquoi il était tranquilisé en constatant que les partis nationaux-socialistes des autres pays n'avaient pas de chefs qui le valent. Mussert ou Mosley n'étaient, à ses yeux, que des plagiaires qui n'avaient eu aucune idée nouvelle ou originale. Ils ne font, disait-il, que nous imiter servilement, nous et nos méthodes, cela ne les mènera à rien. Dans chaque pays il fallait, selon lui, partir d'hypothèses différentes pour définir les méthodes adéquates. Il tenait Degrelle en plus haute estime, mais ne mettait pas de grandes espérances en lui non plus.

La politique, pour Hitler, était une question d'opportunité. Même sa profession de foi, *Mein Kampf*, n'échappait pas à ce critère. Il prétendait, en effet, que bien des parties de son livre n'étaient plus valables, qu'il n'aurait jamais dû fixer si tôt ses pensées par écrit, remarque qui me fit abandonner mes tentatives, vaines jusqu'alors, de lire ce livre. Quand, après la prise du pouvoir, l'idéologie passa à l'arrière-plan, ce furent surtout Goebbels et Bormann qui firent front contre un embourgeoisement et un affadissement du programme du parti. Sans renoncer un instant, ils essayèrent de radicaliser l'idéologie de Hitler. Si l'on en juge d'après ses discours, Ley appartenait aussi au clan des idéologues durs, mais il n'avait pas l'envergure

nécessaire pour arriver à exercer une influence notable. Himmler, en revanche, poursuivait ses propres voies, assemblage bouffon de foi en une race germanique primitive, de conception de l'élite et d'idées naturistes, se présentant de plus en plus sous des dehors prétentieux et pseudo-religieux. A part Hitler, c'est surtout Goebbels qui tournait en ridicule ces efforts de Himmler, non sans que, certes, celui-ci y contribuât par sa vanité bornée. Ayant reçu en cadeau des Japonais un sabre de samouraï, il découvrit des parentés entre les cultes japonais et germains et essaya, aidé par des savants, de deviner comment on pourrait, également sur le plan racial, mettre ces similitudes en dénominateur commun.

Hitler se préoccupait beaucoup de savoir comment il pouvait assurer à son Reich une relève adéquate à la génération actuelle. Ley, que Hitler avait également chargé d'organiser le système d'éducation, avait fait la première ébauche du projet. La construction d'écoles destinées aux jeunes enfants, les écoles « Adolf Hitler », et d'instituts, les « Châteaux de l'ordre » donnant une formation supérieure, devrait permettre de promouvoir une élite ayant reçu une éducation technique et idéologique. Il est cependant vraisemblable que cette sélection n'aurait abouti qu'à former une classe de bureaucrates tout juste aptes à occuper des positions dans l'administration du parti. Coupés de la vie par la claustration de leur jeunesse, ils auraient cependant été imbattables pour leur arrogance et leur suffisance, comme le montraient déjà certains indices.

Fait caractéristique, les hauts fonctionnaires n'envoyaient pas leurs enfants dans ces écoles ; même un militant aussi fanatique que le Gauleiter Sauckel ne fit embrasser cette carrière à aucun de ses nombreux fils. Significatif aussi, le fait que Bormann y ait envoyé l'un de ses fils en guise de punition.

Pour réactiver l'idéologie languissante du parti, Bormann ne voyait pas de meilleurs moyens que de relancer le combat contre l'Église. C'est lui qui poussait le plus Hitler à l'aggraver, comme il le montra clairement à plusieurs reprises lors des repas. Certes, il ne fallait pas se faire d'illusions sur les attermoissements de Hitler, qui ne faisait, en fait, qu'ajourner le problème pour le reprendre au moment qui lui paraîtrait le plus favorable. Car ici, au milieu d'hommes, il était plus brutal qu'à l'Obersalzberg, déclarant de temps à autre sans ambages : « Quand j'en aurai terminé avec les autres questions, je réglerai mes comptes avec l'Église. Elle en perdra l'ouïe et le parler. »

Mais Bormann ne voulait pas que ce règlement de comptes fût ajourné. Le pragmatisme circonspect de Hitler ne convenait pas du tout à sa manière brutale et directe. Il profitait de chaque occasion pour faire avancer ses desseins ; même au déjeuner, il brisait la convention tacite qui nous interdisait d'aborder des thèmes susceptibles d'altérer l'humeur de Hitler. Pour lancer ces attaques, Bormann avait adopté une tactique très personnelle : il se faisait tendre la perche par un des convives, en lui faisant raconter à haute voix que tel prêtre ou tel évêque avait fait

un sermon séditieux, de façon à attirer l'attention de Hitler, qui exigeait alors des détails. Bormann répondait qu'il y avait eu un incident regrettable, mais que, toutefois, il ne voulait pas importuner Hitler pendant le repas. Celui-ci réclamait alors plus de détails et Bormann faisait comme si on lui arrachait son récit. Les regards courroucés des autres convives ne le troublaient pas plus que le rouge montant au visage de Hitler. A un moment donné, tirant un dossier de sa poche, il se mettait à lire des passages d'une homélie ou d'un message pastoral factieux. Cette lecture rendait alors Hitler si furieux qu'il se mettait, indice infailible de sa mauvaise humeur, à faire claquer ses doigts, interrompait son repas et annonçait des représailles pour plus tard. Il s'accommodait plus facilement de devoir supporter une réprobation indignée de l'étranger, que des contradictions au-dedans. Ne pouvoir se venger tout de suite le mettait dans une rage folle, même si la plupart du temps il savait se maîtriser.

Hitler n'avait aucun humour. Il laissait aux autres le soin de faire des plaisanteries, riant fort et sans retenue, pouvant même, au cours de ses accès de gaieté, littéralement se plier en deux de rire ; parfois il devait s'essuyer les larmes des yeux. Il aimait rire, mais, au fond, toujours sur le compte d'autrui.

C'est Goebbels qui s'entendait le mieux à distraire Hitler par des histoires drôles, tout en discréditant ceux qui, dans le combat pour le pouvoir à l'intérieur du parti, étaient ses adversaires personnels. « Tiens, raconta-t-il un jour, la

Jeunesse hitlérienne nous a demandé de diffuser un communiqué pour le vingt-cinquième anniversaire de son Stabsleiter Lauterbacher. Je lui ai fait envoyer un projet de texte selon lequel il avait fêté cet anniversaire "sain de corps et d'esprit". On n'a plus entendu parler de lui. » Hitler se pliait en deux de rire, et Goebbels avait mieux atteint son but, discréditer la direction pleine de suffisance de la Jeunesse hitlérienne, que par un long discours. A ces déjeuners, Hitler n'arrêtait pas de raconter sa jeunesse, insistant sur la valeur qu'il accordait à la sévérité de son éducation. « Mon père, déclarait-il, m'a souvent durement battu. Mais je crois que c'était nécessaire et que ça m'a aidé plus tard. » Wilhelm Frick, le ministre de l'Intérieur, l'interrompit de sa voix chevrotante : « A ce qu'on voit aujourd'hui, mon Führer, cela vous a bien profité. » La terreur paralysa l'assistance. Frick essaya de sauver la situation : « Ce que je voulais dire, mon Führer, c'est que c'est à cause de ça que vous avez si bien réussi. » Goebbels, qui tenait Frick pour un crétin fini, commenta d'un air sarcastique : « Je suppose, mon cher Frick, que vous n'avez pas reçu de coups dans votre jeunesse. »

Le ministre de l'Économie Walter Funk, également président de la Banque du Reich, raconta les excentricités auxquelles son vice-président Brinkmann avait pu se livrer des mois durant, sans être inquiété, jusqu'au moment où on reconnut que c'était un malade mental. Funk ne voulait pas seulement amuser Hitler, il désirait aussi et surtout lui faire connaître, en toute innocence semblait-il, des

incidents dont il présumait que Hitler entendrait parler. Ainsi Brinkmann avait invité toutes les femmes de ménage et les coursiers de la Banque du Reich à un grand dîner dans les salons de l'hôtel Bristol, l'un des plus grands hôtels de Berlin, les faisant danser lui-même en jouant du violon. Cette anecdote aurait presque pu cadrer avec les efforts faits par le régime pour démontrer la réalité de la communauté du peuple. Mais la suivante donnait déjà plus à penser. « Récemment, raconta Funk sous les rires de l'assistance, il prit position devant le ministère de l'Économie dans l'avenue Unter den Linden, tira de sa serviette un gros paquet de billets nouvellement imprimés – comme vous le savez, ils portent ma signature – et les distribua aux passants en criant : « Qui veut avoir des nouveaux Funken ? » Peu après cet incident, continua Funk, on vit clairement et définitivement qu'il était fou. Il avait, en effet, après les avoir tous rassemblés, crié aux fonctionnaires de la Banque du Reich : « Ceux de plus de cinquante ans, mettez-vous à gauche, ceux de moins de cinquante ans à droite », et avisant un des fonctionnaires du groupe de droite : « Et vous, quel âge avez-vous ? – Quarante-neuf ans, monsieur le vice-président ! – Alors, allez à gauche. Bon, tous ceux de gauche sont mis à la retraite, mais avec double retraite. » Hitler en pleurait de rire. Redevenu calme, il se mit à monologuer sur la difficulté qu'il y a parfois à reconnaître un malade mental. Par ce biais, Funk avait, en toute innocence, barré la route à une possible intervention de Göring. Celui-ci, en effet, avait tout intérêt à combattre de tout son poids, ce qu'aussi

bien il fit par la suite, la thèse de l'irresponsabilité de Brinkmann, car ce dernier, ayant en tant que directeur de la Banque du Reich la signature, avait, dans son irresponsabilité, établi à l'ordre de Göring un chèque de plusieurs millions de marks que le « dictateur de l'Économie » avait encaissé avec une parfaite insouciance. Mais Hitler n'en savait encore rien et on pouvait s'attendre à ce que Göring l'en informât dans un sens qui lui serait favorable. Or l'expérience montrait que le premier à pouvoir éveiller en Hitler une certaine représentation des faits avait partie à moitié gagnée, car Hitler n'aimait pas du tout revenir sur une opinion déjà exprimée. Funk eut pourtant beaucoup de difficultés pour récupérer les millions encaissés par Göring.

Une des cibles favorites des railleries de Goebbels était Rosenberg, qu'il aimait qualifier de « philosophe du Reich » et discréditer par des anecdotes. Dans le cas de Rosenberg, Goebbels pouvait être sûr de son succès auprès de Hitler, aussi revenait-il si souvent sur ce thème que ces anecdotes ressemblaient à une pièce de théâtre bien montée dans laquelle les acteurs attendaient de dire leur réplique. On était presque assuré d'entendre Hitler la terminer par la tirade suivante : « Le *Völkischer Beobachter* est un journal aussi ennuyeux que Rosenberg, son éditeur. Nous avons dans le parti une feuille satirique, Les Orties, c'est la feuille la plus triste qu'on puisse imaginer. La vraie feuille satirique, en fait, c'est le *Völkischer Beobachter*. » Le propriétaire de l'imprimerie,

Müller, n'échappait pas non plus aux railleries de Goebbels, à la grande joie de Hitler. Müller faisait en effet tout son possible pour garder et la clientèle du parti et ses vieux clients des cercles très catholiques de haute Bavière. De l'almanach pieux aux écrits anticléricaux de Rosenberg, sa production était éclectique. Il pouvait se le permettre car, dans les années 20, il avait souvent contribué à imprimer le *Völkischer Beobachter*, malgré des factures impayées.

Certaines plaisanteries étaient préparées avec soin, devenant de véritables coups montés, dont Hitler suivait le déroulement avec intérêt. C'est encore Goebbels qui, de tous, savait le mieux faire ces farces, encouragé dans cette voie par le succès rencontré auprès de Hitler.

Un vieux militant du parti, Eugen Hadamowski, était arrivé à occuper à la Radio une position clef, celle de directeur des émissions du Reich, mais maintenant il brûlait de l'envie d'être directeur de la Radio du Reich. Le ministre de la Propagande, ayant un autre candidat, craignait que Hitler ne soutînt Hadamowski qui, avant 1933, avait organisé avec beaucoup d'habileté les retransmissions de la campagne électorale par haut-parleurs. Le secrétaire d'État au ministère de la Propagande, Hanke, le convoqua pour lui annoncer officiellement que Hitler venait de le nommer « intendant du Reich ». Au repas, on rapporta à Hitler l'explosion de joie de Hadamowski à la nouvelle de cette nomination si désirée, en la caricaturant vraisemblablement de façon

tellement grossière que Hitler tint le tout pour une magnifique plaisanterie. Le lendemain, Goebbels fit imprimer quelques exemplaires d'un journal annonçant cette prétendue nomination et couvrant le nouveau promu d'éloges exagérés. Goebbels s'entendait à ce genre de choses, aussi put-il raconter à Hitler tous les hommages et toutes les exagérations contenus dans l'article, ainsi que les débordements de joie de Hadamowski à leur lecture. Un éclat de rire de Hitler et de l'assistance salua ce récit. Le même jour, Hanke pria le nouveau promu de faire une allocution de bienvenue à un microphone non branché. La gaieté de l'assistance ne connut plus de bornes quand elle apprit avec quelle joie outrancière et quels signes de vanité manifeste le dindon de cette farce avait réagi. Goebbels n'avait plus à craindre d'interventions en faveur d'Hadamowski. C'était là un jeu diabolique au cours duquel celui qu'on ridiculisait ainsi n'avait même pas la possibilité de se défendre, ne soupçonnant vraisemblablement même pas que cette farce n'avait d'autre utilité que de le déconsidérer définitivement aux yeux de Hitler. Personne ne pouvait contrôler si Goebbels avait régalié son monde de faits réels, ou s'il avait laissé libre cours à son imagination.

On aurait pu croire que Hitler était la dupe de Goebbels, celui-ci induisant celui-là en erreur par ses intrigues. J'ai pu effectivement observer que Hitler, dans ces cas-là, n'était pas à la hauteur de Goebbels ; cette sorte de raffinement dans la vilenie n'était pas dans sa nature, plus directe.

Mais ce qui, surtout, donne à réfléchir, c'est que Hitler soutenait et même provoquait ces jeux mauvais, en y applaudissant ; il lui eût certainement suffi d'une brève remarque irritée pour les faire cesser pour longtemps.

Je me suis souvent demandé si Hitler était influençable. Il l'était certainement à un haut degré quand on savait s'y prendre. Certes, Hitler était méfiant mais, comme il m'a souvent semblé, d'une méfiance grossière, car il ne perçait pas toujours à jour les coups raffinés ou un téléguidage prudent de son jugement, il ne sentait manifestement pas la « tricherie » systématique. Göring, Goebbels, Bormann et, à quelque distance, Himmler étaient passés maîtres dans ce jeu. Comme, dans les questions décisives, un parler franc ne pouvait amener Hitler à changer d'opinion, la position de force de ces hommes s'en trouvait consolidée.

Je voudrais en terminer avec le récit de ces repas de midi en racontant une dernière farce de la même veine perfide. Cette fois, c'est le chef du Service de presse pour l'étranger, Putzi Hanfstaengl qui fut la cible de Goebbels, car ce dernier voyait d'un œil méfiant les liens étroits qui unissaient personnellement Putzi Hanfstaengl à Hitler. Goebbels aimait surtout clouer au pilori sa prétendue avarice. Il essaya même, en apportant le disque, de faire la preuve que Hanfstaengl était allé jusqu'à voler la mélodie d'un song anglais pour en tirer une marche populaire intitulée *Le Föhn*.

Le chef du Service de presse pour l'étranger était donc déjà tombé en discrédit, quand Goebbels, au moment de

la guerre civile espagnole, raconta à table que Hanfstaengl avait fait des remarques désobligeantes sur l'esprit combatif des soldats allemands engagés là-bas. Hitler en fut révolté. Il décida qu'il fallait donner une leçon à ce lâche qui n'avait aucun droit de juger de la vaillance des autres. Quelques jours plus tard, un chargé de mission remit à Hanfstaengl de la part de Hitler un pli cacheté que le destinataire ne pouvait ouvrir qu'après le départ de l'avion qui l'attendait. L'avion ayant décollé, Hanfstaengl, horrifié, lut qu'on allait le déposer en « territoire espagnol rouge » pour y travailler comme agent de Franco. Hitler connut tous les détails de l'affaire par Goebbels, le désespoir de Hanfstaengl après qu'il eut pris connaissance de l'ordre de mission, ses prières pour convaincre le pilote de retourner, l'assurant qu'il ne pouvait que s'agir d'un malentendu ; l'avion tournant des heures dans les nuages au-dessus du territoire allemand, les fausses positions communiquées au passager et destinées à le persuader qu'il se rapprochait du territoire espagnol, l'avertissement donné par le pilote de se préparer à un atterrissage forcé et enfin l'atterrissage sans histoire sur l'aérodrome de Leipzig. Hanfstaengl, réalisant, à la vue d'un terrain de lui connu, qu'il avait été l'objet d'une mauvaise plaisanterie, se mit dans tous ses états, déclarant qu'on en voulait à sa vie et disparut sans laisser de traces.

Les divers épisodes de cette histoire déclenchèrent chez Hitler une hilarité d'autant plus grande que, dans ce cas précis, il avait aidé Goebbels à machiner cette farce.

Mais quand, quelques jours plus tard, il apprit que son chef du service de presse pour l'étranger avait cherché refuge à l'étranger, il craignit que Hanfstaengl ne monnayât la connaissance intime qu'il avait de certaines affaires. Or, allant contre la réputation de rapacité qu'on lui avait établie, Hanfstaengl n'en fit rien.

Le goût de Hitler pour les farces peu charitables destinées à briser sans pitié le renom et la considération de collaborateurs même très proches, trouva en moi aussi une certaine résonance. Pourtant, malgré tout l'attachement qui me liait toujours à lui, je n'étais plus la proie de cette fascination qui, dans les premières années de notre collaboration, lui avait permis de me dominer tout entier. Dans notre commerce quotidien, j'avais quelque peu pris mes distances, ce qui me permettait d'adopter parfois une attitude d'observation critique.

J'étais d'ailleurs de plus en plus lié au maître d'ouvrage avant tout. Mettre tout mon savoir à son service et transposer ses idées dans la réalité m'enthousiasmait toujours autant. En outre, à mesure qu'augmentait l'importance de mes travaux, on me témoignait à moi aussi toujours plus de considération et de respect. L'œuvre, croyais-je à l'époque, que j'étais en train d'accomplir me mettrait au rang des plus célèbres architectes de l'histoire. La conscience que j'avais de ce destin me donnait en même temps le sentiment de ne pas seulement recevoir les faveurs de Hitler, mais de lui offrir en échange de ma nomination comme architecte une compensation d'égale

valeur. A cela s'ajoutait le fait que Hitler me traitait comme un collègue, n'arrêtant pas de déclarer que, sur le plan de l'architecture, je lui étais supérieur.

Un repas chez Hitler signifiait régulièrement une perte de temps considérable, car on restait à table jusqu'à quatre heures et demie environ. Naturellement personne ou presque ne pouvait se permettre de gaspiller son temps ainsi tous les jours. Moi-même je n'allais qu'une ou deux fois par semaine à ces déjeuners, pour ne pas devoir négliger mon travail. Mais il était en même temps important d'avoir été l'hôte de Hitler, car cela conférait un certain prestige ; en outre, il importait à la plupart des convives d'avoir une vague idée générale de l'opinion de Hitler sur les affaires du jour. Pour Hitler aussi, ces repas étaient utiles, car il pouvait de cette manière propager sans peine et de façon tout à fait officieuse un mot d'ordre ou une ligne politique. En revanche, il évitait le plus souvent de donner à ses hôtes un aperçu de son propre travail. Ainsi, il ne mentionnait jamais les pourparlers importants, si ce n'est pour railler son partenaire.

Quelques-uns des hôtes de Hitler essayaient de profiter du repas pour l'amadouer et obtenir de lui un rendez-vous en prétendant, par exemple, avoir apporté des photographies du dernier état de certains travaux. Des photos de décors ou de mises en scène, de préférence du Wagner ou une opérette, fournissaient également un appât

apprécié. Mais l'appât infailible c'était la phrase : « Mon Führer, je vous ai apporté les plans de nouveaux projets », car elle attirait, presque à coup sûr, la réponse : « Ah bien, montrez-les-moi tout de suite après le repas. » Certes, l'assemblée des convives réprouvait une telle manœuvre. Mais, d'un autre côté, on courait le danger d'attendre des mois, avant d'obtenir de Hitler une audience officielle.

Le repas terminé, Hitler se levait, les invités prenaient rapidement congé et l'élu passait avec Hitler dans le vaste salon contigu, appelé pour une raison mystérieuse le « jardin d'hiver ». Très souvent, Hitler me signifiait : « Attendez un instant. Je voudrais vous parler de quelque chose. » Cet instant durait souvent une heure ou plus. Alors Hitler me faisait enfin appeler, et, laissant toute raideur officielle, il s'asseyait en face de moi dans un des confortables fauteuils, pour s'informer de l'état d'avancement de mes travaux.

Il était cependant souvent déjà six heures. Hitler se retirait alors dans ses appartements du premier étage, tandis que je me rendais à mon bureau. Je n'y séjournais parfois que brièvement, car, quand l'aide de camp de Hitler me téléphonait pour me dire que celui-ci me priait de venir dîner, je n'avais que deux heures devant moi avant de devoir à nouveau me trouver à la Chancellerie. Mais, quand j'avais des plans à montrer, il m'arrivait souvent aussi de ne pas attendre d'être invité pour y aller dîner.

Ces dîners réunissaient quelque six à huit convives, ses aides de camp, son médecin personnel, son photographe

Hoffmann, une ou deux connaissances de Munich, souvent son pilote Bauer, ainsi que son radio et son mécanicien et l'indispensable commensal Bormann. C'était le cercle le plus fermé de Berlin. Car, le soir, les collaborateurs tels que Goebbels étaient le plus souvent indésirables. Le niveau de la conversation était encore d'un degré plus bas qu'à midi. Elle se perdait dans l'insignifiance. Hitler aimait qu'on lui parle de représentations théâtrales ; la chronique scandaleuse l'intéressait également ; le pilote racontait ses vols, Hoffmann apportait sa contribution en racontant des anecdotes sur le milieu artiste de Munich ou les péripéties de sa chasse aux tableaux, mais le plus souvent c'est Hitler lui-même qui refaisait le récit de sa vie et de sa carrière.

Encore une fois, le repas était des plus simples. Certes, l'intendant de la maison, Kannenberg, essaya quelquefois de nous servir, dans cette atmosphère intime, de meilleurs plats. Pendant quelques semaines, Hitler mangea même d'un bel appétit du caviar à pleines cuillères, trouvant excellent ce mets au goût nouveau pour lui. Mais s'étant informé du prix auprès de Kannenberg, il fut horrifié et interdit qu'on lui en servît de nouveau. On lui présenta alors du caviar rouge bon marché, mais il n'en voulut pas non plus, le trouvant également trop cher. Bien entendu le coût de ce caviar par rapport à la dépense générale ne représentait rien. Mais l'idée d'un Führer mangeant du caviar lui était insupportable.

Après le dîner, la société se rendait dans le salon habituellement réservé aux réceptions officielles. On

prenait place dans de confortables fauteuils. Hitler déboutonnait alors sa veste et allongeait ses jambes. La lumière s'éteignait lentement, tandis qu'on laissait entrer par une porte de derrière des employés, hommes ou femmes, et des membres de la garde personnelle de Hitler. Le film commençait. Nous restions alors, comme à l'Obersalzberg, assis là pour trois ou quatre heures sans rien dire, et quand, vers une heure du matin, la séance se terminait, nous nous levions raides et étourdis. Hitler seul paraissait encore frais, s'étendant avec prédilection sur le jeu des acteurs, s'extasiant sur le talent de l'un ou de l'autre de ses acteurs préférés, avant de passer à d'autres sujets. On poursuivait dans le petit salon une conversation qui traînait en longueur ; on faisait passer de la bière, du vin et des sandwiches, jusqu'au moment où, à deux heures du matin, Hitler prenait enfin congé. Souvent, je ne pouvais m'empêcher de songer que cette société médiocre était réunie en un lieu où Bismarck avait eu l'habitude de s'entretenir avec ses connaissances, ses amis et ses partenaires politiques.

Je suggérais quelquefois à Hitler d'inviter une célébrité, un pianiste ou un savant, afin de secouer un peu la monotonie de ces soirées. Pourtant, à ma grande stupéfaction, il rejetait cette proposition en objectant : « Les artistes n'aimeraient pas tellement venir, à ce qu'ils prétendent. » En réalité, un grand nombre d'entre eux auraient ressenti cette invitation comme une distinction. Vraisemblablement, Hitler tenait tant à la conclusion

stupide et banale de sa journée qu'il ne voulait pas la voir perturbée. J'ai souvent remarqué aussi que Hitler éprouvait une certaine appréhension à fréquenter des hommes qui lui étaient supérieurs dans un domaine. Il lui arrivait d'en recevoir ; mais seulement dans l'atmosphère réservée d'une audience officielle. Ce fut peut-être une des raisons pour lesquelles il s'était attaché en ma personne un tout jeune architecte ; en face de moi, il n'éprouvait pas de tels complexes d'infériorité.

Après 1933, les aides de camp purent dans un premier temps inviter des dames choisies par Goebbels en général dans les milieux du cinéma. Mais n'étaient en général admises que des femmes mariées, le plus souvent accompagnées de leur mari. Hitler observait cette règle pour couper court aux rumeurs susceptibles de porter atteinte à l'image forgée par Goebbels d'un Führer menant une vie rangée. Vis-à-vis de ces femmes, l'attitude de Hitler était celle d'un élève d'un cours de danse, participant au bal de la fin du cours. Avec elles, il mettait un certain zèle timide à ne pas faire de faux pas, à distribuer des compliments en nombre suffisant, à faire le baise-main à l'autrichienne pour les recevoir ou leur dire au revoir. La soirée terminée, il restait encore un moment en compagnie de ses intimes pour s'extasier sur les femmes de la soirée, plus sur leur silhouette que sur leur charme ou leur esprit, et toujours un peu comme un lycéen, convaincu de l'inaccessibilité de ses désirs. Hitler aimait les femmes grandes et minces ; Eva Braun, plutôt petite et menue, ne

correspondait pas du tout à son type.

Subitement, en 1935, si je me souviens bien, ce fut terminé d'un jour sur l'autre. La raison m'en est toujours restée cachée ; des racontars peut-être, ou Dieu sait quoi, de toute façon, Hitler fit savoir brusquement qu'à l'avenir on devait cesser d'inviter des dames ; il se contenta désormais de vanter les mérites des divas des films du soir.

Ce n'est que plus tard, vers 1939, que Hitler assigna dans sa résidence berlinoise à Eva Braun une chambre contiguë à la sienne, aux fenêtres donnant sur une cour étroite. Ici plus encore qu'à l'Oberzalzburg, elle menait une vie complètement coupée de tout, se glissant par une porte et un escalier de derrière, ne descendant jamais dans les pièces du rez-de-chaussée, même quand il n'y avait que de vieilles connaissances, tout heureuse quand je lui tenais compagnie pendant mes longues heures d'attente.

A Berlin, Hitler n'allait que très rarement au théâtre, sauf pour aller voir des opérettes. Il ne manquait jamais une nouvelle mise en scène d'une des opérettes devenues classiques, comme *La Chauve-souris* ou *La Veuve joyeuse*. Je suis sûr d'avoir vu en sa compagnie dans les villes d'Allemagne les plus diverses au moins cinq ou six fois *La Chauve-souris*, dont il subventionnait les décors fort dispendieux en puisant abondamment dans la caisse privée de Bormann.

Il éprouvait par ailleurs un grand plaisir aux spectacles

frivoles, allant quelquefois au Wintergarten, un théâtre de variétés berlinois, et il y serait certainement allé plus souvent si une certaine crainte du qu'en-dira-t-on ne l'avait retenu. Parfois, il y envoyait à sa place son intendant qui devait, en rentrant le soir, lui rapporter le programme et lui raconter ce qu'il avait vu. Il alla quelquefois également au théâtre Métropole, où on donnait d'insipides revues peuplées de nymphes nues.

Tous les ans, il assistait pendant le festival de Bayreuth à toutes les représentations du premier cycle sans exceptions. A ce qu'il m'a semblé, et pour autant qu'un profane en matière de musique puisse juger, il montrait dans les discussions avec M^{me} Winifred Wagner une aptitude à juger des détails musicaux ; pourtant, ce qui l'intéressait encore plus, c'étaient les réalisations scéniques.

Mais à part cela, il fréquentait fort peu l'Opéra et même l'intérêt qu'il semblait, au début, porter à ce spectacle disparut bientôt. Même sa prédilection pour Brückner resta sans conséquences. Certes, avant chacun de ses discours culturels au congrès de Nuremberg, il faisait jouer un mouvement d'une symphonie de Brückner, mais, pour le reste, il se contentait de veiller à ce que l'on prenne soin de l'œuvre de Bruckner à Sankt Florian. Il fit pourtant propager dans le public l'image d'un amateur d'art passionné.

Je ne pus jamais découvrir si et dans quelle mesure Hitler montrait un intérêt quelconque pour les belles-lettres. Le plus souvent, il ne parlait que de littérature militaire,

d'almanachs de la flotte ou de traités d'architecture qu'il étudiait avec passion dans la nuit. C'est la seule chose dont il parlait.

J'étais un travailleur acharné. Au début, je n'arrivais pas à comprendre comment Hitler pouvait gaspiller son temps de cette façon. J'étais prêt à admettre qu'à la fin de la journée, il se laissât aller à l'ennui et passât son temps d'une façon ou d'une autre. Mais perdre en moyenne six heures par jour me paraissait réduire exagérément la journée de travail. Quand, me demandais-je souvent, travaille-t-il vraiment ? Son emploi du temps quotidien ne lui en donnait pratiquement pas la possibilité. Il se levait en fin de matinée, expédiait un ou deux entretiens concernant le service, mais, à partir du déjeuner qui suivait immédiatement après, il gâchait plus ou moins son temps jusqu'aux premières heures de la soirée ¹ . Les quelques rares rendez-vous fixés l'après-midi étaient menacés par sa passion pour les plans et les projets d'architecture. « Aujourd'hui, me priaient souvent ses aides de camp, ne lui montrez pas de plans, s'il vous plaît. » Je cachais alors les dessins que j'avais apportés à l'entrée, dans le standard téléphonique. Si Hitler me posait des questions, je les éludais. Mais il lui arrivait de percer à jour ce jeu et il allait chercher lui-même mes rouleaux dans le vestibule ou dans le vestiaire.

Aux yeux du peuple, Hitler était le Führer qui travaillait

nuit et jour. Pour qui connaît la méthode de travail de certains tempéraments artistes, l'emploi du temps de Hitler, dépourvu de toute discipline, peut ressembler à ce style de vie en honneur dans la bohème. Pour autant que j'aie pu l'observer, il laissait un problème mûrir pendant ces longues semaines où il s'occupait de choses sans importance ; puis, subitement touché par la « révélation », il trouvait, en quelques jours de travail intensif, la formulation définitive de la solution qui lui paraissait juste. Les repas devaient aussi lui fournir l'occasion d'expérimenter de nouvelles idées comme en se jouant, de les aborder sous toutes les faces, de les polir et de les parfaire devant un public non critique. Ensuite, sa décision prise, il retombait dans son oisiveté.

Déchaînement du néo-empire

Une ou deux fois par semaine je passais la soirée chez Hitler. Vers minuit, la projection de la dernière bobine terminée, il me demandait parfois mon rouleau de dessins et en discutait avec moi tous les détails jusque vers deux ou trois heures du matin. Les autres invités se retiraient pour boire encore quelque chose ou rentraient chez eux, sachant pertinemment qu'ils ne pourraient plus parler à Hitler. Celui-ci était tout particulièrement attiré par la maquette de notre ville future, montée dans les anciennes salles d'exposition de l'Académie des Beaux-Arts. Afin de pouvoir aller l'observer à sa guise, il avait fait aménager un chemin reliant la Chancellerie du Reich à notre bâtiment à travers les jardins des ministères, et percer des portes dans les murs de clôture. Parfois, il invitait le petit groupe de ses hôtes à venir dans notre atelier ; munis de lampes électriques et de clés, nous nous mettions en route. Dans les salles vides, des projecteurs éclairaient les maquettes. Je n'avais en général aucun commentaire à faire car Hitler, les yeux rayonnants, expliquait chaque détail à ses compagnons.

Grande était notre curiosité, quand on montait une nouvelle maquette et qu'on l'éclairait au moyen de puissants projecteurs en respectant l'angle qu'auraient fait les rayons du soleil. Dans la plupart des cas, ces maquettes étaient exécutées par des ébénistes avec une méticuleuse exactitude à l'échelle 1/50 et peintes dans la couleur des futurs matériaux. Peu à peu, on put ainsi assembler des sections entières de la nouvelle grande avenue, et obtenir une représentation très concrète des constructions prévues pour la prochaine décennie. Cette rue en réduction s'étendait sur une longueur d'environ trente mètres dans les anciennes salles d'exposition de l'Académie des Beaux-Arts de Berlin.

Une grande maquette à l'échelle 1/1 000, représentant dans sa totalité la somptueuse avenue prévue, plongeait Hitler dans l'enthousiasme. Cette maquette était démontable et on pouvait en déplacer les différentes parties, montées sur des tables roulantes. Hitler pouvait donc s'engager en un point quelconque de « son avenue » pour juger de l'effet escompté ; il choisissait, par exemple, le point de vue d'un voyageur arrivant à la gare du Midi, ou bien il considérait l'effet produit à partir du grand dôme, ou de la partie médiane de l'avenue lorsqu'on regardait vers les deux extrémités. Pour que l'impression obtenue soit la plus proche possible de la réalité, il s'agenouillait, l'œil à quelques millimètres au-dessus du niveau de la maquette, tout en parlant avec une vivacité inhabituelle ; ce furent les rares moments où il abandonna sa raideur coutumière.

Jamais je ne l'ai vu aussi exubérant, aussi spontané et détendu qu'à ces heures-là ; pour ma part, souvent fatigué et conservant, même après toutes ces années, un reste de timidité respectueuse, je demeurais généralement silencieux. Un de mes proches collaborateurs résumait ainsi l'impression que lui faisaient ces curieux rapports entre Hitler et moi : « Savez-vous ce que vous êtes ? Vous êtes l'amour malheureux de Hitler ! »

Rares étaient les visiteurs qui avaient accès à ces salles soigneusement protégées des regards des curieux. Personne n'avait le droit de contempler le grand projet du futur aménagement de Berlin sans l'autorisation expresse de Hitler. Un jour, ayant examiné la maquette de la grande avenue, Göring attendit que sa suite se fût éloignée pour me dire d'une voix émue : « Il y a quelques jours, le Führer m'a parlé des tâches qui m'incomberont après sa mort. Il s'en remet à moi pour toutes les décisions à prendre dans le futur, à l'exception d'une seule chose : il m'a fait promettre que je ne vous remplacerais jamais par quelqu'un d'autre, dans le cas où il viendrait à mourir, que je ne me mêlerais pas de vos plans, mais vous laisserais décider de tout. Il m'a fait également promettre de mettre à votre disposition l'argent nécessaire pour vos constructions, tout l'argent que vous exigerez de moi. » Göring fit une pause émue. « Tout cela, je l'ai solennellement promis au Führer par une poignée de main, et à vous aussi je fais la même promesse. » Sur quoi, dans un geste pathétique, il me serra longuement la main.

Mon père, lui aussi, examina les travaux de son fils devenu célèbre. Face aux maquettes, il haussa simplement les épaules : « Vous êtes devenus complètement fous ! » Le soir, nous allâmes au théâtre pour voir une comédie dans laquelle jouait Heinz Rühmann. Par hasard, Hitler assistait également à la représentation. A l'entracte, il fit demander par ses aides de camp si le monsieur âgé, à côté de moi, était mon père, puis il nous fit venir tous les deux. Quand mon père – toujours droit et très digne malgré ses soixante-quinze ans – fut présenté à Hitler, il fut saisi d'un tremblement violent, comme jamais je ne lui en ai vu ni avant ni après. Il pâlit, ne réagit pas aux hymnes de louanges que Hitler entonna à la gloire de son fils et prit congé sans avoir prononcé une parole. Par la suite, mon père n'évoqua plus jamais cette rencontre et, pour ma part, j'évitai toujours de m'enquérir de cette agitation qui l'avait manifestement saisi à la vue de Hitler.

« Vous êtes devenus complètement fous. » Quand je regarde aujourd'hui les nombreuses photos des maquettes de notre avenue d'apparat, je me rends compte non seulement que notre projet était délirant, mais aussi que le résultat aurait été triste et ennuyeux. Certes, nous étions conscients du fait que construire sur la nouvelle avenue uniquement des bâtiments publics risquerait de donner l'impression d'une absence de vie, par conséquent nous avons réservé les deux tiers de sa longueur à des constructions privées. Avec l'aide de Hitler, nous pûmes

annihiler les tentatives que fit l'administration pour évincer les immeubles commerciaux. Nous n'avions nullement l'intention de créer une avenue de ministères. Au contraire, nous avons, dans nos projets, prévu une luxueuse salle de cinéma d'exclusivités, un cinéma populaire de deux mille places, un nouvel opéra, trois théâtres, une nouvelle salle de concert, un palais des congrès appelé « Maison des nations », un hôtel de 21 étages et de 1 500 lits, des music-halls, de grands restaurants et des restaurants de luxe, et même une piscine couverte de style romain ayant les dimensions des Thermes de l'époque impériale ; tout cela pour donner à cette nouvelle avenue une animation digne d'une grande ville ¹. Des cours intérieures calmes, bordées de colonnades et de petits magasins chic, devaient inciter à la promenade à l'écart du bruit de la circulation ; une large place devait être faite à la publicité lumineuse. Hitler et moi avons imaginé toute cette avenue comme une exposition-vente permanente de produits allemands, destinée surtout à attirer les étrangers.

Lorsque aujourd'hui je revois les plans et les photos des maquettes, ces parties de l'avenue me paraissent mortes, pétrifiées dans leur uniformité. Le lendemain de ma libération, en me rendant à l'aéroport, je passai devant l'un de ces bâtiments ² ; je découvris alors en quelques secondes ce dont je ne m'étais pas aperçu pendant des années : dans nos constructions, nous négligions toutes proportions. Même pour les entreprises privées, nous avons prévu des blocs de cent cinquante à deux cents

mètres de long, nous avons uniformisé la hauteur des bâtiments et des façades des magasins, nous avons rejeté les gratte-ciel derrière l'alignement de la rue, renonçant ainsi à un moyen d'égayer et d'aérer la perspective. Quand je regarde les photos des bâtiments commerciaux, je suis effrayé par leur aspect monumental qui aurait rendu vains tous les efforts que nous faisons pour donner à cette avenue une animation digne d'une grande ville.

La meilleure solution que nous ayons trouvée, était celle de la gare centrale devant laquelle s'ouvrait au sud l'avenue d'apparat de Hitler ; l'édifice aurait avantageusement tranché sur les autres monstres de pierre grâce à son ossature d'acier largement apparente, revêtue de plaques de cuivre et garnie de surfaces vitrées. Nous avons prévu pour le trafic quatre niveaux superposés, reliés entre eux par des escaliers roulants et des ascenseurs. Cette gare devait surpasser le Grand Central terminal de New York.

Les hôtes officiels auraient descendu un grand escalier. Comme tous les autres voyageurs sortant de la gare, ils auraient dû être subjugués par cette perspective architecturale symbolisant la puissance du Reich ou, pour parler plus précisément, ils auraient dû en être littéralement « assommés ». La place de la gare, longue de 1 000 mètres et large de 330 mètres, devait être bordée d'armes prises à l'ennemi, à l'instar de l'allée des béliers entre Karnak et Louxor. Hitler avait exigé cet élément décoratif

après la campagne de France, et confirmé son ordre à la fin de l'automne 1941, après ses premières défaites en Union soviétique.

Pour terminer et couronner cette place, Hitler avait prévu d'élever, à 800 mètres de la gare, son Grand Arc ou, comme il disait parfois, son Arc de Triomphe. L'Arc de Triomphe de Napoléon représente certes, sur la place de l'Étoile, avec ses 50 mètres de haut, une masse monumentale donnant aux Champs-Élysées, après 2 kilomètres de longueur, une conclusion imposante, mais le nôtre, long de 170 mètres, large de 119 mètres et haut de 117 mètres, aurait largement dominé tous les autres édifices de la partie sud de l'avenue, les écrasant absolument par ses proportions.

Après quelques tentatives infructueuses je n'eus plus le courage d'inciter Hitler à modifier cet édifice qui était l'une des pièces maîtresses de son projet. Il l'avait conçu bien avant de subir l'influence bénéfique du professeur Troost : des réalisations architecturales auxquelles il songea dans les années vingt et dont il avait dessiné les ébauches dans un carnet perdu depuis, ce monument est le meilleur exemple qui ait été retenu. Il refusa d'écouter toutes les propositions que je lui fis d'en modifier les proportions ou d'y apporter des simplifications, mais il sembla satisfait lorsque, sur les plans terminés, je remplaçai le nom de l'architecte simplement par trois croix.

Par l'ouverture du « Grand Arc », haute de 80 mètres, on verrait se profiler à 5 kilomètres de là, dans les brumes de

la grande ville, du moins nous l'imaginions ainsi, le second édifice triomphal de notre avenue, la plus grande salle de réunion du monde, surmontée d'un dôme et haute de 290 mètres.

Onze ministères isolés rompraient, entre l'Arc de Triomphe et la salle de réunion, la continuité de notre avenue. A côté des ministères de l'Intérieur, des Transports, de la Justice, de l'Économie et du Ravitaillement, il me fallut encore, après 1941 ³, prévoir un ministère des Colonies ; ainsi, Hitler n'avait nullement abandonné l'idée de posséder des colonies allemandes, même pendant la campagne de Russie. Cependant les ministres qui espéraient que nos plans permettraient une concentration de leurs services éparpillés dans Berlin furent déçus, lorsque Hitler décida que les nouveaux ministères serviraient surtout à des fins de représentation et non pas au fonctionnement de la machine administrative.

Tout de suite après la partie médiane, où l'aspect monumental dominait, l'avenue devait redevenir, sur un kilomètre de longueur, une rue consacrée au commerce et aux distractions, se terminant au croisement avec la Potsdamer Strasse par le « Rond-Point ». A partir de là et en remontant vers le nord, le caractère solennel prédominait à nouveau ; à droite se dressait le Mémorial du Soldat, gigantesque cube conçu par Wilhelm Kreis et dont Hitler n'avait jamais encore défini clairement la destination ; il est possible qu'il ait pensé en faire à la fois un arsenal et un monument aux morts. De toute façon,

après l'armistice avec la France, il ordonna que le premier objet exposé soit le wagon-restaurant où avaient été scellés en 1918 la défaite de l'Allemagne et en 1940 l'effondrement de la France. Une crypte devait recevoir les cercueils des maréchaux allemands les plus célèbres, ceux du passé, du présent et de l'avenir⁴. Derrière le mémorial, s'étendaient jusqu'à la Bendlerstrasse les bâtiments qui devaient être le nouveau siège du haut commandement de l'armée⁵.

Étant venu voir ces plans, Göring eut le sentiment d'être traité en parent pauvre avec son ministère de l'Air. Il m'engagea alors comme architecte⁶. Nous trouvâmes en face du Mémorial du Soldat, en bordure du Jardin zoologique, un terrain idéal pour ce qu'il voulait. Les plans que je fis pour le nouvel édifice qui, après 1940, devait regrouper tous les services dont il assumait la direction et s'appeler le « Palais du Maréchal du Reich », enthousiasmèrent Göring. Hitler, quant à lui, déclara : « Göring a des prétentions excessives, cet édifice est trop vaste pour lui ; de toute façon je n'aime pas le voir engager ainsi mon architecte. » Mais, tout en exprimant fréquemment le mécontentement que lui causait le projet de Göring, il ne trouva jamais le courage de remettre à ce dernier à sa place. Connaissant bien Hitler, Göring me rassura : « Ne changez surtout rien à nos projets et ne vous inquiétez pas. Nous ferons ce que nous avons prévu et finalement le Führer sera enchanté. »

Hitler fit souvent preuve d'une semblable indulgence pour

la vie privée de son entourage ; ainsi il ferma les yeux sur certains scandales conjugaux, jusqu'au moment toutefois où il put les exploiter à des fins politiques, comme ce fut le cas avec Blomberg. Il pouvait donc sourire de ce goût du faste montré par l'un de ses fidèles, faire à ce sujet, en petit comité, des remarques sarcastiques, sans pour autant donner à entendre à l'intéressé qu'il réprouvait son attitude.

Le projet pour l'édifice de Göring comportait de vastes suites d'escaliers, de halls et de salles qui occupaient plus d'espace que les pièces de travail proprement dites. Le centre de la partie destinée à la représentation devait être un hall fastueux, d'où partait un escalier de quatre étages que personne n'aurait jamais utilisé, car chacun aurait évidemment pris l'ascenseur. Tout cela n'était que pompe et ostentation ; dans mon évolution personnelle, c'était là un pas décisif par lequel je m'éloignais du néoclassicisme auquel j'avais aspiré et qu'on reconnaissait peut-être dans le style de la Chancellerie du Reich, pour me consacrer à une architecture d'apparat d'un goût tapageur. La Chronique tenue par mes services note, à la date du 5 mai 1941, que le Reichsmarschall ressentit une grande joie en voyant la maquette du bâtiment. Il fut particulièrement enthousiasmé par le hall du grand escalier. C'est là, dit-il, que chaque année il annoncerait le mot d'ordre de l'année aux officiers de la Luftwaffe. Et toujours suivant la Chronique, Göring ajouta textuellement : « Dans le hall de cet escalier, le plus grand du monde, Breker doit élever un

monument à l'inspecteur général de la Construction. Il sera érigé ici même pour honorer l'homme qui a créé un édifice aussi grandiose. »

Cette partie du ministère, avec sa façade de 240 mètres donnant sur la « Grande Avenue », était reliée à une aile de mêmes dimensions donnant sur le Jardin zoologique ; elle comprenait les salles de réception exigées par Göring, ainsi que ses appartements privés. Je mis les chambres à coucher au dernier étage. Puis, invoquant des raisons de défense aérienne, je décidai de recouvrir le bâtiment d'une couche de terre végétale épaisse de quatre mètres, de façon que même de grands arbres puissent y prendre racine. Ainsi aurait été créé, à 40 mètres au-dessus du Jardin zoologique, un parc d'une surface de 11 800 mètres carrés, agrémenté de jets d'eau, de bassins et de colonnades, de pergolas et de coins buffets, et comprenant, outre une piscine et un court de tennis, un théâtre d'été pouvant accueillir 250 spectateurs. Göring était subjugué, rêvant déjà aux fêtes qu'il donnerait dans ce jardin dominant les toits de Berlin : « Je ferai illuminer le grand dôme par des feux de Bengale et j'y ferai tirer un grand feu d'artifice pour mes invités. »

Sans les caves, l'édifice de Göring aurait eu un volume de 580 000 mètres cubes, alors que la nouvelle Chancellerie de Hitler, construite depuis peu, ne faisait que 400 000 mètres cubes. Néanmoins Hitler ne s'avouait pas battu par Göring. Dans son discours du 2 août 1938, fort instructif quant à ses intentions en matière d'architecture, il

déclara que, suivant le grand projet d'aménagement de Berlin, il n'utiliserait la nouvelle Chancellerie du Reich, qui venait d'être terminée, que pendant dix à douze ans, et précisa qu'un centre gouvernemental et résidentiel beaucoup plus vaste était prévu. En effet, après une visite que nous fîmes ensemble dans l'immeuble qu'occupaient les services de Hess, il avait spontanément décidé de la destination définitive de la nouvelle construction de la Voss-Strasse. Car, chez Hess, Hitler avait vu un hall d'escalier où dominaient des tons d'un rouge violent, et un ameublement beaucoup plus discret et beaucoup plus simple que le style « paquebot » auquel allaient sa préférence et celle des sommités du Reich. De retour à la Chancellerie, Hitler, horrifié, critiqua le manque de sens artistique de son adjoint : « Hess n'est qu'un bétien. Jamais je ne l'autoriserai à construire quelque chose de nouveau. Il se verra plus tard attribuer comme siège de ses services l'actuelle nouvelle Chancellerie du Reich et il ne pourra y apporter la moindre modification. Car il n'entend rien à ces choses. » Une telle critique, portant notamment sur le sens esthétique de quelqu'un, pouvait parfois signifier la fin d'une carrière et, dans le cas de Rudolf Hess, c'est bien ainsi qu'on l'interpréta généralement. Hess fut le seul à qui ce verdict n'eût pas été clairement signifié. Seule l'attitude désormais réservée de la cour lui permit de constater que sa cote avait considérablement baissé.

Notre projet prévoyait, à l'extrémité nord du grand axe de la ville, une deuxième gare centrale. En sortant de cette gare, on devait apercevoir, au-delà d'un plan d'eau de 1 100 mètres de long et de 350 mètres de large, le Grand Dôme, éloigné de près de deux kilomètres. Nous ne voulions pas relier ce plan d'eau à la Sprée, dont les eaux étaient polluées par les immondices de la grande ville. Ancien adepte des sports nautiques, je voulais que ce bassin offrît une eau claire aux nageurs. Des vestiaires, des hangars pour les canots et des terrasses ensoleillées devaient entourer cette vaste baignade située en pleine ville, ce qui aurait sans doute formé un curieux contraste avec les grands édifices qui allaient se refléter dans ses eaux. L'origine de mon idée de bassin était très simple : la nature marécageuse du sous-sol ne permettait pas de construire quoi que ce soit à cet endroit.

Sur le bord ouest du bassin devaient se dresser trois grands bâtiments : au milieu, le nouvel hôtel de ville de Berlin, long de près d'un demi-kilomètre. Nos préférences, à Hitler et à moi, allaient à des projets différents ; après de longues discussions, mon argumentation finit par l'emporter sur la résistance tenace de Hitler. L'hôtel de ville serait flanqué du nouveau Haut commandement de la marine de guerre et de la nouvelle Préfecture de police de Berlin. Sur le bord est serait construite, au milieu d'espaces verts, la nouvelle Académie de guerre. Les plans de tous ces bâtiments étaient déjà terminés.

Sans aucun doute, cette voie reliant les deux gares

centrales devait constituer une éclatante transposition architecturale de la puissance politique, militaire et économique de l'Allemagne. Au centre se trouvait le maître absolu du Reich ; comme symbole suprême de sa puissance devait se dresser, tout près de lui, le Grand Dôme, l'édifice qui devait dominer le Berlin de l'avenir. Ainsi, sur le papier du moins, se trouvait réalisée la phrase de Hitler affirmant que « Berlin devait changer de visage pour s'adapter à sa nouvelle et grande mission ⁷ ».

Je vécus dans ce monde pendant cinq ans et, malgré tous leurs défauts, malgré tous leurs côtés grotesques, je ne parviens pas à renier totalement mes conceptions d'alors. Il me semble parfois, quand je recherche les raisons de mon aversion à l'égard de Hitler, qu'en plus de tout ce qu'il fit et projeta d'horrible, je dois peut-être également citer la déception personnelle que m'a causée sa façon de jouer avec la guerre et les catastrophes ; mais par ailleurs je vois bien aussi que tous ces projets ne sont devenus possibles que par ce jeu sans scrupules.

Des projets d'une telle importance étaient évidemment les indices d'une mégalomanie permanente, mais, malgré tout, il serait injuste de condamner à la légère toute la planification de cet axe nord-sud. Il n'y avait guère plus d'exagération dans les dimensions de cette large avenue, de ces nouvelles gares centrales avec leurs moyens de transport souterrains, que dans celles de nos immeubles commerciaux, aujourd'hui dépassés dans le monde entier par les gratte-ciel administratifs et les ministères. Si ces

projets n'étaient plus à l'échelle humaine, c'était moins en raison de leurs dimensions que de leur côté outrancier et ostentatoire. Le Grand Dôme, la future Chancellerie du Reich, l'édifice somptueux de Göring, le Mémorial du Soldat et l'Arc de Triomphe, tous ces bâtiments je les voyais à travers les prétentions politiques de Hitler qui, un jour qu'il regardait la maquette de la ville, me prit par le bras et me confia, les yeux embués de larmes : « Comprenez-vous maintenant pourquoi nous voyons si grand ? La capitale de l'Empire germanique – si seulement j'étais en bonne santé... »

Hitler était très pressé de voir commencer la réalisation de cette avenue longue de sept kilomètres, la pièce maîtresse de ses plans d'urbanisme. Au printemps 1939, après avoir fait des calculs très exacts, je lui promis que tous les édifices seraient terminés en 1950. A dire vrai, j'avais espéré que cette nouvelle le réjouirait particulièrement. Mais je fus quelque peu déçu, car il se montra tout juste satisfait en prenant acte de ce délai, qui pourtant ne pouvait être tenu que grâce à une activité ininterrompue sur les chantiers. Peut-être songeait-il en même temps à ses projets militaires, qui devaient rendre illusoires tous mes calculs.

A d'autres moments, par contre, il insistait tellement pour que les travaux soient achevés dans les délais prévus, il semblait si impatient de voir arriver l'année 1950, que cette

attitude aurait été la meilleure de ses manœuvres de mystification, si ses rêves urbanistes n'avaient été qu'un moyen de camoufler ses desseins expansionnistes. Les nombreuses réflexions de Hitler sur la signification politique de ses projets auraient dû me rendre méfiant, mais elles étaient contrebalancées par la certitude qu'il affichait de voir mes travaux berlinois être exécutés normalement dans les délais prévus. Et puis j'étais accoutumé à l'entendre parfois faire des remarques d'halluciné ; après coup, bien sûr, il est plus facile de découvrir le fil conducteur qui les reliait entre elles d'une part, et à mes plans de construction d'autre part.

Hitler veillait avec un soin jaloux à ce que nos plans ne soient pas connus du public. Seuls quelques fragments en furent publiés, car il était impossible de travailler complètement dans le secret, trop de gens participant aux travaux préparatoires. Aussi faisions-nous à l'occasion connaître certaines parties du projet qui semblaient sans conséquences et la conception fondamentale qui était à la base de notre projet fut même portée à la connaissance du public grâce à un article que j'écrivis avec l'accord de Hitler⁸. Le chansonnier Werner Fink, s'étant moqué de ces projets, fut jeté dans un camp de concentration ; mais peut-être y avait-il encore à cela d'autres raisons. Au demeurant cette mesure fut prise la veille du jour où je me proposais d'assister au spectacle, pour bien montrer que je ne me sentais pas offensé.

Nous faisions preuve de prudence même pour des

questions futiles : ayant un moment envisagé de démolir la tour de l'hôtel de ville de Berlin, nous fîmes paraître, dans le « courrier des lecteurs » d'un journal berlinois, une lettre écrite par le secrétaire d'État Karl Hanke, afin de connaître la réaction des Berlinoises. Les protestations furieuses de la population me firent ajourner la réalisation de ce projet. D'une façon générale, nous devions, en mettant nos plans à exécution, ménager les sentiments de l'opinion publique. Ainsi, nous envisagions de reconstruire dans le parc du château de Charlottenburg le joli château de Monbijou qui devait faire place à un musée⁹. Pour des raisons similaires, on conserva même la tour de la radio, ainsi que la colonne de la Victoire qui gênait pourtant nos plans d'urbanisme ; Hitler la considérait comme un monument de l'histoire allemande et il profita même de l'occasion pour la faire surélever, afin qu'elle fît plus d'effet. Il fit pour cela une esquisse qui existe encore aujourd'hui, se moquant de la parcimonie de l'État prussien qui, même triomphant, avait lésiné sur la hauteur de sa colonne de la Victoire.

J'évaluai les frais globaux de l'aménagement de Berlin à une somme allant de 4 à 6 milliards de Reichsmarks ce qui, aux prix actuels de la construction, représenterait une somme de 16 à 24 milliards de deutsche marks environ. Pendant les onze années qui nous séparaient encore de 1950, 500 millions de Reichsmarks devaient être alloués chaque année à notre projet, dépense nullement utopique puisqu'elle ne représentait qu'un vingt-cinquième du volume total des sommes absorbées par la construction en

Allemagne ¹⁰ . Pour me rassurer et me justifier, j'avais alors établi une comparaison, fort sujette à caution il est vrai : je calculai quel pourcentage représentaient, par rapport au produit total des impôts perçus par l'État prussien, les sommes prélevées pour financer ses constructions berlinoises par le roi Frédéric-Guillaume, père de Frédéric le Grand, qui était, comme l'on sait, très économe. Ces sommes dépassaient largement le montant de nos dépenses qui n'auraient représenté, elles, qu'environ 3 % des 15 milliards 700 millions de marks de ce produit fiscal. Il est vrai que cette comparaison n'était pas très convaincante, car on ne peut pas comparer le produit des impôts de cette époque-là au rendement fiscal de l'époque actuelle.

Le professeur Hettlage, mon conseiller en matière budgétaire, résumait nos idées sur le financement du projet par cette remarque sarcastique : « Pour la ville de Berlin, les dépenses doivent être calculées en fonction des recettes, chez nous c'est l'inverse ¹¹ . » Ces 500 millions à trouver chaque année, ne devaient pas, Hitler et moi étions d'accord sur ce point, être prélevés en une seule fois, mais répartis sur autant de budgets que possible ; chaque ministère, chaque service public devait prévoir dans son budget les sommes nécessaires, tout comme devaient faire les chemins de fer du Reich pour la transformation du réseau ferroviaire berlinois ou la ville de Berlin pour les routes et le métro souterrain. De plus les entreprises industrielles privées devaient assumer elles-mêmes leurs

propres dépenses.

En 1938, lorsque tout fut réglé dans le détail, Hitler, se félicita d'avoir trouvé un biais astucieux qui permettrait de financer les travaux discrètement : « Ainsi répartie, dit-il, la dépense globale passera inaperçue. Nous ne financerons directement que le Grand Dôme et l'Arc de Triomphe. Nous lancerons un appel au peuple pour qu'il contribue à la dépense ; en outre, le ministre des Finances devra mettre chaque année à la disposition de votre service 60 millions. Vous mettrez de côté les sommes que vous n'utiliserez pas immédiatement. » En 1941, j'avais ainsi amassé 218 millions ¹² ; en 1943, sur proposition du ministre des Finances et avec mon accord, ce compte, qui entre-temps avait atteint 320 millions, fut tacitement dissous sans que Hitler en fût informé.

Le ministre des Finances, von Schwerin-Krosigk, irrité de cette dilapidation des deniers publics, réitérait objections et protestations. Pour écarter les craintes exprimées par son ministre, Hitler se compara au roi de Bavière, Louis II : « Que le ministre des Finances pense aux sources de revenus dont l'État disposera d'ici cinquante ans à peine grâce à mes constructions ! Que s'est-il passé avec Louis II : on a déclaré qu'il était fou à cause des dépenses qu'il faisait pour construire ses châteaux. Et aujourd'hui ? Beaucoup d'étrangers viennent en haute Bavière uniquement pour voir ces châteaux. Les droits d'entrée, à eux seuls, ont depuis longtemps amorti les frais de construction. Croyez-le bien ! Le monde entier

viendra à Berlin pour voir nos édifices. Il nous suffira de dire aux Américains combien a coûté le Grand Dôme. Peut-être exagérerons-nous un peu, au lieu d'un milliard nous dirons un milliard et demi ! Alors ils voudront absolument voir l'édifice le plus cher du monde. »

Penché sur ses plans, il répétait souvent : « Mon seul souhait, Speer, c'est de pouvoir un jour voir ces édifices. En 1950, nous organiserons une exposition universelle. En attendant, les bâtiments resteront vides, et ils serviront alors de salles d'exposition. Nous inviterons le monde entier ! » Voilà le genre de déclarations que pouvait faire Hitler ; il était difficile de deviner ses véritables pensées. A ma femme qui, pendant onze années, allait vraisemblablement se voir frustrée toute vie de famille, je promis en guise de compensation un voyage autour du monde en 1950.

L'idée de Hitler consistant à répartir le coût des travaux sur autant de têtes que possible s'avéra juste. Car Berlin, riche et en plein essor, attirait de plus en plus de fonctionnaires, du fait de la centralisation des pouvoirs publics. Les administrations des différentes industries devaient elles aussi tenir compte de cette évolution et agrandir leur siège central berlinois à des fins de représentation. Il n'y avait jusque-là, comme « artère-vitrine de Berlin » où réaliser de tels projets de constructions, que l'avenue Unter den Linden, et d'autres rues de moindre importance. Aussi la nouvelle avenue, large de 120 mètres, était-elle alléchante, d'abord parce qu'on n'y rencontrerait

pas les mêmes difficultés de circulation que dans les anciennes rues, mais aussi parce que le prix des terrains à bâtir, dans ces quartiers encore excentriques, était relativement bas. Au début de mon activité, je me trouvais en présence de nombreuses demandes de permis de construire sur des emplacements choisis au hasard sur tout le territoire de la ville. Par exemple, dans les premiers temps du gouvernement de Hitler, on avait édifié dans un quartier insignifiant, après avoir démoli plusieurs pâtés de maisons, le nouveau grand immeuble de la Banque du Reich. A ce propos, un jour, après le repas, Himmler présenta à Hitler le plan de cet immeuble et, très sérieusement, attira son attention sur le fait qu'à l'intérieur du grand bloc rectangulaire l'aile longitudinale et l'aile transversale formaient une croix chrétienne ; Himmler voyait là, de la part de l'architecte catholique Wolf, une glorification voilée de la foi chrétienne. Mais Hitler était assez averti des choses du bâtiment pour se gausser de telles remarques.

Quelques mois seulement après l'établissement définitif des plans, nous avons attribué une première partie de l'avenue, longue de 1 200 mètres, celle où l'on pouvait commencer à construire sans attendre que soit achevé le déplacement des voies ferrées. Le reste du terrain ne devait être disponible que plusieurs années après, mais les options prises par les ministères, les services publics du Reich et les entreprises privées furent si nombreuses, que non seulement la construction sur les sept kilomètres

de l'avenue était assurée, mais que nous commençâmes déjà à attribuer des terrains situés au sud de la gare du Midi. Nous ne pûmes empêcher qu'à grand-peine le D^r Ley, chef du « Front allemand du travail », qui disposait de fonds énormes provenant des cotisations des travailleurs, de s'attribuer un cinquième de toute la longueur de l'avenue. Il réussit toutefois à obtenir un lot de 300 mètres de long, où il voulait installer un grand centre de distractions.

L'une des raisons de cette brusque fureur de construire fut naturellement la perspective d'aller au-devant des désirs de Hitler en érigeant d'importants édifices. Comme les dépenses à engager pour ces constructions auraient été plus importantes que sur des terrains à bâtir normaux, je recommandai à Hitler d'accorder une distinction aux maîtres d'ouvrage pour tous les millions dépensés en plus, suggestion qu'il accepta spontanément. « Et pourquoi même ne pas décorer ceux qui auront bien mérité de l'art ? Nous ne le ferons que très rarement et principalement pour ceux qui auront financé un édifice important. On peut obtenir beaucoup avec des médailles. » L'ambassadeur britannique, avec raison d'ailleurs, crut lui aussi faire plaisir à Hitler en lui proposant d'ériger une nouvelle ambassade, dans le cadre du nouvel aménagement de Berlin ; Mussolini, lui-même, montra un très vif intérêt pour tous ces projets ¹³.

Bien que Hitler gardât le silence sur ses véritables projets en matière d'architecture, les détails rendus publics

suscitèrent bon nombre de commentaires écrits et oraux. Il s'ensuivit un véritable boom de l'architecture. Hitler se serait-il intéressé à l'élevage de chevaux que cette manie se serait certainement emparée des dirigeants ; mais en l'occurrence, on assista à une production massive de projets à la Hitler. Certes on ne peut pas parler d'un style III^e Reich, car il s'agissait seulement d'une orientation privilégiée, se distinguant par certains caractères aussi précis que disparates ; mais cette tendance était souveraine. Pourtant Hitler n'avait rien d'un doctrinaire. Il comprenait qu'un relais d'autoroute ou un foyer de la Jeunesse hitlérienne à la campagne ne pouvaient ressembler à une construction urbaine ; il ne lui serait jamais venu à l'idée non plus de construire une usine dans son style d'apparat ; il pouvait réellement s'enthousiasmer pour une construction industrielle de verre et d'acier. Mais un édifice public, dans un État qui se proposait de bâtir un empire, devait, selon lui, porter une empreinte bien définie.

Nombreux furent les projets qui, dans d'autres villes, virent le jour à la suite du plan d'aménagement de Berlin. Tout Gauleiter voulut désormais s'immortaliser dans sa ville par ses réalisations. Presque tous ces plans présentaient, comme mon projet pour Berlin, deux axes en forme de croix, parfois même orientés de la même façon ; le modèle berlinois était devenu un schéma idéal. Quand nous discussions ensemble, penchés sur nos plans, Hitler lui-même dessinait inlassablement, d'un crayon facile, ses propres esquisses, trouvant chaque fois la perspective

juste ; il traçait, à l'échelle, plans, coupes et projections : un architecte n'aurait pas mieux fait. Parfois, le matin, il me montrait une esquisse réalisée avec soin et terminée dans la nuit ; mais la plupart de ses dessins, il les fit à grands traits rapides, au cours de nos discussions.

J'ai conservé jusqu'à ce jour, toutes les esquisses faites par Hitler en ma présence, y inscrivant la date et le sujet. Il est intéressant de noter que, sur un total de 125 esquisses, un bon quart intéressent les projets de constructions de Linz, projets qui lui tinrent toujours le plus à cœur. Tout aussi nombreux sont les plans de théâtres. Il nous surprit un matin en nous montrant une esquisse qu'il avait dessinée au propre dans la nuit, représentant une « colonne du Mouvement » destinée à Munich ; nouveau symbole de la ville, cette colonne aurait réduit à l'état lilliputien les deux tours de l'église Notre-Dame, la Frauenkirche.

Il considérait ce projet, tout comme celui de l'Arc de Triomphe de Berlin, comme son domaine réservé et il n'hésita pas à corriger jusque dans le détail les travaux de l'architecte munichois chargé de faire les plans. Aujourd'hui encore il me semble que ces corrections étaient vraiment des améliorations qui apportaient au problème des forces statiques s'exerçant dans un socle une solution meilleure que celle proposée par l'architecte.

Giessler, le responsable de l'urbanisme à Munich, savait très bien imiter le D^r Ley, le Führer ouvrier bégayant. Hitler prenait tant de plaisir à ces imitations qu'il redemandait sans cesse à Giessler de lui décrire la scène du couple

Ley venant visiter les salles des maquettes du Service de l'urbanisme de Munich. Tout d'abord, Giessler racontait comment le Führer des travailleurs allemands, en élégant costume d'été, portant gants blancs et chapeau de paille, accompagné de son épouse vêtue de façon à peine moins voyante, était entré dans son atelier ; Giessler leur avait montré et commenté les plans de Munich jusqu'à ce que Ley l'interrompît : « C'est moi qui construirai tout ce bloc-ci. Ça coûte combien ? Quelques centaines de millions ? Bon, nous allons construire ça... Et que voulez-vous construire là ? – Une grande maison de haute couture. – La mode c'est moi qui la ferai ! c'est ma femme qui le fera ! Pour cela nous avons besoin d'une grande maison. C'est entendu ! Ma femme et moi, c'est là-dedans que nous déciderons de la mode allemande... Et... et... Et des filles il nous en faut aussi ! Beaucoup, plein une maison, avec un intérieur très moderne. Nous nous chargerons de tout, quelques centaines de millions pour la construction, cela n'a aucune importance. » Giessler, que cette obligation rebutait, dut décrire cette scène d'innombrables fois, tandis que Hitler riait aux larmes de la mentalité dépravée de son « Führer ouvrier ».

Mes projets de constructions n'étaient pas les seuls dont Hitler stimulât inlassablement les progrès. Il autorisait sans cesse la construction de forums dans les capitales des Gaue et encourageait ses dirigeants à s'improviser maîtres d'ouvrages de projets de prestige. A ce propos, il avait une manie qui m'exaspérait. Il exigeait de voir ses

cadres entrer en compétition, partant du principe que seule une concurrence acharnée permettait d'obtenir des réalisations de haute qualité. Il ne pouvait concevoir que nos possibilités fussent limitées et passait outre quand je lui objectais que bientôt plus aucun délai ne pourrait être respecté, du fait que les Gauleiter utilisaient pour leurs propres besoins toute la pierre à bâtir de leur région.

Himmler vint en aide à Hitler. Ayant appris que nous étions menacés par une pénurie de briques et de granit, il suggéra d'utiliser ses détenus pour en assurer la production. Il proposa à Hitler de construire à Sachsenhausen, près de Berlin, une vaste briqueterie, qui serait propriété de la SS et placée sous sa direction. Comme Himmler était très ouvert aux innovations, il trouva bientôt un inventeur pour proposer un nouveau procédé pour la fabrication des briques. Mais la production promise ne put démarrer, car l'invention fit long feu.

La seconde promesse de Himmler, toujours à l'affût de quelque projet d'avenir, aboutit au même résultat. Il voulait, en se servant des détenus des camps de concentration, produire des blocs de granit pour les bâtiments de Nuremberg et de Berlin. Il fonda sans tarder une firme sous un nom quelconque et se mit à extraire des pierres. Mais les entreprises SS étant d'une incompétence inimaginable, les blocs présentaient des fêlures et des fissures et la SS dut finalement admettre qu'elle ne pourrait fournir qu'une petite partie des blocs de granit promis. Le service des ponts et chaussées du D^r Todt prit livraison du reste de la

production pour en faire des pavés. Hitler, qui avait mis de grands espoirs dans les promesses de Himmler, fut de plus en plus irrité et finit par déclarer sarcastiquement que les SS feraient mieux de s'occuper de la production de pantoufles de feutre et de sacs en papier, selon la tradition des établissements pénitenciers.

En plus des nombreux édifices prévus, le projet comprenait la création de la place qui devait s'étendre devant le Grand Dôme. C'était moi qui devais en dessiner les plans, selon le vœu de Hitler. En outre, j'étais chargé de construire le nouvel édifice de Göring et la gare du Midi. C'était là plus que suffisant, car je devais également réaliser les plans des bâtiments des Congrès du parti à Nuremberg. Mais comme ces projets, dont j'étais personnellement responsable, s'évaluaient sur dix ans, je pouvais les mener à bien en utilisant une équipe de huit à dix collaborateurs que je pourrais superviser, et en laissant à d'autres l'élaboration des détails techniques. Mon bureau privé se trouvait dans la Lindenallee à Westend, non loin de l'Adolf-Hitler-Platz, l'ancienne Reichskanzlerplatz. Mais je réservais régulièrement mes après-midi, jusque tard dans la soirée, à mon service officiel de la Construction de la Pariser-Platz. C'est là que je fis appel aux architectes que j'estimais être les meilleurs d'Allemagne, pour leur confier les grands ouvrages du projet global : Paul Bonatz, auteur de nombreux ponts, reçut sa première commande de construction hors de terre (le Haut commandement de la

marine de guerre) dont le projet grandiose fut chaleureusement approuvé par Hitler ; Bestelmeyer fut chargé des plans du nouvel Hôtel de Ville ; Wilhelm Kreis se vit confier les projets du haut commandement de l'armée, du Mémorial du Soldat et de divers musées ; sur proposition de l'A.E.G. qui était son maître d'ouvrage habituel, Peter Behrens, le maître de Gropius et de Mies van der Rohe, fut chargé de construire le nouveau bâtiment administratif de cette firme, dans la grande avenue. Évidemment cela provoqua les protestations de Rosenberg et de ses gardiens de la culture, qui ne pouvaient admettre que ce promoteur du radicalisme architectural s'immortalisât dans l' « avenue du Führer ». Hitler, qui appréciait l'ambassade de Saint-Pétersbourg de Behrens, accepta néanmoins que la commande allât à ce dernier. Je proposai également à plusieurs reprises à mon maître Tessenow de répondre aux appels d'offre. Mais, ne voulant pas renoncer à son style sobre et artisanal, il repoussa obstinément la tentation de construire des édifices importants.

Comme sculpteur je fis essentiellement appel à Josef Thorak, aux œuvres duquel le directeur général des musées de Berlin, Wilhem von Bode, avait consacré un livre ; j'employai également l'élève de Maillol, Arno Breker. C'est lui qui, en 1943, servit d'intermédiaire quand il s'agit de transmettre à son maître la commande d'une sculpture qui devait trouver place à Grunewald.

Les historiens affirment que je n'entretenais pas de

relations de caractère privé avec les cercles du parti ¹⁴ ; on pourrait tout aussi bien dire que, me considérant comme un intrus, les ténors du parti me tenaient à l'écart. Quant aux sentiments des Reichsleiter ou des Gauleiter, ils me laissaient indifférent puisque j'avais la confiance de Hitler. Exception faite pour Karl Hanke, qui m'avait « découvert », je n'étais lié de près à aucun dignitaire du parti et aucun d'eux ne fréquentait ma maison. Par contre je m'étais fait des amis parmi les artistes que je faisais travailler et parmi leurs amis à eux. A Berlin, dans la mesure où mon temps limité me le permettait, je rencontrais aussi souvent que possible Breker et Kreis, auxquels se joignait fréquemment le pianiste Wilhelm Kempff. A Munich je m'étais lié d'amitié avec Josef Thorak et le peintre Hermann Kaspar qu'on pouvait rarement empêcher, vers la fin de la soirée, de proclamer bruyamment sa prédilection pour la monarchie bavaroise.

J'étais également lié avec mon premier maître d'ouvrage, le D^r Robert Frank, pour lequel j'avais, dès 1933, avant de travailler pour Hitler et Goebbels, transformé la maison de maître du domaine de Sigrön, près de Wilsnack. C'est chez lui que je passais souvent le week-end avec ma famille, à 130 kilomètres des portes de Berlin. Jusqu'en 1933, Frank avait été directeur général des centrales électriques de Prusse ; limogé quand Hitler eut pris le pouvoir, il vivait depuis retiré en simple particulier ; de temps à autre il était en butte aux tracasseries du parti, mais mon amitié le protégea

d'ennuis plus graves. C'est à lui qu'en 1945 je confiai ma famille lorsque je l'installai à Schleswig, aussi loin que possible du centre de la débâcle.

Peu après ma nomination, je sus convaincre Hitler que les plus compétents des membres du parti occupaient depuis longtemps des postes de direction, si bien que je ne trouverais plus dans le parti qu'un personnel de second ordre. Sans hésiter, il m'autorisa à choisir mes collaborateurs à ma convenance. Peu à peu le bruit se répandit que l'on pouvait trouver dans mon service un emploi sûr et à l'abri de tout tracas. Aussi de plus en plus d'architectes se pressèrent à notre porte.

Un jour, un de mes collaborateurs me demanda une recommandation pour adhérer au parti. « Pourquoi, répondis-je, ne suffit-il pas que je sois moi-même au parti ? » Ma réponse fit le tour de l'Inspection générale de la Construction. Certes nous prenions au sérieux les projets architecturaux de Hitler, mais devant la solennité bornée de son Reich, nous refusions d'être aussi solennels que d'autres.

Je continuai à ne fréquenter que très rarement les réunions du parti et c'est à peine si j'eus encore des contacts avec ses membres, ceux du Gau de Berlin, par exemple ; d'autre part, je négligeai les fonctions que le parti m'avait confiées et dont j'aurais pu cependant faire des positions puissantes. Par manque de temps, j'abandonnai même de plus en plus la direction du service « Beauté du travail » à mon représentant permanent. Cette

réserve, il faut bien le dire, m'était également dictée par ma crainte d'avoir à prononcer des discours en public.

En mars 1939, j'entrepris, en compagnie de mes plus proches amis, un voyage en Sicile et en Italie du Sud. Notre groupe comprenait Wilhelm Kreis, Josef Thorak, Hermann Kaspar, Arno Breker, Robert Frank, Karl Brandt et leurs épouses. Sur notre invitation Magda Goebbels, la femme du ministre de la Propagande, participa au voyage, mais sous un nom d'emprunt.

Dans l'entourage immédiat de Hitler il y eut, tolérées par lui, de nombreuses histoires sentimentales. Ainsi Bormann, se conduisant avec une grossièreté et une goujaterie qui ne sauraient étonner de la part de cet individu sans cœur ni moralité, invita dans sa maison de l'Obersalzberg sa maîtresse, une actrice de cinéma qui vécut là des jours durant au milieu de la famille. Seule l'attitude conciliante, et pour moi incompréhensible, de M^{me} Bormann permit d'éviter le scandale.

Goebbels pour sa part, eut de nombreuses aventures amoureuses. Son secrétaire d'État, Hanke, rapportait, mi-amusé, mi-indigné, comment Goebbels usait souvent de chantage auprès des jeunes artistes de cinéma. Mais ses rapports avec la star tchèque Lida Baavora furent plus qu'un simple épisode. Sa femme voulut alors le quitter et exigea que le ministre se séparât d'elle et des enfants. Nous étions, Hanke et moi, entièrement du côté de

l'épouse ; Hanke, cependant, ne fit que compliquer la crise conjugale en tombant amoureux de la femme de son ministre, beaucoup plus âgée que lui. Pour la tirer d'embarras, j'invitai M^{me} Goebbels à faire en notre compagnie ce voyage en Italie. Hanke voulut la rejoindre et l'importuna, pendant tout le voyage, de lettres d'amour ; mais il fut fermement éconduit.

Pendant ce voyage, M^{me} Goebbels se comporta en femme aimable et équilibrée. D'une manière générale, les épouses des personnages du régime firent preuve de beaucoup plus de détachement que leurs maris devant les tentations du pouvoir. Elles ne s'égarèrent pas dans le monde de fantasmes de ceux-ci, suivant leur rêve de grandeur, souvent grotesque, avec une certaine réserve intérieure, échappant ainsi au tourbillon politique qui emportait leurs époux en une ascension vertigineuse. M^{me} Bormann resta une modeste ménagère, quelque peu intimidée, aussi aveuglément dévouée, toutefois, à son mari qu'à l'idéologie du parti ; quant à M^{me} Göring, j'avais l'impression qu'elle était capable de sourire de l'amour du faste de son mari ; enfin Eva Braun, elle aussi, montra une certaine élévation de sentiments ; en tout cas, elle ne chercha pas à user du pouvoir qui était à portée de sa main à des fins personnelles.

La Sicile et les ruines des temples doriques à Ségeste, Syracuse, Sélinonte et Agrigente furent pour nous une source d'enrichissement et complétèrent les impressions que nous avions recueillies au cours de notre voyage en

Grèce. Devant les temples de Sélinonte et d'Agrigente, je constatai une nouvelle fois, non sans apaisement, que l'Antiquité elle aussi avait eu ses accès de mégalomanie ; visiblement les Grecs des colonies s'étaient ici écartés des principes de mesure en honneur dans la mère patrie. Face à ces temples, tous les témoignages de l'architecture sarrasino-normande rencontrés sur notre route faisaient pâle figure, sauf Castel del Monte, le merveilleux château de chasse de Frédéric II, construit sur un plan octogonal. Paestum nous apparut comme un autre sommet. Pompéi, par contre, me sembla plus éloigné des formes pures de Paestum que nos propres édifices de celles du monde dorique.

Au retour nous fîmes une halte de quelques jours à Rome ; le gouvernement fasciste découvrit l'identité de notre illustre compagne de voyage et le ministre italien de la Propagande, Alfieri, nous invita tous à l'Opéra ; mais aucun de nous ne fut capable de donner une explication plausible au fait que la seconde dame du Reich voyageait seule à l'étranger, nous rentrâmes donc chez nous aussi vite que possible.

Tandis que nos rêves nous entraînaient dans le monde du passé grec, Hitler faisait occuper et rattacher au Reich la « Tchéquie ». Nous trouvâmes en Allemagne un climat de désenchantement. Tous étaient en proie à un sentiment général d'incertitude quant à notre proche avenir. Aujourd'hui encore je m'étonne de voir avec quelle justesse un peuple peut pressentir ce qui va arriver, sans se laisser

influencer par la propagande officielle.

Toutefois nous fûmes rassurés en voyant un jour Hitler prendre position contre Goebbels quand celui-ci, au cours d'un déjeuner à la Chancellerie, déclara en parlant de l'ancien ministre des Affaires étrangères, Konstantin von Neurath, nommé quelques semaines auparavant « Protecteur du Reich » en Bohême-Moravie : « Von Neurath est connu pour être un modéré. Or le protectorat a besoin d'une main ferme, qui maintienne l'ordre. Cet homme n'a rien de commun avec nous, il fait partie d'un tout autre monde. » Hitler rectifia : « Von Neurath était le seul titulaire possible. Dans le monde anglo-saxon on le considère comme un homme d'une grande distinction. Sur le plan international, sa nomination aura un effet rassurant, car on y verra une volonté de ne pas frustrer les Tchèques de leur vie nationale. »

Hitler me demanda de lui faire le récit des impressions que je rapportais d'Italie. Ce qui m'avait le plus frappé, c'était que, même dans les villages, les murs étaient recouverts de slogans politiques. « Nous n'avons pas besoin de cela, dit-il simplement. Si jamais la guerre éclate, le peuple allemand est assez endurci. Ce genre de propagande convient peut-être à l'Italie. Quant à savoir si elle sert à quelque chose, c'est une autre question ¹⁵. »

A plusieurs reprises Hitler m'avait demandé de prononcer à sa place le discours d'inauguration de

l'exposition d'architecture de Munich. J'avais jusqu'alors réussi à décliner de telles offres, trouvant toujours des échappatoires. Au printemps 1938, une sorte de marchandage fut même conclu : j'étais prêt à établir les plans de la galerie de tableaux et du stade de Linz, à condition de ne pas avoir de discours à prononcer.

Mais la veille du cinquantième anniversaire de Hitler, on devait ouvrir à la circulation un tronçon de l' « axe est-ouest », et il avait promis de procéder lui-même à l'inauguration. Mon premier discours était devenu inévitable – et cela devant le chef de l'État et en public. Au déjeuner Hitler annonça : « Une grande nouvelle, Speer va prononcer un discours ! Je suis curieux d'entendre ce qu'il va dire. »

Devant la Porte de Brandebourg, les notables de la ville étaient rassemblés au milieu de la chaussée ; je me trouvais sur le côté droit, tandis que la foule se pressait loin derrière nous, sur les trottoirs, maintenue par des cordes. Au loin retentirent des ovations dont l'intensité augmenta à mesure que la colonne de voitures de Hitler approchait et bientôt ce fut du délire. La voiture de Hitler s'arrêta juste devant moi, il descendit, me salua d'une poignée de main, et répondit au salut des dignitaires en levant rapidement le bras. Des caméras mobiles toutes proches commencèrent à nous filmer, pendant que Hitler se plaçait à deux mètres de moi, impatient. Respirant profondément, je dis alors textuellement : « Mon Führer, je vous annonce que l'axe est-ouest est achevé. Puisse l'ouvrage parler de lui-

même ! » Un long moment s'écoula avant que Hitler répondît par quelques phrases, puis il m'invita à monter dans sa voiture et nous longeâmes la haie de 7 kilomètres formée par les Berlinoises venus lui rendre hommage pour son cinquantième anniversaire. Ce fut certainement l'un des plus grands déploiements de masse que le ministre de la Propagande eût organisés ; mais les applaudissements étaient sincères, me sembla-t-il.

Arrivés à la Chancellerie du Reich, nous attendîmes le dîner. « Vous m'avez mis dans l'embarras avec vos deux phrases, me dit aimablement Hitler ; je m'attendais à un discours assez long et je voulais pendant ce temps réfléchir à ma réponse, comme c'est mon habitude. Or vous avez eu si vite terminé que je ne savais quoi dire. Mais je vous l'accorde, ce fut un bon discours. L'un des meilleurs que j'aie entendus de ma vie. » Par la suite, cette anecdote fit partie de son répertoire permanent et il la raconta souvent.

A minuit, Hitler reçut les félicitations des convives présents. Mais lorsque je lui dis que, pour marquer ce jour, j'avais fait monter dans une salle une maquette de son Arc de Triomphe haute de presque quatre mètres, plantant là toute la société, il se rendit immédiatement dans cette pièce. Il resta un long moment à contempler la maquette, visiblement ému : le rêve de ses jeunes années était, du moins en réduction, devenu réalité. Fasciné, il me serra la main sans mot dire pour ensuite, en pleine euphorie, vanter à ses invités l'importance de cet ouvrage dans l'histoire

future du Reich. Dans le courant de la nuit il alla à plusieurs reprises examiner la maquette. A l'aller et au retour nous traversâmes chaque fois l'ancienne salle du Conseil où Bismarck avait présidé, en 1878, le Congrès de Berlin. Sur de longues tables étaient disposés les cadeaux d'anniversaire de Hitler, pour l'essentiel un amas d'objets de mauvais goût, offerts par les Reichsleiter et les Gauleiter : des nus de marbre blanc, des reproductions de bronzes alors en vogue, comme par exemple celui du jeune Romain à l'épine et des peintures à l'huile dont le niveau était digne des expositions de la « Maison de l'Art ». Une partie de ces cadeaux plaisait à Hitler, tandis qu'il se moquait des autres, mais il y avait peu de différence entre eux.

Sur ces entrefaites, les relations entre Hanke et M^{me} Goebbels avaient pris une telle tournure qu'ils voulaient se marier, au grand effroi de tous les initiés. C'était un couple mal assorti : Hanke était jeune et maladroit, elle une dame du monde élégante, beaucoup plus âgée que lui. Hanke pressa Hitler de donner son accord au divorce, mais Hitler refusa, invoquant la raison d'État. Le festival de Bayreuth de 1939 allait commencer, lorsqu'un matin Hanke arriva chez moi à Berlin, désespéré. Le couple Goebbels s'était réconcilié, me dit-il, et ils étaient partis ensemble pour Bayreuth. Je trouvais que c'était la chose la plus raisonnable, pour Hanke également. Mais il est difficile de consoler un amant désespéré en le

félicitant de son malheur. Je lui promis donc de me renseigner à Bayreuth sur ce qui s'était passé et je partis immédiatement.

La famille Wagner avait ajouté à la maison Wahnfried une aile spacieuse où Hitler et ses aides de camp étaient logés pendant le festival, tandis que les invités de Hitler étaient installés chez des particuliers à Bayreuth. Hitler apportait ici beaucoup plus de soin au choix de ses invités qu'il ne le faisait à l'Obersalzberg ou surtout à la Chancellerie du Reich. Outre les aides de camp de service, il n'invitait que quelques connaissances dont il pouvait être sûr qu'elles seraient agréables à la famille Wagner ; à vrai dire il n'y eut jamais que le D^r Dietrich, le D^r Brandt et moi-même.

Pendant le festival, Hitler donnait l'impression d'être plus détendu qu'à l'ordinaire ; au sein de la famille Wagner, il se sentait visiblement à son aise et libéré de l'obligation de représenter le pouvoir, obligation à laquelle il se croyait tenu à la Chancellerie, même parfois le soir au milieu de ses intimes. Il était de bonne humeur, paternel avec les enfants, amical et attentionné avec Winifred Wagner. Sans son aide financière, il n'aurait sans doute pas été possible de maintenir le festival. Bormann préleva chaque année sur ses fonds des centaines de milliers de marks pour en faire le point culminant de la saison d'opéra allemande. Être le mécène de ce festival et l'ami de la famille Wagner représentait sans doute pour Hitler, en ces journées de Bayreuth, la réalisation d'un rêve qu'il n'aurait

probablement pas osé faire dans sa jeunesse.

Goebbels et sa femme étaient arrivés à Bayreuth le même jour que moi et s'étaient installés, comme Hitler, dans l'annexe de la maison Wahnfried. M^{me} Goebbels, très abattue, s'ouvrit à moi avec la plus grande franchise : « C'est épouvantable, la façon dont mon mari m'a menacée. J'étais à Gastein et je commençais à me remettre, quand il est arrivé à mon hôtel tout à fait à l'improviste. Pendant trois jours, sans interruption, il a cherché à me convaincre ; je n'en pouvais plus. Il s'est livré au chantage, menaçant de m'enlever nos enfants. Que pouvais-je faire ? Notre réconciliation n'est qu'apparente. C'est terrible ! J'ai dû lui promettre de ne plus jamais revoir Karl en privé. Je suis si malheureuse, mais je n'ai pas le choix. »

Pouvait-on trouver meilleure toile de fond à ce drame conjugal que *Tristan et Yseult* auquel nous assistions justement, Hitler, le couple Goebbels, M^{me} Winifried Wagner et moi-même dans la grande loge centrale ? Pendant la représentation, M^{me} Goebbels, assise à ma droite, ne cessa de pleurer doucement. A l'entracte elle resta assise, brisée et, perdant toute contenance, pleura dans un coin du salon, pendant que Hitler et Goebbels se montraient au public, à la fenêtre, s'efforçant, le reste du temps, d'ignorer cette scène pénible.

Le lendemain matin je pus expliquer à Hitler, qui ne comprenait rien au comportement de M^{me} Goebbels, les dessous de cette réconciliation. En tant que chef d'État il

fut satisfait de ce dénouement mais il fit immédiatement appeler Goebbels et, en ma présence, lui notifia, en quelques mots très secs, qu'il était préférable qu'il quitte Bayreuth le jour même en compagnie de sa femme. Sans lui laisser le temps de répondre et sans même lui serrer la main, il congédia le ministre et me déclara : « Avec les femmes, Goebbels est un cynique. » Lui aussi en était un, mais d'une autre façon.

11.

Le globe terrestre

Lorsque Hitler venait examiner mes maquettes de Berlin, une partie du projet l'attirait irrésistiblement, celle du futur centre gouvernemental du Reich, qui devait, dans les siècles à venir, témoigner de la puissance conquise à l'époque de Hitler. De même que la résidence des rois de France constitue l'aboutissement architectural des Champs-Élysées, de même ce centre gouvernemental devait être la conclusion de l'avenue d'apparat, et grouper les édifices que Hitler voulait avoir dans son voisinage immédiat comme manifestation de sa puissance politique : la Chancellerie du Reich pour la direction de l'État, le Haut Commandement de la Wehrmacht pour l'exercice du commandement dans les trois armes, une chancellerie pour le parti (Bormann), une pour le Protocole (Meissner), et une pour les Affaires privées (Bouhler). Le fait que le bâtiment du Reichstag, lui aussi, fût partie, dans notre projet, du centre architectural du Reich ne voulait pas dire que le Parlement se verrait attribuer un rôle important dans l'exercice du pouvoir ; c'est uniquement le fait du hasard si le vieux bâtiment du Reichstag se trouvait à cet emplacement.

Je proposai à Hitler de démolir le bâtiment wilhelminien de Paul Wallot, mais je me heurtai à une résistance dont la violence m'étonna : le bâtiment lui plaisait. Toutefois il ne le destinait plus qu'à des fins non politiques. D'ordinaire, Hitler était plutôt avare de précisions sur la finalité de ses projets. S'il n'hésitait pas à s'ouvrir à moi des raisons de ses projets de constructions, ce n'est qu'à cause de cette familiarité qui caractérise presque toujours les rapports entre maître d'ouvrage et architecte. « Dans le vieux bâtiment, nous pourrions aménager pour les députés des salles de lecture et des salles de repos. Je veux bien que la salle des séances devienne une bibliothèque ! avec ses 580 places, elle est beaucoup trop petite pour nous. Nous en construisons une autre tout à côté ; prévoyez-la pour 1 200 députés ¹ ! » Cela supposait un peuple d'environ 140 millions d'hommes ; Hitler montrait par là dans quel ordre de grandeur il se situait. Il envisageait, d'une part, un rapide accroissement démographique de l'Allemagne, et, d'autre part, l'incorporation d'autres peuples germaniques ; était exclue la population des nations asservies, auxquelles il ne reconnaissait pas le droit de vote. Je proposai à Hitler d'augmenter tout simplement le nombre des voix que chaque député devrait réunir sur son nom, ce qui permettrait de conserver la salle des séances de l'ancien Reichstag. Mais Hitler ne voulait pas modifier le chiffre de 60 000 voix par député, hérité de la république de Weimar. Il n'en donna pas les raisons, mais n'en démordit pas, de même que, pour la forme, il maintenait le système électoral

traditionnel, avec ses élections à date fixe, ses bulletins de vote, ses urnes et son vote à bulletin secret. Sur ce plan, il voulait manifestement maintenir une tradition qui l'avait porté au pouvoir, bien qu'elle eût perdu toute importance depuis qu'il avait introduit le système du parti unique.

Les édifices qui devaient entourer la future « place Adolf-Hitler » étaient situés à l'ombre du Grand Dôme, d'un volume cinquante fois supérieur à celui du bâtiment destiné à la représentation populaire, comme si Hitler avait voulu démontrer, jusque dans les proportions, le peu d'importance de ladite représentation. Dès l'été 1936², il avait décidé de faire établir les plans de ce dôme. Pour son anniversaire, le 20 avril 1937, je lui en remis les vues, plans et coupes, ainsi qu'une première maquette. Il fut enthousiasmé, me reprochant uniquement d'avoir porté au bas des plans la mention : « Établi d'après les idées du Führer. » Car c'était moi l'architecte, me dit-il, et il fallait accorder plus de valeur à ma contribution qu'à son ébauche de 1925. Mais on en resta à cette formule et il est probable que mon refus de revendiquer la paternité de son édifice le satisfit. On fabriqua, d'après les plans, des maquettes partielles, et en 1939 furent achevées la maquette de l'extérieur, haute de près de trois mètres, et la maquette de l'intérieur. Elles étaient en bois et exécutées avec la plus grande précision ; on pouvait en retirer le fond pour examiner, à hauteur de regard, l'effet que produirait l'intérieur de l'édifice. Hitler ne manquait jamais, à chacune de ses nombreuses visites, de se laisser griser pendant un

long moment par la contemplation de ces deux maquettes ; ce qui, quinze ans auparavant, avait pu paraître à ses amis un extravagant jeu de l'esprit, il pouvait maintenant le montrer triomphalement : « Qui me croyait quand je disais que ce serait un jour construit ! »

Le plus grand de tous les halls de réunion jamais conçus ne comportait qu'une seule salle, mais elle pouvait contenir 150 000 à 180 000 auditeurs debout. A la vérité, bien qu'il refusât d'adhérer aux idées mystiques de Himmler et de Rosenberg, Hitler n'en faisait pas moins construire là un édifice cultuel qui devait, au cours des siècles, acquérir, grâce à la tradition et au respect dont il serait entouré, une importance analogue à celle que Saint-Pierre de Rome a prise pour la chrétienté catholique. Sans cet arrière-plan cultuel, toutes les dépenses engagées pour cette construction, dont Hitler voulait faire le centre de Berlin, auraient été absurdes et incompréhensibles.

L'intérieur circulaire avait un diamètre de 250 mètres, ce que l'imagination a peine à se représenter ; la gigantesque coupole, dont la courbure légèrement parabolique prenait naissance à 98 mètres du sol, s'élevait à une hauteur de 220 mètres.

En un certain sens, nous nous étions inspirés du Panthéon de Rome. La coupole de Berlin devait avoir, elle aussi, une ouverture circulaire pour laisser passer la lumière ; mais cette ouverture, à elle seule, avait un diamètre de 46 mètres, dépassant ainsi celui de toute la coupole du Panthéon (43 mètres), et du dôme de Saint-

Pierre (44 mètres). Le volume intérieur faisait dix-sept fois celui de la basilique Saint-Pierre.

L'intérieur du bâtiment devait être très simple d'aspect. Entourant un plan circulaire de 140 mètres de diamètre, des tribunes s'élevaient sur trois rangs jusqu'à une hauteur de 30 mètres. 100 piliers rectangulaires en marbre, qui, avec leurs 24 mètres de haut, avaient des proportions encore presque humaines, formaient une couronne interrompue, du côté opposé à l'entrée, par une niche haute de 50 mètres et large de 28, dont le fond devait être recouvert d'une mosaïque d'or. Devant la niche se dressait, sur un socle de marbre haut de 14 mètres, un aigle impérial doré tenant dans ses serres la croix gammée couronnée de feuilles de chêne. C'était là le seul ornement figuratif. Ainsi cet emblème de majesté constituait à la fois le terme de cette avenue d'apparat et le but vers lequel elle tendait. Quelque part au-dessous de cet emblème se trouvait la place du Führer de la nation qui, de là, adresserait ses messages aux peuples du futur empire. Je tentai par des artifices architecturaux de mettre cette place en valeur ; mais c'est là que se révélaient les inconvénients d'une architecture qui n'était plus à l'échelle humaine : Hitler disparaissait au point de devenir parfaitement invisible.

De l'extérieur, le Dôme aurait eu l'apparence d'une montagne verte de 230 mètres de haut, car il aurait été recouvert de plaques de cuivre patinées. Au sommet était prévue une lanterne vitrée de 40 mètres de haut, réalisée

dans une construction métallique aussi légère que possible. Au-dessus de cette lanterne se tenait un aigle avec une croix gammée.

Pour l'œil, la masse de ce dôme aurait été soutenue par une rangée continue de piliers hauts de 20 mètres. Par cette mise en relief, j'espérais introduire des proportions encore sensibles à l'œil humain, vain espoir certainement. La voûte du dôme reposait sur un bloc carré de granit clair, qui aurait dû avoir 315 mètres de long et 74 mètres de hauteur. Une frise finement articulée, quatre piliers cannelés en faisceau aux quatre coins et un portique à colonnes avançant vers la place devaient souligner la taille du gigantesque cube³. Ce portique devait être flanqué de deux sculptures hautes de 15 mètres. Hitler avait fixé leur contenu allégorique au moment où nous établissions les premières esquisses du projet ; l'une représenterait Atlas soutenant la voûte céleste, l'autre Tellus portant le globe. Terre et firmament auraient été recouverts d'émail, les contours et les constellations incrustés d'or.

Le volume extérieur de cet édifice aurait atteint 21 millions de mètres cubes⁴, représentant plusieurs fois la masse du Capitole de Washington ; ces chiffres et ces dimensions avaient un caractère nettement inflationniste.

Mais ce dôme n'était nullement une chimère, n'ayant aucune chance de devenir jamais réalité. Nos projets n'étaient pas à classer dans la catégorie de ceux, pareillement fastueux et hors de dimensions, conçus par exemple par les architectes Claude-Nicolas Ledoux et

Étienne-L. Boullée comme chant funèbre du royaume des Bourbons ou comme glorification de la Révolution. Leurs plans aussi prévoyaient des ordres de grandeur qui ne le cédaient en rien à ceux de Hitler ⁵ , mais la réalisation n'en avait jamais été envisagée, alors que pour permettre la construction de notre Grand Dôme et des autres bâtiments qui devaient border la future « place Adolf-Hitler », nous fîmes démolir dès avant 1939, au voisinage du Reichstag, de nombreux bâtiments anciens qui nous gênaient ; nous fîmes de même procéder à des sondages de terrain ; des dessins détaillés furent établis, des maquettes grandeur nature construites. Des millions avaient déjà été dépensés pour acheter le granit de la façade extérieure, non seulement en Allemagne, mais aussi, malgré la pénurie de devises et sur ordre exprès de Hitler, en Suède méridionale et en Finlande. Comme les autres édifices de l'avenue d'apparat de Hitler, longue de cinq kilomètres, cette construction devait, elle aussi, être terminée onze ans plus tard, en 1950. Comme c'est ce dôme qui demandait les plus longs délais de construction, la pose solennelle de la première pierre avait été prévue pour l'année 1940.

Du point de vue technique, couvrir d'une voûte une enceinte de 250 mètres de diamètre ne posait aucun problème ⁶ . Les constructeurs de ponts des années 30 n'avaient aucune difficulté à réaliser une construction comparable en béton armé, impeccable du point de vue statique. Des spécialistes allemands avaient calculé que même une voûte massive d'une telle portée était possible.

Suivant ma conception de la « valeur des ruines », j'aurais aimé éviter l'utilisation de l'acier, mais Hitler me fit l'objection suivante : « Il se pourrait qu'une bombe tombe sur la coupole, endommageant la voûte, comment ferez-vous alors pour la réparer, s'il y a danger d'écroulement ? » Il avait raison, aussi fîmes-nous construire une charpente d'acier à laquelle devait être suspendue l'intrados de la coupole. Mais les murs devaient être, comme à Nuremberg, de construction massive. Les énormes pressions produites par la coupole et les murs devaient être absorbées par des fondations particulièrement résistantes. Les ingénieurs se décidèrent pour un bloc de béton dont le volume aurait été de plus de 3 millions de mètres cubes. Pour vérifier l'exactitude de nos calculs concluant à un enfoncement de quelques centimètres dans les sables de la Marche, un essai fut fait près de Berlin⁷. Abstraction faite des dessins et des photos de maquettes, c'est aujourd'hui le seul témoignage qui reste de ce projet.

Alors que nous en étions encore au stade de l'élaboration des plans, j'avais vu l'église Saint-Pierre de Rome. J'avais été déçu parce que ses dimensions n'étaient pas en rapport avec l'impression réelle que ressent l'observateur. Je m'aperçus alors que, déjà pour cet ordre de grandeur, l'impression n'est pas proportionnelle aux dimensions de l'édifice. Je craignis dès lors que notre Grand Dôme ne répondît pas à l'attente de Hitler.

Le spécialiste des questions de protection aérienne au

ministère de l'Air du Reich, le conseiller ministériel Knipfer, avait eu vent de ce projet de construction géante. Il venait justement de promulguer un décret comportant des directives applicables à toutes les nouvelles constructions qui, à l'avenir, devaient être aussi dispersées que possible pour réduire les effets des attaques aériennes. Et maintenant allait surgir au centre du Reich, au centre même de sa capitale, un édifice qui sortirait des couches basses de nuages et serait un point de repère idéal pour les escadrilles de bombardiers ennemis, une sorte de poteau indicateur menant au centre gouvernemental du Reich situé exactement au nord et au sud de la coupole. Je fis part de ces craintes à Hitler, mais il était optimiste : « Göring m'a assuré, me dit-il, qu'aucun avion ennemi ne pourrait survoler l'Allemagne. Ne nous laissons pas troubler dans nos projets. »

Il tenait obstinément à cette idée de dôme, idée qu'il avait conçue peu après sa détention en forteresse et à laquelle il s'était accroché pendant quinze ans. Lorsqu'il apprit, nos plans une fois achevés, que l'Union soviétique projetait de construire à Moscou en l'honneur de Lénine un centre de congrès de plus de 300 mètres de hauteur, il en fut extrêmement irrité. Il était manifestement dépité de ne pas être celui qui construirait l'édifice le plus haut du monde ; en même temps lui pesait le sentiment de ne pouvoir, d'un simple ordre, contrecarrer l'intention de Staline. Il finit par s'en consoler, arguant que sa construction serait quand même unique au monde : « Un

gratte-ciel de plus ou de moins, un peu plus haut, un peu plus bas, qu'est-ce que cela signifie ? Le Dôme, voilà ce qui distingue notre édifice de tous les autres ! » Mais après l'ouverture des hostilités contre l'Union soviétique, je pus remarquer, à l'occasion, que la pensée de la construction concurrente de Moscou le hantait plus qu'il ne voulait l'admettre. « Maintenant, dit-il, c'en est fini pour toujours de leur édifice. »

Le Grand Dôme était entouré sur trois côtés de plans d'eau dans lesquels il se reflétait, ce qui venait renforcer l'effet qu'il produisait. On pensait alors élargir la Spree aux dimensions d'un lac ; pour cela le trafic fluvial aurait dû passer sous le parvis de l'édifice, dans un tunnel à deux voies. Le quatrième côté orienté au sud dominait la grande place, la future « place Adolf-Hitler ». C'est là que devaient avoir lieu chaque année les manifestations du 1^{er} Mai organisées jusqu'alors sur l'esplanade de Tempelhof⁸.

Le ministre de la Propagande avait préparé un plan d'organisation pour ces manifestations de masse. En 1939, Karl Hanke m'exposa quels étaient les divers degrés de la mobilisation des masses répondant aux exigences de la politique et de la propagande. De la mobilisation des écoliers allant acclamer un hôte étranger éminent, au rassemblement de millions d'ouvriers, on disposait chaque fois d'un canevas adapté aux fins recherchées. Ironique, le secrétaire d'État parla de « mobilisation de l'allégresse ».

Pour remplir cette place il aurait fallu recourir au degré suprême de la « mobilisation de l'allégresse », puisqu'elle pouvait contenir un million d'hommes.

On délimita le côté faisant face au Grand Dôme d'une part par le nouveau haut commandement de la Wehrmacht, de l'autre par le bâtiment administratif de la Chancellerie du Reich ; le milieu restait dégagé pour que, de l'avenue, on ait vue sur le Dôme. Hormis cette unique ouverture, la gigantesque place était entourée de bâtiments.

Avec l'immense hall de réunion, l'édifice le plus important et le plus intéressant du point de vue psychologique était le palais de Hitler. En effet il n'est pas exagéré de parler dans ce cas, non pas des appartements du chancelier, mais d'un palais. Hitler commença à y penser sérieusement dès novembre 1938, comme le prouvent les esquisses conservées⁹. Le nouveau palais du Führer révélait un besoin de s'affirmer qui n'avait fait que croître. Cette construction était 150 fois plus grande que les appartements du chancelier Bismarck, qui avaient servi à l'origine. Le palais de Hitler pouvait soutenir la comparaison même avec le légendaire palais de Néron, la « Maison dorée », d'une surface de plus d'un million de mètres carrés. Situé en plein centre de Berlin, le palais de Hitler, avec les jardins qui en constituaient le prolongement, aurait occupé deux millions de mètres carrés. Des pièces de réception conduisaient par plusieurs enfilades de salles à une salle à manger où des milliers de personnes auraient pu festoyer en même temps. Pour les réceptions de gala

huit salles gigantesques étaient prévues ¹⁰ . La machinerie la plus moderne avait été conçue pour un théâtre de 400 places, imitation des théâtres princiers de l'époque baroque et rococo.

De ses appartements privés Hitler pouvait, en empruntant une suite de galeries, parvenir jusqu'au Grand Dôme. De l'autre côté se trouvait l'aile réservée au travail. Le cabinet de travail devait en constituer le centre. Par ses dimensions il surpassait de loin la salle de réception des présidents américains ¹¹ . Hitler appréciait tant la longue voie d'accès des diplomates dans la nouvelle Chancellerie récemment achevée, qu'il désirait voir retenue une solution analogue pour son nouveau bâtiment. Je doublai donc le chemin des diplomates, et le fis long d'un demi-kilomètre.

Depuis qu'il avait occupé l'ancienne Chancellerie construite en 1931, ce bâtiment que Hitler avait qualifié d'immeuble administratif d'un trust du savon, ses prétentions s'étaient accrues de 70 fois ¹² . Cela montre bien les proportions qu'avait prises la mégalomanie de Hitler.

Et au milieu de ce faste, Hitler aurait placé dans sa chambre à coucher de dimensions relativement modestes un lit laqué blanc dont il me dit une fois : « Je hais toute magnificence dans une chambre à coucher. C'est dans un lit simple et modeste que je me sens le mieux. »

En 1939, alors que ces projets prenaient une forme concrète, la propagande de Goebbels réussissait toujours

à faire croire à la modestie et à la simplicité proverbiales de Hitler. Pour ne pas ébranler cette croyance, ce dernier n'initiait pour ainsi dire personne aux plans de son palais résidentiel et de la future Chancellerie du Reich. Alors que nous nous promenions un jour dans la neige, il m'expliqua ainsi ses exigences : « Voyez-vous, je me contenterais d'une petite maison toute simple à Berlin. J'ai assez de puissance et jouis d'assez de considération ; pour ma part je n'ai pas besoin du soutien de ce luxe. Mais croyez-moi, ceux qui me succéderont un jour, ceux-là auront bien besoin d'un tel appareil. Pour beaucoup d'entre eux ce sera la seule façon de se maintenir. On ne saurait croire le pouvoir qu'acquiert sur ses contemporains un petit esprit quand il peut profiter d'une telle mise en scène. De tels lieux, quand ils sont empreints d'un passé historique, élèvent même un successeur sans envergure à un rang historique. Voyez-vous, c'est la raison pour laquelle nous devons construire tout cela de mon vivant ; afin que j'aie vécu là et que mon esprit confère une tradition à cet édifice. Même si je n'y vis que quelques années, cela suffira. »

Hitler avait déjà exprimé de pareilles idées dans les discours qu'il prononça devant les ouvriers travaillant à la Chancellerie du Reich en 1938, sans bien sûr révéler quoi que ce soit de ses projets, pourtant assez avancés à l'époque : comme Führer et chancelier de la nation allemande, avait-il dit alors, il n'irait pas dans d'anciens châteaux ; c'est pour cette raison qu'il n'avait pas accepté

de s'installer dans le palais du président du Reich, car il ne voulait pas habiter la maison de l'ancien grand maréchal de la Cour. Pourtant, à cet égard aussi, l'État serait représenté à l'égal de n'importe quel roi ou empereur étranger ¹³.

Pourtant à l'époque Hitler interdit d'évaluer le coût de ces constructions et, obéissants, nous négligions même d'en calculer le cubage. Ces calculs, je viens de les faire pour la première fois maintenant, un quart de siècle après. Ils donnent le tableau suivant :

1. Grand Dôme	21 000 000 m ³
2. Palais résidentiel	1 900 000 m ³
3. Chancellerie du Reich	1 200 000 m ³
4. Chancelleries du parti, du protocole, des Affaires privées.	200 000 m ³
5. Haut Commandement de la Wehrmacht	600 000 m ³
6. Nouveau bâtiment du Reichstag	350 000 m ³
	25 250 000 m ³

Bien que le volume des constructions en eût réduit le prix au mètre cube, les frais globaux eussent été à peine imaginables, car ces installations gigantesques nécessitaient des murs énormes et des fondations en

rapport ; en outre, les murs extérieurs auraient été en granit précieux, les murs intérieurs en marbre, les portes, fenêtres, plafonds, etc., réalisés dans les matériaux les plus précieux. Il est probable que la somme de cinq milliards de deutsche marks, rien que pour les bâtiments de la place Adolf-Hitler, est une estimation encore trop modeste ¹⁴ .

Le changement brusque survenu dans le moral de la population, le désenchantement qui s'empara de toute l'Allemagne en 1939 ne se manifestaient pas seulement dans la nécessité d'organiser des mobilisations d'allégresse, alors que Hitler, deux ans plus tôt, pouvait compter sur la spontanéité du peuple. Lui aussi de son côté s'était soustrait entre-temps à l'admiration des masses. Il lui arrivait maintenant plus souvent qu'avant de se renfrogner et de s'impatienter, quand parfois la foule se rassemblait sur la Wilhelmplatz pour le réclamer. Deux ans plus tôt il était sorti nombre de fois sur son « balcon historique », mais à présent, lorsque ses aides de camp le priaient de se montrer, il n'était pas rare qu'il les rabrouât : « Laissez-moi donc tranquille ! »

Cette remarque peut paraître secondaire. Il n'en demeure pas moins que ce changement d'attitude joua un rôle dans la configuration de la nouvelle place Adolf-Hitler. Hitler en effet me déclara un jour : « Il n'est quand même pas exclu que je sois une fois obligé de prendre des mesures impopulaires. Peut-être y aura-t-il alors une révolte. Il faut se prémunir contre cette éventualité : toutes

les fenêtres des bâtiments donnant sur cette place devront être munies de lourds volets blindés coulissants en acier, les portes elles aussi devront être en acier, et l'unique accès de la place doit être fermé par une lourde grille de fonte. Le centre du Reich doit pouvoir être défendu comme une forteresse. »

Cette remarque trahissait une inquiétude qui jadis lui avait été étrangère, et qui perça de nouveau lors des discussions concernant l'emplacement de la caserne de sa garde personnelle, la *Leibstandarte*, qui avait pris une telle ampleur qu'elle était devenue un régiment entièrement motorisé, pourvu d'un armement des plus modernes. Il déplaça son cantonnement, pour le mettre dans les environs immédiats du grand axe sud : « Pensez donc, si un jour il y avait des manifestations de rue 1 » Et me montrant l'avenue large de 120 mètres : « S'ils montent me rejoindre avec leurs véhicules blindés en roulant sur toute la largeur de cette avenue, il n'y aura pas de résistance possible. » Soit que l'Armée de terre ait eu vent de ces dispositions et qu'elle ait voulu être sur les lieux avant les SS, soit que Hitler en ait de lui-même décidé ainsi, de toute façon, à la demande du haut commandement de l'Armée de terre et avec l'approbation de Hitler, on attribua au régiment de garde berlinois *Grossdeutschland* un terrain où construire une caserne encore plus proche du centre gouvernemental hitlérien ¹⁵.

La façade que j'avais dessinée pour le palais de Hitler – un Hitler résolu, le cas échéant, à faire tirer sur la population

– reflétait, sans que je m'en sois rendu compte, le divorce survenu entre le Führer et son peuple. Elle ne comportait aucune autre ouverture que le grand portail d'entrée en fer et une porte ouvrant sur un balcon d'où Hitler pouvait se montrer à la foule ; mais ce balcon était maintenant à 14 mètres au-dessus de la place, au niveau d'un cinquième étage. Cette façade singulièrement peu engageante me semble, aujourd'hui encore, symboliser l'attitude de ce Führer qui s'était retiré du monde pour s'installer dans les sphères du narcissisme.

Pendant ma détention, ce projet, avec ses mosaïques rouges, ses colonnes, ses lions de bronze et ses moulures dorées, avait pris dans mon souvenir un caractère serein, presque aimable. Mais lorsque je revis, avec un recul de vingt et un ans, les photos en couleurs de cette maquette, elles me firent penser spontanément à l'architecture pompense d'un film de Cécil B. De Mille. Je pris conscience que cette architecture possédait, outre son aspect fantastique, un aspect cruel, exprimant bien la nature d'une tyrannie.

Avant la guerre, je m'étais moqué d'un encrier dont l'architecte Brinckmann – à l'origine architecte décorateur de bateaux, tout comme Troost – avait fait cadeau à Hitler. Brinckmann avait fait de cet objet utilitaire une pompeuse construction à étages chargée de multiples ornements et fioritures avec, solitaire et perdue au milieu de toute cette pompe de « l'encrier du chef de l'État », une minuscule flaque d'encre. Je croyais alors n'avoir jamais rien vu

d'aussi monstrueux. Mais, contre toute attente, Hitler ne refusa pas ce bronze à encre, au contraire, il le loua sans mesures. Brinckmann n'eut pas moins de succès avec un fauteuil de bureau qu'il avait conçu pour Hitler et qui, par ses dimensions, aurait convenu à Göring ; il ressemblait à une sorte de trône, orné de deux énormes pommes de pin dorées, placées sur le bord supérieur du fauteuil. Ces deux objets, par leur faste ampoulé, me semblaient être d'un goût de parvenu. Mais à partir de 1937 Hitler encouragea cette tendance au pompeux en lui témoignant une approbation toujours plus grande. Il était revenu à son admiration première pour la Ringstrasse de Vienne, s'éloignant lentement mais toujours davantage des leçons de Troost.

Et moi avec lui ; car mes esquisses de cette époque n'avaient plus grand-chose de commun avec ce que je considérais comme « mon style ». En fait je tournais le dos à mes débuts, comme en témoignaient non seulement la pompeuse démesure de mes édifices, mais encore l'abandon de ce style dorique auquel j'avais aspiré. Mon architecture était tout simplement devenue de l'« art décadent ». La richesse, les moyens inépuisables mis à ma disposition et aussi l'idéologie de Hitler m'avaient conduit à un style qui s'apparentait plutôt à celui des palais fastueux des despotes orientaux.

Au début de la guerre, j'avais bâti une théorie que j'avais exposée à Paris, en 1941, lors d'un repas chez Maxim's, devant un groupe d'artistes français et allemands parmi

lesquels se trouvaient Cocteau et Despiaud : la Révolution française, expliquai-je, avait remplacé le rococo décadent par une nouvelle conception du style. Même des meubles très simples avaient alors de très belles proportions. Cette conception avait trouvé sa plus pure expression dans les projets de constructions de Boullée. A ce style de la Révolution avait succédé le « Directoire », qui avait encore utilisé avec aisance et goût des moyens plus riches. Ce n'était qu'avec le « style Empire » qu'un tournant était survenu : d'année en année plus nombreux, des éléments nouveaux étaient apparus, des ornements pompeux n'avaient cessé d'envahir et de recouvrir les formes élémentaires toujours classiques, et finalement le « Bas-Empire » en était arrivé à un tel point qu'on ne pouvait plus guère surpasser son faste et sa richesse. Ainsi s'étaient manifestés non seulement l'aboutissement d'une évolution stylistique qui avait, sous le Consulat, commencé de façon prometteuse, mais, en même temps aussi, le passage de la Révolution à l'Empire de Napoléon. Cette évolution avait été à la fois le signal de la décadence et l'annonce de la fin de l'ère napoléonienne. On pouvait ici observer sur un raccourci de vingt ans ce qui, d'ordinaire, ne se jouait que sur des siècles, à savoir l'évolution qui avait conduit par exemple des constructions doriques de la haute Antiquité aux façades baroques et tourmentées du bas hellénisme telles qu'on pouvait les voir par exemple à Baalbek, ou des constructions romanes du début du Moyen Age à la dilapidation des formes du gothique tardif.

Si j'étais allé au bout de ma réflexion, j'aurais dû poursuivre mon argumentation et dire, en me fondant sur l'exemple de l'Empire décadent, que les plans que j'avais conçus pour Hitler annonçaient la fin du régime et que, pour ainsi dire, mes projets laissaient présager la chute de Hitler. Mais je ne m'en rendais pas compte à l'époque. L'entourage de Napoléon n'a sans doute vu dans les salons surchargés de la fin de l'Empire qu'une manifestation de sa grandeur, seule la postérité peut y découvrir les signes précurseurs de sa chute ; de la même façon, l'entourage de Hitler voyait dans l'encrier monumental un élément du décor qui convient à un génie politique, et il concevait l'immense dôme comme l'expression de la puissance de Hitler.

Les édifices que nous avons conçus en 1939 étaient en fait du pur néo-Empire comparable au style qui, cent vingt-cinq ans plus tôt, peu avant la chute de Napoléon, avait étalé surcharges, excès de dorure, amour du faste et décadence. Par leur style, mais aussi par leur démesure, ces édifices révélaient clairement les desseins de Hitler.

Au début de l'été 1939, me montrant un jour l'aigle impériale qui devait, à 290 mètres de hauteur, se dresser au sommet du Grand Dôme, tenant dans ses serres l'emblème du Reich, Hitler déclara : « Il faut changer cela. Ce n'est plus la croix gammée que l'aigle doit tenir, mais le globe terrestre. Pour couronner le plus grand édifice du monde, il ne peut y avoir que l'aigle dominant le globe ¹⁶ . » Sur les photos que je fis faire des maquettes, on peut voir

encore aujourd'hui la modification apportée par Hitler au projet primitif.

Quelques mois plus tard, la Seconde Guerre mondiale commençait.

Sur la mauvaise pente

Vers le début du mois d'août 1939, en compagnie de Hitler, nous nous rendîmes en voiture au « nid d'aigle » du Kehlstein. Nous formions un groupe insouciant. La longue colonne de voitures roulait sur la route que Bormann avait fait creuser dans le rocher. Franchissant un haut portail de bronze, nous pénétrâmes dans une galerie revêtue de marbre, où l'air était chargé de l'humidité de la montagne ; là, nous prîmes l'ascenseur de cuivre jaune, poli et brillant.

Pendant que nous franchissions les 50 mètres, Hitler, comme plongé dans un monologue intérieur, dit brusquement : « Il va peut-être bientôt se passer quelque chose d'extraordinaire. Même si je devais y envoyer Göring... Mais si besoin est, j'irai moi-même. Je joue le tout pour le tout. » Il s'en tint à cette allusion.

A peine trois semaines plus tard, le 21 août 1939, nous apprîmes que le ministre des Affaires étrangères allait négocier à Moscou. Au cours du dîner on remit une note à Hitler. Il la parcourut rapidement, regarda un instant devant lui en devenant tout rouge, tapa sur la table à faire tinter les verres et s'écria d'une voix de fausset : « Je les ai ! je les

ai ! » Mais il reprit tout de suite contenance et, personne n'osant rien lui demander, le dîner suivit son cours.

Après le repas, Hitler appela autour de lui les hommes de son entourage : « Nous allons conclure un pacte de non-agression avec la Russie. Tenez, lisez ! Un télégramme de Staline. » Ce télégramme était adressé au « chancelier du Reich Hitler » et annonçait brièvement la conclusion d'un accord. C'était là le tournant le plus sensationnel que l'on pût imaginer : un télégramme réunissant en amis, sur une feuille de papier, les noms de Staline et de Hitler. Le film qu'on nous projeta ensuite montrait l'Armée rouge défilant devant Staline. A la vue de cet énorme déploiement de troupes, Hitler exprima sa satisfaction d'avoir maintenant neutralisé cette puissance militaire et se tourna ensuite vers ses aides de camp dans l'intention évidente de discuter avec eux de la valeur qu'il fallait accorder à ce déploiement d'armes et de troupes. Les dames continuaient à être tenues à l'écart, mais bien entendu nous leur apprîmes la nouvelle, que la radio pour sa part diffusa peu après.

Lorsque, au soir du 21 août, Goebbels eut commenté la nouvelle au cours d'une conférence de presse, Hitler le fit appeler au téléphone. Il voulait savoir comment les représentants de la presse étrangère avaient réagi. Les yeux brillants et enfiévrés il nous fit part de ce qu'il avait appris : « La nouvelle a fait sensation. Et lorsque au même moment les cloches se sont mises à sonner, un journaliste anglais a déclaré, résigné : « Elles sonnent le glas de

l'Empire britannique. » C'est cette remarque qui fit sur Hitler, en pleine euphorie ce soir-là, de loin la plus forte impression. Maintenant, pensait-il, il était arrivé assez haut pour que les coups du destin ne puissent plus l'atteindre.

Cette nuit-là, dehors avec Hitler sur la terrasse du Berghof, nous assistâmes émerveillés à un étrange phénomène naturel. Pendant plus d'une heure une aurore boréale extrêmement vive¹ inonda de lumière rouge l'Untersberg, ce mont entouré de légendes que nous avions en face de nous, tandis que le firmament prenait les couleurs de l'arc-en-ciel. On n'aurait pu rêver mise en scène plus impressionnante pour le dernier acte du *Crépuscule des dieux*. Cette lumière donnait aux mains et aux visages de chacun d'entre nous une teinte irréelle. Ce spectacle nous rendit tous songeurs. S'adressant à l'un de ses aides de camp, Hitler dit tout à coup : « Cela laisse présager beaucoup de sang. Cette fois, cela ne se passera pas sans violence². »

Depuis des semaines déjà, Hitler avait manifestement reporté tout son intérêt sur les problèmes militaires. Au cours d'entretiens qui duraient souvent plusieurs heures avec l'un ou l'autre de ses quatre aides de camp, le colonel Rudolf Schmund pour le commandement de la Wehrmacht, le capitaine Gerhard Engel pour l'armée de terre, le capitaine Nikolaus von Below pour l'armée de l'air et le capitaine de vaisseau Karl Jesko von Puttkamer pour la marine, Hitler essayait de voir clair dans ses plans. De toute apparence ces officiers, jeunes et candides, lui

plaisaient particulièrement, d'autant plus qu'il cherchait toujours une approbation, plus facile à trouver auprès d'eux que dans le milieu des généraux compétents mais sceptiques.

Pourtant, dans les jours qui suivirent la proclamation du pacte germano-soviétique, la relève fut assurée par les sommités politiques et militaires du Reich, parmi lesquelles Göring, Goebbels, Keitel et Ribbentrop. Goebbels surtout semblait ouvertement préoccupé du danger de guerre qui se dessinait. A notre grande surprise, lui qui avait l'habitude de pratiquer une propagande jusqu'au-boutiste, estimant que c'était là courir un très grand risque, tenta de convaincre l'entourage de Hitler d'adopter une ligne pacifique et manifesta la plus grande irritation à l'encontre de Ribbentrop, qu'il considérait comme le principal représentant du parti de la guerre. Dans l'entourage privé de Hitler, nous les tenions, lui et Göring, lui aussi partisan du maintien de la paix, pour des êtres faibles, dégénérés par leur vie facile d'hommes au pouvoir, ne voulant pas mettre en jeu les privilèges acquis.

Bien que ces journées aient vu s'évanouir sur un coup de poker les chances que j'avais de jamais réaliser l'œuvre de ma vie, j'étais persuadé que la solution des questions d'intérêt national devait avoir le pas sur les intérêts personnels. La confiance en soi dont Hitler fit preuve en ces journées dissipa mes doutes. Il m'apparaissait alors comme un héros des légendes antiques qui, sans la moindre hésitation, conscient de sa force, se lançait dans

les entreprises les plus aventureuses et en sortait victorieux
3 .

Le véritable parti de la guerre, quels qu'en fussent les tenants en dehors de Hitler et de Ribbentrop, se fondait sur les arguments suivants : « Nous admettons que grâce à la rapidité de notre réarmement nous sommes parvenus à acquérir une supériorité de quatre contre un. Depuis l'occupation de la Tchécoslovaquie, le camp adverse réarme fortement. Un minimum de dix-huit mois à deux ans lui sera nécessaire pour que sa production atteigne son entière efficacité. Ce n'est qu'à partir de 1940 qu'il pourra commencer à rattraper notre avance, jusque-là relativement importante. Mais s'il venait à produire seulement autant que nous, alors notre supériorité irait constamment en s'amenuisant car, pour maintenir ce rapport, nous devrions produire quatre fois plus. Or nous ne sommes pas en état de le faire. Même si l'adversaire n'arrivait à produire que la moitié de ce que nous produisons, le rapport de force nous serait de moins en moins favorable. En outre, nous avons maintenant, dans tous les domaines, des modèles nouveaux ; l'adversaire, par contre, n'a que du matériel dépassé⁴ . »

De telles considérations n'ont certainement pas déterminé de façon décisive les décisions de Hitler, mais elles eurent sans aucun doute une influence sur le choix du moment. Tout d'abord, il déclara : « Je reste aussi longtemps que possible à l'Obersalsberg, pour me maintenir en bonne forme en vue des dures journées à

venir. Je ne rentrerai à Berlin que lorsque sera venu le moment des décisions. »

Quelques jours plus tard la colonne de voitures de Hitler roulait déjà sur l'autoroute en direction de Munich. Dix voitures les unes derrière les autres, gardant entre elles un grand intervalle pour des raisons de sécurité ; ma femme et moi au milieu de la colonne. C'était une belle journée ensoleillée et sans nuages de la fin de l'été. La population laissa passer Hitler dans un silence inhabituel. Rares furent ceux qui le saluèrent. A Berlin également, le calme des alentours de la Chancellerie était frappant. D'ordinaire, quand l'étendard personnel de Hitler signalait sa présence, le bâtiment était assiégé de gens qui le saluaient à chacune de ses entrées ou sorties.

Comme il était naturel, je restai à l'écart du cours suivi par les événements ; d'autant plus que, pendant ces journées mouvementées, l'emploi du temps habituel de Hitler fut terriblement bouleversé. Depuis que la cour s'était transportée à Berlin, des conférences se succédant sans interruption accaparaient totalement Hitler. La plupart du temps il ne prenait même plus ses repas en commun. La plus vivace des observations fixées dans mon souvenir, avec tout l'arbitraire de la mémoire humaine, reste la silhouette, non dénuée de comique, de l'ambassadeur d'Italie, Bernardo Attolico, se précipitant hors d'haleine à la Chancellerie quelques jours avant l'attaque contre la

Pologne. Il apportait la nouvelle que l'Italie ne pourrait pas, dans un premier temps, tenir les engagements que lui imposait le traité d'alliance ; le Duce masquait son dédit sous des exigences irréalisables, réclamant la livraison immédiate d'une si importante quantité d'approvisionnements militaires et économiques, que cela aurait eu pour conséquence un affaiblissement radical des forces armées allemandes. Or Hitler faisait grand cas de la valeur militaire de l'Italie, en particulier de celle de sa flotte, avec ses unités modernes et ses nombreux sous-marins. Il tenait aussi en haute estime l'importante armée de l'air italienne. Un moment Hitler vit son plan contrecarré, car il partait du principe que la fermeté des intentions belliqueuses de l'Italie contribuerait encore à intimider les puissances occidentales. N'étant plus aussi sûr de lui, il ajourna l'attaque contre la Pologne dont il avait déjà donné l'ordre.

La désillusion de ces jours-là fit pourtant bientôt place à de nouvelles exaltations et, n'écoutant que son intuition, Hitler affirma qu'il n'était absolument pas certain que l'Ouest, même au vu de l'attitude hésitante de l'Italie, déclarerait la guerre. Hitler rejeta une proposition de médiation de Mussolini, affirmant qu'il ne se laisserait plus retenir, étant donné que la troupe tenue en perpétuel état d'alerte devenait nerveuse, que la période de l'automne, propice sur le plan météorologique, serait bientôt passée et que l'on pouvait craindre que les unités, dans la période de pluie qui commencerait ensuite, ne courent le danger de

s'embourber dans la boue polonaise.

On échangea des notes avec l'Angleterre sur la question polonaise. Donnant l'impression d'être surmené, dans le jardin d'hiver de son appartement de la Chancellerie, Hitler déclara un soir avec conviction, devant le cercle restreint de ses habitués : « Nous ne commettons pas une nouvelle fois l'erreur de 1914. Il s'agit maintenant de rejeter la faute sur l'adversaire. En 1914, on s'y était vraiment très mal pris. Or à nouveau les projets de notes qu'établissent les Affaires étrangères sont tout simplement inutilisables. Ces notes, il vaut mieux que je les rédige moi-même. » Tout en parlant ainsi, il avait à la main une feuille écrite, sans doute un projet de note des Affaires étrangères. Il prit rapidement congé, sans prendre part au repas et disparut dans les pièces du haut. J'ai lu plus tard en prison cet échange de notes. Mais je n'ai pas eu l'impression que les desseins de Hitler aient connu quelque succès.

Hitler fut renforcé dans sa conviction qu'après la capitulation de Munich, les Occidentaux allaient à nouveau se montrer conciliants, par une information du service de renseignements, selon lequel un officier de l'état-major britannique, s'étant renseigné sur la force de l'armée polonaise, était arrivé à la conclusion que la Pologne s'effondrerait rapidement. Hitler nourrit alors l'espoir que l'état-major britannique ferait tout pour déconseiller à son gouvernement de se lancer dans une guerre si désespérée. Lorsque, le 3 septembre, les ultimatums des puissances occidentales furent suivis des déclarations de

guerre, Hitler, après un moment de consternation, se consola en remarquant que l'Angleterre et la France n'avaient manifestement déclaré la guerre qu'en apparence, pour ne pas perdre la face devant le monde ; il était convaincu que, malgré la déclaration de guerre, il n'y aurait pas d'opérations militaires. En conséquence, il ordonna à la Wehrmacht de rester strictement sur la défensive et crut avoir fait preuve, par cette décision, d'une grande perspicacité politique.

Un calme inquiétant succéda à l'agitation fébrile des derniers jours d'août. Pendant quelque temps, Hitler retrouva son rythme de vie habituel, il recommença même à s'intéresser à ses projets d'architecture. Il expliqua à ses convives : « Il est vrai que nous sommes en état de guerre avec l'Angleterre et la France, mais si de notre côté nous évitons d'engager le combat, l'affaire se perdra dans les sables. Si jamais nous coulons un bateau – avec les pertes que cela suppose –, le parti de la guerre, chez l'adversaire, s'en trouvera renforcé. Vous n'avez aucune idée de ce que sont ces démocraties ; elles ne demandent pas mieux que de trouver une porte de sortie. Elles laisseront froidement tomber la Pologne ! » Même lorsque des sous-marins allemands se trouvèrent en position favorable devant le bateau de guerre français *Dunkerque*, il ne leur donna pas l'autorisation d'attaquer. Seules l'attaque aérienne britannique contre Wilhelmshaven et la perte de l'*Athenia* signifièrent la ruine de ces calculs.

Incorrigible, il continuait à penser que les Occidentaux

étaient trop faibles, trop mous et décadents pour commencer sérieusement la guerre. Sans doute lui était-il pénible d'avouer à son entourage, et surtout de devoir s'avouer aussi à lui-même qu'il s'était si lourdement trompé. Je me souviens encore de son ahurissement lorsque arriva la nouvelle que Churchill allait entrer dans le cabinet de guerre britannique comme ministre de la Marine. Ce sinistre communiqué de presse à la main, Göring franchit la porte du grand salon de Hitler. Il s'affala dans le fauteuil le plus proche et déclara, fatigué : « Churchill dans le gouvernement, cela veut dire que la guerre va vraiment commencer. Maintenant, nous sommes vraiment en guerre avec l'Angleterre. » C'est à des réactions comme celles-là et à d'autres du même ordre qu'on put s'apercevoir que la guerre ne commençait pas comme Hitler se l'était imaginé. Aussi commença-t-il à perdre visiblement par instants l'attitude qu'il adoptait d'ordinaire, cette attitude rassurante du Führer infaillible.

Ces illusions et ces chimères étaient en rapport avec les méthodes de travail et de penser peu réalistes de Hitler. En fait, il ne savait rien de ses adversaires et se refusait aussi à utiliser les informations qu'on mettait à sa disposition ; il faisait bien plus confiance, même si elles étaient souvent contradictoires dans le détail, à ses intuitions spontanées, déterminées par un mépris extrême de l'adversaire. Conformément à sa formule préférée selon laquelle il existe toujours deux possibilités, il voulait la guerre à un moment précis qu'il prétendait le plus

favorable, et cependant ne s'y préparait pas suffisamment ; il voyait dans l'Angleterre, comme il le souligna une fois, « notre ennemi n° 1 » et espérait arriver à passer un compromis avec elle ⁵.

Je ne crois pas qu'en ces premiers jours de septembre Hitler ait été pleinement conscient du fait qu'il avait irrévocablement déclenché une guerre mondiale. Il avait seulement voulu franchir un nouveau pas ; il était certes prêt à accepter le risque qui en découlait, tout comme l'année précédente au moment de la crise tchèque, mais il ne s'était préparé qu'à ce risque et non pas vraiment déjà à la guerre. Samarine de guerre ne devait manifestement être prête que pour une date ultérieure ; les cuirassés comme le premier gros porte-avions étaient encore en chantier. Il savait qu'ils n'acquerraient leur véritable valeur de combat que lorsqu'ils pourraient affronter l'adversaire en formations à peu près équivalentes. Il évoquait également si souvent la négligence dont avait été victime l'arme sous-marine pendant la Première Guerre mondiale, que probablement il n'aurait pas commencé sciemment la seconde sans avoir à sa disposition une importante flotte de sous-marins.

Toutes préoccupations pourtant disparurent lorsque, dès les premiers jours de septembre, la campagne de Pologne apporta aux troupes allemandes des succès inattendus. Hitler, lui aussi, ne tarda pas, semble-t-il, à retrouver son assurance et par la suite, au plus fort de la guerre, je l'entendis souvent dire qu'il avait fallu que la campagne de

Pologne fût sanglante : « Pensez-vous que cela aurait été une chance pour la troupe, si nous avions occupé la Pologne sans combattre, après avoir obtenu, sans coup férir, l'Autriche et la Tchécoslovaquie ? Non, croyez-moi, même la meilleure troupe ne l'aurait pas supporté. Des victoires obtenues sans pertes humaines sont démoralisantes. Ainsi non seulement ce fut une chance qu'il n'y ait pas eu de compromis, mais encore nous aurions dû le considérer comme un préjudice et par conséquent j'aurais dans tous les cas frappé ⁶. »

On peut penser qu'il voulait dissimuler par de tels propos l'erreur commise en août 1939 dans ses calculs diplomatiques. Toutefois le général Heinrici me parla, vers la fin de la guerre, d'un discours que Hitler avait prononcé jadis devant les généraux et qui révélait la même tendance belliciste. Voici ce que j'ai noté des propos révélateurs de Heinrici : « Il était, avait affirmé Hitler, le seul depuis Charlemagne à avoir réuni en une seule main un pouvoir illimité. Ce n'était pas en vain qu'il détenait ce pouvoir, il saurait l'utiliser dans un combat au profit de l'Allemagne. Si l'Allemagne ne gagnait pas la guerre, elle n'aurait pas triomphé dans cette épreuve de force, elle devrait alors succomber et elle succomberait ⁷. »

Dès le début, la population avait compris, beaucoup mieux que Hitler et son entourage, tout le sérieux de la situation. Par suite de la nervosité générale, on avait, dans

les premiers jours de septembre, déclenché à Berlin une fausse alerte aérienne. Je me retrouvai donc dans un abri antiaérien public, en compagnie de nombreux Berlinoises. Ils envisageaient l'avenir avec inquiétude, et dans cet abri le moral était visiblement bas ⁸.

Contrairement à ce qui s'était passé au début de la Première Guerre mondiale, aucun régiment ne partit pour la guerre la fleur au fusil. Les rues restèrent vides. La foule ne vint pas sur la Wilhelmplatz réclamer Hitler. Et, dernière touche à ce climat de désolation, une nuit celui-ci fit faire ses valises, les fit charger à bord de voitures pour s'en aller vers l'est, sur le front. C'était trois jours après le début de l'offensive contre la Pologne : son aide de camp m'avait demandé de venir à la Chancellerie saluer Hitler avant son départ ; dans l'appartement provisoirement black-outé, je rencontrai un homme que les choses les plus insignifiantes irritaient. Les voitures s'avançaient et, rapidement, il prit congé de sa cour qui restait là. Personne dans la rue ne prit acte de cet événement historique : Hitler partant pour une guerre qu'il avait mise en scène. Bien sûr Goebbels aurait pu organiser une manifestation d'allégresse qui aurait eu l'intensité voulue, mais apparemment lui non plus ne se sentait pas d'humeur à pavoiser.

Même pendant la mobilisation, Hitler n'avait pas oublié ses artistes. A la fin de l'été 1939, son aide de camp pour l'armée de terre se fit remettre leurs papiers par les

commandements des régions militaires, puis il les déchira et les jeta ; de cette façon originale et grotesque, ces artistes n'existaient plus pour les bureaux de recrutement militaires. Sur la liste établie par Hitler et par Goebbels, ses architectes et ses sculpteurs occupaient peu de place, il est vrai ; la plupart des exemptés étaient des chanteurs et des acteurs. Que les jeunes savants aient eu eux aussi leur importance pour l'avenir ne se découvrit qu'en 1942 avec mon aide.

Alors que j'étais encore à l'Obersalzberg, j'avais demandé par téléphone à Will Nagel, mon ancien supérieur devenu mon chef de réception, de préparer la formation d'un groupe d'intervention technique placé sous ma direction. Nous voulions utiliser l'appareil bien rodé de nos services de grands chantiers pour reconstruire des ponts, des routes ou intervenir dans d'autres secteurs. Il est vrai que dans ce domaine nos idées étaient plutôt floues. Et toute l'entreprise consista d'abord à préparer tentes et sacs de couchage et à peindre en gris vert ma B.M.W. Le jour de la mobilisation générale, je me rendis au Haut Commandement de l'armée de terre, situé dans la Bendlerstrasse. Le général Fromm, responsable du déroulement de la mobilisation de l'armée de terre, était assis dans son bureau, inactif comme il se doit dans une organisation germano-prussienne, pendant que la machine fonctionnait selon le plan établi. Il accepta volontiers mon offre de collaboration ; ma voiture se vit attribuer un numéro minéralogique de l'armée de terre et je reçus une carte

d'identité militaire. Là pour le moment s'arrêta, il est vrai, mon activité guerrière.

Car Hitler lui-même m'interdit, sans autre formalité, de travailler pour l'armée ; il me fit obligation de continuer à travailler à ses projets. Je décidai néanmoins de mettre à la disposition des services d'armement des armées de terre et de l'air les ouvriers et les cadres techniques travaillant sur mes chantiers de Berlin et de Nuremberg. Nous prîmes en charge le chantier du centre de recherches sur les fusées à Peenemünde et les constructions dont l'industrie aéronautique avait un besoin urgent.

Je fis informer Hitler de ces initiatives qui me semblaient toutes naturelles. Ce faisant je croyais être sûr de son approbation. Pourtant, à ma grande surprise, je reçus bientôt une lettre de Bormann d'une grossièreté extraordinaire : qu'est-ce qui m'avait pris d'entreprendre de nouvelles tâches, il n'y avait pas eu d'instructions dans ce sens, Hitler l'avait chargé de me transmettre l'ordre de continuer toutes les constructions sans restrictions.

Cet ordre montre à quel point Hitler faisait preuve d'irréalisme et d'inconséquence : d'un côté, il ne cessait de répéter que l'Allemagne avait maintenant lancé un défi au destin et qu'il lui fallait soutenir une lutte à la vie à la mort, de l'autre il ne voulait pas, lui, renoncer à son jouet grandiose. Il ne tenait pas non plus compte de l'état d'esprit des masses qui pouvaient d'autant moins comprendre qu'on continue à construire des bâtiments de luxe que, pour la première fois, la politique expansionniste

de Hitler commençait à exiger d'elles des sacrifices. Ce fut le premier ordre que je tournai. Certes, pendant cette première année de guerre, je vis Hitler bien moins souvent qu'avant ; mais lorsqu'il venait pour quelques jours à Berlin ou pour quelques semaines à l'Obersalzberg, il demandait toujours à voir les projets de construction, me pressant de continuer à les élaborer ; je crois pourtant que, tacitement, il s'était fait à l'idée que les travaux seraient bientôt suspendus.

Vers le début du mois d'octobre, l'ambassadeur d'Allemagne à Moscou, le comte von der Schulenburg, fit savoir à Hitler que Staline s'intéressait personnellement à nos projets architecturaux. Une série de photographies de nos maquettes fut exposée au Kremlin ; toutefois, sur ordre de Hitler, le secret fut gardé sur nos constructions les plus importantes, pour éviter, comme il disait, « d'en donner le goût à Staline ». Schulenburg avait proposé de me faire venir par avion à Moscou pour que j'y explique mes plans : « Il pourrait vous garder », dit Hitler plaisantant à moitié, et il m'interdit de faire le voyage. Peu de temps après, le ministre plénipotentiaire Schnurre me fit savoir que mes projets avaient plu à Staline.

Le 29 septembre, Ribbentrop rapporta de la seconde conférence de Moscou un traité d'amitié germano-soviétique et un accord portant sur la délimitation des frontières qui scellait le quatrième partage de la Pologne. A table, il raconta à Hitler et à ses convives qu'il ne s'était jamais senti aussi bien qu'au milieu des collaborateurs de

Staline : « C'était comme si je m'étais trouvé parmi de vieux camarades du parti, mon Führer ! » Hitler resta de marbre pendant cette démonstration d'enthousiasme de son ministre des Affaires étrangères, d'ordinaire si froid. Au dire de Ribbentrop, Staline semblait satisfait de l'accord passé au sujet des frontières et, les négociations une fois terminées, traça de sa propre main à la frontière du territoire attribué à la Russie les contours d'une vaste réserve de chasse, dont il fit cadeau à Ribbentrop. Ce geste provoqua naturellement l'entrée en lice de Göring, qui ne voulait pas admettre que le cadeau de Staline allât au ministre des Affaires étrangères personnellement, estimant au contraire qu'il devait revenir au Reich et par conséquent à lui, le grand veneur du Reich. Une vive querelle opposa alors ces deux nemrods. Göring, plus énergique, ayant su imposer ses vues, elle tourna au désavantage du ministre des Affaires étrangères qui en conçut une profonde irritation.

Malgré la guerre, la transformation de l'ancien palais du président du Reich en nouvelle résidence de service du ministère des Affaires étrangères du Reich devait se poursuivre. Hitler vint voir le bâtiment presque terminé et s'en montra fort mécontent. Sur quoi, en toute hâte et sans le moindre scrupule, Ribbentrop fit démolir tout ce qu'on venait à peine de terminer et tout recommencer. Sans doute pour plaire à Hitler, il exigea de massifs encadrements de porte en marbre, d'immenses portes et d'énormes moulures qui n'allaient nullement avec ces

salles de dimensions moyennes. Avant qu'il ne retournât voir les travaux, je demandai à Hitler de bien vouloir s'abstenir de toutes remarques négatives, afin que le ministre des Affaires étrangères ne se lançât pas dans une troisième transformation. Et en effet, ce n'est que plus tard, au milieu de ses intimes, que Hitler se moqua de cette réalisation qu'il considéra lui aussi comme un échec.

En octobre, Hanke m'apprit qu'il avait rapporté à Hitler que, lors de la rencontre des troupes allemandes et soviétiques sur la ligne de démarcation en Pologne, on avait observé l'insuffisance, voire l'indigence de l'armement soviétique. D'autres officiers confirmèrent ces observations, et Hitler dut être très intéressé par ces renseignements. Car, à maintes reprises, on l'entendit faire des commentaires à ce sujet : il voyait là un signe de faiblesse militaire ou un manque de talent d'organisation. Peu après, il crut voir son opinion confirmée par l'échec de l'offensive soviétique en Finlande.

J'eus, malgré le secret dont il les entourait, quelques lumières sur les futurs desseins de Hitler, quand en 1939 il m'ordonna d'aménager un quartier général en Allemagne occidentale. Le manoir de Ziegenberg, datant de l'époque de Goethe et situé sur les contreforts du Taunus, près de Nauheim, fut à cet effet modernisé par nos soins et pourvu d'abris bétonnés.

Quand, à grand renfort de millions, les installations furent terminées, les câbles téléphoniques posés sur des centaines de kilomètres et les moyens de communication

les plus modernes installés, Hitler déclara brusquement que ce quartier général était trop coûteux pour lui ; il prétendit que pendant la guerre il devait vivre simplement, qu'il fallait donc lui construire dans la région de l'Eifel quelque chose qui convînt à ces temps de guerre. Peut-être ce geste fit-il impression sur ceux qui ne voyaient les choses que du dehors, sans savoir que de nombreux millions avaient été gaspillés en vain et qu'on allait devoir en dépenser d'autres. Nous le fîmes remarquer à Hitler, mais il demeura sourd à nos objections, car il craignait que sa réputation d'homme qui se contente de peu ne fût ternie.

Après la rapide victoire sur la France, j'acquis la ferme conviction que Hitler était d'ores et déjà devenu une des plus grandes figures de l'histoire allemande. L'apathie que, malgré tous ces succès grandioses, je crus remarquer dans l'opinion publique me frappa et m'irrita. Hitler quant à lui devenait d'une suffisance toujours plus irréfrenée. Il avait maintenant trouvé un nouveau thème pour ses monologues. Ses idées, disait-il, n'avaient pas été mises en échec par les insuffisances qui nous avaient fait perdre la Première Guerre mondiale. A cette époque-là, la discorde avait séparé la direction politique et la direction militaire, on avait laissé aux partis politiques tout loisir de mettre en danger l'unité de la nation et même d'avoir des menées de haute trahison. Pour des raisons de protocole, les princes des dynasties régnantes avaient dû, malgré leur incapacité, assurer le commandement suprême de leurs armées ; ils s'étaient mis en devoir de récolter des lauriers

militaires pour accroître la gloire de leur dynastie. C'est uniquement parce qu'on avait adjoint d'excellents officiers d'état-major à ces descendants incapables de familles princières décadentes que des catastrophes plus graves avaient pu être évitées. A la tête des armées, il y avait d'ailleurs eu alors, avec Guillaume II, un généralissime incapable... Par contre, maintenant l'Allemagne était unie, se plaisait à reprendre Hitler avec satisfaction, maintenant le rôle des Länder était devenu insignifiant, les généraux étaient choisis parmi les meilleurs officiers, sans considération d'origine, les privilèges de la noblesse étaient supprimés, la politique et la Wehrmacht, comme la nation tout entière, fondues dans une grande unité. Et puis c'était lui, Hitler, qui était à la tête de l'Allemagne. Sa force, sa volonté, son énergie vaincraient toutes les difficultés qui pourraient surgir.

Hitler revendiquait pour lui le succès de cette campagne à l'ouest, affirmant que le plan était de lui : « J'ai lu à plusieurs reprises, assurait-il à l'occasion, le livre du colonel de Gaulle, sur les possibilités qu'offrent dans les combats modernes des unités entièrement motorisées, et j'ai beaucoup appris. »

Peu après la fin de la campagne de France, je reçus un appel téléphonique de la maison militaire du Führer : je devais pour une raison particulière venir au quartier général du Führer et y rester quelques jours. Le quartier

général de Hitler se trouvait alors près de Sedan, dans le petit village de Bruly-le-Pêche, dont tous les habitants avaient été évacués. Généraux et aides de camp s'étaient installés dans les petites maisons qui bordaient l'unique rue du village. Celle où logeait Hitler ne se différenciait pas des autres. A mon arrivée, il me salua de très bonne humeur : « Dans quelques jours nous irons à Paris en avion. Je veux que vous soyez du voyage. Breker et Giessler viendront également avec nous. » Sur ce, il me congédia et je restai tout ahuri à l'idée que le vainqueur, pour son arrivée dans la capitale française, avait fait venir trois artistes pour l'accompagner.

Ce soir-là je fus invité à la table de Hitler ; on y régla certains détails du voyage à Paris ; j'appris alors qu'il ne s'agissait pas d'une visite officielle, mais d'une sorte de « voyage culturel » de Hitler dans cette ville qui l'avait, comme il le disait si souvent, tellement captivé depuis son jeune âge, qu'il croyait, grâce à la seule étude des plans, connaître ses rues et ses édifices principaux comme s'il y avait vécu.

C'est dans la nuit du 25 juin 1940, à 1 h 35, que l'armistice devait entrer en vigueur. Nous étions assis avec Hitler autour d'une table de bois dans la pièce toute simple de la ferme. Un peu avant le moment convenu, Hitler ordonna d'éteindre la lumière et d'ouvrir les fenêtres. Assis dans l'obscurité, nous gardions le silence, impressionnés, conscients que nous étions de vivre un moment historique si près de son auteur. Dehors le clairon fit entendre la

sonnerie traditionnelle annonçant la fin des hostilités. Au loin, un orage devait se préparer car, comme dans un mauvais roman, de temps à autre la lueur d'un éclair de chaleur traversait la pièce obscure. Quelqu'un, terrassé par l'émotion, se moucha. Puis on entendit la voix de Hitler, faible, neutre : « Quelle responsabilité... » Puis quelques minutes plus tard : « Maintenant, rallumez la lumière. » La conversation reprit, anodine, mais pour moi cette scène est restée un événement extraordinaire. Il m'avait semblé découvrir Hitler sous son aspect humain.

Le lendemain je quittai le quartier général pour aller à Reims visiter la cathédrale. Une ville fantomatique m'attendait, presque déserte, bouclée par la Feldgendarmérie à cause de ses caves. Des volets battaient dans le vent qui chassait dans les rues les journaux, vieux de plusieurs jours ; des portes ouvertes laissaient voir l'intérieur des maisons. Comme si la vie s'était arrêtée de manière absurde, on voyait encore sur la table des verres, de la vaisselle, des repas commencés. En chemin, nous rencontrâmes sur les routes d'innombrables réfugiés se traînant sur les bas-côtés, tandis que les colonnes de formations militaires allemandes occupaient le milieu de la chaussée. Ces fières unités formaient un étrange contraste avec ces gens harassés, qui emportaient leurs pauvres biens dans des voitures d'enfants, dans des brouettes ou dans tout autre véhicule de fortune. Trois ans et demi plus tard, je devais revoir le même tableau, en Allemagne cette fois.

Trois jours après l'entrée en vigueur de l'armistice, notre avion se posa de bon matin, vers cinq heures trente environ, à l'aéroport du Bourget. Trois grandes Mercedes noires nous attendaient. Comme toujours, Hitler s'assit sur le siège avant, à côté du chauffeur ; Breker et moi, nous prîmes place sur les strapontins derrière lui, tandis que Giessler et l'aide de camp occupaient le siège arrière. Nous, les artistes, nous portions un uniforme gris-vert retouché à nos mesures, qui nous faisait passer inaperçus au milieu des militaires. Traversant les villes de banlieue, nous nous rendîmes directement au grand Opéra néo-baroque de l'architecte Garnier. Hitler avait exprimé le désir d'aller voir en premier son édifice préféré. A l'entrée, nous fûmes accueillis par le colonel Speidel, mis à notre disposition par les autorités allemandes d'occupation.

Le grand escalier, célèbre pour ses proportions grandioses et son ornementation surchargée, le foyer fastueux, la salle chargée d'or, tout fut visité en détail. Toutes les lumières brillaient comme pour une soirée de gala. Hitler nous guidait. Un ouvrier aux cheveux blancs accompagnait notre petit groupe à travers l'édifice désert. Hitler avait réellement étudié à fond les plans de l'Opéra de Paris ; dans la loge d'avant-scène, il remarqua qu'un salon avait disparu. L'ouvrier confirma que cette pièce avait été supprimée quelques années auparavant, à la suite d'une transformation. « Vous voyez comme je m'y connais ici... » dit Hitler, satisfait. Fasciné par l'Opéra, il s'exalta sur sa beauté inégalée, les yeux brillants, perdu dans une extase

qui ne laissa pas de m'inquiéter. Bien entendu, l'ouvreur avait tout de suite reconnu qui il guidait à travers l'Opéra. Faisant son métier, mais gardant visiblement ses distances, il nous fit passer dans les différentes salles. Quand nous nous apprêtâmes à quitter l'édifice, Hitler glissa quelques mots à l'oreille de Brückner, son aide de camp, qui sortit un billet de cinquante marks pour aller le remettre à l'homme qui se tenait à l'écart. Poliment mais fermement, celui-ci refusa. Hitler revint à la charge et dépêcha Breker, mais l'homme persévéra dans son refus, expliquant à Breker qu'il n'avait fait que son devoir.

Passant devant la Madeleine, nous nous engageâmes ensuite sur les Champs-Élysées pour aller au Trocadéro, puis à la tour Eiffel, où Hitler ordonna une nouvelle halte ; nous allâmes également à l'Arc de Triomphe, avec la tombe du Soldat inconnu, et aux Invalides où Hitler s'arrêta un long moment devant le tombeau de Napoléon. Enfin il visita le Panthéon, dont les proportions l'impressionnèrent vivement. Par contre, les plus belles créations architecturales de Paris, la place des Vosges, le Louvre, le Palais de Justice, la Sainte-Chapelle n'éveillèrent chez lui aucun intérêt particulier. Il ne s'anima à nouveau que devant la ligne uniformément continue des maisons de la rue de Rivoli. Le terme de notre randonnée fut l'église du Sacré-Cœur de Montmartre, cette imitation romantique et fade des églises à coupole du haut Moyen Age, choix surprenant, même pour le goût de Hitler. Là il fit une longue halte, entouré de quelques hommes vigoureux de son

commando de protection, reconnu mais ignoré par de nombreux fidèles. Après un dernier coup d'œil sur Paris, nous regagnâmes rapidement l'aéroport. A neuf heures, la visite était terminée. « C'était le rêve de ma vie de pouvoir visiter Paris. Je ne saurais dire combien je suis heureux que ce rêve soit réalisé aujourd'hui. » Pendant un instant, j'éprouvai pour lui de la pitié : trois heures passées à Paris, la première et la dernière fois qu'il y venait, le rendirent heureux, alors qu'il était à l'apogée de ses succès.

Au cours de la visite, Hitler évoqua avec son aide de camp et le colonel Speidel la possibilité d'organiser à Paris un défilé pour célébrer sa victoire. Cependant, après quelque réflexion, il se prononça contre cette initiative. Officiellement il prétexta le danger qu'il y avait de voir le défilé perturbé par des attaques aériennes britanniques, mais plus tard il nous déclara : « Je n'ai pas envie d'assister à un défilé célébrant la victoire ; nous ne sommes pas encore au bout. »

Le soir, il me reçut encore une fois dans la petite salle de sa ferme ; il était assis seul à une table. Sans ambages, il me déclara : « Préparez un décret dans lequel j'ordonne la pleine reprise des constructions de Berlin... N'est-ce pas que Paris était beau ? Mais Berlin doit devenir beaucoup plus beau ! Je me suis souvent demandé, dans le passé, s'il ne fallait pas détruire Paris, poursuivit-il d'un ton serein, comme s'il s'agissait de la chose la plus naturelle du monde, mais lorsque nous aurons terminé Berlin, Paris ne sera plus que son ombre. Alors pourquoi le détruire ? » Sur

ce il me congédia.

Bien que je fusse habitué aux remarques impulsives de Hitler, cette brutale révélation de son vandalisme m'effraya. Lors de la destruction de Varsovie, il avait déjà réagi de manière analogue. Il avait alors exprimé son intention d'empêcher la reconstruction de cette ville, pour ravir au peuple polonais son centre politique et culturel. Quoi qu'il en soit, Varsovie avait été détruite au cours d'opérations de guerre ; or maintenant, Hitler révélait qu'il avait même caressé la pensée d'anéantir la ville qu'il avait lui-même qualifiée de plus belle ville d'Europe, elle et tous ses inestimables trésors, et cela arbitrairement et apparemment sans raison. En quelques jours, j'avais eu la révélation de certaines des contradictions qui caractérisaient la nature de Hitler, sans toutefois les percevoir dans toute leur vérité : de l'homme conscient de ses responsabilités au nihiliste sans scrupules méprisant l'humanité, il réunissait en lui les oppositions les plus extrêmes.

Mais les effets de cette expérience furent refoulés en moi par la brillante victoire de Hitler, par la perspective inattendue d'une reprise rapide de mes projets d'architecture et finalement par l'abandon de ses desseins destructeurs. Maintenant c'était à moi qu'incombait la tâche de surpasser Paris. Le jour même, les travaux de Berlin, la grande œuvre de ma vie, furent déclarés par Hitler entreprise prioritaire. Il stipula que Berlin devait acquérir « dans les plus brefs délais le visage auquel

l'ampleur de la victoire lui donnait droit », ajoutant : « La réalisation de ces travaux devient désormais la grande mission architecturale du Reich, elle constitue à mes yeux la contribution la plus remarquable à la sauvegarde définitive de notre victoire. » De sa main, il antidata le décret, le datant du 25 juin 1940, jour de l'armistice et de son plus grand triomphe.

Hitler faisait les cent pas avec Jodl et Keitel, sur l'allée de gravier devant la maison, lorsqu'un aide de camp l'informa que je désirais prendre congé. Il me fit appeler ; m'approchant du groupe, j'entendis Hitler poursuivre sa conversation et dire : « Maintenant nous avons prouvé ce dont nous sommes capables. Croyez-moi, Keitel, une campagne contre la Russie ne serait, en comparaison, qu'un jeu d'enfant. » D'humeur radieuse, il me donna congé, me chargeant de transmettre à ma femme ses salutations les plus cordiales et me promit de venir bientôt discuter avec moi de nouveaux plans et de nouvelles maquettes.

La démesure

Hitler n'avait pas fini d'élaborer les plans de la campagne de Russie, qu'il réfléchissait déjà aux détails de l'organisation et de la mise en scène des parades de la Victoire qui auraient lieu en 1950, quand seraient terminés l'avenue d'apparat et le grand Arc de Triomphe ¹ . Mais dans le même temps où il rêvait de nouvelles guerres, de nouvelles victoires et de nouvelles cérémonies, il connut l'une des plus grandes défaites de sa carrière. Trois jours après un entretien au cours duquel il m'avait exposé ses vues sur l'avenir, il me fit venir à l'Obersalzberg avec mes esquisses. Dans le vestibule du Berghof, deux aides de camp de Hess, Leitgen et Pietsch, pâles et agités, attendaient déjà. Ils me prièrent de reporter mon entretien à un peu plus tard, car ils avaient une lettre personnelle de Hess à remettre à Hitler. Celui-ci arriva, venant de l'étage supérieur ; un des aides de camp fut appelé dans le salon. Tandis que je me mettais à feuilleter mes esquisses, j'entendis tout à coup un cri inarticulé, presque bestial. Puis Hitler rugit : « Bormann, immédiatement ! Où est Bormann ? » Bormann dut, par la voie la plus rapide, entrer en contact avec Göring, Ribbentrop, Goebbels et Himmler.

Tous les hôtes privés furent priés de se retirer à l'étage supérieur. Ce n'est que plusieurs heures plus tard que nous apprîmes ce qui s'était passé : en pleine guerre, le lieutenant de Hitler s'était envolé vers un pays ennemi, l'Angleterre.

En apparence, Hitler retrouva bientôt sa contenance habituelle. Sa seule préoccupation était que Churchill pût exploiter l'incident pour faire croire aux alliés de l'Allemagne que celle-ci avait procédé à des sondages de paix : « Qui me croira quand je dirai que Hess n'y est pas allé en mon nom, quand j'affirmerai que tout cela n'est pas un coup monté derrière le dos de mes alliés ? » Même la politique du Japon pourrait s'en trouver modifiée, pensait-il avec inquiétude. Au chef des services techniques de la Luftwaffe, le célèbre pilote de chasse Ernst Udet, Hitler fit demander si le bimoteur utilisé par Hess avait la possibilité d'atteindre son but en Écosse, et quelles conditions météorologiques il allait rencontrer. Peu après, Udet donna par téléphone les renseignements désirés. Prétendant que Hess devait échouer, ne serait-ce que pour des raisons de navigation aérienne, il prévoyait que les vents latéraux dominants lui feraient rater l'Angleterre et aller nulle part. Hitler reprit immédiatement espoir : « Si seulement il pouvait se noyer dans la mer du Nord ! Il aurait alors disparu sans laisser de traces, et nous aurions tout notre temps pour trouver une explication quelconque. » Quelques heures plus tard, pourtant, le doute l'assaillait à nouveau et, pour éventuellement gagner les Anglais de vitesse, il se

décida à faire annoncer par la radio que Hess était devenu fou. Quant aux deux aides de camp, ils furent arrêtés, comme jadis à la cour des despotes les porteurs de mauvaises nouvelles.

Une intense activité régna bientôt au Berghof. Outre Göring, Goebbels et Ribbentrop, arrivèrent bientôt Ley, les Gauleiter et d'autres dirigeants du parti. Ley, responsable de l'organisation du parti, se fit fort d'assumer les tâches dévolues à Hess, ce qui sur le plan de l'organisation était sans doute la bonne solution. Mais Bormann montra là pour la première fois quelle influence il exerçait d'ores et déjà sur Hitler. Il n'eut aucune peine à repousser la tentative de Ley et à s'attribuer ainsi tout le gain de cette affaire. Churchill déclara à cette époque que l'équipée de Hess prouvait qu'un ver rongerait la « pomme impériale » [46](#). Il ne pouvait soupçonner à quel point ce terme s'appliquait littéralement au successeur de Hess.

Dans l'entourage de Hitler on ne fit désormais presque plus mention de Hess. Seul Bormann continua longtemps encore à s'occuper de lui. Il fouilla avec acharnement dans la vie de son prédécesseur et persécuta sa femme. Eva Braun s'entremet pour elle auprès de Hitler, sans succès toutefois, et l'aida par la suite à l'insu du Führer. Quelques semaines plus tard, j'appris par mon médecin, le professeur Chaoul, que le père de Hess était à l'agonie, je lui fis envoyer des fleurs, sans toutefois me faire connaître.

J'ai alors pensé que c'était l'ambition de Bormann qui avait poussé Hess à entreprendre cette démarche

désespérée. Hess, qui lui aussi était ambitieux, voyait son influence sur Hitler diminuer sensiblement. Ainsi vers 1940, après un entretien de plusieurs heures avec Hess, Hitler me confia : « Quand je parle avec Göring, c'est pour moi comme un bain d'acier ; après, je me sens frais et dispos. Le Reichsmarschall a une façon captivante de présenter les choses. Avec Hess, tout entretien devient une épreuve insupportable. Il vous importune sans cesse avec des choses désagréables et ne lâche pas prise. » Sans doute Hess, après tant d'années passées dans l'ombre, essayait-il, en se rendant en Angleterre, de faire sensation et de remporter un succès personnel ; car il n'avait pas les qualités nécessaires pour s'affirmer au milieu de ces intrigues et ces luttes pour le pouvoir. Il était trop sensible, trop franc et trop instable, donnant souvent raison à toutes les parties, dans l'ordre où elles se présentaient. Il était le type même de ces hauts dirigeants du parti, de loin les plus nombreux, qui avaient de la peine à garder le contact avec la réalité.

Hitler imputa la responsabilité de cette entreprise à l'influence néfaste du professeur Haushofer. Vingt-cinq ans plus tard, à la prison de Spandau, Hess m'assura avec le plus grand sérieux que cette idée lui avait été inspirée en rêve par des puissances surnaturelles. Il n'avait pas voulu s'opposer à Hitler ou le mettre dans l'embarras, me dit-il : « Nous garantissons à l'Angleterre son Empire et, en échange, elle nous laisse les mains libres en Europe », tel était le message qu'il avait apporté à l'Angleterre, sans

toutefois pouvoir le délivrer. C'était aussi une expression fréquemment employée par Hitler, avant la guerre et parfois même pendant la guerre.

Si je ne me trompe, Hitler ne s'est jamais remis de la « félonie » de son adjoint. Quelque temps après l'attentat du 20 juillet 1944, alors qu'il était en train de faire de la situation une analyse délirante, il mentionna même qu'une des conditions qu'il posait pour faire la paix était l'extradition du « traître » qui devait, disait-il, être pendu. Lorsque plus tard je rapportai cela à Hess, il me dit : « Il se serait réconcilié avec moi, cela ne fait pas de doute ! Et ne croyez-vous pas qu'en 1945, lorsque tout approchait de la fin, il a parfois pensé : C'est bien Hess qui avait raison ? »

Hitler n'exigea pas seulement qu'en pleine guerre les constructions de Berlin soient poussées à fond ; il augmenta aussi, sous l'influence de ses Gauleiter, et de façon inflationniste, le nombre des villes devant faire l'objet d'un réaménagement architectural ; au début il n'y avait que Berlin, Nuremberg, Munich et Linz, par la suite il avait, par décrets personnels, déclaré « villes à réaménager » vingt-sept autres villes, parmi lesquelles Hanovre, Augsbourg, Brème et Weimar². Il ne consulta jamais ni moi ni personne d'autre pour juger de l'opportunité de telles décisions ; je recevais tout bonnement une copie du décret que Hitler avait pris, lorsqu'il avait eu un entretien à ce sujet. Comme je l'écrivis à Bormann le 26 novembre 1940,

le coût de tous ces travaux aurait atteint, d'après mes estimations, compte tenu notamment des projets du parti dans les villes à réaménager, 22 à 25 milliards de marks.

A mon avis tous ces projets risquaient de m'empêcher de tenir mes délais. Tout d'abord je tentai d'obtenir que, par un décret de Hitler, tous les projets d'urbanisme du Reich passent dans le domaine de ma compétence ; Bormann ayant fait échouer ce dessein, je déclarai à Hitler le 17 janvier 1941 – après une longue maladie qui m'avait donné le temps de réfléchir à maint problème – qu'il était préférable que je me consacre désormais aux seuls chantiers dont j'avais la charge à Nuremberg et à Berlin. Hitler fut tout de suite d'accord : « Vous avez raison ; il serait dommage que vous vous laissiez absorber par des affaires d'ordre général. S'il le faut, vous pouvez déclarer en mon nom que le Führer souhaite qu'on vous laisse en dehors de ça, afin que vous puissiez avant tout vous consacrer à vos véritables tâches artistiques³. »

Je fis un large usage de ces pleins pouvoirs et, dès les jours suivants, je démissionnai de toutes mes fonctions dans le parti. Pour autant que j'apprécie correctement l'ensemble des motifs qui m'y poussèrent, ce geste était peut-être aussi dirigé contre Bormann qui, dès le début, avait adopté envers moi une attitude hostile ; bien entendu je savais que je ne courais aucun risque, Hitler m'ayant à plusieurs reprises qualifié d'irremplaçable.

Dans ce combat avec Bormann il m'arrivait de me découvrir. Il avait alors la satisfaction de pouvoir, depuis le

quartier général, m'adresser un blâme sévère comme par exemple la fois où je conclus avec les directions des Églises protestantes et catholiques un accord prévoyant la construction d'églises dans nos nouveaux quartiers de Berlin⁴ ; il me rappela alors sèchement que les églises n'avaient pas à obtenir de terrain à bâtir.

Le 25 juin 1940, Hitler avait, par son décret visant à « sauvegarder la victoire », ordonné la reprise immédiate des chantiers de Berlin et de Nuremberg ; quelques jours plus tard je fis savoir au D^r Lammers, ministre du Reich, que je n'avais pas « l'intention de me fonder sur ce décret du Führer pour réouvrir pendant la guerre les chantiers du réaménagement architectural de Berlin ». Mais Hitler déclara qu'il n'était pas d'accord avec cette interprétation de son décret et ordonna la poursuite des travaux, bien que dans ce cas il allât contre le sentiment de l'opinion publique. Sous la pression de Hitler, il fut décidé que, malgré la guerre, les constructions de Berlin et de Nuremberg devaient être terminées aux dates fixées précédemment, c'est-à-dire au plus tard en 1950. Sur sa demande pressante, je fixai un « Programme urgent du Führer », et Göring m'attribua alors – vers la mi-avril 1941 – la quantité de fer nécessaire à la réalisation de ce programme, soit 84 000 tonnes par an. Pour abuser l'opinion publique, on intitula ce programme « Programme de guerre concernant les voies fluviales et les Chemins de fer de Berlin ». Le 18 avril, je m'entendis avec Hitler sur les

délais prévus pour le grand Dôme, le haut commandement de la Wehrmacht, la Chancellerie du Reich et le palais du Führer, bref pour les édifices entourant la « place Adolf-Hitler » et constituant le centre architectural de son pouvoir, dont la construction lui importait toujours au plus haut point, malgré la guerre. En même temps fut fondée pour l'édification de ces bâtiments une association réunissant sept des firmes de construction allemandes les plus puissantes.

Malgré l'imminence de la campagne contre l'Union soviétique, Hitler continua, avec cette obstination qui lui était propre, à faire du choix des tableaux destinés à la Galerie de Linz une affaire personnelle. Il dépêcha dans les pays occupés ses acheteurs chargés d'y prospecter le marché des tableaux, déclenchant bientôt entre ses émissaires et ceux de Göring une guerre des tableaux qui ne tarda pas à s'envenimer, jusqu'à ce que Hitler rappelât le Reichsmarschall à l'ordre, en spécifiant une fois pour toutes qu'il avait priorité même pour les achats de tableaux.

En 1941, parvinrent à l'Obersalzberg de grands catalogues reliés de cuir brun contenant des photos de centaines de tableaux que Hitler répartissait lui-même entre ses galeries préférées de Linz et des villes de l'Allemagne orientale comme Königsberg, Breslau, etc. Au procès de Nuremberg, j'ai revu ces volumes bruns produits comme pièces à conviction par l'accusation ; la plupart des tableaux avaient été prélevés en France par les services

parisiens de Rosenberg, dans des collections privées juives.

Hitler épargna les célèbres collections nationales françaises ; cette façon d'agir, il est vrai, n'était pas aussi désintéressée qu'il peut paraître, car il lui arriva d'affirmer qu'un traité de paix stipulerait que les plus belles pièces du Louvre devraient être livrées à l'Allemagne, au titre de dommages de guerre. Hitler, toutefois, ne fit pas usage de son autorité à des fins personnelles. Il ne garda pour lui aucun des tableaux qu'il avait saisis ou acquis dans les territoires occupés.

Pour Göring, par contre, tous les moyens furent bons pour enrichir ses collections pendant la guerre. Dans les halls et les salles de Karinhall, les tableaux de maîtres étaient accrochés sur trois ou quatre rangs. Quand il n'y eut plus de place sur les murs, il utilisa le plafond du grand hall d'entrée pour y fixer un certain nombre de tableaux. Même au ciel de son lit d'apparat, il avait fait fixer un nu grande nature, représentant l'Europe. Il se fit aussi marchand de tableaux lui-même : au premier étage de sa propriété, les murs d'une grande salle étaient couverts de tableaux ayant appartenu à un marchand de tableaux hollandais très connu qui, après l'occupation, avait dû lui céder sa collection pour une bouchée de pain. Ces tableaux, comme il le disait en éclatant de son rire d'enfant, il les revendait en pleine guerre aux Gauleiter plusieurs fois leur prix, percevant un supplément pour le renom qu'à ses yeux possédait un tableau provenant de la « célèbre collection

Göring ».

Vers 1943, on me signala du côté français que Göring faisait pression sur le gouvernement de Vichy pour obtenir que celui-ci lui cède un célèbre tableau du Louvre en échange de quelques peintures sans valeur de sa collection. Sachant qu'aux yeux de Hitler la collection nationale du Louvre était intouchable, je pus assurer à l'intermédiaire français qu'il n'avait pas à céder à cette pression, et qu'en cas de besoin il pouvait s'adresser à moi ; Göring n'insista pas. Un jour, en revanche, à Karinhall, il me montra sans gêne aucune le célèbre autel de Sterzing dont Mussolini lui avait fait cadeau après l'accord sur le Tyrol du Sud intervenu en hiver 1940. Hitler lui-même s'indigna à plusieurs reprises des pratiques mises en œuvre par son « second » pour collectionner des objets d'art de valeur, mais il n'osa pas lui en demander raison.

Vers la fin de la guerre, Göring fit une exception et nous invita, mon ami Breker et moi-même, à déjeuner à Karinhall. Le repas ne fut pas très copieux ; je fus seulement un peu surpris qu'à la fin du repas on nous servît un cognac ordinaire, tandis que le maître d'hôtel de Göring lui versait, avec une certaine solennité, un cognac d'une vieille bouteille couverte de poussière : « Celle-ci je me la réserve », déclara-t-il sans vergogne à ses invités, racontant complaisamment dans quel château français cette précieuse bouteille avait été découverte et confisquée. Ensuite, très détendu, il nous montra les

trésors qu'il avait mis en sûreté dans les caves de Karinhall. Parmi eux se trouvaient des antiquités prises au musée de Naples avant l'évacuation de la ville en 1943. Affichant le même orgueil de propriétaire, il fit en même temps ouvrir des armoires, pour nous permettre de jeter un coup d'œil sur son butin de savons et de parfums français, qui devaient suffire pour de longues années. Pour terminer la revue de ses trésors, il fit apporter sa collection de diamants et de pierres précieuses, dont la valeur s'élevait de toute évidence à plusieurs centaines de milliers de marks.

Hitler cessa d'acheter des tableaux après qu'il eut donné au directeur de la galerie de Dresde, le D^r Hans Posse, pouvoir de constituer la collection de tableaux de Linz. Jusque-là Hitler avait lui-même choisi les objets d'art sur les catalogues des ventes aux enchères. Mais il fut parfois victime de son principe consistant à désigner chaque fois deux ou trois hommes de confiance qui entrent en concurrence les uns avec les autres. Car il lui était arrivé d'ordonner à la fois à son photographe Hoffmann et à l'un de ses marchands de tableaux de pousser les enchères sans limite de prix. Ainsi les acheteurs de Hitler surenchérisaient encore l'un sur l'autre quand tous les autres concurrents avaient renoncé, jusqu'au jour où Hans Lange, commissaire-priseur de Berlin, attira mon attention sur cette pratique singulière.

Peu après la nomination de Posse, Hitler lui présenta ses acquisitions, y compris les Grützner. Cela se passait

dans son abri antiaérien où il avait mis ces trésors en sûreté. On apporta des sièges pour Posse, pour Hitler et pour moi, et les SS de service apportèrent les tableaux les uns après les autres. Hitler chantait les louanges de ses œuvres préférées, employant les épithètes habituelles, mais Posse ne se laissa impressionner ni par le rang de Hitler ni par son amabilité charmeuse. Objectif et intraitable, il rejeta beaucoup de ces acquisitions onéreuses par ces simples mots : « A peine acceptable », ou « Ne correspond pas au niveau que je veux donner à cette galerie. » Comme toujours lorsqu'il se trouvait en présence d'experts, Hitler accepta ce jugement sans élever d'objections ; le fait est que Posse rejeta la plupart des tableaux de l'école de Munich tant appréciée de Hitler.

Vers la mi-novembre 1940, Molotov arriva à Berlin. A la grande joie de Hitler et de ses convives, le D^r Karl Brandt, rapporta d'un ton moqueur que la suite du président du Conseil et ministre des Affaires étrangères soviétique faisait ébouillanter, avant de s'en servir, toutes les assiettes et tous les couverts, par crainte des microbes.

Dans le grand salon du Berghof se trouvait un grand globe terrestre sur lequel, quelques mois plus tard, je découvris la trace de ces pourparlers infructueux avec les Russes. D'un air entendu, un des aides de camp me montra un simple trait de crayon qui suivait l'Oural du nord au sud. Hitler l'avait tracé de sa main pour délimiter les

futures zones d'influence de l'Allemagne et du Japon. Le 21 juin 1941, la veille de l'attaque contre l'Union soviétique, après un repas pris en commun, Hitler m'appela dans le salon de sa résidence berlinoise et me fit entendre quelques mesures des *Préludes* de Liszt. « Vous allez avoir l'occasion d'entendre souvent cette musique, car c'est la fanfare qui annoncera nos victoires en Russie. C'est Funk qui l'a choisie. Est-ce qu'elle vous plaît⁵ ?... Nous trouverons là-bas du granit et du marbre autant que nous voudrons. »

Hitler donnait désormais libre cours à sa mégalomanie ; la guerre ou, comme il le disait lui-même, le sang allait porter à son accomplissement ce que depuis des années ses constructions laissaient présager. Aristote a écrit dans sa *Politique* : « La vérité est que les plus grandes injustices viennent de ceux qui cherchent la démesure et non pas de ceux qui sont poussés par la misère. »

Pour le cinquantième anniversaire de Ribbentrop en 1943, plusieurs de ses proches collaborateurs lui offrirent un magnifique coffret orné de pierres précieuses, qu'ils voulurent remplir des photocopies de tous les traités et accords conclus par le ministre des Affaires étrangères. « Lorsque nous avons voulu remplir le coffret, déclara au dîner l'ambassadeur Hewel, l'homme de liaison de Ribbentrop auprès de Hitler, nous avons été embarrassés. Il subsistait peu de traités que nous n'ayons pas violés entre-temps. »

Hitler en pleurait de rire.

L'idée de devoir réaliser coûte que coûte des projets de constructions d'une telle ampleur, à une période apparemment décisive de la guerre mondiale, continuait à me contrarier tout autant qu'au début de la guerre. Le 30 juillet 1941, donc au moment de notre avance fulgurante en Russie, je proposai au D^r Todt⁶, « le commissaire général à la Construction », de suspendre tous les travaux qui n'étaient pas absolument importants ou décisifs pour la guerre. Étant donné le déroulement favorable des opérations, Todt crut pouvoir ajourner la décision à quelques semaines. En fait ce fut une affaire classée, car, une fois de plus, ma demande resta sans écho auprès de Hitler. Il refusa de limiter les programmes de constructions et d'affecter à l'armement les matériaux et la main-d'œuvre que nécessitaient ses constructions privées, et ses autres projets préférés, les autoroutes, les bâtiments du parti et les projets berlinois.

Vers la mi-septembre 1941, alors que l'avance en Russie accusait déjà un notable retard sur les pronostics prétentieux de Hitler, nos contrats passés avec la Suède, la Norvège et la Finlande, pour la livraison du granit destiné à mes grands chantiers de Berlin et de Nuremberg, furent sur ordre de Hitler considérablement développés. Les plus importants fournisseurs de pierre, en Norvège, en Finlande, en Italie, en Belgique, en Suède et en Hollande reçurent des commandes dont le montant s'élevait à

30 millions de reichsmarks⁷. Afin de pouvoir transporter jusqu'à Berlin et Nuremberg ces énormes quantités de granit, nous fondâmes le 4 juin 1941 notre propre flotte de transport ainsi que nos propres chantiers de construction navale à Wismar et à Berlin ; ils devaient construire 1 000 péniches de 500 tonnes de charge utile chacune.

Ma proposition de suspendre les constructions civiles ne fut pas davantage prise en considération lorsqu'en Russie la catastrophe de l'hiver 1941 commença à se dessiner. Le 29 novembre 1941, Hitler me dit carrément : « Je n'attendrai pas la fin de la guerre pour ouvrir les chantiers. Ce n'est pas la guerre qui m'empêchera de réaliser mes projets⁸. »

Non content d'insister pour que soient réalisés ses projets de construction, Hitler décida en outre après les premiers succès en Russie, que serait augmenté le nombre des tanks qui, sur leur socle de granit, devaient décorer nos rues et leur conférer un caractère martial. Le 20 août 1941 je surpris l'amiral Lorey, responsable de l'arsenal de Berlin, en l'informant, sur ordre de Hitler, qu'on envisageait d'installer environ trente canons lourds pris à l'ennemi entre la gare de Midi et l'Arc de Triomphe (« édifice A T »). Comme Hitler voulait, lui expliquai-je, placer des canons semblables également en d'autres points de la grande avenue et de l'axe Sud, nous avons besoin d'environ deux cents pièces lourdes. Devant les édifices publics importants, on installerait en revanche des tanks de gros modèle.

Si les idées de Hitler sur la structure juridique de son « Empire germanique de nation allemande » semblaient encore un peu vagues, il y avait un point qui ne faisait pas de doute : en raison de sa situation stratégique favorable, on devait construire à proximité de la ville norvégienne de Trondheim la plus grande base navale allemande, comprenant, outre des chantiers navals et des docks, une ville pour 250 000 Allemands, et la rattacher au Reich allemand. Hitler m'avait chargé d'en établir les plans. Le 1^{er} mai 1941, le vice-amiral Fuchs, du haut commandement de la marine de guerre, me fournit les données nécessaires pour calculer la superficie nécessaire à un grand chantier naval d'État. Le 21 juin, le grand amiral Raeder et moi-même, nous fîmes à la Chancellerie du Reich un rapport à Hitler sur ce projet. Aussitôt, Hitler fixa l'emplacement approximatif de la ville. Un an plus tard, le 13 mai 1942, il revint au cours d'une conférence consacrée à l'armement sur le problème de cette base⁹. Il étudia en détail des cartes spéciales pour déterminer quel serait le meilleur emplacement pour les docks et décida qu'on creuserait à la dynamite le rocher de granit pour y aménager une grande base de sous-marins. En outre, Hitler partait du principe qu'en raison de leur situation géographique favorable on devrait incorporer dans le futur système des bases navales les ports de Saint-Nazaire et de Lorient et les îles Anglo-Normandes. Ainsi il disposait à sa guise des bases, des intérêts et des droits des autres.

Sa volonté d'hégémonie ne connaissait plus de limites.

C'est dans ce contexte que se situe son intention de fonder des villes allemandes dans les territoires soviétiques occupés. Le 24 novembre 1941, c'est-à-dire pendant cet hiver qui fut pour nous catastrophique, le Gauleite Meyer, adjoint du ministre du Reich pour les territoires occupés de l'Est, Alfred Rosenberg, me proposa de prendre en charge le département « Urbanisme » afin de planifier et de construire les villes isolées prévues pour les forces d'occupation et l'administration civile allemandes. Mais, fin janvier 1942, je refusai finalement cette offre, craignant que la planification de ces villes, si elle était assurée par une autorité centrale, n'entraîne une uniformisation excessive. Je proposai donc de confier aux grandes villes allemandes¹⁰ la construction de ces nouvelles cités.

Ayant commencé à prendre en charge au début de la guerre certaines constructions destinées à l'armée de terre et à l'aviation, j'avais mis sur pied une organisation qui s'était considérablement développée. Elle était certes sans commune mesure avec celle que je devais créer quelques mois plus tard, et les 26 000 ouvriers qui travaillaient, à la fin de 1941, pour nos programmes militaires représentaient un effectif insignifiant mais, à ce moment-là, j'étais fier de pouvoir apporter ma modeste contribution à l'effort de guerre ; par la même occasion je mettais ma

conscience à l'aise en ne travaillant pas uniquement pour les programmes civils de Hitler. Notre programme le plus important fut le « programme Ju 88 » de la Luftwaffe, qui devait permettre d'accroître la production du nouveau bimoteur à long rayon d'action utilisé pour les bombardements en piqué. En huit mois, trois grandes usines furent terminées à Brno, Graz et Vienne, chacune d'elles plus grande que l'usine Volkswagen ; on utilisa pour la première fois des éléments préfabriqués en béton. Cependant, dès l'automne 1941, la pénurie de carburant freina nos travaux. Même pour nos programmes prioritaires, nos attributions de carburant furent réduites en septembre 1941 à un tiers et le 1^{er} janvier 1942 à un sixième de nos besoins ¹¹ ; cela montre bien à quel point Hitler avait présumé de ses forces en se lançant dans la campagne de Russie.

En outre, j'avais été chargé de la réparation des dégâts causés à Berlin par les bombardements et de la construction d'abris antiaériens. Je ne soupçonnais pas que je me préparais déjà à mon activité de ministre de l'Armement. De cette façon, œuvrant à l'échelon inférieur, je pus non seulement me rendre compte que la marche de la production était perturbée par les modifications arbitraires des programmes et des priorités, mais aussi découvrir de l'intérieur les rapports de forces et les incompétences existant au sein du gouvernement.

Ainsi le général Thomas, ayant fait au cours d'une réunion chez Göring à laquelle je participai des réserves

sur les exigences excessives du gouvernement en matière économique, cet officier, qui jouissait de la considération générale, se fit rabrouer par Göring : « Cela vous regarde ? C'est mon affaire, mon affaire à moi. Ou bien est-ce vous, le responsable du plan de quatre ans ? Vous n'avez absolument rien à me dire, car c'est à moi seul que le Führer a confié le soin de régler toutes ces questions. » Dans ces cas-là, Thomas ne pouvait espérer aucun soutien de la part de son chef, le général Keitel, qui était trop heureux quand Göring ne s'en prenait pas à lui. En conséquence le plan économique si bien étudié du bureau chargé de l'armement au haut commandement de la Wehrmacht ne fut pas appliqué ; mais en cette matière Göring lui non plus n'a rien entrepris, je m'en aperçus dès cette époque-là. Quand il prenait une initiative il en résultait, le plus souvent, une confusion extrême, car il ne se donnait jamais la peine d'étudier les problèmes et se décidait la plupart du temps sur des coups de tête.

Quelques mois plus tard, le 27 juin 1941, je participai, en ma qualité de délégué aux constructions militaires, à une conférence avec Milch et Todt. Hitler avait déjà la conviction que les Russes étaient définitivement battus, aussi avait-il ordonné d'exécuter d'urgence le programme d'armement de l'aviation nécessaire à la préparation de sa prochaine opération, l'écrasement de l'Angleterre¹². Comme il était de son devoir, Milch insistait pour que soit respecté l'ordre des priorités fixé par Hitler, ce qui, au vu de la situation militaire, faisait le désespoir du D^r Todt. Car

lui aussi était chargé d'une mission : accroître le plus rapidement possible l'armement de l'armée de terre ; il lui manquait toutefois une ordonnance de Hitler qui aurait conféré à sa mission l'urgence nécessaire ¹³ . A la fin de la réunion, Todt exprima son impuissance en ces termes : « Le mieux, monsieur le Feldmarschall, serait que vous me preniez dans votre ministère et que je devienne votre collaborateur. »

A l'automne 1941, je me rendis aux usines Junkers à Dessau, pour y rencontrer le directeur général Koppenberg et coordonner notre programme de constructions avec son plan de production. Cela fait, il me conduisit dans une pièce fermée à clé, pour m'y montrer un graphique comparant la production américaine de bombardiers pour les années à venir et la nôtre. Je lui demandai ce que pensaient nos dirigeants de ce graphique déprimant : « C'est là le malheur, dit-il, ils ne veulent pas le croire. » Perdant contenance, il fondit en larmes. Peu après, Koppenberg fut démis de son poste de directeur des usines Junkers. Quant à Göring, le commandant en chef de la Luftwaffe alors engagée dans de durs combats, il avait trouvé le loisir, au lendemain de l'attaque contre l'Union soviétique, le 23 juin 1941, de venir en grand uniforme examiner avec moi les maquettes de son palais de Reichsmarschall montées à Treptow.

J'entrepris alors un voyage culturel – ce devait être le

dernier pour un quart de siècle – qui me mena à Lisbonne où fut inaugurée, le 8 novembre, une exposition intitulée « Nouvelle architecture allemande ». Il avait d'abord été prévu que j'emprunterais l'avion de Hitler, mais lorsque j'appris que quelques ivrognes de son entourage comme son aide de camp Schaub et le photographe Hofmann avaient l'intention d'être du voyage, je résolus de me soustraire à leur compagnie et demandai à Hitler de faire le trajet dans ma voiture. Je pus voir de vieilles villes, comme Burgos, Ségovie, Tolède, Salamanque, et visiter l'Escorial, un édifice qui, par ses dimensions, n'était comparable qu'au « palais » de Hitler, mais s'en distinguait par sa finalité spirituelle : car Philippe II avait entouré son palais d'un couvent. Quelle différence avec les conceptions architecturales de Hitler ! Ici une sobriété, une clarté extraordinaires, la splendeur des intérieurs aux formes incomparablement maîtrisées – là le faste et le gigantisme d'une architecture toute d'apparat. Cette création austère de l'architecte Juan de Herrera (1530-1597) était sans doute plus en accord avec la situation tragique dans laquelle nous étions maintenant que le triomphalisme de l'art à programme de Hitler. Au cours de ces heures de méditation solitaire, je commençai pour la première fois à comprendre que j'avais fait fausse route avec mes idéaux architecturaux.

Ce voyage me fit manquer la visite de quelques connaissances parisiennes, dont Vlaminck, Derain et Despiau^{1 4} qui, répondant à mon invitation, étaient venus

voir les maquettes de nos projets berlinois. Apparemment, ils avaient regardé sans mot dire nos travaux et nos projets ; la chronique, en tout cas, ne dit rien des impressions que leur laissa notre exposition. J'avais fait leur connaissance au cours de mon séjour à Paris et je les avais aidés à plusieurs reprises en leur transmettant des commandes par mon service. Curieusement, ils bénéficiaient de plus de liberté que leurs collègues allemands. Visitant pendant la guerre le Salon d'automne de Paris, je vis les murs couverts de tableaux qui, en Allemagne, auraient été stigmatisés comme étant les produits d'un art dégénéré. Hitler avait lui aussi entendu parler de cette exposition. Il eut une réaction à la fois surprenante et logique : « La santé spirituelle du peuple français nous importe-t-elle ? Laissez-les donc dégénérer ! c'est tant mieux pour nous. »

Pendant que je faisais route vers Lisbonne, la situation dans le domaine des transports à l'arrière du front est s'était dégradée jusqu'à devenir catastrophique. L'organisation logistique allemande n'était pas de taille à résister à l'hiver russe. De plus, lors de leur retraite, les troupes soviétiques avaient détruit systématiquement tous les dépôts de locomotives, tous les réservoirs d'eau et toutes les autres installations de leur réseau ferroviaire. Dans la griserie des succès de l'été et de l'automne, alors que l'« ours russe » semblait déjà « liquidé », personne ne s'était suffisamment préoccupé de remettre en état ces

installations ; Hitler n'avait pas voulu comprendre que l'hiver russe allait nous plonger dans des difficultés contre lesquelles nous devons nous prémunir en prenant, en temps voulu, dans le domaine des transports comme dans les autres domaines, des mesures d'ordre technique.

Je fus informé de ces difficultés par de hauts fonctionnaires de la Reichsbahn et par des généraux de l'armée de terre et de la Luftwaffe. Je proposai donc à Hitler d'affecter 30 000 des 65 000 ouvriers du bâtiment qui travaillaient sous mes ordres à la remise en état des installations ferroviaires, sous la direction de mes ingénieurs. Hitler, je me demande pourquoi, hésita quinze jours avant de me donner son accord, sous la forme d'une ordonnance en date du 27 décembre 1941. Au lieu de me presser dès le mois de novembre de mettre cette main-d'œuvre à la disposition de l'état-major, et malgré une situation catastrophique, il avait refusé de modifier le programme de construction des édifices destinés à célébrer son triomphe, bien décidé qu'il était à ne pas capituler devant la réalité.

Le jour même, j'allai voir le D^r Todt dans sa modeste demeure située sur les bords du lac Hintersee, près de Berchtesgaden. On m'avait attribué toute l'Ukraine, tandis que les ingénieurs et les ouvriers qu'on avait inconsidérément persisté à faire travailler sur les chantiers d'autoroutes, étaient chargés du secteur Russie-Centre et Russie-Nord. Todt venait de rentrer d'un long voyage d'inspection sur le théâtre d'opérations est ; il avait vu des

trains sanitaires immobilisés, dans lesquels les blessés étaient morts de froid, il avait vu la misère de la troupe dans les villages et les petites villes isolés par la neige et le froid, il avait constaté que les soldats allemands étaient découragés, voire désespérés. Accablé et pessimiste, il conclut que non seulement nous étions incapables de supporter de telles fatigues sur le plan physique, mais que nous étions aussi condamnés à nous effondrer moralement en Russie : « C'est une lutte, continua-t-il, où l'emporteront les hommes primitifs qui supportent tout, même les rigueurs du climat. Nous sommes trop fragiles et nous succomberons. Russes et Japonais finiront par en sortir vainqueurs. » Apparemment influencé par Spengler, Hitler avait lui aussi exprimé en temps de paix des idées analogues, parlant de la supériorité biologique des « Sibériens et des Russes » ; mais au moment de commencer la campagne de Russie, il avait fait taire ses propres arguments, puisqu'ils allaient à l'encontre de ses desseins.

L'entêtement de Hitler, qui s'obstinait à vouloir réaliser coûte que coûte ses projets de constructions, l'inconscience béate avec laquelle il persévérait dans sa marotte encouragèrent ses paladins, empressés de l'imiter, à concevoir des projets similaires et conduisirent la plupart d'entre eux à adopter un mode de vie de vainqueurs. C'est sur ce point essentiel – je le pensais déjà à l'époque – que le système hitlérien se montra inférieur aux régimes démocratiques. Car aucune voix ne s'éleva

pour critiquer publiquement ces abus et demander qu'on y remédie. Dans la dernière lettre que j'écrivis à Hitler, celle du 29 mars 1945, je lui rappelai ces circonstances :

« C'est avec tristesse que j'ai vu, en ces jours victorieux de 1940, bon nombre de nos dirigeants perdre toute dignité. C'est alors que nous aurions dû, par notre modération et notre modestie, affirmer notre mérite aux yeux de la Providence. »

Même écrites cinq années plus tard, ces lignes confirment que j'avais alors décelé des erreurs, découvert des abus et pris un recul critique, et aussi que le doute et le scepticisme me tourmentaient ; mais à la vérité, cette attitude m'était inspirée par la crainte de voir Hitler et les dirigeants du pays dilapider notre victoire.

Vers le milieu de l'année 1941, Göring vint à nos bureaux de la Pariser Platz examiner la maquette de notre ville future. Adoptant un ton protecteur, il me fit cette déclaration inattendue : « J'ai dit au Führer qu'à mes yeux vous étiez après lui le plus grand homme que l'Allemagne possède. » Toutefois il crut bon, lui qui occupait le second rang dans la hiérarchie, de limiter aussitôt la portée de ce propos en ajoutant : « Je vous tiens pour le plus grand architecte qui soit. Je veux dire que j'éprouve la même considération pour votre œuvre d'architecte que pour le génie politique et militaire du Führer^u. »

Architecte de Hitler pendant neuf ans, je m'étais élevé à

une position incontestée qui me valait l'admiration de tous. Au cours des trois années qui suivirent, j'allais être confronté à des tâches toutes différentes, qui firent effectivement de moi pour un temps l'homme le plus important après Hitler.

[46](#). « Pomme impériale » est la traduction littérale du mot *Reichsapfel*, qui en allemand désigne le globe impérial, symbole de souveraineté et attribut des empereurs du Saint Empire. (N.D.T.)

Deuxième partie

Nouvelles fonctions

Sepp Dietrich, l'un des premiers fidèles de Hitler, commandait à cette époque un corps blindé SS qui était aux prises avec les Russes non loin de Rostov, dans le sud de l'Ukraine. Le 30 janvier 1942, il partait avec un avion de l'escadrille du Führer pour rejoindre Dniepropetrovsk et je le priai de m'emmener. Mon état-major se trouvait déjà là-bas, pour préparer la réfection des installations ferroviaires du sud de la Russie ¹. Évidemment la simple idée de faire mettre un avion à ma disposition ne m'était pas venue à l'esprit, ce qui montre bien que je n'estimais pas jouer un très grand rôle dans le déroulement de la guerre.

Très à l'étroit dans cet avion, un bombardier Heinkel aménagé pour le transport des passagers, serrés les uns contre les autres, nous survolions les plaines désolées et enneigées du sud de la Russie. Dans les grandes exploitations, nous distinguons des granges et des étables brûlées. Pour nous orienter, nous suivions la ligne de chemin de fer. On voyait rarement un train, les gares étaient incendiées, les ateliers détruits, les routes rares et désertes. Sur les étendues que nous traversons régnait un

silence de mort, un silence lugubre que nous percevions jusque dans l'appareil. Des chutes de neige rompaient la monotonie ou plutôt l'accentuaient. Ce voyage fut pour moi l'occasion de prendre conscience du danger que couraient nos troupes, qui étaient presque coupées de leurs communications avec le pays. Le crépuscule tombait lorsque notre appareil se posa à Dniepropetrovsk, une grande ville industrielle.

Mon état-major se composait de plusieurs techniciens formant une équipe que l'on appelait le « Baustab Speer » conformément à la tendance, coutumière à l'époque, d'assimiler les personnes aux fonctions qu'elles assuraient. Ils avaient trouvé un cantonnement de fortune dans un wagon-lit ; de temps à autre, une locomotive envoyait un peu de vapeur dans les canalisations du chauffage pour l'empêcher de geler. Un wagon-restaurant faisait office de bureau et de pièce de séjour, les conditions de travail y étaient déplorables. La réfection des voies ferrées se révélait plus difficile que nous ne l'avions pensé. Les Russes avaient détruit toutes les stations secondaires ; il n'existait plus nulle part d'ateliers de réparation ni de réservoirs d'eau protégés contre le gel ; les bâtiments des gares étaient par terre, les postes d'aiguillage ne fonctionnaient plus. Les questions les plus élémentaires, que chez nous un employé aurait réglées par un coup de téléphone, constituaient ici un véritable problème, même s'il s'agissait simplement de se procurer des clous ou du bois de construction.

Il neigeait sans discontinuer. Sur les routes et les voies ferrées, la circulation était totalement interrompue, la piste d'envol de l'aérodrome disparaissait sous la neige. Nous étions bloqués là, et je dus remettre mon retour à plus tard. Nous passions notre temps à voir nos ouvriers. Des soirées étaient organisées entre camarades, on chantait des chansons, Sepp Dietrich prononçait des discours, on lui faisait fête. J'assistais moi aussi à ces réunions mais, médiocrement doué pour l'éloquence, je ne me hasardais pas à adresser à mes collaborateurs la moindre allocution. Parmi les chants qu'exécutaient les militaires, il en était de fort tristes qui exprimaient la nostalgie du pays natal et évoquaient la désolation des immensités russes. Ils étaient l'indice de la tension morale qui régnait dans ces positions avancées. Et pourtant, fait assez révélateur, ces chants étaient ceux que les troupes préféraient.

Entre-temps la situation était devenue préoccupante. Un petit détachement de chars russes avait rompu nos lignes et s'approchait de Dniepropetrovsk. Des conférences eurent lieu pour décider quelle défense nous pourrions leur opposer. Nous n'avions pratiquement rien : quelques fusils et un canon abandonné sans munitions. Les Russes s'approchèrent à une vingtaine de kilomètres et se mirent à tourner en rond dans la steppe, sans tactique bien définie. Ils commirent une erreur qui, dans les guerres, se produit fréquemment : ils ne surent pas exploiter la situation. S'ils avaient poussé jusqu'au grand pont sur le Dniepr pour y mettre le feu – nous l'avons reconstruit en bois au prix d'un

travail exténuant de plusieurs mois –, ils auraient pu isoler pour longtemps l'armée allemande qui se trouvait au sud-est de Rostov et la couper de tous renforts pour l'hiver.

Les exploits guerriers ne sont pas mon fort. Par ailleurs je n'avais pas réussi à faire grand-chose de positif depuis sept jours que j'étais arrivé, ma présence contribuant plutôt à faire fondre les stocks de vivres de mes ingénieurs. Je décidai donc de prendre un train qui partait vers l'ouest et allait essayer de se frayer un chemin dans la neige amoncelée. Lorsque je pris congé de mes hommes, ceux-ci me manifestèrent une sympathie où se mêlait, me sembla-t-il, quelque soulagement. Le train roula toute la nuit à une vitesse de quelques dizaines de kilomètres à l'heure ; de temps à autre, on s'arrêtait pour dégager la voie, puis on repartait. « Je dois avoir parcouru un bon bout de chemin », me dis-je à l'aube, au moment où le train arrivait dans une gare abandonnée.

Mais tout dans cette gare me sembla étrangement familier : les ateliers incendiés, la fumée qui s'échappait de quelques wagons-lits et de quelques wagons-restaurants, les patrouilles de soldats. J'étais de nouveau à Dniepropetrovsk. La couche de neige était si épaisse que le train avait dû revenir à son point de départ. Accablé, je me dirigeai vers le wagon-restaurant où logeaient mes hommes : à la stupéfaction que je pus lire sur leur visage s'ajoutait un certain désappointement. En effet, ils avaient fêté le départ de leur patron jusqu'aux premières heures du matin et mis à mal leurs réserves d'alcool.

Ce même jour, on était le 7 février 1942, l'avion qui avait amené Sepp Dietrich devait repartir. Le commandant Nein, qui devait bientôt piloter mon propre appareil, était disposé à m'emmener. Pour nous rendre à l'aérodrome, nous éprouvâmes des difficultés considérables. La température était très en dessous de zéro, le ciel était clair, mais une tempête faisait rage qui balayait la neige amoncelée. Des Russes, dans leurs vêtements fourrés, s'évertuaient vainement à dégager la route recouverte par plusieurs mètres de neige. Nous marchions depuis environ une heure, lorsque soudain plusieurs d'entre eux firent cercle autour de moi et, tout excités, se mirent à me tenir de grands discours dont je ne comprenais pas un traître mot. Finalement l'un d'eux prit de la neige et, sans plus de façons, m'en frictionna le visage. « J'ai le nez gelé », pensai-je, me souvenant de ce que m'avaient appris mes courses en haute montagne. Mon étonnement ne fit que croître lorsqu'un des Russes sortit de ses vêtements tout sales un mouchoir soigneusement plié, immaculé, avec lequel il me sécha le visage.

L'avion décolla vers onze heures, non sans quelques difficultés, car la neige qui recouvrait la piste n'avait pu être totalement dégagée. Le pilote mit le cap sur Rastenburg, en Prusse-Orientale, où était stationnée l'escadrille du Führer. Pour ma part, j'allais à Berlin, mais ce n'était pas mon propre appareil, et j'étais content malgré tout de faire ainsi une bonne partie du chemin. C'est donc le hasard qui m'amena pour la première fois au quartier général de Hitler

en Prusse-Orientale.

Arrivé à Rastenburg, j'appelai au téléphone l'un des aides de camp, espérant qu'il annoncerait mon arrivée à Hitler et que peut-être ce dernier souhaiterait me voir. Je ne l'avais pas revu depuis le début décembre ; une entrevue avec lui, même brève, aurait été pour moi un honneur tout particulier. Une voiture du convoi du Führer m'amena au quartier général. Mon premier souci fut de manger vraiment à ma faim dans le baraquement qui servait de mess ; c'était là que Hitler lui-même prenait quotidiennement ses repas en compagnie de ses généraux, de ses adjoints politiques, de ses aides de camp. Mais il n'y était pas. Le D^r Todt, ministre de l'Armement et des Munitions, était en conférence avec lui, et tous deux prenaient leur repas dans la pièce qui servait à Hitler de salle de séjour. J'attendis en compagnie du général Gercke, chef du département des transports de l'état-major général, et du commandant des troupes de chemins de fer, à qui je relatai les difficultés que nous rencontrions en Ukraine. Le soir, Hitler prit part au dîner, auquel assistaient de nombreux convives, puis il poursuivit son entretien avec Todt. Il était fort tard lorsque ce dernier, tendu et harassé, sortit de chez Hitler, après une discussion longue et apparemment difficile. Il paraissait découragé. Je restai quelques instants avec lui, pendant qu'il buvait sans mot dire un verre de vin, mais je m'abstins de lui demander pourquoi il était si sombre. Dans le cours de la conversation, qui traînait quelque peu, j'appris

incidemment que Todt avait l'intention de repartir le lendemain matin en avion pour Berlin et qu'il restait une place libre dans son appareil. Il était tout disposé à m'emmener, et pour ma part je m'estimai heureux de pouvoir ainsi éviter un long voyage en chemin de fer. Nous tombâmes d'accord pour partir de bonne heure, et le Dr Todt me quitta, car il voulait essayer de dormir un peu. Un aide de camp vint me chercher de la part de Hitler. Il était environ une heure du matin.

A cette heure-là, il nous était fréquemment arrivé, à Berlin, d'être encore penchés sur nos projets. Hitler me parut aussi épuisé et morose que Todt. Le mobilier de la pièce qu'il occupait était tout à fait élémentaire : il avait même renoncé au confort d'un fauteuil rembourré. La conversation s'engagea sur les travaux projetés à Berlin et à Nuremberg et Hitler se rasséréna et s'anima visiblement. Son teint pâle retrouva des couleurs. Finalement il voulut connaître les impressions que j'avais recueillies au cours de mon séjour dans le sud de la Russie ; mon récit éveilla son intérêt, et de temps à autre il me posait des questions qui m'encourageaient à poursuivre. Les difficultés auxquelles nous nous heurtions pour réparer les installations ferroviaires, les tempêtes de neige, le comportement incompréhensible des chars russes, les soirées entre camarades, les chants pleins de tristesse, je n'omis rien de tout cela. Lorsque je fis allusion à ces chants, il dressa l'oreille et s'enquit de ce qu'ils disaient. J'en avais conservé le texte, je le sortis de ma poche et le

lui tendis : il le lut sans dire un mot. Pour moi, ces chants traduisaient de façon bien compréhensible un découragement imputable à une situation déprimante. Hitler, lui, fut d'emblée convaincu qu'il s'agissait d'une action subversive menée par quelque adversaire. Cet adversaire, il crut l'avoir dépisté grâce à mon récit. Et comme je l'ai appris après la guerre, il donna des ordres pour qu'un tribunal militaire engage une procédure contre ceux qui avaient fait imprimer ces chants.

Cette anecdote illustre de manière caractéristique l'éternelle méfiance de Hitler. Obsédé par la crainte de ne pas savoir la vérité, il croyait pouvoir se fier à des indices isolés et en tirer des conclusions importantes. Aussi était-il toujours enclin à puiser ses informations auprès de personnes subalternes, même quand celles-ci n'étaient pas en mesure de dominer les problèmes. Cette méfiance, parfois justifiée, était véritablement une composante de sa vie, et elle pouvait le hanter dans les circonstances les plus insignifiantes. Il est hors de doute que cela explique aussi son isolement, son ignorance de ce qui se passait au front et de l'état d'esprit qui y régnait ; en effet son entourage faisait tout pour écarter les visiteurs qui apportaient à Hitler des informations par une voie non réglementaire.

Je pris congé de Hitler à trois heures du matin, en l'informant que je rentrais à Berlin. L'avion du D^r Todt devait décoller cinq heures plus tard², mais je fis savoir que je ne partais pas avec lui. J'étais en effet trop fatigué et je voulais d'abord m'accorder une bonne nuit de repos.

Arrivé dans la petite chambre où je logeais, je songeai à l'impression que j'avais faite sur Hitler, comme l'aurait fait, je suppose, toute personne de son entourage qui aurait eu avec lui un entretien de deux heures. Je n'étais pas mécontent, car j'avais retrouvé foi en l'avenir : les édifices dont nous avions conçu les plans ensemble, et dont la réalisation me semblait souvent compromise, étant donné la situation de nos armes, nous pourrions un jour les construire. Encore une fois cette nuit-là, le rêve était devenu réalité, encore une fois nous nous étions abandonnés à nos visions optimistes.

Le lendemain matin, je fus tiré d'un profond sommeil par la sonnerie du téléphone. J'entendis au bout du fil la voix bouleversée du D^r Brandt : « Le D^r Todt vient de mourir dans un accident, son avion s'est écrasé au sol ! » Cette minute allait changer toute ma vie.

Ces dernières années, entre le D^r Todt et moi, les liens s'étaient notablement resserrés. En lui je perdais un confrère plein de maturité et de sagesse. Nous étions liés par de nombreux points communs : tous deux originaires du pays de Bade, issus de familles aisées et bourgeoises, nous avions l'un comme l'autre fait des études techniques supérieures. Nous aimions la nature, la vie dans les refuges de montagne, les randonnées à ski – et nous éprouvions une égale antipathie à l'égard de Bormann. Todt avait déjà eu avec ce dernier de sérieux démêlés, parce que le secrétaire de Hitler faisait construire sur l'Obersalzberg des routes qui défiguraient les paysages.

Nous avons été, ma femme et moi, reçus plusieurs fois chez les Todt : ils habitaient une petite maison modeste, située à l'écart, non loin du lac Hintersee, dans les environs de Berchtesgaden ; personne n'aurait soupçonné qu'elle était la demeure du célèbre créateur des autoroutes.

Le D^r Todt était l'un des rares membres de ce gouvernement qui fût d'un naturel modeste et discret ; c'était un homme sur qui l'on pouvait compter, avec lui on n'avait pas à craindre les intrigues. Il se distinguait par un mélange de sensibilité et de froide lucidité, comme cela est fréquent chez les techniciens, de sorte qu'il détonnait plutôt parmi les dirigeants de l'État national-socialiste. Il menait une vie solitaire, retirée, n'avait pas de contacts personnels avec les cercles du parti – et ses apparitions à la table de Hitler, où il aurait pourtant été le bienvenu, étaient extrêmement rares. Or cette réserve, précisément, lui valait un prestige considérable : dès qu'il arrivait quelque part, il était le pôle d'attraction vers qui convergeait l'intérêt général. Hitler lui-même avait pour lui et ses travaux une considération qui touchait presque à la vénération ; Todt, en revanche, avait toujours préservé, à l'égard de Hitler, son indépendance personnelle, bien qu'il fût un fidèle camarade du parti et cela depuis les premières années.

En janvier 1941, j'avais eu des démêlés avec Bormann et Giessler ; Todt m'écrivit alors une lettre dans laquelle, parlant à cœur ouvert, il ne cachait pas ses sentiments désabusés vis-à-vis des procédés en usage dans les

sphères dirigeantes du national-socialisme : « En vous livrant ma propre expérience et les amères déceptions que m'ont causées tous ceux avec lesquels, en fait, nous devrions travailler la main dans la main, j'aurais peut-être pu vous aider à considérer que vos propres problèmes sont liés aux circonstances ; peut-être auriez-vous pu tirer quelque réconfort de la position que je me suis forgée peu à peu, à savoir que, dans une conjoncture de cette importance, toute activité se heurte à une opposition, tout homme qui agit doit compter avec des rivaux, voire des adversaires : ce n'est pas que les êtres veuillent se combattre, mais la nature des tâches à accomplir et les circonstances les amènent à adopter des points de vue différents. Peut-être avez-vous choisi, vous qui êtes encore jeune, une meilleure façon de vous affranchir de toutes les difficultés avec lesquelles je me débats moi-même ³ . »

Pendant le petit-déjeuner, au mess du quartier général du Führer, les discussions allèrent bon train : on se demandait qui pouvait bien succéder au D^r Todt. Tout le monde s'accordait à dire qu'il était irremplaçable ; à lui seul il cumulait en effet les fonctions de trois ministres ; il était, avec rang de ministre, directeur général des Ponts et Chaussées, il avait la haute main sur toutes les voies navigables, les rivières, les systèmes d'irrigation, les centrales électriques ; en outre il était ministre chargé de l'approvisionnement de l'armée de terre en armements et en munitions ; dans le Plan de quatre ans de Göring, il était commissaire général à la construction ; enfin il avait créé

l'organisation Todt, chargée de construire les fortifications et les abris de sous-marins du mur de l'Atlantique, ainsi que les routes des territoires occupés, depuis le nord de la Norvège jusqu'au sud de la France, ainsi qu'en Russie.

Au cours des dernières années, Todt avait donc réuni entre ses mains les plus hautes responsabilités techniques. Il avait édifié un système qui était encore divisé en plusieurs services, mais préfigurait déjà le futur ministère de la Technique, d'autant que, dans l'organisation du parti, s'est lui qui dirigeait l'office central de la technique et qui était à la tête de l'organisation centrale groupant toutes les associations et toutes les fédérations du secteur technique.

Je me rendis compte dès ce moment que j'allais devoir prendre en main une part importante des très vastes attributions du D^r Todt. En effet, dès le printemps 1939, un jour qu'il était allé inspecter les travaux du mur de l'Atlantique, Hitler m'avait dit qu'il comptait me confier la construction, au cas où il arriverait quelque chose à Todt. Plus tard, durant l'été 1940, Hitler me convoqua dans son bureau de la Chancellerie du Reich pour un entretien officiel, et m'apprit que Todt était surchargé de travail. En conséquence, il avait décidé de me confier toute la construction, y compris les travaux du mur de l'Atlantique. J'avais alors réussi à le convaincre qu'il était préférable de laisser la construction et l'armement sous la responsabilité d'une seule personne, car les deux choses étaient étroitement liées. Hitler n'était pas revenu sur ce sujet et

moi-même je n'en avais parlé à personne. Cette proposition aurait pu non seulement froisser le D^r Todt, mais aussi porter atteinte à son prestige ⁴ .

Je m'attendais donc à une proposition de cet ordre, lorsque Hitler me fit appeler, comme toujours assez tard, à environ une heure de l'après-midi. J'étais le premier à être convoqué. A la mine que faisait Schaub, le premier aide de camp, je vis tout de suite que l'heure était grave. Contrairement au soir précédent, c'est officiellement, en qualité de Führer du Reich, que Hitler me reçut. Debout, l'air austère et protocolaire, il écouta mes paroles de condoléances, répondit en quelques mots, puis, sans autres commentaires, déclara : « Monsieur Speer, je vous nomme ministre et successeur du D^r Todt, vous le remplacerez dans toutes ses fonctions. » Je fus frappé de stupeur. ! Déjà il s'apprêtait à me congédier et me tendait la main. Toutefois, croyant qu'il avait mal précisé sa pensée, je répondis que je ferais tout mon possible pour remplacer le D^r Todt dans sa charge de responsable de la construction : « Non, dans toutes ses fonctions, également comme ministre de l'Armement. – Mais je n'entends rien à... » voulus-je objecter. Hitler me coupa la parole : « Je vous fais confiance et je suis persuadé que vous réussirez, d'ailleurs je n'ai personne d'autre ! Prenez contact immédiatement avec le ministère et mettez-vous au travail ! – Dans ce cas, mon Führer, je ne puis accepter que si vous m'en donnez l'ordre, car je ne peux pas vous garantir que je serai à la hauteur de cette tâche. » L'ordre exprès me fut

notifié en quelques mots brefs et j'acquiesçai en silence.

Sans ajouter une parole qui eût un caractère plus personnel, comme il l'avait toujours fait avec moi, Hitler se remit à son travail et je pris congé : le style de nos relations avait soudain changé, je venais d'en faire la première expérience. Jusqu'à ce jour Hitler m'avait toujours témoigné, à moi son architecte, une sympathie en quelque sorte confraternelle ; je sentais maintenant qu'une nouvelle étape venait de commencer et que Hitler avait voulu d'emblée mettre entre nous la distance qui convînt à des relations d'ordre professionnel entre lui et un ministre, c'est-à-dire un subordonné.

J'allais quitter la pièce, lorsque Schaub entra : « M. le Reichsmarschall est là, mon Führer, il désire vous parler de toute urgence, bien qu'il n'ait pas rendez-vous. » Hitler parut ennuyé et dit à contrecœur : « Faites-le entrer », et se tournant vers moi : « Restez encore un moment. » Göring entra d'un air décidé, prononça quelques paroles de condoléances, puis d'un ton véhément : « La meilleure solution, dit-il, est que je reprenne les attributions que le D^r Todt avait dans le Plan de quatre ans. Cela éviterait les incidents et les difficultés que son attitude envers moi a suscités dans le passé. »

Göring avait probablement voyagé avec son train spécial pour venir de son terrain de chasse de Rominten, situé à une centaine de kilomètres du quartier général de Hitler. L'accident s'étant produit à neuf heures et demie, il n'avait pas dû perdre un instant.

« J'ai déjà nommé le successeur de Todt, déclara Hitler sans se préoccuper de la proposition de Göring. M. le ministre Speer, ici présent, exerce à partir de maintenant toutes ; les fonctions du D^r Todt. » Ce fut dit sur un ton dont la fermeté excluait toute réplique. Göring demeura pantois, consterné. Quelques secondes après il s'était ressaisi mais, vexé et échaudé, il n'insista pas. « Vous ne verrez pas d'inconvénients, mon Führer, reprit-il, à ce que je n'assiste pas aux obsèques de Todt ? Vous n'ignorez pas les ennuis que j'ai eus avec lui. Je ne peux absolument pas venir à cette cérémonie. » Je ne sais plus très bien quelle fut la réponse de Hitler, car ce premier entretien officiel de ma carrière de ministre m'avait, cela se comprend, laissé sans voix. Pourtant je me souviens que Göring finit par accepter d'assister aux obsèques, afin que le différend qui l'avait opposé à Todt ne fût pas ébruité. Dans ce régime qui attachait une telle importance au respect des formes et des apparences, l'absence du deuxième personnage de l'État à la cérémonie officielle donnée en l'honneur d'un ministre décédé aurait été remarquée et aurait paru étrange.

Il ne fait aucun doute qu'en cette occurrence Göring avait immédiatement tenté de prendre Hitler de vitesse ; celui-ci avait dû s'en douter, comme je l'ai tout de suite supposé ; c'est pourquoi il avait procédé, sans attendre, à ma nomination.

Pour le D^r Todt, la seule possibilité de mener à bien sa tâche de ministre chargé de l'Armement était de donner

directement ses ordres à l'industrie ; Göring en revanche, qui était le directeur du Plan de quatre ans, se considérait comme responsable de l'ensemble de l'économie de guerre. C'est pourquoi lui et tout son appareil étaient opposés à ce que Todt agisse de sa propre autorité. En janvier 1942, environ une quinzaine de jours avant sa mort, Todt avait assisté à une réunion sur l'économie de guerre, et il avait eu, au cours des débats, une altercation si violente avec Göring qu'il avait déclaré l'après-midi à Funk, qu'il ne pouvait continuer à participer à ces réunions. Todt portait son uniforme de général de la Luftwaffe, ce qui en de telles occasions constituait pour lui un handicap, car dans la hiérarchie militaire il était, malgré son rang de ministre, l'inférieur de Göring.

A la suite de cette brève entrevue, une chose me paraissait claire : Göring ne serait pas mon allié, mais au cas où des difficultés surgiraient entre lui et moi, Hitler semblait prêt à m'accorder son soutien.

Après le décès de Todt, Hitler commença par afficher l'attitude calme et stoïque de l'homme qui, dans son travail, doit compter avec ce genre d'incidents. Les premiers temps, sans dire sur quels indices il se fondait, il émit l'hypothèse que, dans cet accident, il s'était passé des choses anormales et suspectes ; il n'était pas impossible, selon lui, que ce fût un coup monté par les services secrets. Mais bientôt son attitude changea et, lorsqu'on abordait ce sujet en sa présence, Hitler montrait des signes d'agacement, souvent même d'exaspération ; il lui arrivait

alors de déclarer brutalement : « Je ne veux plus entendre parler de cela, et je vous interdis de vous en préoccuper plus longtemps » ; parfois il ajoutait : « Vous le savez, la perte de cet homme me touche trop, aujourd'hui encore, pour que je veuille en parler. »

Sur l'ordre de Hitler, le ministère de l'Air procéda à une enquête, afin d'établir si l'accident pouvait être imputé à un acte de sabotage. Les recherches révélèrent qu'une flamme avait jailli de l'avion et que l'appareil avait explosé à 20 mètres au-dessus du sol. Pourtant, le rapport du tribunal militaire, que présidait, vu l'importance de l'affaire, un général d'aviation, se terminait par cette étrange conclusion : « On n'a découvert aucun indice particulier permettant de conclure à un sabotage. Il est inutile de poursuivre les recherches ⁵ . » Au demeurant, le D^r Todt avait, quelque temps avant sa mort, déposé dans son coffre-fort une assez forte somme, destinée à sa secrétaire personnelle, depuis longtemps à son service. Pour le cas où quelque chose lui arriverait, avait-il dit.

Choisir d'une manière aussi impulsive le titulaire de l'un des trois ou quatre ministères dont dépendait l'existence de son État comportait pour Hitler une grosse part de risque et d'inconséquence. Pour l'armée, pour le parti, pour les milieux de l'économie, j'étais en effet le type même du profane. Jamais de ma vie je ne m'étais occupé d'armements, car je n'avais jamais été soldat et je ne

m'étais jamais servi d'un fusil, même pas d'un fusil de chasse. Mais Hitler, conformément à sa propre tendance au dilettantisme, choisissait de préférence ses collaborateurs parmi des non-spécialistes. Après tout, il avait déjà, par exemple, fait d'un négociant en vins son ministre des Affaires étrangères ; il avait nommé le philosophe de son parti ministre des territoires occupés de l'Est, et mis un ancien pilote de guerre à la tête de toute l'économie nationale ; aujourd'hui c'était un architecte qu'il choisissait pour être ministre de l'Armement. Ce qui est sûr, c'est que Hitler préférait placer des profanes aux postes de commande ; toute sa vie il s'est défié des spécialistes, tels que Schacht par exemple.

Dans mon arrivée inopinée au quartier général, la veille de la mort de Todt, et dans ma décision de ne pas partir avec lui en avion, de sorte que pour la seconde fois ma carrière se trouvait infléchie par la mort d'un autre homme (la première fois ce fut après la mort du professeur Troost), Hitler vit les signes absolument patents d'une intervention de la Providence. Après mes premiers succès de ministre, il souligna plus d'une fois que l'accident de Todt avait été un mal nécessaire, pour que la production d'armements connût des résultats supérieurs.

Todt n'était pas un collaborateur facile à manœuvrer ; en moi Hitler avait au contraire trouvé un instrument plus docile de ses volontés, du moins au début ; à cet égard ma nomination était conforme au principe de la sélection négative qui régissait le choix de l'entourage de Hitler. En

effet, comme il éliminait tout opposant en choisissant quelqu'un de plus maniable, et comme le processus durait depuis longtemps, il était maintenant entouré d'hommes qui approuvaient ses idées avec une soumission toujours plus grande et les mettaient en pratique sans faire d'objections.

Si les historiens manifestent aujourd'hui quelque intérêt pour mon action de ministre de l'Armement, ils inclinent à considérer mes projets architecturaux pour Berlin et Nuremberg comme des travaux de second ordre. Pour moi, en revanche, mon activité d'architecte ne cessa jamais d'être la grande tâche de ma vie. Mes nouvelles fonctions n'étaient dans mon esprit qu'une interruption qui ne devait pas excéder la durée de la guerre, c'était ma façon de faire la guerre, en quelque sorte. Je voyais là l'occasion d'acquérir une renommée et un prestige qui auréoleraient l'architecte de Hitler et non pas le ministre, dont le rôle, si important fût-il, serait nécessairement éclipsé par la gloire qui entourait Hitler. Je sollicitai donc très tôt de lui qu'il s'engage à me rendre à mes fonctions d'architecte dès que la guerre serait terminée ⁶. Dans mon esprit cette disposition était indispensable, ce qui montre combien on se sentait soumis à la volonté de Hitler, même dans ses choix les plus personnels. Hitler me donna son accord sans hésiter ; il pensait lui aussi que, dans mon rôle de premier architecte, je rendrais au Reich et à lui-même d'éminents services. En de telles occasions, quand il parlait de ses projets d'avenir, il déclarait parfois avec

nostalgie : « Ce jour-là nous partirons tous les deux pendant quelques mois et nous reverrons tous les projets de constructions. » Mais ces réflexions allaient bientôt devenir extrêmement rares.

La première conséquence de ma nomination au poste de ministre fut l'arrivée au quartier général du Führer d'un conseiller ministériel, adjoint personnel de Todt, l'Oberregierungsrat Konrad Haasemann, qui venait de Berlin par avion. De tous les collaborateurs de Todt, ce n'était pas lui le plus influent ni le plus haut placé, et j'interprétais cette délégation comme une tentative de mettre mon autorité à l'épreuve ; d'où mon irritation. Haasemann s'empressa de me signaler que je pouvais grâce à lui avoir des renseignements sur les qualités de mes futurs collaborateurs ; je lui répondis brièvement que j'avais l'intention de me faire une opinion par moi-même. Le soir même, je pris un train de nuit pour Berlin. Ma préférence pour l'avion m'avait momentanément passé.

Le lendemain matin, alors que nous traversons la banlieue de la capitale du Reich avec toutes ses usines et ses voies ferrées, je fus saisi par la crainte de ne pas être à la hauteur de cette tâche immense et toute nouvelle qui venait de m'être confiée. Le doute m'envahit, je désespérai soudain de pouvoir m'acquitter de ces nouvelles fonctions, de venir à bout des problèmes techniques, de répondre par mes qualités personnelles aux exigences de ce poste de ministre. Au moment où le train entra dans la « gare de Silésie », je me sentis mal et fus pris de violents

battements de cœur.

Dans cette guerre, en effet, il y avait un poste clé et c'est justement moi qui allais l'occuper, moi qui étais plutôt timide avec les gens que je ne connaissais pas, moi qui manquais d'assurance pour paraître dans les meetings et qui, même dans les réunions de travail, éprouvais des difficultés à exprimer mes idées avec netteté et précision. Quelle serait la réaction des généraux de l'armée, quand ils m'auraient pour interlocuteur, moi le civil et l'artiste catalogué ? Incontestablement, le problème de mon autorité et de mon impact personnel me tracassait pour le moment tout autant que les questions d'ordre technique.

J'allais être confronté avec un problème assez délicat, relatif à l'organisation de mes services : je me rendais compte que les anciens collaborateurs de Todt allaient me considérer comme un intrus. Certes, ils me connaissaient et savaient que j'avais entretenu avec leur patron des relations amicales, mais ils me connaissaient aussi comme un solliciteur qui avait eu souvent recours à eux pour obtenir des contingents. De plus, ils étaient très attachés à la personne du D^r Todt, et cela depuis des années.

Dès mon arrivée, je rendis visite à tous mes collaborateurs les plus importants dans leur bureau, pour leur épargner l'obligation de se présenter à moi. Je donnai également des instructions pour que rien ne soit modifié dans le bureau du D^r Todt tant que dureraient mes fonctions de ministre, bien qu'il ne fût pas aménagé à mon

goût⁷ .

C'est à moi qu'il incomba de présider, le matin du 11 février 1942, la réception solennelle de la dépouille mortelle de Todt. Cette cérémonie me bouleversa, tout comme les obsèques qui eurent lieu le lendemain à la Chancellerie du Reich, dans cette salle des mosaïques que j'avais moi-même conçue ; Hitler était ému aux larmes. Pendant la cérémonie toute simple qui se déroula au cimetière, Dorsch, l'un des proches collaborateurs de Todt, me fit une solennelle profession de loyauté. Deux ans plus tard, quand je tombai gravement malade, il devait tremper dans une machination que Göring avait ourdie contre moi.

Mon travail commença aussitôt. Le Feldmarschall Ehrard Milch, secrétaire d'État au ministère de l'Air, me pria d'assister à une conférence qui devait avoir lieu le vendredi 13 février dans la grande salle du ministère de l'Air et où l'on devait discuter avec les représentants des trois armes de la Wehrmacht et avec ceux de l'Économie, de problèmes communs concernant l'armement. Je demandai à Milch s'il n'était pas possible de reporter cette réunion, parce que je voulais me mettre au courant ; comme nous nous connaissions bien, il me répondit, dans le style plutôt libre qu'il affectionnait, par une question : les industriels les plus en vue de tout le Reich étaient déjà en route : est-ce que j'allais me dégonfler ? J'acceptai. La veille de la réunion je fus appelé chez Göring. C'était la première visite

que je lui faisais en tant que ministre. D'un ton cordial, il évoqua les bonnes relations que nous avons eues quand j'avais travaillé pour lui comme architecte. Il espérait que cela continuerait. Quand il le voulait, Göring savait conquérir les gens à force d'amabilité, même si cette amabilité n'était pas exempte d'une certaine condescendance. Mais ensuite il formula ses exigences. Avec mon prédécesseur il avait passé un accord écrit. Il avait fait préparer pour moi le même document, et allait me le faire parvenir pour que je le signe. Cette pièce stipulait que je devais m'acquitter de ma mission en faveur de l'armée de terre sans intervenir dans les problèmes du Plan de quatre ans. En guise de conclusion, il me déclara de façon sibylline que j'en apprendrais davantage au cours de la conférence avec Milch. Je ne répondis rien et je mis fin à notre entretien sans me départir du ton cordial que nous avons adopté. Mais comme le Plan de quatre ans englobait toute l'économie nationale, avec l'arrangement prévu par Göring, j'aurais eu les mains liées et j'aurais été incapable d'agir.

J'eus le pressentiment que cette réunion me réservait une surprise désagréable. Comme je ne sentais pas ma position encore très sûre, je fis part de mes appréhensions à Hitler, qui se trouvait encore à Berlin. Étant donné l'impression que Göring n'avait pu manquer de faire sur lui à l'occasion de ma nomination, je pouvais espérer qu'il serait compréhensif. « C'est bon, fit-il, si l'on manigance quoi que ce soit contre vous, ou si on vous fait des

difficultés, vous n'aurez qu'à suspendre la séance et inviter les participants à venir dans la salle du conseil des ministres. Je dirai à ces messieurs ce qu'il convient. »

La salle du conseil passait pour être un « lieu sacré », y être reçu devait faire une forte impression. Et la perspective de voir Hitler adresser la parole à ces hommes avec lesquels j'aurais désormais à coopérer signifiait pour moi commencer mes fonctions sous les meilleurs auspices.

La grande salle de conférences du ministère de l'Air était comble ; trente personnes assistaient à la réunion ; il y avait là les hommes les plus en vue de l'industrie, parmi eux le directeur général Albert Vögler et Wilhelm Zangen, le président de la fédération de l'industrie allemande du Reich ; étaient présents également le général Ernst Fromm, chef de l'armée de l'intérieur, accompagné de son subordonné le général Leeb, directeur de l'armement et du matériel de l'armée de terre, l'amiral Witzell, directeur de l'armement de la marine, le général Thomas, chef du bureau chargé de l'armement et des questions économiques à l'O.K.W., Walter Funk, le ministre de l'Économie du Reich, plusieurs commissaires généraux du Plan de quatre ans et d'autres collaborateurs importants de Göring. Milch, représentant le maître des lieux, présidait la séance. Après avoir invité Funk à siéger à sa droite, et moi-même à sa gauche, il ouvrit les débats par un bref exposé des difficultés que connaissait la production d'armements du fait des rivalités qui opposaient les trois

armes de la Wehrmacht. Vögler, des Aciéries réunies, dans une analyse extrêmement pénétrante, démontra à quel point la production pâtit de l'alternance des ordres et des contrordres, des désaccords sur l'urgence des diverses fabrications et des changements incessants dans la définition des priorités. Il existait encore, selon lui, des ressources inexploitées et qui, du fait de tous ces tiraillements, ne pouvaient se manifester ; il était grand temps de mettre de l'ordre dans cette situation, et de définir clairement les responsabilités. Pour cela, il fallait quelqu'un qui ait pouvoir de trancher ces problèmes. Quant à savoir qui ce devait être, ce n'était pas l'affaire des industriels.

Pris ensuite la parole le général Fromm pour l'armée de terre, et l'amiral Witzell au nom de la marine : à quelques réserves près, ils se rallièrent aux conclusions de Vögler. L'avis des autres participants allait dans le même sens, de tout cela ressortait le vœu que soient confiés à l'un des membres de notre assemblée les pleins pouvoirs. Quant à moi, après avoir travaillé pour l'armement de l'aviation, j'étais également convaincu de l'urgence d'une telle mesure.

Pour finir, Funk, le ministre de l'Économie du Reich, se leva et s'adressa immédiatement à Milch : nous étions tous d'accord, déclara-t-il ; le déroulement de cette séance l'avait prouvé, la seule question qui se posait encore était de savoir qui devait assumer cette responsabilité : « Qui donc pourrait être mieux qualifié que vous, mon cher Milch,

qui jouissez de la confiance de notre Reichsmarschall vénéré ? Je crois exprimer le souhait de chacun d'entre nous, en vous priant d'accepter cette charge », s'écria-t-il d'un ton quelque peu emphatique pour une telle assemblée.

A n'en pas douter, tout cela avait été convenu d'avance. Avant que Funk ait achevé, je glissai à l'oreille de Milch : « Nous continuons la séance dans la salle du conseil. Le Führer veut parler de mes attributions. » Milch vit clair immédiatement et, à la proposition de Funk, il répondit que la confiance qu'on lui témoignait l'honorait beaucoup mais qu'il ne pouvait accepter⁸.

Je pris alors la parole pour la première fois : j'annonçai que le Führer voulait nous parler et je proposai en même temps que l'on poursuive cette discussion le jeudi 18 février à mon ministère, car toutes ces questions entreraient probablement dans mes attributions. Milch leva la séance.

Ultérieurement, Funk a reconnu devant moi que, la veille de cette conférence, Billy Körner, qui était le secrétaire d'État de Göring et son homme de confiance au Plan de quatre ans, l'avait pressé de proposer que Milch reçoive tous pouvoirs de décision. Pour Funk, il était évident que Körner ne pouvait lui avoir demandé cela sans que Göring le sache.

Mais l'intervention de Hitler allait révéler à ces initiés que le rapport des forces changeait et que ma position était

d'entrée de jeu plus forte que ne l'avait jamais été celle de mon prédécesseur.

C'était maintenant à Hitler de tenir parole. Il me demanda de venir dans son bureau et de le mettre brièvement au courant de ce qui s'était passé ; ensuite il me pria de le laisser seul quelques instants, car il voulait jeter quelques notes sur le papier. Après quoi nous nous rendîmes tous deux dans la salle du conseil, où il prit la parole aussitôt.

Son allocution dura environ une heure. Il s'étendit longuement sur le rôle de l'économie de guerre, insista sur le fait que l'augmentation de la production d'armements était d'une importance capitale, expliqua que l'industrie offrait des ressources décisives qu'il s'agissait de mobiliser et ne mâcha pas ses mots lorsqu'il aborda le conflit avec Göring : « Cet homme-là ne peut pas assumer la responsabilité de l'armement dans le cadre du Plan de quatre ans. » Il était nécessaire, continua Hitler, de dissocier cette charge du Plan de quatre ans et de me la confier. Reprendre à quelqu'un une responsabilité qu'on lui avait confiée était une chose qui pouvait arriver. Les conditions requises pour une augmentation de la production existaient, mais il y avait trop de laisser-aller sur bien des points. Funk me raconta en prison que, pendant le procès de Nuremberg, Göring s'était fait remettre le texte de ce verdict de Hitler, qui équivalait à une destitution, pour

se décharger de l'accusation d'être l'instigateur du travail obligatoire.

Hitler éluda la question de savoir s'il convenait de placer l'ensemble de l'armement sous une autorité unique ; d'autre part il ne parla que de l'armement de l'armée de terre et de la marine, évitant ainsi volontairement de traiter de l'armée de l'air. Je me serais d'ailleurs bien gardé de lui signaler qu'il subsistait là un point litigieux, car il s'agissait d'une décision politique et, étant donné les habitudes du régime, il y aurait toujours des points équivoques. Hitler conclut son allocution en lançant un appel aux participants : il souligna tout d'abord les qualités d'organisateur dont j'avais fait preuve dans le domaine de la construction – ce qui n'était pas forcément un argument probant –, ensuite il déclara qu'accepter ces nouvelles fonctions représentait pour moi un grand sacrifice personnel – ce qui, dans la situation critique où nous nous trouvions, parut probablement tout naturel aux auditeurs – et exprima l'espoir que je serais non seulement soutenu dans ma mission, mais aussi traité avec loyauté : « Conduisez-vous avec lui comme des gentlemen ! » dit-il, employant un mot qu'on entendait rarement dans sa bouche. En quoi consistait ma mission, il ne l'expliqua pas clairement, et j'aimais autant qu'il en fût ainsi.

Jamais encore Hitler n'avait intronisé un ministre de cette façon. Débuter ainsi aurait constitué, même dans un régime moins autoritaire, un atout appréciable. Dans l'État de Hitler, les conséquences furent stupéfiantes, même pour

moi : longtemps je pus me mouvoir en quelque sorte dans un espace vide, dégagé de tout obstacle, et je pus faire pratiquement tout ce que je voulais.

Funk accompagna Hitler avec moi dans ses appartements de la Chancellerie du Reich et, chemin faisant, il me promit de façon touchante de mettre à ma disposition tous les moyens en son pouvoir et de tout faire pour m'aider. Promesse qu'il devait effectivement tenir, sauf en quelques occasions peu importantes.

Bormann et moi nous demeurâmes encore quelques minutes à bavarder avec Hitler dans le salon. Avant de se retirer, Hitler m'engagea une nouvelle fois à travailler le plus possible avec l'industrie, car c'était là que se trouvaient les meilleures ressources à exploiter. Cette idée n'était pas pour moi une nouveauté, car Hitler avait déjà souvent insisté sur le fait que le meilleur moyen de réaliser une grande œuvre, était de faire appel directement à l'économie, car la bureaucratie ministérielle, pour laquelle il professait un profond mépris, ne faisait qu'entraver l'initiative de l'économie. Je profitai de cette bonne occasion pour l'assurer devant Bormann que j'avais bien l'intention de recourir avant tout aux techniciens de l'industrie pour mener à bien la mission qui m'incombait ; j'ajoutai que, pour cela, il était nécessaire que les industriels ne fussent pas jugés en fonction de leur appartenance au parti ; car beaucoup d'entre eux, ce n'était pas un secret, n'étaient pas membres du parti. Hitler approuva et engagea Bormann à respecter ce souhait ;

c'est ainsi que, jusqu'à l'attentat du 20 juillet 1944 tout au moins, mon ministère fut à l'abri des tracasseries de la chancellerie du parti, sur laquelle régnait Bormann.

Le soir même, Milch et moi nous eûmes une franche explication : nous décidâmes de mettre fin à la concurrence qui avait opposé l'aviation d'une part et d'autre part l'armée de terre et la marine dans les questions d'armement, et Milch me promit de collaborer étroitement avec moi. De fait, durant les premiers mois, ses conseils me furent indispensables ; ainsi naquit bientôt entre nous une cordiale amitié, qui s'est maintenue jusqu'aujourd'hui.

Improvisation organisée

Il me restait cinq jours avant la conférence qui devait avoir lieu au ministère, d'ici là je devais avoir formulé mes intentions. Aussi étonnant que cela puisse paraître, j'avais une idée précise des principes essentiels que je voulais appliquer. Avec l'assurance d'un somnambule qui s'avance les yeux fermés, j'orientai d'emblée ma recherche vers le seul système qui pût conduire la production d'armements au succès. Il est vrai que j'avais travaillé deux ans pour l'armement à l'échelon inférieur et que j'avais pu ainsi détecter, dans l'organisation existante, « un grand nombre d'erreurs fondamentales que je n'aurais pu découvrir au niveau le plus élevé ¹ ».

Je mis au point un organigramme où les lignes verticales comprenaient les différents produits finis, tels que chars, avions et sous-marins, c'est-à-dire l'armement des trois armes. Ces colonnes verticales étaient entourées de nombreux anneaux, dont chacun était censé représenter une catégorie de fournitures nécessaires à la fabrication de tous les canons, chars, avions et autres armes. Dans mon esprit, ces anneaux englobaient, par exemple, la

production des pièces forgées, ou des roulements à billes, ou de l'équipement électronique. Habitué, en bon architecte, à penser en trois dimensions, je dessinaï mon nouveau plan d'organisation en perspective.

C'est dans l'ancienne salle de conférence de l'Académie des beaux-arts que se réunirent pour la seconde fois, le 18 février, les dirigeants de l'économie de guerre et de l'armement. Je pris la parole pendant une heure ; mes auditeurs accueillirent mon plan d'organisation sans le contester ; ils n'émirent pas non plus la moindre objection lorsque je leur lus une procuration que j'avais rédigée : faisant état des exigences exprimées à la conférence du 13 février, cette procuration plaçait les armements sous une autorité unique, la mienne. Je m'apprêtais donc à faire circuler ce document pour le faire signer. Si l'on songe au style de rapports qu'avaient entre elles les autorités du Reich, c'était là un procédé tout à fait insolite.

Mais l'impression qu'avait laissée l'allocution de Hitler était encore suffisamment forte. Le premier à se déclarer entièrement d'accord avec ma proposition fut Milch, et il signa spontanément les pleins pouvoirs que je sollicitais. Les autres exprimèrent des réserves d'ordre formel, mais Milch employa son autorité à les écarter. Seul le représentant de la marine, l'amiral Witzell, résista jusqu'à la fin et ne donna son assentiment que sous toutes réserves.

Le lendemain, 19 février donc, accompagné du Feldmarschall Milch, du général Thomas, et du général

Olbricht qui représentait le général Fromm, je me rendis au quartier général du Führer pour exposer à Hitler l'organisation que je projetais de mettre en œuvre et l'informer que la séance avait abouti à un résultat positif. Hitler approuva tout ce qui avait été fait.

J'étais à peine rentré, que Göring m'invita à lui rendre visite dans sa résidence de chasse de Karinhall, située à plus de soixante-dix kilomètres au nord de Berlin, dans une lande appelée la Schorfheide. En 1935, ayant vu le Berghof récemment terminé, Göring avait fait transformer le modeste pavillon de chasse qu'il possédait en une somptueuse résidence, qui dépassait celle de Hitler par ses dimensions. La salle de séjour, aussi vaste que celle du Berghof, possédait une fenêtre coulissante encore plus grande. A l'époque, Hitler s'était irrité de cette prodigalité. Mais sa propre résidence, qui ne servait plus maintenant que de quartier général, avait stimulé le goût du faste de Göring.

Une entrevue avec Göring vous faisait régulièrement perdre une précieuse journée de travail. Cette fois encore, bien qu'arrivé, après un long voyage en voiture, comme convenu vers onze heures, j'eus tout le loisir de contempler une heure durant, les tableaux et les gobelins de son hall d'entrée. Göring était en effet, à la différence de Hitler, extrêmement libéral en matière de ponctualité. Il apparut enfin, venant des appartements privés à l'étage supérieur, vêtu d'une ample robe de chambre de velours vert, dans laquelle il prenait des poses romantiques, et descendit

l'escalier. Il m'accueillit plutôt fraîchement. Marchant devant moi d'un pas mesuré, il me conduisit ensuite dans son cabinet de travail et s'installa à un immense bureau ; je m'assis humblement en face de lui. Il laissa alors éclater son indignation et se plaignit amèrement de n'avoir pas été invité à la conférence qui s'était tenue dans la salle du conseil ; puis il me tendit par-dessus le bureau un rapport de Erich Neumann, directeur ministériel au Plan de quatre ans, sur les conséquences juridiques que pourrait entraîner le document que j'avais fait signer. Avec une vivacité dont je ne l'aurais pas cru capable en raison de sa corpulence, il bondit de son siège, hors de lui, et se mit à arpenter la vaste pièce de long en large, ne se contenant plus de fureur. Ses commissaires généraux, vociférait-il, n'étaient que des fantoches et des lâches. En signant ils s'étaient définitivement placés sous mon autorité et, qui plus est, sans en référer. Je ne pouvais placer un mot, mais dans cette situation je trouvais cela plutôt avantageux. Cette avalanche de reproches me visait aussi, mais comme Göring n'osait pas me les adresser directement ni m'accuser de manœuvre déloyale, j'en déduisis que sa position s'était affaiblie. Il ne pouvait tolérer qu'on sape ainsi son autorité, déclara-t-il pour finir. Il allait se rendre immédiatement auprès de Hitler et donner sa démission de « délégué au Plan de quatre ans ² . »

A l'époque, cela n'aurait pas été une grande perte. En effet si, au début, Göring avait incontestablement déployé une grande énergie à promouvoir le Plan de quatre ans, il

était, en 1942, de l'avis de tous, devenu apathique et ne manifestait plus aucune ardeur au travail. Adoptant toutes les idées qui se présentaient, il donnait l'impression très nette d'être instable, versatile, et de manquer très souvent de réalisme.

Hitler n'aurait sans doute pas accepté la démission de Göring par crainte de répercussions politiques, il aurait plutôt trouvé un compromis. C'est ce qu'il fallait éviter, car les compromis de Hitler étaient des expédients redoutés de tout le monde ; loin de résoudre les difficultés, ils ne faisaient que rendre les problèmes plus complexes et plus inextricables.

Je compris que je devais faire quelque chose pour renforcer le prestige quelque peu atteint de Göring ; en tout cas je lui donnai immédiatement l'assurance que les innovations voulues par Hitler et approuvées par ses subordonnés ne nuiraient en rien à sa position de directeur du Plan de quatre ans. Je me déclarai prêt à me placer sous son autorité et à exercer mon activité dans le cadre du Plan de quatre ans, et cette proposition le tranquillisa.

Trois jours plus tard, j'eus avec Göring une nouvelle entrevue, pour lui soumettre un projet qui faisait de moi le « commissaire général du Plan de quatre ans chargé de l'armement ». Göring me donna son accord, tout en me faisant observer que j'avais eu les dents un peu trop longues et que j'agirais dans mon propre intérêt si je rabattais de mes prétentions. Deux jours après, le 1^{er} mars 1942, il signait le décret, qui me conférait les pleins

pouvoirs pour « donner à l'armement, dans l'ensemble de l'économie nationale, la priorité qui s'impose en temps de guerre ³ ». Ce décret m'apportait plus d'avantages que le document du 18 février que Göring avait tant contesté !

Hitler, tout heureux de ne pas avoir à résoudre des difficultés d'ordre personnel avec Göring, donna lui aussi son accord ; peu de temps après, le 14 mars, je communiquai à la presse allemande ma nomination. Pour cela j'avais choisi une vieille photo, sur laquelle Göring, satisfait des plans que j'avais dessinés pour son palais de maréchal du Reich, me posait amicalement la main sur l'épaule. Je voulais montrer par là que la crise, dont on avait commencé à parler à Berlin, était terminée. Il est vrai que le bureau de presse de Göring m'envoya une protestation, me signalant qu'il appartenait uniquement à Göring de publier cette photo et le décret.

Entre Göring et moi les frictions ne s'arrêtent pas là. Devenu ombrageux, Göring se plaignit à moi au sujet de certains commentaires de la presse étrangère, dont lui avait parlé l'ambassadeur d'Italie : il y était dit que le nouveau ministre avait supplanté Göring dans le Plan de quatre ans. Des nouvelles de ce genre n'allaient pas manquer de ternir la considération dont il jouissait dans les milieux industriels, protesta Göring. Or ce n'était un secret pour personne, que si Göring menait si grand train, c'était grâce aux subsides des milieux de l'économie ; j'eus le sentiment qu'il craignait fort qu'à un affaiblissement de son crédit ne corresponde une diminution de ces ressources.

C'est pourquoi je lui proposai de convoquer les industriels les plus en vue à une conférence à Berlin, au cours de laquelle je reconnaîtrais expressément son autorité. Cette proposition l'enchantait au plus haut point ; il retrouva en un instant sa bonne humeur.

Une cinquantaine d'industriels reçurent donc de Göring une invitation à se rendre à Berlin. J'ouvris la séance en prononçant une très brève allocution, qui me permit d'honorer ma promesse. Göring se lança ensuite dans un discours fleuve. Il s'étendit longuement sur l'importance des armements, engagea ses auditeurs à nous épauler de toutes les ressources dont ils disposaient et débita toute une série de lieux communs de ce genre. Quant à la mission qui m'était impartie, il n'en parla ni dans un sens positif ni dans un sens négatif. Dans les temps qui suivirent, l'apathie de Göring me permit de travailler librement, sans rencontrer d'obstacles. Sans doute fut-il plus d'une fois jaloux des succès que j'obtenais aux yeux de Hitler ; mais, dans les deux années qui suivirent, il ne tenta pratiquement rien pour modifier cet état de choses.

Les pouvoirs que Göring m'avait délégués ne me semblaient pas, affaiblis comme l'était son autorité, être suffisants. Quelque temps après je rédigeai donc un document, pour lequel je réussis à obtenir, le 21 mars, la signature de Hitler. Cette pièce stipulait que « les intérêts de l'économie nationale allemande [devaient] être subordonnés aux nécessités de la production d'armements ». Dans le système autoritaire de l'Allemagne

d'alors, ce décret de Hitler équivalait aux pleins pouvoirs dans le domaine de l'économie.

Comme tout ce dont il vient d'être question, la forme juridique de notre organisation portait la marque de l'improvisation et de l'imprécision. Mes attributions et le domaine de mes compétences n'étaient pas clairement délimités ; il me semblait d'ailleurs que cela n'était pas utile, et je m'arrangeai pour qu'on n'y change rien.

Cela nous permit d'adapter nos compétences aux cas qui se présentaient, de les définir en fonction du but à atteindre et de les ajuster à l'impulsivité de nos collaborateurs. Mes pouvoirs presque illimités, pour lesquels la sympathie de Hitler à mon égard était la meilleure des garanties, me conféraient des prérogatives que je ne tenais pas à voir définies juridiquement : il en aurait résulté à coup sûr des conflits de compétences avec d'autres ministres, sans qu'il soit possible de parvenir à un accord satisfaisant.

Certes, cette confusion dans la répartition des rôles était un grave défaut de la méthode de gouvernement de Hitler. Mais je m'en accommodai fort bien, aussi longtemps que cela me fut profitable et que Hitler signa tous les décrets que je lui soumettais. Toutefois, quand il cessa de m'accorder les yeux fermés tout ce que je réclamaï – ce qui ne tarda pas à se produire pour certaines questions –, je fus réduit à l'impuissance et condamné à recourir aux subterfuges.

Le soir du 2 mars 1942, un mois après ma nomination, j'invitai les architectes qui travaillaient à la transformation de Berlin, à un repas d'adieu au restaurant Horcher. « Celui qui résiste contre quoi que ce soit par la force finit toujours par être vaincu ! leur dis-je dans une brève allocution. J'éprouve une curieuse impression à la pensée qu'avec mon nouveau travail je ne suis pas du tout dans l'inconnu, alors qu'au premier abord il m'a semblé si différent de ce que je faisais précédemment. Mes études supérieures m'ont appris qu'il faut se consacrer à fond à une tâche, si l'on veut tout comprendre. En ce moment je m'occupe spécialement des chars, parce que cela me permet de me familiariser avec beaucoup d'autres domaines. » En homme prudent, continuai-je, j'avais établi mon programme pour deux ans. Mais j'espérais pouvoir revenir parmi eux avant ce terme. Plus tard, mon travail pour l'armement me profiterait : c'est à nous, les techniciens, qu'il incomberait de résoudre les problèmes de l'avenir. « Mais à l'avenir, m'écriai-je, non sans quelque exaltation, c'est l'architecte qui dominera la technique ⁴ »

Désormais investi des pleins pouvoirs par Hitler, ayant apaisé Göring, je pus entreprendre de mettre sur pied le système que j'avais esquissé dans mon organigramme, et qui consistait à accorder une large autonomie à l'industrie. C'est dans la mise en œuvre de cette organisation qu'il faut chercher – on considère aujourd'hui le fait comme certain – l'explication de la rapidité surprenante avec laquelle la production d'armements augmenta. Pourtant les

principes de cette organisation n'étaient pas nouveaux. Déjà le Feldmarschall Milch et Todt, mon prédécesseur, avaient adopté la formule consistant à confier la direction de certains secteurs de l'armement à d'éminents techniciens provenant des grandes entreprises de l'industrie. Cette idée n'était pas une découverte du D^r Todt : en fait, le véritable inventeur de l' « autonomie de l'industrie » était Walther Rathenau, le grand organisateur juif de l'économie de guerre allemande pendant la Première Guerre mondiale. Il avait découvert que si les entreprises échangeaient leurs connaissances techniques, si on opérait une division du travail entre les usines, et si on normalisait et standardisait la fabrication, la production pouvait faire un bond spectaculaire. Cette découverte l'avait amené dès 1917 à énoncer le principe selon lequel, en réalisant ces conditions, on pouvait « doubler la production sans modifier les équipements et sans augmenter les frais de main-d'œuvre⁵ ». Dans les combles du ministère Todt travaillait un ancien collaborateur de Rathenau, qui avait été employé pendant la Première Guerre mondiale dans le service des matières premières de ce dernier, et qui, plus tard, avait rédigé un compte rendu sur la structure de cet organisme. Le D^r Todt avait profité de son expérience.

Nous créâmes des « comités principaux », responsables des différentes catégories d'armes, et des « anneaux principaux » responsables de la livraison des fournitures. Il y eut finalement treize comités principaux,

formant les structures verticales de mon organisation, et autant d'anneaux principaux⁶.

J'instituai d'autre part des commissions d'études, au sein desquelles les officiers de l'armée de terre côtoyaient les meilleurs ingénieurs-constructeurs de l'industrie. Ces commissions avaient pour rôle de contrôler les nouveaux projets, d'apporter des améliorations techniques dès le stade de l'élaboration des plans et d'interrompre les projets inutiles.

Il incombait aux directeurs des comités et des anneaux principaux de veiller à ce que chaque entreprise se spécialisât le plus possible dans la fabrication d'un seul produit, pour en livrer la plus grande quantité possible : c'était là la première condition à réaliser pour rationaliser la production. Jusque-là, Göring et Hitler, dans leur perpétuelle agitation, avaient parfois brusquement modifié les programmes : aussi les entreprises étaient-elles obligées de s'assurer quatre ou cinq commandes en même temps, et dans la mesure du possible des commandes faites par les différentes armes de la Wehrmacht, ainsi quand une commande était brusquement annulée, il leur restait les autres commandes pour utiliser leur capacité de production. Souvent aussi la Wehrmacht passait des commandes à durée limitée. Ainsi par exemple, avant 1942, les guerres éclairs rendirent la consommation des munitions irrégulière et la production était tantôt freinée tantôt accélérée ; cela ne pouvait que dissuader les entreprises de se consacrer entièrement à la

production continue de munitions. Pour parer à ces inconvénients nous veillâmes à ce que les commandes passées aux entreprises soient assorties de garanties et à ce qu'elles soient le plus possible uniformisées.

C'est à la faveur de cette mutation que la production d'armements passa du stade pour ainsi dire artisanal des premières années de la guerre au stade de la fabrication véritablement industrialisée. Des progrès étonnants furent bientôt réalisés, sauf – et cela est caractéristique – dans les industries qui, dès avant la guerre, appliquaient déjà des méthodes modernes visant à rationaliser la production, comme les usines d'automobiles, où il était difficilement possible d'augmenter la production. Pour moi, je considérais que ma tâche essentielle était de détecter et de définir des problèmes qui avaient été enterrés par des années de routine ; je laissais aux spécialistes le soin d'en découvrir la solution. J'étais tellement possédé par ce travail que, loin de souhaiter voir mes attributions limitées, j'aspirais à ce qu'elles se multiplient. J'étais poussé par toutes sortes de motivations : vénération à l'égard de Hitler, sentiment de mon devoir, ambition, amour-propre. N'étais-je pas, à trente-six ans, le plus jeune ministre du Reich ? Les collaborateurs et le personnel auxiliaire qui travaillaient pour notre organisation furent bientôt au nombre de 10 000. En revanche, les fonctionnaires de notre ministère n'étaient que 218⁷. Cette proportion correspondait à mes vues, car pour moi ce n'était pas le ministère, mais le système que j'appelais « autonomie de

l'industrie » qui avait le rôle prépondérant.

Dans le règlement traditionnel, il était prévu que la plupart des dossiers devaient être transmis au ministre par l'intermédiaire du secrétaire d'État ; celui-ci représentait en quelque sorte l'organe chargé de trier tous les dossiers, l'homme qui, de sa propre initiative, décidait de l'importance de toutes les affaires. Je supprimai cette procédure ; les directeurs de mon organisation industrielle, ils étaient plus de trente, et les dix directeurs généraux de mon ministère⁸ furent placés sous ma responsabilité directe. En principe ils devaient tous se mettre d'accord entre eux. Je me réservais simplement la liberté d'intervenir à tout moment dans les questions importantes ou quand il y avait divergence d'opinion entre eux.

Notre façon de travailler était aussi « originale » que notre organisation. Les fonctionnaires de l'administration, enlisés dans la routine, qualifiaient dédaigneusement notre ministère de « ministère dynamique » ou de « ministère sans organisation », ou encore de « ministère sans fonctionnaires ». On m'accusait d'avoir recours à des méthodes frustes, de style américain. Pour ma part, m'insurgeant contre l'esprit de caste de la bureaucratie ministérielle, j'affirmais que « lorsqu'on délimite trop nettement les compétences, on ne fait qu'inciter les gens à se désintéresser de tout le reste⁹ », et cette protestation n'était pas sans analogie avec les conceptions de Hitler qui croyait au gouvernement improvisé d'un génie inspiré.

Ma manière d'agir avec le personnel fut une autre cause

de scandale, car j'appliquai un principe qui apparut comme une provocation : dès mon entrée en fonctions, j'avais décidé, comme en témoigne le procès-verbal de la conférence du Führer du 19 février 1942, que lorsque, à la tête des services importants, se trouvaient des hommes de « plus de cinquante-cinq ans » ils devaient avoir « un suppléant âgé de moins de quarante ans ».

Chaque fois que je présentais à Hitler mes projets d'organisation, il faisait preuve d'une indifférence étonnante. J'avais l'impression qu'il répugnait à s'occuper de ces questions ; d'ailleurs, dans certains domaines, il était incapable de distinguer l'essentiel de l'accessoire. De plus il n'aimait pas définir nettement les compétences. Parfois il confiait intentionnellement à certains services ou à certaines personnes des tâches semblables ou même identiques : « Ensuite, aimait-il à dire, c'est le meilleur qui s'impose. »

Un semestre après mon entrée en fonctions, nous avions déjà considérablement augmenté la production dans tous les secteurs qui étaient de notre ressort. Les « indices de la production d'armements en Allemagne » révèlent qu'en août 1942 la production d'armes avaient augmenté de 27 % par rapport à février, celle des chars de 25 % ; quant à la fabrication des munitions, elle avait augmenté de 97 %, donc presque doublé. Durant cette période l'ensemble de la production d'armements avait progressé

de 59,6 %¹⁰. Manifestement nous avons mobilisé des réserves jusqu'alors inemployées.

Deux ans et demi plus tard, et malgré les bombardements qui commencèrent à cette époque, l'ensemble de notre production d'armement était passé de l'indice moyen 98 pour l'année 1941 à l'indice maximum 322 en juillet 1944. Pendant ce temps l'accroissement de la main-d'œuvre n'avait été que d'environ 30 %. Nous avons réussi à abaisser de moitié la quantité de travail fourni et réalisé les prédictions de Rathenau, qui avait affirmé en 1917 que par la rationalisation on pouvait « doubler la production sans modifier les équipements et sans augmenter les frais de main-d'œuvre ».

Cette réussite n'était nullement l'œuvre d'un génie, comme on l'affirme souvent. Beaucoup de techniciens de mes services, qui avaient des talents d'organisateurs, auraient sans aucun doute été plus qualifiés que moi en cette matière. Mais pas un d'entre eux n'aurait pu réussir, car personne ne pouvait comme moi mettre l'autorité de Hitler dans la balance. La considération et la faveur du Führer comptaient plus que tout.

Les progrès étonnants de la production d'armements ne s'expliquent pas seulement par la réorganisation que j'avais entreprise. Les méthodes que j'appliquais, et qui étaient celles d'une gestion économique démocratique, furent également un facteur décisif. Le principe consistait à faire confiance jusqu'au bout aux industriels responsables. Cette méthode récompensait leur esprit d'initiative, éveillait

en eux le sens des responsabilités, stimulait leur esprit de décision : autant de qualités qui, en Allemagne, étaient depuis longtemps en sommeil. Certes, la contrainte et le dirigisme avaient maintenu le niveau de la production, mais toute spontanéité avait été étouffée. Pour ma part je pensais, comme je l'avais déclaré un jour, que l'industrie ne cherchait pas « à nous tromper sciemment, ni à nous voler, ni à causer quelque tort que ce soit à l'économie de guerre ¹¹ ».

Mes méthodes constituaient pour le parti une véritable provocation, je m'en rendis compte après l'attentat du 20 juillet 1944. J'eus alors à affronter de violentes critiques et je fus obligé d'écrire à Hitler pour défendre mon système fondé sur la délégation des responsabilités ¹².

Paradoxalement, on vit se dessiner à partir de 1942, dans les États belligérants, une évolution qui allait en sens inverse. Alors que les Américains, par exemple, se voyaient contraints de raffermir leurs structures industrielles par la voie autoritaire, nous tentâmes d'assouplir notre système d'économie dirigée. Ce système avait supprimé toute possibilité pour la base d'adresser des critiques en haut lieu et, au fil des ans, on en était arrivé à une situation telle qu'au sommet on était dans l'ignorance complète de tous les vices de fonctionnement, des pannes, des erreurs de planification, des fabrications parallèles. Notre action entraîna de nouveau la formation d'assemblées où il était possible de discuter, de déceler les carences ou les erreurs et de se concerter sur la manière d'y remédier.

Souvent nous disions en plaisantant que nous étions en train de rétablir le système parlementaire¹³. Notre nouveau système avait créé l'une des conditions permettant de compenser les faiblesses de tout régime autoritaire. Les affaires importantes ne devaient plus être réglées uniquement selon la procédure militaire, c'est-à-dire par des ordres qui se transmettent du haut en bas de la hiérarchie. Bien sûr, cela impliquait, à la tête des assemblées évoquées plus haut, la présence d'hommes qui laissent s'exprimer le pour et le contre, avant de prendre une décision lucide et fondée.

Le plus extravagant, c'est que ce système fut accueilli avec des réserves par ceux des chefs d'entreprises à qui, dès le début de mon ministère, j'avais envoyé une circulaire pour les inviter à me faire part « de leurs difficultés et de leurs observations essentielles plus largement qu'auparavant ». Je m'attendais à recevoir des monceaux de lettres, mais mon appel resta sans écho. Je commençai par me méfier et par me demander si on n'interceptait pas mon courrier, mais en fait personne n'avait répondu. Comme je l'appris par la suite, les chefs d'entreprises ayant eu peur de se faire rappeler à l'ordre par les Gauleiter.

Les critiques émanant du sommet ne manquaient pas, loin de là, mais leur complément nécessaire, c'est-à-dire les suggestions venues d'en bas, était presque impossible à obtenir. Devenu ministre, j'eus souvent le sentiment de planer au-dessus des réalités, parce que mes décisions ne

suscitaient aucune réaction critique.

Le succès de notre action est à porter au compte des milliers de techniciens qui s'étaient jusque-là signalés par la valeur de leurs travaux et à qui fut confiée la responsabilité entière de certaines branches de l'industrie d'armement. Cette responsabilité ranima leur enthousiasme endormi ; ma direction peu conformiste les incita à s'engager davantage. Au fond, j'exploitai cette attitude, fréquente chez les techniciens, qui consiste à se consacrer à son travail sans se poser de questions. Le rôle du technicien étant apparemment dégagé de tout aspect moral, il n'y eut pendant longtemps de leur part aucune réflexion sur la valeur de leur propre activité. Cette attitude devait avoir des répercussions d'autant plus dangereuses que, dans cette guerre, la technique prenait une importance de plus en plus grande : le technicien n'était plus en mesure d'apercevoir les conséquences de son activité anonyme.

Pour moi, « je préférais les collaborateurs envahissants aux dociles exécutants ¹⁴ » ; le parti, en revanche, se méfiait beaucoup des spécialistes apolitiques. Si l'on avait commencé par fusiller quelques chefs d'entreprises, les autres réagiraient sûrement et obtiendraient des résultats supérieurs, disait Sauckel, qui a toujours été l'un des ultras parmi les dirigeants du parti.

Pendant deux années, ma position resta inattaquable. Après le putsch du 20 juillet, Bormann, Goebbels, Ley et Sauckel me le firent payer. Je dus en appeler à Hitler et

l'avertir dans une lettre que je ne me sentais pas capable de poursuivre mon travail avec succès si on prétendait le juger en fonction de critères politiques ¹⁵.

Les employés de mon ministère sans appartenance politique jouissaient d'une protection juridique qui, dans l'État de Hitler, était assez insolite. En effet, dès les premiers temps de mon ministère, j'avais fait adopter, malgré l'opposition du ministre de la Justice, une disposition selon laquelle toute personne coupable d'avoir porté préjudice à l'armement ne pourrait être poursuivie en justice que sur ma demande ¹⁶. Cette disposition protégea mes collaborateurs même après le 20 juillet 1944. Lorsque Bûcher, directeur de la Compagnie générale d'électricité (A.E.G.), Vögler, directeur des Aciéries réunies, et Reusch, directeur de l'entreprise sidérurgique Gutehoffnungshütte, furent accusés d'avoir tenu des propos « défaitistes », le chef de la Gestapo, Ernst Kaltenbrunner, s'en remit à moi pour décider s'il fallait entamer des poursuites contre eux. Je fis alors observer que notre travail nous obligeait à parler de la situation avec une grande franchise et j'évitai ainsi aux trois directeurs d'être arrêtés. En revanche, de lourdes peines étaient prévues pour le cas où nos collaborateurs abuseraient de la confiance qui était la base de notre système : ils pouvaient par exemple falsifier les chiffres, que nous ne contrôlions plus, pour stocker des matières premières importantes : cela revenait à priver le front d'armements ¹⁷.

Notre gigantesque organisation resta toujours, à mes yeux, une construction provisoire. Moi-même j'avais la ferme intention de me consacrer de nouveau à l'architecture dès que la guerre serait terminée et j'avais voulu que Hitler m'en garantisse la possibilité. De la même façon, je pensais qu'il était légitime d'apaiser les craintes des industriels et de leur donner l'assurance que cette organisation n'existait que pour répondre aux nécessités de la guerre. On ne pouvait à mon avis exiger des entreprises qu'elles renoncent en temps de paix à leurs hommes les plus compétents, ni qu'elles mettent leurs techniques au service des entreprises concurrentes ¹⁸.

Solution provisoire, notre organisation était également un système où l'improvisation jouait un grand rôle et je tenais à ce qu'elle conserve ce caractère. J'étais consterné à l'idée que les méthodes bureaucratiques puissent s'introduire dans ma propre création. Je ne cessais d'exhorter mes collaborateurs à ne pas établir de documents, à régler les questions verbalement ou par téléphone, directement et sans formalités, bref à éviter à tout prix de constituer des « dossiers », pour reprendre le jargon administratif. Les raids aériens menés sur les villes allemandes nous contraignirent aussi à improviser continuellement. Parfois même je trouvais qu'ils avaient du bon, comme en témoigne l'humour avec lequel je réagis lorsque, le 22 novembre 1943, un raid aérien détruisit mon ministère : « Nous avons eu la chance, déclarai-je, de voir brûler avec le ministère une bonne partie des dossiers en

cours, ainsi nous sommes débarrassés pour un temps d'un fardeau inutile ; mais nous ne pouvons tout de même pas compter sur des incidents de ce genre pour faire régulièrement place nette dans notre travail ¹⁹ . »

En dépit de tous les progrès qui avaient été réalisés dans le domaine technique et dans l'industrie, notre production d'armements, à l'époque des plus grands succès militaires, en 1940 et en 1941, était encore inférieure à celle de la Première Guerre mondiale. Durant la première année de la campagne de Russie, la production de canons et de munitions ne dépassa pas le quart de la production de l'automne 1918. Trois ans plus tard, au printemps 1944, alors même que, grâce au succès de nos méthodes, nous n'étions pas loin de notre production maximum, notre production de munitions était encore inférieure à celle de la Première Guerre mondiale, c'est-à-dire à celle de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie réunies ²⁰ .

Parmi les causes de ce retard, j'ai toujours pensé qu'il y a eu la prolifération de la bureaucratie, contre laquelle je me battis vainement ²¹ . Ainsi, par exemple, le personnel du Service des armements était dix fois plus nombreux que pendant la Première Guerre mondiale. Je n'ai pas cessé de réclamer une simplification de l'appareil administratif, comme en témoignent mes discours et mes lettres de 1942 à la fin de 1944. Plus je luttais contre cette

bureaucratie typiquement allemande, dont notre régime autoritaire ne faisait qu'accroître les effectifs et l'importance, plus la mainmise de l'État sur l'économie de guerre me semblait être une erreur, et cette conviction prit de plus en plus le caractère d'un dogme politique à partir duquel je voulus finalement expliquer tous les événements. Le matin du 20 juillet, quelques heures avant l'attentat, j'écrivis à Hitler qu'en matière d'organisation les Russes et les Américains, mettant en œuvre des moyens plus simples, parvenaient à une plus grande efficacité que nous, à qui nos méthodes désuètes interdisaient d'obtenir des résultats comparables. Cette guerre était aussi, ajoutai-je, une lutte opposant deux systèmes d'organisation, « le combat de notre système d'organisation sophistiqué contre l'art de l'improvisation de nos adversaires ». Si nous n'adoptons pas une autre méthode, la postérité constaterait que dans ce combat, c'était notre système archaïque, encombrant et ligoté par la tradition, qui devait succomber.

Carences

Un des aspects les plus surprenants de cette guerre est que Hitler ait voulu épargner à son propre peuple les épreuves que Churchill et Roosevelt imposèrent au leur sans hésiter¹. Le contraste entre l'acharnement déployé par l'Angleterre démocratique pour mobiliser l'ensemble des travailleurs, et la mollesse dont fit preuve sur ce point l'Allemagne totalitaire, montre bien à quel point le régime craignait un revirement du consensus populaire. Les hommes au pouvoir ne voulaient ni consentir eux-mêmes des sacrifices, ni en exiger de notre peuple, ils s'efforçaient de maintenir le plus possible, par des concessions, les bonnes dispositions de ce peuple. Hitler et la majorité de ses amis politiques appartenaient à la génération de ceux qui étaient soldats lorsque la révolution de 1918 avait éclaté et ne l'avaient jamais acceptée. Dans ses entretiens privés, Hitler donnait souvent à entendre qu'après une expérience comme celle de 1918, on ne serait jamais assez prudent. Afin de prévenir toute cause de mécontentement, on dépensa plus que dans les pays de régime démocratique pour approvisionner la population en biens de consommation, verser les pensions de guerre

et indemniser les femmes pour le manque à gagner de leur mari mobilisé. Alors que Churchill ne proposait à son peuple que « du sang, des larmes, du travail et de la sueur », nous eûmes droit, pendant toutes les phases et les crises de la guerre, à l'éternel mot d'ordre de Hitler : « La victoire finale est assurée. » C'était l'aveu d'une faiblesse politique ; cette attitude trahissait une grande crainte de perdre l'assentiment du peuple et de voir ainsi se développer des crises politiques à l'intérieur du pays.

Alarmé par les revers que nous essuyions sur le front russe, je n'avais pas uniquement le souci, au printemps 1942, de vouloir mobiliser toutes les ressources du pays. J'insistais en même temps sur l'idée que « la guerre devait être terminée le plus rapidement possible, sinon l'Allemagne serait vaincue. Il faut, disais-je, gagner cette guerre avant la fin du mois d'octobre, avant que l'hiver russe ne commence, ou bien nous la perdrons définitivement. Mais nous ne pouvons gagner qu'avec les armes que nous possédons actuellement et non avec celles que nous pourrions avoir l'année prochaine ». J'ignore comment cette analyse de la situation fut portée à la connaissance du *Times*, qui la publia le 7 septembre 1942². Toujours est-il que l'article résumait bien les idées sur lesquelles Milch, Fromm, et moi étions d'accord à cette époque.

« Nous avons tous le sentiment que nous sommes cette année à un tournant décisif de notre histoire », déclarai-je publiquement en avril 1942³. Je ne me doutais pas que ce

tournant était imminent et que l'encerclement de la VI^e armée à Stalingrad, l'anéantissement de l'Afrikakorps, le succès du débarquement en Afrique du Nord et les premières attaques aériennes massives approchaient. En même temps, notre économie de guerre était, elle aussi, à un tournant ; en effet, jusqu'à l'automne 1941, l'économie avait été gérée en prévision de guerres courtes, séparées par de longs intervalles d'accalmie. Maintenant c'était la guerre permanente qui commençait.

A mon sens, la mobilisation de toutes les ressources de la nation concernait, au premier chef, les hommes qui étaient à la tête de la hiérarchie du parti. Cela me paraissait se justifier d'autant plus que Hitler lui-même avait solennellement déclaré, le 1^{er} septembre 1939, au Reichstag, qu'il n'y avait aucun sacrifice qu'il ne soit lui-même prêt à consentir sur-le-champ.

De fait, Hitler approuva la proposition par laquelle je suggérai de suspendre tous les travaux qu'il faisait encore exécuter, même ceux de l'Obersalzberg. Je pus donc me réclamer de l'accord de Hitler, quinze jours après mon entrée en fonctions, quand je pris la parole devant nos censeurs les plus difficiles à convaincre, c'est-à-dire les Gauleiter et les Reichsleiter : « Les travaux à exécuter plus tard en temps de paix ne doivent plus jamais entrer en ligne de compte et influencer nos décisions. J'ai reçu du Führer l'ordre de lui signaler dorénavant les activités de ce

genre, qui ne peuvent que freiner notre production d'armements et n'ont plus à être entreprises. » C'était une menace non déguisée, même si j'admettais en poursuivant que chacun d'entre nous avait pu avoir jusqu'à l'hiver de cette année des désirs personnels. Mais la situation militaire exigeait désormais que tous les travaux superflus fussent suspendus dans les différentes régions. Il était de notre devoir de donner le bon exemple, même si les économies de main-d'œuvre et de matériaux ainsi réalisées n'étaient pas considérables.

J'étais convaincu que, malgré le ton monotone sur lequel je lisais mon discours rédigé au brouillon, tous mes auditeurs souscriraient à l'appel que je lançais. Mais lorsque j'eus terminé, je fus assiégé par une meute de Gauleiter et de Kreisleiter, qui voulaient obtenir des permis exceptionnels pour divers projets de travaux. Le premier d'entre eux était le Reichsleiter Bormann en personne, qui avait profité entre-temps de l'irrésolution de Hitler, pour obtenir un contrordre. En fait, les ouvriers qui travaillaient sur les chantiers de l'Obersalzberg, et à qui il fallait en plus fournir des camions, des matériaux et du carburant, restèrent sur place jusqu'à la fin de la guerre, malgré l'ordre d'interrompre les travaux, que j'avais derechef obtenu de Hitler trois semaines après ce discours ⁴.

Ensuite ce fut au tour du Gauleiter Sauckel de jouer des coudes afin d'obtenir des garanties pour l'aménagement de son « Forum du parti » à Weimar ; lui aussi put continuer ses travaux jusqu'à la fin de la guerre sans être

inquiété. Robert Ley se battit pour la porcherie qu'il voulait construire. Je devais, assurait-il, soutenir son projet, car ses expériences étaient d'une grande importance pour nos problèmes alimentaires. Je lui écrivis pour rejeter sa requête non sans m'accorder le plaisir de libeller plaisamment l'adresse : « Au Directeur de l'organisation politique du N.S.D.A.P. et chef du Front du travail allemand. Objet : votre porcherie ! »

Après mon discours, Hitler lui-même, outre qu'il autorisa les travaux de l'Obersalzberg, fit également aménager, non loin de Salzbourg, le château de Klessheim, qui avait été laissé à l'abandon ; on en fit une luxueuse résidence destinée aux invités du Führer et l'opération coûta plusieurs millions de marks. Près de Berchtesgaden, Himmler construisit en grand secret une vaste villa pour sa maîtresse, chose que je n'appris que dans les dernières semaines de la guerre. Après 1942, encouragé par Hitler, un Gauleiter faisait transformer le château de Posen et un hôtel, à grands renforts de matériaux prohibés, et il se faisait bâtir une résidence privée à proximité de la ville. En 1942 et 1943 on utilisait encore des matières premières très utiles et on employait des ouvriers spécialisés pour fabriquer de nouveaux trains spéciaux pour Ley, Keitel et d'autres. Évidemment, les fonctionnaires du parti me tenaient presque toujours dans l'ignorance de leurs projets ; les Reichsleiter et les Gauleiter jouissaient d'un pouvoir absolu, je ne pouvais donc exercer aucun contrôle à ce sujet et rarement opposer un veto, dont on n'aurait, de

toute façon, pas tenu compte. En été 1944, Hitler et Bormann n'hésitaient pas à notifier à leur ministre de l'Armement qu'il n'avait pas à demander à un fabricant de cadres de tableaux de Munich de travailler pour la production de guerre. Quelques mois plus tôt ils avaient déjà personnellement ordonné que soient exemptées de travailler pour l'armement les « fabriques de tapisseries et autres productions artistiques analogues », qui fabriquaient des tapis et des tapisseries destinées aux édifices que Hitler voulait construire après la guerre ⁵.

Après neuf années de présence au pouvoir, les dirigeants étaient si corrompus que, même durant la phase critique de la guerre, ils furent incapables de renoncer au train de vie dispendieux auquel ils étaient habitués. A tous il fallait de vastes maisons, des manoirs de chasse, des propriétés, des châteaux, un personnel nombreux, une table copieusement garnie, une cave choisie : c'était les « obligations imposées par leur rang ⁶ ». De plus ils avaient la hantise de leur sécurité personnelle, c'était une véritable obsession qui tournait au ridicule. A commencer par Hitler : en quelque endroit qu'il séjournât, la première chose qu'il ordonnait était de construire des bunkers pour sa sécurité ; ces abris avaient des toits dont l'épaisseur augmenta en même temps que le calibre des bombes, pour atteindre cinq mètres. Pour finir il y avait des bunkers très complexes à Rastenburg, à Berlin, sur l'Obersalzberg, à Munich, dans la résidence voisine de Salzburg, au quartier général de Nauheim, à celui de la Somme ; en

1944, Hitler fit construire en Silésie et en Thuringe deux quartiers généraux souterrains, creusés dans la montagne : pour ces travaux on dut faire appel à des centaines de techniciens des mines et à des milliers d'ouvriers ⁷ .

La peur notoire de Hitler et la très haute opinion qu'il avait de sa personne furent pour les hommes de son entourage un excellent prétexte pour n'épargner aucun moyen d'assurer leur protection personnelle. Göring fit construire un vaste abri souterrain non seulement à Karinhall, mais aussi dans son château de Veldenstein, perdu dans les environs de Nuremberg, et où il n'allait presque jamais ⁸ . La route de Berlin à Karinhall, longue de 70 kilomètres, était bordée de forêts solitaires ; le long de cette route, à distances régulières, on dut lui bâtir des abris bétonnés. Ley, qui possédait un bunker à Grunewald, une ville de banlieue peu menacée, observait un jour l'effet produit par une bombe lourde qui avait traversé le toit d'un abri public : sa seule préoccupation était l'épaisseur du toit de son bunker personnel par rapport à celui-ci. D'autres bunkers furent d'ailleurs construits à l'extérieur des villes pour les Gauleiter, et cela sur l'ordre de Hitler, qui était persuadé que ces hommes étaient irremplaçables.

Les premières semaines, j'eus à faire face à toute une série de problèmes urgents, mais celui dont la solution pressait le plus était le problème de la main-d'œuvre. Un soir, vers le milieu du mois de mars, alors que je visitais

l'une des plus importantes usines d'armement de Berlin, la Rhein-metall-Borsig, je m'aperçus que les salles étaient certes équipées d'excellentes machines, mais que celles-ci étaient arrêtées parce qu'il n'y avait pas suffisamment d'ouvriers pour constituer une seconde équipe. Il en allait de même dans d'autres usines d'armement. De plus, il fallait compter pendant la journée avec des difficultés d'alimentation en courant électrique, alors que le soir et la nuit le réseau était beaucoup moins sollicité. Comme on construisait à la même époque de nouvelles usines, représentant un investissement d'environ 11 milliards de marks, et qu'elles allaient forcément manquer de machines-outils, il me parut plus logique de suspendre la plus grande partie des nouvelles constructions et d'utiliser la main-d'œuvre ainsi disponible pour constituer des équipes de roulement.

Hitler se montra certes sensible à la logique de cette argumentation et signa un décret aux termes duquel le volume des investissements destinés à ces constructions était ramené à trois milliards de marks. Mais il s'avéra que l'exécution de ce décret impliquait l'abandon de certains projets à longue échéance de l'industrie chimique, dont le coût s'élevait à environ un milliard de marks⁹, et Hitler n'était plus d'accord. Il voulait toujours tout faire en même temps et justifia ainsi son refus : « La guerre avec la Russie va peut-être bientôt se terminer. Mais j'ai d'autres projets à plus longue portée, et pour les réaliser, il me faut plus de carburant synthétique que précédemment. Il faut

que les nouvelles usines soient construites, même si elles ne peuvent être terminées avant plusieurs années. » Un an après, le 2 mars 1943, force me fut de constater qu'il était inutile « de construire des usines qui devaient servir à réaliser de grands programmes mais dans le futur, et qui ne produiraient qu'après le 1^{er} janvier 1945¹⁰ ». En septembre 1944, la situation militaire étant entre-temps devenue catastrophique, cette décision malheureuse, prise par Hitler au printemps 1942, constituait encore un sérieux handicap pour notre production d'armements.

Malgré cette décision, qui contrariait notablement mon projet visant à restreindre la construction, quelques centaines de milliers d'ouvriers devinrent disponibles et purent être affectés à l'industrie d'armements. C'est alors qu'un nouvel obstacle inattendu se présenta : le D^r Mansfeld, directeur ministériel et chef du service de la main-d'œuvre au Plan de quatre ans, m'expliqua franchement qu'il n'avait pas une autorité suffisante pour transférer d'une région à une autre les ouvriers devenus disponibles, lorsque les Gauleiter s'y opposaient¹¹. Effectivement, dès qu'on s'en prenait à leurs prérogatives, les Gauleiter oubliaient pour un temps les rivalités et les intrigues qui les opposaient et faisaient front en bloc. Je compris que, malgré la solidité de ma position à cette époque, je ne pourrais jamais, à moi tout seul, venir à bout de ces hommes-là. Il me fallait en trouver un parmi eux qui pût, nanti par Hitler d'un pouvoir spécial, apporter une solution à ces difficultés. Je fixai mon choix sur mon vieil

ami Karl Hanke, qui était depuis longtemps le secrétaire d'État de Goebbels, et faisait partie de leur clan, puisqu'il était depuis janvier 1941 Gauleiter de Basse-Silésie. Hitler se montra disposé à m'adjoindre un délégué qui aurait les pleins pouvoirs. Mais cette fois Bormann réussit à me couper l'herbe sous le pied. Hanke était en effet connu comme l'un de mes alliés ; sa nomination aurait non seulement renforcé mes pouvoirs, mais également signifié une immixtion dans les affaires du parti, le domaine réservé de Bormann.

Deux jours plus tard, lorsque je revins présenter ma requête à Hitler, il me donna son assentiment, mais refusa d'entériner le choix que j'avais fait : « Hanke est trop jeune pour un Gauleiter, et il aurait du mal à se faire respecter. J'en ai parlé avec Bormann. Nous prendrons Sauckel ¹² ».

Bormann avait réussi à faire nommer Sauckel et obtenu de Hitler qu'il soit placé directement sous ses ordres. Göring protesta à juste titre, car il s'agissait d'une responsabilité qui s'était exercée jusqu'alors dans le cadre du Plan de quatre ans. Avec cette manière désinvolte et bien à lui de manipuler l'appareil de l'État, Hitler nomma donc Sauckel « commissaire général » ; mais en même temps il l'intégra dans l'organisation du Plan de quatre ans. Göring protesta une nouvelle fois, car le procédé était manifestement humiliant. Il est évident que Hitler n'aurait pas eu besoin d'insister beaucoup pour amener Göring à désigner lui-même Sauckel, mais il n'en fit rien. La rancune de Bormann avait fini par porter une nouvelle atteinte au

prestige déjà entamé de Göring.

Sauckel et moi, nous fûmes convoqués au quartier général de Hitler. En remettant à Sauckel son acte de nomination, Hitler nous fit observer qu'il ne devait pas y avoir de problème de la main-d'œuvre et il répéta en des termes analogues ce qu'il avait déjà déclaré le 9 novembre 1941 : « Les territoires qui travaillent directement pour nous comprennent plus de 250 millions d'hommes ; il est un fait certain, c'est que nous devons parvenir à atteler ces hommes au travail sans ménagements ¹³ . » Hitler confia à Sauckel la charge de recruter impitoyablement dans les territoires occupés tous les ouvriers dont nous avions besoin. De ce jour date un aspect funeste de mon action. Car, durant les deux années et demie qui suivirent, je ne cessai de harceler Sauckel pour qu'il affecte de force des travailleurs étrangers à la production d'armements.

Les premières semaines, notre collaboration fut excellente. Sauckel nous promit tout bonnement, à Hitler et à moi, de supprimer toute pénurie de main-d'œuvre et de remplacer ponctuellement les ouvriers spécialisés mobilisés sous les drapeaux. De mon côté je l'aidai à acquérir de l'autorité et je lui apportai mon soutien quand je le pus. Sauckel s'était avancé très loin avec ses promesses. En temps de paix, les ouvriers qui mouraient ou atteignaient l'âge de la retraite étaient remplacés par la génération montante qui fournissait chaque année environ 600 000 hommes. Maintenant ces jeunes gens étaient incorporés dans la Wehrmacht, avec d'ailleurs une partie

de la main-d'œuvre de l'industrie. Aussi manquait-il à l'économie de guerre en 1942 bien plus d'un million d'ouvriers.

En un mot, Sauckel ne put réaliser ce qu'il avait promis. Les espérances de Hitler, qui pensait prélever sans difficultés les ouvriers qui manquaient à l'Allemagne dans une population de 250 millions de personnes, furent également déçues, d'une part en raison de la faiblesse des Allemands qui exerçaient le pouvoir dans les territoires occupés, d'autre part parce que les hommes concernés inclinaient davantage à fuir dans les forêts, pour rejoindre les rangs de la résistance, qu'à se laisser traîner en Allemagne pour y être mis au travail.

Lorsque les premiers ouvriers étrangers arrivèrent dans les usines, notre organisation industrielle se mit à m'adresser des réclamations. Les doléances étaient de toutes sortes. Les ouvriers qualifiés qui avaient été jusque-là en sursis d'appel et étaient maintenant remplacés par des étrangers étaient ceux qui travaillaient à nos fabrications les plus importantes ; et c'est là que la pénurie était la plus grave. En outre, les services d'espionnage et de sabotage de l'ennemi arrivaient à leurs fins très facilement, leurs agents n'avaient qu'à s'enrôler dans les colonnes de Sauckel. Partout on manquait d'interprètes pour s'entendre avec les différents groupes linguistiques. Des collaborateurs de l'industrie me présentèrent des statistiques prouvant que le recrutement des femmes allemandes avait été nettement plus intensif durant la

Première Guerre mondiale que maintenant ; ils me montrèrent des photos prises dans la même usine de munitions en 1918 et en 1942 ; sur ces photos on voyait les ouvriers quittant l'usine après le travail : en 1918 il y avait une majorité de femmes, maintenant on ne voyait presque plus que des hommes. On me présenta également des illustrations provenant de magazines américains et britanniques, prouvant que, dans toutes les usines d'armement de ces pays, le personnel comprenait une plus grande proportion de femmes que chez nous ¹⁴ .

Au début d'avril 1942, je demandai à Sauckel de recruter les femmes allemandes pour l'armement ; il me déclara alors tout net que la question de savoir quels ouvriers il fallait employer, où il fallait les recruter et les affecter ne regardait que lui ; d'ailleurs, en sa qualité de Gauleiter, il n'avait d'ordre à recevoir que de Hitler et de comptes à rendre qu'à lui. Pour finir il me proposa quand même de laisser la décision à Göring, qui était directeur du Plan de quatre ans. La conférence eut lieu une nouvelle fois à Karinhall et Göring se montra visiblement flatté de notre démarche. Témoinant à Sauckel une amabilité extrême, il me traita avec beaucoup de froideur. J'eus beaucoup de mal à exposer mes arguments : Sauckel et Göring me coupaient sans cesse la parole. L'objection essentielle de Sauckel était que le travail en usine risquait de porter préjudice aux femmes allemandes sur le plan moral ; non seulement leur « vie morale et spirituelle » pouvait en souffrir mais aussi leur fécondité. Göring approuva ces

arguments avec conviction. Mais, pour être tout à fait sûr de son fait, Sauckel obtint aussi l'accord de Hitler immédiatement après cet entretien, sans que j'en sache rien.

C'était le premier coup porté à ma position, qui avait paru jusqu'alors inébranlable. Sauckel annonça sa victoire à ses collègues Gauleiter par une proclamation dans laquelle, entre autres choses, il annonçait : « Afin d'apporter aux ménagères allemandes et surtout aux mères de famille nombreuse... un soutien efficace et de protéger leur santé, le Führer m'a chargé de prélever dans les territoires de l'Est environ 400 000 à 500 000 jeunes filles saines et robustes et de les transférer dans le Reich¹⁵ . » Alors qu'en Angleterre le nombre des aides ménagères avait en 1943 diminué des deux tiers, en Allemagne ce nombre resta à peu près le même jusqu'à la fin de la guerre, c'est-à-dire plus de 1 400 000¹⁶ . Bientôt le bruit circula dans la population qu'avec l'arrivée de 500 000 Ukrainiennes, les fonctionnaires du parti n'étaient plus en peine de trouver des domestiques.

La production d'armements des puissances belligérantes dépendait de la répartition de l'acier brut. Durant la Première Guerre mondiale, l'économie de guerre allemande consacra 46,5 % de l'acier brut à la production d'armements. En prenant mes fonctions, je constatai au contraire que la part de l'armement, dans la consommation

totale d'acier brut, ne se montait qu'à 37,5 % ¹⁷ . Afin de pouvoir augmenter ce pourcentage, je proposai à Milch de procéder en collaboration avec lui à la répartition des matières premières.

Le 2 avril nous fîmes donc route une nouvelle fois vers Karinhall. Göring s'étendit d'abord sur toutes sortes de sujets, puis, en fin de compte, il se déclara disposé à approuver notre idée visant à créer un office central de planification dépendant du Plan de quatre ans. Impressionné par notre démarche commune, il demanda presque timidement : « Vous est-il possible de prendre mon ami Körner comme troisième collaborateur ? S'il était tenu à l'écart, cela lui ferait de la peine ¹⁸ . »

L'Office central de planification devint bientôt l'institution la plus importante de notre économie de guerre. D'ailleurs, il était inconcevable qu'on n'eût pas créé depuis longtemps une instance supérieure, chargée de diriger les différents programmes et de définir les priorités. Jusque vers 1939, c'est Göring qui avait lui-même assumé cette fonction ; ensuite il ne s'était trouvé personne qui ait eu l'autorité nécessaire pour dominer ces problèmes, dont la complexité et l'importance allaient croissant, et pour suppléer à la carence de Göring ¹⁹ . Le nouveau décret de Göring instituant l'Office central de planification prévoyait bien qu'il pourrait prendre lui-même toutes les décisions qu'il jugerait nécessaires. Mais, comme je m'y attendais, il ne demanda jamais rien et nous n'eûmes aucun motif d'avoir recours à lui ²⁰ .

Les séances de l'Office central de planification avaient lieu à mon ministère, dans la grande salle de conférences. Elles traînaient en longueur et une foule de personnes y participaient : ministres et secrétaires d'État y venaient en personne. Assistés de leurs conseillers techniques, ils menaient souvent une lutte dramatique pour préserver leurs contingents. La difficulté de notre tâche venait de ce qu'il fallait accorder le moins possible à l'économie civile, mais tout de même suffisamment pour que l'armement ne pâtisât pas d'une production insuffisante dans les autres secteurs de la production ; il fallait aussi pourvoir suffisamment aux besoins de la population ²¹ .

Pour ma part, j'entrepris de mener une action énergique pour limiter la production des biens de consommation, d'autant plus qu'au début de 1942 elle n'était inférieure que de 3 % à ce qu'elle était en temps de paix. Mais je ne réussis à la réduire, en 1942, que de 12 % en faveur de l'armement ²² . En effet, trois mois ne s'étaient pas écoulés, que Hitler regrettait déjà sa décision de donner la priorité à la production d'armements. Les 28 et 29 juin 1942 il ordonnait de « reprendre la fabrication des produits de consommation courante destinés à la population ». J'émis une protestation en arguant que « pour tous ceux qui ont accepté à contrecœur la priorité donnée à l'armement dans la production, cette nouvelle consigne est un encouragement supplémentaire à s'opposer à la ligne de conduite actuelle ²³ » – ce qui constituait une attaque non dissimulée contre les fonctionnaires du parti. Mais mes

arguments ne rencontrèrent aucun écho chez Hitler.

Une fois encore les tergiversations de Hitler faisaient obstacle à mon intention de promouvoir une économie de guerre totale.

Pour augmenter la production d'armements, il ne suffisait pas d'obtenir plus de main-d'œuvre et plus d'acier brut ; il fallait encore que le trafic ferroviaire du Reich réponde à l'accroissement des besoins, bien qu'il fût encore perturbé par les suites de la catastrophe engendrée par l'hiver russe. Les trains qui attendaient de pouvoir partir causaient une paralysie du réseau qui gagnait de plus en plus l'intérieur du Reich. Des convois chargés de matériel d'armement important étaient ainsi soumis à des retards désastreux.

Le 5 mars 1942, le D^r Julius Dorpmüller, notre ministre des Transports, un homme encore alerte malgré ses soixante-treize ans, m'accompagna au quartier général ; nous voulions exposer à Hitler les difficultés que connaissaient les transports. Je démontrai à Hitler combien la situation était catastrophique, mais comme Dorpmüller ne m'apportait qu'un soutien prudent, Hitler, comme toujours, choisit l'interprétation la plus optimiste de la situation. Il remit à plus tard la solution de ce problème capital, en faisant remarquer que « les répercussions ne seraient sans doute pas aussi dramatiques que le pensait Speer ».

Quinze jours plus tard il accepta de désigner, comme je

le réclamais avec insistance, un jeune fonctionnaire pour succéder au secrétaire d'État au ministère des Transports, qui était âgé de soixante-cinq ans. Mais Dorpmüller ne voulait pas entendre parler de ce remplacement : « Mon secrétaire d'État trop âgé ? » déclara-t-il comme je lui faisais part de cette décision : « Allons donc, ce jeune homme ! En 1922, au moment où j'étais président d'un comité de direction de la Reichsbahn, il venait d'être nommé conseiller de la Reichsbahn. » Et Dorpmüller réussit à s'opposer à cette mesure.

Huit semaines plus tard, le 21 mai 1942, Dorpmüller se voyait obligé de dresser un constat d'échec : « La Reichsbahn dispose sur le territoire allemand d'un nombre de wagons et de locomotives tellement insuffisant qu'elle n'est plus en mesure d'assurer les transports les plus urgents. » Selon les termes mêmes de la Chronique, les conclusions de Dorpmüller sur la situation des transports équivalaient à « une déclaration de faillite de la Reichsbahn ». Le même jour, le ministre me proposa de placer les Transports sous mon autorité pleine et entière, mais je refusai ²⁴.

Deux jours après, Hitler accepta que je lui présente un jeune conseiller de la Reichsbahn, le D^r Ganzenmüller. L'hiver précédent, le trafic ferroviaire avait été complètement interrompu dans un secteur de la Russie (sur le tronçon Minsk-Smolensk) et c'est Ganzenmüller qui l'avait remis en marche. Hitler fut très impressionné : « Cet homme me plaît, je vais le nommer tout de suite secrétaire

d'État. » Comme je lui objectais qu'il fallait peut-être en parler auparavant à Dorpmüller, il s'écria : « Pas question ! ni Dorpmüller ni Ganzenmüller ne doivent être mis au courant. Je vais simplement vous convoquer, vous, monsieur Speer et votre candidat, au quartier général. Le ministre des Transports arrivera de son côté, indépendamment de vous. »

Sur l'ordre de Hitler les deux hommes furent également logés au quartier général dans des baraquements différents. Le Dr Ganzenmüller ne se doutait donc de rien lorsqu'il pénétra, sans son ministre des Transports, dans le bureau de Hitler. Les déclarations de ce dernier sont consignées dans un procès-verbal qui fut rédigé le jour même : « Le problème des transports est un problème crucial ; il faut donc lui trouver une solution. Toute ma vie, et plus particulièrement l'hiver passé, j'ai été placé devant des problèmes capitaux, auxquels il fallait trouver une solution. A chaque fois des experts, comme on les appelle, des hommes placés à des postes de direction m'ont déclaré : « Ce n'est pas possible, cela n'ira pas ! » Et bien, moi, je ne peux pas accepter cette réponse ! Il y a des problèmes qu'il faut résoudre à tout prix. Avec des chefs dignes de ce nom, ils ont toujours été et seront toujours résolus. Pour cela, on ne peut pas employer la douceur. Moi, la douceur cela m'est égal, la question n'est pas là ; d'ailleurs je me moque complètement de ce que dira la postérité des méthodes que je suis obligé d'employer. Pour moi, il n'y a qu'un problème qui compte, et qu'il faut

résoudre, et c'est celui-ci : nous devons gagner cette guerre ou bien c'est la ruine de l'Allemagne. »

Hitler expliqua ensuite comment il avait tenu pendant la catastrophe de l'hiver passé, malgré l'avis de ses généraux qui le pressaient de battre en retraite ; il parla de certaines mesures que je lui avais recommandées auparavant et qui étaient nécessaires pour rétablir un trafic normal. Puis, sans faire appeler le ministre des Transports qui attendait, sans même lui demander son avis, il nomma Ganzenmüller secrétaire d'État, puisqu'il « avait démontré, au front, qu'il possédait l'énergie nécessaire pour remettre de l'ordre dans les transports qui étaient dans une situation sans issue ».

C'est alors seulement que Dorpmüller, le ministre, et Leibbrandt, son directeur ministériel, furent appelés. Hitler déclara qu'il avait décidé d'intervenir dans la question des transports, car c'était la victoire qui en dépendait ; il poursuivit en développant un de ses raisonnements standard : « Je suis parti de rien autrefois, lorsque j'étais un soldat inconnu de la Première Guerre mondiale et c'est lorsque j'ai vu tous les autres abandonner, alors qu'ils paraissaient beaucoup plus que moi destinés à de hautes tâches, c'est alors seulement que j'ai entrepris quelque chose. Je n'avais pour moi que ma seule volonté et je suis arrivé. Toute ma vie démontre que je ne capitule jamais. La guerre nous impose certaines tâches, nous devons en venir à bout. Je le répète : pour moi le mot "impossible" n'existe pas. » Il répéta une seconde fois, en criant

presque : « Pour moi, il n'existe pas ! » Il annonça alors au ministre des Transports qu'il avait nommé le conseiller de la Reichsbahn au poste de secrétaire d'État au ministère des Transports, et ce procédé nous mit tous, le ministre, son nouveau secrétaire d'État et moi-même, dans une situation fort pénible.

Hitler parlait toujours avec beaucoup de respect des capacités professionnelles de Dorpmüller. Celui-ci aurait donc été en droit d'attendre que Hitler, avant de lui choisir un adjoint, en débâte avec lui. Mais Hitler avait manifestement voulu éviter une discussion difficile en le mettant devant le fait accompli, comme il le faisait si souvent, quand il avait affaire à des spécialistes. Toujours est-il que Dorpmüller encaissa cette vexation sans mot dire.

Ce même jour, Hitler décida que le maréchal Milch et moi-même aurions provisoirement tous pouvoirs pour régler le problème des transports : nous avons mission de faire en sorte que les conditions requises pour cela fussent « remplies sur l'échelle la plus vaste et dans les délais les plus brefs ». Hitler clôtura la réunion par cette observation péremptoire : « Nous ne pouvons pas perdre la guerre à cause du problème des transports ; par conséquent il faut le résoudre²⁵ . »

Il fut effectivement résolu. Le jeune secrétaire d'État sut mettre en œuvre des méthodes simples pour résorber l'encombrement des voies ferrées, accélérer le trafic et faire face à l'intensification des transports requise par

l'armement. Un comité principal responsable des véhicules ferroviaires veilla à ce que la réparation des locomotives qui avaient été endommagées pendant l'hiver russe fût accélérée. La fabrication des locomotives était restée artisanale : nous lançâmes la fabrication en série, ce qui permit d'en accroître la production²⁶. Ainsi, dans les temps qui suivirent, le trafic continua de fonctionner convenablement malgré l'accroissement de la production d'armements, d'autant plus que la réduction des territoires que nous occupions entraîna inévitablement un raccourcissement des distances. Cela dura jusqu'à l'automne 1944, époque où les attaques aériennes systématiques devaient de nouveau, et cette fois définitivement, faire des transports le grand point noir de notre économie de guerre.

Lorsque Göring apprit que nous nous apprêtions à augmenter la production de locomotives, il me convoqua à Karinhall. Il me proposa très sérieusement, puisque nous ne possédions pas suffisamment d'acier, de fabriquer des locomotives en béton. Certes les locomotives en béton ne dureraient pas aussi longtemps que les locomotives en métal, fit-il ; il faudrait alors tout simplement fabriquer davantage de locomotives. Bien entendu, il ignorait comment cela pouvait se faire ; mais il n'empêche que pendant des mois il ne voulut pas démordre de cette idée aberrante, pour laquelle j'avais perdu deux heures de voyage en auto, deux autres heures à attendre, et étais rentré chez moi le ventre creux ; en effet, à Karinhall, il

arrivait rarement que les gens invités à une réunion se voient offrir un repas : c'était à l'époque le seul sacrifice que la maison de Göring consentît à l'économie de guerre totale.

Une semaine après la nomination de Ganzenmüller, à l'occasion de laquelle on avait prononcé des formules si lapidaires sur la solution à apporter au problème des transports, je me rendis une nouvelle fois auprès de Hitler. Fidèle à mon point de vue selon lequel, aux périodes critiques, l'exemple doit venir d'en haut, je proposai à Hitler d'interdire jusqu'à nouvel ordre aux dignitaires du parti et du Reich d'utiliser leurs wagons-salons, proposition qui évidemment ne le visait pas lui-même. Mais il recula devant cette décision, prétextant qu'à l'est on avait besoin de ces wagons-salons pour pallier les difficultés de logement. J'eus beau infirmer cet argument et montrer que la plupart de ces wagons étaient utilisés non pas à l'est mais à l'intérieur du Reich, et lui présenter une longue liste de tous les notables qui voyageaient en wagon-salon : ce fut peine perdue ²⁷.

A cette époque je voyais régulièrement le général Friedrich Fromm ; nous déjeunions souvent dans un salon particulier du restaurant Horcher. Lors d'une de ces rencontres, à la fin d'avril 1942, Fromm me déclara que la seule chance que nous avions encore de gagner cette guerre était de mettre au point une arme d'une puissance

tout à fait révolutionnaire. Il était, continua-t-il, en relation avec un cercle de chercheurs qui étaient en passe d'inventer une arme qui serait capable d'anéantir des villes entières, et peut-être de mettre hors de combat les îles Britanniques. Fromm me proposa de m'emmener les voir. Il lui semblait important, après tout, d'avoir au moins pris contact avec ces gens-là.

Le D^r Albert Vögler, directeur du plus grand konzern de l'acier en Allemagne et président de la Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft, me parla lui aussi ces jours-là de la recherche nucléaire et me signala à quel point elle était négligée. C'est lui qui m'avisa pour la première fois que l'aide apportée à la recherche pure par le ministère du Reich pour l'Éducation et la Science était très insuffisante ; il est vrai que ce ministère, comme il est normal en temps de guerre, avait peu de ressources. Le 6 mai 1942 je m'entretins avec Hitler de cette situation et je proposai de placer à la tête du Conseil de la recherche scientifique du Reich un personnage de premier plan et de choisir Göring²⁸. Un mois plus tard, le 9 juin 1942, Göring était nommé à ce nouveau poste.

Avec les représentants des trois armes pour les questions d'armement, Milch, Fromm et Witzell, j'assistai, à peu près à la même époque, à une réunion qui eut lieu à la maison "Harnack", le siège de la Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft à Berlin ; nous devions être informés sur la situation de la recherche atomique en Allemagne. Parmi de nombreux savants dont les noms m'échappent se

trouvaient entre autres les futurs prix Nobel Otto Hahn et Werner Heisenberg. Après quelques exposés sur certains domaines de la recherche, Heisenberg fit une conférence sur « la désintégration de l'atome et la mise au point du réacteur nucléaire à uranium et du cyclotron ²⁹ ».

Il déplora que la recherche nucléaire fût négligée par le ministère compétent, celui de l'Éducation, se plaignit de l'insuffisance des moyens financiers et des matières premières mises à sa disposition et expliqua que l'appel sous les drapeaux du personnel auxiliaire de la recherche scientifique avait contribué à faire régresser la science allemande, dans un domaine où elle était encore au premier rang quelques années auparavant : des extraits de revues spécialisées américaines laissaient supposer que là-bas la recherche nucléaire disposait de moyens techniques et financiers extrêmement importants. De ce fait l'Amérique possédait vraisemblablement déjà une avance qui, avec les possibilités révolutionnaires offertes par la fission nucléaire, pouvait avoir des conséquences incalculables.

Après la conférence, je demandai à Heisenberg si la physique nucléaire pouvait permettre de fabriquer des bombes atomiques. Sa réaction ne fut nullement encourageante. Certes il me déclara que scientifiquement la chose était possible et qu'en théorie rien ne s'opposait à la mise au point de la bombe. En revanche il ne fallait pas compter réaliser les conditions techniques de la fabrication avant deux ans au plus tôt, à condition qu'on commence

dès à présent à fournir à la recherche toute j'aide nécessaire. Heisenberg justifiait ce délai très long par plusieurs raisons, entre autres celle-ci : on disposait en Europe d'un seul cyclotron, situé à Paris, dont le rendement était d'ailleurs très faible, et qui par surcroît ne pouvait pas être utilisé à fond parce qu'il fallait observer le secret. Je lui proposai de mettre dans la balance toute l'autorité que je possédais en tant que ministre de l'Armement pour construire des cyclotrons aussi grands, voire plus grands que ceux qui existaient aux États-Unis ; mais Heisenberg m'objecta que notre manque d'expérience nous obligeait à ne construire pour commencer qu'un modèle relativement petit.

Quoi qu'il en soit, le général Fromm accepta de libérer de leurs obligations militaires quelques centaines de scientifiques ; de mon côté j'invitai les chercheurs à me signaler quelles étaient les mesures à prendre, les subventions et les matières premières à fournir pour faire progresser la recherche nucléaire. Quelques semaines plus tard on nous demandait quelques centaines de milliers de marks, et on réclamait de l'acier, du nickel et d'autres métaux contingentés, mais en quantités insignifiantes ; les chercheurs réclamaient également la construction d'un bunker, la mise en place de quelques baraques, et ils voulaient que la priorité absolue soit donnée à toutes les expériences fixées et à la construction du premier cyclotron allemand, qui avait déjà commencé. Assez surpris par la modération dont ils faisaient preuve dans les exigences

qu'ils présentaient, alors que cette affaire était d'une importance capitale, je portai le montant de la subvention de un à deux millions et promis de livrer les quantités correspondantes de matières premières. Apparemment il ne semblait pas possible pour le moment d'en traiter davantage³⁰, en tout cas j'acquis l'impression que la bombe atomique ne pouvait plus avoir une très grande influence sur le déroulement présumé de la guerre.

Connaissant bien le penchant de Hitler à promouvoir les entreprises les plus fantastiques et à réclamer pour cela des mesures déraisonnables, je ne l'informai que très brièvement de la conférence sur la fission nucléaire à laquelle j'avais assisté, et des mesures que nous avions prises pour soutenir la recherche scientifique³¹. Hitler obtint des renseignements plus complets et plus optimistes par l'intermédiaire de son photographe Heinrich Hofmann, qui était un ami de Ohnesorge, le ministre des Postes du Reich, et vraisemblablement aussi par Goebbels, Ohnesorge s'intéressait à la fission nucléaire et entretenait tout comme la SS, un service de recherche indépendant placé sous la direction du jeune physicien Manfred von Ardenne. Au lieu de se faire exposer les questions directement par les personnes compétentes, Hitler préférait se fier à des sources hasardeuses, à des informations colportées par des gens sans compétence : cela illustre une nouvelle fois sa tendance au dilettantisme et montre son peu d'intérêt pour la recherche scientifique fondamentale.

A l'occasion, Hitler me parlait à moi aussi de la possibilité de mettre au point une bombe atomique, mais de toute évidence cette idée était au-dessus de ses facultés intellectuelles. Cela explique également qu'il ait été incapable de comprendre l'aspect révolutionnaire de la physique nucléaire. Dans mes conférences avec Hitler, qui ont été consignées en 2 200 points, la question de la fission nucléaire n'apparaît qu'une fois, et encore en termes brefs et laconiques. Certes, il lui arrivait de se préoccuper des perspectives que cela ouvrait, mais les renseignements que je lui avais fournis à la suite de ma conversation avec les physiciens l'avaient confirmé dans sa résolution de ne pas suivre l'affaire de plus près. Il est vrai que le professeur Heisenberg ne m'avait pas donné une réponse concluante, quand je lui avais demandé si, après avoir provoqué une fission nucléaire, on pouvait contrôler le phénomène avec une sécurité absolue, ou s'il pouvait se poursuivre sous forme de réaction en chaîne. Apparemment, Hitler n'était guère enchanté à la pensée que, sous son règne, la terre pût être un jour transformée en un astre de feu. Il lui arrivait néanmoins de plaisanter sur les hommes de science qui, disait-il, dans leur désir ingénu de dévoiler tous les secrets de la terre, risquaient de mettre un jour le feu à la planète ; d'ici là, il se passerait certainement beaucoup de temps, poursuivait-il, et il ne serait sûrement plus là pour voir cela.

Hitler n'aurait pas hésité un instant à utiliser des bombes atomiques contre l'Angleterre, comme je m'en aperçus un

soir où, réunis avec lui et Goebbels dans le salon de la Chancellerie à Berlin, nous regardions un film qui avait été réalisé sur le bombardement de Varsovie à l'automne 1939. Sa réaction devant les dernières images de ce film fut révélatrice. Le ciel était obscurci par la fumée des incendies, les bombardiers basculaient et piquaient en direction de leur objectif, larguaient leurs bombes, dont on pouvait suivre la trajectoire, et remontaient ; puis l'explosion dégageait un nuage de fumée qui prenait des proportions gigantesques ; l'intensité du spectacle était décuplée par la concision propre à la technique cinématographique. Hitler était fasciné. Le film se terminait par un montage : on voyait un avion piquer sur un dessin représentant l'île anglaise ; une explosion suivait et l'île déchiquetée volait en morceaux. L'enthousiasme de Hitler ne connut plus de bornes : « Voilà ce qui va leur arriver, s'écria-t-il tout excité, voilà comment nous les anéantirons ! »

Sur l'avis des spécialistes de physique nucléaire, nous renoncâmes dès l'automne de 1942 à construire la bombe atomique ; en effet, comme je demandais une nouvelle fois quels seraient les délais nécessaires pour la mettre au point, il me fut répondu qu'il fallait compter trois ou quatre ans. L'issue de la guerre serait certainement décidée depuis longtemps. Je donnai alors l'autorisation de construire un réacteur nucléaire dont l'énergie devait servir à actionner des machines auxquelles l'état-major de la marine s'intéressait pour ses sous-marins.

Lors d'une visite que je fis aux usines Krupp, je demandai à voir les éléments de notre premier cyclotron et m'informai auprès de l'ingénieur responsable des travaux pour savoir si nous ne pourrions pas essayer tout de suite de construire un appareil beaucoup plus grand. Mais il me confirma ce que le professeur Heisenberg m'avait déjà dit : nous n'avions pas une expérience technique suffisante. Pendant l'été 1944, j'assistai pour la première fois, non loin de la clinique de l'université de Heidelberg, à la fission d'un noyau atomique réalisée avec notre premier cyclotron ; répondant à l'une de mes questions, le professeur Walter Bothe m'expliqua que ce cyclotron permettrait de réaliser des progrès en médecine et en biologie. J'en pris mon parti.

Durant l'été 1943, notre production de munitions à noyau dur connut une période critique, car nous ne pouvions plus importer de wolfram en provenance du Portugal. Pour remédier à cette situation, je donnai l'ordre d'utiliser notre uranium, pour fabriquer le noyau de ce type de munitions³². Le déblocage de nos stocks d'uranium, qui se montaient à environ 1 200 tonnes, montre qu'à cette époque-là nous avons renoncé, mes collaborateurs et moi-même, à l'idée de fabriquer des bombes atomiques.

Il aurait peut-être été possible de posséder une bombe atomique opérationnelle en 1945. Mais pour cela il aurait fallu disposer très tôt de tous les moyens techniques et

financiers et de tout le personnel nécessaires, c'est-à-dire de moyens sensiblement équivalents à ceux qui étaient consacrés à la construction de la fusée à longue portée. De ce point de vue également, Peenemünde fut non seulement notre plus grand projet, mais aussi celui qui se solda par l'échec le plus grave³³.

Si, dans le domaine des applications de la science, la « guerre totale » resta un vain mot, cela était dû aussi à des entraves d'ordre idéologique. Hitler tenait en haute estime le physicien Philipp Lenard, qui avait obtenu le prix Nobel en 1920 et était, parmi les premiers partisans de Hitler, l'un des rares à être issu des milieux scientifiques. Lenard avait inculqué à Hitler l'idée que les Juifs exerçaient une influence pernicieuse par l'intermédiaire de la physique nucléaire et de la théorie de la relativité³⁴. Devant ses convives, Hitler se réclamait à l'occasion de son illustre compagnon du parti, pour qualifier la physique nucléaire de « physique juive » – expression que Rosenberg reprit à son compte et qui n'encouragea certainement pas le ministre de l'Éducation à soutenir la recherche nucléaire.

Quoi qu'il en soit, même si Hitler n'avait pas appliqué à la recherche atomique les thèses du parti, même si le niveau de la recherche fondamentale en juin 1942 avait permis aux physiciens d'investir non pas plusieurs millions mais plusieurs milliards de marks pour fabriquer des bombes atomiques, il aurait été impossible, vu l'état de surchauffe de notre économie de guerre, de trouver les

matières premières, les contingents et le personnel spécialisé correspondant à cette somme. En effet, si les États-Unis purent s'attaquer à cette immense entreprise, ce n'est pas uniquement parce que leur capacité de production était supérieure à la nôtre. Les attaques aériennes de plus en plus fréquentes avaient depuis longtemps plongé l'économie de guerre de l'Allemagne dans une situation sans issue, qui contraria toujours plus sensiblement la réalisation des projets de quelque envergure. Si nous avions pu concentrer et mobiliser au maximum toutes les forces du pays, l'Allemagne aurait pu réaliser une bombe atomique, qui eût peut-être été au point en 1947, mais certainement pas au même moment que la bombe des Américains, en août 1945. Entre-temps, l'épuisement de nos dernières réserves de minerai de chrome aurait mis fin à la guerre au plus tard le 1^{er} janvier 1946.

Ainsi, dès le début de mon activité de ministre, je découvris bon nombre de carences qui grevaient notre effort de guerre. « Cette guerre sera perdue par ceux qui commettront les plus grosses erreurs ! » déclara Hitler plus d'une fois pendant la guerre, et cette réflexion paraît aujourd'hui bien singulière. Car cette guerre, que nous aurions perdue de toute façon, étant donné l'insuffisance de notre production, c'est Hitler lui-même qui contribua à en précipiter la fin par toute une série de fautes dont il porte la responsabilité : je citerai par exemple

l'incohérence de son plan de guerre aérienne contre l'Angleterre, le manque de sous-marins au début de la guerre, et surtout cette carence qui consistait à n'avoir pas mis au point un plan d'ensemble pour la conduite de la guerre. Les Mémoires rédigés en langue allemande mettent souvent l'accent sur les erreurs capitales que Hitler a commises, et ces observations sont justes. Mais cela ne signifie pas pour autant que nous aurions pu gagner la guerre.

Hitler commandant en chef

L'un des traits marquants du caractère de Hitler était son dilettantisme. Il n'avait jamais appris un métier, et au fond il est toujours resté un profane. Comme beaucoup d'autodidactes, il n'était pas capable de porter un jugement fondé sur des questions qui demandaient de véritables connaissances techniques. N'ayant pas la notion de la complexité et de la difficulté inhérentes à toutes les grandes tâches, il ne cessa de cumuler insatiablement de nouvelles fonctions. Dégagé de toutes les idées apprises, son esprit, prompt à saisir les choses, lui donna parfois le courage de prendre des mesures peu orthodoxes, dont un spécialiste n'aurait pas eu l'idée. Les succès stratégiques des premières années de la guerre peuvent sans conteste être imputés à son ignorance obstinée des lois de la guerre et à sa détermination de profane. Comme ses adversaires se conformaient à des règles que Hitler, en vertu de son pouvoir incontrôlé d'autodidacte qui ne rend jamais de comptes, ne connaissait ou ne respectait pas, il en résulta des effets de surprise, qui, combinés à notre supériorité militaire, créèrent les premières conditions de ses succès. Mais comme il arrive généralement avec les

êtres dépourvus de formation, il courut à sa perte dès que survinrent les premiers revers. Son ignorance des règles du jeu apparut alors comme une incapacité d'un ordre différent, cette carence cessa d'être un avantage. Son incurable dilettantisme se manifesta avec une force et une opiniâtreté toujours plus grandes à mesure que les échecs devenaient plus graves. Sa propension aux décisions inattendues et surprenantes avait longtemps constitué sa force ; désormais elle allait précipiter sa chute.

Toutes les deux ou trois semaines je partais de Berlin pour aller passer quelques jours au quartier général de Hitler, d'abord situé en Prusse-Orientale, puis plus tard en Ukraine ; il s'agissait pour moi de lui demander de se prononcer sur de nombreux points de détail relatifs aux problèmes techniques auxquels il s'intéressait en tant que commandant en chef de l'armée. Hitler connaissait tous les types d'armes et de munitions, les calibres, la longueur des canons, les portées de tir, il avait en tête sur les matériels les plus importants non seulement le montant des stocks, mais aussi les chiffres de la production mensuelle. Il était capable de confronter jusque dans le détail nos livraisons avec nos programmes et d'en tirer des conclusions.

Dans le domaine de l'armement, comme jadis dans celui de la construction automobile ou de l'architecture, Hitler, pour se faire valoir, aimait citer des chiffres, la joie naïve qu'il en éprouvait montrait que, là encore, il travaillait en

dilettante. Il semblait perpétuellement préoccupé de prouver qu'il était l'égal des spécialistes, voire supérieur à eux. Le véritable spécialiste est celui qui est assez avisé pour ne pas encombrer sa mémoire de détails, qu'il peut rechercher ou se faire fournir par un adjoint. Hitler, lui, avait besoin d'étaler ses connaissances, c'était pour lui non seulement une nécessité vis-à-vis de lui-même, mais aussi une joie.

Il puisait ses renseignements dans un grand livre dont la reliure rouge était traversée par une large bande jaune. Dans ce catalogue, constamment remis à jour, étaient répertoriés trente à cinquante types de munitions et d'armes différents ; le livre se trouvait en permanence sur sa table de nuit. Parfois Hitler ordonnait à son domestique d'aller le chercher, quand, au cours d'une conférence militaire, un de ses collaborateurs avait cité un chiffre que Hitler avait rectifié aussitôt. On ouvrait le livre, les indications de Hitler étaient vérifiées l'une après l'autre, l'ignorance d'un général mise en évidence. La mémoire des chiffres de Hitler était la terreur de son entourage.

Certes, Hitler pouvait de cette manière intimider la majorité des officiers qui l'entouraient. Inversement, il était moins sûr de lui quand il avait affaire à un véritable spécialiste. Il ne cherchait même pas à maintenir son point de vue dès qu'il se heurtait à l'opposition d'un expert.

Todt, mon prédécesseur, se faisait accompagner de temps à autre par deux de ses adjoints les plus proches, Xaver Dorsch et Karl Saur ; à l'occasion il amenait aussi un

de ses experts. Mais, il tenait beaucoup à exposer les questions lui-même et à ne faire intervenir ses collaborateurs que pour des points de détail épineux. Pour ma part, dès les premiers temps, je ne me donnai même pas la peine de retenir par cœur des chiffres que Hitler connaissait de toute façon mieux que moi. Mettant à profit le respect qu'inspiraient à Hitler les spécialistes, je me fis accompagner, chaque fois que j'étais convié à une conférence, de tous les techniciens compétents, ceux qui connaissaient le mieux les diverses questions à débattre.

De cette manière j'étais délivré de la perspective de voir fondre sur moi une nouvelle avalanche de chiffres et de caractéristiques techniques, ce qui constituait le cauchemar de toute « conférence avec le Führer ». J'arrivais régulièrement avec une vingtaine de civils au quartier général. Cette invasion de l'équipe Speer ne tarda pas à amuser les occupants de l'enceinte de sécurité n° 1. A chaque conférence étaient invités deux à quatre de mes experts, suivant les sujets qui devaient être traités. La conférence avait lieu dans une salle du quartier général appelée « Lageraum », située à proximité immédiate des pièces où logeait Hitler : c'était une salle au mobilier sommaire d'environ quatre-vingts mètres carrés, dont les murs étaient lambrissés de bois clair. Devant une grande fenêtre se dressait une lourde table à cartes en chêne, longue de quatre mètres ; dans un coin se trouvait une autre table plus petite, entourée de quatre fauteuils. C'est là que nous prenions place pour la conférence.

Moi-même je me tenais le plus possible sur la réserve lors de ces conférences ; j'ouvrais la séance en indiquant brièvement quel en était l'objet, puis j'invitais l'expert présent à exposer son point de vue. Ni le milieu qui les entourait, la foule des généraux et des aides de camp, les services de garde, les contrôles, les vérifications d'identité, ni l'auréole que tout cet appareil conférait à Hitler n'intimidaient les experts. Ayant derrière eux des années de réussite dans l'exercice de leur profession, ils avaient pleinement conscience du rang qu'ils occupaient et de l'autorité que cela leur conférait. Parfois le ton de la conversation montait, la discussion prenait un tour passionné, car il leur arrivait fréquemment d'oublier à qui ils avaient affaire. Hitler acceptait tout cela avec un humour mêlé de respect ; devant un tel auditoire, il faisait preuve de retenue et témoignait à ceux qui assistaient à ces réunions une singulière courtoisie. En leur présence il renonçait également à sa méthode qui consistait à désarmer toute opposition par des discours si longs qu'ils vous épuisaient et vous réduisaient à l'impuissance. Il était capable de faire la part de l'essentiel et de l'accessoire, faisait preuve de vivacité d'esprit et surprenait par sa promptitude à choisir entre plusieurs possibilités et à justifier son choix. Il se retrouvait sans peine dans les problèmes techniques, les plans, les schémas. Les questions qu'il posait prouvaient qu'il avait compris l'essentiel des problèmes dans le peu de temps qu'il avait fallu pour les exposer, même quand les sujets traités étaient complexes. Il est vrai que cela n'allait pas sans un

inconvenient dont il n'avait pas conscience, à savoir qu'il arrivait trop vite au cœur des problèmes pour pouvoir les appréhender tout à fait à fond.

Je ne pouvais jamais prévoir à l'avance quel serait le résultat de ces conférences. Parfois il entérinait sans mot dire un projet dont les chances de succès paraissaient très minces ; d'autres fois il s'opposait obstinément à l'exécution de mesures sans conséquence qu'il avait réclamées lui-même peu de temps auparavant. Toutefois, faire pièce à Hitler et à sa connaissance des détails grâce à des spécialistes qui possédaient des connaissances encore plus étendues, fut une tactique qui me valut plus de succès que d'échecs. Ses autres collaborateurs, étonnés et quelque peu envieux, constatèrent plus d'une fois qu'à la suite de ces conférences techniques, Hitler modifiait son avis, alors même qu'il l'avait qualifié d'irrévocable au cours des conférences militaires précédentes, et qu'il acceptait de notre part des propositions qui s'écartaient de son point de vue primitif ¹.

Il est vrai que, dans le domaine technique, l'horizon de Hitler s'arrêtait à la Première Guerre mondiale, tout comme sa vision du monde, ses conceptions artistiques et sa manière de vivre. Les problèmes techniques auxquels il s'intéressait concernaient uniquement l'armement traditionnel de l'armée de terre et de la marine. En ces domaines, il avait complété sa formation et constamment mis à jour ses connaissances et il proposait assez souvent des innovations convaincantes et réalisables. Mais il

montrait peu d'intérêt pour des réalisations telles que le radar, la bombe atomique, les avions à réaction et les fusées. Les rares fois où il vola à bord du Condor, un avion de construction récente, il se montra inquiet à la pensée que le train d'atterrissage escamotable pût tomber en panne. Sceptique, il déclara qu'il préférerait malgré tout le vieux Junkers 52, avec son train d'atterrissage fixe. Il n'était pas rare que Hitler, le soir même qui suivait nos conférences, fasse étalage devant ses collaborateurs militaires des connaissances techniques qu'il venait d'acquérir. Il affectait d'en parler incidemment et il aimait les présenter comme son savoir personnel.

Lorsque le char russe T 34 sortit des usines, Hitler triompha en faisant observer que ce char était pourvu d'un canon à tube long, chose qu'il avait déjà préconisée lui-même. Avant ma nomination au poste de ministre, j'appris qu'après la présentation du char IV dans les jardins de la Chancellerie, Hitler avait sévèrement critiqué l'entêtement des gens de la Direction des armements et du matériel de l'armée de terre qui montraient peu d'empressement à réaliser son idée d'augmenter la vitesse des obus au moyen d'un canon plus long. Or la Direction des armements avait à l'époque des arguments contre cette solution : le char n'était pas prévu pour un tube long et aurait été alourdi à l'avant ; une modification aussi importante aurait risqué de déséquilibrer l'engin.

Hitler revenait toujours sur cet incident, quand il se heurtait à une opposition en exposant ses conceptions :

« A l'époque, c'est moi qui avais raison, et on n'a pas voulu me croire ! aujourd'hui encore, c'est moi qui ai raison ! » Alors que l'armée voulait enfin disposer d'un char qui pût, grâce à une vitesse plus grande, faire échec au T 34 qui était relativement rapide, Hitler persistait dans son idée, selon laquelle il était plus avantageux pour un char de posséder, d'une part un canon dont les obus auraient une plus grande force de pénétration et, d'autre part, un blindage plus épais offrant une meilleure protection. Là encore, Hitler connaissait les chiffres nécessaires, la puissance de pénétration et la vitesse des obus. Il avait coutume de recourir à l'exemple des navires de guerre pour démontrer la justesse de ses conceptions : « Dans une bataille navale, celui qui a la plus grande portée de tir peut ouvrir le feu de plus loin, même si cette distance n'est que d'un kilomètre. Si en plus de cela il possède un blindage supérieur..., il est forcément le plus fort ! que voulez-vous ? Il ne reste au bateau plus rapide qu'une solution : utiliser sa vitesse supérieure pour déguerpir. Ou bien voulez-vous par hasard me démontrer que sa plus grande rapidité lui permettra de venir à bout d'un blindage supérieur et d'une artillerie plus puissante ? Avec les blindés, c'est exactement pareil. Le char le plus léger et le plus rapide doit reculer devant le plus lourd. »

Mes experts de l'industrie ne participaient pas directement à ces discussions-là. Notre rôle était de construire des chars conformément aux normes établies par l'armée, que ce fût par Hitler lui-même, par l'état-major

ou par la direction des armements de l'armée de terre. Les problèmes stratégiques ne nous concernaient pas. La plupart du temps, c'étaient les officiers qui menaient la discussion. En 1942, Hitler évitait encore de clore ces discussions en faisant acte d'autorité. A cette époque, il était encore capable d'écouter tranquillement les objections et d'exposer ses arguments tout aussi calmement. Ses arguments avaient tout de même beaucoup de poids.

Le char « Tigre », qui initialement devait peser 50 tonnes, avait atteint un poids de 75 tonnes du fait des exigences de Hitler ; nous décidâmes donc de réaliser un nouveau char de 30 tonnes, dont le nom même de « Panthère » indiquait qu'il devait être plus maniable. Il devait être plus léger mais posséder le même moteur que le « Tigre », ce qui l'aurait rendu plus rapide. Mais en l'espace d'une année, et encore une fois à l'instigation de Hitler, son blindage fut renforcé, le calibre du canon augmenté, ce qui l'alourdit à un point tel que, pour finir, il pesait 48 tonnes et avait atteint le poids prévu initialement pour le « Tigre ».

Pour compenser cette étrange métamorphose d'un « Panthère » rapide devenu un « Tigre » lent, nous lançâmes plus tard la fabrication en série d'un nouveau char plus petit, plus léger et encore une fois plus rapide². Pour faire plaisir à Hitler et le tranquilliser, on demanda en même temps à Porsche de dessiner un char super-lourd, un mastodonte qui devait peser plus de 100 tonnes et que,

de ce fait, nous n'aurions pu sortir qu'en nombre limité. Le nouveau monstre reçut le nom de « Souris », destiné à fourvoyer les espions. De toute façon Porsche avait fait sienne la prédilection de Hitler pour les engins lourds et il apportait de temps à autre des renseignements sur les engins analogues mis au point par nos ennemis. Un jour, Hitler fit venir le général Buhle et lui déclara : « Je viens d'apprendre que l'ennemi va sortir un char qui aura un blindage nettement supérieur à celui des nôtres. Avez-vous déjà des informations à ce sujet ? Si cela est exact il faut immédiatement... il faut fabriquer un nouveau canon antichar. La puissance de pénétration doit..., il faut augmenter le calibre ou la longueur du canon, bref il faut réagir immédiatement et sans délai ³ ! »

L'erreur fondamentale de Hitler était qu'il exerçait non seulement le commandement suprême des Forces armées, mais aussi celui de l'armée de terre, et qu'à ce titre il dirigeait la mise au point des blindés qui était sa « passion favorite ». Normalement des questions de cet ordre auraient dû être réglées à la fois par les officiers de l'état-major général, par la Direction des armements et du matériel de l'armée de terre, et par le Comité de l'armement de l'industrie. Le commandant en chef de l'armée de terre n'aurait dû intervenir que dans les cas les plus urgents. Mais nos méthodes étaient différentes, qui consistaient à donner aux officiers spécialistes des instructions portant sur les moindres détails. Cette pratique était aussi anormale que nuisible : car Hitler ôtait ainsi à

ses officiers toute responsabilité et il les éduquait à l'indifférence.

Les décisions prises par Hitler furent à l'origine non seulement d'une foule de travaux parallèles, mais aussi de problèmes d'approvisionnement de plus en plus complexes. Hitler ne comprenait pas à quel point il était important de fournir à nos troupes une quantité suffisante de pièces de rechange, ce qui était particulièrement fâcheux⁴. L'inspecteur général des blindés, le général Guderian, me fit plus d'une fois observer qu'on pouvait, en effectuant des réparations rapides, maintenir un nombre plus élevé de chars en état de combattre, et cela à moindres frais, qu'en construisant de nouveaux chars au détriment de la fabrication de pièces de rechange. Soutenu par Saur, mon collaborateur, Hitler persista à donner la priorité à la production de chars neufs, que l'on aurait pu diminuer de 20 % si l'on avait remis en état les chars hors de combat mais réparables.

Des erreurs de ce genre intéressaient le général Fromm, commandant en chef de l'armée de réserve et de l'intérieur, et je l'emmenai plusieurs fois chez Hitler, pour lui fournir l'occasion de présenter les arguments de l'armée. Fromm avait le don d'exposer les problèmes clairement, il savait faire preuve de fermeté et avait des qualités de tact et de diplomatie. Il s'asseyait, plantait son sabre entre ses genoux, posait sa main sur le pommeau, l'air énergique, et aujourd'hui encore je pense, étant donné ses grandes qualités, qu'avec lui bien des erreurs auraient été évitées.

au quartier général. De fait, son influence grandit à la suite de quelques-unes de ces conférences. Mais diverses oppositions ne tardèrent pas à se manifester, aussi bien de la part de Keitel, qui voyait sa position menacée, que de Goebbels qui, comme on se l'imagine, ne lui délivra pas auprès de Hitler un certificat de bonne conduite politique. Peu de temps après, Hitler et lui se heurtèrent à propos d'une question d'approvisionnement. Hitler me signifia sans ambages que je ne devais plus venir avec Fromm.

Très souvent les conférences avec Hitler avaient pour principal objet d'établir des programmes d'armement pour l'armée de terre. Le point de vue de Hitler était le suivant : plus je demande plus j'obtiens ; et je fus étonné de constater que des programmes dont les spécialistes de l'industrie considéraient la réalisation comme impossible étaient finalement dépassés. L'autorité de Hitler libérait des forces en réserve dont nous n'avions pas soupçonné l'existence. A partir de 1944, cependant, il ordonna de lancer des programmes qui tenaient de l'utopie ; nos tentatives pour les réaliser au niveau des usines, se soldèrent en fait par des résultats plutôt négatifs.

Ces conférences consacrées à l'armement et la production de guerre, qui duraient des heures, constituaient, me semblait-il, pour Hitler un dérivatif à ses responsabilités militaires. Il me disait parfois lui-même qu'elles lui procuraient la même détente que jadis nos discussions sur l'architecture. Il y consacrait de nombreuses heures, même dans des situations difficiles et

parfois même au moment où ses maréchaux et ses ministres demandaient à lui parler d'urgence.

A nos conférences techniques faisait généralement suite une présentation d'armes nouvelles, qui avait lieu dans un champ voisin. Quelques instants auparavant nous étions encore assis dans une atmosphère détendue et brusquement tout le monde devait se mettre en rangs, le maréchal Keitel, chef de l'O.K.W. [47](#), à l'extrémité droite. A l'arrivée de Hitler, Keitel citait le nom des généraux et des techniciens alignés. Visiblement, Hitler tenait beaucoup à ce cérémonial. Le caractère solennel de l'événement était encore accentué par le fait que, pour parcourir les quelques centaines de mètres qui menaient à ce champ, Hitler utilisait sa voiture officielle, tandis que moi-même je devais m'installer sur le siège arrière.

Aussitôt que Keitel avait terminé, tout le monde se dispersait. Hitler se faisait montrer des détails, grimpait sur les véhicules au moyen d'un escalier disposé à cet effet et poursuivait la discussion avec les techniciens. Souvent, Hitler et moi nous faisions sur les nouveaux modèles des remarques élogieuses, du genre : « Quel canon élégant ! » ou bien : « Comme ce char a une ligne harmonieuse ! » – nous retombions de façon grotesque dans la terminologie que nous utilisions quand nous contemplions des maquettes d'architecture.

Un jour, lors d'une inspection, Keitel prit un canon

antichar de 75 pour un obusier de campagne léger. Sur le moment, Hitler ne releva pas la bévue, mais sur le chemin du retour il ironisa : « Vous avez entendu Keitel avec le canon antichar ? et dire qu'il est général d'artillerie ! » Une autre fois, Hitler devait inspecter les avions construits pour la Luftwaffe ; une foule de types et de modèles faisant partie du programme de production de la Luftwaffe avaient été alignés sur un terrain d'aviation, non loin du quartier général. Göring s'était réservé le soin de donner à Hitler des explications sur les avions. Il s'était donc fait établir par son état-major une liste circonstanciée où figuraient, pour chaque avion, sa dénomination, ses qualités de vol, et autres caractéristiques techniques, dans un ordre qui correspondait à celui des modèles exposés. Or l'un des avions n'avait pu être amené en temps voulu, et Göring n'en avait pas été informé. Arrivé à l'endroit où devait se trouver l'appareil, Göring, sans se départir de sa belle humeur, se mit à fournir des commentaires qui ne correspondaient pas au bon avion. Hitler s'aperçut immédiatement de la méprise, mais ne laissa rien paraître.

A la fin juin 1942, j'appris, comme tout un chacun, en lisant le journal, qu'on avait lancé à l'est une nouvelle grande offensive. Au quartier général régnait l'ambiance des grands jours. Chaque soir, Schmudt, le premier aide de camp de Hitler, commentait pour les civils du quartier général la progression de nos troupes sur la carte murale. Hitler triomphait. Une fois encore il avait eu raison contre

les généraux, qui avaient déconseillé l'offensive, préconisé une stratégie défensive et recommandé de rectifier le front ici et là. Même le général Fromm avait maintenant bon espoir, alors qu'au début de l'opération il avait déclaré devant moi que cette offensive représentait un luxe, étant donné la faiblesse de nos moyens.

L'aile gauche du front, à l'est de Kiev, s'étira de plus en plus. Nos troupes approchaient de Stalingrad. Il fallut réaliser des prouesses extraordinaires pour faire fonctionner un trafic ferroviaire des plus précaire dans les territoires nouvellement conquis et continuer ainsi à approvisionner les troupes.

Trois semaines exactement après le début de cette avance victorieuse, Hitler s'établit dans un quartier général avancé, non loin de Winniza, une ville d'Ukraine. Comme l'aviation russe ne se manifestait pas et qu'à l'ouest l'ennemi était maintenant trop loin, Hitler, malgré le souci qu'il avait de sa personne, n'exigea pas de bunkers spéciaux pour cette installation ; au lieu d'abris bétonnés, on construisit un groupe de maisons en rondins disséminées dans une forêt, ce qui était moins déprimant.

Je profitais de mes visites au quartier général pour rayonner dans la région quand j'en avais le temps. Un jour je pus aller jusqu'à Kiev. Alors qu'immédiatement après la révolution d'Octobre des architectes d'avant-garde comme Le Corbusier, May ou El Lissitzky avaient influencé l'architecture moderne en Russie, on était revenu, sous le règne de Staline, à la fin des années 20, à un style néo-

classique et conservateur. Le bâtiment des conférences de Kiev, par exemple, aurait très bien pu avoir été dessiné par un bon élève de l'École des beaux-arts. L'idée me vint de rechercher l'architecte, pour le faire travailler en Allemagne. Je découvris un stade bâti dans un style néo-classique, avec des statues d'athlètes à l'antique, qui toutefois étaient pudiquement revêtues de slips ou de maillots de bain.

Cherchant l'une des plus célèbres églises de Kiev, je ne trouvai qu'un monceau de ruines. On me raconta qu'à cet endroit une poudrière soviétique avait explosé. Mais j'appris par la suite de la bouche de Goebbels que c'était Erich Koch, le « commissaire du Reich en Ukraine », qui avait donné l'ordre de faire sauter l'église, pour faire disparaître ce symbole du sentiment national des Ukrainiens. Goebbels ne cachait pas sa réprobation : il était effrayé de voir que l'occupation des territoires conquis en Russie prenait une tournure aussi sauvage. De fait, l'Ukraine était encore à cette époque si calme que je pouvais rouler sans escorte dans les immenses forêts, alors que six mois plus tard le territoire tout entier était infesté de résistants, résultat de la politique insensée des commissaires du Reich.

Je me rendis plusieurs fois aussi dans la ville industrielle de Dniepropetrovsk. Ce qui m'impressionna le plus, ce fut le spectacle d'une ville universitaire qu'on était en train de construire, qui dépassait tout ce qu'on faisait en Allemagne et témoignait de façon éloquente de la volonté de l'Union soviétique de devenir une puissance industrielle de

premier rang. Je visitai également la centrale hydroélectrique de Zaporojie, que les Russes avaient fait sauter ; la brèche faite dans le barrage avait été colmatée par un important commando d'ouvriers allemands et on avait monté des turbines allemandes. En battant en retraite, les Russes avaient coupé la circulation d'huile qui alimentait les machines ; tournant à plein rendement, celles-ci s'étaient mises à chauffer jusqu'à se détériorer complètement et ne plus former qu'un amas de pièces inutilisables : c'était là un procédé de destruction radical qu'un seul homme pouvait mettre en œuvre en actionnant une simple manette. Plus tard, lorsque Hitler manifesta l'intention de transformer l'Allemagne en un désert, le souvenir de cet incident me valut quelques heures d'insomnie.

Au quartier général, Hitler conserva l'habitude de prendre ses repas en compagnie de ses collaborateurs les plus proches. Mais alors qu'autrefois, à la Chancellerie du Reich, les uniformes du parti constituaient la dominante du décor, Hitler était maintenant entouré des généraux et des officiers de son état-major. Contrastant avec la salle à manger de la Chancellerie, au mobilier fastueux, le mess du quartier général ressemblait plutôt au buffet d'une gare de petite ville. Les murs étaient recouverts de planches, les fenêtres étaient celles d'une baraque standard, la longue table, où pouvaient prendre place une vingtaine de convives, était entourée de chaises ordinaires. Hitler

s'asseyait du côté de la fenêtre, au centre de la table ; Keitel se tenait en face de lui, les places d'honneur, de part et d'autre de Hitler, étaient réservées aux visiteurs occasionnels. Comme autrefois à Berlin, Hitler développait interminablement ses sempiternels sujets favoris, et ses convives se voyaient réduits au rang d'auditeurs muets. Il faut néanmoins reconnaître que, devant ces hommes, avec qui il avait peu d'affinités et qui par surcroît lui étaient supérieurs par leur origine et leur éducation, Hitler faisait des efforts manifestes pour exposer ses idées avec le plus possible de talent⁵ . De ce fait les conversations au quartier général du Führer se distinguaient avantageusement de celles de la Chancellerie du Reich.

Durant les premières semaines de l'offensive, l'atmosphère était à l'optimisme, quand nous commentions pendant les repas la progression rapide de nos troupes dans les plaines de la Russie du Sud ; huit semaines plus tard, en revanche, une inquiétude croissante commença à se lire sur les visages, et Hitler lui-même perdit peu à peu de son assurance.

Nos troupes s'étaient bien emparées des champs pétrolifères de Maikop, nos premiers blindés se battaient sur le Terek et s'enfonçaient déjà dans une région de steppes désertes jusqu'au sud de la Volga, vers Astrakhan. Mais au cours de cette marche en avant, le rythme des premières semaines s'était ralenti. L'approvisionnement ne suivait plus, les pièces de rechange qui avaient été emmenées étaient épuisées

depuis longtemps, de sorte que notre avant-garde s'affaiblissait de plus en plus. De plus, notre production mensuelle d'armements ne répondait pas encore aux exigences d'une offensive menée sur des espaces aussi immenses : à l'époque nous fabriquions trois fois moins de blindés et quatre fois moins d'artillerie qu'en 1944. En plus de cela, l'usure du matériel était considérable, non à cause des combats, mais à cause des distances. Le centre d'essais de chars de Kummersdorf admettait que lorsqu'un char lourd avait parcouru 600 ou 800 kilomètres, son châssis ou son moteur devaient subir des réparations.

Hitler ne voulait rien entendre. Dans le but d'exploiter la faiblesse présumée de l'ennemi, il voulait contraindre ses troupes épuisées à avancer au sud du Caucase vers la Géorgie. En conséquence, il détacha de l'armée de tête, qui était déjà affaiblie, des forces importantes, qui, dépassant Maïkop, avancèrent d'abord sur Sotchi et devaient ensuite emprunter l'étroite route côtière pour continuer vers le sud et atteindre Soukoum. Il ordonna impérieusement de faire porter l'effort principal dans cette direction ; il croyait en effet pouvoir s'emparer facilement des territoires situés au nord du Caucase.

Mais nos unités étaient à bout de forces. En dépit de tous les ordres de Hitler, elles ne purent avancer davantage. Au cours des conférences d'état-major furent montrées à Hitler des photos prises d'avion, sur lesquelles on voyait les impénétrables forêts de noyers situées devant Sotchi. Le général Halder, chef de l'état-major général,

tenta de persuader Hitler que l'opération entreprise dans le sud ne pouvait pas être couronnée de succès ; les Russes pouvaient en effet dynamiter les pentes abruptes que longeait la route côtière et barrer celle-ci pour longtemps ; de toute façon elle était trop étroite pour le passage d'unités importantes. Mais ces arguments n'eurent aucun effet sur Hitler : « Ces difficultés peuvent être surmontées, comme toutes les difficultés ! Nous devons commencer par nous emparer de la route. Alors le chemin des plaines situées au sud du Caucase sera libre. Là nous pourrons reformer nos armées en toute tranquillité et installer des dépôts d'approvisionnement. Ensuite, dans un an ou deux, nous lancerons une offensive contre l'Empire britannique. Nous n'aurons pas besoin de grands moyens pour libérer l'Iran et l'Irak. Les peuples de l'Inde accueilleront nos divisions avec enthousiasme. »

En 1944, lorsqu'on fit la chasse aux commandes inutiles dans les maisons d'imprimerie, on s'aperçut qu'un imprimeur de Leipzig, pour satisfaire une commande de l'O.K.W., continuait à fabriquer en grandes quantités des cartes et des guides de conversation pour la Perse. Cette commande avait été oubliée.

Il ne fallait pas être grand clerc pour se rendre compte que la rapidité de l'offensive allait causer sa perte. C'est alors qu'arriva au quartier général la nouvelle qu'un détachement des troupes de montagne allemandes s'était emparé du mont Elbrouz, le plus haut sommet du Caucase ; sur cette montagne haute de 5 600 mètres,

cernée d'immenses glaciers, nos soldats avaient planté le drapeau allemand. A l'évidence, il s'agissait d'une opération inutile, de faible envergure d'ailleurs ⁶, qu'il fallait considérer comme un raid d'alpinistes fanatiques en mal d'aventures. Chacun d'entre nous était enclin à considérer d'un œil indulgent ce coup d'audace qui nous paraissait du reste n'avoir aucune conséquence et être parfaitement insignifiant. J'ai souvent vu Hitler en fureur, mais je l'ai rarement vu éclater d'une rage aussi frénétique que lorsqu'il apprit cette nouvelle. Il vociféra des heures durant comme si tout son plan de campagne avait été anéanti par cette opération. Plusieurs jours après, il fulminait encore à n'en plus finir devant chacun de nous sur « ces crétins d'alpinistes » qui « méritaient le conseil de guerre ». En pleine guerre ils avaient obéi à leur ambition idiote, disait-il hors de lui, pour s'emparer d'un sommet idiot, malgré ses ordres de concentrer tous les efforts pour atteindre Soukhoum. C'est là qu'on voyait comme ses ordres étaient respectés.

Des affaires urgentes me rappelèrent à Berlin. Quelques jours plus tard le commandant en chef du groupe d'armées opérant dans le Caucase fut relevé de son commandement, bien que Jodl l'eût défendu avec énergie. Une quinzaine de jours plus tard, quand je revins au quartier général, Hitler s'était brouillé avec Keitel, Jodl et Halder. Il ne leur serrait plus la main, ne prenait plus ses repas avec eux. A partir de cette date et jusqu'à la fin de la guerre, il se fit servir ses repas dans son bunker, où ne

furent invités, de temps à autre, que quelques élus. Les bonnes relations que Hitler entretenait avec les militaires de son entourage étaient définitivement rompues.

Était-ce vraiment l'échec irrémédiable de l'offensive sur laquelle il avait fondé tant d'espoirs, ou bien avait-il pour la première fois le pressentiment que le vent tournait ? S'il s'abstint désormais de s'asseoir à la table des officiers, peut-être était-ce parce que parmi eux il ne faisait plus figure de triomphateur mais de vaincu. Sans doute était-il également au bout de son rouleau, après avoir développé devant ce cercle toutes les idées générales qui composaient son univers de dilettante, peut-être flaira-t-il en outre que, pour la première fois, le charme n'opérait plus.

Bientôt Hitler recommença à témoigner un peu plus d'amabilité à Keitel, qui errait depuis quelques semaines comme une âme en peine et montrait beaucoup d'empressement ; les choses s'arrangèrent également avec Jodl, qui, selon son habitude, n'avait montré aucune réaction. Mais le chef d'état-major général, le général Halder, fut relevé. C'était un homme calme, renfermé, sans doute incapable de faire front devant le dynamisme grossier de Hitler, et qui paraissait toujours quelque peu désorienté. Son successeur, Kurt Zeitzler, était tout l'opposé : imperturbable, il allait droit au fait et exposait les questions d'une voix forte. Il n'était pas le type du militaire qui a ses idées personnelles, mais probablement le type d'homme souhaité par Hitler, c'est-à-dire un « auxiliaire »

sûr, qui, comme Hitler se plaisait à dire, « ne perd pas de temps à peser mes ordres, mais emploie son énergie à les faire exécuter ». C'est sans doute pourquoi il ne l'avait pas choisi parmi l'élite des généraux ; jusqu'à ce jour, Zeitzler avait servi à un échelon subalterne de la hiérarchie de l'armée ; il monta d'un seul coup de deux grades.

Après la nomination du nouveau chef d'état-major général, Hitler m'autorisa à assister aux conférences d'état-major dites « conférences sur la situation ». Je fus pour un temps le seul civil à être admis à ces conférences⁷. J'étais en droit de concevoir cette faveur comme une distinction prouvant que Hitler était satisfait de mon travail ; il avait d'ailleurs toutes raisons de l'être, puisque les indices de la production étaient en progrès constants. Mais il ne m'aurait sans doute pas accordé cette autorisation s'il avait craint de voir la contradiction, les débats animés et les prises de bec entamer son prestige en ma présence. L'orage était passé, Hitler s'était ressaisi.

Tous les jours, aux environs de midi, se tenait la « grande conférence » qui durait régulièrement deux à trois heures. Devant la longue table de cartes, Hitler s'asseyait sur un simple fauteuil de bureau en jonc tressé, les autres participants à la conférence se tenaient debout autour de cette table. Il y avait là les aides de camp, les officiers d'état-major de l'O.K.W., ceux de l'état-major de l'armée

de terre, les officiers de liaison représentant la Luftwaffe, la marine, la Waffen-SS et Himmler. En général il s'agissait d'hommes sympathiques, assez jeunes, qui avaient pour la plupart le grade de colonel ou de commandant. Au milieu d'eux, circulant sans contrainte, Keitel, Jodl et Zeitzler. Parfois il y avait aussi Göring. Hitler, voulant lui témoigner par là des égards particuliers et peut-être également en raison de son embompoint, lui faisait apporter un tabouret rembourré, sur lequel le Reichsmarschall s'asseyait près de Hitler.

Des lampes de bureau, au bout d'un long support, éclairaient les cartes. On commençait par passer en revue le théâtre d'opérations est. Trois ou quatre cartes d'état-major général collées ensemble, dont chacune mesurait à peu près 2,50 m sur 1,50 m, étaient successivement étalées devant Hitler sur la table. On commençait par le nord. Sur les cartes étaient notées toutes les opérations qui avaient eu lieu le jour précédent, le moindre bond en avant, la moindre mission de reconnaissance et presque toutes ces péripéties étaient commentées par le chef de l'état-major général. Les cartes étaient présentées l'une après l'autre, de sorte que Hitler avait une vue d'ensemble de chaque secteur. On s'attardait assez longtemps sur les opérations d'une plus grande envergure, et Hitler notait alors scrupuleusement toute modification de la situation par rapport au jour précédent. La seule préparation de cet exposé, qui, lorsqu'il s'agissait des combats menés à l'est, durait une à deux heures, voire souvent beaucoup plus

longtemps dans le cas d'opérations d'envergure était une perte de temps considérable pour le chef de l'état-major général et ses officiers, qui avaient d'autres occupations plus importantes. Moi qui étais profane en la matière, j'étais étonné de voir comment Hitler, durant l'exposé de la situation, prenait des dispositions, déplaçait des divisions et réglait des points de détail.

A cette occasion, du moins en 1942, il accueillait encore les revers graves avec calme, peut-être aussi avec un commencement d'indifférence. En tout cas il ne manifestait extérieurement aucune réaction d'affolement, s'efforçant de donner l'image du stratège supérieur que rien ne peut ébranler. L'expérience qu'il avait acquise dans les tranchées de la Première Guerre mondiale, soulignait-il fréquemment, lui permettait de comprendre bon nombre de problèmes militaires particuliers beaucoup mieux que tous ses conseillers militaires sortis de l'École d'état-major. Dans certains domaines, cela était sans nul doute exact. Mais beaucoup d'officiers étaient d'avis qu'en raison précisément de cette « perspective de tranchée », il avait une conception erronée du commandement. Pour cela sa connaissance des détails, en l'occurrence celle d'un caporal, constituait plutôt un inconvénient. Avec son laconisme coutumier, le général Fromm affirmait qu'un civil aurait peut-être fait un meilleur général en chef qu'un caporal, qui d'ailleurs n'avait jamais combattu à l'est et n'était donc pas à même de comprendre les problèmes particuliers que cela posait.

Le travail auquel Hitler se livrait était un « raccommodage de savetier », du petit bricolage. Un autre inconvénient, auquel il ne pouvait remédier, était que les cartes ne renseignent qu'imparfaitement sur la configuration du terrain. Au début de l'été 1942, ce fut lui qui décida personnellement d'envoyer au combat les six premiers chars « Tigres » opérationnels ; comme chaque fois qu'une nouvelle arme faisait son apparition, il en attendait des résultats sensationnels. Se laissant emporter par son imagination, il voyait déjà les canons antichars soviétiques de 75, qui perforaient l'avant de notre char IV même à des distances assez grandes, s'acharner vainement à tirer coup après coup sur les « Tigres » qui finiraient pas dépasser les nids de canons. L'état-major attira son attention sur le fait que le secteur de terrain qu'il avait choisi rendait impossible le déploiement tactique des chars, car des deux côtés de la route le sous-sol était marécageux. Hitler écarta ces arguments avec plus de hauteur que de brutalité. Ainsi fut lancée la première attaque des « Tigres ». Tout le monde était impatient de connaître le résultat ; moi-même je me demandais avec quelque anxiété si du point de vue technique tout irait bien. Mais il n'y eut pas de dernier banc d'essai. Les Russes, dans leurs postes de canons antichars, laissèrent tranquillement les chars les dépasser pour faire mouche dans le blindage latéral plus mince du premier et du dernier des « Tigres ». Les quatre chars restants ne pouvaient plus ni avancer ni reculer, ni s'échapper latéralement dans les marais qui bordaient la route, et furent rapidement détruits

à leur tour. Hitler ne fit aucun commentaire sur cet échec complet et n'y fit jamais plus allusion.

Après avoir fait le point sur la situation à l'est, on en venait à examiner la situation à l'ouest, c'est-à-dire, à l'époque, en Afrique, et c'est le général Jodl qui faisait le rapport. Là encore Hitler avait tendance à intervenir dans les moindres questions de détails. Rommel l'irrita plus d'une fois par sa manière de faire, consistant à n'envoyer, souvent plusieurs jours de suite, que des rapports très vagues sur sa position et ses mouvements, ce qui aux yeux du quartier général revenait à les « camoufler », pour surprendre ensuite tout le monde en annonçant un changement complet de situation. Hitler éprouvait pour Rommel une sympathie personnelle et, malgré son mécontentement, fermait les yeux.

En fait c'est Jodl, en sa qualité de chef de l'état-major chargé des opérations à l'O.K.W., qui aurait dû coordonner les opérations sur les différents fronts. Mais cette tâche, Hitler se l'était réservée, pour ensuite la négliger. Au fond, Jodl n'avait pas d'attributions bien définies. Pour trouver au moins un champ d'activité, l'état-major chargé des opérations prit la responsabilité du commandement dans certains secteurs du front, si bien qu'en fin de compte l'armée de terre avait à sa tête deux états-majors concurrents, entre lesquels Hitler exerçait son arbitrage, solution conforme au principe que j'ai souvent mentionné et qui consistait à diviser pour régner. De cette façon les états-majors rivaux se querellèrent de plus en plus

violemment à mesure que la situation empirait, quand il s'agissait de transférer des divisions de l'est à l'ouest et vice versa.

Quand on avait fait le point sur les opérations terrestres, on récapitulait les événements des dernières vingt-quatre heures intéressant l'aviation et la marine : généralement c'était l'officier de liaison ou l'aide de camp représentant ces armes qui faisaient le rapport, rarement le commandant en chef. Les attaques contre l'Angleterre, les bombardements subis par les villes allemandes étaient évoqués en style télégraphique, ainsi que les derniers succès obtenus dans la guerre sous-marine. Pour les questions relevant de la guerre aérienne et de la guerre maritime Hitler laissait aux commandants en chef les coudées franches ; il n'intervenait que rarement, du moins à cette époque, et uniquement pour donner son avis.

Ensuite Keitel présentait à Hitler quelques documents à signer ; il s'agissait le plus souvent des « ordres de couverture » ; à la fois méprisés et redoutés, c'étaient des directives qui devaient couvrir Keitel ou toute autre personne contre d'éventuels reproches ultérieurs de Hitler. Je considérais à l'époque ce procédé comme une utilisation inadmissible de la signature de Hitler car, de cette manière, des idées ou des projets tout à fait incompatibles devenaient des ordres, ce qui avait pour résultat de créer la pagaille et la confusion.

La présence de toutes ces personnes dans cette pièce relativement exigüe rendait l'atmosphère étouffante, de sorte que, comme presque tous les autres, je sentais rapidement la fatigue me gagner. Il existait bien un système de ventilation, mais il créait, comme disait Hitler, une « surpression » qui provoquait des maux de tête et une sensation d'abrutissement. C'est pourquoi on ne le mettait en marche qu'avant et après la conférence. La fenêtre restait généralement fermée, même par beau temps, et même pendant la journée les rideaux étaient tirés : toutes ces conditions créaient une atmosphère absolument accablante. Je m'étais attendu à voir régner pendant ces conférences d'état-major un silence respectueux, je fus donc fort surpris de constater que lorsque les officiers ne participaient pas directement au rapport, ils conversaient entre eux discrètement, mais sans se gêner. Souvent, durant la conférence, on allait s'installer sur les sièges dans le fond de la pièce, sans se préoccuper davantage de la présence de Hitler. Toutes ces conversations à l'arrière-plan faisaient régner un bourdonnement incessant, qui me portait sur les nerfs. Cela ne dérangeait Hitler que lorsque ces conversations en aparté devenaient trop animées et trop bruyantes. Il lui suffisait alors de lever la tête pour marquer son agacement, et le bruit diminuait aussitôt.

A partir de l'automne 1942 il fallait faire preuve de circonspection pour contredire Hitler ouvertement sur des questions importantes au cours des conférences militaires. S'il tolérait les objections de la part des non-habitués, il ne

les admettait pas lorsqu'elles émanaient de son entourage quotidien. Lui-même, lorsqu'il cherchait à convaincre, affectionnait les longs préambules et il s'efforçait de rester le plus longtemps possible dans les généralités. C'est à peine s'il laissait parler ses interlocuteurs ; si au cours de la discussion un point litigieux se présentait, Hitler éludait adroitement la difficulté et remettait la solution à une conférence ultérieure. Il partait de l'hypothèse que les chefs militaires répugnent à s'incliner en présence de leurs officiers d'état-major. Il se peut aussi qu'il ait préféré les entretiens privés, qui lui permettaient de mettre en œuvre plus efficacement la fascination qu'il exerçait et son pouvoir de persuasion. Ces deux moyens perdaient de leur efficacité au téléphone. C'est sans doute pour cela que Hitler a toujours visiblement répugné à mener des discussions importantes au téléphone.

En plus de la « grande conférence », avait lieu, tard dans la soirée, une conférence restreinte, au cours de laquelle un jeune officier de l'état-major général faisait un rapport sur les événements des dernières heures. Hitler était alors seul avec cet officier. Lorsque j'avais passé la soirée avec lui, Hitler me priait parfois de rester. Il se montrait alors incontestablement plus naturel que pendant la grande conférence et l'atmosphère était nettement plus détendue.

Si Hitler acquit en fin de compte la conviction toujours plus forte qu'il était doué de facultés surhumaines, son

entourage y était pour quelque chose. Le maréchal Blomberg, qui fut le premier et le dernier ministre de la Guerre du Reich, se plaisait déjà à exalter le génie stratégique supérieur de Hitler. Lorsqu'on songe à tous ces hymnes de louanges qui montaient indéfectiblement vers lui, à tous les bruyants témoignages d'approbation qu'il recevait constamment, on peut penser que même une personnalité possédant une plus grande pondération et une plus grande modestie que Hitler aurait eu de la peine à conserver sa lucidité.

Hitler acceptait de bon gré les conseils émanant de personnes qui jugeaient la situation avec encore plus d'optimisme que lui, et qui s'illusionnaient encore plus que lui ; cela était conforme à sa nature. C'est ce qui se produisait souvent avec Keitel. Souvent Hitler prenait des décisions qui ne rencontraient pas l'approbation de la majorité des officiers ; elles étaient alors accueillies par un silence éloquent ; Keitel s'empressait alors de soutenir Hitler en y mettant toute sa conviction. Vivant sans cesse dans l'intimité de Hitler, il était totalement soumis à son influence. Ce général respectable, ce bourgeois honnête et sérieux, était devenu au fil des ans un laquais obséquieux, hypocrite et compassé. Au fond Keitel souffrait de sa veulerie. Toute discussion avec Hitler étant vouée à l'échec, il en était finalement arrivé au point de renoncer à défendre toute opinion personnelle. Aurait-il voulu maintenir ses idées à tout prix, qu'il aurait tout simplement été remplacé par un autre Keitel.

Lorsque, dans les années 1943-1944, Schmundt, qui était le premier aide de camp de Hitler et le chef du personnel de l'armée de terre, joignit ses efforts à ceux de beaucoup d'autres pour faire remplacer Keitel par l'énergique maréchal Kesselring, Hitler déclara qu'il ne pouvait se séparer de Keitel, qui lui était « fidèle comme un chien ». Keitel était peut-être celui qui incarnait le mieux le type d'homme dont Hitler avait besoin dans son entourage.

Le général Jodl ne contredisait pas souvent Hitler ouvertement, lui non plus. Sa technique était plus habile ; généralement il ne révélait pas ce qu'il pensait, il se tirait ainsi de situations délicates, pour amener plus tard Hitler à réviser sa position ou même à annuler des décisions déjà prises. A l'occasion, il exprimait sur Hitler des jugements défavorables, ce qui montre qu'il avait conservé un jugement relativement objectif. Les subordonnés de Keitel, comme par exemple son adjoint, le général Warlimont, ne pouvaient pas montrer plus d'audace que lui et pourtant, quand ils étaient pris à partie par Hitler, Keitel ne prenait pas leur défense. Parfois ils tentaient d'annuler des ordres manifestement absurdes en les assortissant de correctifs discrets que Hitler ne comprenait pas. Sous la direction de Keitel, l'instrument docile du Führer, les officiers de l'O.K.W. étaient obligés d'avoir recours à tous les moyens détournés possibles pour parvenir à leurs fins.

Cette soumission des généraux s'explique peut-être aussi par le surmenage continu auquel ils étaient soumis. Les heures de travail de Hitler coïncidaient avec l'emploi

du temps normal de l'O.K.W., de sorte que les généraux pouvaient rarement dormir normalement. Le surmenage purement corporel joue sûrement un rôle plus important qu'on ne l'admet communément, surtout quand il faut donner le meilleur de soi-même pendant longtemps. Même en privé, Keitel et Jodl paraissaient fatigués, vidés. Pour faire éclater et revivifier ce petit monde d'hommes usés, je voulus introduire au quartier général du Führer non seulement Fromm, mais aussi mon ami le maréchal Milch. J'avais amené ce dernier à plusieurs reprises au quartier général, prétextant qu'il avait à exposer certaines questions intéressant la planification. Ses quelques visites se passèrent bien et Milch était en passe de gagner Hitler à son projet consistant à lancer un programme de chasseurs, à la place de la grande escadrille de bombardiers qui avait été prévue. C'est alors que Göring lui interdit de remettre les pieds au quartier général.

Quant à Göring, il me fit l'impression d'être un homme fini, lorsque j'eus l'occasion de passer quelques heures avec lui à la fin de 1942, dans le pavillon qui avait été construit à son intention pour les brefs séjours qu'il effectuait au quartier général. Göring n'était pas installé à la Spartiate comme Hitler dans son bunker de travail, il avait encore des fauteuils confortables. Abattu, il me déclara cette fois-là : « Nous n'aurons pas à nous plaindre si après cette guerre l'Allemagne conserve ses frontières de 1933. » Il essaya bien d'atténuer la portée de cette réflexion en recourant aux formules rebattues pour

réaffirmer sa confiance, mais j'eus l'impression que, malgré la désinvolture avec laquelle il ne cessait de claironner les refrains que Hitler aimait entendre, il voyait la défaite approcher.

Lorsqu'il arrivait au quartier général du Führer, Göring avait coutume de se retirer d'abord quelques minutes dans son pavillon ; Bodenschatz, l'officier de liaison de Göring auprès de Hitler, quittait alors la salle de conférences pour téléphoner à Göring, du moins nous le supposions, et le mettre au fait des questions en litige. Un quart d'heure après, Göring arrivait à la conférence. Sans qu'on lui ait demandé son avis, il se mettait alors à défendre avec emphase le point de vue que Hitler voulait, l'instant d'avant, faire prévaloir contre ses généraux. Hitler toisait l'assistance : « Vous voyez, le Reichsmarschall est exactement du même avis que moi ! »

Le 7 novembre 1942, dans l'après-midi, je partis avec Hitler qui se rendait à Munich avec son train spécial. Durant ces voyages, Hitler était délivré de la routine du quartier général et il était plus facile d'avoir avec lui de longues discussions sur des problèmes généraux concernant l'armement. Ce train spécial était équipé de la radio, d'un téléscripneur et d'un central téléphonique ; Jodl et quelques personnes de l'état-major général accompagnaient Hitler.

L'atmosphère, ce jour-là, était tendue. Nous avions déjà plusieurs heures de retard, car à chaque gare importante on faisait une halte assez longue, pour brancher le câble téléphonique sur le réseau de la Reichsbahn, afin de

recueillir les dernières nouvelles. Or, depuis les premières heures du matin, une puissante armada de transports de troupes, convoyés par de grosses formations d'escorteurs, pénétrait en Méditerranée par le détroit de Gibraltar.

Autrefois, Hitler avait coutume d'apparaître à la fenêtre de son train spécial à chaque arrêt. Maintenant ces contacts avec le monde extérieur lui paraissaient fastidieux ; il faisait régulièrement baisser les stores des fenêtres qui donnaient sur le quai. Il était tard ce soir-là, et nous étions réunis avec Hitler autour d'une table richement garnie dans le wagon-salon lambrissé de palissandre, lorsqu'un train de marchandises s'arrêta le long de notre train, sans que personne d'entre nous y eût prêté attention : dans les wagons à bestiaux se trouvaient des soldats allemands qui revenaient du front est ; dans un état lamentable, blessés pour certains, ils regardaient, hagards, l'assemblée des convives. Hitler eut un haut-le-corps en apercevant à deux mètres de sa fenêtre ce lugubre spectacle. Sans esquisser un salut, sans même manifester la moindre réaction, il ordonna à son domestique de baisser les stores au plus vite. Ainsi se déroula l'une des rares rencontres que Hitler eut, pendant la seconde partie de la guerre, avec de simples soldats du front, semblables à celui qu'il avait été jadis.

A chaque gare nous apprenions que le nombre des unités navales signalées en Méditerranée augmentait. Une opération d'une envergure sans précédent se développait. Finalement le détroit fut franchi par tous les bâtiments

signalés par l'aviation de reconnaissance. Ils avançaient maintenant en Méditerranée, mettant le cap vers l'est. « Ceci est la plus grande opération de débarquement qui ait jamais eu lieu dans l'histoire mondiale », estima Hitler, plein de respect. Peut-être même songeait-il en cet instant que c'était contre lui qu'étaient dirigées des entreprises de cette importance. La flotte de débarquement resta jusqu'au lendemain matin au nord des côtes algériennes et marocaines.

Dans le courant de la nuit, Hitler échafauda plusieurs hypothèses sur cette mystérieuse manœuvre : la plus vraisemblable, selon lui, était qu'il s'agissait d'une vaste opération destinée à fournir des renforts à l'offensive menée contre l'Afrika-Korps aux abois. Les unités navales, expliqua-t-il, se regroupaient simplement pour franchir le détroit séparant la Sicile et l'Afrique à la faveur de l'obscurité ; elles seraient ainsi protégées des attaques de l'aviation allemande. Ou alors déclara-t-il, et cela correspondait davantage à son goût des opérations militaires audacieuses, « l'ennemi va débarquer cette nuit même au centre de l'Italie ; à cet endroit il ne rencontrerait absolument aucune résistance, il n'y a pas de troupes allemandes et les Italiens prendront la fuite. Ainsi ils pourront couper l'Italie en deux. Que deviendra Rommel dans ce cas-là ? Il sera rapidement à bout. Il n'a pas de réserves et les renforts ne pourront plus passer ! » Hitler se laissait griser par la possibilité, qui lui était refusée depuis longtemps, d'imaginer des opérations de grande

envergure et il se plaçait de plus en plus dans la situation de l'adversaire : « A leur place, j'occuperais Rome sans tarder et je formerais un nouveau gouvernement italien. Ou alors, troisième solution, j'utiliserais cette puissante flotte pour débarquer dans le sud de la France. Nous avons toujours été beaucoup trop coulants. Voilà le résultat, maintenant ! Nous n'avons là-bas ni fortifications ni aucune unité allemande. Nous n'avons rien, voilà notre erreur. Le gouvernement Pétain n'opposera évidemment aucune résistance ! » Il semblait oublier momentanément qu'il était le premier visé par toutes ces menaces mortelles qui s'amoncelaient.

Les élucubrations de Hitler n'avaient rien à voir avec la réalité. Il ne lui serait jamais venu à l'idée qu'un pareil débarquement n'était pas forcément lié à quelque coup de main. Débarquer les troupes dans des positions sûres, à partir desquelles elles puissent se déployer méthodiquement sans prendre aucun risque inutile, était une stratégie incompatible avec son caractère. Il y eut pourtant une chose qu'il comprit cette nuit-là, c'est que le deuxième front commençait à devenir une réalité.

Je me souviens encore à quel point je fus choqué le lendemain par le grand discours que Hitler prononça pour la commémoration annuelle du putsch manqué de 1923. Au lieu de faire allusion à la gravité de la situation, de lancer un appel pour que le pays mobilise toute son énergie, Hitler n'eut que des phrases médiocres pour proclamer sa confiance et sa certitude de la victoire : « Ils

sont bien bêtes – cette apostrophe s'adressait à nos ennemis, dont la veille encore il avait suivi les opérations avec respect – s'ils s'imaginent qu'ils pourront un jour écraser l'Allemagne... Nous ne tomberons pas, par conséquent ce sont les autres qui tomberont. »

A la fin de l'automne de 1942, Hitler annonça triomphalement au cours d'une conférence d'état-major : « Voilà que les Russes envoient leurs cadets au combat ⁸. C'est la meilleure preuve qu'ils sont au bout de leur rouleau. Quand on sacrifie les officiers en herbe, c'est qu'on n'a plus rien. »

Quelques semaines plus tard, le 19 novembre 1942, Hitler, qui s'était retiré depuis quelques temps sur l'Obersalzberg, reçut les premières nouvelles de la grande offensive d'hiver déclenchée par les Russes, qui devait aboutir neuf semaines plus tard à la capitulation de Stalingrad ⁹. L'artillerie russe avait procédé à un violent pilonnage préparatoire, ensuite de puissantes unités soviétiques avaient rompu les lignes des divisions roumaines près de Serafinow. Hitler tenta d'abord d'expliquer et de minimiser cette catastrophe par des remarques méprisantes sur la piètre valeur guerrière de ses alliés. Mais, peu de temps après, les troupes soviétiques réussirent à enfoncer à leur tour des divisions allemandes ; le front commençait à s'effondrer.

Hitler arpentait la grande salle du Berghof : « Nos

généraux retombent dans leurs vieilles erreurs. A chaque fois ils surestiment les forces des Russes. Tous les rapports qui arrivent du front affirment que les effectifs en hommes de l'ennemi sont devenus insuffisants. Mais évidemment personne ne veut tenir compte de ces rapports. Et puis surtout, les officiers russes sont bien incapables de mettre au point une offensive, avec la piètre formation qu'ils ont reçue ! Nous, nous savons ce que cela nécessite, d'organiser une offensive ! D'un moment à l'autre les Russes vont tout simplement s'arrêter, épuisés. Pendant ce temps nous engagerons quelques divisions fraîches, qui rétabliront la situation. » Dans sa retraite du Berghof, il ne se rendait pas compte de ce qui se préparait. Mais trois jours après, les nouvelles catastrophiques ne cessant d'affluer, il regagnait précipitamment son quartier général de Prusse-Orientale.

Quelques jours plus tard, j'arrivais à mon tour à Rastenburg. Sur la carte d'état-major du secteur sud du front, qui s'étendait sur une largeur de 200 kilomètres entre Voronej et Stalingrad, on voyait de nombreuses flèches rouges, qui représentaient les mouvements offensifs des troupes soviétiques, séparées par de petits cercles bleus qui étaient les nids de résistance formés par ce qui subsistait de divisions allemandes et alliées. Stalingrad était déjà entourée par des cercles rouges. Hitler, inquiet, retirait maintenant des unités de tous les autres secteurs du front et des territoires occupés pour les envoyer en toute hâte vers le front sud. Car il n'existait pas d'armée de

réserve opérationnelle, malgré les avertissements du général Zeitzler, qui avait fait observer bien avant la déroute que chaque division qui se trouvait au sud de la Russie avait à défendre un front d'une longueur anormale¹⁰ ; elles ne seraient pas en mesure, avait-il déclaré, de faire face à un assaut énergique des troupes soviétiques.

Lorsque Stalingrad fut encerclée, Zeitzler, les yeux rouges et le visage marqué par la fatigue, déclara que la VI^e armée devait tenter une percée vers l'ouest et défendit son point de vue avec acharnement et énergie. Il entra dans les moindres détails pour démontrer à quel point les rations de vivres de nos soldats assiégés étaient insuffisantes et insista sur le fait que, par manque de combustible, il n'était plus possible de distribuer de la nourriture chaude aux troupes qui combattaient dans les ruines ou les champs de neige par une température très inférieure à 0°. Hitler restait calme, impassible, inébranlable, comme s'il avait voulu montrer que l'émotion de Zeitzler n'était que la psychose du danger : « La contre-attaque que j'ai ordonnée et qui doit partir du sud va bientôt permettre de dégager Stalingrad ; la situation sera alors rétablie. Des situations comme celle-là, nous en avons connu souvent. Nous avons toujours fini par reprendre les choses en main. » Il décréta qu'il fallait dès maintenant acheminer, derrière les troupes qui étaient en marche pour mener la contre-offensive, des trains chargés de vivres et de renforts qui serviraient à débloquer

Stalingrad et à soulager les troupes en détresse. Zeitzler objecta, sans être interrompu par Hitler, que les forces destinées à mener la contre-offensive étaient trop faibles. Mais, continua-t-il, si la VI^e armée réussissait une sortie vers l'ouest et opérait sa jonction avec l'armée de secours, elle serait en mesure de reconstituer de nouvelles positions plus au sud. Hitler développa des arguments contraires, mais Zeitzler ne cédait pas. La discussion dura plus d'une demi-heure, jusqu'au moment où Hitler finit par perdre patience : « Il faut absolument tenir Stalingrad. Il le faut, c'est une position clé. Si nous pouvons interrompre à cet endroit le trafic sur la Volga, nous causerons aux Russes les pires difficultés. Comment pourront-ils transporter leurs céréales du sud vers le nord de la Russie ? » Cela n'était pas très convaincant ; j'avais plutôt le sentiment que Stalingrad avait pour lui valeur de symbole. Mais après cette explication, Hitler mit un terme à l'entretien.

Le lendemain la situation s'était encore dégradée ; les adjurations de Zeitzler se faisaient plus pressantes, l'atmosphère dans la salle des conférences était angoissante, Hitler lui-même avait l'air épuisé et démoralisé. Lui aussi en vint à parler à un moment d'opérer une sortie. Une nouvelle fois, il fit calculer combien de tonnes de vivres par jour étaient nécessaires pour maintenir les soldats, qui étaient plus de 200 000, en état de combattre.

Vingt-quatre heures plus tard le sort des armées encerclées était définitivement scellé. En effet, dans la

salle des conférences, on vit arriver Göring, fringant et rayonnant comme un ténor d'opérette dans le rôle d'un maréchal victorieux. Déprimé, Hitler lui demanda d'une voix suppliante, où perçait le ton de la prière : « Où en est-on avec le ravitaillement de Stalingrad par avion ? » Göring rectifia la position et déclara sur un ton solennel : « Mon Führer, la VI^e armée sera ravitaillée par avion, j'en réponds personnellement. Vous pouvez compter sur moi ! » En fait, comme je l'appris par la suite de la bouche de Milch, l'état-major général de la Luftwaffe avait calculé qu'il était impossible de ravitailler la poche de Stalingrad. Zeitzler exprima lui aussi immédiatement son incrédulité. Mais Göring lui déclara brutalement que les calculs nécessités par cette opération regardaient uniquement la Luftwaffe. Hitler, qui était souvent si scrupuleux quand il s'agissait d'établir des études chiffrées, ne prit même pas la peine ce jour-là de se faire expliquer comment on pouvait fournir les avions nécessaires. Les paroles de Göring avaient suffi à le rasséréner et à lui faire retrouver sa détermination : « Alors nous resterons à Stalingrad ! il est absurde de continuer à parler d'une sortie de la VI^e armée. Elle perdrait tout son armement lourd et son potentiel de combat. La VI^e armée reste à Stalingrad ¹¹ »

Bien que Göring n'ignorât pas que le sort de la VI^e armée enfermée à Stalingrad était lié à la parole qu'il avait donnée, il nous invita à assister, le 12 décembre 1942, à l'occasion de la réouverture de l'Opéra de Berlin ¹², à une représentation de gala des Maîtres chanteurs de

Nuremberg, de Richard Wagner. En uniformes d'apparat et en habits, nous nous installâmes dans la grande loge du Führer. L'atmosphère heureuse de la pièce offrait un contraste si cruel avec les événements du front, que je me suis longtemps reproché d'avoir accepté cette invitation.

Quelques jours après, j'étais de retour au quartier général du Führer. Chaque jour, Zeitzler nous communiquait le message de la VI^e armée concernant les tonnes de vivres et de munitions qu'elle recevait par avion : une partie seulement des quantités promises arrivait. Certes Hitler ne cessait de demander à Göring des explications, mais celui-ci restait évasif : le temps était mauvais, le brouillard, les pluies glacées et les tempêtes de neige avaient empêché jusqu'à présent de fournir l'effort prévu. Dès que le temps changerait, le tonnage promis serait livré.

Il fallut donc diminuer encore les rations de nourriture de nos soldats. Au mess de l'état-major, Zeitzler se faisait servir avec ostentation des rations identiques et se mit à maigrir visiblement. Au bout de quelques jours, Hitler lui déclara que le chef d'état-major n'avait pas à gaspiller ainsi son influx nerveux en se livrant à de telles manifestations de solidarité et que cela lui paraissait hors de propos ; il lui ordonna de recommencer immédiatement à se nourrir normalement. Néanmoins, Hitler interdit pendant quelques semaines de servir du Champagne et du cognac. L'atmosphère devint de plus en plus oppressante, les visages étaient figés comme des masques, nous

restions ensemble sans rien dire. Personne n'avait envie de parler d'une armée qui, victorieuse quelques mois avant, agonisait maintenant peu à peu.

Hitler continuait d'espérer, même lorsque je passai de nouveau quelques jours au quartier général, du 2 au 7 janvier. La contre-attaque qu'il avait ordonnée, destinée à rompre l'encerclement et à approvisionner nos troupes moribondes, avait échoué depuis déjà deux semaines. Un mince espoir subsistait, si l'on décidait d'abandonner le réduit.

Dans le vestibule de la salle de conférences je vis, l'un de ces jours-là, Zeitzler harceler Keitel et le supplier, au sens propre du terme, de le soutenir au moins ce jour-là auprès de Hitler, pour qu'il donne l'ordre de repli. C'était la dernière chance d'éviter une catastrophe épouvantable. Keitel approuva Zeitzler avec conviction et lui promit solennellement de lui prêter le concours qu'il sollicitait. Mais au cours de la conférence, lorsque Hitler insista une nouvelle fois sur la nécessité de tenir bon, Keitel s'avança vers lui avec émotion et montra sur la carte de la ville un dernier réduit entouré de gros cercles rouges, il affirma : « Ici, mon Führer, nous tiendrons. »

Le 15 janvier 1943, alors que la situation était désespérée, Hitler donna au maréchal Milch des pouvoirs spéciaux, qui l'habilitaient à prendre, dans le cadre de l'aviation civile et militaire, toutes les mesures qui lui paraissaient nécessaires pour approvisionner Stalingrad, sans avoir à en référer à Göring¹³. J'eus ces jours-là avec

Milch plusieurs conversations au téléphone, car il m'avait promis de sauver mon frère bloqué à Stalingrad. Mais, avec la confusion généralisée qui régnait dans la ville, il fut impossible de le retrouver. Mon frère envoya des lettres de désespoir, il avait la jaunisse, ses membres étaient enflés ; on le transféra à l'hôpital, mais il ne put supporter d'y rester et se traîna dans un poste d'observation de l'artillerie pour rejoindre ses camarades. A partir de ce moment, je ne reçus plus aucune nouvelle de lui. Pour des centaines de milliers de familles, il en alla comme pour mes parents et moi ; elles reçurent pendant quelque temps des lettres parties par avion de la ville encerclée, puis plus rien ¹⁴. De cette catastrophe, dont lui-même et Göring étaient les seuls responsables, Hitler ne voulut plus entendre parler. Au contraire il ordonna de mettre immédiatement sur pied une autre VI^e armée, qui devait rétablir la gloire de celle qui avait succombé.

⁴⁷. *Oberkommando der Wehrmacht* : Haut commandement des forces armées.

Intrigues

Durant l'hiver 1942, en cette période critique où nous nous battions pour Stalingrad, Bormann, Keitel et Lammers décidèrent de resserrer le cercle autour de Hitler. Les dispositions qui devaient être soumises à la signature du chef de l'État devaient désormais passer exclusivement par les mains de ces trois hommes ; cela devait permettre de juguler l'anarchie des décrets signés à tort et à travers et de mettre un terme à la profusion des directives qui créaient un véritable imbroglio. Hitler se réservait simplement le pouvoir de décider en dernier ressort. A l'avenir, quand une proposition émanerait de plusieurs personnes dont les avis étaient partagés, la question serait préalablement « débroussaillée » par le comité des trois. Hitler attendait d'eux une information objective et un travail impartial.

Les trois hommes s'attribuèrent chacun une sphère d'activité. Toutes les dispositions concernant les Forces armées devaient être du ressort de Keitel, mais ses prétentions furent mises en échec dès le début, car les commandants en chef de la Luftwaffe et de la marine

refusèrent énergiquement de se soumettre à cette tutelle. Lammers, lui, devait s'occuper de tous les changements intervenant dans les attributions des ministères, de toutes les affaires de droit public et de tous les problèmes administratifs. Mais il dut de plus en plus laisser la responsabilité de ces décisions à Bormann, qui ne lui donnait pas l'occasion de voir Hitler assez souvent. Quant à Bormann, il s'était réservé le soin de centraliser toutes les questions de politique intérieure. Or non seulement son intelligence n'était pas à la hauteur de cette tâche, mais en outre il était trop coupé du monde extérieur. Depuis plus de huit ans, il avait vécu sans interruption dans l'ombre de Hitler, jamais il ne s'était risqué à partir en déplacement ou à prendre des vacances, il était dans la crainte perpétuelle de voir son influence décliner. Lui qui avait été l'adjoint de Hess savait le danger que représentent les adjoints ambitieux : en effet, dès qu'on lui présentait un collaborateur, Hitler inclinait toujours à lui confier immédiatement des responsabilités et à le traiter comme un membre de son état-major. Cette façon d'agir ne correspondait pas seulement à sa tendance à diviser le pouvoir où qu'il se présentât ; il aimait aussi voir de nouveaux visages, mettre à l'épreuve de nouvelles personnes. Pour se préserver d'une telle concurrence à l'intérieur de leur propre domaine, bien des ministres se gardèrent prudemment de s'adjoindre un suppléant qui fût intelligent et énergique.

Par leur volonté d'encadrer Hitler, de filtrer les

informations qui lui étaient destinées et de contrôler son pouvoir, les membres de ce triumvirat auraient pu conduire à l'abandon du système de gouvernement monocratique de Hitler, s'ils avaient été capables d'initiatives personnelles, doués d'imagination et du sens des responsabilités. Mais, dressés à agir toujours au nom de Hitler, ils étaient soumis comme des esclaves à ses volontés. Bientôt, d'ailleurs, Hitler cessa de respecter cette procédure qui le rebutait et qui de plus était incompatible avec son tempérament. Mais il est facile de comprendre que ce petit clan portait ombrage à ceux qui n'en faisaient pas partie et affaiblissait leur position.

En fait, Bormann fut le seul à acquérir une position clé, pouvant représenter un danger pour les hauts fonctionnaires. C'était à Bormann, aidé en cela par le fait que Hitler n'aimait pas être dérangé, de décider, dans le domaine des affaires civiles, à qui serait accordée une audience avec Hitler ou, plus exactement, c'est lui qui décidait qui n'en obtiendrait pas. Il était rare qu'un ministre, un Reichsleiter ou un Gauleiter pût avoir accès auprès de Hitler, tous devaient demander à Bormann de soumettre leurs problèmes au Führer. Bormann travaillait très vite. La plupart du temps le ministre concerné recevait quelques jours après une réponse écrite qu'il aurait dû sans cela attendre pendant des mois. Mon cas faisait exception. Mes attributions étant de caractère militaire, j'avais accès auprès de Hitler aussi souvent que je le désirais. C'étaient les aides de camp qui fixaient la date de mes audiences.

Parfois, après mes conférences avec Hitler, un aide de camp annonçait brièvement et sans cérémonie l'arrivée de Bormann, qui entrait avec ses dossiers dans la salle où nous avions conféré. En quelques phrases prononcées d'un ton monocorde et apparemment neutre, il exposait l'objet des mémoires qui lui avaient été envoyés, puis il proposait lui-même la solution. Généralement Hitler se bornait à acquiescer d'un bref « d'accord ». Bormann s'autorisait alors de ce simple mot pour rédiger des instructions souvent circonstanciées, et cela même quand Hitler s'était borné à donner son avis sans s'engager. De cette manière, il ne fallait pas plus d'une demi-heure à Bormann pour prendre souvent une dizaine de décisions importantes ou même davantage. Il dirigeait *de facto* les affaires intérieures du Reich. Quelques mois plus tard, le 12 avril 1943, il réussissait à obtenir la signature de Hitler au bas d'un document en apparence insignifiant : il devint « secrétaire du Führer ». Alors que, jusqu'à cette date, seules les affaires du parti auraient dû, au sens strict, entrer dans ses attributions, sa nouvelle charge l'autorisait désormais officiellement à exercer son activité dans tous les domaines.

Lorsque j'eus obtenu mes premiers succès importants dans le domaine de l'armement, la mauvaise humeur que Goebbels m'avait témoignée après sa liaison avec Lida Baarova avait fait place à de meilleures dispositions. Je lui avais demandé, durant l'été 1942, de mettre en branle son

appareil de propagande : à son instigation, les actualités, les illustrés, les journaux commencèrent à parler de moi, et ma réputation grandit. L'intervention du ministre de la Propagande avait fait de moi l'un des personnages les plus connus du Reich. Ce renforcement de mon prestige fut pour mes collaborateurs, dans les accrochages quotidiens qui les opposaient aux instances de l'État et du parti, un atout non négligeable.

Il serait faux d'invoquer le fanatisme routinier qui était la marque des discours de Goebbels pour conclure qu'il était un être bouillant et débordant de fougue. C'était un travailleur assidu, qui mettait un soin méticuleux à réaliser ses idées, sans que cela lui fît perdre de vue l'ensemble d'une situation. Il avait le don d'isoler les problèmes de leurs épiphénomènes, de sorte qu'il était capable, me sembla-t-il à l'époque, de porter sur les choses un jugement objectif. Cette impression était renforcée non seulement par son cynisme, mais aussi par la logique de son raisonnement qui dénotait une formation universitaire. Il ne montrait un parti pris extrême qu'en présence de Hitler.

Durant la première phase de la guerre, celle des succès, Goebbels n'avait manifesté aucune ambition ; au contraire, dès 1940, il avait exprimé l'intention de s'adonner après la victoire finale à ses multiples passions favorites, car disait-il, à ce moment, ce serait à la génération suivante d'assumer les responsabilités.

En décembre 1942, la tournure désastreuse prise par les événements l'amena à inviter chez lui fréquemment

trois de ses collègues, à savoir Walter Funk, Robert Ley et moi-même. Choix tout à fait révélateur, car tous trois nous avons fait des études supérieures et obtenu un diplôme d'université.

Stalingrad nous avait bouleversés : nous étions consternés non seulement par la tragédie des soldats de la VI^e armée, mais plus encore peut-être par cette question : comment une pareille catastrophe avait-elle pu se produire sous le commandement de Hitler ? En effet, jusqu'à cette date, à chacune de nos défaites on avait pu opposer une victoire, qui compensait tous nos sacrifices, nos pertes ou nos revers, ou du moins les rachetait. Pour la première fois nous avons essuyé une défaite sans contrepartie.

Pour Goebbels, comme il nous l'expliqua au cours de l'une de nos rencontres dans les premiers jours de 1943, nous avons remporté au commencement de la guerre d'importants succès militaires tout en ne prenant, à l'intérieur du pays, que des demi-mesures. Nous avons cru par conséquent que nous pourrions continuer à aller de victoire en victoire sans consentir de grands efforts. Les Anglais, eux, avaient eu davantage de chance, car Dunkerque avait eu lieu dès le début de la guerre. Cette défaite leur avait fourni un bon motif pour restreindre sévèrement les besoins de la vie civile. Avec Stalingrad nous avons aussi notre Dunkerque ! Pour gagner la guerre, les bonnes dispositions ne suffisaient plus.

A ce propos, Goebbels faisait état des rapports de son appareil tentaculaire signalant l'agitation et le

mécontentement qui se faisaient jour dans l'opinion publique. Celle-ci exigeait qu'on mette fin à toutes les dépenses, à tout le luxe, dont le peuple ne retirait évidemment aucun profit. En tout état de cause, disait Goebbels, on sentait la population fermement déterminée à consentir les plus extrêmes sacrifices, d'autre part il était absolument indispensable d'opérer des restrictions draconiennes si l'on voulait rétablir la confiance dans les dirigeants du pays.

La nécessité de consentir d'importants sacrifices nous était également dictée par notre politique de l'armement. Hitler avait réclamé un nouvel accroissement de la production ; en outre, pour compenser les énormes pertes subies sur le front est, il fallut mobiliser d'un seul coup 800 000 ouvriers spécialisés d'âge jeune ¹ . Et pourtant toute réduction de la main-d'œuvre allemande ne pouvait manquer d'accentuer les difficultés déjà considérables qui existaient dans les usines.

Il s'était avéré par ailleurs que, dans les villes durement touchées par les attaques aériennes, l'ordre continuait à régner. Même les rentrées de l'impôt diminuèrent à peine lorsque les perceptions subirent des dégâts et que les dossiers furent détruits ! Reprenant l'idée qui était à la base du système de l'autonomie de l'industrie, j'élaborai une proposition visant à remplacer notre politique de défiance vis-à-vis de la population par une politique de confiance, ce qui aurait permis de réduire à la fois les effectifs de l'inspection et ceux de l'administration du fisc,

qui employaient à elles seules presque trois millions de personnes. Plusieurs projets furent discutés : les uns consistaient à inviter les contribuables soit à déterminer eux-mêmes la base de leurs impôts, soit à renoncer à la nouvelle assiette de l'impôt ; les autres à instituer un taux fixe pour l'impôt sur les salaires. A côté des milliards que la guerre engloutissait tous les mois, raisonnions-nous avec Goebbels, les quelques centaines de millions que la malhonnêteté de quelques fraudeurs feraient peut-être perdre à l'État ne tireraient guère à conséquence.

L'émotion fut encore plus vive lorsque je réclamai que la durée de travail de tous les fonctionnaires soit alignée sur celle des travailleurs de l'armement. D'un point de vue purement arithmétique, environ 200 000 fonctionnaires de l'administration auraient pu être ainsi mis à la disposition de l'armement. Je voulais en outre, grâce à un abaissement drastique du niveau de vie des classes privilégiées, récupérer encore quelques centaines de milliers de travailleurs. Au cours d'une séance de l'Office central de planification qui se tint à cette époque, j'énonçai très brutalement quelles seraient les conséquences des solutions radicales que je proposais : « Elles signifient, pour parler crûment, que si cette guerre dure longtemps, nous allons être réduits à la condition de prolétaires². » Aujourd'hui, je me félicite à l'idée que je ne pus pas faire prévaloir mes projets ; dans le cas contraire, l'Allemagne aurait dû en effet affronter les difficultés considérables des premiers mois de l'après-guerre avec une économie

affaiblie et une administration désorganisée. Mais je suis par ailleurs convaincu que l'Angleterre, par exemple, aux prises avec une situation identique, aurait mis systématiquement ces principes en application.

Notre proposition visant à simplifier l'administration, à restreindre la consommation et à limiter les activités culturelles reçut de la part de Hitler une approbation mitigée. Je suggérai de charger Goebbels de mener cette action, mais la vigilance de Bormann fit avorter cette proposition, car il redoutait de voir grandir le pouvoir d'un rival ambitieux. Au lieu de Goebbels c'est le D^r Lammers, l'allié de Bormann dans le triumvirat, qui fut désigné : c'était un fonctionnaire sans imagination ni initiative, qui était horrifié à l'idée qu'on pût mépriser la bureaucratie, à ses yeux indispensable.

C'est donc Lammers qui présida, en lieu et place de Hitler, les réunions du conseil des ministres qui reprirent pour la première fois en janvier 1943. Les membres du cabinet n'assistaient pas tous aux réunions ; n'étaient convoqués que ceux qui étaient concernés par les sujets à l'ordre du jour. Mais ces séances se tenaient dans la salle du conseil des ministres du Reich, ce qui montre tout le pouvoir que le triumvirat avait acquis ou s'imaginait posséder.

Les séances furent fort mouvementées : Goebbels et Funk soutinrent mes conceptions radicales et, comme il

fallait s'y attendre, Frick, le ministre de l'Intérieur, et Lammers lui-même exprimèrent des réserves. Sauckel déclara catégoriquement qu'il se faisait fort de fournir autant de main-d'œuvre et d'ouvriers spécialisés étrangers qu'on lui en demanderait³. Même lorsque Goebbels réclama que l'on demande aux grands dignitaires du parti de renoncer à leur train de vie, qui jusqu'alors n'avait souffert pratiquement aucune restriction, il ne put rien changer. Eva Braun elle-même, qui d'ordinaire se tenait à l'écart de l'agitation politique, en appela à Hitler lorsqu'elle apprit qu'on se proposait d'interdire les permanentes et de stopper la production des produits de beauté. Aussitôt Hitler faiblit : il me recommanda de ne pas prononcer d'interdiction explicite mais de laisser tacitement s'instaurer une « pénurie de teinture pour les cheveux et autres objets nécessaires aux soins de beauté » et de « cesser les réparations des appareils utilisés pour faire des permanentes⁴ ».

Après plusieurs séances à la Chancellerie du Reich, il devint patent, pour Goebbels et moi-même, qu'il ne fallait pas compter sur Bormann, Lammers et Keitel pour stimuler la production des armements ; nos tentatives s'étaient enlisées dans de dérisoires questions de détail.

Le 18 février 1943, Goebbels prononça son discours sur la « guerre totale ». Ce discours ne s'adressait pas uniquement à la population ; il voulait aussi toucher

indirectement les couches dirigeantes qui ne voulaient pas approuver les efforts que nous faisons tous les deux en vue d'une mobilisation radicale de toutes les forces du pays. Au fond, Goebbels voulait tenter par ce discours de soumettre Lammers et tout le camp des hésitants et des timorés à la pression de la rue.

Jamais, si ce n'est au cours des réunions publiques où Hitler eut le plus de succès, je n'avais vu un public porté à un tel degré de fanatisme. Rentré chez lui, Goebbels, à mon grand étonnement, se mit à analyser froidement ses explosions verbales, qui avaient paru être dictées par la passion, et l'effet psychologique qu'elles avaient produit, à peu près comme aurait fait un acteur chevronné. Il était également, ce soir-là, satisfait de ses auditeurs : « Vous avez vu ? Ils réagissaient à la moindre nuance et applaudissaient juste au bon moment. C'est le public le mieux dressé politiquement qu'on puisse trouver en Allemagne. » L'assistance avait été invitée par les organisations du parti, elle comprenait des acteurs et des intellectuels célèbres, comme Heinrich George, dont les réactions enthousiastes, filmées par les caméras des actualités, étaient destinées à faire impression sur le peuple. Mais le discours de Goebbels avait été prononcé également dans un but de politique extérieure : il constituait une tentative d'assortir de son complément politique l'orientation militaire de la pensée de Hitler. Par ce discours Goebbels adressait, du moins il le croyait, aux puissances occidentales un avertissement éloquent, afin

qu'elles prennent conscience du danger qui de l'est menaçait l'Europe entière. Quelques jours plus tard il se montra très satisfait de ce que ces passages de son discours aient fait l'objet de commentaires favorables dans la presse occidentale.

Il est de fait qu'à cette époque Goebbels ambitionnait de devenir ministre des Affaires étrangères. Il usa de toute l'éloquence dont il était capable pour tenter de monter Hitler contre Ribbentrop et au début il parut y réussir. En tout cas, Hitler écouta ses arguments sans rien dire et sans orienter la conversation, comme il avait coutume de le faire, sur un sujet moins gênant. Déjà Goebbels se croyait en passe de réussir lorsque, brusquement, Hitler se mit à rendre hommage à l'excellent travail de Ribbentrop, au talent dont il avait fait preuve dans les négociations avec nos « alliés », pour conclure par ce jugement lapidaire : « Vous vous trompez complètement sur le compte de Ribbentrop. C'est l'un des plus grands hommes que nous ayons, un jour l'histoire le mettra au-dessus de Bismarck. Il est plus grand que Bismarck. » En même temps, il interdit à Goebbels de continuer à lancer des ballons d'essai vers l'ouest, comme il l'avait fait dans son discours au Palais des Sports.

Toujours est-il que le discours de Goebbels sur la guerre totale fut suivi d'une mesure que l'opinion publique accueillit avec satisfaction : il fit fermer les restaurants de luxe et les cabarets chic de Berlin. Göring se mit aussitôt en devoir de protéger son restaurant préféré, le Horcher,

mais lorsqu'une poignée de manifestants appelés par Goebbels arrivèrent et s'apprêtèrent à enfoncer les fenêtres du restaurant, Göring n'insista pas. Il en résulta une sérieuse brouille entre Goebbels et lui.

Après son discours au Palais des Sports, Goebbels reçut ce soir-là, dans le palace qu'il s'était fait construire peu avant le début de la guerre tout près de la porte de Brandebourg, plusieurs personnages importants, parmi lesquels se trouvaient le Feldmarschall Milch, Thierack, le ministre de la Justice, Stuckart, qui était secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur, ainsi que Funk, Ley et le secrétaire d'État Körner. Pour la première fois, on discuta d'un projet sur lequel Milch et moi-même avons amené la conversation : il s'agissait de tirer parti des pleins pouvoirs que Göring détenait en tant que « président du Conseil des ministres pour la défense du Reich », pour durcir la politique intérieure du pays.

Neuf jours plus tard, Goebbels nous invita de nouveau, Funk, Ley et moi-même, à lui rendre visite chez lui. L'énorme bâtisse richement aménagée faisait maintenant une lugubre impression. Pour donner le bon exemple dans l'action entreprise en vue de la « guerre totale », Goebbels avait fait fermer les grands salons de réception et ôter la plupart des ampoules électriques dans les autres salles. Nous fûmes introduits dans l'une des pièces plus petites, qui mesurait environ quarante à cinquante mètres carrés.

Des valets de chambre en livrée nous servirent du cognac français et du thé, sur quoi Goebbels leur intima l'ordre de ne plus nous déranger. « Cela ne peut pas continuer ainsi, déclara-t-il pour commencer. Nous, nous sommes cantonnés ici à Berlin, Hitler ignore ce que nous pensons de la situation, j'ai perdu toute influence politique sur lui, je ne peux même pas lui soumettre les mesures les plus urgentes qui s'imposent dans le cadre de mes attributions. Tout passe par Bormann. Il faut persuader Hitler de venir plus souvent à Berlin. » La politique intérieure, continua Goebbels, avait complètement échappé à son contrôle, elle était sous la mainmise de Bormann, qui savait entretenir chez Hitler le sentiment qu'il continuait à gouverner. Bormann n'était qu'un arriviste et un doctrinaire, qui pouvait gravement compromettre une politique rationnelle. La première chose à faire était de juguler son influence.

D'une manière tout à fait contraire à ses habitudes, Goebbels, dans ses critiques, ne fit pas d'exception pour Hitler lui-même : « Il n'y a pas qu'une crise dans la conduite des affaires, mais bel et bien une crise du Führer⁵ ! » [48](#) Goebbels, en politicien-né, ne pouvait concevoir que Hitler eût pu délaissier la politique, l'instrument essentiel du pouvoir, pour prendre en charge la direction des opérations militaires sur les différents fronts, tâche secondaire, au fond, aux yeux de Goebbels. Nous qui écoutions Goebbels, nous ne pouvions faire davantage que l'approuver ; aucun d'entre nous n'avait une influence

politique comparable à la sienne. Ses critiques mettaient en lumière les répercussions réelles du désastre de Stalingrad : Goebbels avait commencé à douter de l'étoile de Hitler et, du même coup, de la victoire – et nous avec lui.

Je renouvelai ma proposition de mobiliser Göring pour qu'il assume le rôle qu'on avait prévu pour lui au commencement de la guerre. On disposait là d'une institution juridique investie des pleins pouvoirs, habilitée à promulguer des lois sans l'intervention de Hitler. On pouvait se servir d'elle pour battre en brèche la position de force usurpée par Bormann et Lammers. Ceux-ci seraient obligés de s'incliner devant cette instance, dont seule l'apathie de Göring n'avait pas permis d'exploiter les possibilités. Toutefois comme Goebbels et Göring étaient en froid ⁶ à cause de l'incident du restaurant Horcher, mes partenaires me demandèrent de parler moi-même de cette question à Göring.

Que notre choix ait pu se porter sur cet homme, qui depuis plusieurs années menait une vie de paresse et de luxe, pourra paraître stupéfiant à l'observateur d'aujourd'hui, si l'on s'avise que nous tentions un dernier effort pour mobiliser toutes les ressources du pays. Pourtant Göring n'avait pas toujours été ainsi et la réputation d'homme violent certes, mais aussi énergique et intelligent, qu'il s'était acquise à l'époque où il avait mis sur pied le Plan de quatre ans et la Luftwaffe était encore un atout appréciable. Pour moi il n'était pas impossible que

Göring, si la tâche à accomplir l'intéressait, retrouve un peu de son énergie et de sa détermination d'autrefois. Dans le cas contraire, pensions-nous, le Conseil de défense du Reich était de toute façon un instrument qui pouvait prendre des décisions et des mesures radicales.

Aujourd'hui, avec le recul du temps, je me rends compte que nous n'aurions pratiquement pas changé le cours des événements en brisant le pouvoir de Bormann et de Lammers. Car ce n'est pas en éliminant les secrétaires de Hitler que nous aurions pu changer l'orientation de notre politique, mais uniquement en révisant notre attitude à l'égard de Hitler lui-même. Mais, pour nous, cela était impensable. Au contraire il est probable que, au cas où notre position personnelle, menacée par Bormann, aurait été restaurée, nous aurions été prêts à suivre Hitler dans sa politique fourvoyée dans une impasse d'une manière peut-être encore plus inconditionnelle que ce n'était le cas avec Lammers, trop timoré à notre gré, et Bormann, l'intrigant. L'importance que nous accordions à des différences aussi infimes montre simplement dans quel univers confiné nous nous agitions.

En entreprenant cette action, c'était la première fois que je sortais du rôle de technocrate où je m'étais cantonné jusqu'alors, pour intervenir dans le domaine politique. J'avais toujours soigneusement évité de franchir ce pas mais, en le faisant, je cédaï à une sorte de logique intérieure : il était en effet spécieux de croire que je pouvais me consacrer exclusivement à mon travail de

technicien. Dans un régime autoritaire on est inévitablement soumis au jeu des forces et des rivalités politiques, dès qu'on veut se maintenir dans le groupe des dirigeants.

Göring séjournait dans son chalet d'été de l'Obersalzberg. Milch m'apprit qu'il s'y était retiré pour prendre un congé prolongé, mortifié qu'il était d'avoir été sévèrement blâmé par Hitler pour sa piètre activité à la tête de la Luftwaffe. Il accepta sur-le-champ de me recevoir le lendemain, c'est-à-dire le 28 février 1943.

Notre entrevue dura plusieurs heures et se déroula dans une atmosphère affable et détendue qui s'accordait avec le caractère intime de cette maison de proportions relativement modestes. Certes, je fus assez surpris, et cela est resté étrangement gravé dans ma mémoire, de voir qu'il avait mis du rouge à ongles et qu'il s'était fardé le visage ; quant à l'énorme rubis épinglé sur sa robe de chambre de velours vert, sa vue m'était déjà familière.

Je rapportai à Göring la discussion que nous avions eue à Berlin et lui fis part de notre proposition : il m'écouta paisiblement, tout en faisant glisser distraitement entre ses doigts des pierres précieuses qu'il sortait de temps à autre de sa poche. Le fait que nous ayons pensé à lui sembla lui faire plaisir. Lui aussi trouvait dangereuse la tournure que prenaient les événements sous l'influence de Bormann, et il approuva nos projets. Mais il en voulait toujours à

Goebbels pour l'incident du Horcher ; finalement je lui proposai d'inviter lui-même le ministre de la Propagande pour examiner avec lui notre projet dans les moindres détails.

Goebbels arriva à Berchtesgaden dès le lendemain, et je commençai par l'informer du résultat de mon entretien avec Göring. Nous fîmes ensemble le chemin jusqu'à la maison de Göring et, tandis que je m'éclipsais, les deux hommes, entre lesquels il y avait eu sans cesse des frictions, eurent une franche explication. Lorsqu'on me demanda de revenir, Göring se frottait les mains de plaisir à l'idée de la lutte qui s'annonçait et il se montra sous son jour le plus attachant. La première chose à faire, selon lui, était d'arrêter la composition du Conseil des ministres pour la défense du Reich. Goebbels et moi n'en faisons pas encore partie, ce qui, soit dit en passant, révélait l'inanité de cette institution. Nous devons donc désormais en être membres. On s'accorda aussi sur la nécessité de remplacer Ribbentrop ; il fallait que le ministre des Affaires étrangères sache convaincre Hitler de mener une politique rationnelle. Or Ribbentrop était un simple instrument au service de Hitler, incapable par conséquent de trouver une solution politique à l'impasse où nous nous trouvions sur le plan militaire.

S'échauffant de plus en plus, Goebbels poursuivit : « Sur le compte de Lammers, le Führer se trompe tout autant que sur Ribbentrop ! » Göring bondit : « Celui-là, il n'a pas cessé de me tirer dans les jambes avec ses interventions

continuelles. Mais maintenant nous allons mettre bon ordre à tout cela ! c'est moi qui m'en charge, messieurs ! » Goebbels prenait visiblement plaisir à voir Göring en colère, et s'appliquait à l'aiguillonner, tout en craignant en même temps l'impulsivité du Reichsmarschall qui, en matière de tactique, était plutôt maladroit : « Vous pouvez y compter, monsieur Göring, nous allons dessiller les yeux du Führer au sujet de Bormann et de Lammers. Mais il ne faut pas y aller trop fort, nous ne devons pas nous emballer. Vous connaissez le Führer. » Puis, devenant plus circonspect, il ajouta : « Nous ne devons sous aucun prétexte dévoiler nos batteries devant les autres membres du Conseil. Il ne faut absolument pas qu'ils sachent que nous voulons petit à petit faire sauter le comité des trois. Nous avons simplement conclu un pacte de fidélité au Führer. Nous n'avons pas d'ambitions personnelles. Mais si chacun de nous parle au Führer en faveur des autres, nous aurons une position plus forte que n'importe qui, et nous pourrons former autour du Führer un solide rempart. »

En repartant, Goebbels était très satisfait : « L'affaire prend tournure. Vous ne trouvez pas que Göring revit ? » Effectivement, au cours des dernières années, je n'avais jamais vu le Reichsmarschall manifester autant d'allant, de décision et d'intrépidité. Avec Göring je fis ensuite une longue promenade dans les sites paisibles de l'Obersalzberg. La conversation porta sur Bormann et les voies qu'il suivait. J'expliquai très franchement à Göring que Bormann n'ambitionnait rien de moins que la

succession de Hitler et qu'il ne reculerait devant aucun moyen pour nous desservir auprès de Hitler et nous évincer, non seulement lui Göring, mais aussi tous les autres. Je lui racontai qu'actuellement déjà, Bormann ne manquait aucune occasion de saper le crédit du Reichsmarschall. Göring avait écouté avec une attention de plus en plus aiguisée. Je continuai alors en lui parlant des moments où nous étions réunis autour de Hitler à l'Obersalzberg pour prendre le thé, réunions dont lui Göring était exclu. C'est là que j'avais pu observer sur le vif la tactique de Bormann.

Il n'attaquait jamais de front, mais procédait par insinuations prudentes, glissant dans le fil de la conversation des allusions à des faits minimes qui par leur accumulation finissaient par produire tout leur effet. Ainsi, pour porter préjudice à Schirach, Bormann relatait sur son compte, à l'heure du thé par exemple, des anecdotes fâcheuses en provenance de Vienne, tout en se gardant soigneusement d'abonder dans le sens de Hitler, lorsque celui-ci marquait sa désapprobation. Au contraire, il lui paraissait plus judicieux de parler aussitôt de Schirach en termes élogieux, éloge qui bien sûr ne pouvait manquer d'avoir pour Hitler un arrière-goût amer. Au bout d'un an à peu près, Bormann avait tant et si bien fait, que Schirach était tombé en disgrâce et que Hitler le traita plus d'une fois avec une véritable hargne. Bormann put alors – lorsque Hitler n'était pas là – aller plus loin dans l'arrogance et déclarer, dans un jugement apparemment inoffensif mais

en réalité implacable, que Schirach avait bien sa place à Vienne, puisque aussi bien tout le monde y intriguait contre tout le monde. Voilà comment Bormann s'y prendrait pour ruiner son crédit, déclarai-je à Göring pour conclure.

Pour Bormann ce n'était évidemment pas bien difficile, car sur bien des points, Göring prêtait le flanc à la critique. Goebbels lui-même évoqua ces jours-là avec un brin d'indulgence, les « tenues baroques » de Göring qui, lorsqu'on ne le connaissait pas, faisaient un effet assez comique. Göring, dans sa tâche de commandant en chef de la Luftwaffe, n'avait pas été à la hauteur, mais cela n'avait nullement modifié son attitude extérieure. Beaucoup plus tard, au printemps 1945, au cours d'une conférence d'état-major, Hitler humilia son Reichsmarschall, en présence de tous les participants, de la façon la plus outrageante ; Göring confia alors à Below, colonel de la Luftwaffe et aide de camp de Hitler : « Speer avait raison de me mettre en garde. Bormann a fini par réussir. » Göring se trompait. Bormann était arrivé à ses fins dès le printemps 1943.

Quelques jours plus tard, le 5 mars 1943, je me rendis au quartier général pour aller prendre des instructions concernant des questions d'armement. Mais le but principal de ma visite était de faire avancer notre alliance avec Göring et Goebbels. Je n'eus aucune difficulté à obtenir de Hitler une invitation pour Goebbels. Hitler était

enchanté à l'idée de passer une journée avec le ministre de la Propagande, dont la compagnie agréable le distrairait de la morne solitude du quartier général.

Goebbels arriva au quartier général trois jours après moi ; il commença par me parler en particulier et me demanda : « Dans quelles dispositions le Führer se trouve-t-il, monsieur Speer ? » Mon impression, répondis-je, était que Hitler était assez monté contre Göring. Je conseillai à Goebbels de rester sur la réserve. Il était sans doute préférable, dans un premier temps, de ne pas pousser l'affaire davantage ; moi-même, d'ailleurs, j'avais brièvement tâté le terrain mais je n'avais pas insisté. Goebbels acquiesça : « Vous avez probablement raison. Pour le moment il ne faut pas indisposer le Führer en lui parlant de Göring. Cela compromettrait tout ! »

Les attaques aériennes des alliés, qui se succédaient sans interruption depuis des semaines, ne rencontraient presque aucune résistance, de sorte que la position de Göring, déjà ébranlée, continuait de s'affaiblir. Au seul nom de Göring, Hitler éclatait en diatribes virulentes sur les insuffisances de nos plans de guerre aérienne. Ce jour-là, Hitler nous fit part une nouvelle fois de son inquiétude : les bombardements, s'ils continuaient à ce rythme, ne détruiraient pas seulement nos villes, mais surtout ils porteraient au moral du peuple un coup irréparable. Hitler était alors victime de la même erreur que les stratèges britanniques de la guerre des bombes de l'autre côté de la Manche.

Goebbels et moi, nous fûmes invités à déjeuner par Hitler. Curieusement il omettait, en de telles occasions, d'inviter également Bormann, dont par ailleurs il ne pouvait se passer. Sous ce rapport, il traitait Bormann purement et simplement comme un secrétaire. Stimulé par la présence de Goebbels, Hitler fut ce jour-là beaucoup plus vivant et communicatif que lors de mes autres séjours au quartier général. Il profita de l'occasion pour épancher son cœur et, comme cela se produisait la plupart du temps, il porta sur presque tous ses collaborateurs, sauf nous qui étions avec lui, des jugements défavorables.

Après le repas Hitler me pria de me retirer : c'était en effet pour lui une règle que de faire la démarcation entre les différentes personnes et les différents domaines. Il me congédia de quelques paroles aimables et resta seul avec Goebbels, avec lequel il s'entretint plusieurs heures. Je ne revins qu'à l'heure de la conférence militaire. Le soir nous étions de nouveau réunis pour le dîner. Hitler fit allumer le feu dans la cheminée, son domestique apporta pour nous une bouteille de vin, pour lui de l'eau de Fachingen. Nous restâmes ensemble jusqu'au petit matin, dans une atmosphère détendue, presque intime. Je n'eus guère l'occasion de parler, car Goebbels s'entendait à divertir Hitler. Il usa tour à tour de tous les registres : la grande éloquence, les phrases bien aiguisées, l'ironie employée au bon moment, l'admiration quand Hitler l'attendait, la sentimentalité quand le moment et le sujet l'exigeaient, les ragots, les histoires galantes. Il mêla tous les sujets avec un

art consommé : le théâtre, le cinéma, le passé. Comme toujours, Hitler demanda aussi à Goebbels de lui parler de ses enfants et voulut connaître mille détails ; leurs réflexions enfantines, les jeux qu'ils préféraient, les observations souvent pertinentes qu'ils faisaient. Cette nuit-là encore, tout cela délassa Hitler et lui fit oublier ses soucis.

Si Goebbels sut y faire pour encenser l'amour-propre de Hitler en évoquant les crises de l'époque héroïque et la manière dont il les avait surmontées, s'il sut flatter la vanité du Führer, que l'objectivité des militaires laissait passablement insatisfaite, Hitler, pour ne pas demeurer en reste, flatta lui aussi l'amour-propre de son ministre de la Propagande en vantant ses réussites. Sous le III^e Reich, on donnait volontiers dans le panégyrique, on se décernait sans lésiner des brevets de capacité.

Goebbels et moi étions convenus, malgré l'incertitude de notre démarche, de faire part ce soir-là à Hitler, ne fût-ce que par allusions, de nos projets visant à stimuler l'activité du « Conseil des ministres pour la défense du Reich ». Le sujet qui nous tenait à cœur aurait pu apparaître à Hitler comme une critique indirecte de sa gestion des affaires et le vexer, mais un climat propice avait été créé, le moment nous parut favorable, lorsqu'on vint annoncer à Hitler une nouvelle qui mit brusquement fin à l'atmosphère idyllique de cette soirée passée devant le feu dans la cheminée : Nuremberg subissait au même moment une violente attaque aérienne. Comme s'il avait flairé nos intentions, mais peut-être aussi mis en garde par Bormann, Hitler

nous fit une scène comme j'en ai rarement vue. Il donna l'ordre d'aller immédiatement tirer de son lit le général Bodenschatz, le premier aide de camp de Göring, qu'il agonisa de reproches furieux dirigés contre « le Reichsmarschall, cet incapable ». Goebbels et moi tentâmes de calmer Hitler, qui finit effectivement par se radoucir. Mais tous nos travaux d'approche étaient devenus inutiles, Goebbels jugea comme moi plus prudent de ne rien dire sur ce qui nous tenait à cœur. D'ailleurs, après les nombreux témoignages de satisfaction que venait de lui décerner Hitler, Goebbels eut le sentiment que sa cote politique avait sensiblement remonté. Il cessa désormais de parler d'une « crise du Führer » et sembla au contraire avoir retrouvé ce soir-là son ancienne confiance en Hitler. Il décida néanmoins qu'il fallait poursuivre le combat contre Bormann.

Le 17 mars eut lieu chez Göring, dans son palace berlinois de la Leipziger Platz, une réunion à laquelle furent conviés Goebbels, Funk, Ley et moi-même. Göring nous reçut dans son bureau, l'accueil fut d'abord tout à fait protocolaire : Göring trônait sur un fauteuil Renaissance derrière un bureau de proportions monumentales. Nous étions assis en face de lui sur des chaises inconfortables. La cordialité qu'il avait manifestée lors de notre entretien à Obersalzberg avait disparu, on aurait presque dit que Göring regrettait après coup sa spontanéité.

Mais bientôt, renchérissant une nouvelle fois l'un sur l'autre, Göring et Goebbels – les autres assistaient à la

discussion presque sans rien dire – se mirent à brosser un tableau des dangers qui émanaient du triumvirat ; se berçant d'espoirs et d'illusions, ils envisagèrent les possibilités qui s'offraient à nous de tirer Hitler de son isolement. Goebbels paraissait avoir complètement oublié comment Hitler avait rabaissé Göring quelques jours plus tôt. Tous deux croyaient déjà avoir partie gagnée. Göring, passant comme toujours par des alternatives d'exaltation et d'apathie, minimisait déjà l'influence de la mafia du quartier général : « Il ne faut tout de même pas les surestimer, monsieur Goebbels ! après tout Bormann et Keitel ne sont que les secrétaires du Führer. Il ne faut pas qu'ils se croient tout permis ! Réduits à eux-mêmes, ce ne sont que des nullités ! » Quant à Goebbels, ce qui semblait l'inquiéter le plus était que Bormann pût utiliser son autorité directe sur les Gauleiter, pour s'assurer des appuis à l'intérieur du Reich afin de contrecarrer notre action. Je me souviens encore que Goebbels essaya de mobiliser Ley, qui était le chef de l'organisation politique du parti, contre Bormann, et finit par proposer que le Conseil des ministres pour la défense du Reich fût investi du droit de faire comparaître les Gauleiter et de leur demander des comptes. Sachant bien que Göring n'assisterait certainement pas aussi souvent aux réunions du Conseil, il proposa que celles-ci aient lieu toutes les semaines et ajouta incidemment qu'il pourrait très bien, au cas où Göring serait empêché, présider les séances en son nom⁷. Sans deviner le jeu de Goebbels, Göring acquiesça. Derrière le front de la grande bataille pour le pouvoir, les

vieilles rivalités continuaient de couver.

Depuis un certain temps déjà, le nombre des ouvriers que Sauckel prétendait avoir fournis à l'industrie et qu'il avait l'habitude de communiquer à Hitler à grand renfort d'explications fanfaronnes, ne concordait plus avec les chiffres réels indiqués par les entreprises. L'écart était de plusieurs centaines de mille. Je proposai aux membres de notre coalition d'unir nos forces pour contraindre Sauckel, l'agent de Bormann, à fournir des informations véridiques.

Aux environs de Berchtesgaden, on avait construit, sur ordre de Hitler, un grand bâtiment dans le style rustique bavarois destiné à la Chancellerie du Reich dont le siège était à Berlin. C'est là que Lammers et ses collaborateurs directs continuaient à diriger les affaires de la Chancellerie, quand Hitler passait quelques mois à l'Obersalzberg. Göring demanda à Lammers, le maître des lieux, de convoquer notre groupe, ainsi que Sauckel et Milch, pour une conférence qui devait se tenir le 12 avril 1943 dans la salle de réunion de cette propriété. Avant la réunion, Milch et moi expliquâmes encore une fois à Göring quelles étaient nos exigences. Il se frotta les mains : « Je vais arranger cela comme vous le désirez ! »

Pourtant une surprise nous attendait : nous vîmes entrer dans la salle Himmler, Bormann et Keitel, et, comble d'infortune, Goebbels, notre allié, s'excusa, faisant savoir qu'il avait été pris de coliques néphrétiques un peu avant

d'arriver à Berchtesgaden, et était couché, malade, dans son wagon spécial. Je n'ai jamais réussi à savoir s'il avait tout simplement eu vent de quelque chose. Cette réunion signifia la fin de notre coalition. Sauckel ne voulut pas admettre qu'il fallait fournir à l'ensemble de l'économie 2 100 000 ouvriers, souligna le succès de son action, qui avait permis de couvrir tous les besoins, et laissa exploser sa colère lorsque je lui objectai que ses chiffres ne pouvaient pas être exacts ⁸.

Milch et moi, nous nous attendions à voir Göring demander à Sauckel des explications et l'engager à modifier sa politique de recrutement de la main-d'œuvre. Mais à notre grande consternation, le Reichsmarschall se lança dans une violente diatribe dirigée contre Milch et, indirectement, contre moi : il était incroyable de voir Milch mettre ainsi des bâtons dans les roues à cet excellent Sauckel, notre camarade du parti, qui se donnait tant de mal et avait obtenu de tels succès. Lui, Göring, en tout cas, se sentait le devoir de lui exprimer toute sa gratitude. Si Milch ne voyait pas les résultats obtenus par Sauckel, c'est qu'il avait un bandeau sur les yeux... on aurait cru que Göring s'était trompé de disque. Suivit une longue discussion sur les ouvriers qui manquaient dans les usines et chacun des ministres présents intervint, sans connaître le problème, pour expliquer cet écart entre les chiffres de Sauckel et ceux des entreprises. Himmler déclara fort posément que les centaines de milliers d'ouvriers qui manquaient étaient peut-être morts.

Cette réunion fut un véritable fiasco. Non seulement elle n'apporta aucun éclaircissement sur la question de la main-d'œuvre manquante, mais elle signifiait aussi l'échec de notre combat contre Bormann, qui avait été si superbement engagé.

Après la conférence, Göring me prit à part : « Je sais que vous vous entendez bien avec Milch, mon secrétaire d'État, et que vous travaillez en étroite collaboration avec lui. Mais je voudrais, à titre tout à fait amical, vous mettre en garde contre lui. On ne peut pas avoir confiance en lui et, quand ses intérêts sont en jeu, même ses meilleurs amis ne comptent plus. » Je rapportai aussitôt cette réflexion à Milch qui éclata de rire : « Göring m'en a dit autant sur ton compte il n'y a pas si longtemps. » En essayant de semer la méfiance, Göring prenait le contre-pied de ce que nous avions décidé d'un commun accord, c'est-à-dire de former un bloc uni. La méfiance était à ce point généralisée que toute amitié paraissait être chargée de menaces.

Quelques jours après cette séance, Milch déclara qu'à son avis la volte-face de Göring s'expliquait par le fait que la Gestapo possédait des preuves de sa morphinomanie. Il y avait déjà assez longtemps que Milch m'avait engagé à observer les pupilles de Göring. Au procès de Nuremberg, mon avocat, le D^r Flächsner, me confirma que Göring était morphinomane bien avant 1933 ; il avait d'ailleurs assuré sa défense au cours d'un procès qui avait été intenté à Göring pour administration illicite d'une piqûre de

morphine⁹.

Selon toute probabilité, notre tentative pour embrigader Göring contre Bormann était également vouée à l'échec pour des motifs d'ordre financier. En effet, comme il ressort d'un document de Nuremberg, Bormann avait donné à Göring une somme de 6 millions de marks, prélevée sur les fonds que l'industrie allemande versait à la « donation Adolf-Hitler ».

Après l'échec de notre alliance, Göring retrouva effectivement un peu de son dynamisme, mais curieusement c'est moi qui en fis les frais. Quelques semaines plus tard, et d'une manière tout à fait contraire à ses habitudes, il me demanda de convoquer les principaux dirigeants de l'industrie sidérurgique à une conférence qui devait se tenir à l'Obersalzberg. La réunion eut lieu dans mon bureau d'études, devant les tables à dessin recouvertes de papier et seul le comportement de Göring mérite d'être rapporté. Il était d'humeur euphorique, on voyait nettement ses pupilles rétrécies et les experts de la sidérurgie, étonnés, se virent infliger un exposé circonstancié sur la métallurgie du fer, qui permit à Göring de faire étalage de ses connaissances sur les hauts fourneaux et le traitement des minerais. Ce fut ensuite une série de lieux communs : il fallait produire davantage, ne pas reculer devant les innovations ; l'industrie était paralysée par le traditionalisme, elle devait apprendre à se

surpasser et ainsi de suite. Ce déluge verbal dura deux heures, puis le débit de Göring se fit plus lent, l'expression de son visage toujours plus absente. Soudain il posa sa tête sur la table et sombra dans un paisible sommeil. Il nous parut plus sage de ne pas nous préoccuper davantage du Reichsmarschall endormi dans son uniforme rutilant, ne fût-ce que pour ne pas le plonger dans l'embarras ; nous continuâmes à discuter de nos problèmes jusqu'au moment où il s'éveilla pour lever la séance sans autres formalités.

Göring avait fixé au lendemain une conférence sur des problèmes relatifs au programme de radiogoniométrie : elle se termina tout aussi lamentablement. Cette fois encore, les experts présents eurent droit à une quantité d'explications dispensées sur un ton de grand seigneur par un Göring en excellente humeur, mais dénué de toute connaissance technique, et qui, pour finir, distribua d'un cœur généreux toute une kyrielle de directives. Après son départ, j'eus toutes les peines du monde à réparer les dégâts sans désavouer Göring ouvertement. Néanmoins l'incident était assez grave pour que je fusse contraint d'en informer Hitler qui, dès que l'occasion se présenta, le 13 mai 1943, convoqua au quartier général les responsables de l'industrie d'armements, pour restaurer le prestige du gouvernement ¹⁰.

Quelques mois après la faillite de nos projets, je rencontrai Himmler dans l'enceinte du quartier général. Il me déclara d'un ton rogue et menaçant : « Je

considérerais comme regrettable que vous tentiez une nouvelle fois de ranimer l'énergie du Reichsmarschall ! » De toute façon, cela n'était plus possible. Göring était, et cette fois définitivement, retombé dans sa léthargie. Il ne devait en sortir qu'à Nuremberg.

[48](#). Le jeu de mots *Führungskrise/ Führerkrise* ne peut pas être rendu en français dans la mesure où l'on garde le terme de « Führer ». (N.D.T.)

Deuxième personnage de l'État

Quelques semaines après le fiasco de notre association intéressée, vers le début du mois de mai 1943, Goebbels s'empressa de découvrir chez Bormann ces mêmes qualités qu'il reconnaissait à Göring quelques semaines plus tôt. Il s'engagea à transmettre dorénavant à Bormann les informations destinées à Hitler et à recourir à lui pour connaître les instructions de Hitler. Pour prix de cette subordination, Goebbels bénéficia des bons offices de Bormann. Il avait cessé de compter sur Göring, qui ne devait plus être soutenu que dans son rôle de personnage important.

Bormann avait encore étendu son pouvoir. Pourtant rien ne disait qu'un jour ne viendrait pas où il pourrait avoir besoin de moi. Et bien qu'entre-temps il dût avoir eu vent de ma tentative infructueuse de le détrôner, Bormann se montra très prévenant à mon égard et me laissa entendre que je pouvais me ranger à ses côtés, tout comme Goebbels. Mais je ne répondis pas à cette offre, car le prix à payer me paraissait trop élevé : je serais tombé sous sa coupe.

Goebbels resta lui aussi en contact étroit avec moi. Car nous n'avions pas cessé de poursuivre notre but, qui était la mobilisation implacable de toutes les réserves du pays. Assurément je me fiais exagérément à lui ; j'étais en effet subjugué par son amabilité, ébloui par son parfait savoir-vivre, conquis par sa froide logique.

Aussi les choses changèrent-elles peu extérieurement. Nous vivions dans un monde où la dissimulation, l'hypocrisie et la tartuferie étaient de règle. On était entre rivaux et on échangeait rarement des propos sincères de peur qu'ils n'arrivent, altérés, aux oreilles de Hitler. On complotait, on misait sur la versatilité de Hitler, facteur important, on gagnait ou on perdait à ce jeu patelin. Les rapports étaient faussés ; moi aussi, comme tous les autres, je jouais sans scrupules de cet instrument désaccordé.

Durant la deuxième quinzaine du mois de mai 1943, Göring me fit savoir qu'il voulait que nous prononcions tous deux, au Palais des Sports, un discours sur l'armement en Allemagne. Je donnai une réponse positive. Mais, quelques jours plus tard, j'eus la surprise d'apprendre que Hitler avait désigné Goebbels pour parler à la place de Göring. Lorsque arriva le moment d'harmoniser nos deux textes, le ministre de la Propagande me conseilla d'abrégier mon discours, le sien devant durer une heure : « Si le vôtre ne dure pas nettement moins d'une demi-heure, la réunion perd tout son intérêt. » Comme toujours, nous fîmes parvenir à Hitler le texte manuscrit de nos

discours, en précisant que le mien serait abrégé d'un tiers. Hitler me convoqua à l'Obersalzberg. Il lut devant moi les manuscrits que Bormann lui avait remis et biffa résolument et sans ménagements dans le discours de Goebbels, au point qu'il l'écourta d'une moitié en quelques minutes : « Tenez, Bormann, remettez cela au docteur, et dites-lui que je trouve le discours de Speer tout à fait excellent. » Hitler venait ainsi, en présence de Bormann l'intrigant, de me faire remporter sur Goebbels un succès de prestige. Après cet incident, les deux hommes durent admettre que je jouissais toujours d'un grand crédit auprès de Hitler. Quant à moi, cela m'autorisait à penser qu'il me soutiendrait, le cas échéant, même contre ses conseillers les plus proches.

Mon discours du 5 juin 1943, qui pour la première fois révélait les progrès notables réalisés dans la production d'armements, se heurta à une double incompréhension. Les autorités du parti disaient : « Tout va donc bien, même sans restrictions draconiennes 1 Pourquoi devrions-nous affoler le peuple par des mesures de catastrophe ? » Les généraux et les combattants du front, en revanche, mirent en doute l'authenticité de mes déclarations, chaque fois que l'approvisionnement en armes ou en munitions s'était révélé difficile.

L'offensive d'hiver des Russes avait été enrayée. L'augmentation de notre production n'avait pas seulement contribué à colmater les brèches sur le front est ; les nouvelles livraisons d'armes permirent à Hitler, en dépit

des pertes subies durant l'hiver, de préparer une offensive : il s'agissait de réduire le saillant de Koursk. Le début de cette opération, appelée en code « opération Citadelle », fut sans cesse remis à plus tard, parce que Hitler attachait une grande importance à l'entrée en ligne de nouveaux chars. En particulier il attendait des prodiges d'un nouveau modèle à embrayage électrique, conçu par le professeur Porsche.

Un jour que nous dînions très simplement dans une petite salle au mobilier rustique située derrière la Chancellerie du Reich, j'entendis par hasard Sepp Dietrich déclarer que Hitler avait l'intention de diffuser un ordre selon lequel il n'y aurait cette fois pas de prisonniers. En effet on avait découvert, au cours de raids menés par des unités SS, que les troupes soviétiques avaient exécuté des prisonniers. Aussitôt Hitler avait spontanément annoncé des représailles sanglantes et massives.

Cette nouvelle me bouleversa ; mais j'étais également inquiet à la pensée du tort que nous nous ferions ainsi à nous-mêmes. Hitler comptait faire des centaines de milliers de prisonniers, et il y avait des mois que nous tentions vainement de remédier à une pénurie de main-d'œuvre considérable. C'est pourquoi, dès que l'occasion s'en présenta, j'exposai à Hitler les réserves que cet ordre m'inspirait. Je n'eus guère de difficultés à le faire changer d'avis, il parut plutôt soulagé de pouvoir revenir sur l'accord qu'il avait donné aux SS. Le même jour, c'était le 8 juillet 1943, il demanda à Keitel de rédiger une directive stipulant

que tous les prisonniers devraient être affectés à la production d'armements ¹ .

En fait cette discussion sur le sort que l'on réserverait aux prisonniers se révéla inutile. L'offensive fut déclenchée le 5 juillet mais, en dépit de l'engagement massif de nos armes les plus modernes, il fut impossible de réaliser l'encerclement du saillant ; la confiance de Hitler n'avait été qu'un leurre. Après deux semaines de combats, il fallut abandonner. Cet échec prouvait que désormais, même à la saison propice, l'initiative des opérations appartenait à l'ennemi soviétique.

Après Stalingrad, la seconde catastrophe que nous eût réservée l'hiver russe, l'état-major général de l'armée avait insisté pour qu'on édifie une position de repli loin derrière le front, sans toutefois obtenir l'assentiment de Hitler. Mais maintenant que notre dernière offensive avait échoué, Hitler était à son tour favorable à l'idée de préparer des positions défensives ; il voulait qu'elles fussent établies à 20 ou 25 kilomètres de la ligne principale de résistance ² . L'état-major général proposait quant à lui de choisir comme ligne fortifiée la rive ouest du Dniepr, qui, avec ses pentes abruptes, dominait d'une cinquantaine de mètres la plaine située en face. Selon toutes probabilités, on aurait encore disposé d'un temps suffisant pour édifier à cet endroit une ligne de défense, car le front se situait à ce moment à plus de deux cents kilomètres à l'est du Dniepr. Mais Hitler refusa catégoriquement. Lui qui, au temps des campagnes victorieuses, avait toujours affirmé que les

soldats allemands étaient les plus valeureux du monde, déclarait maintenant : « Construire des fortifications à l'arrière du front est une chose qui, pour des motifs psychologiques, est impossible. Si les troupes viennent à apprendre qu'il existe peut-être une ligne de fortifications située à une centaine de kilomètres de la zone des combats, personne n'arrivera plus à les faire combattre. A la première occasion elles battront en retraite et reflueront sans opposer de résistance ³ . »

Malgré cette interdiction, l'organisation Todt, sur l'ordre de Manstein et avec l'accord tacite de Zeitzler, entreprit d'aménager, en décembre 1943, une position le long du Bug. Hitler l'apprit par Dorsch, mon adjoint. Cette fois encore, les armées soviétiques se trouvaient à une distance de 150 à 200 kilomètres à l'est de ce fleuve. Et une nouvelle fois Hitler invoqua exactement les mêmes motifs que six mois auparavant pour ordonner, avec une rare intransigeance, de suspendre les travaux immédiatement ⁴ . Ces fortifications de campagne qu'on voulait construire à l'arrière du front lui paraissaient constituer, comme il le déclara, très irrité, une nouvelle preuve du défaitisme de Manstein et de son groupe d'armées.

L'entêtement de Hitler facilita la tâche des troupes soviétiques, qui talonnèrent nos armées sans jamais leur laisser le temps de souffler. A partir de novembre, le sol était en effet gelé en Russie, et après cette date il ne fallait plus compter creuser des retranchements. Mais on laissa

passer ce délai. Les soldats furent alors exposés aux intempéries sans pouvoir s'abriter ; de plus, la mauvaise qualité de nos équipements d'hiver désavantageait les troupes allemandes par rapport à l'ennemi qui, lui, était bien protégé contre les rigueurs de l'hiver.

Ces réactions n'étaient pas les seuls indices montrant que Hitler refusait d'admettre que le vent avait tourné. Au printemps 1943, il avait réclamé la construction d'un pont routier et ferroviaire de cinq kilomètres de long sur le détroit de Kertch, bien que nous fussions depuis longtemps occupés à construire un téléphérique, qui fut mis en service le 14 juillet et pouvait transporter mille tonnes de fret par jour. Cette capacité de transport correspondait exactement aux besoins de la XVII^e armée en approvisionnements défensifs. Mais Hitler n'avait pas renoncé à son plan consistant à percer jusqu'en Iran en passant par le Caucase. Il justifia expressément son ordre par la nécessité de pouvoir utiliser ce pont pour approvisionner la tête de pont du Kouban en hommes et en matériel en vue d'une offensive ⁵. Ses généraux, en revanche, avaient abandonné cette idée depuis longtemps. Un jour que j'étais allé inspecter la tête de pont du Kouban, tous les généraux du front me confièrent leur crainte de ne pouvoir tenir nos positions, étant donné la puissance de l'ennemi. Lorsque je fis part à Hitler de leur inquiétude, il me répondit d'un ton méprisant : « Pures échappatoires que tout cela ! Jänicke est comme l'état-major général, il ne croit pas à une nouvelle offensive ! »

Un peu plus tard, durant l'été 1943, le général Jänicke, qui commandait la XVII^e armée, se vit dans l'obligation de demander par l'intermédiaire de Zeitzler l'autorisation d'abandonner la tête de pont du Kouban, trop exposée. Son intention était de se replier en Crimée et d'y occuper une position plus favorable, pour se préparer à l'offensive que les Russes déclencheraient à n'en pas douter pendant l'hiver. Hitler exigea au contraire, avec plus d'obstination que jamais, que la construction du pont soit accélérée en vue de l'offensive qu'il projetait. Mais il était déjà évident que ce pont ne pourrait jamais être achevé. Le 4 septembre, les dernières unités allemandes commencèrent à évacuer la tête de pont que Hitler possédait sur le continent asiatique.

De même que nous avions discuté chez Göring de la manière dont nous pouvions résoudre la crise du pouvoir politique, je fus amené à examiner avec Guderian, Zeitzler et Fromm la crise du commandement militaire. Durant l'été 1943, le général Guderian, inspecteur général de l'arme blindée, me demanda de lui ménager une entrevue avec Zeitzler, le chef d'état-major général de l'armée, avec lequel il voulait s'expliquer en privé. Entre les deux hommes subsistait un différend provenant de questions de compétences mal définies. Comme j'étais en très bons termes avec les deux généraux, mon rôle d'intermédiaire s'imposait. Mais il s'avéra que Guderian venait à cette réunion avec des intentions qui dépassaient les problèmes

personnels. Il voulait convenir avec nous d'une tactique commune, pour faire nommer un nouveau commandant en chef de l'armée de terre. La réunion eut lieu dans ma maison de l'Obersalzberg.

Les divergences qui opposaient Zeitzler et Guderian passèrent rapidement au second plan ; la conversation porta bientôt essentiellement sur la situation créée par le fait que Hitler avait bien pris en charge le commandement suprême de l'armée de terre, mais en fait ne l'exerçait pas. Zeitzler expliqua que les intérêts de l'armée devaient être défendus avec plus d'énergie en face des deux autres armes et de la SS, et que Hitler, en sa qualité de commandant suprême des Forces armées, était au-dessus des différents services armés et devait garder une position impartiale. Guderian ajouta qu'un commandant en chef avait le devoir d'entretenir avec les chefs des armées des contacts personnels étroits, de s'employer à ce que les besoins de ses troupes soient satisfaits et de régler les problèmes d'approvisionnement fondamentaux. Tous deux s'accordaient à penser que Hitler n'avait ni le goût ni le temps de défendre les intérêts particuliers.

Il nommait et révoquait des généraux qu'il ne connaissait même pas. Seul un commandant en chef connaissant bien ses officiers supérieurs était en mesure de régler les questions de personnel. Or l'armée n'ignorait pas, continua Guderian, que Hitler laissait le commandant en chef de la Luftwaffe, celui de la marine, ainsi que Himmler mener leur politique du personnel pratiquement comme ils

l'entendaient. Seule l'armée de terre n'avait pas cette liberté.

Chacun d'entre nous allait tenter d'intervenir auprès de Hitler pour qu'il nomme un nouveau commandant en chef de l'armée. Mais les premières allusions que Guderian et moi-même, chacun de notre côté, fîmes à ce sujet se heurtèrent à un refus extrêmement brutal de Hitler, qui parut manifestement offensé. Je ne savais pas que les maréchaux von Kluge et von Manstein venaient de faire, juste avant nous, une tentative dans le même sens. Hitler avait dû supposer que nous avions partie liée.

Il y avait beau temps que Hitler n'accédait plus comme avant de bonne grâce à tous mes désirs concernant les questions de personnel et d'organisation. Le triumvirat formé par Bormann, Lammers et Keitel essaya de s'opposer à toute extension de mes pouvoirs, même si cela avait été justifié par la nécessité d'augmenter la production. Toutefois ils ne purent trouver aucun argument convaincant pour contrecarrer l'action que j'entrepris conjointement avec Dönitz pour prendre en main l'armement de la marine.

J'avais fait la connaissance de Dönitz après mon entrée en fonctions, en juin 1942. Il était à l'époque commandant en chef des sous-marins et me reçut à Paris dans un immeuble qui, pour l'époque, était ultra-moderne. La simplicité des lieux me parut d'autant plus agréable que je

venais de prendre part à un banquet plantureux, avec quantité de plats accompagnés de grands vins, qu'avait donné le maréchal Sperrle, commandant en chef des forces aériennes stationnées en France. Ce dernier avait installé son quartier général au palais du Luxembourg, dans l'ancien château de Marie de Médicis. Par son goût du luxe et son souci de mener grand train, le maréchal le cédait aussi peu à Göring, son commandant en chef, que par sa corpulence.

Pendant les mois qui suivirent, nous eûmes, Dönitz et moi, à effectuer en commun certains travaux intéressant la construction sur l'Atlantique des grands abris bétonnés pour les sous-marins : ce fut pour nous l'occasion de fréquentes rencontres. Raeder, le commandant en chef de la marine, ne semblait pas voir cela d'un bon œil ; il ne tarda pas à interdire tout bonnement à Dönitz de discuter les problèmes techniques directement avec moi.

A la fin décembre 1942, le commandant de sous-marins Schütze, qui comptait de nombreuses victoires, m'avertit qu'il existait de sérieuses dissensions entre Dönitz et le haut commandement de la marine à Berlin. Selon lui, certains indices laissaient prévoir que le commandant en chef de la flotte sous-marine allait être prochainement relevé de son commandement. Quelques jours plus tard, j'appris par le secrétaire d'État Naumann qu'au ministère de la Propagande, le censeur pour les questions de la marine avait barré le nom de Dönitz sur toutes les légendes des photos de presse prises à l'occasion d'un

voyage d'inspection que Raeder et Dönitz avaient effectué ensemble.

Dans les premiers jours de janvier, alors que je me trouvais au quartier général, Hitler entra en fureur à la lecture de certains comptes rendus de la presse étrangère qui relataient un combat naval dont le haut commandement de la marine ne l'avait pas informé dans tous les détails ⁶. Au cours de la discussion que nous eûmes ensuite, il amena comme par hasard la conversation sur la question de savoir s'il était possible de rationaliser la construction des sous-marins. J'en vins ensuite rapidement à parler de ma difficile collaboration avec Raeder, et ce sujet l'intéressa davantage. Je lui fis part de l'interdiction de discuter les problèmes techniques avec Dönitz, des craintes des officiers de la flotte sous-marine quant à leur commandant en chef et de la façon dont avaient été censurées les légendes des photos dans la presse. Après tout, j'avais constaté, en observant la manière de faire de Bormann, qu'on n'arrivait à obtenir quelque chose de Hitler qu'en éveillant prudemment sa méfiance. Toute tentative pour l'influencer directement était au contraire vouée à l'échec, car il n'acceptait jamais une solution, s'il avait l'impression qu'elle lui avait été dictée. Je suggérai donc que Dönitz pourrait être l'homme qui permettrait d'éliminer tous les obstacles que rencontraient nos projets concernant les sous-marins. Mon but était effectivement d'obtenir le renvoi de Raeder. Mais étant donné la ténacité dont Hitler faisait preuve ordinairement pour conserver ses plus

anciens collaborateurs, je ne nourrissais pas d'espoirs exagérés.

Le 30 janvier, Dönitz fut nommé grand amiral et en même temps commandant en chef de la Kriegsmarine ; Raeder devenait amiral-inspecteur de la marine, ce qui ne lui garantissait pas davantage que le droit à des funérailles nationales.

Par sa détermination d'homme compétent, par la rigueur technique de ses arguments, Dönitz sut préserver la marine des sautes d'humeur de Hitler jusqu'à la fin de la guerre. J'avais désormais la possibilité de le voir souvent, pour débattre avec lui les problèmes posés par la fabrication des sous-marins. Il est vrai que cette étroite collaboration débuta par une fausse note. A la mi-avril, après un exposé fait par Dönitz, Hitler décida, sans me consulter, que l'ensemble de l'armement de la marine passait au premier rang des priorités, alors que trois mois plus tôt, le 22 janvier 1943, il avait déclaré, à propos du programme de chars, qui venait d'être considérablement augmenté, que c'était notre tâche la plus urgente. Évidemment les deux programmes ne pouvaient manquer de se concurrencer. Je n'eus pas besoin d'adresser une réclamation à Hitler ; avant qu'une controverse ne s'engage, Dönitz comprit qu'une collaboration avec le puissant appareil de l'armement de l'armée de terre lui apporterait plus d'avantages que toutes les promesses de Hitler. Nous décidâmes, d'un commun accord, que mon organisation prendrait en charge l'armement de la marine.

Quant à moi, je prenais l'engagement de réaliser le programme que Dönitz avait établi. Notre production mensuelle maximum de sous-marins était précédemment de 20 bâtiments d'un modèle assez petit, ayant ensemble 16 000 tonnes de déplacement. Nous voulions fabriquer dorénavant 40 sous-marins par mois, totalisant 50 000 tonnes de déplacement. En outre, il fut convenu de doubler le nombre des dragueurs de mines et des vedettes lance-torpilles.

Seul un sous-marin d'un type nouveau pouvait nous permettre d'éviter une impasse complète de la guerre des sous-marins, m'expliqua Dönitz. La marine voulait abandonner le type de sous-marin utilisé jusqu'alors, c'est-à-dire le « bâtiment de surface », capable occasionnellement de naviguer sous l'eau ; il fallait tout faire pour adopter la meilleure ligne hydrodynamique possible, doubler le nombre des commandes électriques et augmenter l'énergie emmagasinée dans les accumulateurs, afin de doter le bâtiment non seulement d'une vitesse beaucoup plus grande en plongée, mais également d'un rayon d'action plus étendu.

Comme toujours en pareil cas, l'essentiel était de trouver un homme capable de diriger une telle entreprise. Mon choix se porta sur Otto Merker ; originaire de Souabe, il s'était occupé jusqu'alors de construire des voitures de pompiers et avait révélé de sérieuses compétences : ce choix était donc une véritable provocation à l'égard de tous les ingénieurs en construction navale. Merker présenta au

haut commandement de la marine son nouveau système de construction au cours d'une réunion qui se tint le 5 juillet 1943.

Comme les bateaux fabriqués en série aux États-Unis selon le système Kayser, les sous-marins devaient se composer de plusieurs parties ; celles-ci, montées à l'avance, avec leurs machines et leurs installations électriques, à l'intérieur du pays, devaient être transportées par voie de terre ou par voie d'eau pour être ensuite assemblées en peu de temps. Ce procédé permettait de pallier la carence des chantiers navals qui faisait obstacle à toute extension du programme de constructions navales⁷. Ému ou peu s'en faut, Dönitz s'exclama à la fin de la réunion : « Une vie nouvelle s'ouvre devant nous. »

Pour l'heure, nous avions une idée précise de ce que devaient être les nouveaux sous-marins, mais rien de plus. Une commission d'études fut donc créée, qui devait dessiner les plans des sous-marins et étudier tous les détails. La présidence de cette commission ne fut pas confiée, comme l'aurait voulu l'usage, à un ingénieur en chef, mais à l'amiral Topp, que Dönitz affecta spécialement à cette tâche : cela soulevait d'ailleurs des problèmes complexes de compétences que nous n'essayâmes pas de définir clairement. Entre Topp et Merker, la coopération fut aussi excellente qu'entre Dönitz et moi.

Le 11 novembre 1943, quatre mois exactement après la première séance de la commission des Constructions navales, tous les plans étaient terminés. Un mois plus tard

nous pouvions, Dönitz et moi, inspecter un modèle réalisé en bois, visible même de l'intérieur, du nouveau sous-marin de 1 600 tonnes. Les plans de construction étaient encore en cours de réalisation que le comité principal pour les constructions navales avait déjà passé des commandes à l'industrie : nous avions déjà utilisé cette méthode avec succès pour la fabrication des nouveaux chars « Panthères ». C'est uniquement grâce à cette méthode que nous pûmes livrer à la marine, dès 1944, les premiers sous-marins nouveau modèle prêts à prendre l'eau, afin qu'elle puisse les essayer. Et nous aurions réalisé notre engagement de livrer 40 sous-marins par mois dès les premiers mois de l'année 1945 en dépit des circonstances devenues catastrophiques, si un tiers des bâtiments n'avait pas été détruit sur les chantiers navals par les raids aériens de l'ennemi ⁸.

Dönitz et moi nous nous sommes souvent demandé à l'époque ce qui avait empêché l'Allemagne de réaliser ce nouveau type de sous-marins beaucoup plus tôt. Il ne comportait en effet aucune innovation technique, et les principes de construction étaient connus depuis des années. Les spécialistes ont assuré que ces nouveaux sous-marins avaient ouvert une nouvelle série de victoires dans la guerre sous-marine ; après la guerre, la marine de guerre américaine apporta une confirmation de ce point de vue, en adoptant ce nouveau type dans son programme de construction de sous-marins.

Le 26 juillet 1943, trois jours après avoir signé avec Dönitz le décret que nous avons élaboré ensemble sur le nouveau programme de la marine, j'obtins le consentement de Hitler pour que l'ensemble de la production soit placé sous la responsabilité de mon ministère. Pour des raisons de tactique, j'avais allégué, pour justifier ma revendication, les charges que faisaient peser sur la production le programme de la marine, ainsi que d'autres exigences formulées par Hitler. J'exposai à Hitler que, du fait que certaines grandes entreprises de l'industrie des biens de consommation s'étaient reconverties en entreprises d'armement, il fallait affecter à des programmes urgents non seulement 500 000 ouvriers allemands, mais aussi tout le personnel de direction et tout l'équipement des usines. La plupart des Gauleiter s'opposèrent toutefois à de telles reconversions. Le ministère de l'Économie s'était montré impuissant à faire prévaloir ses vues contre eux ; ce fut mon cas également, disons-le à l'avance, comme je n'allais pas tarder à m'en rendre compte.

Après une enquête interminable par voie de circulaire, invitant tous les ministres intéressés ainsi que les autorités compétentes du Plan de quatre ans à donner leur opinion, Lammers convoqua les ministres à une réunion qui eut lieu le 26 août dans la salle du cabinet du Reich. Grâce au désintéressement de Funk, qui ce jour-là « prononça avec esprit et humour sa propre oraison funèbre », l'assemblée unanime consentit à ce que mon ministère coiffe désormais l'ensemble de la production de guerre. Bon gré,

mal gré, Lammers dut promettre de communiquer cette décision à Hitler par l'intermédiaire de Bormann. Quelques jours plus tard, nous nous rendions, Funk et moi, au quartier général, pour obtenir l'accord définitif de Hitler.

Je commençai à donner à Hitler des explications sur le décret à signer, lorsque ce dernier, à ma complète stupéfaction, me coupa la parole devant Funk et me déclara avec acrimonie qu'il se voyait obligé de refuser de continuer toute discussion à ce sujet. Quelques heures plus tôt, continua-t-il, Bormann l'avait averti que je voulais aujourd'hui l'engager à signer un texte que ni le ministre Lammers ni le Reichsmarschall n'avaient approuvé. Il ne pouvait tolérer d'être ainsi impliqué dans nos rivalités. Lorsque je voulus lui expliquer que Lammers, en sa qualité de ministre du Reich, et comme ses fonctions l'y autorisaient, avait obtenu l'accord du secrétaire d'État de Göring au Plan de quatre ans, Hitler me rabroua une nouvelle fois avec une brusquerie inaccoutumée : « Heureusement que je possède en Bormann un fidèle ange gardien ! » En clair, cela voulait dire qu'il me prêtait l'intention de vouloir le tromper.

Funk informa Lammers de ce qui se passait. Puis nous partîmes à la rencontre de Göring qui avait quitté son territoire de chasse, la lande de Rominten, pour se rendre dans son wagon-salon au quartier général de Hitler. Tout d'abord Göring se montra très irrité ; il avait sans aucun doute été lui aussi renseigné de façon tendancieuse et mis en garde contre nous. Toutefois Funk finit par réussir à

rompre la glace à force d'éloquence et d'amabilité, et notre décret fut examiné point par point. Göring approuva l'ensemble du texte une fois qu'on eut rajouté la clause suivante : « Les attributions du Reichsmarschall du grand Reich allemand, délégué au Plan de quatre ans, restent inchangées. » En pratique cette restriction était sans importance, d'autant plus que j'assurais déjà la direction de la plupart des secteurs importants du Plan de quatre ans par le truchement de l'Office central de planification.

Pour marquer son approbation, Göring signa notre projet et Lammers nous informa par télex qu'il n'y avait plus d'obstacles. Hitler lui aussi se déclara prêt à signer le projet, qui fut présenté à sa signature quelques jours après, le 2 septembre. De ministre de l'Armement et des Munitions j'étais devenu « ministre de l'Armement et de la Production de guerre ».

La machination de Bormann avait échoué. Je n'émis aucune protestation auprès de Hitler ; je préférais lui laisser le soin de juger si Bormann, en l'occurrence, avait bien agi en serviteur fidèle et dévoué. Me fiant à mes diverses expériences, je jugeai plus judicieux de ne pas dénoncer la manœuvre de Bormann et d'épargner à Hitler une situation embarrassante.

Manifestement la cheville ouvrière de cette opposition, tantôt déclarée tantôt souterraine, à l'extension de mon ministère était Bormann, que l'inquiétude gagnait. Il était bien obligé de reconnaître que j'échappais à sa sphère d'influence et que j'accumulais des pouvoirs de plus en

plus étendus. En outre, mon travail m'avait donné l'occasion de nouer des relations amicales avec les chefs militaires, avec Guderian, Zeitzler, Fromm, Milch et, depuis peu, avec Dönitz. Parmi les familiers de Hitler je m'étais également concilié l'amitié de ceux qui justement rejetaient Bormann : le général Engel, aide de camp de l'armée auprès de Hitler, le général von Below, aide de camp de la Luftwaffe, et surtout le général Schmundt, aide de camp pour la Wehrmacht. Enfin le D^r Karl Brandt, médecin au service de Hitler, que Bormann considérait également comme un ennemi personnel, était très lié avec moi.

Un soir je me trouvais avec Schmundt, et nous avons bu ensemble quelques verres de genièvre, du Steinhäger, quand le général me déclara que j'étais le grand espoir de l'armée. Partout, selon lui, les généraux plaçaient en moi toute leur confiance, alors qu'ils n'avaient sur Göring que des opinions peu flatteuses. Il conclut sur un ton quelque peu pathétique : « L'armée est avec vous, monsieur Speer, vous pourrez toujours compter sur elle. » Je n'ai jamais compris où Schmundt voulait en venir avec cette réflexion surprenante, mais je présume qu'il confondait l'armée et les généraux. Pourtant je pouvais logiquement supposer que Schmundt avait dû faire des déclarations de ce genre en présence d'autres personnes ; étant donné le monde cloîtré qu'était le quartier général, il est impossible qu'elles ne soient pas venues aux oreilles de Bormann.

A la même époque, ce devait être vers l'automne 1943, et la conférence d'état-major allait commencer, Hitler nous

accueillit, Himmler et moi, en nous traitant, en présence de quelques-uns de ses adjoints, d'« égaux et pairs », ce qui me laissa quelque peu perplexe. Quelle qu'ait été l'intention de Hitler, ce qualificatif pouvait difficilement faire plaisir au Reichsführer-SS, dont la position de force était incontestée. Une autre fois, pendant ces semaines-là, Zeitzler, tout heureux, me raconta : « Le Führer est très content de vous ! Il a déclaré récemment qu'il mettait en vous les plus grands espoirs ! et qu'après Göring un nouvel astre était apparu⁹ ! » Je demandai à Zeitzler de garder cette réflexion pour lui. Mais comme elle me fut rapportée par d'autres personnes de l'entourage immédiat de Hitler, Bormann avait dû en avoir connaissance, cela ne faisait aucun doute. Le très influent secrétaire de Hitler fut obligé de reconnaître qu'il n'avait pas réussi, cet été-là, à dresser Hitler contre moi ; c'était tout le contraire qui était arrivé.

Comme Hitler était en général assez avare de tels éloges, Bormann avait dû prendre au sérieux la menace qu'ils impliquaient : pour lui, je représentais un danger croissant, car je n'étais pas issu des cadres du parti qui lui étaient dévoués. Dès lors il se mit à affirmer devant ses adjoints les plus proches que non seulement j'étais un adversaire du parti, mais que je n'ambitionnais rien de moins que la succession de Hitler¹⁰. Cette supposition n'était pas dénuée de fondement. Je me rappelle avoir eu à ce sujet plusieurs conversations avec Milch.

A l'époque, Hitler était indiscutablement embarrassé pour savoir qui il pourrait choisir pour être son successeur.

La réputation de Göring était ébranlée, Hess s'était éliminé de lui-même, les agissements de Bormann avaient eu raison de Schirach, quant à Bormann, Himmler et Goebbels ils ne correspondaient pas au « type de l'artiste » tel que Hitler se le représentait. Entre nous en revanche, Hitler avait sûrement découvert des affinités : pour lui, j'étais un artiste privilégié, qui avait conquis en peu de temps une place importante dans la hiérarchie politique et avait également révélé des capacités exceptionnelles dans le domaine militaire, à en croire les résultats que j'avais obtenus dans l'armement. La politique extérieure, quatrième spécialité de Hitler, était le seul domaine où je ne me sois pas distingué. Il est possible qu'il m'ait considéré comme un artiste de génie qui s'était fourvoyé dans la politique et y avait réussi, représentant indirectement une confirmation de sa propre carrière.

Dans l'intimité, j'appelais toujours Bormann « l'homme à la cisaille ». En effet il mettait toute son énergie, sa ruse et sa brutalité à empêcher quiconque de s'élever. Dès ce moment, Bormann mit tout en œuvre pour saper mon autorité. A partir d'octobre 1943, les Gauleiter firent front contre moi et, un an plus tard, résigné, je songeai par moments à me démettre de mes fonctions. Jusqu'à la fin de la guerre cette lutte entre Bormann et moi resta indécise. Hitler ne cessa de retenir Bormann ; il ne m'abandonna pas, parfois même il m'honora de sa faveur pour me traiter ensuite grossièrement. Bormann ne pouvait m'enlever l'appareil industriel que je dirigeais avec succès.

Ce système dépendait de moi si étroitement que ma chute en aurait entraîné la ruine, compromettant ainsi la conduite de la guerre.

Bombes

La griserie où m'avaient plongé, les premiers mois, la création de notre nouvelle organisation, la réussite que je connaissais et la considération qu'elle me valait avaient rapidement fait place à de graves soucis devant les difficultés qui s'amoncelaient. Le problème de la main-d'œuvre, les questions de matériel restées sans solution et les intrigues de cour n'étaient pas les seules causes de mes préoccupations. Les attaques aériennes de l'aviation britannique et les premières répercussions qu'elles eurent sur notre production reléguèrent pour un temps Bormann, Sauckel et la planification à l'arrière-plan. Mais en même temps les bombardements contribuèrent à accroître mon prestige. En effet, malgré les préjudices qu'ils nous causèrent, la production, loin de diminuer, augmenta.

Ces raids aériens portèrent la guerre au cœur de l'Allemagne. Dans les villes dévastées et ravagées par les flammes nous subissions la pression directe et quotidienne de la guerre, et cela nous stimulait et nous incitait à donner le maximum.

Les souffrances imposées à la population ne brisèrent

pas non plus sa résistance. Mes visites dans les usines d'armement et mes contacts avec l'homme de la rue me donnèrent au contraire l'impression que notre peuple était de plus en plus aguerrí. Il est possible que la diminution de la production, évaluée à 9 %¹, ait été largement compensée par l'intensification des efforts des Allemands.

Les moyens considérables qui furent mis en œuvre pour la défense du territoire furent la principale cause de cette baisse de la production. En 1943, le territoire du Reich et les théâtres d'opérations situés à l'ouest étaient hérissés de 10 000 canons antiaériens lourds² qui auraient pu tout aussi bien être utilisés en Russie contre les chars ou d'autres objectifs terrestres. En outre, sans ce deuxième front, le front aérien déployé au-dessus du pays, la quantité de munitions nécessaires à notre défense antichar aurait pu être multipliée par deux, à peu de chose près. De surcroît, des centaines de milliers de jeunes soldats étaient employés à la défense antiaérienne. L'industrie de l'optique consacrait un tiers de sa production aux appareils de visée des batteries de D.C.A., l'électronique consacrait à peu près la moitié de sa production aux appareils de radiogoniométrie et de transmissions de la défense antiaérienne. C'est ce qui explique qu'en dépit du niveau élevé des industries électrique et optique de l'Allemagne, nos troupes combattant sur le front étaient beaucoup moins bien équipées en matériel moderne que les armées occidentales³.

Nous eûmes dès 1942 une première idée des épreuves qui nous attendaient en 1943 : dans la nuit du 30 au 31 mai 1942, les Anglais, concentrant toutes leurs forces, lancèrent une attaque aérienne sur Cologne, à laquelle participèrent 1 046 bombardiers.

Par une pure coïncidence, Milch et moi étions convoqués le lendemain matin du bombardement chez Göring, qui séjournait alors non pas à Karinhall, mais dans son château de Veldenstein, en Suisse franconienne. Le Reichsmarschall était de mauvaise humeur et ne voulait pas ajouter foi aux rapports qui lui parvenaient sur le bombardement de Cologne : « Impossible, on ne peut pas lancer autant de bombes en une nuit, criait-il, apostrophant son aide de camp. Passez-moi le Gauleiter de Cologne. » Une conversation grotesque se déroula devant nous au téléphone. « Le rapport de votre directeur de la Police n'est qu'un tissu de mensonges ! » Le Gauleiter sembla démentir ce point de vue. « Je vous dis, moi, Reichsmarchall, que les chiffres qu'il donne sont très exagérés. Comment pouvez-vous transmettre au Führer de telles inventions ! » Au bout du fil, le Gauleiter ne voulait manifestement pas démordre de ses chiffres : « Allez donc savoir combien de bombes incendiaires ont été lâchées ? » continua Göring. Tout cela, ce ne sont que des approximations ! Je vous répète qu'elles sont beaucoup trop élevées. Tout cela est faux ! Rectifiez immédiatement les chiffres communiqués au Führer ! Ou bien voulez-vous dire par hasard que je suis un menteur ? j'ai fait parvenir au

Führer un rapport avec des chiffres exacts. Un point c'est tout ! »

Ensuite, comme si de rien n'était, Göring nous fit faire le tour du propriétaire et nous montra sa maison, qui avait été la demeure de ses parents. Comme si nous avions été en pleine période de paix, il fit apporter des plans et nous expliqua que la modeste maison « Biedermeier » de ses parents, bâtie dans la cour du vieux *burg* en ruine, allait être remplacée par un magnifique château. Pour commencer, il allait se faire construire un bunker pour sa sécurité : les plans en étaient déjà dessinés.

Trois jours plus tard j'étais au quartier général. L'émotion suscitée par le bombardement de Cologne était encore vive. Je rapportai à Hitler l'étrange conversation qu'avait eue au téléphone Göring avec le Gauleiter Grohé. J'admis naturellement que les renseignements fournis par Göring devaient être plus véridiques que ceux du Gauleiter. Mais Hitler s'était déjà fait une opinion à ce sujet. Il présenta à Göring les comptes rendus de la presse ennemie sur le nombre considérable d'avions engagés et la quantité de bombes larguées ; ces chiffres étaient encore plus élevés que ceux du directeur de la police de Cologne⁴. La tactique de Göring, consistant à maquiller la réalité, avait mis Hitler en fureur, toutefois il considéra que l'état-major de la Luftwaffe avait aussi sa part de responsabilité. Le lendemain Göring fut reçu comme d'habitude. L'incident était clos.

Dès le 20 septembre 1942, j'avais fait observer à Hitler que nous aurions à faire face aux pires difficultés dans le cas où le matériel pour les chars en provenance de Friedrichshafen viendrait à manquer et la production de roulements à billes de Schweinfurt à s'arrêter. En conséquence, Hitler donna l'ordre de renforcer la défense antiaérienne de ces deux villes.

Il est de fait, comme je m'en rendis compte très tôt, que les bombardements auraient pu dès 1943 très largement décider de l'issue de la guerre, si l'on avait tenté d'anéantir les centres de la production d'armements, au lieu de procéder par bombardements massifs mais aveugles. Le 11 avril 1943, je proposai à Hitler de constituer une commission formée d'experts de l'industrie, ayant mission de choisir les objectifs stratégiques, qui, pour l'économie énergétique de l'Union soviétique, étaient d'une importance vitale. Toutefois ce ne fut pas l'Allemagne, mais l'aviation britannique qui tenta pour la première fois d'infléchir de manière déterminante le déroulement de la guerre en détruisant l'un des centres vitaux de notre économie de guerre, en quelque sorte selon le principe consistant à paralyser certains secteurs de la production. De même qu'on peut empêcher un moteur de fonctionner en supprimant l'une de ses pièces, la R.A.F. tenta, le 17 mai 1943, d'annihiler le centre vital de notre production d'armements en envoyant 19 bombardiers seulement détruire les barrages de la Ruhr.

Les informations qui me furent communiquées aux premières heures du matin étaient extrêmement alarmantes. Le barrage de la Möhne, le plus important de tous, était détruit et s'était vidé. On n'avait encore aucune nouvelle au sujet des trois autres barrages. Je sautai dans un avion pour aller observer le désastre à vol d'oiseau : le mur de retenue du barrage était éventré et, au pied de celui-ci, la centrale hydro-électrique et ses lourdes machines étaient pour ainsi dire rasées. Le jour se levait lorsque notre appareil se posa sur l'aérodrome de Werl.

Un véritable raz de marée avait inondé la vallée de la Ruhr. Les conséquences, en apparence insignifiantes, étaient cependant graves : les groupes électriques des stations de pompage de la vallée de la Ruhr étaient noyés et envasés, si bien que l'industrie était en panne et la population menacée de ne plus être approvisionnée en eau. Je fis parvenir peu après au quartier général un rapport sur la situation qui, selon les termes du procès-verbal de la conférence du Führer, fit « une profonde impression sur le Führer. Il conserve les informations à ce sujet⁵ ».

Pourtant, au cours de ce raid, les Anglais n'avaient pas réussi à détruire les trois autres barrages, ce qui aurait presque complètement interrompu l'approvisionnement de la Ruhr en eau pour les mois d'été à venir. Le plus important de ces trois barrages était celui de la Sorpe, que je pus visiter le même jour : le mur de retenue avait été touché en plein milieu, mais par bonheur la brèche faite par

la bombe n'atteignait pas tout à fait le niveau de l'eau. Quelques centimètres de plus et l'eau se serait écoulée pour donner rapidement naissance à un torrent furieux qui aurait emporté la digue construite en terre et en blocs de roche ⁶ . En engageant cette nuit-là un petit nombre de bombardiers, les Anglais eurent à leur portée un succès qui aurait été plus grand que tous ceux qu'ils avaient obtenus jusque-là avec des milliers d'avions. Mais ils commirent une erreur qui, aujourd'hui encore, reste pour moi incompréhensible : ils divisèrent leurs forces et détruisirent cette même nuit, à 70 kilomètres de là, le barrage de l'Eder, qui n'avait strictement aucune incidence sur l'approvisionnement de la Ruhr en eau ⁷ . Quelques jours après ce raid, 7 000 hommes, que j'avais rappelés du mur de l'Atlantique pour les diriger sur la région de la Möhne et de l'Eder, travaillaient à la réfection des digues. Le 23 septembre 1943, avant le début de la saison des pluies, la brèche du barrage de la Möhne, haute de 77 mètres sur une épaisseur de 22 mètres, était colmatée ⁸ . Cela permit de retenir l'eau des pluies de la fin de l'automne et de l'hiver 1943 en vue des besoins de l'été suivant. L'aviation britannique laissa passer une nouvelle chance à l'occasion de ces réparations : il aurait suffi de quelques bombes pour démolir les installations des chantiers, qui étaient très exposées ; d'autre part les échafaudages étaient en bois et quelques bombes incendiaires les auraient facilement détruits.

Après cette expérience faite à nos dépens, je demandai une nouvelle fois pourquoi notre aviation, dont les moyens étaient devenus modestes, ne lançait pas de la même façon des raids localisés, dirigés sur des points précis, qui pouvaient avoir des conséquences meurtrières. Quinze jours après l'opération britannique, à la fin mai 1943, je renouvelai auprès de Hitler ma proposition du 11 avril visant à créer une commission de travail qui aurait à rechercher chez l'ennemi des objectifs industriels importants. Mais comme il arrivait si souvent, Hitler se montra indécis : « Je pense qu'il est inutile de vouloir persuader l'état-major de la Luftwaffe que vos collaborateurs de l'industrie peuvent donner des conseils utiles pour définir les objectifs à attaquer dans les territoires industriels. J'ai moi-même attiré plusieurs fois l'attention du général Jeschonnek sur ce point. Mais vous pouvez lui en parler vous-même encore une fois », conclut-il, à demi résigné. Manifestement, Hitler n'avait pas l'intention de faire acte d'autorité ; il ne comprenait pas à quel point de telles opérations pouvaient décider de l'issue de la guerre. Indiscutablement, il avait déjà gâché une occasion dans les années 1939 à 1941, en lançant des raids aériens sur les villes anglaises, au lieu de les coordonner avec la guerre des sous-marins et, par exemple, d'attaquer d'abord ceux des ports anglais dont le trafic, du fait de la navigation en convois, dépassait par moments le point de saturation. Cette fois encore il ne voyait pas la chance qui s'offrait. Les Anglais eux-mêmes faisaient preuve de légèreté en imitant cette aberration, si

l'on excepte leur attaque isolée sur les barrages de la Ruhr.

Malgré le scepticisme de Hitler et l'impossibilité où j'étais d'exercer quelque influence sur la stratégie de la Luftwaffe, je ne m'avouai pas vaincu. Je constituai le 23 juillet une commission regroupant quelques experts de l'industrie, que je chargeai d'étudier des objectifs méritant d'être attaqués⁹. Notre première proposition concernait l'industrie houillère de l'Angleterre, car nous disposions d'une documentation très complète émanant de la presse spécialisée anglaise sur les centres de cette industrie, sa situation géographique, ses rendements, etc. Mais cette proposition arrivait deux années trop tard : nous n'avions plus de forces suffisantes pour réussir l'opération.

Il existait un autre objectif intéressant qui, compte tenu de l'affaiblissement de nos moyens, s'imposait absolument ; c'étaient les centrales électriques russes. Diverses expériences permettaient de penser que notre aviation n'aurait pas à affronter en Russie une défense antiaérienne organisée systématiquement. De plus la production de l'énergie électrique en Union soviétique présentait avec celle des pays occidentaux une différence de structure essentielle. Alors que dans les pays de l'Ouest le développement progressif de l'industrie avait entraîné la création de nombreuses centrales électriques d'importance moyenne solidaires les unes des autres, on avait construit en Union soviétique en certains endroits isolés, généralement au milieu de vastes combinats industriels, de grandes centrales peu nombreuses, mais de

dimensions gigantesques¹⁰. Ainsi, par exemple, une grande partie de la consommation totale d'énergie de Moscou était fournie par une usine géante située sur la haute Volga. Selon les informations qui nous parvenaient, 60 % des pièces détachées indispensables en matière d'optique et d'équipement électrique provenaient d'usines concentrées dans la capitale soviétique. Dans l'Oural se trouvaient quelques centrales géantes, dont la destruction aurait permis de paralyser pour longtemps la production d'acier ainsi que la fabrication de chars et de munitions. Une bombe bien placée sur les turbines ou les canaux d'adduction d'eau pouvait libérer des masses d'eau dont la puissance destructrice aurait été supérieure à celle de nombreuses bombes. Et comme la Russie, pour construire ses centrales géantes, avait souvent fait appel au concours d'entreprises allemandes, nous étions en mesure de fournir des renseignements très précis.

Le 26 novembre, Göring donna l'ordre d'équiper le 6^e corps aérien, commandé par le général Rudolf Meister, de bombardiers à grand rayon d'action. Les unités furent regroupées en décembre à Bialystok¹¹. On fit construire des maquettes en bois représentant les centrales russes pour l'instruction des pilotes. J'avais mis Hitler au courant au début du mois de décembre¹², Milch avait attiré sur nos projets l'attention du nouveau chef d'état-major général de la Luftwaffe, Günther Korten, qui était un de ses amis. Le 4 février j'écrivais à ce dernier : « La guerre aérienne opérationnelle contre l'Union soviétique... offre aujourd'hui

encore des perspectives intéressantes... J'ai le ferme espoir qu'elles (il s'agit des attaques à lancer sur les centrales électriques situées dans la région de Moscou et la haute Volga) auront des répercussions sensibles sur le potentiel de guerre de l'Union soviétique. » Comme toujours pour des opérations de cette nature, le succès était lié à des facteurs fortuits. Je n'en attendais pas de résultats véritablement décisifs. Mais, comme je l'écrivis à Korten, j'avais l'espoir que l'opération affaiblirait la puissance offensive des Russes, ce que même les renforts fournis par les Américains n'auraient pu compenser qu'au bout de plusieurs mois.

Mais cette opération arrivait elle aussi deux ans trop tard. L'offensive d'hiver des Russes avait contraint nos troupes à battre en retraite ; nous nous trouvions dans une situation critique. Hitler, manifestant comme souvent dans les situations difficiles une étroitesse de vues étonnante, me déclara à la fin de février que le « corps Meister » avait reçu l'ordre de détruire les lignes de chemin de fer afin de couper les Russes de leurs arrières. J'eus beau objecter qu'en Russie le sol était durci par le gel, que les bombes ne pouvaient faire effet qu'en surface et qu'en outre, notre expérience le montrait, les voies ferrées allemandes, beaucoup plus fragiles, étaient souvent réparées au bout de quelques heures : tous mes arguments furent vains. Le « corps Meister », lancé dans une mission inutile, fut décimé et ne put évidemment pas arrêter les mouvements opérationnels des Russes.

Du reste l'obstination de Hitler à vouloir exercer des représailles contre l'Angleterre étouffa peu à peu en lui tout l'intérêt qu'il avait manifesté pour l'idée des objectifs stratégiques précis. Même après l'anéantissement du « corps Meister » nous aurions disposé d'un nombre suffisant de bombardiers pour exécuter de telles missions. Mais Hitler s'abandonnait à l'espoir chimérique que quelques raids massifs sur Londres pourraient décourager les Anglais de continuer leur offensive aérienne sur l'Allemagne. C'est uniquement dans ce but qu'il continua, en 1943, à exiger qu'on mette au point et qu'on fabrique de nouveaux bombardiers lourds. L'idée que ces avions auraient pu servir à l'est pour attaquer des objectifs beaucoup plus payants ne le séduisait pas du tout, même si à l'occasion, et même encore pendant l'été 1944, il se rendait à mes arguments ¹³ ; tout comme l'état-major de la Luftwaffe, il était incapable de fonder sa stratégie aérienne sur des considérations technologiques, et non sur des conceptions militaires dépassées. Ce fut aussi le cas chez nos adversaires, du moins au début.

Tandis que je m'évertuais à désigner à l'attention de Hitler et de l'état-major général de la Luftwaffe des objectifs importants, nos ennemis occidentaux lancèrent, en l'espace de huit jours, du 25 juillet au 2 août, cinq raids massifs sur la même ville, à savoir Hambourg ¹⁴ . Cette opération allait à l'encontre de toutes les considérations tactiques, mais elle n'en eut pas moins des conséquences

désastreuses. Dès les premiers raids, les conduites d'eau furent détruites, si bien que lors des bombardements suivants, les pompiers ne pouvaient plus éteindre le feu, des incendies gigantesques se déclarèrent, les flammes tourbillonnaient furieusement comme de véritables cyclones, l'asphalte des rues commença à brûler, les gens étaient asphyxiés dans leurs caves ou carbonisés en pleine rue. Les effets de ces raids en série ne pouvaient se comparer qu'à ceux d'un tremblement de terre. Le Gauleiter Kaufmann envoya à Hitler par télex message sur message, pour lui demander de venir visiter la ville. Comme ses appels restaient vains, il proposa que Hitler accepte au moins de recevoir une délégation de quelques équipes de sauveteurs qui s'étaient particulièrement distingués par leur conduite. Hitler refusa derechef.

C'était Hambourg qui était la première victime du sort que Göring et Hitler avaient voulu, en 1940, infliger à Londres. A l'époque, au cours d'un dîner à la Chancellerie du Reich, Hitler, en proie à une exaltation croissante et enivré par ses propres paroles, avait donné libre cours à sa rage de détruire : « Avez-vous déjà regardé une carte de Londres ? Les constructions sont si rapprochées qu'un seul foyer d'incendie suffirait à dévaster la ville tout entière, comme c'est déjà arrivé il y a plus de deux cents ans. Göring veut larguer sur Londres une multitude de bombes incendiaires d'une efficacité sans précédent et allumer ainsi dans tous les coins de la ville des foyers d'incendie, des milliers d'incendies, partout. Tous ces foyers

convergeront et finiront par ne plus faire qu'un immense brasier. L'idée de Göring est la seule qui soit bonne : les bombes explosives ne donnent rien, tandis qu'avec les bombes incendiaires on peut arriver au résultat que nous voulons : la destruction totale de Londres ! Qu'est-ce que vous voulez qu'ils fassent, leurs pompiers, quand tout se déchaînera ? »

Les raids sur Hambourg m'avaient plongé dans une extrême inquiétude. A la séance de l'Office central de planification, qui se tint l'après-midi du 29 juillet, j'exposai mes craintes en ces termes : « Si les raids aériens se poursuivent avec la même ampleur qu'en ce moment, il ne faudra pas plus de douze semaines pour que nous soyons délivrés d'une foule de problèmes qui nous occupent encore actuellement. Nous serons alors entraînés sur une pente savonneuse, et la chute sera relativement rapide !... Nous pourrons tenir la séance de clôture de l'Office central de planification ! » Trois jours plus tard j'avertis Hitler que l'armement menaçait ruine et lui déclarai en même temps qu'il suffirait que six autres grandes villes subissent à leur tour des raids en série pour que ce soit l'effondrement de l'armement allemand ¹⁵ . Il m'écouta sans réaction apparente : « Vous trouverez bien le moyen d'arranger cela ! » fit-il simplement.

Et effectivement, Hitler avait raison, nous parvînmes à remettre les choses d'aplomb ; non pas grâce à notre organisation de la planification, qui, avec la meilleure volonté du monde, ne pouvait faire autre chose que de

donner des directives d'ordre général, mais grâce aux efforts acharnés des hommes directement concernés, et en premier lieu des ouvriers eux-mêmes. Par bonheur, la série de raids menés sur Hambourg ne fut pas renouvelée sur d'autres villes avec la même ampleur. Ainsi l'ennemi nous accordait une nouvelle occasion d'adapter notre conduite à son action.

Quinze jours seulement après Hambourg, le 17 août 1943, l'ennemi nous porta un nouveau coup. L'aviation américaine effectua son premier raid stratégique. Il était dirigé sur Schweinfurt, où étaient concentrées de grandes usines de l'industrie des roulements à billes, industrie dont le rendement ne répondait déjà plus à nos efforts en vue d'accroître la production d'armements.

Mais dès ce premier raid, l'adversaire commit une faute capitale : au lieu de concentrer son attaque sur la seule production de roulements à billes, la flotte ennemie, qui comptait le nombre respectable de 376 forteresses volantes, se divisa, et 146 appareils attaquèrent en même temps une usine de montage de l'industrie aéronautique située à Ratisbonne, opération qui se solda par un succès, mais dont les conséquences étaient bénignes ; de plus, et cette erreur était encore plus grave, l'aviation britannique continuait d'attaquer d'autres villes sans discernement.

A la suite de ce raid, la production des roulements à billes qui étaient particulièrement importants pour l'armement, c'est-à-dire ceux dont le diamètre allait de 6,4 à 24 centimètres, diminua de 38 %¹⁶. Malgré la menace

qui planait sur Schweinfurt, c'est là qu'il fallut remettre en marche les usines de roulements, car elles assuraient la majeure partie de la production et si nous avions voulu les transférer ailleurs, la production aurait été complètement arrêtée pour trois ou quatre mois. Vu la situation désastreuse où nous nous trouvions, il se révéla également impossible de déplacer les usines de roulements à billes de Berlin-Erkner, de Cannstatt ou de Steyr, bien que leur emplacement dût être connu de l'ennemi.

En juin 1945, l'état-major général de la R.A.F. m'interrogea sur les conséquences qu'auraient pu entraîner les raids menés sur l'industrie des roulements à billes : « Au bout de deux mois, répondis-je, la production d'armements aurait été considérablement ralentie et, au bout de quatre mois environ, totalement arrêtée, si :

« 1. Toutes les usines de roulements à billes (celles de Schweinfurt, Steyr, Erkner, Cannstatt, de France et d'Italie) avaient été attaquées en même temps ;

« 2. Si on avait répété ces raids trois ou quatre fois tous les quinze jours sans tenir compte de l'aspect offert par l'objectif ;

« 3. Si après cela on avait annihilé toute tentative de reconstruction, en lançant toutes les huit semaines deux terribles raids successifs et effectué ces bombardements six mois durant ¹⁷ . »

Après avoir encaissé ce premier coup, nous ne pûmes échapper aux pires difficultés qu'en utilisant les roulements

à billes que la Wehrmacht avait stockés pour effectuer les réparations. En outre on épuisa les réserves qui étaient entreposées dans les magasins des fournisseurs ou des usines d'armement, ce qui permit de tenir six à huit semaines. Ensuite le nombre des roulements que les usines continuaient à produire était si limité, qu'on allait les chercher, souvent avec de simples sacs à dos, pour les transporter dans les ateliers de montage des entreprises d'armement. Nous nous demandions avec inquiétude si l'ennemi avait mis au point une stratégie aérienne consistant à détruire de façon continuelle cinq ou six objets relativement peu importants, mais dont la pénurie était susceptible d'immobiliser des milliers d'usines d'armement.

Pourtant le deuxième coup ne nous fut assené que deux mois plus tard. Alors que nous discussions avec Hitler de problèmes d'armement à son quartier général de Prusse-Orientale, nous fûmes interrompus par Schaub : « Le Reichsmarschall désire vous parler, c'est urgent. Cette fois, il a une bonne nouvelle à vous annoncer ! » Hitler nous informa qu'un nouveau raid de jour avait été lancé sur Schweinfurt et qu'il s'était soldé par une grande victoire de notre D.C.A.¹⁸ . Le paysage était, paraît-il, jonché de bombardiers américains abattus. Mais je n'étais pas tranquille et demandai à Hitler d'interrompre la séance, car je voulais téléphoner moi-même à Schweinfurt. Or toutes les communications étaient coupées, il me fut impossible de joindre une usine. Finalement, grâce à l'intervention de

la police, je réussis à avoir au bout du fil le contremaître d'une usine de roulements à billes, et ce fut un autre son de cloche : toutes les usines avaient subi des dommages très sérieux, les bains d'huile avaient pris feu et causé de graves incendies dans les salles des machines, les dégâts étaient beaucoup plus importants qu'après le premier raid. Cette fois nous avons perdu 67 % de notre production utile de roulements à billes (d'un diamètre de 6,3 à 24 centimètres).

La première mesure que je pris à la suite de ce raid fut de nommer le directeur général Kessler, l'un des plus énergiques de mes collaborateurs, délégué spécial à la production de roulements à billes. Les stocks étaient épuisés et les tentatives que nous avons faites pour nous procurer des roulements à billes en Suède et en Suisse n'avaient pas donné beaucoup de résultats. Néanmoins nous parvînmes à éviter la catastrophe en remplaçant, dans tous les cas où cela était possible, les paliers à roulements par des paliers lisses¹⁹. Mais nous fûmes également sauvés par le fait que l'ennemi, à notre grande surprise, suspendit une nouvelle fois les raids aériens sur l'industrie des roulements à billes²⁰.

Certes l'usine de Erkner fut durement touchée le 23 décembre, mais nous ne savions pas exactement si l'usine était directement visée, car Berlin avait été bombardé sur une grande étendue. C'est seulement en février 1944 que les choses changèrent. En l'espace de quatre jours, les usines de Schweinfurt, Steyr et Cannstatt

furent sévèrement bombardées, deux fois coup sur coup. Ensuite, ce fut le tour de Erkner, puis encore une fois de Schweinfurt et Steyr. En six semaines seulement, notre production (roulements de 6,3 cm et au-dessus) avait tellement diminué qu'elle n'était plus que de 29 % ²¹.

Pourtant, au début d'avril 1944, les raids sur l'industrie des roulements à billes furent une nouvelle fois subitement suspendus. Par leur manque d'esprit de suite, les alliés laissaient encore une fois le succès leur échapper. S'ils avaient poursuivi avec la même ténacité les bombardements de mars et d'avril, nous aurions été rapidement à bout ²². Mais de cette façon il n'y eut pas un char, pas un avion, ni quelque autre engin de perdu par manque de roulements à billes, bien que la production d'armements se fût accrue de 17 % entre juillet 1943 et avril 1944 ²³. Hitler avait affirmé que rien n'était impossible, que tous nos pronostics et toutes nos craintes étaient le fait d'un pessimisme excessif : dans le cas de l'armement sa thèse semblait être confirmée par les faits.

Je n'ai appris qu'après la guerre pourquoi l'ennemi avait renoncé à poursuivre son action. Les états-majors de l'aviation avaient supposé que, sous le régime autoritaire de Hitler, les responsables n'auraient pas hésité à déplacer les industries les plus importantes implantées dans les villes menacées et qu'ils s'y seraient employés avec la dernière énergie. Le 20 décembre 1943, Harris se

déclarait convaincu qu' « arrivés à ce stade de la guerre, les Allemands avaient depuis longtemps fait tout ce qui était en leur pouvoir pour disséminer une production d'une importance aussi capitale (que celle des roulements à billes) ». Il s'exagérait notablement l'efficacité de notre système autoritaire qui, de l'extérieur, pouvait paraître posséder une telle cohésion.

Certes, dès le 19 décembre 1942, huit mois avant le premier raid sur Schweinfurt, j'avais bien publié un décret, valant pour l'ensemble des entreprises d'armement, qui stipulait ceci : « L'intensité croissante des attaques aériennes de l'ennemi nous oblige à accélérer les préparatifs en vue du transfert des fabrications qui sont importantes pour la production d'armements. » Mais de toutes parts se manifestèrent des résistances. Les Gauleiter répugnaient à voir s'installer dans leur région de nouvelles usines, car ils craignaient que la tranquillité qui régnait presque comme en temps de paix dans leurs petites villes de province n'en fût perturbée ; de leur côté, les responsables des fabrications les plus importantes pour l'armement ne voulaient pas s'exposer à des désagréments d'ordre politique. De sorte que rien pratiquement ne fut fait.

A la suite du deuxième raid meurtrier sur Schweinfurt, celui du 14 octobre 1943, on décida bien une nouvelle fois de disséminer dans les villages voisins une partie de la production qu'il fallait remettre en marche, et d'en mettre une autre partie à l'abri dans de petites villes de l'est de

l'Allemagne qui n'étaient pas encore menacées²⁴.

Par cette politique de décentralisation nous voulions prendre toutes nos précautions pour l'avenir, mais notre projet se heurta de toutes parts à une opposition acharnée et tout à fait inattendue. En janvier 1944, on discutait encore de la construction d'usines de roulements à billes souterraines²⁵ et, en août 1944, mon délégué se plaignait des difficultés qu'il rencontrait pour « réaliser les travaux nécessaires à l'installation sous terre des fabriques de roulements à billes²⁶ ».

Au lieu d'essayer de paralyser certains secteurs de la production, la R.A.F. lança une attaque aérienne sur Berlin. Le 22 novembre 1943, une réunion se tenait dans mon bureau, lorsque, vers dix-neuf heures trente, l'alarme fut donnée : on annonça qu'une puissante escadre de bombardiers se dirigeait sur Berlin. Lorsque les avions arrivèrent au-dessus de Potsdam, je suspendis la réunion pour me rendre à une tour de D.C.A. située non loin de là : de la plate-forme, je voulais observer les opérations comme je le faisais très souvent. J'étais à peine arrivé en haut, que je dus chercher refuge à l'intérieur de la tour ; celle-ci, malgré l'épaisseur de ses murs, était ébranlée par de violentes explosions. Derrière moi, des soldats de la Flak, commotionnés, descendaient précipitamment, les déflagrations les avaient jetés contre les murs et ils étaient blessés. Les explosions se succédèrent sans interruption pendant vingt minutes. Du haut de la tour on pouvait voir, dans la partie inférieure, une foule d'hommes se

bousculant au milieu de la poussière de béton qui tombait des murs et devenait de plus en plus épaisse. Lorsque le déluge de bombes s'arrêta, je me risquai à nouveau sur la plateforme et j'aperçus, non loin de là, mon ministère, qui n'était plus qu'un énorme brasier. Je m'y rendis sans plus attendre. Quelques secrétaires, coiffées de casques telles des amazones, tentaient de sauver des dossiers, tandis que de temps à autre des bombes à retardement éclataient dans les environs. A la place de mon bureau, il n'y avait plus qu'un vaste trou de bombe.

L'incendie se propageait si rapidement qu'on ne put rien récupérer d'autre ; tout près de là, se dressaient les huit étages de la Direction des armements et du matériel de l'armée de terre qui menaçait d'être à son tour la proie des flammes. Alors, saisis d'une impatience fébrile de passer à l'action après être sortis indemnes du bombardement, nous nous ruâmes à l'intérieur pour sauver au moins les téléphones spéciaux, fort précieux. On arracha les fils et on mit les appareils en lieu sûr dans les sous-sols du bâtiment. Le lendemain matin, je reçus la visite du général Leeb, le directeur des armements et du matériel de l'armée, qui me déclara avec un sourire entendu : « Nous avons pu venir à bout de l'incendie au petit matin, mais malheureusement nous ne pouvons plus rien faire : il y a quelqu'un qui, cette nuit, a arraché des murs tous les appareils téléphoniques. »

Lorsque Göring, qui se trouvait dans sa propriété de Karinhall, apprit que j'étais allé dans la nuit à la tour de

D.C.A., il transmet au poste de commandement de la tour l'ordre de ne plus me laisser monter sur la plateforme. Mais entre-temps des liens s'étaient créés entre les officiers et moi et ils comptaient plus que les ordres de Göring : personne ne m'empêcha d'avoir accès à la tour.

Du haut de la tour de la Flak les raids sur Berlin offraient un spectacle dont le souvenir ne peut s'effacer et il fallait constamment se rappeler le visage atroce de la réalité pour ne pas se laisser fasciner par cette vision. Les fusées parachutes, les « arbres de Noël », comme disaient les Berlinoises, illuminaient soudain le ciel, puis c'était l'explosion, dont l'éclair était englouti par les fumées d'incendie ; de toutes parts d'innombrables projecteurs fouillaient le ciel, et un duel saisissant commençait quand un avion, pris dans le faisceau lumineux, cherchait à s'échapper ; parfois il était touché et n'était plus, quelques instants, qu'une torche embrasée : c'était une grandiose vision d'Apocalypse.

Dès que les avions faisaient demi-tour, je me rendais en auto dans les quartiers qui avaient été touchés et où se trouvaient d'importantes usines. Nous roulions dans des rues défoncées, remplies de décombres ; des maisons brûlaient, des sans-abri se tenaient, les uns assis, les autres debout, devant les décombres ; ici et là, des meubles et des effets, qu'ils avaient pu sauver, jonchaient les trottoirs ; la fumée, la suie, les flammes créaient une atmosphère sombre, irrespirable. Par moments, les gens étaient saisis de cette hilarité étrange, hystérique, qui

s'observe souvent dans les catastrophes. Au-dessus de la ville, les fumées d'incendies formaient un énorme nuage qui avait bien 6 000 mètres d'épaisseur, de sorte qu'au beau milieu de la journée, ce lugubre spectacle était plongé dans l'obscurité.

Plus d'une fois je tentai de communiquer à Hitler mes impressions. A peine avais-je commencé qu'à chaque fois il me coupait la parole : « A part cela, Speer, combien de chars pouvez-vous nous fournir le mois prochain ? »

Le 26 novembre 1943, quatre jours après la destruction de mon ministère, à la suite d'un nouveau raid massif sur Berlin, de graves incendies s'étaient déclarés dans la plus importante de nos usines de chars, celle d'Allkett. Saur, mon adjoint, eut l'idée d'appeler le quartier général du Führer par notre ligne directe, qui était encore intacte, pour qu'on tente de là-bas d'avertir les pompiers sans passer par le central de Berlin qui était détruit. Hitler fut donc mis au courant de l'incendie et, sans demander d'autres renseignements, il donna des ordres pour que tous les pompiers de la région de Berlin, même ceux qui étaient basés assez loin, soient dirigés immédiatement vers l'usine de chars qui brûlait.

Pendant ce temps j'étais arrivé à Allkett. Certes, le grand atelier de l'usine avait brûlé en grande partie, mais le foyer de l'incendie avait déjà été éteint par les pompiers de Berlin. Bientôt, à la suite des ordres donnés par Hitler, les régiments de pompiers commencèrent à affluer, venant de villes assez éloignées comme Brandenburg, Oranienburg

ou Potsdam, et les colonels qui les commandaient venaient se présenter à moi les uns après les autres pour annoncer leur arrivée. Comme ils avaient reçu des ordres directement du Führer, je ne pouvais même pas les envoyer éteindre d'autres incendies très graves, si bien qu'au petit matin, dans un vaste périmètre autour de l'usine, les rues étaient encombrées d'une foule de pompiers inactifs, alors que dans les autres quartiers de Berlin les incendies se propageaient sans qu'on fit rien pour s'y opposer.

En septembre 1943, pour éclairer mes collaborateurs sur les problèmes posés par l'armement de l'aviation, nous organisâmes, Milch et moi, un congrès de l'armement au centre d'essai de la Luftwaffe situé à Rechlin près du lac Müritzsee. Milch et ses experts parlèrent entre autres choses de la production d'avions chez l'ennemi pour les temps à venir. Tous les modèles nous furent présentés les uns après les autres, à l'aide de représentations graphiques, et surtout les courbes de la production américaine furent comparées avec les nôtres. Ce qui nous parut le plus angoissant, c'étaient les chiffres concernant les bombardiers de jour quadrimoteurs dont la production allait être décuplée. Ce que nous endurions actuellement n'était qu'un prélude à ce qui allait suivre.

Naturellement la question qui se posait était celle-ci : Dans quelle mesure Hitler et Göring étaient-ils informés de ces chiffres ? D'un ton amer, Milch m'expliqua qu'il essayait vainement depuis plusieurs mois d'obtenir que

ses experts puissent renseigner Göring sur les armements de l'ennemi. Göring ne voulait pas en entendre parler ; le Führer lui avait dit que tout cela n'était que de la propagande et il avait pris ses réflexions pour argent comptant.

Quant à moi je n'avais pas plus de succès quand je m'évertuais à attirer l'attention de Hitler sur les indices de la production ennemie : « Ne donnez donc pas dans le panneau ! Toutes ces informations ne sont que du bluff. Évidemment les défaitistes du ministère de l'Air s'y laissent prendre à tout coup. » Déjà pendant l'hiver 1942 il avait écarté toutes les mises en garde par des réflexions de ce genre ; maintenant que nos villes étaient réduites en cendres les unes après les autres, il persistait dans son point de vue.

A la même époque, je fus témoin d'une scène orageuse entre Göring et Galland, le général de la chasse allemande. Ce jour-là, Galland avait annoncé à Hitler que plusieurs chasseurs américains, qui escortaient des formations de bombardiers, avaient été abattus non loin d'Aix-la-Chapelle. Il avait ajouté qu'à son avis nous allions être exposés à un grave danger si les Américains réussissaient dans un avenir proche à doter leurs avions de chasse de réservoirs supplémentaires plus grands : la chasse américaine pourrait alors escorter les formations de bombardiers beaucoup plus loin à l'intérieur du territoire allemand. Göring, à qui Hitler avait fait part des inquiétudes de Galland, se disposait à partir pour la lande de

Rominten. Au moment où il allait monter dans son train spécial, Galland arriva pour prendre congé de lui : « Qu'est-ce qui vous prend, lui demanda Göring d'un ton hargneux, de raconter au Führer que des chasseurs américains ont survolé le territoire du Reich ? – Monsieur le Reichsmarschall, bientôt ils iront encore plus loin », répliqua Galland, parfaitement calme. Göring s'emporta : « Enfin, Galland, ça n'a pas de sens, comment pouvez-vous raconter de pareilles inventions, c'est une histoire à dormir debout ! » Galland hocha la tête : « C'est la réalité, monsieur le Reichsmarschall. » Avec sa casquette légèrement inclinée, son long cigare entre les dents, il avait une attitude volontairement désinvolte : « Des chasseurs américains ont été abattus près d'Aix-la-Chapelle. Cela ne fait aucun doute ! » Göring, obstiné, ne voulait pas céder : « Ce n'est pas vrai, Galland, c'est tout bonnement impossible ! » Galland rétorqua avec une pointe d'ironie. « Vous pouvez toujours faire faire des recherches pour savoir si des chasseurs américains ne sont pas tombés à côté d'Aix-la-Chapelle, monsieur le Reichsmarschall. » Göring essaya de se montrer plus conciliant : « Allons, Galland, dites-vous bien ceci : moi aussi je suis un pilote expérimenté. Je sais ce qui est possible et ce qui ne l'est pas. Avouez-le : vous vous êtes trompé ! » Pour toute réponse Galland hocha la tête en signe de dénégation, jusqu'à ce que Göring déclare : « Il n'y a qu'une possibilité, c'est qu'ils aient été touchés beaucoup plus loin à l'ouest. Je veux dire que s'ils volaient très haut, au moment où ils ont été touchés, ils ont pu parcourir une bonne distance en

vol plané. » Impassible, Galland demanda : « Vers l'est, monsieur le Reichsmarschall ? Moi, si je suis touché... » Cette fois Göring usa d'autorité pour clore la discussion : « Monsieur Galland, je vous ordonne formellement d'admettre que les chasseurs américains ne sont pas arrivés jusqu'à Aix-la-Chapelle. » Le général tenta une dernière fois de le contredire : « Pourtant ils y étaient, monsieur le Reichsmarschall ! » Alors Göring explosa : « Je vous ordonne formellement d'admettre qu'ils n'y étaient pas. Avez-vous compris ? Les chasseurs américains ne sont pas venus jusqu'à Aix-la-Chapelle, c'est compris ? Je raconterai cela au Führer ! » Et Göring planta là le général Galland et partit. Il se retourna encore une fois menaçant : « C'est un ordre. » Avec un sourire inoubliable, Galland répondit : « A vos ordres, monsieur le Reichsmarschall ! »

En fait, Göring ne s'aveuglait pas sur la réalité. J'eus quelquefois l'occasion de l'entendre porter sur la situation des jugements pertinents. Il agissait plutôt comme un homme en faillite qui veut jusqu'à la fin se tromper soi-même et tromper les autres. Son humeur versatile, son attitude désinvolte devant la réalité avaient déjà, en 1941, poussé Ernst Udet, le célèbre pilote de chasse, devenu le premier directeur général du service du matériel de la Luftwaffe, à mettre fin à ses jours. Le 18 août 1943, on trouva un autre adjoint direct de Göring, le général Jeschonnek, depuis plus de quatre ans chef d'état-major général de la Luftwaffe, mort dans son bureau. Lui aussi

s'était suicidé. Sur sa table on découvrit, comme Milch me l'apprit, une note demandant que Göring n'assiste pas à son enterrement. Göring assista néanmoins aux obsèques et déposa, au nom de Hitler, une couronne mortuaire sur la tombe du général ²⁷.

J'ai toujours pensé que l'une des qualités les plus enviables consiste à regarder la réalité en face et à ne pas se repaître de chimères. Pourtant, en jetant un regard rétrospectif sur ma vie jusqu'à mes années de prison, je me rends compte qu'à aucun moment je n'ai été à l'abri des illusions.

Cette tendance à se dérober devant la réalité, qui se généralisait visiblement, n'était pas un trait particulier au régime national-socialiste. Mais alors que dans des circonstances normales, il se trouve différents facteurs susceptibles de porter remède à ce refus du réel, le milieu qui nous entoure, les railleries, les critiques, l'incrédulité auxquelles on se trouve exposé, aucun de ces antidotes n'existait sous le III^e Reich, surtout quand on appartenait à la sphère dirigeante. Bien au contraire, on était, comme dans un cabinet des miroirs, entouré par l'image cent fois réfléchie de ses propres illusions, par la vision cent fois confirmée d'un monde imaginaire et fantasmagorique qui n'avait plus rien de commun avec la sombre réalité du monde extérieur. Je ne pouvais contempler, dans tous ces miroirs, que le reflet, toujours répété, de mon propre

visage, aucune image étrangère ne venait rompre l'uniformité de ces reproductions, toutes identiques, de mon propre visage.

Cette fuite devant la réalité n'était pas la même chez tous, elle était plus ou moins prononcée. Goebbels s'aveuglait beaucoup moins que, par exemple, Göring ou Ley. Mais ces différences paraissaient minimes si l'on songe à la distance qui nous séparait tous, les songe-creux et les prétendus réalistes, des événements réels.

21.

Hitler à l'automne 1943

Ses collaborateurs de longue date et ses aides de camp s'accordaient à dire que, depuis un an, un changement s'était opéré dans la personne de Hitler. Cela ne saurait étonner, si l'on songe que pendant cette période il avait connu Stalingrad, assisté, impuissant, à la capitulation de plus de 250 000 soldats à Tunis, et vu l'ennemi anéantir des villes allemandes sans rencontrer d'opposition notable. En même temps il avait dû faire son deuil de l'un des plus grands espoirs de sa stratégie, le jour où il avait approuvé la décision de la marine de retirer ses sous-marins de l'Atlantique. Que Hitler ait été capable de reconnaître que le vent avait tourné, cela ne fait aucun doute. Mais il est non moins certain que sa façon de réagir fut celle d'un être humain : déception, découragement, optimisme de plus en plus forcé. Pour l'historien, Hitler peut bien être devenu l'objet d'études froidement objectives ; pour moi il reste aujourd'hui encore un être de chair et de sang, il garde toute la réalité d'une personne qui a existé.

Durant toute une période, à peu près entre le printemps 1942 et l'été 1943, il eut des moments de dépression.

Mais ensuite une étrange mutation sembla s'opérer en lui. Désormais sa foi dans la victoire finale ne le quitta pratiquement plus, même dans les situations désespérées. En cette dernière période de sa vie, c'est à peine si je me rappelle l'avoir entendu une fois déplorer la tournure catastrophique que prenaient les événements, comme je m'y serais attendu. Est-ce parce qu'il avait nourri si longtemps la conviction qu'il remporterait une victoire définitive qu'il le croyait si fermement ? Toujours est-il que plus la catastrophe vers laquelle nous étions entraînés semblait inéluctable, plus il devenait inébranlable et plus irréductible sa certitude que toutes ses décisions étaient justes. Son entourage immédiat le vit non sans inquiétude devenir de plus en plus intraitable. Il se retranchait dans un isolement volontaire pour prendre ses décisions. En même temps il faisait preuve d'une rigidité intellectuelle croissante et répugnait de plus en plus à élaborer de nouveaux projets. Il était en quelque sorte engagé sur une voie tracée une fois pour toutes et ne trouvait plus la force d'en changer.

La cause essentielle de cette sclérose était l'emprise implacable qu'exerçaient sur lui ses ennemis grâce à la supériorité de leurs forces. En janvier 1943, ils s'étaient mis d'accord pour réclamer la capitulation sans condition de l'Allemagne. Il est probable que Hitler fut le seul à ne se faire aucune illusion sur le sérieux de cette déclaration. Goebbels, Göring et d'autres, dans leurs conversations, jouaient avec l'idée d'exploiter les dissensions politiques

qui pouvaient se faire jour chez les alliés. D'autres encore espéraient que Hitler trouverait des solutions politiques pour parer au moins aux répercussions de ses revers militaires. N'avait-il pas autrefois, depuis l'occupation de l'Autriche jusqu'au pacte avec l'Union soviétique, inventé, apparemment en se jouant, de nouveaux artifices, de nouveaux tours, de nouvelles astuces ? Maintenant il disait de plus en plus fréquemment durant les conférences d'état-major : « Ne vous faites pas d'illusions. Nous ne pouvons plus faire marche arrière, nous ne pouvons qu'aller de l'avant. Derrière nous les ponts sont coupés. » Ces paroles, par lesquelles Hitler refusait même à son gouvernement toute aptitude à négocier, cachaient tout un arrière-plan sur lequel le procès de Nuremberg devait faire la lumière.

Je vis à l'époque dans le surmenage continu auquel Hitler était soumis l'une des causes de ces changements qui affectèrent sa personnalité. Ce surmenage provenait de ce qu'il avait adopté une méthode de travail qui lui était inhabituelle. Depuis le début de la campagne de Russie, il avait renoncé à son ancienne pratique consistant à travailler par à-coups et à faire alterner les moments où il gérait les affaires avec des périodes d'inaction. Maintenant il s'imposait un copieux pensum quotidien. Lui qui, autrefois, avait su admirablement faire travailler les autres à sa place s'occupait, maintenant que les soucis s'accumulaient, toujours plus des détails. Il s'imposa une

sévère discipline de travail et, comme cela n'était pas dans sa nature, les décisions qu'il prenait ne pouvaient qu'en souffrir.

Il est vrai que même avant la guerre, Hitler était déjà passé par des phases d'épuisement, qui se caractérisaient par une surprenante irrésolution, par des moments d'absence ou une propension aux monologues tourmentés. Il restait alors sans rien dire, se contentant simplement de temps à autre de répondre par « Oui » ou par « Non » et on ne pouvait pas savoir s'il suivait encore le sujet de la conversation ou s'il ruminait d'autres pensées. Mais ces états d'épuisement ne duraient généralement pas. Après quelques semaines passées à l'Obersalzberg, il paraissait plus détendu, avait l'œil plus reposé, réagissait de nouveau et retrouvait son esprit de décision.

En 1943 son entourage l'exhorta souvent à partir se reposer. Il changeait alors de résidence ou bien allait passer quelques semaines, parfois même plusieurs mois, à l'Obersalzberg ¹ . Mais le programme de la journée ne s'en trouvait pas pour autant modifié. Bormann ne cessait de lui soumettre des questions de détail à régler, les visiteurs se succédaient sans arrêt, soucieux de profiter de sa présence au Berghof ou à la Chancellerie du Reich ; certains Gauleiter et certains ministres, qui n'avaient pas le droit de le déranger au quartier général, demandaient à lui parler. D'autre part les longues conférences d'état-major continuaient d'avoir lieu tous les jours ; en effet, l'état-major

militaire au complet l'accompagnait où qu'il allât. Souvent Hitler nous disait, lorsque nous nous inquiétions de sa santé : « C'est facile de me conseiller de prendre du repos. Mais cela est impossible. Je ne peux laisser à personne la responsabilité des affaires militaires courantes, même pas pour vingt-quatre heures. »

Les militaires de l'entourage de Hitler étaient habitués depuis leur jeunesse à effectuer un dur labeur quotidien, il leur aurait été difficile de se rendre compte que Hitler était surchargé de travail. Bormann n'était pas davantage capable de comprendre qu'il en demandait trop à Hitler. Mais quand bien même tout le monde aurait fait preuve de bonne volonté, Hitler se refusait à faire ce à quoi n'importe quel chef d'entreprise doit veiller, c'est-à-dire mettre à la tête de chaque secteur important un adjoint compétent. Il lui manquait non seulement un homme de valeur pour diriger le gouvernement, mais aussi un chef énergique à la tête de la Wehrmacht et un commandant en chef compétent à la tête de l'armée de terre. Hitler dérogeait perpétuellement à cette vieille règle qui veut que, plus on occupe un poste élevé, plus il faut se ménager de temps libre. Autrefois il s'y était tenu.

Sclérose et rigidité intellectuelles, irrésolution douloureuse, agressivité et irritabilité permanentes étaient les aspects caractéristiques de cet étrange état où le réduisirent le surmenage et la réclusion dans laquelle il se murait. Il devait maintenant se torturer le cerveau pour prendre des décisions qui, autrefois, ne lui coûtaient aucun

effort². Moi qui avais fait du sport, je connaissais bien le phénomène du surentraînement. Lorsque nous en arrivions là, nos performances baissaient, nous perdions tout influx, toute souplesse, tout sang-froid, nous devenions de véritables automates, au point que, loin de vouloir nous reposer, nous n'avions qu'une idée : poursuivre coûte que coûte l'entraînement. Le surmenage intellectuel peut présenter les mêmes symptômes que le surentraînement, comme j'ai pu l'observer sur moi-même au cours de ces éprouvantes années de guerre : l'esprit perd de sa réceptivité, de sa fraîcheur et de sa vivacité, son pouvoir de décision s'émousse, mais il continue à travailler comme une machine.

La nuit du 3 septembre 1939, Hitler avait quitté la Chancellerie du Reich plongée dans le silence et l'obscurité, pour aller s'établir au front : ce départ s'avéra l'un des premiers symptômes de son attitude future. Sa relation avec le peuple avait changé. Et même s'il eut encore quelques occasions, à des mois de distance, de retrouver le contact des masses, leur enthousiasme et leur ferveur s'étaient évanouis, tout comme son propre pouvoir de subjuguer les hommes par la fascination qu'il exerçait.

Au début des années 30, au temps des derniers combats pour la conquête du pouvoir, Hitler avait puisé dans ses ressources au moins autant qu'il le fit pendant la deuxième moitié de la guerre. A l'époque, dans ses

moments d'épuisement, les meetings qu'il organisait lui insufflaient probablement plus de tonus et de courage qu'il n'était lui-même censé en inspirer à ses auditeurs. Même au cours des années 1933 à 1939, lorsque la position à laquelle il s'était élevé lui permit de mener une vie moins trépidante, la procession des admirateurs enthousiastes qui défilaient journellement devant lui à l'Obersalzberg était visiblement pour lui une source de réconfort. Les manifestations auxquelles il participait avant la guerre constituaient pour Hitler un stimulant qui faisait partie de sa vie. Il devenait alors plus résolu et plus sûr de lui que jamais.

Le cercle des intimes qui l'entouraient au quartier général, ses secrétaires, ses médecins et ses aides de camp, était encore moins stimulant, si cela est possible, que la cour qui gravitait autour de lui avant la guerre à l'Obersalzberg ou à la Chancellerie du Reich. Ce n'était plus le même public d'auditeurs fervents et presque incapables de maîtriser leurs transports d'enthousiasme. Hitler, quand on le fréquentait quotidiennement, descendait de son piédestal, je m'en étais déjà aperçu au temps où nous faisions de beaux rêves devant nos projets de constructions, le demi-dieu dépeint par Goebbels devenait un homme comme les autres, avec les besoins et les faiblesses de tout être humain, même si son autorité restait intacte.

La présence des militaires qui entouraient Hitler ne pouvait être, elle aussi, qu'une source de fatigue. En effet,

au quartier général le ton objectif était de règle et toute admiration intempestive aurait paru déplacée. Les officiers apparaissaient au contraire comme des hommes froidement réalistes et, même si cela n'avait pas été le cas, ils montraient cette retenue et ce sens de l'étiquette qui étaient les marques de leur éducation. L'attitude obséquieuse de Göring et de Keitel n'en prenait que plus de relief, mais elle était dénuée de tout accent de sincérité et Hitler lui-même n'incitait pas les militaires de son entourage à la servilité.

Hitler ne tolérait pas qu'on critique sa manière de vivre. Malgré les soucis que cela leur causait, les personnes de son entourage direct furent bien obligées de s'en accommoder. Il évitait toutes les conversations de caractère personnel qui l'importunaient de plus en plus, seuls quelques-uns de ses vieux compagnons de lutte, comme Goebbels, Ley ou Esser, pouvaient encore, en de rares occasions, avoir avec lui des entretiens à cœur ouvert. Mais le ton qu'il employait avec moi ou d'autres était impersonnel et distant. Les jours où Hitler, comme autrefois, prenait ses décisions avec entrain et spontanéité, où il prêtait une oreille attentive aux arguments qu'on lui opposait, ces jours-là nous étions si surpris qu'ensuite tout le monde se signalait l'événement.

Pour ouvrir un peu le quartier général à l'état d'esprit qui régnait à l'extérieur et renouveler l'atmosphère confinée et

étouffante qui y régnait, nous eûmes l'idée, Schmundt et moi, d'introduire auprès de Hitler de jeunes officiers du front. Mais cette tentative fut un échec. D'une part Hitler n'avait pas grande envie de consacrer à ces visites le peu de temps dont il disposait, d'autre part nous dûmes reconnaître que notre initiative avait eu des résultats plutôt malheureux. Un jeune officier des blindés, relatant la percée sur le Terek, raconta que son unité n'avait rencontré presque aucune résistance et que seul le manque de munitions l'avait contraint à stopper sa progression. Hitler en fut si irrité que, plusieurs jours après cette discussion, il ne cessait de revenir sur ce sujet : « Voilà ce que c'est ! Il n'y a pas assez de munitions pour les 75 ! Où en est la production ? Il faut immédiatement mettre tout en œuvre pour l'augmenter ! » En fait, dans les limites de nos modestes moyens, nous avions suffisamment d'obus de ce type, mais la progression avait été si rapide que l'approvisionnement n'avait pu suivre à cause de l'étirement des communications. Mais Hitler refusa de prendre cet argument en considération.

D'autres incidents fâcheux dont lui avaient parlé ces jeunes officiers venus du front lui firent immédiatement conclure que l'état-major général était coupable de graves défaillances. En réalité la plupart des difficultés étaient dues à l'allure excessive imposée par Hitler à la progression des troupes. Mais il était impossible aux experts d'en discuter avec lui, car il n'avait pas une connaissance suffisante des moyens complexes que

suppose une telle percée.

Certes Hitler recevait encore, de loin en loin, les officiers et les soldats auxquels il décernait de hautes distinctions militaires. Comme il se défiait des capacités de son état-major, il régnait souvent à la suite de ces visites beaucoup d'agitation, et les ordres de portée générale pleuvaient. Pour prévenir tout cela, Keitel et Schmundt essayaient dans la mesure du possible de voir les visiteurs avant et de neutraliser le danger.

Le thé du soir, auquel étaient invités, même au quartier général, les proches de Hitler, avait été au fil des jours remis à une heure toujours plus tardive : il commençait vers deux heures du matin et se terminait à trois où quatre heures. Hitler avait aussi retardé le moment où il allait se coucher et il se mettait au lit au petit matin, ce qui me fit dire un jour : « Si la guerre dure encore longtemps, nous pourrons au moins suivre l'horaire normal d'un homme matinal et le thé du soir de Hitler sera notre thé du matin. »

Il est certain que Hitler souffrait d'insomnies. Il disait qu'il n'arrivait pas à fermer l'œil, quand il allait se coucher tôt. Souvent, à l'heure du thé, il se plaignait de n'avoir pu s'endormir la veille que dans la matinée après avoir cherché le sommeil pendant des heures.

Seuls étaient invités les intimes de Hitler, c'est-à-dire ses médecins, ses secrétaires, ses aides de camp militaires et ses adjoints civils, l'ambassadeur Hewel, le

représentant du chef du service de presse, parfois aussi sa cuisinière végétarienne originaire de Vienne, ou un visiteur, dans la mesure où il comptait parmi les proches de Hitler, et enfin l'inévitable Bormann. Moi-même j'étais toujours le bienvenu. Nous nous tenions dans la salle à manger de Hitler, assis sur des fauteuils inconfortables, mal à l'aise. Hitler aimait toujours, à cette heure-là, que règne une atmosphère « sympathique », et il faisait allumer si possible du feu dans la cheminée. Il servait lui-même, avec une galanterie appuyée, du gâteau à ses secrétaires et se mettait en frais pour ses invités qu'il traitait avec amabilité et simplicité ; il s'évertuait à créer une chaude atmosphère cordiale dont il goûterait, en retour, le réconfort, mais ses efforts étaient d'emblée voués à l'échec : il me faisait pitié.

La musique n'étant pas prisée au quartier général, il ne restait que la conversation, qu'il était pratiquement le seul à animer. Ses plaisanteries, connues depuis longtemps, étaient certes accueillies par des rires, comme si on les avait entendues pour la première fois. Les dures années de sa jeunesse et le « temps des combats » fournissaient la matière de récits que l'on écoutait religieusement, comme s'il les faisait pour la première fois ; mais par elle-même l'assistance ne pouvait guère contribuer à animer la conversation. Car une convention tacite présidait à ces réunions : il fallait éviter d'évoquer les événements du front et les affaires politiques, comme de critiquer les personnages haut placés. Comme on le comprendra aisément, Hitler n'avait pas non plus envie d'entamer ces

sujets. Seul Bormann détenait le privilège de pouvoir y faire allusion. Parfois aussi les lettres d'Eva Braun donnaient lieu à des explosions de colère ; par exemple quand elle relatait des faits qui illustraient de manière flagrante l'esprit borné des fonctionnaires de l'administration. Lorsque, au beau milieu de l'hiver, les Munichois se virent interdire la pratique du ski dans les montagnes, Hitler entra dans une fureur extraordinaire et se répandit en tirades interminables sur le combat qu'il menait depuis toujours sans succès contre la stupidité de la bureaucratie. Pour finir c'était Bormann qui était chargé de s'occuper de ces affaires-là.

La médiocrité des sujets traités au cours de ces conversations prouvait que le niveau des préoccupations de Hitler était devenu absolument désolant. Par ailleurs les bagatelles dont il était question contribuaient en un certain sens à lui procurer une détente, parce qu'elles le ramenaient à une échelle où il avait encore le pouvoir de décider. Les mesures qu'il prenait alors lui faisaient oublier pour un temps l'impuissance où il était réduit, maintenant que c'était à l'ennemi de fixer le déroulement des opérations et que ses ordres militaires n'étaient plus suivis du succès escompté.

En dépit de toutes ses tentatives pour se dérober devant la réalité, Hitler ne pouvait pas, même au milieu de ce cercle, échapper à la conscience de sa situation. Il aimait alors entonner une fois de plus sa vieille lamentation et gémir qu'il n'était devenu homme politique qu'à son corps défendant, qu'au fond il était un architecte qui n'avait pu se

réaliser, que ce qui l'avait empêché de faire carrière comme architecte était que seule la situation de maître d'ouvrage et d'homme d'État pouvait lui permettre de réaliser les œuvres qui lui auraient convenu à lui. Son penchant à s'apitoyer sur lui-même se manifestait maintenant avec une force croissante et il avait coutume de dire qu'il ne souhaitait qu'une chose : « Dès que ce sera possible je remettrai ma veste grise³. Quand j'aurai terminé la guerre et remporté la victoire, j'aurai accompli la tâche de ma vie et je me retirerai à Linz pour finir mes jours dans ma maison au-dessus du Danube. C'est mon successeur qui se débattrra avec tous les problèmes. » Certes il avait déjà exprimé des intentions analogues avant la guerre, quand on prenait le thé à l'Obersalzberg, dans une atmosphère moins tendue. Mais à cette époque-là il disait probablement cela par coquetterie. Maintenant il en parlait sans aucun pathos, sur le ton de la conversation ordinaire, avec l'accent amer de la sincérité.

L'intérêt qu'il portait aux plans de la ville où il voulait se retirer ne faiblissait pas et prit peu à peu l'aspect d'un désir d'évasion. Dans les dernières années de guerre, l'architecte de Linz, Hermann Giessler, fut convoqué de plus en plus fréquemment au quartier général, afin de présenter ses projets ; en revanche Hitler ne réclamait pratiquement plus les projets envisagés pour Hambourg, Berlin, Nuremberg ou Munich, alors qu'ils lui avaient tant tenu à cœur dans le passé. Il disait alors d'un ton las que la mort ne pourrait être qu'une délivrance, quand il pensait

aux souffrances qu'il devait maintenant endurer. Un détail est symptomatique de cette humeur : lorsqu'il examinait les projets de Linz, il revenait toujours sur les plans de son tombeau, dont la construction était prévue dans l'une des tours du bâtiment du parti à Linz. Ce geste montrait clairement qu'il ne voulait pas, même si la victoire venait couronner la guerre, reposer avec ses maréchaux dans le Mémorial du Soldat à Berlin.

Hitler donnait fréquemment, au cours de ces conversations nocturnes au quartier général d'Ukraine ou de Prusse-Orientale, l'impression d'un être qui a perdu son équilibre. Quant à nous, les invités, nous sentions, aux premières heures du matin, la fatigue peser sur nous comme du plomb. Nous n'assistions à ces réunions que par politesse et par devoir car, après les séances de travail harassantes de la journée, c'est à peine si, durant ces conversations monotones, nous pouvions garder les yeux ouverts. Avant l'arrivée de Hitler, il arrivait que quelqu'un demande : « Où peut bien être Morell ce soir ? » Un autre répondait, maussade : « Cela fait déjà trois soirs qu'on ne l'a pas vu. » « Lui aussi pourrait rester debout, continuait l'une des secrétaires, ce sont toujours les mêmes... moi aussi je voudrais bien dormir. » « En fait, nous devrions établir un roulement, reprenait une autre. Il n'est pas normal que ce soit toujours les mêmes qui soient obligés de rester. » Bien entendu Hitler était toujours un objet de vénération pour son entourage, mais l'auréole qui entourait sa personne était ternie.

Hitler prenait son petit-déjeuner en fin de matinée, puis il se faisait apporter les quotidiens et les informations de son service de presse. Ce service jouait un rôle très important dans l'opinion qu'il se forgeait sur les événements ; d'autre part il influait considérablement sur son humeur. Hitler rédigeait séance tenante les prises de position officielles, généralement agressives, sur les nouvelles qui arrivaient de l'étranger, et il les dictait, souvent intégralement, à son chef du service de presse, le D^r Dietrich, ou son adjoint Lorenz. Il intervenait sans hésiter dans les attributions des ministères compétents, la plupart du temps sans même en informer au préalable les ministres responsables, c'est-à-dire Goebbels et Ribbentrop.

Aussitôt Hewel exposait les événements de politique étrangère que Hitler accueillait avec plus de sérénité que les commentaires de presse. A y réfléchir rétrospectivement, il me semble qu'il attachait moins d'importance à la réalité des faits qu'aux réactions qu'ils suscitaient, et que les communiqués de presse l'intéressaient davantage que les événements eux-mêmes. Schaub lui apportait ensuite les comptes rendus transmis à Bormann par les Gauleiter au sujet des raids aériens de la nuit précédente. Comme je me rendais souvent un ou deux jours après dans les villes détruites pour inspecter les centres de production, je suis en mesure d'affirmer que Hitler recevait des informations exactes sur l'étendue des destructions. De fait, il aurait été maladroit de la part d'un

Gauleiter de minimiser l'importance des dégâts ; car son crédit ne pouvait qu'augmenter si, en dépit des terribles ravages causés par les bombardements, il se montrait capable de remettre en route la vie quotidienne et la production.

En prenant connaissance de ces comptes rendus, Hitler était visiblement bouleversé, même si, à vrai dire, les pertes subies par la population et les destructions survenues dans les quartiers habités le touchaient moins que l'anéantissement des édifices importants, en particulier des théâtres. Tout comme avant la guerre, quand il projetait la « transformation des villes allemandes », ce qui l'intéressait au premier chef était tout ce qui touchait à l'apparat. La détresse sociale et les souffrances humaines ne retenaient pas son attention. Aussi les exigences personnelles qu'il eut à formuler se ramenèrent-elles presque toujours à réclamer qu'on entreprenne la reconstruction des théâtres qui avaient brûlé. Pour ma part, je lui faisais parfois observer que l'industrie du bâtiment ne répondait plus à la demande. De leur côté les autorités politiques locales semblaient hésiter à exécuter ces ordres impopulaires. Hitler, passablement accaparé par la situation militaire, eut à peine le loisir de se renseigner sur l'état des travaux. Il ne réussit à faire reconstruire, au prix d'énormes dépenses, que l'Opéra de Munich, sa seconde patrie, et celui de Berlin⁴.

D'ailleurs Hitler faisait preuve d'une ignorance étonnante de la situation réelle et de la mentalité qui régnait dans le

pays quand il écartait toutes les objections par des arguments comme celui-ci : « C'est justement parce qu'il faut entretenir le moral de la population qu'il doit y avoir des représentations théâtrales. » La population des villes avait évidemment d'autres soucis. De telles réflexions indiquaient une fois de plus à quel point il était à sa place dans un « milieu bourgeois ».

Pendant la lecture des comptes rendus sur les destructions causées par les bombardements, Hitler éclatait généralement en imprécations furieuses contre le gouvernement anglais et les Juifs, les responsables de ces raids aériens. Selon lui, nous ne pouvions contraindre l'ennemi à suspendre ses attaques qu'en construisant nous-mêmes une puissante flotte de bombardiers. Lorsque je lui objectais que, pour mener une guerre aérienne sur une grande échelle, nous n'avions ni suffisamment d'avions, ni les quantités d'explosifs nécessaires ⁵, il me faisait toujours la même réponse : « Vous avez déjà réussi à faire tant de choses, Speer, là encore vous y arriverez bien. » Après tout il me semble, avec le recul, que l'accroissement incessant de la production, réalisé en dépit des raids aériens, a été l'une des raisons pour lesquelles Hitler n'a pas pris vraiment au sérieux la guerre aérienne qui se déroulait dans le ciel de l'Allemagne. C'est pourquoi la thèse que nous défendions, Milch et moi, selon laquelle il fallait stopper radicalement la fabrication des bombardiers, pour produire plus d'avions de chasse, se heurta à l'opposition de Hitler jusqu'au jour où il fut trop

tard.

J'ai tenté plusieurs fois d'amener Hitler à aller visiter les villes bombardées, pour que la population le voie⁶. Goebbels lui aussi déplora plus d'une fois devant moi d'avoir vainement employé l'influence qu'il avait sur Hitler pour œuvrer dans le même sens. Il évoquait avec envie la conduite de Churchill : « Si le Führer visitait les villes comme lui, quelle belle propagande je ferais ! » Mais Hitler se dérobaît régulièrement quand nous lui demandions cela. Maintenant, quand à Berlin il se rendait de la gare de Stettin à la Chancellerie du Reich, ou quand il empruntait à Munich la Prinzregentenstrasse pour se rendre chez lui, il exigeait qu'on prenne le chemin le plus court, alors qu'autrefois il avait aimé faire des détours. Moi qui l'ai accompagné plusieurs fois dans ces occasions-là, je le voyais, quand par hasard la voiture venait à passer le long d'un gigantesque champ de ruines, jeter sur ce spectacle un regard absent et indifférent.

Hitler se conformait fort peu aux recommandations de Morell qui le pressait de faire de longues promenades. Il aurait pourtant été facile d'aménager des chemins dans les forêts environnantes de Prusse-Orientale. Mais Hitler repoussait obstinément des propositions dans ce sens, et tout l'exercice qu'il se donnait consistait à faire quotidiennement une petite ronde d'une centaine de mètres à l'intérieur de la zone de sécurité n° 1.

Au cours de ses promenades, Hitler s'intéressait généralement moins à celui qui l'accompagnait qu'à

Blondi, son berger allemand, qu'il essayait de dresser. Après l'avoir exercé quelque temps à rapporter, Hitler faisait marcher son chien en équilibre sur une planche mesurant environ vingt centimètres de large et huit mètres de long, installée à deux mètres du sol. Il savait évidemment qu'un chien considère comme son maître la personne qui lui donne à manger. Aussi, avant de donner au domestique l'ordre d'ouvrir la porte du chenil, attendait-il quelques instants, pendant que le chien, affamé et excité, aboyait de contentement et sautait le long du grillage. Par un privilège insigne, j'avais parfois le droit d'accompagner Hitler au repas de son chien, pendant que tous les autres devaient se contenter d'assister de loin à cet événement. Le berger allemand était selon toute apparence ce qui comptait le plus dans la vie privée de Hitler ; il comptait même davantage que ses collaborateurs les plus proches.

Il arrivait fréquemment à Hitler, quand il n'avait pas d'hôte selon son cœur au quartier général, de prendre ses repas en solitaire, avec son chien pour unique compagnon. Bien sûr, au cours de mes séjours au quartier général, qui duraient généralement deux ou trois jours, il m'invitait régulièrement une ou deux fois à partager son repas. Beaucoup pensaient sans doute au quartier général que nous discussions soit d'importants sujets généraux, soit de sujets touchant notre vie privée. Mais il m'était impossible à moi aussi de débattre avec Hitler de thèmes de portée générale relatifs à la situation militaire ou même à la situation de l'économie ; la conversation ne dépassait pas

le niveau des banalités ou l'aridité des indices de production.

Les premiers temps il manifestait encore de l'intérêt pour des questions dont nous nous étions occupés ensemble, comme par exemple l'aménagement de certaines villes allemandes. Il revenait encore fréquemment sur son intention de créer un réseau de chemin de fer transcontinental qui permettrait de réaliser l'unité économique du Reich futur. Il fit dessiner par les services des chemins de fer les plans des types de wagons et calculer dans le détail la charge utile des trains de marchandises correspondant à un énorme écartement des rails qu'il avait fixé lui-même, et pendant ses nuits blanches il étudiait tout cela ⁷. Le ministère des Transports trouvait que les avantages que pourraient apporter les deux types de réseaux seraient plus que compensés par les inconvénients qui en découleraient, mais Hitler tenait à son idée ; il considérait d'ailleurs qu'elle avait pour le prestige de son empire une importance encore plus grande que les autoroutes.

Au fil des mois Hitler devint de plus en plus taciturne. Il se peut d'ailleurs qu'avec moi il se soit plutôt laissé aller et qu'il se soit moins appliqué à entretenir la conversation qu'avec des convives moins familiers. Toujours est-il qu'à partir de l'automne 1943 un déjeuner en sa compagnie était un véritable supplice. Nous avalions notre potage en silence, puis, en attendant le plat suivant, nous faisons par exemple quelques observations sur le temps qu'il faisait,

sur quoi Hitler enchaînait par quelques quolibets sur l'incapacité des services météorologiques, jusqu'au moment où finalement la conversation retombait sur la qualité de la nourriture. Il était fort satisfait de sa cuisinière végétarienne dont il louait fort les talents. Quand un mets lui paraissait particulièrement savoureux, il m'invitait à y goûter moi aussi. Il était perpétuellement tourmenté par la crainte de grossir : « Épouvantable ! vous me voyez avec une brioche ! Politiquement ce serait un désastre ! » Souvent, pour mettre fin à la tentation, il appelait son domestique : « Emportez cela, je vous prie, c'est trop délicieux. » Là encore, il décochait bien quelques railleries à l'adresse des mangeurs de viande, mais il n'essayait pas de m'influencer. Il ne voyait pas d'inconvénient à ce que je prenne un « Steinhäger » après un repas lourd, tout en me faisant remarquer d'un ton compatissant qu'avec son régime il n'avait pas besoin de cela. Quand on nous servait un bouillon gras, je pouvais être certain qu'il allait parler de « décoction de cadavre » ; dans le cas des écrevisses, il tenait en réserve l'histoire d'une grand-mère décédée que ses enfants avaient jetée au ruisseau pour appâter les crustacés en question ; quand c'était des anguilles, il racontait que le meilleur moyen pour les engraisser et les attraper était de leur donner des chats morts.

Au temps des soirées passées à la Chancellerie du Reich, Hitler ne craignait pas de raconter des « plaisanteries » de ce genre à tout bout de champ.

Maintenant qu'avait commencé le temps des défaites et de la débâcle, il fallait pour cela qu'il soit vraiment dans un bon jour. Mais la plupart du temps régnait entre nous un silence mortel. J'avais l'impression d'avoir devant moi un homme qui se consume peu à peu.

Pendant les repas, ou pendant les conférences, qui duraient souvent des heures, un coin était réservé au chien de Hitler : sur l'injonction de son maître, l'animal allait s'y coucher avec des grondements récalcitrants. Quand plus personne ne faisait attention à lui, le chien se mettait à ramper, progressant insensiblement vers l'endroit où siégeait son maître, sur les genoux duquel, après de savantes manœuvres, il finissait par venir poser son museau, sur quoi un ordre brutal le renvoyait dans son coin. Comme tout visiteur un tant soit peu perspicace, je me gardais d'éveiller les bonnes dispositions de l'animal à mon égard. Ce n'était pas toujours si facile : ainsi par exemple, quand je prenais mon repas en compagnie de Hitler, le chien venait parfois à côté de moi et, posant sa tête sur mes genoux, il restait là, immobile, à lorgner les morceaux de viande dans mon assiette, qui lui paraissait mériter plus d'attention que l'assiette végétarienne de son maître. Lorsque Hitler remarquait les travaux d'approche de son chien, il le rappelait d'un ton agacé. Mais au fond ce berger allemand était le seul être vivant au quartier général qui lui apportât une diversion, telle que Schmundt et moi l'avions imaginée. A ceci près : son chien ne parlait pas.

L'isolement dans lequel Hitler était cloîtré ne fit que s'accroître et cette évolution se poursuivait progressivement et à vrai dire presque insensiblement. Ce sentiment de solitude le rongait, comme le montre clairement cette réflexion qu'à partir de l'automne 1943 il répétait fréquemment : « Un jour, Speer, il ne me restera plus que deux amis : M^{lle} Braun et mon chien. » Il disait cela sur un ton si méprisant et si direct, qu'il ne m'était pas possible de protester de ma fidélité ou de me montrer offensé. C'est bien la seule prévision de Hitler, pour parler un peu à la légère, qui se soit révélée exacte. Mais ce n'était pas lui qui pût en tirer vanité : il le dut bien plutôt au courage de sa maîtresse et à la fidélité de son chien.

Je n'ai compris que plus tard, durant mes longues années de prison, ce que signifie d'être soumis à une tension psychique écrasante. Je me suis alors avisé que la vie de Hitler avait eu beaucoup d'analogies avec celle d'un prisonnier. Son bunker n'avait pas encore à cette époque les dimensions énormes, dignes d'un mausolée, qu'il devait acquérir en juillet 1944, mais il avait bel et bien des murs et des plafonds aussi épais que ceux d'une prison et les rares ouvertures étaient fermées par des portes et des volets métalliques ; quant aux promenades hâtives à l'intérieur de l'enceinte de fils de fer barbelés, elles ne lui permettaient pas de jouir du bon air et de la nature plus qu'aux détenus la ronde dans la cour de la prison.

Le grand moment de la journée de Hitler était la grande conférence d'état-major qui commençait après le déjeuner,

vers quatorze heures. Extérieurement le tableau n'avait guère changé depuis le printemps 1942. C'étaient presque les mêmes généraux et les mêmes aides de camp qui s'attroupaient autour de la table des cartes à laquelle siégeait Hitler. Mais, après les événements des derniers dix-huit mois, tous les participants semblaient avoir vieilli et paraissaient usés. Ils accueillaient les consignes et les ordres d'un air indifférent et quasi résigné.

La discussion portait sur tout ce qui donnait matière à espérer. Les interrogatoires des prisonniers et les rapports arrivés du front russe permettaient d'envisager l'épuisement de l'adversaire. Les pertes que les Russes essuyaient au cours des offensives semblaient être beaucoup plus élevées que les nôtres, même compte tenu de la disparité des chiffres de la population des deux pays. Nos succès les plus dérisoires prenaient dans la conversation des proportions de plus en plus importantes et Hitler finissait par y voir la preuve irréfutable que nous pouvions résister à l'offensive des Russes jusqu'à son échec total. Beaucoup d'entre nous croyaient également que Hitler, le cas échéant, mettrait fin à la guerre en temps voulu.

Pour ouvrir les yeux de Hitler sur l'évolution probable de la situation au cours des prochains mois, Jodl prépara un exposé. Il voulait ainsi du même coup s'efforcer de reprendre en main son rôle de chef de l'état-major chargé des opérations que Hitler avait accaparé de plus en plus. Jodl connaissait la défiance de Hitler pour les exposés

bâti sur des chiffres. A la fin de 1943, Hitler avait encore exprimé tout son mépris à propos d'un travail du général Georg Thomas, chef du bureau chargé de l'armement et des questions économiques à l'O.K.W., qui avait présenté le potentiel de guerre soviétique comme extraordinairement important. Ce mémoire continuait à exaspérer Hitler, bien qu'il eût, après en avoir pris connaissance, interdit à Thomas et à l'O.K.W. de procéder à d'autres études de ce genre. Lorsque, vers l'automne 1944, mon service de planification, animé des meilleures intentions et désireux d'apporter son concours à l'état-major en vue de décisions à prendre, rédigea un nouveau mémoire sur le potentiel d'armements de l'ennemi, Keitel nous défendit à nous aussi de transmettre ce genre de documentation à l'O.K.W.

Jodl n'ignorait pas qu'il aurait des difficultés à surmonter pour arriver à ses fins. Il choisit donc, pour l'aider dans cette entreprise, un jeune colonel de la Luftwaffe, Christian, dont le rôle devait consister, dans un premier temps, à venir développer à une conférence d'état-major des considérations d'ordre général sur un secteur bien précis. Le colonel possédait un atout non négligeable : il était marié à l'une des secrétaires de Hitler qui assistait au thé nocturne. L'analyse envisagée avait pour but de rechercher quels plans tactiques l'ennemi pouvait bien mettre en œuvre à longue échéance et quelles conséquences pouvaient en résulter pour nous. Mis à part le souvenir de quelques grandes cartes de l'Europe que Christian

commenta sans être interrompu devant Hitler silencieux, je n'ai pas retenu d'autres détails à propos de cette tentative, sinon qu'elle échoua lamentablement.

Rien ne changea : Hitler continua à prendre lui-même toutes les décisions sans se documenter et les participants aux conférences ne s'émurent pas outre mesure et ne regimbèrent pas. Hitler négligeait les analyses de la situation, il ne songeait pas à faire évaluer les moyens logistiques nécessaires à la réalisation de ses plans ; il n'y avait pas de groupes d'études pour supputer toutes les chances de succès des offensives projetées et envisager les contre-mesures que l'adversaire pouvait décider. Les membres des états-majors du quartier général avaient la formation nécessaire pour s'acquitter de toutes ces tâches inhérentes à une guerre moderne, il aurait suffi qu'ils fussent sollicités. Certes, Hitler s'informait dans certains domaines particuliers, mais lui seul devait faire la synthèse de toutes ces connaissances fragmentaires. Aussi ses maréchaux et ses collaborateurs directs n'avaient-ils en réalité qu'un rôle consultatif, car la plupart du temps il avait déjà pris sa décision avant de leur demander conseil et on ne pouvait le faire changer d'avis que sur d'infimes détails. De plus il faisait fi de tous les enseignements qu'il aurait pu tirer lui-même du déroulement de la campagne de Russie de 1942-1943.

Pour les hommes du quartier général, tourmentés par la

responsabilité écrasante qui pesait sur eux, rien sans doute n'arrivait plus à propos qu'un ordre venu d'en haut qui – soulagement et excuse tout ensemble – leur dictait la conduite à suivre. A ma connaissance, rares furent ceux qui demandèrent à partir pour le front afin d'échapper au cas de conscience permanent auquel on était soumis au quartier général. C'est là un des phénomènes qui aujourd'hui encore restent pour moi incompréhensibles, car il n'arriva presque jamais à l'un d'entre nous de formuler des réserves d'ordre moral. D'ailleurs nous n'éprouvions réellement aucun scrupule de conscience. L'univers où nous vivions nous avait rendus insensibles. Pourtant les décisions de Hitler étaient lourdes de conséquences ; nos soldats se trouvaient parfois encerclés dans une poche uniquement par la faute de Hitler qui, par ses atermoiements, avait sans cesse reculé le moment d'ordonner le repli conformément à la proposition de l'état-major général. Mais ce que signifiaient les décisions de Hitler, les combats, les morts, tout cela nous laissait indifférents.

Évidemment personne ne pouvait exiger du chef de l'État qu'il aille régulièrement inspecter le front. Pour Hitler, en revanche, qui était le commandant en chef de l'armée et qui, de surcroît, décidait par lui-même des questions de détail, c'eût été un devoir. S'il était trop malade, il se devait de désigner quelqu'un d'autre ; s'il craignait pour ses jours, il n'avait pas le droit de rester le commandant en chef de l'armée.

Quelques tournées au front auraient permis à Hitler et à son état-major de déceler sans peine les erreurs fondamentales qui faisaient couler autant de sang. Mais lui et ses adjoints militaires croyaient pouvoir conduire les opérations sur leurs cartes d'état-major. Ils ne savaient rien de la rigueur du climat et de l'état des routes pendant l'hiver russe ; nos soldats, harassés, épuisés, mal équipés, sans cantonnements, devaient se terroriser, à moitié gelés, dans des trous, leur résistance était brisée depuis longtemps : toutes ces souffrances qu'ils enduraient, Hitler et ses adjoints les ignoraient. Pourtant, à la conférence d'état-major, Hitler considérait ces unités comme des troupes en pleine possession de leurs moyens, c'est comme telles qu'il les envoyait au combat et jugeait de leur valeur. Sur la carte, il déplaçait dans toutes les directions des divisions qui étaient à bout de forces et n'avaient plus ni armes ni munitions ; souvent les délais qu'il prévoyait pour ces mouvements n'avaient aucun rapport avec les possibilités réelles. Il ordonnait que toutes les troupes soient mises en ligne immédiatement, si bien que les détachements avancés allaient au feu avant que les unités puissent présenter un front uni : elles se heurtaient alors à l'ennemi, étaient divisées, puis peu à peu anéanties.

Le centre de transmissions du quartier général était un modèle pour l'époque. Il permettait de joindre immédiatement tous les grands théâtres d'opérations. Mais Hitler accordait une trop grande importance à cette possibilité d'utiliser le téléphone, la radio et le télex. De

plus, l'utilisation de cet instrument privait les généraux responsables de toute possibilité d'agir de leur propre initiative, comme dans les guerres d'autrefois, car Hitler intervenait sans relâche dans le secteur du front qu'ils occupaient. Grâce au service des transmissions, Hitler pouvait depuis sa table, dans la salle de conférences, commander toutes les divisions sur tous les champs de batailles. Plus la situation se dégradait, plus cet instrument de la technique moderne contribuait à accentuer le divorce entre la réalité et la fantaisie qui présidait à la conduite des opérations à cette table.

Intelligence, ténacité, nerfs d'aciers étaient, d'après Hitler, les principales qualités requises pour diriger les opérations militaires, et il croyait pouvoir se targuer de posséder toutes ces qualités à un degré bien supérieur à celui de ses généraux. Après la catastrophe de l'hiver 1941-1942, il n'avait cessé de prédire qu'il faudrait encore surmonter des situations très périlleuses ; c'est alors, disait-il, qu'on verrait qu'il avait les nerfs solides et qu'il était ferme comme un roc ⁸.

De telles déclarations étaient passablement humiliantes pour les officiers présents ; souvent, Hitler ne craignait pas de lancer à la tête des officiers d'état-major qui se trouvaient avec lui les propos les plus outrageants, il les accusait de manquer de fermeté, d'être toujours prêts à battre en retraite, à abandonner sans raison le terrain conquis. Jamais ces poltrons de l'état-major général n'auraient eu le courage d'entrer en guerre. Toujours ils

avaient essayé de le dissuader, toujours ils avaient déclaré que nos armées étaient beaucoup trop faibles. A qui les victoires donnaient-elles raison, sinon à lui ? Et il énumérait une fois de plus les succès militaires remportés malgré l'avis défavorable exprimé préalablement par l'état-major général ; quand on pensait à la manière dont les choses avaient évolué entre-temps, on croyait rêver. Il lui arrivait alors de perdre tout contrôle sur lui-même : il s'emportait brusquement, devenait cramoisi, et il se mettait à vociférer des paroles qui se précipitaient dans sa bouche : « Non seulement ce sont des poltrons notoires, mais en plus de cela ils mentent. Des menteurs notoires, voilà ce qu'ils sont. La formation de l'état-major général est l'école du mensonge et de la fourberie. Zeitzler, ces renseignements sont faux ! Vous aussi, on vous trompe ! Vous pouvez me croire, on fait exprès de nous dire que la situation se dégrade, mais c'est uniquement pour m'amener à battre en retraite ! » Évidemment Hitler donnait l'ordre de maintenir le tracé du front coûte que coûte, et bien sûr, quelques jours ou quelques semaines plus tard, nos positions étaient enfoncées par les forces soviétiques. C'étaient alors de nouvelles explosions de fureur accompagnées de nouvelles injures à l'adresse des officiers et de jugements sévères sur la valeur des soldats : « Les soldats de la Première Guerre mondiale étaient autrement courageux ! Quand on songe à tout ce qu'ils ont enduré à Verdun et sur la Somme. Ceux d'aujourd'hui décamperaient en pareil cas ! » Beaucoup des officiers qu'il outrageait ainsi devaient faire partie du complot du

20 juillet, que des signes avant-coureurs annonçaient. Autrefois Hitler avait fait preuve d'une finesse et d'un discernement qui lui faisaient trouver les mots les mieux adaptés à son entourage du moment. Maintenant il n'observait plus aucune retenue et ne savait plus se dominer. Rien ne pouvait endiguer ce torrent de paroles. Hitler était semblable à un prisonnier qui dévoile à son accusateur de dangereux secrets. J'avais l'impression qu'une force invincible le poussait à parler.

Pour apporter à la postérité la preuve qu'il avait toujours pris les meilleures décisions, Hitler fit venir des sténographes assermentés du Reichstag qui prenaient place à la table des conférences d'état-major et devaient noter tout ce qui s'y disait.

Parfois, quand il pensait avoir trouvé la solution d'un dilemme, Hitler demandait : « Vous avez noté ? Mais oui, un jour on me donnera raison. Mais ces idiots de l'état-major ne veulent pas me croire. » Même quand les troupes refluaient en masse vers l'arrière, il triomphait encore : « Est-ce que je n'ai pas donné l'ordre de faire cela, il y a trois jours ? Encore une fois ils n'ont pas exécuté mes ordres et ensuite ils cherchent à s'en tirer par un mensonge en disant que ce sont les Russes ! Ils prétendent que ce sont les Russes qui ont empêché qu'on exécute les ordres, les menteurs ! » Hitler ne voulait pas admettre que ses défaites étaient dues à la position de faiblesse où il nous

avait réduits en menant la guerre sur plusieurs fronts.

Les sténographes, qui quelques mois avant leur arrivée portaient encore en eux l'image idéalisée de Hitler et de son génie supérieur, comme Goebbels le leur avait appris, avaient échoué sans s'en douter dans une véritable maison de fous. Maintenant ils étaient obligés de regarder la réalité en face. Je vois encore distinctement leur visage blême, tandis qu'ils prenaient leurs notes, et leur mine accablée lorsqu'ils faisaient les cent pas dans l'enceinte du quartier général pendant leurs heures de liberté. Ils m'apparaissaient comme des envoyés du peuple, condamnés à être les témoins directs de la tragédie qui se jouait.

Hitler, prisonnier de sa théorie selon laquelle les Slaves n'étaient que des sous-hommes, avait prétendu au début que faire la guerre contre eux ne serait qu'un jeu d'enfant ; mais maintenant, plus la guerre se prolongeait, plus les Russes forçaient son respect. Il était impressionné par la ténacité dont ils avaient fait preuve pour supporter leurs défaites. Il parlait de Staline avec beaucoup de considération, tout en mettant en relief les analogies qu'il y avait entre sa propre endurance et celle de Staline. Il voyait dans le danger qui avait plané sur Moscou pendant l'hiver 1941 et la situation actuelle de l'Allemagne deux situations parallèles. Quand, dans un moment d'optimisme, il se reprenait à croire en la victoire ⁹, il disait parfois, sur le ton de la boutade, que la meilleure chose à faire, si on parvenait à vaincre la Russie, serait de confier à Staline

l'administration du pays, évidemment sous la tutelle de l'Allemagne, car pour s'y prendre avec les Russes, il était le meilleur chef qu'on puisse imaginer. Surtout il considérait Staline un peu comme un collègue. Peut-être est-ce en raison de ce respect qu'il avait à son égard qu'il ordonna, lorsque le fils de Staline fut fait prisonnier, de le bien traiter. Les choses avaient bien changé depuis le jour où, après l'armistice avec la France, Hitler avait prédit que la guerre avec l'Union soviétique ne serait qu'un jeu d'enfant.

Hitler avait donc fini par acquérir la conviction d'avoir affaire à l'est à un adversaire résolu ; en revanche, il persista jusqu'à la fin de la guerre dans son idée préconçue que les soldats occidentaux étaient de piètres combattants. Même les victoires des Alliés en Afrique et Italie ne purent le faire démordre de cette idée que leurs troupes détaleraient à la première attaque sérieuse des Allemands. Il était d'avis que la démocratie diminuait les peuples. En été 1944, il ne cessait de réaffirmer sa conviction qu'à l'ouest on pouvait tout reconquérir en peu de temps. Les jugements qu'il portait sur les hommes d'État occidentaux étaient en rapport avec cette optique. Churchill était pour lui, il le répétait souvent aux conférences d'état-major, un démagogue, un incapable et un ivrogne invétéré ; de Roosevelt il affirmait très sérieusement que sa maladie n'était pas due à une poliomyélite mais à une paralysie d'origine syphilitique, et que par conséquent c'était un irresponsable. Là encore se

manifestait cette tendance à fuir devant la réalité qui est caractéristique de la fin de la vie de Hitler.

On avait construit à Rastenburg, dans le périmètre de la zone de sécurité n° 1, un pavillon de thé dont le mobilier mettait une note agréable dans le décor austère du quartier général. On s'y réunissait à l'occasion pour boire un vermouth, et c'est là que les maréchaux attendaient le début de la conférence avec Hitler. Ce dernier y venait rarement, évitant ainsi la compagnie des généraux et des officiers d'état-major du commandement suprême de la Wehrmacht. Un après-midi pourtant, peu de temps après la chute sans gloire du fascisme en Italie, le 25 juillet 1943, et la nomination de Badoglio à la tête du gouvernement italien, Hitler prenait le thé avec une dizaine de ses adjoints politiques et militaires, parmi lesquels se trouvaient Keitel, Jodl et Bormann. Soudain, à la surprise générale, Jodl laissa tomber : « En fait, le fascisme s'est complètement volatilisé, comme une bulle de savon. » Il y eut un moment de silence et d'effroi, jusqu'à ce que l'un des assistants entame un autre sujet, tandis que Jodl, visiblement effrayé par ses propres paroles, rougissait jusqu'aux oreilles.

Quelques semaines plus tard, le prince Philippe de Hesse fut invité au quartier général. C'était parmi ses partisans un de ceux que Hitler avait toujours traité avec déférence et respect. Philippe lui avait souvent été utile et avait servi, surtout dans les premières années du Reich, de médiateur avec les chefs du fascisme italien. En outre, Hitler devait à ses bons offices d'avoir pu acheter en Italie

de précieux objets d'art : grâce à ses liens familiaux avec la famille royale italienne, le prince avait pu faire venir ces objets d'Italie.

Lorsque le prince, après avoir passé quelques jours à Rastenburg, voulut repartir, Hitler lui déclara sans ménagement qu'il ne devait pas quitter le quartier général. Il continua certes de le traiter avec toutes les marques de la plus extrême politesse et l'invita à sa table ; mais l'entourage de Hitler, qui auparavant avait tant apprécié de pouvoir s'entretenir avec un « vrai prince », évitait maintenant sa compagnie, comme s'il eût été atteint de quelque maladie contagieuse. Le 9 septembre, le prince Philippe et sa femme, la princesse Mafalda, qui était la fille du roi d'Italie, furent jetés sur l'ordre de Hitler dans un camp de concentration.

Des semaines après, Hitler se glorifiait encore d'avoir soupçonné à temps que le prince Philippe transmettait des renseignements à la maison royale italienne. Il l'avait lui-même observé et avait donné l'ordre de surveiller ses conversations téléphoniques ; on avait alors découvert qu'il communiquait à sa femme des chiffres de code. Il avait néanmoins continué à lui manifester une extrême amabilité, cela avait fait partie de sa tactique, déclara-t-il, visiblement heureux de son succès, digne d'un grand détective.

L'arrestation du prince et de sa femme venait rappeler à tous ceux qui, comme eux, étaient les proches de Hitler, qu'ils s'étaient irrémédiablement jetés dans ses griffes. Chacun sentit confusément que Hitler pouvait recourir à la

même méthode vile et sournoise pour épier tous ceux de son entourage et leur réserver un sort identique, sans qu'ils aient la moindre possibilité de se justifier.

Depuis que Mussolini avait apporté son soutien à Hitler à l'occasion de l'affaire autrichienne, les liens qui s'étaient créés entre les deux hommes nous paraissaient à tous constituer le symbole même d'une relation d'amitié. La chute du chef d'État italien, qui avait disparu ensuite sans laisser de traces, sembla éveiller en Hitler une sorte de fidélité digne des héros des vieilles épopées. Il ne cessa, durant les conférences d'état-major, d'exhorter ses collaborateurs à tout mettre en œuvre pour retrouver l'ami disparu. Il disait que cette perte était pour lui un cauchemar qui le tourmentait jour et nuit.

Une conférence avait été fixée au 12 septembre 1943 au quartier général ; j'étais invité à y participer avec les Gauleiter du Tyrol et de la Carinthie. On rédigea un acte stipulant d'une part que le sud du Tyrol, ainsi que la partie de l'Italie qui s'étendait jusqu'à Vérone, tomberaient sous la tutelle administrative de Hofer, le Gauleiter du Tyrol, et d'autre part que de grandes parties de la Vénétie, y compris Trieste, attenantes à la région de Carinthie, seraient placées sous l'autorité administrative du gauleiter Rainer. Quant à moi, j'obtins sans peine ce jour-là que dans le reste du territoire italien on enlève aux autorités italiennes la responsabilité de toutes les questions

relatives à l'armement et à la production, pour les placer sous mon autorité. Aussi la surprise fut-elle de taille quand, quelques heures après la signature de ces trois décrets, on apprit que Mussolini avait été délivré. Tout comme moi, les deux Gauleiter voyaient réduit à néant l'accroissement de pouvoir qu'ils venaient de conquérir : « Le Führer ne peut tout de même pas demander une pareille chose au Duce ! » se disaient-ils. Je rencontrai Hitler un peu plus tard et lui proposai d'annuler la décision qui étendait mes attributions. Je pensais recevoir son approbation, mais je fus fort surpris de l'entendre refuser énergiquement et déclarer que le décret restait valable. Je lui fis alors observer que si un nouveau gouvernement fasciste était constitué et placé sous l'autorité de Mussolini, ce décret constituerait une atteinte à la souveraineté de l'Italie et devrait être abrogé. Après un instant de réflexion il décida : « Présentez-moi un nouvel exemplaire du décret pour signature, mais daté de demain. Comme cela il n'y aura pas à craindre que la libération du Duce fasse obstacle à mes ordres ¹⁰ . » Hitler avait sans aucun doute été averti, plusieurs jours avant cette amputation de l'Italie du Nord, qu'on avait découvert l'endroit où le Duce était séquestré. On est tenté de penser que c'est justement parce que la libération de Mussolini était imminente que nous avons été convoqués si vite au quartier général.

Le lendemain Mussolini arriva à Rastenburg. Hitler l'embrassa avec une sincère émotion. Pour l'anniversaire du Pacte tripartite, il adressa au Duce, à celui à qui

l'unissaient « les liens de l'amitié... les vœux les plus chaleureux pour l'avenir de l'Italie, à qui le fascisme a rendu l'honneur et la liberté ».

Il venait d'amputer l'Italie quinze jours plus tôt.

Déclin

Les résultats ascendants de notre production d'armements renforcèrent ma position jusqu'à l'automne 1943, Lorsque nous eûmes tiré à peu près tout le parti possible des ressources de l'industrie allemande, je tentai d'exploiter au profit de notre industrie le potentiel des pays européens qui étaient soumis à notre influence ¹. Au début Hitler avait hésité à mobiliser le potentiel industriel des pays occidentaux. Plus tard il souhaita même que les territoires occupés de l'Est soient désindustrialisés car, prétendait-il, l'industrie était un facteur favorable au développement du communisme et elle suscitait l'apparition d'une *intelligentsia* indésirable. Mais les conceptions de Hitler s'étaient bientôt révélées impuissantes à modifier la réalité des conditions économiques dans les pays occupés. Lui-même était suffisamment capable de penser concrètement pour apercevoir tout le bénéfice que nous retirerions d'une industrie intacte pour l'approvisionnement de nos troupes.

La France était, de tous les pays occupés, le plus important. Jusqu'au printemps de l'année 1943, nous

avons tiré fort peu de profit de la production industrielle française. Le recrutement forcé de la main-d'œuvre, organisé par Sauckel, nous avait apporté plus de déboires que d'avantages. En effet, pour échapper au travail obligatoire, les ouvriers français prenaient la fuite et quittaient leurs usines, dont une bonne partie travaillaient pour notre armement. En mai 1943, je me plaignis pour la première fois auprès de Sauckel. En juillet 1943, lors d'une conférence qui se tint à Paris, je proposai que les usines françaises, du moins celles qui travaillaient pour notre compte, bénéficient d'une protection contre l'action de Sauckel².

Le projet que nous avons conçu, mes collaborateurs et moi, consistait à faire fabriquer par la France, mais aussi par la Belgique et la Hollande, les biens destinés à la population civile d'Allemagne, tels que vêtements, chaussures, textiles, meubles, pour mettre les usines qui produisaient ces biens en Allemagne à la disposition de l'armement. Immédiatement après avoir pris en main, dans les premiers jours de septembre, l'ensemble de la production allemande, j'invitai le ministre français de la Production à venir à Berlin. Le ministre Bichelonne, professeur à la Sorbonne, avait la réputation d'être un homme énergique et compétent.

Non sans avoir eu quelques accrochages avec le ministre des Affaires étrangères, j'avais réussi à obtenir que Bichelonne soit reçu en visite officielle. Pour cela je fus obligé de faire appel à Hitler, à qui je déclarai que

Bichelonne « ne passerait pas par l'escalier de service ». Le ministre français fut donc hébergé à Berlin, dans la résidence réservée aux hôtes officiels du gouvernement du Reich. Cinq jours avant l'arrivée de Bichelonne, Hitler me confirma également qu'il approuvait notre intention de planifier la production européenne et que la France aurait alors voix au chapitre au même titre que les autres nations. Hitler et moi nous partions du principe que pour cette planification de la production, la voix prépondérante devait revenir à l'Allemagne³.

Je reçus Bichelonne le 17 septembre 1943 ; rapidement des rapports enrichissants sur le plan personnel s'établirent entre nous. Tous deux nous étions jeunes, nous croyions avoir l'avenir devant nous et nous nous promettions d'éviter dans le futur les erreurs commises par la génération qui était actuellement au pouvoir en cette période de guerre mondiale. J'aurais été prêt également à annuler plus tard le démembrement de la France que projetait Hitler, et cela d'autant plus qu'à mon sens, le tracé des frontières, dans une Europe où la production aurait été harmonisée, n'aurait plus d'importance. Bichelonne et moi nous nous abandonnâmes ces jours-là à nos vues utopiques – ce qui montre combien nous nous complaisions dans un monde d'illusions et de chimères.

Le dernier jour des négociations, Bichelonne sollicita un entretien privé avec moi. Il commença par m'expliquer que Laval, le chef de son gouvernement, lui avait défendu, à l'instigation de Sauckel, de discuter avec moi la question

de la déportation de la main-d'œuvre française en Allemagne ⁴ ; il me demanda alors si j'acceptais d'aborder tout de même cette question. Sur ma réponse affirmative, Bichelonne me fit part de toutes ses difficultés et je finis par lui demander si une mesure qui aurait pour effet de préserver les entreprises industrielles françaises des déportations le délivrerait de ses tracas. « Si cela est possible, déclara Bichelonne avec soulagement, tous mes problèmes seront résolus, y compris ceux que pose le programme sur lequel nous venons de nous mettre d'accord, mais cela mettrait pratiquement fin au recrutement de la main-d'œuvre française pour l'Allemagne, je suis obligé de vous le dire en toute sincérité. » Je le comprenais parfaitement, mais c'était pour moi le seul moyen d'obtenir que les résultats de la production industrielle française nous soient vraiment profitables. Bichelonne et moi venions de bousculer toutes les règles : Bichelonne avait passé outre à une directive de Laval, quant à moi j'avais désavoué Sauckel ; tous deux nous avons, de notre propre initiative, conclu un accord d'une grande portée ⁵ .

Aussitôt après cet entretien privé, nous nous rendîmes à la séance générale : les derniers points litigieux de notre accord furent l'objet de longues discussions de la part des juristes. Elles auraient pu durer encore des heures, mais à quoi bon ? Même des paragraphes bien figués ne pouvaient pas remplacer la bonne volonté et le désir de travailler en bonne harmonie. Je décidai donc de couper

court à ces arguties ennuyeuses, et proposai à Bichelonne de sceller tous deux notre pacte par une poignée de main. Les juristes des deux parties étaient manifestement stupéfaits. Quoi qu'il en soit, cet accord conclu au mépris des usages, je l'ai respecté jusqu'à la fin en veillant à ce que l'industrie française soit préservée, même lorsqu'elle n'offrit plus pour nous aucun intérêt et que Hitler eut ordonné de la réduire à néant.

Notre programme de production était pour nos deux pays une source d'avantages : à moi il permettait d'augmenter notre capacité de production d'armements ; quant aux Français, ils surent apprécier la chance qui leur était offerte de pouvoir, en pleine période de guerre, faire redémarrer la production et obtenir les mêmes résultats qu'en temps de paix. Avec la collaboration du commandant militaire pour la France, on institua dans l'ensemble du pays des « usines protégées [49](#) » ; une affiche qui, portant ma signature en fac-similé, m'engageait personnellement, stipulait expressément que tous les ouvriers occupés par ces usines étaient à l'abri de la mainmise de Sauckel. Mais il fallut aussi renforcer l'industrie de base de la France, assurer les transports et l'alimentation, de sorte que, pour finir, presque toutes les entreprises importantes, 10 000 en tout à la fin, se trouvèrent protégées contre l'action de Sauckel.

Bichelonne et moi, nous passâmes le week-end dans la maison de campagne de mon ami Arno Breker. Au début de la semaine suivante, je mis les collaborateurs de

Sauckel au courant des accords qui avaient été conclus. Je les invitai à s'efforcer dorénavant d'inciter les ouvriers français à aller travailler dans les entreprises françaises. Leur nombre serait imputé sur le « contingent affecté à l'armement allemand ⁶ ».

Dix jours plus tard j'étais au quartier général, afin de faire mon rapport à Hitler avant Sauckel ; en effet, comme l'expérience me l'avait appris, l'avantage allait à celui qui pouvait présenter ses arguments le premier. Effectivement Hitler se déclara satisfait, il approuva les accords que j'avais conclus et déclara même que l'éventualité de voir surgir des troubles et des grèves qui freineraient la production était un risque à courir ⁷. Cela signifiait l'arrêt presque total de l'action que Sauckel menait en France. Jusqu'alors 50 000 ouvriers avaient été déportés chaque mois en Allemagne : ce nombre fut bientôt ramené à 5 000 ⁸. Quelques mois plus tard, le 1^{er} mars 1944, Sauckel rapportait plein d'amertume : « Mes services en France m'ont dit : "Ici tout est fini ! Inutile de continuer à faire quelque chose !..." Dans toutes les préfectures on affirme : les ministres Bichelonne et Speer ont conclu un accord. Laval m'a dit : "Maintenant je ne fournis plus de main-d'œuvre à l'Allemagne !" » Peu de temps après, j'agis selon le même principe vis-à-vis de la Hollande, de la Belgique et de l'Italie.

Le 20 août 1943, Heinrich Himmler avait été nommé ministre de l'Intérieur du Reich. Certes il avait été jusqu'à cette date le Reichsführer de la SS et celle-ci intervenait

dans tous les domaines, on la définissait comme « un État dans l'État » ; mais sa qualité de chef de la police faisait curieusement de Himmler un subordonné du ministre Frick.

La puissance des Gauleiter, qui étaient protégés par Bormann, avait contribué à diviser l'autorité de l'État. Parmi les Gauleiter, on pouvait distinguer deux groupes : il y avait d'une part les anciens, ceux qui étaient en place avant 1933 ; ils étaient tout bonnement incapables de diriger un appareil administratif. En face d'eux, on avait vu monter au cours des années une nouvelle catégorie de Gauleiter formés à l'école de Bormann ; jeunes, nantis pour la plupart d'une formation juridique, issus des cadres de l'administration, ils avaient les qualifications requises pour renforcer systématiquement l'influence du parti dans l'État.

Hitler avait institué dans son régime un certain nombre de systèmes à deux voies. La fonction de Gauleiter relevait de ces systèmes : en leur qualité de fonctionnaires du parti, ils étaient placés sous l'autorité de Bormann, mais leur responsabilité nationale de « commissaires à la défense du Reich » en faisait les subordonnés directs du ministre de l'Intérieur. Tant que ce dernier avait été le pusillanime Frick, Bormann n'avait rien eu à craindre de cette disposition. Mais les observateurs de la scène politique supputaient qu'en la personne de Himmler, le nouveau ministre de l'Intérieur, Bormann trouverait un sérieux concurrent.

Je partageais moi aussi cette opinion et je fondais beaucoup d'espoirs sur la puissance de Himmler.

J'espérais surtout qu'il saurait s'opposer à Bormann pour enrayer le délabrement progressif de l'administration du Reich. D'ailleurs Himmler me promit immédiatement de demander des comptes à ceux des Gauleiter qui feraient preuve d'insubordination dans les affaires administratives du pays ⁹.

Le 6 octobre 1943 je prononçai un discours devant les Reichsleiter et les Gauleiter. Les réactions qu'il suscita devaient révéler que pour moi le vent tournait. Mon discours avait pour but d'ouvrir les yeux des dirigeants politiques du Reich sur la réalité de la situation, de leur ôter l'espoir que la mise en service d'une grande fusée était pour bientôt, et enfin de leur montrer que c'était maintenant l'ennemi qui décidait de notre production. Il était grand temps de modifier les structures économiques de l'Allemagne qui étaient encore en partie celles d'un pays en paix ; sur les six millions de personnes qui travaillaient pour l'industrie des biens de consommation, il fallait affecter un million et demi de travailleurs aux industries d'armement, les biens de consommation seraient désormais produits en France. Je concédai que cette procédure permettrait à la France de repartir sur une base favorable après la guerre. « Mais je suis d'avis, déclarai-je devant l'assistance qui m'écoutait comme pétrifiée, que si nous voulons gagner cette guerre, nous devons être les premiers à consentir des sacrifices. »

La suite de mon discours, sans doute un peu trop brutale, fut ressentie par les Gauleiter présents comme une provocation encore plus intolérable : « Je vous prie de noter ceci : certains Gaue se sont jusqu'alors refusés à interrompre la production de certains biens de consommation ; cela ne peut plus être toléré et ne sera plus toléré. Je déciderai donc moi-même la fermeture des usines en question, quand les Gaue ne se conformeront pas à mes directives dans les quinze jours. Et je peux vous assurer que je suis décidé à faire respecter coûte que coûte l'autorité du Reich. J'ai parlé de cela avec le Reichsführer SS Himmler et dorénavant je prendrai envers les Gaue qui n'exécuteront pas ces mesures les dispositions qui s'imposent. »

Les Gauleiter furent certainement moins choqués par la politique d'austérité que j'envisageais de mener, que par les deux dernières phrases. A peine avais-je terminé mon discours que quelques-uns d'entre eux, furieux, se précipitèrent sur moi, conduits par Bürkel, l'un des plus anciens ; gesticulant et vociférant, ils me reprochèrent de les avoir menacés de les envoyer dans un camp de concentration. Pour rectifier au moins ce dernier point, je demandai à Bormann de me donner la parole encore une fois. Mais ce dernier refusa d'un signe de la main. L'air mielleux, il m'assura que cela n'était nullement nécessaire, car il n'y avait aucun malentendu.

Le soir de cette réunion, plusieurs des Gauleiter, qui n'avaient pas lésiné sur l'alcool, durent se faire aider pour

arriver jusqu'au train spécial qui devait les amener pendant la nuit au quartier général. Le lendemain matin, je demandai à Hitler d'adresser à ses collaborateurs politiques quelques mots, pour les inciter à plus de tempérance ; mais comme toujours, il ménagea la susceptibilité de ses compagnons des premières années. Par ailleurs, Bormann avertit Hitler de l'altercation que j'avais eue avec les Gauleiter¹⁰. Hitler me laissa entendre que ces derniers étaient tous furieux contre moi, sans me donner davantage de précisions. Il apparut bientôt clairement que Bormann avait réussi, ou du moins commencé, à miner le crédit dont je jouissais auprès de Hitler. Il continuait inlassablement son travail de sape, pour la première fois non sans succès. Et c'était moi qui lui en avais fourni l'occasion. A compter de ces jours-là, la loyauté de Hitler à mon endroit cessa de m'être acquise automatiquement.

Himmler avait promis de s'employer à faire respecter les directives émanant des autorités du Reich : je ne tardai pas à m'apercevoir de ce que valait cette promesse. Je lui fis parvenir les dossiers relatifs à certaines affaires, à propos desquelles subsistait entre quelques Gauleiter et moi un total désaccord. Je restai sans nouvelles pendant plusieurs semaines. Un jour pourtant, Stuckart, le secrétaire d'État de Himmler, embarrassé, m'avisa que le ministre de l'Intérieur avait tout bonnement transmis les dossiers à Bormann et que la réponse de ce dernier était arrivée depuis peu de temps. Toutes les affaires en

question, disait Bormann, étaient revues par les Gauleiter ; d'ailleurs il s'était avéré, comme il fallait s'y attendre, que mes directives étaient hors de propos, et que l'opposition des Gauleiter était en fait parfaitement justifiée. Himmler avait entériné ce verdict. Mon espoir de renforcer l'autorité du Reich fut déçu, la coalition Speer-Himmler avait fait long feu. Je n'appris que quelques mois plus tard pourquoi toutes mes tentatives dans ce sens étaient vouées à l'échec. Hanke, le Gauleiter de Basse-Silésie, m'expliqua que Himmler avait réellement entrepris de s'attaquer à la toute-puissance des Gauleiter. Il leur avait fait transmettre des ordres par l'intermédiaire des commandants SS des Gaue, ce qui équivalait à un affront. Mais, à sa surprise, Himmler avait été obligé de reconnaître très vite que les Gauleiter recevaient de la direction centrale du parti de Bormann tout le soutien qu'ils désiraient. En effet, au bout de quelques jours, Bormann avait obtenu de Hitler qu'il interdise à Himmler de telles usurpations de pouvoir. Au moment de la décision, le ressort le plus puissant restait toujours cette fidélité qui liait Hitler et les compagnons de son ascension des années 20, fidélité qui s'était maintenue malgré tout le mépris que Hitler éprouvait à l'égard de certains d'entre eux en particulier. Même Himmler et les SS ne furent pas assez puissants pour lézarder cette relation de caractère sentimental, ces rapports de pair à compagnons. Après l'échec de cette entreprise qu'il avait menée avec maladresse, le chef des SS renonça définitivement à faire prévaloir l'autorité du Reich contre les Gaue. Contrairement à la volonté de Himmler, les

« commissaires à la défense du Reich » ne furent pas convoqués à des réunions à Berlin. Himmler se contenta par la suite de rallier à son parti les bourgmestres et les fonctionnaires placés à la tête des grandes circonscriptions, qui étaient moins exposés politiquement. Bormann et Himmler, qui d'ailleurs se tutoyaient, redevinrent bons amis. Mon discours n'avait abouti qu'à mettre en lumière les intérêts respectifs, dévoiler le rapport des forces et affaiblir ma position.

Pour la troisième fois en l'espace de quelques mois, j'avais échoué dans ma tentative de donner plus d'efficacité au pouvoir et aux possibilités qu'offrait le régime. Pour éviter d'être enfermé dans une impasse, je résolus de passer à l'offensive. Cinq jours après mon discours, j'obtins de Hitler qu'il me confie les tâches d'urbanisme qu'il y aurait à réaliser dans le futur, dans les villes touchées par les bombardements. J'avais obtenu les pleins pouvoirs dans un domaine qui importait davantage à mes adversaires, et singulièrement à Bormann, que bien des problèmes posés par la guerre. Certains considéraient dès maintenant la reconstruction des villes comme la plus importante de leurs futures tâches. Le décret de Hitler venait leur rappeler qu'en cette matière ils dépendraient de moi.

Par ailleurs je voulais en même temps prévenir un danger qui découlait du jusqu'au-boutisme idéologique des

Gauleiter. Les destructions survenues dans les villes constituaient pour eux un bon prétexte pour démolir les monuments historiques, même lorsqu'ils étaient encore susceptibles d'être restaurés. Un jour par exemple, après un terrible bombardement sur Essen, je contemplais d'un toit en terrasse les ruines de la ville, en compagnie du Gauleiter de l'endroit ; ce dernier me déclara incidemment que la cathédrale d'Essen serait totalement rasée, puisque de toute façon elle avait été endommagée par les bombardements : elle constituait en effet un obstacle à la modernisation de la ville. Je reçus également un appel à l'aide du bourgmestre de Mannheim : il s'agissait de s'opposer à la démolition du château de Mannheim qui avait brûlé, ainsi que du Théâtre national. J'appris encore qu'à Stuttgart le Gauleiter voulait raser le château qui avait été incendié ¹¹.

Dans tous les cas que je viens de citer, les raisons alléguées étaient les mêmes : à bas les châteaux et les églises ! Après la guerre nous bâtissons nos propres monuments ! Ce n'était pas seulement le sentiment d'infériorité des grands du parti à l'égard du passé qui se manifestait ainsi ; beaucoup plus caractéristique était l'argument allégué par l'un des Gauleiter pour justifier son ordre de démolir un monument : les châteaux et les édifices religieux étaient les bastions de la réaction, ils étaient un obstacle dressé devant notre révolution. Ainsi se révélait un fanatisme qui avait été à l'origine la marque du parti, mais que les compromis et les arrangements avec le

pouvoir avaient peu à peu ému.

Pour moi, la préservation du passé historique des villes allemandes et la préparation de la reconstruction sur des bases rationnelles revêtaient une telle importance qu'en novembre et en décembre 1943, au moment même où la guerre atteignait à la fois son paroxysme et son tournant, j'adressai à tous les Gauleiter un mémoire dont la teneur s'écartait notablement des idées qui étaient à la base de mes projets d'avant la guerre. Je préconisais de renoncer aux ambitions artistiques exagérées pour prôner l'économie ; planification généreuse de la circulation pour obvier à l'asphyxie des villes, construction industrialisée des logements, assainissement des vieux quartiers, construction des immeubles commerciaux dans les quartiers du centre : telles étaient les idées que je défendais ¹² . Il n'était plus question pour moi d'élever de grands édifices monumentaux. Depuis le début de la guerre, l'envie m'en avait passé, de même sans doute qu'à Hitler, avec lequel je discutai les grandes lignes de ma nouvelle conception de l'urbanisme.

Au début du mois de novembre les troupes soviétiques approchèrent de Nikopol, qui était le centre des mines de manganèse. A cette époque se produisit un incident qui montre Hitler sous un jour tout aussi déconcertant que Göring, lorsque ce dernier avait ordonné au général commandant l'aviation de chasse de nier volontairement la

réalité.

Dans les premiers jours de novembre 1943, Zeitzler, le chef de l'état-major général, me téléphona tout bouleversé pour m'avertir qu'il venait d'avoir une violente discussion avec Hitler. Ce dernier avait insisté sans vouloir en démordre pour qu'on affecte à la défense de Nikopol toutes les divisions disponibles se trouvant à proximité de cette ville. Sans manganèse, avait affirmé Hitler en proie à une grande agitation, la guerre serait très rapidement perdue ! Speer se verrait obligé de mettre un terme dans les trois mois à la production d'armements, car il n'aurait plus de réserves ¹³. Zeitzler me demanda avec insistance de lui venir en aide. Au lieu de concentrer les troupes, il était plutôt temps d'engager la retraite, si on voulait éviter un second Stalingrad.

Immédiatement après cette conversation téléphonique, je rencontrai nos experts de l'industrie sidérurgique, Röchling et Rohland, afin de faire le point sur l'état de nos réserves de manganèse. Bien sûr, ce métal était l'un des éléments les plus importants nécessaires à la production d'aciers spéciaux mais, d'après le coup de téléphone de Zeitzler, il était non moins évident que les usines de manganèse de la Russie du Sud étaient perdues d'une manière ou d'une autre. Mes entretiens avec les experts nous permirent de dresser un bilan plus positif que je ne l'aurais cru. Je le communiquai par télex à Hitler et Zeitzler le 11 novembre : « Si nous conservons les processus de fabrication actuellement utilisés, nous disposons dans le

territoire du Reich de stocks de manganèse pour une durée de onze à douze mois. Si nous perdons Nikopol, l'Union industrielle nationale « Fer » garantit que nous pourrions tenir dix-huit mois avec ces réserves, en adoptant de nouveaux procédés de fabrication et sans compromettre la fabrication des autres alliages¹⁴. » Je constatais en même temps que même la perte de Kriwoi-Rog, une ville située à proximité de Nikopol, que Hitler voulait conserver au prix d'une grande bataille défensive, n'empêcherait pas la production d'acier de l'Allemagne de continuer normalement.

Deux jours plus tard j'arrivai au quartier général du Führer. Hitler, de fort méchante humeur, m'apostropha sur un ton cassant auquel il ne m'avait pas accoutumé : « Qu'est-ce qui vous prend de remettre au chef d'état-major général votre mémoire sur nos stocks de manganèse ? » Je m'étais attendu à trouver Hitler satisfait ; décontenancé, je ne sus que dire : « Mais, mon Führer, le bilan est positif ! » Hitler, sans se préoccuper de cela, continua : « Vous n'avez en aucun cas à remettre un mémoire au chef d'état-major ! Si vous désirez quelque chose, je vous serai très obligé de vous adresser à moi ! Vous m'avez mis dans une situation intolérable. Je viens de donner l'ordre de rassembler toutes les forces disponibles pour défendre Nikopol. J'ai enfin un bon prétexte pour forcer le groupe d'armées à se battre ! Et voilà Zeitzler qui arrive avec votre mémoire. On va me prendre pour un menteur ! Si Nikopol tombe, ce sera votre

faute. Je vous défends une fois pour toutes, vociféra-t-il pour finir, de transmettre à quelqu'un d'autre quelque mémoire que ce soit. Vous avez compris ? Je vous l'interdis ! »

Malgré tout, mon mémoire produisit son effet car, peu de temps après, Hitler renonça à sa bataille pour défendre les mines de manganèse ; comme d'autre part la pression des troupes soviétiques se relâcha dans cette région, Nikopol ne tomba que le 18 février 1944.

Je remis ce jour-là à Hitler un second mémoire dans lequel j'avais fait calculer le montant de nos réserves pour tous les métaux entrant dans les alliages. En précisant que ces calculs ne tenaient pas compte des métaux provenant des Balkans, de la Turquie, de Nikopol, de la Finlande et de la Norvège, j'avais prudemment laissé entendre que je considérais comme vraisemblable la perte de ces territoires. Les résultats étaient résumés dans le tableau suivant :

	Manganèse	Nickel	Chrome (en tonnes)	Wolfram	Molybdène	Silicium
Réserves dans le pays	140 000	6 000	21 000	1 330	425	17 900
Production intérieure	8 100	190			15,5	4 200
Consommation	15 500	750	3 751	160	69,5	7 000
Couverture des besoins en mois	19	10	5,6	10,6	7,8	6,4

Ce tableau figurait dans mon mémoire, assorti de cette remarque : « Ce sont nos réserves de chrome qui sont les plus faibles, ce qui est très grave, car sans chrome il n'est pas possible de maintenir une industrie d'armements très développée. Si le chrome en provenance des Balkans et de la Turquie vient à manquer, la couverture de nos besoins en chrome n'est actuellement garantie que pour 5, 6 mois. Cela signifie qu'après épuisement de nos stocks de lingots, qui allongerait de deux mois le délai susmentionné, notre production d'armements s'arrêterait au bout de un à trois mois après ce délai, et cela dans les branches les plus importantes et les plus diverses de l'armement : avions, chars, véhicules motorisés, obus antichars, sous-marins, presque toute la production de canons ; en effet jusqu'à maintenant les stocks utilisés pour la production ont été épuisés ¹⁵ . »

En clair cela voulait dire que la guerre serait terminée environ dix mois après la perte des Balkans. Hitler écouta sans mot dire mon exposé aux termes duquel ce n'était pas Nikopol mais les Balkans qui décideraient de l'issue de la guerre. Puis, mécontent, il me planta là pour se tourner vers Saur, mon adjoint, et discuter avec lui de nouveaux programmes de chars.

Jusqu'à l'été 1943, Hitler me téléphonait au début de chaque mois pour que je lui communique les derniers chiffres de la production ; il les inscrivait sur une liste

préparée à l'avance. Je lui annonçais les chiffres dans l'ordre prévu et Hitler enregistrerait généralement en s'exclamant : « Très bien ! Mais c'est magnifique ! Vraiment cent dix « Tigres » ! c'est plus que vous n'aviez promis... et combien de « Tigres » pensez-vous pouvoir livrer le mois prochain ? Maintenant tout char supplémentaire a son importance... » Parfois il terminait ces conversations par de brèves indications sur la situation militaire : « Aujourd'hui nous avons pris Charkow. Les opérations marchent bien. Eh bien, merci de votre appel. Mes hommages à madame votre épouse. Est-ce qu'elle est encore à Obersalzberg ? encore une fois tous mes compliments. » Je le remerciais et prenais congé d'un « Heil mon Führer ! » à quoi il répondait parfois : « Heil Speer. » Cette formule était dans la bouche de Hitler une distinction qu'il accordait rarement à Göring, Goebbels ou quelque autre de ses familiers et où perceait une nuance d'ironie à propos du « Heil, mon Führer ! » officiellement utilisé. A ces moments-là j'avais le sentiment que mon travail était récompensé. Je n'apercevais pas tout ce qu'il y avait de condescendance dans ce ton familier. Sans doute la fascination des premières années, la simplicité dont il avait fait preuve avec moi dans la vie privée avaient-elles disparu depuis longtemps ; sans doute avais-je perdu la position spéciale et privilégiée que j'occupais quand j'étais son architecte, pour devenir l'un parmi tant d'autres dans l'appareil de l'État ; mais en dépit de tout cela, la parole de Hitler n'avait rien perdu de sa puissance magique. D'ailleurs, à y regarder de près, sa parole, ou ce qu'elle

représentait, constituait l'enjeu de toutes les intrigues et de toutes les rivalités. La position de chacun d'entre nous ne dépendait que d'elle.

Les appels téléphoniques de Hitler cessèrent peu à peu, il est difficile de déterminer le moment exact ; en tout cas c'est sans doute à partir de l'automne 1943 que Hitler prit l'habitude de faire appeler Saur au téléphone pour se faire communiquer le bilan de la production mensuelle ¹⁶ . Je ne fis rien pour me défendre, car je reconnaissais à Hitler le droit de me reprendre ce qu'il m'avait confié. Comme par surcroît Bormann entretenait d'excellents rapports aussi bien avec Saur qu'avec Dorsch, qui tous deux étaient de vieux compagnons du parti, je commençai peu à peu à éprouver un certain sentiment de malaise au sein de mon propre ministère.

Pour tenter de consolider ma position, j'entrepris d'adjoindre à chacun de mes dix directeurs généraux un représentant de l'industrie ¹⁷ . Mais Saur et Dorsch, justement, surent soustraire leur service à cette mesure. Bientôt des symptômes se précisèrent indiquant qu'une cabale s'était montée dans mon ministère, sous la conduite de Dorsch ; exécutant alors une sorte de coup d'État, je nommai le 21 décembre 1943, à la tête des services du personnel et de l'organisation ¹⁸ , deux hommes de confiance, qui avaient été mes collaborateurs à l'époque où je m'occupais des bâtiments, et je plaçai sous leur responsabilité l'organisation Todt qui jusqu'alors était restée autonome.

Le lendemain, pour m'évader et oublier les dures contraintes de l'année 1943, les intrigues qui l'avaient marquée et les nombreuses déceptions personnelles qu'elle m'avait réservées, je partis pour la Laponie du Nord, le plus lointain et le plus désert de tous les territoires sur lesquels s'étendait notre souveraineté. Hitler, qui, en 1941 et 1942, s'était toujours opposé à ce que je parte en voyage en Norvège, en Finlande ou en Russie, sous prétexte qu'un tel voyage était trop risqué et que ma présence lui était indispensable, me donna cette fois son consentement sans l'ombre d'une hésitation.

Nous décollâmes à l'aube avec mon nouveau Condor, un quadrimoteur des usines Foke-Wulf ; des réservoirs supplémentaires lui donnaient une très grande autonomie¹⁹. Le violoniste Siegfried Borries et un prestigiditeur amateur, qui acquit après la guerre la célébrité sous le nom de Kalanag, étaient du voyage car, au lieu de prononcer des discours, je voulais organiser un Noël sympathique pour les soldats et les ouvriers de l'organisation Todt du grand Nord. Volant à basse altitude, nous pouvions observer les lacs finlandais, l'un des buts de voyage dont j'avais rêvé pendant mes jeunes années et que ma femme et moi nous avions voulu parcourir avec notre canot pliant et notre tente. Aux premières heures de l'après-midi, c'est-à-dire dans cette région nordique, aux dernières heures du crépuscule, notre appareil se posa sur un terrain de fortune, un champ de neige balisé par des lampes à pétrole, non loin de Rovaniemi.

Dès le lendemain nous partions en voiture découverte vers le nord, pour atteindre, à 600 kilomètres de là, Petsamo, un petit port situé sur l'océan Glacial. Nous roulions dans un paysage monotone qui évoquait la haute montagne, mais le soleil, caché derrière l'horizon, illuminait le décor d'une lumière changeante, passant du jaune au rouge avec toutes les nuances intermédiaires, et le spectacle était d'une fantastique beauté. A Petsamo, nous fêtâmes Noël avec les ouvriers, les soldats, les officiers, et les soirs suivants d'autres fêtes eurent lieu dans les autres quartiers. Le lendemain de Noël nous passâmes la nuit dans la cabane de rondins du général qui commandait le front de l'océan Glacial. De là nous partîmes visiter des postes avancés sur la presqu'île des Pêcheurs : c'était le secteur du front le plus éloigné vers le nord, le plus inhospitalier, il n'était qu'à quatre-vingts kilomètres de Mourmansk. Une solitude oppressante nous environnait, et une lumière blafarde, tirant sur le vert, dont les rayons obliques perçaient des nuées de brouillard et de neige, éclairait un paysage dénudé, pétrifié, où tout était comme mort. Nous avançons lentement sur nos skis, accompagnés du général Hengl, et nous arrivâmes avec peine jusqu'aux postes avancés. L'une des unités qui occupaient ces positions me démontra l'efficacité de notre mortier de 150 sur une casemate soviétique. C'était la première fois que j'assistais à un exercice de tir réel. J'avais bien assisté une fois, au cap Gris-Nez, à un exercice de tir de l'une des batteries de canons lourds que nous avions là-bas. Les soldats étaient censés tirer sur

Douvres, qui était située juste en face, mais le commandant de la batterie m'avait expliqué ensuite qu'en réalité il avait fait tirer dans la mer. Ici, au contraire, l'obus fit mouche et les poutres de l'abri soviétique volèrent en éclats. Aussitôt, juste à côté de moi, un caporal s'effondra sans un cri ; un tireur d'élite soviétique avait tiré dans la fente de visée de la plaque de blindage et l'avait touché à la tête. C'était la première fois, si étonnant que cela paraisse, que j'étais confronté avec la réalité de la guerre. Alors que jusqu'à ce jour je ne connaissais notre mortier que comme une réalisation technique utilisable pour l'avoir vu fonctionner sur le champ de tir, je m'apercevais soudain que cet engin, que je ne connaissais que d'un point de vue théorique, tuait des êtres humains.

Au cours de ce voyage j'entendis les officiers et les soldats faire chorus pour se plaindre d'être insuffisamment pourvus en armes légères d'infanterie. Ils regrettaient en particulier de ne pas posséder un pistolet mitrailleur efficace ; les soldats s'arrangeaient pour utiliser les modèles capturés aux Russes.

Le responsable à incriminer était Hitler. L'ancien caporal d'infanterie de la Première Guerre mondiale restait un adepte de l'arme qui lui était familière, le fusil. Durant l'été 1942, il s'était opposé à notre proposition de doter l'infanterie d'un pistolet mitrailleur qui était déjà au point et il avait décrété que le fusil était mieux adapté aux besoins de l'infanterie. Son expérience de la guerre des tranchées avait entraîné une autre conséquence, comme je m'en

apercevais maintenant dans la pratique : il attribuait une telle prépondérance aux armes lourdes et aux chars qui l'avaient jadis impressionné, que la mise au point et la fabrication des armes d'infanterie s'en trouvaient négligées.

Dès mon retour je tentai de remédier à ce défaut. Début janvier l'état-major de l'armée de terre et le commandant en chef de l'armée de l'intérieur mirent au point un programme d'armement pour l'infanterie, en définissant des objectifs précis. Hitler, qui était son propre expert pour les problèmes d'armement intéressant l'armée, donna son accord, mais seulement au bout de six mois, pour nous faire ensuite des reproches quand notre programme ne fut pas réalisé dans le délai fixé. En l'espace de neuf mois, nous réalisâmes dans ce domaine fort important un accroissement considérable de la production ; en ce qui concerne les pistolets mitrailleurs (modèle appelé *Sturmgewehr*), la production antérieure, minimale il est vrai, fut multipliée par vingt²⁰. Nous aurions pu obtenir ces résultats deux années plus tôt, car en ce domaine nous avions la possibilité d'exploiter des capacités de production qui n'étaient pas mobilisées par la fabrication des armements lourds.

Le lendemain je visitai les mines de nickel de Kolosjokki, notre unique source de nickel : c'était le véritable but de mon voyage. Là, je m'aperçus que le minerai de nickel

s'entassait sur le carreau de la mine, sans être évacué, alors que pendant ce temps nos moyens de transports étaient mobilisés pour la construction d'une centrale qui devait être protégée des bombardements par des installations en béton. J'en profitai pour décréter que la construction de la centrale était moins urgente et la capacité de transport des stocks de nickel emmagasinés augmenta. Le soir, au beau milieu d'une forêt sauvage, loin du lac Inari, des bûcherons allemands et lapons s'étaient rassemblés autour d'un grand feu ; empilé dans les règles de l'art, le bois qui brûlait nous réchauffait et nous éclairait, et Sigfried Bornes ouvrit la soirée en nous jouant la célèbre chaconne de la *Partita en ré mineur* de Bach. A la fin, nous partîmes à ski pour une randonnée nocturne de plusieurs heures qui nous mena à un camp de tentes des Lapons. Mais cette nuit idyllique que je voulais passer sous la tente à contempler, par moins trente, l'aurore boréale, se termina autrement, car le vent tourna et les deux parties de la tente furent envahies par la fumée. Je sortis à l'air libre et à trois heures du matin je m'étendis pour dormir dans mon sac de couchage en peau de renne. Le lendemain matin je ressentis une douleur subite dans le genou. Quelques jours plus tard j'étais de retour au quartier général de Hitler. Sur l'initiative de Bormann, il avait convoqué les ministres les plus importants pour une grande réunion, au cours de laquelle devait être établi le programme de la main-d'œuvre pour l'année 1944 ; à cette occasion Sauckel devait exposer tous les griefs qu'il avait à faire valoir contre moi. La veille de cette séance, je proposai à Hitler de

discuter au cours d'une réunion qui serait présidée par Lammers les points litigieux que nous pouvions régler par nous-mêmes. Hitler me rabroua très brutalement et me déclara d'un ton glacial qu'il ne tolérât pas qu'on veuille ainsi influencer les participants à la réunion. Il n'avait aucune envie d'entendre exposer des opinions toutes prêtes et voulait prendre lui-même les décisions.

Après avoir essuyé cette rebuffade, j'allai trouver Himmler en compagnie de mes conseillers techniques ; le maréchal Keitel était venu lui aussi, comme je l'avais demandé ²¹ . Je voulais convenir avec eux d'une tactique commune afin d'empêcher la reprise des déportations organisées par Sauckel dans les pays occidentaux occupés. En effet Keitel, qui était le chef et le supérieur hiérarchique de tous les commandants en chef des territoires occupés, et Himmler, qui était responsable des forces de police chargées de faire régner l'ordre, redoutaient une recrudescence de l'activité de la résistance. Nous tombâmes d'accord pour décider que tous deux expliqueraient au cours de la réunion qu'ils ne disposaient pas des organes d'exécution nécessaires pour mettre en œuvre les nouvelles mesures de déportation décidées par Sauckel. J'espérais réaliser mon intention, qui était de mettre un terme définitif aux déportations et de mobiliser plus radicalement les réserves de main-d'œuvre de l'Allemagne, en particulier les femmes allemandes. Mais apparemment Bormann avait « préparé » Hitler tout comme je venais de faire avec

Himmler et Keitel. Hitler nous salua avec froideur, sans aucune courtoisie : tous les participants comprirent qu'il était de mauvaise humeur. Quand on le connaissait, on savait qu'il fallait éviter, lorsque les choses se présentaient si mal, de poser des réclamations qui risquaient d'être mal accueillies. Moi aussi ce jour-là j'aurais laissé dans ma serviette mes dossiers concernant les revendications qui me tenaient à cœur et je ne lui aurais soumis que des problèmes anodins. Mais il n'était plus possible d'éviter le sujet prévu à l'ordre du jour.

Irrité, Hitler me coupa bientôt la parole : « Je vous interdis, monsieur Speer, de tenter une nouvelle fois d'anticiper le résultat d'une réunion. C'est moi qui dirige cette conférence, c'est moi qui déciderai en dernier ressort et pas vous ! Tenez-vous-le pour dit ! » Personne ne pouvait se permettre de braver Hitler quand il était dans une humeur aussi massacrate. Mes alliés, Keitel et Himmler, ne songeaient plus à ce qu'ils avaient prévu de dire. Bien au contraire ils assurèrent Hitler avec empressement qu'ils feraient tout pour soutenir le programme de Sauckel. Hitler demanda alors aux ministres présents quels étaient leurs besoins de main-d'œuvre pour l'année 1944, nota soigneusement par écrit le montant des effectifs qu'ils réclamaient, additionna lui-même les chiffres et s'adressa à Sauckel²² : « Vous est-il possible, camarade Sauckel, de fournir cette année quatre millions de travailleurs, oui ou non ? »

Sauckel bomba le torse : « Bien sûr, mon Führer, je vous

le promets ! Vous pouvez être assuré que j'y parviendrai, mais il me faut avoir une bonne fois les coudées franches dans les territoires occupés. » Je fis quelques objections, en disant qu'à mon avis il était possible de mobiliser la majeure partie de ces millions de travailleurs en Allemagne même, mais Hitler m'interrompit brutalement : « Est-ce vous le responsable de la main-d'œuvre, ou le camarade Sauckel ? » Sur un ton qui excluait toute réplique, il ordonna à Keitel et à Himmler de donner à leurs agents des instructions pour qu'ils s'emploient à activer le programme de recrutement de la main-d'œuvre. Keitel ne faisait que répéter : « Mais oui, mon Führer ! » et Himmler resta muet ; le combat semblait déjà perdu. Pour sauver encore quelque chose, je demandai à Sauckel si, malgré le recrutement des travailleurs dans les pays occidentaux, il pouvait garantir également les besoins de main-d'œuvre des entreprises protégées. Sauckel, l'air important, assura que cela ne posait pas de problèmes. Je tentai alors de définir des priorités, pour obliger Sauckel à ne recruter des travailleurs pour l'Allemagne que lorsque les besoins des entreprises protégées seraient satisfaits. Sauckel acquiesça une nouvelle fois d'un geste de la main. Hitler intervint sur-le-champ : « Qu'est-ce que vous voulez encore, monsieur Speer, puisque le camarade Sauckel vous en donne l'assurance ? Vos craintes au sujet de l'industrie française sont sans fondement ! » Continuer à discuter n'aurait fait que renforcer la position de Sauckel. La séance fut levée, Hitler s'était radouci et il échangea même avec moi quelques paroles aimables. Mais en fait, cette

réunion ne fut suivie d'aucun résultat. La relance des déportations projetée par Sauckel n'eut jamais lieu. D'ailleurs je dois dire que mes tentatives pour contrecarrer ses plans par le truchement de mes services en France et grâce à l'aide des autorités de la Wehrmacht n'y furent pas pour grand-chose²³. Ce qui empêcha la réalisation de tous ses projets fut l'affaiblissement de notre autorité dans les territoires occupés, l'extension de la puissance des maquis et la répugnance grandissante des autorités allemandes d'occupation à accroître leurs difficultés.

Les seules répercussions de la conférence qui venait de se tenir au quartier général me concernaient personnellement. La façon dont Hitler m'avait traité avait démontré à tout le monde que j'étais tombé en disgrâce. Dans cette querelle qui m'avait opposé à Sauckel, le vainqueur s'appelait Bormann. A dater de ce jour-là, mes collaborateurs de l'industrie furent en butte à des attaques d'abord menées en sous-main, puis bientôt de plus en plus déclarées ; je fus obligé de plus en plus fréquemment de les défendre contre les soupçons de la Chancellerie du parti et même d'intervenir en leur faveur auprès du Service de sécurité²⁴.

Je ne pouvais guère trouver un dérivatif à toutes mes préoccupations en participant à l'événement qui réunit une dernière fois, dans un cadre somptueux, les grands dignitaires du Reich. A l'occasion de son anniversaire,

Göring donna à Karinhall, le 12 janvier 1944, une grande réception de gala. Tous nous arrivâmes chargés de précieux cadeaux, comme Göring l'avait demandé : cigares de Hollande, lingots d'or des Balkans, tableaux et sculptures de valeur. Göring m'avait fait savoir qu'il aimerait recevoir de moi un très grand buste en marbre de Hitler par Breker. Dans la grande bibliothèque avait été dressée une table qui croulait sous les cadeaux : Göring la fit admirer à ses éminents invités et y déploya des plans que son architecte avait exécutés pour son anniversaire : Göring voulait doubler les dimensions de sa résidence, déjà semblable à un château.

Dans la luxueuse salle à manger avait été dressé un couvert somptueux et les valets de chambre en livrée blanche nous servirent un repas point trop plantureux, en rapport avec les circonstances. Comme chaque année, et ce jour-là pour la dernière fois, Funk prononça pendant le banquet l'allocution d'anniversaire. Il chanta les louanges de Göring, célébra ses mérites, ses qualités et ses titres dans les termes les plus élogieux et lui porta un toast en l'appelant « l'un des plus grands parmi les Allemands ». Les formules enflammées de Funk contrastaient de façon grotesque avec la situation réelle du pays : l'effondrement imminent du Reich composait la toile de fond devant laquelle se déroulait cette célébration fantomatique.

Après le repas, les invités se dispersèrent dans les vastes pièces de Karinhall. Au cours de la conversation que j'eus avec Milch, nous nous demandâmes d'où pouvait

bien venir l'argent qui avait financé un pareil luxe. Milch me raconta que Loerzer, le célèbre pilote de la Première Guerre mondiale, et vieil ami de Göring, lui avait livré peu de temps auparavant un wagon rempli d'objets acquis en Italie au marché noir : bas pour dames, savonnettes et autres objets rares. Milch pouvait faire revendre tout cela au marché noir : un tarif avait été joint, sans doute pour que les prix soient les mêmes dans tout le Reich ; un bénéfice substantiel avait déjà été calculé qui devait revenir à Milch. Mais ce dernier avait fait distribuer toutes ces marchandises aux employés de son ministère. Peu de temps après il avait appris que beaucoup d'autres wagons avaient été vendus au profit de Göring. Quelques jours plus tard, Plagemann, l'intendant du ministère de l'Air, qui était chargé de mener ces affaires pour Göring, avait été soustrait au contrôle de Milch et placé sous les ordres directs de Göring.

Les anniversaires de Göring me valurent quelques mauvaises surprises. Étant membre du Conseil d'État de Prusse, je touchais 6 000 RM par an ; or chaque année, juste avant l'anniversaire de Göring, je recevais une note précisant qu'on retiendrait sur ce traitement une somme importante en vue du cadeau d'anniversaire que le Conseil d'État faisait à Göring. Jamais on ne me demanda mon consentement. Comme je racontais cela à Milch, ce dernier me signala qu'on procédait de la même façon avec les fonds de roulement du ministère de l'Air. Chaque année, pour l'anniversaire de Göring, on prélevait sur ces

fonds une somme coquette qui était versée au compte du Reichsmarschall et ce dernier décidait lui-même quel tableau cette somme servirait à acheter.

Nous n'ignorions pas que tout cela était loin de suffire à financer les énormes dépenses de Göring. Mais nous ne savions pas exactement qui, parmi les industriels, fournissait le reste ; qu'il y eût des bailleurs de fonds, Milch et moi pouvions le constater de temps à autre, quand Göring nous téléphonait qu'un de ses favoris avait été traité un peu rudement par nos organisations.

Les expériences que j'avais récemment vécues en Laponie, les rencontres que j'y avais faites formaient le contraste le plus vif qui se pût imaginer avec l'atmosphère de serre chaude où s'agitait cette société factice et corrompue. En outre l'évolution de mes rapports avec Hitler me tourmentait certainement plus que je ne voulais me l'avouer. La tension presque continue qui durait depuis deux ans se faisait maintenant sentir. A trente-huit ans j'étais physiquement presque complètement usé. La douleur dans mon genou gauche ne me laissait pratiquement plus aucun répit. J'étais à bout de forces. Ou bien est-ce que tout cela n'était, inconsciemment, qu'une fuite ?

Le 18 janvier 1944, je fus transféré dans un hôpital.

⁴⁹. Ces usines furent aussi appelées, en France, usines « S » (en allemand : *Schutzbetriebe* ou *Sperrbetriebe*).

Troisième partie

23.

Malade

Le professeur Gebhardt, Gruppenführer SS, célèbre orthopédiste connu dans tout le monde européen du sport¹, dirigeait l'hôpital de la Croix-Rouge de Hohenlychen, situé au milieu des bois, au bord d'un lac, à une centaine de kilomètres environ au nord de Berlin. Sans le savoir, je m'étais mis dans les mains d'un ami de Himmler, une des rares personnes qui fût à tu et à toi avec lui. Durant plus de deux mois, j'ai vécu dans la clinique privée du professeur, à l'écart de l'hôpital, dans une chambre toute simple. Un certain nombre d'autres chambres de la clinique étaient occupées par mes secrétaires, une liaison téléphonique directe avec le ministère avait été installée, car je voulais continuer à travailler.

Être malade sous le III^e Reich, lorsqu'on était ministre, entraînait des difficultés qui donnaient à réfléchir. Hitler avait trop souvent justifié l'élimination d'un homme politique de premier plan en arguant de son mauvais état de santé. Aussi dressait-on l'oreille lorsqu'un des proches collaborateurs de Hitler « tombait malade ». Étant

réellement malade, il me parut indiqué de rester le plus possible actif. En outre je ne pouvais pas abandonner mon appareil ministériel car, tout comme Hitler, j'étais irremplaçable. Malgré tous les efforts prodigués par mon entourage pour me permettre de me reposer, il n'était pas rare que je poursuive jusqu'à minuit, depuis mon lit, les conférences, les appels téléphoniques et les séances de dictée.

J'étais à peine arrivé à l'hôpital que Bohr, mon directeur du personnel, qui venait tout juste d'être nommé, m'appela, indigné, au sujet d'une armoire de dossiers qui se trouvait dans mon bureau. Dorsch avait donné l'ordre de faire transporter immédiatement cette armoire à la centrale de l'organisation Todt. Je donnai l'ordre de laisser cette armoire à l'endroit où elle se trouvait, quel que fût cet endroit. Quelques jours plus tard, des représentants du Gauleiter de Berlin se présentèrent, accompagnés de plusieurs déménageurs. D'après le rapport de Bohr, ils avaient mission d'emporter l'armoire, car elle était, ainsi que son contenu, propriété du parti. Bohr ne savait à quel saint se vouer. Il ne réussit à différer l'action en cours qu'en téléphonant à Naumann, l'un des collaborateurs immédiats de Goebbels : l'armoire fut scellée par les fonctionnaires du parti. Là-dessus je fis dévisser le fond de l'armoire, car seule la porte avait été scellée. Le lendemain Bohr arriva avec une liasse de dossiers photocopiés : ces dossiers concernaient un certain nombre de mes anciens collaborateurs, qui étaient l'objet d'appréciations presque

entièrement négatives. La plupart du temps ils étaient accusés d'adopter une attitude hostile au parti, parfois même on exigeait qu'ils soient placés sous la surveillance de la Gestapo. J'appris en même temps que le parti employait dans mon ministère un homme de confiance : Xaver Dorsch. Le fait lui-même me surprit moins que la personne.

Depuis l'automne, j'avais tenté de faciliter l'avancement d'un fonctionnaire de mon ministère. Mais il n'avait pas l'heur de plaire à la clique qui s'était formée récemment dans mon ministère. Mon premier directeur du personnel avait eu recours à toutes sortes d'échappatoires jusqu'à ce que je le contraigne finalement à présenter la proposition d'avancement. Peu avant ma maladie, Bormann m'avait adressé une fin de non-recevoir sèche et dépourvue d'aménité. Or nous retrouvâmes le projet de cette lettre de Bormann dans les dossiers contenus dans l'armoire secrète, projet inspiré et rédigé, ainsi que le prouvaient ces documents, par Dorsch et mon ancien directeur du personnel, Haasemann. Ce projet avait été repris textuellement par Bormann dans la lettre qu'il m'avait adressée². Je téléphonai à Goebbels depuis mon lit d'hôpital : comme il était le Gauleiter de Berlin, les membres du parti chargés de mission dans les ministères de Berlin étaient placés sous ses ordres. Sans hésiter, il donna son accord à la nomination à ce poste de Frank, mon collaborateur de longue date : « L'exercice d'un gouvernement parallèle constitue un état de fait

insupportable. Actuellement tous les ministres sont membres du parti. De deux choses l'une : ou nous avons confiance en eux ou il leur faut se démettre ! » J'ignorais cependant toujours quels étaient les hommes de confiance que la Gestapo employait dans mon ministère.

Les tentatives que je fis pour maintenir ma position pendant ma maladie se révélèrent plus difficiles encore. Je dus prier Klopfer, le secrétaire d'État de Bormann, de rappeler aux services du parti les limites de leur activité ; je lui demandai surtout de ne pas causer de difficultés aux industriels. Les conseillers économiques des Gaue s'étaient arrogé dès le début de ma maladie des attributions qui concernaient mon activité dans ce qu'elle avait d'essentiel. J'invitai Funk et son collaborateur Ohlendorf, qui lui avait été prêté par Himmler, à adopter une attitude positive à l'égard du monde de l'industrie dont on devait respecter l'autonomie, et à me soutenir contre les conseillers économiques régionaux de Bormann.

Sauckel avait également profité de mon absence pour appeler les responsables de l'armement dans une proclamation « à mettre toute leur énergie en jeu ». Face aux tentatives de mes adversaires de mettre à profit mon absence pour me nuire, je m'adressai par écrit à Hitler pour lui faire part de mes préoccupations et le prier de m'accorder son aide. Vingt-trois pages dactylographiées rédigées en quatre jours témoignent de la nervosité qui s'était emparée de moi. Je me plaignais de la prétention de Sauckel, des conseillers économiques de Bormann et

Je voulais de confirmer mon autorité inconditionnelle pour toutes les questions qui relevaient de mon ressort et de mes attributions. Au fond, je ne faisais que répéter exactement les exigences que j'avais déjà formulées lors du congrès de Posen en termes énergiques au grand scandale des Gauleiter, mais sans succès. J'écrivais en outre qu'il n'était possible de planifier la production dans son ensemble que si l'on « regroupait dans mon ministère les nombreux services qui donnent les directives, prennent des sanctions, prodiguent les conseils et les critiques aux directions des entreprises ³ ».

Quatre jours plus tard, je m'adressai de nouveau à Hitler : avec une franchise qui ne correspondait plus à l'état réel de nos rapports, je l'informais de l'action de la camarilla de mon ministère, qui avait contrecarré derrière mon dos les mesures ordonnées par moi. Je me plaignais d'avoir été trompé et d'avoir été victime d'un petit cercle formé par d'anciens collaborateurs de Todt, dirigé par Dorsch, qui avait rompu la loyauté qui nous liait. Je me voyais donc contraint de remplacer Dorsch par un homme qui jouissait de toute ma confiance ⁴ .

Sans doute cette dernière lettre, par laquelle j'annonçais à Hitler la révocation d'un de ses favoris, était-elle particulièrement maladroite, car j'allais à l'encontre d'une des règles du régime, qui exigeait que l'on insinue habilement à Hitler les questions de personnes au moment propice. Au lieu d'observer cette règle, je l'avais confronté, sans chercher à les atténuer, avec les atteintes contre la

loyauté et les particularités douteuses d'un collaborateur. J'envoyai à Bormann une copie de ma lettre de doléances, ce qui relevait soit d'une imprudence insensée, soit de la provocation. Ce faisant, je démentais la réputation dont je jouissais d'être un tacticien consommé dans l'art de manœuvrer dans le milieu d'intrigues qui gravitait autour de Hitler. Cette réaction s'expliquait probablement par une certaine attitude de défi à laquelle me poussait mon isolement.

La maladie m'avait trop éloigné de Hitler, le pôle du pouvoir qui décidait de tout. A toutes mes propositions, mes exigences et mes récriminations, il ne répondit ni par des réactions positives ni par des réactions négatives ; je parlais dans le vide, et il ne me fit parvenir aucune réponse. Je ne faisais plus figure de ministre préféré de Hitler ni de successeur éventuel. Quelques insinuations de Bormann et quelques semaines de maladie avaient suffi pour m'éliminer. En l'occurrence un trait de caractère de Hitler, qu'on avait eu souvent l'occasion de remarquer chez lui, joua un certain rôle : il rayait tout simplement de ses papiers ceux qui disparaissaient de sa vue pendant un certain temps. Si la personne en question réapparaissait peu après dans son entourage, le tableau pouvait changer à nouveau. Pendant ma maladie, je fis à plusieurs reprises cette expérience qui me déçut et m'éloigna humainement de Hitler. Mais en ce temps-là, je n'étais ni révolté ni désespéré. Affaibli par la maladie, je ne ressentais que de la fatigue et de la résignation.

Je finis par apprendre indirectement que Hitler ne voulait pas renoncer à Dorsch, son camarade de parti des années 20. Il tint à lui marquer sa considération au cours des semaines qui suivirent et le fit en manière ostentatoire, en ayant avec lui des entretiens à cœur ouvert, ce qui renforça encore sa position par rapport à moi. Göring, Bormann et Himmler comprirent ce déplacement du centre de gravité et en profitèrent pour essayer de saper définitivement mon autorité de ministre. Certainement chacun pour soi, chacun pour des motifs différents, et probablement sans s'être concertés mutuellement. Il ne fallait plus songer à révoquer Dorsch.

Je gardai le lit pendant vingt jours, la jambe immobilisée dans un plâtre, étendu sur le dos, et j'eus tout le temps de remâcher mon ressentiment et mes déceptions. La première fois que je me levai, je ressentis au bout de quelques heures de vives douleurs dans le dos et la cage thoracique, j'eus des crachements de sang qui semblaient indiquer une embolie pulmonaire. Le professeur Gebhardt diagnostiqua pourtant un rhumatisme musculaire et me massa la cage thoracique avec du venin d'abeilles (de la forapine) ; il me prescrivit en outre des sulfamides, de la quinine et des narcotiques⁵. Deux jours plus tard, je fus victime d'une seconde attaque violente. Mon état devenait préoccupant et pourtant le professeur Gebhardt continuait à diagnostiquer un rhumatisme musculaire. Alors ma femme alerta le D^r Brandt, qui, la nuit même, dépêcha à

Hohenlychen le professeur Friedrich Koch, spécialiste des maladies internes à la Faculté de Berlin et assistant de Sauerbruch. Brandt, qui était le médecin attaché au service de Hitler et disposait « des pleins pouvoirs en matière de santé et d'hygiène », confia expressément à Koch la responsabilité exclusive de mon traitement et interdit en même temps au professeur Gebhardt de prendre des dispositions médicales qu'elles qu'elles soient. Sur les instructions du D^r Brandt, le professeur Koch se vit attribuer une chambre à proximité immédiate de la mienne et fut chargé dans un premier temps de rester près de moi de jour comme de nuit⁶.

Pendant trois jours, mon état resta « réellement inquiétant », selon les termes du rapport de Koch. « Dyspnée aiguë, forte pigmentation, élévation notable du rythme du pouls, fortes températures, quintes de toux causant des douleurs intolérables, algies et crachements de sang. D'après l'évolution de la maladie et l'ensemble de ces symptômes, on ne peut que conclure à un infarctus. » Les médecins préparaient ma femme au pire. Au contraire de ce pronostic, cette situation transitoire me plongea dans une euphorie presque miraculeuse : la petite chambre se transforma en une magnifique salle, une pauvre armoire de bois que j'avais vue pendant trois semaines, se métamorphosa en un meuble d'apparat richement sculpté et incrusté de bois précieux. Rarement je m'étais senti aussi bien et aussi gai.

Lorsque je fus rétabli, mon ami Robert Frank me raconta

qu'il avait eu la nuit un entretien confidentiel avec le professeur Koch, le spécialiste des maladies internes. Ce qu'il rapportait était assez extravagant : alors que je me trouvais dans cet état inquiétant, Gebhardt lui avait demandé de pratiquer une légère intervention qui, de l'avis du professeur Koch, aurait mis ma vie en danger. Le professeur Koch ne voulut tout d'abord pas comprendre ; puis, devant son refus de procéder à cette intervention, Gebhardt s'était dérobé en prétendant qu'il avait seulement voulu le mettre à l'épreuve.

Frank me conjura de ne rien entreprendre, le professeur Koch craignant de disparaître dans un camp de concentration, tandis que mon informateur aurait eu certainement des ennuis avec la Gestapo. Je dus me taire, car il ne m'était guère possible de mettre Hitler dans la confidence. Sa réaction était prévisible : dans un accès de colère, il aurait déclaré que tout cela était rigoureusement impossible, puis il aurait appuyé sur le bouton de la sonnette qui restait toujours à portée de main, fait venir Bormann et aurait ordonné l'arrestation des gens qui calomniaient Himmler.

A cette époque, cette affaire me semblait impossible à colporter sous sa forme actuelle. Himmler passait également dans les milieux du parti pour un homme impitoyablement froid et conséquent. Personne n'osait se brouiller sérieusement avec lui. En outre l'occasion était trop favorable : je n'aurais pas survécu à la moindre complication, de sorte qu'aucun soupçon n'aurait pu se

faire jour. Cet incident constitue un chapitre de la lutte intestine que se livraient les prétendants à la succession du pouvoir. Il montrait que ma position était encore puissante, bien que déjà suffisamment affaiblie pour que d'autres intrigues puissent être ourdies après cet insuccès.

Ce n'est qu'à Spandau que Funk me raconta les détails d'un incident auquel il n'avait osé faire, en 1944, que de vagues allusions : à l'automne 1943, une beuverie s'était déroulée à l'état-major de l'armée SS de Sepp Dietrich, à laquelle participait, aux côtés de Gebhardt, l'aide de camp et ami de longue date de Funk, Horst Walter, qui était devenu depuis lors aide de camp de Dietrich. Dans ce cercle de chefs SS, Gebhardt avait déclaré que, de l'avis de Himmler, Speer constituait un danger et qu'il devait disparaître.

Je redoublai d'efforts pour hâter mon départ de cet hôpital où l'angoisse commençait à me gagner, bien que ce départ ait pu être contre-indiqué, vu mon état de santé. Je fis entreprendre précipitamment des démarches dès le 19 février pour trouver un autre établissement. Gebhardt s'opposa à mon projet en se fondant sur des arguments médicaux. Même lorsque je commençai à me lever, au début de mars, il voulut empêcher mon transfert. Dix jours plus tard environ, un hôpital voisin ayant été touché au cours d'une importante attaque aérienne de la 8^e flotte américaine, Gebhardt crut que c'est moi qui étais visé par ce bombardement. Du jour au lendemain, il changea d'avis sur la possibilité de me transporter. Le 17 mars, je pus

enfin quitter cet endroit déprimant.

Peu de temps avant la fin de la guerre, je demandai à Koch ce qui s'était passé à cette époque. Mais là encore il ne consentit qu'à me confirmer ce qui m'avait déjà été dit : il s'était gravement querellé avec Gebhardt à mon sujet. Gebhardt lui avait signifié qu'il n'était pas seulement médecin, mais également « médecin politique ». Du reste, Gebhardt s'était efforcé de me retenir dans sa clinique le plus longtemps possible ⁷.

Le 23 février 1944, Milch me rendit visite dans ma chambre d'hôpital. Les 8^e et 15^e flottes aériennes américaines avaient concentré leurs bombardements sur l'industrie aéronautique allemande. Au cours du prochain mois, notre production d'avions ne pourrait donc atteindre, ainsi qu'il me l'expliqua, que le tiers de la production des mois précédents. Milch apportait avec lui une proposition rédigée : sur le modèle de ce que l'on avait appelé l' « état-major de la Ruhr », qui avait permis de réparer les dégâts causés par les bombardements, il proposait la création d'un « état-major de l'aviation de chasse » pour surmonter, dans un effort commun des deux ministères, les difficultés que connaissait l'armement de l'aviation. Peut-être aurait-il mieux valu, dans cette situation présente, donner une réponse évasive, mais je voulais avoir au moins tout tenté pour venir en aide à l'aviation en détresse et je donnai mon accord à ce projet. Milch et moi étions tous les deux

conscients du fait que cet état-major de la chasse constituait le premier pas vers l'intégration dans mon ministère de l'armement de la Luftwaffe, la seule arme dont l'armement fût encore indépendant.

De mon lit, j'appelai au téléphone Göring, qui refusa de souscrire à notre proposition de travailler en commun. Göring objecta que j'empiéterais sur ses attributions, mais cela ne m'arrêta pas. Au contraire, je téléphonai à Hitler qui trouva cette idée excellente, mais se montra réticent et froid lorsque je lui fis part de notre intention de confier au Gauleiter Hanke le commandement de cet état-major de la chasse. « J'ai commis une grave erreur en confiant à Sauckel la direction du service de la main-d'œuvre, répondit Hitler au téléphone ; de par sa fonction de Gauleiter, il ne peut prendre que des décisions irrévocables, et le voilà obligé maintenant de négocier constamment et d'établir des compromis. Je ne détacherai jamais plus de Gauleiter pour une telle mission ! » Hitler était devenu de plus en plus furieux. « L'exemple de Sauckel a eu une influence néfaste pour tous les Gauleiter, en diminuant leur autorité. C'est Saur qui sera chargé de cette tâche ! » Par ces mots, Hitler avait conclu notre conversation de manière abrupte et, pour la seconde fois en peu de temps, il était intervenu dans ma politique du personnel. Lors de notre conversation téléphonique, la voix de Hitler était restée glacée et hostile. Peut-être une autre affaire l'avait-elle mis de mauvaise humeur. Milch préférant également Saur, dont le pouvoir s'était encore accru

pendant ma maladie, je pris mon parti sans réticence de l'ordre de Hitler.

Des années d'expérience m'avaient appris les différences que Hitler faisait, lorsque son aide de camp Schaub l'avisait de l'anniversaire ou de la maladie d'une de ses nombreuses connaissances. La brève formule « fleurs et lettre » correspondait à une lettre dont le texte était déjà fixé à l'avance et qui lui était soumise pour signature. Le choix des fleurs était laissé à la discrétion de l'aide de camp. Quelques mots écrits de sa main pouvaient être considérés comme une marque particulière de considération. Dans les occasions qui lui tenaient particulièrement à cœur, il se faisait apporter des cartes et son stylo par Schaub et écrivait lui-même quelques lignes, tout en précisant quelles fleurs on devait envoyer. Il fut un temps où je faisais partie, avec les stars et les chanteurs, de ceux qui étaient l'objet de distinctions éclatantes. Ainsi donc, lorsque après la maladie qui avait failli me coûter la vie, une coupe de fleurs me parvint, accompagnée d'un texte dactylographié banal et indifférent, je pris conscience que j'étais parvenu au plus bas degré de la hiérarchie effective, alors que j'étais resté un des membres les plus importants du gouvernement. Ma maladie me fit réagir avec plus de susceptibilité qu'il n'était nécessaire. Car Hitler m'appela deux ou trois fois au téléphone pour prendre des nouvelles de ma santé, mais il me tenait pour responsable de ma propre maladie : « Qu'aviez-vous besoin de faire du ski ? J'ai toujours dit que c'était de la

folie ! Quelle idée de vous mettre ces longues planches aux pieds ! Dépêchez-vous d'en faire du feu ! » ajoutait-il à chaque fois, en dissimulant mal son intention de clore la conversation sur une plaisanterie.

Le spécialiste des maladies internes, le professeur Koch, me déconseilla l'air en altitude de l'Obersalzberg en raison de mon poumon. Dans le parc du château de Klessheim, la résidence des invités de Hitler à proximité de Salzbourg, les princes-évêques de la ville s'étaient fait construire par l'architecte baroque Fischer von Erlach un ravissant pavillon en arc de cercle appelé le « château du Trèfle ». Cet édifice rénové me fut assigné comme lieu de séjour le 18 mars, car le corps du château était réservé au régent de Hongrie Horthy venu engager des négociations qui aboutirent vingt-quatre heures plus tard à la dernière invasion de Hitler dans un pays étranger, la Hongrie. Le soir de mon arrivée, Hitler me rendit visite pendant une suspension de séance.

En le revoyant après une interruption de six semaines, je remarquai pour la première fois, après toutes ces années passées avec lui, son nez épaté, son teint blafard et son visage repoussant. Cette réaction était le premier symptôme de mon changement d'attitude à son égard, de la distance que je commençais à prendre par rapport à lui et de l'absence de prévention avec laquelle je le regardais désormais. Pendant presque un trimestre, je n'avais plus

été soumis à son influence personnelle, mais au contraire exposé à ses vexations et à ses rebuffades. Dévoré pendant des années par l'enthousiasme, ayant déployé une activité fébrile, j'avais pour la première fois réfléchi au chemin parcouru à ses côtés. Alors que jadis quelques mots de sa part ou un simple geste avaient suffi à me faire sortir de mes crises d'abattement et à libérer en moi des ressources d'énergie extraordinaires, je me sentis après ces retrouvailles et en dépit de la cordialité de Hitler, aussi fatigué et épuisé qu'avant. Je n'aspirais plus qu'à une seule chose : partir avec ma femme et mes enfants à Meran, et y passer de nombreuses semaines pour reprendre des forces, sans savoir à vrai dire dans quel but, car je n'avais plus de but.

Pourtant ma volonté d'auto-affirmation resurgit lorsque je fus obligé de constater, pendant ces cinq jours passés à Klessheim, qu'on essayait de m'éliminer définitivement par le mensonge et par rancune. Le lendemain de la visite de Hitler, Göring me félicita par téléphone à l'occasion de mon anniversaire. Lorsque je sautai sur l'occasion pour lui donner des nouvelles rassurantes sur ma santé, il me déclara, sans avoir l'air le moins du monde affligé, mais sur un ton plutôt joyeux : « Mais voyons, ce que vous dites est complètement faux ! Le professeur Gebhardt m'a averti hier que vous étiez atteint d'une grave affection cardiaque. Sans espoir de guérison, entendez-vous ? Peut-être l'ignoriez-vous complètement ? » Immédiatement après, Göring fit allusion à mon départ imminent tout en répandant

un flot de louanges sur mon activité passée. Je lui dis que les examens radiographiques et électrocardiographiques n'avaient pas révélé d'état pathologique⁸. Göring répliqua que j'étais manifestement mal renseigné et refusa tout simplement de prendre en considération ma déclaration. Mais c'était Gebhardt qui avait donné des renseignements erronés à Göring.

Hitler déclara également, l'air visiblement affecté, aux personnes de son entourage, parmi lesquelles se trouvait ma femme : « Speer ne s'en remettra pas ! » Lui aussi avait parlé à Gebhardt, qui m'avait qualifié d'épave inapte au travail.

Peut-être Hitler pensait-il à nos rêves architecturaux communs qu'une lésion cardiaque incurable m'empêcherait dorénavant de réaliser, peut-être pensait-il à la fin prématurée de son premier architecte, le professeur Troost, toujours est-il qu'il réapparut le jour même à Klessheim pour me faire la surprise de m'offrir un gigantesque bouquet de fleurs que son valet tenait pour lui. Cette démarche était tout à fait inhabituelle pour lui. Mais quelques heures après le départ de Hitler, Himmler se fit annoncer et me déclara officiellement que Gebhardt avait été chargé par Hitler de ma sécurité en sa qualité de Gruppenführer SS, et de ma santé en sa qualité de médecin. Ainsi mon spécialiste des maladies internes était-il éliminé et un commando de SS, qui avait été adjoint à Gebhardt pour assurer ma protection, se trouva placé sous son commandement⁹.

Le 23 mars, Hitler vint encore une fois pour me faire une visite d'adieux, comme s'il ressentait à quel point je m'étais détaché de lui pendant ma maladie. En réalité, et malgré la sympathie qu'il venait de me manifester à plusieurs reprises, mes rapports avec lui s'étaient transformés sensiblement. J'étais très affecté qu'il ne se souvînt de moi, son proche collaborateur, qu'à la faveur de cette rencontre, et que mes réalisations d'architecte et de ministre aient si peu compté pendant cette séparation de plusieurs semaines. Je comprenais naturellement qu'un homme surchargé comme l'était Hitler, et soumis à une pression extrême, pût être amené à négliger les collaborateurs qu'il ne voyait plus. Mais l'ensemble de son comportement, pendant les dernières semaines, m'avait démontré que je comptais bien peu dans le cercle de ses fidèles et qu'il faisait preuve de bien peu de raison et d'objectivité pour fonder ses décisions. Soit qu'il ait ressenti ma froideur, soit qu'il ait voulu me reconforter, toujours est-il qu'il déclara d'un ton déprimé que sa santé était fortement ébranlée. Des signes qui ne trompaient pas laissaient prévoir la perte de la vue pour bientôt. Il enregistra sans mot dire ma remarque, lorsque je lui annonçai que le professeur Brandt le mettrait au courant de mon excellent état cardiaque.

Le château de Goyen était situé sur une hauteur qui dominait Meran. C'est là que je vécus les six plus belles semaines de mon ministère, les seules passées avec ma

famille. Gebhardt s'était installé loin de là dans la vallée, et ne faisait guère usage du droit de regard qui lui avait été accordé sur mon emploi du temps.

Pendant mon séjour à Meran, Göring, saisi d'un débordement d'activité inhabituel, fit participer, sans me demander mon avis et sans même m'en informer, mes deux collaborateurs Dorsch et Saur à des conférences avec Hitler. Il voulait manifestement profiter de l'occasion pour assurer sa position de second homme du régime, après les nombreux revers qu'il avait essuyés dans les années précédentes, en renforçant à mes dépens celle de mes deux collaborateurs qui ne constituaient aucun danger pour lui. En outre, il fit courir le bruit qu'il fallait s'attendre à mon retrait et il demanda au Gauleiter de la région du Danube supérieur, Eigruber, ce que le parti pensait du chef d'entreprise Meindl, un ami de Göring. Il justifia sa demande par son intention de faire participer Meindl à des conversations avec Hitler en le présentant comme mon successeur¹⁰. Ley, Reichsleiter du parti, qui était déjà surchargé de fonctions, fit valoir ses prétentions : dans l'éventualité du départ de Speer, il déclara, sans avoir été consulté, qu'il se chargerait également de ce travail et qu'il en viendrait bien à bout !

Bormann et Himmler tentèrent entre-temps de déconsidérer dans l'esprit de Hitler mes autres directeurs généraux en les chargeant de graves accusations. Ce n'est que par des voies détournées, Hitler n'estimant pas nécessaire de me faire informer, que j'appris qu'il était

tellement furieux contre trois d'entre eux, Liebel, Waeger et Schieber, et qu'il fallait s'attendre à les voir congédier sous peu. Quelques semaines avaient suffi à Hitler pour oublier les jours de Klessheim. Hormis Fromm, Zeitzler, Guderian, Milch et Dönitz, seul Funk, le ministre de l'Économie, continua à faire partie du petit cercle de dirigeants du régime qui me témoignèrent de la sympathie pendant ces semaines de maladie.

Depuis des semaines, pour parer aux conséquences des bombardements, Hitler avait exigé le transfert de l'industrie dans des souterrains ou dans de grands bunkers. Je lui répliquai que l'on ne pouvait pas combattre des bombardiers avec du béton, car un grand nombre d'années de travail ne suffiraient pas à enterrer les usines d'armement, ni à les installer sous du béton. En outre, nous avions la chance que l'ennemi, en s'attaquant à notre industrie d'armement, s'en prenait pour ainsi dire à un delta largement ramifié formé par un fleuve et ses nombreux affluents ; en protégeant ce delta, nous ne ferions que le contraindre à attaquer là où le cours du fleuve industriel était encore concentré dans un lit profond et étroit. En écrivant cela, je songeais à la chimie, au charbon, aux centrales hydrauliques et à un certain nombre de mes cauchemars. Il ne faisait pas de doute qu'il eût été possible à l'Angleterre et à l'Amérique d'éliminer totalement, en un bref laps de temps, une de ces branches de la production et de rendre ainsi illusoires tous les autres efforts que nous pourrions faire pour protéger la

fabrication.

Le 14 avril, Göring prit l'initiative et convoqua Dorsch : il ne pouvait envisager la construction des grands bunkers réclamés par Hitler, déclara-t-il l'air important, que grâce à l'organisation Todt. Dorsch répliqua que de telles installations, qui devraient être situées sur le territoire du Reich, ne relevaient pas de cette organisation, compétente seulement pour les territoires occupés. Il pouvait cependant présenter immédiatement un projet élaboré, mais prévu pour la France. Le soir même, Dorsch fut convoqué chez Hitler : « Je vais ordonner que les grandes constructions de cet ordre soient exécutées également sur le territoire du Reich exclusivement par vous. » Dès le lendemain, Dorsch put proposer un certain nombre d'emplacements favorables et expliquer quelles étaient les conditions nécessaires, sur les plans technique et administratif, à la réalisation de six ensembles de grands bunkers, chacun d'entre eux devant avoir 100 000 mètres carrés de surface. Dorsch promit que ces constructions seraient achevées en novembre 1944 ¹¹ . Dans un de ses décrets improvisés tant redoutés, Hitler plaça Dorsch immédiatement sous ses ordres et donna à tous les grands bunkers un caractère d'urgence tel que Dorsch pouvait intervenir à sa guise dans tous les projets de construction. Il ne fallait pourtant pas être grand clerc pour prédire que ces six bunkers géants ne pourraient pas être terminés dans le délai promis et qu'ils ne pourraient même plus être mis en service. Reconnaître le vrai, lorsque l'erreur était si manifeste,

n'était pourtant pas tellement sorcier.

Jusqu'alors Hitler n'avait pas estimé indispensable de me tenir au courant de toutes les mesures par lesquelles il avait continué, sans autre forme de procès, à limiter ma position. La blessure d'amour-propre, la vexation que je ressentais n'étaient pas sans jouer un rôle dans la lettre que je lui écrivis le 19 avril, où je mettais en doute ouvertement le bien-fondé des décisions prises, et qui fut la première d'une longue suite de lettres et de mémoires dans lesquels s'opéra, souvent sous le couvert de divergences de vues objectives, la prise de conscience de ma propre valeur, après des années où ma faculté de juger avait été troublée et brouillée par le pouvoir magique de Hitler. Entreprendre actuellement de telles constructions, déclarai-je dans cette lettre, relevait de la pure illusion, car « nous ne pourrions que difficilement faire face aux besoins les plus élémentaires de la population allemande laborieuse et des travailleurs étrangers que nous devons mettre à l'abri, tout en reconstruisant nos usines d'armement. Je n'ai plus la possibilité d'envisager de construire à longue échéance... au contraire je dois sans cesse fermer des usines d'armement en cours de construction, pour garantir dans les mois suivants les conditions minimales nécessaires au maintien de la production allemande d'armement ».

A la suite de cet exposé de divergences d'opinion objectives, je reprochai à Hitler de ne pas avoir conservé une attitude correcte : « Déjà lorsque j'étais votre

architecte, j'ai toujours tendu à laisser mes collaborateurs travailler en toute indépendance. Certes ce principe m'a valu souvent d'être gravement déçu ; car tout le monde ne supporte pas d'être ainsi mis en valeur aux yeux de l'opinion publique et plus d'un m'a été infidèle après avoir acquis un succès suffisant. » Il ne devait pas être difficile à Hitler de conclure de cette phrase que je pensais à Dorsch. Non sans un ton de reproche, je continuais : « Cela ne m'empêchera pas à l'avenir de continuer à agir selon ce principe. Ce principe est à mon avis le seul avec lequel, plus la situation du collaborateur est élevée, on puisse gouverner et créer. » La construction et l'armement constituaient selon moi, au stade actuel, un tout indissociable ; Dorsch pouvait continuer sans inconvénient à rester compétent pour les constructions dans les territoires occupés, mais je voulais confier à Willi Henne, un ancien collaborateur de Todt, la direction de ce travail pour l'Allemagne elle-même ; tous les deux devraient envisager leur travail sous la direction d'un collaborateur loyal, Walter Brugmann¹². Cela ne donna rien ; cinq semaines plus tard, le 26 mai 1944, Brugmann trouva la mort, comme mon prédécesseur Todt, dans un accident d'avion non expliqué.

La lettre fut remise à Hitler la veille de son anniversaire par mon vieux collaborateur Frank. J'avais joint à ce document une demande de démission pour le cas où Hitler ne pourrait être de mon avis. Ainsi que je l'appris de source autorisée, par la secrétaire en chef de Hitler,

Johanna Wolf, Hitler se montra particulièrement irrité par ma lettre et déclara entre autres : « Speer doit savoir qu'il existe une raison d'État pour lui aussi. »

Six semaines auparavant déjà, il avait formulé la même idée lorsque j'avais arrêté provisoirement la construction de bunkers destinés aux personnalités du régime, construction qu'il avait lui-même ordonnée, parce qu'il fallait réparer les dégâts causés par un bombardement. Selon toute vraisemblance, il avait acquis la conviction que je me soumettais à ses ordres dans la mesure où ils me convenaient ; toujours est-il qu'il se servit de ce prétexte pour exprimer son mécontentement. Il avait alors chargé Bormann de me faire savoir expressément, sans tenir compte de ma maladie, que « les ordres du Führer devaient être exécutés par tout Allemand et qu'ils ne pouvaient en aucun cas être abrogés, suspendus ou différés ». En même temps, Hitler menaçait « de faire arrêter sur-le-champ par la Gestapo le fonctionnaire qui aurait contrevenu aux ordres du Führer, et de le faire transférer dans un camp de concentration ¹³ ».

A peine avais-je pris connaissance, toujours indirectement, de la réaction de Hitler, que Göring m'appela au téléphone depuis l'Obersalzberg : il avait entendu parler de mon intention de me retirer, mais il était chargé en haut lieu de m'informer que seul le Führer était habilité à constater quand un ministre pouvait quitter son service. La conversation se poursuivit, animée, pendant une demi-heure, avant que nous tombions d'accord sur un

projet de compromis. « Au lieu de démissionner, je vais prolonger ma maladie et disparaître sans dire mot en tant que ministre. » Göring m'approuva presque avec enthousiasme : « Voilà la solution ! Voilà ce que nous pouvons faire ! Le Führer sera également d'accord avec cette solution. » Hitler, qui, dans les cas désagréables, tentait toujours d'éviter la confrontation, n'osait pas me convoquer et me dire ouvertement qu'il tirait les conséquences qui s'imposaient et qu'il se voyait contraint de me donner un congé. Poussé par la même crainte, il n'essaya pas non plus l'année suivante, lorsque nous en fûmes arrivés à la rupture, d'obtenir mon départ. Rétrospectivement il me semble qu'il était sans doute possible d'exciter la mauvaise humeur de Hitler à un point tel que cela pût entraîner le renvoi. Quiconque restait dans son entourage immédiat le faisait en tout cas volontairement.

Quelles qu'aient été mes motivations, l'idée de me retirer me plaisait assurément. Car tous les jours je pouvais voir dans le ciel bleu du sud les signes avant-coureurs de la fin de la guerre quand, partant de leurs bases en Italie et volant à une altitude tellement faible qu'elle en était provocante, les bombardiers de la 15^e flotte aérienne américaine passaient les Alpes pour venir attaquer les centres industriels allemands. Pas de chasse dans le ciel, pas de tirs de D.C.A. Le tableau qu'offrait cette absence totale de défense était plus impressionnant que tout reportage. S'il avait été possible jusqu'à présent de

remplacer les armes perdues dans les retraites militaires, je pensais avec pessimisme que cela ne pouvait pas durer bien longtemps face à cette offensive aérienne. Qu'y avait-il de plus tentant que de profiter de la chance offerte par Göring et de ne pas se trouver à un poste de responsabilité lors de la catastrophe désormais imminente, mais de disparaître en silence ? L'idée d'abandonner mon poste pour contribuer à accélérer, par la fin de ma collaboration, la fin de Hitler et du régime ne m'effleura pas, malgré toutes nos divergences de vues, et ne me viendrait pas non plus dans une situation semblable.

Mes idées de fuite furent remises en question dans l'après-midi du 20 avril par la visite de mon plus proche collaborateur, Rohland, car l'industrie avait eu vent de mon intention de démissionner et Rohland était venu pour m'en dissuader. « Vous n'avez pas le droit de livrer l'industrie, qui vous a suivi jusqu'à ce jour, à ceux qui vous succéderont. On imagine ce qu'ils seront. Notre progression future dépend de la réponse à la question suivante : Comment notre potentiel industriel indispensable pourra-t-il être maintenu pour l'époque qui suivra une guerre perdue ? C'est pour cela que vous devez rester à votre poste ! » Je me souviens que pour la première fois le spectre de la « terre brûlée » surgit devant mes yeux, lorsque Rohland poursuivit en évoquant une terrible éventualité : la direction du parti pourrait ordonner, par désespoir, de procéder à des destructions arbitraires. Ce jour-là je sentis naître un sentiment qui ne dépendait pas de

Hitler et qui ne concernait que le pays et le peuple : celui d'une responsabilité encore vague et ressentie confusément.

Quelques heures après seulement, en pleine nuit, vers une heure du matin, le maréchal Milch, Saur et le D^r Frank vinrent me voir. Ils s'étaient mis en route en fin d'après-midi et arrivaient directement de l'Obersalzberg. Milch était chargé de me transmettre un message de Hitler : il me faisait savoir l'estime en laquelle il me tenait et combien il souhaitait que nos relations restent inchangées. Le ton était presque celui d'une déclaration d'amour qui n'était due, comme je l'appris vingt-trois ans plus tard de la bouche de Milch, qu'à l'instigation pressante de celui-ci. Quelques semaines auparavant seulement, j'aurais été à la fois touché et heureux d'être ainsi distingué par Hitler. Maintenant, en revanche, je déclarai à la lecture de la déclaration de Hitler : « Non, j'en ai assez ! Je ne veux plus entendre parler de tout cela ¹⁴ ! » Milch, Saur et Frank insistèrent. Je me défendis longtemps. Certes je trouvais le comportement de Hitler détestable et invraisemblable, mais je ne voulais plus cesser mon activité de ministre, depuis que Rohland m'avait fait entrevoir ma nouvelle responsabilité. Je ne cédaï qu'au bout de plusieurs heures, à une condition : Dorsch serait à nouveau placé sous mes ordres et la situation préexistante serait rétablie. Du reste, j'étais prêt à céder sur la question des grands bunkers ; elle n'avait plus d'importance. Dès le lendemain Hitler signa un texte que j'avais rédigé dans la nuit et qui lui

donnait satisfaction sur un point : Dorsch devait construire dorénavant ces bunkers sous ma responsabilité et par priorité expresse ¹⁵.

Certes, trois jours plus tard, je me rendis compte que j'avais pris une décision inconsidérée. En conséquence de quoi je me décidai à écrire une nouvelle lettre à Hitler. Car je m'étais aperçu que je ne pouvais qu'aboutir à une impasse sur la base du compromis conclu. Si en effet je soutenais Dorsch dans la construction de ces grandes installations en lui fournissant le matériel et la main-d'œuvre, c'est à moi que reviendrait la tâche ingrate d'enregistrer et de désamorcer les plaintes des instances du Reich dont je limiterais les programmes. Mais si je ne satisfaisais pas les exigences de Dorsch, ce serait entre nous un échange perpétuel de lettres de doléances et de « lettres de couverture ». J'expliquais à Hitler qu'il était plus logique de charger Dorsch également de la responsabilité des autres projets de constructions « dont la réalisation serait compromise par celle des grands bunkers ». Tout bien pesé, affirmais-je en conclusion, la séparation du domaine de la construction de celui de l'armement et de la production de guerre me paraissait être, dans les circonstances actuelles, la meilleure solution. Je proposais en conséquence de nommer Dorsch « inspecteur général de la construction » et de le placer directement sous les ordres de Hitler. Tout autre arrangement serait grevé du poids de mes relations difficiles avec Dorsch.

J'interrompis là ce projet, car en l'écrivant, j'avais pris la

décision d'interrompre mon congé de convalescence et d'aller voir Hitler à l'Obersalzberg. Ce qui entraîna à nouveau des difficultés. Gebhardt invoqua les pleins pouvoirs qui lui avaient été conférés par Hitler et prétexta mon état de santé pour me dissuader de partir. Le professeur Koch, en revanche, m'avait informé quelques jours auparavant que je pouvais prendre l'avion sans crainte¹⁶. Finalement Gebhardt appela Himmler au téléphone, celui-ci se déclara d'accord avec mon intention de venir à l'Obersalzberg en avion, à condition que je lui rende visite avant mon entrevue avec Hitler.

Himmler parla avec franchise, ce qui facilite bien les choses dans de telles situations. La séparation du secteur de la construction du ministère de l'Armement et le transfert de la responsabilité de ce département à Dorsch avaient déjà été décidés depuis longtemps au cours de conversations avec Hitler en présence de Göring. Himmler me demanda de ne plus faire désormais de difficultés. Certes, tout ce qu'il disait n'était que présomption, mais cela correspondait si bien à mes intentions, que la conversation se déroula dans un climat de parfaite compréhension.

J'étais à peine arrivé dans ma maison de l'Obersalzberg, que l'aide de camp de Hitler m'invita à participer au thé pris en commun. Cependant je voulais parler avec Hitler dans le cadre d'entretiens officiels ; l'intimité du thé aurait sans doute aplani les difficultés qui s'étaient accumulées entre nous, mais c'est précisément

ce que je voulais éviter. Je tenais à rencontrer Hitler dans le cadre d'entretiens officiels. Je déclinai donc l'invitation. Hitler comprit le sens de ce geste inhabituel et, peu de temps après, un rendez-vous me fut fixé pour un entretien au Berghof.

Coiffé de sa casquette et les gants à la main, Hitler était venu m'accueillir officiellement devant l'entrée du Berghof et m'introduisit dans sa demeure avec toutes les formalités réservées à un hôte. J'étais fortement impressionné, parce que j'ignorais l'intention psychologique que cachait cet accueil. A partir de cet instant mes rapports avec lui devinrent tout à fait ambigus. D'un côté il m'honorait en me témoignant des marques de faveur particulières qui ne me laissaient pas indifférent, attitude que contrebalançait d'autre part son action de plus en plus funeste pour le peuple allemand et dont je commençais peu à peu à prendre conscience. Et bien que l'ancien charme continuât à agir et que Hitler continuât à faire preuve de son habileté instinctive dans ses rapports avec les hommes, j'eus de plus en plus de mal à lui rester fidèle inconditionnellement.

Les rapports furent diamétralement inversés non seulement lors de cet accueil, mais aussi pendant l'entretien qui suivit : c'était lui qui recherchait mes bonnes dispositions. Hitler repoussa ma proposition de retrancher la construction de mes attributions et de la confier à Dorsch : « Je ne dissocierai en aucun cas ce secteur. Je n'ai personne sous la main à qui je puisse confier la responsabilité des constructions. Malheureusement le

D' Todt est mort. Vous savez, monsieur Speer, l'importance que j'attache à la construction. Comprenez-moi ! Je suis *a priori* d'accord avec toutes les mesures que vous jugerez utile de prendre dans le domaine de la construction ¹⁷ . » En affirmant cela, Hitler se contredisait lui-même, lui qui avait décidé quelques jours auparavant, en présence de Himmler et de Göring, qu'il envisageait de confier cette charge à Dorsch. Agissant arbitrairement comme à son habitude, il ne tenait plus compte de ses intentions récentes, ni des sentiments de Dorsch : ce revirement désinvolte témoignait éloquentement de son mépris insondable des hommes. Toutefois je devais m'attendre à ce que cette palinodie ne soit que de courte durée. C'est pourquoi je répliquai à Hitler qu'il était nécessaire de prendre une décision valable à long terme. « Dans mon esprit, il est impossible qu'on remette ce problème en question. » Hitler promit de ne pas changer d'attitude. « Ma décision est irrévocable. Je n'ai pas l'intention d'en changer. » Il poursuivit en minimisant les reproches qui visaient trois de mes chefs de service, alors que j'avais déjà tablé sur leur départ ¹⁸ .

A la fin de notre entretien, Hitler me reconduisit au vestiaire, prit à nouveau sa casquette et s'apprêta à me reconduire vers la sortie. Cette attitude me parut trop officielle et, adoptant le ton habituel dans son entourage, je lui dis que j'avais un rendez-vous à l'étage supérieur avec Below, son aide de camp de l'armée de l'air. Le soir, j'étais de nouveau assis comme autrefois au milieu de ses

familiers, entouré par lui, Eva Braun et sa cour. La conversation se déroulait au gré des bavardages indifférents, Bormann proposa d'écouter des disques, on commença par un air de Wagner, puis on passa vite à *La Chauve-souris*.

Après les hauts et les bas, les tensions et les convulsions de ces derniers temps, j'éprouvais ce soir-là un sentiment d'apaisement : toutes les difficultés et les sources de conflit semblaient éliminées. L'incertitude de ces dernières semaines m'avait profondément déprimé. Il m'était impossible de travailler sans marques d'estime et de sympathie, et voilà que je pouvais à bon droit me considérer comme le vainqueur d'une lutte pour le pouvoir qui avait été menée contre moi par Göring, Himmler et Bormann. Ils devaient être très déçus, car ils avaient certainement cru avoir provoqué ma perte. Peut-être, commençais-je à me demander, Hitler avait-il vu également quel jeu se tramait là et dans quelles intrigues il s'était laissé entraîner.

Parmi toutes les motivations qui m'avaient replongé d'une manière si surprenante dans ce cercle, le désir de conserver la position de force que j'avais acquise constitua certainement un mobile important. Même si je ne faisais qu'avoir part à la puissance de Hitler – et sur ce point je ne me suis jamais fait d'illusions –, j'estimais que pouvoir rassembler sur mon nom, en restant dans son sillage, un peu de sa popularité, de son rayonnement et de sa grandeur justifiait tous mes efforts. Jusqu'en 1942 j'eus le

sentiment que ma vocation d'architecte me permettait de prendre conscience de ma valeur indépendamment de Hitler. Mais entre-temps j'avais pris goût à la griserie que procure l'exercice du pouvoir. Intrôniser des hommes dans leurs fonctions, disposer de milliards, décider de questions importantes, tout cela me procurait une satisfaction profonde à laquelle j'aurais eu de la peine à renoncer. Les réserves que l'évolution récente avait suscitées en moi furent dissipées par l'appel de l'industrie, ainsi que par la force de suggestion qui pouvait émaner de Hitler et dont le pouvoir n'avait pas diminué. Nos rapports avaient été ébranlés, ma loyauté avait fléchi et je sentais qu'elle ne serait plus jamais ce qu'elle avait été. Mais pour l'immédiat j'avais réintégré le cercle des proches de Hitler et j'étais content.

Je revins trouver Hitler deux jours plus tard, accompagné de Dorsch, que je présentai comme le nouveau directeur de mon département de la construction. Hitler réagit à ce revirement comme je m'y attendais : « Je laisse à votre discrétion, mon cher Speer, de décider des mesures que vous voulez prendre dans le cadre de votre ministère. Les nominations relèvent de vos attributions. Je suis naturellement d'accord pour Dorsch, mais vous continuez à rester responsable de la construction¹⁹. » Cela avait tout l'air d'une victoire, mais j'avais appris que les victoires n'avaient pas beaucoup d'importance. Le lendemain, tout pouvait changer.

J'informai Göring de la nouvelle situation sur un ton de froideur voulue ; j'avais même négligé de le consulter en décidant de faire de Dorsch mon représentant pour les constructions relevant du Plan de quatre ans. « Car j'ai supposé, lui écrivis-je non sans adopter un ton sarcastique, que vous ne verriez pas d'objection à cette nomination, étant donné la confiance que vous accordez à M. le directeur ministériel Dorsch. » Göring répondit sèchement et légèrement irrité : « Tout à fait d'accord avec tout ce que vous avez décidé. J'ai déjà placé l'ensemble de l'appareil des constructions de l'armée de l'air sous les ordres de Dorsch²⁰. »

Himmler ne manifesta aucune réaction ; en de telles occasions il avait toutes les qualités du poisson que l'on ne peut saisir. Avec Bormann en revanche, pour la première fois depuis deux ans, le vent commença visiblement à tourner à mon avantage. Car il réalisa sur-le-champ que je venais de remporter un succès notable et que toutes les intrigues ourdies péniblement dans les derniers mois avaient échoué. Il n'était pas assez puissant et pas homme à entretenir son ressentiment contre moi sans tenir compte de telles modifications. Manifestement contrarié de me voir le dédaigner de manière ostentatoire, il profita de la première occasion qui se présenta, lors d'une des promenades en groupe en direction du pavillon de thé, pour m'assurer, avec une cordialité exagérée, qu'il n'avait pas été mêlé à toutes ces intrigues fomentées contre moi. Peut-être avait-il raison, bien que j'eusse de la peine à le

croire, mais en me tenant ces propos, il me confirmait bel et bien qu'une grande cabale avait été ourdie contre moi.

Peu de temps après, il nous invita, Lammers et moi, dans sa maison de l'Obersalzberg meublée sans aucun goût. Brusquement et d'une manière plutôt cavalière, il nous offrit à boire et, à minuit passé, il nous proposa de nous tutoyer. Bien sûr, dès le lendemain, j'oubliais cette tentative de rapprochement, tandis que Lammers en restait au tutoiement. Ce qui n'empêcha pas Bormann de l'humilier peu de temps après sans aucun scrupule, alors qu'il ne montra aucune réaction devant ma froideur et fit preuve d'une cordialité croissante, aussi longtemps en tout cas que Hitler me fut manifestement favorable.

A la mi-mai 1944, lors d'une visite aux chantiers navals de Hambourg, le Gauleiter Kaufmann m'informa au cours d'un entretien confidentiel que, plus de six mois après mon discours prononcé devant les Gauleiter, la mauvaise humeur provoquée par ce discours ne s'était pas encore apaisée. Presque tous les Gauleiter me récusaient et Bormann soutenait et encourageait cette attitude. Kaufmann me prévint contre le danger qui me menaçait de ce côté.

J'attribuai assez d'importance à cette indication pour attirer l'attention de Hitler sur ce point au cours de l'entretien qu'il m'accorda peu après. Je fus l'objet d'un nouveau geste de considération : pour la première fois, j'avais été prié de venir dans son bureau lambrissé de boiseries au premier étage de Berghof, où il avait

généralement l'habitude de mener des conversations personnelles ou confidentielles. Sur le ton de la conversation privée et presque comme à un ami, il me conseilla d'éviter tout ce qui pouvait dresser les Gauleiter contre moi. Je devais me garder de sous-estimer la puissance des Gauleiter, car cela me créerait des difficultés à l'avenir. Il connaissait parfaitement les problèmes caractériels posés par la plupart d'entre eux, beaucoup étaient de simples troupiers un peu rustres, mais fidèles et dévoués. Il fallait les prendre tels qu'ils étaient. L'attitude de Hitler laissait deviner qu'il n'était nullement décidé à se laisser dicter par Bormann son comportement à mon égard : « J'ai, il est vrai, reçu des doléances, mais l'affaire est terminée pour moi. » Ainsi cet épisode de l'offensive de Bormann avait-il également échoué.

Hitler me parut également agité par des sentiments contradictoires et confus lorsqu'il me fit part de son intention de conférer à Himmler la plus haute décoration du Reich : j'avais l'impression qu'il me demandait d'être compréhensif si je n'étais pas décoré en même temps. Car le Reichsführer SS s'était acquis des mérites tout particuliers, ajouta-t-il presque en s'excusant²¹. Je rétorquai avec bonne humeur que j'espérais plutôt recevoir après la guerre l'ordre non moins apprécié des Arts et des Sciences pour mes réalisations architecturales. Toujours est-il que Hitler sembla tranquilisé de voir que je comprenais la distinction de Himmler.

Ce qui m'inquiétait davantage ce jour-là, c'était

l'éventualité de voir Bormann présenter à Hitler, en l'assortissant de quelques remarques tendancieuses, un article du journal anglais l'*Observer* du 9 avril 1944, où j'étais présenté comme un corps étranger à l'engrenage mû par la doctrine du parti. Prenant les devants, je tendis à Hitler, avec quelques remarques humoristiques, la traduction de cet article ; Hitler prit soin de mettre ses lunettes et commença à lire : « Dans une certaine mesure, Speer est aujourd'hui plus important pour l'Allemagne que Hitler, Göring, Goebbels ou les généraux. Ils sont devenus les collaborateurs de cet homme qui, en fait, dirige le gigantesque moteur dont il tire le maximum de rendement. En lui nous voyons se réaliser parfaitement la révolution des managers. Speer n'est pas un de ces nazis pittoresques et voyants. On ignore même s'il a d'autres opinions politiques que les idées conventionnelles. Il aurait pu adhérer à n'importe quel autre parti, pourvu qu'il lui ait offert du travail et une carrière. Il représente d'une manière particulièrement marquée le type de l'homme moyen qui a réussi : bien habillé, poli, non corrompu, il mène avec sa femme et ses six enfants la vie des gens des classes moyennes. Il se rapproche beaucoup moins que les autres dirigeants de l'Allemagne d'un modèle typiquement allemand ou typiquement national-socialiste. Il symbolise plutôt un type qui prend une importance croissante dans tous les États en guerre : celui du pur technicien, de l'homme brillant [*bright*] qui n'appartient à aucune classe et ne se rattache à aucune tradition, qui ne connaît d'autre but que de faire son chemin dans le monde à l'aide de ses

seules capacités de technicien et d'organisateur. C'est précisément l'absence de préoccupations psychologiques et morales et la liberté avec laquelle il manie l'effrayante machinerie technique et organisatrice de notre époque qui permettent à ce type d'homme insignifiant de réaliser le maximum à notre époque. Leur heure est venue. Nous pourrions être délivrés des Hitler et des Himmler, mais les Speer resteront encore longtemps parmi nous, quel que soit le sort qui sera réservé à cet homme en particulier. » Hitler lut tranquillement ce commentaire jusqu'au bout, replia la feuille, me la rendit sans mot dire, mais, me sembla-t-il, avec beaucoup de respect.

Au cours des semaines et des mois qui suivirent, je pris malgré tout de plus en plus conscience de la distance qui nous séparait, Hitler et moi. Cette distance ne cessa de croître. Rien n'est plus difficile que de rétablir une autorité qui a été mise en jeu. Depuis que j'avais, pour la première fois, résisté à Hitler, j'avais acquis vis-à-vis de lui plus d'indépendance dans mes pensées et dans mes actes. Car mon insubordination, au lieu de l'irriter, l'avait plutôt désarmé et il avait fini par me témoigner des marques de faveur particulières ; il était même revenu sur ses intentions, bien qu'il se fût déjà engagé devant Himmler, Göring et Bormann. J'avais cédé moi aussi, mais cela n'avait en rien diminué la portée de l'expérience que j'avais faite : j'avais appris qu'en s'opposant résolument à Hitler on pouvait s'imposer et réaliser des projets difficiles.

Toutefois ces expériences firent simplement naître en

moi des doutes sur ce système de pouvoir dont les principes me paraissaient pour la première fois contestables. J'étais surtout révolté par la conduite des dirigeants : ils continuaient à refuser de s'imposer à eux-mêmes les sacrifices qu'ils demandaient au peuple, ils en usaient sans aucun scrupule avec les êtres et les valeurs, ils s'adonnaient à leurs viles intrigues et montraient par là leur corruption morale. Il est possible que tout cela ait contribué à me détacher lentement du régime ; je commençais, timidement encore, à rompre avec ma vie passée, mes tâches, mes engagements, et avec l'inconscience qui avait été à l'origine de tout cela.

Triple défaite

Le 8 mai 1944, je revins à Berlin pour reprendre mon travail. Je me souviendrai toujours de la date du 12 mai, quatre jours plus tard. Car ce jour-là décida de l'issue de la guerre technique ¹. J'avais réussi jusqu'alors à produire à peu près autant d'armes que les besoins de la Wehrmacht l'exigeaient et ce malgré des pertes considérables. L'attaque de jour des 935 bombardiers de la 8^e flotte aérienne américaine sur plusieurs usines de carburant au centre et à l'est de l'Allemagne marqua le début d'une nouvelle époque dans la guerre aérienne : elle signifiait la fin de l'armement allemand.

Avec les spécialistes des usines Leuna bombardées, nous nous frayâmes le lendemain un chemin à travers l'enchevêtrement des canalisations arrachées et tordues. Les usines chimiques s'étaient révélées particulièrement vulnérables aux bombes ; les prévisions les plus favorables ne permettaient pas d'envisager une reprise de la production avant des semaines. Notre production journalière était tombée de 5 850 à 4 820 tonnes après ce bombardement. Nos réserves de carburant pour l'aviation

qui atteignaient 574 000 tonnes, ce qui correspondait tout juste à trois mois de production, purent toutefois compenser ce déficit dans la production pour dix-neuf mois.

Après m'être fait une idée des conséquences du bombardement, je pris l'avion le 19 mai 1944 pour l'Obersalzberg où Hitler me reçut en présence de Keitel. Je lui annonçai la catastrophe imminente : « L'ennemi nous a attaqués à l'un de nos points les plus faibles. Au train où vont les choses, nous ne disposerons bientôt plus de production de carburant digne de ce nom. Notre seul espoir est que, de l'autre côté, l'aviation ennemie ait un état-major qui conçoive les opérations avec aussi peu de cohérence que le nôtre ! » Keitel par contre, toujours soucieux de plaire à Hitler, déclara en minimisant la situation qu'il était en mesure de surmonter les difficultés avec ses réserves, avant de conclure avec l'argument standard de Hitler : « Combien de situations critiques n'avons-nous pas déjà surmontées ! » puis, tourné vers Hitler, il ajouta : « Nous surmonterons celle-ci aussi, mon Führer ! »

Hitler ne semblait pourtant pas partager l'optimisme de Keitel : outre Göring, Keitel et Milch, les industriels Krauch, Pleiger, Butefisch et R. Fischer, ainsi que le directeur de l'Office de la planification et des matières premières, Kehrl, devaient venir participer à une autre conférence sur la situation². Göring tenta d'éviter que les représentants de l'industrie des carburants ne soient convoqués. Nous

devions, déclara-t-il, rester entre nous pour débattre de sujets d'une telle importance. Mais Hitler avait déjà déterminé quels seraient les participants.

Quatre jours plus tard, dans la cage d'escalier si peu accueillante du Berghof, nous attendions Hitler, qui était en conférence dans le grand salon. Alors que j'avais prié auparavant les représentants de l'industrie des carburants de dire à Hitler la vérité toute nue, Göring employa les dernières minutes précédant la séance à faire pression sur eux pour qu'ils ne se montrent pas trop pessimistes. Sans doute craignait-il que les reproches de Hitler ne se tournent essentiellement contre lui.

Des officiers supérieurs qui venaient de participer à la réunion précédente passèrent en hâte devant nous ; immédiatement après, nous fûmes priés de passer chez Hitler par un aide de camp. Il nous salua brièvement, l'air absent, en tendant la main à chacun. Il nous invita à nous asseoir et déclara qu'il avait convoqué les participants à cette réunion pour se renseigner sur les conséquences des derniers bombardements. Puis il pria les représentants de l'industrie de donner leur opinion. Avec une objectivité conforme à leur tempérament, ces hommes de calcul firent la démonstration du caractère désespéré de la situation, au cas où ces bombardements seraient poursuivis systématiquement. Certes, Hitler tenta tout d'abord de balayer toutes les manifestations de pessimisme en les interrompant par des interjections stéréotypées comme « Vous y arriverez bien ! » « Nous avons connu des

situations pires ! » et naturellement Keitel et Göring sautaient sur ces slogans pour surenchérir sur la certitude de la victoire à venir et affaiblir l'impression produite par nos déclarations ; surtout Keitel, qui revenait toujours sur ses réserves de carburant. Mais les industriels étaient plus coriaces que les membres de l'entourage de Hitler ; ils persévéraient dans leurs mises en garde, les étayant par des faits et des comparaisons chiffrées. Soudain Hitler changea d'attitude, les encourageant à analyser la situation en toute objectivité. On avait l'impression qu'il voulait enfin entendre la vérité, même si elle était désagréable, comme s'il était las de tous les maquillages des déclarations fallacieuses d'optimisme, des mensonges complaisants. Il tira lui-même le bilan de la séance : « A mon avis, les usines de carburant, de buna et d'oxygène constituent un point particulièrement vulnérable pour la conduite de la guerre, les matières premières indispensables pour l'armement étant produites dans un nombre restreint d'usines³. » Aussi hébété et absent que Hitler ait pu nous paraître au début, il nous fit l'impression d'un homme concentré, réaliste, perspicace. Mais quelques mois après, lorsque la catastrophe se fut produite, il ne voulut plus reconnaître la justesse de ses vues. Lorsque nous nous retrouvâmes dans le vestibule, Göring nous reprocha d'avoir accablé exagérément Hitler de soucis et de déclarations pessimistes.

Les autos furent avancées, les invités de Hitler se rendirent au Berchtesgadener Hof pour prendre un

rafraîchissement. Car, pour Hitler, le Berghof n'était dans les occasions semblables qu'un lieu de réunion. Il ne se sentait aucune obligation de maître de maison. Mais maintenant, après le départ des participants de la conférence, les membres de l'entourage privé de Hitler sortirent de toutes les chambres du premier étage. Hitler s'était retiré pour quelques minutes et nous attendîmes dans l'escalier. Il prit sa canne, son chapeau et sa cape noire ; la promenade quotidienne en direction du pavillon de thé commença. On servit du café et des gâteaux. Le feu était allumé dans la cheminée, on menait des conversations anodines. Hitler se laissa transporter hors de ses soucis dans un monde plus amical : on pouvait sentir à quel point il avait besoin de ce monde. Avec moi non plus, il ne parla plus du danger qui nous menaçait.

Nous venions tout juste d'atteindre le niveau ancien de la production au bout de seize jours de réparations fiévreuses, lorsque les 28 et 29 mai 1944, nous essuyâmes une deuxième vague de bombardements. Cette fois-ci, 400 bombardiers de la 8^e flotte aérienne américaine parvinrent à eux seuls à nous infliger des destructions plus graves que les 935 bombardiers de la première attaque. En même temps les raffineries des champs pétrolifères roumains, situées près de Ploesti, et qui avaient une extrême importance pour nous, furent bombardées par la 15^e flotte aérienne américaine. Désormais notre production était réduite de moitié ⁴. Ainsi

donc il ne fallut pas plus de cinq jours pour que nos déclarations pessimistes de la réunion de l'Obersalzberg fussent pleinement justifiées et les slogans lénifiants de Göring contredits. Certaines remarques de Hitler permettaient de conclure que le prestige de Göring était redescendu à son point le plus bas.

Si je ne tardai pas à profiter de cette faiblesse de Göring, ce n'était pas uniquement par opportunité. Certes nous avons de bonnes raisons, étant donné nos succès dans la production de chasseurs, de proposer le transfert de l'ensemble de l'armement de la Luftwaffe dans mon ministère ⁵ ; mais je tenais encore plus à rendre à Göring la monnaie de sa pièce pour son attitude pendant ma maladie. Le 4 juin, je priai Hitler, qui continuait à diriger les opérations de guerre depuis l'Obersalzberg, de « déterminer le maréchal du Reich à me convoquer de sa propre initiative et à faire en sorte que la proposition d'intégrer l'armement de la Luftwaffe dans mon ministère émane de lui ». Hitler accepta ce défi lancé à Göring sans formuler d'objection. Il se montra au contraire compréhensif, ma tactique visant manifestement à ménager la fierté et le prestige de Göring. Non sans rudesse, il ajouta : « L'armement de la Luftwaffe doit être intégré à votre ministère, cela ne souffre plus de discussion. Je vais faire venir le maréchal du Reich sur-le-champ et lui faire part de mon intention. Vous examinerez avec lui les modalités de ce transfert ⁶ . »

Quelques mois auparavant encore, Hitler aurait hésité à

dire ouvertement à son vieux paladin ce qu'il avait sur le cœur. A la fin de l'année précédente, il m'avait, par exemple, chargé d'aller voir Göring dans sa lande de Rominten pour lui présenter je ne sais plus quelle affaire mineure et désagréable que j'ai oubliée depuis longtemps. A l'époque, Göring avait dû être au courant de ma mission car, contrairement à ses habitudes, il m'avait traité comme un invité éminent ; il avait fait atteler pour une randonnée de plusieurs heures dans son terrain de chasse et n'avait cessé de parler, si bien que je n'avais même pas pu aborder le sujet qui m'avait amené et étais reparti comme j'étais venu : Hitler ne m'avait pas tenu rigueur de ma dérobade.

Cette fois, par contre, Göring n'essaya pas de s'en tirer grâce à une cordialité de routine. Notre entretien eut lieu dans son bureau privé de sa maison de l'Obersalzberg. Il était déjà informé, Hitler l'ayant mis au courant. En termes sévères, Göring se plaignit de la versatilité de Hitler. Quinze jours auparavant déjà, il avait voulu me retirer les constructions et était revenu sur sa décision après un bref entretien avec moi. Il en était toujours ainsi. Malheureusement le Führer avait trop souvent montré qu'il n'était pas l'homme des décisions fermes. Naturellement, s'il le voulait, il me remettrait l'armement de la Luftwaffe, déclara Göring d'un ton résigné. Mais il n'arrivait pas à comprendre tout cela, Hitler lui ayant déclaré peu de temps auparavant que le champ de mes attributions était trop étendu.

Il me parut caractéristique et en même temps fort inquiétant pour mon propre avenir qu'on pût si facilement rentrer en grâce ou tomber en disgrâce, mais j'avoue avoir vu un juste retour des choses dans cette inversion des rôles. En revanche, je renonçai à humilier Göring de manière éclatante. Au lieu de présenter un décret à Hitler, je convins avec Göring que ce serait lui qui transférerait à mon ministère la responsabilité de l'armement de la Luftwaffe ⁷.

Le transfert de l'armement de la Luftwaffe constitua un intermède insignifiant en comparaison des événements qui se déroulaient en Allemagne et qui découlaient de la supériorité des flottes aériennes ennemies. Bien qu'elles aient dû concentrer une partie de leurs forces pour appuyer l'invasion, une nouvelle série de bombardements, après une interruption de deux semaines, mit hors d'usage un grand nombre d'usines de carburant. Le 22 juin, les neuf dixièmes de la production de carburant pour l'aviation manquaient, et nous ne produisions plus que 632 tonnes par jour. Lorsque les bombardements se ralentirent, nous atteignîmes encore une fois le 17 juillet une production de 2 307 tonnes, en gros 40 % de la production initiale, mais quatre jours plus tard, le 21 juillet, nous étions pratiquement à bout avec 120 tonnes de production journalière. La production de carburant pour l'aviation avait diminué de 98 %.

Certes l'ennemi nous permit de faire tourner partiellement les grandes usines chimiques de Leuna, ce

qui nous donna la possibilité d'atteindre à la fin de juillet 609 tonnes. Désormais nous considérons comme un succès d'avoir malgré tout atteint un dixième de la production. Mais les nombreux bombardements avaient endommagé les canalisations des usines chimiques à un point tel, que non seulement les bombes atteignant leur but, mais davantage encore les ébranlements provoqués par les bombes explosant à proximité, causaient partout des fuites dans les installations. Il était presque impossible de procéder à des réparations. En août nous atteignîmes 10 %, en septembre 5 1/2 %, en octobre à nouveau 10 % de notre ancienne capacité de production. Ce n'est qu'en novembre 1944 que nous parvînmes, à notre grande surprise, à rattraper les 28 % (1 633 tonnes journalières⁸).

« Des rapports enjolivés émanant des services de la Wehrmacht font craindre au ministre que le caractère critique de la situation ne soit pas reconnu » : telle était la mention que portait la Chronique à la date du 22 juillet 1944. Ce qui entraîna six jours après la rédaction d'un mémoire à Hitler, mémoire consacré à la situation sur le plan des carburants et dont certains passages coïncidaient presque mot pour mot avec un premier mémoire daté du 30 juin⁹. Les deux études constataient à l'évidence que le manque de production attendu pour juillet et août entraînerait sans aucun doute la consommation de l'essentiel des réserves de carburant pour avions et des autres carburants, et qu'ainsi une pénurie insurmontable surviendrait, qui ne manquerait pas « d'avoir des conséquences tragiques¹⁰ ».

En même temps, je proposai à Hitler diverses solutions qui devaient nous mettre en état d'éviter ou simplement de différer ces conséquences. En vue d'obtenir le maximum d'efficacité, je priai Hitler de m'accorder les pleins pouvoirs pour mobiliser toutes les forces appropriées à remédier aux destructions résultant de ces bombardements. Je lui suggérai de donner à Edmund Geilenberg, qui avait réalisé des prodiges dans la production des munitions, toute latitude, pour saisir sans aucun ménagement tous les matériaux permettant de relancer notre production de carburants, limiter au besoin certaines fabrications, et faire appel à des spécialistes. Tout d'abors Hitler refusa : « Si j'accorde ces pleins pouvoirs, nous aurons immédiatement moins de chars d'assaut. Impossible ! En aucun cas, je ne permettrai cela. » Il n'avait manifestement pas saisi la gravité de la situation, bien que nous nous soyons entretenus à plusieurs reprises de l'évolution menaçante des événements. Je n'avais cessé de lui répéter que les chars d'assaut n'avaient pas de sens, si nous ne produisions pas suffisamment de carburant. Hitler ne donna sa signature que lorsque je lui eus promis d'augmenter le nombre des chars produits et que Saur eut confirmé cette promesse. Deux mois plus tard, 150 000 travailleurs étaient employés à reconstruire les usines d'hydrogénation et, parmi eux, un fort pourcentage des meilleurs ouvriers indispensables à l'armement. Ils étaient 350 000 à la fin de l'automne 1944.

En dictant mon mémoire, j'étais épouvanté devant le

manque de discernement du commandement. J'avais sous les yeux des rapports de mon service de planification donnant les pertes de production journalières, les déficits et les délais nécessaires à une reprise de la production : mais tout cela n'avait de raison d'être qu'à la condition expresse qu'on réussisse à empêcher les attaques ennemies ou à les réduire. J'adjurai Hitler, dans mon mémoire du 28 juillet 1944, « d'attribuer une part notablement plus importante de la production des avions de chasse à la défense du pays ¹¹ ». Je lui réitérai mes objurgations en lui demandant s'il n'était pas plus rationnel « de protéger en priorité les usines d'hydrogénation situées sur le territoire de la patrie grâce à l'aviation de chasse, de telle sorte qu'en août et en septembre une partie au moins de la production soit préservée, au lieu de s'en tenir à la méthode actuelle et de savoir avec certitude qu'en septembre ou en octobre la Luftwaffe se trouverai à court de carburant au front comme sur la terre allemande ¹² ».

C'était déjà la deuxième fois que je soumettais ces questions à Hitler. Après la réunion de l'Obersalzberg à la fin mai, Hitler avait approuvé un plan de Galland qui prévoyait la création, à partir de notre production accrue d'avions de chasse, d'une flotte aérienne qui devait être réservée à la défense du territoire. A une conférence à Karinhall, après que les représentants de l'industrie des carburants eurent à nouveau décrit la situation désespérée en ce domaine, Göring avait promis solennellement de ne

jamais envoyer au front cette flotte qui avait été baptisée du nom de « Reich ». Mais après le début de l'invasion, Hitler et Göring l'engagèrent en France ; elle y fut mise hors de combat sans avantage apparent. Alors, à la fin du mois de juillet, la promesse de Göring et de Hitler fut renouvelée ; une flotte de 2 000 avions de chasse devait être mise sur pied et affectée à la défense du territoire allemand. Elle devait être prête à prendre l'air en septembre ; mais cette réaction fut à nouveau vouée à l'échec par manque de compréhension de la situation.

Rétrospectivement, je déclarai le 1^{er} décembre 1944, lors d'une conférence consacrée aux problèmes de l'armement : « Il faut bien comprendre que les hommes qui, chez l'adversaire, élaborent la stratégie des bombardements visant l'économie sont au courant de la vie économique allemande et qu'à la différence de nos bombardements, l'ennemi se livre à une planification intelligente. Nous avons eu la chance que l'ennemi n'ait commencé à exécuter ses plans de manière conséquente qu'au cours du dernier semestre... qu'il ait auparavant agi, de son propre point de vue, d'une manière insensée. » En disant cela, j'ignorais que dès le 9 décembre 1942, donc deux années plus tôt, un rapport émanant de l'« Économie Warfare Division » des Américains avait constaté qu'il était préférable « de causer un degré élevé de destructions dans quelques industries indispensables, plutôt qu'un degré moindre de destructions dans un grand nombre d'industries. Les résultats accentuent mutuellement et le

plan une fois adopté devrait être appliqué avec un esprit de décision inflexible ¹³ ». Ces vues étaient justes, leur exécution défectueuse.

Dès le mois d'août 1942, Hitler avait déclaré, au cours de conférences avec les chefs de la marine, qu'une invasion, si elle voulait avoir des chances de réussir, présupposait la possession d'un port d'une certaine importance ¹⁴ . Car sans la possession d'un tel port, l'ennemi ne pourrait acheminer à la longue que des renforts trop peu importants pour pouvoir résister aux contre-attaques des forces allemandes. L'établissement d'une ligne continue de bunkers rapprochés les uns des autres, et qui se soutiendraient mutuellement sur toute la longueur des côtes française, belge et hollandaise, dépasserait de loin les capacités de l'industrie allemande de construction, en outre on manquerait de soldats pour occuper un tel nombre de bunkers. C'est pourquoi seuls les ports d'assez grande importance furent entourés d'une ceinture de bunkers, tandis que les étendues de côte qui les séparaient étaient occupées de loin en loin par des bunkers d'observation. 15 000 bunkers plus petits devaient servir d'abris aux soldats dans le cas d'une attaque préparée par l'artillerie. Du reste, Hitler s'imaginait que les soldats sortiraient pendant l'attaque proprement dite, une position abritée affaiblissant les qualités de courage et d'engagement personnel indispensables au combat. Ces installations défensives furent prévues jusque dans les

moindres détails par Hitler. Il fit même les projets des différents types de bunkers, le plus souvent la nuit. Ce n'étaient que des ébauches, mais elles étaient exécutées avec beaucoup de précision. Ne craignant pas de s'adresser des autosatisfecit, il avait coutume de faire remarquer que ses plans répondaient de manière idéale à tous les besoins d'un soldat au front. Ils furent adoptés presque sans modifications par le général commandant le génie et transmis pour exécution.

Pour construire toutes ces défenses, nous utilisâmes en deux années à peine de travail précipité 13 302 000 mètres cubes de béton ¹⁵, d'une valeur de 3,7 milliards de DM ; elles engloutirent en outre 1 200 000 tonnes de fer pris à la production d'armements. Ce déploiement de moyens fut mis en échec quinze jours après le premier débarquement de l'ennemi grâce à une seule idée de génie. Car on sait que les troupes d'invasion amenèrent leur propre port, et construisirent près d'Arromanches et d'Omaha, sur une côte non abritée, des rampes de débarquement et d'autres installations qui leur permirent d'assurer l'approvisionnement en munitions, engins, ravitaillement et l'acheminement des renforts ¹⁶. Tout le plan de défense fut ainsi rendu caduc.

Rommel, qui avait été nommé à la fin de 1943 inspecteur de la défense des côtes à l'ouest, montra plus de prévoyance. Peu de temps après sa nomination, Hitler l'avait prié de venir le voir dans son quartier général en Prusse-Orientale. Après un long entretien, il avait

raccompagné le Feldmarschall devant son bunker où je l'attendais déjà, devant être le prochain interlocuteur. La discussion sembla devoir reprendre lorsque Rommel déclara sans ambages à Hitler : « Nous devons arrêter l'ennemi dès le premier débarquement. Les bunkers disposés autour des ports ne se prêtent pas à ce genre d'opérations. Seuls des barrages et des obstacles grossiers mais efficaces, disposés tout au long de la côte, peuvent rendre le débarquement assez difficile pour que nos contre-attaques puissent être victorieuses. » Rommel parlait avec fermeté et concision : « Faute de quoi, malgré le mur de l'Atlantique, l'invasion réussira. A Tripoli et à Tunis, les bombes ont été larguées dans les derniers temps si massivement que nos troupes d'élite en étaient démoralisées. Si vous ne pouvez faire cesser ces bombardements, toutes les autres mesures seront sans effet, même les barrages. » Rommel était poli, mais distant. Il évitait presque ostensiblement l'apostrophe « mon Führer ». Il s'était acquis auprès de Hitler une réputation de spécialiste, aux yeux de Hitler il était devenu une sorte de spécialiste de la défense contre les offensives occidentales. Face à la critique formulée par Rommel Hitler garda son calme, mais il semblait s'être attendu au dernier argument concernant les bombardements massifs. « C'est précisément ce que je voulais vous montrer aujourd'hui, monsieur le Feldmarschall. » Hitler nous conduisit jusqu'à un véhicule expérimental, une voiture blindée de tous côtés, sur laquelle était monté un canon antiaérien de 88 mm. Des soldats firent une démonstration

de la puissance de feu, de la protection contre les déplacements latéraux pendant le tir : « Combien pouvez-vous nous en livrer dans les mois à venir, monsieur Saur ? » Saur lui garantit quelques centaines de pièces. « Vous voyez, avec cette D.C.A. blindée, il est possible de disperser les concentrations de bombardiers au-dessus de nos divisions. » Rommel avait-il abandonné l'idée d'argumenter contre un tel dilettantisme de profane ? Toujours est-il qu'il réagit par un sourire méprisant, presque compatissant. Lorsque Hitler remarqua qu'il lui était impossible de susciter la confiance espérée, il prit congé brièvement et se rendit, mécontent, avec Saur et moi dans son bunker pour y conférer, sans revenir sur cet incident. Plus tard, après l'invasion, Sepp Dietrich me fit une relation éloquente de l'action démoralisante de ces tapis de bombes larguées sur sa division d'élite. Les soldats qui avaient survécu avaient perdu leur équilibre et étaient devenus apathiques, leur moral de combattant était brisé pour des jours, même lorsqu'ils n'étaient pas blessés.

Le 6 juin vers dix heures du matin, j'étais au Berghof, lorsqu'un des aides de camp de Hitler me raconta que l'invasion avait commencé le matin même. « A-t-on réveillé le Führer ? » Il hocha la tête : « Non, il n'est informé des nouvelles qu'après avoir pris son petit-déjeuner. » Hitler ayant déclaré quelques jours auparavant que l'ennemi commencerait probablement par une attaque de diversion

pour attirer nos troupes loin du lieu de l'invasion, personne ne voulait réveiller Hitler, pour ne pas être accusé par lui d'avoir commis une erreur d'appréciation sur la situation.

Lors de la conférence qui se tint quelques heures plus tard dans le grand salon du Berghof, Hitler sembla renforcé davantage encore dans son idée préconçue que l'ennemi voulait l'induire en erreur. « Vous rappelez-vous ? Parmi les nombreuses nouvelles que nous avons reçues, l'une d'elles prédisait avec précision le lieu, le jour et l'heure du débarquement. Cela me confirme dans mon opinion qu'il ne peut pas s'agir encore de la véritable invasion. » Cette information était un coup des services d'espionnage ennemis, affirma Hitler, destiné à l'attirer loin du véritable lieu de l'invasion et à l'inciter à engager ses troupes prématurément et mal à propos. Induit en erreur par une information exacte, il repoussa sa première conception, qui était juste à l'origine, et selon laquelle la côte normande était vraisemblablement destinée à servir de front à l'invasion.

Au cours des semaines précédentes, on avait communiqué à Hitler des prévisions contradictoires sur le moment et le lieu de l'invasion ; elles émanaient des services de renseignements de la SS, de la Wehrmacht et du ministère des Affaires étrangères. Comme dans beaucoup d'autres domaines, Hitler s'était chargé de la tâche, déjà difficile pour des spécialistes, d'apprécier laquelle de ces nouvelles était exacte, quel service de renseignements méritait le plus qu'on lui fit confiance et

lequel s'était le plus profondément immiscé chez l'ennemi. Maintenant il se moquait même de l'incapacité des différents services et, renchérissant sur lui-même, finissait par ironiser sur la stupidité des services de renseignements en général : « Vous n'imaginez pas combien d'agents irréprochables sont payés par les alliés ! Ils nous livrent alors des nouvelles destinées à semer la confusion. Je ne vais pas transmettre tout cela tel quel à Paris. Il faut arrêter tout cela. Ces nouvelles ne font que rendre nerveux nos états-majors. »

Ce n'est que vers midi que fut tranchée la question la plus urgente de cette journée : on décida d'engager contre la tête de pont anglo-américaine la « réserve O.K.W. » stationnée en France, car Hitler s'était réservé la décision concernant le transfert de toute division. Dans le cas présent, il avait fini par accéder de mauvaise grâce à la demande du commandant en chef du front occidental, le Feldmarschall von Rundstedt, qui le pressait de libérer ces divisions pour qu'elles puissent être engagées dans la bataille. A la suite de ces tergiversations, deux divisions blindées ne purent plus profiter de la nuit du 6 au 7 juin pour progresser ; de jour, leur déploiement fut gêné par les bombardiers ennemis et, avant même d'avoir pu établir le contact avec l'ennemi, elles subirent de fortes pertes en hommes et en matériel.

Cette journée décisive pour l'évolution de la guerre ne se déroula pas comme on aurait pu s'y attendre dans une atmosphère d'agitation fébrile. Hitler s'efforçait de garder

son calme, surtout dans les situations les plus dramatiques, et son état-major copiait cette maîtrise de soi. Montrer de la nervosité ou de l'inquiétude aurait constitué un manquement au ton en usage au Berghof.

Même pendant les jours et les semaines qui suivirent, Hitler, prisonnier de sa méfiance caractéristique mais de plus en plus absurde, continua à être convaincu qu'il ne s'agissait que d'une invasion de diversion, uniquement destinée à lui faire commettre des erreurs dans la disposition de ses forces de défense. A son avis, la véritable invasion se produirait à un tout autre emplacement qui serait, lui, dégarni de troupes. La marine jugeait également le rivage impraticable pour de grandes opérations de débarquement. Hitler attendit pendant un temps l'attaque décisive dans la région de Calais, comme s'il exigeait également de son ennemi qu'il lui donnât raison : car, dès 1942, il avait fait installer dans cette région des canons de marine de très gros calibre sous des protections de béton de plusieurs mètres d'épaisseur destinés à anéantir toute flotte de débarquement ennemie. C'est la raison pour laquelle il n'engagea pas la XV^e armée stationnée près de Calais dans le champ de bataille de la côte normande ¹⁷.

Une autre raison poussait Hitler à prévoir une attaque dans le Pas-de-Calais. Cinquante-cinq bases avaient été installées, d'où chaque jour quelques centaines de V¹ devaient être envoyés sur l'Angleterre. Hitler supposait que la véritable invasion devrait nécessairement être dirigée en

premier lieu contre ces bases de lancement. D'une manière ou d'une autre, il ne voulait pas concéder que les Alliés pourraient prendre ces territoires français en partant de la Normandie. Il escomptait plutôt pouvoir réduire la tête de pont ennemie au cours de combats difficiles.

Hitler et nous espérions que cette nouvelle arme jetterait l'effroi et la confusion dans le camp ennemi et qu'elle le réduirait à l'impuissance. Nous en surestimions l'efficacité. Certes je nourrissais de sérieuses inquiétudes à cause de la vitesse limitée de ces bombes volantes et je conseillai à Hitler de ne les faire partir que lorsque le ciel serait couvert de nuages bas ¹⁸. Mais il ne tint aucun compte de cet avis. Lorsque le 12 juin, sur l'ordre prématuré de Hitler, les premiers V¹ furent catapultés, la précipitation et le manque d'organisation furent tels, que dix seulement de ces projectiles purent être mis en service et que cinq seulement atteignirent Londres. Hitler oublia qu'il avait lui-même insisté pour que ce tir ait lieu et déchargea sa colère, provoquée par l'inefficacité de l'entreprise, sur les constructeurs de ces engins. A la conférence d'état-major, Göring se hâta de faire retomber la responsabilité de cet échec sur Milch son adversaire et Hitler voulait déjà que l'on stoppe la production de cette fusée qu'il jugeait maintenant complètement ratée. Lorsque le chef des services de presse du Reich lui eut présenté des reportages démesurément grossis de la presse londonienne rendant compte des effets des V¹, l'état d'esprit de Hitler changea du tout au tout. Il exigea alors

que l'on augmente la production des V¹ ; Göring s'empessa de déclarer que ce coup d'éclat de sa Luftwaffe avait toujours été exigé et favorisé par lui. On ne parla plus de Milch qui avait été le bouc émissaire de la journée précédente.

Avant l'invasion, Hitler avait toujours affirmé qu'il dirigerait personnellement les opérations à partir de la France dès le début du débarquement. A cet effet, au prix d'un nombre incalculable de millions de marks, des centaines de kilomètres de câbles téléphoniques avaient été installés et deux quartiers généraux pourvus d'installations coûteuses et réclamant des quantités énormes de béton avaient été construits par l'organisation Todt. Hitler avait déterminé personnellement l'emplacement ainsi que l'importance de ces quartiers généraux. Il justifia en ces jours où il allait perdre la France, les énormes moyens mis en œuvre en faisant remarquer qu'un de ces quartiers généraux au moins était situé exactement à la frontière occidentale de l'Allemagne et pourrait s'intégrer dans un système de fortifications. Le 17 juin, il visita ce quartier général situé entre Soissons et Laon, baptisé W², pour revenir le jour même à l'Obersalzberg. Il se montra de méchante humeur : « Rommel n'est plus maître de ses nerfs, il est devenu pessimiste. Aujourd'hui seuls les optimistes peuvent arriver à un résultat. » Après de telles remarques, le renvoi de Rommel n'était plus qu'une question de temps. Car Hitler considérait encore que la ligne de défense qu'il avait mise

en place en face de la tête de pont était toujours invincible. Il me déclara ce soir-là que W² lui semblait trop peu sûr, situé qu'il était au milieu d'une France infestée de résistants.

L'invasion remportait ses premiers succès importants, lorsque presque au même moment, le 22 juin 1944, une offensive des troupes soviétiques commença, qui devait bientôt amener la perte de 25 divisions allemandes. Désormais la progression de l'Armée rouge ne pouvait plus être stoppée, même en été. Incontestablement, même pendant ces semaines marquées par l'effondrement de trois fronts, le front occidental, le front oriental et le front aérien, Hitler conserva la maîtrise de ses nerfs, montrant une faculté étonnante de persévérance. La longue lutte pour le pouvoir ainsi que de nombreux revers l'avaient vraisemblablement aguerri, tout comme Goebbels et les autres compagnons de lutte. Peut-être l'expérience acquise pendant cette période héroïque lui avait-elle appris qu'il était inopportun de laisser paraître devant ses collaborateurs ne serait-ce que la moindre trace de préoccupation. Son entourage admirait la maîtrise de soi qu'il conservait jusque dans les moments critiques. Il avait certainement contribué, par cette attitude, à inspirer la confiance avec laquelle on accueillait ses décisions. Manifestement il était conscient du nombre d'yeux qui l'observaient et du découragement qu'il aurait provoqué, s'il avait perdu contenance ne fût-ce qu'une seule fois. Cette maîtrise de soi constitua jusqu'à la fin un

extraordinaire prodige de volonté, une victoire arrachée à soi-même malgré l'âge, la maladie, les expériences de Morell et les charges qui pesaient sans cesse plus lourd. J'eus souvent l'impression qu'il avait cette volonté effrénée et farouche d'un enfant de six ans que rien ne peut décourager ni même lasser. Mais pour ridicule qu'elle fût dans une certaine mesure, elle n'en inspirait pas moins le respect.

Il est cependant impossible d'expliquer sa certitude de la victoire, phénomène étonnant dans une période de défaites continues, uniquement par son énergie. Pendant notre détention à Spandau, Funk me confia qu'il ne pouvait abuser les médecins sur son état de santé avec tant d'opiniâtreté et de crédibilité que parce qu'il croyait à ses propres mensonges. Il ajouta que cette thèse avait été le fondement de la propagande de Goebbels. Je ne puis m'expliquer l'attitude figée de Hitler que par ses efforts pour s'autosuggestionner sur la victoire finale. En un certain sens, il s'adorait lui-même. Il était dans la contemplation perpétuelle d'un miroir, où il voyait non seulement sa propre image mais aussi la confirmation de sa mission par des signes de la Providence. Sa religion était ce « grand hasard » qui ne pouvait manquer de le sauver, sa méthode une affirmation de soi par autosuggestion. Plus il était acculé par les événements, plus sa confiance dans le destin en était raffermie. Naturellement il ne se faisait aucune illusion sur les événements militaires ; mais il les transposait dans le

domaine de sa foi et voyait même dans la défaite une conjoncture créée par la Providence, secret prélude à la victoire imminente. Parfois il pouvait saisir le caractère désespéré d'une situation donnée, mais il restait inébranlable dans son attente d'un retournement qu'au dernier moment susciterait pour lui le destin. S'il y avait en Hitler quelque chose de pathologique, c'était bien cette foi inébranlable en sa bonne étoile. Il était le type même du croyant, mais sa faculté de croire avait dégénéré en cette foi en lui-même ¹⁹.

La foi qui possédait Hitler ne restait pas sans effet sur son entourage. J'étais en partie conscient que tout devait maintenant aller à sa fin. Pourtant je parlais souvent, tout en me limitant à mon ressort, du « rétablissement de la situation ». Cette confiance subsistait, curieusement séparée dans mon esprit de l'analyse qui me poussait à comprendre que la défaite était inévitable.

Le 24 juin 1944, lors d'un congrès consacré aux problèmes de l'armement, réuni à Linz au plus fort de la triple catastrophe militaire dont il a été question, je tentai de redonner confiance à mes auditeurs. Ce fut un fiasco assez net. En relisant aujourd'hui mon discours, je suis effrayé de la témérité folle et presque grotesque de ma tentative de convaincre des personnes sérieuses qu'un effort ultime pouvait encore entraîner le succès. A la fin de mon exposé, j'avais dit ma conviction que dans notre

domaine nous surmonterions la crise imminente et que nous atteindrions l'année suivante une progression aussi nette que celle de l'année précédente. Ma propre conviction m'avait porté tout au cours de ce discours improvisé. J'exprimais des espoirs qui devaient faire l'effet de chimères à la lumière de la réalité. Les faits devaient prouver que nous pouvions connaître dans les mois suivants une nouvelle progression dans notre production d'armements. Mais ne faisais-je pas preuve de plus de réalisme lorsque j'annonçais à Hitler, dans une série de mémoires, la fin imminente ? Ceci était la vision réelle des faits, cela la foi. La démarcation totale qui séparait ces deux attitudes était révélatrice de l'espèce de trouble mental avec lequel chacun des membres de l'entourage de Hitler voyait venir la fin inéluctable.

Dans la phrase que je prononçai en conclusion de mon discours, se fit jour à nouveau l'idée d'une responsabilité transcendant ma loyauté personnelle à l'égard de Hitler ou de mes collaborateurs. Cette phrase semblait être un poncif assez gratuit, mais en fait j'attachais beaucoup d'importance à cette déclaration : « Nous continuerons à faire notre devoir afin que le peuple allemand soit préservé. » Mais, en même temps, c'étaient les paroles que voulait entendre ce cercle d'industriels. Quant à moi, je me référais pour la première fois à cette obligation supérieure à laquelle Rohland avait fait appel lors de sa visite en avril. Cette idée avait pris de plus en plus de force. J'y trouvais la justification d'une mission à la

réalisation de laquelle il valait la peine de se consacrer.

Aucun doute : je n'avais pas convaincu les dirigeants de l'industrie. Après mon discours, ainsi que pendant les jours de congrès qui suivirent, j'entendis un grand nombre de voix exprimer leur désespoir. Dix jours auparavant, j'avais engagé Hitler à parler lui-même aux industriels et il avait accepté. De son discours j'espérais avec une impatience encore plus grande un effet positif sur ce climat de désolation.

A proximité du Berghof, un hôtel avait été construit par Bormann avant la guerre sur les ordres de Hitler, pour donner aux nombreux pèlerins de l'Obersalzberg la possibilité de se restaurer ou même de passer la nuit au voisinage de Hitler. Le 26 juin, les quelque cent représentants de l'industrie allemande d'armement se réunirent dans la grande salle du « Platterhof ». Lors de notre congrès de Linz, j'avais constaté que leur mauvaise humeur était dirigée également contre l'emprise croissante du parti sur la vie économique. De fait, dans l'esprit d'un grand nombre de fonctionnaires du parti, une sorte de socialisme d'État semblait gagner du terrain. Des tentatives visant à répartir sur les régions toutes les usines propriété de l'État et à les subordonner à leurs propres entreprises régionales avaient déjà été partiellement couronnées de succès. Les nombreuses entreprises enterrées surtout, qui avaient été installées et financées par l'État, mais dont le personnel de direction, les ouvriers spécialisés et les machines dépendaient des firmes

privées, couraient le risque de passer après la guerre sous le contrôle de l'État²⁰. Précisément notre système de direction de l'industrie conçue comme industrie de guerre pouvait servir de cadre à un ordre économique régi par le socialisme d'État, en sorte que l'industrie elle-même donnait aux dirigeants du parti à chaque progrès dans la production les instruments qui contribueraient à sa propre perte.

J'avais prié Hitler de tenir compte de ces préoccupations. Il m'avait demandé quelques idées directrices pour son discours et, à son usage, je notai un certain nombre d'idées : il fallait qu'il donne aux dirigeants de notre industrie l'assurance qu'on les aiderait dans les temps de crise auxquels il fallait s'attendre, et en outre qu'ils seraient protégés contre les interventions des instances locales du parti. Je l'engageai enfin à insister expressément sur les points suivants : « Intangibilité de la propriété privée des entreprises, même si provisoirement la nécessité de les enterrer les transformait en entreprises étatiques ; liberté économique après la guerre et opposition fondamentale à une nationalisation de l'industrie. »

Dans son discours, Hitler se conforma sur le fond à mes recommandations, mais il donna l'impression d'être inhibé. Il se trompa souvent, hésita, s'interrompit au milieu de ses phrases, omit des transitions et à l'occasion bafouilla. Ce discours témoignait de son état d'épuisement effrayant. La situation avait ce jour-là empiré à un point tel qu'il n'était

plus possible d'éviter la prise du premier grand port, Cherbourg. Ce succès allait apporter aux Alliés la solution de tous leurs problèmes de renfort, il ne pouvait que renforcer considérablement la force des armées d'invasion.

Au premier abord, Hitler nia toutes les restrictions idéologiques, « car il ne peut y avoir qu'un seul dogme et ce dogme se résume ainsi : est juste ce qui est utile ». Ce faisant il réaffirmait son mode de pensée pragmatique et abrogeait tous les engagements pris vis-à-vis de l'industrie.

Hitler donna libre cours à son amour des théories de philosophie historique et des concepts vagues sur l'évolution. En termes confus, il assura que « la force créatrice ne se contente pas de créer des formes, mais prend les formes créées sous sa juridiction. Voilà l'origine de ce que nous désignons par les concepts de capital privé, propriété privée. Il n'est pas vrai, comme le pensent les communistes, que l'avenir réalisera l'idéal égalitaire du communisme, mais inversement, plus l'humanité évolue et plus les réalisations se différencient, et l'administration de ces réalisations sera nécessairement confiée à ceux qui produisent ces réalisations... » Il voyait « dans l'encouragement de l'initiative privée la condition unique de toute véritable évolution vers un but plus élevé et même de la poursuite de l'évolution de toute l'humanité. Lorsque cette guerre se sera achevée par notre victoire, l'initiative privée de l'économie allemande connaîtra son temps de

splendeur ! Que ne faudra-t-il pas créer alors ! N'allez pas croire que je mettrai sur pied quelques bureaux d'études d'État ou quelques bureaux économiques d'État... Et quand la grande époque de l'économie de paix allemande sera à nouveau revenue, je n'aurai alors pas d'autre intérêt que de laisser travailler les plus grands génies de l'économie allemande... Je vous suis reconnaissant de me permettre de réaliser les missions du temps de guerre. Mais en témoignage de mon extrême gratitude vous devez considérer ma promesse que ma gratitude ne cessera pas à l'avenir de s'affirmer, et que personne dans le peuple allemand ne pourra venir me dire que j'aurai jamais failli à mon programme. C'est-à-dire que lorsque je vous dis que l'économie allemande d'après guerre connaîtra une prospérité très grande, la plus grande qu'elle ait connue de tous les temps, vous devez considérer cela comme une promesse qui sera un jour tenue. »

C'est à peine si Hitler recueillit des applaudissements pendant son discours désordonné. C'était comme si nous avions reçu un coup de massue. Peut-être cette réserve le déterminait-elle à tenter d'effrayer les chefs de l'industrie avec les perspectives qui les attendaient si nous perdions cette guerre : « Il n'y a pas de doute que si nous perdions cette guerre, il ne resterait pas d'économie allemande privée. Avec l'anéantissement du peuple allemand entier, il va de soi que l'économie allemande serait anéantie. Non pas seulement parce que l'ennemi ne souhaite pas la concurrence allemande – ce n'est là qu'une vue

superficielle des choses –, mais parce qu'il s'agit de questions de principe. Nous nous trouvons dans une lutte qui doit décider de deux points de vue : ou bien l'humanité se trouvera rejetée par-delà quelques milliers d'années dans son état primitif originaire, avec une production de masse exclusivement dirigée par l'État, ou bien l'évolution sera poursuivie grâce à l'encouragement de l'initiative privée. » Il revint sur cette idée quelques minutes plus tard : « Si nous perdions la guerre, messieurs, vous n'auriez pas à envisager une reconversion de l'économie (en économie de paix). Il ne resterait plus à chaque individu qu'à envisager sa reconversion privée de ce monde dans l'autre : il devrait se demander s'il veut disparaître de lui-même ou s'il veut se faire pendre ou s'il veut mourir de faim ou encore s'il veut travailler en Sibérie. Voilà les seules considérations qu'aurait à se faire l'individu. » Hitler avait prononcé ces phrases d'un ton presque railleur et en tout cas avec une pointe de mépris pour ces « lâches âmes de bourgeois ». Cela ne passa pas inaperçu et réduisit à néant mon espoir de voir les chefs de l'industrie stimulés par son discours.

Soit que la présence de Bormann l'ait irrité, soit qu'il ait été mis en garde par lui, toujours est-il que la profession de foi en faveur de l'économie libérale en temps de paix que j'avais demandée à Hitler et obtenue comme promis²¹ avait manqué de la clarté que j'avais espérée. Quelques phrases de son discours étaient toutefois assez remarquables pour être consignées dans nos archives.

Hitler donna spontanément son accord à l'enregistrement du discours et me pria de lui faire des propositions de retouche. Par contre Bormann fit obstacle à sa publication. Je rappelai son acceptation à Hitler. Mais il éluda en disant qu'il devait auparavant retoucher le texte ²² .

25.

Décisions malheureuses, armes miracles et SS

Au fur et à mesure que la situation empirait, Hitler devenait de plus en plus imperméable à tout argument qui contrariait ses décisions : il apparaissait encore plus autoritaire que jamais. Ce durcissement eut les conséquences les plus néfastes sur le plan technique, où il réduisit à néant la valeur de la plus précieuse de nos « armes miracles » : le Me 262, l'avion de chasse le plus moderne dont nous disposions. Pourvu de deux réacteurs, sa vitesse était supérieure à 800 km/h et il pouvait atteindre une altitude largement supérieure à tous les avions ennemis.

Dès 1941, alors que j'étais encore architecte, j'avais subi, lors d'une visite aux usines d'aviation Heinkel à Rostock, le bruit assourdissant produit au banc d'essai par l'un des premiers moteurs à réaction. A l'époque, le professeur Ernst Heinkel insistait pour que l'on exploite cette invention révolutionnaire dans la construction aéronautique¹. Lors de la conférence consacrée aux problèmes de l'armement, qui se tint en septembre 1943,

sur le terrain d'essais de la Luftwaffe à Rechlin, Milch me tendit un télégramme sans mot dire. Il transmettait l'ordre de Hitler de cesser les préparatifs de la production en série du Me 262. Certes, nous décidâmes de tourner cet ordre. Mais il n'en resta pas moins que les travaux ne purent être poursuivis avec le caractère d'urgence nécessaire.

Un trimestre plus tard, à peu près le 7 janvier 1944, nous reçûmes, Milch et moi, l'ordre exprès de nous rendre au quartier général de Hitler. Un extrait d'article de presse anglais, qui présentait un reportage sur la fin imminente des essais anglais sur l'avion à réaction, avait opéré un revirement chez Hitler. Impatient, il demandait maintenant le plus grand nombre possible d'avions de ce type dans les délais les plus brefs. Les préparatifs ayant été pour un temps négligés, nous ne fûmes en mesure de promettre la livraison de 60 appareils par mois qu'à partir de juillet 1944. A partir de janvier 1945, 200 appareils devaient être produits tous les mois ².

Dès notre premier entretien, Hitler avait indiqué qu'il envisageait d'utiliser comme bombardier rapide cet avion conçu pour être un chasseur. Les spécialistes de la Luftwaffe étaient désabusés ; certes, ils croyaient pouvoir faire changer Hitler d'avis à l'aide d'arguments plus convaincants. Mais c'est le contraire qui se produisit : Hitler, persévérant dans son entêtement, donna l'ordre d'enlever toutes les armes de bord afin d'accroître la charge de bombes. Les avions à réaction n'ont pas besoin

de se défendre, disait-il, puisque leur vitesse supérieure les met à l'abri des attaques des chasseurs ennemis. Plein de méfiance envers cette nouvelle invention, il décida de les employer à grande altitude, en vol linéaire, afin de ménager la cellule et le moteur et d'envisager une réduction de la vitesse afin de limiter les charges auxquelles était soumis ce système qui n'avait pas encore fait ses preuves ³.

Avec une charge de bombes de cinq cents kilos environ et un appareil de visée primitif, l'efficacité de ces petits bombardiers était ridiculement insignifiante. Mais, utilisé comme avion de chasse, chacun de ces avions à réaction aurait été en mesure, en raison de ses caractéristiques techniques, d'abattre plusieurs quadrimoteurs américains qui, à chaque intervention, larguaient des milliers de tonnes d'explosifs sur les villes allemandes.

A la fin du mois de juin 1944, Göring et moi tentâmes à nouveau, mais toujours en vain, de faire changer Hitler d'attitude. Entre-temps des pilotes de chasse avaient essayé les nouveaux appareils et réclamaient leur emploi contre les flottes de bombardiers américains. Hitler éluda : tirant sans scrupule argument de tout, il déclara que les pilotes de chasse seraient astreints à des efforts physiques nettement plus grands que précédemment en raison même de la rapidité avec laquelle ces appareils pouvaient virer et des brusques changements d'altitude, et que ces appareils seraient désavantagés, en raison de leur vitesse supérieure, par rapport aux chasseurs

ennemis, plus faciles à manœuvrer parce que plus lents ⁴. Parce qu'il en avait décidé autrement, l'argument selon lequel ces appareils pouvaient voler à une altitude supérieure à celle des chasseurs de couverture ennemis et donc aussi attaquer à une vitesse supérieure les escadrilles de bombardiers américains peu mobiles n'eut aucune force de persuasion sur Hitler. Plus nous essayions de le faire revenir sur ses conceptions, et moins il voulait en démordre. Il nous consolait en nous promettant que plus tard il donnerait certainement son accord à l'utilisation partielle de ces appareils comme chasseurs.

Il n'existait encore que quelques prototypes des avions au sujet desquels nous nous querellions en juin pour savoir s'ils étaient ou non déjà opérationnels ; cependant l'ordre de Hitler influa à longue échéance sur la planification militaire, car les états-majors attendaient précisément de cet avion de chasse un tournant décisif dans la guerre aérienne. Tous ceux qui pouvaient prétendre avoir voix au chapitre sur ce sujet tentaient de le faire changer d'avis étant donné notre situation désespérée dans la guerre aérienne : Jodl, Guderian, Model, Sepp Dietrich et naturellement les généraux les plus haut placés de la Luftwaffe ne cessaient d'attaquer avec obstination la décision du non-spécialiste Hitler. Pourtant ils ne s'attirèrent que son courroux, car Hitler subodorait que toutes ces attaques mettaient en doute dans une certaine mesure sa qualification militaire et ses conceptions techniques. A l'automne 1944, il finit par se dégager de

cette querelle d'une manière significative et à mettre un terme à cette incertitude croissante, en interdisant sans autre forme de procès toute autre discussion sur ce sujet.

Lorsque je fis part au général Kreipe, le nouveau chef d'état-major de la Luftwaffe, du contenu du rapport que j'avais l'intention d'envoyer à Hitler à la mi-septembre au sujet des avions à réaction, il me pria instamment d'éviter toute allusion à ce sujet. A la simple mention du Me 262, Hitler sortirait de ses gonds et nous ferait les pires difficultés. Car naturellement Hitler supposerait que l'initiative de ma démarche émanerait du chef d'état-major de la Luftwaffe. Passant outre à cette prière, j'expliquai encore une fois à Hitler que l'utilisation de cet appareil conçu pour la chasse comme bombardier me paraissait insensée et constituait une erreur au vu de notre situation militaire actuelle. Mon opinion était partagée non seulement par l'aviation, mais aussi par tous les officiers de l'armée ⁵. Hitler n'accepta pas mes observations et, après tant d'efforts fournis en vain, je me retirai dans les problèmes de mon ressort. De fait, les questions relatives au caractère opérationnel des avions relevaient aussi peu de ma compétence que le choix des avions à produire.

L'avion à réaction n'était pas la seule arme nouvelle supérieure à celles de l'ennemi qui, après avoir été mise au point, aurait pu être produite en série en 1944. Nous possédions une bombe volante téléguidée, un avion-fusée plus rapide encore que l'avion à réaction, une bombe-fusée qui se dirigeait à l'aide des radiations de chaleur

vers les avions ennemis, une torpille qui captait les sons et pouvait ainsi poursuivre et atteindre même les bateaux qui cherchaient à s'enfuir par une course en zigzag. La mise au point d'une fusée sol-air était terminée. Le constructeur Lippisch avait mis au point les plans d'avions à réaction qui étaient largement en avance sur la construction aéronautique de l'époque, et étaient construits d'après le principe de l'aile volante.

Nous souffrions véritablement d'une pléthore de projets en cours d'élaboration ; en nous limitant à quelques types nous aurions certainement pu mener à terme un certain nombre de ces projets. C'est pourquoi les instances compétentes décidèrent, au cours d'une conférence, de réclamer non pas tellement des idées nouvelles, mais plutôt de sélectionner un certain nombre de projets existants dont le nombre corresponde à nos capacités de mise au point, et de les mener à bien avec énergie.

Pourtant c'est encore Hitler qui, en dépit de toutes les erreurs tactiques des alliés, fut responsable des coups de poker qui contribuèrent au succès de l'offensive aérienne ennemie : non seulement il avait, en 1943, entravé la préparation de la mise au point du chasseur à réaction avant de le faire transformer en chasseur-bombardier, mais il voulut utiliser les grandes fusées pour exercer des représailles sur l'Angleterre. Sur son ordre, des capacités énormes de notre industrie furent accaparées à partir de la fin juillet 1943 par les grandes fusées à longue portée, longues de 14 mètres, pesant plus de 13 tonnes et qui

furent connues sous le nom de V¹. Hitler entendait que l'on en construise 900 par mois. Il était absurde de vouloir répondre aux flottes de bombardiers ennemies, qui en 1944 larguèrent en moyenne sur l'Allemagne 3 000 tonnes de bombes par jour pendant plusieurs mois à l'aide de 4 100 quadrimoteurs, par des représailles qui auraient propulsé tous les jours 24 tonnes d'explosifs en Angleterre : la charge de bombes larguées par six forteresses volantes seulement ⁶.

Sans doute peut-on considérer qu'une des erreurs les plus lourdes de conséquences que j'aie commises à la tête de l'armement allemand a consisté non seulement à approuver cette décision de Hitler, mais aussi à donner un avis favorable, alors que nous aurions mieux fait de concentrer nos efforts sur la production d'une fusée défensive sol-air. Un prototype avait atteint un tel degré de mise au point en 1942, sous le nom de « Cataracte », qu'il aurait été possible de passer rapidement à la production en série, si nous avions engagé à partir de cette date les capacités de tous les techniciens et de tous les chercheurs scientifiques du centre de recherches sur les fusées de Peenemünde, que dirigeait Wernher von Braun ⁷.

Longue de huit mètres, cette fusée pouvait propulser vers une flotte de bombardiers ennemis environ 300 kg d'explosifs à une altitude pouvant atteindre 15 000 mètres sans manquer sa cible. Elle fonctionnait indépendamment du jour ou de la nuit, des nuages, du gel ou du brouillard. De même que nous avons été en mesure ultérieurement de

lancer un programme prévoyant une production mensuelle de 900 grandes fusées offensives, il aurait sans aucun doute été possible de produire tous les mois plusieurs milliers de ces fusées, dont le prix de revient était sensiblement moins important. Je continue à penser que ces fusées, combinées aux avions à réaction, auraient brisé à partir du printemps 1944 l'offensive aérienne des alliés occidentaux contre notre industrie. Au lieu de cela, on engloutit des sommes gigantesques dans la mise au point et la production de fusées à longue portée, qui se révélèrent un échec presque total lorsqu'elles furent opérationnelles, à l'automne 1944. Notre projet le plus dispendieux était en même temps le plus insensé. L'objet de notre fierté et, pendant un temps, le but privilégié de ma politique d'armement apparut comme un investissement à fonds perdus. En outre ce fut l'une des causes qui nous fit perdre la guerre aérienne défensive.

Depuis l'hiver 1939 déjà, j'étais en contact étroit avec la station expérimentale de Peenemünde, ayant été dans un premier temps chargé d'en réaliser les constructions. J'aimais me trouver au milieu de ce cercle de jeunes savants et inventeurs étrangers à la politique, que dirigeait un jeune homme de vingt-sept ans, conscient du but à atteindre, et vivant déjà en réaliste dans l'avenir : Wernher von Braun. Il était extraordinaire de voir une si jeune équipe, qui n'avait pas encore fait ses preuves, avoir la possibilité, en disposant de centaines de millions de

marks, de poursuivre un projet dont la réalisation n'interviendrait que dans un avenir lointain. Sous la direction paternelle du colonel Walter Dornberger, ils pouvaient travailler à l'abri des tracasseries bureaucratiques et développer des idées qui pouvaient à l'occasion paraître utopiques.

Les projets ébauchés à Peenemünde dans les premiers temps, en 1939, exercèrent sur moi une action étrangement fascinante : ces recherches évoquaient la conception d'un miracle. Ces techniciens, avec leurs visions fantastiques, ces calculateurs romantiques m'ont toujours profondément impressionné à chaque visite que je fis à Peenemünde et spontanément je sentis que nous faisions, d'une certaine manière, partie de la même famille. Ce sentiment se vérifia lorsqu'à la fin de l'automne 1939, Hitler dénia tout caractère de priorité au projet de construction de fusées, retirant par là même automatiquement à l'entreprise des travailleurs et du matériel. Avec l'accord tacite de la Direction des armements de l'armée de terre, je continuai à construire sans son assentiment les installations de Peenemünde ; j'étais sans doute le seul à pouvoir ainsi passer outre à ses ordres.

Ma nomination au poste de ministre de l'Armement me poussa naturellement à m'intéresser davantage à ce grand projet. Hitler pourtant continuait à se montrer extrêmement sceptique : il éprouvait une profonde méfiance vis-à-vis de toutes les innovations qui, comme l'avion à réaction ou la

bombe atomique, dépassaient l'horizon des générations de la Première Guerre mondiale et l'introduisaient dans un monde qui lui était inconnu.

Le 13 juin 1942, les chefs de l'armement des trois armes de la Wehrmacht, le Feldmarschall Milch, l'amiral Witzell et le général Fromm, se rendirent en avion à Peenemünde avec moi pour observer le lancement d'une fusée téléguidée. Dans une forêt de pins, au milieu d'une clairière, se dressait devant nous, haut comme une tour de quatre étages, un projectile qui semblait irréel. Le colonel Dornberger, Wernher von Braun et son état-major attendaient avec autant d'impatience que nous le résultat du premier lancement de la fusée. Je savais quels espoirs le jeune inventeur plaçait dans cette expérience, qui pour lui, comme pour son équipe, servait moins à mettre une arme au point qu'à réaliser un pas en avant vers la technique de l'avenir.

De légères vapeurs indiquaient qu'on était en train de remplir les réservoirs de carburant. A l'heure prévue, comme en hésitant tout d'abord, puis en faisant entendre un rugissement de géant déchaîné, la fusée décolla lentement de sa table de lancement, sembla posée pendant une fraction de seconde sur son jet de feu avant de disparaître dans un hurlement dans les couches basses de nuages. Wernher von Braun rayonnait, moi par contre je restai confondu devant ce miracle de la technique, sa précision, l'abolition de toutes les lois de la pesanteur grâce à laquelle il était possible de propulser verticalement

dans l'atmosphère ces 13 tonnes sans guidage mécanique.

Les spécialistes nous expliquaient à quelle distance se trouvait le projectile, lorsqu'une minute et demie plus tard un hurlement qui s'amplifiait rapidement nous indiqua que la fusée tombait tout près de nous. Nous restâmes pétrifiés, tandis que la fusée percutait le sol à un kilomètre de distance. Le guidage n'avait pas fonctionné, ainsi que nous l'apprîmes plus tard. Mais les techniciens étaient contents, le problème le plus ardu pour eux, celui du décollage, ayant été résolu. Cependant, Hitler continua à manifester des « doutes de la plus grande gravité » et exprima son scepticisme, car il ne croyait pas qu'on pût « jamais garantir » le guidage de la fusée ⁸.

Le 14 octobre 1942, je pus lui annoncer que ses doutes n'avaient plus de raison d'être : la deuxième fusée avait parcouru avec succès la distance prévue de 190 kilomètres et s'était écrasée directement dans la région-cible, à 4 kilomètres du but. Pour la première fois, un engin qui portait témoignage de l'esprit d'invention de l'homme avait effleuré le cosmos à une altitude de plus de 100 kilomètres. Cette prouesse technique semblait constituer un pas vers un rêve. Alors seulement Hitler se montra vivement intéressé. Comme toujours dans ces cas-là, il formula immédiatement des exigences exorbitantes. Il ordonna de prévoir 5 000 projectiles dont on pourrait « disposer pour une intervention massive » lors de la première mise en service de la fusée ⁹.

Après ce succès je fus chargé de veiller à ce que la production en série commence bientôt. Le 22 décembre 1942, je fis signer à Hitler un ordre en conséquence, bien que les fusées ne fussent nullement assez au point pour que l'on pût envisager de les produire en série¹⁰. Je pensais pouvoir assumer le risque afférent car, d'après l'état des recherches et d'après les promesses des spécialistes de Peenemünde, nous devions d'ici juillet 1943 disposer en temps voulu des données techniques définitives.

Au matin du 7 juillet 1943, je convoquai Dornberger et von Braun de la part de Hitler au quartier général : Hitler voulait être renseigné sur les détails des V². Nous nous rendîmes ensemble, après que Hitler eut terminé une conférence, jusqu'à la salle de projection où quelques collaborateurs de Wernher von Braun avaient tout préparé en vue de faire une démonstration du projet. Après un bref exposé d'introduction, la salle fut plongée dans l'obscurité et on passa un film en couleurs où Hitler vit pour la première fois le spectacle majestueux d'une grande fusée qui décollait et disparaissait dans la stratosphère. Sans aucune crainte, avec un enthousiasme juvénile, von Braun expliqua ses projets et il n'y eut plus de doute : Hitler était désormais définitivement conquis par le projet. Dornberger expliqua quelques problèmes d'organisation, tandis que je proposai à Hitler de nommer von Braun professeur. « Oui, réglez cette question tout de suite avec Meissner, déclara-t-il vivement ; dans le cas présent, je signerai même

personnellement l'arrêté de nomination. »

Hitler prit congé des chercheurs de Peenemünde avec une extrême cordialité ; il était à la fois enthousiaste et profondément impressionné. Revenu dans son bunker, il se laissa aller pleinement à la griserie où le plongeaient les perspectives offertes par ce projet : « La A 4 ⁵⁰ représente une mesure décisive pour la guerre. Quel ne sera pas le soulagement que connaîtra la terre allemande lorsque nous attaquerons les Anglais avec cette arme ! Voilà l'arme qui décidera du sort de la guerre et il est possible également de la produire avec des moyens relativement peu importants. Vous, Speer, vous devez mettre tout en œuvre pour accélérer la réalisation de la A 4 ! Tout le matériel et tous les travailleurs indispensables doivent être mis à sa disposition immédiatement. Je voulais signer dès maintenant le décret établissant le programme des chars d'assaut. Mais j'ai changé d'avis : modifiez donc le projet de telle sorte que la mise au point de la A 4 se voie attribuer la même importance que la production des chars d'assaut. Mais, ajouta Hitler, nous ne pouvons employer que des Allemands pour cette mise au point. Que Dieu nous soit en aide si l'ennemi vient à avoir vent de cette affaire ¹¹. »

Lorsque nous nous retrouvâmes seuls, il n'y eut qu'une seule chose à laquelle il refusa de croire : « Ne vous êtes-vous pas trompé ? Ce jeune homme a-t-il bien vingt-huit ans ? Je l'aurais cru plus jeune encore ! » Il trouvait étonnant qu'un homme aussi jeune ait pu contribuer à

l'éclosion d'une idée technique qui changeait la face de l'avenir. Lorsqu'il lui arriva plus tard d'exposer sa thèse selon laquelle, à notre époque, les gens gaspillaient leurs meilleures années à des choses inutiles, alors que dans le passé Alexandre le Grand avait conquis un grand empire à vingt-trois ans et Napoléon remporté ses victoires géniales à trente ans, il évoqua plusieurs fois en passant Wernher von Braun qui avait, à Peenemünde, créé une merveille technique à un âge tout aussi précoce.

Il s'avéra à l'automne 1943 que nos espérances étaient prématurées. Les plans définitifs ne purent être livrés comme promis en juillet, de sorte que nous ne pûmes tenir notre engagement de produire rapidement la fusée en série. D'innombrables sources d'erreur étaient apparues ; lorsqu'on procéda aux premiers tirs expérimentaux de fusées munies de leur charge explosive, des explosions inexplicables se produisirent prématurément lorsque la fusée retombait dans l'atmosphère¹². Trop de questions demeuraient encore non résolues, déclarai-je en avertissement dans un discours prononcé le 6 octobre 1943, si bien qu'il était prématuré « de parler de mise en service sûre de cette arme nouvelle ». La différence qui existe entre la construction d'un prototype et la production en série, déjà considérable en soi, comptait forcément beaucoup étant donné la grande complexité de ces mécanismes.

Presque une année s'écoula encore : au début de septembre 1944, les premières fusées furent tirées sur

l'Angleterre. Non pas 5 000 d'un coup comme l'avait imaginé Hitler, mais 25 en l'espace de dix jours.

Le projet des V² ayant éveillé l'enthousiasme de Hitler, Himmler entra en action. Six semaines plus tard, il proposa à Hitler de garantir le secret de ce programme présumé décisif pour le sort de la guerre de la manière la plus simple possible : si l'ensemble de la production était assuré par des détenus des camps de concentration, tout contact avec le monde extérieur cesserait, car il n'existait même pas de liaison postale et il se faisait fort en même temps de recruter tous les travailleurs désirés parmi les détenus. L'industrie n'aurait à lui fournir que la direction de l'entreprise et les ingénieurs. Hitler approuva ce projet, Saur et moi n'eûmes pas le choix, d'autant que nous ne pouvions présenter aucune solution plus satisfaisante ^{1 3}.

Nous dûmes donc engager des pourparlers avec le commandement de la SS pour établir les statuts d'une entreprise commune, baptisée « Mittelwerk [51](#) ». Non sans hésitation, mes collaborateurs se mirent au travail ; leurs craintes se virent bientôt confirmées. Certes la fabrication restait formellement de notre compétence mais, dans les cas douteux, nous étions contraints de nous incliner devant le commandement de la SS plus puissant que nous. Himmler avait ainsi en quelque sorte mis le pied chez nous, et nous lui avons nous-mêmes ouvert notre porte.

Ma collaboration avec Himmler avait commencé

immédiatement après ma nomination au poste de ministre par une fausse note. Presque tous les ministres du Reich, dont Himmler devait prendre en considération l'importance politique ou personnelle, s'étaient vu attribuer par lui un grade honorifique dans la SS ; il voulu me nommer Oberstgruppenführer SS, qui correspondait au grade de général d'armée, grade qui n'avait été conféré que très rarement jusqu'alors. Et bien qu'il m'eût fait savoir ce que cette distinction avait d'exceptionnel, je refusai son offre en termes polis. Je lui fis remarquer que l'armée de terre ¹⁴ comme la SA et le N.S.K.K. m'avaient proposé sans succès des grades honorifiques élevés. Pour atténuer le caractère abrupt et tranché de mon refus, je lui proposai de prendre une part plus effective aux activités de la SS de Mannheim à laquelle j'avais appartenu, sans soupçonner que je n'avais jamais été porté sur la liste des membres actifs.

Naturellement Himmler cherchait, en conférant de tels grades, à acquérir de l'influence et à s'immiscer ainsi dans des domaines qui ne relevaient pas de ses attributions. La méfiance que j'avais conçue ne se révéla que trop justifiée. De fait, Himmler mit tout en œuvre pour s'immiscer dans l'armement de l'armée de terre, se montra tout disposé à fournir un nombre illimité de détenus et mit en jeu dès 1942 son pouvoir, pour faire pression sur un certain nombre de mes collaborateurs : pour autant qu'on puisse juger de ses intentions, il voulait transformer les camps de concentration en ateliers de fabrication modernes subordonnés

directement à la SS et destinés avant tout à produire du matériel d'armement. Fromm attira alors mon attention sur le danger que pouvait constituer ce projet pour l'armement de l'armée et Hitler se rangea rapidement à mes côtés, comme l'avenir le montra bientôt. Car les expériences que nous avions faites avant la guerre avec les usines SS qui devaient fabriquer des briques et tailler le granit étaient suffisamment alarmantes. Le 21 septembre 1942, Hitler trancha le différend. Les détenus travailleraient dans des entreprises qui dépendraient des organismes de l'industrie d'armement ; un frein était mis à l'expansionnisme de Himmler, du moins dans ce domaine ¹⁵.

Au début les directeurs des usines se plaignirent de l'état de faiblesse dans lequel se trouvaient les détenus à leur arrivée : épuisés, ils devaient être renvoyés dans leur camp d'origine au bout de quelques mois. Leur apprentissage exigeait plusieurs semaines, et nous manquions de moniteurs, nous ne pouvions donc pas nous permettre de recommencer la formation au bout de quelques mois. A la suite de nos récriminations, la SS améliora sensiblement les conditions sanitaires ainsi que le ravitaillement. Bientôt je vis, au cours de mes inspections dans les usines d'armement, des visages plus contents et des hommes mieux nourris parmi les détenus ¹⁶.

La règle qui garantissait notre indépendance dans notre

travail pour l'armement de l'armée fut transgressée par l'ordre de Hitler de mettre sur pied une production en série des fusées dépendant de la SS.

On avait aménagé avant la guerre, dans une vallée solitaire du Harz, un système extrêmement ramifié de souterrains destiné au stockage des produits chimiques indispensables à la guerre. C'est ici que je visitai le 10 décembre 1943 les vastes installations souterraines où devaient être fabriqués à l'avenir les V². Dans de vastes salles, des détenus étaient occupés à mettre des machines en place et à transférer des installations. Le visage dépourvu de toute expression, ils me regardèrent sans me voir et ils enlevèrent mécaniquement leur casquette de détenu en treillis bleu, jusqu'à ce que notre groupe fût passé.

Je ne puis oublier un professeur de l'Institut Pasteur à Paris qui témoigna au procès de Nuremberg. Lui aussi avait été employé dans ce « Mittelwerk » que j'avais inspecté ce jour-là. Sur un ton neutre, objectif, dépourvu de toute passion, il expliqua les conditions inhumaines qui avaient été celles de cette usine inhumaine : jamais je n'oublierai cet homme triste et brisé, étonné par une telle barbarie, dont l'accusation dénuée de haine, continue à me poursuivre.

Les conditions de vie de ces détenus étaient véritablement barbares et un sentiment de profonde consternation et de culpabilité personnelle m'étreint chaque fois qu'aujourd'hui encore je pense à ces détenus.

Ainsi que je l'appris par les gardiens après l'inspection, les conditions sanitaires étaient insuffisantes, les maladies largement répandues ; les prisonniers habitaient près de leurs lieux de travail dans des souterrains humides et cela expliquait pourquoi le taux de mortalité était extraordinairement élevé ¹⁷ . Le jour même, j'allouai les matériaux nécessaires et mis tout en œuvre pour faire édifier un camp de baraquements sur une hauteur voisine. Quant au reste, j'insistai auprès des SS qui commandaient le camp pour que toutes les mesures nécessaires soient prises, en vue d'améliorer les conditions sanitaires et la nourriture. J'obtins effectivement la promesse que ces mesures seraient prises.

En fait, jusqu'alors je ne m'étais guère soucié de ces problèmes et les assurances données par la direction du camp me poussèrent à les négliger pendant un mois encore. Le 13 janvier 1944, le D^r Poschmann, le médecin-conseil des différents services de mon ministère, me décrivit à nouveau avec les couleurs les plus noires les conditions d'hygiène qui régnaient dans le Mettelwerk : j'envoyai alors le lendemain un de mes directeurs généraux à l'usine ¹⁸ . En même temps, le D^r Poschmann mit en route des mesures sanitaires supplémentaires. Quelques jours plus tard, ma propre maladie réduisit en partie ces tentatives à néant. Toutefois après mon retour, le 26 mai, le D^r Poschmann m'informa dans son rapport que des médecins civils avaient été nommés dans un grand nombre de camps de travail ; mais il y eut en même temps

des difficultés. Car ce même jour je reçus une lettre grossière de Robert Ley, qui protestait pour des raisons de forme contre l'activité du D^r Poschmann : les soins médicaux dans les camps, écrivait-il, relevaient de ses attributions. Sur un ton indigné, il exigeait non seulement que j'admoneste le D^r Poschmann, mais que je lui interdise à l'avenir toute intervention et que je lui demande des comptes disciplinairement. Je lui répondis immédiatement que je ne voyais personnellement aucune raison d'accepter ses exigences, et qu'au contraire nous avions le plus grand intérêt à voir les détenus jouir d'une assistance médicale suffisante ¹⁹ . De fait, je convins le jour même avec le D^r Poschmann de mesures médicales supplémentaires à prendre. Comme je réglais tout cela en collaboration avec le D^r Brandt et que, par-delà toutes les considérations humanitaires, toutes les raisons de bon sens étaient de notre côté, j'attendais sans inquiétude la réaction de Ley. J'étais certain que Hitler rappellerait à la bureaucratie du parti, que nous avions ignorée dans cette affaire, les limites de son activité, et qu'en plus il la traiterait par le mépris.

Je n'entendis pourtant plus parler de Ley. Himmler lui-même échoua lorsqu'il essaya de me démontrer qu'il pouvait frapper à sa guise même des groupes de personnalités importants. Le 14 mars 1944 il fit arrêter Wernher von Braun avec deux de ses collaborateurs. On indiqua au directeur de l'administration centrale de mon ministère qu'ils avaient enfreint une de mes directives en

se laissant divertir de leurs tâches vitales pour la guerre par des projets pacifiques. De fait, Wernher von Braun et son état-major avaient souvent parlé en toute liberté des inventions auxquelles ils songeaient. Ils avaient brossé le tableau d'un avenir éloigné où l'on pourrait mettre au point et exploiter une fusée pour le trafic postal entre les États-Unis et l'Europe. Aussi naïfs que désinvoltes, ils s'abandonnaient à leurs rêves et avaient laissé exécuter par un illustré des dessins débordants d'imagination. Lorsque Hitler me rendit visite à Klessheim et me traita avec des marques étonnantes de prévenance, je profitai de l'occasion pour obtenir la libération des détenus. Mais il fallut attendre une semaine avant que cette promesse ne fût suivie d'effet. Six semaines après, Hitler disait encore, plein d'amertume, combien il lui en avait coûté de m'accorder cette faveur. Le procès-verbal de la conférence du Führer du 13 mai 1944 note que Hitler me promit simplement « au sujet de l'affaire B, que l'intéressé serait à l'abri de toute poursuite pénale aussi longtemps qu'il me serait indispensable, aussi sérieuses que puissent être les conséquences générales que cette mesure entraînerait ». Himmler avait pourtant atteint son but : à partir de ce moment, les membres les plus importants de l'état-major des fusées ne se sentirent plus à l'abri d'une intervention arbitraire de sa part. Car après tout, ils devaient bien se douter que je ne serais pas toujours en mesure de les faire libérer rapidement.

Depuis longtemps déjà, Himmler s'efforçait d'édifier un Konzern économique dépendant de la SS. Hitler, me semblait-il, s'y refusait et je l'appuyais. Peut-être était-ce là une des raisons du comportement étrange que Himmler adopta pendant ma maladie. C'est qu'il avait réussi, pendant ces mois où j'étais malade, à convaincre enfin Hitler qu'une grande entreprise économique SS présentait de nombreux avantages et, au début de juin 1944, Hitler me demanda de soutenir la SS dans ses efforts pour édifier un empire économique qui comporterait à la fois l'industrie des matières premières et les industries de transformation. Il justifia cette exigence en invoquant des arguments assez discutables, prétendant que la SS devait être assez puissante pour pouvoir se défendre, quand il ne serait plus là, par exemple contre un ministre des Finances qui voudrait lui couper les vivres.

Ainsi, ce que j'avais craint au début de mon activité de ministre était arrivé. Certes, je pus obtenir de Hitler l'engagement que les usines de Himmler « seraient soumises au même contrôle que les autres usines travaillant pour la production d'armement et de guerre », afin d'éviter « qu'une partie des armes de la Wehrmacht ne devienne autonome, alors que je m'étais efforcé au cours de ces deux années de travail de réunir l'armement des trois autres armes en une organisation unique²⁰ ». Hitler me promit de m'appuyer auprès de Himmler, mais j'avais parfois à cette époque de sérieux doutes sur la possibilité qu'il avait d'imposer ses vues. Himmler avait été

incontestablement informé de cet entretien, lorsqu'il me pria de venir le voir dans sa maison de Berchtesgaden.

Certes, le Reichsführer SS semblait parfois un esprit chimérique dont les élucubrations paraissaient ridicules même à Hitler. Mais il était aussi et en même temps un réaliste parfaitement objectif, qui savait exactement quels étaient les buts politiques fort ambitieux qu'il poursuivait. Lors des entretiens, il avait une attitude aimable et correcte, légèrement forcée, mais il ne se montrait jamais cordial et veillait toujours à ce qu'un témoin de son état-major fût présent. Il avait le don, rare à l'époque, d'écouter avec patience les arguments de ses interlocuteurs. Au cours de la discussion, il donnait souvent l'impression d'être mesquin et pédant, pesant longuement et soigneusement ses paroles. Il lui était manifestement indifférent de donner ainsi l'impression de manquer d'agilité ou même de moyens intellectuels. Son bureau travaillait avec la précision d'une machine bien huilée, ce qui était probablement le reflet de son manque de personnalité, toujours est-il que j'avais à chaque fois l'impression que son caractère falot se retrouvait dans le style parfaitement objectif de son secrétariat. Ses secrétaires, jeunes mais nullement jolies, étaient singulièrement zélées et consciencieuses.

Himmler me présenta un projet élaboré et ambitieux. Pendant ma maladie, la SS, en dépit de toutes les tentatives d'opposition de Saur, s'était appropriée le konzern hongrois Manfred-Weiss, une importante

entreprise d'armement. Autour de ce Konzern, Himmler voulait, comme il me l'expliqua, édifier systématiquement et en l'étendant toujours davantage un Konzern économique. Il voulait que je lui désigne un spécialiste pour la construction de cette entreprise gigantesque. Après un bref instant de réflexion, je lui proposai Paul Pleiger qui avait édifié de grandes aciéries pour le Plan de quatre ans et qui, en raison de ses nombreuses relations avec le monde de l'industrie, ne lui rendrait pas la tâche facile pour étendre trop fortement et trop cyniquement son Konzern. Mon conseil pourtant ne plut pas à Himmler ; par la suite il ne me parla plus de ses projets.

Les proches collaborateurs de Himmler, Pohl, Jüttner et Berger, en dépit de l'opiniâtreté implacable dont ils faisaient preuve dans les discussions, n'étaient pas vraiment méchants : ils respiraient cette banalité qui semble supportable au premier coup d'œil. Deux autres de ses collaborateurs en revanche, exhalaient, cette froideur qui émanait de leur chef : Heydrich était blond tout comme Kammler, ils avaient les yeux bleus, le crâne allongé, ils étaient bien élevés et toujours habillés correctement ; tous deux étaient capables à tout moment de prendre des décisions inattendues qu'ils savaient imposer avec une rare ténacité contre toutes les résistances. Himmler, en s'attachant Kammler, avait fait un choix significatif. Car malgré son attachement forcené à l'idéologie, lorsqu'il s'agissait de son personnel, il n'attachait aucune importance à une appartenance très ancienne au parti ; il

lui importait davantage d'avoir trouvé un homme énergique, qui comprenait rapidement les choses et faisait preuve d'un zèle à toute épreuve. Au printemps 1942, il avait nommé cet homme, qui avait été jusqu'à cette date un haut fonctionnaire responsable des constructions au ministère de l'Air, directeur du service chargé des constructions de la SS et, à l'été 1943, il l'affecta au programme de construction des fusées. Au cours de la collaboration qui s'ensuivit, le nouvel homme de confiance de Himmler se révéla un calculateur froid et brutal, un fanatique qui savait calculer et poursuivre son but avec autant de soin que d'absence de scrupules.

Himmler le surchargeait de missions à remplir, profitait de toutes les occasions pour lui faire approcher Hitler. Le bruit courut bientôt que Himmler s'efforçait de faire de Kammler mon successeur²¹. A l'époque, l'objectivité froide de Kammler me plaisait : de nombreuses tâches à exécuter en firent mon partenaire, sa position présumée mon concurrent ; nous avions, dans notre carrière et notre façon de travailler, bien des points communs : comme moi, il était issu d'une famille de la bonne bourgeoisie, et avait achevé ses études universitaires, comme moi, il avait été découvert grâce à son activité dans le domaine de la construction et fait une carrière rapide dans des domaines qui n'avaient au fond aucun rapport avec sa propre spécialité.

Durant la guerre, la capacité de production des entreprises économiques dépendait dans une large

mesure du nombre d'ouvriers dont elles disposaient. Dès le début des années 40 et ensuite à un rythme de plus en plus rapide, la SS commença à édifier en secret des camps de travail et à se préoccuper de les remplir. Dans une lettre datée du 7 mai 1944, Schieber, l'un de mes directeurs généraux, attira mon attention sur le fait que la SS s'appliquait à faire usage de son droit de disposer des travailleurs pour les mettre au service de son expansion économique. En outre, la SS montrait de moins en moins de scrupules à soustraire à nos usines un grand nombre de travailleurs étrangers, en prenant pour prétextes les infractions mineures qu'ils pouvaient commettre pour arrêter les délinquants et les transférer dans ses propres camps²². Mes collaborateurs évaluèrent à 30 ou 40 000 le nombre des ouvriers qui nous furent ainsi retirés tous les mois au printemps 1944. C'est pourquoi je déclarai à Hitler au début de juin 1944 que je « ne pouvais supporter la disparition de 500 000 travailleurs par an... et cela d'autant plus qu'il s'agissait souvent d'ouvriers spécialisés que nous avons eu toutes les peines du monde à former ». Ils devaient être « ramenés aussi vite que possible à leur travail d'origine ». Hitler me promit de trancher la question dans ce sens lorsque j'aurais eu à ce sujet un entretien avec Himmler²³. Mais avec moi comme avec Hitler, Himmler nia, au mépris de toute réalité, l'existence de telles pratiques.

Les détenus eux-mêmes craignaient, ainsi que j'ai eu l'occasion de le constater, l'ambition économique

croissante de Himmler. Je me rappelle une tournée d'inspection que je fis pendant l'été 1944 dans les aciéries de Linz, où les détenus se déplaçaient à volonté au milieu des autres ouvriers. Dans les grands ateliers de l'aciérie, ils se tenaient près des machines, servaient d'aides aux ouvriers spécialisés qui s'entretenaient librement avec eux. Ils étaient gardés non par des SS, mais par des soldats de l'armée de terre. Rencontrant un groupe d'une vingtaine de Russes, je leur fis demander par un interprète s'ils étaient contents de la manière dont ils étaient traités. Ils répondirent par l'affirmative, en faisant de grands gestes d'approbation. Leur aspect extérieur confirmait leurs dires ; à l'opposé des hommes qui dépérissaient dans les souterrains du Mittelwerk, ils étaient bien nourris et, lorsque je leur demandai pour la forme s'ils préféraient retourner dans leur camp d'origine, ils furent saisis d'une intense frayeur ; leurs visages exprimèrent une terreur non dissimulée.

Mais j'arrêtai là mes questions. A quoi bon ? Les visages disaient tout, au fond. Lorsque je tente aujourd'hui d'analyser les sentiments dont je fus alors agité, lorsque, par-delà ma vie ultérieure, j'essaie de déterminer si c'était de la pitié ou de l'irritation, si j'étais consterné ou révolté, j'ai l'impression que cette course désespérée que je menais avec le temps, ce regard de possédé que je gardais perpétuellement fixé sur les chiffres de la production et les courbes de rendement avaient étouffé en moi toute considération et tout sentiment humains. Un

historien américain a dit de moi que j'avais préféré les machines aux hommes²⁴ . Il n'a pas tort. Je m'aperçois que la vue de la souffrance des hommes a eu une influence sur mes sentiments, mais non sur ma conduite. Au plan affectif, je n'eus que des réactions empreintes de sentimentalisme ; au niveau des décisions, par contre, les principes de finalité rationnelle continuaient à me dominer. Au procès de Nuremberg, l'emploi de détenus dans les usines d'armement devait m'être reproché et continuer un chef d'accusation contre moi.

D'après les critères auxquels se référait le tribunal dans les attendus de son verdict, ma culpabilité aurait été accrue si j'avais réussi à augmenter contre l'opposition de Himmler le nombre de nos détenus et partant les chances de survie d'un certain nombre d'entre eux. Paradoxalement, je me sentirais aujourd'hui plus à l'aise si ma culpabilité prise dans ce sens avait été plus grande. Mais ce qui m'importe aujourd'hui dépasse les critères de Nuremberg et le nombre des victimes que j'aurais sauvées, car tout cela n'a de sens que si l'on se situe à l'intérieur du système. Ce qui m'inquiète bien plutôt, c'est que je n'ai pas vu dans les visages des détenus se refléter la physionomie du régime dont je m'efforçais, avec la rage d'un maniaque, de prolonger l'existence au cours de ces semaines et de ces mois. Je n'ai pas su adopter l'attitude morale nécessaire et m'affranchir du système. Il m'arrive parfois de me demander quel était cet homme jeune, qui voilà vingt-cinq ans traversait les salles des machines des

aciéries de Linz ou qui descendait dans les galeries du « Mittelwerk », et qui m'est devenu si étranger.

Un jour, ce devait être pendant l'été 1944, mon ami Karl Hanke, Gauleiter de Basse-Silésie, vint me rendre visite. Au cours des années précédentes, il m'avait beaucoup parlé des campagnes de Pologne et de France, il m'avait décrit le spectacle des morts et des blessés, des souffrances et des tourments, et il avait révélé des qualités d'homme sensible. Ce jour-là il s'assit dans le fauteuil vert de mon bureau et, parlant d'une voix hésitante, il me parut profondément troublé. Il me demanda de ne jamais accepter une invitation à visiter un camp de concentration dans le Gau de Haute-Silésie. Jamais, sous aucun prétexte. Il avait vu là-bas un spectacle qu'il n'avait pas le droit de décrire et qu'il n'était pas non plus capable de décrire.

Je ne lui ai pas posé de questions, je n'ai pas posé de questions à Himmler, je n'ai pas posé de questions à Hitler, je n'ai pas parlé de cela avec mes amis personnels. Je n'ai pas cherché à savoir, je n'ai pas voulu savoir ce qui se passait là-bas. Il devait s'agir d'Auschwitz. Pendant ces instants où Hanke me mettait en garde, toute ma responsabilité était redevenue réalité. C'est à ces instants que j'ai dû penser, au procès de Nuremberg, quand j'ai reconnu devant le tribunal international, qu'en qualité de membre important du gouvernement du Reich j'avais ma part de responsabilité dans tout ce qui s'était passé. Car à partir de cet instant je fus lié inéluctablement par une

culpabilité morale à ces crimes, pour avoir fermé les yeux par crainte de découvrir des faits qui auraient pu m'amener à tirer les conséquences. Cet aveuglement volontaire annule peut-être tout ce que j'ai fait et voulu faire de positif durant les derniers mois de la guerre, il réduit à rien mon activité ultérieure. C'est précisément parce j'ai alors failli à mon devoir que je me sens aujourd'hui encore personnellement responsable d'Auschwitz.

[50](#). Agrégat 4, indication portée sur les bleus d'étude. (N.D.T.)

[51](#). « Usine d'Allemagne centrale », dont les ateliers se trouvaient au camp de concentration de Dora, rebaptisé Mittelbau. (N.D.T.)

Opération « Walkyrie »

En survolant une usine d'hydrogénation bombardée, je fus frappé par la précision avec laquelle les flottes aériennes alliées larguaient leurs tapis de bombes. Soudain, à la vue de cette précision, l'idée me traversa l'esprit que les Alliés pouvaient facilement détruire en un seul jour tous les ponts du Rhin. Des experts à qui je demandai de dessiner à l'échelle les ponts du Rhin sur les photos aériennes des champs d'entonnoirs confirmèrent cette crainte. En hâte je fis amener les poutrelles d'acier nécessaires à une réparation rapide des ponts. En outre je passai commande de dix bacs et d'un pont de bateaux¹.

Dix jours plus tard, le 29 mai 1944, rempli d'inquiétude, j'écrivis à Jodl : « Je suis tourmenté à l'idée qu'un jour les ponts du Rhin puissent être détruits, ce qui est dans l'ordre des possibilités comme j'ai pu m'en rendre compte ces derniers temps d'après la densité des bombardements. Quelle sera la situation si l'ennemi, après avoir coupé les voies de communication des armées stationnées dans les territoires occupés de l'Ouest, effectue ses débarquements non pas sur la côte atlantique, mais sur la côte allemande

de la mer du Nord ? Un tel débarquement serait dans le domaine des choses possibles, maintenant que la première condition nécessaire à la réussite d'un débarquement dans la zone côtière de l'Allemagne du Nord, la maîtrise absolue de l'espace aérien, est remplie. En tout cas, les pertes de l'ennemi seraient moindres que dans le cas d'une attaque directe du mur de l'Atlantique. »

C'est à peine si nous disposions encore sur notre propre territoire d'unités combattantes. Si des unités de parachutistes réussissaient à s'emparer des aérodromes de Hambourg et de Brème, si l'ennemi, avec des forces peu importantes, pouvait conquérir ces deux ports, je craignais que les armées d'invasion débarquées ne soient en mesure d'occuper Berlin en quelques jours sans rencontrer de résistance, puis d'envahir toute l'Allemagne ; les trois armées qui se trouvaient encore à l'ouest se verraient alors coupées de leurs arrières et les groupes d'armées du front seraient fixés par de durs combats défensifs ; ils seraient en outre trop éloignés pour pouvoir intervenir en temps utile.

Mes craintes étaient aussi extravagantes que pouvaient l'être à l'occasion les idées de Hitler. Jodl me déclara ironiquement, lors du séjour que je fis peu après à l'Obersalzberg, que j'avais sans doute grossi les rangs déjà pléthoriques des stratèges ; Hitler, lui, adopta mon idée. A la date du 5 juin 1944, Jodl notait dans son journal : « On doit créer en Allemagne les infrastructures de divisions que l'on pourra gonfler le cas échéant avec les

permissionnaires présents et les convalescents. Speer se déclare prêt à fournir les armes grâce à une opération de choc. Il y a toujours 300 000 permissionnaires chez eux, ce qui représente de 10 à 12 divisions ² . »

Sans que Jodl ou moi-même le sachions, l'idée avait été préparée depuis longtemps sur le plan de l'organisation. Depuis mai 1942, sous le nom d'opération « Walkyrie », des dispositions élaborées jusque dans les moindres détails existaient, qui prévoyaient le rassemblement rapide des unités qui se trouvaient en Allemagne dans le cas de troubles ou en cas d'urgence ³ . Mais désormais l'intérêt de Hitler était éveillé et, dès le 7 juin 1944, une conférence sur ce sujet eut lieu à l'Obsersalzberg, à laquelle participa, outre Keitel et Fromm, le colonel von Stauffenberg.

Le comte von Stauffenberg avait été choisi par le général Schmundt, le premier aide de camp de Hitler, pour être le chef d'état-major de l'armée de l'Intérieur et seconder Fromm qui était fatigué. Ainsi que me l'a déclaré Schmundt, Stauffenberg était considéré comme l'un des officiers les plus sérieux et les plus capables de l'armée allemande ⁴ . Hitler lui-même m'engagea plusieurs fois à travailler en étroite collaboration avec Stauffenberg. Malgré ses graves blessures, ce dernier avait conservé un charme juvénile ; d'un naturel à la fois poétique et rigoureux, c'était un être original, qui avait été marqué par deux expériences apparemment inconciliables : le Cercle de George et l'état-major général. Même sans la recommandation de Schmundt, nous nous serions bien entendus. Lorsqu'il eut

accompli l'acte qui reste indissolublement lié à son nom, j'ai souvent pensé à lui et je n'ai pas trouvé de mot qui s'appliquât aussi bien à lui que cette définition de Hölderlin : « Un caractère absolument contraire à la nature et tout à fait anormal, si l'on ne tient pas compte des conditions qui imposèrent à son esprit de douceur cette forme austère [52](#). »

De nouvelles conférences concernant l'opération « Walkyrie » eurent lieu le 6 et le 8 juillet. Avec Hitler et Keitel, Fromm et d'autres officiers étaient assis autour de la table ronde placée près de la baie du grand salon du Berghof ; Stauffenberg avait pris place à mes côtés avec son porte-documents étonnamment gros. Il expliqua le plan d'intervention « Walkyrie », Hitler écouta attentivement et, au cours de la discussion qui suivit, il accepta la majorité de ses propositions. A la fin de la discussion, il décida que lors des combats qui auraient lieu sur le territoire du Reich, les commandants militaires disposeraient d'un pouvoir exécutif illimité, mais que les autorités politiques, donc essentiellement les Gauleiter agissant en qualité de commissaires à la défense du Reich, n'auraient que des rôles consultatifs. C'est-à-dire que les autorités du commandement militaire pourraient faire parvenir directement aux services de l'État et des communes toutes les directives nécessaires, donc sans avoir à en référer aux Gauleiter ⁵.

Était-ce un hasard ou était-ce prémédité ? Toujours est-il que ces jours-là les conjurés militaires les plus concernés

étaient réunis à Berchtesgaden. Ils avaient décidé, comme je l'ai appris plus tard, d'exécuter l'attentat contre Hitler avec une bombe préparée par le général de brigade Stieff. Le 8 juillet, je rencontrai le général Friedrich Olbricht pour discuter avec lui de la répartition des travailleurs mis à la disposition de l'armée de terre. Cet entretien faisait suite à celui que je venais tout juste d'avoir avec Keitel et au cours duquel nous n'avions pas pu nous mettre d'accord. Une fois de plus, Olbricht se plaignit des difficultés qui découlaient de l'organisation de la Wehrmacht en quatre unités séparées. Il me démontra qu'en remédiant à certaines anomalies on pouvait fournir à l'armée de terre des centaines de milliers de jeunes soldats provenant de la Luftwaffe.

Le lendemain, je rencontrai au Berchtesgadener Hof le quartier-maître général Eduard Wagner, le général des transmissions Erich Fellgiebel, le général Fritz Lindemann, adjoint du chef d'état-major général ainsi que le chef du service de l'organisation au quartier général de l'armée de terre, le général de brigade Helmut Stieff. Ils participaient tous à la conjuration et aucun d'entre eux ne devait survivre aux mois qui allaient suivre. Peut-être était-ce le fait que la décision si longtemps différée de tenter le coup d'État avait été prise maintenant de manière irrévocable, toujours est-il qu'ils se montrèrent tous particulièrement insouciants cet après-midi-là, comme c'est souvent le cas après les grandes décisions. La chronique de mon ministère porte la trace du désarroi dont je fis preuve en les voyant minimiser

la situation désespérée du front : « Selon les termes employés par le quartier-maître général, les difficultés ne sont pas très importantes... Les généraux affichent un air de supériorité et traitent la situation sur le front est comme une bagatelle ⁶ . »

Une ou deux semaines auparavant, le général Wagner avait brossé un tableau extrêmement noir de la situation et avait présenté, au cas où de nouveaux reculs se produiraient, des exigences tellement élevées dans le domaine de l'armement qu'elles étaient irréalisables ; je pense aujourd'hui qu'elles ne pouvaient tendre qu'à prouver à Hitler qu'il n'était plus possible d'équiper l'armée en armes et que nous nous dirigeons vers une catastrophe. En mon absence, mon collaborateur Saur, soutenu par Hitler, avait chapitré lors de cette conférence le quartier-maître général, pourtant beaucoup plus âgé que lui. Depuis, je lui avais rendu visite pour lui témoigner ma sympathie, restée inchangée. Mais je constatai que le motif de sa contrariété ne le préoccupait plus depuis longtemps.

Nous nous étendîmes sur les abus qui étaient apparus en raison des insuffisances du commandement suprême. Le général Fellgiebel me décrivit le gaspillage de soldats et de matériel qui provenait de ce que chaque arme de la Wehrmacht disposait de son propre réseau de transmission : la Luftwaffe et l'armée de terre avaient installé des câbles distincts jusqu'à Athènes et jusqu'en Laponie. La réunion de ces services garantirait en cas d'urgence, en dehors des considérations d'économie, un

fonctionnement sans accroc. Mais Hitler opposait à de telles suggestions un refus catégorique. Moi-même, j'abondai dans ce sens en citant quelques exemples montrant les avantages que retireraient toutes les armes de la Wehrmacht d'un armement à direction unique.

Bien que j'aie eu assez souvent l'occasion de converser franchement avec les conjurés, je ne soupçonnais rien de leurs intentions. Une seule fois, je sentis que quelque chose se manigançait, non à la suite d'une conversation avec eux, mais grâce à une remarque de Himmler. Ce devait être à la fin de l'automne 1943, et Hitler s'entretenait avec Himmler dans l'enceinte du quartier général ; je me tenais à proximité et je fus le témoin involontaire de cette conversation : « Vous acceptez donc, mon Führer, que je parle à l' « éminence grise » et fasse semblant de participer à leur entreprise ? » Hitler acquiesça : « Il se trame je ne sais quels projets obscurs, peut-être me sera-t-il possible, si je gagne sa confiance, d'en savoir davantage. Si des tiers vous en parlent, mon Führer, vous serez au courant de mes motivations. » Hitler fit un geste qui exprimait son accord : « Mais naturellement, j'ai pleine confiance en vous. » Je me renseignai auprès d'un aide de camp pour savoir s'il savait qui portait le sobriquet d'« éminence grise ». « Oui, me répondit-il, c'est le ministre des Finances de Prusse, Popitz ! »

Le hasard se chargea de distribuer les rôles. Il sembla

hésiter un moment sans savoir si je me trouverais le 20 juillet au centre du putsch, dans la Bendlerstrasse, ou au cœur de la résistance, au domicile de Goebbels.

Le 17 juillet, Fromm m'invita, par l'intermédiaire de son chef d'état-major Stauffenberg, à déjeuner le 20 juillet chez lui, dans la Bendlerstrasse, déjeuner qui devait être suivi d'une conférence. Ayant prévu depuis longtemps pour la fin de la matinée de prononcer un discours consacré à la situation de l'armement devant les représentants du gouvernement du Reich et de l'économie, je me vis contraint de décliner l'invitation. Malgré mon refus, le chef d'état-major de Fromm renouvela d'une manière pressante l'invitation pour le 20 juillet en affirmant que ma présence était absolument indispensable. Mais la perspective de discuter avec Fromm de questions importantes touchant aux problèmes de l'armement après la réunion de la matinée qui serait probablement pénible me rebutait, et je refusai pour la seconde fois.

Mon exposé commença vers onze heures, dans la salle du ministère de la Propagande aménagée et décorée par Schinkel, que Goebbels avait mise à ma disposition. Deux cents personnes environ, tous les ministres présents à Berlin, tous les secrétaires d'État et les fonctionnaires importants étaient venus : le Tout-Berlin de la politique était rassemblé. Je commençai par lancer un appel pour que l'engagement du pays dans la guerre soit plus total, une exigence que je ne cessais pas de répéter et pouvais réciter presque automatiquement, puis, à l'aide de

graphiques, je mis l'assistance au courant de la situation de notre armement.

A peu près au moment où je terminais mon exposé et tandis que Goebbels, le maître de maison, ajoutait quelques mots pour clore la séance, la bombe de Stauffenberg explosa à Rastenburg. Si les putschistes s'étaient montrés plus habiles, ils auraient eu la possibilité, avec cette réunion, de faire arrêter parallèlement à l'attentat la presque totalité des membres du gouvernement ainsi que les plus importants de leurs collaborateurs à l'aide de la figure légendaire du sous-lieutenant accompagné de ses dix hommes. Ne se doutant de rien, Goebbels nous fit passer, Funk et moi, dans son bureau. Nous nous entretenions, ainsi que nous le faisons constamment ces derniers temps, des occasions négligées et de celles qui nous restaient encore de mobiliser la patrie, lorsqu'un petit haut-parleur annonça : « M. le Ministre est réclamé d'urgence par le quartier général. A l'appareil, le D^r Dietrich. » Goebbels intervint : « Faites relier avec mon bureau ! » Il alla vers sa table de travail, décrocha le combiné : « Docteur Dietrich ? Ici Goebbels... Quoi ? un attentat contre le Führer ? A l'instant ?... Le Führer est en vie, dites-vous ? Tiens ! Dans le baraquement de Speer. A-t-on des détails ?... Le Führer pense qu'il s'agit d'un ouvrier de l'organisation Todt ? » Dietrich, sans doute obligé d'être bref, interrompit la conversation. L'opération « Walkyrie » dont les conjurés avaient délibéré ouvertement depuis des mois, même avec

Hitler, en la présentant comme un plan d'action destiné à mobiliser les réserves de la nation, avait commencé.

« Il ne manquait plus que cela ! » pensai-je immédiatement lorsque Goebbels nous rapporta ce qu'il avait entendu en reparlant des soupçons qui visaient les ouvriers de l'O.T. Si ces présomptions étaient vérifiées, mon prestige en souffrirait directement, car Bormann pourrait prendre prétexte de mes attributions pour ourdir de nouvelles intrigues et distiller son fiel. Goebbels était déjà indigné par ce que je ne pouvais lui donner aucun renseignement sur les mesures de contrôle auxquelles étaient soumis les ouvriers de l'O.T. choisis pour travailler à Rastenburg. Il se fit expliquer par moi que des centaines de travailleurs étaient admis à pénétrer chaque jour dans l'enceinte de sécurité n° 1, afin d'effectuer les travaux de consolidation du bunker de Hitler et que celui-ci travaillait pendant ce temps dans le baraquement construit pour moi puisqu'il était pourvu d'une grande salle de réunion et qu'il restait vide pendant mon absence. Dans ces conditions, déclara-t-il en hochant la tête devant tant d'insouciance, il n'avait pas dû être bien difficile de pénétrer dans le périmètre le mieux isolé et le mieux protégé du monde : « Quel sens peuvent bien avoir toutes les mesures de sécurité ? » lança-t-il à la cantonade, comme s'il s'adressait à un responsable invisible.

Peu de temps après Goebbels nous congédia. Nous étions tous les deux très occupés, même en un pareil moment, par la routine ministérielle. Il était déjà tard,

lorsque j'arrivai chez moi pour déjeuner : le colonel Engel, l'ex-aide de camp de Hitler pour l'armée de terre, qui commandait maintenant une unité au front, m'attendait. J'étais curieux de savoir ce qu'il penserait d'un mémoire que j'avais rédigé plusieurs jours auparavant et dans lequel je réclamaï la nomination d'un « vice-dictateur », c'est-à-dire d'un homme pourvu de pouvoirs exceptionnels qui, sans se préoccuper des questions de prestige, serait chargé de supprimer l'organisation confuse de la Wehrmacht en trois ou quatre armes et de créer enfin des structures aussi claires qu'efficaces. Si ce mémoire portait la date du 20 juillet, c'était un simple hasard, mais il contenait un certain nombre d'idées que nous avions discutées au cours de conversations avec les militaires qui avaient participé au putsch⁷.

L'idée de téléphoner entre-temps au quartier général du Führer pour obtenir des détails ne m'effleura pas. Je supposai vraisemblablement qu'étant donné l'agitation qu'un tel événement ne pouvait manquer d'avoir déclenchée, un appel téléphonique ne ferait qu'ajouter à la perturbation. En outre, j'étais accablé à l'idée que le responsable de l'attentat pouvait venir de mon organisation. Après le déjeuner, je reçus comme prévu l'ambassadeur Clodius, du ministère des Affaires étrangères, qui me fit son rapport au sujet de la « préservation du pétrole roumain ». Mais avant la fin de l'entretien, je reçus un coup de téléphone de Goebbels⁸.

Depuis la matinée, sa voix apparaissait étonnamment

transformée ; elle était rauque et traduisait une grande agitation : « Pouvez-vous interrompre immédiatement votre travail ? Venez vite ! C'est absolument urgent ! Non, je ne peux rien vous dire au téléphone. » L'entretien fut interrompu sur-le-champ, je me rendis chez Goebbels vers dix-sept heures. Il me reçut dans son bureau, au premier étage de son palais résidentiel qui était situé au sud de la porte de Brandebourg. Il me dit avec précipitation : « Je viens de recevoir du quartier général l'information selon laquelle un putsch militaire est déclenché dans tout le Reich. Je voudrais que vous soyez à mes côtés dans cette situation. Il m'arrive parfois de décider trop vite. Vous pouvez tempérer cette précipitation par votre calme. Nous devons agir avec circonspection. »

De fait, cette nouvelle me plongea dans un état d'agitation qui n'avait rien à envier à celui de Goebbels. D'un seul coup je me souvins de toutes les conversations que j'avais eues avec Fromm, Zeitzler et Guderian, avec Wagner, Stieff, Fellgiebel, Olbricht ou Lindenmann. Je pensai à notre situation sans issue sur tous les fronts, à la réussite de l'invasion, à la suprématie de l'Armée rouge et aussi à la faillite imminente de notre approvisionnement en carburant, et me remémorai la manière souvent virulente dont nous avions critiqué le dilettantisme de Hitler, ses décisions absurdes, les affronts perpétuels, les humiliations et les mortifications incessantes qu'il réservait aux officiers supérieurs. Certes je ne pensais pas que Stauffenberg, Olbricht, Stieff et leur cercle fussent mêlés au

putsch. J'aurais plutôt cru capable d'un tel acte un homme de tempérament colérique comme Guderian. Goebbels devait déjà avoir été informé à cette heure, ainsi que je le découvris plus tard, des soupçons qui pesaient sur Stauffenberg. Mais il ne m'en parla pas. Pas plus qu'il ne m'informa de la conversation téléphonique qu'il venait d'avoir avec Hitler juste avant mon arrivée ⁹.

Sans avoir connaissance de ces faits, je m'étais déjà décidé. De fait, je pensais qu'un putsch tenté dans notre situation était catastrophique ; d'autre part, je ne discernais pas son éthique. Goebbels pouvait compter sur mon aide.

Les fenêtres du bureau de Goebbels donnaient sur la rue. Quelques minutes après mon arrivée, je vis des soldats en tenue de combat, casqués, les grenades passées dans la ceinture et le pistolet mitrailleur à la main se diriger, en petites formations, vers la porte de Brandebourg. Arrivés là-bas, ils mirent en place leurs mitrailleuses et interdirent toute circulation, tandis que deux d'entre eux, armés jusqu'aux dents, se dirigeaient vers la porte d'entrée aménagée dans le mur du parc pour monter la garde. Je demandai à Goebbels de venir, il comprit tout de suite ce que cela signifiait et disparut dans sa chambre à coucher attenante où il prit quelques pilules dans une petite boîte qu'il mit dans la poche de sa veste : « Voilà, on ne sait jamais ! » dit-il, visiblement tendu.

Nous cherchâmes à savoir par un aide de camp quels étaient les ordres que ces sentinelles avaient reçus, mais nous n'apprîmes pas grand-chose. Les soldats en faction

près du mur se montrèrent peu loquaces et finirent par répondre sans aménité : « Ici, personne n'entre ni ne sort. »

Les coups de téléphone que Goebbels passait inlassablement et dans tous les azimuts apportèrent des nouvelles inquiétantes. Des unités de Potsdam semblaient déjà en route vers Berlin, des garnisons de la province approchaient également, disait-on. Pour ma part, tout en réprouvant spontanément le soulèvement, j'éprouvais le sentiment étrange d'être simplement présent sans participer aux événements, comme si tout cela, l'activité fiévreuse d'un Goebbels nerveux et décidé, ne me concernait pas. Pour le moment la situation paraissait plutôt désespérée et Goebbels se montrait extrêmement préoccupé. De la constatation que le téléphone fonctionnait toujours et que la radio ne transmettait pas encore de proclamation des insurgés, il conclut toutefois que la partie adverse hésitait encore. De fait, il est incompréhensible que les conjurés aient négligé de neutraliser les moyens d'information ou de s'en servir à leurs propres fins bien qu'ils eussent prévu, dans un plan établi plusieurs semaines à l'avance, non seulement d'arrêter Goebbels, mais aussi de s'emparer du central téléphonique interurbain, du bureau télégraphique central, du centre de transmission de la SS, du bureau central de la Reichspost, des émetteurs les plus importants situés autour de Berlin et de la Maison de la Radio¹⁰. Il aurait suffi de quelques soldats pour pénétrer chez Goebbels sans rencontrer de résistance et arrêter le ministre ; en effet nous n'avions

pour toutes armes et pour toute protection que quelques revolvers. Goebbels aurait probablement tenté d'échapper à la captivité en absorbant le cyanure de potassium qu'il tenait prêt à toute éventualité. Ainsi aurait été éliminé l'adversaire le plus talentueux des conjurés.

Pendant ces heures critiques, Himmler, le seul à disposer de troupes sûres capables d'écraser le putsch, resta bizarrement introuvable. Il se tenait manifestement à l'écart, et cela inquiétait d'autant plus Goebbels qu'il essayait en vain de trouver un motif plausible à cette attitude. Il exprima devant moi à plusieurs reprises sa méfiance à l'égard du Reichsführer et ministre de l'Intérieur, et les doutes de Goebbels quant à la loyauté de Himmler lui-même m'ont toujours paru être l'indice par excellence de l'incertitude qui régna en ces heures-là.

Était-ce par méfiance à mon égard qu'il me demanda de sortir pendant qu'il téléphonait ? Assez ouvertement, il me faisait sentir son scepticisme. Plus tard, j'ai supposé qu'il avait peut-être eu le sentiment de s'assurer de ma personne en me retenant à ses côtés ; d'autant que les premiers soupçons s'étaient portés sur Stauffenberg et donc nécessairement sur Fromm. Après tout, Goebbels connaissait mon amitié pour Fromm qu'il affectait depuis longtemps de traiter ouvertement d' « ennemi du parti ».

Moi aussi je pensai immédiatement à Fromm. Congédié par Goebbels, je me fis mettre en communication avec le central téléphonique de la Bendlerstrasse et demandai à parler à Fromm, car c'est de lui que j'avais le plus de

chances d'obtenir des détails. « Le général Fromm est introuvable », fut la seule réponse que j'obtins. J'ignorais qu'à ce moment-là il était enfermé dans une pièce de la Bendlerstrasse. « Mettez-moi en communication avec son aide de camp. » On me répondit alors que personne ne répondait au numéro demandé. « S'il vous plaît, passez-moi le général Olbricht. » Il fut tout de suite à l'appareil : « Que se passe-t-il, mon général ? lui demandai-je sur le ton de plaisanterie qui nous était familier et qui permettait de surmonter des situations difficiles, je dois travailler et je suis retenu ici chez Goebbels par des soldats. » Olbricht s'excusa. « Pardonnez-moi, dans votre cas, il s'agit d'une erreur. Je vais arranger cela. » Il avait raccroché avant que je puisse lui poser d'autres questions. J'évitai de rapporter intégralement à Goebbels ma conversation avec Olbricht. Car le ton et le contenu de nos paroles indiquaient plutôt une entente entre nous et pouvaient éveiller la méfiance de Goebbels.

Entre-temps, Schach, le représentant du Gauleiter de Berlin, était entré dans la pièce où je me trouvais : un de ses amis, nommé Hagens, s'était porté garant des opinions nationales-socialistes du commandant Remer, dont le bataillon avait cerné le quartier du gouvernement. Aussitôt Goebbels tenta d'obtenir une entrevue avec Remer. A peine avait-il obtenu son accord, qu'il me fit revenir dans son bureau. Il était certain de pouvoir entraîner Remer à ses côtés et me pria de rester. Hitler, déclara-t-il, était au courant de la conversation qui allait avoir lieu, il en

attendait le résultat dans son quartier général et il était prêt à parler à tout moment avec le commandant.

Le major Remer entra, Goebbels donnait l'impression d'être maître de soi, mais nerveux. Il semblait savoir que le destin du putsch, et donc le sien propre, se décidait en ce moment. Tout fut terminé au bout de quelques minutes curieusement dénuées de tout caractère dramatique, et le putsch avait échoué.

Tout d'abord, Goebbels rappela au commandant son serment de fidélité au Führer. Remer répondit en promettant solennellement de rester fidèle au Führer et au parti, mais, ajouta-t-il, Hitler était mort. En conséquence il devait exécuter les ordres de son supérieur, le général de division von Haase. Goebbels lui opposa l'argument décisif qui changeait tout : « Le Führer vit ! » Et, remarquant que Remer était tout d'abord interloqué, puis qu'il devenait hésitant, il ajouta immédiatement : « Il est en vie ! J'ai parlé il y a quelques minutes avec lui ! Une petite clique de généraux ambitieux a déclenché un putsch militaire ! C'est une infamie ! La plus grande infamie de l'histoire ! » Pour cet homme qui avait reçu l'ordre de cerner le quartier et qui était à la fois irrité et mis au pied du mur, la nouvelle que Hitler était encore en vie fut une véritable délivrance. Remer nous dévisagea tous l'air heureux, mais encore incrédule. Goebbels attira son attention sur cet instant historique, sur l'énorme responsabilité qu'il portait devant l'histoire : rarement le destin avait offert à un homme une chance pareille ; il

dépendait de lui qu'il la saisisse au bond ou qu'il la repousse. Ceux qui voyaient Remer en cet instant, ceux qui observaient les transformations qui s'opéraient en lui pendant qu'il écoutait ces mots savaient que Goebbels avait déjà gagné. C'est alors que le ministre abattit son suprême atout : « Je vais maintenant parler au Führer et vous pourrez lui téléphoner. Le Führer peut bien vous donner des ordres qui annulent ceux de votre général ? » dit-il en conclusion sur un ton légèrement ironique. Puis il établit la communication avec Rastenburg.

Goebbels pouvait communiquer avec le quartier général du Führer grâce à une ligne spéciale du central téléphonique de son ministère. Au bout de quelques secondes il eut Hitler à l'appareil ; après quelques remarques sur la situation, Goebbels passa l'écouteur au commandant. Aussitôt Remer reconnut la voix de Hitler qu'on disait mort et rectifia involontairement la position, l'écouteur à la main. On entendit seulement à plusieurs reprises : « Mais oui, mon Führer... Oui ! A vos ordres, mon Führer ! »

Goebbels se fit redonner le combiné et renseigner sur le résultat de la conversation. Le commandant était chargé d'exécuter à la place du général Haase toutes les mesures militaires à Berlin et en même temps, ordre lui était donné d'exécuter toutes les directives émanant de Goebbels. Une seule ligne téléphonique intacte avait fait échouer définitivement la sédition. Goebbels passa à la contre-attaque et ordonna de rassembler immédiatement dans le

jardin de sa résidence tous les hommes du bataillon de garde récupérables.

Certes, le soulèvement avait échoué, mais il n'était pas encore totalement écrasé lorsque, à sept heures du soir, Goebbels fit passer un message à la radio annonçant qu'un attentat à la bombe avait été commis contre Hitler, mais que le Führer était en vie et avait déjà repris son travail. Il avait ainsi à nouveau utilisé un des moyens techniques que les insurgés avaient négligé dans les heures précédentes, commettant ainsi une erreur lourde de conséquences.

Son assurance était excessive : le succès fut de nouveau mis en cause lorsqu'on annonça peu de temps après qu'une brigade de blindés venait d'arriver sur la Fehrbelliner Platz, qui refusait d'obéir aux ordres de Remer. Elle obéissait uniquement au général Guderian : « Celui qui n'obéit pas sera fusillé », tel était dans sa brièveté le seul renseignement militaire qui nous fut rapporté. La supériorité de cette unité était telle, que son attitude commandait plus que le destin de l'heure suivante.

Un fait était symptomatique de l'incertitude de notre situation : personne ne pouvait nous dire si cette unité de blindés, à laquelle Goebbels ne pouvait opposer aucune force, se rangeait aux côtés du gouvernement ou était passée du côté des insurgés. Goebbels et Remer tenaient pour plausible la participation de Guderian au putsch ¹¹.

La brigade était commandée par le colonel Bollbrinker. Le connaissant bien, je tentai d'entrer en communication téléphonique avec lui. Le renseignement qu'il me donna nous soulagea : les blindés étaient venus pour écraser le soulèvement.

Pendant ce temps, environ cent cinquante soldats du bataillon berlinois de garde, la plupart des hommes d'un certain âge, avaient pris position dans le jardin de Goebbels. Avant d'aller les voir, le ministre déclara : « Si j'arrive à les convaincre, la partie sera gagnée. Regardez bien comme je vais les mettre dans ma poche ! » Entre-temps la nuit était tombée, la scène n'était éclairée que par une porte de jardin ouverte. Dès les premiers mots, les soldats écoutèrent avec attention le discours assez long et au fond assez creux de Goebbels. Mais celui-ci fit preuve d'une extraordinaire assurance, et il apparut comme le vrai vainqueur de cette journée. Il reprit des lieux communs éculés, mais d'une façon si personnelle, que son discours eut un effet à la fois envoûtant et excitant. L'impression qu'il produisit se lisait directement sur les visages des soldats rassemblés dans la pénombre : ils furent conquis non par des menaces ou des ordres, mais à force de persuasion.

Vers onze heures du soir, le colonel Bollbrinker vint me voir dans la pièce qui m'avait été attribuée : Fromm voulait faire passer en conseil de guerre, dans la Bendlerstrasse, les conjurés qui avaient été arrêtés entre-temps. Cela devait accabler Fromm, ainsi que je le compris tout de suite. En outre, à mon avis, c'était à Hitler qu'il incombait

de décider du sort qui devait être réservé aux conjurés. Peu après minuit, je partis en auto pour m'opposer à leur exécution. Bollbrinker et Remer étaient avec moi dans l'auto. Au milieu de Berlin plongé complètement dans les ténèbres, la Bendlerstrasse était illuminée par des projecteurs : tableau irréel et fantastique. Il faisait le même effet théâtral qu'un décor de cinéma illuminé au beau milieu d'un studio plongé dans l'obscurité. De longues ombres noires ajoutaient à la plasticité du décor.

Lorsque je voulus tourner dans la Bendlerstrasse, un officier SS m'enjoignit de m'arrêter au bord du trottoir dans la Tiergartenstrasse. Dans l'obscurité, sous les arbres, se trouvaient, presque méconnaissables, Kaltenbrunner, le chef de la Gestapo, et Skorzeny, le libérateur de Mussolini, entourés par un grand nombre de sous-officiers SS. Ces silhouettes sombres semblaient aussi fantomatiques que leur comportement. Personne ne claqua des talons lorsque nous saluâmes, ils avaient perdu cette allure fringante qu'ils affichaient d'habitude, tout se passait en silence notre entretien se déroula à voix basse, comme lors de funérailles. J'expliquai à Kaltenbrunner que j'étais venu pour empêcher Fromm de tenir un conseil de guerre. Mais aussi bien Kaltenbrunner que Skorzeny, dont j'avais attendu plutôt des explosions de colère ou de triomphe devant la défaite morale de l'armée de terre concurrente, me répartirent sur un ton presque indifférent que les événements étaient en premier lieu l'affaire de l'armée de terre : « Nous ne voulons pas nous immiscer ni intervenir

en aucun cas. Du reste, le conseil de guerre s'est probablement déjà tenu ! » Kaltenbrunner m'assura que la SS n'interviendrait pas pour écraser le soulèvement ou pour exécuter les jugements des cours martiales. Il avait même interdit à ses gens de pénétrer dans le bâtiment de la Bendlerstrasse. Toute intervention de la SS créerait obligatoirement de nouvelles complications avec l'armée de terre et aggraverait les tensions qui existaient déjà ¹². Ces considérations tactiques, fruits de la situation du moment, furent de courte durée. Quelques heures plus tard, la poursuite des officiers de l'armée de terre impliqués dans le putsch par les organes de la SS battait son plein.

Kaltenbrunner venait à peine de finir de me parler qu'une ombre majestueuse se détacha sur l'arrière-plan illuminé de la Bendlerstrasse. Tout seul, en grand uniforme, Fromm se dirigeait vers nous d'un pas lent. Je pris congé de Kaltenbrunner et de sa suite et, sortant de l'obscurité des arbres, j'allai à la rencontre de Fromm. « Le putsch est terminé, commença-t-il en se maîtrisant avec peine. Je viens de donner les ordres nécessaires à tous les commandements des régions militaires. J'ai été empêché pendant un certain temps d'exercer mon commandement sur l'armée de l'intérieur. On m'a carrément enfermé dans une pièce. Mon chef d'état-major, mes collaborateurs les plus proches ! » L'indignation, mais aussi l'inquiétude devinrent perceptibles lorsqu'il éleva la voix pour justifier l'exécution de son état-major, dont les membres venaient d'être fusillés : « En qualité de juge et de chef, j'étais obligé

de tenir immédiatement un conseil de guerre pour juger tous ceux qui étaient impliqués dans le putsch. » A voix basse, il ajouta d'une voix torturée : « Le général Olbricht et mon chef d'état-major, le colonel von Stauffenberg, ne sont plus en vie. »

Fromm voulait tout de suite téléphoner à Hitler. C'est en vain que je le priai de passer d'abord à mon ministère, mais il insista pour voir Goebbels, bien que sachant aussi bien que moi que le ministre n'éprouvait qu'animosité et méfiance à son égard.

Dans la résidence de Goebbels, le commandant de la place de Berlin, le général Haase, était déjà arrêté. Fromm expliqua brièvement en ma présence les événements et demanda à Goebbels de lui permettre de téléphoner à Hitler. Mais au lieu de lui répondre, Goebbels pria Fromm d'aller dans une pièce à côté, puis il s'apprêta à téléphoner à Hitler. Lorsque la liaison fut établie, il me demanda de le laisser seul. Vingt minutes après environ, il apparut à la porte, appela une sentinelle et lui ordonna de se mettre en faction devant la pièce où se trouvait Fromm.

Il était déjà minuit lorsque Himmler, qui était resté introuvable jusqu'alors, arriva chez Goebbels. Sans en avoir été prié, il exposa longuement les raisons qui avaient justifié son éloignement¹³, en invoquant une règle qui avait fait ses preuves : lorsqu'on avait à combattre des soulèvements, il fallait toujours rester éloigné du centre de l'opération et engager les contre-offensives uniquement de l'extérieur. C'était de la tactique, Goebbels sembla

accepter cette thèse. Il se montra d'excellente humeur et prit plaisir à montrer à Himmler, grâce à une description détaillée des événements, comment il avait maîtrisé pratiquement tout seul la situation : « Si seulement ils n'avaient pas été si maladroits ! Ils ont eu une chance unique ! Quels atouts ! Quel enfantillage ! Quand je pense à ce que j'aurais fait à leur place ! Pourquoi n'ont-ils pas occupé la Maison de la Radio et diffusé les mensonges les plus extravagants ! Ici, ils placent des sentinelles devant ma porte. Mais, sans s'occuper de rien, ils me laissent téléphoner avec le Führer et tout mobiliser ! Ils n'ont même pas coupé mon téléphone ! Avoir eu tant d'atouts entre les mains... Quels débutants ! » Ces militaires, poursuivit-il, s'étaient trop fiés à la notion traditionnelle de l'obéissance, selon laquelle il va de soi que tout ordre est obéi par les officiers et les hommes de troupes subalternes. A elle seule, cette erreur avait causé l'échec du putsch. Car ils avaient oublié, ajouta-t-il non sans un sentiment de satisfaction curieusement dénué d'enthousiasme, que les Allemands avaient reçu au cours des dernières années une éducation politique grâce à l'État national-socialiste : « Il n'est plus possible aujourd'hui de les soumettre telles des marionnettes aux ordres d'une clique de généraux. » Goebbels s'arrêta subitement. Comme si ma présence le gênait, il dit : « J'ai quelques questions dont je dois m'entretenir seul à seul avec le Reichsführer, mon cher monsieur Speer. Bonne nuit. »

Le lendemain, le 21 juillet, les ministres les plus importants furent invités à venir au quartier général du Führer présenter leurs félicitations à Hitler. Mon invitation mentionnait que je devais être accompagné de Dorsch et de Saur, mes deux principaux collaborateurs : cette précision était d'autant plus singulière que tous les ministres arrivèrent sans leurs adjoints. Lors de la réception, Hitler les salua avec une cordialité ostentatoire, tandis qu'il passait devant moi en se contentant de me serrer négligemment la main. Les membres de l'entourage de Hitler me manifestèrent une froideur incompréhensible. Dès que j'entrais dans une pièce, les conversations cessaient, les personnes présentes s'éloignaient ou se détournaient. Schaub, l'aide de camp civil de Hitler, me dit d'un ton qui en disait long : « Maintenant nous savons qui était derrière l'attentat ! » Puis il me planta là, et je ne pus en apprendre davantage. Saur et Dorsch furent même invités sans moi à prendre le thé le soir avec le cercle des intimes. Tout cela était troublant et m'inquiétait beaucoup.

Keitel, par contre, était définitivement sorti de la crise qui s'était préparée dans les dernières semaines à partir des conceptions en vogue dans l'entourage de Hitler. En se relevant immédiatement après l'attentat et en voyant Hitler sain et sauf, il s'était précipité vers lui, ainsi que le racontait maintenant Hitler, en criant : « Mon Führer, vous êtes en vie, vous vivez ! » et, passant outre à toutes les conventions, il l'avait embrassé fougueusement. Il était évident qu'après cela Hitler ne le laisserait plus tomber et

cela d'autant moins que Keitel lui semblait être l'homme qu'il fallait pour exercer les représailles contre les putschistes : « Un peu plus, et Keitel aurait perdu la vie. Il sera impitoyable », déclara-t-il.

Le lendemain, Hitler était redevenu presque aimable à mon égard et son entourage adopta la même attitude. Sous sa présidence, une conférence eut lieu dans le pavillon de thé à laquelle je participai aux côtés de Keitel, Himmler, Bormann et Goebbels. Hitler avait repris à son compte les idées que je lui avais communiquées par écrit quinze jours auparavant et conféra à Goebbels le titre de « commissaire du Reich à la guerre totale ¹⁴ ». Le fait d'avoir échappé à la mort lui avait rendu son esprit de décision ; en quelques minutes furent obtenus des résultats pour lesquels nous nous battions, Goebbels et moi, depuis plus d'un an.

Immédiatement après, Hitler aborda les événements de ces derniers jours : il triomphait, affirmant que désormais le grand tournant positif de la guerre était venu. Le temps de la trahison était maintenant passé, de nouveaux généraux plus capables assumeraient le commandement. Aujourd'hui il comprenait qu'en organisant un procès pour éliminer Toukhatchevski, Staline avait fait un pas décisif lui permettant de mettre sur pied un commandement efficace. En liquidant l'état-major général, il avait fait place nette pour des hommes nouveaux qui n'avaient pas été formés pendant l'époque tsariste. Jadis il avait toujours vu dans les accusations portées pendant les procès de Moscou de

1937 des falsifications ; mais maintenant, après l'expérience du 20 juillet, il se demandait s'il n'y avait pas eu une part de vérité dans ces accusations. Certes, il n'avait pas aujourd'hui plus de preuves qu'hier, poursuivait Hitler, mais il ne pouvait plus exclure la possibilité d'une trahison des deux états-majors collaborant ensemble.

Tous les participants à la conférence approuvèrent. Goebbels se mit particulièrement en évidence en accablant de son mépris et de ses railleries les généraux de l'état-major. Comme je faisais des réserves, il me rabroua aussitôt brutalement. Hitler écoutait en silence ¹⁵.

Le fait que le général Fellgiebel, le chef des services de transmission, ait fait partie lui aussi du groupe des conjurés provoqua chez Hitler une explosion où la satisfaction, la colère et le triomphe se mêlaient à la conscience d'être justifié : « Maintenant, je sais pourquoi tous mes grands plans étaient condamnés à échouer en Russie pendant ces dernières années. Tout était trahison ! Il y a longtemps que nous serions vainqueurs sans ces traîtres ! Voilà ma justification devant l'histoire ! Il faut maintenant absolument chercher à savoir si Fellgiebel disposait d'une ligne directe avec la Suisse, grâce à laquelle il aurait transmis tous mes plans aux Russes. Il faut employer tous les moyens pour l'interroger... Encore une fois c'est moi qui ai eu raison. Qui est-ce qui me croyait lorsque je m'opposais à toute unification du commandement de la Wehrmacht ? Regroupée dans une seule main, la Wehrmacht constitue un danger ! Pensez-vous aujourd'hui encore que c'est un

hasard si j'ai fait mettre sur pied le plus grand nombre possible de divisions de Waffen-SS ? Je savais pourquoi je donnais ces ordres en dépit de toutes les résistances... l'inspecteur général des blindés : j'ai créé tout cela pour diviser l'armée de terre une fois de plus ! »

Puis Hitler laissa de nouveau libre cours à sa fureur contre les conjurés ; il allait tous les « supprimer et les exterminer ». Il pensa à des noms qui étaient apparus à un moment ou à un autre et qu'il rangeait maintenant au nombre des conjurés : Schacht avait toujours été un saboteur de l'armement. Malheureusement, il avait toujours été trop faible, déclara Hitler. Il ordonna l'arrestation immédiate de Schacht, et ajouta : « Hess aussi sera impitoyablement pendu, tout comme ces salauds, ces officiers criminels. C'est lui qui a commencé en donnant l'exemple de la trahison. »

Après de tels accès, Hitler se calmait ; soulagé comme un homme qui vient tout juste d'échapper à un grand danger, il raconta comment l'attentat s'était produit, il parla du tournant qu'il avait provoqué, de la victoire qui paraissait à nouveau à portée de la main. Nageant dans l'euphorie, il puisait dans l'échec du putsch une confiance nouvelle et nous aussi, nous nous laissâmes gagner trop docilement par son optimisme.

Peu de temps après le 20 juillet, le bunker que Hitler avait dû quitter à cause des travaux pour aller travailler dans mon baraquement le jour de l'attentat fut prêt. S'il est possible de voir dans une construction le symbole d'une

situation, alors ce bunker est tout indiqué : ressemblant extérieurement à une sépulture de l'Égypte antique, ce n'était à proprement parler qu'un gros bloc de béton dépourvu de fenêtres et d'arrivée d'air directe. Vu en coupe, c'était une construction où le volume du béton dépassait plusieurs fois l'espace utile. C'est dans cette construction funéraire que Hitler vivait, travaillait et dormait. On peut dire que ces murs de béton épais de cinq mètres le séparaient, au sens propre et au sens figuré du terme, du monde extérieur et l'enfermaient dans sa folie.

Je profitai de mon séjour à Rastenburg pour effectuer ma visite d'adieux, dans son quartier général tout proche, au chef d'état-major général Zeitzler, qui avait été relevé de ses fonctions au soir même du 20 juillet. Je ne parvins pas à dissuader Saur de m'accompagner. Pendant notre entretien, l'aide de camp de Zeitzler, le lieutenant-colonel Günther Smend, qui devait être exécuté quelques jours plus tard, vint annoncer qu'il était de retour. Saur conçut immédiatement un soupçon : « Avez-vous vu le regard de connivence qu'ils ont échangé en se saluant ? » Je réagis par un « non » irrité. Peu de temps après, lorsque nous nous retrouvâmes seuls, Zeitzler et moi, j'appris que Smend revenait de Berchtesgaden, où il était allé mettre de l'ordre dans le coffre de l'état-major. Mais en entendant Zeitzler parler de cette question sur un ton tout à fait anodin, je fus confirmé dans mon impression qu'il n'avait pas été mis au courant par les conjurés. Je n'ai jamais su si Saur avait fait part à Hitler de ce qu'il avait remarqué.

Au bout de trois jours passés au quartier général du Führer, je repris l'avion le 24 juillet pour rentrer à Berlin.

L'Obergruppenführer SS Kaltenbrunner, le chef de la Gestapo, venait de se faire annoncer. Je le reçus couché, ma jambe me faisant à nouveau souffrir. Tout en me témoignant une cordialité inquiétante, comme le soir du 20 juillet, Kaltenbrunner semblait me scruter d'un regard perçant. Il aborda directement le sujet qui motivait sa visite : « Nous avons trouvé dans le coffre-fort de la Bendlerstrasse la liste du gouvernement prévu par les conjurés du 20 juillet. Vous y êtes porté comme ministre de l'Armement. » Il me demanda si j'étais au courant de cette fonction prévue pour moi et ce que j'en savais, mais il resta correct et ne se départit pas de son urbanité coutumière. Peut-être pris-je un visage si consterné en entendant ses déclarations qu'il me crut. Il renonça vite à obtenir des renseignements supplémentaires et tira un document de sa serviette : c'était l'organigramme du gouvernement qui devait être mis en place par le coup d'État¹⁶. Apparemment il avait été fait par un officier, car l'organisation de la Wehrmacht y était traitée avec un soin tout particulier. Un « Grand État-Major général » englobait les trois armes de la Wehrmacht. A cet état-major était subordonné le commandant en chef de l'armée de l'intérieur, qui était en même temps chef de l'armement et, dépendant de lui, au milieu des autres petites cases, je vis porté en lettres d'imprimerie : « Armement : Speer. » Un

sceptique avait écrit au crayon la mention : « Si possible », suivie d'un point d'interrogation. Cet inconnu et le fait que je n'aie pas répondu le 20 juillet à l'invitation à déjeuner dans la Bendlerstrasse me tirèrent de ce mauvais pas. Curieusement, Hitler ne me demanda jamais de précisions à ce sujet.

Naturellement je me suis demandé à l'époque ce que j'aurais fait, si le putsch du 20 juillet avait réussi et si on m'avait prié de continuer à exercer mes fonctions. Je l'aurais sans doute fait provisoirement, mais non sans me poser des questions. D'après tout ce que je sais aujourd'hui des personnalités et des motifs qui animaient la conspiration, une collaboration avec eux m'aurait délié de mon attachement à Hitler et m'aurait gagné à leur cause. Mais de ce fait, mon maintien au gouvernement aurait tout de suite été difficile, cela pour des raisons extérieures ; au plan intérieur, il aurait été impossible ; car tout jugement moral sur la nature du régime et sur ma position personnelle au sein de ce régime m'aurait obligatoirement amené à reconnaître qu'il ne m'était plus possible d'occuper un poste de direction en Allemagne après Hitler.

L'après-midi du même jour, nous organisâmes, comme tous les ministères, une manifestation de fidélité au Führer dans notre salle de réunion en présence de mes principaux collaborateurs. Cette manifestation ne dura pas plus de vingt minutes. Mon discours fut le plus faible et le moins assuré que j'aie jamais prononcé. Alors que je m'appliquais d'habitude à éviter les formules consacrées,

j'exprimai cette fois la grandeur de Hitler et notre confiance avec des accents exagérés et pour la première fois je conclus mon discours par un *Sieg Heil* ! retentissant. Jusqu'à présent je n'avais pas éprouvé le besoin d'employer de telles formules. Elles allaient contre mon tempérament et contre mon orgueil. Mais ce jour-là je me sentais mal à l'aise, j'avais le sentiment d'être compromis et malgré tout impliqué dans une procédure inextricable.

Mes appréhensions n'étaient du reste pas sans fondement. Des bruits couraient qui annonçaient mon arrestation, d'autres affirmaient que j'avais déjà été exécuté, ces rumeurs prouvaient que l'opinion publique, qui continuait à s'exprimer clandestinement, jugeait ma position menacée ¹⁷.

Toutes mes inquiétudes furent dissipées lorsque Bormann me demanda de parler à nouveau de l'armement au cours d'un congrès qui réunit les Gauleiter le 3 août à Posen. L'assistance était encore sous le coup du 20 juillet ; mais bien que cette invitation m'eût réhabilité officiellement, je me heurtai dès le début à des marques glaciales de parti pris. Je me sentais seul au milieu des nombreux Gauleiter rassemblés. Rien ne peut mieux caractériser l'atmosphère dont je me sentis environné cet après-midi-là, que cette réflexion de Goebbels aux Gauleiter et aux Reichsleiter qui l'entouraient : « Maintenant nous savons enfin de quel côté se trouve Speer ¹⁸. »

C'est justement au mois de juillet 1944 que notre armement avait atteint son maximum. Pour ne pas

provoquer à nouveau les dirigeants du parti et aggraver ma situation, je m'en tins prudemment à des considérations générales et je les gratifiai d'une avalanche de chiffres montrant les succès que nous avions jusqu'alors remportés au cours de notre travail et concernant les nouveaux programmes que Hitler nous avait confiés. Les progrès dans la production exigés par Hitler devaient montrer aux dirigeants du parti que nous étions, moi et mon appareil ministériel, irremplaçables pour le moment. Je réussis à détendre l'atmosphère en démontrant, à l'aide de nombreux exemples, que la Wehrmacht possédait des stocks de matériel qui n'étaient pas exploités. Goebbels s'écria à voix haute : « Sabotage ! sabotage ! » et montra par là que les dirigeants voyaient partout, depuis le 20 juillet, la trahison, la conspiration et la perfidie à l'œuvre. Quoi qu'il en soit, les Gauleiter furent impressionnés par mon rapport sur la production.

Depuis Posen, les participants au congrès se rendirent au quartier général du Führer où Hitler s'adressa à eux le lendemain dans la salle de cinéma. Bien que mon rang dans le parti ne m'eût pas habilité à siéger parmi eux¹⁹, Hitler m'avait demandé expressément de participer à cette réunion. Je m'assis au dernier rang.

Hitler parla des conséquences du 20 juillet, expliqua ses échecs passés par la trahison des officiers de l'armée de terre et se montra rempli d'espoir pour l'avenir : il avait acquis une confiance « comme il n'en avait jamais connu dans [sa] vie²⁰ ». Car jusqu'à présent tous ses efforts

avaient été sabotés, mais maintenant la clique de criminels était démasquée et éliminée, et finalement ce putsch avait peut-être constitué un événement extrêmement bénéfique pour notre avenir. Hitler répétait presque mot pour mot ce qu'il avait déjà déclaré immédiatement après le putsch, devant un cercle plus restreint. Il était précisément en train de faire impression sur moi, malgré tout ce que son attitude pouvait avoir d'absurde, avec ses paroles dénuées de passion, mais qui reflétaient l'émotion qu'il éprouvait en évoquant son sort, lorsqu'une phrase tomba, qui me tira d'un seul coup de toutes mes illusions : « Mais si maintenant le peuple allemand succombe dans ce combat, dit-il, c'est qu'il aura été trop faible. Il n'aura pas triomphé de l'épreuve devant l'histoire et il n'était destiné à rien d'autre qu'à périr ²¹ . »

Fait surprenant et tout à fait contraire à son habitude de ne pas mettre en valeur ses collaborateurs, Hitler attira l'attention de son auditoire sur mon travail et sur mes mérites. Il savait ou pressentait sans doute qu'il était nécessaire, compte tenu de l'attitude hostile des Gauleiter, de me réhabiliter à leurs yeux, pour me permettre à l'avenir de continuer à travailler avec succès. Il montra ostensiblement et publiquement aux dirigeants du parti que ses rapports avec moi ne s'étaient pas refroidis depuis le 20 juillet.

Je profitai de ma position à nouveau renforcée pour venir en aide à des amis et à des collaborateurs qui avaient été atteints par la vague de persécutions

déclenchée le 20 juillet²². Par contre, Saur dénonça deux officiers de la direction de l'armement et du matériel de l'armée de terre, le général Schneider et le colonel Fichtner, dont l'arrestation fut décrétée aussitôt par Hitler. Saur s'était contenté de rapporter une déclaration présumée de Schneider qui aurait prétendu que Hitler était incapable de comprendre les problèmes techniques ; quant à Fichtner, on prétextait le fait qu'il n'avait pas encouragé avec toute l'énergie possible la production des nouveaux types de blindés réclamés par Hitler dès le début de la guerre, pour l'accuser de sabotage conscient. Typique du manque d'assurance de Hitler fut cependant le fait qu'il fut immédiatement d'accord pour que soient libérés les deux officiers en faveur desquels j'étais intervenu²³, à la condition toutefois qu'ils ne seraient plus affectés à la direction de l'armement de l'armée de terre.

Un événement dont je fus témoin le 18 août au quartier général était très révélateur de l'inquiétude qui s'était emparée de Hitler, depuis que les généraux passaient pour peu sûrs. Trois jours plus tôt, alors qu'il se rendait auprès de la VII^e armée, le maréchal Kluge, commandant en chef du front ouest, n'avait pu être joint pendant plusieurs heures. Apprenant que le maréchal, accompagné de son seul aide de camp transportant un poste émetteur, s'était approché du front, Hitler échafauda toutes sortes de présomptions et bientôt il ne douta plus que Kluge se fût rendu en compagnie de son aide de camp vers un lieu prévu à l'avance, où des négociations devaient s'engager

avec les alliés occidentaux pour envisager une capitulation de l'armée allemande du front ouest. Les pourparlers n'ayant pas eu lieu, Hitler affirma que seule une attaque aérienne avait interrompu le voyage du maréchal et avait déjoué ses intentions de trahir. Lorsque j'arrivai au quartier général, Kluge avait déjà été relevé de son poste par Hitler et avait reçu l'ordre de regagner le quartier général. En apprenant que le maréchal avait succombé à une crise cardiaque pendant le voyage, Hitler, invoquant son sixième sens, avait ordonné à la Gestapo de faire procéder à une autopsie. L'autopsie ayant révélé que la mort avait été provoquée par du poison, Hitler triompha : maintenant il se disait parfaitement persuadé que les menées de Kluge relevaient de la trahison, bien que le maréchal lui eût écrit avant de mourir pour l'assurer de sa fidélité jusque dans la mort.

Durant ce séjour au quartier général de Rastenburg, je découvris, sur la grande table de cartes, dans le bunker de Hitler, les procès-verbaux des interrogatoires menés par Kaltenbrunner. Un aide de camp de Hitler qui était de mes amis me les donna à lire pendant deux nuits, car je ne me sentais pas encore rassuré. Beaucoup de points, qui auraient pu passer avant le 20 juillet pour des critiques justifiées, accablaient maintenant leurs auteurs. Pourtant aucune des personnes arrêtées n'avait fait de déclarations à mon sujet. Les putschistes s'étaient bornés à reprendre l'expression que j'avais forgée pour désigner les béni-oui-oui de l'entourage de Hitler : je les avais appelés les

« ânes qui opinent du bonnet ».

Sur la même table, je vis ces jours-là une pile de photos. Perdu dans mes pensées, je les pris, mais les reposai sur-le-champ. Sur le dessus de la pile, j'avais aperçu un pendu en costume de détenu, une large écharpe multicolore fixée au pantalon. Un officier SS qui faisait partie de l'entourage de Hitler m'expliqua : « C'est Witzleben. Vous ne voulez pas regarder les autres ? Ce sont toutes des photos prises pendant les exécutions. » Le soir, le film de l'exécution des conjurés fut passé dans la salle de cinéma. Je ne pouvais ni ne voulais le voir. Pour ne pas attirer l'attention, je prétendis que j'étais surchargé de travail ; je vis un grand nombre de gens, pour la plupart de petits gradés SS et des civils, se rendre à cette séance ; mais pas un seul officier de la Wehrmacht.

[52](#). Citation extraite d'une lettre de Hölderlin à Neuffer. (N.D.T.)

Raz de marée à l'ouest

En proposant à Hitler, dans les premiers jours de juillet, de charger Goebbels de mobiliser le pays pour la guerre totale en remplacement du comité des trois totalement incapable, je ne pouvais prévoir que quelques semaines plus tard l'équilibre existant entre Goebbels et moi serait modifié à mon grand désavantage, parce que mon prestige aurait souffert de ce que j'avais été le candidat des conjurés. En outre, un nombre de plus en plus grand de dirigeants du parti soutenait que les échecs que nous avions connus jusqu'alors, devaient être imputés essentiellement à l'insuffisance du rôle joué par le parti. Pour eux, il aurait mieux valu que les généraux fussent issus des rangs du parti. Certains Gauleiter regrettaient ouvertement que la SA ait été en 1934 éliminée au profit de la Wehrmacht ; dans les efforts de Röhm pour former une armée populaire, ils voyaient maintenant une occasion manquée. Cette armée populaire aurait suscité un corps d'officiers formé à l'école du national-socialisme, dont l'absence leur semblait expliquer actuellement les défaites des dernières années. Le parti considérait qu'il était temps qu'il passe à l'action dans le secteur civil et qu'il étende

son emprise sur l'État et sur nous tous avec fermeté et énergie.

Une semaine seulement après le congrès des Gauleiter à Posen, Tix, le directeur du comité principal « Armes », me déclara que « les Gauleiter, les chefs SA et les autres organes du parti » tentaient brusquement d'intervenir dans les entreprises « sans demander l'avis de personne ». Trois semaines plus tard, du fait de l'intervention du parti, « un double commandement s'était institué ». Les services de l'armement étaient soumis « en partie à la pression exercée par les Gauleiter ; leurs interventions arbitraires provoquaient une pagaille inouïe ¹ ».

Les Gauleiter étaient encouragés dans leur ambition et leur activité par Goebbels, qui se considérait soudain moins comme un ministre du Reich que comme un chef de parti : soutenu par Bormann et Keitel, il préparait des incorporations massives. Il fallait s'attendre à voir les interventions arbitraires aboutir à de graves ingérences dans la production d'armements. Le 30 août 1944, je fis part à mes directeurs généraux de mon intention de rendre les Gauleiter responsables de la production de l'armement ². J'étais décidé à capituler.

D'autant que j'étais désarmé ; car pour moi, comme depuis un certain temps pour la majorité des ministres, c'est à peine s'il était encore possible d'exposer de telles situations à Hitler, surtout lorsqu'elles concernaient le parti. Dès que la conversation prenait un tour désagréable, il éludait. Il était maintenant plus indiqué de lui faire part de

mes doléances par écrit.

Mes griefs concernaient les immixtions du parti qui se multipliaient. Le 20 septembre j'écrivis à Hitler une lettre détaillée à ce sujet, dans laquelle je lui exposais en outre ouvertement les reproches du parti à mon égard, ses efforts pour m'éliminer ou me duper, ses soupçons et ses tracasseries.

Le 20 juillet, écrivis-je dans ma lettre, a « renforcé la méfiance du parti vis-à-vis de mes nombreux collaborateurs qui viennent du monde de l'industrie ». Le parti est toujours convaincu que mon entourage immédiat est « réactionnaire, lié unilatéralement aux mêmes personnalités de l'économie et étranger au parti ». Goebbels et Bormann m'avaient déclaré ouvertement que mon organisation fondée sur le principe de l'autonomie de l'industrie et mon ministère pouvaient être qualifiés de « réservoir des dirigeants réactionnaires de l'économie » et d' « hostiles au parti ». Je ne me sentais pas « en mesure de mener à bien, en toute liberté et avec des chances de succès, la mission technique dont nous étions chargés, mes collaborateurs et moi, si notre travail devait être apprécié en fonction des critères politiques du parti³ ».

« Je ne donnais mon assentiment, poursuivis-je dans ma lettre, à l'intervention du parti dans le travail de production d'armements qu'à deux conditions : les Gauleiter, de même que les fondés de pouvoir de Bormann dans les Gaue (les conseillers économiques régionaux) devaient

m'être subordonnés directement dans les questions de production d'armements. On devait veiller à « définir des notions claires en matière de commandement et d'attributions ⁴ ». Allant plus loin, je demandais à nouveau à Hitler qu'il prenne parti en faveur des principes que j'appliquais pour diriger la production d'armements : « Il est indispensable de décider sans équivoque si l'on veut à l'avenir continuer à diriger l'industrie selon le système fondé sur l'autonomie de l'industrie en faisant confiance aux chefs d'entreprises, ou si l'on veut appliquer un autre système. A mon avis les chefs d'entreprises doivent conserver la responsabilité de leur entreprise et cette responsabilité doit être soulignée avec autant de force que possible. » Un système qui a fait ses preuves ne doit pas être modifié, écrivais-je en conclusion, mais je tenais pour nécessaire qu'une décision soit prise « qui indique clairement à tout le monde dans quelle sens s'orientera à l'avenir la direction de l'économie ».

Le 21 septembre, je remis ma lettre à Hitler dans son quartier général. Il en prit connaissance sans dire un mot. Sans me donner de réponse, il appuya sur le bouton de la sonnette et donna ma lettre à un aide de camp en le priant de la transmettre à Bormann. En même temps, il chargea son secrétaire de prendre une décision au sujet du contenu de ce mémoire, en collaboration avec Goebbels qui était présent au quartier général. Ainsi j'avais définitivement perdu. Hitler en avait manifestement assez d'intervenir

dans des querelles si impénétrables pour lui.

Quelques heures plus tard, Bormann me pria de venir dans sa chancellerie, qui était située à quelques pas du bunker de Hitler. Il était en bras de chemise, les bretelles visibles sur son gros torse ; Goebbels, lui, était tiré à quatre épingles. En se référant au décret de Hitler du 25 juillet, il me déclara qu'il allait faire un usage illimité des pleins pouvoirs dont il disposait pour me donner des ordres. Bormann fit chorus : je devais me soumettre à Goebbels. De plus, il ne pouvait tolérer qu'on tente d'influencer Hitler directement. Il dirigea cette confrontation, qui devenait de plus en plus désagréable, avec une grande grossièreté, tandis que Goebbels écoutait d'un air menaçant et en intervenant par des remarques cyniques. Le droit à l'initiative que j'avais si souvent réclamé existait maintenant, mais, chose surprenante, c'était le tandem Goebbels-Bormann qui le détenait.

Deux jours plus tard, Hitler, qui continuait à garder le silence sur les exigences que j'avais formulées par écrit, me donna à la vérité une nouvelle marque de sympathie en signant un appel que je venais de rédiger à l'intention des directeurs d'usines, et qui était au fond la confirmation de ce que j'avais réclamé dans ma lettre. Dans des conditions normales, cela aurait représenté une victoire sur Bormann et Goebbels. Mais à cette époque l'autorité de Hitler sur le parti n'était plus incontestée. Ses plus fidèles paladins passaient par-dessus ses décisions et ne se gênaient plus pour intervenir arbitrairement dans l'économie : c'étaient là

les premiers signes manifestes de la décomposition qui commençait à ronger l'appareil du parti et le loyalisme de ses dirigeants. Le différend continua à s'envenimer, prit un tour de plus en plus violent et ne fit que confirmer ces symptômes ⁵. Naturellement, Hitler n'était pas sans porter lui-même une part de responsabilité dans cet effritement de son autorité. Désorienté, il était pris entre les exigences de Goebbels, qui réclamait toujours plus de soldats, et ma volonté d'accroître la production d'armement. Il approuva tantôt l'un et tantôt l'autre, donna son accord à des ordres contradictoires, jusqu'au jour où les bombes et la progression des armées ennemies finirent par rendre totalement caduques l'une et l'autre de ces attitudes, puis notre différend lui-même, et pour finir, la question même de l'autorité de Hitler.

Soumis à la fois à la pression des problèmes politiques et à celle de l'ennemi extérieur, j'éprouvais une détente chaque fois que je pouvais m'éloigner de Berlin. J'entrepris bientôt des voyages d'inspection au front de plus en plus prolongés. Certes, sur le plan technique, je ne pouvais plus rien pour améliorer les qualités de l'armement, car il n'était plus possible d'exploiter les expériences que j'accumulais. J'espérais toutefois pouvoir influencer sur certaines décisions du quartier général grâce aux observations que je faisais ou aux informations que je recueillais auprès des chefs militaires.

Mais mes rapports tant écrits qu'oraux demeuraient, lorsque j'essayais de donner une idée d'ensemble, sans retentissement durable. Un grand nombre de généraux du front, avec lesquels je pus m'entretenir, me demandèrent de leur faire envoyer des troupes fraîches pour infuser un sang neuf à leurs unités et de les équiper avec les armes et les blindés de notre production d'armement, encore importante. Hitler par contre et Himmler, promu commandant en chef de l'armée de l'intérieur, continuaient à penser, en dépit de tous les arguments, que les troupes refoulées par l'ennemi ne possédaient plus de résistance morale et qu'il était donc préférable de mettre sur pied en toute hâte de nouvelles unités, appelées divisions de Volksgrenadière. Les divisions défaites, il fallait les laisser, pour reprendre l'expression significative qu'ils employaient, « se faire saigner à blanc ».

Je pus me rendre compte des résultats auxquels aboutissait l'application de ce principe à la fin septembre 1944, lors d'une inspection que j'effectuai dans une unité de la division blindée d'instruction de Bitburg. L'officier qui la commandait et qui avait derrière lui de longues années de guerre, me montra le champ de bataille où s'était déroulée quelques jours auparavant la tragédie de cette unité nouvellement formée et inexpérimentée. Insuffisamment instruite, elle avait perdu au cours de la marche d'approche dix de ses trente-deux nouveaux chars « Panthère » à la suite d'avaries. Les vingt-deux blindés restants, arrivés sur le champ de bataille, avaient été,

comme me le démontra l'officier, conduits en terrain découvert sans reconnaissance préalable, de sorte que quinze d'entre eux avaient été détruits par une unité antichar américaine comme à l'exercice. « C'était le premier engagement de cette unité mise récemment sur pied. Quand je pense à ce que mes troupes expérimentées auraient pu faire avec ces blindés ! » dit le capitaine sur un ton plein d'amertume. Je relatai cet incident à Hitler, et conclusai en affirmant non sans ironie que cet exemple prouvait que « des unités nouvellement mises sur pied présentaient souvent des inconvénients majeurs face à des unités regonflées ⁶ ». Mais ce récit ne fit aucun effet sur Hitler. Au cours d'une conférence d'état-major, il déclara que son expérience de fantassin lui avait montré que les troupes ne veillent sur leurs armes que lorsqu'on reste très strict dans leur remplacement.

D'autres inspections me permirent de constater qu'on tentait, sur le front occidental, d'aboutir à des accords avec l'adversaire sur des questions particulières. Près de Arnhem, je rencontrai le général de la Waffen-SS Bittrich. Son unité, le 2^e corps blindé, avait anéanti la veille une division aéroportée britannique. Le général avait conclu au cours des combats un arrangement avec les Anglais, qui permettait à l'adversaire de continuer à faire fonctionner un hôpital de campagne situé derrière les lignes allemandes. Or des fonctionnaires du parti avaient tué des pilotes anglais et américains. Bittrich, indigné, voyait là un désaveu de ses efforts. Les violents reproches qu'il

adressait au parti étaient d'autant plus frappants qu'ils émanaient d'un général SS.

L'ex-aide de camp de Hitler pour l'armée de terre, le colonel Engel, qui commandait maintenant la 12^e division d'infanterie près de Düren, avait lui aussi conclu de sa propre initiative un arrangement avec l'ennemi, qui prévoyait la mise à l'abri des blessés pendant les accalmies. Il n'était pas recommandé de parler de ces arrangements au quartier général, car Hitler invoquant son expérience, considérait ces accords comme des signes de « mollesse ». De fait, nous l'avions souvent entendu tourner en raillerie l'esprit soi-disant chevaleresque traditionnellement en honneur chez les officiers prussiens ; il prétendait au contraire que la guerre telle qu'elle était menée à l'est par les deux ennemis, avec son caractère acharné et impitoyable, renforçait l'endurance du simple soldat, car elle étouffait en lui les considérations humanitaires.

Je me souviens d'un seul cas où Hitler ait entériné sans rien dire, quoique à contrecœur, une convention conclue avec l'ennemi. A la fin de l'automne 1944, les troupes allemandes qui occupaient les îles grecques avaient été complètement isolées du continent par la flotte britannique. Malgré la suprématie navale absolue des Britanniques, les troupes allemandes purent être transportées par bateaux sur le continent sans être inquiétées et elles purent même passer à faible distance des unités de la marine britannique. En contrepartie, du côté allemand, on avait

promis de tenir Salonique face aux Russes à l'aide de ces troupes, aussi longtemps que les forces anglaises ne seraient pas en mesure de le faire à leur place. A la fin de cette opération, qui avait été proposée par Jodl, Hitler déclara : « C'est la première fois que nous avons marché dans une pareille combine. »

En septembre 1944, les généraux du front, les industriels et les Gauleiter des régions de l'ouest s'attendaient à voir les Américains et les Britanniques profiter de leur supériorité et déclencher une offensive ininterrompue qui déferlerait sur nos troupes presque désarmées et épuisées par la guerre⁷. Personne n'escomptait qu'on pût les arrêter, aucun de ceux qui avaient conservé le sens des réalités ne croyait plus à la possibilité d'un « miracle de la Marne » en notre faveur.

Dans les attributions de mon ministère figurait la préparation de la destruction des installations industrielles de toutes sortes, y compris dans les territoires occupés. Lors des retraits en Union soviétique, Hitler avait déjà donné l'ordre de pratiquer la politique de la « terre brûlée » et de faire perdre ainsi à l'ennemi en quelque sorte le bénéfice des gains de terrain qu'il avait réalisés. Il n'hésita pas à donner des instructions analogues pour les territoires occupés à l'ouest dès que les armées d'invasion eurent commencé leur progression à partir de leur tête de pont en Normandie. A l'origine, cette politique de destruction

reposait sur des motifs opérationnels réalistes. On voulait freiner l'avance de l'ennemi en l'empêchant de prendre pied, d'amener ses renforts à partir du territoire libéré, d'utiliser le gaz, l'électricité, les ateliers de réparation, et, à plus longue échéance, d'édifier une industrie d'armements. Aussi longtemps que la fin de la guerre n'était pas en vue, ces exigences me parurent justifiées ; mais elles perdirent leur sens dès lors que la défaite finale sembla approcher inéluctablement.

Étant donné notre situation désespérée, il était naturel que je parte du principe qu'il fallait terminer cette guerre en évitant, dans toute la mesure du possible, de causer des dévastations qui auraient gravement compromis toute reconstruction ultérieure, car je n'étais pas possédé par cette espèce d'obsession de l'anéantissement qui commença à gagner de plus en plus les gens de la suite de Hitler. Grâce à un article d'une simplicité étonnante, je réussis à duper Hitler qui organisait la catastrophe avec une âpreté et un acharnement croissants. Comme il insistait, même dans les situations désespérées, pour que les territoires perdus soient reconquis le plus rapidement possible, je n'eus plus qu'à suivre son raisonnement et à faire valoir que les industries de ces territoires m'étaient indispensables pour maintenir le niveau de l'armement après la reconquête.

Dès le début de l'invasion, le 20 juin, après que les Américains eurent percé le front défensif allemand et encerclé Cherbourg, mon argument amena Hitler à décider

que, « malgré les actuelles difficultés des transports sur le front, il n'était absolument pas question d'envisager l'abandon des capacités de production de l'industrie locale ⁸ ». Ce qui permit aux commandants militaires de passer outre à un ordre précédent de Hitler, qui prescrivait la déportation en Allemagne d'un million de Français occupés dans les entreprises protégées dans le cas d'une invasion réussie ⁹ .

Maintenant Hitler reparlait de la nécessité d'opérer des destructions généralisées dans l'industrie française. Le 19 août, alors que les Alliés se trouvaient encore au nord-ouest de Paris, je réussis néanmoins à obtenir son assentiment pour que les installations industrielles et énergétiques qui tomberaient aux mains de l'ennemi soient paralysées et non pas détruites ¹⁰ .

Mais je ne réussis pas à obtenir de Hitler qu'il prenne en cette matière une décision de principe : à chaque cas qui se présentait, je devais recourir au même argument et affirmer que le repli de nos troupes n'était que provisoire, et cet argument peu à peu éculé paraissait de plus en plus absurde.

Lorsque, à la fin du mois d'août, les troupes ennemies approchèrent du bassin de minerai de fer de Longwy et de Briey, je me trouvai confronté avec une situation différente, du fait que la Lorraine avait été, en 1940, pratiquement annexée au territoire du Reich : j'avais donc affaire pour la première fois aux attributions d'un Gauleiter. Comme il ne fallait pas compter convaincre ce dernier de laisser le

territoire lorrain en l'état, je m'adressai directement à Hitler et je fus autorisé à préserver les mines de fer et les industries et à donner des instructions dans ce sens aux Gauleiter concernés ¹¹ .

A la mi-septembre 1944, Röchling m'informa à Sarrebruck que nous avions déjà remis aux alliés les mines de fer françaises en état de fonctionner. Mais le hasard voulut que la centrale électrique qui alimentait les installations de pompage des mines fût située de notre côté du front. Röchling voulait savoir s'il pouvait fournir le courant aux installations de pompage des mines en utilisant la ligne à haute tension qui n'avait pas été endommagée. Je fus d'accord avec cette proposition comme avec celle d'un commandant de corps qui voulait fournir du courant à Liège pour approvisionner les hôpitaux militaires et civils, maintenant que le tracé du front séparait la ville de ses sources de courant électrique.

Quelques semaines plus tard, à partir de la mi-septembre, je dus prendre une décision sur le sort qui serait réservé à l'industrie allemande. Naturellement les dirigeants de l'industrie se refusaient à laisser détruire leurs usines ; fait surprenant, quelques-uns des Gauleiter des territoires menacés se rangèrent à cet avis. Ainsi commença une phase curieuse. Au cours de conversations toutes en sous-entendus, parsemées de traquenards et de portes de sortie, chacun sondait les intentions de son partenaire, des complicités s'échafaudaient, ou bien on se livrait à son interlocuteur en s'ouvrant à lui.

Prenant mes précautions pour le cas où Hitler aurait été informé de ce que des destructions n'avaient pas été effectuées dans les zones allemandes du front, je l'avisai, dans le compte rendu du voyage d'inspection que je venais de faire du 10 au 14 septembre, que nous pouvions encore atteindre une production relativement importante dans les territoires situés immédiatement derrière le front. Pour faire croire à Hitler que mes propositions étaient fondées, je lui citai des exemples : s'il se trouvait à Aix-la-Chapelle une usine produisant quatre millions de cartouches par mois, il semblait opportun de la laisser continuer à fabriquer ces munitions pour les besoins immédiats de l'infanterie jusqu'au dernier moment, même si la ville était prise sous le feu de l'artillerie ennemie. Il ne semblait pas indiqué de stopper le travail des cokeries d'Aix-la-Chapelle si leurs réserves de charbon leur permettaient comme jusqu'à maintenant d'assurer l'approvisionnement en gaz de Cologne et si, par la même occasion, elles pouvaient produire quelques tonnes de benzol par jour pour la troupe. De même, vouloir arrêter la production des centrales électriques situées à proximité immédiate du front était une erreur, l'ensemble des installations des postes et donc aussi les liaisons téléphoniques de l'armée étant tributaires de ces centrales sur un territoire très étendu. Me référant à d'anciennes décisions de Hitler, je lis parvenir en même temps aux Gauleiter un message leur enjoignant de veiller à ce que les installations industrielles ne soient pas endommagées ¹².

Soudain tout sembla à nouveau remis en question. Car, à mon retour à Berlin, Liebel, le directeur de l'administration centrale de mon ministère, m'accueillit dans notre maison de Wannsee réservée aux ingénieurs en visite, et il m'informa que pendant mon voyage des ordres importants de Hitler avaient été adressés à tous les ministères. D'après ces ordres, le principe de la « terre brûlée » devait être appliqué impitoyablement sur tout le territoire allemand.

Nous nous allongeâmes sur une des pelouses du jardin de cette villa de Wannsee, ne fût-ce que pour être à l'abri des oreilles indiscrètes. C'était une belle journée ensoleillée de la fin de l'été, devant nous des voiliers glissaient sur le lac. Résumant les ordres de Hitler, Liebel me dit qu'aucun Allemand ne devait être autorisé à habiter dans les territoires occupés par l'ennemi. Quiconque resterait se verrait condamné à dépérir dans un désert où toute civilisation serait anéantie. On devait détruire totalement non seulement les installations industrielles, les centrales électriques, les usines à gaz, les usines de distribution d'eau, le téléphone, mais également tout ce qui était nécessaire au maintien de la vie : les documents permettant d'établir les cartes d'alimentation, les dossiers d'état civil, les déclarations de résidence, les intitulés des comptes bancaires ; on devait en outre détruire les stocks de vivres, brûler les fermes et abattre le bétail. Des œuvres d'art elles-mêmes, que les bombardements avaient

épargnées, rien ne devait subsister. Les monuments, les palais, les châteaux forts et les églises, les théâtres et les opéras étaient voués à la destruction. Sur l'ordre de Hitler, un éditorial avait paru quelques jours plus tôt, le 7 septembre 1944, dans le *Völkischer Beobachter*, où s'exprimait ce vandalisme furieux : « Pas un seul épi allemand ne doit servir à nourrir l'ennemi, aucune bouche allemande ne doit le renseigner, aucune main allemande ne doit se tendre pour le secourir. Il doit trouver chaque sentier détruit, chaque rue barrée – il ne rencontrera que la mort, le néant et la haine ¹³ . »

C'est en vain que j'avais tenté d'éveiller la pitié de Hitler dans le compte rendu de mon voyage : « Dans la région d'Aix-la-Chapelle, on voit des convois de réfugiés misérables qui partent à l'aventure avec de petits enfants et des vieillards, exactement comme en France en 1940. Si les évacuations prennent de l'ampleur, ces scènes pénibles se multiplieront sans aucun doute, ce qui doit nous inciter à être prudents lorsque nous donnons l'ordre d'évacuer la population. » Je demandais à Hitler « d'aller à l'ouest pour se rendre compte de la situation... Le peuple vous attend ¹⁴ ».

Mais Hitler ne vint pas. Au contraire. A peine eut-il appris que le Kreisleiter d'Aix-la-Chapelle, Schmeer, n'avait pas mis en œuvre tous les moyens possibles pour forcer la population à évacuer la ville, qu'il le déclara déchu de son poste, exclu du parti et l'envoya comme simple soldat au front. Il aurait été insensé de vouloir convaincre Hitler de

revenir sur sa décision. D'autre part, mon autorité n'était pas suffisante pour me permettre d'intervenir moi-même par mes propres moyens. Poussé par l'inquiétude et préoccupé, je dictai au pied levé un message que Bormann devait faire parvenir aux huit Gauleiter des territoires de l'Ouest après en avoir fait approuver le texte par Hitler. Je voulais pousser ce dernier à se démentir lui-même : laissant de côté les dispositions radicales des derniers jours, je rédigeai une directive générale qui reprenait les décisions que j'avais précédemment obtenues de Hitler pour les cas particuliers. Psychologiquement, mon texte se fondait à nouveau sur sa foi réelle ou présumée en la victoire : s'il ne voulait pas revenir sur son ordre de tout détruire, essayai-je de lui prouver, c'est qu'il avait considéré la guerre comme perdue et la résistance à tout prix comme inutile. Je commençai par une formule lapidaire : « Le Führer a constaté qu'il peut réussir à reconquérir rapidement les territoires qui sont maintenant perdus. Les territoires de l'Ouest étant particulièrement importants pour l'armement et la production de guerre indispensables à la poursuite de la lutte, toutes les mesures prévues lors de l'évacuation doivent être conçues de manière à pouvoir permettre de remettre en marche l'industrie de ces territoires... Les installations industrielles ne seront rendues inutilisables qu'au tout dernier moment par des mesures « paralysant » les entreprises pour un certain temps... Les centrales électriques doivent être épargnées dans les régions minières afin que l'exhaure des puits de mine puisse être

assurée. En cas de non-fonctionnement des pompes et d'une inondation des puits, il faut des mois avant que les puits puissent être remis en service. » Peu de temps après, je téléphonai au quartier général pour demander si le message avait été soumis à Hitler. Il avait été effectivement envoyé, mais avec des modifications. Je m'attendais à ce que Hitler ait biffé certains passages et aggravé les mesures visant à paralyser les entreprises. Mais, en réalité, il n'avait pas touché au contenu objectif du texte, il avait seulement atténué de sa propre main l'expression de sa foi en la victoire. La deuxième phrase disait maintenant : « La reconquête d'une partie des territoires actuellement perdus à l'Ouest n'est absolument pas exclue. »

Bormann transmet ce message aux Gauleiter, et y porta cette mention impérative : « Au nom du Führer, je vous transmets ci-joint, pour exécution stricte et inconditionnelle, une dépêche de M. le ministre du Reich Speer¹⁵. » Bormann lui-même était entré dans le jeu. Contrairement à Hitler, il semblait entrevoir clairement les conséquences dévastatrices qu'entraînerait la destruction totale des territoires à évacuer.

Mais, au fond, Hitler n'essayait plus que de sauver la face en parlant de la « reconquête d'une partie des territoires actuellement perdus à l'Ouest ». Car depuis plus d'une semaine il savait que, même si le front se stabilisait,

la guerre serait terminée d'ici quelques mois en raison du manque de matériel. Jodl avait corroboré mes prévisions de l'année précédente concernant notre production d'armements, par des considérations stratégiques et démontré que l'armée occupait un espace trop vaste ; il employait l'image du serpent qui ne peut plus bouger parce qu'il a avalé de trop grosses proies. Il proposait donc d'abandonner la Finlande, le nord de la Norvège, l'Italie du Nord et la plus grande partie des Balkans, et de réduire ainsi les espaces occupés pour prendre position sur des lignes de défense géographiquement favorables le long de la Tizza et de la Save, ainsi qu'à la limite méridionale des Alpes. Il espérait pouvoir libérer ainsi un grand nombre de divisions. Hitler commença par s'élever contre l'idée d'autoliquidation inhérente à ce plan, mais pour finir il me donna, le 20 août 1944, l'autorisation ¹⁶ de calculer quelles conséquences entraînerait la perte des matières premières fournies par ces territoires.

Or trois jours avant que j'aie achevé mon mémoire, le 2 septembre 1944, un cessez-le-feu fut signé entre la Finlande et l'Union soviétique et les troupes allemandes furent invitées à quitter le pays avant le 15 septembre. Jodl me téléphona immédiatement et se renseigna sur le résultat de mes travaux. Les dispositions de Hitler avaient changé du tout au tout. Il ne songeait plus du tout à évacuer volontairement les territoires occupés. Jodl, par contre, insistait avec plus de détermination que jamais pour que l'armée allemande se retire de la Laponie pendant la

bonne saison : la perte de toutes les armes était inévitable, disait-il, si nos soldats, au cours de cette opération de repli, venaient à être surpris par les tempêtes de neige qui commencent dès le début de l'automne en Laponie... Mais Hitler recourut au même argument qu'un an plus tôt lorsqu'on discutait de l'évacuation des mines de manganèse de la Russie du Sud : « Si nous perdons les gisements de nickel du nord de la Laponie, c'en sera fini de l'armement au bout de quelques mois. »

L'argument fit long feu. Trois jours plus tard, le 5 septembre, je fis porter mon mémoire à Jodl et à Hitler par un courrier. Il y était démontré que ce n'était pas la perte des mines de nickel finlandaises qui déterminerait la fin de la guerre, mais la cessation des livraisons de chromite en provenance de la Turquie. En admettant que la production d'armements continuât à tourner à plein rendement – hypothèse qui était très théorique étant donné les attaques aériennes –, nous devons considérer que la dernière livraison de chrome à l'industrie allemande aurait lieu le 1^{er} juin 1945. « Compte tenu des possibilités de stockage de notre industrie de transformation, concluais-je, la production tributaire du chrome, c'est-à-dire l'ensemble de la production d'armement, s'arrêtera le 1^{er} janvier 1946¹⁷. » A cette époque les réactions de Hitler étaient devenues depuis longtemps totalement imprévisibles. Je m'attendais à un accès de rage impuissante, mais en fait il prit connaissance des renseignements que je lui donnais avec calme, n'en tira aucune conséquence et retarda,

malgré le conseil de Jodl, le début de l'évacuation jusqu'à la mi-octobre. Ces prévisions le laissaient vraisemblablement insensible, vu la situation militaire de l'époque. Après l'effondrement des fronts à l'est et à l'ouest, la date du 1^{er} janvier 1946 devait sembler utopique même à Hitler.

Les conséquences de la pénurie de carburants nous créèrent en fait plus de difficultés. En juillet, j'avais écrit à Hitler que, faute de carburant, tous nos mouvements tactiques seraient stoppés en septembre 1944 : cette prédiction se vérifiait maintenant. A la fin septembre je lui signalais ceci : « Un groupe de chasse stationné à Krefeld et qui dispose de trente-sept avions opérationnels ne peut, malgré le beau temps et après avoir été contraint à l'inaction pendant deux jours, voler le troisième jour que jusqu'à Aix-la-Chapelle après avoir reçu vingt tonnes de carburant, et encore ne peut-il engager que vingt avions. » Lorsque j'atterris quelques jours plus tard sur l'aérodrome de la base d'instruction de Werneuchen, à l'est de Berlin, le commandant m'expliqua que chaque élève pilote ne pouvait effectuer qu'une heure de vol d'entraînement par semaine, l'unité ne recevant qu'une partie du carburant dont elle avait besoin.

L'armée de terre était elle aussi presque immobilisée par la pénurie de carburant. A la fin du mois d'octobre, je racontai à Hitler un voyage de nuit que j'avais fait pour inspecter la X^e armée au sud du Pô. J'y avais rencontré « une colonne de 150 camions dont chacun était tiré par

quatre bœufs ; un grand nombre de camions étaient remorqués par des blindés et des tracteurs ». Au début décembre, j'étais préoccupé par le fait « que l'instruction des conducteurs de chars [laissait] beaucoup à désirer en raison d'un entraînement insuffisant faute de carburant ¹⁸ ». Le général Jodl savait naturellement encore mieux que moi quelle était notre détresse en ce domaine. Pour dégager 17 500 tonnes de carburant, jadis la production de deux jours et demi, en vue de l'offensive des Ardennes, il dut suspendre le 10 novembre 1944 l'approvisionnement en carburant d'autres groupes d'armées ¹⁹ .

Entre-temps, l'effet des bombardements sur les usines d'hydrocarbures synthétiques s'était répercuté indirectement sur l'ensemble de la production chimique. Je dus informer Hitler « que nous devons mélanger les explosifs avec du sel pour remplir les douilles existantes et que nous allons à la limite des possibilités ». De fait, les explosifs contenaient à partir d'octobre 1944, 20 % de sel gemme, ce qui diminuait d'autant leur efficacité ²⁰ .

Dans cette situation désespérée, Hitler gâcha le dernier atout qu'il possédait encore au plan des moyens techniques. Il était grotesque de constater que nous produisions dans ces mois-là de plus en plus de chasseurs ; durant les six derniers mois de la dernière phase de la guerre, 12 720 chasseurs furent livrés à l'aviation, alors qu'elle avait commencé la guerre en 1939

avec 771 chasseurs seulement²¹. A la fin du mois de juillet, Hitler avait donné pour la seconde fois son accord à un projet consistant à rassembler 2 000 pilotes pour leur faire subir un entraînement spécial, car nous espérions toujours causer des pertes sensibles à la flotte aérienne américaine grâce à notre aviation de chasse, et contraindre l'ennemi à cesser les bombardements. En effet, lors des vols aller et retour, ces formations de bombardiers offraient généralement un flanc qui s'étirait sur plus de mille kilomètres.

Adolf Galland, le général de l'aviation de chasse et moi avions calculé que nous perdrons en moyenne un chasseur allemand par bombardier ennemi abattu dans le ciel de l'Allemagne ; nous estimions par ailleurs que les pertes en matériel seraient dans le rapport de 1 à 6, les pertes en pilotes dans le rapport de 1 à 2. Mais comme la moitié de nos pilotes abattus pouvaient se tirer d'affaire en sautant en parachute et que les équipages ennemis seraient nécessairement faits prisonniers sur le sol allemand, nous pensions, malgré la supériorité des Alliés en hommes, en matériel et en possibilité d'instruction de nouveaux pilotes, que l'avantage pencherait indubitablement de notre côté²².

Vers le 10 août, Galland, très agité, me demanda de l'accompagner en avion au quartier général : dans une de ses décisions subites et arbitraires, Hitler avait ordonné d'engager la flotte aérienne « Reich », qui devait être bientôt prête avec ses 2 000 chasseurs, sur le front Ouest.

Notre expérience nous conduisait à penser qu'elle y serait anéantie en peu de temps. Hitler se doutait naturellement du motif de notre visite. Il savait qu'il n'avait pas tenu la promesse qu'il m'avait faite en juillet d'affecter des chasseurs à la protection des usines d'hydrocarbures. Mais il évita toute confrontation pendant la conférence d'état-major et décida de nous recevoir seuls immédiatement après la conférence.

Je commençai par exprimer très prudemment des réserves sur l'opportunité de sa décision, et lui exposai le plus calmement possible, en dépit de mon agitation, la situation catastrophique de l'armement, en lui citant des chiffres et en lui décrivant les conséquences qui s'ensuivraient si les bombardements continuaient. Il donna aussitôt des signes de nervosité et d'agacement ; bien qu'il écoutât sans mot dire, je pus voir, à l'expression de son visage, à l'agitation de ses mains et au fait qu'il ne cessait de se ronger les ongles, que la colère montait en lui. Lorsque j'en eus terminé, pensant lui avoir démontré que chaque chasseur disponible sur le territoire du Reich devait être engagé pour combattre les bombardiers, Hitler perdit le contrôle de lui-même. Son visage s'empourpra, ses yeux se figèrent et perdirent toute expression. Il se mit à crier, hors de lui : « Les mesures opérationnelles sont mes affaires ! Occupez-vous donc de votre armement ! Cela ne vous regarde pas ! » Peut-être aurait-il mieux admis mes explications si je lui avais parlé seul à seul. Mais en présence de Galland il ne voulait rien entendre ni

rien concéder.

Il interrompit brutalement la discussion et donc toute autre argumentation : « Je n'ai plus de temps à vous consacrer. » Désarmé, je me rendis avec Galland dans mon baraquement.

Nous allions reprendre l'avion le lendemain pour rentrer bredouilles à Berlin, lorsque Schaub vint nous annoncer que Hitler voulait nous voir encore une fois. Incapable de se contenir, il s'emporta de nouveau ; les mots se précipitaient dans sa bouche et il se mit à hurler d'une voix de fausset : « Je ne veux plus que l'on produise d'avions ! La chasse est dissoute ! Arrêtez la production d'avions ! Immédiatement ! c'est compris ? Vous vous plaignez constamment de manquer d'ouvriers spécialisés, non ? Récupérez-les tous et envoyez-les à la production de canons de D.C.A. Tous les travailleurs pour la D.G.A. ! Le matériel aussi ! C'est un ordre ! Envoyez-moi tout de suite Saur au quartier général ! Il faut établir un programme pour les canons de D.C.A. Dites-le aussi à Saur. Un programme multiplié par dix... Nous ferons travailler des centaines de milliers d'ouvriers pour la production de canons. Dans les reportages de la presse étrangère, je lis tous les jours à quel point la D.C.A. est dangereuse. Ils ont encore du respect pour notre D.C.A., mais pas pour nos chasseurs. » Galland voulut répliquer que nos chasseurs abattraient beaucoup plus d'avions ennemis que la D.C.A., si nous pouvions les engager en Allemagne, mais il ne dépassa pas les premiers mots. Nous fûmes à nouveau congédiés

brutalement, ou plutôt mis à la porte.

Arrivé au pavillon de thé, je commençai par me verser un vermouth avec la bouteille que l'on tenait toujours prête pour les occasions de ce genre, j'avais l'estomac contracté après une pareille scène. Galland, qui semblait toujours calme et maître de lui, avait, pour la première fois depuis que je le connaissais, un air effaré. Il n'arrivait pas à comprendre que l'aviation de chasse, qui était placée sous ses ordres, allait être dissoute pour lâcheté en face de l'ennemi. Pour ma part, je connaissais ces éclats de Hitler et je savais qu'en manœuvrant habilement il était généralement possible de corriger ses décisions. Je rassurai Galland : les capacités de production qui avaient été prévues pour les avions de chasse ne permettaient pas de produire des canons. Ce n'étaient pas les canons antiaériens qui étaient le goulot d'étranglement de notre armement, mais les munitions et surtout les explosifs.

Saur, qui craignait comme moi que Hitler n'ait exprimé des exigences irréalisables, expliqua le lendemain à Hitler qu'un accroissement de la production de canons antiaériens dépendait de la fourniture de machines-outils d'un type spécial servant à l'alésage de tubes longs.

Peu de temps après, je me rendis à nouveau avec Saur au quartier général pour discuter les détails de cet ordre que par surcroît Hitler nous avait donné par écrit. Après avoir exigé au début que notre production fût multipliée par dix, il abaissa après une longue lutte ses prétentions à une production multipliée par deux et demi. Il nous fixa un délai,

décembre 1945, pour réaliser ce programme et exigea en outre que la production des munitions destinées à la D.C.A. soit doublée²³. Nous pûmes discuter tranquillement 28 points de l'ordre du jour. Mais lorsque j'attirai à nouveau son attention sur le fait que nous devons engager les chasseurs sur le territoire national, il m'interrompit à nouveau avec colère, réitéra l'ordre d'accroître la production de canons de D.C.A. aux dépens des chasseurs et mit fin à la séance.

Ce fut le premier ordre auquel ni Saur ni moi n'avons obéi. Je décidai d'agir comme bon me semblait et décrétai le lendemain devant l'état-major de l'armement « que nous devons en tout état de cause continuer à faire tourner à plein la fabrication des chasseurs ». Trois jours plus tard, je réunis les représentants de l'industrie aéronautique et leur expliquai l'importance de leur mission en présence de Galland : il s'agit, déclarai-je, « de pousser la production au maximum, pour faire face au danger extrêmement grave qui nous menace, à savoir la destruction de notre production d'armements sur le territoire de la patrie²⁴ ». Entre-temps, Hitler s'était calmé et m'avait soudain donné son accord pour attribuer le plus haut degré d'urgence au programme de construction de chasseurs qu'il avait réduit. L'orage était passé.

Alors même que nous étions contraints de limiter notre production dans certaines branches et même de mettre un

terme à la mise au point de nouveaux prototypes, Hitler s'efforçait de plus en plus, et de propos délibéré, d'éveiller parmi les généraux et les dirigeants politiques l'espoir que nous allions bientôt posséder de nouvelles armes qui décideraient du sort de la guerre. Souvent, lors de mes inspections dans les divisions, on me demandait avec un sourire mystérieux quand les armes-miracles seraient mises en service. De telles illusions me mettaient mal à l'aise, car un jour la déception viendrait ; aussi adressai-je à la mi-septembre, alors que les V étaient déjà en service, les lignes suivantes à Hitler : « La croyance en la mise en service imminente de nouvelles armes qui décideront du sort de la guerre est largement répandue dans la troupe. Elle attend cette mise en service pour les jours qui viennent. Cette conviction est partagée sérieusement par des officiers supérieurs. On peut se demander s'il est opportun, dans une époque aussi difficile, de préparer une désillusion qui ne manquera pas d'avoir des conséquences fâcheuses sur le moral des troupes au combat, en éveillant un espoir qui ne pourra pas être réalisé dans des délais aussi brefs. La population attend elle aussi chaque jour le miracle des armes nouvelles, elle se demande si nous nous rendons compte qu'il est grand temps, et qu'il n'est plus possible de retarder l'emploi de ces armes emmagasinées. Alors une question se pose : une telle propagande est-elle justifiée ²⁵ ? »

Dans une conversation que nous eûmes en particulier, Hitler reconnut que j'avais raison ; il ne renonça pourtant

pas, comme je devais l'apprendre bientôt, à faire entrevoir la mise en service d'armes-miracles. C'est pourquoi j'écrivis le 2 novembre 1944 à Goebbels qu'il me semblait « peu opportun de bercer l'opinion publique d'espoirs, sans pouvoir garantir avec certitude que ces espoirs seront réalisés dans un délai prévisible... Je prends donc la liberté de vous demander de veiller à ce qu'à l'avenir la presse quotidienne et la presse spécialisée évitent de faire des allusions à des réussites dans notre production d'armements qui n'interviendront que dans l'avenir ».

Là-dessus Goebbels cessa réellement de publier des informations concernant les armes nouvelles. Mais, fait curieux, ces rumeurs circulèrent de plus belle. Ce n'est qu'au procès de Nuremberg que j'appris de la bouche de Fritzsche, l'un des premiers collaborateurs du ministre de la Propagande, que Goebbels avait institué un service spécialisé chargé de répandre ces bruits. Je compris alors pourquoi ces rumeurs sur les perspectives d'avenir de l'armement étaient si proches de la vérité. Combien de fois n'étions-nous pas restés le soir, après nos réunions consacrées aux problèmes de l'armement, à imaginer de nouvelles découvertes de la technique, ou à discuter de la possibilité de mettre au point une bombe atomique. Des informateurs de l'entourage de Goebbels avaient souvent assisté à nos réunions et participé le soir à nos discussions²⁶.

Ces rumeurs trouvaient un terrain propice à leur diffusion dans cette époque troublée où chacun se berçait volontiers

d'espérances. Depuis longtemps on ne croyait plus à ce que racontaient les journaux. Les publications astrologiques firent pourtant exception dans les derniers mois de la guerre et connurent la faveur d'un public de plus en plus vaste de gens désespérés. Comme elles dépendaient pour de multiples raisons du ministère de la Propagande, on s'en servit, ainsi que me l'a rapporté Fritzsche à Nuremberg, pour influencer l'opinion publique. Des horoscopes « arrangés » parlaient de vallées qu'il fallait traverser, prophétisaient des retournements aussi extraordinaires qu'imminents et multipliaient les promesses voilées. Le régime n'avait plus d'avenir que dans les feuilles astrologiques.

L'effondrement

L'industrie d'armement réunie depuis le printemps 1944 dans mon ministère commença à se disloquer dès la fin de l'automne. Non seulement la mise au point des grandes fusées, jugée décisive par beaucoup, était passée sous le contrôle de la SS, mais quelques Gauleiter étaient parvenus à prendre en charge sous leur propre responsabilité l'armement dans leur circonscription. Hitler soutenait les initiatives de cet ordre. Il donna par exemple son accord à la demande de Sauckel qui voulait installer dans son Gau de Thuringe une grande usine souterraine destinée à la production en série d'un chasseur à réaction monomoteur appelé « Volksjäger [53](#) » par Hitler. Mais nous nous trouvions déjà au début de l'agonie de l'économie, de sorte que cette désagrégation ne pouvait plus avoir de répercussions.

En même temps que ces tentatives, des espoirs de remporter des succès en se servant d'armes primitives, et de pouvoir ainsi remédier à la situation critique de notre armement, se firent jour, révélant notre désarroi grandissant. Le courage de l'homme seul devait remplacer

l'efficacité technique des armes. C'est ainsi qu'en août 1944 (alors que l'invasion avait définitivement réussi et qu'il était trop tard pour réaliser de tels projets), Dönitz avait chargé l'amiral Heye de construire des sous-marins individuels et d'autres bateaux de guerre ; on nous demanda de produire immédiatement ces engins massivement. Himmler, d'autre part, voulut mettre sur pied un « commando de la mort » avec des avions à réaction dont les pilotes auraient eu pour mission d'anéantir les bombardiers ennemis en les éperonnant. Une autre arme primitive était ce qu'on appelait le « Panzerfaust », un petit lance-roquettes portatif qui était destiné à remplacer les canons antichars manquants ¹ .

A la fin de l'automne, Hitler intervint brusquement dans la production des masques à gaz et nomma un délégué spécial qui était responsable directement devant lui. En toute hâte, un programme fut mis au point, destiné à protéger l'ensemble de la population des conséquences d'une guerre des gaz. Bien que, sur l'ordre impératif de Hitler, on ait pu tripler la production et, à partir d'octobre 1944, dépasser le chiffre de 2 300 000 masques à gaz, la protection de la population des villes ne pouvait être assurée avant plusieurs mois. C'est pourquoi les organes du parti diffusaient des conseils, expliquant comment on pouvait se protéger avec des moyens sommaires, à l'aide de papier, par exemple.

Certes, Hitler parlait à cette époque du danger d'une attaque étrangère sur les villes allemandes à l'aide de gaz

toxiques², mais mon ami le D^r Karl Brandt, qu'il avait chargé d'assurer les mesures de protection, n'excluait pas la possibilité que ces préparatifs menés fiévreusement fussent destinés à mener une guerre des gaz déclenchée par nous. Entre autres « armes miracles » nous possédions un gaz toxique, appelé tabun ; il traversait tous les filtres des masques à gaz connus et le moindre contact avec des traces infinitésimales avait une action mortelle.

Robert Ley, chimiste de profession, m'emmena avec lui à l'automne 1944 dans son wagon-salon pour participer à une session qui avait lieu à Sonthofen. Comme à son habitude, il se fit servir des vins corsés. Son bégaiement faisait ressortir son excitation : « Mais nous l'avons ce nouveau gaz, j'en ai entendu parler. Il faut que le Führer l'emploie ! Quand donc, sinon ? C'est le moment où jamais ! Vous aussi, vous devez lui expliquer qu'il est grand temps ! » Je gardai le silence. Mais Ley avait eu manifestement une conversation analogue avec Goebbels, car celui-ci se renseigna auprès de nos collaborateurs de l'industrie chimique au sujet de ce gaz toxique et de son efficacité et intervint auprès de Hitler afin que ce gaz d'un nouveau genre soit employé. Hitler avait toujours repoussé l'idée d'une guerre des gaz, mais il laissa entendre, au cours d'une conversation d'état-major, que l'emploi de gaz pourrait stopper la progression des troupes soviétiques. En disant cela, il s'abandonnait à l'espoir vague que les pays occidentaux accepteraient une guerre des gaz contre l'Est : car, selon lui, le gouvernement anglais et le

gouvernement américain avaient intérêt, à ce stade de la guerre, à arrêter la progression des Russes. Personne ne réagissant au cours de cette conversation d'état-major, Hitler ne revint plus sur ce sujet.

Sans aucun doute, les généraux craignaient des conséquences imprévisibles. Pour ma part, j'écrivis le 11 octobre 1944 à Keitel qu'en raison de l'effondrement de l'industrie chimique, les matières premières entrant dans la composition de ce gaz, le cyanogène et le mathanol, étaient épuisées³. En conséquence, la production de tabun devait être arrêtée à partir du 1^{er} novembre et celle de l'ypérite réduite à un quart. Keitel obtint bien un ordre de Hitler qui interdisait toute réduction de la production de gaz toxiques. Mais des dispositions de ce genre n'avaient déjà plus aucun rapport avec la réalité. Sans qu'il y ait eu de réponse, la répartition des matières premières chimiques fut effectuée en tenant compte de ma proposition.

Le 11 novembre, je dus ajouter à mes mémoires consacrés aux réductions de la production de l'industrie des carburants une nouvelle information alarmante : depuis plus de six semaines les communications avec la Ruhr étaient bloquées. « Il est évident, d'après l'ensemble de la structure économique du Reich, écrivis-je à Hitler, que la perte de la zone industrielle de la Rhénanie-Westphalie est à la longue insupportable pour l'ensemble de l'économie allemande et pour une poursuite victorieuse de la guerre...

Des usines d'armement extrêmement importantes sont à la veille de s'arrêter. Il n'existe aucune possibilité d'éviter ces fermetures d'usines dans les conditions actuelles. »

Le charbon n'étant plus transporté dans le reste du territoire du Reich, poursuivis-je, les réserves de la Reichsbahn diminuent rapidement, les usines à gaz menacent d'arrêter leur production, les fabriques d'huile et de margarine sont à la veille de s'arrêter de fonctionner, l'approvisionnement en coke des hôpitaux est devenu insuffisant ⁴.

La fin approchait réellement. Des signes d'anarchie commençaient à apparaître. Les trains de charbon n'atteignaient plus leur destination, mais étaient arrêtés par les Gauleiter et saisis pour couvrir leurs propres besoins. A Berlin, les bâtiments publics n'étaient plus chauffés, le gaz et le courant électrique ne pouvaient être distribués qu'à certaines heures. Nous reçûmes une plainte indignée de la Chancellerie du Reich parce que notre service du charbon avait refusé de lui attribuer tout le contingent de charbon pour le reste de l'hiver.

Face à cette situation, nous ne pouvions plus réaliser nos programmes, mais tenter seulement de produire des pièces manquantes. La production d'armements était terminée lorsque les stocks étaient épuisés. Ce faisant, je sous-estimais, ainsi sans doute que les stratèges de l'aviation ennemie, les stocks importants de pièces détachées qui s'étaient accumulés dans les usines ⁵. Car une enquête approfondie révéla qu'on pouvait compter

encore sur des rendements élevés dans notre production d'armements, production limitée il est vrai à quelques mois seulement. Hitler accueillit ce dernier « programme de détresse et de production complémentaire », comme nous l'avions intitulé, avec un calme véritablement fantomatique. Mais il ne perdit pas son temps à discuter des conséquences, bien qu'il n'y eût pas de doute possible à leur sujet.

A peu près à cette époque, Hitler déclara lors d'une conférence d'état-major en présence de tous les généraux : « Nous avons la chance de posséder un génie. C'est Saur. Il arrive à surmonter toutes les difficultés. » Le général Thomale attira l'attention de Hitler : « Mon Führer, M. le ministre Speer est présent. – Oui, je sais, répliqua-t-il brièvement irrité d'être interrompu, mais Saur est le génie qui maîtrisera la situation. » Curieusement, j'avalai cet affront délibéré sans m'émouvoir, presque comme s'il ne me concernait pas : je commençais à prendre congé.

Le 12 octobre 1944, alors que la situation militaire à l'ouest s'était stabilisée et que l'on pouvait parler à nouveau d'un front et non d'un flot de soldats désarmés qui reculaient, Hitler me prit à part après une conférence d'état-major, me demanda de prendre l'engagement de garder le silence et me déclara qu'il allait déclencher une grande offensive à l'ouest en rassemblant toutes les forces disponibles : « A cet effet vous devrez organiser une unité

composée d'ouvriers allemands du bâtiment qui soit suffisamment motorisée pour pouvoir exécuter encore la construction de ponts de toute espèce, même si le trafic ferroviaire est interrompu. Tenez-vous-en aux formes d'organisation qui ont fait leurs preuves lors de la campagne de France de 1940⁶. » Je fis remarquer à Hitler que nous disposions d'un nombre à peine suffisant de camions pour une telle opération : « Tout doit céder le pas à cette offensive, trancha-t-il avec fermeté, quelles que soient les conséquences à venir. Ce sera le grand coup qui doit réussir. »

A peu près à la fin du mois de novembre, Hitler me déclara à nouveau qu'il jouait son va-tout sur cette offensive. Persuadé de sa réussite, il ajouta avec insouciance que c'était sa dernière tentative : « Si elle échoue, je ne vois pas de possibilité de terminer favorablement cette guerre... Mais nous passerons », ajouta-t-il avant de se perdre en considérations illusoires : « Une seule percée sur le front occidental ! Vous verrez ! Cela entraînera l'effondrement et la panique des Américains. Nous percerons au centre et prendrons Anvers. Ce sera la perte de leur port de ravitaillement ! L'armée anglaise sera enfermée dans une immense poche, nous ferons des centaines de milliers de prisonniers. Comme autrefois en Russie ! »

A la même époque, nous nous rencontrâmes un jour, Albert Vögler et moi, pour discuter de la situation désespérée de la Ruhr à la suite des bombardements ; il

me demanda sans ambages : « Quand allons-nous en finir ? » Je lui indiquai que Hitler allait concentrer toutes ses forces dans une dernière tentative. Vögler poursuivit, têtue : « Mais j'espère qu'il comprend bien qu'il faut que tout se termine ? Nous perdons trop de substance. Comment pourrions-nous reconstruire si les destructions dans l'industrie continuent ainsi, ne serait-ce que quelques mois encore ? – Je crois, lui répliquai-je, que Hitler joue sa dernière carte et le sait. » Vögler me regarda d'un air sceptique : « Naturellement, c'est sa dernière carte, maintenant que notre production s'effondre partout. Cette action sera-t-elle dirigée contre l'Est pour nous permettre de respirer ? » Je lui donnai une réponse évasive. « Ce sera certainement sur le front Est, dit Vögler, personne ne peut être assez fou pour dégarnir l'Est et vouloir arrêter l'ennemi à l'Ouest. »

Le général Guderian, le chef d'état-major de l'armée de terre, attira l'attention de Hitler à partir de novembre au cours des conférences d'état-major sur la menace directe que les concentrations de troupes sur le front Est faisaient peser sur la Haute-Silésie. Il voulait naturellement faire transférer sur le terrain d'opérations de l'Est les divisions concentrées à l'Ouest pour l'offensive et éviter ainsi une catastrophe à l'Est. Au procès de Nuremberg, plusieurs accusés ont tenté de justifier la poursuite de la guerre au-delà de l'hiver 1944-1945 en prétendant que Hitler n'avait continué le combat que pour sauver la vie des réfugiés de l'Est, et livrer le moins possible de soldats allemands à la

captivité en Russie. Mais toutes les décisions qu'il a prises à cette époque prouvent sans aucune exception le contraire.

Je pensais qu'il était indispensable de jouer la « dernière carte » de Hitler avec le maximum d'efficacité possible. C'est pourquoi je convins avec le commandant en chef du groupe d'armées B, le maréchal Model, que je lui fournirais pendant l'offensive une aide improvisée sur le plan de l'armement. Le 16 décembre, jour de l'attaque, j'occupai un petit cantonnement dans un pavillon de chasse situé près de Bonn. Pendant mon voyage vers l'ouest, j'avais vu les gares de triage à l'est du Rhin encombrées par des trains de marchandise. Des bombardements avaient immobilisé dans ces gares le matériel de renfort.

Le quartier général de Model était situé au fond d'une vallée boisée de l'Eifel, c'était le pavillon de chasse spacieux d'un industriel fortuné. Tout comme l'état-major de l'armée de terre, Model avait renoncé aux constructions du type bunker, car il ne voulait pas attirer l'attention des avions de reconnaissance ennemis sur cet emplacement. Model était de bonne humeur, car la surprise avait réussi et le front était rompu ; ses troupes étaient en train de progresser rapidement. Nous bénéficions d'un temps favorable, exactement le temps qu'avait souhaité Hitler avant l'offensive : « Il nous faut du mauvais temps, sinon l'opération ne pourra pas réussir. »

Voulant être témoin de cette bataille, j'essayai de parvenir le plus près possible du front. Les troupes qui

progressaient étaient de bonne humeur, car des couches de nuages bas empêchaient toute activité aérienne. En revanche, dès le deuxième jour, le chaos s'était instauré dans les communications, les camions n'avançaient plus que mètre par mètre sur cette route à trois voies. Pour faire trois ou quatre kilomètres, il fallait en moyenne une heure à ma voiture coincée entre des camions de munitions. Je craignais que le temps ne se lève.

Model expliquait cette pagaïe par diverses raisons : le manque de discipline dans les unités nouvellement constituées, par exemple, ou le chaos qui régnait à l'arrière. Mais comme toujours – le tableau d'ensemble montrait que l'armée de terre avait perdu sa capacité autrefois célèbre d'organisation : c'était là une des conséquences des trois années de commandement de Hitler.

Le premier but de notre difficile périple était un pont qu'on avait fait sauter sur l'aile nord de la VI^e armée blindée SS. Pour me rendre utile, j'avais promis à Model de chercher à le réparer le plus vite possible. Les soldats réagirent à mon arrivée avec scepticisme. Mon aide de camp avait entendu l'un d'eux lui expliquer le motif de ma venue : « Il s'est fait taper sur les doigts par le Führer parce que le pont n'est pas encore terminé. Maintenant il a l'ordre de mettre lui-même la main à la pâte. » De fait, la construction du pont traînait. Car les unités d'ouvriers du bâtiment de l'O.T. que nous avions mises sur pied avec le plus grand soin étaient restées bloquées à l'est du Rhin

dans des embouteillages inextricables, tout comme la plus grande partie du matériel du génie. La fin rapide de l'offensive était déjà conditionnée par la pénurie de l'outillage nécessaire à la construction des ponts.

L'approvisionnement insuffisant en carburant grevait la réussite des opérations. Les unités de blindés n'avaient déclenché l'offensive qu'avec de faibles réserves. Hitler avait calculé, avec sa légèreté d'esprit habituelle, que les unités de blindés s'approvisionneraient elles-mêmes avec les stocks qu'elles auraient enlevés aux Américains. Lorsque l'offensive fut stoppée, je vins en aide à Model et, distribuant force coups de téléphone, aux usines de benzol de la Ruhr toute proche je fis former des trains de wagons-citernes qui transportèrent le carburant jusqu'au front.

L'approvisionnement s'effondra lorsque, quelques jours après, le temps de brouillard changea et que le ciel, dégagé de tout nuage, se couvrit d'innombrables chasseurs et bombardiers ennemis. Voyager de jour devint un problème même pour une voiture privée rapide ; souvent, nous étions heureux de trouver un petit bosquet pour nous protéger. L'approvisionnement dut s'effectuer dorénavant la nuit : on progressait lentement, presque sans visibilité, d'un arbre à l'autre ⁷. Le 23 décembre, trois jours avant Noël, Model me déclara que l'offensive avait définitivement échoué : et pourtant Hitler avait donné l'ordre de la poursuivre.

Je restai jusqu'à la fin décembre dans la région où se déroulait l'offensive, inspectai diverses divisions, fus pris

sous le feu de l'artillerie et des chasseurs en piqué et vit les conséquences effroyables d'une attaque allemande contre un nid de mitrailleuses : des centaines de soldats fauchés sur un bout de terrain. Le dernier soir, je rendis visite à Sepp Dietrich, dans son quartier général installé à proximité de la ville frontière belge de Houffalize. Lui, l'un des vieux compagnons de lutte, l'un des quelques fidèles depuis les débuts du parti, s'était, à sa manière fruste, éloigné à son tour de Hitler. Notre entretien tourna bientôt autour des derniers ordres de Hitler qui avait exigé, avec la dernière intransigeance, que Bastogne assiégée fût conquise « à tout prix » et se refusait à comprendre que les divisions SS puissent avoir des difficultés à venir à bout des Américains. Il était impossible de convaincre Hitler qu'ils étaient des adversaires coriaces, aussi valeureux que nos soldats. « En outre, déclara Dietrich, nous ne recevons plus de munitions. L'approvisionnement est interrompu par les bombardements aériens. » Comme pour illustrer notre impuissance, l'entretien nocturne fut interrompu par un bombardement en piqué de grands quadrimoteurs. Des sifflements de bombes, des explosions, les lueurs rouges et jaunes illuminant les nuages, le grondement des moteurs et pas de défense antiaérienne à la ronde : j'étais abasourdi par ce spectacle d'impuissance militaire qui se déployait devant l'arrière-plan grotesque des erreurs d'appréciation de Hitler.

Protégé, par l'obscurité, des avions ennemis qui attaquaient en piqué tout ce qui fuyait sur les routes, je

partis avec Poser le 31 décembre à quatre heures du matin, pour n'arriver que le lendemain vers deux heures du matin au quartier général de Hitler. A plusieurs reprises, nous dûmes nous mettre à couvert pour échapper aux chasseurs ; il nous avait fallu vingt-deux heures pour parcourir une distance de 340 kilomètres, en ne faisant que de courtes haltes.

Le quartier général ouest de Hitler, d'où il avait dirigé l'offensive des Ardennes, était situé au bout d'une vallée solitaire couverte de prairies, à deux kilomètres au nord-ouest de Ziegenberg, près de Bad Nauheim. Cachés dans les bois, camouflés en cabanes de rondins, les bunkers étaient munis des mêmes toits et des mêmes murs massifs que toutes les autres résidences de Hitler.

J'avais déjà tenté trois fois, depuis ma nomination au poste de ministre, de présenter mes vœux à Hitler de vive voix à l'occasion de la nouvelle année et, chaque fois, mon projet avait tourné court. En 1943 à cause d'un avion qui givrait, en 1944 à cause d'une avarie survenue en cours de vol, alors que je revenais du front de l'océan Glacial Arctique.

Deux heures s'étaient déjà écoulées, en cette année 1945, lorsque je pénétrai enfin dans le bunker privé de Hitler après avoir franchi de nombreux contrôles. Je n'arrivais pas trop tard : les aides de camp, les médecins, les secrétaires, Bormann, tout le monde était là rassemblé autour de Hitler, en train de boire du Champagne ; seuls les généraux de l'état-major manquaient. Dans cette

ambiance détendue par l'alcool, mais néanmoins feutrée, Hitler était, me sembla-t-il, le seul qui fût enivré, même sans boisson stimulante, et en proie à une euphorie étonnante.

Bien que le début d'une nouvelle année ne pût modifier la situation désespérée de la précédente, le fait de pouvoir commencer une nouvelle année sur le calendrier semblait avoir suscité un sentiment général de soulagement. Hitler faisait des prévisions optimistes pour 1945 : notre détresse actuelle allait être surmontée ; pour finir nous sortirions vainqueurs de la guerre. L'assistance accueillit ces paroles en silence. Seul Bormann approuva Hitler avec enthousiasme. Après plus de deux heures, pendant lesquelles Hitler diffusa son optimisme de croyant, son entourage, moi compris, se sentit plongé, malgré tout le scepticisme qui l'animait, dans un état d'insouciance croissant : il n'avait rien perdu de son pouvoir magique... Car il n'existait plus d'arguments rationnels pour nous persuader. L'aveu implicite de sa défaite militaire totale qu'il fit en établissant un parallèle avec la situation de Frédéric le Grand ⁸, aurait dû nous dégriser. Mais aucun d'entre nous n'y songea.

Trois jours plus tard, au cours d'une conférence avec Keitel, Bormann et Goebbels, ces espoirs irréels furent ravivés. Le tournant décisif devait venir d'une « levée en masse [54](#) ». Goebbels devint agressif lorsque je m'opposai et déclarai qu'une telle mobilisation atteindrait les derniers programmes à un point tel que cela équivaldrait à un effondrement total de secteurs entiers de notre production

⁹ . Goebbels me regarda éberlué. Puis, d'une voix solennelle, il s'écria, tourné vers Hitler : « Alors c'est vous, monsieur Speer, qui porterez la responsabilité historique d'une défaite qui sera due à ce qu'il nous aura manqué quelques centaines de milliers de soldats ! Pourquoi ne dites-vous pas enfin " oui " ? Réfléchissez ! Par votre faute ! » Nous restâmes sans faire un geste, indécis, irrités, pétrifiés – alors Hitler se décida en faveur de Goebbels, pour la victoire.

A cet entretien succéda une conférence sur les problèmes de l'armement à laquelle purent prendre part, en qualité d'invités de Hitler, Goebbels et son secrétaire d'État Naumann. Comme il en avait pris l'habitude depuis longtemps, Hitler m'ignora au cours de la discussion, ne me demanda pas mon avis, mais s'adressa uniquement à Saur. Je jouais plutôt le rôle d'un auditeur muet. Goebbels me déclara à la fin de la réunion qu'il avait été frappé de voir avec quelle absence d'intérêt je me laissais supplanter par Saur. Mais il ne s'agissait plus que de bavardages sans intérêt. La guerre s'était terminée avec l'offensive des Ardennes. Ce qui suivit ne fut que l'invasion du pays différée par une résistance désordonnée et impuissante.

Je n'étais pas le seul à éviter les accrochages. Au sein du quartier général, une indifférence s'était généralisée, qu'il était impossible d'expliquer uniquement par la léthargie, le surmenage et l'influence psychique exercée par Hitler. Un calme qui exprimait le manque d'intérêt et qui anticipait sur la fin de la guerre avait remplacé les heurts

violents, les tensions qui, les années et les mois précédents, avaient opposé les nombreux intérêts antagonistes, les groupes, les cliques qui avaient lutté pour la détention du pouvoir, pour acquérir la bienveillance de Hitler et s'étaient rejeté la responsabilité des défaites. Lorsque Saur réussit par exemple à remplacer Himmler au poste de « directeur de l'armement de l'armée de terre » par le général Buhle¹⁰, cette mesure, qui constituait une dépossession partielle de Himmler, passa à peu près inaperçue. Il n'y avait plus d'atmosphère de travail au sens véritable du terme ; les événements ne causaient plus aucune impression, la conscience de la fin irrésistible couvrait tout de son ombre.

Le voyage que je venais d'effectuer au front montrait qu'il n'était plus possible de gouverner à partir de la capitale. La situation chaotique dans son ensemble rendait de plus en plus compliquée une direction centralisée de l'organisation de l'armement, mais elle en soulignait également l'absence de signification.

Le 12 janvier, la grande offensive soviétique prévue par Guderian se déclencha à l'est ; notre ligne de défense fut rompue sur un large front. Même les quelque 2 000 blindés modernes allemands qui étaient immobilisés à l'ouest n'auraient pas été en mesure de faire pièce à la supériorité des troupes soviétiques.

Quelques jours plus tard, nous attendions le début de la

conférence d'état-major dans la « salle des ambassadeurs » de la Chancellerie, une pièce tendue de gobelins contiguë au bureau de Hitler. Lorsque Guderian, qui s'était attardé auprès de l'ambassadeur japonais Oshima, arriva, un serviteur revêtu de l'uniforme noir et blanc des SS ouvrit la porte du cabinet de travail de Hitler. Marchant sur le tapis épais, tissé à la main, nous nous dirigeâmes vers la table des cartes près des fenêtres. Le plateau de cette table, taillé d'une seule pièce, dans un marbre rouge clair veiné de blanc et de rose, venait d'Autriche. Nous nous plaçâmes du côté de la fenêtre, et Hitler s'assit en face de nous.

L'armée allemande de Courlande était irrémédiablement coupée de ses arrières. Guderian tenta de convaincre Hitler d'abandonner cette position et de faire transporter cette armée de l'autre côté de la Baltique. Hitler refusa comme il le faisait toujours lorsqu'il s'agissait de donner son accord à une retraite. Guderian ne céda pas, Hitler s'entêtait, le ton monta et, finalement, Guderian s'opposa à Hitler avec une vigueur tout à fait inhabituelle dans ce cercle. Vraisemblablement échauffé par les effets de l'alcool qu'il venait de boire chez Oshima, il oublia toute modération. Ses yeux lançaient des éclairs, sa moustache était véritablement hérissée, il se dressait près de la table de marbre face à Hitler qui s'était levé également : « Le devoir nous commande simplement de sauver ces hommes 1 Nous avons encore le temps de les faire transporter », s'écria Guderian sur le ton de la provocation.

Au comble de l'irritation, Hitler lui lança : « Ils continueront le combat ! Nous ne pouvons pas abandonner ces territoires ! » Guderian resta inflexible : « Mais c'est inutile, s'écria-t-il, indigné, de sacrifier ainsi inutilement des hommes. Il est grand temps ! Nous devons embarquer ces soldats immédiatement ! »

Ce que personne n'aurait cru possible se réalisa. Cette attaque véhémement avait visiblement impressionné Hitler. Il lui était rigoureusement impossible d'admettre cette perte de prestige, due surtout au ton de Guderian. A mon grand étonnement, il se cantonna pourtant dans des arguments militaires, affirmant qu'une retraite en direction des ports ne manquerait pas de provoquer une désorganisation générale et d'entraîner des pertes encore plus grandes que si l'armée continuait à se défendre. Guderian insista encore une fois sur le fait que la retraite était préparée jusque dans ses moindres détails et qu'elle était tout à fait possible. Mais on s'en tint à la décision de Hitler.

S'agissait-il des symptômes du déclin de son autorité ? Comme toujours, il avait eu le dernier mot, personne n'avait quitté la salle indigné, personne n'avait déclaré qu'il ne pouvait plus assumer la responsabilité de ce qui se passait. Voilà pourquoi, en définitive, le prestige de Hitler resta intact, bien qu'il eût été véritablement médusé quelques minutes avant en voyant Guderian manquer au ton en usage à sa cour. Zeitzler l'avait autrefois contredit avec plus de modération ; chez lui, le respect et le loyalisme étaient restés sensibles même dans la

contestation. Mais pour la première fois une explication avait eu lieu dans ce grand cercle. La distance était devenue palpable, nous avons eu la révélation d'un univers nouveau. Sans doute Hitler avait-il sauvé la face. C'était beaucoup, mais en même temps très peu.

Étant donné la progression rapide des armées soviétiques, il me sembla utile de retourner dans la région industrielle de la Silésie, pour constater si mes directives destinées à assurer le maintien de la production industrielle n'avaient pas été annulées par des organes subalternes. Lorsque je rencontrai le 21 janvier 1945 à Oppeln le maréchal Schörner, le nouveau commandant en chef du groupe d'armées, celui-ci n'existait plus que de nom, ainsi qu'il me l'expliqua : les blindés et l'armement lourd avaient été détruits au cours de cette bataille perdue. Personne ne savait jusqu'où les Soviétiques avaient progressé dans la direction d'Oppeln ; en tout cas les officiers de l'état-major portaient déjà, il ne restait plus dans notre hôtel que quelques clients qui y passaient la nuit.

Dans ma chambre, une eau-forte de Kathe Kollwitz était accrochée au mur, *La Carmagnole* : une foule qui pousse des cris de jubilation danse autour d'une guillotine ; un peu à l'écart est accroupie une femme en pleurs. Dans la situation désespérée dans laquelle nous nous trouvions en cette fin de guerre, je me sentis saisi moi aussi par une

angoisse croissante. Je dormis d'un sommeil agité, peuplé par les personnages inquiétants de cette eau-forte. La crainte de connaître moi aussi une fin violente, crainte refoulée pendant le jour ou étouffée par l'activité que je déployais, réapparut, plus accablante que jamais. Le peuple se soulèverait-il contre ses anciens dirigeants avant de les tuer, ainsi que le montrait le tableau ? En petit comité, avec mes amis, nous avons parlé à l'occasion de notre propre avenir, que nous imaginions dans des couleurs sombres. Milch assurait que nos ennemis en finiraient avec le personnel dirigeant du III^e Reich sans autre forme de procès. Pour ma part, j'étais de son avis.

Je fus tiré des angoisses de cette nuit par un coup de téléphone de mon agent de liaison auprès de Hitler, le colonel von Below. Dès le 16 janvier, j'avais attiré l'attention de Hitler dans un mémoire sur le fait qu'après le blocus de la Ruhr la perte de la Silésie ne manquerait pas d'entraîner rapidement l'effondrement économique du Reich. J'avais rappelé dans un télégramme l'importance de la Haute-Silésie et l'avais prié de faire parvenir au groupe d'armées de Schörner « au moins 30 à 50 % de la production du mois de janvier ¹¹ ».

En même temps je voulais appuyer Guderian qui voulait toujours que Hitler mette un terme aux opérations offensives à l'ouest et qui voulait voir les groupes de blindés encore existants intervenir à l'est. Je lui avais aussi signalé que « les Russes, groupés en ordre serré, visibles de très loin par ce temps de neige, effectuent leur

ravitaillement en toute tranquillité. Maintenant que l'engagement des chasseurs à l'ouest n'entraîne guère de soulagement sensible, il serait peut-être indiqué d'engager ces armes si appréciées ici en les concentrant sur des buts précis ». Below m'informa que Hitler avait qualifié ma remarque de pertinente, tout en riant d'un rire sarcastique, mais n'en avait pas tiré de conclusions pratiques. Hitler considérait-il que les pays occidentaux étaient ses véritables ennemis ? Éprouvait-il une solidarité secrète, voire de la sympathie pour le régime de Staline ? Certaines remarques me revinrent à l'esprit qui pouvaient être interprétées dans ce sens et qui ont peut-être constitué ces jours-là l'arrière-plan idéologique de son comportement.

Le lendemain, je tentai de poursuivre mon voyage jusqu'à Kattowitz, au centre de la région industrielle de la Haute-Silésie, mais ne pus parvenir jusque-là. Dans un virage, je dérapai sur le verglas et une collision se produisit avec un lourd camion ; ma poitrine brisa le volant et tordit même la colonne de direction et je me retrouvai assis, luttant pour retrouver mon souffle, sur les marches de l'escalier d'une auberge de village, pâle et hagard : « Vous avez l'air d'un ministre après une guerre perdue », déclara Poser. La voiture ne pouvant plus rouler, un véhicule sanitaire me ramena ; il ne fallait plus compter pouvoir continuer le voyage. Mais lorsque je fus de nouveau sur pied, je pus au moins téléphoner à mes collaborateurs de Kattowitz et constater que toutes les mesures dont nous

étions convenus, étaient suivies.

Pendant le voyage de retour vers Berlin, Hanke, le Gauleiter de Breslau, me fit visiter le vieux bâtiment du Présidium qui avait été construit jadis par Schinkel et récemment rénové. « Cela, les Russes ne l'auront jamais, s'écria-t-il d'un ton pathétique, je préfère y mettre le feu ! » Je soulevai des objections, mais Hanke s'entêtait. Je réussis enfin à le convaincre de l'importance de cette construction pour l'histoire de l'art et à le dissuader de mettre en pratique son vandalisme ¹².

De retour à Berlin, je montrai à Hitler d'innombrables photos que j'avais fait prendre pendant mon voyage et qui montraient la misère des réfugiés en fuite. Je nourrissais le vague espoir que le spectacle de ces gens en fuite, des enfants, des femmes et des vieillards qui allaient au-devant de leur misérable destin, pourrait peut-être émouvoir Hitler. Je croyais pouvoir l'amener à ralentir la progression des Russes, que rien n'entravait, en diminuant l'effectif de nos troupes à l'ouest. Lorsque je lui présentai ces photos, il les écarta d'un geste énergique. Il était impossible de démêler si elles ne l'intéressaient plus ou si elles l'émouvaient par trop.

Le 24 janvier 1945, Guderian alla rendre visite au ministre des Affaires étrangères von Ribbentrop. Il lui exposa la situation militaire et lui déclara sans détours que la guerre était perdue. Von Ribbentrop, inquiet, refusa de prendre position personnellement et essaya de se tirer d'affaire en informant Hitler immédiatement, tout en

s'étonnant que le chef d'état-major général se soit forgé une idée personnelle de la situation militaire. Hitler, irrité, déclara deux heures plus tard, au cours de la conférence d'état-major, qu'il punirait à l'avenir avec la dernière rigueur les déclarations défaitistes de cette sorte. Chacun de ses collaborateurs n'avait qu'un droit, celui de s'adresser directement à lui : « J'interdis expressément toute généralisation et toute déduction 1 Cela reste mon affaire ! Quiconque affirmera en présence d'une tierce personne que la guerre est perdue sera traité de traître à son pays, avec toutes les conséquences qui en découleront pour lui et sa famille. J'agirai sans considération de rang et de prestige ! »

Personne n'osa dire un mot. Nous avons écouté en silence, en silence nous quittâmes la pièce. A partir du lendemain, un hôte supplémentaire apparut à la conférence d'état-major. Il restait tout au fond, mais sa seule présence avait une efficacité certaine : c'était le chef de la Gestapo, Ernst Kaltenbrunner.

Face aux menaces de Hitler et à ses décisions imprévisibles, j'envoyai trois jours plus tard, le 27 janvier 1945, aux 300 collaborateurs les plus importants de mon organisation industrielle, un rapport qui établissait le bilan de notre production d'armements pendant ces trois dernières années. Je fis venir également mes premiers collaborateurs architectes et les priai de rassembler et de

mettre à l'abri les photographies de nos divers projets. Je n'avais pas assez de temps et je n'avais pas non plus l'intention de les mettre au courant de mes préoccupations et de mes sentiments. Mais ils comprirent : je prenais congé du passé.

Le 30 janvier 1945, je fis parvenir à Hitler un mémoire par mon officier de liaison, von Below. Le hasard avait voulu qu'il porte la date du douzième anniversaire de la « prise du pouvoir ». J'y affirmai que la guerre était terminée sur le plan de l'économie et de l'armement et que, dans cette conjoncture, le ravitaillement, les combustibles domestiques et l'électricité avaient priorité par rapport aux blindés, aux moteurs d'avions et aux munitions.

Afin de réfuter les affirmations optimistes de Hitler concernant les résultats futurs de la production d'armements pour l'année 1945, je joignis à mon mémoire un tableau de la production prévisible pour les trois prochains mois (blindés, armes, munitions). Le mémoire portait la conclusion suivante : « Après la perte de la Haute-Silésie, la production d'armements allemande ne sera même plus en mesure de couvrir les besoins élémentaires du front en munitions, armes et blindés. Il n'est pas possible de faire échec à la supériorité en équipements de l'ennemi grâce à la seule bravoure de nos soldats. » Toutefois, Hitler avait affirmé dans le passé que notre infériorité serait compensée par des miracles de bravoure, à partir du moment où le soldat allemand combattrait sur le sol allemand pour la défense du territoire

de la patrie. C'est à cet argument que mon mémoire voulait répondre.

Après avoir reçu mon mémoire, Hitler m'ignora, même pendant les conférences d'état-major. Je dus attendre jusqu'au 5 février pour qu'il me prie de venir le voir. Il exigea la présence de Saur. Après tout ce qui s'était passé, je m'attendais à une confrontation désagréable. Mais le simple fait qu'il nous reçût dans le bureau particulier de son appartement de la Chancellerie indiquait qu'il ne songeait pas à appliquer les mesures dont il nous avait menacés. Il ne nous fit pas rester debout, ainsi qu'il avait l'habitude de le faire lorsqu'il voulait manifester son mécontentement, mais nous pria sur un ton aimable de nous asseoir sur les fauteuils recouverts de peluche. Puis il se tourna vers Saur, parlant d'une voix étouffée. Il semblait gêné ; je sentais chez lui un certain embarras, une volonté d'ignorer mes avertissements et de parler des problèmes du jour posés par la production d'armements. Avec un calme voulu, il discutait des possibilités des mois à venir, ce qui permit à Saur de mentionner certains détails favorables qui tempéraient l'effet déprimant de mon mémoire. Cet optimisme ne semblait pas totalement injustifié. Après tout, au cours des dernières années, mes prévisions s'étaient souvent révélées erronées, l'ennemi ne tirant pas les conséquences que j'avais prévues dans mes calculs.

J'assistai à la conversation de méchante humeur, sans participer à ce dialogue. Vers la fin seulement, Hitler se

tourna vers moi : « Vous pouvez certes m'écrire pour me dire comment vous voyez la situation dans la production d'armements, mais je vous interdis de faire part de vos impressions à qui que ce soit d'autre. Il ne vous est pas permis non plus de donner à quelqu'un d'autre une copie de ce mémoire. Mais pour ce qui est de votre dernier paragraphe – et ici le ton devint froid et tranchant –, vous ne pouvez pas l'écrire, à moi non plus. Vous auriez pu vous épargner ces conclusions. Vous devez me laisser le soin de décider quelles conséquences je dois tirer de cette situation dans l'armement. » Il dit tout cela très doucement, sans le moindre signe d'agitation, dans un léger sifflement entre ses dents. Dites sur ce ton, ses paroles n'en avaient que plus de force et elles semblaient beaucoup plus dangereuses qu'un accès de colère sur lequel il lui aurait été facile de revenir le lendemain. Je sentis nettement que Hitler venait de dire son dernier mot. Il nous congédia, moi d'un ton sec, Saur plus cordialement.

Le 30 janvier, j'avais déjà fait parvenir six copies de mon mémoire aux six bureaux de l'état-major de l'armée de terre par le truchement de Poser. Pour satisfaire formellement à l'ordre de Hitler, je demandai qu'on me les retourne. En face de Guderian et de ses autres collaborateurs, Hitler déclara qu'il avait rangé le mémoire dans son coffre-fort sans l'avoir lu.

En même temps je commençai à préparer un nouveau mémoire. Pour obliger Saur, qui partageait au fond mes vues sur la situation, à se déterminer, je convins avec les

directeurs des comités principaux les plus importants que Saur qui cette fois rédigerait et transmettrait le mémoire. Fait typique qui révèle bien le caractère de ma situation à cette époque : je déplaçai en secret le lieu de la rencontre à Bernau où Stahl, le directeur de la production de munitions, possédait une usine. Chacun des participants à cette réunion promet de convaincre Saur de répéter par écrit mon constat de faillite.

Saur s'esquiva comme une anguille. Il ne fut pas possible d'obtenir de lui une déclaration écrite, mais il finit par promettre de confirmer mes prévisions pessimistes lors de notre prochaine entrevue avec Hitler. Pourtant l'entrevue suivante avec Hitler se déroula comme à l'ordinaire. A peine avais-je fini mon rapport que Saur essayait d'en compenser l'effet déprimant. Il parla d'un entretien qu'il avait eu récemment avec Messerschmitt et tira tout de suite de sa serviette les plans d'un bombardier quadriréacteur. Bien que la production d'un avion disposant d'un rayon d'action lui permettant d'atteindre New York eût nécessité, dans des conditions normales, des années de travail, Hitler et Saur se grisèrent à la perspective des effets psychologiques effroyables qu'un bombardement des rues et des gratte-ciel de New York ne manquerait pas d'avoir.

Dans les semaines de février et de mars 1945, Hitler fit allusion en passant à des contacts qu'il avait fait prendre avec l'ennemi par des voies différentes, mais sans entrer dans les détails. De fait, j'avais l'impression qu'il s'efforçait

plutôt de créer une atmosphère d'extrême tension, rendant impossible toute réconciliation. A l'époque de la conférence de Yalta je l'entendis donner des directives à son attaché de presse Lorenz. Mécontent des journaux allemands, il exigeait d'eux un ton plus acerbe et plus agressif : « Ces fauteurs de guerre de Yalta doivent être offensés ; offensés et attaqués de telle manière qu'ils n'aient plus la possibilité de faire des propositions de paix au peuple allemand. A aucun prix on ne doit en venir à une proposition de paix. Cette bande de politiciens ne veut qu'une chose : séparer le peuple allemand de ses dirigeants. Je l'ai toujours dit : il ne peut être question de capituler ! » Il hésita : « L'histoire ne se répète pas ! » Dans sa dernière allocution radiodiffusée, Hitler reprit cette idée et « assura une bonne fois tous ces hommes d'État que toute tentative d'influencer l'Allemagne nationale-socialiste à l'aide de la phraséologie d'inspiration wilsonienne supposait une naïveté que l'Allemagne actuelle ignore ». Il poursuivit en proclamant qu'il ne pouvait être délié de l'obligation qui lui était faite de représenter sans compromission les intérêts de son peuple que par Celui qui l'avait appelé pour cette mission. En disant cela, il pensait au « Tout-Puissant » qu'il prenait encore une fois à témoin dans ce discours ¹³.

Avec la fin de sa domination qui approchait, Hitler, qui avait passé les années de conquêtes victorieuses au milieu des généraux, se retirait manifestement dans le cercle extrêmement restreint des camarades du parti avec

lesquels il avait autrefois commencé sa carrière. Soir après soir, il restait assis pendant quelques heures avec Goebbels, Ley et Bormann. Personne n'était autorisé à entrer, personne ne savait de quoi ils parlaient, s'ils ressassaient les souvenirs de leurs débuts ou s'ils songeaient à la fin et à ce qui suivrait. C'est en vain que j'ai attendu à cette époque que l'un d'entre eux fasse au moins une seule remarque de compassion sur l'avenir du peuple vaincu. Eux-mêmes se raccrochaient à la moindre planche de salut, aux moindres signes qui pussent faire présager un tournant et n'étaient pourtant aucunement disposés à attacher autant d'importance au destin du peuple dans son ensemble qu'à leur propre sort. « Nous ne laisserons aux Américains, aux Anglais et aux Russes qu'un désert », n'était-il pas rare d'entendre dire en conclusion de leurs entretiens portant sur la situation présente. Hitler approuvait, bien que ses propos fussent moins extrêmes que ceux de Goebbels, Bormann et Ley. Mais, en fait, Hitler se révéla plus radical qu'eux tous. Tandis que les autres parlaient, il dissimulait sa pensée derrière ses poses d'homme d'État et donnait ensuite des ordres destinés à détruire les moyens d'existence du peuple.

Un jour, lors d'une conférence d'état-major au début de février, les cartes montraient un tableau catastrophique où étaient indiquées d'innombrables percées et formations de poches ; je pris Dönitz à l'écart : « Mais il faut faire quelque chose ! » Sa réponse fut d'une brièveté remarquable : « Je ne représente ici que la marine. Tout le reste ne me

concerne pas. Le Führer doit savoir ce qu'il fait. »

Il est frappant de constater que le cercle de personnalités qui se rassemblaient jour après jour autour de la table de conférence, devant un Hitler épuisé et entêté, n'a jamais envisagé de tenter une démarche commune. Certes, Göring était depuis longtemps corrompu et s'engourdissait à vue d'œil. Mais en même temps, depuis le début de la guerre, il était un des seuls à voir avec réalisme et sans illusion la tournure que la guerre et Hitler lui-même avaient prise. Si Göring, le second personnage de l'État, en commun avec Keitel, Jodl, Dönitz, Guderian et moi, avait sommé Hitler de s'expliquer en indiquant comment il envisageait la fin de cette guerre, Hitler aurait bien été obligé de le faire. Non seulement Hitler redoutait depuis toujours ce genre de conflit, mais maintenant il pouvait encore moins se permettre qu'auparavant de renoncer à la fiction d'un commandement unanime.

Vers la mi-février, je rendis visite un soir à Göring à Karinhall. J'avais découvert sur la carte d'état-major qu'il avait regroupé sa division de parachutistes autour de son pavillon de chasse. Depuis longtemps, il était devenu le bouc émissaire responsable de tous les échecs de la Luftwaffe. Hitler avait pris l'habitude de lui adresser pendant les conférences d'état-major, et en présence de tous les officiers, des accusations extrêmement graves et offensantes. Les scènes qu'il lui faisait en particulier devaient être encore plus terribles. Lorsque j'attendais dans l'antichambre, je pouvais souvent entendre les

reproches dont Hitler accablait son Reichsmarschall.

Ce soir-là, à Karinhall, je me sentis proche de Göring pour la première et la dernière fois. Göring fit servir un vieux Laffite-Rotschild près de sa cheminée et ordonna à son serviteur de ne plus nous déranger. Je lui décrivis en toute franchise ma déception au sujet de Hitler et, avec la même franchise, Göring me répondit qu'il me comprenait très bien et qu'il lui arrivait souvent d'avoir la même réaction. J'avais la tâche plus facile que lui, car j'avais rencontré Hitler beaucoup plus tard et pouvais donc plus rapidement rompre avec lui. Il était lié à Hitler par des liens plus étroits ; des années d'expériences et de souvenirs communs les avaient enchaînés l'un à l'autre – il n'arrivait plus à s'en détacher. Quelques jours plus tard, Hitler transféra la division de parachutistes regroupée autour de Karinhall et l'envoya au front au sud de Berlin.

A cette époque, un officier SS de haut rang m'indiqua que Himmler préparait des démarches décisives. En février 1945, le Reichsführer SS avait pris le commandement du groupe d'armées de la Vistule, mais il avait été tout aussi peu en mesure de stopper la progression des Russes que ses prédécesseurs. Hitler lui adressait à lui aussi de violents reproches. Ainsi le prestige personnel qu'il avait conservé fut perdu au bout de quelques semaines de commandement seulement.

Pourtant Himmler était encore craint de tout le monde et je me sentis mal à l'aise lorsque mon aide de camp m'informa un jour que le Reichsführer SS s'était annoncé

pour venir me voir le soir-même. C'était la première fois qu'il venait chez moi. Mon inquiétude augmenta encore lorsque le nouveau directeur de notre administration centrale, Hupfauer, avec qui j'avais parlé ouvertement à plusieurs reprises, m'annonça qu'à la même heure Kaltenbrunner, le chef de la Gestapo, se trouverait chez lui.

Avant l'entrée de Himmler, mon aide de camp me chuchota : « Il est seul. » Mon bureau n'avait plus de vitres, nous ne les faisions plus remplacer, car de toute façon elles étaient soufflées régulièrement au bout de quelques jours. Une misérable bougie était posée sur la table, le courant électrique étant coupé. Revêtu de nos manteaux, nous restâmes assis l'un en face de l'autre. Il parla de sujets sans importance, se renseigna sur des détails futiles, puis il aborda la situation au front et émit alors cette platitude : « Lorsqu'on descend, monsieur Speer, il y a toujours le fond de la vallée et, lorsque ce fond est atteint, le chemin remonte. » Mais comme je n'approuvais ni ne contredisais cette philosophie simpliste et que je me contentais de répondre par monosyllabes, il prit bientôt congé. Je n'ai jamais pu savoir ce qu'il attendait de moi et pourquoi Kaltenbrunner se trouvait en même temps chez Hupfauer. Peut-être avaient-ils entendu parler de mon attitude critique et voulaient-ils nouer des contacts. Peut-être voulaient-ils simplement nous sonder.

Le 14 février, je proposai dans une lettre au ministre des Finances « de confisquer au profit du Reich le montant total de l'accroissement des fortunes personnelles qui depuis

1933 était considérable. » Cette mesure devait contribuer à stabiliser le mark, dont la valeur marchande n'était maintenue péniblement qu'au prix de mesures de coercition et s'effondrerait dès la fin de cette coercition. Lorsque le ministre des Finances, le comte Schwerin-Krosigk, expliqua mon projet à Goebbels, il se heurta à une résistance éloquente du ministre qui aurait été durement frappé par une telle mesure.

Une autre idée me vint à l'époque, tout aussi chimérique : elle est révélatrice de ce monde de sentiments romantiques et utopiques dans lequel je me complaisais. A la fin du mois de janvier, je discutai avec Werner Naumann, le secrétaire d'État au ministère de la Propagande, en termes très prudents et mesurés du caractère désespéré de la situation. Un hasard nous avait réunis dans l'abri du ministère. Admettant que Goebbels était capable de comprendre la situation et d'en tirer les conséquences, j'émis vaguement l'idée que nous pouvions hâter nous-mêmes le dénouement : j'imaginai une démarche commune du gouvernement, du parti et des commandants en chef. Sous la direction de Hitler, une proclamation serait publiée selon laquelle les dirigeants du Reich se déclaraient disposés à s'en remettre volontairement à l'ennemi si, en contrepartie, des conditions supportables étaient accordées au peuple allemand pour lui permettre de continuer à vivre. Des réminiscences historiques, le souvenir de Napoléon qui s'était livré aux Anglais après la défaite de Waterloo, des

thèmes wagnériens de sacrifice et de rachat jouaient un rôle dans cette idée quelque peu théâtrale – heureusement, elle ne se réalisera jamais.

Parmi mes collaborateurs de l'industrie, le D^r Lüschen, le directeur de l'industrie électrique, membre du conseil d'administration et directeur du bureau d'études du konzern Siemens, était très lié avec moi. Ce septuagénaire, dont j'aimais qu'il me parle de son expérience, voyait venir des temps difficiles pour le peuple allemand, mais ne doutait pas de son redressement final.

A la fin février, Lüschen me rendit visite dans mon petit appartement situé dans l'arrière-corps de mon ministère de la Postdamer Platz, il tira une feuille de sa serviette et me la tendit en disant : « Savez-vous quelle est la phrase de *Mein Kampf* que les gens citent le plus dans la rue ? »

« "Une diplomatie doit veiller à ce qu'un peuple ne périclisse pas héroïquement, mais à ce que ses conditions pratiques d'existence soient maintenues. Toute voie menant à ce but est alors utile et le fait de ne pas l'emprunter doit être considéré comme un crime dû à l'oubli du devoir". » Lüschen poursuivit en disant qu'il avait trouvé une deuxième citation adéquate et il me la tendit : « Il ne peut y avoir d'autorité conçue comme un but en soi, car sinon toute tyrannie serait inattaquable et justifiée. Si un peuple est mené à sa perte par les moyens dont dispose l'autorité qui le gouverne, la rébellion de chacun des

membres d'un tel peuple constitue non seulement un droit, mais un devoir ¹⁴ . »

Lüschen prit congé sans dire un mot et me laissa seul avec la feuille. Je fis les cent pas, tout agité. Là se trouvait exprimé par Hitler lui-même ce vers quoi je tendais dans les mois derniers. Il n'y avait qu'une conclusion : Hitler était coupable – même si on jugeait son attitude selon son propre programme politique – de haute trahison à l'égard de son propre peuple qui s'était sacrifié pour ses buts et à qui il devait tout ; plus, en tout cas, que je ne devais moi-même à Hitler.

Cette nuit-là je pris la décision de supprimer Hitler. Certes, mes préparatifs en étaient encore à leurs tout premiers rudiments et sont donc un tant soit peu ridicules. Mais ils fournissent un témoignage significatif sur le caractère du régime et sur les déformations du caractère de ses acteurs. Aujourd'hui encore je frémis en pensant où ce régime m'avait conduit, moi qui jadis ne voulais être rien d'autre que l'architecte de Hitler. Parfois encore j'avais l'occasion d'être assis en face de lui, je feuilletais même avec lui ses vieux projets de constructions dans le même temps où je réfléchissais aux moyens de me procurer le gaz toxique avec lequel je voulais éliminer cet homme qui m'estimait toujours en dépit de tous les désaccords, et qui avait plus d'indulgence pour moi que pour toute autre personne. Pendant des années j'avais vécu dans son entourage, pour qui une vie humaine n'avait aucune importance ; mais j'avais eu l'impression que cela ne me

concernait pas. Maintenant je m'apercevais que ces expériences n'avaient pas été sans laisser de traces. Non seulement j'étais pris inextricablement dans ce maquis de tromperies, d'intrigues, de bassesses, de gens prêts à tuer, mais je faisais moi-même partie de ce monde pervers. Pendant douze années, j'avais vécu au milieu d'assassins sans trop me poser de questions ; maintenant, alors que le régime déclinait, c'était justement Hitler qui me fournissait l'argument moral justifiant un attentat contre lui.

Göring m'a tourné en dérision au cours du procès de Nuremberg en me traitant d'autre Brutus. Un certain nombre d'accusés m'ont adressé le reproche suivant : « Vous avez violé le serment que vous aviez prêté au Führer. » Mais la référence au serment prêté n'avait aucune valeur et n'était rien d'autre qu'une tentative de se soustraire au devoir que nous avons tous de nous sentir responsables. Si ce n'est rien d'autre que cela, Hitler les avait privés lui-même de cet argument fallacieux comme il m'en avait privé en février 1945.

Lors de mes promenades dans le parc de la Chancellerie du Reich, j'avais remarqué la cheminée d'aération du bunker de Hitler. La bouche d'aération était placée au ras du sol, recouverte d'une mince grille, au milieu d'un petit buisson. L'air aspiré traversait un filtre. Mais, comme tous les filtres, il n'avait aucune efficacité contre notre gaz toxique, le tabun.

Le hasard me mit en contact avec le directeur de notre production de munitions, Dieter Stahl. Il devait répondre devant la Gestapo d'une déclaration défaitiste sur la fin imminente de la guerre ; il me pria de l'aider à échapper à une procédure. Comme je connaissais bien Stürtz, le Gauleiter du Brandebourg j'avais réussi à régler cette affaire dans un sens favorable. Vers la mi-février, quelques jours après la visite de Lüschen, je me trouvais avec Stahl dans une des pièces de notre abri de Berlin pendant un bombardement important. La situation se prêtait à une conversation franche. Nous parlâmes dans cette pièce austère, avec ses murs de béton, sa porte d'acier et ses chaises toutes simples, des événements de la Chancellerie du Reich et de la politique du pire qu'on y pratiquait. Soudain Stahl étreignit mon bras et s'écria : « Ce sera terrible, terrible. »

Je me renseignai prudemment au sujet du nouveau gaz et lui demandai s'il pouvait me le fournir. Bien que la question sortît absolument de l'ordinaire, Stahl se montra tout disposé à aborder ce problème. Au cours d'une interruption soudaine, je dis : « C'est le seul moyen de mettre fin à cette guerre. Je vais tenter d'introduire ce gaz dans le bunker de la Chancellerie du Reich. » Malgré le rapport de confiance qui s'était établi entre nous, je fus moi-même effrayé sur le moment de ma propre franchise. Mais Stahl ne fut ni consterné ni agité, et il me promit d'un ton calme de rechercher dans les prochains jours les moyens de parvenir à se procurer le gaz.

Quelques jours après, Stahl m'informa qu'il avait pris contact avec le directeur du service des munitions à la Direction de l'armement de l'armée de terre, le commandant Soyka. Il existait peut-être une possibilité, celle de modifier des grenades à fusil, qui étaient fabriquées dans l'usine de Stahl, pour expérimenter ce gaz. De fait, tout employé moyen d'une usine produisant des gaz toxiques avait accès plus facilement au tabun que le ministre des Munitions ou le directeur du Comité principal « Munitions ». Au cours de nos entretiens, il se révéla que le tabun n'était efficace qu'à la suite d'une explosion. Il n'était donc pas utilisable pour le but envisagé, car une explosion aurait déchiqueté les parois minces des conduits d'aération. On était déjà au début du mois de mars. Je continuais à chercher à réaliser mon dessein, car il semblait que c'était le seul moyen d'éliminer non seulement Hitler, mais Bormann, Goebbels et Ley pendant une des réunions nocturnes.

Stahl croyait qu'il serait bientôt en mesure de me procurer un gaz traditionnel. Depuis la construction de la Chancellerie du Reich, je connaissais Henschel, le chef technicien de la Chancellerie ; je lui suggérai de remplacer les filtres à air qui avaient trop servi. Hitler s'était plaint en ma présence de l'air vicié que l'on respirait dans le bunker. Vite, trop vite pour que je puisse agir, Henschel déposa le dispositif de filtrage, de sorte que les salles du bunker n'étaient plus protégées.

Mais même si nous nous étions déjà procuré le gaz, ces

journées se seraient passées sans que nous ayons pu les mettre à profit. Car lorsque j'inspectai à cette époque sous un prétexte quelconque le conduit d'aération, tout avait changé. Sur les toits, des sentinelles SS en armes avaient été placées en faction, des projecteurs avaient été installés et là où récemment la bouche d'aération se trouvait au ras du sol, une cheminée de trois ou quatre mètres avait été construite, dont l'orifice était inaccessible. Je fus comme frappé de stupeur. Sur le moment je soupçonnai que mon projet avait été découvert. Mais, en fait, seul le hasard était responsable de ce changement. Hitler, qui avait été pour un temps aveuglé par du gaz toxique pendant la Première Guerre mondiale, avait ordonné la construction de cette cheminée, le gaz toxique étant plus lourd que l'air.

Au fond, j'éprouvai un soulagement en constatant que mon projet avait ainsi échoué définitivement. Pendant trois ou quatre semaines je fus poursuivi par la peur que quelqu'un ait pu découvrir notre complot ; parfois j'étais obnubilé par la pensée que quelqu'un pût deviner en me voyant ce que j'avais projeté de faire. Après tout, depuis le 20 juillet 1944, il fallait que je tienne compte du risque de voir ma famille, ma femme et surtout mes six enfants, obligée de rendre des comptes sur mon attitude.

Le projet que j'avais formé n'était pas seulement devenu irréalisable ; l'intention même de commettre un attentat s'évanouit aussi vite qu'elle m'était venue. Je ne considérais plus que mon devoir me commandait d'éliminer Hitler, mais qu'il m'imposait de faire avorter ses

ordres de destruction. Cela aussi me procura un grand soulagement, car tout coexistait encore : la fidélité, la rébellion, le loyalisme et la révolte. J'aurais toujours été incapable, la peur mise à part, de me présenter devant Hitler le revolver à la main. En face de lui, sa force de suggestion exerça sur moi jusqu'au dernier jour un pouvoir trop grand.

La totale confusion de mes sentiments s'exprima par le fait que, bien que voyant toute l'immoralité de son attitude, je ne pus m'empêcher de déplorer son déclin irrésistible et l'effondrement de son existence fondée sur la conscience qu'il avait de sa valeur. En face de lui, j'éprouvais désormais un mélange de répulsion, de pitié et de fascination.

En outre, j'avais peur : lorsque je voulus me présenter devant lui à la mi-mars avec un mémoire qui reprenait le thème interdit de la guerre perdue, je voulus joindre à mon mémoire une lettre personnelle. Avec le crayon vert réservé au ministre que j'étais, je me mis, d'une écriture qui trahissait mon agitation, à rédiger un brouillon. Le hasard voulut que je l'écrive au verso de la feuille sur laquelle ma secrétaire avait noté la citation de *Mein Kampf* avec la machine à gros caractères qui servait pour les documents adressés à Hitler. Je voulais toujours lui rappeler sa propre incitation à la révolte dans une guerre perdue.

« J'ai été contraint d'écrire le mémoire ci-joint », ainsi

commençait ma lettre. « Ma qualité de ministre du Reich pour l'armement et la production de guerre m'y oblige de par les devoirs qu'elle implique vis-à-vis de vous et du peuple allemand. » J'hésitai à ce moment et modifiai ma phrase. Je corrigeai en plaçant « le peuple allemand » devant « Hitler » et je poursuivis : « Je sais que cette lettre ne peut manquer d'avoir pour moi personnellement de graves conséquences. »

Le brouillon s'arrête à cet endroit. J'avais également modifié cette dernière phrase. Je m'en remettai à la discrétion de Hitler. La modification était minime : « ... peut entraîner pour moi personnellement de graves conséquences. »

[53.](#) « Chasseur populaire », ce mot est manifestement formé sur le modèle de « Volkswagen ». (N.D.T.)

[54.](#) En français dans le texte. (N.D.T.)

La condamnation

A ce dernier stade de la guerre, mon seul dérivatif fut une activité forcenée. J'avais laissé à mon collaborateur Saur le soin de s'occuper de la production d'armements qui, de toute façon, touchait à sa fin ¹. Moi, en revanche, je développais mes contacts avec mes collaborateurs de l'industrie pour discuter avec eux des problèmes urgents de l'approvisionnement et du passage à l'industrie d'après guerre.

Le plan Morgenthau fut pour Hitler et pour le parti une bonne occasion de prouver à la population que la défaite réglerait définitivement son sort. De larges milieux se laissèrent effectivement influencer par cette menace. Nous, en revanche, nous avons depuis longtemps une tout autre conception de l'évolution ultérieure de la situation. Car Hitler et ses familiers avaient, pour les territoires occupés poursuivi des buts analogues à ceux du plan Morgenthau ; ils l'avaient seulement fait d'une manière plus décidée et plus approfondie. Or l'expérience prouvait qu'en Tchécoslovaquie et en Pologne, en Norvège et en France, la production industrielle, à l'encontre des desseins

allemands, se développait à nouveau, car il était finalement plus tentant de la remettre en marche pour son propre compte que de se laisser gagner par les obsessions et l'animosité d'idéologues aveuglés par leur nationalisme. Mais lorsqu'on commençait à remettre en marche l'industrie d'un pays, on était obligé de maintenir les conditions fondamentales de fonctionnement de son économie, de nourrir et d'habiller les hommes, de leur payer des salaires.

C'est ainsi, en tout cas, que cela se passait dans les territoires occupés. Mais cela ne pouvait se réaliser, à notre avis, que si le mécanisme de la production restait, en gros, intact. Vers la fin de la guerre, surtout après avoir renoncé à mon projet d'attentat, je ne m'occupai presque plus que d'une chose, sauver, sans préjugés idéologiques ou nationalistes, et en dépit de toutes les difficultés, toute la substance industrielle possible. Cela ne se fit point sans résistance et m'entraîna toujours plus loin sur le chemin du mensonge, de la duplicité et de la tromperie. En janvier 1945, Hitler me tendit, pendant une conférence d'état-major, une nouvelle diffusée par la presse étrangère en me disant avec un regard courroucé : « J'avais pourtant donné l'ordre de tout détruire en France ! Comment l'industrie française a-t-elle pu, après quelques mois, retrouver un niveau de production proche de celui d'avant guerre ? – C'est peut-être de la propagande », lui répondis-je calmement. Hitler était toujours prêt à admettre la possibilité de fausses nouvelles diffusées par la

propagande ennemie, aussi l'incident fut-il clos.

Au mois de février 1945, je retournai en avion sur les champs de pétrole hongrois, dans le bassin houiller de Haute-Silésie encore en notre possession, en Tchécoslovaquie et à Dantzig. Je réussis partout à convaincre mes collaborateurs locaux à suivre notre ligne et rencontrai chez les généraux une grande compréhension. Au cours de ces voyages, il me fut donné d'observer non loin du lac Balaton, en Hongrie, le déploiement de quelques divisions SS que Hitler voulait engager dans une offensive de grand style. Le plan de cette opération faisait l'objet du secret le plus strict. Le spectacle de ces unités portant sur leurs uniformes des insignes les désignant comme des formations d'élite n'en était que plus grotesque. Plus grotesque encore que ce déploiement au grand jour de forces destinées à une offensive surprise était cependant la prétention de Hitler de renverser, avec quelques divisions blindées, la puissance soviétique nouvellement installée dans les Balkans. Il était en effet d'avis qu'au bout de quelques mois les peuples du sud-est de l'Europe en auraient assez de la domination soviétique. Il se persuadait donc, dans le désespoir de ces semaines-là, que quelques succès initiaux suffiraient à susciter dans les pays balkaniques un soulèvement populaire contre l'Union soviétique et à amener la population à faire cause commune avec nous jusqu'à la victoire finale : c'était tout bonnement délirant.

Une fois à Dantzig, je me rendis au quartier général de

Himmler qui assurait alors le commandement du groupe d'armées de la Vistule. Il s'était confortablement installé à Deutsch-Krone dans un train spécial. J'y fus, par hasard, témoin d'une conversation téléphonique au cours de laquelle la seule réponse qu'il sut donner aux arguments avancés par le général Weiss en faveur de l'abandon d'une position perdue fut : « Je vous en ai donné l'ordre. Vous en répondrez sur votre tête. C'est à vous personnellement que je demanderai raison de sa perte éventuelle. » Pourtant, quand le lendemain je rendis visite au général Weiss à Preussisch-Stargard, la position avait été abandonnée pendant la nuit. Les menaces de Himmler n'avaient pas du tout impressionné Weiss, qui me dit : « Je n'envoie pas mes troupes dans des engagements impossibles qui ne peuvent se solder que par de lourdes pertes. Je ne fais que ce qui est possible. » Les menaces stéréotypées de Himmler et de Hitler commençaient à ne plus produire leur effet. Au cours de ce voyage aussi, je fis faire par le photographe du ministère des photos des interminables convois de réfugiés fuyant vers l'ouest dans une panique muette. Cette fois encore, Hitler refusa de regarder ces photos. Plus résigné qu'irrité, il les repoussa loin de lui sur le côté de la grande table de conférences.

Au cours de mon séjour en Haute-Silésie, je fis la connaissance du général Heinrici. Je découvris en lui un homme compréhensif, avec qui je devais, durant les dernières semaines de la guerre, collaborer à nouveau en toute confiance. En cette mi-février, nous décidâmes que

les installations ferroviaires nécessaires à la distribution du charbon dans le Sud-Est ne seraient pas détruites. Nous allâmes ensemble inspecter une mine près de Ribnyk. Or, malgré la proximité immédiate du front, les troupes soviétiques laissaient le travail se poursuivre ; même l'adversaire semblait respecter notre politique de sauvegarde du bassin houiller. Les ouvriers polonais s'étaient adaptés à la nouvelle situation ; leur rendement n'avait pas diminué, en compensation, pour ainsi dire, de l'assurance que nous leur avions donnée de leur conserver intacte leur mine s'ils renonçaient à la saboter.

Au début du mois de mars, je me rendis dans la Ruhr pour y discuter aussi des mesures qu'exigeaient la fin imminente du Reich et le redémarrage économique. Ce qui inquiétait surtout les industriels, c'étaient les voies de communications. Si d'un côté les mines et les aciéries restaient intactes, mais que de l'autre tous les ponts étaient détruits, le cycle charbon-acier-laminoirs se trouverait interrompu. C'est pourquoi j'allai trouver le jour même le Feldmarschall Model². Il était dans tous ses états, car Hitler venait de lui donner l'ordre d'attaquer l'ennemi sur ses flancs près de Remagen, pour lui reprendre le pont. Or les divisions que Hitler voulait lancer dans cette opération avaient, comme Model me le raconta avec résignation, « perdu en même temps que leurs armes toute puissance de feu et auraient au combat moins de valeur qu'une compagnie ! Au quartier général, ils n'ont encore une fois aucune idée de la situation !... Et c'est à moi qu'ils feront

encore endosser la responsabilité de l'échec ». Le mécontentement que l'ordre de Hitler avait suscité chez Model le disposa à écouter mes propositions. Il me garantit que, dans la bataille de la Ruhr, il épargnerait les ouvrages d'art indispensables à l'économie, et surtout les installations ferroviaires.

Pour endiguer la funeste vague de destructions de ponts, je convins avec le général Guderian de préparer un décret³ fixant les principes que devraient suivre à l'avenir « les mesures de destruction sur le territoire allemand » et interdisant de faire sauter tous les ponts « indispensables au ravitaillement de la population allemande ». Le décret prévoyait que les destructions absolument nécessaires devraient se limiter au strict minimum, et qu'on interromprait les communications le moins possible. Guderian avait déjà voulu prendre sous sa propre responsabilité de telles dispositions pour le terrain d'opérations de l'Est. Mais quand il essaya d'obtenir également la signature de Jodl, responsable du front Ouest, celui-ci le renvoya à Keitel. Ce dernier garda le projet par-devers soi, déclarant qu'il en parlerait à Hitler. Le résultat était prévisible : à la conférence d'état-major qui suivit, Hitler, indigné de la proposition de Guderian, renouvela ses précédentes dispositions, prescrivant des mesures de destruction très sévères.

Vers le milieu du mois de mars, je rédigeai à l'intention

de Hitler un nouveau mémoire, pour lui faire part en toute franchise de mon avis sur les mesures qu'il convenait de prendre à ce dernier stade de la guerre. Cet écrit, je le savais, violait tous les tabous que Hitler avait dressés ces derniers mois autour de lui. Pourtant, j'avais, quelques jours auparavant, convoqué à Bernau tous mes collaborateurs de l'industrie pour leur expliquer que je prendrais sur moi, dût-il m'en coûter la tête, l'ordre de ne détruire les usines en aucun cas, même si la situation militaire continuait à se dégrader. En même temps, j'envoyai une circulaire à mes services pour leur enjoindre à nouveau de s'abstenir de toutes destructions ⁴ .

Pour pousser Hitler à lire ce mémoire, je consacrai, sur le ton habituel, les premières pages à un rapport sur l'extraction de la houille. Pourtant, à la deuxième page déjà, un bilan reléguait l'industrie d'armement à la dernière place, la faisant précéder des besoins civils : alimentation, ravitaillement, gaz, électricité ⁵ . Sans transition, le mémoire continuait par l'affirmation qu'« en toute certitude on devait s'attendre à l'effondrement définitif de l'économie allemande » dans quatre à huit semaines, et qu'à la suite de cet effondrement « on ne pourrait pas non plus continuer la guerre sur le plan militaire ». A l'adresse de Hitler venait ensuite cette phrase : « Personne n'a le droit d'adopter le point de vue selon lequel le sort du peuple allemand est lié au sien propre. » « Car, continuais-je, le suprême devoir des dirigeants, en ces dernières semaines de guerre, doit être d'aider le peuple partout où c'est possible. » Je

terminais le mémoire par ces mots : « Nous n'avons pas le droit, à ce stade de la guerre, de prendre l'initiative de destructions qui pourraient porter atteinte à l'existence de notre peuple. »

Jusqu'alors, j'avais toujours contrecarré les desseins destructeurs de Hitler en affectant de partager l'optimisme officiel et en arguant qu'on ne devait pas détruire les usines si on voulait pouvoir, « après la reconquête, les mettre à nouveau en état de marche dans un délai relativement court ». Cet argument, Hitler pouvait difficilement le rejeter. A présent, en revanche, j'expliquais pour la première fois qu'on devait garder intacte la substance économique de l'Allemagne, même « si une reconquête ne paraissait pas possible... » « Il est inconcevable, ajoutais-je plus loin, que l'on envisage, pour mener les opérations de guerre sur le sol de la patrie, de détruire des ouvrages d'art en nombre si grand qu'il faudrait, dans la pénurie de l'après-guerre, des années pour remettre en état le réseau des voies de communications... Leur destruction signifierait enlever au peuple allemand toute possibilité d'existence ⁶ . »

Cette fois-ci, j'appréhendais de remettre ce mémoire à un Hitler non préparé. Ses réactions étaient en effet imprévisibles et pouvaient être, en un pareil cas, très brutales. Aussi donnai-je les 22 pages que j'avais rédigées au colonel von Below, mon officier de liaison au Quartier général du Führer, en le chargeant d'attendre le moment

favorable pour les remettre à Hitler. Ensuite, je priai l'aide de camp personnel de Hitler, Julius Schaub, de demander au Führer de me faire cadeau, pour mon quarantième anniversaire imminent, de son portrait et de me le dédicacer personnellement. J'étais le seul proche collaborateur de Hitler à n'en avoir jamais demandé douze ans durant, mais maintenant que son règne touchait à sa fin et que nos relations personnelles allaient s'arrêter là, je voulais lui donner à entendre que si je m'opposais à lui en constatant franchement son échec dans mon mémoire, je le vénérerais autant qu'avant et attachais beaucoup de prix à une photo dédicacée de sa main.

Pourtant, je n'étais pas très tranquille et je préparai tout pour me mettre hors de sa portée, dès que le mémoire aurait été remis. Je voulais, cette nuit même, me rendre en avion à Königsberg, encerclé par les troupes soviétiques ; je prétextai que je devais aller comme à l'habitude discuter avec mes collaborateurs de la possibilité d'éviter des destructions inutiles. Je voulais, en même temps, leur faire mes adieux.

C'est ainsi que, le soir du 18 mars, je me disposais à me débarrasser de mon papier. Depuis quelque temps, les conférences d'état-major ne se tenaient plus dans le fastueux bureau que j'avais conçu sept ans auparavant. Hitler avait définitivement transporté ses conférences dans le petit bureau du bunker. « Vous savez, monsieur Speer, m'avait-il dit d'un ton mélancolique teinté d'amertume, votre belle architecture n'est plus un cadre adéquat pour nos

conférences d'état-major. »

Le thème de la conférence du 18 mars était la défense de la Sarre que l'armée de Patton menaçait de fort près. Comme il l'avait déjà fait une fois dans l'affaire des mines russes de manganèse, Hitler se tourna brusquement vers moi, quêtant un soutien : « Dites vous-même à ces messieurs ce que la perte du charbon de la Sarre signifierait pour nous ! » Sans réfléchir, je répondis : « Elle ne ferait qu'accélérer l'effondrement. » Stupéfaits et gênés, nous nous regardâmes fixement. J'étais tout aussi surpris que Hitler. Après un silence pénible, Hitler changea de sujet.

Le même jour, le commandant en chef du front Ouest, le Feldmarschall Kesselring, signala que la présence de la population gênait considérablement la lutte contre les forces armées américaines. Selon son rapport, il arrivait fréquemment que les habitants d'un village n'y laissent pas entrer nos propres troupes, adjurant les officiers de ne pas amener sa destruction en engageant le combat. Dans de nombreux cas, nos troupes auraient cédé aux exigences de la population désespérée. Sans même songer un instant aux conséquences de sa décision, Hitler, se tournant vers Keitel, lui demanda de rédiger un ordre d'évacuation forcée de toute la population, et de le transmettre aux Gauleiter. Avec son zèle habituel, Keitel s'assit à une table dans un coin pour rédiger cet ordre lui-même.

L'un des généraux présents essaya de persuader Hitler

qu'il était impossible de procéder à l'évacuation de centaines de milliers de personnes, arguant qu'on ne disposait plus d'aucun train et que le trafic était depuis longtemps totalement paralysé. Hitler, demeurant impassible, répondit seulement : « Alors, ils n'auront qu'à aller à pied. » Le général objecta alors que cela n'était pas réalisable non plus, car on ne pouvait assurer ni l'acheminement de ce flot humain à travers des contrées peu peuplées, ni l'approvisionnement de ces hommes et de ces femmes qui ne possédaient même pas les chaussures nécessaires. Il ne put achever. Hitler se détourna comme si de rien n'était.

Keitel présenta le texte qu'il venait d'ébaucher à Hitler, qui l'approuva. « La présence de la population, disait ce texte, dans la zone de combat menacée par l'ennemi est une gêne pour les troupes combattantes comme pour la population elle-même. En conséquence, le Führer ordonne : à l'ouest du Rhin, ou même dans le Palatinat sarrois, la population doit évacuer immédiatement le territoire situé immédiatement derrière la ligne principale de résistance... Repli en direction du sud-est au sud de la ligne Sankt Wendel-Kaiserslautern-Ludwigshafen. Les détails seront réglés par le groupe d'armées G en collaboration avec les Gauleiter. Les Gauleiter recevront la même consigne par le chef de la chancellerie du parti. Le chef de l'O.K.W. *Signé* : Keitel, Generalfeldmarschall ⁷. »

Personne ne souleva d'objections quand Hitler dit pour finir : « Nous ne pouvons pas tenir compte de la

population. » Je quittai la pièce en compagnie de l'homme de liaison de Bormann auprès de Hitler, Zander. « Mais ça ne va pas, me dit-il, désespéré. Nous allons à la catastrophe ! Rien n'est prévu. » Sans réfléchir, je déclarai alors que j'abandonnais l'idée de me rendre en avion à Königsberg, pour aller dans l'Ouest la nuit même.

La conférence était terminée, minuit sonné et mon quarantième anniversaire commencé. Je priai Hitler de m'accorder un bref entretien. Il appela son valet de chambre et lui dit : « Allez me chercher la photo que j'ai dédicacée. » Le valet de chambre revint avec un écrin de cuir rouge orné de l'insigne de souveraineté gravé à l'or : comme toujours lorsqu'il offrait son portrait, Hitler y avait mis le cadre d'argent qui contenait sa photo ; il me le donna en me souhaitant très cordialement un bon anniversaire. Tout en le remerciant, je déposai l'écrin sur la table pour pouvoir tirer mon mémoire. « Depuis quelques semaines, me déclara Hitler pendant ce temps, il m'est difficile d'écrire, ne serait-ce que quelques mots. Vous savez comme ma main tremble. Souvent je peux à peine terminer ma signature. Ce que j'ai écrit là pour vous est à peine lisible. » A ces mots, j'ouvris l'écrin pour lire la dédicace. Elle était en effet à peine lisible mais d'une cordialité inhabituelle ; Hitler m'exprimait sa reconnaissance pour mon travail et m'assurait de sa fidèle amitié. Il me fut très pénible de lui remettre alors en retour le mémoire dans lequel j'établissais froidement l'effondrement de son œuvre et l'échec de sa vie.

Hitler le prit sans dire un mot. Pour dissimuler mon embarras, je lui fis part de mon intention de me rendre cette nuit même dans l'Ouest. Puis je pris congé. Alors que j'étais encore occupé à commander par téléphone depuis le bunker ma voiture et mon chauffeur, Hitler me fit rappeler. « J'ai réfléchi, me déclara-t-il, il vaut mieux que vous preniez une de mes voitures et mon chauffeur, Kempka. » Je lui opposai toutes sortes de prétextes. A la fin, il consentit à me laisser prendre ma voiture, mais insista pour que Kempka m'accompagne. Je ne me sentais pas très à l'aise car la chaleur avec laquelle il m'avait remis sa photo et qui m'avait presque tenu sous le charme avait entre-temps disparu. Quand il me congédia, je sentis qu'il était fâché. J'étais déjà presque à la porte quand, pour ne laisser place à aucune réplique, il me dit : « Cette fois-ci, vous aurez une réponse écrite à votre mémoire. » Et, après un bref silence, il ajouta d'un ton glacial : « Si la guerre est perdue, le peuple allemand est perdu lui aussi. Il est inutile de se préoccuper des conditions qui sont nécessaires à la survie la plus élémentaire du peuple. Au contraire, il est préférable de détruire même ces choses-là. Car ce peuple s'est révélé le plus faible et l'avenir appartient exclusivement au peuple de l'Est qui s'est montré le plus fort. Ceux qui resteront après ce combat, ce sont les médiocres, car les bons sont tombés ⁸. »

Je fus soulagé de me retrouver au volant de ma voiture

dans l'air frais de la nuit, avec à mes côtés le chauffeur de Hitler et derrière moi mon officier de liaison à l'état-major général, le lieutenant-colonel von Poser. Nous étions vite convenus, Kempka et moi, de conduire à tour de rôle. Il était déjà une heure et demie du matin et si nous voulions parcourir les 500 kilomètres d'autoroute jusqu'au quartier général du commandant en chef du front Ouest près de Nauheim avant l'apparition des chasseurs volant en rase-mottes, c'est-à-dire avant le jour, il fallait vraiment nous presser. La radio réglée sur l'émetteur qui guidait nos chasseurs de nuit, la carte quadrillée sur nos genoux, nous suivions très exactement le développement des incursions aériennes ennemies : « Chasseurs de nuit dans le carré... plusieurs Mosquitos dans le carré... chasseurs de nuit dans le carré... » Quand une formation se rapprochait de nous, nous roulions lentement sur le bord de la route avec les seuls feux de position. Mais dès que notre carré se libérait, nous allumions les gros phares Zeiss, les deux antibrouillards et même le projecteur de recherche pour filer à toute allure sur l'autoroute dans les hurlements de notre compresseur. Au matin, nous étions encore sur la route, mais le plafond très bas avait stoppé toute activité de la chasse ennemie. Arrivé au quartier général⁹ à Nauheim, je commençai par m'allonger pour dormir quelques heures.

Vers midi, j'eus un entretien avec Kesselring, mais sans résultats. Il raisonnait uniquement en soldat et, en tant que tel, n'envisageait pas de discuter les ordres de Hitler. Je

fus d'autant plus étonné de trouver un interlocuteur compréhensif en la personne du délégué du parti à son état-major. Tandis que nous faisions les cent pas sur la terrasse du château, il m'assura qu'à l'avenir il ferait son possible pour étouffer les rapports contenant, sur le comportement de la population, des éléments susceptibles de provoquer les réactions intempestives de Hitler.

Kesselring venait, au cours d'un déjeuner très simple pris avec son état-major, de me porter un toast à l'occasion de mon quarantième anniversaire, quand soudain une escadrille de chasseurs ennemis piqua sur le château dans un sifflement strident, arrosant la façade de rafales de mitrailleuses. Tous se jetèrent à plat ventre. Tandis que les sirènes commençaient seulement à donner l'alerte et que les premières bombes explosaient tout près de nous, nous rejoignîmes les abris en avançant en toute hâte à travers des nuages de fumée et de poussière.

Manifestement cette attaque avait pour objectif le centre de décision de la défense occidentale. On entendait les bombes tomber sans arrêt. Notre abri vacillait à chaque explosion mais ne fut pas atteint. L'attaque terminée, nous reprîmes nos entretiens en présence, cette fois, de l'industriel sarrois Hermann Röchling. Au cours de la conversation, Kesselring révéla à cet homme de plus de soixante-dix ans que la Sarre allait être perdue dans les jours qui suivraient. Röchling accueillit avec impassibilité, presque avec indifférence, l'annonce de la perte imminente de son pays natal et de ses usines, déclarant : « Nous

avons déjà une fois perdu et regagné la Sarre. Malgré mon âge, il me sera encore donné de la voir nous revenir. »

Notre prochaine étape était Heidelberg où s'était entre-temps replié l'état-major de l'armement pour le sud-est de l'Allemagne. Je voulais profiter de l'occasion pour rendre à mes parents au moins une courte visite le jour de mon anniversaire. Comme, dans la journée, l'autoroute était inutilisable à cause des chasseurs ennemis et que je connaissais depuis ma jeunesse toutes les routes secondaires, nous traversâmes, Röchling et moi, l'Odenwald par un temps printanier, chaud et ensoleillé. Pour la première fois, nous parlâmes à cœur ouvert ; Röchling, qui avait jadis eu pour Hitler de la vénération, ne me cacha pas ce qu'il pensait de ce fanatisme insensé qui poussait Hitler à continuer la guerre. Il se faisait déjà tard dans la soirée quand nous atteignîmes Heidelberg. Les nouvelles en provenance de la Sarre étaient bonnes. On n'y avait fait que peu de préparatifs en vue d'une destruction systématique. Comme on ne disposait plus que de peu de jours, même un ordre de Hitler ne pouvait plus faire beaucoup de mal.

Notre voyage se poursuivit difficilement, car la retraite de nos troupes encombrait les routes, et nous fûmes copieusement injuriés par les soldats fatigués et épuisés que nous rencontrions. Nous n'arrivâmes qu'après minuit dans une petite localité vinicole du Palatinat où était cantonné le général SS Hausser. Celui-ci avait, sur les ordres insensés de Hitler, des vues plus raisonnables que

son commandant en chef. Ainsi, il tenait l'évacuation ordonnée par Hitler pour irréalisable, la destruction des ponts pour irresponsable. Cinq mois plus tard, je traversai la Sarre et le Palatinat sur un camion qui me ramenait prisonnier de Versailles. Je pus alors constater que les installations ferroviaires et les ponts routiers étaient en majeure partie intacts.

Le Gauleiter du Palatinat et de la Sarre, Stöhr, me déclara sans ambages qu'il n'exécuterait pas l'ordre d'évacuation générale qu'on lui avait transmis. Le Gauleiter et le ministre entamèrent alors une étrange conversation. « Si vous n'exécutez pas l'ordre d'évacuation et que le Führer vous en tienne pour responsable, vous pourrez affirmer que j'ai prétendu que l'ordre avait été annulé. – Non merci, très aimable à vous, mais je le fais sous ma propre responsabilité. » J'insistai : « Mais je veux bien risquer ma tête. » Stöhr secoua la sienne. « Mais c'est ce que je fais. Je le prends sous mon chapeau. » Ce fut là notre seul point de désaccord.

L'étape suivante devait être le quartier général du Feldmarschall Model, qui se trouvait à 200 kilomètres de là, dans la forêt du Westerwald. Aux premières heures du jour, des chasseurs américains réapparurent. Aussi quittâmes-nous les routes principales pour emprunter des routes secondaires et atteindre ainsi sans encombre un petit village paisible. Rien ne signalait que le poste de commandement du groupe d'armées se trouvait là. Pas un officier, pas un soldat, pas une auto, pas même une moto

n'étaient visibles, et toute circulation automobile était interdite le jour.

A l'auberge du village, je poursuivis avec Model la conversation entamée à Siegburg et ayant trait à la conservation des installations ferroviaires de la Ruhr. Pendant notre entretien, un officier entra pour nous remettre un message. « Il vous concerne », fit Model, gêné et troublé en même temps. Je soupçonnai que c'était une mauvaise nouvelle.

C'était la « réponse écrite » de Hitler à mon mémoire. Il y prenait en tous points le contrepied de ce que j'avais réclamé le 18 mars. Il donnait l'ordre de détruire « toutes les installations militaires et industrielles, toutes les communications, les transmissions, les centres de ravitaillement, ainsi que tous les biens mobiliers et immobiliers sur le territoire du Reich ». C'était là l'arrêt de mort du peuple allemand, le principe de la « terre brûlée » dans sa plus stricte application. Hitler me dépossédait par ce décret de tous pouvoirs et frappait de nullité tous les ordres que j'avais donnés pour conserver l'industrie allemande en vie. C'étaient les Gauleiter qui étaient désormais chargés d'exécuter ces mesures de destruction

Les conséquences auraient été incalculables : pour un laps de temps indéterminé, plus de courant, plus de gaz, plus d'eau propre, plus de charbon, plus de trafic. Toutes

les installations ferroviaires, les canaux, les écluses, les docks, les bateaux, les locomotives détruits. Même là où l'industrie n'aurait pas été détruite, la production aurait été arrêtée faute d'électricité, de gaz et d'eau ; plus d'entrepôts, plus de téléphone. Bref, un pays retombé en plein Moyen Age.

Le changement de comportement du Feldmarschall Model me fit comprendre que ma situation n'était plus la même. Il reprit l'entretien en marquant bien qu'il prenait ses distances. Il évita désormais, avec un soin aisément discernable, d'aborder à nouveau le véritable sujet de notre conversation, la sauvegarde de l'industrie de la Ruhr¹¹. Fatigué et bouleversé, j'allai dormir dans une ferme. Après quelques heures de sommeil, je sortis me promener à travers champs. Arrivé sur une hauteur, je vis ce paisible village dans la lumière du soleil, à peine voilée d'une légère brume. Mon regard portait loin au-delà des collines du Sauerland. Comment est-il possible, pensai-je, qu'un homme veuille transformer ce pays en désert ? Je m'étendis dans les fougères. Tout semblait irréel. Mais la terre exhalait un parfum épicé et les plantes pointaient hors du sol leurs premières tiges vertes. A mon retour, le soleil se couchait. Ma décision était prise. Il fallait empêcher que cet ordre fût exécuté. Je décommandai les réunions prévues pour la soirée dans la Ruhr ; il valait mieux commencer par aller voir comment se présentait la situation à Berlin.

Je fis sortir la voiture du fourré et nous prîmes cette nuit

même la direction de l'est, malgré l'intense activité aérienne qui nous força à rouler en codes. Pendant que Kempka conduisait, je feuilletai les notes que j'avais prises. Nombre d'entre elles concernaient les entretiens de ces deux derniers jours. Je tournai les pages, n'arrivant pas à me décider. Puis je me mis à les déchirer sans me faire remarquer et jetai les morceaux par la fenêtre. A une halte, mon regard tomba sur le marchepied. Rabattus par le vent pendant que nous roulions, ces bouts de papier compromettants s'étaient amassés dans un coin. A la dérobée, je les envoyai dans le fossé.

L'ultimatum de Hitler

La fatigue arrive à créer un état d'indifférence totale. Aussi restai-je parfaitement impassible quand, le 21 mars 1945, dans l'après-midi, je rencontrai Hitler dans la Chancellerie. Parlant uniquement par monosyllabes, il me demanda brièvement comment s'était passé le voyage. Comme il ne mentionnait pas sa « réponse écrite », il me parut inutile de lui en parler. Il fit faire à Kempka, sans m'en demander la permission, un rapport qui dura plus d'une heure.

Violant tous les principes et toutes les consignes de Hitler, je transmis le soir même un exemplaire de mon mémoire à Guderian. Comme s'il s'était agi d'un explosif, Keitel refusa, d'un air épouvanté, d'en accepter un. Je cherchai en vain à savoir dans quelles circonstances l'ordre de Hitler avait été rédigé. Comme lorsque mon nom avait été découvert sur la liste ministérielle établie par les conjurés du 20 juillet, l'atmosphère qui m'entourait s'était refroidie. Je représentais manifestement pour l'entourage de Hitler un cas de disgrâce définitive. J'avais effectivement perdu toute influence dans mon domaine de

compétences le plus important, la sauvegarde de l'industrie placée sous mes ordres.

Deux décisions que Hitler prit ces jours-là me montrèrent qu'il était maintenant décidé à aller jusqu'au bout. Dans le communiqué de la Wehrmacht du 18 mars 1945, je lus que quatre officiers condamnés à mort pour, à ce que prétendait l'accusation, ne pas avoir fait sauter à temps le pont de Remagen, avaient été exécutés ; or Model lui-même venait de me dire qu'ils étaient parfaitement innocents. La « peur de Remagen », comme on l'appela alors, paralysa plus d'un responsable jusqu'à la fin de la guerre.

Le même jour, j'appris par ouï-dire que Hitler avait donné l'ordre d'exécuter le général Fromm. Quelques semaines auparavant, le ministre de la Justice Thierack m'avait, pendant un repas, entre deux services, déjà glissé d'un ton parfaitement détaché : « Fromm aussi va perdre sa petite tête. » Tous les efforts que je fis ce soir-là pour faire changer Thierack d'avis demeurèrent vains. Il ne se laissa pas toucher le moins du monde. C'est pourquoi je lui adressai quelques jours plus tard une lettre officielle de cinq pages, dans laquelle je réfutais la plus grande partie des accusations portées, à ma connaissance, contre Fromm et me mettais à la disposition du Tribunal du peuple comme témoin à décharge.

Il s'agissait là d'une démarche certainement unique de la part d'un ministre du Reich. Trois jours plus tard, le 6 mars 1945, Thierack me répondait sèchement que, pour

déposer en tant que témoin devant le Tribunal du peuple, j'avais besoin de l'autorisation de Hitler. « Or, continuait-il, le Führer vient de me faire savoir qu'il ne songe nullement à vous accorder une autorisation exceptionnelle dans l'affaire Fromm. En conséquence, je ne verserai pas non plus votre déclaration au dossier¹. » La sentence de mort fut exécutée, et je pris conscience de la gravité de ma propre situation.

Mais je me butai : quand, le 22 mars, Hitler me convia à assister à une conférence consacrée à l'armement, je me fis à nouveau représenter par Saur. Les notes prises par ce dernier me montrèrent que Hitler et lui, plongés dans une douce euphorie, n'avaient tenu aucun compte des réalités. Bien que la production d'armements eût touché à sa fin depuis longtemps, ils avaient bâti des projets comme s'ils avaient toute l'année 1945 à leur disposition. Ainsi, ils ne se contentèrent pas de fixer une production d'acier tout à fait irréaliste, mais décidèrent que le canon antichar de 88 devait être mis à la disposition de la troupe en « très grosse quantité » et que la production du mortier de 210 devait être augmentée ; ils se grisèrent à la pensée qu'ils allaient mettre au point des armes nouvelles : un nouveau fusil spécial pour les parachutistes, qui serait produit en très grand nombre, ou un nouveau mortier d'un calibre exceptionnel de 305. Le procès-verbal mentionnait également un ordre de Hitler selon lequel on devait lui présenter quelques semaines plus tard cinq nouvelles variantes des types de tanks existants. Il voulait en outre

qu'on fit des recherches sur l'efficacité du « feu grégeois », connu depuis l'Antiquité, et qu'on transformât au plus vite l'armement de nos avions à réaction, les Me 262, pour en faire des avions de chasse. Sans le vouloir, il confirmait par cette dernière directive quelle erreur de tactique il avait commise dix-huit mois auparavant, en s'entêtant contre l'avis de tous les experts ².

J'étais rentré à Berlin le 21 mars. Trois jours plus tard, aux premières heures de la matinée, on m'annonça que des troupes anglaises largement déployées avaient passé le Rhin au nord de la Ruhr sans rencontrer de résistance. Nos troupes, je le savais par Model, étaient impuissantes. En septembre 1944, l'exceptionnel rendement de nos industries d'armement avait encore permis de reconstituer en peu de temps un front défensif à partir d'armées sans armes. A l'heure présente, de telles possibilités nous faisaient défaut : l'Allemagne était prise à revers.

Je repris ma voiture pour retourner dans la Ruhr, dont la sauvegarde déciderait du sort de l'Allemagne de l'après-guerre. Arrivés en Westphalie, une crevasse nous força à nous arrêter tout près du but. Dans une cour de ferme, je m'entretins avec des paysans qui, dans le soir tombant, ne me reconnurent point. Je fus très étonné de m'apercevoir que la confiance en Hitler, qu'on leur avait inculquée ces dernières années à grands coups de propagande, continuait d'agir, même dans cette situation. Hitler,

affirmaient-ils, ne pourrait jamais perdre la guerre. « Le Führer a en réserve des atouts qu'il jouera au dernier moment. Ce sera alors le grand tournant. Laisser entrer l'adversaire si loin chez nous, ça ne peut être qu'un piège ! » On rencontrait même dans les cercles gouvernementaux cette foi naïve en des armes miracles gardées en réserve jusqu'au dernier moment pour mieux anéantir l'ennemi progressant avec insouciance dans le pays. Funk, par exemple, me posa à cette époque-là la question suivante : « On a bien une arme spéciale, n'est-ce pas ? Une arme qui retournera la situation ? »

Je commençai dans la nuit même mes entretiens avec le chef de l'état-major de la Ruhr, le D^r Rohland, et ses collaborateurs les plus importants. Leur rapport était effrayant. Les trois Gauleiter de la Ruhr étaient décidés à exécuter l'ordre de Hitler. Hörner, un de nos techniciens, en même temps malheureusement chef du service technique du parti, avait préparé sur l'ordre des Gauleiter un plan de destruction. Tout en regrettant d'avoir dû le faire, mais l'ayant fait parce qu'habitué à obéir, il m'exposa en détail son plan qui, techniquement efficace, devait mettre l'industrie de la Ruhr hors de course pour un temps indéterminé : même les puits de mines devaient être inondés et les installations d'extraction rendues inutilisables pour des années. Le sabotage de péniches chargées de ciment devait bloquer les ports et les voies fluviales de la Ruhr. Les Gauleiter voulaient commencer à faire sauter les premières installations dès le lendemain,

car les troupes adverses progressaient rapidement au nord de la Ruhr. Mais il est vrai qu'ils disposaient de si peu de moyens de transport qu'ils étaient condamnés à demander l'aide de mon organisation. Ils espéraient trouver en grande quantité, dans les mines, explosifs, détonateurs et cordons Bickford.

Sans perdre de temps, Rohland convoqua au château de Landsberg, propriété de Thyssen et siège de l'état-major de la Ruhr, une vingtaine de représentants des mines de charbon qui avaient toute sa confiance. Après une courte délibération, on décida d'un commun accord, comme s'il se fût agi de la chose la plus simple du monde, de jeter explosifs, détonateurs et cordons Bickford dans le puits des mines, de façon à les rendre inutilisables. On chargea un de nos collaborateurs d'utiliser nos maigres réserves de carburant pour conduire en dehors des limites de la Ruhr tous les camions dont nous disposions légalement. En cas de nécessité absolue, véhicules et carburant devaient être mis à la disposition des troupes combattantes, ce qui les aurait définitivement retirés du secteur civil. Je promis enfin à Rohland et à ses collaborateurs de leur fournir, en puisant dans ce qui restait de notre production, 50 pistolets mitrailleurs pour assurer la sécurité des centrales électriques et autres installations industrielles importantes contre les commandos de destruction des Gauleiter. Maniées par des hommes décidés à défendre leur usine, ces armes représentaient alors une force non négligeable, car policiers et

fonctionnaires du parti avaient dû tout récemment donner leurs armes à l'armée. Nous allâmes même, dans cette circonstance-là, jusqu'à parler de révolte ouverte.

Les Gauleiter Florian, Hoffmann et Schlessman tenaient une réunion au village de Rummenohl, près de Hagen. Bravant toutes les interdictions de Hitler, j'essayai une nouvelle fois, le lendemain, de les convaincre. Une discussion orageuse m'opposa au Gauleiter de Düsseldorf, Florian, dont les propos revenaient à peu près à dire : si la guerre est perdue, ce n'est ni la faute du Führer, ni la faute du parti, mais celle du peuple allemand, dont, de toute façon, seules de misérables épaves survivront à cette terrible catastrophe. Contrairement à Florian, Hoffmann et Schlessman finirent par se laisser convaincre. Mais les ordres du Führer étaient faits pour être exécutés et personne ne dégagerait leur responsabilité. Ils étaient d'autant plus désarmés qu'entre-temps Bormann leur avait transmis un nouvel ordre de Hitler, qui aggravait le décret portant sur la destruction des conditions de survie du peuple allemand³. Hitler renouvelait l'ordre d'« évacuer tous les territoires que nous ne pouvons plus tenir pour le moment et dont on peut prévoir qu'ils seront bientôt occupés par l'ennemi ». Pour couper court à toute argumentation contradictoire, il était dit encore : « Le Führer est au courant des énormes difficultés qui s'attachent à l'exécution de cet ordre. On les lui a maintes fois décrites. Cette exigence du Führer repose sur des raisons précises et fondées. La nécessité

absolue de l'évacuation ne peut être remise en question. »

Cette évacuation des millions de personnes habitant à l'ouest du Rhin et de la Ruhr et dans les zones de Francfort et de Mannheim ne pouvait se faire qu'en direction des régions moins peuplées des bassins de Thuringe et de l'Elbe. Cette population des villes, insuffisamment nourrie et insuffisamment vêtue, allait submerger des contrées où rien n'avait été prévu, ni sur le plan sanitaire, ni sur le plan du logement, ni sur le plan du ravitaillement. Famine et épidémies étaient inévitables.

Les Gauleiter réunis avec moi s'accordaient à dire que le parti se trouvait dans l'incapacité d'exécuter ces ordres. Seul Florian nous lut, à notre surprise à tous, un appel enthousiaste aux fonctionnaires du parti, dont il voulait faire placarder le texte dans Düsseldorf : tous les bâtiments de la ville encore debout devraient être incendiés à l'approche de l'ennemi, qui entrerait ainsi dans une ville vidée de sa population et dévastée par le feu⁴.

Entre-temps, les deux autres Gauleiter étaient devenus perplexes. Ils tombèrent d'accord sur ma façon d'interpréter l'ordre du Führer, selon lequel la production des industries de la Ruhr était aussi importante qu'avant pour la production d'armements, et cela d'autant plus que nous pourrions ainsi livrer directement des armes aux troupes qui défendraient la Ruhr. La destruction des centrales électriques, qui devait commencer le lendemain, fut ajournée et l'ordre de les détruire changé en un ordre de les paralyser.

Immédiatement après ces entretiens, j'allai voir le Feldmarschall Model à son quartier général. Il se montra disposé à faire son possible pour que les combats se déroulent en dehors des zones industrielles et qu'ainsi les destructions soient réduites au minimum⁵. Il me promit même, par ailleurs, de rester, dans les semaines à venir, en contact étroit avec le D^r Rohland et ses collaborateurs.

J'appris par Model que les troupes américaines progressaient vers Francfort, qu'on ne pouvait plus établir exactement le tracé du front et que, cette nuit même, le quartier général de Kesselring serait transféré loin vers l'est. Nous arrivâmes vers trois heures du matin à l'ancien quartier général de Kesselring à Nauheim. La conversation que j'eus avec son chef d'état-major, le général Westphal, me fit conclure que lui non plus n'appliquerait pas le décret du Führer de façon très stricte. Comme même le chef d'état-major du commandant en chef du front Ouest ne pouvait donner de renseignements précis sur la progression de l'adversaire, nous rejoignîmes Heidelberg en faisant un grand détour à l'est par les massifs du Spessart et de l'Odenwald.

En traversant la petite ville de Lohr, que nos troupes avaient déjà quittée, et sur les places et dans les rues de laquelle régnait un climat d'étrange attente, nous rencontrâmes un soldat tout seul debout à un carrefour, armé de quelques « Panzerfäuste ». Il me regarda d'un air étonné. « Qu'attendez-vous là ? lui demandai-je. – J'attends les Américains. – Et que ferez-vous, quand les

Américains arriveront ? – Alors, me répondit-il sans hésiter longtemps, je mettrai les bouts à temps. » J'eus partout la même impression que, pour tout le monde, la guerre était finie.

A Heidelberg, je trouvai au bureau de l'état-major de l'Armement pour le Bade-Wurtemberg les ordres du Gauleiter du pays de Bade, Wagner, prévoyant la destruction de l'usine à gaz et de l'usine des eaux de ma ville natale comme de celles de toutes les autres villes du pays de Bade : Nous eûmes recours, pour les neutraliser, à un moyen très simple qui consista à rédiger des ordres écrits, mais à les envoyer par la poste d'une ville qu'allait bientôt occuper l'ennemi.

Les Américains avaient déjà pris Mannheim, distante de 20 kilomètres seulement, et progressaient lentement vers Heidelberg. Après un entretien nocturne avec le D^r Neinhaus, le bourgmestre de Heidelberg, je priai, pour rendre un dernier service à ma ville natale, le général SS Hausser, que je connaissais déjà pour l'avoir rencontré en Sarre, de déclarer Heidelberg ville-hôpital et de la livrer sans combattre. Aux premières heures du jour, je pris congé de mes parents. Eux aussi avaient, en ces dernières heures passées avec moi, montré ce calme et cette résignation étranges qui s'étaient emparés de tout ce malheureux peuple. Ils descendirent tous les deux sur le pas de la porte pour me voir partir, et mon père vint une dernière fois jusqu'à la voiture me donner, en me regardant dans les yeux sans mot dire, une dernière poignée de

main. Nous avions le pressentiment que nous ne nous reverrions jamais plus.

Des troupes en retraite, sans armes ni matériel, encombraient la route de Würzburg. Un sanglier s'étant, dans le petit matin, aventuré hors de la forêt, il fut bruyamment pris en chasse par des soldats. A Würzburg, j'allai voir le Gauleiter Hellmuth. Assis à une table abondamment garnie, il m'invita à prendre le petit-déjeuner avec lui. Pendant que nous faisons honneur aux œufs et aux saucisses, le Gauleiter m'expliqua avec le plus grand naturel que, dans le cadre de l'application du décret de Hitler, il avait donné l'ordre de détruire les usines de roulements à billes de Schweinfurt. Il m'annonça même que les représentants du parti et des usines se tenaient déjà dans l'autre pièce à attendre ses ordres. Le plan était fort bien conçu : on devait incendier les bains d'huile des machines spéciales, pour faire de ces machines, comme l'avaient montré les attaques aériennes, de la ferraille inutilisable. Il me fut tout d'abord impossible de le convaincre que de telles destructions n'avaient aucun sens. Il me demanda au contraire quand le Führer allait sortir son arme miracle, car, affirmait-il, il avait su par Bormann et Goebbels, qui le tenaient eux-mêmes du grand quartier général, que sa mise en service était imminente. Comme si souvent, je dus lui expliquer à lui aussi qu'il n'y avait pas d'arme secrète. Je savais que ce Gauleiter appartenait au groupe des dirigeants raisonnables. Aussi l'exhortai-je à ne pas exécuter les ordres de Hitler concernant la

destruction de toute activité industrielle. Je lui remontrai que, vu la situation, il était insensé d'enlever, en faisant sauter les installations industrielles et les ponts, tout moyen d'existence à la population.

Je l'avertis que nos troupes se regroupaient à l'est de Schweinfurt, avant de contre-attaquer pour reprendre le centre de notre industrie d'armement. Ce n'était même pas un mensonge, car le haut commandement prévoyait en effet de lancer bientôt une contre-attaque. Le vieil argument, toujours efficace, selon lequel Hitler ne pourrait pas continuer la guerre sans roulements à billes finit par produire son effet. Le Gauleiter, convaincu ou non, n'était pas prêt à endosser devant l'histoire l'anéantissement de nos chances de victoire en détruisant les usines de Schweinfurt.

Après Würzburg, le temps se leva. Nous rencontrâmes quelques petites unités sans armes lourdes, montant, au pas, à la rencontre de l'ennemi. Mais elles étaient rares. C'étaient des unités qu'on retirait de l'instruction pour les engager dans la dernière offensive. Les habitants des villages étaient occupés à creuser des trous dans leur jardin pour y enfouir leur argenterie de famille et leurs objets de valeur. Partout, nous rencontrâmes le même accueil amical de la population, bien qu'assurément elle ne nous vît jamais d'un bon œil nous abriter entre les maisons quand arrivaient des avions volant en rase-mottes, car nous mettions alors en péril les maisons elles-mêmes. « Monsieur le ministre, nous criait-on des fenêtres, vous ne

pourriez pas avancer un peu, jusque chez le voisin là-bas ? »

C'est précisément parce que la population montrait cette paisible résignation et qu'aucune unité bien armée ne se manifestait nulle part, que l'idée de faire sauter un si grand nombre de ponts m'apparaissait encore plus aberrante qu'à mon bureau de Berlin.

En Thuringe, on voyait, dans leurs uniformes des formations du parti, surtout de la SA, parcourir sans but les rues des villes et des villages. La « levée en masse », proclamée par Sauckel avait commencé ; la plupart du temps, il s'agissait d'hommes déjà âgés ou d'enfants de seize ans. C'étaient eux qui devaient former le *Volkssturm*, la milice populaire qui s'opposerait à l'ennemi ; mais plus personne ne pouvait leur donner des armes. Quelques jours plus tard, Sauckel fit une proclamation enflammée, dans laquelle il les exhortait à mourir jusqu'au dernier, sur quoi il se mit en route pour l'Allemagne du Sud. Tard dans la soirée du 27 mars, j'arrivai à Berlin. J'y trouvai une situation profondément modifiée.

Entre-temps, en effet, Hitler avait décrété que la compétence du Gruppenführer SS Kammler, qui avait déjà la responsabilité des fusées, s'étendrait également à la mise au point et à la production de tous les avions modernes. Cette décision ne me retirait pas seulement la responsabilité de l'armement de la Luftwaffe, mais créait

une situation impossible, tant sur le plan du protocole que de l'organisation, puisque Kammler pouvait utiliser les collaborateurs de mon ministère. Hitler avait en outre donné l'ordre exprès que Göring et moi-même reconnaissons par une contre-signature notre subordination au pouvoir de décision de Kammler. Je signai sans élever de protestation. Bien que cette humiliation m'eût blessé et rendu furieux, j'évitai ce jour-là d'aller à la conférence d'état-major. Presque en même temps, j'appris par Poser que Hitler avait congédié Guderian ; officiellement, pour raisons de santé. Mais tout familier des affaires internes savait qu'il ne reviendrait pas. J'avais perdu là l'un des rares militaires de l'entourage de Hitler qui, non content de me soutenir, m'avait constamment encouragé dans mes initiatives.

Pour comble de malheur, ma secrétaire m'apporta les dispositions que le chef des transmissions avait arrêtées en exécution de l'ordre donné par Hitler de détruire tous les biens réels de la nation. Répondant très exactement aux desseins de Hitler, elles prévoyaient la destruction de tous les moyens de transmission, non seulement de ceux de la Wehrmacht, mais de ceux de la Police, des Postes, des Chemins de fer, des Ponts et Chaussées et de l'Électricité du Reich. « Sabotage, incendie ou démolition » devaient rendre totalement inutilisables « non seulement tous les centraux téléphoniques et télégraphiques, tous les relais amplificateurs, mais aussi les relais des câbles à grande distance et, dans les stations émettrices, les mâts, les

antennes, et les installations émettrices et réceptrices ». L'ennemi ne devait même pas pouvoir procéder à un rétablissement provisoire du réseau de transmissions dans les territoires occupés, car on devait détruire non seulement tous les stocks de pièces de rechange, et de câbles, mais aussi tous les plans des connexions, des réseaux de câbles et toutes les descriptions d'appareils⁶ ». Toutefois, le général Albert Praun me laissa entendre qu'à l'intérieur de son service, il atténuerait le caractère radical de ces dispositions.

De surcroît, on me fit confidentiellement savoir que l'armement allait être confié à Saur, mais sous les ordres de Himmler, dont on ferait un inspecteur général pour toute la production de guerre⁷. Cette nouvelle signifiait au minimum que j'étais définitivement tombé en disgrâce auprès de Hitler. Peu après, Schaub m'appela au téléphone ; sur un ton anormalement cassant, il me convoqua pour le soir chez Hitler.

J'avais le cœur serré quand on me conduisit chez le Führer, dans son bureau situé à plusieurs mètres sous terre. Il était seul. Il me reçut avec une froideur glaciale, ne me tendant pas la main et répondant à peine à mon salut. D'une voix basse et tranchante, il alla tout de suite au but : « J'ai reçu de Bormann un rapport sur l'entretien que vous avez eu avec les Gauleiter de la Ruhr. Vous les avez exhortés à ne pas exécuter mes ordres, déclarant que la guerre était perdue. Êtes-vous conscient de ce que cela mérite ? »

Comme si le souvenir de quelque chose de lointain lui revenait, son ton, pendant qu'il parlait, perdit de son tranchant, la tension tomba et il ajouta, presque comme redevenu normal : « Si vous n'étiez pas mon architecte, je tirerais les conséquences qui s'imposent dans un tel cas. – Tirez, lui répondis-je en partie par insubordination ouverte, en partie par lassitude, les conséquences que vous estimez s'imposer, sans égards pour ma personne. »

Cette réponse, plus impulsive que courageuse, sembla le désarçonner. « Vous êtes surmené et malade, poursuivit-il après une courte pause, sur un ton affable mais, me sembla-t-il, très réfléchi. Aussi ai-je décidé que vous prendriez immédiatement un congé. Quelqu'un d'autre vous représentant dirigera votre ministère. – Non, répondis-je d'un ton décidé, je me sens en parfaite santé, je ne prendrai pas de congé. Si vous ne voulez plus de moi comme ministre, vous n'avez qu'à me révoquer. » Au moment où je disais cela, je m'aperçus qu'un an plus tôt, Göring avait déjà refusé la même solution. « Je ne veux pas vous révoquer, me dit Hitler d'un ton tout aussi décidé et comme pour clore le débat, mais je tiens à ce que vous preniez immédiatement un congé de maladie. » Je ne céda pas. « Je ne peux pas garder ma responsabilité de ministre alors que quelqu'un d'autre agira à ma place », et d'un ton un peu plus conciliant, comme pour protester de mes bonnes intentions, j'ajoutai : « Je ne le peux pas, mon Führer. » C'était la première fois que je m'adressais à lui en employant cette formule. Mais il resta impassible.

« Vous n'avez pas le choix. Il ne m'est pas possible de vous révoquer ! » me dit-il ; il ajouta, comme pour atténuer son intransigeance : « Pour des raisons de politique intérieure et étrangère, je ne peux renoncer à vous. » Enhardi, je repris : « Il m'est impossible de prendre un congé. Tant que je serai en poste, c'est moi qui dirigerai le ministère. Je ne suis pas malade ! »

Il s'ensuivit un assez long silence. Hitler s'assit ; sans y être invité, je fis de même. « Si, poursuivit Hitler d'un ton plus calme, vous pouvez être convaincu que la guerre n'est pas perdue, alors vous pourrez continuer à exercer vos fonctions. » D'après mes mémoires et vraisemblablement également d'après le rapport de Bormann, il devait savoir comment j'envisageais la situation et quelles conclusions j'en tirais. Il voulait manifestement me forcer à faire, même du bout des lèvres, une profession de foi qui m'interdirait à l'avenir d'éclairer d'autres personnes sur la situation réelle. « Vous savez, répondis-je franchement mais sans le défier, que je ne peux en être convaincu. La guerre est perdue. »

Hitler se mit alors à évoquer des souvenirs, à raconter les situations difficiles qu'il avait connues dans sa vie, situations au cours desquelles tout semblait perdu, mais dont il s'était sorti à force de persévérance, d'énergie et de fanatisme. Pendant un temps qui, à ce qu'il me sembla, ne voulait pas finir, il se laissa porter par les souvenirs de ses combats de militant, par ceux de l'hiver 1941-1942, de la catastrophe que nous avions frôlée dans l'organisation des transports, allant jusqu'à citer en exemple mes succès

dans le domaine de l'armement. Je l'avais déjà entendu évoquer tout cela des dizaines de fois, je connaissais ses monologues presque par cœur au point de pouvoir, si quelqu'un l'avait interrompu, les continuer au mot près. Sa voix changeait à peine de registre, mais c'est peut-être précisément dans ce ton qui savait vous adjurer sans vous faire violence que résidait la force de persuasion de cette plaidoirie. J'avais le même sentiment que celui ressenti des années auparavant dans le pavillon de thé, quand je n'avais pas voulu détourner les yeux sous le poids de son regard.

Comme je gardais le silence, me contentant de le regarder fixement, il réduisit ses exigences de façon surprenante : « Si vous croyiez que la guerre peut encore être gagnée, si au moins vous pouviez le croire, cela suffirait. » Je sentis que Hitler avait maintenant changé de ton pour devenir presque suppliant. Un instant, je songeais qu'avec ce ton humble, il emportait encore plus la conviction que quand il posait au maître absolu. Je suppose que dans d'autres circonstances j'aurais cédé. Mais cette fois la pensée de ses desseins destructeurs me préserva de son pouvoir de persuasion. Dans mon émotion, je dus répondre un soupçon trop haut : « Je ne le peux pas, même avec la meilleure volonté. Et puis enfin, je ne voudrais pas être de ces salauds de votre entourage qui vous disent qu'ils croient à la victoire alors qu'ils n'y croient pas. »

Hitler n'eut aucune réaction. Pendant un moment, il

regarda droit devant lui, puis recommença à parler de ses combats, revint, comme il le fit si souvent toutes ces semaines-là, sur la façon inattendue dont Frédéric le Grand avait été sauvé. « Il faut croire, ajouta-t-il, que tout peut s'arranger. Espérez-vous encore que la guerre peut être couronnée de succès ? Ou bien votre foi est-elle ébranlée ? » A nouveau, Hitler réduisait ses exigences pour ne plus me demander qu'une profession de foi formelle qui pourtant me lierait : « Si au moins vous pouviez espérer que nous n'avons pas perdu ! Il faut pourtant que vous l'espériez... Je m'en contenterais. » Je ne répondis rien⁸.

Il s'ensuivit un long silence pénible. Y mettant fin en se levant brusquement, Hitler, redevenu soudain glacial, déclara sur ce ton cassant qu'il avait adopté au début : « Vous avez vingt-quatre heures ! Réfléchissez à la réponse que vous me donnerez ! Demain, vous me direz si vous espérez qu'on peut encore gagner la guerre ! » Il me congédia sans me serrer la main.

Comme pour illustrer ce qui, selon la volonté de Hitler, devait maintenant se produire en Allemagne, je reçus immédiatement après cet entretien un télégramme du commandant du Train daté du 29 mars 1945 : « But de l'opération : faire des territoires abandonnés un désert où tous les moyens de transport seront anéantis... La raréfaction des explosifs exige qu'on fasse preuve

d'invention dans l'utilisation de toutes les possibilités de destruction, les effets devant être durables. » Devaient être détruits, comme le précisait en détail l'ordonnance, les ponts de toutes sortes, les voies ferrées, les postes d'aiguillage, toutes les installations techniques dans les gares de triage, les ateliers et les bâtiments d'exploitation, les écluses et les élévateurs des voies navigables. Dans le même temps, toutes les locomotives, tous les wagons de voyageurs et de marchandises, tous les chalands et toutes les péniches devaient être totalement détruits, les fleuves et les canaux barrés à l'aide de bateaux sabordés. Pour atteindre cet objectif, on pouvait mettre le feu, démolir les organes essentiels et employer toutes espèces de munitions. Seul un spécialiste peut mesurer l'ampleur de la catastrophe qui aurait frappé l'Allemagne si cet ordre si minutieusement élaboré avait été exécuté. Cette ordonnance est en même temps un document qui montre combien on était vétilleux quand il s'agissait d'appliquer un ordre de Hitler établissant un principe.

Dans mon petit appartement de fortune situé dans l'aile arrière du ministère, je m'allongeai sur mon lit. Assez épuisé, je réfléchis, sans véritable suite dans les idées, à la réponse que je devais donner à l'ultimatum de Hitler. Je finis par me lever et me mettre à rédiger une lettre. Le début de mon texte n'était pas sans équivoque : je voulais persuader Hitler et me montrer conciliant, sans pour autant tourner le dos à cette vérité de la défaite qui s'imposait de

plus en plus. Mais la suite était claire et directe : « Quand j'ai lu l'ordre de destruction (du 19 mars 1945) et, peu après, l'ordre d'évacuation, aux termes très durs, j'y ai vu les premiers pas dans l'exécution de ces desseins. » Je rattachai à cette phrase ma réponse à son ultimatum. « Mais je ne peux plus croire au succès de notre bonne cause si, en ces mois décisifs, nous détruisons systématiquement et simultanément tout ce qui conditionne la vie de notre peuple. C'est commettre à son égard une si grande injustice que le destin ne pourra plus nous être favorable... C'est pourquoi je vous prie instamment de ne pas porter vous-même atteinte à la vie de notre peuple. Si vous pouviez vous décider à y renoncer, de quelque manière que vous le fassiez, je retrouverais la foi et le courage de continuer à travailler avec la plus grande énergie. Il n'est plus en notre pouvoir, écrivis-je, en réponse directe à son ultimatum, de déterminer le cours de notre destin. Seule la Providence peut encore changer notre avenir. Nous ne pouvons y contribuer qu'en gardant une attitude ferme et une foi inébranlable en l'avenir éternel de notre peuple. » Je ne conclus pas, comme on le faisait d'habitude pour des lettres privées, par un « Heil, mon Führer », mais renvoyai à la seule puissance en qui nous pouvions encore mettre notre espoir : « Que Dieu protège l'Allemagne ⁹ ! » En relisant cette lettre, je la trouvai bien faible. Peut-être Hitler présuma-t-il qu'elle annonçait une rébellion, attitude qui l'aurait forcé à prendre des mesures contre moi. Car, quand je priai une de ses secrétaires de taper sur sa machine spéciale à gros caractères cette

lettre écrite à la main, qui était destinée à Hitler personnellement mais parfaitement illisible, elle me rappela au téléphone pour me déclarer : « Le Führer m'a interdit d'accepter une lettre de vous. Il veut vous voir ici et exige une réponse de vive voix. » Peu après, je reçus l'ordre de me rendre chez Hitler sans tarder.

Vers minuit, je franchis les quelques centaines de mètres qui me séparaient de la Chancellerie, en empruntant en voiture la Wilhelmstrasse, maintenant totalement défoncée par les bombes. Je ne savais toujours pas ce que je devrais faire, ou dire. Les vingt-quatre heures étaient passées et je n'avais toujours pas de réponse prête. Je laissai à l'inspiration du moment le soin de me la dicter.

Hitler était là debout devant moi, peu sûr de son fait, donnant presque l'impression d'avoir peur. Il me lança un bref « Alors ? » Je fus un instant décontenancé, n'ayant préparé aucune réponse, mais ensuite une phrase me vint aux lèvres, qui ne voulait rien dire du tout et que je prononçai sans réfléchir, comme pour dire quelque chose. « Mon Führer, je vous apporte mon soutien inconditionnel. » Hitler ne répondit pas, mais il fut touché ; après une brève hésitation, il me donna la main, qu'il ne m'avait pas tendue à mon arrivée, ses yeux s'emplirent de larmes, comme cela lui arrivait souvent à cette époque. « Alors, tout va bien », me dit-il. Il était évident qu'il était soulagé. Moi aussi, je fus un moment touché, d'autant plus que je ne m'attendais pas à la chaleur de sa réaction. Quelque chose de nos anciens rapports s'était rétabli entre

nous. « Puisque, repris-je pour profiter de la situation, je vous apporte mon soutien inconditionnel, c'est moi et non les Gauleiter que vous devez charger de l'application de votre décret. » Il m'autorisa à rédiger quelque chose en ce sens, qu'il signerait immédiatement. Pourtant, quand nous reparlâmes du contenu de son décret, il resta ferme sur le principe de la destruction des installations industrielles et des ponts. Je pris ensuite congé. Il était une heure du matin.

Installé dans une pièce de la Chancellerie, je rédigeai un « décret d'application » afférent à l'ordre de destruction du 19 mars 1945. Afin d'éviter toute discussion, je ne cherchai même pas à annuler l'ordre de Hitler. Je me contentai de définir deux choses : « L'application relève de la compétence exclusive des services et des organes du ministre de l'Armement et de la Production de guerre. C'est le ministre de l'Armement et de la Production de guerre qui, avec mon accord, en détermine les modalités. Il peut donner des instructions aux commissaires à la défense du Reich ¹⁰ . » J'étais ainsi rétabli dans mes fonctions. Une phrase faisait en outre dire à Hitler que, pour les installations industrielles, « la paralysie pouvait permettre d'atteindre le même but ». Je calmai naturellement ses inquiétudes en ajoutant que, sur ses directives, je pouvais ordonner la destruction totale d'usines particulièrement importantes. A vrai dire, je ne reçus jamais de telles directives.

Il apposa sa signature au crayon, presque sans discuter,

après avoir seulement porté quelques corrections de sa main tremblante. Une modification apportée à la première phrase du document montre qu'il était encore à la hauteur de la situation ; j'avais rédigé cette phrase dans les termes les plus vagues possible, voulant seulement déterminer que les mesures de destruction avaient exclusivement pour but d'empêcher l'ennemi d'user de nos installations et de nos exploitations pour accroître sa puissance de combat. Assis derrière la table des cartes de la salle de conférences, il limita de sa propre main cette remarque aux installations industrielles.

Je crois qu'il est clairement apparu à Hitler qu'il rendait là une partie de ses desseins destructeurs irréalisable. Dans la conversation qui suivit, je tombai d'accord avec lui sur le fait « que la terre brûlée n'a pas de sens dans un aussi petit pays que l'Allemagne. Elle ne peut atteindre son but que dans de grands espaces comme ceux de la Russie ». Je consignai dans un carnet l'accord auquel nous avions abouti sur ce sujet.

Mais cette fois encore, Hitler agissait avec son habituelle duplicité : le même soir, il avait donné l'ordre aux commandants en chef de « donner un caractère d'extrême fanatisme à la lutte contre l'ennemi en marche. On ne peut en ce moment absolument pas prendre la population en considération ¹¹ . »

Une heure après, je rassemblai toutes les motos, toutes

les autos, toutes les estafettes disponibles, fis occuper l'imprimerie et pour les téléscrip-teurs pour mettre en jeu ma compétence retrouvée et stopper la destruction déjà mise en branle. A quatre heures du matin, je fis distribuer mes directives, mais sans demander l'accord de Hitler, comme le prévoyait le décret d'application. Sans scrupule, je remis en vigueur toutes mes instructions précédentes concernant le maintien en état des installations industrielles, des centrales électriques, des usines à gaz, des usines des eaux et des centres de ravitaillement, instructions que Hitler avait, le 19 mars, décrétées nulles et non avenues. J'annonçai, d'autres instructions plus détaillées concernant la destruction totale de l'industrie – qui ne partirent jamais.

Sans y avoir été autorisé par Hitler, je donnai l'ordre, dès ce même jour, de replier les chantiers de l'organisation Todt, pour qu'ils échappent au danger d'encerclement par l'ennemi et fis envoyer dix à douze trains de vivres à proximité immédiate de la Ruhr encerclée. Avec le général Winter, de l'O.K.W., nous mîmes au point un décret qui devait stopper les mesures prévues pour faire sauter les ponts, mais que Keitel annula ; je me mis d'accord avec le Obergruppenführer SS Frank, responsable de tous les entrepôts de vivres et de vêtements de la Wehrmacht, pour qu'on distribue les stocks à la population civile, et Malzacher, mon chargé de mission en Tchécoslovaquie et en Pologne, reçut l'ordre d'empêcher la destruction des ponts dans le territoire de Haute-Silésie ¹².

Le lendemain, je me rendis à Oldenburg pour rencontrer Seyss-Inquart, le commissaire général du Reich pour les Pays-Bas. En chemin, je m'exerçai pour la première fois pendant une halte au tir au pistolet. A ma grande surprise, Seyss-Inquart, après les inévitables préliminaires, avoua avoir pris contact avec l'autre côté. Il voulait éviter les destructions en Hollande et empêcher les inondations prévues par Hitler. Je quittai le Gauleiter de Hamburg, Kaufmann, chez qui je m'étais arrêté au retour d'Oldenburg, sur le même constat de complet accord.

Dès mon retour, le 3 avril, j'interdis qu'on fit sauter les écluses, les digues, les barrages et les ponts-canaux¹³. Aux télégrammes toujours plus nombreux, toujours plus pressants qui demandaient des ordres particuliers pour la destruction des usines, je faisais répondre qu'il fallait seulement les immobiliser¹⁴.

En prenant de telles décisions, je pouvais être assuré de certains soutiens. Ainsi, mon représentant politique, le D^r Hupfauer, avait conclu une alliance avec les secrétaires d'État les plus importants pour endiguer la politique de Hitler. Il comptait en outre dans son cercle d'amis le représentant de Bormann, Klopfer. Nous avions en quelque sorte coupé l'herbe sous les pieds de Bormann. Ses ordres se perdaient pour ainsi dire dans le vide. En cette dernière période du troisième Reich, Bormann régnait peut-être sur Hitler ; mais à l'extérieur du bunker régnaient d'autres lois. Même le chef du service de sécurité de la SS, Ohlendorf, m'assura en captivité qu'il avait été

régulièrement informé de mes initiatives, mais qu'il n'en avait rien transmis.

En fait, j'avais, au mois d'avril 1945, le sentiment que, grâce à la collaboration des secrétaires d'État, je pouvais dans mon domaine obtenir plus de résultats concrets que Hitler, Goebbels et Bormann réunis. Sur le plan militaire, j'étais en bons termes avec Krebs, le nouveau chef de l'état-major général, car il venait de l'état-major de Model ; mais même Jodl, Buhle et Praun, le commandant en chef des transmissions, comprenaient de mieux en mieux dans quelle situation nous nous trouvions.

J'étais parfaitement conscient du fait que Hitler, s'il avait été au courant de l'activité que je déployais, aurait maintenant agi en conséquence. A coup sûr il aurait frappé. En ces mois... de double jeu, j'appliquai un principe très simple : me tenir le plus près possible de Hitler. Tout éloignement pouvait donner naissance à un soupçon, tandis qu'en revanche l'existence d'un soupçon ne pouvait être confirmée ou infirmée qu'à proximité immédiate. Mais, comme je n'avais pas de prédispositions pour le suicide, j'avais prévu de me réfugier dans un petit pavillon de chasse, assez primitif, à une centaine de kilomètres de Berlin. En outre, Rohland m'avait aménagé un abri dans l'un des nombreux rendez-vous de chasse des princes de Fürstenberg.

Durant les conférences d'état-major, début avril, Hitler parla encore de lancer des contre-offensives, d'attaquer sur ses flancs découverts l'ennemi occidental qui, ayant

dépassé Cassel, poussait maintenant à grandes marches quotidiennes vers Eisenach. Hitler continuait d'envoyer des divisions d'un lieu à un autre. *Kriegsspiel* cruel et inquiétant. Quand, par exemple, le jour de mon retour d'un voyage sur le front, je voyais sur la carte les mouvements de nos troupes, force m'était de constater qu'elles ne s'étaient pas beaucoup montrées dans le territoire que j'avais traversé ou qu'alors il ne s'était agi que de soldats sans armement lourd, simplement équipés de fusils.

Chez moi aussi avait lieu maintenant une petite conférence d'état-major quotidienne ; mon officier de liaison auprès de l'état-major général nous communiquait alors les dernières nouvelles, enfreignant d'ailleurs un ordre de Hitler qui interdisait d'informer des non-militaires de la situation militaire. Avec une assez grande précision, von Poser nous indiquait jour après jour quel territoire l'ennemi occuperait dans les vingt-quatre heures à venir. Ces informations objectives n'avaient rien à voir avec les conférences nébuleuses tenues dans le bunker de la Chancellerie. Là-bas, on ne parlait jamais d'évacuation ou de retraites. Il m'a semblé à l'époque que l'état-major général, sous les ordres de Krebs, avait renoncé à informer Hitler de la situation objective : on ne s'occupait plus, en quelque sorte, qu'à résoudre des problèmes de tactique et de stratégie. Ainsi, quand, contrairement aux conclusions de la veille, des villes et des régions étaient tombées, Hitler gardait un calme parfait. Il ne rabrouait plus comme il le faisait encore quelques semaines auparavant

ses collaborateurs. Il semblait s'être résigné.

Un jour, au début avril, Hitler avait convoqué Kesselring, le commandant en chef du front Ouest. Le hasard voulut que je fusse présent et assistasse à cet entretien loufoque. Kesselring essaya d'expliquer en détail à Hitler que la situation était sans issue. Mais, après l'avoir laissé dire quelques phrases, Hitler, tirant la conversation à lui, se mit à disserter sur la façon dont, prenant avec quelques centaines de chars les Américains à revers, il anéantirait leur saillant d'Eisenach, provoquerait une panique colossale et bouterait l'envahisseur hors d'Allemagne. Hitler se perdit en longs développements sur l'incapacité notoire des soldats américains à digérer une défaite, alors qu'il venait quelques semaines plus tôt, au cours de la contre-offensive des Ardennes, de faire l'expérience du contraire. A cette époque-là, j'étais furieux de voir le Feldmarschall Kesselring donner, après une brève résistance, dans ces billevesées et entrer dans les plans de Hitler avec le plus grand sérieux, semblait-il. Mais, de toute façon, cela ne servait à rien de s'exciter sur des batailles qui n'auraient plus lieu.

Au cours d'une des conférences qui suivirent celle-ci, Hitler exposa à nouveau son idée d'une contre-attaque par le flanc. De mon ton le plus sec, je glissai : « Si tout est détruit, la reconquête de ces territoires ne me sert plus à rien. Je ne peux plus rien y produire. » Hitler garda le silence. « Je ne peux pas rebâtir des ponts aussi vite. » Hitler, apparemment de bonne humeur, me répondit alors :

« Tranquillisez-vous, monsieur Speer, il n'y a pas eu autant de ponts détruits que j'en ai donné l'ordre. » Sur le même ton, je rétorquai comme en plaisantant qu'il me semblait bizarre de se réjouir de ce qu'un ordre n'ait pas été exécuté. A ma grande surprise, Hitler se montra alors disposé à examiner un décret que j'avais préparé.

Quand je lui en montrai le brouillon, Keitel en perdit contenance pour un instant. « Pourquoi encore un changement ? On a pourtant le décret de destruction... On ne peut pas faire de guerre sans détruire de ponts ! » Il finit cependant par donner son accord à mon texte, y apportant seulement quelques changements. Hitler signa donc un décret qui prévoyait qu'on ne devait plus que paralyser les moyens de communication et de transmission et qu'on devait conserver les ouvrages d'art intacts jusqu'au dernier moment. Je fis confirmer encore une fois à Hitler, trois semaines avant la fin, dans la phrase de conclusion : « Avant de prendre toute mesure de destruction et d'évacuation, il faut songer que les installations... doivent pouvoir, après la reconquête des territoires perdus, être à nouveau exploitées au profit de la production allemande ¹⁵. » Toutefois il raya au crayon bleu une subordonnée, où il était dit qu'on devait retarder la destruction d'un pont « même au risque de le voir tomber intact aux mains de l'ennemi dans le cas d'une avance plus rapide que prévu de celui-ci ».

Le général Praun, commandant en chef des transmissions, annula le jour même son ordonnance du

27 mars 1945. Il leva toutes les consignes de destruction et donna même, à usage interne, l'ordre de conserver intacts les stocks, parce qu'ils pourraient, après la guerre, aider à reconstruire le réseau de transmissions. Il déclara que, de toute façon, l'ordre donné par Hitler de détruire le matériel de transmission n'avait pas de sens, puisque l'ennemi apportait ses câbles et ses stations émettrices. Je ne sais pas, en revanche, si le commandant en chef du Train est revenu sur son ordre de transformer les territoires menacés en un désert où toute circulation serait impossible. Keitel, quant à lui, refusa de rédiger des instructions explicatives pour l'application du nouveau décret de Hitler ¹⁶ .

Il me fit d'ailleurs remarquer, et c'était un reproche qui me visait, que l'ordre de Hitler du 7 avril ne ferait que susciter la confusion dans les directives. Il n'avait pas tort. Durant les dix-neuf jours qui venaient de s'écouler entre le 18 mars et le 7 avril, douze ordres contradictoires avaient été donnés touchant cette question. Mais le chaos des directives contribua à limiter le chaos sur le terrain.

Minuit cinq

Au mois de septembre, le secrétaire d'État au ministère de la Propagande, Werner Naumann, m'avait invité à prononcer une allocution qui aurait été retransmise par tous les émetteurs allemands, pour galvaniser la volonté de résistance du peuple. Ayant supposé que c'était là un piège de Goebbels, j'avais décliné cette invitation. Mais maintenant que Hitler semblait, en prenant le décret que j'avais rédigé, avoir opéré un revirement dans mon sens, je voulais mettre à profit le retentissement qu'aurait un discours radiodiffusé pour exhorter le plus large public possible à éviter toute destruction insensée. J'informai Naumann que j'acceptais sa proposition et me rendis, dès que le décret de Hitler eut paru, chez Milch, dans le pavillon de chasse qu'il possédait sur les bords du lac Stechlin, dans un coin perdu de la Marche.

Dans cette dernière période, nous nous préparions à toute éventualité. Pour pouvoir me défendre en cas de besoin, je m'exerçai sur le bord du lac à tirer au pistolet sur une cible. Entre deux exercices, je préparai mon discours radiodiffusé. Le soir venu, j'étais assez content de moi :

j'arrivais à tirer vite et bien et mon discours me semblait ne pas prêter à malentendu, sans pourtant me découvrir totalement. Devant un verre de vin, je le lus à Milch et à un de ses amis : « C'est de la folie, disais-je, de croire à l'intervention d'armes miracles dont l'efficacité pourrait remplacer le combattant. » Nous n'avions pas détruit les usines dans les territoires occupés, il fallait maintenant, de la même manière, nous faire un devoir de sauvegarder les conditions d'existence de notre propre pays. « Tous les zéloteurs, disais-je expressément, qui ne veulent pas comprendre le sens de telles mesures, doivent être punis de la façon la plus sévère. Ils portent une main sacrilège sur ce qu'il y a de plus sacré pour le peuple allemand : la source d'où jaillit la force vitale de notre peuple. »

Après avoir sacrifié ainsi au pathos habituel de l'époque et brièvement mentionné la théorie de la reconquête, je reprenais le mot « désert » employé par le commandant en chef du Train. « Le peuple allemand doit engager toutes ses forces dans cette lutte inconditionnelle pour empêcher, par tous les moyens, que ces desseins se réalisent. Si toutes ces mesures sont appliquées raisonnablement, le ravitaillement pourra être assuré jusqu'à la prochaine récolte, même si ce n'est que dans une modeste mesure. » Avec un calme stoïque, Milch déclara quand j'eus terminé : « Tout cela est assez clair, pour la Gestapo y compris ! »

Le 11 avril, le camion d'enregistrement de la Radio était déjà arrivé devant la porte du ministère ; des ouvriers posaient les câbles dans mon bureau, quand je reçus un

coup de téléphone : « Venez chez le Führer et apportez le texte du discours. » J'avais, dans une version destinée à la presse, édulcoré les passages les plus violents ¹, sans pourtant renoncer à mon intention, qui était toujours de lire le texte original. J'emportai la version la moins dangereuse. Hitler était justement en train de boire le thé avec une de ses secrétaires dans la partie du bunker qui lui était réservée. Il y avait longtemps que je ne l'avais vu en privé. Avec des gestes compliqués, Hitler mit ses lunettes à fine monture de métal qui lui donnaient l'air d'un professeur et, s'étant emparé d'un crayon, commença, dès les premières pages, à rayer des paragraphes entiers. Sans vouloir entamer une discussion, il remarquait de temps en temps d'un ton aimable : « Ça, on le laisse de côté » ou « Ce passage est superflu ». Sans se gêner, sa secrétaire parcourait les feuilles qu'il avait reposées, constatant avec regret : « Dommage, c'était un beau discours. » En me congédiant, Hitler me dit aimablement, presque amicalement : « Faites donc un autre brouillon ². » Dans sa version censurée, le discours n'avait plus aucun sens. Or, tant que je n'avais pas l'autorisation de Hitler, je ne pouvais disposer des émetteurs du Reich. Comme Naumann ne remit pas l'affaire sur le tapis, je la laissai s'enfoncer dans l'oubli.

A la fin du concert donné par l'Orchestre philharmonique à la mi-décembre 1944 à Berlin, Wilhelm Furtwängler m'avait fait venir dans sa loge. Avec une naïveté désarmante, il m'avait demandé sans détours si nous

avons encore quelques chances de gagner la guerre. Quand je lui eus répliqué que la fin était proche, Furtwängler avait fait de la tête un signe d'approbation. J'avais vraisemblablement répondu à son attente. Mais comme je le tenais pour menacé, Bormann, Goebbels et même Himmler n'ayant pas oublié la franchise de certaines de ses déclarations et surtout son intervention en faveur du compositeur Hindemith, mis au ban du peuple allemand, je lui avais conseillé de ne pas rentrer d'une tournée qu'il devait entreprendre en Suisse. « Mais, avait-il objecté, que va devenir mon orchestre ? J'en suis responsable ! » Je lui avais promis de m'occuper de ses musiciens dans les mois à venir.

Au début du mois d'avril 1945, Gerhart von Westermann, intendant de l'Orchestre philharmonique, me fit communiquer que, sur ordre de Goebbels, on avait prévu de faire participer les musiciens à la défense de Berlin, dans le cadre de la dernière levée en masse. Ayant essayé par téléphone d'obtenir de Goebbels qu'ils ne soient pas incorporés dans la milice populaire, je m'entendis répondre d'un ton tranchant : « C'est à moi seul que cet orchestre doit d'avoir atteint son incomparable niveau. C'est à mes initiatives et mes subventions qu'il doit d'avoir la place qu'il occupe dans le monde à l'heure actuelle. Ceux qui nous succéderont n'ont aucun droit sur lui. Il peut périr avec nous. » Recourant alors au système qu'avait utilisé Hitler au début de la guerre pour empêcher que certains de ses artistes favoris ne fussent incorporés, je fis

détruire par le colonel von Poser les dossiers militaires des musiciens dans les fichiers de la Wehrmacht. Pour soutenir l'orchestre financièrement, le ministère organisa quelques concerts.

« Quand on jouera la Symphonie romantique de Brückner, avais-je dit à mes amis, c'est que la fin sera proche. » Ce concert d'adieu eut lieu le 12 avril 1945 dans l'après-midi. Dans la salle sans chauffage de la Philharmonie, sur des chaises qu'ils avaient eux-mêmes disposées, enveloppés dans leurs manteaux, étaient rassemblés les Berlinoises qui avaient malgré tout entendu parler de ce concert organisé dans notre ville menacée. Les autres habitants ont dû, eux, être tout étonnés d'avoir du courant à une heure où d'habitude il était coupé. Mais ce jour-là on l'avait rétabli sur mon ordre, pour pouvoir éclairer la salle de concert. Le programme que j'avais composé débutait par le dernier air de Brünnhilde et le final d u *Crépuscule des dieux*, saluant symboliquement d'un geste en même temps mélancolique et pathétique la fin du Reich. Précédée du *Concerto pour violon* de Beethoven, la *Symphonie* de Brückner, avec son final à la majestueuse architecture, avait clos pour longtemps ma vie musicale.

A mon retour au ministère, je trouvai un message des aides de camp de Hitler qui me demandaient de rappeler immédiatement. « Où étiez-vous donc ? Le Führer vous attend depuis longtemps ! » Quand il me vit, Hitler, comme possédé, se précipita sur moi avec une vivacité

inhabituelle chez lui, une coupure de journal à la main. « Regardez, lisez ceci ! Là ! Vous ne vouliez jamais le croire. Là ! » Il en bafouillait. « Le grand miracle, celui que j'avais toujours prédit, est arrivé. Qui a raison maintenant ? La guerre n'est pas perdue. Lisez. Roosevelt est mort ! » Il n'arrivait pas à se calmer. Il croyait enfin tenir la preuve de l'infailibilité de la Providence qui le protégeait. Débordant de joie, Goebbels et un grand nombre des personnes présentes lui assuraient qu'ils voyaient là la confirmation qu'il avait eu raison en ne cessant de réaffirmer sa conviction qu'un miracle se produirait : le miracle qui, au dernier moment, avait sauvé Frédéric le Grand et fait d'un vaincu sans rémission un vainqueur, venait de se reproduire. Le miracle de la maison de Brandebourg ! La tsarine venait de mourir une deuxième fois, l'histoire connaissait un nouveau tournant, ne cessait de répéter Goebbels. Cette scène déchira un moment le voile qui avait, ces derniers mois, recouvert l'optimisme de commande de tous ces gens-là. Hitler, lui, avait fini par s'asseoir dans un fauteuil, épuisé, comme libéré et en même temps abasourdi ; il avait pourtant l'air de quelqu'un qui n'a plus d'espoir.

Quelques jours plus tard, Goebbels, donnant suite à une de ces innombrables élucubrations qui fleurirent à l'annonce de la mort de Roosevelt, me fit dire que, comme j'avais un grand crédit dans les démocraties bourgeoises occidentales, il serait peut-être bon de se demander si je ne devais pas monter dans un avion à long rayon d'action

pour aller trouver le président Truman. Mais de telles idées s'évanouissaient aussi vite qu'elles étaient apparues.

Toujours en ces derniers jours d'avril, je tombai, dans l'ancien salon de Bismarck, sur un groupe formé de Bormann, de Schaub, d'aides de camp et de domestiques. Pêle-mêle, ils entouraient le D^r Ley qui se précipita sur moi en lançant : « Les rayons de la mort, on a trouvé les rayons de la mort ! C'est un appareil très simple que nous pourrions produire en grande quantité. J'en ai examiné le principe, il n'y a aucun doute. Voilà qui va faire pencher la balance en notre faveur ! » Encouragé par les petits signes de tête approbateurs de Bormann, Ley, bégayant comme à son habitude, m'accabla alors de reproches. « Naturellement, dans votre ministère, on a éconduit cet inventeur. La chance a voulu qu'il m'écrivît. Mais maintenant il faut que vous preniez personnellement l'affaire en main. Immédiatement... Il n'y a rien de plus important en ce moment ! » S'échauffant, Ley me représenta l'incompétence de mon organisation, qu'il accusa de sclérose bureaucratique. Tout cela était si absurde que je ne le contredis même pas. « Vous avez pleinement raison ! Vous ne voulez pas vous en occuper vous-même ? Je vous accorde volontiers les pleins pouvoirs et vous nomme "délégué aux rayons de la mort". » Cette proposition enthousiasma Ley. « Mais bien sûr. Je m'en charge. Dans cette affaire, je veux bien même être placé sous vos ordres. Car enfin, je suis chimiste de formation. » Je lui suggérai d'organiser une expérience, lui

recommandant de prendre ses propres cobayes, car, dans ces affaires-là, on n'est que trop souvent trompé par des animaux préparés. Quelques jours plus tard, un de ses aides de camp m'appela d'un coin perdu d'Allemagne, pour me communiquer une liste d'appareils électriques dont ils auraient besoin pour les expériences.

Nous décidâmes de continuer à jouer la comédie. Nous mîmes notre ami Lüschen, le chef de toute notre industrie électrique, dans la confidence, le priant de nous procurer les appareils réclamés par l'inventeur. « J'ai pu, nous déclara-t-il en revenant quelque temps après, tout trouver sauf le disjoncteur. Il n'en existe pas qui ait la vitesse de disjonction requise. Or votre « inventeur » insistant pour qu'il ait précisément cette vitesse, savez-vous ce que j'ai alors découvert ? On ne construit plus de tels disjoncteurs depuis quarante ans. Le Grætz (manuel de physique pour les collègues) le mentionne dans son édition de 1900. »

Les épisodes de ce genre se multiplièrent à l'approche de l'ennemi. Très sérieusement, Ley soutenait, à cette époque-là, la théorie suivante : « Les Russes nous ayant submergés à l'est, le flot des réfugiés allemands grossira au point que, telles les grandes invasions, il fera pression sur l'Ouest, il s'y ménagera une brèche par laquelle il s'engouffrera pour le submerger et en prendre possession. » Hitler avait beau se moquer des élucubrations de son chef des travailleurs du Reich, il ne l'en traita pas moins, précisément dans cette dernière période, avec une faveur toute particulière.

A notre grande surprise, Eva Braun arriva à Berlin, dans la première moitié du mois d'avril, déclarant ne plus vouloir quitter Hitler. Celui-ci ne lui avait pas demandé de venir et la pressa de retourner à Munich. Moi-même je lui offris une place dans notre avion-courrier. Mais elle refusa obstinément de nous écouter. Chacun dans le bunker savait pourquoi elle était venue. Tel un symbole tangible, elle s'était installée là en messagère de la mort.

Le docteur Brandt, médecin au service de Hitler et membre habituel du groupe de l'Obersalzberg depuis 1934, avait, selon l'expression technique en usage à l'époque, laissé les Américains « surprendre » sa femme et son enfant en Thuringe. Hitler constitua une cour martiale composée de Goebbels, du dirigeant des Jeunesses hitlériennes, Axmann, et du général SS Berger ; mais intervenant en même temps personnellement dans les débats, en quelque sorte procureur et président en une seule personne, il réclama la peine de mort contre Brandt, attendu que l'accusé savait qu'il aurait pu mettre sa famille à l'abri à l'Obersalzberg, attendu qu'on le soupçonnait d'avoir transmis par l'intermédiaire de sa femme des dossiers secrets aux Américains. M^{lle} Wolf, sa secrétaire en chef depuis des années, déclara en pleurant : « Je ne le comprends plus. » Himmler vint dans le bunker calmer l'entourage bouleversé, annonçant qu'il fallait entendre un important témoin, or, ajouta-t-il d'un air rusé, « on ne trouve pas ce témoin ».

Cet incident inattendu m'avait moi aussi plongé dans l'embarras, car, depuis le 6 avril, ma famille, fuyant les grandes villes, s'était réfugiée au bord de la mer Baltique, dans une propriété des environs de Kappeln, dans le Holstein³. Or voilà que c'était devenu un crime. Quand Hitler fit demander par Eva Braun où se trouvait ma famille, je mentis donc en lui faisant répondre qu'elle était dans la propriété d'un ami aux environs de Berlin. Cette explication satisfait Hitler, mais il s'assura cependant que nous le suivrions à l'Obersalzberg lorsqu'il s'y retirerait. En effet, il avait encore à ce moment-là l'intention de livrer le dernier combat depuis sa citadelle des Alpes.

Même si Hitler quittait Berlin, déclara Goebbels, lui resterait dans la capitale pour y mourir. « Ma femme et mes enfants ne me survivront pas. Les Américains les endoctrineraient pour qu'ils fassent de la propagande contre moi. » M^{me} Goebbels au contraire me dit, un jour que j'étais chez elle à Schwanenwerder vers la mi-avril, qu'elle ne pourrait supporter l'idée que ses enfants devraient être tués. Et pourtant elle semblait se soumettre à la décision prise par son mari. Quelques jours plus tard, je lui proposai de faire, au dernier moment, accoster une péniche de notre « flotte de transport » au débarcadère de la propriété de Goebbels à Schwanenwerder. Elle pourrait, avais-je imaginé, rester couchée sous le pont avec les enfants jusqu'à ce que la péniche ait jeté l'ancre dans un affluent occidental de l'Elbe. On aurait stocké suffisamment de nourriture pour qu'elle puisse vivre quelques temps sans

être découverte.

Lorsque Hitler eut déclaré qu'il ne survivrait pas à une défaite, un grand nombre de ses collaborateurs s'empressèrent de lui assurer qu'à eux non plus il ne resterait pas d'autre solution que le suicide. Moi, en revanche, je trouvais qu'ils devaient plutôt prendre sur eux et se livrer à la justice de l'adversaire. Deux des plus glorieux officiers de la Luftwaffe, Baumbach et Galland, et moi-même conclûmes en commun, dans les derniers jours de la guerre, un plan aventureux pour nous emparer des collaborateurs de Hitler les plus importants et les empêcher ainsi de se suicider. Nous avons découvert que Bormann, Ley et Himmler quittaient Berlin tous les soirs pour se rendre dans des localités éloignées, épargnées par les alertes aériennes. Notre plan était simple : comme chaque fois que l'ennemi lâchait des bombes éclairantes, les autos s'arrêtaient et que leurs occupants se dispersaient dans les champs, nous pensâmes que des fusées devaient provoquer les mêmes réactions ; un commando équipé de pistolets mitrailleurs devait alors neutraliser les six hommes d'escorte et capturer les autres. Nous avons commencé à stocker des fusées éclairantes chez moi, à discuter du choix des hommes des commandos, à mettre au point tous les détails. Dans le désordre général, il devait être facile de mettre en lieu sûr les hommes faits prisonniers. Le D^r Hupfauer, ancien collaborateur du D^r Ley, insista, à mon grand étonnement, pour que le coup de main contre Bormann fût exécuté par des membres du parti venant du

front : personne dans le parti, assurait-il, n'était aussi haï que lui. Ainsi le Gauleiter Kaufmann tenait absolument à supprimer de sa propre main « le Méphisto du Führer ». Pourtant le général Thomale, chef d'état-major de l'armée blindée, ayant appris notre projet fantastique, me persuada, au cours d'une conversation nocturne sur une route de campagne, qu'il ne fallait pas intervenir dans la justice divine.

Bormann lui aussi poursuivait la réalisation de ses plans personnels. Ainsi, son secrétaire d'État, Klopfer, m'avertit que ce n'était pas Hitler mais bien Bormann qui était à l'origine de l'arrestation de Brandt. Bormann pensait, à tort d'ailleurs, que si je jouissais d'un grand crédit auprès de Hitler, Brandt y était pour beaucoup. Cette mesure me visait donc également. Aussi Klopfer me prévint-il de me montrer d'une extrême prudence dans mes propos⁴. La radio de nos adversaires me causa aussi quelque inquiétude en diffusant certaines nouvelles : j'aurais aidé un neveu, condamné par un tribunal de guerre pour avoir imprimé des écrits de Lénine, à recouvrer la liberté⁵. En outre Hettlage, que le parti avait toujours combattu, aurait été sur le point d'être arrêté ; un journal suisse enfin aurait publié une brève information selon laquelle l'ancien commandant en chef de l'armée de terre, von Brauchitsch, et moi-même étions les seuls avec qui on pourrait entamer des négociations en vue d'une capitulation. Peut-être nos adversaires cherchaient-ils à diviser les dirigeants en diffusant de telles nouvelles, peut-être aussi s'agissait-il de

bruits qui couraient.

En ces jours-là, l'armée de terre m'envoya dans le plus grand secret quelques officiers du front en qui on pouvait avoir confiance. Armés de pistolets mitrailleurs, ils s'étaient installés chez moi. Pour parer à toute éventualité, nous tenions prête une voiture blindée à huit roues qui nous aurait probablement permis de nous échapper de Berlin. Jusqu'aujourd'hui, je n'ai toujours pas pu savoir par qui ou à la suite de quelles informations ces mesures avaient été prises.

L'attaque contre Berlin était imminente. Hitler avait déjà nommé le général Reymann commandant des troupes chargées de défendre la ville. Dans un premier temps, il resta sous les ordres du général Heinrici, commandant en chef du groupe d'armées qui défendait un territoire s'étendant de la Baltique jusqu'à environ cent kilomètres au sud de Francfort-sur-l'Oder. J'avais toute confiance en Heinrici parce que je le connaissais depuis longtemps et que, peu de temps auparavant, il m'avait aidé à sauvegarder l'industrie du bassin houiller de Rybnick. Quand Reymann insista pour qu'on se prépare à faire sauter tous les ponts de Berlin, je me rendis le 15 avril, la veille du déclenchement de la grande offensive russe sur Berlin, au quartier général de Heinrici à Prenzlau. J'avais emmené avec moi, pour qu'ils m'apportent le soutien de spécialistes, le conseiller d'urbanisme Langer,

responsable des ponts et chaussées berlinois, et Beck, le directeur des Chemins de fer de Berlin, tandis que Heinrici avait sur ma demande convoqué Reymann.

Les deux spécialistes démontrèrent que les destructions projetées étaient une condamnation à mort de Berlin⁶. Le commandant de la place se retrancha derrière les instructions de Hitler, ordonnant de défendre Berlin par tous les moyens. « Je dois livrer bataille et pour cela je dois pouvoir détruire les ponts. – Mais seulement du côté où se développera l'offensive principale ? objecta Heinrici. – Non, répliqua le général, partout où l'on se battra. » Lorsque je lui demandai si les ponts du centre de la ville seraient également détruits dans le cas où on en arriverait aux combats de rue, Reymann répondit affirmativement. Comme je l'avais déjà si souvent fait, j'eus recours à mon meilleur argument : « Combattez-vous parce que vous croyez à la victoire ? » Pris un moment de court, le général dut répondre une nouvelle fois affirmativement. « Si Berlin est détruit de fond en comble, poursuivis-je, l'industrie y est liquidée pour une durée imprévisible. Or, sans industrie, la guerre est perdue. » Le général Reymann était désarmé. Nous n'aurions obtenu aucun résultat si le général Heinrici n'avait pas donné l'ordre de retirer des chambres de mines les charges d'explosif, sur les grandes artères routières et ferroviaires qui étaient d'une importance capitale pour Berlin et de ne détruire de ponts qu'en cas de combats importants⁷.

Nos collaborateurs sortis, Heinrici, se tournant vers moi,

me déclara en confidence : « Grâce à cette dernière consigne, il n'y aura pas de ponts détruits à Berlin, car il n'y aura pas de combats autour de Berlin. Quand les Russes auront percé en direction de Berlin, une de nos ailes se repliera vers le nord, l'autre vers le sud. Au nord, nous prendrons comme points d'appui les canaux creusés dans le sens est-ouest. Alors là, il est vrai, je ne pourrai pas garder les ponts intacts. » Comprenant son raisonnement, je lui demandai : « Berlin sera vite pris ? » Le général acquiesça : « En tout cas, sans grande résistance. »

Le lendemain matin, le 16 avril, on me réveilla aux premières heures du jour. Le lieutenant-colonel von Poser et moi-même voulions, depuis une hauteur dominant la vallée de l'Oder à Wriezen, voir l'offensive décisive de cette guerre, l'attaque russe sur Berlin. Un brouillard dense masquait la vue. Au bout de quelques heures, un garde forestier vint nous informer que nos troupes battaient en retraite et que les Russes seraient bientôt dans les parages. Nous abandonnâmes notre position.

Nous passâmes devant le grand élévateur de bateaux de Nieder-Finow, merveille technique des années 30 et clef de la navigation fluviale entre l'Oder et Berlin. Sur toute la hauteur de sa carcasse métallique, haute de 36 mètres, on avait disposé des explosifs dans les règles de l'art. Or on pouvait déjà entendre à quelque distance des coups de feu. Un sous-lieutenant du génie avait annoncé que tout était prêt pour le dynamitage. Ici on continuait à se conformer aux ordres de Hitler du 19 mars. Le sous-

lieutenant reçut avec soulagement la consigne que lui donna von Poser de ne pas procéder au dynamitage. Mais cet incident était décourageant, car il montrait à l'évidence que les instructions du 3 avril 1945, selon lesquelles les voies fluviales devaient être préservées de la destruction, n'étaient pas parvenues aux troupes.

Renouveler des instructions données depuis longtemps déjà était, vu le démantèlement croissant du réseau de transmissions, une entreprise vouée à l'échec. En tout cas, il me semblait insensé d'espérer empêcher de cette manière les effets d'une telle folie destructrice. La compréhension que j'avais rencontrée chez le général Heinrici me fit songer à nouveau à mon projet de lancer, en m'adressant directement à l'opinion publique, un appel à la raison. Dans la confusion des combats, Heinrici pourrait, espérais-je, mettre à ma disposition une des stations radio situées dans le territoire de son groupe d'armées.

Trente kilomètres après, nous nous trouvâmes dans les forêts solitaires de la Schorfheide, ce paradis des animaux appartenant à Göring. Ayant renvoyé mon escorte, je m'assis sur une souche d'arbre pour ébaucher d'un seul trait un discours dans lequel, cinq jours après que Hitler eut refusé l'allocution que je voulais prononcer à la radio, je prônais la rébellion. Cette fois-ci, j'appelais ouvertement à la résistance, j'interdisais sans détours la destruction des fabriques, des ponts, des voies navigables, des installations ferroviaires et des installations de transmission, je donnais l'ordre aux soldats de la

Wehrmacht et des milices populaires d'empêcher les destructions « par tous les moyens, et, s'il le faut, par les armes ». J'exigeais en outre, dans ce projet de discours, que l'on remît sains et saufs aux troupes occupantes les prisonniers politiques et donc, du même coup, les Juifs, et que l'on n'empêchât point les prisonniers de guerre et les travailleurs étrangers de rejoindre leurs pays. J'y interdisais les activités du Werwolf et sommais les troupes de rendre sans combattre villes et villages. Dans ma conclusion, encore une fois un peu trop solennelle, je redisais ma « foi inébranlable en l'avenir de notre peuple éternel ⁸ ».

Je fis porter par Poser au D^r Richard Fischer, directeur général des centrales électriques de Berlin, un mot crayonné à la hâte où j'exprimais le souhait de voir assurée l'alimentation en courant électrique de l'émetteur allemand le plus puissant, celui de Königswusterhausen, jusqu'à son occupation par l'adversaire ⁹. Cet émetteur assurait quotidiennement les émissions du Werwolf. Son ultime émission devait être la diffusion de mon discours qui précisément interdisait toutes les activités du Werwolf.

Tard le soir, je rencontrai le général Heinrici à son quartier général, entre-temps replié sur Dammsmühl. Je voulais profiter du bref intervalle où les installations situées dans la zone des combats échappaient à la souveraineté de l'État pour passer sous celle des troupes combattantes pour prononcer mon discours. Mais Heinrici pensait que les Russes occuperaient l'émetteur avant que je l'aie terminé. C'est pourquoi il me proposa d'enregistrer ce

discours dès maintenant et de le lui laisser en dépôt. Il le ferait ensuite diffuser juste avant l'occupation soviétique. Mais, malgré tous les efforts de Lüschen, nous ne pûmes trouver les appareils nécessaires à cet enregistrement.

Deux jours plus tard, Kaufmann me pria de venir à Hambourg, toutes affaires cessantes, car la marine de guerre projetait d'y détruire les installations portuaires. Au cours d'une réunion à laquelle participèrent les principaux représentants de l'industrie, des chantiers navals, de l'administration du port et de la marine, on prit, grâce à la détermination du Gauleiter, la décision de ne rien détruire¹⁰. Nous poursuivîmes, Kaufmann et moi, notre conversation dans une maison bâtie sur les bords d'un des deux lacs de Hambourg, l'Alster extérieur. Des étudiants fortement armés la gardaient. Le Gauleiter m'engagea à rester avec lui. « Ici, vous êtes en sécurité. En cas de nécessité, on peut compter sur mes gens. » Je retournai pourtant à Berlin où je rappelai à Goebbels que lui, qui était entré dans l'histoire du parti comme « le conquérant de Berlin », perdrait cette renommée s'il terminait sa vie comme destructeur de cette ville. Pour bouffonne que puisse paraître cette réflexion, elle correspondait parfaitement, à l'époque, à notre monde de représentations à tous et surtout à celui de Goebbels, qui croyait que son suicide rehausserait sa gloire posthume. Le soir du 19 avril, Hitler mentionna avant la conférence d'état-major qu'il s'était rallié à la proposition du Gauleiter de Berlin et qu'il engagerait toutes les réserves dans la

bataille décisive qu'il livrerait devant les portes de la capitale du Reich.

L'anéantissement

Hitler me semblait être, durant les dernières semaines de sa vie, sorti de cette sclérose qui l'avait paralysé les années précédentes. Il était à nouveau d'un abord plus facile, se montrant parfois prêt à accepter qu'on discute ses décisions. Ainsi, il aurait été, durant l'hiver 1944, impensable qu'il consentît à discuter avec moi des perspectives de la guerre. L'esprit de conciliation dont il fit preuve dans la question du décret de la « terre brûlée » eût été également inimaginable à cette époque-là, de même que la manière dont il corrigea sans mot dire le discours que je voulais faire à la radio. Il se montrait à nouveau ouvert aux arguments, alors qu'il ne les aurait même pas écoutés un an auparavant. Il est vrai qu'il ne s'agissait pas tellement d'une sérénité nouvelle ; il donnait bien plutôt l'impression d'un homme qui voit l'œuvre de sa vie s'écrouler et qui ne continue à suivre son chemin que mû par une énergie cinétique accumulée durant les années mais qui, en fait, s'est résigné et a lâché les rênes.

Il faisait l'effet de quelqu'un qui n'a pas de consistance intérieure. Mais peut-être n'avait-il pas changé en cela.

Quand je revois ces années-là, je me demande parfois si ce n'est pas précisément ce côté insaisissable, cette inanité de l'être profond qui le caractérisèrent toute sa vie, de sa prime jeunesse jusqu'à sa mort. La violence pouvait prendre d'autant plus brutalement possession de lui qu'il ne pouvait lui opposer aucune émotion humaine. Personne ne réussit jamais à l'approcher intimement, parce qu'en lui tout était mort, tout était vide.

A cette inconsistance de l'être s'ajoutait maintenant une sénilité précoce. Ses membres tremblaient, il allait courbé, d'un pas traînant ; sa voix n'était plus assurée et avait perdu son autorité d'antan ; sa diction énergique avait fait place à une élocution hésitante et atone. Quand il s'énervait, ce qui, comme aux vieillards, lui arrivait souvent, on aurait presque cru qu'elle allait se fausser. Il avait toujours ses accès de torticolis qui ne me faisaient plus songer aux attitudes d'un enfant mais à celles d'un vieillard. Il avait le teint blême, le visage enflé. Son uniforme, autrefois d'une propreté méticuleuse, faisait négligé, et il le salissait en prenant ses repas, car il mangeait d'une main tremblante.

Cet état émouvait sans aucun doute son entourage, qui l'avait connu à son apogée. Moi-même, j'étais souvent tenté de me laisser apitoyer par ce contraste, à plus d'un titre poignant, avec le Hitler d'autrefois. C'est peut-être pour cette raison qu'on l'écoutait en silence engager, alors qu'il se trouvait dans une situation depuis longtemps désespérée, des divisions qui n'existaient pas, donner

l'ordre d'organiser des convois aériens dont les avions, faute de carburant, ne pouvaient décoller. C'est peut-être pour cette raison qu'on acceptait de le voir de plus en plus souvent, au cours de ces délibérations, décoller de la réalité pour rejoindre un monde imaginaire, l'écoutant parler de l'imminence des dissensions entre l'Est et l'Ouest, nous jurer presque qu'elles étaient inéluctables. Bien qu'il eût dû voir de quelles illusions Hitler se berçait, son entourage était sensible à la force de suggestion de ces constantes répétitions quand il affirmait, par exemple, que lui seul réunissait la personnalité et l'énergie nécessaires pour, de concert avec l'Occident, vaincre le bolchevisme ; on était tenté de le croire quand il assurait qu'il ne luttait plus que pour ce tournant décisif et que lui, personnellement, ne souhaitait plus que sa dernière heure. Ce calme avec lequel il envisageait sa fin prochaine augmentait notre pitié et notre vénération.

En outre, il avait perdu de sa rigidité officielle, redevenant ainsi plus aimable. A maints égards, il me rappelait le Hitler que j'avais connu douze ans auparavant, au début de nos relations, à la seule différence que, maintenant, il avait l'air d'une ombre. Son amabilité se concentrait sur le petit nombre de femmes qui l'entouraient depuis des années. Il portait, depuis un certain temps, une affection particulière à M^{me} Junge, la veuve de son valet de chambre, mort à la guerre ; mais la cuisinière viennoise qui s'occupait de son régime avait ses faveurs, de même que M^{me} Wolf et M^{me} Christian, ses secrétaires depuis de

longues années, qui, elles aussi, faisaient partie des intimes qui vécurent avec lui les dernières semaines de son existence. C'est avec elles principalement que, depuis des mois, il prenait le thé et ses repas, le cercle de ses amis ne comportant presque plus d'hommes. Ainsi, je ne comptais plus non plus depuis longtemps parmi ses convives habituels. Au reste, l'arrivée inopinée d'Eva Braun entraîna quelques modifications dans les habitudes de vie de Hitler, mais sans rien changer aux relations certainement tout innocentes qu'il entretenait avec les autres femmes de son entourage. Cet attachement se fondait sans doute sur une conception primaire de la fidélité à laquelle, dans le malheur, les femmes semblaient mieux répondre que les hommes, de la fidélité de qui il semblait se méfier. Les seules exceptions notoires étaient Bormann, Goebbels et Ley, dont il semblait être sûr.

Autour de ce Hitler réduit à l'état de spectre, l'appareil de commandement continuait de fonctionner mécaniquement. C'est, me semble-t-il, cette force d'entraînement qui faisait que les généraux, même à ce dernier stade, alors que le rayonnement de la force de décision de Hitler avait diminué, continuaient aussi de suivre la voie qu'on leur avait tracée. Ainsi Keitel persistait à exiger qu'on détruise les ponts, alors que Hitler, déjà résigné, voulait les épargner.

Le relâchement de la discipline de son entourage avait dû frapper Hitler. Quand, auparavant, il pénétrait dans une pièce, les personnes présentes se levaient et attendaient

pour se rasseoir qu'il ait lui-même pris place. Or, on pouvait observer que ces mêmes personnes ne se levaient plus et continuaient leurs conversations, que les domestiques s'entretenaient en sa présence avec des invités et que, parfois, des collaborateurs pris d'alcool dormaient sur des fauteuils ou discourent à haute voix sans se gêner. Peut-être faisait-il exprès d'ignorer ces changements. Mais, pour moi, ce spectacle était comme un mauvais rêve auquel l'appartement du chancelier, avec les modifications qui, depuis quelques mois, y étaient intervenues, fournissait le décor adéquat : on avait enlevé les tapisseries, décroché les tableaux, roulé les tapis pour les mettre, avec quelques meubles de valeur, en sûreté dans un bunker. Les taches claires sur le papier peint, les vides de l'ameublement, des journaux traînant partout, des verres et des assiettes vides, un chapeau enfin, jeté par quelqu'un sur une chaise, brossaient le tableau d'un déménagement en cours.

Hitler avait, depuis longtemps, abandonné les pièces du haut, sous prétexte que les attaques aériennes l'empêchaient de dormir et diminuaient sa puissance de travail. Dans le bunker, disait-il, il pouvait au moins dormir. Aussi avait-il aménagé sa vie sous terre.

Cette fuite qui l'avait fait se réfugier sous cette voûte sépulcrale me parut toujours avoir une signification symbolique. L'isolement de ce monde du bunker, entouré de tous côtés de béton et de terre, scellait définitivement cette retraite de Hitler, qui l'éloignait de la tragédie se

jouant à l'air libre et avec laquelle il n'entretenait plus aucune relation. Quand il parlait d'une fin, c'est de la sienne qu'il s'agissait et non pas de celle de son peuple. Il avait atteint le dernier stade de sa fuite devant la réalité, une réalité que, déjà dans sa jeunesse, il ne voulait pas reconnaître. A l'époque, je baptisai ce monde irréel « l'île des bienheureux ».

Dans les derniers temps de sa vie, en avril 1945, il m'arriva de me pencher avec lui sur les plans de Linz, contemplant en silence les rêves d'autrefois. Son bureau, protégé par un plafond de cinq mètres d'épaisseur recouvert de deux mètres de terre, était certainement l'endroit le plus sûr de Berlin. Quand de grosses bombes tombaient à proximité, le bunker vacillait dans sa masse tout entière, en raison des conditions favorables de la propagation des ondes explosives dans le sable de Berlin. Hitler sursautait alors sur son siège. Comme l'intrépide caporal de la Première Guerre mondiale avait changé ! Ce n'était plus qu'une épave, un paquet de nerfs, qui ne savait plus cacher ses réactions.

On ne fêta pas à proprement parler le dernier anniversaire de Hitler. Alors qu'à l'habitude ce jour-là voyait un grand nombre d'autos défilér, la garde d'honneur présenter les armes, les dignitaires du Reich et de l'étranger venir apporter leurs félicitations, il régna cette fois-là un calme total. Certes, Hitler avait quitté le bunker pour les pièces du haut qui, dans leur abandon, offraient à son pitoyable état un décor approprié. Une délégation de

la Jeunesse hitlérienne qui s'était distinguée au combat lui fut même présentée dans le jardin. Mais, après avoir tapoté les joues de l'un ou de l'autre, et dit quelques mots à voix basse, il en resta là. Il avait certainement le sentiment de ne plus pouvoir convaincre personne, sinon par la pitié qu'il inspirait. Nous évitâmes, pour la plupart, l'embarras où nous aurait plongés l'obligation de devoir présenter nos vœux, en venant comme toujours à la conférence d'état-major. Personne ne savait exactement ce qu'il devait dire. Hitler reçut les félicitations d'un air froid et presque à contrecœur, ce qui allait bien avec les circonstances.

Peu après, nous étions tous réunis, comme si souvent déjà, autour de la table de conférences, dans l'étroite pièce du bunker réservée à cet usage. En face de Hitler avait pris place Göring. Lui qui d'habitude accordait tant d'importance à l'apparence extérieure, avait apporté depuis quelques jours de notables modifications à sa façon de s'habiller. A notre grande surprise, son uniforme n'était plus coupé dans le tissu gris argent habituel, mais dans le drap gris brun des uniformes américains. En même temps, ses épaulettes larges de cinq centimètres et brodées d'or avaient fait place à de simples épaulettes en tissu, sur lesquelles l'insigne de son grade, l'aigle d'or de Reichsmarschall, était fixé. « Un vrai général américain », me murmura à l'oreille un des participants. Mais Hitler ne parut même pas remarquer ce changement.

Pendant la « conférence », on parla de l'imminence de l'attaque contre le centre de Berlin. Dans l'esprit de Hitler,

l'idée de ne pas défendre la métropole pour, au contraire, se replier sur sa forteresse des Alpes avait, pendant la nuit, fait place à la décision de se battre pour cette ville, au besoin dans ses rues mêmes. On l'assaillit aussitôt de tous côtés pour lui remontrer qu'il n'était pas seulement opportun, mais qu'il était aussi grand temps pour lui de quitter Berlin et d'établir son quartier général à l'Obersalzberg. Göring attira son attention sur le fait que nous ne possédions plus qu'un seul couloir de communication nord-sud par le massif de la Forêt Bavaroise, cette unique voie d'évasion pouvant elle-même être coupée à tout moment. Qu'on prétendît lui faire abandonner Berlin précisément en ce moment fit s'emporter Hitler. « Comment ferai-je pour demander aux troupes de livrer cette bataille décisive pour la défense de Berlin si, dans le même temps, je cours me mettre à l'abri ? » Assis en face de lui, Göring, dans son nouvel uniforme, le visage blême et couvert de sueur, regardait, en ouvrant de grands yeux, Hitler s'échauffer au fil du discours. « C'est au destin que je laisse le soin de décider si je péris dans la capitale ou si, au dernier moment, je m'envole pour l'Obersalzberg. »

A peine la conférence d'état-major fut-elle terminée et les généraux partis, que Göring, l'air bouleversé, se tourna vers Hitler pour lui dire que des tâches urgentes l'attendaient en Allemagne du Sud, il se voyait dans l'obligation de quitter Berlin cette nuit même. Hitler le regarda, l'esprit ailleurs. Il me sembla, à le voir, qu'en cet

instant il était lui-même profondément ému par sa décision de rester à Berlin et de mettre ainsi sa vie en jeu. Tendant la main à Göring, il lui dit quelques paroles insignifiantes, ne laissant pas voir qu'il l'avait percé à jour. Debout à quelques pas de là, j'eus le sentiment d'assister à un moment historique : la dislocation de la direction du Reich. C'est ainsi que finit la conférence d'état-major de ce jour anniversaire.

Avec les autres participants, je quittai la salle de conférences comme d'habitude, sans prendre personnellement congé de Hitler. Or, allant à l'encontre de nos projets initiaux, le lieutenant-colonel von Poser m'engagea vivement à quitter moi aussi Berlin cette nuit même. Depuis longtemps déjà, nous avions tout prévu pour notre fuite. Nous avions à l'avance envoyé à Hambourg des bagages importants. Deux wagons-caravanes des Chemins de fer du Reich étaient garés sur le bord du lac d'Eutin, à proximité du quartier général de Dönitz, établi à Pion.

A Hambourg, je retournai voir le Gauleiter Kaufmann. Comme moi, il trouvait inconcevable, vu la situation, de continuer le combat à tout prix. Encouragé par son attitude, je lui donnai à lire le discours que j'avais ébauché sur une souche d'arbre dans la Schorfheide ; je n'étais pas sûr de l'accueil qu'il lui ferait. « Mais, s'exclama-t-il, il faudrait que vous le prononciez, ce discours. Pourquoi ne l'avez-vous pas encore fait ? » Je le mis au courant des difficultés que j'avais rencontrées. « Ne voulez-vous pas, reprit-il alors,

que notre émetteur de Hambourg le diffuse ? Je me porte garant du directeur technique du poste. Ou alors vous pourriez au moins le faire enregistrer sur disque ¹ . »

Dans la nuit, Kaufmann me conduisit au bunker qui abritait la direction technique de l'émetteur de Hambourg. Après avoir traversé des salles vides, nous arrivâmes dans une pièce plus petite, le studio d'enregistrement, où il me présenta deux techniciens qui, visiblement, étaient au courant de mes projets. En un éclair, je réalisai que, dans quelques minutes, je serais livré à ces étrangers. Pour en faire mes complices et ainsi assurer mes arrières, je leur dis, avant de commencer à lire mon discours, qu'ils pourraient à la fin décider eux-mêmes de leur attitude : en approuver le contenu ou détruire la matrice. Ensuite, je pris place devant le microphone pour lire mon manuscrit. Les techniciens restèrent muets. Peut-être étaient-ils effrayés et peut-être, en même temps, convaincus par ce qu'ils venaient d'entendre sans avoir de leur côté le courage de résister : en tout cas, ils ne firent aucune objection.

Kaufmann prit les enregistrements en dépôt. Je lui énumérai les circonstances dans lesquelles il pourrait les faire diffuser sans mon assentiment. Les conditions dont je fis état étaient caractéristiques des sentiments qui m'habitaient en ces journées-là : il y avait le cas où, sur l'initiative d'un de mes adversaires politiques, au nombre desquels je comptais tout particulièrement Bormann, je serais assassiné ; celui où Hitler, ayant eu vent de mes diverses entreprises, me ferait condamner à mort ; le cas

où Hitler lui-même mourrait et son successeur continuerait sa politique désespérée de destruction.

Comme le général Heinrici avait l'intention de ne pas défendre Berlin, on devait compter qu'en quelques jours la ville serait prise et qu'ainsi tout serait fini. Et effectivement, le 22 avril déjà, comme me le rapportèrent le général SS Berger² et également, lors de mon dernier passage à Berlin, Eva Braun, Hitler voulut attenter à sa vie. Mais entre-temps Heinrici avait été remplacé par le général de parachutistes Student. Hitler considérait ce dernier comme l'un de ses généraux les plus énergiques et pensait pouvoir d'autant plus compter sur lui qu'il le tenait pour borné. Ce simple fait lui avait redonné du courage. En même temps, Keitel et Jodl avaient reçu l'ordre de ramener toutes les divisions disponibles sur Berlin.

Quant à moi, je n'avais à ce moment-là plus rien à faire puisqu'il n'y avait plus d'industrie d'armement. Mais, ballotté de tous côtés par une violente inquiétude intérieure, je ne connaissais ni trêve ni repos. Sans but ni raison, je décidai d'aller cette nuit-là revoir cette propriété de Wilsnack où ma famille et moi avions passé de nombreux week-ends. J'y rencontrai un collaborateur du D^r Brandt ; il me raconta que le médecin de Hitler était gardé prisonnier dans une villa d'un des faubourgs ouest de Berlin. Il me décrivit l'endroit et m'en donna le numéro de téléphone, en m'assurant que les SS commis à sa

garde étaient loin d'être intraitables. Nous réfléchîmes à la possibilité de libérer le D^r Brandt en profitant de la pagaïe qui devait à cette heure régner à Berlin. Mais je voulais aussi revoir Lüschen et le convaincre de fuir à l'ouest sans attendre les Russes.

Ce furent là les raisons qui me poussèrent à décider de retourner à Berlin une dernière fois. Mais il est vraisemblable que, derrière ces motifs avoués, Hitler joua encore le rôle d'aimant. C'est lui que je voulais voir une dernière fois, c'est de lui que je voulais prendre congé. Car j'avais maintenant l'impression de m'être, deux jours auparavant, éclipsé à la dérobée. Est-ce ainsi que notre longue collaboration devait prendre fin ? Mois après mois, nous nous étions, des jours entiers, penchés, dans un esprit de camaraderie de collègue ou presque, sur des plans conçus en commun. De nombreuses années durant, il nous avait, ma famille et moi, accueillis à l'Obersalzberg, se montrant un hôte affable et soucieux de notre bien-être. Le désir impératif de le revoir encore une fois montrait combien mes sentiments étaient partagés. Car la raison me persuadait de la nécessité et de l'urgence de sa mort, même s'il était déjà trop tard. Tout ce que j'avais, ces derniers mois, entrepris contre lui venait du dessein que j'avais formé d'empêcher Hitler d'entraîner notre peuple dans sa chute. Pouvait-il exister une meilleure preuve de ma volonté de m'opposer à lui et de mon impatience de le voir mourir, que ce discours enregistré la veille ? Et pourtant, le lien sentimental qui m'attachait à Hitler n'était

pas aboli : par mon souci de ne laisser diffuser le discours qu'après sa mort, je voulais lui épargner la peine d'apprendre que, moi aussi, je m'étais retourné contre lui ; une pitié grandissante pour cet homme déchu m'emplissait le cœur. Peut-être beaucoup de membres de la suite de Hitler ont-ils eu le même sentiment en ces derniers jours de sa vie. Le devoir à accomplir, les serments prêtés, l'attachement d'une longue fidélité, les sentiments de reconnaissance s'opposaient à l'amertume ressentie devant mes souffrances personnelles et les malheurs de la nation, les unes comme les autres n'ayant qu'une seule cause : Hitler.

Aujourd'hui encore, je suis heureux d'avoir pu mener à bien mon projet de revoir Hitler une dernière fois. Il était juste qu'après douze ans de collaboration, passant par-dessus tout ce qui nous opposait, je fisse ce geste. A l'époque, certes, je n'agis que mû par une force irrésistible, presque mécaniquement, quand je quittai Wilsnack pour Berlin. Avant mon départ, j'écrivis quelques lignes à ma femme, pour lui donner bien sûr du courage, mais en même temps pour lui montrer que je n'avais pas l'intention de suivre Hitler dans la mort. A environ 90 kilomètres de Berlin, le flot des véhicules roulant vers Hambourg encombrait la route. Il y avait de tout : des modèles datant du début de l'automobile et de luxueuses limousines, des camions et des camionnettes, des motos et même des voitures de pompiers. Il était impossible d'aller à contre-courant jusqu'à Berlin. Je ne pouvais pas comprendre d'où

sortait tout ce carburant. On l'avait vraisemblablement stocké depuis des mois en prévision de ce jour.

A Kyritz se trouvait l'état-major d'une division. J'utilisai son téléphone pour appeler à Berlin la villa où le D^r Brandt était détenu et attendait son exécution. Mais j'appris que, sur l'ordre personnel de Himmler, on l'avait transféré dans le nord de l'Allemagne où il était en sécurité. Je ne pus pas atteindre Lüschen non plus. Mais cela ne changea rien à ma décision ; au contraire, j'annonçai à un des aides de camp de Hitler ma visite pour l'après-midi. A l'état-major de la division, nous avons appris que les forces combattantes soviétiques progressaient rapidement mais qu'il ne fallait pas s'attendre à un encerclement de Berlin dans l'immédiat ; ainsi on prévoyait que l'aérodrome de Gatow, sur les bords de la Havel, resterait encore un certain temps aux mains de nos troupes. C'est pourquoi nous nous rendîmes au terrain d'essai en vol de Rechlin, dans le Mecklembourg ; on m'y connaissait car j'avais assisté là à de nombreuses présentations de nouveaux modèles et je pouvais espérer qu'on m'y donnerait un avion. Depuis cette base, des chasseurs partaient attaquer les troupes russes au sud de Potsdam. Le commandant se montra disposé à me faire transporter avec un avion-école jusqu'à Gatow. En même temps, on prépara deux « Cigognes », avions de reconnaissance mono-moteurs à vitesse d'atterrissage réduite, que l'on mit à notre disposition, à mon officier de liaison et à moi-même, pour nos déplacements à l'intérieur de Berlin et pour notre

retour. Pendant qu'on préparait les appareils, j'étudiai la position des forces d'encerclement soviétiques portée sur la carte d'état-major.

Escorté par une escadrille de chasse, volant à environ mille mètres d'altitude par temps clair, à quelques kilomètres de la zone de combat, nous nous dirigeâmes vers le sud. Vue de haut, la bataille dont l'enjeu était la capitale du Reich paraissait anodine ; l'investissement de Berlin par des troupes ennemies, qui se renouvelait à presque cent cinquante ans d'intervalle, se déroulait dans une campagne dont les routes, les villages et les bourgades, que d'innombrables périples m'avaient fait si bien connaître, respiraient une paix presque inquiétante. On ne voyait en fait que de brefs éclairs, n'ayant l'air de rien, canons qui tiraient ou obus qui tombaient, à l'éclat à peine plus fort que la brève flamme d'une allumette qu'on craque, et des fermes qui brûlaient, finissant lentement de se consumer. Toutefois, à la limite orientale de Berlin, perdue au loin dans la brume, on pouvait distinguer des colonnes de fumée plus importantes. Mais le grondement du moteur étouffait le bruit lointain du combat.

Nous atterrîmes à Gatow tandis que l'escadrille de chasse poursuivait son vol vers ses objectifs situés au sud de Potsdam. L'aérodrome était presque abandonné. Seul le général Christian, appartenant en tant que collaborateur du général Jodl à l'état-major de Hitler, se préparait à partir. Nous échangeâmes quelques paroles insignifiantes. Puis je grimpai, suivi de mon escorte, dans l'un des deux

« Cigognes » prêts à décoller et, savourant le romantisme de cette équipée inutile, car nous aurions tout aussi bien pu y aller en voiture, nous rejoignîmes Berlin en survolant en rase-mottes l'axe est-ouest, que j'avais parcouru en compagnie de Hitler la veille de son cinquantième anniversaire. Juste avant d'arriver à la porte de Brandebourg, nous atterrîmes sur la large avenue, au grand étonnement des quelques rares voitures présentes. Nous arrê tâmes une voiture de l'armée pour nous faire conduire à la Chancellerie. Le temps avait passé et nous étions déjà en fin d'après-midi, car, pour parcourir les 150 kilomètres qui séparent Wilsnack de Berlin, nous avons mis plus de dix heures.

Je ne savais pas exactement quels risques comportait mon entrevue avec Hitler ; je ne savais pas si, pendant ces deux jours, un changement d'humeur était intervenu. Mais, en un certain sens, cela m'était égal. Certes, j'espérais que l'aventure se terminerait bien, mais j'aurais également admis qu'elle tourne mal.

La Chancellerie que j'avais construite sept ans auparavant était déjà prise sous le feu de l'artillerie lourde soviétique, mais elle avait encore été peu touchée. L'effet des obus paraissait insignifiant quand on observait le champ de ruines qu'avaient laissé derrière eux quelques bombardements, effectués de jour par l'aviation américaine ces dernières semaines. J'enjambai un enchevêtrement de poutres calcinées, traversai des pièces au plafond effondré et arrivai ainsi dans la pièce où,

quelques années auparavant, nous traînions notre ennui à longueur de soirées, où Bismarck avait tenu ses réunions et où, maintenant, Schaub, l'aide de camp de Hitler, buvait du cognac en compagnie d'hommes qui m'étaient pour la plupart inconnus. Malgré mon coup de téléphone, on ne m'attendait plus, aussi fut-on surpris de mon retour. Schaub m'accueillit en me saluant avec cordialité. J'en conclus qu'on n'avait pas eu connaissance ici de l'enregistrement que j'avais fait à Hambourg. Il nous laissa pour aller annoncer mon arrivée. J'en profitai pour charger von Poser de découvrir, avec l'aide des standardistes de la Chancellerie, où se trouvait Lüschen et de lui demander de venir nous rejoindre.

De retour, l'aide de camp me dit : « Le Führer voudrait vous parler. » Combien de fois, ces dernières douze années, n'avais-je pas été introduit chez Hitler par cette formule stéréotypée ! Mais ce n'est pas à cela que je pensai en descendant les quelque cinquante marches, mais bien plutôt à mes chances de m'en sortir vivant. Le premier que je vis, en bas, fut Bormann. Venant à ma rencontre, il fut d'une politesse si inhabituelle que je me sentis en sécurité. Car les expressions de Bormann ou de Schaub avaient toujours été des signes certains de l'humeur de Hitler. « Si vous parlez au Führer, me dit-il d'un ton humble, il vous demandera certainement, si, d'après vous, il faut rester ici ou s'il faut rejoindre Berchtesgaden par avion ; il est grand temps qu'il prenne le

commandement en Allemagne du Sud... Il ne nous reste que peu d'heures si nous voulons le faire... Vous allez le convaincre de partir, n'est-ce pas ? » S'il y en avait un pour tenir à sa vie dans le bunker, c'était manifestement Bormann, lui, qui, trois semaines auparavant, avait lancé un appel aux fonctionnaires du parti pour que, surmontant toutes leurs faiblesses, ils vainquent ou périssent³. Je lui répondis évasivement, savourant en face de cet homme presque suppliant un triomphe tardif.

On me mena ensuite chez Hitler. Il me reçut cette fois-ci sans cette émotion qu'il avait manifestée quelques semaines auparavant après mon serment de fidélité. Il ne montra d'ailleurs aucune émotion d'aucune sorte. J'eus à nouveau le sentiment qu'il était vidé, consumé, sans vie. De cet air qu'il prenait pour régler les affaires et qui lui permettait de tout cacher, il me demanda l'impression que m'avait faite la manière de travailler de Dönitz. J'eus le sentiment très net qu'il ne s'intéressait que de très loin à Dönitz et qu'en fait c'était la question de sa succession qui le préoccupait. Aujourd'hui encore, je suis persuadé que Dönitz a liquidé le sombre héritage dont il fut le légataire inattendu avec plus d'adresse, de dignité et de prudence que ne l'auraient fait Bormann ou Himmler. Je décrivis à Hitler l'impression positive que j'avais eue, ornant mon rapport de quelques détails qui ne pouvaient que lui plaire, mais me gardant bien, vu ma vieille expérience, d'essayer de l'influencer en faveur de Dönitz, ce qui n'aurait eu que le résultat contraire.

Brusquement, Hitler me demanda : « Qu'en pensez-vous ? Dois-je rester ici ou partir en avion pour Berchtesgaden ? Jodl m'a dit qu'après-demain il ne serait plus temps. » Spontanément, je lui conseillai de rester à Berlin car qu'aurait-il fait à l'Obersalzberg ? Berlin tombé, le combat n'aurait plus de sens. « Et, ajoutai-je, je pense qu'il est mieux, si cela doit être, que vous terminiez votre vie ici comme Führer dans votre capitale que dans votre maison de week-end. » A nouveau, l'émotion me saisit. A l'époque, je pensais que ce conseil était le bon ; mais il se révéla mauvais car, s'il était allé à l'Obersalzberg, je suppose que le combat aurait été écourté d'une semaine.

Ce jour-là, il ne dit plus rien de l'imminence d'un changement, de la nécessité d'espérer. Plutôt fatigué et apathique, il commença, comme si c'était tout naturel, à parler de sa mort : « Moi aussi, j'étais décidé à rester, je voulais seulement avoir votre avis. Je ne combattrai d'ailleurs pas, continua-t-il. Le danger est trop grand de n'être que blessé et de tomber vivant aux mains des Russes. Je ne voudrais pas non plus que mes ennemis traitent mon cadavre comme une charogne. J'ai donné l'ordre qu'on le brûle. M^{lle} Braun veut m'accompagner dans la mort ; quant à Blondi, je la tuerai d'abord d'un coup de revolver. Croyez-moi, Speer, il m'est facile de mettre fin à ma vie. Un court instant, et me voilà libéré de tout, libéré de cette existence pleine de tourments. » J'avais le sentiment de parler à un mort vivant. L'atmosphère devenait de plus en plus sinistre, la tragédie approchait de son dénouement.

Au cours des derniers mois, il m'était arrivé de le haïr, je l'avais, en tout cas, combattu, leurré et trompé ; mais, en ce moment, j'étais ébranlé et en plein désarroi. Perdant tout contrôle de moi-même, je lui avouai à voix basse que je n'avais rien fait détruire, que j'avais même empêché toute destruction. Un moment, ses yeux se remplirent de larmes. Mais il n'eut aucune réaction. De tels problèmes, qui le préoccupaient tant quelques semaines auparavant, lui semblaient lointains, très lointains. L'esprit absent, il me regarda fixement lorsque je lui proposai en hésitant de rester à Berlin. Il garda le silence. Peut-être avait-il senti que je mentais. Je me suis souvent demandé s'il n'avait pas toujours su instinctivement que, ces derniers mois, j'avais œuvré contre lui et s'il n'avait pas tiré de mes mémoires les conclusions ? qui s'imposaient. Je me suis également demandé si, en me laissant enfreindre ses ordres, il ne donnait pas une nouvelle preuve de la complexité de sa nature. Je ne le saurai jamais.

A ce moment-là, on annonça le général Krebs, chef de l'état-major général de l'armée de terre, venu au rapport ⁴ . Ainsi rien n'avait changé sur ce plan : le commandant en chef de la Wehrmacht continuait comme toujours d'entendre les rapports sur la situation militaire au front. Mais alors que, trois jours auparavant, la petite pièce du bunker réservée aux conférences d'état-major ne pouvait contenir tous les officiers supérieurs, les commandants en chef des différentes armes de la Wehrmacht et de la SS, aujourd'hui, elle était presque vide, car, entre-temps, ils

étaient presque tous partis. En plus de Göring, de Dönitz et de Himmler, Keitel, Jodl, Koller, chef de l'état-major de la Luftwaffe, et les principaux officiers de leurs états-majors se trouvaient hors de Berlin ; il ne restait plus que des officiers de liaison de rang subalterne. Le rapport avait changé lui aussi : du dehors ne parvenaient que des nouvelles confuses ; le chef de l'état-major général ne pouvait pas dire grand-chose de plus que de faire état de suppositions. La carte qu'il étendit sous les yeux de Hitler ne recouvrait plus que les alentours immédiats de Berlin et de Potsdam. Mais même pour ce territoire, les indications concernant la progression des troupes soviétiques ne concordaient pas avec ce que j'avais vu quelques heures auparavant sur la carte des combats à l'état-major de la chasse. Les troupes soviétiques étaient beaucoup plus proches que ne l'indiquait la carte. A mon grand étonnement, Hitler essaya, pendant la conférence, de faire à nouveau preuve d'optimisme, bien que juste avant il m'eût parlé de sa mort imminente et de ses dispositions mortuaires. Il est vrai qu'il avait beaucoup perdu de sa force de conviction de jadis. Krebs l'écoutait patiemment et poliment. Autrefois, j'avais souvent pensé que Hitler était prisonnier de convictions figées quand, dans des situations désespérées, il jurait sans hésiter un instant qu'il s'en sortirait ; maintenant, il était clair qu'il avait deux langages. Depuis combien de temps nous trompait-il ainsi ? Depuis quand savait-il que le combat était perdu ? Depuis l'hiver moscovite, depuis Stalingrad, depuis l'invasion, après l'échec de la contre-offensive des Ardennes en 1944 ? Où

commençait la dissimulation, où le calcul ? Mais peut-être n'avais-je assisté là qu'à un de ces brusques changements d'humeur et peut-être était-il aussi sincère envers le général Krebs qu'envers moi tout à l'heure.

La conférence d'état-major, qui d'habitude durait des heures, fut vite finie, montrant concrètement l'agonie dans laquelle se débattait ce reste de quartier général. Ce jour-là, Hitler renonça même à se perdre dans le rêve d'un miracle qu'accomplirait pour lui la Providence. Il nous congédia rapidement et nous quittâmes la pièce qui avait vu se dérouler le plus sombre chapitre d'une histoire pleine d'errements, de fautes et de crimes. Comme si je n'étais pas venu à Berlin spécialement pour lui, Hitler m'avait traité comme un de ces visiteurs qu'il voyait tous les jours, ne me demandant même pas si je voulais rester plus longtemps ou prendre congé. Nous nous séparâmes sans nous serrer la main, comme à l'habitude, comme si nous devions nous revoir le lendemain. Dehors je tombai sur Goebbels qui me dit : « Hier, le Führer a pris une décision qui aura une importance capitale dans l'histoire du monde. Il a fait cesser les combats sur le front Ouest, permettant ainsi aux troupes occidentales d'arriver sans encombre à Berlin. » C'était encore un de ces fantasmes qui, à cette époque-là, frappaient les esprits comme un éclair, y créant de nouveaux espoirs pour, tout aussitôt, laisser place à d'autres fantasmes. Goebbels me raconta que lui, sa femme et ses six enfants étaient maintenant les hôtes de Hitler dans le bunker, cet « endroit historique », comme il le

nommait lui-même, où ils finiraient tous leurs jours. Au contraire de Hitler, il dit cela avec un parfait contrôle de soi et rien dans son comportement ne trahissait qu'il était arrivé à la fin de sa vie.

C'était la fin de l'après-midi ; un médecin SS m'annonça que M^{me} Goebbels gardait la chambre, très faible et souffrant de malaises cardiaques. Je lui fis demander si elle voulait bien me recevoir. J'aurais aimé lui parler seul à seul, mais Goebbels m'attendait dans le vestibule pour me conduire à sa chambre dans le bunker où je la trouvais allongée sur un simple lit. Elle était pâle et ne prononça que quelques paroles insignifiantes, bien qu'on pût sentir qu'elle souffrait à la pensée que l'heure où ses enfants mourraient de mort violente se rapprochait inéluctablement. Goebbels ne me quitta pas un seul instant. Aussi notre conversation porta-t-elle uniquement sur son état. C'est seulement vers la fin qu'une de ses phrases montra clairement ce qui la tourmentait : « Comme je suis heureuse qu'au moins Harald (son fils d'un premier mariage) soit encore vivant. » Moi aussi, j'étais comme paralysé et ne trouvais presque rien à dire, mais que pouvait-on dire dans une situation pareille ? Nous prîmes congé dans un silence gêné. Son mari ne nous avait même pas accordé quelques minutes d'adieu.

Pendant ce temps, une agitation se fit dans le vestibule. Un télégramme de Göring venait d'arriver que Bormann s'empressa d'aller porter à Hitler. Poussé par la curiosité, je lui emboîtai le pas, sans façon. Göring demandait

simplement à Hitler s'il devait, conformément au règlement de succession, assumer la totalité de la direction du Reich dans le cas où Hitler resterait dans sa citadelle de Berlin. Mais Bormann accusa aussitôt Göring d'avoir fomenté un coup d'État, c'était là peut-être sa dernière tentative pour suggérer à Hitler de se rendre à Berchtesgaden, afin d'y remettre de l'ordre. Cependant Hitler réagit d'abord à cette nouvelle avec la même apathie qu'il avait montrée toute la journée. Mais les efforts de Bormann reçurent un nouveau soutien quand on apporta un second radiogramme de Göring : j'en empochai une copie qui, dans le désordre général de l'heure, traînait quelque part dans le bunker. On pouvait y lire : « Affaire importante ! A transmettre par officiers seulement ! Radiogramme n° 1899. Robinson à Prince Électeur, le 23-4, 17 h 59. Au ministre du Reich von Ribbentrop. J'ai prié le Führer de me donner des instructions jusqu'au 23-4 à 22 heures. Dans le cas, où à cette date et à cette heure, il serait patent que le Führer a perdu sa liberté d'action dans la direction des affaires du Reich, son décret du 29-6-1941 entrera en vigueur. Dès ce moment, je remplirai, comme l'indique le décret, toutes ses fonctions en ses lieu et place. Si, jusqu'à 24 heures le 23-4-45, vous ne recevez rien du Führer ou directement ou par mon intermédiaire, je vous prie de venir me rejoindre immédiatement par la voie des airs. Signé : Göring, Reichsmarschall. » Bormann crut voir là un nouvel argument. « C'est une trahison, s'écria-t-il, il envoie déjà des télégrammes aux membres du gouvernement pour leur communiquer qu'il va, mon Führer, prendre vos fonctions

cette nuit à vingt-quatre heures. »

Si Hitler avait réagi avec calme au reçu du premier télégramme, Bormann avait maintenant partie gagnée. Son vieux rival, Göring, se vit, dans un télégramme que Bormann rédigea lui-même, déchu de tous droits à la succession et accusé de trahison envers Hitler et le national-socialisme. En outre, Hitler fit savoir à Göring qu'il renoncerait à prendre d'autres mesures s'il se démettait de toutes ses fonctions pour des raisons de santé. Bormann avait ainsi enfin réussi à sortir Hitler de sa léthargie. Il s'ensuivit une explosion de rage incontrôlée où au sentiment d'impuissance se mêlaient amertume, apitoiement sur soi-même et désespoir. Le visage rouge et les yeux hagards, Hitler semblait avoir oublié son entourage. « Je sais que Göring est pourri. Je le sais depuis longtemps, répétait-il. Il a dépravé la Luftwaffe. Il était corrompu. C'est son exemple qui a permis à la corruption de s'installer dans notre État. En plus, voilà des années qu'il se droguait à la morphine. Je le sais depuis longtemps. » Ainsi Hitler savait tout et, malgré cela, il n'avait rien entrepris. Brutalement, par un revirement stupéfiant, il retomba dans son apathie. « Et puis après tout, Göring peut bien négocier la capitulation. Si la guerre est perdue, peu importe qui mène ces pourparlers. » Son mépris pour le peuple allemand s'exprimait bien là : Göring serait toujours assez bon pour ça. Hitler semblait à bout de forces ; il avait repris exactement le même ton fatigué si significatif de son état ce jour-là. Des années durant il

s'était surmené, des années durant il avait, en mobilisant toute son immense volonté, repoussé loin de lui et des autres la certitude croissante de ce dénouement. Maintenant il n'avait plus l'énergie nécessaire pour cacher son état. Maintenant, il abandonnait.

Environ une demi-heure plus tard, Bormann apportait la réponse de Göring : celui-ci se démettait de toutes ses fonctions à cause d'une grave maladie de cœur. Comme il l'avait fait si souvent, Hitler venait de se débarrasser d'un collaborateur gênant sous le prétexte d'une maladie pour ne pas avoir à le révoquer et diminuer ainsi la foi qu'avait le peuple allemand en ses dirigeants et en leur unité. Hitler restait donc fidèle à ce principe, tenant compte des répercussions possibles, même maintenant que tout était presque fini.

Et c'est maintenant seulement, au dernier moment, que Bormann avait atteint son but : éliminer Göring. Il est possible qu'il ait été convaincu de l'incompétence de Göring. Mais c'est en fait parce que celui-ci détenait trop de pouvoirs en ses seules mains qu'il l'avait tant haï et finalement renversé. En un certain sens, ; j'éprouvai à ce moment-là une certaine pitié pour Göring, me souvenant de la conversation où il m'avait assuré de sa fidélité envers Hitler.

Le bref orage que Bormann avait si bien mis en scène était passé, les quelques mesures du *Crépuscule des dieux* s'étaient tues, le traître ou prétendu tel avait quitté le plateau. A mon grand étonnement, Hitler satisfait à une

requête que je ne lui présentai d'abord qu'avec une certaine hésitation. Quelques directeurs tchèques des usines Skoda s'attendaient, ayant collaboré avec nous, à avoir des ennuis avec les Russes et ils n'avaient vraisemblablement pas tort. En revanche, ils espéraient, vu leurs anciennes relations avec l'industrie américaine, être mieux traités au quartier général U.S. s'ils pouvaient le rejoindre en avion. Quelques jours auparavant, Hitler aurait nettement refusé une telle prétention mais, maintenant, il était prêt à signer un acte donnant ordre de régler toutes les formalités.

Alors que j'étais en train de discuter de cette affaire avec Hitler, Bormann lui rappela que Ribbentrop attendait toujours d'être reçu en audience. Hitler réagit avec nervosité : « Je vous ai déjà dit plusieurs fois que je ne désire pas lui parler. » Pour une raison quelconque, cette entrevue avec Ribbentrop ennuyait Hitler. Mais Bormann tint bon. « Ribbentrop, reprit-il, a déclaré qu'il ne bougerait pas de devant votre porte, qu'il y attendrait comme un chien fidèle que vous l'appeliez. » Cette comparaison fléchit Hitler. Il fit appeler Ribbentrop. Ils restèrent seuls pour parler. Apparemment, Hitler lui fit part du projet d'évacuation par avion des directeurs tchèques. Or, même dans cette situation désespérée, le ministre des Affaires étrangères lutta pour faire respecter sa compétence. M'abordant dans le couloir, il me déclara en maugréant : « Cette affaire est du ressort du ministère des Affaires étrangères », puis il ajouta sur un ton plus affable : « Mais

cette fois, je n'ai rien à redire à ce décret, à condition que vous ajoutiez "sur proposition du ministre des Affaires étrangères du Reich". » Je complétais le décret, Ribbentrop en fut satisfait, Hitler le signa. Pour autant que je sache, ce fut là le dernier acte officiel passé entre Hitler et son ministre des Affaires étrangères.

Dans l'intervalle, Lüschen, qui, tous ces derniers mois, m'avait aidé et conseillé avec un soin paternel, était arrivé à la Chancellerie. Mais tous mes efforts pour le persuader de quitter Berlin restèrent vains. Nous nous dîmes adieu ; j'appris plus tard à Nuremberg qu'il s'était suicidé après la chute de Berlin.

Vers minuit, Eva Braun envoya un domestique SS pour me prier de venir la rejoindre dans une petite pièce du bunker, en même temps chambre à coucher et salle de séjour. Elle l'avait aménagée avec goût, utilisant les beaux meubles que j'avais dessinés des années auparavant pour ses deux pièces de l'appartement de la Chancellerie. Ni les proportions ni le bois que j'avais choisis n'allaient avec l'aspect sinistre du cadre. Mais le comble, c'était qu'une des marqueteries des portes de la commode portait un trèfle porte-bonheur stylisé représentant ses initiales.

Nous pûmes nous entretenir dans le calme, car Hitler s'était retiré. En fait, elle était dans ce bunker la seule de toutes les personnalités promises à la mort à montrer un calme souverain forçant l'admiration. Alors que tous les autres étaient soit pris d'une exaltation héroïque comme Goebbels, soit préoccupés de leur seule survie comme

Bormann, soit éteints comme Hitler, soit brisés comme M^{me} Goebbels, elle montrait, elle, une sérénité presque joyeuse. « Que diriez-vous, me demanda-t-elle, d'une bouteille de Champagne pour nos adieux ? Et puis des confiseries. Vous n'avez certainement rien mangé depuis longtemps. » Le seul fait qu'elle ait, la première depuis des heures que j'étais dans le bunker, pensé que je pourrais avoir faim me parut une attention touchante. Le domestique rapporta une bouteille de Moët et Chandon, des gâteaux et des confiseries. Nous restâmes seuls. « Vous savez, c'est bien que vous soyez revenu. Le Führer supposait que vous travailliez contre lui. Mais votre visite lui a prouvé le contraire. N'est-ce pas ? » Je ne répondis pas. « Par ailleurs, ce que vous lui avez déclaré aujourd'hui lui a plu. Il a décidé de rester ici et je resterai avec lui. Ce qui s'ensuivra, vous le savez... Il voulait me renvoyer à Munich. Mais je n'ai pas voulu. Je suis venue ici pour en finir. » Elle fut la seule également dans le bunker à faire preuve d'humanité. « Pourquoi, demanda-t-elle, faut-il que tant d'hommes et de femmes meurent ? Cela n'a plus de sens... Au demeurant, vous avez failli ne plus nous revoir. Hier, la situation était tellement désespérée que nous pensions que les Russes occuperaient très vite Berlin. Le Führer voulait déjà tout abandonner. Mais Goebbels a réussi à l'en dissuader, c'est pourquoi nous sommes encore ici. » Parlant librement, faisant parfois quelques sorties contre Bormann et ses intrigues, elle s'entretint ainsi avec moi, revenant sans cesse sur la joie qu'elle éprouvait de se trouver ici dans le bunker.

A trois heures du matin, Hitler était de nouveau debout. Je lui fis dire que je voulais prendre congé. Cette journée m'ayant durement éprouvé, je craignais de ne pouvoir me contrôler pendant ces adieux. Je me retrouvais pour la dernière fois devant cet homme à qui, douze ans auparavant, j'avais consacré ma vie, et qui, maintenant, n'était plus qu'un vieillard agité de tremblements. J'étais en même temps ému et déconcerté. Lui, en revanche, ne manifesta aucune émotion. Ses paroles étaient aussi froides que sa main. « Alors, vous partez ? Bon. Au revoir. » Pas une pensée pour ma famille, pas un souhait, pas un remerciement, pas un mot d'adieu. Un instant, je perdis contenance, parlant de revenir. Mais il put aisément voir qu'il ne s'agissait là que d'un mensonge dicté par les circonstances et, se détournant, s'occupa d'autre chose, me signifiant ainsi mon congé.

Dix minutes après, accompagné du silence de ceux qui restaient, j'avais quitté l'appartement du chancelier. Je voulus traverser une dernière fois mon œuvre toute proche, la Chancellerie du Reich. Comme il n'y avait pas de lumière, je me contentai de quelques minutes d'adieux dans la cour d'honneur dont l'obscurité estompait les contours et dont je dus deviner plutôt qu'autre chose l'ordonnance architecturale. Il régnait un silence presque sépulcral, comme parfois la nuit dans les montagnes. Le bruit de la ville, qu'on percevait autrefois jusqu'ici, même à cette heure nocturne, s'était tu. A intervalles espacés, j'entendais éclater les obus russes. Ce fut là ma dernière

visite à la Chancellerie du Reich. Il y avait de cela des années, je l'avais construite, plein de projets, de perspectives et de rêves d'avenir. Je quittais maintenant le champ de ruines non seulement de mon édifice, mais des plus précieuses années de ma vie.

« Comment cela s'est-il passé ? me demanda Poser. – Grâce au ciel, lui répondis-je soulagé, je n'ai pas eu besoin de jouer au prince Max de Bade. » J'avais bien interprété la froideur de Hitler lors de nos adieux, car, six jours plus tard, il me rayait de son testament politique, faisant de Saur, depuis longtemps son favori, mon successeur.

En disposant quelques lanternes rouges, on avait transformé en piste d'envol la rue qui mène de la porte de Brandebourg à la colonne de la Victoire. Des commandos avaient rebouché les cratères creusés par les derniers obus. Nous décollâmes sans incidents : sur ma droite, je vis s'évanouir une ombre : c'était la colonne de la Victoire. Nous avions la voie libre. Nous pouvions voir dans et autour de Berlin de nombreux incendies, les flammes des canons et les fusées éclairantes ressemblant à des vers luisants. Pourtant, le spectacle n'avait rien de comparable à une des grosses attaques aériennes sur Berlin. Nous mîmes le cap sur un trou d'ombre dans la ceinture de feu des canons en action. Nous atteignîmes le terrain d'essais de Rechlin à l'aube, vers cinq heures.

Je fis préparer un avion de chasse pour faire porter à

Karl Hermann Frank, le gouverneur de Prague, l'ordre du Führer concernant les directeurs de chez Skoda. Est-il jamais parvenu à destination ? Je n'ai jamais pu le savoir. Comme je voulais éviter les chasseurs-bombardiers anglais volant à basse altitude et les attaques qu'ils lançaient contre les routes traversant leur territoire, j'avais encore jusqu'au soir avant de continuer ma route vers Hambourg. Ayant appris à la base aérienne que Himmler se trouvait à 40 kilomètres de là seulement, dans l'hôpital où j'avais moi-même, un an auparavant, séjourné dans des circonstances si bizarres, je décidai de lui rendre visite. Nous atterrîmes avec notre « Cigogne » dans une prairie toute proche de l'hôpital. Himmler se montra étonné de ma visite. Il me reçut dans la chambre qui avait été la mienne et, pour rendre la situation encore plus burlesque, le professeur Gebhardt, lui aussi, était présent. Comme toujours, Himmler me témoigna la cordialité de mise entre collègues, mais qui exclut toute intimité. Il montra surtout de l'intérêt pour mes aventures berlinoises. Il n'accorda aucune attention à mon récit de la destitution de Göring par Hitler, dont il avait sans aucun doute déjà entendu parler, et quand je mentionnai, avec il est vrai quelques réserves, la renonciation de Göring à toutes ses fonctions, comme si tout cela n'avait aucune importance : « De toute façon, me dit-il d'un ton assuré et avec un sourire entendu, Göring sera le successeur. Nous sommes depuis longtemps convenus que je serai son Premier ministre. Même sans Hitler, je peux faire de lui le chef de l'État... Et vous le connaissez... Bien entendu, c'est moi qui déciderai. J'ai

déjà pris contact avec diverses personnes que je prendrai dans mon cabinet. Je dois recevoir Keitel tout à l'heure... » Peut-être Himmler supposa-t-il que je faisais antichambre pour qu'il me donnât un poste de ministre.

Himmler se berçait d'illusions invraisemblables : « Sans moi, affirmait-il, l'Europe ne s'en sortira pas. Elle aura encore besoin de moi comme ministre de la Police pour maintenir l'ordre. Une heure avec Eisenhower et il en sera convaincu ! Vous verrez bientôt qu'ils devront faire appel à moi sous peine de sombrer dans la pagaïe. » Il fit état des contacts qu'il avait pris avec le comte Bernadotte, en prévision d'une remise des camps de concentration à la Croix-Rouge internationale. Je compris alors pourquoi j'avais aperçu, quelques jours auparavant, de nombreux camions de la Croix-Rouge stationnés dans la forêt de Sachsenwald, près de Hambourg. Les premiers temps, ils avaient toujours dit qu'ils liquideraient tous les prisonniers politiques avant le dénouement. Maintenant, Himmler cherchait, de son propre chef, un arrangement avec les vainqueurs ; quant à Hitler, il avait depuis longtemps oublié ces résolutions premières, comme mon dernier entretien avec lui l'avait clairement fait ressortir.

A la fin, Himmler me laissa entrevoir une faible chance d'obtenir un ministère dans son gouvernement. Moi, en revanche, je lui offris, non sans ironie, mon avion, si jamais il voulait rendre à Hitler une visite d'adieux. Mais il repoussa l'offre en prétendant qu'il n'en avait pas le temps. « Car, affirma-t-il d'une voix impassible, il me faut préparer

mon nouveau gouvernement et, d'autre part, ma personne a trop d'importance pour l'avenir du peuple allemand pour que je coure le risque d'aller maintenant à Berlin en avion. » L'arrivée de Keitel interrompit notre conversation. Dans la chambre attenante, je fus témoin des assurances que donnait le Feldmarschall à Himmler de son attachement inconditionnel et cela de la même voix ferme qu'il avait quand il adressait à Hitler ses fréquentes protestations pathétiques. Il affirmait se mettre tout entier à la disposition du futur Premier ministre.

Le soir, je me retrouvai à Hambourg. Le Gauleiter m'offrit de diffuser sur l'émetteur de Hambourg mon discours à la population, et ce tout de suite, c'est-à-dire avant même la mort de Hitler. Pourtant, quand je pensai au drame qui allait se jouer dans les jours, peut-être dans les heures à venir dans le bunker berlinois, toute activité illégale perdit pour moi de sa nécessité. Encore une fois, Hitler avait réussi à me paralyser psychologiquement. A mes yeux et devant les autres, je justifiai ce changement d'attitude en prétendant qu'il était faux et absurde de vouloir encore intervenir dans le déroulement de la tragédie.

Je pris congé de Kaufmann pour me rendre en Schleswig-Holstein. Nous nous installâmes dans nos caravanes sur le bord du lac d'Eutin. Parfois, je rendais visite à Dönitz ou à des connaissances de l'état-major général qui, aussi inactifs que moi, attendaient impatiemment l'évolution de la situation. Ainsi étais-je présent lorsqu'on apporta à Dönitz, le 1^{er} mai 1945, le

radiogramme ⁵ limitant ses droits de successeur de façon draconienne. Hitler avait en effet prescrit au nouveau président du Reich la composition de son gouvernement : Goebbels était chancelier du Reich, Seyss-Inquart ministre des Affaires étrangères et Bormann ministre du Parti. En même temps Bormann annonçait son arrivée prochaine. « Mais c'est tout à fait impossible ! se lamentait Dönitz, consterné de cette limitation de ses fonctions. Quelqu'un a-t-il déjà vu ce télégramme ? » Son aide de camp Lüdde-Neurat établit qu'il était venu directement du réceptionniste au grand amiral. Voyant cela, Dönitz donna l'ordre d'engager le réceptionniste à se taire, de mettre ce télégramme sous clef et de ne le montrer à personne. « Qu'allons-nous faire, demanda-t-il alors, si Bormann et Goebbels arrivent effectivement ? » Sans attendre de réponse, il poursuivit d'un ton ferme et résolu : « En aucun cas, je ne collaborerai avec eux. » Ce soir-là, nous fûmes tous deux d'avis qu'on devait d'une manière ou d'une autre s'assurer des personnes de Bormann et de Goebbels.

Ainsi Hitler obligea Dönitz à commettre dès son entrée en fonctions un acte illégal : cette dissimulation d'un document officiel ⁶ était le dernier maillon de la longue chaîne de tromperies, de trahisons, d'hypocrisies et d'intrigues que déroulèrent ces jours et ces semaines : trahison de Himmler négociant avec l'ennemi, dernière grande intrigue de Bormann aux dépens de Göring, réussie parce qu'il avait dupé Hitler, projets de Göring d'arrangement avec les alliés, pourparlers de Kaufmann

avec les Anglais et cette offre qu'il me fit d'utiliser l'émetteur de Hambourg, déclaration d'allégeance de Keitel à un nouveau maître du vivant même de Hitler, et enfin mes propres tromperies, moi qui, tout au long des derniers mois, n'avais cessé de duper l'homme qui m'avait découvert et encouragé, moi qui avais même voulu l'éliminer. Nous nous y étions tous vus forcés par ce système que nous avions nous-mêmes représenté ; obligés par Hitler lui-même qui, de son côté, se trahissant lui-même, nous trahit tous et trahit son peuple. Ainsi sombra le III^e Reich.

Au soir de ce 1^{er} mai où nous apprîmes la mort de Hitler, je dormis dans une petite pièce du cantonnement de Dönitz. En défaisant ma valise, je découvris l'écrin de cuir rouge contenant le portrait de Hitler. Ma secrétaire l'avait mis dans la valise. J'étais à bout de nerfs. Quand, ayant ouvert la cassette, je mis la photo sur la table, une crise de larmes me secoua. Ce fut seulement à ce moment-là que se dénouèrent les liens qui me tenaient enchaîné à Hitler. Son charme magique avait fini d'agir. Il ne restait plus que les images de champs couverts de morts, de villes en ruines, de millions d'hommes et de femmes en deuil, de camps de concentration. Toutes ces images ne défilèrent pas devant mes yeux à ce moment-là, mais elles durent être présentes à mon esprit. Je sombrai en un sommeil profond.

Quinze jours plus tard, j'écrivis, sous le coup des révélations des crimes commis dans les camps de concentration, au nouveau chef du gouvernement, von Schwerin-Krosigk. « Ceux qui ont jusqu'à maintenant dirigé l'Allemagne portent la responsabilité collective du destin qui attend le peuple allemand. Cette faute collective, chacun doit l'assumer pour sa part, de telle sorte que la faute, qui autrement pourrait retomber sur le peuple allemand, se trouve répartie sur ces individus. »

Un nouveau chapitre de ma vie venait de commencer. Il n'a pas encore pris fin.

Les étapes de ma captivité

Karl Dönitz, le nouveau chef d'État, restait, tout autant que moi et beaucoup plus que les uns et les autres nous ne nous l'imaginions, prisonnier des conceptions propres au régime national-socialiste. Ayant servi ce régime pendant plus de douze ans, nous pensions que ce serait d'un opportunisme facile que d'effectuer un virage brutal. La mort de Hitler, toutefois, nous avait délivrés de cette crispation intérieure qui, pendant si longtemps, nous avait empêché de garder la tête froide. Ainsi, chez Dönitz, le pragmatisme de l'officier de carrière prit bientôt le dessus. Dès la première heure, il fut d'avis que nous devions simplement terminer cette guerre aussi vite que possible et que, cette tâche accomplie, notre travail serait fini.

Dès le 1^{er} mai 1945, lors d'une des premières conférences d'état-major, Dönitz, nouveau commandant en chef de la Wehrmacht, s'opposa au Feldmarschall Ernst Busch. Celui-ci en effet voulait attaquer les troupes anglaises marchant sur Hambourg avec des forces supérieures aux nôtres, tandis que Dönitz considérait que toute offensive était inopportune. Il pensait qu'on devait

seulement protéger le chemin que devaient emprunter, pour se rendre à l'ouest, les réfugiés venus de l'est et massés près de Lübeck ; les troupes allemandes engagées à l'ouest ne devaient offrir de résistance que pour gagner le temps nécessaire à la réussite de cette opération. Busch reprocha alors violemment au grand amiral de ne pas agir dans l'esprit de Hitler. Mais Dönitz ne se laissa plus troubler par de tels arguments.

Bien que, le 30 avril, il ait dû, à la suite d'une altercation avec le nouveau chef de l'État, renoncer à garder dans le nouveau gouvernement son ancienne position de force, Himmler, dès le lendemain, réapparut sans s'être fait annoncer au quartier général de Dönitz. Comme il allait être midi, Dönitz l'invita à déjeuner avec nous. Il n'y avait là aucune marque d'intimité mais, malgré l'antipathie qu'il éprouvait pour Himmler, Dönitz aurait trouvé très impoli de sa part de traiter soudain avec mépris un personnage la veille encore si puissant. Himmler venait annoncer que le Gauleiter Kaufmann avait l'intention de rendre Hambourg sans combat et qu'on imprimait un tract préparant la population à l'entrée imminente des troupes britanniques. Dönitz s'en montra fort irrité car, disait-il, si chacun n'en faisait qu'à sa tête, son mandat n'avait plus aucun sens. Je m'offris à aller trouver Kaufmann.

Celui-ci, protégé, au siège du Gau, par une garde composée d'étudiants, ne montrait pas moins d'agitation que Dönitz : il m'apprit que le commandant de la place avait reçu l'ordre de défendre Hambourg, et que les

Anglais, eux, avaient lancé un ultimatum, menaçant, si la ville ne se rendait pas, de la faire bombarder par leur aviation comme elle ne l'avait jamais encore été. « Dois-je, me demanda alors Kaufmann, faire comme le Gauleiter de Brème, qui a lancé un appel à la population pour l'exhorter à se défendre jusqu'au bout, et déguerpi pendant qu'un bombardement aérien rasait la ville ? » Il se déclara, quant à lui, décidé à empêcher qu'on se batte à Hambourg et prêt, en cas de besoin, à mobiliser les masses pour s'opposer par la force à toute défense de la ville. Je mis par téléphone Dönitz au courant de la menace de rébellion ouverte qui planait sur Hambourg. Dönitz demanda un temps de réflexion. Au bout d'une heure environ, il donna au commandant de la place l'ordre de livrer la ville sans combattre.

Le 21 avril, jour où avait été enregistré mon discours à Radio-Hambourg, Kaufmann m'avait proposé de nous constituer prisonniers ensemble. Il renouvela cette proposition. Mais je repoussai sa suggestion, tout comme le projet d'une fuite temporaire que m'avait soumis, naguère, notre pilote de chasse le plus glorieux, Werner Baumbach. Un hydravion, un quadrimoteur à long rayon d'action qui, pendant la guerre, avait, depuis le nord de la Norvège, installé et ravitaillé une station météorologique allemande au Groenland, devait nous débarquer, moi, Baumbach et quelques amis, dans une des nombreuses baies du Groenland où nous aurions, dans ces eaux calmes, laissé passer les premiers mois de l'occupation.

Nous avions déjà préparé des caisses de livres, des médicaments, de quoi écrire, surtout beaucoup de papier (car je voulais déjà commencer à écrire mes Mémoires), des armes et des munitions, mon canot pliant, des skis, des tentes, des grenades pour la pêche et des provisions¹. Depuis que j'avais vu le film de Udet, *SOS-Eisberg*, le Groenland était devenu un de mes buts de voyages. Mais, Dönitz étant au gouvernement, je renonçai à ce projet, mélange étrange d'élans romantiques et de réactions de panique.

Sur le chemin du retour, je vis brûler sur le bord de la route des camions et des camions-citernes que venaient de mitrailler des chasseurs anglais volant encore dans le ciel au-dessus de nous. Au cours de la traversée du Schleswig, le trafic se fit plus dense. On voyait pêle-mêle des véhicules militaires, des voitures civiles, des colonnes de piétons civils ou militaires. Parfois reconnu, je n'entendis jamais un mot de mécontentement ; on me faisait plutôt bonne figure, même si les gens restaient sur une réserve apitoyée.

En arrivant le 2 mai au soir à Pion, j'appris que Dönitz, devant la rapidité de l'avance des troupes anglaises, s'était replié sur Flensburg. Keitel et Jodl, eux, se trouvaient encore là, mais s'apprêtaient à rejoindre leur nouveau maître. Dönitz avait établi son cantonnement sur le paquebot *Patria*. Nous prîmes le petit-déjeuner ensemble

dans la cabine du commandant. J'en profitai pour lui soumettre un projet de décret portant interdiction de détruire les ponts, qu'il signa aussitôt. Je venais ainsi d'obtenir entière satisfaction pour tout ce que j'avais demandé à Hitler le 19 mars. Mais c'était trop tard.

Dönitz avait également tout de suite accepté mon idée de faire un discours, dans lequel j'exhorterais le peuple allemand à mettre dès maintenant toute son énergie à entreprendre la reconstruction dans les territoires occupés ; je voulais par là secouer la léthargie « qui s'était emparée d'un peuple paralysé par l'effroi et l'immense déception de ces derniers mois² ». Dönitz exigea seulement que j'aie à trouver au nouveau siège du gouvernement, à l'école navale de Mürwick, près de Flensburg, le nouveau ministre des Affaires étrangères, Schwerin-Krosigk, pour lui soumettre le texte. Celui-ci déclara que l'émission aurait son accord si j'ajoutais sous sa dictée quelques phrases expliquant la politique du gouvernement. On brancha Copenhague et Oslo, les seules stations pouvant encore émettre dans nos territoires, et je lus mon discours dans le studio d'enregistrement de Flensburg.

Quand je sortis, Himmler m'attendait dehors. D'un air important, il me pressa de considérer que de précieux territoires comme ceux de Norvège ou du Danemark nous restaient encore, et que nous devions en faire les gages de notre sécurité. Ils auraient assez d'importance aux yeux de l'adversaire pour que nous puissions obtenir des

concessions en échange de l'assurance qu'on les remettrait intacts. Or, en entendant mon discours, on pouvait conclure que nous abandonnerions ces territoires sans combattre et sans rien demander en contrepartie. J'avais donc fait, selon lui, œuvre nuisible. Par ailleurs, il soumit à Keitel une proposition surprenante : il fallait, disait-il, instituer une censure pour toutes les déclarations du gouvernement ; lui-même accepterait volontiers d'être le censeur. Mais Dönitz avait déjà, ce même jour, refusé d'envisager ce marchandage, que lui avait suggéré de son côté le gouverneur de Norvège, Terboven, et le 6 mai il signa une ordonnance selon laquelle on ne devait plus procéder à des destructions, aussi bien dans les territoires encore occupés de Hollande et de Tchécoslovaquie qu'en Norvège et au Danemark. Il ruina ainsi définitivement cette politique des gages, comme l'appelait Himmler.

Le grand amiral repoussa avec une égale fermeté des projets prévoyant d'abandonner Flensburg, que les Anglais pouvaient occuper d'un jour à l'autre, pour fuir au Danemark ou à Prague et continuer d'y assurer la direction des affaires de l'État. C'est surtout Himmler que Prague attirait : une vieille ville impériale, affirmait-il, était plus appropriée pour abriter le gouvernement que Flensburg, ville au passé historique insignifiant. Il oubliait d'ajouter que, quittant la sphère d'influence de la marine, nous serions tombés, en allant à Prague, dans celle de la SS. Pour couper court à la discussion qui promettait de se prolonger, Dönitz décida qu'en aucun cas nous ne

continuerions nos activités en dehors des frontières allemandes. « Si les Anglais, conclut-il, veulent venir nous chercher, qu'ils le fassent ! »

Voyant cela, Himmler demanda à Baumbach, devenu entre-temps commandant de l'escadrille gouvernementale, un avion pour s'enfuir à Prague. Nous décidâmes, Baumbach et moi-même, d'en profiter pour le débarquer sur un aérodrome ennemi. Mais le service de renseignements de Himmler fonctionnait toujours aussi bien, car, d'un ton aigre, il fit à Baumbach la remarque suivante : « Quand on prend vos avions, on ne sait jamais où on va atterrir. » Quelques jours plus tard, aussitôt après qu'une liaison eut été établie avec le maréchal Montgomery, Himmler remit à Jodl une lettre en le priant de la faire transmettre à Montgomery. Comme me le rapporta l'officier chargé de la liaison avec les troupes anglaises, le général Kinzl, Himmler demandait que le maréchal anglais lui accordât la faveur d'une entrevue avec l'assurance de l'impunité. Il désirait voir établi qu'au cas où on le ferait prisonnier, il serait, d'après le droit de la guerre, traité comme un général de haut rang, rappelant qu'il avait été, à un moment donné, le commandant en chef du groupe d'armées de la Vistule. Mais cette lettre ne parvint jamais à son destinataire car, comme il me le raconta à Nuremberg, Jodl la détruisit. Comme toujours dans les situations critiques, on vit en ces jours-là se dévoiler le vrai caractère de chacun. Koch, le Gauleiter de Prusse-Orientale, à un moment donné commissaire général en Ukraine, exigea,

dès son arrivée à Flensburg, un sous-marin pour s'enfuir en Amérique du Sud ; le Gauleiter Lohse fit de même. Dönitz refusa tout net. Rosenberg, qui était maintenant le plus ancien Reichsleiter du parti, voulait dissoudre le N.S.D.A.P., affirmant qu'il était le seul à pouvoir le faire. Quelques jours plus tard, on le ramena à Mürwick à demi mort ; il dit qu'il s'était empoisonné, on supposa qu'il s'agissait d'une tentative de suicide ; mais on constata bientôt qu'il était simplement ivre mort.

Mais il y eut aussi des attitudes plus courageuses. Ainsi le gouverneur de Hitler à Prague, Karl Hermann Frank, vint à Flensburg s'assurer qu'on devait rendre le protectorat sans attenter à la substance de sa vie économique et, muni de cette assurance, repartit en avion pour Prague au lieu de disparaître dans la foule des réfugiés massés dans le Holstein. Le commissaire du Reich pour les Pays-Bas, Seyss-Inquart, franchit de nuit avec une vedette rapide les barrages ennemis pour venir conférer avec Dönitz et moi-même. Repoussant l'offre que nous lui fîmes de demeurer au siège du gouvernement, il retourna en Hollande dans sa vedette rapide. « C'est là-bas qu'est ma place, nous dit-il mélancoliquement. On m'y arrêtera à mon retour. »

Le cessez-le-feu sur le territoire du nord de l'Allemagne fut suivi trois jours plus tard, le 7 mai 1945, de la capitulation sans condition sur tous les théâtres d'opérations, signée solennellement le lendemain par

Keitel et les représentants des trois armes munis des pleins pouvoirs, au grand quartier général soviétique, à Karlshorst, près de Berlin. Après la signature de l'acte de capitulation, les généraux soviétiques, que la propagande de Goebbels avaient toujours présentés comme des barbares sans foi ni loi, leur servirent, comme nous le raconta Keitel, un bon déjeuner avec du Champagne et du caviar³. La pensée n'effleura manifestement pas Keitel qu'il eût peut-être été bon, après cet acte marquant la fin du Reich et envoyant des millions de soldats en captivité, de ne pas toucher au Champagne offert par les vainqueurs et de se contenter de la nourriture nécessaire pour calmer sa faim. La satisfaction dont le remplissait ce geste des vainqueurs indiquait un effroyable manque de dignité et de savoir-vivre. Mais cela avait déjà été le cas lors de Stalingrad.

Les troupes britanniques avaient encerclé Flensburg, qui ne constitua plus alors qu'une minuscule enclave dans laquelle notre gouvernement jouissait encore du pouvoir exécutif. Sur le paquebot *Patria* s'installa, sous les ordres du général Rooks, la « commission de contrôle pour l'O.K.W. » qui fit bientôt office de bureau de liaison avec le gouvernement Dönitz. A mon avis, la capitulation mettait fin à la mission du gouvernement Dönitz, mission qui consistait à terminer du mieux possible cette guerre perdue. C'est pourquoi je proposai, le 7 mai 1945, de faire une dernière proclamation dans laquelle nous nous déclarerions prêts à nous contenter, ayant perdu toute

liberté d'action, d'accomplir les tâches découlant de la défaite. « Nous attendons de l'adversaire, avais-je précisé, que malgré les services ainsi rendus, il nous demande des comptes sur nos activités antérieures tout comme aux autres responsables de l'État national-socialiste. » Par cette remarque, je voulais éviter que l'on ne se méprît sur le sens de notre offre de collaboration ⁴.

Cependant le secrétaire d'État Stuckardt, qui dirigeait alors le ministère de l'Intérieur, avait élaboré un mémorandum selon lequel Dönitz, en tant que chef d'État ayant légitimement succédé à Hitler, ne pouvait renoncer de son plein gré à ses fonctions. Stuckardt voyait là un moyen d'assurer la continuité du Reich et de garantir les prérogatives de ses futurs gouvernements. Dönitz, qui avait d'abord penché pour ma théorie, approuva cette initiative. L'existence de son gouvernement allait ainsi se trouver prolongée de quinze jours.

Les premiers reporters anglais et américains firent leur apparition et chacun de leurs reportages éveilla des espoirs qui, tous à leur manière, relevaient de l'utopie. En même temps, on vit les uniformes SS disparaître. Du jour au lendemain, Wegener, Stuckardt et Ohlendorf redevinrent civils. Gebhardt, le confident de Himmler, se métamorphosa même en un général de la Croix-Rouge. Le gouvernement, lui, se mit, conséquence de son inactivité, à s'organiser. Dönitz, reprenant une coutume de l'Empire, nomma un chef du cabinet militaire (l'amiral Wagner) et un chef du cabinet civil (le Gauleiter Wegener). Après

quelques flottements, on décida de continuer à s'adresser au chef de l'État en lui donnant son titre de grand amiral. On mit sur pied un service d'informations, écoutant les dernières nouvelles sur un vieux poste de radio. Il y avait aussi, égarée à Flensburg, une des grosses Mercedes de Hitler. Dönitz décida de l'utiliser pour se faire conduire à sa résidence, distante de cinq cents mètres. Il se trouva même un photographe de l'atelier de Heinrich Hofmann, le photographe personnel de Hitler, pour prendre des photos du gouvernement au travail. Devant tout cela, je ne pus m'empêcher de dire un jour à l'aide de camp de Dönitz mon sentiment que la tragédie était en train de tourner à la tragi-comédie. Alors que, jusqu'à la capitulation, il avait agi comme il le fallait, œuvrant avec beaucoup de bon sens pour que le dénouement intervienne rapidement, Dönitz laissait maintenant la situation prendre une tournure déconcertante. Deux membres du gouvernement, les ministres Backe et Dorpmüller, disparurent sans laisser de traces ; le bruit courut qu'on était venu les chercher pour les emmener au quartier général d'Eisenhower, où ils devraient prendre les premières mesures concernant la reconstruction de l'Allemagne. Le Feldmarschall Keitel, qui était toujours chef de l'O.K.W., fut fait prisonnier. Ainsi notre gouvernement n'était pas seulement impuissant, on ne faisait même pas attention à lui.

Nous rédigeons des mémorandums dans le vide, essayant de masquer notre peu d'importance par un semblant d'activité. Tous les matins à dix heures, avait lieu

dans une ancienne salle de classe, baptisée « salle du Conseil » pour la circonstance, un Conseil des ministres, et on avait l'impression que Schwerin-Krosigk voulait rattraper tout le retard pris les années passées dans ce domaine. On s'asseyait autour d'une table peinte à l'huile, sur des chaises récupérées çà et là dans le bâtiment. Lors de l'une de ces réunions, le ministre du Ravitaillement alors en fonctions avait apporté quelques bouteilles d'eau-de-vie de grain prises dans ses stocks. Après être allés chercher dans nos chambres des verres et des gobelets, nous discutâmes de la meilleure manière de refondre le cabinet pour mieux l'adapter aux circonstances. Une violente discussion s'engagea sur la désignation d'un ministre des Cultes dont la nomination devait compléter le cabinet. Certains proposaient un théologien très connu, d'autres pensaient que seul Niemöller ferait l'affaire, car, disaient-ils, il fallait « dédouaner » le cabinet. Personne ne releva ma proposition, quand je suggérai ironiquement d'aller chercher des dirigeants de la social-démocratie et du Zentrum pour leur remettre nos fonctions. Les stocks du ministre du Ravitaillement contribuaient à réchauffer l'atmosphère. Nous étions, à mon avis, en passe de nous rendre ridicules, ou plutôt nous l'étions déjà. La gravité qui avait régné dans ce bâtiment lors des délibérations concernant la capitulation avait disparu. Le 15 mai, j'écrivis à Schwerin-Krosigk que le gouvernement du Reich devait être composé de personnalités jouissant de la confiance des alliés et qu'en conséquence il fallait modifier le cabinet en y remplaçant les anciens proches collaborateurs de

Hitler. J'ajoutai « que, d'ailleurs, c'était une entreprise tout aussi ingrate de confier l'apurement des comptes à un artiste que d'avoir, dans le passé, confié le ministère des Affaires étrangères à un marchand de Champagne ». Aussi le priai-je « de me décharger des affaires du ministère de la Production et de l'Économie du Reich ». Je ne reçus pas de réponse.

Après la capitulation, des officiers américains ou anglais subalternes commencèrent à apparaître çà et là, parcourant sans se gêner les pièces du « siège du gouvernement ». Un jour, vers la mi-mai, un sous-lieutenant américain, entrant dans ma chambre, me demanda : « Savez-vous où Speer peut bien se trouver ? » Quand je lui eus dit qui j'étais, il me déclara que le quartier général américain rassemblait des renseignements sur les effets des bombardements alliés et me demanda si j'étais disposé à leur en fournir. A quoi je répondis que je n'y voyais aucun inconvénient.

Quelques jours auparavant, le duc de Holstein avait obligeamment mis à ma disposition le château de Glucksbourg, situé à quelques kilomètres de Flensbourg. C'est là, dans ce château du XVI^e siècle, que le jour même de ma première rencontre avec le sous-lieutenant américain, je pris place en face de quelques civils de l'U.S.S.B.S., le « United States Strategical Bombing Survey » de l'état-major d'Eisenhower, pour discuter des

erreurs et des singularités qui avaient, des deux côtés, caractérisé les bombardements aériens. Le lendemain matin, mon aide de camp m'annonça que de nombreux officiers américains, parmi lesquels un général de haut rang, venaient de se présenter à la porte du château. Notre garde, composée de soldats de l'arme blindée, présenta les armes ⁵, protégeant pour ainsi dire l'entrée du général F. L. Anderson, commandant les unités de bombardement de la 8^e flotte aérienne américaine. Il me remercia avec la plus grande politesse d'avoir bien voulu accepter de continuer ces conversations. Pendant trois jours, nous examinâmes systématiquement tous les aspects d'une guerre aérienne. Le 19 mai, le président de l'« Economic Warfare » de Washington, d'Olier, accompagné du vice-président Alexander et de ses collaborateurs, le D^r Galbraith, Paul Nitze, George Bail, des colonels Gilkrest et Williams, nous rendit visite. De par mes activités antérieures, je connaissais l'importance de ce service dans la machine de guerre américaine.

Dans notre « Académie de guerre aérienne » régna bientôt un ton de camaraderie ou presque qui disparut pourtant le jour où la presse internationale s'émut du petit-déjeuner au Champagne pris par Göring avec le général Patton. Mais auparavant, le général Anderson me fit transmettre le compliment le plus curieux et le plus flatteur que j'aie jamais reçu dans ma carrière : « Si j'avais eu connaissance de ses succès avant, j'aurais envoyé toute la 8^e flotte aérienne américaine rien que pour le faire

disparaître. » Cette flotte disposant de plus de 2 000 bombardiers lourds, il valait mieux qu'il en ait pris connaissance trop tard.

Ma famille s'était réfugiée à 40 kilomètres de Glucksbourg. Comme je risquais seulement d'avancer mon arrestation de quelques jours, je décidai d'aller la voir. Quittant l'enclave de Flensburg au volant de ma voiture, je parvins, grâce à l'insouciance des Anglais, à traverser sans encombre la zone occupée. Sans accorder la moindre attention à ma voiture, les Anglais se promenaient sur les routes. Des chars lourds stationnaient dans les localités, leurs canons protégés par des housses de toile. J'arrivai ainsi devant le perron de la maison de maître du domaine où logeait ma famille. Nous nous réjouîmes tous de ce bon tour joué aux Anglais. Je le réussis même plusieurs fois. Mais peut-être avais-je trop présumé de leur insouciance. Le 21 mai, on m'emmena dans ma voiture à Flensburg, au Secret Service, où l'on m'enferma dans une pièce que gardait un soldat, le pistolet mitrailleur sur les genoux. Au bout de quelques heures, on me relâcha. Mon auto avait disparu et les Anglais me raccompagnèrent à Glucksbourg dans leur voiture.

Deux jours après, aux premières heures de la matinée, mon aide de camp fit irruption dans ma chambre à coucher. Les Anglais avaient encerclé Glucksbourg. Un sergent, pénétrant dans ma chambre, déclara que j'étais

prisonnier. Défaisant son étui à pistolet, il le déposa comme par inadvertance sur ma table et quitta la pièce pour me donner le temps de faire mes bagages. On m'emmena bientôt après à Flensburg en camion. Je pus voir qu'un grand nombre de canons antichars avaient pris position tout autour du château de Glücksbourg. Ils me croyaient bien plus puissant que je ne l'étais. A la même heure, à l'école navale, on amena l'étendard du Reich qu'on avait jusqu'alors hissé tous les jours. S'il y avait un signe qui pouvait montrer que, malgré tous ses efforts, le gouvernement de Dönitz n'annonçait pas le renouveau attendu, c'était bien cet attachement obstiné à l'ancien étendard. Au début de cette période flensbourgeoise, nous étions convenus, Dönitz et moi, qu'il fallait garder cet étendard. Le renouveau, trouvai-je, ne nous allait pas. Flensburg n'était que la dernière étape du « III^e Reich », rien d'autre ni de plus.

Cette chute du haut de ma puissance, qu'auraient peut-être, dans des circonstances normales, accompagnée de graves crises, me vit à mon grand étonnement réagir avec la plus grande impassibilité. De même, je m'accommodai vite des conditions de la captivité, ce que pouvait expliquer la longue école de douze ans de subordination. Car, au fond de ma conscience, j'étais, déjà dans l'État hitlérien, un prisonnier. Désormais, libéré de la responsabilité de devoir prendre quotidiennement des décisions, je ressentis les premiers mois un besoin de dormir, comme je n'en

avais jamais éprouvé. Un certain assoupissement intellectuel s'empara également de moi, mais je m'efforçai de n'en rien laisser paraître à l'extérieur.

A Flensburg, nous nous retrouvâmes, tous les membres du gouvernement Dönitz, dans une pièce qui ressemblait à une salle d'attente. Nous étions tous là sur des bancs, le long des murs, au milieu des valises contenant nos affaires. Nous devions offrir le même spectacle que des émigrants attendant un bateau. L'atmosphère était sombre. On nous appelait un par un dans la salle à côté pour nous porter sur le registre des prisonniers. Selon leur caractère, les nouveaux arrivants revenaient de ces formalités l'air maussade, vexé ou déprimé. Lorsque ce fut mon tour, je fus saisi de dégoût quand je dus me soumettre au pénible examen corporel. C'était vraisemblablement là la conséquence du suicide de Himmler, qui avait gardé dans sa bouche une capsule contenant du poison.

On nous conduisit, Dönitz, Jodl et moi-même, dans une petite cour. Tandis qu'aux fenêtres du premier étage on braquait sur nous des fusils mitrailleurs, des photographes de presse et des cameramen opéraient. J'essayai pour mon compte de faire comme si cette mise en scène théâtrale montée pour les actualités ne me concernait en rien. Là-dessus, on nous entassa avec nos autres compagnons d'infortune, restés dans la salle d'attente, dans quelques camions. A ce que je pus voir dans les virages, un convoi d'une trentaine ou d'une quarantaine de voitures blindées, le plus gros que j'aie jamais eu, moi qui

me déplaçais toujours sans escorte dans ma voiture personnelle, nous précédait et nous suivait. Arrivés à un aérodrome, nous prîmes place dans deux avions-cargos bimoteurs. Assis sur des caisses et des valises, nous devons sans aucun doute faire très « prisonniers ». Nous ne connaissions pas le but du voyage. Il nous fallut un certain temps pour nous habituer au fait que ce n'était plus nous qui, comme nous l'avions fait durant tant d'années, indiquions où nous voulions aller. Seuls deux de ces voyages eurent des buts très clairement définis : celui qui m'amena à Nuremberg et celui qui m'amena à Spandau.

Nous survolâmes des côtes, puis la mer du Nord, pendant un long moment. Londres alors ? L'avion tourna vers le sud. D'après le paysage et l'habitat, nous étions en train de survoler la France. On distingua bientôt une grande ville. Reims, affirmèrent d'aucuns. Mais c'était Luxembourg. L'appareil atterrit. Dehors nous attendait un double cordon de soldats américains braquant chacun une mitraillette sur l'étroit couloir qu'ils avaient formé pour nous laisser passer. Je n'avais jamais vu une telle réception, sinon dans les films policiers, quand, à la fin, on emmène la bande de gangsters. Entassés à nouveau dans des camions des plus primitifs, sur deux bancs de bois entre des soldats braquant sans cesse sur nous leurs mitraillettes, nous traversâmes plusieurs localités, où les habitants rassemblés sur notre chemin nous huèrent et nous crièrent des injures inintelligibles. La première étape de ma captivité avait commencé.

Nous fîmes halte devant un grand bâtiment, le Palace Hôtel de Mondorf ; puis on nous conduisit dans le hall de réception. Dehors, à travers les portes vitrées, on pouvait voir Göring et d'autres anciennes personnalités de premier plan du III^e Reich faire les cent pas. Il y avait là des ministres, des Feldmarschälle, des Reichsleiter du parti, des secrétaires d'État et des généraux. C'était un spectacle hallucinant de voir toutes ces personnes qui s'étaient, à la fin, dispersées comme fétus au vent, rassemblées à nouveau ici. Je restai à l'écart, m'emplissant autant que possible du calme de ce lieu. Je ne sortis qu'une fois de ma réserve pour demander à Kesselring pourquoi il avait continué, alors que la liaison avec Hitler était interrompue, à faire sauter des ponts. Avec une raideur intellectuelle toute militaire, il me répondit qu'on devait faire sauter des ponts tant que les combats continuaient ; que lui, en tant que commandant en chef, ne se souciait de rien d'autre que de la sécurité de ses soldats. Des différends ne tardèrent pas à éclater pour des questions de hiérarchie. Göring était resté de longues années le successeur désigné par Hitler, Dönitz, lui, avait été nommé chef de l'État au dernier moment ; mais Göring, avec son grade de Reichsmarschall, était l'officier présent ayant le plus haut rang. A voix basse, le nouveau chef de l'État et le successeur déchu se querellèrent pour savoir qui aurait la préséance dans ce palace désaffecté de Mondorf, qui présiderait la table principale dans la salle à manger et qui dirigerait sans partage notre assemblée. Ils ne purent tomber d'accord. Les deux parties évitèrent

bientôt de se rencontrer devant une porte. A la salle à manger, chacun d'eux présidait une table différente. C'est surtout Göring qui demeura toujours conscient de son rang particulier. Le D^r Brandt ayant évoqué une fois en passant tout ce qu'il avait perdu, Göring l'interrompit : « Ah non, que racontez-vous là ? Vous n'avez aucune raison de vous plaindre. Que possédiez-vous donc ? Mais moi, moi qui avais tant de choses ! »

Quinze jours à peine après notre arrivée, on m'annonça qu'on allait m'emmener ailleurs. A partir de ce moment-là, les Américains me traitèrent avec un imperceptible respect. Nombre de mes codétenus interprétèrent ce transfert avec un excès d'optimisme, pensant qu'on allait me charger de la reconstruction de l'Allemagne. Ils ne s'étaient pas encore habitués à l'idée que tout pouvait très bien aller sans nous. Chargé de transmettre le bonjour aux parents et amis, je quittai le Palace devant l'entrée duquel m'attendait cette fois, non plus un camion, mais une limousine, non plus un policier militaire armé d'une mitraillette, mais un sous-lieutenant qui m'accueillit d'un salut aimable. Prenant la direction de l'ouest, nous dépassâmes Reims pour arriver à Paris. Dans le centre de la ville, le sous-lieutenant stoppa devant un bâtiment administratif dont il ressortit peu après. Muni d'une carte et de nouveaux ordres, il nous fit remonter la Seine. Dans mon désarroi, je crus que nous nous rendions à la Bastille, oubliant totalement qu'elle avait été rasée depuis

longtemps. Cependant l'inquiétude gagna le sous-lieutenant qui se mit à comparer les noms de rues : il s'était manifestement trompé de direction, ce qui me soulagea grandement. Bafouillant quelques phrases dans mon anglais scolaire, je m'offris à le piloter dans Paris ; ce n'est pourtant qu'après quelques hésitations qu'il m'indiqua le but de notre voyage : le « Trianon Palace-Hôtel » à Versailles. J'en connaissais fort bien le chemin puisque j'y avais logé quand j'avais construit le pavillon allemand pour l'Exposition universelle de 1937.

Voitures de luxe en stationnement et gardes d'honneur en faction devant le portail indiquaient clairement que cet hôtel ne servait pas de camp de prisonniers, mais était utilisé par les états-majors alliés. C'était en fait le quartier général d'Eisenhower. Le sous-lieutenant disparut à l'intérieur, me laissant contempler en toute tranquillité le spectacle des allées et venues des voitures des généraux de haut rang. Après une longue attente, nous repartîmes, guidés par un sergent ; une allée bordée de prairies nous amena jusqu'à un petit château dont le portail s'ouvrit pour nous laisser entrer.

C'est ici, au Chesnay, que j'allais séjourner plusieurs semaines durant. J'atterris dans une petite chambre au deuxième étage, donnant sur l'arrière-cour, meublée à la Spartiate d'un lit de camp et d'une chaise, et dont la fenêtre était solidement barricadée à l'aide de fils de fer barbelés. Une sentinelle armée prit sa faction devant la porte.

Le lendemain, je pus admirer la façade de notre château. Entouré de vieux arbres, il s'élevait au milieu d'un parc ceint d'un haut mur par-dessus lequel on pouvait apercevoir les jardins du château de Versailles. De belles sculptures du XVIII^e siècle y créaient une atmosphère d'idylle. J'avais le droit à une demi-heure de promenade, suivi d'un soldat armé d'une mitrailleuse. Il nous était interdit d'établir des contacts, mais au bout de quelques jours je savais pas mal de choses sur les prisonniers du château. C'étaient presque exclusivement des techniciens et des savants importants, des spécialistes de l'agriculture ou des chemins de fer. Le vieux Dorpmüller, l'ancien ministre, était là aussi. Je reconnus le professeur Heinkel, le constructeur d'avions, accompagné de l'un de ses collaborateurs, et bien d'autres avec qui j'avais travaillé. Une semaine après mon arrivée, mon gardien ayant été retiré, je pus aller et venir librement au cours de mes promenades. La monotone période de solitude prit ainsi fin et psychiquement je m'en trouvais beaucoup mieux. On enrégimenta de nouvelles arrivées : différents collaborateurs de mon administration, parmi lesquels Saur et Frank, des officiers anglais et américains qui désiraient approfondir leurs connaissances. Nous étions convenus de mettre à leur disposition notre expérience dans le domaine de l'armement.

Pour ma part, je ne pouvais guère me rendre utile, car c'est Saur qui possédait le plus de connaissances techniques. Aussi fus-je très reconnaissant au

commandant du camp, un commandant de parachutistes anglais, de me tirer de cet ennui profond en m'invitant à faire une promenade en auto.

Longeant les parcs et les jardins de nombreux petits châteaux, nous nous dirigeâmes d'abord vers Saint-Germain, cette belle réalisation de François I^{er}, et de là, en remontant la Seine, vers Paris. Après être passés devant le Coq Hardi, ce célèbre restaurant de Bougival où j'avais vécu de si agréables soirées en compagnie de Cortot, Vlaminck, Despiou, et autres artistes français, nous atteignîmes les Champs-Élysées. Là le commandant me proposa de descendre de voiture pour flâner un peu. Mais dans son intérêt je repoussai cette proposition, car il pouvait très bien arriver qu'on me reconnût. Aussi continuâmes-nous jusqu'à la place de la Concorde où nous tournâmes pour prendre les quais. Comme il y avait moins de monde, nous nous risquâmes à faire un petit tour à pied avant de retourner au camp par Saint-Cloud.

Quelques jours plus tard, un gros autobus s'arrêta dans la cour du château. Il en descendit une sorte de groupe de touristes qu'on logea chez nous. Parmi eux se trouvaient Schacht et l'ancien chef du Bureau chargé de l'armement à l'O.K.W., le général Thomas. Il s'agissait de personnalité détenues dans des camps de concentration allemands, libérées par les Américains dans le Tyrol du Sud, transférées ensuite à Capri et transitant maintenant par

notre camp. On racontait que Niemöller était là aussi. Ne le connaissant pas, nous avisâmes parmi les nouveaux arrivants un homme affaibli aux cheveux blancs et portant un costume noir. C'était Niemöller, décidâmes-nous d'un commun accord, Heinkel, l'ingénieur Flettner et moi-même. Nous ressentîmes une grande pitié pour cet homme si visiblement marqué par des années de détention en camp de concentration. Flettner entreprit d'aller exprimer toute notre sympathie à cet homme brisé, mais à peine avait-il commencé son discours que l'autre l'interrompit : « Thyssen ! Je m'appelle Thyssen ! Niemöller, le voilà là-bas ! » C'était donc lui, cet homme à l'air concentré et juvénile qui fumait la pipe, vivant exemple de la façon dont on peut surmonter les années de détresse passées en prison. J'ai souvent pensé à lui plus tard. Quelques jours après, le bus s'arrêta à nouveau devant le château. Seuls Thyssen et Schacht restèrent en notre compagnie.

Quand Eisenhower transféra son quartier général à Francfort, un convoi d'environ dix camions de l'armée américaine s'arrêta devant notre porte. D'après un plan soigneusement établi, on nous répartit en deux camions découverts munis de bancs de bois. Les autres camions transportaient le mobilier. Pendant la traversée de Paris, à chaque arrêt de la circulation, une foule se massait autour de nous pour nous lancer insultes et menaces. Mais au cours de la halte de midi, à l'est de Paris, nous nous installâmes dans une prairie, prisonniers et gardiens mélangés, offrant là un spectacle fort paisible. Le but de

cette première journée devait être Heidelberg. Je fus heureux que nous n'ayons pas pu l'atteindre, car je ne voulais pas loger dans la prison de ma ville natale.

Le lendemain, nous arrivâmes à Mannheim. On aurait dit une ville morte, avec ses rues désertes et ses maisons détruites. Un malheureux troupier complètement perdu, la barbe dure, l'uniforme en loques, une boîte de carton sur le dos, restait là hésitant, hébété, sur le bord de la route : illustration saisissante de la défaite.

Après avoir quitté l'autoroute à la hauteur de Nauheim, nous escaladâmes un chemin escarpé pour arriver dans la cour du château de Kransberg. J'avais agrandi cet imposant château féodal durant l'hiver 1939 pour en faire le quartier général de Göring, distant de cinq kilomètres du centre de commandement de Hitler. J'avais alors fait ajouter, pour loger la très nombreuse domesticité de Göring, une aile de deux étages. C'est dans cette construction qu'on nous logea.

Dans ce camp, il n'y avait pas, contrairement au camp de Versailles, de fils de fer barbelés, même les fenêtres du premier étage de notre aile laissaient la vue libre, et le portail en fer forgé, que j'avais jadis dessiné, n'était jamais fermé. Nous pouvions aller et venir librement dans le domaine du château. Au-dessus de celui-ci, j'avais, cinq ans auparavant, aménagé un verger entouré d'un mur d'environ un mètre de haut. C'est là que nous nous étendions, le regard perdu sur les forêts du Taunus ; en bas, le petit village de Kransberg fumait de toutes ses

cheminées.

En comparaison de nos compatriotes libres et affamés, nous n'avions vraiment pas à nous plaindre, car nous touchions les rations de la troupe américaine. Pourtant, dans la population du village, le camp jouissait d'une mauvaise réputation. On se racontait que nous étions maltraités, que nous n'avions rien à manger, et le bruit courait même que Leni Riefenstahl languissait dans le cachot de la tour. En fait, on nous avait conduits à ce château pour nous poser des questions sur l'aspect technique de la conduite de la guerre. De nombreux experts nous avaient rejoints, entre autres presque toute la direction de mon ministère, les directeurs généraux, les hommes qui avaient dirigé la production de munitions, de chars, d'autos, de bateaux, d'avions et de textiles. Il y avait aussi les sommités de la chimie et des constructeurs, comme le professeur Porsche. Or rares étaient les techniciens alliés qui s'égarèrent jusqu'à nous. Les prisonniers grommelaient car ils espéraient à juste titre qu'on les libérerait après leur avoir soutiré toutes leurs connaissances. Nous eûmes même pendant quelques jours Werner von Braun et ses collaborateurs parmi nous. Les U.S.A. et l'Angleterre lui avaient fait, à lui et à son état-major, des propositions dont nous discutâmes ensemble. Même les Russes s'étaient entendus à lui faire parvenir clandestinement, par le personnel de cuisine, une proposition de contrat, alors qu'il était encore détenu dans le camp de Garmisch, pourtant sévèrement gardé. Pour le

reste, nous combattions l'ennui en faisant du sport le matin de bonne heure et des séries de conférences scientifiques ; une fois, même, Schacht nous lut, en y mettant, à notre grand étonnement, beaucoup de sentiment, des poèmes. Nous mîmes également sur pied un cabaret hebdomadaire dont les sketches avaient toujours pour objet notre chute brutale et notre situation actuelle. Il nous arrivait d'en pleurer de rire.

Un matin, juste après six heures, un de mes collaborateurs me réveilla brutalement pour me dire : « Je viens d'entendre à la radio que vous serez parmi les accusés du procès de Nuremberg ! » J'essayai de conserver mon calme, mais la nouvelle m'atteignait durement. Autant j'étais d'accord sur le principe qu'en tant qu'un des principaux dirigeants du régime, je devais payer pour ses fautes, autant j'eus d'abord de la difficulté à accepter la réalité. J'avais, non sans inquiétude, vu dans le journal des photos de l'intérieur de la prison de Nuremberg et lu depuis des semaines que des membres du gouvernement d'un rang élevé y avaient été transférés. Mais je n'avais pas fait le rapport. Tandis que Schacht, mon coaccusé, ne tardait pas à changer contre la prison de Nuremberg notre camp d'internement, si aimable en comparaison, il allait se passer des semaines avant qu'on vînt me chercher.

Bien que cette nouvelle prouvât qu'une lourde accusation

pesait sur moi, le personnel de garde du camp ne me manifesta aucune froideur. « Vous ne tarderez pas, me consolait les Américains, à être acquitté et à oublier tout ça. » Le sergent Williams augmenta mes rations afin, disait-il, que j'aie de la force pour le procès. Le commandant du camp lui-même, un officier britannique, m'invita, le jour même où la nouvelle fut connue, à faire une promenade en voiture. Nous traversâmes tout seuls, sans escorte, les forêts du Taunus, nous nous étendîmes sous un gigantesque arbre fruitier, et nous nous promenâmes dans la forêt, tandis qu'il me racontait ses chasses à l'ours au Cachemire.

C'étaient de belles journées de septembre. Vers la fin du mois, une jeep américaine passa le portail. C'était le commando qui venait me chercher. Le commandant commença par refuser de remettre son prisonnier et prit ses instructions à Francfort. Le sergent Williams me donna une provision considérable de gâteaux secs, me demandant sans cesse si j'avais encore besoin de prendre quelque chose dans son magasin. Quand je montai enfin dans la voiture, la communauté du camp presque tout entière était rassemblée dans la cour et je partis accompagné de tous ses vœux. Mais ce que je n'oublierai jamais, ce sont les bons yeux effrayés du colonnel britannique quand, sans mot dire, il prit congé de moi.

Nuremberg

Le soir, on m'interna au camp de Oberursel, près de Francfort, dont la réputation était fort mauvaise. Le surveillant chef, un sergent américain, m'accueillit par des plaisanteries stupides qui se voulaient sarcastiques. Pour toute nourriture, j'eus droit à un maigre potage que j'agrémentai en croquant mes gâteaux secs anglais. Je songeais avec mélancolie aux belles journées de Kramsberg. Dans la nuit, j'entendis les rudes appels des équipes de garde américaines, des réponses anxieuses, des cris. Le matin, un général allemand passa devant moi sous bonne garde ; son visage trahissait l'épuisement et le désespoir.

Nous poursuivîmes enfin notre route dans un camion recouvert de bâches. Nous étions serrés les uns contre les autres. Parmi ces nouveaux compagnons, je reconnus le Dr Strölin, bourgmestre de Stuttgart, et le régent de Hongrie, Horthy. On ne nous communiqua pas le but de notre voyage mais il était évident : nous allions à Nuremberg. Nous n'arrivâmes à destination qu'à la nuit noire. Un portail s'ouvrit. Je fus introduit quelques instants

dans la salle intérieure de l'aile cellulaire que j'avais vue quelques semaines auparavant dans le journal, mais, à peine étais-je entré que je me retrouvai à nouveau enfermé dans une cellule. Dans la cellule d'en face, Göring regarda par le guichet¹ en hochant la tête. Un sac de paille, de vieilles couvertures en loques, personne pour s'occuper du prisonnier. Bien que les quatre étages aient été pleins, il régnait un silence inquiétant, seulement rompu de temps à autre par une porte qu'on ouvrait pour conduire un prisonnier à l'interrogatoire. Je vis Göring, mon vis-à-vis, aller et venir sans arrêt dans sa cellule. J'apercevais à intervalles réguliers une partie de sa masse imposante passer devant le guichet. Je ne tardai pas, moi non plus, à me promener dans ma cellule, d'abord de long en large puis, pour mieux utiliser l'espace, en tournant en rond.

Au bout d'une semaine, pendant laquelle, me laissant dans l'incertitude totale, on ne m'avait pas accordé la moindre attention, se produisit un changement, modeste pour un homme normal, mais pour moi très important : on me transféra au troisième étage : les cellules, exposées au soleil, y étaient plus agréables et les lits meilleurs. C'est là que je reçus la première visite du directeur de la prison, le colonel américain Andrus. Déjà à Mondorf, il s'était, comme commandant du camp, montré d'une extrême sévérité, aussi crus-je percevoir quelque chose comme du sarcasme dans son *very pleased to see you !* par lequel il me souhaita la bienvenue. En revanche, j'eus plaisir à retrouver un personnel allemand. Tous, cuisiniers, serveurs,

coiffeurs, étaient des prisonniers de guerre soigneusement choisis. Mais précisément parce que, de toute évidence, ils avaient fait la douloureuse expérience de la captivité, ils se montrèrent, quand personne ne nous surveillait, toujours prêts à nous aider. Ils nous soufflaient ainsi dans un imperceptible murmure telle ou telle nouvelle parue dans le journal ou de nombreux souhaits et encouragements.

En rabattant la partie supérieure de la fenêtre de ma cellule, pourtant haut placée, la tache de soleil était assez grande pour que je puisse exposer le haut de mon corps. Étendu par terre sur quelques couvertures, je changeais de place au fur et à mesure que le soleil tournait, et ce jusqu'à son dernier rayon, tout de biais. Nous n'avions ni lumière, ni livres, ni même les journaux. J'en étais réduit à combattre sans aide extérieure ma détresse intérieure croissante.

Je vis souvent passer Sauckel devant ma cellule. Chaque fois qu'il me voyait, il prenait un air sombre et gêné. En fin de compte, ma porte s'ouvrit enfin. Un soldat américain m'attendait, tenant à la main un papier où étaient inscrits mon nom et le numéro de la pièce de celui qui devait m'interroger. Nous traversâmes cours et escaliers pour aboutir dans les couloirs du palais de justice de Nuremberg. En chemin, je croisai Funk revenant d'un interrogatoire, très affecté et le moral très bas. La dernière fois que nous nous étions rencontrés, c'était à Berlin, et

nous étions libres tous les deux. « C'est comme ça qu'on se revoit », me lança-t-il en passant. Je ne pus faire autrement que de conclure, d'après l'impression qu'il m'avait faite, sans cravate, dans un costume mal repassé, le teint blême et maladif, que je devais donner la même lamentable impression. Car depuis des semaines je ne m'étais plus vu dans un miroir et cela devait durer des années. Je vis également Keitel dans une pièce, debout devant quelques officiers américains. Sa vue aussi me bouleversa car il semblait très bas.

Un jeune officier américain m'attendait. Me priant aimablement de prendre place, il commença par me demander certains éclaircissements. Manifestement, Sauckel avait essayé d'induire en erreur les autorités menant l'enquête en me présentant comme le seul responsable de l'emploi des travailleurs étrangers. L'officier, montrant une grande compréhension, rédigea de lui-même une déclaration sous serment remettant les choses en place. J'en fus soulagé car j'avais eu jusqu'alors l'impression que, la tactique consistant à « charger les absents » avait joué depuis mon départ de Mondorf, à mon désavantage. Peu après, je fus conduit devant Dodd, l'adjoint du chef de l'accusation américaine. Ses questions, agressives et tranchantes, frappaient fort. Ne voulant pas me laisser démonter, je répondis, sans prendre en considération ma défense ultérieure, franchement et sans échappatoires. Je préfèrai plutôt ne pas évoquer maints faits qui auraient pu ressembler à une excuse. De retour

dans ma cellule, je me dis : « Maintenant, tu es tombé dans le piège », et de fait, mes déclarations constituèrent une pièce importante du dossier de l'accusation.

Mais en même temps cet interrogatoire me remonta. Je reste aujourd'hui persuadé que j'avais trouvé pour ce procès la ligne juste : n'user d'aucune échappatoire et ne pas épargner ma propre personne. Anxieux, mais ferme dans ma détermination de continuer comme j'avais commencé, j'attendis l'interrogatoire suivant qu'on m'avait déjà annoncé. Mais cet interrogatoire n'eut pas lieu, je n'ai jamais su pourquoi, peut-être avait-on été impressionné par ma franchise. Je dus simplement répondre encore aux questions que me posèrent des officiers russes, toujours corrects. Leur secrétaire, très fardée, ébranla le portrait de la femme soviétique que la propagande nationale-socialiste m'avait imposé. Après chaque réponse, les officiers faisaient un signe de tête en disant : « Tac, tac », ce qui sonnait curieusement mais correspondait à peu près, comme je le compris bientôt, à notre « Bien, bien ». Le colonel soviétique me posa une fois la question suivante : « Mais vous avez pourtant lu le livre de Hitler, *Mein Kampf* ? » Or, je n'avais vraiment fait que le feuilleter, d'abord parce que Hitler lui-même avait déclaré qu'il était dépassé et aussi parce qu'il était difficile à lire. Je répondis donc que non, ce qui l'amusa prodigieusement. Vexé, je revins sur ma déclaration et affirmai avoir lu ce livre. En fin de compte, c'était la seule réponse vraisemblable. Mais, au procès, ce mensonge eut une

conséquence inattendue. Lors de l'interrogatoire contradictoire, l'accusation soviétique produisit mon faux aveu. Alors, sous serment, je dus dire la vérité ; à savoir que, la fois précédente, j'avais menti.

A la fin du mois d'octobre, tous les accusés furent transférés à l'étage du bas, tandis que simultanément on évacuait tous les prisonniers de l'aile cellulaire. Le silence devint lugubre. Vingt et un hommes attendaient l'ouverture de leur procès.

C'est alors qu'apparut Rudolf Hess venant d'Angleterre. Dans un manteau gris bleu, entre deux soldats américains, attaché à eux par des menottes, il avait l'air absent et entêté en même temps. Des années durant, j'avais eu l'habitude de voir tous ces accusés faire leur entrée dans des uniformes splendides, inaccessibles ou pleins de jovialité. Le spectacle actuel me semblait parfaitement irréel. Parfois, je croyais rêver.

Cependant, nous aussi nous comportions déjà comme des prisonniers. Lequel d'entre nous, qu'il ait été Reichsmarschall, Feldmarschall, grand amiral, ministre ou Reichsleiter, aurait pu penser qu'il se soumettrait un jour au test d'intelligence des psychologues de l'armée américaine ? Et pourtant, non seulement personne ne lit de difficultés, mais encore tout le monde s'efforça de faire la preuve de ses capacités.

Ce fut Schacht le surprenant vainqueur de ce test qui

faisait appel à la mémoire, à l'imagination et aux réflexes. Il fut victorieux, car l'âge donnait des points supplémentaires. Mais celui qui totalisa le plus grand nombre de points fut Seyss-Inquart, ce dont personne ne l'avait supposé capable. Göring aussi était dans les premiers. Moi, j'atteignis une bonne moyenne.

Quelques jours après qu'on nous eut séparés du reste des prisonniers, une commission composée de plusieurs officiers pénétra dans notre bloc cellulaire où régnait un silence de mort, allant de cellule en cellule. J'entendais prononcer des phrases sans pouvoir en comprendre le sens. Puis la porte de ma cellule s'ouvrit à son tour. On me tendit sans plus de façon un acte d'accusation imprimé. L'enquête préliminaire était terminée, le véritable procès allait commencer. Dans ma naïveté, j'avais cru que chaque accusé aurait son propre acte d'accusation individuel. Or il se révélait que chacun de nous était accusé de tous les crimes monstrueux dont ce document faisait état. Après l'avoir lu, je fus saisi d'un sentiment de désolation. Mais si les événements passés et le rôle que j'avais joué me plongèrent dans le désespoir, c'est ce désespoir même qui me permit de me tracer une ligne de conduite pour le procès : je devais tenir mon propre destin pour insignifiant, ne pas lutter pour ma propre vie, mais assumer la responsabilité dans un sens général. Malgré toutes les résistances de mon avocat, et la contention d'esprit due au procès, je ne revins pas sur cette décision.

Encore sous l'impression de l'acte d'accusation, j'écrivis

à ma femme : « Je dois considérer ma vie comme achevée. C'est à cette condition seulement que je pourrai en modeler la conclusion comme je le crois nécessaire... C'est en tant que ministre du Reich et non pas en personne privée que je dois paraître au banc des accusés. Je ne dois avoir d'égards ni pour vous ni pour moi. Je ne souhaite qu'une seule chose : être assez fort pour ne pas me départir de cette ligne de conduite. J'ai, pour aussi bizarre que cela paraisse, le cœur serein, quand je ne me soucie pas d'espérer, et perds de mon assurance et de ma quiétude dès que je crois avoir une chance de m'en tirer... Peut-être pourrai-je, par mon attitude, aider encore une fois le peuple allemand. Peut-être réussirai-je. Il n'y en a pas beaucoup ici qui y arriveront² . »

Le psychologue de la prison, G. M. Gilbert, passa de cellule en cellule avec un exemplaire de l'acte d'accusation pour recueillir les commentaires des accusés ; après avoir lu les phrases, tantôt sarcastiques, tantôt évasives, de mes coïnculpés, j'écrivis au grand étonnement de Gilbert : « Ce procès est nécessaire. La responsabilité collective pour des crimes aussi horribles est un fait, même dans un État autoritaire. »

Aujourd'hui encore, je considère que la plus grande manifestation de courage de ma vie fut de m'en tenir à cette conception tout au long des dix mois que dura le procès.

En même temps que l'acte d'accusation, on nous avait remis une liste d'avocats allemands dans laquelle on pouvait choisir son défenseur, si on n'avait pas de proposition personnelle à faire. J'eus beau chercher dans ma mémoire, aucun nom d'avocat ne me revint et les noms de la liste ne me disaient rien non plus. Aussi demandai-je au tribunal de faire lui-même un choix. Quelques jours plus tard, on me conduisit au rez-de-chaussée du palais de justice. A l'une des tables, un petit homme fluët, portant de grosses lunettes, se leva. « C'est moi, me dit-il d'une voix douce, qui dois être votre avocat si vous êtes d'accord. Je suis le D^r Hans Flächsner, de Berlin. » Il avait un regard bienveillant et une attitude pleine de modestie. Quand nous nous mîmes à mentionner certains détails de l'accusation, il eut une manière sympathique de ne rien dramatiser. A la fin, il me tendit un formulaire en me disant : « Prenez ceci et réfléchissez bien si vous voulez m'avoir comme défenseur. » Je signai tout de suite et ne l'ai jamais regretté. Au cours du procès, Fläschner se montra plein de tact et de circonspection. Mais ce qui eut encore plus d'importance pour moi, ce fut la sympathie et la compassion qu'il témoigna à mon égard. Il en naquit d'ailleurs, au cours de ces dix mois que dura le procès, une authentique affection réciproque qui s'est maintenue jusqu'à aujourd'hui.

Pendant l'enquête préliminaire, les autorités qui avaient la charge de l'accusation avaient empêché les prisonniers de se réunir. Maintenant, on relâcha cette consigne, si bien

que, non seulement nous descendîmes plus souvent dans la cour de la prison, mais qu'en plus nous pûmes nous entretenir à loisir. Procès, acte d'accusation, incompétence du tribunal international, profonde indignation devant cette ignominie, tels étaient les inévitables sujets et la sempiternelle argumentation des conversations que j'entendais au cours de nos promenades. Parmi les vingt et un accusés, je ne trouvai qu'un seul compagnon pour partager mon point de vue : Fritzsche. Avec lui, je pus m'étendre longuement sur le principe de la responsabilité. Plus tard, je trouvai quelque compréhension chez Seyss-Inquart également. Avec les autres, toute explication eût été une fatigue inutile. Nous ne parlions pas la même langue.

Comme on le comprendra aisément, dans d'autres questions aussi, nos avis s'opposaient. Un problème revêtait une importance capitale : celui de la peinture que nous ferions du règne de Hitler. Göring, qui pourtant n'avait pas été jadis sans formuler de sévères critiques sur certaines pratiques du régime, plaidait pour qu'on le blanchisse. Il osait déclarer que, pour lui, ce procès n'aurait de sens que s'il nous permettait de façonner une légende positive. Je n'avais pas seulement le sentiment qu'il était malhonnête de tromper ainsi le peuple allemand, je pensais également qu'il serait dangereux de lui rendre plus difficile sa prochaine étape. Seule la vérité pouvait encore enclencher le processus qui lui permettrait de se libérer du passé.

Le véritable ressort des déclarations de Göring apparut en pleine lumière, le jour où il déclara que les vainqueurs pouvaient bien le tuer, mais que cela n'empêcherait pas, dans cinquante ans à peine, le peuple allemand de mettre ses restes dans un sarcophage de marbre et de le fêter comme un héros national et un martyr. C'est d'ailleurs ce que beaucoup de détenus pensaient qu'il leur arriverait. Dans d'autres questions, Göring eut moins de succès. Ainsi il prétendait que nous étions tous condamnés à mort d'avance et qu'aucun de nous n'avait de chances de s'en sortir ; qu'en conséquence, il était inutile de faire l'effort de présenter sa défense. Sur quoi, je fis remarquer que « Göring voulait manifestement entrer au Walhalla suivi d'une grande escorte ». Mais en réalité, c'est Göring qui, par la suite, se défendit avec le plus d'acharnement.

Depuis que Göring s'était, à Mondorf et à Nuremberg, vu soumis à une cure de désintoxication systématique qui le guérit de sa morphinomanie, il se trouvait dans une forme que je ne lui avais jamais connue. Capable de déployer une énergie considérable, il devint la plus forte personnalité de notre groupe. A cette époque-là, je me pris à regretter qu'il n'ait pas fait montre de cette assurance dans les derniers mois qui précédèrent la guerre ou dans les situations critiques de cette guerre, alors que la drogue l'avait rendu faible et servile. Car il aurait été le seul dont l'autorité et la popularité auraient pu en imposer à Hitler. Il avait effectivement été l'un des rares à faire preuve d'assez d'intelligence pour prévoir notre destin. Après

avoir laissé passer cette chance, il était insensé et même criminel de sa part d'user de son énergie retrouvée pour induire son propre peuple en erreur. Car son dessein n'était que duperie et tromperie. Un jour, dans la cour de la prison, apprenant qu'il y avait des survivants parmi les Juifs de Hongrie, il déclara froidement : « Tiens, il en reste encore ? Je pensais qu'on les avait tous eus. Il y en a encore un qui n'a pas fait son travail de limier. » Je demeurai sans voix.

Ma décision de porter la responsabilité pour le régime tout entier n'alla pas sans crises intérieures. La seule possibilité d'y échapper eût été d'éviter le procès en me donnant la mort avant. La nuit, j'avais souvent de vrais accès de désespoir. J'essayais alors, en ligotant ma jambe malade avec une serviette, de provoquer à nouveau une phlébite. Ayant entendu un savant dire, au cours d'une conférence à Kramsberg, que la nicotine d'un seul cigare, émietté et dissous dans de l'eau, suffisait à provoquer la mort, je me promenai longtemps avec un cigare en miettes dans la poche ; mais il y a loin de l'intention à l'acte.

Je trouvai un grand réconfort dans les services divins dominicaux. A Kramsberg encore, j'avais refusé d'y prendre part, ne voulant pas passer pour un faible. Mais à Nuremberg, je renonçai à ces calculs. La pression des circonstances m'entraîna comme presque tous les autres accusés, à l'exception de Hess, Rosenberg et Streicher, dans notre petite chapelle.

On nous avait, depuis des semaines déjà, enlevé nos costumes pour les ranger et les Américains nous avaient fourni des treillis teints en noir. Or un jour, des employés vinrent dans nos cellules nous demander lequel de nos costumes nous voulions faire nettoyer pour le procès. Chaque détail, jusqu'aux boutons de manchette, fit l'objet d'une discussion avec le commandant.

Après une dernière inspection passée par le colonel Andrus, nous fûmes conduits, chacun de nous accompagné d'un soldat, mais sans menottes, le 19 novembre 1945 pour la première fois dans la salle du tribunal encore vide. On procéda à la répartition des places. Göring, Hess et Ribbentrop en premier ; moi, je me trouvai le troisième avant la fin, sur le deuxième banc, en agréable compagnie : à ma droite, Seyss-Inquart, à ma gauche, von Neurath, tandis que Streicher et Funk avaient pris place juste devant moi.

Je me réjouissais que le procès commençât et presque chacun des accusés exprima la même opinion : en finir une bonne fois pour toutes !

Le procès débuta par le long réquisitoire écrasant du procureur principal américain, Robert H. Jackson. Une phrase de ce discours me redonna pourtant courage. Il y était dit que la responsabilité des crimes du régime

incombait aux vingt et un accusés et non au peuple allemand. Cette conception répondait exactement à un des espoirs que je mettais en ce procès : la haine que la propagande avait, pendant les années de guerre, déchaînée contre le peuple allemand, et qui ne devait plus connaître de mesures à la révélation de tous les crimes, se reporterait désormais sur nous, les accusés. Selon ma théorie, on pouvait attendre des principaux dirigeants d'une guerre moderne qu'à son dénouement, ils se soumettent aux conséquences pour la raison précise que jusqu'alors ils n'avaient couru aucun danger³. C'est pourquoi dans une lettre à mon défenseur, où je définissais notre ligne de conduite, j'exprimais le sentiment que tout ce que nous dirions pour ma défense me paraîtrait insignifiant et ridicule, replacé dans le cadre général.

De nombreux mois durant, aggravant le poids des crimes commis, documents et témoignages s'accumulèrent sans qu'on se préoccupât de savoir s'ils étaient en liaison avec un des accusés présents. C'était horrible et, à vrai dire, supportable seulement parce que les nerfs s'émoussaient de séance en séance. Aujourd'hui encore, je suis poursuivi par le souvenir de ces photos, de ces documents et de ces consignes qui semblaient aussi monstrueuses qu'incroyables et dont, pourtant, aucun des accusés ne mit en doute l'authenticité.

A côté de cela, c'était la routine habituelle et quotidienne. Toute la matinée, audience ; à midi, suspension de séance pour le déjeuner pris dans les salles

du haut du palais de justice ; à quatorze heures, les débats reprenaient jusque vers dix-sept heures ; je rentrais alors dans ma cellule où je me changeais rapidement, donnais mon costume à repasser, prenais le repas du soir et enfin, le plus souvent, je me rendais dans le parloir de la défense où, jusqu'à vingt-deux heures, je m'entretenais avec mon avocat du déroulement du procès, prenant des notes pour ma future défense. Finalement, je rentrais le soir tard dans ma cellule pour, épuisé, m'y endormir aussitôt. Le samedi et le dimanche, le tribunal ne siégeait pas : nous n'en travaillions que plus longtemps avec nos avocats. Pour nos promenades dans la cour du jardin, il ne nous restait pas beaucoup plus d'une demi-heure chaque jour.

Notre situation de coaccusés n'avait développé chez nous aucun sentiment de solidarité. Nous nous étions divisés en plusieurs groupes. Le signe le plus net en fut l'instauration d'un jardin des généraux. Des haies basses séparaient le jardin de la prison en deux : une partie commune à tous les détenus et une autre partie plus petite, d'environ six mètres sur six, où nos militaires, dans un isolement volontaire, tournaient interminablement en rond, bien que ces petits cercles dussent être très désagréables. Les civils respectaient cette séparation. Pour les repas de midi, la direction de la prison nous avait répartis dans plusieurs salles. Je faisais partie du groupe de Fritzsche, Funk et Schirach.

Entre-temps, nous avions repris espoir d'avoir la vie sauve, car, après l'acte d'accusation général, chacun des

accusés s'était vu lire un acte d'accusation particulier. Or il y avait dans les détails des différences très nettes. Aussi Fritzsche et moi-même comptons-nous bien, à ce moment du procès, sur des jugements différenciés ; car d'après ces actes nous devons nous en tirer l'un et l'autre relativement convenablement.

Dans la salle du tribunal, nous n'avions en face de nous que visages fermés et regards froids. La cabine de traduction seule faisait exception. Je pouvais y distinguer parfois un signe de tête amical ; quelques-uns des accusateurs britanniques ou américains aussi laissèrent quelquefois percer comme un peu de compassion. Mais je fus affecté quand j'appris que les journalistes s'étaient mis à parier sur la lourdeur de nos peines et que, parfois, ils pronostiquaient même pour nous une sentence de « mort par pendaison ».

Après une pause de quelques jours, qui servit aux avocats à mettre la dernière main à leur défense, commença la contre-offensive dont certains parmi nous attendaient beaucoup. Avant de monter à la barre des témoins, Göring avait assuré entre autres à Funk et à Sauckel qu'il prendrait toutes les responsabilités sur lui, les déchargeant du même coup. Au début de sa déposition, faisant preuve de courage, il tint parole ; mais au fur et à mesure qu'il entra dans les détails, une déception de plus en plus grande se peignait sur les visages de ceux qui

avaient mis leur espoir en lui, car il se remit à limiter sa responsabilité point par point.

Dans leur duel, le procureur Jackson avait l'avantage de pouvoir jouer de l'effet de surprise en tirant certains documents de sa grosse serviette, tandis qu'à son tour Göring s'entendait à exploiter chez son contradicteur sa méconnaissance des matériaux. A la fin, il ne fit plus que lutter pour sa vie en biaisant, camouflant ou ergotant.

Il en alla de même pour les accusés suivants, Ribbentrop et Keitel. Ils donnèrent même encore plus la fâcheuse impression de fuir devant leur responsabilité ; chaque fois qu'on leur présentait un document portant leur signature, ils se retranchaient derrière un ordre reçu de Hitler. Écœuré, je laissai échapper qu'ils n'étaient que « des facteurs à gros traitement », formule que la presse mondiale reprit ensuite. Avec le recul, je trouve aujourd'hui qu'au fond, ils n'avaient pas tort ; ils n'ont effectivement été guère plus que les agents de transmission de Hitler. Rosenberg, en revanche, donna l'impression d'être franc et conséquent. Toutes les tentatives de son avocat, sur le plateau et dans les coulisses, pour lui faire désavouer ce que lui appelait « sa conception du monde » échouèrent. L'avocat de Hitler, plus tard gouverneur général de Pologne, Hans Frank, accepta ses responsabilités ; Funk produisit une argumentation habile qui devait éveiller la compassion, tandis que le défenseur de Schacht s'efforça, avec une enflure rhétorique superfétatoire, de faire de son client un putchiste, ce qui eut plutôt pour conséquence d'affaiblir les

éléments à décharge de sa défense. Dönitz, quant à lui, défendit avec acharnement son rôle et ses sous-marins. Il eut d'ailleurs l'immense satisfaction d'entendre son avocat produire une déclaration du commandant en chef de la force américaine du Pacifique, l'amiral Nimitz, dans laquelle celui-ci affirmait qu'il avait utilisé ses sous-marins de la même façon que le commandement allemand. Raeder apparut comme le technicien qu'il était, la simplicité d'esprit de Sauckel fit plutôt pitié, Jodl en imposa par sa défense précise et sans fioritures. Il fut l'un des seuls à sembler dominer la situation.

L'ordre de passage pour les interrogatoires correspondait à l'ordre dans lequel nous étions assis. Ma nervosité augmentait car c'était déjà au tour de Seyss-Inquart, mon voisin immédiat, de se tenir à la barre. Avocat lui-même, il ne se faisait plus d'illusions sur sa situation, car il avait été personnellement à l'origine de déportations et d'exécutions d'otages. Sachant se dominer, il termina sa déposition en déclarant qu'il avait le devoir de répondre de ce qui s'était passé. Un hasard heureux fit que quelques jours après cette audition, qui avait scellé son destin, il reçut les premières nouvelles de son fils jusque-là porté disparu en Russie.

Quand vint mon tour de me présenter à la barre des témoins, j'avais le trac. J'avalai rapidement une pilule calmante, que le médecin allemand avait eu la précaution

de me donner. En face de moi, à dix pas de distance, Fläschner se tenait devant le pupitre de la défense, à ma gauche les juges sur une estrade, assis à leur table.

Flächsner ouvrit son gros manuscrit ; questions et réponses commencèrent. Dès le début, je rappelai comme un fait établi que « si Hitler avait eu des amis, j'aurais certainement été l'un de ses amis les plus intimes », allant en cela au-delà même de ce que l'accusation avait retenu. On discuta une foule de détails se rapportant à des documents produits. Je rétablissais chaque fois mes faits sans chercher aucunement à biaiser ou à trouver des excuses⁴. En quelques phrases, je pris sur moi la responsabilité de tous les ordres de Hitler exécutés par moi. Je défendis le point de vue que, certes, dans tout État, un ordre doit rester un ordre pour les subalternes, mais qu'à tous les échelons, la direction devait examiner et soupeser les ordres reçus et ne pouvait donc être déchargée d'aucune responsabilité, même si on cherchait à lui imposer l'exécution de l'ordre par la menace. Mais ce qui, à mes yeux, avait encore plus d'importance, c'était la responsabilité collective qui, à partir de 1942, nous engageait tous, pour toutes les mesures prises par Hitler, crimes y compris, où et par qui qu'ils aient été commis. « Dans la vie d'un État, déclarai-je, chacun a son propre secteur, dont il est tout naturellement pleinement responsable. Mais, au-delà de cette responsabilité limitée, il faut qu'il existe une responsabilité collective pour les choses essentielles dès que l'on est un des principaux

dirigeants. Car qui d'autre que les plus proches collaborateurs du chef de l'État pourrait porter la responsabilité du déroulement des événements ? Mais cette responsabilité collective ne peut exister que pour les principes et non pour les détails... Même dans un régime autoritaire, cette responsabilité collective des dirigeants doit exister ; il est exclu qu'on puisse, après la catastrophe, échapper à cette responsabilité collective. Car, si la guerre avait été gagnée, ces mêmes dirigeants auraient vraisemblablement revendiqué cette responsabilité collective... C'est là d'autant plus mon devoir que le chef du gouvernement s'est soustrait à ses responsabilités devant le peuple allemand et le monde ⁵ . »

A Seyss-Inquart, je dis les choses plus crûment : « Qu'arriverait-il si la scène changeait brusquement et que nous agissions tous comme si nous avions gagné la guerre ? Vous verriez alors chacun faire état de ses mérites et de ses hauts faits. Mais maintenant, les rôles sont inversés car, au lieu de décorations, d'honneurs, et de dotations, c'est à des condamnations à mort qu'il faut s'attendre. »

Flächsner avait vainement tenté, durant les dernières semaines, de me faire revenir sur ma décision de revendiquer la responsabilité de faits qui s'étaient passés en dehors de mon ministère car, à son avis, cela pouvait avoir des conséquences funestes. Mais après ma profession de foi, je me sentis soulagé et satisfait en même temps de ne pas avoir succombé à la tentation des

échappatoires. Cela dit, je pouvais, à ce que je croyais, entamer avec une justification intérieure la deuxième partie de ma déposition qui concernait le dernier stade de la guerre. Je parlais du principe que la révélation des desseins de Hitler, jusque-là ignorés de tous, de détruire, une fois la guerre perdue, les conditions d'existence du peuple allemand ne pourrait que permettre à ce peuple de se détourner plus facilement de ce passé⁶ et constituerait en outre l'argument le plus efficace pour lutter contre la naissance d'une légende hitlérienne. Cette partie de ma déposition se heurta à la très vive désapprobation de Göring et d'autres accusés⁷.

Je ne voulais, en revanche, mentionner que brièvement devant le tribunal mon projet d'attentat, et ce rappel devait surtout servir à monter à l'évidence quels dangers me semblaient comporter les desseins destructeurs de Hitler. Mais quand, l'ayant mentionné, je coupai en concluant : « Je ne voudrais pas entrer plus avant dans les détails de cette affaire », les juges se concertèrent et le président du tribunal, se tournant vers moi, me dit : « Le tribunal aimerait entendre ces détails. La séance est suspendue. » J'envisageai sans plaisir de devoir continuer sur ce sujet, car je voulais précisément éviter de me glorifier de cette affaire. Aussi n'accédai-je qu'à contrecœur à cette demande, convenant avec mon défenseur qu'il ne reviendrait pas sur cette partie de ma déposition dans son plaidoyer⁸.

Je repris ensuite le texte de ma déposition, grâce auquel

je me sentais plus assuré, et poursuivis sans autre interruption mes déclarations concernant la dernière phase de la guerre. Pour ne pas donner l'impression que je voulais faire ressortir mes mérites, j'apportai volontairement cette restriction : « Ces initiatives n'étaient pas tellement dangereuses. A partir du mois de janvier 1945, on pouvait, en Allemagne, opposer à la politique officielle n'importe quelle mesure de bon sens ; tout homme raisonnable l'approuvait volontiers. Chacun des hommes concernés savait ce que nos contrordres signifiaient. Même de vieux militants du parti ont, à ce moment-là, accompli leur devoir envers le peuple. Ensemble, nous avons pu entreprendre beaucoup pour contrecarrer les ordres insensés de Hitler. »

Ayant refermé son dossier avec un soulagement visible, Flächsner retourna s'asseoir aux côtés des autres avocats et le procureur principal pour les États-Unis, Jackson, membre de la Cour suprême des U.S.A., vint prendre sa place. Cela ne me surprit pas, car la veille au soir, un officier américain avait fait irruption dans ma cellule pour me communiquer que Jackson avait décidé de diriger, dans mon cas aussi, le contre-interrogatoire. Il commença, contrairement à son habitude, d'une voix calme, presque bienveillante. Après avoir montré, en me posant des questions et en produisant des documents, ma coresponsabilité dans l'emploi de millions d'ouvriers pour le travail obligatoire, il appuya la deuxième partie de ma déposition, affirmant que j'avais été le seul à avoir eu le

courage de dire en face à Hitler que la guerre était perdue. Je lui indiquai, comme le voulait la vérité, que Guderian, Jodl et d'autres commandants en chef des groupes d'armées s'étaient également ouvertement opposés à Hitler. Quand il me demanda : « Y a-t-il eu d'autres complots que ceux dont vous nous avez parlé ? » je répondis de façon évasive : « A cette époque-là, il était extraordinairement simple de fomenter un complot. On pouvait s'adresser presque à n'importe quel passant dans la rue. Quand on lui décrivait la situation, il vous répondait : « C'est de la pure folie. » Et s'il avait du courage, il se proposait immédiatement... Ce n'était pas aussi dangereux qu'il y paraît maintenant, car il y avait peut-être quelques douzaines d'insensés ; les autres, 80 millions, se montraient très sensés dès qu'ils savaient de quoi il retournait⁹. »

Après un autre contre-interrogatoire avec le représentant du ministère public soviétique, le général Raginsky, où abondèrent les malentendus à cause des erreurs de traduction, Flächsner vint à nouveau à la barre donner au tribunal un paquet de déclarations écrites de mes douze témoins ; les débats concernant mon cas étaient terminés. Depuis des heures, de douloureux maux d'estomac me torturaient ; de retour dans ma cellule, je me jetai sur ma couche, terrassé aussi bien par mes douleurs physiques que par mon épuisement intellectuel.

Conclusions

Les accusateurs prirent une dernière fois la parole ; leurs réquisitoires terminaient le procès. Nous, nous n'avions plus qu'à faire une ultime déclaration. Comme cette déclaration finale devait être intégralement retransmise par la radio, elle revêtait une importance particulière : elle constituait la dernière possibilité que nous avions de nous adresser à notre propre peuple et de lui montrer, à ce peuple dupé, une voie pour sortir du dilemme en avouant notre faute et en exposant clairement les crimes du passé ¹. Ces neuf mois de débats nous avaient marqués. Même Göring, qui avait entamé ce procès avec l'intention bien arrêtée de se justifier, parla dans son allocution finale des graves crimes dont on avait eu connaissance et condamna les effroyables massacres qu'il n'arrivait pas à comprendre. Keitel assura qu'il préférerait mourir plutôt que de se laisser impliquer une nouvelle fois dans de tels forfaits. Frank parla de la faute dont s'étaient chargés Hitler et le peuple allemand. Il avertit les incorrigibles de ne pas « prendre le chemin de la folie politique menant nécessairement à la ruine et à la mort ». Certes, son discours rendait un son un peu exalté, mais il exprimait

exactement ce que je pensais. Même Streicher condamna l'extermination des Juifs par Hitler. Funk parla de crimes effroyables qui le remplissaient d'une honte profonde, Schacht se dit bouleversé jusqu'au plus profond de lui-même « par l'indicible détresse qu'il avait essayé de prévenir », Sauckel aussi se dit « bouleversé jusqu'au plus profond de lui-même par les méfaits révélés au cours du procès », pour Papen « la puissance du mal s'était révélée plus forte que la puissance du bien », Seyss-Inquart parla d'« affreux excès », pour Fritzsche « le meurtre de cinq millions d'hommes était un lugubre avertissement pour l'avenir ». En revanche, ils se défendirent d'avoir eu part à tous ces événements.

Mon espoir était en un certain sens comblé ; la faute se trouvait, dans une grande mesure, reportée sur nous, les accusés. Mais, en cette malheureuse époque, en dehors de l'infamie des hommes, un facteur, pour la première fois, avait fait son entrée dans l'histoire, différenciant cette dictature de tous ses modèles historiques et devant sans doute, dans l'avenir, encore gagner en importance. En tant que principal représentant d'une technocratie qui venait, sans s'embarrasser de scrupules, d'engager tous ses moyens contre l'humanité², j'essayai non seulement de reconnaître mais également de comprendre ce qui était arrivé. Dans mon discours final, je déclarai : « La dictature de Hitler fut la première dictature d'un État industriel en cette période de technique moderne, une dictature qui, pour dominer son propre peuple, se servit à la perfection

de tous les moyens techniques. Grâce à des moyens techniques, tels que la radio et les haut-parleurs, 80 millions d'hommes purent être asservis à la volonté d'un seul individu. Le téléphone, le télex et la radio permirent aux plus hautes instances de transmettre immédiatement leurs ordres aux échelons les plus bas où on les appliqua sans discuter, à cause de la haute autorité qui s'y attachait. De nombreux services et de nombreux commandos reçurent ainsi par voie directe leurs ordres funestes. Ces moyens permirent une surveillance très ramifiée des citoyens, en même temps que la très grande possibilité de garder secrets les agissements criminels. Pour le non-initié, cet appareil d'État peut apparaître comme le fouillis apparemment absurde des câbles d'un central téléphonique. Or, comme ce central téléphonique, une volonté pouvait à elle toute seule l'utiliser et le dominer. Les dictatures précédentes avaient besoin de collaborateurs de qualité, même dans les fonctions subalternes, d'hommes capables de penser et d'agir par eux-mêmes. A notre époque de la technique, un système autoritaire peut y renoncer, les seuls moyens d'information lui permettent de mécaniser le travail des organes subalternes. La conséquence en est le type d'individu qui reçoit un ordre sans le discuter. »

Les événements criminels de ces années passées n'avaient pas été dus uniquement à la personnalité de Hitler. La démesure de ces crimes pouvait en même temps s'expliquer par le fait que Hitler avait su le premier se

servir, pour les commettre, des moyens offerts par la technique.

Évoquant alors le danger que pourrait représenter à l'avenir un pouvoir illimité disposant des immenses ressources de la technique, un pouvoir qui se servirait de la technique mais serait aussi son esclave, cette guerre, poursuivis-je, s'était terminée sur l'emploi de fusées téléguidées, d'avions volant à la vitesse du son, de bombes atomiques, et sur la perspective d'une guerre chimique. Dans cinq ou six ans, on pourrait anéantir en quelques secondes, à l'aide d'un missile atomique servi par au plus dix hommes, le centre de New York et y tuer un million d'hommes, ou, au moyen d'une guerre chimique, déclencher des épidémies et détruire les récoltes. « Plus la technique se développe dans le monde, plus le danger devient grand... En tant qu'ancien ministre d'une industrie d'armement très développée, il est de mon devoir de lancer cet avertissement : une nouvelle grande guerre se terminera par l'anéantissement de la culture et de la civilisation humaines. Rien n'empêchera la science et la technique déchaînées d'accomplir leur œuvre de destruction de l'homme, celle-là même que les techniciens ont commencée de si terrible façon dans cette guerre-ci...³.

« Le cauchemar de beaucoup d'hommes, continuai-je, cette peur de voir un jour la technique dominer les peuples, il a failli se réaliser dans le système autoritaire de Hitler. Tout État au monde court aujourd'hui le danger de passer

sous le règne de la terreur née de la technique, mais, dans une dictature moderne, cela me semble inéluctable. Par conséquent, plus le monde devient technique, plus il est nécessaire de lui faire contrepoids par l'exigence de liberté individuelle et de prise de conscience de l'individu... C'est pourquoi ce procès doit contribuer à établir les règles fondamentales de la coexistence de tous les hommes. Quelle importance mon propre destin peut-il avoir, après tout ce qui est arrivé et devant un but aussi sublime ? »

Après le procès, ma situation, je le voyais bien, était désespérée. La dernière phrase de mon discours n'était en rien une profession de foi rhétorique ; j'avais tiré un trait sur ma vie ⁴.

Le Tribunal s'ajourna à une date indéterminée pour délibérer. Nous attendîmes quatre longues semaines. C'est précisément dans cette période de tension presque insupportable qu'épuisé par le tourment moral de ces huit mois de procès, je lus le roman de Dickens, *Histoire de deux villes*, dont l'action se situe à l'époque de la Révolution française. On y voit les prisonniers de la Bastille considérer d'une âme égale et sereine le sort incertain qui les attend. Moi, en revanche, j'étais incapable d'une telle liberté intérieure. L'accusateur soviétique avait requis contre moi la peine de mort.

Le 30 septembre 1946, pour la dernière fois, nous

prîmes place, dans nos costumes bien repassés, sur les bancs des accusés. Le tribunal avait voulu nous épargner photographes et caméras au moment de la lecture des attendus du jugement. Les projecteurs qui avaient jusqu'alors illuminé la salle du tribunal et permis d'enregistrer chacune de nos émotions restèrent éteints. La salle avait un aspect inhabituellement triste, quand les juges firent leur entrée et qu'accusés, défenseurs, accusateurs, spectateurs et représentants de presse se levèrent pour la dernière fois devant la cour. Comme il l'avait fait tous les jours pendant le procès, le président du Tribunal, Lord Lawrence, s'inclina dans toutes les directions, même dans la nôtre, puis s'assit.

Les juges se relayèrent. Plusieurs heures d'affilée, ils lurent à voix haute et monotone le chapitre certainement le plus triste de toute l'histoire allemande. La condamnation des dirigeants me semblait toutefois tracer une démarcation très nette au-delà de laquelle la faute ne pouvait retomber sur le peuple allemand. Car si Baldur von Schirach qui, des années durant, avait été le Führer de la Jeunesse allemande et l'un des plus proches collaborateurs de Hitler, si le ministre de l'Économie, au début également responsable du réarmement, Hjalmar Schacht, étaient lavés de l'accusation d'avoir préparé et mené une guerre d'agression, comment pourrait-on alors charger de cette faute un simple soldat ou même les femmes et les enfants ? Si le grand amiral Raeder, si l'adjoint de Hitler, Rudolf Hess, étaient lavés de

l'accusation d'avoir trempé dans des crimes contre l'humanité, comment pourrait-on inculper un technicien ou un ouvrier allemands ? En outre, j'espérais que ce procès aurait une influence directe sur la politique d'occupation des puissances victorieuses : ce qu'elles venaient de définir comme étant criminel, elles ne pourraient l'appliquer contre notre peuple. Je pensais là bien entendu à ce qui constituait la charge principale pesant sur moi : le travail obligatoire ⁵.

Puis on lut les attendus du jugement concernant chaque cas, sans que le jugement lui-même ait été communiqué ⁶. Mes activités furent définies avec une froide impartialité, en accord complet avec tout ce que j'avais exposé lors de mes interrogatoires. On retint contre moi la part que j'avais prise dans la déportation de travailleurs étrangers, et le fait que je ne me sois opposé aux plans de Himmler que pour des raisons tactiques de production, tout en n'hésitant pas à utiliser les détenus des camps de concentration et en poussant à l'emploi des prisonniers de guerre soviétiques dans l'industrie d'armement. Le jugement me faisait en outre grief de n'avoir montré aucune préoccupation morale ou humaine en exprimant mes exigences et d'avoir donc par là contribué à leur réalisation.

Aucun des accusés, même parmi ceux qui devaient à coup sûr compter avec une condamnation à mort, ne perdit contenance à l'écoute des griefs du tribunal. Sans mot dire, sans un signe d'émotion extérieure, ils écoutaient. Même aujourd'hui, il me paraît inconcevable que j'aie pu tenir tout

au long de ce procès sans m'effondrer et que j'aie pu suivre la lecture des attendus du jugement, certes avec anxiété, mais aussi avec assez de résistance pour pouvoir rester maître de moi. Flächsner était très optimiste : « Avec de tels attendus, vous aurez peut-être quatre ou cinq ans ! » Le lendemain, nous nous vîmes, pour la dernière fois, avant d'entendre prononcer le verdict. Tous les accusés avaient été réunis dans le sous-sol du palais de justice. L'un après l'autre, nous montions dans un petit ascenseur pour ne plus revenir. En haut, on nous lisait le verdict. Ce lut enfin mon tour. Accompagné d'un soldat américain, je montai : une porte s'ouvrit et je me retrouvai seul sur une petite estrade dans la salle du tribunal, en face de mes juges. On me tendit des écouteurs, à mes oreilles retentit la phrase suivante : « Albert Speer, condamné à vingt ans de prison. »

Quelques jours plus tard, j'acceptai le jugement. Je renonçai à un recours en grâce auprès des quatre puissances. Toute peine pesait peu en regard du malheur dans lequel nous avons plongé le monde. « Car, notai-je dans mon journal quelques jours plus tard, il y a des choses dont on est coupable même quand on pourrait se trouver des excuses, simplement parce que la dimension des crimes va tellement au-delà de toute mesure que, devant eux, toute excuse humaine est réduite à néant. »

Aujourd'hui, un quart de siècle après ces événements, ce ne sont pas seulement des fautes isolées, si graves qu'elles aient pu être, qui pèsent sur ma conscience. Mon

manquement à la morale ne se trouve à peine réduit que dans des cas particuliers. Ce qui reste avant tout, c'est ma participation à l'ensemble des événements. Je n'avais pas seulement pris part à une guerre dont nous n'avons jamais pu douter, dans notre cercle d'intimes, qu'elle ne servît des buts impérialistes. J'avais aussi permis, par mes capacités et mon énergie, de la prolonger de nombreux mois durant. Au sommet du dôme qui devait orner le nouveau Berlin, j'avais placé ce globe que Hitler ne voulait pas posséder seulement symboliquement. Le revers de cette volonté de possession était l'asservissement des nations. La France, je le savais, devait être ramenée au rang d'État de seconde zone, la Belgique, la Hollande et aussi la Bourgogne devaient être intégrées dans le Reich hitlérien ; je savais que les Polonais et les Soviétiques devaient disparaître en tant que nations pour n'être plus que des peuples d'ilotes. Son dessein même d'exterminer le peuple juif, Hitler ne l'avait jamais caché pour qui voulait l'entendre. Il l'a proclamé ouvertement dans son discours du 30 janvier 1939⁷. Or, sans jamais avoir été complètement d'accord avec Hitler, j'avais conçu des édifices et produit des armes qui servirent ses desseins.

Pendant les vingt années de ma captivité à Spandau, j'ai été gardé par des citoyens des quatre nations contre lesquelles j'avais organisé la guerre de Hitler. Ils formèrent, avec les six autres détenus, mon entourage le plus proche. Je sus par eux directement quels avaient été les effets de mon activité. Beaucoup d'entre eux déploraient des morts

tombés au cours de cette guerre, en particulier mes gardiens soviétiques avaient tous perdu des parents, des frères ou même leur père. Jamais ils ne m'ont fait sentir le poids de ma culpabilité personnelle, jamais ils n'ont eu un mot de reproche. Au degré le plus bas de mon existence, au contact de ces hommes simples, je fis, par-delà les règlements de la détention, la connaissance de sentiments authentiques comme la sympathie, la solidarité, la compréhension humaine... La veille de ma nomination au poste de ministre, j'avais rencontré en Ukraine des paysans qui me protégèrent du gel. En ce temps-là, je fus seulement touché, sans vraiment comprendre. Or, maintenant tout était fini, je faisais à nouveau, par-delà toute inimitié, l'expérience de la bonté humaine. Cette fois-ci, je voulus enfin comprendre. C'est aussi ce que veut ce livre.

« Cette catastrophe, écrivis-je en 1947 dans ma cellule, a montré la fragilité de l'édifice de la civilisation moderne construit au cours des siècles. Nous le savons maintenant : l'édifice dans lequel nous vivons n'est pas à l'abri des cataclysmes. L'appareil compliqué du monde moderne peut se disloquer sans rémission sous la conjonction d'impulsions négatives dont les forces s'additionnent. Aucune volonté ne pourrait arrêter ce processus si l'automatisme du progrès devait conduire à un degré supérieur de dépersonnalisation de l'homme, le privant toujours plus de sa propre responsabilité. »

J'ai passé des années décisives de ma vie à servir la

technique, ébloui par ses possibilités. A la fin, en face d'elle, ne reste que le doute.

Postface

En rédigeant ce livre je n'ai pas seulement voulu décrire le passé, mais également lancer un avertissement pour l'avenir. Dès mes premiers mois de captivité, dès Nuremberg, le besoin de me soulager de ces souvenirs oppressants qui pesaient sur moi me poussa à jeter des notes détaillées sur le papier. Ce fut ce même besoin qui m'incita à poursuivre mes recherches dans les années 1946 et 1947, jusqu'au moment où je finis par me décider, en mars 1953, à entreprendre la rédaction suivie de mes Mémoires. Est-ce un avantage ou un désavantage qu'ils aient vu le jour dans cette solitude déprimante ? A l'époque, je fus souvent frappé par les jugements sans complaisance que je portais sur les autres et sur moi-même. Le 26 décembre 1954, je terminai la rédaction de mes souvenirs.

Lorsque, le 1^{er} octobre 1966, je fus libéré et quittai la prison de Spandau, je me trouvais donc en possession de plus de 2 000 pages écrites de ma main ; j'ai complété ces matériaux originaux en consultant les archives de mon ministère conservées aux Archives fédérales à Coblençe,

avant de refondre le tout et de rédiger la présente autobiographie.

Je dois remercier MM. Wolf Jobst Siedler, directeur des éditions Ullstein et Propyläen, et Joachim C. Fest, membre du comité de lecture de ces mêmes éditions, en qui, pendant deux ans, j'ai trouvé de précieux interlocuteurs. C'est à leurs questions pressantes qu'on doit la présence de bon nombre des considérations générales de ce livre, de même que l'explication des événements considérés du point de vue psychologique et historique. La conception fondamentale que je me faisais de Hitler, de son système et de mon propre rôle, telle que je l'avais notée quatorze ans auparavant dans la première version de mes *Mémoires*, s'est trouvée confirmée et renforcée par nos entretiens.

Je dois aussi des remerciements au D^r Alfred Wagner, de l'Unesco à Paris, au D^r Thomas Trumpp, Archivrat, et à M^{me} Hedwig Singer, des Archives fédérales à Coblenz, de même qu'à David Irving, qui m'a permis de reprendre certains passages des journaux inédits de Jodl et de Goebbels.

Notes

Sauf indication particulière, les documents, lettres (à part les lettres de famille), discours, Chronique, etc., cités dans ce livre se trouvent en possession des « Archives fédérales » de Coblenz, sous la rubrique R. 3 (ministère de l'Armement et de la Production de guerre du Reich).

La Chronique est une sorte de journal tenu par mes services de 1941 à 1944, où fut noté tout ce qui avait trait à mes activités d'inspecteur général de la construction, puis de ministre de l'Armement.

1. MES ORIGINES ET MA JEUNESSE

1. Les maréchaux d'Empire von Pappenheim exercèrent à partir de 1192 et sans interruption pendant six cents ans la fonction qui correspondait en gros à celle de quartier-maître général de l'armée de terre allemande. Ils étaient en outre juges militaires suprêmes et responsables du génie, du train et du service de santé de l'armée de terre (d'après K. Bosl, *Die Reichsministerialität*, Darmstadt, 1967).

2. Les pertes furent si importantes qu'on dut en 1917 suspendre les attaques.

3. Ces réflexions sur la musique et la littérature, de même que celles qui concernent l'occupation de la Ruhr et

l'inflation, sont tirées de mes lettres à celle qui devait plus tard devenir ma femme.

4. Conclusion du livre de Heinrich Tessenow sur l'artisanat et la petite ville, *Handwerk und Kleinstadt*, 1920.

2. PROFESSION ET VOCATION

1. Cette citation de Tessenow et les suivantes proviennent de notes inédites prises dans les années 1929 à 1932 par l'étudiant Wolfgang Jungermann.

2. Cité de mémoire.

3. Après 1933 on reprit tous les reproches qu'on avait faits à Tessenow au cours de cette réunion en y ajoutant les relations qu'il entretenait avec l'éditeur Cassirer et son cercle. Devenu suspect, il fut suspendu et perdit sa chaire. Mais, grâce à ma position privilégiée, je pus obtenir du ministre de l'Éducation national-socialiste qu'il fût réintégré et conservât sa chaire à la Haute École technique de Berlin jusqu'à la fin de la guerre. Après 1945 il eut droit à de grands honneurs, il fut l'un des premiers recteurs de l'Université technique de Berlin. En 1950, il écrivit de Neubrandenburg à ma femme : « Après 1933, Speer ne tarda pas à me devenir totalement étranger, mais il resta toujours pour moi l'homme aimable et complaisant que j'avais connu. »

3. AIGUILLAGE

1. C'est ainsi qu'on appelait Goebbels dans les milieux du parti. A cette époque-là, en effet, il n'y avait pas tellement de docteurs dans les rangs du parti.

2. Les premières années surtout, les succès de Hitler reposèrent sur les organisations en place qu'il avait reprises et perpétuées. Ainsi, dans l'administration, les vieux fonctionnaires continuèrent de travailler ; dans l'armée, les chefs militaires entourant Hitler venaient de l'élite de l'armée impériale et de la Reichswehr républicaine ; dans le Front du travail, le travail courant était en partie effectué par des fonctionnaires syndicalistes récupérés, et bien entendu les dirigeants de ma future organisation industrielle, avec laquelle je pus réaliser dès 1942 des progrès si étonnants dans la production d'armements, s'étaient déjà révélés avant 1933. Il est peut-être caractéristique que la conjonction de ces anciens organismes, qui avaient fait leurs preuves et possédaient des collaborateurs bien choisis, et du nouveau système de Hitler, ait amené de grands succès. Mais ce n'eût certainement été là qu'un stade transitoire. Au bout d'une génération au maximum, cette vieille couche dirigeante aurait été remplacée par un nouveau type de dirigeants, formés selon les nouveaux principes dans les « écoles Adolf-Hitler » et les châteaux de l'ordre, les « Ordensburgen », ceux-là mêmes que jusque dans les milieux du parti on trouvait trop dénués de scrupules et trop

arrogants.

3. Cf. *Die neue Reichskanzlei*, éd. du N.S.D.A.P., Munich (sans indication de date).

4. Hitler était le seul des membres du parti à porter sur sa veste un « insigne de souveraineté » en or ; c'était un aigle tenant dans ses serres la croix gammée. Tous les autres portaient l'insigne rond du parti. Sa veste ne se distinguait naturellement pas d'une autre veste civile.

4. MON CATALYSEUR

1. A propos de la volonté de puissance de l'État totalitaire, Ernst Cassirer écrit, dans *The myth of the state* (Yale University Press, 1946) : « C'étaient des hommes intelligents et cultivés, des hommes sincères et honnêtes qui renoncèrent de leur propre gré au plus haut privilège de l'homme : être une personne souveraine... Il [l'homme] cesse de porter sur son entourage un regard critique et se met à le considérer comme tout à fait normal. »

5. MÉGALOMANIE ARCHITECTURALE

1. En captivité j'appris de Funk que Hindenburg lui avait dit la même chose. L'origine du télégramme de félicitations de Hindenburg n'est pas encore clairement établie.

2. Évoquant ce problème de portée générale, Goethe observait déjà en 1787, dans son *Iphigénie en Tauride*,

que « le meilleur des hommes » finit par « s'habituer à la cruauté », faisant « une loi de ce qu'il exècre », si bien que « par habitude il devient dur et presque méconnaissable ».

3. Nous voulions, pour cela, renoncer de toute la mesure du possible à l'emploi de tous les matériaux modernes, trop sensibles aux intempéries, employés dans les constructions métalliques et en béton armé ; les murs devaient résister, même à très grande hauteur, à la force du vent sans l'aide des plafonds ni des toits. C'est pourquoi on les calcula selon les lois de la statique.

4. Sir Neville Henderson, *Failure of a mission*, 1940 : « C'est un fait que l'organisation nazie et ses institutions sociales présentaient, hormis la folie nationaliste et l'idéologie, bien des aspects que nous devrions étudier et adapter à nos vieilles démocraties. »

5. Sir Neville Henderson, *op. cit.*, 1940.

6. Ces deux portraits avaient été peints d'après des photos par le peintre de cour de Hitler, le professeur Knirr. Hitler avait l'habitude de payer très cher ses travaux. Une photo prise plus tard montre que Knirr fut aussi chargé de peindre un portrait du père de Hitler.

7. Dans son livre, *Die deutsche Industrie im Kriege 1939-1945*, Wagenführ indique à la p. 86, que l'Allemagne a, en 1944, dépensé 71 milliards de marks pour sa production de guerre.

On trouvera des détails sur les futurs emplacements des fêtes nationales allemandes dans la revue d'architecture

Die deutsche Bauzeitung, année 1898, cahiers n^{os} 5, 9, 26, 45.

8. Le stade olympique de Berlin, construit en 1936, n'a qu'un volume de 280 000 mètres cubes.

9. Discours inédit prononcé par Hitler le 9 janvier 1939 devant les ouvriers qui avaient construit la nouvelle Chancellerie.

6. LA PLUS GROSSE COMMANDE

1. Il s'agissait vraisemblablement des projets de Martin Mächler exposés en 1927 à Berlin à la Grande Exposition d'art. Ils correspondent de façon frappante aux conceptions de Hitler. Je ne les ai connus qu'à Spandau, en lisant le livre de Alfred Schinz, *Berlin, Stadtschicksal und Städtebau*, 1964.

2. On trouvera ces deux esquisses sur les hors-texte.

3. Cf. le Journal officiel du Reich du 30 janvier 1937, p. 103.

4. Les voies de garage et de triage et les ateliers de réparation auraient été transférés loin du centre de Berlin et n'auraient plus gêné le futur développement de la ville.

5. Le terrain libéré avait une surface d'environ 3 300 hectares. En comptant, comme on le fait habituellement aujourd'hui, 120 habitants à l'hectare, cela aurait fait 400 000 habitants.

6. Le projet des professeurs Brix et Genzmer, qui eut en 1910 le premier prix au grand concours de Berlin, prévoyait 10 millions d'habitants pour l'année 2 000 (in *Deutsche Bauzeitung*, 1910, n° 42).

7. C'est ainsi que dans son livre *The Architecture of America*, publié en 1961 en collaboration avec Bush-Brown, à l'occasion du centenaire de l'Institut américain d'Architecture, John Burchardt, doyen de l'Institut de Technologie du Massachusetts, affirme à la page 423 : « Il y avait peu de différence entre le goût fasciste, le goût communiste et le goût démocratique, tout au moins dans leur expression officielle. » Donnant comme exemples de réalisations de style néo-classique à Washington le bâtiment du bureau de la Réserve fédérale construit par l'architecte Crete en 1937, la rotonde romaine du mémorial Jefferson et la National Gallery conçues par l'architecte Pope respectivement en 1937 et en 1939, la Cour suprême et les Archives nationales, il continue ainsi : « Le style du bâtiment du département de la guerre, qui devait servir plus tard de département d'État s'apparente à ce néo-classicisme allemand tant aimé de Hitler. La Russie communiste, l'Allemagne nazie, l'Italie fasciste et la démocratique Amérique restèrent les zélés du classicisme. »

7. OBERSALZBERG

1. Une villa proche de la résidence de Hitler à

l'Obersalzberg ayant appartenu à des amis à lui, la famille Bechstein.

2. Ce livre n'a été publié qu'en 1961 ; on l'appelait « le deuxième livre » de Hitler.

3. Dans son ouvrage *Eva Braun-Hitler* (1967), N. E. Gun donne une liste de bijoux de valeur. Je ne me souviens pas les lui avoir jamais vu porter et on ne les lui voit pas non plus sur les photos. Il s'agit vraisemblablement de placements que Hitler fit faire par Bormann pendant la guerre.

4. La cathédrale de Linz fut construite entre 1862 et 1924 dans le style néo-gothique. On dut faire la tour un mètre moins haute que celle de la cathédrale Saint-Étienne.

5. Cette liste correspond à des esquisses que Hitler fit pour ces édifices.

6. Hermann Esser comptait parmi les militants de la première heure et devint plus tard secrétaire d'État au tourisme ; Christian Weber, lui aussi un des premiers militants, ne joua plus après 1933 qu'un rôle insignifiant ; il dirigea entre autres les réunions hippiques de Riem.

8. LA NOUVELLE CHANCELLERIE DU REICH

1. Hitler parla encore de cette hâte dans le discours inédit qu'il prononça le 9 janvier 1939 au Palais des Sports de Berlin à l'occasion de la fin des travaux de la

Chancellerie. Dès 1935, Hitler voulut agrandir considérablement la Chancellerie et me chargea de faire les plans pour cela.

2. Un conseil du docteur Grawitz, Gruppenführer SS et médecin de la SS.

3. Il s'agissait d'ultraseptyl.

4. Elie Metchnikoff travaillait sur les bactéries, les toxines et l'immunité. Il reçut le prix Nobel en 1908.

5. Discours inédit prononcé par Hitler le 2 août 1938 dans la « salle de l'Allemagne » de Berlin, à l'achèvement du gros œuvre de la nouvelle Chancellerie du Reich.

6. Discours de Hitler du 9 janvier 1939.

7. Cf. Friedrich Hossbach, *Zwischen Wehrmacht und Hitler* (1949), p. 207.

8. Cette place est aujourd'hui la place Theodor-Heuss.

9. Mémoire adressé à Hitler le 20 septembre 1944.

10. Cf. *Die Reichskanzlei*, Eher-Verlag, Munich, p. 60 et 61.

11. Winston Churchill, *La Deuxième Guerre mondiale*, liv. IV.

9. UNE JOURNÉE A LA CHANCELLERIE

1. Hitler avait bien chaque jour d'innombrables entretiens avec des Gauleiter, des connaissances ou de vieux

militants ayant accédé aux honneurs et aux dignités. Pourtant je pus constater, quand il m'arriva d'y assister, qu'on n'y suivait aucun programme de travail, mais qu'au contraire Hitler continuait ses propos de table, évoquant à bâtons rompus les problèmes qui l'occupaient. Le plus souvent ces entretiens devenaient vite des conversations où on traitait de choses sans importance. Évidemment le carnet de rendez-vous devait donner une tout autre impression de la somme de travail fournie par Hitler.

10. DÉCHAÎNEMENT DU NÉO-EMPIRE

1. Ces bâtiments sont cités dans la Chronique de 1941.
2. La Maison du Tourisme, au point de jonction de la grande avenue et de la Potsdamer Strasse.
3. Cf. Chronique, 1941 : « L'opéra du Reich se trouve en face du ministère de l'Économie, la Philharmonie en face du ministère des Colonies. » L'architecte Klaje, alors directeur ministériel, me rapporta vers 1941 que le bureau « construction » du haut commandement de l'armée de terre, travaillait à la mise au point de types de maisons répondant aux conditions de vie en Afrique.
4. Cf. Journal de Goebbels à la date du 12 mai 1943 : « Pour ce qui est de Frédéric le Grand ou bien on lui construira dans le parc de Sans-souci un magnifique mausolée dans le style grec, ou bien il faudra le transférer au Mémorial du Soldat prévu dans les plans du futur

ministère de la Guerre. »

5. L'Arc de Triomphe de Berlin aurait eu un volume de 2 366 000 mètres cubes (ouverture de l'arc comprise) ; on aurait pu y faire tenir 49 fois l'Arc de Triomphe de Paris. Le Mémorial du Soldat était un cube long de 250 mètres, large de 90 mètres et haut de 83 mètres. Le terrain s'étendant derrière ce mémorial et prévu pour le nouveau siège du haut commandement de l'armée de terre faisait 300 mètres sur 450. L'escalier de la nouvelle résidence de Göring faisait au sol 48 mètres sur 48, pour une hauteur de 42 mètres. On estime que cet édifice aurait coûté à Göring au moins 160 millions de RM. Le nouvel hôtel de ville de Berlin avait 450 mètres de long, son bâtiment médian aurait fait 60 mètres de haut ; le haut commandement de la Marine devait faire 320 mètres de long et la nouvelle Préfecture de police de Berlin 280 mètres.

6. Malgré ma qualité officielle d'inspecteur général de la Construction, Hitler m'avait donné l'autorisation de faire, à titre privé, les projets de certains édifices. Nous avions pour principe, dans la transformation de Berlin, de confier aussi bien les édifices de l'État que les immeubles commerciaux à des architectes privés.

7. Discours de Hitler du 2 août 1938.

8. Albert Speer, « Neuplanung der Reichshauptstadt », in *Der Baumeister*, Munich, 1939, n° 1.

Même s'ils n'en savaient pas grand-chose, les Berlinoises s'emparèrent de nos projets pour s'en moquer avec leur

verve habituelle. Ainsi Ulrich von Hassel rapporte dans son journal une de leurs plaisanteries. Furtwängler m'ayant dit combien il devait être magnifique pour un architecte de pouvoir réaliser ses idées sur une si grande échelle, je lui répondis, toujours selon les Berlinoises : « Imaginez-vous que quelqu'un vienne vous dire : J'ai décidé qu'on ne jouerait plus désormais la *Neuvième* qu'à l'harmonica. »

9. Chronique du 28 mars 1941.

10. Selon Wagenführ, la construction engloutit en 1939 12,8 milliards de RM.

11. Chronique du 29 avril.

12. Chronique du 31 mars 1941.

13. Sir Neville Henderson écrit à ce sujet dans *Failure of a mission* (1940) : « C'est pourquoi j'avais l'intention d'échanger mon ambassade, que le gouvernement allemand aurait aimé utiliser, contre un grand terrain à l'un des carrefours de la nouvelle avenue de Hitler. Je confiai ce projet à Ribbentrop et à Göring, en les priant de faire savoir à Hitler que je lui en parlerais à l'occasion et que j'espérais que cette proposition pourrait être le premier élément d'un accord général entre l'Angleterre et l'Allemagne. »

D'après la Chronique du 20 août 1941, Alfieri aurait déclaré que « le Duce montrait un grand intérêt pour l'architecture allemande et qu'il lui avait demandé, à lui Alfieri, s'il était l'ami de Speer ».

14. Par exemple Trevor-Roper, Fest, Bullock.

15. Dans un discours prononcé le 10 novembre 1938 devant les rédacteurs en chef de la presse allemande, Hitler parla de la méthode selon lui la meilleure pour préparer une guerre par la propagande : « On peut présenter certains événements sous un jour tel qu'inconsciemment la masse du peuple en arrive peu à peu et tout automatiquement à la conviction secrète que si on ne peut pas arranger cette affaire à l'amiable, eh bien il faut le faire par la force, mais qu'en tout cas cela ne peut pas continuer ainsi. »

11. LE GLOBE TERRESTRE

1. Pour les séances plénières du nouveau Parlement, était prévue, dans le projet qui a été conservé, une salle de 2 100 mètres carrés.

2. Il existe encore des ébauches du projet datant de cette époque. Le 5 novembre 1936, Hitler dessina des esquisses pour les premiers plans que je lui avais proposés.

3. Ces colonnes de 30 mètres de haut étaient composées de tambours de trois mètres de diamètre. On avait déjà commencé en Suède à les tailler dans du granit rouge quand la guerre éclata.

4. Ces 21 millions de mètres cubes se répartissaient ainsi : 9 400 000 mètres cubes pour la partie ronde et le

dôme, 9 500 000 mètres cubes pour le socle quadrangulaire, 2 200 000 mètres cubes pour les quatre vestibules et 8 000 mètres cubes pour la lanterne.

5. K. Lankheit mentionne dans son livre *Der Tempel der Vernunft* (Le Temple de la Raison) (Bâle, 1968), que la coupole d'un monument conçu vers 1793 par Etienne-L. Boullée, à la gloire de la « Raison » chère à la Révolution française, avait un diamètre de 260 mètres.

6. L'acoustique pose dans toutes les salles à coupole un problème particulier. Mais des acousticiens renommés calculèrent, à notre grand soulagement, qu'en prenant quelques mesures préventives nous n'aurions aucun souci à nous faire.

7. Pour remédier à l'hétérogénéité du sous-sol et en même temps le tasser par son propre poids, les ingénieurs exigèrent qu'on construisît une plate-forme d'un seul tenant, mesurant 320 mètres sur 320 et devant atteindre 30 mètres de profondeur.

8. Un des axes de cette place faisait 500 mètres, l'autre 450 mètres.

9. Hitler dessina des esquisses le 5 novembre 1936, en décembre 1937 (Petit Théâtre) et mars 1940 (Petit Théâtre).

Les appartements de chancelier de Bismarck dans la Wilhelmstrasse, avaient un volume de 13 000 mètres cubes. Le nouveau palais du Führer, qui devait être prêt pour 1950, aurait eu, sans l'aile réservée au travail,

1 900 000 mètres cubes. Cette dernière aurait eu 1 200 000 mètres cubes. Avec une résidence d'un volume total de 3 100 000 mètres cubes, Hitler aurait, comme il se doit, remis Göring et son projet de 580 000 mètres cubes à leur place. C'est pourquoi il ne reparla plus jamais de cette histoire.

Côté jardin, la façade principale du palais de Hitler, longue de 280 mètres, ne pouvait pas rivaliser avec celle du château de Louis XIV à Versailles, qui fait 576 mètres. Mais ce n'était que parce que le terrain ne permettait pas un tel développement et que j'avais dû donner aux deux ailes une forme en U. Chacune de ces ailes mesurait 195 mètres. La longueur totale de la façade côté jardin avait donc 670 mètres, dépassant celle de Versailles de presque 100 mètres.

Le plan du rez-de-chaussée de ce palais a été conservé ; en l'étudiant je peux reconstituer l'organisation générale de l'édifice que Hitler avait personnellement définie ainsi que la distribution des salles. Venant de la grande place, on passait un portail énorme pour pénétrer dans une cour d'honneur de 110 mètres de long, qui s'ouvrait elle-même sur deux autres cours entourées de colonnes. De la cour on passait dans les salons qui conduisaient à une série de salles en enfilade. On aurait donc eu plusieurs enfilades de pièces d'un quart de kilomètre de long ; sur la face nord du palais, l'une d'elles aurait même eu 380 mètres. Puis on passait, après avoir traversé un vestibule, dans la grande salle à manger. Elle

faisait 92 mètres sur 32 et 2 940 mètres carrés. Les appartements de Bismarck n'avaient eu que 1 200 mètres carrés. Ils auraient facilement tenu dans cette pièce.

On compte normalement pour une salle à manger 1,5 mètre carré par personne. Cette salle aurait donc pu contenir presque deux mille invités en même temps.

10. Les huit salles de réception auraient eu, au total, 15 000 mètres carrés. Le Théâtre devait contenir 400 fauteuils confortables. Si nous nous en étions tenus aux normes habituelles. (0,4 mètre carré par spectateur), le parterre, avec ses 320 mètres carrés, aurait à lui seul pu contenir 800 spectateurs et la galerie encore 150. Hitler s'était réservé dans ce théâtre une loge séparée.

11. La salle de réception de la Maison-Blanche (East Room) à Washington a 1 500 mètres cubes ; celle de Hitler aurait fait 21 000 mètres cubes.

Le « chemin des Diplomates » avait, dans la Chancellerie de 1938, 220 mètres de long, le nouveau devait avoir 504 mètres. On traversait un salon de 34 mètres sur 36, une salle au plafond en berceau de 180 mètres sur 67, une salle carrée de 28 mètres sur 28, une galerie de 220 mètres, un vestibule de 28 mètres sur 28. La différence que l'on peut constater avec la longueur totale provient de l'épaisseur des murs.

12. Si l'on tient compte des chancelleries qui dépendaient de la nouvelle Chancellerie du Reich, et dont l'aile, au sud-est de la place, avait 200 000 mètres cubes,

l'ensemble réservé au travail avait un volume total de 1 400 000 mètres cubes, alors que le bâtiment de Siedler ne faisait que 20 000 mètres cubes.

13. Le 2 août 1938 Hitler déclara à l'achèvement du gros œuvre de la Chancellerie du Reich : « Je ne suis pas seulement le chancelier du Reich, je suis aussi un citoyen. Comme citoyen j'habite aujourd'hui encore à Munich dans le même appartement que j'habitais avant de prendre le pouvoir. Mais, comme chancelier du Reich et Führer de la nation allemande, je veux que l'Allemagne puisse être représentée comme n'importe quelle autre nation et même mieux que n'importe quelle nation. Et puis, vous le comprendrez j'en suis sûr, je suis trop fier pour m'installer dans d'anciens châteaux. Cela je ne le ferai jamais. Le nouveau Reich se construira lui-même ses nouveaux édifices. Je n'irai pas dans ces châteaux. Dans les autres États cela se fait peut-être, à Moscou on est au Kremlin, à Varsovie au Belvédère, à Budapest à la Königsburg, à Prague au Hradshin. Partout on s'est installé ! Moi j'ai assez d'amour-propre pour construire pour ce nouveau Reich du peuple allemand des édifices dont il n'aura pas à avoir honte en les comparant à ces anciens édifices princiers. Mais ce qui compte avant tout, c'est que le chef de cette nouvelle République allemande n'est ni un sybarite ni un roi fainéant pour se prélasser dans les anciens appartements royaux ! Alors que d'autres logent au Kremlin, au Hradshin ou dans un château féodal, nous, nous assurerons aux représentants du Reich des édifices

de notre temps... Qui s'installera dans ces édifices, je ne le sais pas encore. Si Dieu le veut, les meilleurs fils de notre peuple, de quelque couche sociale qu'ils viennent. Mais il y a une chose que je sais, c'est que personne au monde ne regardera jamais de haut ces fils de notre peuple parce qu'ils sont issus des couches les plus basses. Dès le moment où quelqu'un est appelé à représenter l'Allemagne, il est l'égal de n'importe quel roi ou empereur étranger. » Et à l'occasion de l'inauguration, le 9 janvier 1939, il déclara : « J'ai refusé de m'installer dans ce qu'on appelle le palais du président du Reich. Savez-vous pourquoi, mes chers compatriotes ? C'est parce que c'était jadis la résidence du maréchal de cour. Et le Führer de la nation allemande n'habite pas dans l'ancienne résidence d'un maréchal de cour ! J'irais habiter au quatrième étage d'un immeuble, plutôt que de m'installer dans ce château. Je n'ai jamais pu comprendre l'ancienne république. Ces messieurs proclamaient la république, éliminaient le vieux Reich et emménageaient ensuite dans la résidence d'un ancien maréchal de cour ! Il y a là un tel manque de dignité, mes chers travailleurs allemands ! Ils n'ont pas eu la force de donner immédiatement un nouveau visage à leur nouvel État. Aussi ai-je pris la décision, décision qui n'a pas varié depuis, de donner à notre nouvel État sa propre représentation. » La justification de sa représentation personnelle le préoccupait visiblement, ce qui, vu l'ampleur de ses projets d'avenir, connus seulement de lui et de moi, ne saurait surprendre.

14. J'ai compté 200 DM au mètre cube pour le Grand Dôme et 300 DM pour les autres constructions.

15. Le terrain sur lequel on devait bâtir la caserne SS était situé au sud de la gare du Midi, à une distance de sept kilomètres du centre gouvernemental de Hitler ; celle du régiment de garde « Gross Deutschland » était prévue à 800 mètres au nord du Dôme.

16. Le 8 mai 1943, Goebbels notait encore dans son journal : « Le Führer exprime sa conviction inébranlable que le Reich dominera un jour toute l'Europe. Pour cela nous devons mener de nombreux combats, mais il est sûr qu'ils nous conduiront aux plus beaux succès. De là, la voie est pratiquement ouverte à la domination mondiale. Celui qui possédera l'Europe prendra la direction du monde. »

12. SUR LA MAUVAISE PENTE

1. Le *Völkischer Beobachter* du 23 août 1939 annonçait : « Dans la nuit de mardi (22 août), à partir de 2 h 45, l'observatoire de Sonneberg a observé, au nord-nord-ouest, une grande aurore boréale. »

2. Cette réflexion m'a été rapportée par von Below, l'aide de camp de Hitler.

3. De fait, j'avais fait mettre neuf mois auparavant sur le bâtiment de la Chancellerie des bas-reliefs illustrant la légende d'Hercule.

4. Cité de mémoire. Hitler exprimait un avis analogue après 1942, en jetant un regard sur le passé, alors que j'étais son ministre de l'Armement.

5. Le 23 novembre 1937, lors de l'inauguration du « château de l'ordre » de Sonthofen, Hitler prononça un discours devant les Kreisleiter réunis ; soudain une explosion d'enthousiasme secoua l'auditoire, qui jusque-là avait écouté calmement le discours de Hitler, lorsque celui-ci, sans préparation oratoire, proclama : « C'est l'Angleterre qui est notre ennemi n° 1. » Je me souviens d'avoir été complètement ahuri, aussi bien par la spontanéité évidente de cette explosion, que par la brusque attaque de Hitler contre l'Angleterre, ayant toujours pensé qu'elle devait, dans ses rêves, jouer un rôle privilégié.

6. Le 26 juin 1944 Hitler déclarait, dans un discours prononcé à l'Obersalzberg devant des industriels : « Je n'ai pas voulu commettre l'erreur de 1899, ni celle de 1905, ni celle de 1918, c'est-à-dire attendre en espérant qu'un miracle se produise et qu'on puisse peut-être un jour s'en sortir sans confrontation. »

7. Cf. la remarque de Hitler à Hermann Rauschning, selon laquelle si les dirigeants nationaux-socialistes ne pouvaient gagner la future guerre, ils préféreraient entraîner tout le continent dans l'abîme. (In Rauschning : *Gespräche mit Hitler*, Zurich-Vienne, 1945.)

8. Neville Henderson, *Failure of a mission*, 1940 :

« J'avais l'impression que la masse du peuple allemand, cette autre Allemagne, était saisie d'effroi à l'idée de cette guerre qu'on lui avait imposée. Je ne peux que répéter que Berlin était d'humeur sombre et morose. »

13. LA DÉMESURE

1. Chronique de 1941 : « Le 12 mai, M. Speer a eu à l'Obersalzberg, en présence du colonel Schmundt, un entretien avec le Führer portant sur les futurs défilés dans la Grande Avenue. Le Führer avait déjà prévu de passer les troupes en revue dans la partie médiane de la Grande Avenue, à la hauteur des ministères. Après les campagnes militaires, les troupes devaient défiler du sud vers le nord en entrant par l'édifice A.T.

2. D'après ma lettre au trésorier du N.S.D.A.P. en date du 13 février 1941 : Augsburg, Bayreuth, Brème, Breslau, Dantzig, Düsseldorf, Graz, Hambourg, Hanovre, Heidelberg, Innsbruck, Königsberg, Memel, Munster, Oldenbourg, Posen, Prague, Sarrebruck, Salzbourg, Stettin, Waldbröl, Weimar, Wolfsburg, Würzburg, Wuppertal.

3. Lignes extraites du compte rendu de mon entretien avec Hitler du 17 janvier 1941. Par une lettre adressée à Bormann le 20 janvier 1941, je démissionnai de mon poste de « chargé de la construction » que j'occupais jusqu'alors dans son état-major. Par une lettre adressée le 30 janvier 1941 au D^r Ley, je renonçai à la direction du service

« Beauté du travail » et à l'inspection générale des bâtiments du Front allemand du travail. D'après la Chronique, l'inspection générale pour la construction des maisons communes du parti fut à nouveau confiée à F. X. Schwarz, le trésorier du parti. D'après la Chronique, je renonçai aussi au « contrôle des publications relatives à la construction », au choix des architectes conseils de Gau du Service social national-socialiste et fis savoir au Reichsleiter Rosenberg que, dans l'ouvrage que nous avons édité ensemble, *Baukunst im Deutschen Reich*, mon titre de « délégué du N.S.D.A.P. à la construction » devait disparaître.

4. Et pourtant il ne s'agissait que de notre accord pour offrir aux Églises un dédommagement pour les édifices qu'elles possédaient dans le secteur de la vieille ville qui devait être livré aux démolisseurs.

5. Hitler avait en personne choisi une fanfare différente pour chaque campagne, elles précédaient, à la radio, l'annonce des communiqués de victoire.

6. La lettre par laquelle j'engageai le D^r Todt à suspendre ces travaux et sa réponse sont enregistrées dans la Chronique.

7. Ces indications sont tirées du rapport de conclusion de la Chronique pour l'année 1941. D'après le rapport de la fin mars 1941 et celui du début septembre 1941, on avait commandé à la Norvège 2 400 000 mètres cubes de granit brut et 9 270 000 mètres cubes de granit taillé, et à

la Suède 4 210 000 mètres cubes de granit brut et 5 300 000 mètres cubes de granit taillé. La Suède avait à elle seule un contrat d'une valeur de 2 millions de marks par an pendant dix ans.

8. Cette déclaration de Hitler est tirée de la Chronique du 29 novembre 1941. Les instructions données à l'amiral Lorey sont textuellement citées d'après la Chronique.

9. Ces détails sont tirés de la Chronique du 1^{er} mai et du 21 juin 1941 et du procès-verbal de la conférence du Führer du 13 mai 1942, point 7.

On a récemment retrouvé une correspondance entre la marine et moi-même d'où il ressort qu'on devait construire à Trondheim, sur 700 hectares, 55 000 unités d'habitation pour la marine et ses services.

10. Chronique du 24 novembre 1941 et du 27 janvier 1942.

11. Chronique de l'automne 1941 et du 1^{er} janvier 1942.

12. Cet ordre de Hitler était encore valable en décembre 1941, bien que la situation eût manifestement changé. Hitler hésitait à annuler de tels ordres, d'abord parce qu'il hésitait toujours, mais aussi pour des raisons de prestige. Un nouvel arrêté donnant la priorité à l'armement terrestre sur l'armement aérien conformément à la situation militaire ne fut pris que le 11 janvier 1942.

13. Chronique du 11 novembre 1941.

14. Chronique du 5 mai 1941.

14. NOUVELLES FONCTIONS

1. D'après la Chronique, tous les jours, depuis le 28 janvier 1942, des trains partaient de Berlin pour l'Ukraine, transportant des ouvriers et des machines. Quelques centaines d'ouvriers étaient déjà arrivés à Dniepropetrovsk pour procéder à des travaux préparatoires.

2. Todt voulait se rendre à Munich. Une escale à Berlin était probablement prévue.

3. Lettre du D^r Todt du 24 janvier 1941.

4. La Chronique du 10 mai 1944 cite ce passage d'un de mes discours : « En 1940, au moment où le D^r Todt, déjà responsable de la construction fut nommé ministre de l'Armement et des Munitions, le Führer me convoqua pour une audience officielle. Il me déclara que la charge confiée à Todt, consistant à s'occuper de l'armement de l'armée de terre, était si lourde, qu'il ne lui serait pas possible de diriger par surcroît la construction. J'ai alors demandé au Führer de renoncer à me confier la construction, comme il avait l'intention de le faire. Car je savais fort bien quel prix le D^r Todt attachait à sa mission première et quelle déception il lui aurait fallu surmonter pour accepter d'y renoncer. Cette solution l'aurait vivement contrarié. Le Führer a alors abandonné son projet. »

5. Le décollage s'effectua normalement mais, peu de

temps après, l'avion étant encore visible de l'aérodrome, le pilote fit rapidement demi-tour, étant manifestement en difficulté. Tout en perdant de l'altitude, l'avion se dirigea vers le terrain, sans doute pour atterrir, mais le pilote n'eut pas le temps de placer son appareil sous le vent. L'accident se produisit à faible altitude, à peu de distance du terrain. L'appareil était un Heinkel 111, aménagé pour le transport de passagers, qui avait été mis à la disposition du D^r Todt par son ami le Feldmarschall Sperrle, l'avion personnel de Todt étant en réparation. Hitler pensait que cet avion Heinkel était pourvu, comme tous les avions-courriers qui étaient utilisés à proximité du front, d'un dispositif pour le faire sauter. La manœuvre à exécuter pour le déclencher consistait à tirer sur une manette placée entre le siège du pilote et celui du navigateur : l'avion explosait quelques instants après. Le rapport du conseil de guerre du 8 mars 1943 (K 1 T.L. 11/42), que présidait le général commandant militaire de la 1^{re} région aérienne de Königsberg, disait ceci : « A une distance d'environ 700 mètres de l'aérodrome et de la limite du terrain, le pilote sembla couper les gaz, puis accélérer de nouveau deux ou trois secondes plus tard. A cet instant, à l'avant de l'appareil, jaillit une flamme qui monta à la verticale, vraisemblablement à la suite d'une explosion. Aussitôt l'avion, qui volait à une altitude de vingt mètres environ, descendit progressivement sur l'aile droite et percuta le sol presque à la verticale, dans la direction opposée à celle du vol. L'appareil prit feu immédiatement, plusieurs détonations retentirent et l'appareil fut complètement

détruit. »

6. A ce propos Hitler rassura Rosenberg le 8 mai 1942, trois mois après ma nomination : « Le Führer a déclaré ensuite à plusieurs reprises que, le jour même où la paix serait conclue, le ministère Speer serait supprimé et que les charges qui lui incombait à l'heure actuelle seraient redistribuées. » (Déposition écrite de Rosenberg, Documents de Nuremberg, 1520. PS)

J'écrivis dans le même sens à Hitler le 25 janvier 1944 de mon lit de malade à Hohenlychen : « Je n'ai certainement pas besoin de vous assurer, mon Führer, que je n'ai jamais eu l'intention de chercher à faire une carrière politique, que ce soit pendant ou après la guerre. Je ne vois dans mes fonctions actuelles qu'un service de défense et je me réjouis en pensant au jour où je pourrai de nouveau me consacrer aux activités artistiques qui m'importent bien plus que tous les portefeuilles ministériels et toutes les charges politiques. »

7. C'est seulement durant l'été 1943, quand nous emménageâmes dans les baraquements construits près de la place qu'on appelait « am Knie » (aujourd'hui place Ernst-Reuter), que je pus, sans faire d'éclat, remplacer ce mobilier assez laid par les meubles de mon ancien bureau que j'avais dessinés moi-même. A cette occasion, je réussis également à me débarrasser d'un tableau qui était resté accroché derrière ma table de travail. Hitler, qui en fait était incapable de monter à cheval, y était représenté comme un chevalier du Moyen Age, en selle, la lance au

poing, les traits austères. – Les techniciens, même sensibles, ne font pas toujours preuve de bon goût dans le choix de leur mobilier personnel.

8. Voir également la Chronique du 12 février : « Les tentatives d'ingérence dans les attributions du ministre, menées les premiers temps après son entrée en fonctions par diverses personnes, comme Funk, Ley, Milch, ont été immédiatement démasquées et déjouées. » Ley est cité ici, parce que, peu de temps après ma nomination, il écrit dans *Attaque*, l'organe berlinois du parti, un article insidieux, qui lui valut un blâme de Hitler (cf. Journal du D^r Goebbels, aux dates du 13 et du 25 février 1942).

15. IMPROVISATION ORGANISÉE

1. Discours du 18 avril 1942 aux conseillers économiques des Gaue.

2. Confirmé indirectement par Göring dans une lettre qu'il m'adressa le 5 novembre 1942 : « J'ai été ensuite très heureux de vous déléguer ces pouvoirs, afin que nous ne travaillions pas en opposition l'un avec l'autre. Dans le cas contraire, je me serais vu dans l'obligation de demander au Führer de me relever de mes fonctions de "Délégué au Plan de quatre ans". »

3. Citation tirée du décret instituant le « commissaire général à l'armement ».

4. Chronique du 2 mars 1942.

5. Cf. Walter Rathenau, *Die neue Wirtschaft* (« La Nouvelle Économie »), 1917 (*Œuvres complètes*, vol. V).

6. L'organisation du ministère de l'Armement a fait l'objet de nombreuses études, comme par exemple celle de Gregor Janssen, *Das Ministerium Speer*, ou le livre de Rolf Wagenführ déjà cité sur l'Industrie allemande pendant la guerre de 1939-1945, dans lequel l'organisation de l'armement et les chiffres de la production sont étudiés de façon plus complète que je ne pourrais le faire moi-même en m'attachant à ce problème particulier.

Aux termes du décret du 29 octobre 1943, relatif à la répartition des attributions, les comités et les anneaux principaux étaient responsables des questions suivantes : standardisation, unification des normes des pièces détachées non manufacturées destinées à différentes fabrications, procédés de fabrications, économie de matières premières (calcul du poids des matériaux bruts), emploi de matières premières différentes et économie de métaux manquants, fabrications interdites, étude comparée des rendements, échanges d'expériences, recherche de nouvelles méthodes de travail, limitation des programmes types et programmation des entreprises, concentration de la production, réduction et extension des capacités de production, affectation de personnel aux entreprises, transfert de productions, contrôle de la fabrication ; demandes, répartition équilibrée et utilisation des machines, économie de courant et de gaz, etc.

Les présidents des commissions d'études avaient à

décider si la durée et le risque technique de la mise au point étaient raisonnablement proportionnés à l'intérêt que présentaient les projets sur le plan militaire, et si, dans le cas où on passerait à la réalisation, il y aurait suffisamment de possibilités de fabrication.

Les directeurs des comités principaux, des anneaux principaux et des commissions d'études étaient placés directement sous mes ordres.

7. D'après une lettre de Bohr, mon directeur général du personnel, datée du 7 juin 1944.

8. Tous les directeurs généraux avaient pouvoir de signer avec la mention « pour le ministre » au lieu de l'habituel « par ordre ». En vertu des règles en usage dans la fonction publique, cette mention constituait une procuration leur permettant expressément d'agir de leur propre autorité, telle que seuls les secrétaires d'État en possédaient. Le ministre de l'Intérieur du Reich, chargé de veiller à l'application des règles en usage dans l'administration, protesta en vain.

Le directeur général de l'administration centrale était Willy Liebel, que je fis venir de Nuremberg où il avait été bourgmestre. Le directeur général du service technique, Karl Saur, était issu des cadres moyens du parti, après avoir autrefois exercé une activité subalterne dans une entreprise industrielle. Le directeur général du service des livraisons était le Dr Walter Schieber, chimiste de profession : il représentait dans la SS et le parti le type du

vieux militant efficace sur le plan professionnel. Mon représentant pour l'organisation Todt, Xaver Dorsch, était notre plus ancien membre du parti. Et Seebauer, le directeur général chargé de la production des biens de consommation, était lui aussi entré au parti bien avant 1933.

9. Chronique de 1942.

10. Cf. *Indexziffern der deutschen Rüstungsendfertigung* de janvier 1945. Ces indices ont été calculés d'après les prix des différents matériels d'armement ; il n'a pas été tenu compte des hausses de prix afin de ne pas fausser la signification des indices et de ne pas la surévaluer. La valeur de la production de munitions par rapport au coût global de l'armement des trois armes se montait à 29 % ; la production de munitions ayant doublé, l'incidence sur l'indice d'ensemble de l'armement a été forte. Le résumé qui suit montre l'efficacité de notre action dans les trois catégories d'armements les plus importantes :

1° La production des chars a été quintuplée de 1940 à 1944, et leur poids en état de marche multiplié par 7,7, car ils devinrent de plus en plus lourds. Pour obtenir ces résultats, il a fallu augmenter les effectifs de la main-d'œuvre de 270 % et la quantité d'acier utilisé de 212 %. Le comité principal responsable des chars avait donc, par rapport aux procédés de fabrication de 1941, réalisé une économie de main-d'œuvre de 79 % et une économie d'acier de 93 %.

2° L'indice de la production totale de munitions pour l'armée, la marine et la Luftwaffe était de 102 pour l'année 1941. En 1944, cet indice était porté à 306, la production de munitions avait donc triplé. Ce résultat fut obtenu grâce à un accroissement de la main-d'œuvre de 67 % et une augmentation de l'acier utilisé de 182 %. Bien que la fabrication des munitions ait déjà été mécanisée avant le début de notre action, nous réalisons, ici aussi, une économie de main-d'œuvre de 59 %, mais l'économie d'acier ne put être supérieure à 9,4 %.

3° L'indice concernant les pièces d'artillerie fut multiplié par 3,3 entre 1941 et 1944. A cette progression correspondit un accroissement de la main-d'œuvre de 30 % et une augmentation de la consommation d'acier et de cuivre respectivement de 50 % et de 38 %. (Dans ces trois exemples, les chiffres concernant la main-d'œuvre, l'acier et le cuivre sont tirés du discours que j'ai prononcé à la Wartburg le 16 juillet 1944.)

L'agriculture et la sylviculture furent organisées selon les mêmes principes de l'autonomie administrative et avec la même efficacité.

11. Discours du 18 avril 1942. Le principe de la confiance, « que tout bureaucrate de l'administration peut bien considérer comme totalement inapplicable, continuai-je dans ce discours, peut nous permettre d'abattre un système qui, si nous devons continuer à le supporter, peut entraver de plus en plus gravement l'ensemble de notre

économie de guerre ». Il est certain que j'exagérais deux ans plus tard, le 24 août 1944, en affirmant devant des collaborateurs de notre organisation : « La confiance que nous accordons aux chefs d'entreprises et aux techniciens est quelque chose d'unique au monde. »

Quinze jours plus tôt, le 10 août 1944, j'avais déclaré devant le même auditoire : « Notre système administratif est constitué de telle façon que chacun d'entre nous, jusqu'au moindre ouvrier, est l'objet d'une méfiance radicale ; chacun de nous a été traité comme s'il essayait à chaque instant de tromper l'État. Pour prévenir la fraude, on a établi des contrôles doubles ou triples, afin qu'un chef d'entreprise, par exemple, qui a échappé à un premier contrôle – par exemple le contrôle de ses prix –, soit attrapé lors des prélèvements sur les bénéfices ; ensuite arrivent les impôts, de sorte qu'en fin de compte il ne reste plus rien de toute façon. Il s'agit de modifier cette attitude de principe envers le peuple allemand, à l'avenir cette méfiance doit faire place à la confiance. Le seul fait de remplacer la méfiance par la confiance peut permettre de récupérer dans l'administration peut-être 600 000 à 800 000 personnes » – je voulais évidemment employer ces personnes dans les entreprises d'armement.

12. Voir ma lettre à Hitler du 20 septembre 1944, citée au chapitre XXVII.

13. Cf. mon discours du 1^{er} août 1944 à mes collaborateurs de l'armement.

14. Cité dans la Chronique, à la date du 19 février 1943.

15. Voir ma lettre à Hitler du 20 septembre 1944.

16. Ordonnance du Führer relative à la « protection de l'armement » du 21 mars 1942.

17. Le 26 mai 1944, après une discussion avec le Gruppenführer SS Kammler, qui avait fait arrêter un directeur de B.M.W. pour cause de sabotage, je réunis aussitôt mes directeurs généraux pour leur donner des « directives sur la procédure à suivre en cas de délit commis dans le domaine de l'armement ». Le ministre désire qu'une « commission composée d'industriels émette un avis sur ces délits, avant que la SS ou la justice ne s'en occupent. Le ministre n'admet pas les arrestations et les condamnations tant qu'il n'a pas été entendu » (Chronique).

18. Voir pour le contenu de ce chapitre mon discours prononcé à Essen devant des industriels, le 6 juin 1944.

19. Neuf mois plus tôt j'avais vainement tenté d'endiguer l'avalanche de lettres que je recevais. Pour le courrier sans importance j'avais introduit l'usage d'un tampon avec le fac-similé de ma signature et cette formule : « Retour à l'expéditeur ! sans importance pour la guerre ! » (Chronique du 11 février 1943).

20. Les chiffres concernant les pièces d'artillerie pour 1941 tiennent compte des canons antichars et des canons de D.C.A. Dans le cas des mitrailleuses et des avions, en 1941 la production était de moitié inférieure à celle de

1918 ; la production de poudre et d'explosifs deux fois et demie supérieure à celle de 1918 du fait de l'élévation des besoins en bombes, en mines terrestres et marines. Ces chiffres sont, dans le cas des armes et des avions, comparables jusqu'à un certain point seulement, car évidemment les perfectionnements techniques étaient considérables depuis 1918. (Les chiffres relatifs à la production de 1918 sont tirés du livre de Rolf Wagenführ.)

La production de munitions resta longtemps inférieure à celle de la Première Guerre mondiale. Dans un discours prononcé le 11 août 1944, je fis cette comparaison : « Pendant la Première Guerre mondiale, dans bien des domaines des résultats supérieurs ont été atteints. En particulier la production de munitions a dépassé notre production de munitions d'avant 1943 ; c'est seulement durant les derniers mois que nous avons dépassé la production maximale de munitions de l'Allemagne, du Protectorat et de l'Autriche réunis, durant la Première Guerre mondiale. »

21. Dans un discours prononcé le 28 avril 1942, je relatai dans tous ses détails une anecdote rocambolesque qui, comme on va le voir, illustre bien les difficultés que notre bureaucratie tentaculaire et autocratique causa à tout le monde dans notre économie de guerre : « Une usine d'armement d'Oldenburg a commandé le 11 février 1942 un kilo d'alcool à brûler à un fournisseur de Leipzig ; celui-ci a réclamé pour cela un bon d'achat délivré par le Bureau des monopoles du Reich. La firme d'Oldenburg s'est donc

adressée à ce bureau, mais on l'a renvoyée au groupement économique compétent afin qu'elle se fasse délivrer un certificat de priorité. Le groupement économique a alors renvoyé l'affaire au groupement du district à Hanovre. Ce dernier a demandé et obtenu une déclaration formelle certifiant que l'alcool serait employé à des fins techniques. Le 19 mars, donc après plus de cinq semaines, le bureau de Hanovre a fait savoir qu'il avait déjà renvoyé le permis au groupement économique à Berlin. Le 26 mars, la firme, après avoir fait une réclamation, a été avertie par le groupement économique de Berlin que sa demande avait été accordée et transmise au bureau des monopoles du Reich ; il lui a été signalé en même temps qu'il était inutile d'écrire au groupement économique car il ne s'occupait absolument pas des contingents d'alcool. A l'avenir il fallait donc s'adresser au Bureau des monopoles du Reich – auquel bien entendu la firme avait d'abord écrit en vain. Une nouvelle demande au bureau des monopoles du Reich a été envoyée le 30 mars ; douze jours plus tard la réponse est arrivée, disant qu'il fallait d'abord déclarer au Bureau des monopoles la consommation mensuelle d'alcool à brûler, mais qu'on pouvait quand même délivrer le kilo d'alcool à la firme d'Oldenburg.

« Huit semaines après sa première démarche, l'acheteur, tout content, a donc envoyé un commissionnaire chez le fournisseur, mais celui-ci a déclaré qu'il fallait d'abord se procurer un certificat de la corporation du

Ravitaillement du Reich, un organisme dépendant de l'Agriculture ; mais le bureau local de cet organisme a fait savoir qu'il ne pouvait délivrer que de l'alcool à consommer et non de l'alcool servant à des fins techniques ou industrielles ! On était alors le 18 avril et le kilo d'alcool commandé le 11 février n'était toujours pas livré à la firme, bien qu'elle en eût un besoin urgent pour une utilisation spéciale. »

16. CARENCES

1. Presque trois ans plus tard, dans mon bilan terminal du 27 janvier 1945, je faisais cette constatation : « Si en 1940 et en 1941 nous avons concentré toutes nos forces et tout mis en œuvre pour surmonter les obstacles, notre production d'armements aurait atteint dès cette époque les résultats de 1944. »

2. *Times* du 7 septembre 1942 : « The Speer Plan in action. » Le *Times* n'était pas le seul journal à être bien informé de ce qui se passait dans mon ministère. Un autre journal anglais publia à l'époque des articles sur certains événements de mon ministère, dont la lecture était instructive, même pour moi.

3. Discours du 18 avril 1942.

4. Procès-verbal des conférences du Führer des 5 et 6 mars 1942, point 17, 3 : « Le Führer a ordonné la cessation des travaux sur l'Obersalzberg. Rédiger une note

dans ce sens à l'intention du Reichsleiter Bormann. » Pourtant, le 8 septembre 1944, deux ans et demi plus tard, les travaux continuaient. A ce sujet, Bormann écrivait à sa femme : « Le sieur Speer, qui, comme je n'ai cessé de m'en apercevoir, ne me porte pas dans son cœur, a tout simplement demandé à MM. Hagen et Schenk de lui faire un rapport sur les travaux de l'Obersalzberg. C'est un procédé incroyable ! Au lieu de suivre la procédure prévue et de s'adresser à moi, le grand maître ès Constructions ordonne tout bonnement à mes hommes de lui rendre des comptes ! Et comme nous dépendons de lui pour le matériel et la main-d'œuvre, je suis obligé de prendre cela avec le sourire » (*Bormann letters*, p. 103).

5. Une lettre de mon « délégué général pour les reconversions d'entreprises » adressée à Martin Bormann et datée du 20 mars 1944 précisait : « Conformément à votre demande du 1^{er} mars 1944, j'ai pris les mesures nécessaires pour que les fabriques de tapisseries de valeur et autres productions artistiques ne soient pas fermées. » Le 31 juin 1944 Bormann m'écrivait : « Cher Monsieur Speer ! Le groupe national « Artisanat » a notifié à la firme Pfefferle, que vous connaissez bien, l'interdiction de fabriquer des baguettes d'encadrement, des cadres et autres fournitures de ce genre ; le bon de commande établi par la Maison de l'Art allemand n'a pas été accepté. Comme je vous l'ai déjà fait savoir, le Führer souhaite qu'on cesse de créer des difficultés à la firme Pfefferle, qui travaille d'après ses propres instructions. Je vous serais

reconnaissant de bien vouloir donner des instructions dans ce sens par l'intermédiaire du service de la production. Heil Hitler 1 Votre Bormann. »

6. Pour alimenter sa propagande, Goebbels tenta, mais sans y parvenir, de modifier le style de vie des dignitaires du parti (Journal de Goebbels, 22 février 1942) : « Bormann promulgue un décret à l'intention du parti, demandant que les notables fassent preuve d'une plus grande simplicité ; ce décret concerne aussi et surtout les banquets et rappelle au parti qu'il faut montrer au peuple le bon exemple. Ce décret est le bienvenu. J'espère qu'on en tiendra compte, bien que je sois devenu quelque peu sceptique à ce sujet. » Ce décret de Bormann resta lettre morte. Plus d'un an après, le 22 mai 1943, Goebbels écrivait de nouveau dans son journal : « Du fait de la tension qui règne dans le pays, le peuple a évidemment les yeux fixés sur ceux qu'on appelle les dignitaires et leur style de vie. Malheureusement les dignitaires ne s'en préoccupent pas tous ; certains mènent une vie dont on ne peut vraiment pas dire qu'elle corresponde à la situation actuelle. »

7. Le procès-verbal de la conférence du Führer du 20 juin 1944 (point 18) mentionne que j'ai « signalé au Führer qu'en ce moment environ 28 000 ouvriers sont employés aux travaux d'aménagement des quartiers généraux du Führer ». Aux termes de ma lettre du 22 septembre 1944, adressée à la maison militaire de Hitler, les dépenses occasionnées par la construction des

bunkers de Rastenburg s'élevèrent à 36 millions de RM (Reichsmarks), les bunkers de Pullach, près de Munich, qui assuraient la sécurité de Hitler quand il séjournait à Munich, coûtèrent 13 millions de RM, Jet l'ensemble d'abris fortifiés appelé « Géant » à Bad Charlottenburg coûta 150 millions de RM. D'après ma lettre, cette dernière réalisation nécessita l'emploi de 257 000 mètres cubes de béton armé (y compris quelques ouvrages de maçonnerie), il fallut construire 213 000 mètres cubes de galeries souterraines, 58 kilomètres de routes, 6 ponts et poser 100 kilomètres de canalisations. « Géant » consumma, à lui seul, plus de béton que les abris souterrains construits en 1944 pour l'ensemble de la population.

Ces travaux furent réalisés au moment même où, le 19 avril 1944, j'écrivais à Hitler : « Nous avons les plus grandes difficultés à satisfaire à la fois les exigences les plus élémentaires concernant le logement de la population allemande active et des travailleurs étrangers, et la reconstruction de nos usines d'armement. »

8. L'architecte en chef Wallraff, qui était mon représentant pour la Franconie, fit sur mon ordre des difficultés à Göring car les travaux qu'il faisait exécuter à Veldenstein n'étaient pas autorisés. Göring le fit alors interner dans un camp de concentration ; nous référant au décret du Führer du 21 mars 1942, nous pûmes obtenir sa libération.

9. Les travaux projetés nécessitaient de précieuses quantités d'acier et un personnel qualifié sélectionné.

J'opposai à l'avis de Hitler l'argumentation selon laquelle « il vaut mieux achever une seule usine d'hydrocarbures en quelques mois qu'en achever plusieurs avec trois fois moins d'ouvriers et en trois fois plus de temps. Car l'usine qui aura été achevée en peu de temps grâce à la concentration de la main-d'œuvre produira du carburant pendant plusieurs mois, alors qu'autrement, si nous continuons à procéder comme avant, il faudra attendre beaucoup plus longtemps avant de disposer des premiers suppléments de carburant » (discours du 18 avril 1942).

10. A une réunion de l'Office central de planification.

11. A cette époque mes collaborateurs me présentèrent des rapports sur l'activité du ministre du Travail anglais, le socialiste Ernest Bevin, qui avait réparti tous les travailleurs anglais en bataillons qu'il affectait là où on avait besoin d'eux. Plus tard, durant ma captivité, mes lectures m'en apprirent davantage sur cette extraordinaire organisation : « Le rendement de l'industrie anglaise pendant la guerre était plus intensif que dans n'importe quel autre pays belligérant. L'ensemble de la population civile anglaise, y compris les femmes, formait véritablement une immense armée de travailleurs itinérants qui, comme n'importe quelle armée en campagne, était sans hésitation envoyée aux quatre coins du pays et engagée là où c'était nécessaire. Cette mobilisation radicale de la main-d'œuvre anglaise était l'œuvre de Bevin » (extrait d'un article du *Mercator* sur Bevin [1946]).

Une note de Goebbels du 28 mars 1942 montre que

nous pensions nous aussi au début mobiliser de la main-d'œuvre dans la population allemande : « Sauckel a été nommé commissaire du Reich à la main-d'œuvre... Il ne devrait pas être difficile de mobiliser dans la population allemande encore au moins un million de travailleurs, il suffit de s'attaquer à la tâche avec énergie et de ne pas reculer devant les difficultés qui ne cessent de se présenter. »

12. En ce qui concerne la funeste politique menée par Sauckel pour le recrutement de la main-d'œuvre, je reconnais que j'en partage la responsabilité. En dépit de toutes nos divergences d'opinions, j'ai toujours été d'accord avec les déportations massives de travailleurs étrangers en direction de l'Allemagne organisées par lui. Le livre d'Edward L. Homse, *Foreign Labor in Nazi Germany* (Princeton, 1967), donne des renseignements très complets sur la petite guerre qui m'opposa à Sauckel, je peux donc m'en tenir aux points essentiels. Je souscris à l'opinion de l'auteur qui affirme que ces querelles et ces rancœurs intestines étaient des phénomènes typiques. – Le livre récent du D^r Allan S. Milward, *The new Order and the French Economy* (Londres, 1969), donne également une image exacte de ces événements.

13. 9 novembre 1941, cf. vol. XXIII, p. 553, de la version anglaise des débats du procès au T.M.I. (Tribunal militaire international de Nuremberg).

14. Deux ans plus tard, le 28 janvier 1944, je pouvais faire observer à Sauckel : « D'après un entrefilet de

presse, je constate que l'emploi de la main-d'œuvre féminine en Angleterre est déjà beaucoup plus développé que chez nous. Sur une population totale de 33 millions d'individus âgés de 14 à 65 ans, 22 300 000 sont employés dans le service armé ou dans l'économie. Sur 17 200 000 femmes, 7 100 000 sont employées à plein temps dans l'économie et 3 300 000 à mi-temps. Par conséquent, sur un total de 17 200 000 femmes, 10 400 000 travaillent, c'est-à-dire 61 %. En comparaison, sur environ 31 millions de femmes allemandes âgées de 14 à 65 ans, 14 300 000 sont employées à mi-temps ou à plein temps. Cela fait 45 %. En Allemagne, le pourcentage des femmes qui travaillent est donc très inférieur à ce qu'il est en Angleterre. » Nous avons donc une réserve de main-d'œuvre constituée par 16 % des femmes allemandes – autrement dit 4 900 000 – qui n'étaient pas encore employées (Documents de Nuremberg 006 Sp).

A cette époque je ne savais pas encore que, dès avant le début de la guerre, en juin 1939, Syrup, le secrétaire d'État responsable au ministère du Travail du Reich, avait soumis au Conseil de défense du Reich un plan prévoyant la mobilisation dans l'économie de guerre de 5 500 000 femmes allemandes sans emploi ; en plus des 13 800 000 femmes alors employées, elles devaient être recrutées et classées au fichier populaire.

En outre, Syrus considérait qu'on pouvait reconverter 2 millions de femmes travaillant pour des industries pacifiques et les affecter à l'industrie métallurgique, à

l'industrie chimique et à l'agriculture. (Procès-verbal de la séance du Conseil de défense du Reich du 23 juin 1939 ; document de Nuremberg 3787 PS.)

Cette mobilisation projetée en 1939 aurait suffi à remédier à notre pénurie de main-d'œuvre jusqu'en 1943 au moins.

15. Proclamation de Sauckel du 20 avril 1942 (document de Nuremberg 016 PS).

16. D'après Webster et Frankland (*The Strategic Air Offensive against Germany*, Londres, 1961, vol. IV, p. 473), il y avait en Angleterre 1 200 000 employés de maison (*domestic service*) en juin 1939 ; en juin 1943, leur nombre n'était plus que de 400 000. En Allemagne leur nombre était de 1 582 000 au 31 mai 1939, et s'élevait encore à 1 442 000 le 31 mai 1943.

17. Ces chiffres sont tirés de mon discours du 18 avril 1942 aux conseillers économiques des Gaue. Sur une production annuelle de 31 200 000 tonnes en 1942, cela représentait une perte de 2 800 000 tonnes pour l'armement.

18. Körner était le secrétaire d'État et l'ami intime de Göring.

19. Au ministère de l'Économie, c'est le général Hannecken qui assumait jusqu'alors cette responsabilité ; sa position vis-à-vis de Hitler et de Göring était trop faible.

20. Au procès de Nuremberg l'accusation retint ce droit

de décision comme un argument à charge contre Göring. Pendant mon interrogatoire, je pus déclarer la conscience tranquille : « J'aurais pu me passer de Göring. Car, en fait, c'est nous qui devons faire le travail. » Cet argument parut vraisemblable à l'accusation.

21. Au cours de la première réunion de l'Office central de planification, le 27 avril 1942, il fut décidé, la production mensuelle d'acier brut étant de 2 millions de tonnes, d'attribuer 980 000 tonnes à l'armement de l'armée de terre, de la Luftwaffe et de la marine, – ainsi le quota réservé à l'armement, qui était précédemment de 37,5 %, était porté à 49 %, dépassant ainsi le pourcentage de la Première Guerre mondiale qui était de 46,5 % (procès-verbal de la séance du 27 avril 1942).

En mai 1943 nous avons porté la part attribuée directement à l'armement à 52 % (procès-verbal de la réunion de l'Office central de planification du 4 mai 1943).

De cette façon, en 1943 le contingent d'acier brut réservé à l'armement fut supérieur de 5 900 000 tonnes à ce qu'il avait été avant mon entrée en fonctions, compte tenu du fait que la production d'acier avait augmenté entre-temps.

22. Dans *L'industrie allemande pendant la guerre de 1939-1945*, Wagenführ compare les restrictions imposées à l'industrie des biens de consommation en Angleterre et en Allemagne : si l'on se base sur un pourcentage de 100 % en 1938, on constate qu'il était, en 1940, toujours

de 100 % en Allemagne, mais de 87 % en Angleterre, en 1941 de 97 % en Allemagne et de 81 % en Angleterre, en 1942 de 88 % en Allemagne et de 79 % en Angleterre. Il faut tenir compte ici de ce qu'il y avait encore du chômage avant la guerre en Angleterre, donc que le niveau de vie était probablement plus bas qu'en Allemagne.

23. Procès-verbal des conférences du Führer des 28 et 29 juin 1942 (point 11).

24. Procès-verbaux des conférences du Führer des 5 et 6 mars 1942 (point 12), du 19 mars 1942 (point 36), du 13 mai 1942 (point 20) et du 18 mai 1942 (point 9). La Chronique du 21 mai 1942 mentionne la déclaration de faillite de Dormmüller et son offre de me donner tous les pouvoirs sur les transports.

25. Les déclarations de Hitler sont tirées d'un compte rendu de plusieurs pages contenu dans le procès-verbal de la conférence du Führer du 24 mai 1942.

26. En 1942 notre production de locomotives atteignit le nombre de 2 637, alors qu'en 1941 ce nombre n'avait été que de 1918, en raison du nombre excessif des modèles utilisés jusqu'alors ; en 1943 nous fabriquons un modèle unique de locomotive, et la production atteignit 5 243 unités, c'est-à-dire que la production de 1941 fut multipliée par 2,7 et celle de 1942 doublée.

27. Procès-verbal de la conférence du Führer du 30 mai 1942.

28. Chronique du 6 mai 1942.

29. Chronique de 1942 : « Le ministre est rentré à Berlin le 4 juin par avion... Le soir s'est tenue, à la Maison Harnack, une conférence sur la désintégration de l'atome et la mise au point de la pile atomique et du cyclotron. »

30. Le 19 décembre 1944 j'écrivais encore au professeur Gerlach, à qui avait été confiée la direction du projet : « Vous pouvez compter à tout moment sur mon appui pour venir à bout des difficultés qui pourraient retarder les travaux. Malgré les efforts extraordinaires auxquels sont soumises toutes les forces vives du pays en faveur de l'armement, il est encore possible de vous fournir les moyens dont vous avez besoin et qui sont relativement modestes en regard de vos travaux. »

31. Le procès-verbal de ma conférence du 23 juin avec Hitler mentionne simplement (point 15) : « Mis le Führer brièvement au courant de la conférence sur la désintégration de l'atome et de l'aide que nous avons décidé de fournir à la recherche nucléaire. »

32. Chronique du 31 août 1943 et de mars 1944. En 1940, 1 200 tonnes de minerai d'uranium avaient été saisies en Belgique. L'extraction de nos propres minerais à Joachimstal ne fut pas accélérée.

33. De 1937 à 1940 l'armée dépensa 550 millions de Reichsmarks pour la réalisation des grandes fusées. Mais là encore il ne fallait pas compter sur un succès, car le principe de Hitler consistant à diviser pour régner faisait que même dans la recherche scientifique les groupes les

plus divers travaillaient chacun de leur côté et même souvent en opposition les uns avec les autres. D'après la Chronique du 17 août 1944, non seulement les trois armes de la Wehrmacht, mais également d'autres organismes tels que la SS, les Postes, etc., possédaient leur propre service de recherches. Aux États-Unis, par contre, tous les spécialistes de physique atomique, par exemple, étaient regroupés en une organisation unique.

34. Dans son livre intitulé *Personnalités du temps présent* (Persönlichkeiten der Gegenwart) (1940), L. W. Helwig affirme que Lenard combattait les « théories de la relativité étrangères au génie allemand ». Selon Helwig, l'ouvrage de Lenard en quatre volumes, *La Physique allemande* (die deutsche Physik), « débarrasse la physique de tous les sous-produits que la science raciale, dont les résultats sont maintenant bien connus, a identifiés comme étant des productions de l'esprit juif, dont le peuple allemand doit être préservé car il lui est spécifiquement étranger ».

17. HITLER, COMMANDANT EN CHEF

1. Les 94 procès-verbaux de ces conférences avec le Führer ont été intégralement conservés ; leurs 2 222 points donnent une idée de la variété des questions qui étaient traitées au cours de ces discussions. Après les séances je dictais les points généraux, Saur et mes autres collaborateurs dictaient ceux qui étaient de leur ressort ;

pourtant leur contenu ne donne pas une idée exacte du déroulement de ces conférences, car nous préférons, pour faire autorité, introduire les dispositions prises par la formule : « Le Führer a décidé que », ou bien « Le Führer est d'avis que », même lorsque nous avons eu beaucoup de peine à imposer ces dispositions contre son avis, ou même lorsque nous avons simplement présenté une mesure à prendre sans rencontrer d'opposition de la part de Hitler ; en ce sens ma tactique était analogue à celle de Bormann. Ces procès-verbaux permettent de constater qu'en 1942 j'ai participé avec Hitler à 25 conférences sur des questions d'armement, en 1943 à 24. En 1944 je ne fus convoqué que 13 fois, ce qui montre à quel point mon influence avait décliné entre-temps. En 1945 je n'eus que deux occasions de discuter avec Hitler de problèmes d'armement car, à partir de février 1945, je laissai la place à Saur. Voir aussi W. A. Boelcke (édit.) : *Deutschlands Rüstung im Zweiten Weltkrieg. Hitlers Konferenzen mit Albert Speer, 1942-1945 (L'Armement en Allemagne pendant la Deuxième Guerre mondiale. Les conférences de Hitler avec Albert Speer, 1942-1945)* Francfort-sur-le-Main, 1969.

2. Sur le modèle du char tchèque 38 T. En 1944, j'essayai une nouvelle fois de rallier Hitler à l'idée des chars légers : « Sur le front du Sud-Ouest (en Italie) les avis sur le Sherman et ses qualités de véhicule tout terrain sont très favorables. Le Sherman gravit des pentes que nos spécialistes des blindés considéraient comme

impraticables. Il a en particulier l'avantage de posséder un moteur puissant relativement à son poids. Même sur terrain plat (dans la plaine du Pô) son adaptation à tous les terrains en fait un engin nettement supérieur à nos chars, si l'on en croit les renseignements fournis par la 26^e division blindée qui combat là-bas : tous les combattants des blindés souhaitent recevoir des chars plus légers, donc plus maniables, et mieux adaptés aux terrains variés, dont le potentiel de combat nécessaire serait simplement assuré par un canon supérieur. »

3. Cité d'après le discours que Hitler prononça le 26 juin 1944 à l'Obersalzberg, devant les représentants de l'industrie.

4. Cette calamité commença à se manifester dès 1942 : « Communiqué au Führer les chiffres de la production mensuelle de pièces de rechanges pour les chars et signalé que, malgré l'accroissement de la production, les besoins sont si élevés qu'il faut l'augmenter encore et que, pour cela, il est nécessaire de diminuer provisoirement la production de chars neufs » (procès-verbal des conférences du Führer des 6 et 7 mai 1942, point 38).

5. Les *Conversations de Hitler à table* (Tischgespräche) de Picker, donnent un bon aperçu d'ensemble des sujets de conversation traités par Hitler. Toutefois il ne faut pas perdre de vue que, pour composer ce recueil, Picker a choisi, parmi les monologues de Hitler, qui duraient quotidiennement une à deux heures, les passages qui lui ont paru dignes d'intérêt. Des comptes rendus intégraux

décuplèrent l'impression d'ennui mortel qui se dégageait de ces conversations.

6. Une division de montagne tenta de franchir les cols du Caucase et de pousser jusqu'à Tiflis par la vieille route stratégique géorgienne. Hitler considérait cette route comme une voie peu appropriée pour acheminer les renforts, car elle était coupée pendant des mois par la neige et les avalanches. C'est un détachement de cette division de montagne qui était allé occuper le mont Elbrouz.

7. Quelques mois plus tard Bormann et Ribbentrop bénéficièrent de la même autorisation.

8. Pour autant que je me souviens, l'École des cadets fut envoyée au feu devant Astrakhan.

9. Je séjournai moi-même à l'Obersalzberg du 20 au 24 novembre. Hitler partit le 22 novembre pour se rendre à son quartier général de Rastenburg.

10. La nouvelle ligne de défense joignait Orel, Stalingrad, le Terek et Maïkop, de sorte que la longueur du front à défendre était à peu près multipliée par 2,3, comparativement aux positions que nous occupions au printemps et qui allaient d'Orel à la mer Noire.

11. Les expériences faites par la suite pendant les combats de repli de l'hiver démentent la thèse de Hitler, reprise par quelques historiens, selon laquelle le réduit de Stalingrad eut son utilité en retenant les troupes soviétiques huit semaines durant.

12. L'Opéra d'État, situé sur la grande avenue Unter den Linden, avait été détruit par des raids aériens. Il fut reconstruit sur un ordre de Göring daté du 18 avril 1941.

13. Milch dirigea cette opération depuis le quartier général de l'aviation au sud de Stalingrad. Son action permit bien d'augmenter notablement le nombre des vols en direction de Stalingrad et d'évacuer ainsi une partie au moins des blessés. Lorsque sa mission arriva à son terme, Milch fut reçu par Hitler ; cette entrevue se termina par une scène orageuse, parce que Hitler ne voulait pas admettre que la situation militaire était désespérée.

14. Hitler ne pouvait pas empêcher la distribution de ces lettres sans faire courir des bruits extravagants. Mais lorsque les cartes postales envoyées par les prisonniers allemands, avec l'autorisation de l'armée soviétique, arrivèrent en Allemagne, elles furent détruites sur ordre de Hitler, comme me l'apprit Fritzsche à Nuremberg : ces cartes auraient prouvé aux familles que leur parent était en vie ce qui aurait eu pour effet d'atténuer la peur des Russes que la propagande entretenait dans la population allemande.

18. INTRIGUES

1. Quinze jours après avoir signé, le 8 janvier 1943, l'ordre de mobilisation, Hitler, dans une proclamation, réclama la réalisation d'un programme de blindés plus

élevé.

2. Séance de l'Office central de planification du 26 janvier 1943. Le sujet à l'ordre du jour était le projet consistant à « affecter au total un million d'Allemands aux usines d'armement ». Mes exigences ne furent pas acceptées. Selon une étude intitulée *Effects of Strategic Bombing*, faite par l'U.S. Strategic Bombing Survey (organisation américaine chargée d'étudier les résultats des bombardements stratégiques – *N.d.T.*), qui tire ses renseignements de « l'état des effectifs de l'économie de guerre du Bureau des statistiques du Reich », le nombre des personnes employées était en :

	Mai 1943	Mai 1944
Commerce, banques, assurances	3 100 000	2 900 000
Administration	2 800 000	2 800 000
Transports	2 300 000	2 300 000
Artisans	3 400 000	3 300 000
Services sociaux	1 000 000	900 000
Employés de maison	1 400 000	1 400 000
	14 000 000	13 600 000

Cette diminution de 400 000 du nombre des personnes employées doit s'expliquer principalement par le départ des personnes âgées, puisque les jeunes étaient incorporés dans la Wehrmacht. La tentative pour enrôler dans les entreprises d'armement les employés qui ne

travaillaient pas pour l'économie de guerre ne fut donc pas couronnée de succès, même au bout d'un an et demi d'efforts dans ce sens.

Le 12 juillet 1944 je revenais à la charge auprès de Hitler en reprenant mes anciens arguments : « Les bombardements ont apporté la preuve qu'on peut vivre au milieu des ruines sans restaurants, sans cabarets, dans des conditions d'habitat précaires, en un mot sans que soient satisfaits bien des besoins de la vie quotidienne. Ils ont montré que les affaires et les opérations bancaires continuent, même si l'activité des banques s'est ralentie... ou, par exemple, que les voyageurs continuent à payer leur place, même si on ne peut plus délivrer de tickets parce que ceux-ci ont été brûlés, et aussi que les percepteurs continuent à recevoir les versements, même quand les dossiers ont été détruits dans les perceptions. »

3. Au cours d'une réunion qui se tint le 8 janvier 1943 dans la salle du conseil des ministres, le Gauleiter Sauckel défendit devant tous les autres participants le point de vue selon lequel il était inutile de recruter de la main-d'œuvre féminine parce que les effectifs d'alors étaient suffisants (Chronique).

4. Sur la question des produits de beauté, Goebbels lui-même manqua de fermeté : « On discute également (dans l'opinion publique) de toute une série de problèmes particuliers, ainsi la question des soins de beauté pour les femmes... Peut-être faudrait-il nous montrer un peu moins intransigeants en cette matière » (Journal de Goebbels,

12 mars 1943). La recommandation de Hitler est consignée dans le procès-verbal de la conférence du Führer du 25 avril 1943, au point 14.

5. Ce jugement sur Hitler contraste avec l'impression que procure la lecture des lignes que Goebbels a confiées à son Journal à la même époque. Goebbels songeait sans aucun doute à publier des fragments de ce Journal une fois que la guerre aurait été gagnée. Peut-être est-ce là le motif pour lequel il se gardait d'y exprimer toute critique à l'égard de Hitler ; mais peut-être craignait-il également d'être un jour surpris par une perquisition et de voir ses papiers personnels passés au crible.

6. Le différend qui opposa Göring à Goebbels à propos du restaurant Horcher fut d'ailleurs aplani du fait que le restaurant demeura fermé, pour être bientôt transformé en Club de la Luftwaffe.

7. Voir également la relation détaillée, faite par Goebbels dans son Journal, des réunions à l'Obersalzberg, au quartier général et dans la résidence berlinoise de Göring.

8. Plus tard nous avons découvert, par le truchement de notre inspecteur des armements pour la haute Bavière, le général Roesch, que Sauckel faisait inscrire par ses bureaux de placement comme étant placé tout ouvrier qui avait été affecté à une usine, même lorsque cet ouvrier était renvoyé parce qu'il n'était pas qualifié pour la spécialité prévue. Les usines n'inscrivaient que les ouvriers

qui étaient admis par l'entreprise.

9. Dans un dancing la robe d'une femme avait pris feu et Göring avait calmé ses souffrances au moyen d'une injection de morphine. Mais la piqûre n'avait pas été administrée dans les règles et cette femme en conserva la marque, c'est pourquoi elle intenta un procès à Göring.

10. A ce propos, voici ce que Goebbels écrivit dans son Journal inédit le 15 mai 1943 : « Il [Hitler] s'est expliqué toute la journée avec les grands manitous de l'armement sur les mesures qui doivent être prises maintenant. Cet entretien avec le Führer était destiné à réparer quelque peu l'échec relatif de la dernière conférence avec Göring. Ce dernier avait commis des maladresses vis-à-vis des industriels de l'armement et les avait gravement heurtés. Le Führer a maintenant tout arrangé. »

19. DEUXIÈME PERSONNAGE DE L'ÉTAT

1. La directive de Keitel stipulait ceci : « Tous les prisonniers de guerre capturés à l'est à partir du 5 juillet 1943 seront envoyés dans les camps de l'O.K.W. Ensuite ils seront soit immédiatement employés, soit mis à la disposition du G.B.A. et envoyés dans les mines » (G.B.A. sont les initiales de « Generalbevollmächtigter für Arbeitseinsatz », c'est-à-dire : commissaire général à la main-d'œuvre [N.d.T.]). Cité d'après l'interrogatoire contradictoire avec le général soviétique Raginsky (doc. U.S.A. 455).

Les réactions de Hitler étaient imprévisibles. Lors du débarquement de Dieppe, par exemple, le 19 août 1942, des soldats canadiens avaient tué quelques ouvriers de l'organisation Todt qui travaillaient là-bas à construire des bunkers. Les Canadiens les avaient sans doute pris pour des fonctionnaires politiques, car ils portaient des uniformes bruns et un brassard frappé de la croix gammée. Au quartier général du Führer, Jodl me prit à part : « Je crois qu'il vaut mieux ne pas parler de cela au Führer. Sinon il va ordonner des représailles. » Mais j'oubliai d'avertir Dorsch, mon représentant à l'organisation Todt, qui rapporta le fait à Hitler. Nous nous attendions à ce que ce dernier menace d'exercer de terribles représailles, mais il se montra sensible à un argument que développa Jodl : l'incident était imputable à une négligence regrettable commise par l'O.K.W. ; celui-ci avait omis de faire savoir à l'ennemi par l'intermédiaire de la Suisse que l'uniforme de l'organisation Todt était un uniforme de soldat ; Jodl ajouta qu'il allait réparer cet oubli. Je proposai du même coup qu'on supprime le port du brassard à croix gammée, mais Hitler refusa.

2. Les travaux préparatoires avaient duré plusieurs mois, mais il était trop tard pour réaliser des fortifications importantes avant l'arrivée de l'hiver. C'est pourquoi Hitler ordonna, comme l'atteste le procès-verbal de la conférence du Führer du 8 juillet 1943 (point 14), qu'on ne commence les ouvrages en béton qu'au printemps 1944 ; la consommation mensuelle de béton devait être d'environ

200 000 mètres cubes, pendant six à sept mois. Pour le mur de l'Atlantique, la consommation mensuelle de béton était de 600 000 mètres cubes, comme il est dit dans le procès-verbal des conférences du Führer des 13 et 15 mai 1943 (point 14). Hitler était même d'accord pour que « les quantités de béton nécessaires à l'est soient prises sur celles que l'on devait utiliser pour le mur de l'Atlantique ».

3. Au début d'octobre 1943, Hitler n'était toujours « pas d'accord pour qu'on édifie derrière la ligne du Dniepr une ligne de fortifications permanentes », bien que ce fleuve eût déjà été franchi par les troupes soviétiques depuis quelques jours (procès-verbal des conférences du Führer des 30 septembre et 1^{er} octobre 1943, point 27).

4. Jodl a relaté le 16 décembre 1943, dans son Journal inédit, la découverte de cet abus d'initiative : « Dorsch a fait part au Führer, qui ignorait tout, de l'intervention de l'O.T. dans les travaux de la position sur le Bug... Le Führer, très irrité, nous a parlé, au ministre Speer et à moi-même, de la mentalité défaitiste de l'état-major de Manstein, dont l'avait informé le Gauleiter Koch. »

5. Il fallait prévoir, en raison des mouvements de terrain, une armature métallique particulièrement importante, qui aurait absorbé d'énormes et précieuses quantités d'acier. De plus Zeitzler expliqua, au cours des conférences d'état-major, qu'étant donné l'insuffisance du réseau ferroviaire de la Crimée, le transport des matériaux nécessités par un pont de cette importance réduirait l'approvisionnement militaire requis pour la défense de nos positions.

6. Il s'agissait du combat naval du 31 décembre 1942 ; selon Hitler deux de nos cuirassés, le *Lützow* et le *Hipper*, avaient décroché devant des forces anglaises inférieures. A cette occasion Hitler reprocha à la marine de manquer d'ardeur au combat.

7. Nos efforts pour rationaliser la construction des sous-marins furent couronnés de succès : dans les chantiers navals, la construction d'un sous-marin ancien modèle demandait onze mois et demi. Le nouveau sous-marin, constitué d'éléments montés à l'avance, était assemblé dans les chantiers navals : le temps nécessaire pour cela fut ramené à deux mois : le bâtiment, prêt à naviguer, pouvait alors quitter le chantier exposé aux bombardements (précisions fournies par Otto Merker le 1^{er} mars 1969).

8. Malgré la désorganisation de l'armement, dont les conséquences se firent sentir à partir de l'hiver 1944, il fut possible de livrer, de janvier à mars 1945, 83 sous-marins, du fait que le programme de la marine marchait à plein. D'après le compte rendu de B.B.S.U., *The effects of strategic Bombing in the production of German U-Boats*, 44 bâtiments furent détruits sur les chantiers navals durant la même période. Par conséquent, si l'on tient compte des bâtiments détruits, le nombre de sous-marins construits durant le premier trimestre de l'année 1945 était en moyenne de 42 par mois. Il est vrai que ce programme accéléré se réalisait au détriment de la construction navale dans son ensemble : en effet, en raison des raids aériens,

la construction des bateaux de mer baissa de l'indice 181 en 1943 à l'indice 166 en 1944, ce qui représentait une diminution de 9 %.

9. On pourrait supposer que Hitler avait une expérience suffisamment longue pour savoir quel effet allaient produire des réflexions de ce genre et quelles réactions elles ne pouvaient manquer de susciter. Je me suis toujours demandé s'il réfléchissait à cela ou s'il était capable d'y réfléchir. Sous ce rapport il m'apparaissait parfois comme un ingénu naïf ou comme un être plein de mépris pour ses semblables, refusant de considérer les conséquences de ses paroles ; peut-être croyait-il également pouvoir à tout moment y porter remède.

10. Le D^r Klopfer, secrétaire d'État de Bormann, a déclaré formellement, le 7 juillet 1947 : « Bormann ne cessait de répéter que Speer était un adversaire radical du parti et qu'il aspirait même à succéder à Hitler. »

20. BOMBES

1. L'organisation américaine chargée d'étudier les résultats des bombardements, l'United States Strategic Bombing Survey, évalue les pertes de l'année 1943 à 9 % (Area Studies Division Report, Table P and Q, p. 18). La production de chars moyens, par exemple, ayant été en 1943 de 11 900, ce pourcentage représenterait 1 100 chars en moins.

2. Notre canon antiaérien de 88, muni d'un viseur de précision, était utilisé en Russie comme canon antichar et il était l'un des plus efficaces et des plus redoutés. De 1941 à 1943, la production de canons antiaériens lourds (de 88 mm à 128 mm de calibre) atteignit le chiffre de 11 957, mais il fallut en utiliser la plus grande partie en Allemagne ou à l'arrière du front pour la défense contre avions. En ce qui concerne l'artillerie antichar lourde (calibre 75 mm et plus), la production, de 1941 à 1943, fut de 12 006 canons, dont seulement 1 155 de 88 mm. On fabriqua, en 1943, 14 millions d'obus de D.C.A. (de 88 et plus) au détriment de la production d'obus perforants antichars, qui ne s'éleva qu'à 12 900 000.

3. D'où une pénurie sensible de matériel de transmissions pour l'armée de terre : l'infanterie, par exemple, manquait de postes émetteurs-récepteurs portables, l'artillerie manquait d'appareils de repérage par le son. Il fallut partiellement négliger la mise au point d'appareils de ce genre au profit de la D.C.A.

4. Procès-verbal de la conférence du Führer du 4 juin 1942, point 41 : « Parlé avec le Führer de la conversation téléphonique entre Grohé et le Reichsmarschall et défendu le point de vue du second. »

5. Procès-verbal de la conférence du Führer du 30 mai 1943, point 16. Immédiatement on fit venir de toutes les parties de l'Allemagne des spécialistes qui procédèrent au séchage des bobinages électriques, de plus on réquisitionna tous les moteurs du même type que l'on

trouva dans d'autres usines sans s'occuper des pertes qui en résulteraient. On parvint ainsi en l'espace de quelques semaines à assurer de nouveau l'approvisionnement en eau indispensable à l'industrie de la Ruhr.

6. Le barrage de la Möhne avait une capacité de 134 millions de mètres cubes, celui de la Sorpe une capacité de 71 millions de mètres cubes. Au cas où ce dernier aurait été mis lui aussi hors d'état, les deux autres barrages de la Ruhr n'avaient qu'une capacité de 33 millions de mètres cubes, ce qui représentait 16 % du volume d'eau nécessaire. Cette quantité n'aurait même pas été suffisante pour assurer dans la Ruhr une activité réduite au minimum. Selon une communication du 27 février 1969, émanant de l'ingénieur Walter Rohland (chef de l'état-major de la Ruhr, dans les dernières années de la guerre), dans le cas où les barrages de la Ruhr auraient été totalement inutilisables, le manque d'eau de refroidissement dans les cokeries et les hauts fourneaux aurait entraîné dans la Ruhr une baisse de la production de 65 %. Le fait est que, par suite de l'arrêt temporaire des stations de pompage, la production de gaz, dans les cokeries arrêtées, avait considérablement diminué. Les gros consommateurs ne purent être approvisionnés qu'à 50 ou 60 % (Chronique, 19 mai 1943).

7. D'après l'ouvrage de Charles Webster et Noble Frankland, *The Strategic Air Offensive against Germany*, vol. II, c'est le cinquième avion anglais qui réussit à faire sauter la digue du barrage de la Möhne. Le raid se

poursuivit par l'attaque du barrage de l'Eder, qui servait principalement à régulariser le niveau de l'eau de la Weser et du Mittellandkanal pour que la navigation fluviale puisse continuer. C'est seulement lorsque le barrage de l'Eder fut détruit que deux avions s'attaquèrent au barrage de la Sorpe. Pourtant le maréchal de l'Air Bottomley avait proposé, le 5 avril 1943, de commencer par attaquer les barrages de la Möhne et de la Sorpe, et ensuite seulement celui de l'Eder. Mais on considéra que les bombes spécialement fabriquées pour cette opération n'étaient pas aptes à détruire la digue en terre du barrage de la Sorpe.

8. Cf. procès-verbal des conférences du Führer des 30 septembre et 1^{er} octobre 1943, point 18, et chronique du 2 octobre 1943.

9. Chronique du 23 juillet 1943 : « Le choix des objectifs de l'aviation anglaise s'étant révélé en partie exact, le ministre a été amené à intervenir dans le choix des objectifs de la Luftwaffe. De l'avis même des officiers compétents de la Luftwaffe, l'état-major général de la Luftwaffe n'a pas jusqu'à présent suffisamment tenu compte des objectifs ressortissant à la production d'armements. Le ministre a constitué une commission, dont font partie le D^r Rohland (expert pour l'industrie de l'acier), le directeur général Pleiger (responsable pour l'industrie houillère) et le général Waeger (chef de l'Office de l'armement) ; la direction a été confiée au D^r Cari (de la production énergétique) conformément au vœu de l'armée. » J'annonçai à Hitler la création de cette

commission le 28 juin (procès-verbal de la conférence du Führer, point 6).

10. Toute l'industrie du bassin du Dniepr, par exemple, dépendait d'une unique centrale géante. Selon une communication du D^r Richard Fischer, ingénieur délégué à la production énergétique datée du 12 février 1969, une baisse de 70 % dans l'alimentation en électricité paralyse presque totalement l'industrie, car le reste du courant est nécessaire pour couvrir les besoins de la vie quotidienne.

De Smolensk, qui à l'époque était encore une étape allemande, aux centrales de la région de Moscou, la distance était de 600 à 700 kilomètres, et jusqu'à l'Oural de 1 800 kilomètres.

11. Cf. Hermann Piocher, *The German Air Force versus Russia 1943* (Air University 1967), p. 223 sqq.

12. Procès-verbal des conférences du Führer des 6 et 7 décembre 1943, point 22 : « Mis le Führer au courant du projet élaboré par le D^r Cari concernant l'opération prévue en Russie, et lui ai remis une documentation détaillée pour qu'il en prenne connaissance. Le Führer souligne une nouvelle fois le bien-fondé de ma proposition selon laquelle seule une attaque par surprise présente un intérêt, et considère que la proposition de la Luftwaffe, visant à fractionner l'opération en trois attaques distinctes, ne lui paraît pas indiquée. »

13. Cf. Chronique de la mi-juin 1944 : « La tactique de l'ennemi, consistant à attaquer différentes branches de

l'armement, est encore récente. Connaissant les points faibles systématiquement de notre propre armement, le ministre a été amené à procéder à une étude de l'économie soviétique. Cette étude a révélé l'existence d'objectifs, dont la destruction paralyserait de vastes secteurs de l'armement. Le ministre s'efforce depuis un an d'inciter la Luftwaffe à tenter quelque chose, même s'il faut envoyer des missions sacrifiées. »

Procès-verbal de la conférence du Führer du 19 juin 1944, point 37 : « Le Führer considère que la destruction des centrales électriques de l'Oural et des territoires de la haute Volga peut décider de l'issue de la guerre. Toutefois il pense qu'en ce moment les avions ne possèdent pas un rayon d'action suffisant et ne sont pas assez nombreux. »

Le 24 juin 1944 je demandai à Himmler, qui dès le mois de mars avait montré de l'intérêt pour ces projets, de recevoir mon expert technique, le D^r Cari, pour qu'il les lui expose, si possible en ma présence. Il s'agissait de trouver des volontaires pour une mission sans retour. Après l'attaque menée sur des territoires éloignés, les pilotes devaient sauter en parachute et tenter de rejoindre le front allemand en s'infiltrant à travers les lignes ennemies.

14. Le 25 juillet, peu après minuit, 791 avions anglais menèrent une attaque sur Hambourg, qui fut suivie les 25 et 26 juillet de raids de jour menés par 235 bombardiers américains ; le second raid de nuit fut exécuté le 27 juillet par 787 appareils britanniques, le 29 juillet eut lieu la troisième attaque nocturne par 777 avions britanniques et

le 2 août 750 bombardiers britanniques clôturaient cette série de raids meurtriers menés sur une même ville.

15. Le lendemain (réunion du 3 août 1943 à la direction générale du service du matériel de la Luftwaffe), je fis part de mon inquiétude aux collaborateurs de Milch en des termes analogues : « Nous allons atteindre une limite au-delà de laquelle l'industrie qui fournit le matériel d'armement peut s'effondrer complètement. A un moment donné nous allons avoir des avions, des chars ou des camions auxquels manqueront certaines pièces détachées. » Dix mois plus tard je déclarai devant des ouvriers des chantiers navals de Hambourg : « Nous nous sommes dit à ce moment-là : si cela continue quelques mois comme cela, nous sommes fichus. Ce sera la faillite de l'armement » (Chronique).

16. D'après *l'Étude statistique sommaire sur la production de guerre* (janvier 1945), la production totale de roulements à billes diminua après l'attaque du 17 août 1943 et passa du chiffre de 9 116 000 à 8 325 000. Comme durant la première quinzaine du mois d'août la production tournait à plein rendement, elle avait dû être, durant la deuxième quinzaine, de 3 750 000 roulements, donc diminuer de 17 %. La production était concentrée pour 52 % à Schweinfurt : après cette seule attaque la perte était donc de 34 %. En juillet avaient été fabriqués 1 940 000 roulements à billes de 6,3 à 24 centimètres de diamètre.

17. Réponse à un questionnaire de la R.A.F. du 22 juin

1945 relatif aux « conséquences des raids aériens », p. 20. Il ressort de l'ouvrage de Charles Webster et Noble Frankland, intitulé *The strategic Air Offensive against Germany*, vol. II, p. 62 sqq., que le directeur des opérations de bombardement de la R.A.F., le commodore Bufton, connaissait parfaitement l'importance de Schweinfurt. Deux jours avant le premier raid, il écrivit au maréchal de l'Air Bottomley qu'il fallait faire suivre le raid de jour des Américains d'un raid de nuit massif et qu'avant le décollage il fallait lire aux équipages des avions la proclamation suivante : « L'histoire révélera peut-être que le raid de la nuit prochaine, combiné avec le raid de jour qui se déroule en ce moment même, aura été l'une des principales batailles de cette guerre. Si les deux opérations sont couronnées de succès, il se peut que la résistance de l'Allemagne soit brisée et la guerre terminée plus vite que par n'importe quel autre moyen. Tout mécanisme de roulement dépend des roulements à billes et, comme ceux-ci sont très fragiles et sensibles aux effets de l'eau et du feu, il est tout à fait possible de transformer des millions de roulements à billes en ferraille. » Les équipages avaient « la possibilité de contribuer en une seule nuit, plus que n'importe quels autres soldats, à terminer cette guerre ».

Mais le maréchal de l'Air Harris tenait absolument à sa série d'attaques sur Berlin ; il existait une liste d'objectifs d'importance égale qui, en dehors de Schweinfurt, prévoyait des raids sur des villes où se trouvaient des

usines d'aviation (Leipzig, Gotha, Augsburg, Braunschweig, Wiener-Neustadt, etc.).

18. Sur 291 bombardiers, 60 avaient été effectivement abattus. A la suite du second raid aérien, celui du 14 octobre 1943, et si l'on se réfère à la production normale du mois de juillet, la capacité de production totale diminua de 32 %, et la capacité de Schweinfurt de 60 %. En ce qui concerne les roulements à billes de 6,3 à 24 centimètres de diamètre, la capacité de production de l'Allemagne diminua de 67 %.

19. Sur certains matériels nous pûmes économiser 50 % des roulements à billes.

20. Le maréchal de l'Air Harris s'opposa avec succès à la poursuite des raids sur Schweinfurt. Il fit observer que les bombardements stratégiques analogues, qui avaient été opérés sur les barrages de la Ruhr, sur une mine de molybdène et sur des usines d'hydrocarbures synthétiques, n'avaient pas apporté le succès escompté, en quoi il oubliait que cet échec n'était dû qu'à un manque de persévérance. Le 12 janvier 1944, le maréchal Bottomley invita le maréchal Charles Portai à donner à Sir Harris l'ordre d'« anéantir Schweinfurt le plus rapidement possible ». Le 14 janvier, Harris fut avisé que l'état-major de l'aviation britannique comme celui de l'aviation américaine croyaient fermement à la stratégie consistant à « choisir et attaquer les industries clés, dont on savait qu'elles étaient vulnérables et d'une importance vitale pour l'effort de guerre de l'ennemi ». Sir Harris protesta de

nouveau, et l'on dut le 27 janvier lui intimer l'ordre d'attaquer Schweinfurt (selon Charles Webster, *ibid.*).

Cet ordre ne fut exécuté qu'à partir du 21 février 1944, avec pour la première fois des raids de jour et de nuit combinés des Anglais et des Américains.

21. Le nombre de roulements à billes de plus de 6,3 cm de diamètre produits en juillet 1943 se montait à 1 940 000 ; en avril 1944 il n'était plus que de 558 000. La production totale de roulements se montait en avril 1944 à 3 834 000, elle ne représentait plus que 42 % de ce qu'elle avait été en juillet 1943 (9 116 000).

Pour ces chiffres d'avril 1944, il faut tenir compte du fait que pendant tout ce mois il nous fut possible de procéder aux réparations sans être inquiétés par l'ennemi, de sorte que le degré de destruction avait dû être beaucoup plus élevé juste après la série des raids. Après ces bombardements l'industrie des roulements à billes ne fut plus touchée. Il nous fut donc possible d'accroître la production de roulements de plus de 6,3 cm de diamètre et d'en fabriquer 700 000 en mai, ce qui représentait par rapport à avril une augmentation de 25 %, et 1 003 000 en juin (augmentation de 80 %) ; en septembre 1944 nous avons atteint, avec une production de 1 519 000 roulements, 78 % de notre maximum antérieur. En septembre 1944 nous fabriquions 8 601 000 roulements à billes de tous calibres, ce qui représentait 94 % de la production antérieure aux bombardements.

22. Il se peut que les états-majors de l'aviation ennemie aient surestimé les résultats des bombardements. Chez nous aussi, après un raid mené sur une usine de buna en Union soviétique à l'automne 1943, l'état-major général de la Luftwaffe avait conclu, au vu des photos aériennes, que la production serait totalement arrêtée pendant plusieurs mois. Je montrai les photos en question au directeur de notre usine de buna de Huis, Hoffmann, qui était notre meilleur spécialiste en la matière, et dont l'usine avait essuyé des raids aériens beaucoup plus sévères : après m'avoir indiqué des points clés qui n'avaient pas été touchés, il m'assura que l'usine soviétique produirait de nouveau à plein rendement au bout de huit à quinze jours.

23. Cf. *Indices de la production d'armements en Allemagne* de janvier 1945.

24. Au cours des deux mois qui suivirent le premier raid sur Schweinfurt, rien n'avait été fait. « Le ministre a exprimé en termes très vifs son mécontentement au sujet des mesures prises jusqu'à présent. Il a déclaré qu'il fallait remédier à cette situation, que cette tâche était prioritaire et que tous les autres intérêts à considérer devaient s'effacer devant elle... L'impression produite par les dégâts matériels et l'exposé fait par le ministre des conséquences qu'ils auraient pour l'armement ont fait naître de toutes parts une volonté unanime d'assistance, même de la part des Gauleiter des régions voisines qui, du fait des transferts d'usines, ont dû tolérer des interventions désagréables dans leur circonscription » (Chronique,

18 octobre 1943).

25. Chronique des 7 et 11 janvier 1944.

26. Chronique du 2 août 1944. Le même jour je publiai un nouveau décret stipulant ceci : « L'installation des fabriques de roulements à billes souterraines est une tâche d'une extrême urgence. La main-d'œuvre nécessaire n'a pas encore pu être fournie, parce que les services... n'ont pas obéi aux ordres ! » Quelques semaines plus tôt, le 10 mai 1944, je donnai au comité les explications suivantes (notées dans leurs grandes lignes) : « Faire une énorme campagne de publicité pour les roulements à billes et autres choses de ce genre. N'avons pas encore trouvé le moyen de faire comprendre aux gens que cela est aussi important et urgent que les chars et les canons. A mon avis il faut enfoncer le clou davantage. Ce n'est pas l'affaire de l'état-major de la chasse. C'est toujours mon vieux souci qui revient : on n'a pas le sens de la propagande. »

Ainsi même sous le III^e Reich, et même en temps de guerre, donner des ordres ne suffisait pas. Il fallait aussi que les personnes intéressées veuillent bien les exécuter.

27. Compte rendu du D.N.B. des 21 et 22 août 1943.

D.N.B. : *Deutsches Nachrichten Büro* (Bureau de renseignements allemand), agence de presse officielle. (N.D.T.)

21. HITLER A L'AUTOMNE 1943

1. En vingt et un mois, du 28 juillet 1941 au 20 mars 1943, Hitler ne quitta Rastenburg que quatre fois, pendant cinquante-sept jours au total. Le 20 mars 1943, sur les recommandations pressantes de son médecin, il partit pour l'Obersalzberg prendre trois mois de repos ; il revint ensuite travailler neuf mois d'affilée à Rastenburg. Par la suite, complètement épuisé, il partit le 16 mars 1944 séjourner quatre mois soit à l'Obersalzberg, soit à Berlin. (Domarus, *Discours de Hitler*, vol. IV, Munich, 1965.)

2. Cf. R. Brun, *Neuropathologie générale*, 1954 : « La régulation automatique de son besoin de repos physique et mental ne se faisait plus, il [le malade] devenait insensible au surmenage... A la volonté consciente s'oppose dans ce cas un refus inconscient, qu'on cherche à faire taire en déployant une activité fébrile, incessante, convulsive. L'extrême fatigue qui s'instaure peu à peu, et qui disparaîtrait vite après une période de repos, se généralise aussitôt sous l'action d'*advocatus diaboli* servant à masquer des sentiments d'infériorité profondément enracinés. »

3. Depuis le début de la guerre il avait troqué son uniforme politique pour un uniforme militaire qu'il avait promis devant le Reichstag de ne quitter qu'à la fin de la guerre, semblable en cela à Isabelle de Castille, qui avait fait serment de ne retirer sa chemise que lorsque son pays serait délivré des Maures.

4. Procès-verbal des conférences du Führer du 13 au 15 novembre 1943, point 10 : « La reconstruction du

Théâtre national et du Théâtre des Princes régents de Munich devra être subventionnée par le ministère. » La reconstruction ne put être achevée.

5. L'industrie des explosifs arrivait difficilement à répondre à l'accroissement de la production de munitions pour l'armée et la D.C.A. L'indice de la production d'explosifs passa de 103 pour 1941 à 131 pour 1942, puis à 191 pour 1943 et à 226 pour 1944, tandis que l'indice de la production de munitions, bombes comprises, passait de 102 pour 1941 à 106 pour 1942, à 247 pour 1943 et à 306 pour 1944. Même si ces indices ne permettent pas d'établir une comparaison exacte, ils montrent cependant bien que nous n'aurions pas eu une quantité suffisante d'explosifs pour fabriquer davantage de bombes.

6. Procès-verbal de la conférence du Führer du 18 juin 1943 : « Ai fait observer au Führer qu'il est urgent et indispensable qu'il vienne visiter la Ruhr. Le Führer a l'intention d'accomplir cette visite, dès qu'il pourra se libérer. » Mais il ne put se libérer. – Goebbels notait de son côté un mois plus tard, le 25 juillet 1943, dans son Journal : « Il y a surtout une question qui revient sans cesse dans ces lettres : pourquoi le Führer ne visite-t-il pas les régions sinistrées ! »

7. Le chemin de fer transcontinental devait permettre de transporter dans un seul train autant de fret que dans un cargo, car Hitler était d'avis que le trafic maritime n'était pas suffisamment sûr et qu'il ne pouvait être garanti en temps de guerre. Il fallut même prévoir des voies adaptées

à ce nouveau type de chemin de fer dans les projets des gares et des installations ferroviaires de Berlin et Munich qui étaient déjà achevés.

8. Le 26 juin 1944, Hitler pérorait devant les magnats de l'industrie : « Je sais une chose, c'est qu'il faut des ressources nerveuses inouïes et une détermination peu commune pour résister en des temps pareils et prendre sans cesse des décisions qui sont une question de vie ou de mort... personne d'autre n'aurait pu faire à ma place tout ce que j'ai fait, personne n'aurait eu les ressources nerveuses nécessaires. »

9. Dans son Journal, Goebbels a souvent noté des réflexions dans la forme même que Hitler leur avait donnée ; il écrivit par exemple, le 10 septembre 1943 : « Ce que tout le monde considère aujourd'hui comme une grande calamité pourrait bien, le cas échéant, se transformer à l'avenir en une véritable bénédiction. Il s'est toujours avéré, dans le combat qu'ont mené notre gouvernement et notre État, que les crises et les épreuves, considérées d'un point de vue historique, ont toujours tourné à notre avantage. »

10. Chronique, 1943 : « Au quartier général, le ministre était intervenu promptement pour obtenir un décret du Führer lui conférant les pleins pouvoirs pour utiliser le potentiel d'armements de l'Italie. Le Führer, qui avait déjà signé ce décret le 12 septembre, le signa une nouvelle fois le 13, pour montrer que ce décret resterait valable même après la libération du Duce. Le ministre craignait en effet

que la formation d'un nouveau gouvernement fasciste en Italie ne l'empêche d'exploiter à fond l'industrie italienne au profit de l'armement de l'Allemagne. »

22. DÉCLIN

1. En Ukraine, par exemple, la production houillère devait être remise en marche en avril 1942 et on devait construire une fabrique de munitions à proximité du front. Mais les succès militaires de l'Union soviétique rendirent ce programme caduc dès la fin du mois d'août 1943.

Le protectorat de Bohême-Moravie était sous l'autorité de fait de la SS, à laquelle personne n'osait s'attaquer ; dans ces territoires, on produisait toutes sortes de choses au bénéfice des unités SS. En été 1943, le ministère élabora un projet aux termes duquel nous devions exploiter les machines et les ouvriers spécialisés de ce pays pour produire par mois 1 000 chars légers supplémentaires. Hitler ordonna à Himmler, mais pas avant octobre 1943 il est vrai, de stopper la fabrication des produits destinés à la SS et d'accorder aux services de l'armement les mêmes droits qu'en Allemagne (Chronique du 8 octobre 1943). Comme nous ne pûmes faire travailler pour nous cette région industrielle qu'à partir de la fin 1943, les premiers « chars tchèques » ne sortirent qu'en mai 1944, au nombre de 66 pour ce même mois ; en novembre 1944, ce nombre passait à 387.

2. Chronique du 23 juillet 1943 : « Le ministre a proposé

de remédier à ces inconvénients par l'institution d' « usines protégées ». Ces usines devaient être protégées contre la réquisition de leur main-d'œuvre et ainsi attirer les travailleurs français. »

3. Cf. procès-verbal des conférences du Führer des 11 et 12 septembre 1943, point 14.

4. Chronique du 17 septembre 1943 : « La séance de clôture a eu lieu avant le dîner, qui a commencé fort tard dans la résidence des hôtes officiels du gouvernement du Reich ; auparavant le ministre s'était encore une fois entretenu seul à seul avec Bichelonne. Ce dernier avait demandé un entretien particulier pour discuter de la politique de Sauckel. Son gouvernement lui avait défendu de discuter ce problème en séance officielle.

A la réunion de l'Office central de planification du 1^{er} mars 1944, Kehrl déclara : « De cet entretien (Bichelonne-Speer) est sortie l'idée de créer des entreprises protégées, ce qui revient à les mettre à l'abri des interventions de Sauckel. Cette décision constitue pour l'Allemagne un engagement que mon ministre a solennellement authentifié par sa signature. »

5. Cela a été confirmé par Sauckel à la réunion de l'Office central de planification du 1^{er} mars 1944 : « Il est vraiment difficile pour moi qui suis allemand d'être placé en France devant une situation qui fait dire aux Français : les usines S sont tout simplement des usines protégées contre Sauckel. »

6. Cf. Chronique du 21 septembre 1943.

7. Cf. procès-verbal des conférences du Führer du 30 septembre et du 1^{er} octobre 1943, point 22.

8. Cf. document de Nuremberg R.F. 22. – Le 27 juin 1943 Sauckel écrivait encore à Hitler : « Je vous demande donc, mon Führer, d'approuver mon projet de transférer d'ici la fin de cette année dans le territoire du Reich 500 000 autres Français et Françaises. » Selon une note du D^r Stothfang, collaborateur de Sauckel, en date du 28 juillet 1943, Hitler avait déjà accepté cette proposition.

9. Une anecdote grotesque montrera à quel point les Gauleiter, qui étaient responsables directement devant Hitler, se moquaient des décisions prises par les instances compétentes du Reich. La Direction centrale de la pelleterie, qui dépendait du gouvernement du Reich, avait son siège à Leipzig. Un beau jour, le Gauleiter de l'endroit, Mutschmann, informa le directeur de l'établissement qu'il avait nommé un de ses amis pour le remplacer. Le ministre de l'Économie du Reich éleva une protestation énergique, car le directeur d'une direction centrale du Reich ne pouvait être désigné que par Berlin. Le Gauleiter n'en tint aucun compte et il ordonna au fonctionnaire de quitter son poste dans les prochains jours. Étant donné le rapport des forces, le ministre de l'Économie du Reich recourut à un expédient insensé : la nuit même avant la passation de pouvoirs, des camions partirent de Berlin et le siège de la Direction centrale de la pelleterie fut précipitamment transféré à Berlin, avec son directeur et ses dossiers.

10. C'est seulement à la mi-mai 1944 que le Gauleiter Kaufmann m'apprit quelques détails à ce sujet ; j'adressai immédiatement une réclamation à Hitler (voir la suite au chapitre 23).

11. Hitler fut averti trop tard de ces intentions ; de plus on put arguer par la suite, non sans vraisemblance, que ces édifices menaçaient de s'écrouler d'un moment à l'autre. Huit mois plus tard, le 26 juin 1944, je protestai auprès du Reichsleiter Bormann : « Dans certaines villes se fait jour l'intention de raser des édifices historiques qui ont une grande valeur artistique, parce qu'ils ont souffert des bombardements. On justifie ces mesures, d'une part, en invoquant l'état de délabrement actuel de ces monuments ou en affirmant qu'on ne peut plus les reconstruire ; d'autre part, on croit avoir ainsi une bonne occasion de procéder à des mesures d'urbanisme. Je vous serais très reconnaissant de bien vouloir adresser aux Gauleiter une circulaire, attirant leur attention sur le fait qu'en tout état de cause les monuments historiques doivent être préservés, même lorsqu'ils sont en ruine. Je vous prie de faire savoir en outre aux Gauleiter qu'on ne pourra procéder à la démolition de ces monuments culturels que lorsque le Führer aura pris une décision définitive au sujet des plans de reconstruction des villes concernées et par conséquent sur le sort qui doit être réservé aux monuments eux-mêmes. »

En même temps et malgré nos moyens limités, je donnai l'ordre de fournir les matériaux et la main-d'œuvre

nécessaires, afin d'empêcher que de nombreux édifices endommagés ne se dégradent davantage. Je tentai d'agir dans le même sens en France et en Italie du Nord par l'intermédiaire de l'organisation Todt.

12. Cf. mon discours du 30 novembre 1943 sur mes principes d'urbanisme : « Il ne faudrait pas que des conceptions artistiques trop prétentieuses président à la reconstruction du centre des villes ; il faut avoir le souci d'éviter que les villes ne soient asphyxiées par les difficultés de la circulation, comme cela a été le cas avant la guerre et comme cela ne fera sans aucun doute qu'empirer après la guerre... Il est évident que la planification doit choisir la voie la plus économique possible. »

Dans ma circulaire du 18 décembre 1943 aux Gauleiter, je développai d'autres arguments : « La démobilisation libérera beaucoup d'hommes et il faut pour les accueillir projeter de grands travaux susceptibles d'occuper de nombreux ouvriers... Si en matière d'urbanisme on arrête les principaux choix en temps voulu, on est assuré de ne pas perdre après la guerre un temps précieux à exécuter les travaux de planification et de ne pas être obligé de prendre des mesures qui, à long terme, feraient obstacle au développement rationnel de nos villes... Le nombre des logements construits tous les ans sera extrêmement élevé, si la construction est industrialisée et réalisée suivant une méthode aussi conséquente et nouvelle que celle qui est appliquée actuellement dans l'industrie des armements, de

sorte qu'il est nécessaire d'être assez prévoyant pour affecter, dans les plans d'urbanisme, des surfaces suffisamment grandes à la construction de ces logements... Si on ne préparait pas les choses suffisamment, des mesures hâtives seraient prises après la guerre qui seraient totalement incompréhensibles pour les temps futurs. »

13. Voir aussi le livre de Manstein, *Aus einem Soldatenleben* (« Une vie de soldat »), Bonn, 1958.

14. Citation extraite de mon mémoire du 11 novembre 1943 sur « L'importance de Nikopol et de Kriwoi Rog pour la production du fer en Allemagne ».

15. Citation extraite de mon mémoire du 12 novembre 1943 sur « L'importance pour l'armement des métaux entrant dans les alliages et des importations de chrome en provenance des Balkans et de la Turquie ».

16. Voir également le procès-verbal de la conversation téléphonique du 20 décembre 1943 entre Hitler et Saur, reproduit dans les minutes des conférences d'état-major de Hitler.

17. Cf. Chronique du 13 octobre 1943 : « Le point qui a de beaucoup suscité le plus d'inquiétude chez les directeurs généraux du ministère est le projet du ministre d'adjoindre à chacun d'entre eux un ou plusieurs représentants de l'économie... Comme cette réorganisation porte non sur des questions matérielles, mais sur des questions de personnes, l'émotion a été

vive. »

18. Il s'agissait du D^r Gerhard Frank et de Erwin Bohr.

19. Avec Dönitz, qui disposait du même appareil, j'étais le seul à pouvoir encore voyager régulièrement avec un avion personnel ; mes collègues ministres n'avaient plus d'avion spécial. Hitler lui-même ne prenait plus l'avion que rarement ; quant à Göring, l'ancien pilote, il montrait une certaine appréhension à utiliser les appareils « nouveau style ».

20. Procès-verbal des conférences du Führer des 28 et 29 juin 1942, point 55 : « Le Führer affirme avec conviction qu'il ne sera jamais d'accord pour qu'on fabrique des pistolets mitrailleurs tant que ceux-ci n'auront pas les mêmes munitions que les fusils. Par ailleurs il est très largement persuadé que le fusil... est plus utile. »

Le 14 janvier 1944, deux semaines après mon voyage en Laponie, fut lancé le programme d'armements pour l'infanterie. Voici les résultats qu'il permit d'obtenir :

PRODUCTION MENSUELLE MOYENNE			
	1941	1943	Novembre 1944
Fusils et P.M (total)	133 000	209 000	307 000
dont fusil modèle 41 et 43	—	7 900	32 500
Pistolets mitrailleurs (Sturmgewehr 44)	—	2 600	55 100
Mitrailleuses modèles 42 et 43	7 100	14 100	28 700
Munitions pour fusils et P.M (total)	76 000 000	203 000 000	486 000 000

dont munitions pour Sturmgewehr 44	—	1 900 000	104 000 000
Grenades à fusil	—	1 850 000	2 987 000
Mines	79 000	1 560 000	3 820 000
Grenades à main	1 210 000	4 920 000	3 050 000
Roquettes	—	29 000	1 084 000

21. Chronique du 4 janvier 1944 : « Le ministre espérait qu'avec l'aide de Himmler et de Keitel il pourrait s'opposer au danger représenté par la relance de l'action de Sauckel ; il se rend avec la draisine à une conférence qui doit se tenir chez le Reichsführer SS, à laquelle doivent participer également Waeger (chef de l'Office de l'armement), Schmelter (du Service de la main-d'œuvre), Jehle et Kehrl (directeur du Service de planification). Cette conférence doit porter sur les organes d'exécution de la déportation d'ouvriers français en Allemagne. »

22. Notes prises par Lammers le 4 janvier 1944 (US Exhibit 225) : « Le ministre Speer a déclaré qu'il avait besoin de 1 300 000 travailleurs supplémentaires ; il a précisé que cela dépendait toutefois de la possibilité éventuelle d'élever la capacité de transport du minerai de fer et que, si cela n'était pas possible, il n'avait pas besoin de main-d'œuvre supplémentaire. Sauckel a affirmé qu'en 1944 il devrait fournir au moins deux millions et demi et même probablement trois millions de travailleurs supplémentaires, faute de quoi la production diminuerait...
 Décision de Hitler : Le commissaire général à la main-

d'œuvre doit prélever dans les territoires occupés au moins quatre millions de travailleurs. »

23. Par mon message du 4 janvier 1944 envoyé à mes délégués à Paris (document de Nuremberg 04 Spe) et ma lettre à Sauckel du 6 janvier 1944 (05 Spe).

Aux termes du jugement du Tribunal international de Nuremberg, « les employés de ces entreprises étaient à l'abri de la déportation en Allemagne et tout ouvrier qui recevait l'ordre de partir pour l'Allemagne pouvait échapper à la déportation en allant travailler dans une entreprise protégée... Il faut reconnaître (comme une circonstance atténuante) que l'institution par Speer des entreprises protégées a permis à bon nombre d'ouvriers de rester chez eux ».

24. Chronique de janvier 1944.

23. MALADE

1. Le roi de Belgique Léopold III et Danny Heinemann, un gros industriel belge, consultèrent également Gebhardt pour un traumatisme au genou.

Au procès de Nuremberg, j'appris que des expériences avaient été pratiquées par Gebhardt sur des détenus dans des camps de concentration.

2. D'après la note au Führer n° 5, en date du 29 janvier 1944, Dorsch avait agi en sa qualité de « Fachgruppenwarter de la Lique des fonctionnaires

allemands du Reich ».

Extrait de la lettre adressée à la chancellerie du parti :
« Birkenholz a manifesté un comportement désagréable, de l'outrecuidance, etc., comportement qu'on ne s'attend pas à trouver chez un haut fonctionnaire qui ne craint pas de se placer derrière l'État national-socialiste. Il ne semble pas être qualifié sur le plan caractériel pour être promu au titre de conseiller ministériel... je ne puis en conséquence donner mon assentiment à sa promotion parce que certains incidents internes à cette administration ne le permettent pas non plus. » La Chancellerie du parti avait pouvoir de décision sur les promotions de tous les fonctionnaires ministériels. – J'écrivis à Hitler (note au Führer n° 5, en date du 29 janvier 1944) :

« Le rapport accablant qui a été envoyé sans que j'en aie connaissance à la chancellerie du parti et aux services du Gauleiter, et qui établit un jugement politique, a été rédigé en commun par M. Dorsch et mon ex-directeur du personnel, le conseiller ministériel Haasemann. Il est ainsi établi que tous les deux ont essayé de contrecarrer derrière mon dos, sans me tenir au courant, une mesure que j'avais ordonnée dans l'exercice de mes prérogatives, en prévenant par des voies détournées les services politiques du Gau et de la Chancellerie du parti contre l'homme que j'avais proposé, en établissant un jugement accablant et en me trompant ainsi en ma qualité de ministre du Reich. »

En raison des allusions personnelles qu'elle contenait, je

fis transmettre la note au Führer n° 5 directement aux aides de camp.

3. Cf. note au Führer n° 1, du 25 janvier 1944.

4. Cf. note au Führer n° 5, du 29 janvier 1944 : 12 pages y étaient consacrées à ce qui n'allait pas dans mon ministère. En parler ici en détail nous mènerait trop loin.

5. Extraits des rapports sur l'état du malade : « Lors de son admission, le 18 janvier 1944, le malade semblait manifestement épuisé... Épanchement extraordinairement marqué au genou gauche. »

Le 8 février 1944 : « Le malade s'est levé et a ressenti une douleur intense localisée dans les muscles extenseurs gauches du dos et dans les muscles lombaires obliques, accompagnée de douleurs irradiant vers l'avant, ressemblant à un lumbago ; fait songer à un rhumatisme musculaire aigu... A l'auscultation, craquement à l'extension. La température monte à 37,8 degrés. Massage de forapine. Eleudron » [sulfamide]. « Pendant deux jours (les 8 et 9 février) les muscles sont restés contractés et durs comme du bois, très sensibles à la pression. Apparition de douleurs passagères dans l'articulation de l'épaule. »

9 février 1944 : « Persistance des douleurs intenses dans les muscles extenseurs du dos. Rendent la respiration, la toux et parfois la parole douloureuses. Résultats de l'auscultation : sans changement. »

Le spécialiste des maladies internes de Gebhardt, le

médecin-chef Heissmeyer, avait constaté le même jour : « Pleurésie du côté gauche, aux contours secs », mais Gebhardt ne tint aucun compte de ces résultats à l'auscultation, ni dans son traitement, ni dans son rapport.

Rapport de Gebhardt sur une deuxième attaque qui se produisit le 10 février : « Les douleurs ont une telle intensité qu'il a été nécessaire de recourir aux narcotiques. » Mais Gebhardt maintint son diagnostic erroné : « Résultats de l'auscultation inchangés, correspondant à un rhumatisme musculaire aigu. »

6. Le professeur Gebhardt avait tenté le 11 février 1944 d'éliminer le professeur Koch en priant le professeur Morell, le médecin personnel de Hitler et l'adversaire de Brandt, de l'assister dans le traitement de la maladie interne. Morell n'était pas disponible. Il se fit résumer mon cas par téléphone et, sans m'avoir examiné, il prescrivit des injections de vitamine K afin de stopper les crachements de sang. Le professeur Koch refusa ces interventions dans son traitement. Quelques semaines plus tard il qualifiait Morell de bon à rien.

7. Extrait de la déclaration du professeur Koch faite sous serment le 12 mars 1947 (document de Nuremberg 2602) : « Dans la suite du traitement, des divergences apparurent entre moi et Gebhardt. Je pensais que le climat humide de Hohenlychen avait une influence défavorable sur la guérison de Speer. Après avoir examiné le malade et avoir jugé qu'il était transportable, je proposai de l'envoyer dans le Sud (Meran). Gebhardt s'opposa violemment à cette

solution. Il se retrancha derrière Himmler, à qui il avait téléphoné à plusieurs reprises au sujet de cette affaire. Cela me sembla très curieux. J'avais l'impression que Gebhardt se servait de sa position de médecin pour jouer un rôle politique quelconque. Je ne sais pas lequel et ne m'en suis pas soucié non plus, parce que je voulais être médecin, et rien de plus. J'ai tenté à plusieurs reprises de modifier l'attitude de Gebhardt. A la fin, l'affaire me parut insupportable et j'exigeai de pouvoir parler en personne au Reichsführer. Au cours d'une conversation téléphonique qui dura environ sept à huit minutes, je réussis à convaincre Himmler de donner son accord au départ de Speer pour Meran. Il me paraissait déjà étonnant à l'époque que Himmler ait eu son mot à dire dans une affaire médicale, mais par la suite je ne me suis pas cassé la tête à ce sujet, car je ne voulais pas m'occuper de choses qui n'étaient pas du ressort de la médecine. Je voudrais encore faire remarquer que j'avais l'impression que Speer était heureux lorsque j'étais là et le protégeais. »

Lorsque je fus blessé légèrement en février 1945 en Haute-Silésie, à la suite d'une collision avec un camion, Gebhardt prit aussitôt un avion spécial pour venir me chercher et me conduire dans sa clinique. Mon assistant personnel Karl Cliever fit échouer ce projet ; sans me donner les raisons de son attitude, il me déclara cependant à l'époque que ces raisons existaient.

Vers la fin de la guerre le ministre français Bichelonne se fit opérer du genou à Hohenlychen. Il mourut quelques

semaines plus tard, d'une embolie pulmonaire.

8. Dorsch constata également en présence de Zeitzler que « Speer était incurable et ne s'en remettrait pas » (citation de mémoire du 17 mai 1944). Zeitzler m'avait fait part de cette remarque par la suite comme indiquant une participation de Dorsch à ces menées.

D'après le « rapport complémentaire » du professeur Koch daté du 14 mars 1944, « on procéda le 5 mars à un examen radiographique et électroradiographique. L'électrocardiogramme ne révéla aucun signe pathologique dans ses trois tracés – les radios révélèrent un état cardiaque normal ».

9. Chronique du 23 mars 1944 : « Le professeur Gebhardt en sa qualité de Gruppenführer SS vient de se voir confier par le Reichsführer SS la responsabilité de la sécurité du ministre. »

10. Cela me fut rapporté par le Gauleiter Eigruher lors du congrès consacré aux problèmes de l'armement qui se tint à Linz du 23 au 26 juin 1944.

11. Je me suis conformé, pour le texte comme pour les citations, aux notes écrites prises par Dorsch le 17 avril 1944 et à mes notes prises le 28 août 1945.

Göring chargea en même temps Dorsch de la construction de nombreux bunkers destinés à la protection des chasseurs sur les aérodromes situés sur le territoire allemand du Reich. Lorsque j'envoyai Frank pour me représenter à une réunion que Göring avait tenue le 18 avril

avec Dorsch, et qui était consacrée aux nouveaux projets de constructions, Göring lui refusa le droit de participer à la réunion.

12. Brugmann, un fonctionnaire de la veille école, était personnellement connu de Hitler, car il s'était occupé des projets de Nuremberg et de Berlin.

13. Lettre de Bormann du 1^{er} mars 1944.

14. Le maréchal Milch affirme aujourd'hui que j'ai employé la citation de Götz. (Allusion à la célèbre réplique de Götz à l'acte III du drame de Goethe *Götz von Berlichingen* et qui équivaut pour les Allemands au mot de Cambronne pour les Français. *N.d.T.*)

15. Hitler contresigna mon projet le jour même :

« Je charge le directeur général de l'organisation Todt, le directeur ministériel Dorsch, de réaliser la construction de six bunkers pour avions de chasse que j'ai ordonnée, M. Dorsch conservant par ailleurs toutes les fonctions qu'il exerce sous votre autorité. Vous devrez vous préoccuper de créer les conditions indispensables à une réalisation rapide de ces constructions. Vous devrez en particulier obtenir la coordination la plus judicieuse possible avec les autres constructions importantes pour la guerre, en recourant le cas échéant à mon arbitrage. »

16. Le professeur Koch était présent à Meran sur mon invitation personnelle. Gebhardt se plaignit de sa présence à Brandt : il prétendait que Koch était indésirable, car il voyait et entendait trop de choses secrètes. Sur quoi, Koch

quitta Meran le 20 avril. Il a écrit dans sa déclaration faite sous serment : « J'ai eu un deuxième accrochage avec Gebhardt alors que Speer était déjà à Meran. Speer me demanda alors si je le croyais en assez bonne santé pour se rendre en avion à l'Obersalzberg (vraisemblablement pour voir Hitler). Je donnai mon accord à la condition que l'avion ne volerait pas à plus de 1 800 à 2 000 mètres. En apprenant ma décision, Gebhardt me fit une scène. A cette occasion, il me reprocha à nouveau de ne pas être un "médecin politique". Ici comme lors de notre premier accrochage à Hohenlychen, j'eus l'impression que Gebhardt voulait retenir Speer. »

17. Cette citation ainsi que celles qui suivent se fondent sur la chronique et sur mon discours prononcé le 10 mai 1944 devant mes directeurs généraux, où je résumai rétrospectivement le déroulement de l'entretien.

18. Hitler me signala que mon directeur général Schieber était suspecté par Himmler de préparer sa fuite à l'étranger, que le bourgmestre Liebel était un ennemi politique et enfin que le général Waeger ne passait pas pour digne de confiance.

19. Cf. mon discours du 10 mai 1944.

20. Lettre de Göring du 2 mai en réponse à ma lettre du 29 avril 1944.

21. Il s'agissait de 1' « ordre allemand » dont les détenteurs devaient former le chapitre de l'ordre. Hitler ne réalisa pas son intention : Himmler ne reçut pas cet ordre,

qui n'avait jusqu'alors été conféré qu'à des morts. Peut-être Bormann a-t-il empêché cette décoration. La décoration que je préférais était le « Prix national » (Nationalpreis) ; il était couvert de brillants et pesait si lourd qu'un suspensoir était nécessaire sous le frac pour répartir le poids de la décoration.

24. TRIPLE DÉFAITE

1. Nous avons connu précédemment des situations critiques, comme par exemple après les raids aériens sur les barrages de la Ruhr ou l'industrie des roulements à billes. Mais l'ennemi avait toujours fait preuve d'inconséquence, en passant d'un objectif à un autre ou en s'attaquant à des objectifs sans importance. C'est ainsi par exemple qu'il bombarda, en février 1944, les vastes installations de l'industrie aéronautique où étaient montées les cellules, au lieu de s'en prendre aux usines produisant les moteurs, alors que ceux-ci conditionnaient et limitaient notre production d'avions. La destruction des usines de moteurs d'avions aurait rendu impossible tout accroissement de la production d'avions, et cela d'autant plus qu'à la différence du montage des cellules, nous ne pouvions pas disséminer les usines de moteurs dans des forêts et des souterrains.

2. Krauch était le directeur de l'industrie chimique, Pleiger le délégué du Reich pour le charbon mais aussi le directeur d'importantes usines de carburants, Butefisch

était le directeur des usines Leuna, et Fischer le président de I. G. Farben.

3. Cf. le procès-verbal des conférences du Führer des 22 et 23 mai 1944, point 14.

4. La première attaque aérienne, celle du 12 mai, avait entraîné une diminution de 14 % de notre capacité de production. Ces chiffres sont extraits des mémoires que j'adressai le 30 juin et le 28 juillet 1944 à Hitler, ainsi que de l'analyse des « conséquences de la guerre aérienne que j'ai rédigée le 6 septembre 1945 ».

5. Le nombre des chasseurs de jour et des chasseurs de nuit produits chaque mois était passé de 1 017 en janvier 1944 (avant la vague de bombardements) à 1 755 en mai, pour atteindre 2 034 en juin. La moyenne mensuelle de l'année 1943 se montait à 849.

Face aux reproches de Göring, je me défendis auprès de Hitler : « A cette occasion, je déclarai au Führer que l'opinion du maréchal du Reich selon laquelle, sous ma direction, l'armement de l'armée de terre aurait maintenu l'armement de la Luftwaffe à un niveau insuffisant était réfutée par le fait qu'en l'espace de trois mois, malgré les raids aériens, la production d'avions avait doublé, et que ce résultat n'avait pas pu être obtenu en un laps de temps aussi bref par l'adjonction de capacités provenant de l'armement de l'armée de terre, mais uniquement grâce à des réserves qui provenaient de l'armement de la Luftwaffe » (procès-verbal des conférences du Führer du 3

au 5 juin 1944, point 20).

6. Cf. procès-verbal des conférences du Führer du 3 au 5 juin 1944, point 19.

7. Décret du 20 juin 1944. Göring tenta de préserver son prestige en spécifiant : « L'armement de la Luftwaffe sera assuré sous sa responsabilité par le ministre de l'Armement et de la Production de guerre selon les exigences tactiques et les caractéristiques techniques établies par le commandant en chef de la Luftwaffe. »

8. Quatre semaines avant les bombardements visant l'industrie des carburants, le 19 avril 1944, j'écrivais à Hitler : « Alors que pendant l'année 1939, dans les usines d'hydrogénation, 2 millions de tonnes de carburants ont été produites (chiffre calculé en quantité de pétrole minéral et comprenant les carburants automobiles), pendant la guerre et jusqu'en 1943 ce chiffre a été porté à 5 700 000 tonnes grâce à la construction de nouvelles usines ; les usines qui seront achevées cette année permettront d'atteindre une production annuelle de 7 100 000 tonnes. » Pour procéder aux réparations, nous pûmes utiliser les machines et les parties d'usines qui devaient permettre cette production supplémentaire de 1 400 000 tonnes par an, c'est-à-dire de 3 800 tonnes par jour. Ainsi l'entêtement de Hitler, qui à l'automne 1942 n'avait pas voulu renoncer à ces capacités de production supplémentaires, fut-il bénéfique.

9. Le 22 mai, j'avais fait nommer mon ami le colonel d'aviation von Below, aide de camp de Hitler, mon officier

de liaison auprès de Hitler. Comme il est dit au point 8 du procès-verbal des conférences du Führer du 22 au 25 mai 1944, Below avait « mission de me tenir régulièrement au courant des avis du Führer », ce qui devait me préserver des surprises désagréables que j'avais eues pendant ma maladie. Il était également chargé de remettre à l'avenir mes mémoires à Hitler. Il était en effet inutile de les remettre soi-même, car Hitler exigeait alors généralement qu'on lui en expose la teneur, mais ne laissait pas son interlocuteur dire tout ce qu'il avait à dire. Below me rapporta que Hitler lut très attentivement mon mémoire du 30 juin et ceux qui suivirent, y portant des annotations marginales et soulignant certains passages.

10. Cf. mémoire du 30 juin 1944.

Bien que nous avons maintenu une production partielle, les bombardements nous firent perdre, avant décembre 1944, 1 149 000 tonnes de carburant pour avions, le double des réserves de Keitel. Théoriquement, la production ayant diminué de 492 000 tonnes, ces réserves étaient épuisées dès le mois d'août. Seule une réduction du trafic aérien lourde de conséquences permit de faire durer ces réserves au-delà du 1^{er} septembre 1944.

Pour l'ennemi, il était plus difficile d'anéantir notre production d'essence, et de carburant diesel, car les raffineries étaient très disséminées. En juillet 1944, notre production d'essence tomba à 37 %, la production de carburant diesel à 44 %. En mai 1944, les réserves d'essence et de carburant diesel se montaient au total à

760 000 tonnes. Avant les bombardements la production était de 230 000 tonnes par mois.

Durant le deuxième trimestre 1944, 110 000 tonnes de bombes par mois en moyenne furent larguées sur l'Allemagne ; sur ce total, 5 160 tonnes, c'est-à-dire 1/20 seulement, furent lâchées en mai sur les usines de carburants ; en juin cette proportion fut de 1/5 (20 000 tonnes). La quantité de bombes lancées sur l'industrie des carburants par rapport à la quantité totale de bombes larguées s'éleva en octobre 1944 pour la R.A.F. à 1/17, pour les deux flottes aériennes américaines à 1/8 ; en novembre 1944 cette proportion fut, pour la R.A.F. de 1/4, pour les Américains de 1/3 (cf. Graven et Gate, vol. III, et Wagenfür, *loc. cit.*). Comme la R.A.F. lançait sur les usines de carburants et les raffineries des raids de nuit en utilisant à la fois des bombes incendiaires et des bombes explosives lourdes, ce qui se révéla plus efficace que les raids des Américains, elle laissa passer une chance avant novembre, du moins en ce qui concerne les objectifs plus proches et plus faciles à repérer qui étaient situés dans la Ruhr et à proximité des côtes.

11. Mémoire du 28 juillet 1944.

12. Selon une information fournie par Galland, il n'y avait, à l'époque, sur le territoire du Reich, qu'environ 200 chasseurs prêts à prendre l'air pour repousser les attaques aériennes de jour.

13. W. F. Graven et J. L. Gate, *The Army Air Forces in*

14. Hitler énonça ces directives le 13 août 1942 devant Keitel, Schmundt, l'amiral Kranke, le général du génie Jakob, Dorsch et moi-même (procès-verbal de la conférence du Führer du 13 août 1942, point 48).

15. D'après une note du 5 juin 1944 ; à cela s'ajoutaient 4 664 000 mètres cubes pour les abris de sous-marins et d'autres projets entrepris en France.

16. Selon S. W. Roskill (*The War at sea*, Londres, 1961, vol. III, II^e partie), le débarquement n'aurait jamais pu réussir sans ces ports artificiels. 400 unités navales totalisant 1 500 000 tonnes de déplacement furent utilisées, dont certaines furent coulées pour servir de brise-lames. En raison des tempêtes, il fallut, pour construire ces ports artificiels, deux fois plus de temps qu'on n'avait prévu ; toutefois, au bout de dix jours ils prenaient forme et à partir du 8 juillet le port britannique près d'Avranches assurait un transit quotidien de 6 000 tonnes, alors que le port américain n'était pas achevé.

17. L'ennemi s'attendait à plus de décision de la part de Hitler. Selon W. F. Graven, *op. cit.*, vol. III, la 9^e flotte aérienne américaine bombarda et détruisit le jour J et les jours qui suivirent 12 ponts de chemin de fer et 14 ponts routiers sur la Seine, pour empêcher la XV^e armée allemande stationnée près de Calais de venir en renfort.

18. Cf. procès-verbal des conférences du Führer du 3 au 5 juin 1944, point 16. La mise au point du VI avait été

réalisée rapidement grâce à l'énergie de Milch ; il avait pu constater à Peenemünde, le centre d'essais des grandes fusées, que l'efficacité des armes étudiées était bien faible comparée aux moyens fort complexes qu'il fallait mettre en œuvre. Contre l'opposition tacite de mon ministère lui-même, il réussit à faire mettre au point et fabriquer à moindres frais une arme d'une efficacité analogue.

19. Dans son discours du 26 juillet 1944, après la triple catastrophe militaire, Hitler développa devant les industriels les idées suivantes : « J'ai souvent l'impression qu'il faut passer par toutes les épreuves envoyées par Satan, les démons et l'enfer, avant d'arracher en fin de compte la victoire définitive... Je ne suis sans doute pas ce qu'on appelle un dévôt, sûrement pas. Mais au fond de moi-même je suis un homme religieux, c'est-à-dire que je crois que celui qui, sur cette terre, combat vaillamment, conformément aux lois naturelles qui ont été créées par un dieu, celui qui ne capitule jamais, mais se ressaisit sans cesse et va toujours de l'avant, je crois que celui-là ne sera pas abandonné par l'auteur de ces lois, mais aura en fin de compte la bénédiction de la Providence. Et c'est bien ainsi qu'il en a été pour tous les grands esprits [!] de cette terre. »

20. Trois semaines avant, dans un discours prononcé à Essen le 6 juin 1944, je m'étais élevé contre ces tendances et j'avais assuré que, la paix revenue, notre instrument de direction de l'industrie serait dissous.

21. Cf. procès-verbal des conférences du Führer du 19

au 22 juin 1944, point 20 : « Remis au Führer pour son discours des matériaux dont il a approuvé la teneur. »

22. Par une lettre du 30 juin 1944, Bormann s'opposa à la publication du discours ; on en trouvera le texte dans *Es spricht der Führer* (« Le Führer parle »), édité par Hildegard von Kotze et Helmut Krausnick, Gütersloh, 1966.

25. DÉCISIONS MALHEUREUSES, ARMES-MIRACLES ET SS

1. A la fin de la guerre, j'appris par Galland que le manque d'intérêt manifesté par les autorités suprêmes avait occasionné en la matière un retard d'environ un an et demi.

2. Ces chiffres sont extraits du programme 225 qui entra en vigueur le 1^{er} mars 1944, mais ne put être réalisé qu'en partie. Le nombre de Me 262 à construire devait se monter à 40 appareils en avril 1944, puis être augmenté et atteindre 60 appareils en juillet 44, se maintenir à 60 appareils jusqu'à octobre, passer à 210 appareils à partir de janvier 1945, puis en avril 1945 à 440 appareils, à 670 en juillet 1945 et à 800 appareils en octobre 1945.

3. Cf. procès-verbal de la conférence du Führer du 7 juin 1944, point 6. Malgré mes objections, Hitler maintint « son ordre d'adapter le Me 262, dont la production doit démarrer, exclusivement aux missions de bombardement ».

4. Cf. procès-verbal des conférences du Führer du 19 au 22 juin 1944, point 35.

5. Cf. compte rendu de mon voyage d'inspection effectué du 10 au 14 septembre 1944.

6. D'après la U.S. Air University Review, vol. XVII, n° 5 (juillet-août 1966), un quadrimoteur B 17 (« forteresse volante ») coûtait, en 1944, 204 370 dollars (858 000 RM) ; un V² en revanche coûtait, selon les renseignements très précis fournis par David Irving, 144 000 RM, donc le 1/6 d'un bombardier. Six fusées transportaient au total 4 500 kg d'explosifs (750 kg par fusée). Elles ne servaient qu'une fois et étaient détruites à la première utilisation. Tandis qu'un B 17 pouvait être utilisé sans arrêt, et son rayon d'action de 1 600 à 3 200 kilomètres lui permettait de transporter deux tonnes d'explosifs sur un objectif très éloigné.

Sur la seule ville de Berlin furent lâchées au total 49 400 tonnes d'explosifs et de bombes qui endommagèrent gravement ou détruisirent totalement 20,9 % des logements (Webster, vol. IV). Pour envoyer sur Londres une quantité d'explosifs équivalente, il nous aurait fallu utiliser 66 000 grandes fusées, c'est-à-dire la production totale de six années. Je fus donc obligé de reconnaître, le 29 août 1944, au cours d'une réunion de propagande dirigée par Goebbels : « La question se pose de savoir si le V² ... peut, en produisant un effet psychologique quel qu'il soit, décider de l'issue de la guerre. Sur le plan purement technique il ne le peut pas... Il ne m'appartient pas de me

prononcer sur l'effet psychologique qu'il peut exercer. Mais ce que je peux dire, c'est qu'il faudra toujours un certain temps pour que l'effet de notre nouvelle arme atteigne sa véritable ampleur. »

7. A cette solution conforme au bon sens s'opposaient non seulement la volonté de Hitler, mais aussi le fait que Peenemünde travaillait pour l'Armée alors que la défense contre les attaques aériennes était l'affaire de la Luftwaffe. Les intérêts de l'Armée et ceux de la Luftwaffe étaient si différents, l'ambition si forte dans les trois armes, que l'armée n'aurait aucunement accepté de céder à la Luftwaffe concurrente son potentiel de recherches établi à Peenemünde. La séparation des trois armes ne permettait même pas d'unifier les recherches et la mise au point des projets (cf. n. 33 du chapitre 16). Si on avait exploité à fond et en temps voulu le potentiel de recherches et d'études de Peenemünde, « Cataracte » aurait pu passer plus tôt au stade de la fabrication. Le 1^{er} janvier 1945, 2 210 chercheurs et ingénieurs étaient occupés à Peenemünde à mettre au point les fusées à longue portée A⁴ et A⁹, mais 220 seulement travaillaient sur « Cataracte » et 135 sur « Typhon », une autre fusée antiaérienne, ce qui montre bien quels programmes étaient prioritaires.

Le professeur C. Krauch, responsable de l'industrie chimique, m'avait envoyé, le 29 juin 1943, deux mois à peine avant notre décision malheureuse, un mémoire circonstancié dans lequel il me confiait le point de vue suivant : « Les partisans d'une mise au point accélérée

des armes aériennes offensives, c'est-à-dire des armes de représailles et de terreur, partent du principe que la meilleure défense est l'attaque, et que si nous ripostons aux raids anglais en envoyant nos fusées sur l'Angleterre, nous contraindrons les Anglais à ralentir leurs raids aériens sur le Reich. Même en supposant – ce qui jusqu'à présent n'est pas prouvé – que la fusée à longue portée puisse être employée de façon illimitée et qu'elle puisse réellement causer des destructions très importantes, le raisonnement que je viens de rappeler apparaît comme erroné si l'on en croit nos expériences antérieures. Si nous attaquons l'Angleterre avec nos fusées, les hommes qui, dans ce pays, se sont jusqu'à présent opposés aux raids de terreur visant la population allemande exigeront alors de leur gouvernement une recrudescence impitoyable de ces raids sur nos centres de population, auxquels nous sommes toujours exposés presque sans défense... Ces considérations militent en faveur d'un accroissement considérable de la production d'armes aériennes défensives, et en particulier de la fusée C² dite "Cataracte". Il faudra employer ces armes brusquement en très grand nombre... En d'autres termes, chaque technicien, chaque ouvrier qui travaillera à l'accélération extrême de ce programme, chaque heure de travail qui sera consacrée à cette tâche, auront une influence beaucoup plus décisive sur l'issue de la guerre que s'ils sont employés à n'importe quel autre programme. Tout retard apporté à la réalisation de ce programme peut avoir des conséquences très graves pour la suite de la guerre. »

8. Cf. procès-verbal de la conférence du Führer du 23 juin 1942, point 21.

9. Cf. procès-verbal des conférences du Führer des 13 et 14 octobre 1942, point 25. 5 000 fusées à longue portée, c'est-à-dire plus de cinq fois le nombre de fusées produites en un mois, n'auraient d'ailleurs pu transporter que 3 750 tonnes d'explosifs ; en revanche un seul raid combiné des flottes aériennes britanniques et américaines pouvait en transporter environ 8 000 tonnes.

10. Cet ordre daté du 12 décembre 1942 autorisait les personnes concernées à programmer la fabrication, alors que la mise au point n'était pas encore terminée, et à commander les machines-outils nécessaires, dont la livraison demandait des mois ; on put engager des pourparlers avec les firmes qui fournissaient ces machines et faire entrer les contingents de matières premières nécessaires dans le processus de fabrication.

11. Cf. procès-verbal de la conférence du Führer du 8 juillet 1943, points 18, 19 et 20.

12. Pour plus de détails, voir le livre de David Irving sur les armes secrètes du III^e Reich, *Die Geheimwaffen des dritten Reiches*, Gütersloh, 1965.

13. Procès-verbal des conférences du Führer du 12 au 22 août 1943, point 24.

14. Mon prédécesseur le D^r Todt avait le grade de général de brigade de la Luftwaffe ; cela le mettait en

position d'infériorité lorsqu'il négociait avec des adversaires ayant un grade beaucoup plus élevé. Ne serait-ce que pour cette raison, j'aurais refusé cette offre, que je déclinai de toute façon pour des motifs d'ordre général.

15. Cf. procès-verbal des conférences du Führer du 20 au 22 septembre 1942, point 36.

16. Le D^r Walter Schieder, directeur général du service des livraisons de matériel pour l'armement (service des fournitures de l'armement), confirma après coup, dans une lettre du 7 mai 1944 (document de Nuremberg 104 PS), l'opportunité de la création de ces « camps de travail » dépendant des camps de concentration en dépit des nombreux accrochages qu'il y eut avec les SS, car « les avantages matériels et humains » qu'ils apportaient compensaient les inconvénients.

17. La visite du camp est relatée dans la Chronique à la date du 10 décembre 1943 sous une forme sibylline qui témoigne de la terrible impression que le camp avait faite sur nous : « Le matin du 10 décembre, le ministre est allé visiter une nouvelle usine dans le Harz. Pour s'acquitter de cette terrible mission, les dirigeants ont dû faire appel à toute leur énergie. Quelques-uns étaient si éprouvés, qu'il a fallu les contraindre à prendre un congé pour aller soigner leurs nerfs. »

18. Cf. Chronique du 13 janvier 1944.

19. Citations extraites de la lettre de Ley du 26 mai 1944

et de la réponse que je lui adressai le lendemain.

20. Cf. procès-verbal des conférences du Führer du 3 au 5 juin 1944, point 21.

21. Cf. E. Georg, *Die wirtschaftlichen Unternehmungen der SS* (« Les entreprises économiques de la SS »), Stuttgart, 1963.

22. Le D^r Schieber poursuit dans sa lettre du 7 mai 1944 : « Dans nos entreprises d'armement le pourcentage de la main-d'œuvre étrangère et surtout des travailleurs russes est élevé ; peu à peu une partie non négligeable de cette main-d'œuvre est affectée aux entreprises économiques de la SS, elle est donc perdue pour nous. Ces prélèvements s'expliquent par l'extension de plus en plus importante du grand konzern économique de la SS, tâche qui est menée de manière conséquente en particulier par L'Obergruppenführer Pohl. »

A la réunion de l'état-major de l'Armement du 26 mai 1944, Kammler s'était vanté « d'avoir tout simplement mis 50 000 personnes en détention préventive pour se procurer la main-d'œuvre nécessaire » (nécessaire aux entreprises de la SS).

23. Cf. procès-verbal des conférences du Führer du 3 au 5 juin 1944, point 21.

24. Eugene Davidson, dans *Modern Age*, année 1966, n° 4, dans son article « Albert Speer and the Nazi War Plans ».

26. OPÉRATION WALKYRIE

1. Ces mesures furent décidées au cours de la réunion de l'Office central de planification du 19 mai 1944. Une semaine plus tard, à partir du 26 mai 1944, les forces aériennes de l'ennemi réussirent à détruire en peu de temps 26 ponts sur la Seine.

2. Cf. Journal de Jodl à la date du 5 juin 1944, et également le procès-verbal de la conférence du Führer du 8 juin 1944, point 4 : « Le Führer approuve mes vues sur une éventuelle invasion, telles que je les ai exposées dans ma lettre à Jodl du 29 mai. »

3. Le décret circonstancié du général Fromm, chef de l'armement de l'armée et commandant en chef de l'armée de réserve et de l'intérieur, daté du 31 juillet 1943, concernant « Walkyrie », renvoie à un précédent décret daté du 26 mai 1942.

4. Cf. ma lettre du 3 mars 1945 à Thierack, ministre de la Justice du Reich, écrite à la décharge de Fromm.

5. Cf. le décret de Hitler du 13 juillet 1944.

6. Cf. Chronique du 9 juillet 1944.

7. Dans ce mémoire daté du 20 juillet 1944, j'analysais l'organisation de la Wehrmacht à la lumière de l'expérience que m'avait value mon travail avec l'industrie, ainsi que de certaines connaissances que j'avais acquises au cours de mes conversations avec des officiers d'état-major comme

Olbricht, Stieff, Wagner, etc. Notre organisation est défectueuse, disais-je dans ce mémoire, car aux 10 millions et demi d'hommes appelés sous les drapeaux ne correspondent que 2 300 000 soldats formant une troupe opérationnelle. Les Allemands, avec leur sens de l'organisation, créent un grand nombre de structures indépendantes, dans lesquelles chaque subdivision conquiert à son tour, dans tous les domaines, l'autonomie la plus complète possible. Le mémoire poursuivait en ces termes : « Ainsi, les trois armes la Wehrmacht, la Waffen-SS, l'organisation Todt et le Service du travail possèdent des services indépendants. L'habillement, le ravitaillement, les transmissions, le service de santé, l'approvisionnement, les transports, tous ces services ont une organisation séparée, des stocks indépendants, et reçoivent leurs livraisons séparément. » La conséquence de cet état de choses, concluais-je, est un gaspillage inutile d'hommes et de matériel.

8. Cf. Chronique du 20 juillet 1944.

9. On peut penser que Hitler avait dit à Goebbels, qui dirigeait à Berlin la résistance au putsch, sur qui se portaient les soupçons. A cette heure-là, l'ordre avait déjà été lancé depuis Rastenburg d'arrêter Stauffenberg quand il serait au P.C. de la Bendlerstrasse. Le général Fromm dut être soupçonné en même temps, car Hitler l'avait relevé de son commandement dès 18 heures pour le remplacer par Himmler. Que Goebbels de son côté ne m'ait pas mis au courant pourrait bien indiquer qu'il n'était pas très

convaincu de ma loyauté.

10. Le plan des conjurés est reproduit dans *Der 20. Juli* (« Le 20 juillet »), éd. Berto, Bonn, 1961.

11. Comme il ressort du rapport que Remer fit deux jours plus tard.

12. Cf. ma lettre du 3 mars 1945, à Thierack.

13. Apparemment Himmler hésita à obéir à l'ordre de se rendre à Berlin, que Hitler lui avait donné à dix-sept heures. Il resta d'abord quelque temps à son quartier général, pour prendre l'avion tard dans la soirée et atterrir non pas à Berlin-Tempelhof, mais sur un terrain situé assez loin à l'extérieur de la ville.

14. Cf. procès-verbal des conférences du Führer du 6 au 8 juillet 1944, point 2.

15. Ley rédigea dans le numéro de *Attaque* du 23 juillet 1944 un éditorial qui reflétait la nouvelle attitude du régime à l'égard de l'aristocratie militaire : « Dégénérée jusqu'à la moelle, lâche comme toutes les créatures viles, d'un orgueil de caste qui confine à l'idiotie, écoeurante de vénalité, telle est la clique nobiliaire que le juif délègue contre le national-socialisme... il faut exterminer cette vermine, la détruire jusqu'à la racine... Arrêter les auteurs du crime ne suffit pas, il faut anéantir toute cette sale engeance. »

16. Ce plan d'organisation correspondait à peu de chose près à un projet de décret découvert dans la

Bendlerstrasse que Beck, le futur chef de l'État (« Régent du Reich »), devait signer, et qui concernait 1' « organisation provisoire du pouvoir central pendant la guerre ». De plus il existait une liste des ministres prévoyant que le ministère de l'Armement serait placé sous l'autorité de Goredeler, le futur chancelier du Reich. Je figurais également sur cette liste, là encore avec un point d'interrogation et une note indiquant qu'il ne convenait de m'offrir ce poste de ministre que lorsque le coup d'État aurait été exécuté (renseignements tirés de *Der 20. Juli*, Bonn, 1961).

17. Cf. le rapport de Kaltenbrunner à Bormann, daté du 12 octobre 1944, qu'on trouvera dans le livre publié en 1961 à Stuttgart par Karl Heinrich Peter sous le titre : *Spiegelbild einer Verschwörung. Die Kaltenbrunner-Berichte an Bormann und Hitler über das Attentat am 20 Juli 1944*. Ce livre contient les rapports de Kaltenbrunner à Bormann et Hitler sur l'attentat du 20 juillet 1944 provenant des documents secrets de l'ancien Service de Sécurité du Reich.

18. Cela m'a été rapporté par Walter Funk.

19. En tant que « Hauptamtsleiter » du parti, j'étais subordonné aux Reichsleiter admis à ces congrès du parti.

20. Certains passages de ce discours de Hitler ont été publiés (cf. Domarus, *loc. cit.*).

21. Extrait de mon témoignage du 20 juin 1946 à Nuremberg. Je pouvais m'appuyer aussi sur le témoignage

de Schirach.

22. Comme en témoigne Gregor Janssen dans son livre consacré à mon ministère, *das Ministerium Speer*, j'intervins pour faire libérer le général Speidel, l'éditeur Suhrkamp, la femme du général Seydlitz et le D^r Eberhard Barth son beau-frère, le comte Schwerin, le général Zeitzler, le général Heinrici et les industriels chargés par Goedeler, c'est-à-dire Vögler, Bûcher, Meyer (M.A.N.) Stinnes, Haniel, Reuter, Meinen et Reusch.

23. Chronique de fin août et du 20 septembre 1944.

27. RAZ DE MARÉE A L'OUEST

1. Extraits de mon discours du 31 août 1944 à mes collaborateurs.

2. Chronique du 10 et du 31 août 1944.

3. Cf. ma lettre à Hitler du 20 septembre 1944.

4. Cette réclamation visait directement les prétentions de Bormann. Je revendiquais de Hitler le pouvoir « de donner directement aux Gauleiter les instructions utiles concernant les problèmes d'armement et la production de guerre sans avoir à demander l'avis du chef de la chancellerie du parti (Bormann) ». Les Gauleiter devaient être tenus d'en référer directement à moi et de me consulter directement pour les problèmes fondamentaux touchant l'armement et la production de guerre. Mais, pour accroître son pouvoir, Bormann employait une méthode

assez fruste qui consistait en ceci que « toutes les informations devaient passer par lui » et que « lui seul pouvait transmettre des instructions aux Gauleiter afin que soit assurée l'unité du commandement ». Il s'immisçait ainsi entre les ministères et les organes d'exécution, de sorte qu'il soumettait les uns et les autres à son emprise.

5. « Le Dr Goebbels, le Reichsleiter Bormann et, à l'échelon inférieur, les Gauleiter et leurs services ne cessent de s'en prendre aux entreprises d'armement, note la Chronique une semaine plus tard, début octobre ; pour le ministre il importe que soit clairement établi qui, en matière d'armement, a désormais voix au chapitre. Malgré tous les arrangements pris avec Goebbels, on agit dans le dos du ministre. Les rappels à l'ordre destinés aux Gauleiter sont interceptés par Goebbels, les coups de téléphone sont voués aux oubliettes jusqu'au moment où le ministre est placé devant le fait accompli. Les rapports sont tendus et des deux côtés la colère monte. » Une semaine plus tard environ, irrité de la manière dont on agissait à mon égard, je donnai au directeur de la section centrale de la culture et de la propagande l'ordre de veiller à ce que mon nom « ne soit plus mentionné dans la presse » (Chronique).

6. Cf. le compte rendu de la tournée d'inspection que je fis du 26 septembre au 1^{er} octobre 1944. – Quelques jours plus tard j'entrepris une nouvelle tournée et inspectai le groupe d'armées sud-ouest du 19 au 25 octobre 1944 ; appuyé par Guderian, le chef d'état-major général, j'indiquai à Hitler dans mon rapport que, pendant le mois

de septembre, les troupes combattantes n'avaient reçu qu'une partie des armes qui devaient leur être livrées : « D'après les renseignements fournis par le quartier-maître général, voici le nombre des armes qui ont été directement fournies aux troupes qui combattaient sur l'ensemble des fronts, durant le mois de septembre :

	Approvisionnement	
	des divisions du front	des unités nouvellement créées
Pistolets	10 000	78 000
Pistolets mitrailleurs	2 934	57 660
Mitrailleuses	1 527	24 473
Canons de D.C.A 20 mm	54	4 442
Canons de D.C.A 37 mm	6	948
Canons antichars 75 mm	180	748
Lance-grenades 80 mm	303	1 947
Lance-grenades 120 mm	14	336
Obusiers de campagne légers	275	458
Obusiers de campagne lourds	35	273
Camions	543	4 736
Autochenilles	80	654
Chars	317	373
Canons d'assaut	287	762

7. Aux termes du rapport que je rédigeai à la suite d'une inspection effectuée du 10 au 14 septembre 1944, la 1^{re}

armée engagée près de Metz avait à défendre un front de 140 kilomètres et ne possédait pour cela que 112 pièces d'artillerie, 52 chars d'assaut, 116 canons antichars lourds, 1 320 mitrailleuses. Le 81^e corps d'armée qui défendait Aix-la-Chapelle et ses importantes industries ne disposait que de 33 pièces d'artillerie, 21 chars et 20 canons antichars lourds. Dans ce même rapport j'écrivais à Hitler : « Les armes lourdes sont en nombre si insuffisant que l'ennemi peut percer nos lignes presque partout. 100 chars servis par 500 hommes peuvent briser la résistance de 10 000 hommes qui n'ont plus d'armement lourd. »

8. Cf. procès-verbal des conférences du Führer du 19 au 22 juin 1944, point 9.

9. Cf. document de Nuremberg RF 71. Aux termes de ce document, Sauckel avait proposé à Hitler, dès le 26 avril 1944, de signer un « ordre du Führer » rédigé comme suit : « Au commandant en chef du front Ouest et aux commandants militaires de France, de Belgique et de Hollande. Dans le cas d'une invasion, il faut s'assurer à tout prix que les travailleurs productifs ne tomberont pas aux mains de l'ennemi. La situation de l'armement du Reich exige que cette main-d'œuvre soit immédiatement et en très grand nombre mise à la disposition des entreprises d'armement allemandes. »

Après une négociation menée par Sauckel avec le gouvernement français, un procès-verbal officiel fut rédigé le 8 mai 1944 qui mentionnait ceci : « Le Gauleiter Sauckel déclare qu'il a transmis à ses services un plan de

mobilisation à appliquer dans le cas d'une invasion ennemie, avec mission de transférer impitoyablement en Allemagne le personnel qui deviendrait alors disponible. » A la suite d'une réunion du cabinet qui se tint le 11 juillet 1944 sous la présidence de Lammers, Keitel donna au commandant militaire en France l'ordre de « recourir à la force pour capturer des ouvriers français ». – Quant à moi je décidai au contraire ceci : « malgré l'invasion ennemie il faut maintenir le niveau de la production française et seule l'évacuation des machines importantes dont nous manquons doit être envisagée » (Chronique).

10. Cf. procès-verbal des conférences du Führer du 18 au 20 août 1944, point 8.

Le jugement du Tribunal militaire international du 30 septembre 1946 reconnaît, au sujet de l'action que j'ai menée dès cette période puis plus tard, « qu'il [Speer] a été à la fin de la guerre l'un des rares hommes qui eurent le courage de dire à Hitler que la guerre était perdue et de prendre des mesures pour s'opposer, aussi bien dans les territoires occupés qu'en Allemagne, à la destruction insensée des usines de production. Il a contrecarré dans plusieurs pays occidentaux et en Allemagne la politique de la terre brûlée de Hitler, qu'il sabota volontairement en s'exposant à de graves dangers. »

11. Hitler avait nommé Grohé, le Gauleiter de Cologne, responsable pour la Belgique, Simon, le Gauleiter de la Moselle, responsable pour le Luxembourg et le bassin producteur de minette ; Bürkel, Gauleiter de la Sarre-

Palatinat, était responsable pour la Meurthe-et-Moselle.

Grâce à l'autorisation de Hitler, je pus par exemple écrire au Gauleiter Simon, le 5 septembre 1944 : « En tout état de cause il faut veiller, au cas où les territoires producteurs de minette, le Luxembourg et les autres régions industrielles tomberaient aux mains de l'ennemi, à ce que l'activité industrielle de ces territoires soit seulement paralysée ; je veux dire qu'en démontant et en évacuant des machines, généralement des groupes électriques, on peut interrompre le fonctionnement des entreprises sans endommager les installations elles-mêmes. Il faut compter que nous reprendrons le bassin producteur de minette, car ce minerai nous est indispensable à longue échéance si nous voulons continuer la guerre. Les expériences que nous avons faites en Russie ont montré que les entreprises industrielles ont plusieurs fois changé de camp sans avoir été détruites ni par l'un ni par l'autre, et que le « bénéficiaire » du moment pouvait faire tourner les usines. L'union industrielle du Reich Fer et Charbon recevra des instructions dans ce sens. » Les unions industrielles du Reich reçurent des directives identiques assorties de cette précision : « Prière de procéder de la même façon pour les bassins houillers menacés en Belgique, en Hollande, et en Sarre. Les installations de pompage des mines de charbon doivent rester intactes. »

12. Message envoyé aux Gauleiter de la Ruhr par télex le 13 septembre 1944. Il y était dit qu'il fallait

« essentiellement se borner à paralyser les entreprises, c'est-à-dire démonter et emporter des machines, généralement des groupes électriques, afin d'interrompre provisoirement le fonctionnement des installations ». L'industrie minière et l'industrie de l'acier ne devaient venir qu'en second lieu pour l'application de telles mesures ; pratiquement elles en furent préservées.

13. Citation extraite de l'éditorial de Helmut Sündermann, le chef du service de presse suppléant du Reich, du 7 septembre 1944. Navré, Sündermann m'expliqua, quelques semaines plus tard, que c'était Hitler qui lui avait personnellement ordonné de faire paraître ce texte.

14. Ces lignes sont extraites du compte rendu de ma tournée d'inspection effectuée du 10 au 14 septembre 1944.

15. Bormann consentit, dans un message du 16 septembre 1944, à étendre ces mesures approuvées par Hitler aux territoires occupés en Hollande, en France et en Belgique et à tous les Gaul situés à l'est, au sud et au nord du Reich. Trois jours après, dans une circulaire adressée le 19 septembre 1944 aux présidents de la Commission de l'Armement et aux inspecteurs de l'armement, je prenais sous ma responsabilité tous les cas où une entreprise tomberait aux mains de l'ennemi sans avoir été ainsi immobilisée : « A l'avenir je vous ferai plutôt grief d'avoir " paralysé " une entreprise de façon prématurée et précipitée, que d'avoir donné des ordres

trop tardivement pour qu'une telle mesure ait pu être exécutée. »

Dans une lettre du 17 septembre, je précisais que dans le cas où les mines de charbon et de lignite situées à l'ouest du Rhin seraient prises par l'ennemi, leur directeur technique resterait sur place avec des équipes de secours, « pour parer dans toute la mesure du possible à l'inondation des installations des puits et à tous autres facteurs susceptibles de causer des dégâts à l'entreprise ». Le 5 octobre 1944, une circulaire des services responsables de l'énergie électrique, qui étaient placés sous mon autorité, donnait des instructions précises pour les centrales électriques.

16. Cf. mon mémoire du 5 septembre 1944, ainsi que le procès-verbal des conférences du Führer du 18 au 20 août 1944, point 5 : « Le Führer prévoit un "territoire économique minimum" ; il faut calculer combien de temps nous pourrions, avec les réserves dont nous disposons et les industries de ce territoire, assurer un accroissement de la production d'armements. »

17. Mémoire du 5 septembre 1944. Nos réserves de nickel et de manganèse nous permettaient de tenir cinq mois de plus que nos stocks de chrome. Nous avons remplacé, pour les lignes à haute tension, des milliers de kilomètres de câbles de cuivre par des câbles en aluminium, de sorte que nous disposions de stocks de cuivre pour dix-sept mois, alors qu'initialement le manque de cuivre constituait l'un des écueils de notre armement.

18. Ces passages sont extraits des comptes rendus de mes voyages d'inspection effectués du 26 septembre au 1^{er} octobre, puis du 19 au 25 octobre et du 7 au 10 décembre 1944.

19. Noté par Jodl dans son journal le 10 novembre 1944.

20. Ces lignes concernant le mélange de sel gemme aux explosifs sont extraites de mon mémoire du 6 décembre 1944 sur la production d'azote. L'azote était un composant de base servant à la fabrication des explosifs. Avant les attaques aériennes, nous produisions (la production des territoires occupés étant compromise) 99 000 tonnes d'azote par mois ; en décembre 1944 nous produisions encore 20 500 tonnes. En septembre 1944 on ajouta 4 100 tonnes de mélange aux 32 300 tonnes d'explosifs produits, en octobre on mélangea à 35 900 tonnes d'explosifs 8 600 tonnes de sel gemme, et en novembre 9 200 tonnes de sel furent mélangées à 35 200 tonnes d'explosifs (rapport sommaire de mon service de planification de janvier 1945).

21. D'après le « bilan sommaire de la production » établi le 6 février 1945 par mon service technique, nous avons produit en janvier 1944, avant les attaques visant l'industrie aéronautique, 1 017 chasseurs de jour et de nuit, en février, durant les attaques, 990, en mars 1 240, en avril 1 475, en mai 1 755, en juin 2 034, en juillet 2 305, en août 2 273, en septembre 2 878. Cette progression fut obtenue principalement grâce à une limitation de la production des

autres avions, en particulier des appareils à plusieurs moteurs. Selon les *Indices de la production d'armement en Allemagne* de janvier 1945, l'ensemble de la production d'avions passa de l'indice 232 en janvier 1944 à l'indice 310 en septembre, ce qui représente une augmentation de 34 %. Durant la même période la proportion de chasseurs par rapport à l'ensemble de la production d'avions passa de 47,7 % à 75,5 %.

22. Séance de l'Office central de planification du 25 mai 1944 : « Le nombre des avions qui sortiront en mai est tel que l'état-major pense infliger à l'ennemi au bout d'un certain temps des pertes si élevées que les incursions sur le territoire du Reich deviendront peu rentables. Quand cinq chasseurs s'attaquent à l'ennemi, un bombardier est abattu. En ce moment chaque bombardier abattu nous coûte un chasseur. »

23. Cf. le procès-verbal des conférences du Führer du 18 au 20 août 1944, point 10.

24. Ces lignes sont extraites de la chronique du 21 et du 24 août 1944. Malgré l'ordre de Hitler, qui exigeait qu'on réduise de moitié la production de chasseurs, celle-ci demeura presque inchangée : 2 305 chasseurs produits en juillet, 2 352 en décembre.

25. Cf. compte rendu de la tournée d'inspection que j'effectuai du 10 au 14 septembre 1944.

Quelques jours auparavant, le 31 août 1944, j'avais déclaré à mes collaborateurs que je ne voulais pas « être

victime de la psychose qui résulte de ce qu'on accorde aux armes nouvelles une importance excessive. Et si elles tiennent une place si importante dans la propagande actuelle, je n'y suis pour rien. »

Le 1^{er} décembre 1944, à Rechlin, j'exposai à mes collaborateurs mon opinion en termes analogues après une présentation de nouveaux projets : « Vous avez pu voir que nous ne possédons pas d'arme miracle et que nous n'en posséderons sans doute jamais ! Pour nous autres techniciens, il est toujours clairement apparu, à condition qu'on veuille bien ouvrir les yeux, que dans le domaine technique les miracles, tels que le profane les attend, ne sont guère possibles... Lors de mes inspections au front je n'ai cessé de constater que les chefs des divisions et des régiments sont inquiets parce que leurs hommes se raccrochent à ces armes miracles avec une confiance toujours plus forte. Je trouve cela désastreux. »

Quelques semaines plus tard, le 13 janvier 1945, l'un des participants au cours III destiné aux généraux commandant les corps d'armées et aux commandants de corps me demanda : « Est-ce qu'on peut encore envisager l'adoption d'armes nouvelles puisque, pendant le dernier trimestre, on a fait une telle propagande au sujet de ces armes ? » Voici ce que je répondis : « En ce qui me concerne, tout ce que je peux dire, c'est que je combattrai ces bruits de la manière la plus énergique, car en fin de compte je ne suis pour rien dans cette propagande. Je n'ai cessé de répéter qu'il ne faut pas compter sur des armes

miracles et j'ai plusieurs fois signalé par écrit au Führer que je considère cette propagande comme absolument insensée, et cela non seulement du point de vue du commandement, mais aussi parce que c'est se moquer de la valeur du soldat allemand... Nous n'aurons jamais de recette miraculeuse qui puisse à elle seule terminer la guerre. Il ne faut pas compter là-dessus. »

26. Schwarz von Berk avait publié dans le périodique *Das Reich* du 10 décembre 1944 un article que je considérai comme un abus de confiance, car pour la deuxième fois il se servait de renseignements qu'il avait recueillis auprès de mes services de l'armement pour en faire un article. Je lui écrivis le 15 décembre une lettre qui se terminait ainsi : « Vous comprendrez donc que vous ne sauriez être une nouvelle fois invité aux réunions de caractère privé qui se tiennent à mon ministère. »

28. L'EFFONDREMENT

1. Mis au point sur le modèle du bazooka américain. En novembre 1944 on fabriqua 997 000 « Panzerfäuste », en décembre 1 253 000, et en janvier 1945 1 200 000.

2. Churchill se fit réellement informer le 5 août 1944 des possibilités qu'avait la Grande-Bretagne d'employer des gaz toxiques contre l'Allemagne. Le rapport qui lui fut soumis établissait que les 3 200 tonnes d'ypérite et de phosgène disponibles pouvaient « agir efficacement sur environ 2 500 kilomètres carrés de territoire allemand,

c'est-à-dire une étendue plus vaste que les superficies de Berlin, Cologne, Essen, Francfort et Kassel réunis » (cf. David Irving, *Die Geheimwaffen des Dritten Reiches* (Les Armes secrètes du III^e Reich, Hambourg, 1944). – D'après ma lettre à Keitel du 11 octobre 1944 (RLA 1302/44), nous produisions 3 100 tonnes d'ypérite et 1 000 tonnes de tabun par mois avant les attaques menées sur l'industrie chimique pendant l'été 1944. De grandes quantités de produits toxiques avaient donc dû être stockées chez nous au cours des cinq années de guerre, et elles devaient dépasser les stocks des Britanniques, même si l'on admet que la capacité de production nécessaire en cette matière ne fut développée qu'au cours de la guerre.

3. En octobre 1944, notre production de méthanol et de cyanogène, produits qui entraient dans la composition des gaz toxiques, atteignait encore respectivement 10 900 et 336 tonnes, alors que la production mensuelle moyenne en 1943 avait été respectivement de 21 500 et 1 234 tonnes.

4. Cf. mémoire du 11 novembre 1944.

5. Sans aucun doute l'ennemi aurait eu plus de chances de réaliser son espoir de terminer la guerre durant l'hiver 1944-1945, s'il avait anéanti notre industrie chimique. En effet la situation de nos transports s'améliora régulièrement beaucoup plus vite que nous ne l'espérions ; ainsi le nombre de wagons mis en circulation quotidiennement, qui avait été en moyenne de 139 000 en 1943, se montait encore en janvier 1945 à 70 000, donc à la moitié, en février à 39 000, c'est-à-dire au tiers, et en mars à 15 000,

donc au neuvième du nombre initial. Grâce à nos importants stocks de pièces détachées, le programme de production complémentaire permit d'atteindre des résultats qui compensaient largement cette insuffisance des transports. L'indice moyen pour l'ensemble de la production d'armements en 1944 était de 277 (1943 : 222). Cet indice n'était plus en janvier 1945 que de 227 (diminution de 18 %), puis en février de 175 (diminution de 36 %) et en mars 1945 de 145 (diminution d'environ 50 %), alors que le volume des transports n'était plus que de 1/9.

Notre production de munitions, qui, en 1943, atteignait 225 800 tonnes, se montait encore, en janvier 1945, à 175 000 tonnes (qu'on appelait les tonnes de munitions du quartier-maître général), ce qui représentait tout de même 70 % par rapport à 1943, mais notre production d'azote était descendue à 1/8. En janvier 1945 notre production d'avions atteignit le chiffre de 3 185 appareils (1943 : 2 091 par mois), mais notre production de carburants était tombée à 1/13. Le nombre des chars, « chasseurs de chars » (Panzerjäger), canons d'assaut et affûts automoteurs livrés en janvier 1945 fut de 1 766 (nombre moyen en 1943 : 1 009), le nombre des camions et tracteurs légers de 5 089 (1943 : 10 453), le nombre des tracteurs de 916 (1943 : 1 416), mais pour faire marcher tous ces véhicules nous ne disposons plus que du quart de notre production antérieure de carburants. C'est donc l'évolution catastrophique de notre production chimique qui fut le facteur décisif dans l'affaiblissement de notre

potentiel de combat.

6. Citation extraite du procès-verbal de la conférence du Führer du 12 octobre 1944, point 27.

7. Dans le compte rendu de ma tournée d'inspection du 31 décembre 1944, j'écrivis à Hitler : « Les transports... ne peuvent s'effectuer qu'en roulant tous phares éteints. Les difficultés des transports de nuit et l'impossibilité de circuler de jour font qu'avec un réseau routier équivalent, notre trafic est inférieur de moitié ou des deux tiers à celui de l'ennemi, qui peut circuler de jour presque sans être inquiété et rouler de nuit tous feux allumés. De plus l'état des routes dans l'Eifel et les Ardennes constitue une autre difficulté très sérieuse, en particulier pour l'acheminement des renforts... La plupart des routes comportent des côtes et des virages, de sorte que les difficultés de la circulation y sont aussi grandes que sur une route de montagne... La stratégie imaginée par le commandement suprême et les ordres qui en découlent ne sont certainement pas toujours adaptés aux problèmes d'approvisionnement qui résultent de cette situation. L'approvisionnement semble revêtir une importance secondaire dans la préparation des opérations... Lorsque l'approvisionnement n'est pas pris en considération et calculé comme il convient, l'opération ne peut qu'échouer. »

8. Seule la mort de la tsarine Elisabeth le sauva, de l'avis même de Hitler, d'une défaite totale.

9. Cité d'après le procès-verbal des conférences du

Führer du 3 au 5 janvier 1945, point 23.

10. Procès-verbal des conférences du Führer du 3 au 5 janvier 1945, point 24. Saur, qui n'avait cessé de protester auprès de Hitler au sujet des ingérences de l'adjoint de Himmler, l'Obergruppenführer SS Jüttner, dans notre organisation industrielle, remporta un incontestable succès. Certains détails finirent par rendre Hitler si furieux qu'il décida de remplacer Himmler.

11. Cité d'après le message que j'avais envoyé par télex à Hitler le 21 janvier 1945 et d'après mon mémoire du 16 janvier.

12. Pas pour longtemps il est vrai : quelques mois plus tard il dirigea la défense de Breslau sans se préoccuper des vies humaines et des édifices de valeur ; il fit même pendre en public son vieil ami, le Dr Spielhagen, le premier bourgmestre de Breslau, pour s'être enfui de la ville assiégée juste avant la capitulation en utilisant l'un des rares prototypes d'hélicoptères qui existaient, comme je l'appris par la suite de la bouche de l'ingénieur constructeur Flettner.

13. Cf. discours radiodiffusé de Hitler du 30 janvier 1945.

14. La première citation se trouve à la page 693, la seconde à la page 104 de *Mein Kampf*, édition de 1935. Dans ma cellule de prison à Nuremberg, je trouvai à la page 780 cette citation qui complète les deux autres : « Mais alors ils comparaîtront devant son tribunal, ceux qui

s'arrogent le pouvoir aujourd'hui, pour fouler aux pieds le droit et la loi, ceux qui ont conduit notre peuple à la détresse et à la ruine et qui devant les malheurs de la patrie ont fait passer leur propre personne avant la vie de la collectivité. »

29. LA CONDAMNATION

1. Je me déchargeais également des conférences consacrées à l'armement sur Saur. Comme en témoigne le procès-verbal conservé, la conférence du 20 janvier fut la dernière à laquelle je participai. Par la suite, ce fut Saur qui assista aux dernières conférences avec Hitler, les 14 et 26 février, et les 8 et 22 mars.

2. Ce jour-là Model renonça à utiliser comme point d'appui tactique pour l'artillerie la plus grosse fabrique pharmaceutique d'Allemagne, les usines Bayer-Leverkusen ; il accepta en outre qu'on en informât l'ennemi, en le priant de les épargner.

3. Le projet en fut établi le 15 mars 1945 avec la collaboration technique du colonel Gundelach, chef de l'état-major général du génie.

4. Circulaire en date du 12 mars 1945.

5. Depuis des semaines déjà nous avons créé la situation du fait accompli : le 19 février 1945 un jour après avoir été chargé par un décret de Hitler de diviser tout le territoire couvert par les transports et d'établir l'ordre

préférentiel, je donnai dans ma « circulaire concernant la situation dans les transports » l'ordre suivant : « Il est bien entendu que tout ce qui est nécessaire à la sauvegarde des forces vitales du peuple allemand doit avoir priorité. Le ravitaillement de la population doit être assuré dans les plus larges limites possibles. » La situation dans les transports nous obligea à prendre cette décision car le nombre des wagons disponibles était tombé à un tiers.

C'est sous la pression de Riecke, secrétaire d'État au ministère du Ravitaillement, que par un décret du service de planification du 2 mars 1945 et un ordre au service de la construction, j'ai fait ravitailler en charbon et en électricité les industries alimentaires et les fabriques de machines agricoles avant l'industrie d'armement, et les usines d'azote avant les usines hydrocarbures. Ce furent là les derniers de mes nombreux décrets d'urgence. L'industrie d'armement n'y était même plus mentionnée.

Des camions qui nous appartenaient en propre et dont nous disposions pour des transports urgents de matériel d'armement furent affectés, avec la quantité de carburant nécessaire, à la distribution des semences pour la prochaine récolte, après que les Chemins de fer du Reich eurent déclaré ne plus pouvoir s'en occuper. Mettant sur pied un programme spécial, nous remplîmes au cours de ces semaines-là les entrepôts de Berlin de stocks de vivres devant permettre de tenir plusieurs mois. Sur une proposition que je fis au secrétaire d'État Zintsch du ministère des Affaires culturelles, ces camions

transportèrent en outre le patrimoine artistique des musées de Berlin dans les galeries de mines de sel au bord de la Saale pour les y cacher. Les objets qui y furent déposés à l'époque constituent aujourd'hui le fonds des musées d'État de Berlin-Dahlem.

6. En prenant l'exemple de Berlin j'expliquai dans ce mémoire quelles seraient les conséquences du dynamitage des ponts : « Les destructions de ponts préparées à Berlin auraient par exemple pour conséquence que la ville ne pourrait plus être ravitaillée en vivres et qu'en outre la production industrielle et la vie des habitants y seraient rendues impossibles pour des années. Ces destructions signifieraient la mort de Berlin. »

Pour la Ruhr également, j'exposai les conséquences des sabotages prévus : « Si les très nombreux ponts de chemin de fer qui, dans la Ruhr, enjambent les petits canaux et les petites vallées ou si les passages supérieurs des voies ferrées sont détruits, la Ruhr ne sera plus en état de reprendre la simple production lui permettant de reconstruire ces ponts. » Dans ce mémoire du 15 mars 1945, je demandais en outre à Hitler de faire distribuer, à l'approche des troupes adverses, les stocks de la Wehrmacht et les stocks civils.

7. Nous avons là un exemple du chaos engendré par les réactions subites de Hitler. Car quelques instants plus tôt, ce même 18 mars, Keitel avait transmis par télégramme : « Le Führer a pris de façon non équivoque la décision suivante : en cas de nécessité on doit, à l'ouest, dans les

territoires immédiatement menacés par l'ennemi, exécuter les mesures d'évacuation. » Mais le non-respect de cette directive était parfaitement couvert par la phrase suivante : « L'évacuation ne doit gêner en rien les mesures militaires, le transport vers l'arrière des stocks de vivres et le transport du charbon... » Le 19 mars 1945, Bormann donnait l'ordre « d'assurer l'évacuation par tracteurs dans le cas où d'autres moyens de transport ne seraient pas disponibles. La population masculine doit en cas de force majeure partir à pied. »

8. Cité d'après ma lettre du 29 mars 1945, dans laquelle je rappelais à Hitler les paroles qu'il avait prononcées, tout en faisant cette réserve : « Si je vous ai bien compris... » Cette dernière formule devait simplement donner à Hitler la possibilité de prendre ses distances par rapport à ses propres paroles. Dans la même lettre je résumai ainsi l'impression que m'avait faite sa réflexion : « Ces paroles m'ont bouleversé. »

9. Le siège de ce quartier général était un petit château bâti sur une colline rocheuse et relié par un escalier à des bunkers. Il s'agissait du quartier général que j'avais construit pour Hitler en 1940 et qu'il avait alors refusé !

10. Il s'agit du décret du Führer concernant les mesures de destruction à prendre dans le territoire du Reich. En voici le libellé exact : « Le combat livré pour l'existence de notre peuple nous oblige à utiliser, même sur le territoire du Reich, tous les moyens qui peuvent affaiblir le potentiel de combat de l'ennemi et empêcher sa progression. On doit

exploiter toutes les possibilités qui existent de briser de façon durable sa puissance militaire. C'est une erreur de croire que les réseaux de communications et de transmissions, les installations industrielles de production et de ravitaillement non détruits ou provisoirement paralysés pourraient être, après la reconquête des territoires perdus, remis en état pour notre propre compte. L'ennemi ne nous laissera en effet lors de sa retraite qu'une terre brûlée, et ne tiendra aucun compte de la population. C'est pourquoi j'ordonne :

« 1. Qu'on détruise dans les limites du territoire du Reich tous les moyens de communication et de transmission, toutes les installations industrielles de production et de ravitaillement, de même que toutes les valeurs dont l'ennemi pourrait à plus ou moins brève échéance se servir pour continuer son combat.

« 2. Que la responsabilité de l'exécution de ces mesures incombe aux autorités militaires en ce qui concerne toutes les installations militaires, y compris les réseaux de communications et de transmissions, et aux Gauleiter, commissaires à la défense du Reich, pour toutes les installations industrielles et pour les valeurs ; les Gauleiter, commissaires à la défense du Reich doivent pouvoir compter dans l'accomplissement de leur mission sur l'assistance nécessaire de la troupe.

« 3. Cet ordre doit être immédiatement communiqué à tous les commandants des troupes ; toutes instructions contraires sont nulles et non avenues. »

Cet ordre prenait le contre-pied des exigences que, dans mon mémoire à Hitler du 18 mars, j'avais ainsi formulées : « Il faut, si le combat continue sur le territoire du Reich, que personne ne soit habilité à détruire les installations industrielles, les mines de charbon, les centrales électriques et autres centres de ravitaillement, les communications et les voies navigables. Si l'on faisait sauter les ponts comme il est prévu, les voies de communication seraient détruites de façon plus durable que ne purent le faire les attaques aériennes ces dernières années. »

11. Kesselring s'était déchargé sur son subordonné, le Feldmarschall Model, de la responsabilité éventuelle d'une application insuffisante de cet ordre, en notant dans la marge : « A transmettre pour exécution au commandant en chef du groupe d'armées. »

30. L'ULTIMATUM DE HITLER

1. Cf. ma lettre du 3 mars 1945 au ministre de la Justice du Reich Thierack, et sa réponse du 6 mars 1945.

2. Cf. le « compte rendu de la conférence avec le Führer du 12 mars 1945 » signé de Saur.

3. Voici le texte de l'arrêté :

« Objet : accueil des compatriotes réfugiés en provenance des territoires à évacuer. Pour le Führer et par délégation, je vous communique ce qui suit :

« Par un décret du 19 mars 1945, le Führer a donné l'ordre d'exécuter des mesures de destruction ; cet ordre vous a déjà été transmis ou est joint à la présente. En même temps le Führer a ordonné de façon tout aussi nette que les territoires que nous ne pouvons conserver en ce moment, mais dont au contraire on peut prévoir l'occupation par l'ennemi, doivent être évacués.

« Le Führer a confié aux Gauleiter des régions du front de faire ce qui était humainement possible pour assurer l'évacuation totale c'est-à-dire l'exode massif de tous nos compatriotes. Le Führer est au courant des énormes difficultés qui s'attachent à l'exécution de cet ordre. On les lui a souvent décrites.

« L'exigence du Führer repose sur des raisons précises et fondées. La nécessité absolue de l'évacuation ne peut être remise en question.

« Tout aussi difficile que l'évacuation et le transport sera l'hébergement des compatriotes déplacés dans les régions d'accueil. La prise en charge des compatriotes des territoires évacués, apparemment impossible, doit pourtant être assurée.

« Le Führer attend que les Gaue du centre du Reich fassent preuve de la compréhension qu'exigent les inévitables nécessités du moment.

« Nous devons dans tous les domaines maîtriser la situation présente en faisant appel à toutes nos facultés d'improvisation. »

4. Pour autant que je sache, Florian revint sur son intention de publier cet appel. – Il est possible qu'il ait fait ses remarques sur la médiocrité du peuple dans un autre entretien.

5. Hitler avait décidé que, dans une « zone de combat » large de 8 à 15 kilomètres, ce serait l'armée de terre qui prendrait l'initiative des destructions.

6. Il s'agit des « mesures exécutoires » (pour les transmissions) en application du décret du Führer du 19 mars 1945, envoyées le 27 mars à 16 heures : « Tous les moyens de transmission doivent être détruits par explosif, incendie ou démolition. On doit rendre totalement inutilisables les centraux téléphoniques et télégraphiques, les relais amplificateurs et autres relais (avec fils d'entrée, commutateurs, pylônes etc., et, si le temps y suffit, également lignes et câbles à longue distance de surface), les stocks de matériel de toute nature, câbles, lignes, les plans de fonctionnement (plans des connexions, des réseaux de câbles, plans des appareils, etc.), les installations émettrices (émetteurs, récepteurs, mâts, antennes). On essaiera auparavant de démonter et d'emporter les pièces qui ont de la valeur...

« Pour la capitale et ses environs et avant tout pour les installations de Nauen, Königswusterhausen, Zeesen, Rehmate, Beelitz, un ordre suivra. »

7. A mon retour de captivité, mon ancien directeur général Seebauer m'apprit que, déjà pendant ma maladie,

au printemps 1944, Hitler avait choisi Saur pour être mon successeur.

8. Dans sa dernière conférence d'état-major du 28 avril 1945, Hitler réagit plus violemment : « La non-obéissance à un ordre donné par moi reviendrait pour un dirigeant du parti à être immédiatement supprimé et renvoyé au néant... Je ne peux m'imaginer qu'un dirigeant du parti à qui j'aurais donné un ordre puisse prendre sur lui de ne pas le faire exécuter » (sténogramme publié dans le *Spiegel*, n° 3, 1966).

9. Autres extraits de cette lettre : « L'abandon de mon poste, même sur votre ordre, équivaldrait en ces moments décisifs à une désertion vis-à-vis du peuple allemand et de mes fidèles collaborateurs. Mais j'ai le devoir, sans penser aux conséquences que cela peut avoir pour ma propre personne, de vous exprimer crûment et sans fard ma conviction personnelle sur les événements actuels. J'ai été l'un de vos seuls collaborateurs à vous avoir toujours dit franchement et honnêtement ce que je pensais – et je veux continuer à le faire...

Je crois en l'avenir du peuple allemand. Je crois en une Providence juste et impitoyable, je crois en Dieu. C'est avec tristesse que j'ai vu, dans les jours victorieux de 1940, bon nombre de nos dirigeants perdre toute dignité. C'est alors que nous aurions dû, par notre sagesse et notre modestie, prouver notre mérite aux yeux de la Providence. Alors, nous aurions remporté la victoire. Mais le destin nous trouva trop légers pour supporter de grands succès.

Par notre paresse et notre indolence, nous avons perdu un an d'un temps précieux que nous aurions pu consacrer à l'armement et au développement, et en le perdant, nous avons établi les bases de notre retard des années 1944-1945. Si tous les changements étaient survenus un an plus tôt, notre destin aurait été autre. Comme si la Providence avait voulu nous avertir, tous les événements militaires furent désormais poursuivis d'une malchance sans précédent. Jamais encore les circonstances extérieures, les circonstances atmosphériques par exemple, n'avaient joué un rôle aussi déterminant et aussi funeste que dans cette guerre qui a été précisément la guerre la plus technique de tous les temps. Le gel devant Moscou, le brouillard à Stalingrad et le ciel bleu sous lequel se déroula à l'ouest l'offensive de l'hiver 1944...

« Je ne peux continuer de travailler avec cette sérénité, cette foi en l'avenir et cette conviction que si vous reconnaissez, comme vous l'avez toujours fait jusqu'à maintenant, mon Führer, la nécessité de conserver à notre peuple ses forces vives. Je n'entrerai pas dans le détail des conséquences funestes que votre décret du 19 mars 1945 pourrait avoir, dans ce qu'ont de précipité ses mesures d'application pour notre potentiel industriel et pour le moral de la population s'il venait à être connu. Ce sont là choses qui passent à côté de l'essentiel... Vous comprendrez certainement ce qui se passe en moi. Je ne peux atteindre ma pleine puissance de travail et créer autour de moi le climat de confiance nécessaire si, au

moment même où je demande aux travailleurs de donner le meilleur d'eux-mêmes, nous préparons la destruction de ce qui conditionne leur vie. »

10. Voici le texte du décret :

« Le Führer.

QG du F., 30 mars 1945.

« Pour que mon décret du 19 mars 1945 soit exécuté de façon uniforme j'ordonne :

« 1. Les mesures de destruction d'installations industrielles doivent avoir pour seul but d'empêcher l'ennemi de se servir de ces installations pour augmenter son potentiel de combat.

« 2. En aucun cas les mesures prises ne doivent affaiblir notre propre potentiel. La production doit continuer jusqu'au dernier moment, même au risque de voir une fabrique tomber intacte aux mains de l'ennemi dans le cas d'une avance plus rapide que prévu. Les installations industrielles de toute sorte ne doivent donc être détruites que quand l'ennemi les menace directement.

« 3. Alors que pour les ponts et autres moyens de communication seule une destruction totale peut empêcher l'ennemi de s'en servir pendant un temps assez long, pour les installations industrielles, au contraire, une paralysie momentanée peut avoir le même effet.

« La destruction totale d'usines particulièrement importantes sera décidée sur mon ordre par le ministre de

l'Armement et de la Production de guerre (p. ex. fabriques de munitions, importantes industries chimiques, etc.).

« 4. La paralysie ou la destruction des installations industrielles sera ordonnée par le Gauleiter et commissaire à la défense du Reich qui surveillera l'exécution de l'opération.

« L'exécution elle-même sera exclusivement confiée aux services et aux organes du ministère du Reich pour l'armement et la production de guerre. Tous les services du parti, de l'État et de la Wehrmacht devront leur apporter leur aide.

« 5. Les mesures exécutoires seront prises avec mon accord par le ministre du Reich pour l'armement et la production de guerre. Il pourra donner aux commissaires à la défense du Reich des instructions particulières.

« 6. Ces dispositions valent également pour les installations situées dans la zone des combats.

« *Signé : Adolf Hitler.* »

Le décret ne concernait que l'industrie, il n'y avait rien de changé pour les voies navigables, les installations ferroviaires et postales et les ponts.

11. Cet ordre fut transmis par Jodl le 29 mars, et communiqué par Bormann aux Reichsleiter et aux Gauleiter le 30 mars.

12. Ces instructions et ces mesures sont énumérées dans le dossier « Affaires secrètes du Reich » du 30 mars

1945.

13. Le texte du message que j'envoyai à toutes les directions des voies navigables, alors sous mes ordres, était le suivant :

« La destruction d'écluses, de digues, de barrages, de ponts-canaux et d'installations portuaires est aux termes du décret du Führer du 30 mars 1945, illégale tant que je n'ai pas donné mon accord.

« Pour information : état-major chargé des opérations à l'O.K.W. Prière informer les autorités militaires. »

14. Voici par exemple le texte d'un message radio du Gauleiter Uiberreither :

« Message PZR n° 5/6 0830 3-4-45.

« Au Reichsminister Albert Speer,

« Berlin W 8.

« En application du décret du Führer du 19 mars, je vous prie de m'envoyer des instructions détaillées sur les usines d'armement devant, dans mon Gau, rester intactes à tout prix. Comme la situation militaire est très incertaine, on doit compter à tout moment avec la possibilité d'une percée ennemie. J'attire votre attention sur les usines d'aviation de Marburg, Steyr, Daimler-Puch-Graz, ou même sur des usines de délestage. On doit considérer le problème posé par les usines d'armement de haute Styrie en tenant compte de l'inconnue de la situation militaire dans le bas Danube. Faut-il détruire les centrales hydroélectriques sur

la Drave et la Mur ou même les centrales thermiques avant qu'elles tombent intactes aux mains de l'ennemi ? Vos directives ne sont que partiellement valables car il ne peut être ici question d'un front continu.

« *Signé* : Gauleiter Uiberreither. »

Voici le texte de ma réponse :

« Au Gauleiter Uiberreither, Graz.

Berlin, le 3.5.1945

« Aux termes du décret du Führer du 30 mars 1945, il n'y a pas de terre brûlée. Toutes les installations et les fabriques doivent être paralysées assez longtemps pour que l'ennemi ne puisse s'en servir pour augmenter sa puissance militaire. Dans presque tous les cas une immobilisation durable déclenchée par des experts suffit pour atteindre le but désigné par le Führer. Cela concerne également les usines mentionnées dans votre message.

Par son décret du 30 mars 1945, le Führer a intentionnellement éliminé les différentes interprétations possibles du décret du 19 mars 1945 en se prononçant sans équivoque pour l'immobilisation des usines. Il ne doit donc plus y avoir de destruction que dans les cas où on ne pourrait atteindre le but recherché en paralysant les usines.

Au reste le Führer explicite ainsi sa pensée : travailler jusqu'à l'ultime instant. Il ne faut pas détruire les centrales électriques, seulement les immobiliser.

« *Signé* : Speer. »

15. Voici le texte du décret de Hitler du 7 avril 1945
(avec le passage biffé par Hitler) :

« Pour que mon décret du 19 mars 1945 soit exécuté de façon uniforme, j'ordonne en ce qui concerne les transports et les transmissions ce qui suit :

« 1. Il convient de détruire les ponts importants sur le plan opérationnel de façon à les rendre inutilisables par l'ennemi. Les zones ou même les secteurs (cours d'eau, portions d'autoroutes, etc.) où il faut détruire ces ponts seront chaque fois déterminés par l'O.K.W. Les plus lourdes peines doivent châtier ceux qui ne détruiront pas ces ponts.

« 2. Tous les autres ponts ne doivent être détruits que si les commissaires à la défense du Reich établissent, en collaboration avec les services du ministère des Transports et du ministère pour l'armement et la production de guerre, que l'approche de l'ennemi et son action arrêtent la production, ou empêchent le transport de celle-ci.

« Pour pouvoir poursuivre, comme je l'exigeais dans le décret du 30 mars 1945, la production jusqu'à l'ultime minute, il faut conserver intacts les transports jusqu'au dernier moment, [même au risque de voir un pont tomber intact aux mains de l'ennemi dans le cas d'une avance plus rapide de celui-ci, et sous réserve que ce pont n'entre pas dans la catégorie définie au paragraphe 1]. (Passage biffé par Hitler.)

« 3. Il faut paralyser de façon durable toutes les autres installations importantes ressortissant aux transports (ouvrages d'art de toutes sortes, voies ferrées, ateliers, etc.) et les moyens de transmission des Postes, des Chemins de fer du Reich et des sociétés privées.

« Avant de prendre toute mesure de destruction et d'évacuation, il faut songer que les installations, mis à part les ponts mentionnés au paragraphe 1, doivent pouvoir, après la reconquête des territoires perdus, être à nouveau exploitées au profit de la production allemande.

« Quartier général, le 7 avril 1945.

« Adolf Hitler. »

Ce décret présentait les avantages suivants : on pouvait supposer que les services intéressés n'établiraient jamais les constats nécessaires. L'ordre de détruire les installations postales et ferroviaires, les locomotives et les wagons, et de couler les bateaux était levé. La menace de peines sévères ne concernait que les ponts définis en 1, elle ne s'appliquait pas aux points 2 et 3.

16. Keitel transmet, par un message ultra-rapide portant le numéro 00 3403 /45 gKdos du 7 avril 1945, les seules instructions concernant la destruction totale des ponts importants sur le plan opérationnel, empêchant une interprétation favorable et la mise en application des éléments positifs du décret de Hitler.

31. MINUIT CINQ

1. Le brouillon de ce discours est du 8 avril 1945, celui portant les corrections pour la presse du 10 avril 1945.

2. D'après Saur, qui m'en parla à Nuremberg en captivité, Hitler aurait dit que, malgré tout, Speer restait le meilleur de tous.

3. Le plan de partage de l'Allemagne était connu. Le Holstein faisait partie de la zone anglaise. Je pensais que les Anglais se montreraient corrects avec les familles des dignitaires nazis ; en outre, cette propriété était située dans le territoire placé sous l'autorité de Dönitz, que je voulais rejoindre quand la fin serait venue.

4. A ce propos le D^r Gerhard Klopfer déclara dans une déposition faite sous serment en juillet 1947 : « Peu de temps après, Speer me fit demander par le D^r Hupfauer ce que je pensais de son projet d'intervention publique en faveur du D^r Brandt dans le procès qu'on faisait à ce dernier. Je lui fis alors savoir que j'avais la nette impression que cette information ouverte contre Brandt le visait, lui, Speer, en même temps. Je le priai de ne pas donner au promoteur de cette information judiciaire (Bormann), dans une situation aussi délicate, l'occasion souhaitée pour mener à bien l'opération éventuellement préparée contre lui. »

5. Von Below, l'aide de camp de Hitler pour la Luftwaffe arrangea cette affaire.

6. J'avais dans mon mémoire du 15 mars 1945 exposé ces conséquences à Hitler (cf. chap. 29, n. 6).

7. Des 950 ponts berlinois, 84 furent détruits. Il ne fait aucun doute que si l'on put limiter les dégâts, l'attitude de Heinrici y fut pour beaucoup. En outre, deux de mes collaborateurs berlinois, Langer et Kumpf, s'engagèrent à faire tout leur possible pour empêcher pendant les combats le sabotage des ponts.

8. Voici le texte intégral de ce discours écrit le 16 avril 1945 :

« Jamais encore un peuple n'a été si gravement touché, jamais encore la dévastation et les dommages de guerre n'ont été si grands que dans notre pays et jamais encore un peuple n'a supporté les maux de la guerre avec plus d'endurance, de ténacité et de foi que vous. Maintenant vous êtes tous abattus et ébranlés au plus profond de vous-mêmes. Votre amour se transforme en haine et votre endurance et votre ténacité en fatigue et en indifférence. Cela ne doit pas être. Le peuple allemand a fait preuve dans cette guerre d'une telle solidarité qu'il forcera, dans un plus lointain avenir, l'admiration d'une histoire plus juste. Nous ne devons donc pas, en ce moment précis, nous laisser aller au deuil et à l'affliction. Seul un travail acharné nous permettra de supporter notre destin. Mais nous pourrons nous en sortir si nous établissons avec sang-froid et réalisme ce que nous devons faire en ce moment.

« Or il n'y a qu'une tâche importante : éviter tout ce qui

pourrait achever de priver le peuple allemand de ses conditions élémentaires d'existence. La conservation de nos lieux de travail, des moyens de transport et de toutes les autres installations nécessaires au ravitaillement de notre peuple est la première condition pour le maintien de notre force vitale. C'est pourquoi, dans cette phase de la guerre, on doit éviter tout ce qui pourrait détériorer davantage notre économie.

« En tant que ministre responsable de la production de toutes les usines, de la préservation des routes, des voies navigables, des centrales électriques et de la remise sur pied des transports, et avec l'accord des instances suprêmes des commandements des trois armes, je décrète :

« 1. Toute destruction ou paralysie de ponts, d'usines de quelque nature que ce soit, de moyens de transmissions, de voies ferrées ou navigables est interdite dès ce moment.

« 2. On doit enlever les charges d'explosifs de tous les ponts et stopper tous autres préparatifs de destruction ou de paralysie.

« 3. Il faut immédiatement prendre des mesures sur le plan local pour protéger les usines, les installations ferroviaires et les moyens de transmission.

« 4. Ces instructions valent aussi bien pour le territoire du Reich que pour les territoires occupés en Norvège, au Danemark, en Bohême-Moravie et en Italie.

« 5. Tout individu qui s'oppose à ces instructions porte atteinte de façon consciente et décisive au peuple allemand, se faisant par là son ennemi. Je donne aux soldats de la Wehrmacht et du Volkssturm l'ordre d'intervenir par tous les moyens, et, s'il le faut, par les armes contre ces ennemis du peuple.

« En renonçant à faire sauter les ponts comme nous nous préparions à le faire, nous favorisons les opérations de nos ennemis. C'est pourquoi nous engageons notre adversaire à arrêter, pour des raisons humanitaires évidentes, les attaques aériennes sur les villes et les villages allemands, même quand il s'y trouve des installations militaires importantes. C'est à nous en revanche de veiller à ce que les villes et les localités totalement encerclées soient remises en bon ordre. Les villes qui ne disposeraient pas de véritables possibilités de défense doivent être déclarées villes ouvertes.

« Pour éviter des injustices et des erreurs dans cette dernière phase de la guerre, j'ajoute, dans l'intérêt du peuple allemand, les instructions suivantes :

« 1. Les prisonniers de guerre et les travailleurs étrangers resteront sur leur lieu de travail. S'ils sont déjà sur le chemin du retour, il faut les diriger vers leur pays d'origine.

« 2. Dans les camps de concentration, il faut séparer les prisonniers politiques, et par conséquent également les Juifs, des éléments asociaux. Il faut remettre les premiers

sains et saufs aux troupes d'occupation.

« 3. Toute exécution pénale à l'encontre de prisonniers politiques, y compris les Juifs, doit être suspendue jusqu'à nouvel ordre.

« 4. Le service dans le Volkssturm engagé contre l'ennemi est volontaire. D'ailleurs le Volkssturm est tenu de faire régner l'ordre dans le pays. Les membres du N.S.D.A.P. eux aussi ont le devoir de collaborer avec le Volkssturm, montrant ainsi qu'ils veulent servir le peuple jusqu'au bout.

« 5. Toutes les activités du Werwolf ou autres organisations du même genre doivent cesser immédiatement. Elles ne font que justifier les représailles de l'ennemi et détériorer les conditions nécessaires au maintien de la force vitale du peuple.

« Discipline et accomplissement du devoir sont deux conditions essentielles pour la sauvegarde du peuple allemand. Les dévastations que connaît l'Allemagne par le fait de cette guerre ne sont comparables qu'à celles de la guerre de Trente Ans. Cependant les pertes en vies humaines dues à la famine et aux épidémies ne doivent pas prendre l'ampleur qu'elles ont eue en ce temps-là. Il ne tient qu'à l'adversaire d'accorder au peuple allemand les honneurs et les possibilités matérielles qu'on accorde à un adversaire, vaincu certes, mais ayant héroïquement combattu, pour entrer lui-même dans l'histoire auréolé de gloire et de générosité.

« Mais chacun, à la place qu'il occupe, peut contribuer à épargner au peuple les plus graves préjudices. Vous devez pour cela faire montre de cette volonté avec laquelle vous avez essayé, vous travailleurs allemands, vous directeurs d'usines allemands et vous cheminots allemands de réparer les dégâts causés par les attaques aériennes, et vous devez montrer une détermination encore plus grande dans les mois qui viennent. La léthargie compréhensible qui s'est emparée du peuple à la faveur de la terreur paralysante et de l'immense déception de ces derniers mois doit disparaître. Dieu n'aidera le peuple que s'il ne s'abandonne pas dans cette situation désespérée.

« Pour l'avenir immédiat je donne les directives suivantes, valables même dans les territoires déjà occupés :

« 1. Le plus important est de réparer les dégâts subis par les installations ferroviaires. Dans la mesure où l'adversaire le permet ou même le commande, il faut donc mettre tout en œuvre, même les moyens les plus primitifs, pour opérer cette reconstruction. Car les transports permettent le ravitaillement en vivres de vastes territoires, dans lesquels autrement la population souffrirait de graves famines. Et seul un réseau de communications remis tant bien que mal en état vous permettra un jour de retrouver vos familles. C'est pourquoi il est de l'intérêt de tout un chacun de favoriser par tous les moyens la remise en état des transports.

« 2. L'industrie et l'artisanat, qui pendant cette guerre

accomplirent de tels exploits, sont tenus d'exécuter le plus rapidement possible toute commande servant à la remise en état des installations ferroviaires et de lui donner entière priorité.

« 3. En six années de guerre le paysan allemand a fait preuve de la plus grande discipline, livrant sa production selon les instructions données. Chaque paysan allemand doit dans les mois qui viennent porter ses livraisons au plus haut niveau possible. Il va de soi que le paysan allemand effectuera les travaux pour la récolte prochaine avec le dévouement le plus total. Il sait quelle responsabilité il assume aux yeux du peuple allemand.

« 4. La production alimentaire a absolue priorité. Les industries alimentaires ont la priorité pour les fournitures en électricité, gaz, charbon ou bois.

« 5. Les autorités ne doivent pas se disperser aux quatre vents. Les chefs respectifs en sont responsables. Tout individu qui abandonnera son lieu de travail sans autorisation de son supérieur hiérarchique se rend coupable devant le peuple. L'administration elle aussi est nécessaire pour préserver le peuple du chaos.

« Si nous continuons à travailler avec la même ténacité dont nous avons fait preuve au cours de ces dernières années, nous pourrons sauvegarder le peuple allemand et lui épargner d'autres graves dommages. Les transports peuvent d'ici deux à trois mois fonctionner de façon satisfaisante. Le ravitaillement en vivres peut, d'après nos

calculs, être assuré à l'ouest de l'Oder jusqu'à la prochaine récolte, même s'il faut évidemment se contenter de peu. Nous ne savons naturellement pas si l'adversaire nous laissera faire. Mais je suis tenu de mettre jusqu'au dernier moment toute mon énergie au service de la sauvegarde de mon peuple ». Les revers militaires que l'Allemagne a essuyés ces derniers mois sont effrayants. Nous ne sommes plus maîtres de notre destin. Seule la Providence peut nous accorder un avenir meilleur. Mais nous-mêmes pouvons le mériter si nous travaillons avec zèle et détermination, si nous affirmons devant l'adversaire notre dignité et notre valeur tout en devenant plus modestes au fond de nous-mêmes, et si nous gardons une foi inébranlable en l'avenir de notre peuple éternel.

Que Dieu protège l'Allemagne !

9. Voici le texte de cette dépêche : « 11 avril 1945. Cher Monsieur Fischer, comme les communications vont bientôt être coupées, je dois envisager l'emploi des postes émetteurs pour la diffusion d'instructions de base – telles que le remplacement des destructions par des mesures de paralysie, etc. Vous êtes personnellement responsable de l'alimentation en courant électrique de ces émetteurs jusqu'au dernier moment, y compris de celle de l'émetteur Werwolf de Königswusterhausen. Vous seul pourrez couper le courant mais pour ce faire vous devrez attendre qu'une émission ennemie vous ait prouvé que l'émetteur est occupé. Cordialement vôtre, Speer. »

10. Là-dessus je me rendis chez le Feldmarschall Busch,

commandant en chef du groupe d'armées, qui fût d'accord pour que, même en cas de combats, les ponts de l'Elbe à Hambourg soient livrés intacts. Il accepta en même temps de ne pas utiliser la centrale électrique à tourbe de Wiesmoor dans le Emsland comme point d'appui tactique. Cette centrale de 15 000 kilowatts avait une grande importance pour l'alimentation de secours de Hambourg car on ne pouvait, dans un futur proche, compter ni sur des transports de charbon ni sur une alimentation autre que locale.

32. L'ANÉANTISSEMENT

1. Kaufmann avait déjà pris à cette époque-là contact avec les Anglais pour remettre sans combattre Hambourg, que Hitler avait déclarée ville fortifiée. Le 22 avril nous ne disposions plus de l'émetteur de Königswusterhausen.

2. L'Obergruppenführer Berger me confirma à Nuremberg que Hitler avait effectivement eu l'intention de se suicider le 22 avril.

3. Il avait déjà été décidé, au cas où l'Allemagne aurait été divisée, que Dönitz aurait pris la tête du secteur nord, tandis que Hitler se réservait le pouvoir dans la partie sud. Le 2 avril 1945, Bormann avait toutefois lancé aux fonctionnaires du parti l'appel suivant : « Tout fonctionnaire qui abandonnera sa région attaquée par l'ennemi sans l'ordre exprès du Führer, et qui ne combattrà pas jusqu'à son dernier souffle, n'est qu'un chien. Il sera traité comme

un déserteur. Haut les cœurs et surmontons toutes nos faiblesses. Désormais il n'y a plus qu'un mot d'ordre : vaincre ou mourir. »

4. C'est Krebs qui avait pris en main les affaires de Guderian « tombé malade ». Certes, Hitler avait officiellement transmis à Keitel le commandement suprême de la Wehrmacht se limitant à prendre le commandement des troupes qui défendaient Berlin. Pourtant je n'avais pas l'impression qu'il ait le moins du monde reconnu ce fait. Même en tant que commandant en chef de Berlin, Hitler ne quitta pas son bunker, continuant au contraire à commander depuis son bureau.

Il s'agissait vraisemblablement le 23 avril d'une « petite conférence d'état-major », comme on les appelait, puisque n'étaient présents ni le commandant de la place de Berlin ni d'autres commandants de troupes.

5. Voici le texte du premier message, reçu le 30 avril 1945 à 18 h 35 : « FRR Grand amiral Dönitz : à la place du Reichsmarschall Göring, c'est vous, monsieur le Grand Amiral, que le Führer a désigné pour son successeur. Les pleins pouvoirs, consignés par écrit, suivent. Dès la réception du message vous devez prendre les mesures requises par la situation présente. Bormann. »

Et celui du message reçu le 1^{er} mai 1945 à 15 h 18 : « FRR Grand amiral Dönitz (à transmettre seulement par officier). Führer décédé hier 15 h 30. Testament du 29 avril vous confie le poste de président du Reich, attribue au

Reichsminister Goebbels celui de chancelier du Reich, au Reichsleiter Bormann celui de ministre du Parti, au Reichsminister Seyss-Inquart celui de ministre des Affaires étrangères. Sur l'ordre du Führer un exemplaire du testament vous a été envoyé, un autre porté au Feldmarschall Schörner, et un autre, destiné à l'opinion publique, mis en sûreté hors de Berlin. Le Reichsleiter Bormann essaie de vous rejoindre aujourd'hui même pour vous informer de la situation. La manière et le moment de porter la nouvelle à la connaissance de la troupe et de l'opinion publique sont laissés à votre discrétion.

« Confirmer réception du message. Goebbels Bormann. »

6. Aux termes de la loi, Dönitz ne pouvait prétendre assurer légalement la succession de Hitler, puisque la constitution prévoyait que des élections devraient avoir lieu pour désigner un successeur. Sa légitimité en tant que successeur de Hitler ne reposait donc que sur la volonté de son prédécesseur, ce qu'il confirma en se référant expressément, dans l'exercice de ses fonctions, aux dernières volontés de Hitler. Le premier acte de gouvernement de Dönitz n'était donc illégal que dans la mesure où il ne respectait pas une part essentielle de ces dernières volontés qu'il avait cependant accepté d'observer, en assurant dès la réception du premier télégramme les fonctions que celui-ci lui conférait.

D'ailleurs l'exigence de Hitler, consistant à imposer à son successeur la nomination des membres de son

cabinet, était bien une des inventions les plus grotesques de son activité d'homme d'État. Ce faisant il oublia, comme souvent au cours des dernières années, de définir qui en fin de compte aurait à décider en cas de querelle au sein du cabinet : le chancelier ayant rang sur ses ministres, ou le président du Reich comme instance suprême. Dönitz ne pouvait, à la lettre, démettre ni le chancelier ni un des ministres, même s'ils se montraient parfaitement inaptes ; d'entrée de jeu il s'était vu enlever le pouvoir de décision le plus important pour tout président.

33. LES ÉTAPES DE MA CAPTIVITÉ

1. Le continent groenlandais était pour les conditions de l'époque si solitaire et si retiré que même une reconnaissance aérienne poussée n'aurait pas été dangereuse. Les avions de ravitaillement de ces bases météorologiques pouvaient emporter assez de carburant pour nous ramener du Groenland vers l'Angleterre où nous voulions nous livrer à la fin de l'automne 1945.

2. Il s'agissait d'une version abrégée du discours que j'avais enregistré le 21 avril 1945 à Radio Hambourg. Le paragraphe que Schwerin-Krosigk me fit ajouter était le suivant : « C'est seulement pour cette raison (éviter des pertes civiles) que le grand amiral se voit contraint de ne pas déposer les armes. Le combat que nous menons encore n'a qu'une seule signification, ne pas laisser mourir des hommes et des femmes allemands en fuite devant les

armées soviétiques ou menacés par elles. Ce devoir, le dernier du combat héroïque livré par l'Allemagne, notre peuple, qui a si vaillamment supporté toutes les souffrances de cette guerre, doit encore l'accomplir. »

3. Dans le *Berliner Zeitung* du 8 mai 1945 on pouvait lire le reportage suivant fait au quartier général de Joukov : « Après la signature, on a servi à Keitel et à sa suite, dans la villa mise à leur disposition, du caviar, de la vodka et du Champagne. Ce repas n'avait rien à envier au banquet offert par les alliés. »

4. Cf. lettre à Dönitz du 7 mai 1945. Le 5 mai j'avais déjà fait savoir à Dönitz, par l'intermédiaire du « chef du cabinet civil », Wegener, que « dès que la question de la remise des territoires (de l'adversaire) encore occupés par nous et des territoires allemands non encore occupés serait réglée, j'abandonnerais la direction de mes deux ministères, quittant ainsi le gouvernement du Reich qu'on devrait alors reformer ». Dönitz me demanda de rester. Le 15 mai, je fis encore une fois à Schwerin-Krosigk les propositions suivantes : « Quand il faudra remettre la liste des personnalités du gouvernement, il faudra tenir compte des remarques suivantes :

« M. Speer tient absolument à être remplacé à la tête du ministère de la Production et de l'Économie par un successeur compétent pour pouvoir se mettre à la disposition des alliés. Dans une phase de transition, son expérience peut être utilisée pour la relance de la production, en particulier dans le bâtiment... »

5. Les troupes allemandes de la résidence gouvernementale de Dönitz avaient, même après le cessez-le-feu, le droit de porter des armes légères. – Au cours de cette rencontre, je déclarai, comme le rappelle le compte rendu de séance du 19 mai 1945, que « pour ne pas permettre à une fausse interprétation de ma façon d'agir de se faire jour, je n'avais pas besoin de collectionner les bons points. On étudiera par ailleurs le côté politique ».

34. NUREMBERG

1. On avait ménagé dans la lourde porte de chêne de chaque cellule une ouverture d'environ 25 centimètres sur 25 pour pouvoir mieux observer les prisonniers.

2. Cf. lettre à ma femme du 27 octobre 1945.

Dans une lettre à ma femme du 15 décembre 1945 je repris ce thème : « C'est tout simplement mon devoir d'être ici. Quand on considère le destin du peuple allemand, on ne doit plus tellement penser au sien propre », et en mars 1946 : « Je ne peux utiliser ici n'importe quel système de défense. Je crois que tu le comprendras car, toi et les enfants, vous finiriez par avoir honte si j'oubliais qu'il y a eu aussi des millions d'Allemands qui sont tombés pour un faux idéal », et le 25 avril, dans une lettre à mes parents : « Ne vous bercez pas de l'illusion que je lutte pour ma propre cause. Ici nous devons assumer notre

responsabilité sans demander l'indulgence. »

3. Lettre du 15 décembre 1945 à ma femme : « Si je n'avais pas eu ma tâche à accomplir, j'aurais été soldat et que serait-il arrivé alors ? Cinq années de guerre c'est long, et j'aurais vraisemblablement connu plus de difficultés et peut-être un destin fatal. J'accepte sans rechigner ma situation actuelle, si je peux par là rendre encore un service au peuple allemand. » Le 7 août 1946 j'écrivais également : « Dans de telles situations on ne doit pas se soucier de sa propre vie. Chaque soldat partant pour la guerre court un risque sans pouvoir aller contre son destin ! »

4. Devant le tribunal, je reconnus pendant mon interrogatoire ma responsabilité dans le programme d'utilisation de travailleurs pour le travail obligatoire : « J'étais reconnaissant à Sauckel pour tout travailleur qu'il me fournissait. Je l'ai assez souvent rendu responsable quand l'industrie d'armement ne pouvait atteindre ses buts à cause du manque de main-d'œuvre. » « Bien entendu je savais que des travailleurs étrangers travaillaient dans l'armement. J'étais pleinement d'accord. » – « J'ai exposé assez clairement que j'approuvais la politique de la main-d'œuvre de Sauckel, qui consistait à déporter en Allemagne de la main-d'œuvre réquisitionnée dans les territoires occupés. » – « Cette main-d'œuvre était la plupart du temps transférée en Allemagne contre son gré et je ne trouvais rien à redire à ce qu'on les amenât de force en Allemagne. J'ai au contraire, au début, jusqu'à

l'automne 1942, mis toute mon énergie à faire venir en Allemagne le plus possible de main-d'œuvre étrangère. »

5. Ces citations sont extraites de l'interrogatoire de Flächsner et du contre-interrogatoire de Jackson.

6. Lettre de juin 1946 à ma femme : « Le plus important pour moi c'est d'avoir pu dire la vérité sur le dénouement. Cela, il fallait que le peuple allemand le sache. » Lettre de la mi-août 1946 : « C'est en disant la vérité sur toute cette entreprise insensée que j'aide le mieux mon peuple. Je ne veux en tirer et n'en tirerai aucun bénéfice personnel. »

7. Sur les réactions des coaccusés, j'écrivis à ma femme au mois d'août 1946 : « La plupart des accusés me menèrent la vie dure, du moins autant qu'ils le purent, quand ils eurent appris quelles avaient été mes activités dans la dernière période de la guerre. Je pus ainsi m'imaginer à peu près comment ils auraient agi s'ils avaient su cela avant la fin de la guerre. Il ne resterait plus grand-chose de notre famille. »

8. Après la suspension de séance je répondis au tribunal : « Je n'entre dans ces détails qu'à mon corps défendant parce que de telles choses ont un côté désagréable. Je ne le fais pas parce que c'est le désir du tribunal... Je n'ai pas l'intention de faire valoir cet épisode pour ma défense. »

9. Extraite du contre-interrogatoire de Jackson.

35. CONCLUSIONS

1. En général, ni les accusés ni les défenseurs ne mettaient en doute l'authenticité des documents versés au dossier. Quand cela arrivait l'accusation retirait le document ; il n'y eut qu'une exception, pour le procès-verbal Hossbach, ce compte rendu de la réunion où Hitler fit connaître ses desseins militaires. Entre-temps Hossbach a confirmé dans ses Mémoires l'authenticité de ce document.

2. Cette disponibilité des techniciens ne se limitait pas, bien entendu, à notre pays. Un an plus tard, Henry L. Stimson (ministre des Affaires étrangères des États-Unis d'Amérique de 1929 à 1933, ministre de la Guerre de 1911 à 1913 et de 1940 à 1945) écrivit dans *Foreign affairs* un article intitulé « Le procès de Nuremberg : jalon dans l'histoire du droit ». Il y disait entre autres : « Nous ne devons jamais oublier qu'à cause des progrès contemporains dans le domaine des conditions de vie, comme dans celui de la science et de la technique, toute guerre devient extraordinairement brutale. Même celui qui est entraîné dans une guerre défensive se voit nécessairement impliqué lui aussi dans un processus de brutalité. Il est devenu impossible d'endiguer dans une guerre moderne les méthodes de destruction et la déshumanisation de tous ceux qui participent au combat... Les deux dernières guerres mondiales prouvent à l'évidence qu'on ne peut plus stopper l'inhumanité des

armes et des méthodes. L'agresseur comme l'agressé les utilisent. Pour répondre à l'agression japonaise nous fûmes obligés, comme en a témoigné l'amiral Nimitz, d'utiliser cette méthode de la guerre sous-marine illimitée qui ressemble fort à celle employée par l'état-major de la marine allemande et, qui vingt-cinq ans auparavant, nous avait poussés à entrer dans la Première Guerre mondiale. La stratégie de la guerre aérienne a fait des centaines de milliers de morts parmi la population civile en Allemagne et au Japon... Nous avons tout autant que nos adversaires apporté la preuve que le problème n'est pas la guerre ni la façon dont on la mène. Selon toute vraisemblance, une autre guerre entraînerait la destruction de notre civilisation. »

3. Presque deux décennies plus tard, Kennedy déclara dans sa conférence de presse du 20 août 1963 : « Nous avons maintenant la possibilité de tuer 300 millions d'hommes en une heure. » (tiré de *Kennedy and the press*, 1965).

4. A propos de ma déclaration finale et de mes chances dans ce procès, j'écrivis à ma famille à la mi-août 1946 : « Je dois me préparer à tout. Il n'est pas encore dit qui sera le plus à plaindre après le jugement. » « Flächsner devient pessimiste. Je le console par des propos philosophiques. En ce qui me concerne, je ne dois pas mettre au premier plan mon destin personnel. C'est pourquoi ma déclaration finale ne reviendra absolument pas sur mon cas. »

Et début septembre 1946 : « Hier c'était la déclaration finale. J'ai essayé une fois encore de faire mon devoir. Mais je doute qu'on le reconnaisse. Il me faut suivre le droit chemin, même si aujourd'hui on ne le comprend peut-être pas. »

5. Il est vrai que ces espoirs étaient illusoires. Comme Eugene Davidson l'expose dans *The Trial of the Germans* (New York, 1966), dès le 17 février 1946, le général Clay instaurait par la loi du conseil de contrôle n° 3 le travail obligatoire dans la zone américaine. J'écrivis à ce sujet dans mon journal de Nuremberg, le 28 mars 1947 : « La déportation de main-d'œuvre est sans aucun doute une méthode internationale. Mais je ne refuse pas le jugement sous prétexte que d'autres nations font la même chose que nous. Je suis convaincu que dans les coulisses, dans les délibérations sur les prisonniers de guerre allemands, on se réfère souvent aux lois sur le travail obligatoire, aux interprétations et aux poursuites pénales auxquelles elles ont donné lieu lors du procès de Nuremberg. Notre presse pourrait-elle développer une discussion si franche et si critique sur ce problème si on n'avait pas, des mois durant, établi pour l'opinion publique que le travail obligatoire était un crime ?... La conviction qu'il s'agit d'une peine « injuste » sous prétexte que les « autres » commettent maintenant la même faute me rendait encore plus malheureux que la peine elle-même. Car les chances de voir apparaître un monde de haut niveau culturel s'évanouiraient. Malgré tous ses défauts, le procès de

Nuremberg a été un pas en avant vers une re-civilisation. Et si mes vingt années de prison pouvaient faire que tous les prisonniers allemands reviennent chez eux, ne serait-ce qu'un mois plus tôt, cela suffirait à justifier cette peine. »

6. Naturellement il devenait de plus en plus évident que c'étaient les vainqueurs qui jugeaient les vaincus. C'est un passage des attendus de la condamnation de Dönitz qui le montra le plus clairement : « Ces ordres [d'avoir à couler les navires sans avertissement] prouvent que Dönitz s'est rendu coupable d'infraction au protocole [de Londres]... En considérant la réponse faite par l'amiral Nimitz au questionnaire et selon laquelle, dans le Pacifique, les États-Unis ont dès le premier jour de leur entrée en guerre mené une guerre sous-marine à outrance, la peine à laquelle est condamné Dönitz ne repose pas sur les infractions qu'il a commises contre les règles internationales régissant la guerre sous-marine. »

Dans ce cas précis une évolution technique (intervention d'avions, meilleurs procédés de repérage) avait dépassé, exclu, terrorisé la situation juridique. Autre exemple prouvant que la technique est aujourd'hui en état de créer, au détriment de l'humanité, de nouveaux concepts juridiques, ce qui pourrait avoir pour conséquence la mort légalisée d'innombrables hommes et femmes.

7. Hitler avait renouvelé son avertissement le 30 janvier 1942 : cette guerre ne se terminera pas, avait-il dit, « comme les Juifs se l'imaginent, par l'extermination des peuples aryens d'Europe, au contraire, le résultat de cette

guerre sera l'anéantissement de la juiverie ».

Annexe

Les quelques précisions qui suivent sur les origines et l'organisation du parti national-socialiste et de la SS pourront faciliter la compréhension de certains termes qui reviennent dans ce livre et permettre au lecteur non informé de mieux se situer. On trouvera également la signification de certaines abréviations à connaître.

Le 7 mars 1918, Anton Drexler, un serrurier munichois, créa un « Comité ouvrier indépendant », qui était une filiale d'un mouvement d'inspiration nationaliste plus vaste fondé à Brème et voulant lutter pour une « juste paix allemande ». En janvier 1919 ce Comité fusionna avec le « Cercle politique ouvrier » présidé par un journaliste, Karl Harrer, pour former le « Parti ouvrier allemand » (*Deutsche Arbeiterpartei*, D.A.P.), dont Harrer fut le premier président.

Après avoir, le 12 septembre 1919, assisté à une réunion de ce parti, et fait une intervention remarquée, Hitler fut invité à adhérer et devint peu après le 55^e membre du parti et le 7^e membre du comité directeur. Hitler s'imposa rapidement à la tête de ce parti qui devint, le 1^{er} avril 1920, le « parti ouvrier allemand national-socialiste » (*Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei*, N.S.D.A.P.). Hitler, chargé de la propagande, se montre très actif, organise des réunions,

fait connaître son parti en Allemagne du sud et recrute des adhérents. Dès l'été 1920, il met sur pied des troupes de choc (*Ordnertruppen*) commandées par Émil Maurice, qui lui servent de service d'ordre. Il adopte aussi à cette époque le drapeau à croix gammée. En décembre 1920, le parti acquiert son journal, l'« Observateur raciste » (*Der Völkische Beobachter*) qui deviendra un quotidien en 1923.

En juillet 1921, Hitler devient président du parti, remplaçant ainsi Drexler qui avait lui-même succédé à Harrer. En août 1921, le service d'ordre du parti est réorganisé : d'abord camouflé en « section gymnastique et sportive » du parti, il prend en octobre le nom de Section d'Assaut (*Sturmabteilung*, S.A.).

Durant ces années de combat (*Kampfzeit*), où Hitler et ses vieux compagnons de lutte (*die alten Kämpfer*) doivent se battre comme des forcenés pour s'imposer, le parti recrute bon nombre de ceux qui seront les futurs dignitaires : Hess, Göring, Frick, Rosenberg etc. Röhm, lui, était membre du parti avant Hitler. En janvier 1922, le parti compte 6 000 membres ; à l'automne 1923, les SA sont 15 000. C'est en 1923 qu'est créée la garde personnelle de Hitler (*Stosstrupp Hitler*) qui compte une quarantaine d'hommes : c'est l'embryon de la future SS.

A l'automne 1923, Hitler croit le moment venu de prendre le pouvoir. Mais le putsch des 8 et 9 novembre 1923 échoue, le parti est interdit, Hitler emprisonné à Landsberg (où il dicte *Mein Kampf* à R. Hess), son état-major

dispersé.

Libéré à la fin décembre 1924, Hitler reconstitue son parti le 27 février 1925, le réorganise, met en place l'organisation en Gaue. Les SA sont reconstitués et atteignent, en 1927, 20 000 hommes. La garde personnelle est reformée et prend le nom de « troupe de protection » (*Schutzstaffel*, SS). Himmler en deviendra en 1929 le chef suprême (*Reichsführer-SS*). A partir de 1927, les annuels congrès du parti ont lieu à Nuremberg. Les divers services du parti sont institués, l'organisation politique, la propagande, ainsi que les services s'occupant de la justice, de l'agriculture, de la politique étrangère etc. A cette époque naissent aussi les organisations annexes telles que les Jeunesses hitlériennes, les ligues d'étudiants, d'enseignants, de juristes, de fonctionnaires, de médecins nationaux-socialistes. Les effectifs du parti croissent lentement mais régulièrement : 27 000 membres en 1925, 72 000 en 1927, 178 000 en 1929.

En mai 1928, le parti a 12 députés au Reichstag, dont Göring. Aux élections du 14 septembre 1930, le parti recueille 6 millions et demi de suffrages et conquiert 107 sièges. A la fin de 1931, il compte plus de 800 000 membres. Aux élections du 31 juillet 1932, le parti nazi enlève 230 sièges sur 608, ce qui représente 37,2 % des voix. Enfin le 30 janvier 1933, Hitler devient chancelier.

Peu de temps après, le parti national-socialiste devient parti unique. Le 14 juillet 1933, une loi interdit la création de nouveaux partis, et le 1^{er} décembre est publiée la « loi

pour la garantie de l'unité du parti et de l'État » (*Gesetz zur Sicherung der Einheit von Partei und Staat*) qui consacre cet état de choses et fixe l'organisation du parti.

Le principe fondamental est le principe du chef (*Führerprinzip*). Au sommet de la hiérarchie, il y a le Führer, chef suprême du parti et de l'État. Les chefs politiques sont considérés comme nommés par lui et sont responsables devant lui. L'appareil du parti est dirigé par le lieutenant du Führer (Rudolf Hess, puis plus tard Martin Bormann). Celui-ci est assisté par un directorat (*Reichsleitung*), dont les membres, les *Reichsleiter*, dirigent les principaux services du parti et nomment les chefs (Robert Ley dirige l'organisation politique et le Front du Travail, Baldur von Schirach les Jeunesses hitlériennes etc.) Mais il ne faut pas voir dans la *Reichsleitung* une espèce de comité central, une assemblée qui prend des décisions après délibération ; les *Reichsleiter* en réfèrent au Führer. Comme le précise A. Speer, les *Reichsleiter* furent parfois réunis par Bormann, mais seulement pour entendre des exposés et non pour délibérer.

Le parti est implanté sur tout le territoire allemand grâce à un découpage en circonscriptions de plus en plus petites à la tête desquelles se trouve un chef du parti.

La grande circonscription est la « région » (*Gau*), divisée elle-même en « cercles » (*Kreise*) ; chaque « cercle » comprend plusieurs « groupes locaux » (*Ortsgruppen*), chaque groupe local étant divisé en « cellules » (*Zellen*) groupant plusieurs « blocs » (*Blocks*).

A la tête de ces divisions sont placés respectivement un *Gauleiter*, un *Kreisleiter*, un *Ortsgruppenleiter*, un *Zellenleiter* un *Blockleiter*.

Les *Gauleiter*, nommés par le Führer, ont des pouvoirs très étendu de même que les *Kreisleiter*, responsables de la nomination des fonctionnaires et de la formation des membres du parti. Le *Ortsgruppenleiter* est responsable de plusieurs cellules groupant environ 1 500 familles. Le *Zellenleiter* est responsable de 4 à 8 blocs, dont chacun comprend une cinquantaine de familles. Le *Blockleiter* s'occupe directement de ces foyers sur lesquels il étend la main-mise du parti ; il est également chargé de dénoncer tous ceux qui critiquent le régime.

L'administration du parti double donc celle de l'État et la centralisation est extrême.

Les organisations dépendant du parti sont la SA, la SS, le N.S.K.K. (*Nationalsozialistisches Kraftfahrerkorps*, corps motorisé du parti), les Jeunesses hitlériennes (*Hitlerjugend*, H. J.), la ligue des femmes allemandes NS (*NS-Frauenschaft*), la ligue des étudiants allemands NS (*NS-Deutscher Studentenbund*).

Les jeunes Allemands pouvaient faire partie du Jungvolk ou des *Jungmädel* (garçons et filles jusqu'à l'âge de quinze ans), puis entrer dans les Jeunesses hitlériennes ou la ligue des jeunes filles allemandes (*Bund Deutscher Mädel*). Ensuite ils faisaient un stage dans le Service du Travail (*Arbeitsdienst*), avant d'entrer dans la SA ou la SS

ou d'adhérer à la ligue des femmes allemandes.

Il existait aussi des écoles préparant les futurs cadres du parti et de la SS : écoles Adolf-Hitler, instituts politiques nationaux d'éducation (*National-politische Erziehungsanstalten*, « *Napola* »), et châteaux de l'Ordre (*Ordensburgen*).

De nombreuses associations rattachées au parti groupaient les Allemands de toutes professions. Il y avait la ligue des médecins allemands NS, la ligue des Juristes, la ligue des enseignants, la ligue des fonctionnaires, la ligue des Techniciens nationaux-socialistes.

Les ouvriers et employés sont regroupés dans le Front du Travail (*Deutsche Arbeitsfront*), vaste organisation qui réunit 14 groupements de travailleurs manuels et 9 groupements d'employés et remplace les syndicats.

Une branche du Front du travail organise les loisirs des ouvriers, c'est « la Force par la joie » (*Kraft durch Freude*, K.D.F.), qui comprend elle-même plusieurs services, dont celui appelé « Beauté du travail » que dirigea Albert Speer.

Il existe un « Service NS de bienfaisance » (*NS-Volkswohlfahrt*, NSV) qui organise le Secours d'hiver (*Winterhilfswerk*, WHW) et le Secours pour la mère et l'enfant (*Hilfswerk für Mutter und Kind*).

La SS

Dès 1923, Hitler avait eu sa garde du corps personnelle, la « troupe de choc Hitler » (*Stosstrupp Hitler*) comptant une quarantaine d'hommes, avec à leur tête un dénommé Berchtold.

Le 9 novembre 1925, cette garde fut reconstituée et appelée « troupe de protection » (*Schutzstaffel*, SS). Son chef fut Berchtold, puis Erhard Heiden.

Le 6 janvier 1929, Heinrich Himmler est nommé Reichsführer de la SS. Celle-ci compte alors 280 hommes et elle est encore subordonnée à la direction de la SA.

En 1930, les effectifs de la SS se montent à 2 000 hommes, en 1931 à 10 000, en 1933 à 50 000, en 1934 à 90 000, en 1936 à 210 000. Après 1934, la SS supplante la SA et devient une gigantesque organisation indépendante possédant de nombreux services.

Les troupes SS se subdivisaient en :

- *allgemeine* SS (SS générale) ;
- *SS-Totenkopfverbände* (unités SS à tête de mort), plus spécialement chargés des camps de concentration ;
- *SS-Verfügungstruppe* (SS d'active) qui fourniront pendant la guerre les troupes armées de la SS, la *Waffen-SS*. L'une des principales tâches de la SS fut de contrôler tout l'appareil policier du Reich.

Dès 1931, la SS avait sa propre police, le « Service de Sécurité » (*Sicherheitsdienst*, SD), placé sous la direction de Heydrich. Peu à peu, Himmler prit en main les services

de police dans tout le Reich, y compris la Police secrète d'État (*Geheime Staatspolizei, Gestapo*) créée en Prusse par Göring, le 26 avril 1933. Mais ce n'est que le 17 juin 1936 que l'ensemble de l'appareil policier du Reich passa sous le contrôle de Himmler et de sa SS. Les services de police étaient nombreux et dépendaient les uns du parti, les autres de l'État. En septembre 1939, Himmler regroupa tous ces services dans une vaste organisation appelée « Office central de la Sûreté du Reich » (*Reichssicherheitshauptamt, R.S.H.A.*), dont il confia la direction à Heydrich, auquel succéda Kaltenbrunner.

La R.S.H.A. avait 7 bureaux : le SD était le 3^e bureau, dirigé par Ohlendorf ; la Gestapo, dirigée par Heinrich Millier, était le 4^e bureau ; la Police criminelle (*Kripo*) le 5^e bureau, etc. Un autre service important de la SS était 1'« Office central d'administration économique » (*Wirtschaftsverwaltungshauptamt, W.V.H.A.*) dirigé par Oswald Pohl. Il comprenait 4 bureaux chargés des troupes SS, des constructions de la SS, des entreprises économiques de la SS et de l'administration des camps de concentration.

Voici quels étaient les grades des officiers de la SS, avec les grades correspondants dans l'armée allemande, quand la comparaison est possible :

<i>Untersturmführer</i>	<i>Leutnant</i> (sous-lieutenant)
<i>Obersturmführer</i>	<i>Oberleutnant</i> (lieutenant)

<i>Hauptsturmführer</i>	<i>Hauptmann</i> (capitaine)
<i>Sturm bann führer</i>	<i>Major</i> (commandant)
<i>Obersturmbannführer</i>	<i>Oberstleutnant</i> (lieutenant-colonel)
<i>Standartenführer</i>	<i>Oberst</i> (colonel)
<i>Oberführer, Brigadeführer</i>	<i>Generalmajor</i> (général de brigade)
<i>Gruppenführer</i>	<i>Generalleutnant</i> (général de division)
<i>Obergruppenführer</i>	<i>General</i> (général de corps d'armée)
<i>Oberstführer</i>	<i>Generaloberst</i> (général d'armée)
<i>Reichsführer-SS</i>	

Le titre de général de la Waffen-SS n'est apparu que pendant la guerre, quand les Waffen-SS formèrent une troupe placée sur le même pied que l'armée.

Index

A

Abel Adolf, architecte : 74

Alfieri Dino, ministre italien de la Propagande : 211

Aman Allah Khan, émir d'Afghanistan : 25

Amann Max, éditeur et fonctionnaire du N.S.D.A.P. : 51,
124

Anderson F. L., général américain : 685

Andrus, colonel américain : 696, 703

Ardenne Manfred von, physicien : 322

Arent Benno von : 157

Attolico Bernardo, ambassadeur d'Italie à Berlin : 234

Axmann Arthur, chef des Jeunesses hitlériennes : 643

B

Baarova Lida, actrice tchèque : 210, 359

Backe Ernst, ministre du Ravitaillement du Reich : 683

Badoglio Pietro, maréchal et Premier ministre italien :
436

Ball George : 685

Barth Eberhardt : 769

Bauer Hans, pilote de Hitler : 184

Baumbach Werner, pilote de guerre : 645, 677-680

Beck Ludwig, général d'armée 769

Begas Reinhold, sculpteur : 165

Behrens Peter, architecte : 62, 207

Below Nikolaus von, général, aide de camp de Hitler :
232, 371, 391, 483, 588, 590, 608, 729, 783

Berger Gottlob, Obergruppenführer SS : 525, 643, 658,
787

Bergmann Gustav von, médecin : 151

Bergner Élisabeth, actrice : 23

Bernadotte comte Folke, Président de la Croix-Rouge
suédoise : 673

Bestelmeyer German, architecte : 207

Bevin Ernest, secrétaire d'État anglais aux Affaires
étrangères : 739

Bichelonne Jean, secrétaire d'État français : 440-443,
754, 759

Bismarck prince Otto von, chancelier : 80, 165, 168, 185,
214, 223, 364

Bittrich général SS : 560

Blomberg Werner von, maréchal, ministre de la Guerre du Reich : 102, 154, 195 346

Bode Wilhelm von : 207

Bodenschatz Karl Heinrich, général d'aviation : 348

Bohr Erwin, collaborateur de Speer : 463, 464, 734, 756

Bollbrinker, colonel : 543

Bonatz Paul, architecte : 74, 115, 207

Bordone Paris, peintre italien : 130

Bormann Martin, Reichsleiter, chef de la Chancellerie du parti, secrétaire du Führer : 58, 68, 82, 97, 121-129, 131, 134, 137, 141, 171, 175, 176, 180, 184, 209, 210, 213, 216, 230, 249-253, 275, 288, 301, 305, 307, 310, 358, 359, 362, 363, 366-368, 370-376, 379, 380, 385, 390-392, 394, 417, 420-423, 436, 443-447, 452, 455, 458, 464-469, 475, 478, 483, 485, 486, 488, 509, 536, 547, 551, 556-558, 567, 584, 594, 600, 610, 621, 624, 627, 628, 634, 640, 642, 645, 653, 662, 663, 666-670, 674, 675, 724, 730, 737, 738, 743, 747, 755, 761, 764, 769, 772, 777, 787

Borries Siegfried, violoniste : 453, 455

Bose Herbert von : 78

Bothe Walter, physicien : 324

Bottomley maréchal de l'Air britannique : 748, 750, 751

Bouhler Philipp, Reichsleiter : 153, 216

Boullée Étienne L., architecte français : 220

Brandt Karl, médecin attaché au service de Hitler : 94, 148, 150, 209, 213, 256, 274, 391, 467, 468, 474, 523, 576, 643, 645, 658, 660, 689, 783

Braun Eva : 68, 69, 127-135, 143-145, 148, 151, 186, 251, 363, 421, 428, 483, 643, 644, 653, 658, 663, 669

Braun Wernher von, ingénieur : 514-519, 523, 693

Brauchitsch Walter von, maréchal, commandant en chef de l'Armée de terre : 153, 646

Breker Arno, sculpteur : 130, 163, 208, 209, 243, 245, 442, 458

Brinckmann, architecte : 227

Brinkmann, vice-président de la Banque du Reich : 177, 178

Brix Joseph : 25, 724

Bruckmann, famille d'éditeurs : 59, 61

Brückner Wilhelm, Obergruppenführer SS, aide de camp de Hitler : 51, 62, 158, 159, 245

Brugmann Walter : 477

Bücher : 301, 769

Buhle Walter, général : 585, 634

Bülow prince Bernhard von, chancelier : 168

Bürkel Joseph, Gauleiter : 445, 771

Busch Ernst, maréchal : 676

Bütefish, industriel : 490

C

Cassirer Ernst, philosophe : 71, 722

Chaplin Charlie : 52

Christian, M^{me} Gerda, secrétaire de Hitler : 653

Christian Eckard, colonel de la Luftwaffe : 430, 661

Churchill Sir Winston : 166, 236, 249, 250, 304, 425, 435, 774

Clay Lucius Du Bignon, général américain : 791

Clodius, ambassadeur : 537

Cocteau Jean : 228

Cortot Alfred : 691

Coudenhove-Kalergi, comte Richard Nikolaus von : 19

D

Dagover Lil, actrice : 52

Degrelle Léon, homme politique belge, fondateur du rexisme : 174

Derain André, peintre français : 263

Despiau Charles, sculpteur français : 228, 263, 691

Dietrich Otto, chef du service de presse du Reich : 51,

58, 94, 132, 214, 536

Dietrich Sepp, Obergruppenführer SS, commandant le régiment SS « Leibstandarte » : 51, 269, 271, 381, 469, 499, 512, 582, 583

Dodd Thomas, adjoint du procureur américain Jackson : 697

Dönitz Karl, grand amiral, dernier chef du gouvernement du Reich : 385-389, 391, 575, 594, 595, 656, 663, 664, 674-683, 686-688, 706, 756, 787, 788, 791

Dornberger Walter, colonel, directeur du centre d'expérimentation des fusées de Peenemünde : 515-518

Dorpmüller Julius, ministre des Transports du Reich : 315-317, 683, 690

Dorsch Xaver, collaborateur de Todt et de Speer : 283, 328, 382, 452, 464-467, 474-477, 480-482, 484, 485, 546, 734, 746, 758, 760

E

Ebert Friedrich, président du Reich : 93

Eckart Dietrich, écrivain : 145

Edouard VIII, roi d'Angleterre : 105

Eicken Karl von, médecin : 149

Eigruber, Gauleiter : 475, 760

Eisenhower Dwight : 673, 683, 690, 692

Engel Gerhard, colonel : 232, 391, 536, 560

Esser Hermann, secrétaire d'État au ministère des Transports du Reich : 51, 132, 145, 419, 724

F

Faulhaber, cardinal Michael von, archevêque de Munich : 145

Fellgiebel Erich, général des Transmissions : 533, 534, 538, 548

Fellner Ferdinand, architecte : 60

Fest Joachim : 718

Feuerbach Anselm, peintre : 130

Fichter, colonel : 553

Fink Werner, chansonnier : 199

Fischer Richard, industriel délégué à l'Énergie : 490, 649, 749, 786

Fischer von Erlach Johann Bernhard, architecte : 472

Flächsner Hans, avocat : 376, 700, 707-710, 715, 791

Flettner Anton, constructeur d'avions : 691

Florian, Gauleiter : 621, 622

François-Poncet André, ambassadeur de France : 117

Frank Gerhard, collaborateur de Speer : 465, 478, 480,

690, 756, 760

Frank Hans, gouverneur général de Pologne : 90, 706, 711

Frank Karl Hermann, Obergruppenführer SS, gouverneur de Prague : 633, 672, 681

Frank Robert, directeur général des centrales électriques de Prusse : 208, 209, 468

Frick Wilhelm, ministre de l'Intérieur du Reich : 88, 177, 443

Fries Ernst, peintre : 63

Fritsch baron Werner von, général d'armée, commandant en chef de l'armée de Terre : 153

Fritzsche Hans, directeur de la radio au ministère de la Propagande : 574, 701, 705, 712

Fromm Friedrich, général d'armée, commandant en chef de l'armée de l'Intérieur : 239, 284, 285, 290, 305, 319-321, 335, 343, 348, 391, 475, 516, 520, 531, 532, 535, 538, 540, 543-545, 618, 767, 768

Fuchs, vice-amiral : 259

Funk Walter, ministre de l'Économie du Reich : 72, 110, 177, 178, 279, 285-288, 360, 365, 373, 390, 459, 465, 469, 475, 504, 535, 620, 697, 703, 705, 706, 711, 723, 733

Furtwängler Wilhelm, chef d'orchestre : 19, 87, 640, 726

G

Galbraith John K., économiste américain : 685

Galland Adolf, général d'aviation : 411, 412, 496, 570, 573, 645, 763, 764

Ganzenmüller, secrétaire d'État, expert des transports : 316-319

Garnier Charles, architecte : 60

Gaulle, général Charles de : 243

Gebhardt Karl, Gruppenführer SS, président de la Croix-Rouge allemande : 463, 467-470, 473, 474, 481, 672, 682, 757-760

Geilenberg Edmund, chargé de la production de munitions : 495

Genzmer, professeur : 724

George VI : 155

George Heinrich, acteur : 364

George Stefan, poète : 19

Gercke Rudolf, général : 272

Gerlach, professeur : 741

Giessler Hermann, architecte : 205, 243, 245, 275, 422

Gilbert G. M., psychologue du procès de Nuremberg : 700

Gilkrest, colonel américain : 685

Goebbels Joseph, Gauleiter de Berlin, ministre de la Propagande du Reich : 30, 38-41, 45, 52, 131, 132, 138, 156, 160, 171, 175-181, 184, 185, 208-215, 224, 232, 238, 239, 249, 250, 301, 322, 323, 336, 360-374, 379, 380, 393, 413, 415, 419, 423, 425, 434, 451, 464, 487, 503, 504, 534548, 551, 552, 555-558, 574, 577, 584, 585, 594, 596, 597, 600, 624, 634, 638, 640-644, 651, 653, 665, 666, 670, 674, 719, 722, 729, 738, 739, 744, 745, 753, 765, 768, 769, 787

Goebbels M^{me} Magda : 209, 210, 213-215, 644, 666, 670

Goerdeler Karl Friedrich, bourgmestre de Leipzig : 769

Göring Hermann, Reichsmarschall, commandant en chef de la Luftwaffe : 53-56, 66, 74, 75, 85, 121, 126, 131, 133, 138, 139, 150, 156, 170, 178, 180, 190, 191, 194-198, 207, 221, 230, 232, 241, 249251, 254, 255, 261, 262, 278, 279, 283, 285, 287, 290296, 308, 310, 312-314, 318320, 335, 348, 354, 355, 365371, 373-377, 379, 380, 384, 385, 390-393, 396, 400, 402, 408-412, 415, 418, 448, 451, 458-460, 467, 470, 473-484, 487, 488, 490-493, 496, 502, 511, 594, 595, 625, 627, 648, 655, 656, 664, 666-668, 672, 675, 685, 688, 689, 692, 695, 696, 699-703, 705, 708, 711, 726, 733, 738, 740, 745, 756, 760, 761, 787

Grawitz Ernst-Robert, médecin de la SS : 725

Grohé, Gauleiter : 396, 771

Gropius Walter, architecte : 31, 62, 207

Grützner Eduard, peintre : 63, 130, 256

Guderian Heinz, général d'armée, chef d'état-major
général de l'armée de Terre : 333, 384, 385, 391, 475,
512, 538, 542, 543, 580, 585589, 592, 595, 606, 607, 617,
709, 787

Guillaume II, empereur d'Allemagne : 11, 61, 98, 243

Gundelach, colonel : 776

Gürtner Franz, ministre de la Justice du Reich : 76

H

Haase, général Paul von : 541, 542, 545

Haasemann Konrad, collaborateur de Todt et de Speer :
282, 464, 758

Hacha Emil, président de la République
tchécoslovaque : 166

Hadamowski Eugen, directeur des émissions du Reich :
179, 180

Hagens : 540

Hahn Otto, physicien : 320

Hailé Sélassié I^{er}, négus et empereur d'Éthiopie : 103

Halder Franz, général d'armée, chef d'état-major de
l'armée de Terre : 339, 340

Hanfstaengel Ernst Franz, « Putzi », chef du service de

presse pour l'Étranger : 40, 181, 182

Hanfstaengel Eberhard, directeur de la galerie nationale de Berlin : 40

Haniel, industriel : 769

Hanke Karl, secrétaire de Goebbels, Gauleiter : 32, 36-40, 69, 174, 179, 180, 200, 208210, 213, 214, 222, 241, 310, 446, 470, 529, 589

Hannecken, général : 740

Hansen Theophil, architecte : 61

Harris Sir Arthur Travers, maréchal de l'Air britannique, commandant en chef de la flotte de bombardement stratégique de la R.A.F. : 406, 750, 751

Hassel Ulrich von : 726

Haupt Albrecht, architecte : 23

Haushofer Karl, professeur de géopolitique : 251

Hausser, général SS : 613, 623

Hausmann baron Georges Eugène, urbaniste et homme politique français : 109, 110

Heinemann, Danny, industriel belge : 757

Heinkel, Ernst, constructeur d'avions : 510, 690, 691

Heinrich, Gotthardt, général d'armée : 237, 605, 646-649, 657, 658, 769, 783

Heisenberg Werner, physicien : 320-323

Helldorf Wolf Heinrich, préfet de police de Berlin : 156

Hellmuth, Gauleiter : 623

Helmer Hermann, architecte : 60

Henderson Neville, ambassadeur de Grande-Bretagne en Allemagne : 85, 723, 730

Hengl, général : 453

Henne Willi, collaborateur de Todt et de Speer : 477

Henschel, technicien de la Chancellerie : 600

Herrera Juan de, architecte espagnol : 263

Hess Rudolf, adjoint du Führer au NDSAP : 41, 58, 66, 82, 89, 90, 114, 126, 145, 171, 196, 197, 249-252, 548, 698, 703, 715

Hettlage Karl, conseiller financier de Speer : 201, 646

Hewel Walter, diplomate : 140, 257, 420, 423

Heydrich Reinhard, Obergruppenführer SS, chef de l'Office central de la Sûreté du Reich : 525

Heye, amiral : 575

Himmler Heinrich, Reichsführer de la SS : 51, 66, 78, 126, 136, 171, 175, 202, 203, 216, 218, 249, 341, 375-378, 385, 392, 393, 443-446, 456, 457, 463, 465, 467, 469, 473, 475, 481-483, 486-488, 519-529, 534, 539, 545, 547, 559, 585, 595, 596, 605, 626, 640, 644, 645, 660, 663, 664, 672, 673, 675, 677-680, 682, 687, 715, 749, 754, 757, 759, 761, 768

Hindenburg, maréchal Paul von, président du Reich : 723

Hofer, Gauleiter : 437

Hoffmann, Gauleiter : 621

Hoffmann Heinrich, photographe de Hitler : 51, 58, 63, 74, 96, 120, 121, 125, 149, 150, 184, 256, 322, 683

Hoffmann Ludwig, architecte : 15

Hölderlin Friedrich, poète : 532

Holstein, duc de : 684

Horthy von Nagybanya Nikolaus, amiral, régent de Hongrie : 472, 695

Hossbach Friedrich, général, aide de camp de Hitler : 89, 790

Hugenberg Alfred, chef du parti national allemand : 40

Hupfauer Theodor, adjoint politique de Speer : 596, 634, 645

I

Ilne Ernst von, architecte : 61

Irving David : 719, 774

J

Jackson Robert H., juge américain, principal représentant du ministère public pour les USA au procès

de Nuremberg : 703, 705, 709

Jänicke Erwin, général d'armée : 383

Jannings Emil, acteur : 52, 131

Jeans sir James, astrophysicien anglais : 36

Jeschonnek Hans, général d'armée : 399, 412

Jodl Alfred, général d'armée, chef de l'état-major chargé des opérations de la Wehrmacht : 147, 340, 341, 344, 348, 429, 430, 436, 512, 530, 531, 561, 567-569, 595, 606, 634, 658, 661, 663, 664, 678, 680, 687, 706, 709, 719, 746

Joukov Gheorgi, maréchal soviétique : 788

Jüttner Hans, Obergruppenführer SS : 525, 776

Jugo Jenny, actrice : 52

Jünge M^{me} Gertrud, secrétaire de Hitler : 653

K

Kaiser Georg, dramaturge : 19

Kaltenbrunner Ernst, Obergruppenführer SS, chef de l'Office central de la Sûreté du Reich : 301, 544, 549, 550, 554, 590, 591

Kammler Hans, Gruppenführer SS : 525, 526, 625, 735

Kannenbergh, intendant de Hitler : 184

Kaspar Hermann, peintre : 208, 209

Kaufmann Karl, Gauleiter : 634, 649, 657, 674, 675, 677, 755, 787

Kaulbach Wilhelm von, peintre : 169

Keaton Buster, acteur américain : 53

Kehrl, collaborateur de Speer : 490, 754, 757

Keitel Wilhelm, maréchal, chef de l'OKW : 154, 232, 247, 261, 307, 333-337, 340, 341, 344, 346-348, 357, 363, 375, 381, 385, 418, 420, 430, 436, 456, 457, 489-491, 531533, 546, 547, 556, 576, 584, 595, 606, 609, 610, 617, 633, 636, 637, 653, 658, 664, 673, 675, 678, 679-681, 683, 697, 706, 711, 745, 757, 771, 777, 783, 787, 788

Kempff Wilhelm, pianiste : 208

Kempka Erich, chauffeur personnel de Hitler : 611, 615617

Kennedy John Fitzgerald, président des États-Unis : 791

Kerrl Hans, ministre des Cultes du Reich : 97

Kesselring Albert, maréchal : 347, 609, 612, 613, 622, 636, 688, 778

Kessler, directeur général, collaborateur de Speer : 405

Kinzl, général : 680

Kleiber Erich, chef d'orchestre : 19

Klopfer Gerhard, secrétaire d'État de Bormann : 465, 634, 645, 783

Kluge Hans Günther von, maréchal : 385, 553, 554

Knipfer, conseiller du ministère de l'Air du Reich : 221

Knirr Heinrich, peintre : 723

Kobell, chevalier Franz von, peintre : 63

Koch Erich, Gauleiter, commissaire du Reich en Ukraine : 336, 680

Koch Friedrich, médecin : 467, 468, 470, 472, 481, 759, 760

Koller Karl, général, chef d'état-major de la Luftwaffe : 664

Kollwitz Käthe, peintre et aquafortiste : 587

Koppenberg, directeur général des usines Junkers : 262

Körner Paul « Billy », secrétaire d'État de Göring : 286, 365, 740

Korten Günther, chef d'état-major général de la Luftwaffe : 400, 401

Krauch C., industriel, directeur de l'industrie chimique : 490, 765

Krebs Hans, général : 634, 635, 664, 665, 787

Kreipe, général : 512

Kreis Wilhelm, architecte : 194, 207-209

Krenker Daniel, professeur d'histoire de l'architecture : 23

Kumpf, collaborateur de Speer : 783

L

Lammers Hans-Heinrich, ministre et chef de la Chancellerie du Reich : 51, 110, 253, 362, 363, 366-369, 375, 385, 390, 456, 485, 771

Lange Hans, commissaire-priseur de Berlin : 256

Langer, conseiller d'urbanisme : 646, 783

Lauterbacher, Stabsleiter de la Jeunesse hitlérienne : 177

Laval Pierre : 441, 443

Lawrence lord Geoffrey, président du tribunal de Nuremberg : 714

Leander Zarah, actrice : 52

Le Corbusier Charles, architecte et urbaniste : 336

Ledoux Claude-Nicolas, architecte français : 220

Leeb chevalier Wilhelm von, maréchal : 285, 408

Leibl Wilhelm, peintre : 64

Leibbrandt, directeur au ministère des Transports : 111, 317

Lenard Philipp, physicien : 324

Lenbach Franz von, peintre : 58

Lénine (Oulianov) Vladimir Ilitch : 222, 646

Léopold III, roi des Belges : 757

Ley Robert, Reichsleiter, chef du Front du Travail : 82, 83, 126, 203, 205, 250, 301, 306, 307, 360, 365, 373, 413, 419, 475, 522, 523, 576, 594, 600, 642, 643, 645, 653, 730, 733, 768

Liebel Willi, premier bourgmestre de Nuremberg, collaborateur de Speer : 96, 97, 475, 564, 734, 761

Lindemann Fritz, général : 533, 538

Lippert Julius, premier bourgmestre de Berlin : 106

Lippisch, ingénieur de l'aéronautique : 513

Loerzer, aviateur : 459

Lohse, Gauleiter : 680

Lorenz Heinz, fonctionnaire du service de presse du Reich : 423, 593

Lorey, amiral : 259, 731

Lüdde-Neurat, aide de camp de Dönitz : 674

Lüschen Friedrich, directeur de l'industrie électrique : 597-599, 643, 649, 658, 660, 662, 669

Luther Martin, théologien et réformateur : 95

M

Mächler Martin, architecte : 723

Mafalda, princesse de Hesse, fille du roi d'Italie Victor-Emmanuel III : 437

Maillol Aristide, sculpteur français : 208

Makart Hans, peintre autrichien : 64

Malzacher, collaborateur de Speer : 633

Manstein, maréchal Fritz Erich von : 382, 385

March Werner, architecte : 116

Max, prince de Bade, chancelier : 671

May Ernst, architecte : 236

Meindl, industriel : 475

Meinen, industriel : 769

Meissner Otto, secrétaire d'État : 93, 216

Meister Rudolf, général : 401

Mendelssohn Erich, architecte : 31

Merker Otto, ingénieur, collaborateur de Speer : 388

Messerschmitt Willy, constructeur d'avions : 593

Metchnikoff Elie, bactériologiste russe : 149, 725

Meyer, Gauleiter : 260

Meyer, industriel : 769

Mies van der Rohe Ludwig, architecte : 31, 207

Milch Erhard, maréchal : 261, 283-290, 295, 305, 320, 348, 365, 368, 375, 376, 391, 393, 395, 400, 410, 412, 425, 459, 460, 470, 471, 475, 480, 490, 502, 510, 516, 588, 638, 639, 733, 743, 763

Mille Cecil B. de, metteur en scène américain : 24, 227

Mitford lady : 58, 59

Model Walter, maréchal : 512, 580-582, 606, 614, 615, 618, 619, 622, 634, 776, 778

Molotov (Skriabine) Viatcheslav Mikhaïlovitch : 256

Montgomery Bernard Law, vicomte d'Alamein, maréchal britannique : 680

Morell Theodor, médecin personnel de Hitler : 149-152, 166, 423, 425, 503, 759

Morgenthau Jr Henry, homme politique américain : 603

Mosley sir Oswald, leader fasciste britannique : 174

Müller Ludwig, évêque du Reich : 137

Mussert Anton Adrian, leader national-socialiste néerlandais : 174

Mussolini Benito : 103, 104, 157, 158, 203, 255, 437, 438, 753

Mutschmann, Gauleiter : 755

N

Nagel Will, fonctionnaire du parti national-socialiste, collaborateur de Speer : 34, 36, 239

Napoléon I^{er} : 193, 228, 229, 246

Naumann Friedrich, théologien et homme politique : 19

Naumann Werner, secrétaire d'État de Goebbels : 464, 585, 597, 638, 640

Neinhaus, bourgmestre de Heidelberg : 623

Neumann Erich, directeur ministériel, collaborateur de Göring : 291

Neurath baron Konstantin von, ministre des Affaires étrangères du Reich et « Protecteur » de Bohême-Moravie : 119, 153, 154, 211, 703

Niemöller Martin, théologien : 140, 141, 683, 691

Nimitz Chester W., amiral américain : 706, 790, 791

Nitze Paul : 685

Nolde Emil, peintre : 40

Nüll Eduard van der, architecte : 60

O

Örtel Curt, metteur en scène : 131

Ohlendorf Otto, Obergruppenführer SS, chef du service de Sécurité de la SS : 634, 682

Ohnesorge Wilhelm, ministre des Postes du Reich : 125, 322

Olbrich Joseph M., architecte : 62

Olbricht Friedrich, général d'infanterie, adjoint du général Fromm : 290, 533, 538, 540, 545

Olier d' : 685

Oshima Hiroshi, ambassadeur du Japon à Berlin : 586

Owens Jess, champion américain d'athlétisme : 105

P

Paepke, directeur des Ateliers réunis : 55

Pallenberg Max, acteur : 23

Pannini Giovanni Palo, peintre italien : 130

Papen Franz von, diplomate, chancelier du Reich : 77, 78, 712

Pappenheim comte Friedrich Ferdinand zu, maréchal d'Empire : 11

Patton George Smith, général américain : 609, 685

Paul Bruno, architecte et illustrateur allemand : 62

Perret Auguste, architecte français : 117

Pétain Philippe, maréchal et chef d'État français : 350

Pfundtner Hans, secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur : 116

Philippe prince de Hesse : 436, 437

Piscator Erwin, metteur en scène : 23

Pleiger Paul, industriel, délégué du Reich pour le charbon : 490, 525

Plagemann, intendant au ministère de l'Air : 459

Poelaert Joseph, architecte belge : 61

Poelzig Hans, architecte : 22, 26

Pohl Oswald, Obergruppenführer SS, chef de l'Office central d'administration économique de la SS : 525, 767

Popitz Johannes, ministre des Finances de Prusse : 534

Porsche Ferdinand, constructeur d'automobiles : 332, 381, 693

Portal Charles, maréchal de l'Air britannique, commandant en chef de la R.A.F. : 751

Porten Henny, actrice : 52

Poschmann, médecin : 522, 523

Poser Manfred von, lieutenant-colonel, officier de liaison de Speer auprès de l'état-major général : 583, 589, 611, 635, 647, 648, 656, 662, 671

Posse Hans, directeur de la galerie de Dresde : 256

Praum Albert, général : 626, 634, 637

Puttkammer Karl-Jesko von, amiral, aide de camp de Hitler pour la Marine : 232

R

Raeder Erich, grand amiral : 153, 386, 387, 706, 715

Raginsky, général russe : 710

Rainer, Gauleiter : 438

Rathenau Walter, ministre des Affaires étrangères du Reich : 295, 298

Rauschning Hermann : 730

Reinhardt Max, metteur en scène et directeur de théâtre : 23

Remer Otto Ernst, commandant : 540-543

Reusch, industriel : 301, 769

Reuter, industriel : 769

Reymann, général : 646, 647

Ribbentrop Joachim von, ministre des Affaires étrangères du Reich : 126, 140, 153, 155, 232, 240, 241, 249, 250, 257, 364, 369, 423, 589, 590, 667, 669, 703, 706, 743

Riecke, secrétaire d'État au Ravitaillement : 776

Riefenstahl Leni, actrice et réalisatrice : 89, 90, 693

Röchling Hermann, industriel : 449, 563, 613

Roesch, général : 745

Rohland Walter, industriel, chef de l'état-major de la Ruhr : 449, 479, 480, 505, 620, 622, 635, 748

Rohm Ernst, chef d'état-major des SA : 51, 74-76, 121, 126, 145, 555

Rolland Romain, écrivain et philosophe français : 19

Rommel Erwin, maréchal : 344, 498, 499, 503

Rooks, général : 681

Roosevelt Franklin Delano : 304, 436, 641

Rosenberg Alfred, Reichsleiter, théoricien du national-socialisme, ministre des territoires occupés de l'Est : 90, 126, 137, 139, 172, 179, 207, 218, 260, 324, 680, 703, 706, 730, 732

Rottmann Karl, peintre : 63

Ruff Ludwig, architecte : 100

Rühmann Heinz, acteur : 191

Rundstedt maréchal Gerd von : 501

S

Sauckel Fritz, Gauleiter, commissaire général à la Main-d'œuvre : 175, 301, 306, 310-312, 374-376, 394, 439442, 456-458, 465, 470, 471, 575, 625, 696, 697, 705, 706, 711, 739, 744, 745, 754, 770, 771, 789

Sauerbruch Ferdinand, médecin : 467

Saur Karl, fonctionnaire du parti national-socialiste, collaborateur de Todt et de Speer : 328, 333, 409, 451, 452, 471, 474, 480, 495, 499, 519, 525, 533, 546, 549, 553, 571, 572, 578, 585, 591-593, 603, 618, 671, 690, 691, 734, 742, 776, 779

Schach, représentant du Gauleiter de Berlin : 540

Schacht Hjalmar, ministre de l'Économie et président de

la Banque du Reich : 140, 548, 691-694, 699, 706, 711, 715

Scharoun Hans, architecte : 31

Schaub Julius, Obergruppenführer SS, aide de camp de Hitler : 51, 79, 156, 278, 405, 423, 471, 546, 571, 608, 626, 642, 662

Schieber Walter, chimiste, collaborateur de Speer : 475, 527, 734, 761, 766, 767

Schinkel Karl Friedrich, architecte et peintre : 38, 168, 535, 589

Schirach Baldur von, chef de la Jeunesse hitlérienne, Gauleiter : 370, 393, 705, 714

Schleicher Kurt von, général et chancelier du Reich : 76

Schlessmann, Gauleiter : 621

Schmundt Rudolf, général, aide de camp de Hitler : 167, 232, 335, 347, 391, 392, 419, 420, 428, 531, 532, 730

Schneider, général : 553

Schnurre, Dr Julius, plénipotentiaire à Moscou : 240

Schörner Ferdinand, maréchal : 587, 588, 787

Schröder M^{lle}, secrétaire de Hitler : 68, 144

Schulenburg comte Friedrich Werner von der, ambassadeur d'Allemagne à Moscou : 240

Schultze-Naumburg Paul, architecte : 93, 94

Schuschnigg Kurt von, chancelier d'Autriche : 140, 156,

Schwarz Franz Xaver, trésorier du parti national-socialiste : 51, 132, 730

Schwarz von Berk : 774

Schwerin-Krosigk Johann Ludwig comte von, ministre des Finances du Reich : 201, 596, 675, 679, 683, 684, 769, 788

Seebauer, collaborateur de Speer : 734

Semper Gottfried, architecte : 61

Severing Karl, ministre de l'Intérieur de Prusse et du Reich : 79

Seydlitz M^{me} : 769

Seyss-Inquart Arthur, commissaire du Reich aux Pays-Bas : 633, 634, 674, 681, 699, 701, 703, 706, 708, 712, 787

Shaw George Bernard : 23

Siedler Eduard Jobst, architecte : 50, 728

Siedler Wolf Jobst, éditeur : 718

Simon, Gauleiter : 771

Skorzeny Otto, Sturmbann-führer SS : 544

Smend Günther, lieutenant-colonel, aide de camp de Zeitzler : 549

Soyka, commandant : 600

Speidel Wilhelm, général : 769

Spengler Oswald, philosophe : 24, 29, 264

Sperrle Hugo, maréchal : 732

Spielhagen, bourgmestre de Breslau : 776

Spitzweg Cari, peintre : 64, 130

Stahl Dieter, industriel : 592, 599, 600

Staline (Djougatchvili) Joseph Vissarionovitch : 231, 240, 241, 336, 435, 547, 588

Stauffenberg, colonel, comte Claus Schenk von, auteur de l'attentat du 20 juillet 1944 : 531, 532, 535, 538, 540, 545, 768

Steinle Eduard von, peintre : 130

Stieff Helmut, général : 533, 538

Stimson Henry Lewis, homme politique américain : 790

Stinnes, industriel : 769

Stöhr, Gauleiter : 614

Strasser Gregor, chef de l'organisation politique du NSDAP : 88, 90

Streicher Julius, Gauleiter : 51, 145, 703, 711

Strölin Karl, bourgmestre de Stuttgart : 695

Stuck Franz von, peintre et sculpteur : 58

Stuckardt Wilhelm, secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur : 365, 445, 682

Student, général commandant les troupes aéroportées :

Stürtz, Gauleiter : 599

Suhrkamp Peter, éditeur : 769

Sündermann Helmut, chef suppléant du service de Presse du Reich : 772

Syrup Friedrich, commissaire du Reich chargé de créations d'emplois : 740

T

Taut Max, architecte : 31

Terboven Josef, Gauleiter, commissaire du Reich en Norvège : 679

Tessenow Heinrich, architecte : 22, 26, 27, 31, 33, 37, 39, 48, 56, 91, 207

Thierack Otto Georg, ministre de la Justice du Reich : 365, 618

Thoma Hans, peintre : 63

Thoma Ludwig, écrivain : 64

Thomale, général : 578, 645

Thomas Georg, général, chef du bureau chargé de l'armement et des questions économiques de l'OKW : 261, 285, 290, 430, 691

Thorak Wilhelm, sculpteur : 207-209

Thyssen Fritz, industriel : 620, 691, 692

Tix Arthur, industriel : 555

Todt Fritz, ministre de l'Armement et des Munitions : 110, 115, 119, 120, 155, 206, 261-264, 272-283, 295, 731, 732, 766

Topp, amiral : 388

Toukhatchevski Mikhaïl, maréchal soviétique : 547

Troost Ludwig, architecte : 42, 44, 57-62, 72-74, 91, 115, 129, 167-170, 193, 227, 281, 473

Truman Harry S., président des États-Unis : 642

Tschechowa Olga, actrice : 52

U

Udet Ernst, général, chef des services techniques de la Luftwaffe : 250, 412, 678

Überreither Siegfried, Gauleiter : 781, 782

V

Vlaminck Maurice de : 263, 691

Vögler Albert, industriel, directeur général des « Aciéries réunies » : 284, 285, 301, 319, 579, 580, 769

W

Wackerle Josef, sculpteur : 57, 169

Waeger, général : 757, 761 Wagner, amiral : 682

Wagner Adolf, Gauleiter de Bavière : 51, 58

Wagner Eduard, quartier-maître général de la Wehrmacht : 533, 538

Wagner Richard, compositeur : 19, 130, 131, 183

Wagner Robert, Gauleiter de Bade : 623

Wagner Winifred, belle-fille de Richard Wagner : 96, 187, 213, 215

Wallot Paul, architecte : 216

Wallraff, architecte en chef : 738

Walter Horst, aide de camp de Sepp Dietrich : 469

Warlimont Walter, général, adjoint de Keitel : 347

Weber Christian, fonctionnaire du NSDAP : 145, 724

Wegener Paul, Gauleiter : 682

Weidmann Hans, fonctionnaire du NSDAP : 40

Westermann Gerhard von, intendant de l'orchestre philharmonique de Berlin : 640

Westphal Siegfried, général : 622

Wiedemann Fritz, aide de camp de Hitler : 173

Williams, colonel américain : 685

Winter, général : 633

Witzell Karl, amiral, directeur des services d'armement de la Marine : 285, 290, 320, 516

Witzleben Erwin von, maréchal : 554

Wolf Johanna, secrétaire en chef de Hitler : 68, 478, 644, 653

Z

Zander Wilhelm, collaborateur de Bormann : 610

Zangen Wilhelm, industriel, directeur du trust Mannesmann, président de la fédération de l'Industrie du Reich : 284

Zeitzler Kurt, général, chef d'état-major de l'armée de Terre : 340, 352-355, 383, 384, 391, 392, 433, 448, 449, 475, 538, 549, 587, 746, 769

Zintsch, secrétaire d'État aux Affaires culturelles : 777